LOC-
ARCHIVES

1

1

RECUEIL

des textes authentiques

DES

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 4 et 11 Mars 1973

DRESSÉ PAR LES SOINS

DU SERVICE DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

TOME II

Meuse à Territoire de Belfort
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

7502162

RECUEIL

des textes authentiques

DES

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 4 et 11 Mars 1973

DRESSÉ PAR LES SOINS

DU SERVICE DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

TOME II

Coll 4° 1192 (1973-IV)

Meuse à Territoire de Belfort
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Gau Lc 1195 (1975)

AVANT-PROPOS

C'est en 1881 que M. Barodet demanda la rédaction d'un cahier des professions de foi des nouveaux élus qui « déterminerait la nature et la portée des réformes réclamées par le pays ».

Cette proposition fut adoptée finalement le 7 février 1882. Initialement le recueil était l'annexe d'un rapport établi par une Commission de 22 membres chargée de dépouiller les professions de foi et de dresser le tableau des vœux et volontés exprimés.

Le 8 juin 1939 la Chambre des Députés renonça à nommer la Commission de 22 membres et adopta une résolution qui remettait désormais au Secrétariat général le soin d'établir ce recueil.

C'est aujourd'hui l'objet de l'article 164 du Règlement.

En vertu d'une décision prise par le Président de l'Assemblée Nationale en novembre 1966, après l'indication de chaque circonscription électorale est mentionnée la composition de la circonscription telle qu'elle est déterminée dans le tableau annexé à l'article L 125 du Code électoral.

(Le tableau n° 1 des circonscriptions électorales, visé aux articles L 125 et L 337 du Code électoral, a été modifié par les lois n°s 66-502 du 12 juillet 1966 et 72-522 du 29 juin 1972.)

***

On trouvera à la fin du tome II du présent recueil la liste alphabétique des Députés proclamés élus avec l'indication du département qu'ils représentent, ainsi que la liste des élections annulées par décision du Conseil constitutionnel.

ABRÉVIATIONS

U.D.R.	Groupe d'Union des démocrates pour la République.
P.S.R.G.	Groupe du Parti socialiste et des Radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I.	Groupe des Républicains indépendants.
R.D.S.	Groupe des Réformateurs démocrates sociaux.
U.C.	Groupe Union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

NOTA

Les initiales indiquent le groupe politique auquel l'élu s'est inscrit au début de la législature.

MEUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ancerville, Bar-le-Duc, Commercy, Gondrecourt-le-Château, Ligny-en-Barrois, Montiers-sur-Saulx, Pierrefitte-sur-Aire, Revigny-sur-Ornain, Saint-Mihiel, Triaucourt-en-Argonne, Vaubecourt, Vaucouleurs, Vavincourt, Vigneulles-lès-Hattonchâtel, Void.

M. Jean BERNARD

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'autosatisfaction qu'affichent l'U.D.R. et ses alliés, la politique économique dont ils s'enorgueillissent cachent mal leur désarroi. La preuve est faite : on ne peut bâtir une société sur la seule notion du profit pour le grand capitalisme et les spéculateurs et en même temps prétendre sauvegarder les intérêts légitimes des travailleurs, de la jeunesse, des personnes âgées et les libertés.

— les couches laborieuses ne connaissent que stagnation des revenus, conditions de travail pénibles et insécurité ;
— les équipements collectifs font cruellement défaut ;
— les collectivités locales sont au bord de l'asphyxie ;
— l'autoritarisme s'installe à tous les niveaux de la vie publique, sociale et économique.

Les Meusiens veulent le changement. Les socialistes répondent à cette aspiration : le programme commun de la gauche constitue une étape de cinq ans ouvrant la voie au socialiste :

Ce programme est réalisable, il est de plus conforme aux objectifs que s'est fixé le Parti socialiste.

• *Satisfaire les légitimes revendications des travailleurs en réduisant les inégalités sociales.*

— salaire minimum à 1.000 F ;
— retraite possible à 60 ans ;
— retour aux 40 heures hebdomadaires et plein emploi ;

— allégements fiscaux pour les revenus modestes ;
— augmentation des prestations familiales ;
— aide aux petites entreprises agricoles, artisanales et commerciales ;
— large accroissement des ressources des personnes âgées ;
— remboursement immédiat à 80 % des frais de maladie.

• *Améliorer la vie quotidienne des Français en ouvrant la voie à un type nouveau de société.*

Le programme commun :

— améliorera la condition de la femme ;
— réformera les structures de l'éducation et de la formation pour assurer l'égalité des chances ;
— réalisera un large plan d'équipements collectifs dans le domaine du logement social, de l'enfance, de la santé, des sports, des loisirs et de la culture ;
— stimulera la croissance de notre économie.

• *Libérer les travailleurs du pouvoir de l'argent et inscrire dans les faits la stratégie de rupture avec le capitalisme.*

Le programme commun :

— élargit les droits syndicaux ;
— accroît la compétence des comités d'entreprise ;
— fait accéder les travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées ;
— nationalise le crédit, certains secteurs névralgiques de l'économie, certains groupes industriels.

• *Donner un contenu à la démocratie.*

Le programme commun :

— garantit toutes les libertés individuelles et collectives ;
— assure l'indépendance de la justice, de la presse et de l'O.R.T.F. ;
— supprime la juridiction d'exception ;
— libère les communes et la région et augmente leurs ressources ;
— établit le mode de scrutin proportionnel et accorde le droit de vote à 18 ans ;
— associe les citoyens à l'élaboration des décisions et à leur application.

• *Travailler à un monde de justice et de paix où la France socialiste trouvera sa place.*

Le programme commun :

— maintient les institutions européennes qu'il entend démocratiser ;
— garantit l'indépendance nationale ;
— développe la politique de détente et de sécurité en Europe et dans le monde et prône l'arrêt de la course aux armements.

La majorité s'avise tardivement de la nécessité d'un tel changement. Les réformateurs vous le promettent. Mais aucun n'en indique ni les moyens ni le prix.

Comme les socialistes, vous savez qu'ils ne peuvent tenir ces promesses : il faut mettre l'économie au service de l'homme, mettre un terme au pouvoir dominateur du grand capital.

Le pouvoir actuel vous propose une majorité pour la France, nous vous demandons d'élire une majorité pour tous les Français, une majorité qui cesse de faire de la Meuse le parent pauvre de l'expansion.

Les candidats du parti socialiste s'engagent sur ce programme ; ils s'engagent à vous consulter et à vous rendre compte de façon régulière.

Dès le premier tour, vous voterez massivement pour eux !

JEAN BERNARD

Maire de Bar-le-Duc

Remplaçant éventuel :

E. REBER

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Les élections du 4 mars ont été un grand événement pour notre département. Vous avez clairement manifesté votre volonté de changement.

En vous prononçant massivement pour le programme commun que nous vous proposions, vous avez entendu affirmer :

— La nécessité de mettre un terme à l'injustice sociale qui touche le monde du travail, des villes et des campagnes, les faibles et les déshérités, aggrave les inégalités, engendre l'insécurité.
— La nécessité de mettre en place rapidement les équipements prioritaires dont vous avez besoin.
— La nécessité d'apporter aux collectivités locales des franchises nouvelles et une juste part de ressources.
— La nécessité de restaurer dans tous les secteurs, à tous les échelons, la démocratie que seuls peuvent garantir l'équilibre des pouvoirs et une concertation véritable.

Pour notre département qui en a tant besoin, un espoir est né, soutenu par une volonté collective. C'est la condition de sa survie et de son renouveau. Il ne dépend que de vous que soit pris un nouveau départ, que vous soyez associés durablement à la conduite de vos affaires, et valablement consultés.

Monsieur Jacquinot, député sortant, élu de la majorité et principal responsable de notre appauvrissement, est nettement distancé par les voix de la gauche et sent passer le vent de la défaite. Le monde du travail, les couches sociales victimes de la politique gouvernementale favorable aux grandes sociétés et aux affairistes confirmeront et élargiront le succès obtenu dimanche dernier.

Rien n'est acquis mais tout est possible, avec vous.

Pour mieux vivre, pour changer la vie, pour faire revivre notre département, vous voterez pour le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Déclaration du Parti communiste français.

Le Parti communiste français considère que la mise en ballottage du candidat de la majorité dans la circonscription de Bar-le-Duc est un succès pour les forces de gauche dans le département.

Conscient d'avoir contribué, par son action inlassable, à ce succès sans précédent, le Parti communiste appelle les travailleurs qui aspirent à de véritables changements, tous ceux qui lui ont fait confiance le 4 mars, et tous les démocrates, à reporter massivement leurs voix sur le candidat de la gauche placé en tête par le suffrage universel afin d'assurer le succès de Jean Bernard.

Jean-Claude Salziger
Maire adjoint de Bar-le-Duc

Gabriel Guillaume
Cheminot à Ancerville

JEAN BERNARD
Maire de Bar-le-Duc

Remplaçant éventuel :

E. REBER

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Charny-sur-Meuse, Clermont-en-Argonne, Damvillers, Dun-sur-Meuse, Étain, Fresnes-en-Woëvre, Montfaucon, Montmédy, Souilly, Spincourt, Stenay, Varennes-en-Argonne, Verdun.

M. André BEAUGUITTE
élu le 11 mars 1973
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers compatriotes,

Il vous appartient de pourvoir une fois nouvelle le siège de député de notre circonscription.

Vous vous en acquitterez avec la mesure et la pondération qui constituent la base du caractère meusien.

Ma candidature.

J'ai fait procéder récemment, par certaines personnes impartiales, à un sondage d'opinion, afin de savoir si l'on souhaiterait que je conserve mon mandat. A une très sensible majorité, la réponse a été nettement affirmative. C'est dans ces conditions que j'ai décidé de me représenter à vos suffrages. Depuis 1932, date à laquelle se situe ma première élection au Parlement, je n'ai jamais subi d'échec. Comme je demeure le même homme, je ne doute pas du maintien de votre confiance.

Ma position politique.

Ceux qui s'intéressent à mon cheminement savent que je suis un administrateur plus qu'un homme politique. Au début de la première législature, lorsque le groupe des Républicains indépendants auquel j'appartiens a dû déposer ses statuts, j'ai été

désigné par mes collègues parmi les quatre élus chargés de définir la doctrine de notre formation. J'ai fait mentionner expressément dans la déclaration préliminaire la liberté absolue de vote.

L'œuvre à laquelle je m'attache est essentiellement individuelle et libérale. Moins tributaire d'une doctrine rigide qu'obéissant à l'impérieux appel du cœur, je réponds par instinct aux exigences de la justice naturelle. Lorsque j'ai à prendre position à l'Assemblée Nationale je m'efforce d'introduire dans le jeu des lois économiques et sociales des innovations inspirées de la plus authentique notion de solidarité.

J'ai toujours tenu et je tiens à agir en conformité avec ma seule conscience. Dans mes contacts meusiens je n'ai jamais demandé à quelqu'un pour qui il votait. Il m'a suffi, à travers ma vie publique, qu'une cause juste me soit présentée pour que je la défende.

Politique intérieure.

J'accorde une priorité à l'économique et au social. Les problèmes essentiels qui se posent dans notre circonscription sont de cet ordre. Je me suis attaché à cette tâche pour Verdun et les autres collectivités locales de la circonscription. Je persévérerai dans cette voie.

Ma sollicitude s'est étendue à l'ensemble de la population, qu'il s'agisse des familles, personnes âgées, de la femme au foyer, des retraités. Je n'ai oublié aucune des catégories humaines : ouvriers, manœuvres, artisans, fonctionnaires, agents des secteurs nationalisés, commerçants, industriels. J'ai usé de tous les moyens réglementaires dont je pouvais disposer pour assurer vos droits : propositions de loi, interventions dans les débats, questions orales exposées à la tribune du Palais Bourbon, questions écrites publiées au *Journal officiel*, démarches auprès des Pouvoirs publics.

En ce qui concerne plus particulièrement les A.C., j'ai déposé une proposition tendant à régler le contentieux demeuré en instance. Tous les ans, lors de la discussion budgétaire, je n'ai pas oublié ceux de la guerre d'Indochine ou d'Algérie, ni les soldats de 1939-45, ni les anciens prisonniers de guerre, les veuves, les orphelins, les déportés et les résistants, les évadés et les passeurs.

Quant à l'élévation sociale, voici longtemps que je me suis consacré à la protection des classes les plus défavorisées. La suppression des abattements de zones — qui est devenue une réalité — a constitué le pivot de mon programme avec la majoration des allocations familiales, la réforme des textes relatifs à la Sécurité sociale, la diminution de l'âge de la retraite au sujet de laquelle j'ai déposé une proposition de loi, les salaires dont l'indexation s'impose.

L'agriculture et l'élevage ont tenu une grande place dans mon emploi du temps. Aucun débat important ne s'est déroulé dans ce domaine sans qu'il ait comporté un plaidoyer vigoureux de ma part. Je ne puis avoir commis la moindre erreur ou une omission quelconque sur ce plan. J'ai même enregistré scrupuleusement les propos des dirigeants du syndicalisme agricole et traduit leur point de vue à la tribune de l'Assemblée Nationale.

Mon action.

C'est dans ce contexte que s'est inscrite mon action. Je n'en définirai pas les divers espects ayant horreur des panégyriques. Depuis le temps que je suis votre mandataire, vous êtes du reste édifiés. Je n'apprécie pas les coups de clairons et les roulements de tambour qui ne sont que des promesses fallacieuses.

Politique étrangère.

La solution de certains problèmes relevant au premier titre de la conjoncture extérieure, je crois vous être utile en jouant un rôle sur la scène internationale. Ma désignation remontant à plusieurs années et constamment renouvelée, de Président de la Commission des finances et de Rapporteur général du budget de l'Assem-

blée du Conseil de l'Europe en même temps que ma nomination par le Conseil des Ministres de délégué de la France à l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) témoignent de l'estime dans laquelle on me tient dans les milieux qualifiés.

Mes concurrents.

Plusieurs candidats se dressent devant moi. Je les connais peu. Je ne tiens donc pas à dire quoi que ce soit d'eux. Je leur laisse le monopole du dénigrement.

Les tâches de demain.

Demain, vous vous en doutez déjà, la vie collective sera encore plus complexe qu'elle ne l'est aujourd'hui. Des jeunes bras s'offriront au travail, il faudra pouvoir leur en trouver.

L'autoroute constituera une chance pour le Nord-Meusien. Déjà des chefs d'industries s'informent auprès de moi en vue d'implantations diverses. Je veille à préparer un climat favorable à ces créations.

Jeunesse, travail, personnes âgées, voilà les volets du triptyque qui doit marquer mes initiatives répétées.

La brièveté de la campagne et l'écrasant labeur auquel je suis astreint ne me laissent pas le loisir d'aller m'entretenir avec vous comme je l'aurais désiré. Pour me rendre dans 277 communes il aurait fallu que j'abandonne pendant une durée excessive les dossiers dont je me préoccupe à votre intention, que je néglige un courrier fort abondant et que je supprime des audiences très fréquentées. Trop de questions requièrent un rapide aboutissement pour que je puisse me soustraire à mes obligations quotidiennes. Je vous exposerai amplement dans *La Dépêche Meusienne* mes perspectives qui sont les vôtres et mes projets qui vous concernent.

Toute la force qui est en moi, toute la vitalité dont je dispose sont au service de l'homme. J'ai la conviction profonde que, dans un moment difficile pour la cohésion nationale, il faut conjuguer nos pensées au lieu d'opposer nos esprits.

La conjonction est plus profitable au progrès que l'opposition.

C'est pourquoi, mes chers compatriotes, je vous demande de ne pas égarer vos voix sur le nom de candidats qui, chacun le sait, ne peuvent être élus. Ce serait perdre votre temps. Demain, l'influence dont je pourrai disposer sera fonction du nombre de suffrages que vous m'aurez attribués. Je sollicite, une fois de plus, un geste réfléchi de votre volonté souveraine pour permettre l'épanouissement de vos libertés et l'assurance de vos destins.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

Vive la circonscription de Verdun !
Vive la République !
Vive la France !

André Beauguitte
Michel Rufin

2e *CIRCULAIRE*

Mes chers compatriotes,

J'ai sans cesse soutenu votre cause avec un soin particulier et un dévouement de tous les instants. Je suis prêt à continuer la tâche à laquelle je me suis voué sans passion partisane et sans sectarisme.

Je n'ai rien à ajouter à ma profession de foi du 4 mars. Elle tient essentiellement compte des aspirations des différentes catégories sociales de notre arrondissement. J'en confirme ici tous les termes.

Ce que je voudrais toutefois, c'est appeler votre attention sur quelques points précis :

— N'oubliez pas d'aller aux urnes. Il importe que vous ne vous absteniez pas en considérant que mon succès constitue une certitude.

— Pensez aussi que l'Union de la gauche se réfère au communisme. Ne vous méprenez pas, si vous déposez dans l'urne un bulletin au nom de mon concurrent, vous voterez pour le collectivisme tandis que je représente la société libérale attachée à la notion de liberté.

En politique la mesure est une exigence solennelle de la raison.

Méfiez-vous de l'aventure.

Accordez votre choix à celui que vous avez depuis si longtemps, sans défaillance, soutenu de votre fidélité.

Dans la vie que nous menons ensemble, le progrès doit l'emporter. J'ai la volonté de me consacrer à l'œuvre permanente qui en constitue la garantie.

Veuille, demain comme hier, la circonscription de Verdun me faire confiance.

Vive le Nord-Meusien !

André Beauguitte

Michel Rufin

MORBIHAN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allaire, Muzillac, Questembert, La Roche-Bernard, Rochefort-en-Terre, Sarzeau, Vannes-Est, Vannes-Ouest.

M. Raymond MARCELLIN

(Candidat de l'Union des républicains de progrès - R.I.)
élu le 4 mars 1973
(R.I.)

Mesdames, messieurs,

Nos objectifs sont précis et clairs :

UN MORBIHAN TOUJOURS PLUS MODERNE, PLUS DYNAMIQUE ET PLUS FORT.

Nous rassemblons tous les moyens nécessaires pour créer les équipements collectifs qui conditionnent la création des emplois nouveaux et l'accroissement de la prospérité dans chaque branche professionnelle. M. Raymond Marcellin, alors qu'il était Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, a pris l'initiative de la création des zones de rénovation rurale dont le Morbihan, notamment, a été largement bénéficiaire, et a proposé au Gouvernement le Plan routier breton ainsi que l'automatisation du téléphone qui sont en cours.

Le Conseil général du Morbihan qu'il préside vient de décider, en accord avec l'administration compétente et le Crédit agricole, d'aider à financer l'extension de lignes téléphoniques dans les campagnes. Le plan « Marcellin » d'adduction d'eau permettra de terminer très rapidement toutes les extensions. Un plan de développement du tourisme intérieur et côtier entre en vigueur. Pour l'assainissement des bourgs, des crédits fortement accrus l'accélèreront au cours des prochaines années...

Tous ces grands équipements collectifs, convergent vers un même but : un département disposant de tous les équipements modernes pour améliorer la vie et pour que la création des emplois change de dimension.

Les organismes techniques compétents avaient prévu 1.100 emplois par an pour le Morbihan, 1.600 ont été créés en 1972. Au fur et à mesure que le Morbihan parachèvera son désenclavement, le rythme des emplois s'accroîtra dans une progression jusqu'alors inconnue, grâce à l'effet multiplicateur des infrastructures nouvelles. Par l'enseignement technique et supérieur que nous avons créé et créerons, les jeunes Morbihannaises et Morbihanais seront bien préparés à participer par leur activité au développement systématique de notre économie départementale.

Maire de Vannes, M. Marcellin s'emploie à obtenir des instances gouvernementales un contrat d'aménagement pour que notre chef-lieu connaisse une progression équilibrée lui permettant de jouer pleinement son rôle dans l'intérêt du Morbihan tout entier.

Les institutions régionales seront mises en place à Rennes à la fin de l'année 1973, mais elles seront d'autant plus vivantes que chaque département jouera son rôle et aura toute sa part dans l'expansion bretonne. Si la Loire-Atlantique veut se joindre aux quatre autres départements bretons, que son Conseil général, conformément à la loi, en prenne clairement la décision. Pour notre part nous l'accueillerons avec faveur.

Alléger et simplifier l'administration par la décentralisation régionale, départementale et communale, sans porter atteinte à l'unité nationale, est notre préoccupation constante.

La puissance économique française répartie sur toutes les régions.

La France naguère sous-industrialisée prend aujourd'hui rang parmi les grandes puissances économiques. En 1958, son produit national était inférieur de 20 % à celui de la Grande-Bretagne. Elle le dépasse en 1972 de 25 %. Notre pays rattrape peu à peu l'Allemagne occidentale et, si nous persévérons, prendra la première place en Europe.

Cet élan est dû au travail de chaque Française et de chaque Français, mais aussi à la mise à la disposition de l'économie par le Gouvernement des moyens techniques et financiers nécessaires.

Une politique sociale vigoureuse.

Notre principe est que chacun dans notre société doit avoir sa part, sa place et sa dignité. Nous agissons pour que les fruits de l'expansion profitent à tous les travailleurs de toutes les catégories professionnelles qui contribuent à la richesse commune : agriculteurs, commerçants, artisans, ouvriers, fonctionnaires, employés, cadres, marins et ostréiculteurs, professions libérales.

Les retraités, pour conserver la vie digne qu'ils ont méritée par leur travail, doivent, eux aussi, profiter de l'expansion. L'âge de la retraite va être avancé, à taux plein, à 60 ans, comme le Premier Ministre vient d'en prendre le solennel engagement. Cette décision a toute sa valeur parce que nous sommes les seuls à être capables de maintenir une monnaie stable, forte et respectée dans le Monde.

Une progression plus forte que celle de l'expansion a été garantie par le Président de la République lui-même pour les allocations familiales, ainsi que pour les allocations et les équipements destinés aux personnes du troisième âge, aux infirmes et aux enfants handicapés.

L'ordre public et les libertés.

En mai 1968, les Mitterrand, Marchais et Mendès-France s'appuyèrent sur la rue pour revendiquer le pouvoir. Comme on le disait si bien à cette époque, ils avaient pris le train gauchiste en marche. Et ils n'en sont descendus que lorsque nous les en avons fait sortir. Ils ne sont pas qualifiés pour se poser en défenseurs des libertés publiques.

Dans cette période difficile, M. Raymond Marcellin fut, le 1er juin 1968, nommé Ministre de l'Intérieur par le Général de Gaulle, pour rétablir la paix publique. Il l'a rétablie.

MM. Marchais et Mitterrand, malgré leurs explications embarrassées, sont contre la liberté de l'enseignement, le droit de propriété privée et l'héritage. Nous sommes pour ces libertés essentielles comme pour toutes les autres libertés.

Pour l'éducation nationale, nous voulons que l'ordre y règne et que tout sectarisme politique en soit exclu. Les conditions d'attribution des bourses d'enseignement seront revues dans le sens de l'équité pour augmenter le nombre des bénéficiaires.

Grâce à l'action vigoureuse de M. Marcellin contre les trafiquants de drogue, la France est le seul pays au monde où la consommation de la drogue est en régression.

Une France pacifique, forte et à l'abri de toute aventure.

Le premier devoir du Gouvernement est d'assurer la sécurité de la France.

Une armée moderne fondée sur notre propre force atomique nous garantit la paix extérieure. La faiblesse attire le malheur : 1870, les premières années de la Grande Guerre de 1914, 1940, nous ont coûté très cher. Or, par démagogie, tous les partis politiques, sauf nous, liquident notre Défense Nationale. Ils méritent votre réprobation.

En politique étrangère, la France entend garder les mains libres pour coopérer avec tous et parfaire la construction de l'Europe tout en maintenant fermement son alliance avec les Etats-Unis.

Notre volonté est d'affermir sans cesse nos institutions politiques afin qu'elles soient toujours aptes à concilier les libertés publiques et l'efficacité. Et notre idéal est de perfectionner notre société par un effort persévérant pour qu'elle soit mieux encore fondée sur le travail, le progrès et la justice.

Nous luttons pour une France économiquement prospère, socialement unie, nationalement forte et Républicaine.

RAYMOND MARCELLIN

Ministre de l'Intérieur

Conseiller général du canton de Sarzeau
Maire de Vannes

Remplaçant éventuel :

JEAN GRIMAUD

Maire de Questembert

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auray, Belle-Ile, Belz, Pluvigner, Port-Louis, Quiberon.

M. Christian BONNET

élu le 4 mars 1973

(R.I.)

Chers amis du pays d'Auray et du canton de Port-Louis,

Nous avons, nous autres Français, l'immense privilège de vivre dans une démocratie authentiquement libre... Comme on s'habitue aux bonnes choses, nous trouvons tout naturel de pouvoir dire, écrire, lire, écouter, regarder ce que bon nous semble sans avoir peur.

Au moment où nous nous apprêtons, une fois encore, comme le veut la tradition des pays vraiment démocratiques, à voter librement, ayons une pensée pour les peuples qui, trop nombreux dans le Monde, ne sont pas consultés ou sont invités seulement à plébisciter à 99,53 % les listes uniques des candidats du Parti.

Quoi qu'il en soit, vous voilà amenés à désigner, le 4 mars, celui des candidats qui vous apparaît le plus qualifié pour se prononcer, soit au sein du Gouvernement,

soit au Parlement, sur les affaires de la France et pour vous représenter à Paris, faire entendre vos soucis, obtenir, sur les plans les plus divers, les décisions que vous souhaitez.

Une consultation électorale est une chose sérieuse. Fidèle à mon comportement habituel, je me refuserai donc à des campagnes tapageuses à l'américaine, et je demande instamment à mes amis de laisser à d'autres, s'ils le veulent, le soin de salir les routes ou les murs par des inscriptions qui, sans avoir jamais convaincu, donnent un travail inutile aux employés municipaux.

D'autres candidats, qui n'ont pas eu encore l'occasion de faire leurs preuves, vont multiplier critiques, attaques et promesses : c'est le lot commun de toutes les campagnes !

Pour ma part, je me garderai des critiques et des attaques, car elles ne sont pas constructives.

De promesses, je ne ferai pas davantage, car il en va des promesses comme des feux de bengale : elles brillent très fort l'espace d'une campagne... Elles s'éteignent au soir du scrutin, et c'en est fini !

Tout au long du mois de décembre 1955, Monsieur Guy Mollet avait axé sa campagne sur la paix en Algérie... En janvier 1956, soit quelques semaines plus tard, devenu Président du Conseil, il se voyait amené, non seulement à continuer la guerre, mais à allonger la durée du service militaire et à envoyer le contingent en Algérie !

Que l'on me comprenne bien : je ne jette pas la pierre à Monsieur Guy Mollet qui, Président du Conseil, a fait, en patriote, ce qu'il estimait de son devoir de faire... Je dis seulement qu'il était bien léger de promettre, l'espace d'une campagne électorale, le contraire de ce que les dures réalités du pouvoir allaient l'obliger à faire.

Cette expérience, qui se situe au tout début de ma vie publique, m'a vacciné contre toute promesse.

Les maires, les conseillers municipaux, me comprendront, car ils ont pu, eux, mesurer, dans leur propre action municipale, les obstacles qui séparent les intentions les plus sincères des réalisations concrètes.

Nous nous connaissons assez, d'ailleurs, vous et moi, pour que je puisse vous demander de me juger seulement sur mon travail, sur l'esprit dans lequel il a été mené, et sur les résultats qui ont pu être atteints.

Comme cette profession de foi est un document trop restreint pour me permettre un véritable compte rendu de mandat... et comme vous avez le droit de savoir ce qui a été fait depuis les cinq ans qui nous séparent de la dernière élection législative, mon journal habituel paraîtra à la fin du mois de février.

« L'écho du pays d'Arvor » sera un bilan, sans critique, attaque, ni promesse. J'ai pris des dispositions pour que chacun puisse en prendre connaissance, mais si certains ne l'avaient pas encore eu entre les mains au moment où ils recevront cette profession de foi, ils peuvent le demander soit à ma permanence d'Auray, 14, rue Louis Billet, soit à la mairie de Carnac.

Le seul engagement que je puisse et veuille prendre, c'est de continuer à travailler demain comme je l'ai toujours fait jusqu'ici.

D'abord, et avant toute chose, travailler pour améliorer la situation de ceux qui ont plus besoin que d'autres d'un appui : les handicapés, les personnes âgées, les veuves et les femmes seules-chefs de famille, les victimes des conflits d'un passé ancien (1914-1918), ou plus récent (1939-1945 - Indochine - Algérie).

Et puis travailler à susciter, maintenant que nous avons des équipements appropriés, des emplois pour nos jeunes.

Enfin, travailler à apporter des solutions correctes aux problèmes qui préoccupent la population active :

— aux problèmes des cultivateurs et, plus spécialement, des producteurs de lait et des éleveurs de porcs, en quête légitime d'une juste rémunération de leur travail,

— aux problèmes des marins pêcheurs aux prises avec le dépeuplement des fonds et la crise sardinière, et des marins du commerce dont les navires se transforment avec une rapidité stupéfiante,
— aux problèmes des chefs d'entreprise, confrontés aux difficultés inhérentes à la complexité croissante du monde dans lequel nous vivons,
— aux problèmes des commerçants et artisans qui, assaillis par des préoccupations d'échéances fiscales et sociales, doivent être mis en mesure de garder leur place dans l'évolution très rapide, elle aussi, de nos structures économiques,
— aux problèmes des ouvriers de la Défense nationale, soucieux du maintien d'un plan de charge important et de la préservation de leur statut,
— à ceux, bien sûr, des ouvriers du bâtiment dont j'ai la charge au sein du Gouvernement,
— aux problèmes des ostréiculteurs, attachés à surmonter les effets des calamités, et à s'adapter, eux aussi, à l'évolution des circuits commerciaux,
— aux problèmes des activités touristiques, aggravés par la trop grande brièveté de la saison,
— aux problèmes des mères de famille, dont on dit, avec tant de légèreté, qu'elles sont « sans profession », alors que la caractéristique de leur travail est de ne jamais connaître de temps de repos,
— et, plus généralement, aux problèmes qui intéressent la vie et l'avenir des hommes et des femmes du pays d'Auray et du canton de Port-Louis.

Oui, le seul engagement que je puisse et veuille prendre est de continuer, si vous me renouvelez votre confiance, à travailler, en étroite liaison avec vos élus municipaux, sans ménager mes forces, près de vous, avec vous, et pour vous.

CHRISTIAN BONNET

Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire, à l'Equipement, au Logement et au Tourisme
Conseiller général de Belle-Ile
Maire de Carnac

Remplaçant éventuel :

YVONNE STÉPHAN

Conseiller général
Maire de Port-Louis

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Baud, Elven, Grand-Champ, Locminé, Pontivy, Rohan, Saint-Jean-Brévelay.

M. Hervé LAUDRIN

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'enjeu des prochaines élections est d'une importance dramatique, comme l'a souligné le Président de la République dans sa conférence télévisée du 8 février. *Un nouveau « mai rouge » n'est pas écarté.*

∴

Ce qui est en cause, c'est d'abord le maintien de nos institutions, l'esprit et la lettre de la Constitution que le peuple français a votée en 1958. Nous voulons, dans l'intérêt du pays, maintenir le rôle déterminant du Président de la République, son élection au suffrage universel et ne pas retomber dans le régime parlementaire qui nous a toujours fait tant de mal, à cause de l'instabilité qu'il encourage et de son inefficacité en matière de progrès et de réformes. Vingt-quatre gouvernements en douze ans de IVe République, ça suffit !

∴

Ce qui est en cause, c'est le maintien de notre Défense nationale. Il n'est pas une nation au monde qui n'ait le souci de préserver son existence et ses frontières. Nous n'acceptons pas de supprimer nos forces atomiques quand les États-Unis, la Russie et plus modestement l'Angleterre et la Chine, gardent les leurs et les développent. Nous n'acceptions pas de rompre notre système d'alliance avec les U.S.A. et de réduire à néant notre armée active pour que la France soit livrée à des aventures qui seraient plus graves que celles de 1940.

Nous n'accepterons pas d'être livrés à l'armée russe comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie.

∴

Ce qui est en cause, c'est l'ensemble de notre économie, industrie et agriculture, les deux richesses de la nation, qui assurent à la France une place de choix dans l'Europe et un développement de notre produit national nous plaçant en tête de notre continent.

Industrie et agriculture menacées par les nationalisations abusives et appauvrissantes, par l'autogestion ouvrière, source de conflits et de sous-productivité, par la dictature du parti communiste sur les banques, sur la vente ou la location des terres, par la municipalisation des sols qui porte atteinte à la propriété individuelle, surtout à la propriété agricole, par le développement excessif des coopératives ruinant le petit commerce.

∴

Ce qui est en cause, c'est l'Europe, comptant à cette heure 252 millions d'habitants contre 205 aux Etats-Unis et 242 à la Russie, devenue la première puissance commerciale du globe au second rang derrière les Etats-Unis pour la richesse de ses habitants, la première pour ses échanges et sa générosité dans l'aide au tiers-monde, organisant son Marché commun qui bénéficie tant aux agriculteurs.

Il ne faut pas permettre à la gauche dite unie de détruire, comme c'est son intention écrite, une telle construction d'amiété, de paix et de prospérité.

Ce qui est en cause, c'est la justice sociale « dont nous devons avoir la hantise », pour que, grâce à l'effort de tous, dans l'ordre, nous arrivions à régler :

1° les problèmes urgents que sont l'augmentation des salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, un même système de sécurité sociale pour tous et des retraites décentes.

2° les insuffisances actuelles que connaissent pour leur condition, les personnes âgées, les victimes du travail, les handicapés, les anciens combattants.

3° le plein emploi d'une main-d'œuvre de mieux en mieux qualifiée et bénéficiant largement de la formation professionnelle, de l'éducation permanente, avec les allocations nécessaires pour les périodes d'inactivité.

4° un nouveau statut du petit commerce et de l'artisanat qu'il faut protéger et développer.

5° l'égalisation des salaires masculins et féminins et la promotion continue de la femme.

∴

Ce qui est en cause, c'est l'effort pour les collectivités locales et la région. Nous voulons une libération accrue de la tutelle, des ressources complémentaires dans le domaine des charges de l'enseignement (transports scolaires, nationalisation, environnement) et une véritable régionalisation où, sans perdre l'unité nationale, nous puissions œuvrer pour développer notre Bretagne, en gardant le caractère spécifique de sa culture.

Ce qui est en cause, ce sont nos libertés, la liberté d'enseignement au premier chef, que la gauche dite unie supprimerait dès la première législature, en récusant comme indignes les prêtres et les religieuses.

La liberté d'entreprise et le droit de posséder son sol et sa maison pour les transmettre aux siens, la liberté de voyager quand on veut et où l'on veut, la liberté d'épargner sans que le parti communiste contrôle, la liberté d'exprimer ses opinoins politiques et de ne pas être asservi comme dans les pays de l'Est.

∴

Si vous votez pour la gauche dite unie « votre vie sera changée » vous assurent MM. Marchais et Mitterrand.

Changée certes, mais dans quel sens ? Vous tombez sous la dictature que connaissent et subissent les pays de l'Est.

Nous, nous transformerons la société et l'améliorerons jour après jour.

Nous, nous voulons vivre heureux dans une France prospère et libre, dans une Europe enfin en paix et solidement unie.

Vous voterez pour les candidats de l'Union des républicains de progrès.

Vive le Président Pompidou !
Vive la République !
Vive la France !

Abbé Hervé LAUDRIN

Maire de Locminé
Conseiller général
Député du Morbihan
Membre du Parlement européen
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Jean PASCAL

Docteur en pharmacie
Conseiller municipal de Pontivy
Chevalier du Mérite national

2e CIRCULAIRE

Nous tenons d'abord à remercier les 22.684 électeurs de la troisième circonscription du Morbihan qui nous ont apporté leur vote, lors du premier scrutin, nous permettant d'atteindre 48,29 % des voix.

C'est un excellent résultat si l'on songe que 9 sur 10 députés en France n'ont pas été désignés, qui me laisse présager un probable succès le dimanche 11 mars.

Le candidat communiste, dont nous fûmes seuls à combattre le programme, recule à 8,82 %, ce qui, en toute hypothèse, ne peut au second tour laisser une victoire au socialisme qui a récolté 21,41 %.

L'essentiel est atteint et, sur ce point, nous avons gagné.

Il reste à aider le destin dimanche prochain. Le candidat réformateur a évidemment troublé le jeu en emportant 21,47 %. Se maintenir est son droit ; mais c'est plus une erreur de jeunesse qu'un bon calcul politique. Que veut-il prouver ?

Chacun sait déjà que ce mouvement réformateur, qui n'a compté aucun élu au premier tour, ne garde aucune chance de pouvoir constituer un groupe de trente députés. Pour avoir été « tentateur et fringant », son appoint est secondaire sur le plan national.

Il convient donc de voter utile.

Dans ce sens, nous demandons à nos électrices et à nos électeurs de nous apporter une fois de plus leur confiance. Leur fidélité, à elle seule, conditionne la victoire.

Mais nous attendons des uns et des autres, qui ont voulu marquer au premier tour un certain mécontentement, qu'ils rejoignent la majorité le 11 mars.

Nous avons compris leur geste.

Il est évident qu'après cette dure épreuve des élections, rien ne sera plus pareil dans la Ve République.

La législature actuelle meurt le 2 avril. Celle qui lui succèdera aura un nouveau visage. Le régime est parvenue au faîte de sa réussite économique dont il faut maintenir l'élan.

C'est pour un gigantesque effort social que nous allons nous mobiliser. Sur ce point, au cours de la campagne électorale, nous avons présenté, dans cinquante-cinq réunions publiques, notre ambitieux programme.

— Handicapés - Personnes âgées, veuves, anciens combattants et prisonniers de guerre.
— Salaires et retraites.
— Promotion de la femme.
— Emplois et préparation de la jeunesse.
— Commerçants, artisans et agriculteurs.
— Equipement sanitaire et hospitalier, stades et piscines, etc.

C'est vers une vie meilleure pour tous que nous devons travailler, en supprimant les détresses et les inégalités choquantes.

Nous allons nous y employer hardiment dès le départ.

Je serai le député de tous dans le cadre de cette circonscription que je sers depuis quinze ans.

Faites votre devoir dimanche en votant pour le candidat de l'Union des républicains de progrès.

Abbé HERVÉ LAUDRIN

Maire de Locminé
Conseiller général
Député du Morbihan
Membre du Parlement européen
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

JEAN PASCAL

Docteur en pharmacie
Conseiller municipal de Pontivy
Chevalier du Mérite national

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Gacilly, Guer, Josselin, Malestroit, Mauron, Ploërmel, La Trinité-Porhoët.

M. Loïc BOUVARD

(Candidat du Mouvement Réformateur)
élu le 11 mars 1973
(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous me connaissez. Je me suis déjà présenté à vos suffrages et à chaque fois vous avez été plus nombreux à me soutenir : 17 % en 1967, 30 % en 1968.

Les élections du 4 mars se dérouleront certainement sous le signe du changement, mais il faut que ce changement se déroule dans le calme, c'est pourquoi je me

présente comme réformateur, fidèle ainsi à ma position de toujours, au côté de Jean Lecanuet.

Mais ma candidature est avant tout une candidature locale. Je suis un enfant du pays et j'entends servir ce pays.

Ma formation universitaire et économique ainsi que l'exercice de ma profession de conseiller en organisation des entreprises industrielles m'ont préparé à la solution des graves problèmes de notre région.

Je prends un engagement en trois points :

1° Je serai un député à temps plein, abandonnant mes autres fonctions pour me consacrer pleinement à ma mission nationale et locale. Les associés dans la firme que j'ai créée me permettront nénamoins de rester en contact permanent avec le milieu industriel.

2° Dans mon action, je donnerai la priorité à la solution des problèmes de l'emploi et à l'élévation du niveau de vie dans la circonscription pour toutes les catégories professionnelles.

3° Chaque année, je viendrai dans chaque commune pour y travailler avec le maire, les conseillers municipaux, et les responsables professionnels et familiaux, et pour tenir une réunion publique avec vous tous afin de vous expliquer mon action, m'informer de vos problèmes et recueillir vos suggestions.

Tel est le député que je souhaite devenir.

J'ai entrepris de reconstruire à Saint-Marcel la maison de mes grands-parents brûlée par les Allemands en 1944 et de m'y installer avec ma femme et mes enfants, quel que soit le résultat du scrutin.

Je vous demande de m'accorder votre confiance, et d'avance je vous remercie.

LOIC BOUVARD

44 ans, trois enfants
Ancien combattant du maquis de Saint-Marcel
Croix de guerre à 15 ans
Licencié en droit de la Faculté de droit de Paris
Diplômé de l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris
Docteur en sciences politiques de l'Université de Princeton (U.S.A.)
Conseiller en gestion des entreprises industrielles
Directeur général de « Loïc Bouvard France S.A. »
Représentant le Morbihan au Conseil politique du centre démocrate (Président Jean Lecanuet)

Remplaçant éventuel :

MAURICE COURTIN

45 ans, trois enfants
Représentant en machines agricoles
Adjoint au maire de Guer

2e *CIRCULAIRE*

Un appel de Loïc Bouvard et de Maurice Courtin.

Pour le second tour des élections, dimanche prochain, deux hommes restent en présence, puisque le député sortant s'est retiré.

Si, au premier tour, vous avez voté pour moi, je vous remercie de votre confiance et je compte à nouveau sur vous.

Sinon, qui choisirez-vous ?

Je laisserai la parole à mon « suppléant » Maurice Courtin car ce n'est pas, pour vous, un inconnu. Il est adjoint au maire de Guer, représentant en machines agricoles. Il vous dit :

« Loïc Bouvard est un *homme sérieux*. Un homme neuf. Un homme d'action. Un homme jeune et de « chez nous ». Sa position a été claire dès le premier tour.

« Loïc Bouvard est ainsi un homme *compétent* qui vient de réorganiser, coup sur coup, une grande station thermale, le quatrième port de France, une importante usine de Grenoble. Il est donc bien placé pour aider nos entreprises, petites ou grandes, artisanales ou commerciales. Car l'essentiel, aujourd'hui, est de développer l'emploi pour nos jeunes. C'est *l'homme d'envergure* qu'il faut à notre circonscription.

« Relisez les documents électoraux reçus la semaine dernière et comparez !

« Loïc Bouvard a parlé *raison*. Il a parlé d'effort et de service, sans avoir la prétention de citer sans cesse ses convictions religieuses, pourtant profondes. Il a offert de travailler avec tous et pour tous, en présentant un « *plan d'action* » précis et concret.

« Ecartez l'excès ! Choisissez la *raison* et l'*efficacité*. Choisissez Loïc Bouvard ! »

Je remercie Maurice Courtin de son appui. Je vous demande donc de me permettre d'être élu dimanche grâce à votre vote. Et je vous promets mon dévouement total.

LOIC BOUVARD

44 ans, trois enfants
Ancien combattant du maquis de Saint-Marcel
Croix de guerre à 15 ans
Licencié en droit de la Faculté de droit de Paris
Diplômé de l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris
Docteur en sciences politiques de l'Université de Princeton (U.S.A.)
Conseiller en gestion des entreprises industrielles
Directeur général de « Loïc Bouvard France S.A. »
Représentant le Morbihan au Conseil politique du centre démocrate (Président Jean Lecanuet)

Remplaçant éventuel :

MAURICE COURTIN

45 ans, trois enfants
Représentant en machines agricoles
Adjoint au maire de Guer

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Groix, Lorient-I, Lorient-II, Pont-Scorff.

M. Yves ALLAINMAT

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous avez tous envie que cela change !

Parce que vous en avez assez de ceux qui, depuis 15 ans n'ont pu changer votre vie.

Parce que vous en avez assez de ces prix qui augmentent plus que vos salaires.

Parce que vous en avez assez de ce régime qui ne vous écoute et ne vous entend qu'à l'approche des élections.

Parce que vous en avez assez de ces scandales qui mettent à jour la pollution des mœurs politiques.

Parce que vous en avez assez de ces gens qui se servent plus qu'ils ne vous servent.

Cela peut changer si vous le voulez.

En faisant confiance :

— A ceux qui sont décidés à attaquer le système politique et économique sur lequel est édifiée une société injuste.
— A ceux qui sont décidés à librer le pays de l'emprise du grand capital.
— A ceux qui veulent mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.
— A ceux qui veulent changer la vie.

Mais vous voulez que cela change dans le calme, l'ordre et la raison.

Alors faites confiance au Parti socialiste.

Le parti qui monte et qui propose à vos suffrages un député honnête et intègre, disponible et travailleur, dynamique et efficace, sportif et infatigable, et qui est l'ami des humbles.

Et faites confiance à celui qui trois fois déjà a mené la gauche à la victoire.

Votez pour :

YVES ALLAINMAT

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier des Palmes académiques
Officier du Mérite sportif
Maire de Lorient

Remplaçant éventuel :

PIERRE QUINIO

Adjoint au maire de Queven

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier :

Gauche unie : 30.716 voix
Majorité : 19.575 voix

Dimanche prochain : la victoire.

Elle serait encore plus éclatante si tous ceux qui veulent que cela change, et dont les candidats se sont opposés à celui de la majorité, s'associaient à notre succès.

Alors, en masse votez pour le programme commun, votez pour élire un député honnête, dynamique, efficace, dont vous savez tous qu'il se mettra à votre service, au service de Lorient, au service de la circonscription.

Votez :

YVES ALLAINMAT
Maire de Lorient

Remplaçant éventuel :

PIERRE QUINIO
Adjoint au maire de Queven

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cléguérec, Le Faouët, Gourin, Guéméné-sur-Scorff, Hennebont, Plouay.

M. Paul IHUEL

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers concitoyens,

Le 4 mars prochain, vous aurez à faire un choix. Vous élirez votre représentant à l'Assemblée nationale. L'importance de l'enjeu est considérable.

Vous me connaissez. Tout d'abord, merci de la confiance que vous m'avez témoignée. Elle m'honore. De mon côté, je n'ai pas ménagé mes efforts pour être utile et rendre service sur tous les plans. Si vous le voulez, ensemble, nous continuerons la tâche.

Je viens donc, à nouveau, me présenter à vos libres suffrages, avec mon expérience et ma volonté d'agir.

Pour une démocratie de plus en plus moderne.

Dans un monde en évolution rapide, l'Etat doit pouvoir agir vite, sans s'embarrasser d'une technocratie excessive. Il doit œuvrer dans la concertation avec les organisations professionnelles et permettre au Parlement de remplir ses fonctions de contrôle et d'initiative, dans l'application de la Constitution.

La prochaine législature devra réaliser une véritable régionalisation par l'institution d'un pouvoir régional élu, d'où nécessité d'une réforme démocratique essentielle pour les régions et, spécialement pour la Bretagne.

Pour la défense des libertés.

Les libertés fondamentales doivent être assurées : droit d'association, droit au pluralisme, droit au travail, liberté de parole et d'action dans le respect des valeurs morales ; liberté syndicale et d'enseignement, refus de toute dictature, garantie des citoyens contre l'arbitraire, acceptation par chacun de ses responsabilités.

Pour l'expansion économique et l'aménagement du territoire.

Il s'agit d'un problème essentiel sur le plan national, régional et local. Sa solution doit être inlassablement recherchée avec les élus locaux (réforme des finances communales...)

Notre région doit retenir l'attention particulière de l'aménagement du territoire (mise en valeur plus grande de ses possibilités par des équipements collectifs : voirie, renforcement du réseau électrique, adduction d'eau, assainissement, aménagement de nos axes routiers) - Accroissement des aides à l'industrialisation.

Des solutions peuvent être trouvées auprès d'un pouvoir régional organisé, avec une meilleure répartition des ressources de l'Etat, et la compression des dépenses de prestige. Je n'exclue pas un prélèvement sur les bénéfices des grands trusts allant le cas échéant, jusqu'à la nationalisation.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Pour le progrès et la justice sociale.

L'expansion doit profiter à tous et non pas seulement à quelques-uns ; dans notre région, toutes les activités sont solidaires et s'interpénètrent.

Agriculture.

Agir pour ma modernisation (bâtiments d'élevage). - Développer la vulgarisation et l'enseignement agricole. - Atteindre à une véritable politique des revenus, compte tenu de l'évolution croissante des charges de production. - Œuvrer auprès du Ministre afin d'obtenir à Bruxelles une amélioration de la politique communautaire, notamment une meilleure hiérarchie entre les prix des produits végétaux et des produits animaux (programme lait viande et primes de reconversion). - Garantie des prix. - Intensification des mesures sanitaires (brucellose, etc.). - Parité économique et sociale pour la petite exploitation. - Assouplissement de l'octroi de l'indemnité viagère de départ. - Problème des structures. - Action spécifique pour les régions.

Artisanat. - Commerce. - Industrie.

Liberté d'entreprendre. - Soutien et défense de la libre entreprise et de son développement. - Justice sur le plan fiscal et para-fiscal. - Recherche d'une solution valable au problème des retraites et de l'assurance maladie par la création d'un budget annexe. - Question des grandes surfaces. - Indemnité de départ et de l'aide sur fonds sociaux.

Ouvriers. - Employés. - Agents de la fonction publique.

Salaires décents permettant le digne épanouissement de la famille. - Sécurité de l'emploi. Promotion et amélioration des conditions de vie et de travail. - Recyclage et reconversion. - Qu'il me soit permis de rappeler ici, mon combat dans le douloureux problème des forges d'Hennebont !

Jeunes.

Diffusion démocratique de l'enseignement par une plus large et plus juste attribution des bourses. - Adaptation de l'école à l'avenir pour assurer le travail et l'emploi, la question de l'emploi étant primordiale. - Création de complexes sportifs et éducatifs, d'écoles de plein air. - Aménagement de loisirs sains. - Nationalisation des C.E.S. et des C.E.G.

Personnes âgées.

Retraite à 60 ans. - Augmentation du taux permettant des conditions de vie normale. - Problème des handicapés physiques. - Logements-foyers.

Enfin, il importe de se pencher sur les ressources du tourisme, sur une politique active du logement, sur le problème de la santé publique (prévention - hôpitaux), sur les justes revendications des anciens combattants, des veuves et victimes de guerre, des prisonniers, déportés et résistants, ainsi que des anciens d'Algérie. Il importe, surtout, de sauvegarder la paix par la construction effective d'une Europe unie pour sa défense et pour son économie.

Electrices, électeurs, mes chers amis, ceci est un programme et non pas des promesses, car je connais les difficultés de l'action.

Il serait injuste de dire que rien n'a été fait, mais il faut continuer ardemment et développer l'œuvre commencée sur le plan économique et social.

C'est le but que je poursuivrai, si vous voulez bien m'accorder votre confiance.

Mon remplaçant éventuel, Yves Le Cabellec, est un homme habitué, lui aussi, à l'action politique, économique et sociale. Commerçant, il est depuis 14 ans, Maire de l'importante commune de Plouay. Il est, aussi, conseiller général de ce canton.

L'un et l'autre, nous croyons à la promotion et à la dignité de l'homme et nous voulons que les forces de la République soient mises au service des grandes causes de la solidarité nationale, de la fraternité des hommes et, par dessus tout, de la paix.

Nous voulons la justice sociale, la paix intérieure et extérieure et cela par la concertation.

Vive la République !
Vive la France !

PAUL IHUEL

Candidat républicain populaire d'action sociale et paysanne
Conseiller général du canton du Faoët
Maire de Berné
Commandeur du Mérite agricole
Membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale
Ancien Ministre
Ancien combattant prisonnier de guerre engagé volontaire 39-40
Député sortant

Remplaçant éventuel :

YVES LE CABELLEC

Conseiller général
Maire de Plouay

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, mes chers concitoyens,

Je remercie de tout cœur les électrices et les électeurs qui, dimanche dernier, par 18.326 suffrages, m'ont permis d'arriver en tête du scrutin de ballottage.

Je reste candidat et je me représente dimanche prochain 11 mars à vos libres suffrages.

Vous avez reçu ma profession de foi. Vous savez qui je suis. Vous connaissez mes idées et mon passé. Je leur reste fidèle.

Dimanche prochain, vous aurez à décider définitivement.
Donc pas d'abstentions.
D'ores et déjà, je vous fais confiance.

Vive la République !
Vive la France.

PAUL IHUEL

Candidat républicain populaire d'action sociale et paysanne
Conseiller général du canton du Faouët
Maire de Berné
Commandeur du Mérite agricole
Membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale
Ancien Ministre
Ancien combattant prisonnier de guerre engagé volontaire 39-40
Député sortant

Remplaçant éventuel :

YVES LE CABELLEC

Conseiller général
Maire de Plouay

MOSELLE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ars, Metz-I, Metz-II, Metz-Campagne (partie située sur la rive gauche de la Moselle).

M. Jean KIFFER

(Candidat du Mouvement Réformateur)
élu le 11 mars 1973
(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Vous éprouvez une insatisfaction vis-à-vis du régime actuel qui n'a pas su apporter des solutions humaines et raisonnables aux problèmes qui se posent tant à notre région qu'au reste du pays. Vous voulez que cela change.

Et pourtant, personne d'entre vous ne désire voire triompher la dictature marxiste.

J'ai eu un profond respect pour l'électorat ouvrier. Les classes laborieuses m'ont fait confiance lors de ma première élection comme maire de ma commune. Mes réalisations sociales dans l'intérêt de tous : complexe sportif, foyer des anciens, maison des jeunes, restaurant pour personnes du troisième âge, bourses scolaires aux étudiants, crèches, revenu minimum garanti, garderies d'enfants, etc... témoignent de mon efficacité dans ce domaine trop souvent cité, mais négligé dans les faits.

Après six années de travail, efficacement soutenu par mon conseil municipal, je suis fier d'avoir été réélu par 84 % des électeurs.

Avec les communes avoisinantes, en coopération avec Metz, nous voulons aménager nous-mêmes notre industrialisation afin de l'adapter aux besoins des entreprises qui doivent s'y installer.

J'ai déjà entrepris cette action qui nous redonnera à tous par l'intermédiaire des élus locaux, un moyen de prendre en main le destin de notre région sans subir les contraintes technocratiques, imposées par le pouvoir actuel tout en assumant une meilleure répartition des fruits de cette entreprise.

Les hommes et les femmes de cette région doivent y trouver le complément indispensable à leur travail et leur vie de tous les jours. Dans ce but, j'ai entrepris la réalisation du centre de loisirs du parc de Coulanges, situé au cœur de notre région, facilement accessible à chacun.

Le rôle de député a été discrédité par la passivité de la résignation de ceux-là même qui avaient eu mission de nous défendre, car ils s'étaient fait complices d'un système où les monopoles faisaient la loi.

J'ai adhéré au programme réformateur car il est le seul qui, sans impôts nouveaux, grâce à des transferts budgétaires intelligents assure une meilleure gestion du pays en redonnant à chaque région sa personnalité et les moyens de la mettre en valeur.

Votre confiance et votre soutien, me seront d'un concours précieux dans la lutte que j'ai engagée pour avoir enfin une société libérale véritable, débarrassée de l'oppression technocratique centralisée et d'un capitalisme archaïque fondé sur le pouvoir des trusts et des monopoles.

Grâce au pouvoir régional élu nous pourrons construire une société plus juste où l'initiative et les sens des responsabilités de chacun trouvera son plein épanouissement.

Mon programme est audacieux. Face aux autres candidats, je suis le seul à apporter des réalisations concrètes, preuves de mon efficacité et de mon dynamisme.

Je mérite votre confiance.

Docteur JEAN KIFFER

Notre circonscription, Metz et sa périphérie, toute notre région, prise dans le tourbillon des mutations actuelles sent que, face à des lendemains incertains, elle a besoin d'un homme qui puisse et veuille prendre leur destin en main.

Le docteur Jean Kiffer, maire d'une importante commune industrielle, a fait ses preuves. Réalisateur plein de bon sens et de dynamisme, efficace par sa puissance de travail, ses conceptions originales et intelligentes, sa volonté de surmonter tous les obstacles, il représente notre chance pour l'avenir.

Très attaché à ma ville, concient de ses intérêts et de ceux de toute la population de notre région, il est de mon devoir de l'assister dans le combat qu'il mène pour nous tous.

Chers amis messins, chers compatriotes, soyez avec nous, accordez votre confiance et votre voix au docteur Jean Kiffer.

PIERRE JACQUES

Pharmacien, rue Serpenoise à Metz.
Remplaçant éventuel du docteur Kiffer

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, chers amis,

Vous m'avez placé très largement en tête des candidats en ballottage.

Ainsi, vous avez clairement manifesté votre volonté de

Changement dans l'ordre.

Je vous en remercie de tout cœur.

Vous confirmerez votre choix dimanche prochain.

Il est cette fois plus clair encore.

D'un côté vous est proposé un candidat à la ligne politique et au programme de plus en plus incertain et qui, hélas, n'en est pas à un revirement près.

De l'autre, une gauche rassemblée autour d'un parti communiste qui la domine.

Cette gauche « marxisée » veut bureaucratiser davantage encore le pays, collectiviser ses moyens de production et ainsi supprimer les initiatives, confisquer la liberté de l'homme.

Les extrêmes se touchent : les monopoles et le collectivisme se rejoignent pour asservir l'individu au profit d'une minorité de dirigeants.

Avec les réformateurs, mon suppléant messin et moi, apporterons notre concours à la construction d'une *société plus humaine.*

Le citoyen doit être concerné davantage par la vie publique. Le pouvoir ne doit pas être qu'à Paris, il faut le ramener aussi dans la région.

Pour donner à chacun *l'égalité des chances,* nous voulons multiplier les équipements collectifs.

Bâtir l'Europe des réalités et non l'Europe des mots.

Bref, il faut réformer dans beaucoup de domaine.

Il faut le faire vite, mais dans le calme, sans révolution, sans ce *terrible risque marxiste.*

Si je me propose à vos suffrages c'est que je pense honnêtement avoir réussi cela dans ma ville avec l'équipe municipale qui m'entoure.

Fief autrefois communiste, cette cité, à chaque réélection, me témoigne une confiance toujours plus grande vous donnant ainsi *la preuve de mon efficacité.*

L'expérience acquise dans cette gestion, je la propose au service des hommes et des femmes de cette circonscription, du département et du pays.

Je vous demande de renouveler en la multipliant encore, la confiance que vous m'avez apportée dimanche dernier.

Mon ami et suppléant, Pierre Jacques et moi-même prenons l'engagement de tout faire pour ne point la décevoir.

Docteur JEAN KIFFER

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Metz-III, Metz-Campagne (partie située sur la rive droite de la Moselle), Pange, Verny, Vigy.

M. Pierre KÉDINGER

(Candidat de l'Union des Républicains de progrès pour le soutien au Président de la République - U.D.R.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

L'enjeu des prochaines élections, vous le savez, sera considérable pour l'avenir de la France et des Français.

Que l'on ne s'y méprenne pas, le parti communiste, par le biais de l'Union de la gauche qu'il dominerait de par ses structures, sa puissance syndicale, son organisation, espère accéder au pouvoir dans un avenir plus ou moins rapproché.

Que certains souhaitent une société étatique et totalitaire qui mènerait le pays au chaos, à la misère et à la ruine, c'est leur droit.

Je m'adresse à l'immense masse de mes concitoyens qui, comme moi, ne veulent pas de pareil régime.

Je leur dis unissez-vous, car c'est de notre union que dépendront nos libertés et le progrès.

Unissez-vous dans la clarté, à la seule force politique libérale cohérente qui propose une entente large, claire et solide, l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.

Que peuvent faire, en effet, face aux périls qui nous menacent, des hommes seuls, sans étiquette (sinon celle qu'ils se donnent à eux-mêmes), ou encore des mouvements minoritaires, groupuscules hétérogènes et disparates, sans réelle consistance.

L'Union des républicains de progrès, seule force nationale puissante et solide, peut constituer une sécurité pour l'avenir, l'espoir de demain.

J'ai été élu dans les heures sombres de 1968 sur un programme précis : promouvoir des réformes dans l'ordre et la paix civile retouvée.

- Paix civile — Contre ceux qui votaient déjà à cette époque la motion de censure communiste, nous, députés de la majorité, avons aidé le Président de la République, le Général de Gaulle, à la rétablir ; elle existe aujourd'hui au-delà de toutes les espérances d'alors.
- Les réformes — Jamais aucun pays n'a connu dans tous les domaines autant d'heureuses réformes que la France depuis quinze années, grâce à la croissance économique du pays basée sur la solidité des institutions.

Ces réformes ont permis à la France de changer de visage. Ainsi que l'a dit Pierre Messmer : « Le changement c'est nous ; le mouvement c'est nous. Et nous le poursuivrons non en paroles, mais en actes ».

Vous me connaissez ; depuis cinq ans, je suis votre député.

Pour moi, la figuration n'a jamais été un objectif.

Conformément à l'engagement que j'avais pris, j'ai soutenu sans défaillance l'action du Général de Gaulle d'abord, celle de Georges Pompidou ensuite.

J'ai contribué, avec mes collègues, sous la conduite du Premier Ministre Pierre Messmer, à ce que des mesures soient prises pour sauver d'abord, puis relancer l'économie mosellane gravement menacée par la crise du fer et du charbon.

Mes objectifs pour demain sont tracés, car vos problèmes je les connais bien pour les avoir vécus.

Issu d'un milieu agricole modeste, expulsé en 1940, emprisonné, puis déporté dans les camps de concentration en 1942, à l'âge de 21 ans, j'ai dû, sans aide aucune, par mes seuls moyens, dès mon plus jeune âge, me forger durement une situation.

Ma première préoccupation est donc de rendre la promotion sociale plus facile que celle que j'ai connue, et cela en donnant des changes égales à toutes et à tous.

C'est pour cela que mes objectifs sont ceux exposés par M. Pierre Messmer, Chef du Gouvernement que je soutiens ; ce sont précisément ceux qu'il a exposés à Metz et dont j'ai eu le privilège de discuter personnellement avec lui. En effet, nous faisons partie de la même famille politique et sommes candidats tous deux en Moselle pour l'Union des Républicains de Progrès.

Ces objectifs, quels sont-ils ?

Dans une Europe unie, dans la paix civile et la sécurité, poursuivre la croissance économique du pays par l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, l'organisation du commerce et de l'artisanat, le développement des zones rurales dans un esprit de participation et de concertation.

Et cela afin.

- De poursuivre l'augmentation du niveau de vie de chacun - la corection des inégalités sociales - l'amélioration du sort des personnes âgées - donner à tous les jeunes une égalité de chances devant la vie qui s'ouvre à eux - mettre fin aux inégalités sociales.

- Faire en sorte que la France devienne de plus en plus un pays où il fait bon vivre, un pays de plus en plus juste et humain.
- Plus particulièrement pour nous Mosellans, dans ce département exemplaire, poursuivre l'effort d'industrialisation, le développement de notre jeune université et de toutes les possibilités de formation professionnelle.

Contribuer à atteindre ces objectifs dans la sécurité, la liberté, la paix civile, grâce à la confiance que vous me témoignerez le 4 mars prochain, telle est ma seule ambition.

PIERRE KEDINGER

Député sortant

Remplaçant éventuel :

MAURICE DERO

Conseiller municipal de Montigny-les-Metz

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Je tiens tout d'abord à remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont fait confiance en portant le 4 mars dernier leurs suffrages sur mon nom, me plaçant en tête de tous les candidats en présence.

Je prends l'engagement si vous me confirmez votre confiance, de mettre toute mon énergie, comme par le passé au service de tous, au service de notre département, au service de la France.

Le premier tour de scrutin a laissé apparaître sur le plan national, ainsi que je l'annonçais dès le début de cette campagne, une forte poussée de l'Union de la gauche, dominée par le Parti communiste, qui d'ores et déjà malgré les prévisions contraires, dépasse le parti socialiste par le nombre des suffrages exprimés au premier tour. Le Parti communiste espère accéder au pouvoir, par le biais de l'Union de la gauche, dans un avenir plus ou moins rapproché.

Malgré le septicisme de certains, une menace qui risque d'aller en s'accentuant, pèse désormais sur l'avenir du pays et de notre démocratie libérale. Jamais dans son histoire, la France n'a couru un risque, à brève ou moyenne échéance, aussi grave et surtout aussi irréversible.

Dans notre circonscription, pour la première fois le total des voix de la gauche qui se reporteront en bloc au second tour sur le candidat socialiste, candidat unique de l'Union de la gauche, dépasse au premier tour celui du candidat national et libéral le mieux placé.

Il existe donc, dans cette circonscription un danger de la gauche, ainsi que l'a nettement déclaré son candidat M. Reiland « c'est la première fois depuis très longtemps que dans cette circonscription, un candidat de la gauche sera présent au deuxième tour avec des chances de l'emporter ».

Il faut donc dans notre circonscription, vieille terre de traditions libérales et nationales, barrer la route au candidat unique de l'Union de la gauche, qui l'emportera si les nationaux restent divisés, puisque l'ensemble de la gauche obtient 13.233 suffrages alors que, candidat national arrivé en tête, j'ai obtenu 12.409 suffrages.

A tous les nationaux et libéraux de Progrès, je lance à nouveau un appel afin que face à l'Union de la gauche, ils s'unissent et forment un bloc cohérent et puissant.

Au-delà de toute vaine querelle de personnes, il faut que vous groupiez vos suffrages sur le nom du candidat national et libéral que vous avez placé en tête au premier tour.

Accordez-moi votre totale confiance et amplifiez massivement dimanche prochain, votre vote du 4 mars dernier.

Contre le péril de la gauche, contre un conservatisme rétrograde, nationaux et libéraux de progrès, unissez-vous pour la sauvegarde de nos droits fondamentaux.

La liberté par les institutions.
Le progrès par l'expansion.
La paix par l'indépendance.
La sécurité par l'ordre.

PIERRE KEDINGER

Député sortant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

MAURICE DERO

Conseiller municipal de Montigny-les-Metz

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Fontoy, Hayange, Moyeuvre-Grande.

M. César DEPIETRI

(Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire)
élu le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Ces élections auront, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit de la manière la plus nette condamner la politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les partis de la gauche.

En votant communiste, vous voterez pour le Parti qui a indiscutablement dénoncé dès le premier jour le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujour-

d'hui mesurer les graves conséquences, et vous voterez pour le Parti qui, en même temps, a agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche sur la base d'un programme commun.

Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater ? D'un côté, une infime minorité accapare pour elle-même et emploie à toute sorte de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que de l'autre côté, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants.

La Moselle connaît depuis 1963 une récession économique, les mines de fer et des usines sidérurgiques ferment et sont détruites, les houillières de Lorraine sont menacées, on liquide un potentiel industriel indispensable au pays.

Depuis cette époque, le patronat Wendel-Sidélor et Usinor, avec l'appui du gouvernement a réduit l'effectif des mineurs de plus de 10.000, les sidérurgistes de plus de 25.000, les cadences s'accélèrent, les accidents mortels et corporels se multiplient.

Le commerce et l'artisanat des vallées de l'Orne et de la Fensch s'asphyxient, la situation scolaire frôle le désastre.

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre des magnats de la finance et leurs commis — U.D.R.-Indépendants-Centristes au pouvoir depuis quinze ans !

C'est en pensant à tout cela, au bonheur que tant de travailleurs, tant de mères de famille pourraient enfin connaître, que je vous appelle à voter communiste.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ce souhait puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment

— le relèvement général des salaires ;
— le salaire minimum à 1.000 F ;
— l'abaissement de l'âge de la retraite ;
— la réduction de la durée du travail ;
— l'arrêt immédiat du plan de liquidation des mines et usines ;
— la sécurité de l'emploi ;
— la garantie du travail pour les jeunes gens et jeunes filles ;
— l'amélioration du sort des personnes âgées ;
— l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse ;
— la mise en œuvre d'une politique de logement social ;
— l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises ;
— le maintien et l'extension de notre régime local de sécurité sociale.

L'enseignement sera gratuit, la ségrégation scolaire supprimée. Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

L'application du programme commun se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meil-

leure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Vous voterez communiste.

Parce que le Parti communiste a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche pour un changement démocratique.

Vous voterez communiste.

Parce qu'au sein de l'union de la gauche pour laquelle il a tant combattu, l'action du Parti communiste représente la garantie la plus sûre de la réalisation pleine et entière du programme commun.

En 1967-68, votre circonscription s'est donnée un député communiste, un travailleur qui a participé à toutes vos luttes menées pour améliorer vos conditions de vie et de travail ; à l'Assemblée Nationale, il a défendu les droits des travailleurs et de leur famille, de toutes les couches sociales laborieuses, a fait des propositions pour sauvegarder cette richesse nationale que sont les mines de fer, la sidérurgie, a dénoncé la sous-scolarisation et fait des propositions pour rattraper le retard scolaire. Qu'a fait le député actuel, membre de la majorité, en cinq années de mandat ? Il a donné son accord total à la liquidation de l'économie du département.

Les travailleurs manuels et intellectuels et les couches sociales laborieuses de la circonscription doivent à nouveau être représentés par un homme qui a toujours défendu les intérêts de toutes les victimes du grand capital, vous en avez la possibilité. Votez communiste.

Vous voterez communiste.

Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée Nationale de demain.

Le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour, le 4 mars, le Parti communiste français sera décisif pour lui donner l'audience et la représentation parlementaire qu'il mettra au service des travailleurs, de l'union du programme commun.

Aussi, dès le 4 mars, électrices, électeurs, votez en masse :

CÉSAR DEPIETRI

Tourneur sur métaux
Maire de Moyeuvre-Grande
Conseiller général
Député 1967/1968

Remplaçant éventuel :

RAYMOND GATTI

Technicien chimiste

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au nom de Raymond Gatti, mon suppléant, et en mon nom personnel, nous tenons à remercier les 17.839 électrices et électeurs de la circonscription de Thionville-Ouest pour la confiance qu'ils nous ont accordées lors du premier tour de scrutin.

Notre Parti à Thionville-Ouest obtenait en 1968 au premier tour 14.728 voix, il a progressé de 3.111 voix malgré un déchaînement anti-communiste sans précédent ; dans tout le pays, notre Parti gagne plus de 800.000 voix.

La gauche totalise dans notre circonscription dans ce premier tour 33.832 voix contre 28.390 en 1968, soit un gain de 5.442 voix ; dans l'ensemble du pays, la gauche totalise plus de 45 % des voix.

Quant à Monsieur Arnould, il passe de 21.933 voix en 1968 à 19.332 voix en 1973, soit une perte de 2.601 voix ; la majorité sortante dans le pays ne retrouve que 37 % des suffrages contre 45 % en 1968.

Ces résultats du 4 mars condamnent la politique économique et sociale pratiquée dans notre circonscription par Wendel-Sidélor avec l'appui du député sortant, dont sont victimes les travailleurs et toutes les couches sociales de nos vallées.

Les gains importants de la gauche témoignent de la volonté de changement que veulent les travailleurs et autres couches sociales autour du programme commun qui doit redonner à Thionville-Ouest l'essor économique et social que lui a fait perdre les mesures de restructuration de Wendel-Sidélor et son député Arnould.

Les voix qui se sont portées sur Monsieur Jacob témoignent elles aussi, d'une volonté de changement ; aussi, le 11 mars, ces voix ne feront pas le jeu du candidat de la majorité sortante : elles se doivent de confirmer cette volonté de changement en votant au second tour pour le candidat d'Union pour le Programme commun, César Depietri.

Cette volonté de changement doit se concrétiser le 11 mars par un élan plus grand encore du candidat d'union pour le programme de gouvernement César Depietri, arrivé en tête des partis de gauche ; la défaite de Monsieur Arnould et de Wendel-Sidélor doit être sans appel.

C'est dans ce sens qu'ont appelé ensemble dimanche soir à la télévision luxembourgeoise Victor Madelaine, Robert Durin, à voter en bloc pour César Depietri, candidat d'union pour le programme de gouvernement, nul doute que cet appel sera entendu, que pas une voix ne doit manquer au soir du 11 mars afin que ce soit un député de la gauche unie qui, à l'Assemblée Nationale, défendra les intérêts des travailleurs manuels, intellectuels et toutes les couches laborieuses de Thionville-Ouest.

La victoire dans tout le pays est à la portée des forces ouvrières et démocratiques, Thionville-Ouest se doit d'y participer, elle en a les moyens.

Il faut battre Wendel-Sidélor et son député Arnould qui ont fait le malheur de la Lorraine, aussi :

Hommes, femmes, jeunes, toutes et tous, le 11 mars, pas une voix de la gauche ne doit manquer au candidat d'union pour le programme de gouvernement.

Votez :

CÉSAR DEPIETRI
Maire de Moyeuvre-Grande
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

RAYMOND GATTI
Technicien chimiste

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cattenom, Metzervisse, Sierck-les-Bains, Thionville.

M. Maurice SCHNEBELEN

(Candidat de l'Union des républicains de progrès - Républicains indépendants)
élu le 11 mars 1973
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chers électrices et électeurs,

A vous dont je sollicite à nouveau la confiance que par trois fois vous avez voulu m'accorder depuis 1962, je me permets de vous rappeler les faits saillants qui marquèrent la législature qui se termine.

— En premier lieu, et malgré les événements de 1968, nos finances ont été assainies et notre économie en constante progression (29 % de 1969 à 1972).

Cette conjoncture a permis :

— la mensualisation des salaires, y compris celle du S.M.I.C. ;
— l'augmentation du pouvoir d'achat de 28 % ;
— l'intéressement ;
— la participation ;
— la formation permanente ;
— la démocratisation de l'enseignement ;
— l'aide doublée aux personnes âgées et aux handicapés ;
— la mise en place d'un régime de sécurité sociale et de retraite couvrant TOUS les Français et basé sur le principe de l'égalité des prestations pour une égalité de cotisations ;
— harmonisation avancée d'une fiscalité respectant l'égalité des charges pour des revenus semblables ;
— l'Europe agricole au profit de nos agriculteurs.

Nous ne disons pas : « Demain nous réaliserons ce que nous n'avons pas commencé depuis que nous sommes au pouvoir », mais nous disons : une grande partie du chemin est parcourue grâce à notre action et nous en défricherons le reste, avec la même constance et le même souci de servir les Français et la France. Nous pouvons le faire sans impôts nouveaux en raison même du rythme de croissance que nous avons su imprimer à notre économie.

Vous allez avoir à choisir entre nous, majorité à laquelle le pays ne peut contester d'importantes et salutaires réformes, ceux qui se prétendent réformateurs et les autres de l'alliance socialo-communiste.

Nous représentons l'amélioration constante du niveau et du mode de vie dans la liberté.

Eux vous proposent une société bureaucratique et collectiviste. Les communistes le savent, les socialistes également, mais ils ferment les yeux devant le résultat qu'ils savent inexorable. Leur alliance n'est qu'électorale et profitable au seul parti communiste.

145 milliards de francs lourds, soit 14.500 milliards de francs anciens par an de charges supplémentaires et par voie de conséquence la rétrogradation puis la ruine de l'économie, l'asservissement de l'homme et la cruauté naturelle du matérialisme, notre isolement face à la communauté européenne.

Voilà ce que représente leur programme.

Aucun des gouvernements socialistes en place dans le monde industrialisé ne s'est détourné des règles du libéralisme, connaissant par expérience les incidences catastrophiques que comporterait une telle solution.

L'Allemagne, la Suède sont des exemples typiques, dont la prospérité est issue du libéralisme.

Souvenez-vous aussi que le progrès social est tributaire de l'expansion économique.

Comparez et méditez.

Il ne fait pas de doute que vous nous ferez alors confiance.

Votez pour l'Union des Républicains de Progrès, unis derrière Georges Pompidou, élu de la Nation.

Votez pour la France, l'Europe et la paix.

Votez pour :

MAURICE SCHNEBELEN

Député sortant
Républicain indépendant
Maire de Sierck-les-Bains

Remplaçant éventuel :

Maître HENRI FERRETTI

Avocat
Conseiller municipal de Thionville

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Nous vous remercions de la confiance que, dès le premier tour de scrutin, vous avez bien voulu nous témoigner.

L'essentiel de notre campagne était et reste basé sur la lutte contre le front commun de la gauche.

Les faits nous ont donné raison et les chiffres le prouvent :

— Parti communiste	11.085 voix
— Parti socialiste	8.538 voix
— Lutte ouvrière	1.479 voix
Au total	21.102 voix

contre :

16.914 voix à Maurice Schnebelen
et
12.521 voix à Madame De Selancy.

L'unique objectif reste désormais de battre cette coalition au second tour. Sa victoire ne bénéficierait qu'au seul Parti communiste.
L'avenir de la région et du pays est en jeu.

L'unique solution est le ralliement autour d'une seule personne :

Le candidat nettement en tête au premier tour, Maurice Schnebelen.
Ne faites pas le jeu du Parti communiste.

Dimanche le 11 mars 1973 votez massivement pour :

MAURICE SCHNEBELEN

Député sortant
Républicain indépendant
Maire de Sierck-les-Bains

Remplaçant éventuel :

Maître HENRI FERRETTI

Avocat
Conseiller municipal de Thionville

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulay, Bouzonville, Faulquemont, Saint-Avold.

M. Julien SCHVARTZ

(Candidat de l'Union des républicains de progrès - U.D.R.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

A trois reprises en 1962, en 1967, puis en 1968, vous m'avez désigné, chaque fois au premier tour et à une majorité écrasante, pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Durant ces dix années de mon mandat, je suis resté fidèle à mon engagement politique initial, à la Ve République, au Général de Gaulle puis à son successeur Georges Pompidou élu Président de la République au suffrage universel dans le cadre d'une majorité parlementaire regroupant l'U.D.R., les républicains indépendants et le groupe démocratie et progrès, dont l'unité et l'action ont permis :

— le maintien des institutions et la continuité dans l'action gouvernementale ;
— une expansion économique sans précédent, la plus forte d'Europe ;
— la modernisation de notre industrie et de notre agriculture ;
— la réalisation des grands équipements collectifs (autoroutes, logements, hôpitaux, équipements scolaires, sportifs et culturels, etc.) ;

— la construction européenne, le maintien de l'indépendance nationale et l'action pour la paix dans le monde entier ;
— une meilleure justice sociale dans une société plus responsable.

J'affirme que ce bilan est largement positif tant sur le plan national que sur le plan de ma circonscription.

I. — *Du point de vue économique.*

La circonscription de Boulay, Saint-Avold, à l'instar du département de la Moselle et de la Lorraine tout entière est en pleine mutation industrielle, dont les conséquences sont parfois lourdement ressenties par les populations laborieuses. L'industrie charbonnière pour le maintien de laquelle je me suis autant battu que quiconque recule mais restera cependant bien vivante grâce aux accords de Forbach de 1971. Grâce à mon action personnelle et à celle d'un certain nombre d'élus locaux, grâce à la politique d'industrialisation du Gouvernement, nous avons donné une vocation chimique à la région des H.B.L. et permis une diverficiation industrielle :

— à Saint-Avold - Carling s'installe un complexe chimique de gabarit international qui fait des jaloux en France et en Europe occidental ;
— à Faulquemont où nous avons réussi à reporter la fermeture de la mine à 1975, l'industrialisation permettra à chacun de trouver un emploi nouveau ;
— de 1967 à 1972, grâce à l'aide de l'Etat, les investissements industriels nouveaux dans ma seule circonscription, se sont chiffrés à 30 milliards d'A.F. créant 4.000 emplois nouveaux à Bouzonville, Saint-Avold - Carling, Fauquemont, Boulay et Creutzwald, ce qui représente 40 % de tous les crédits attribués à la Moselle ;
— ajoutez à cela le développement du tertiaire et des entreprises déjà existantes et vous comprendrez l'énorme effort que nous avons fait en faveur de l'emploi.

II. — *Les infrastructures routières et autoroutières* Metz-Sarrebruck, Freyming-Strasbourg prévues pour 1976 et la voie rapide Saint-Avold-Sarrelouis facilitent encore cet essor d'industrialisation sur les nombreuses zones aménagées à Saint-Avold-Carling, Creutzwald, Folschviller-Valmont, Faulquemont, Bouzonville, Boulay et Longeville-lès-Saint-Avold.

III. — *Dans le domaine de l'éducation nationale,* l'effort a été considérable. Sur 64 C.E.S. construits en Moselle depuis 1962, 14 furent réalisés dans ma circonscription, sans compter les lycées de Saint-Avold et de Creutzwald, les collèges d'enseignement technique, les centres de formation pour apprentis et pour adultes (à Boulay, Saint-Avold, L'Hôpital, Faulquemont), les écoles maternelles, etc... Ces équipements en faveur de la formation des jeunes sont progressivement complétés par des équipements sportifs de tous genres et par des réalisations socio-éducatives.

Vous pouvez constater que j'ai porté avec succès tous mes efforts sur l'emploi et l'industrialisation, les équipements collectifs et la formation des hommes, trois secteurs qui ont directement contribué à la croissance exceptionnelle de l'économie française depuis 1968.

Ce bond formidable en avant a permis :

1° de faire bénéficier tous les Français d'une amélioration du niveau de vie, d'une couverture sociale décente, de l'amélioration des retraites et des pensions de reversion ;

2° de venir en aide aux personnes âgées, aux veuves, aux handicapés, aux familles nombreuses, aux anciens combattants (malgré-nous, anciens de Tambow), aux rapatriés, etc.

Tout en étant conscient de l'importance des tâches qui restent à accomplir, je sollicite à nouveau vos suffrages avec la conviction profonde d'avoir scrupuleusement rempli mon mandat. Pour m'assister dans cette tâche, j'ai choisi comme suppléant Monsieur Henri Muller, U.D.R., premier adjoint de Freyming-Merlebach, qui remplacera donc mon ami Louis Kieffer qui se retire pour raisons de santé. Ce choix démontre que je souhaite plus que quiconque le rattachement de l'ancienne ville de Merlebach à ma circonscription électorale et qu'il tient compte de l'importance économique du canton et de la ville de Freyming-Merlebach.

Ce secteur sera de ce fait associé à l'action des parlementaires de la majorité au même titre que le canton et la ville de Saint-Avold dont le maire, notre ami le Dr Klein, occupe non seulement le poste de vice-président du Conseil général mais aussi celui de suppléant du Sénateur Bousch.

Parce que les promesses de l'opposition sont démagogiques.

Parce que vous refusez le totalitarisme et le communisme.

Parce que vous voulez confirmer votre vote de 1969 en faveur de Georges Pompidou, votez pour :

Dr J. SCHVARTZ

Député sortant
Conseiller général — Maire de Boulay
Président de l'Union des maires de l'arrondissement de Boulay

Remplaçant éventuel :

HENRI MULLER

Premier adjoint de Freyming-Merlebach

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Dans beaucoup de circonscriptions de France, les électrices et électeurs ont manifesté dès le premier tour leur préférence pour le candidat de la majorité U.R.P.

Il en a été de même dans la circonscription de Boulay-Saint-Avold-Freyming où j'arrive nettement en tête devant la gauche et le candidat réformateur.

En effet, mis à part 9 communes et les 3 villes dont les maires respectifs étaient candidats contre moi, j'arrive en tête dans 106 communes sur 118 dont Saint-Avold et avec la majorité absolue des suffrages exprimés dans 72 communes sur 118 alors que de mes trois adversaires, seul le candidat réformateur a obtenu la majorité absolue dans une seule commune. Ceci se vérifie au niveau des cantons puisque je suis également en tête dans 4 cantons sur 5. Dans le canton de Bouzonville et uniquement à cause du poids démographique de Creutzwald qui explique presque à lui seul le gain des voix « réformateurs », j'arrive en deuxième position derrière le maire de Creutzwald mais je suis en tête dans 24 communes sur 31 alors qu'il est conseiller général de ce canton.

Par contre, la gauche socialiste et communiste totalise 18.207 voix et, en se classant deuxième, représente le véritable danger pour le deuxième tour.

En tant que député sortant qu'il faut abattre à tout prix, on cherche à me rendre responsable des fermetures des puits de mines, des jeunes qui travaillent en Sarre et d'un tas d'autres choses qui n'ont souvient rien à voir avec le Député et la politique sans tenir compte de l'énorme travail que j'ai accompli.

Je rappelle quand même que :

1° Ce sont les socialistes Guy Mollet et Maurice Faure qui ont accepté en 1955 la fermeture de Sainte-Fontaine et qui ont imposé aux H.B.L. d'écouler annuellement au détriment de leur production 3 millions et demi de tonnes de charbon sarrois.

Sans cet accord international, Faulquemont, Folschviller et La Houve pourraient encore longtemps rester ouverts : voilà la vérité, MM. les socialistes.

2° En ce qui concerne les travailleurs frontaliers, tous ceux qui sont de bonne foi admettent que c'est le change favorable du mark qui attire les jeunes ne bénéficiant pas chez nous des avantages sociaux. Pourtant c'est dans ma circonscription que l'industrialisation a été la plus importante de tout le département.

Bien sûr, communiste, socialistes et réformateurs vous promettent monts et merveilles : Tout le monde sent que ces promesses sont irréalisables.

Avec le Général de Gaulle, Georges Pompidou et Pierre Messmer, nous avons réalisé depuis dix ans une œuvre de progrès économique et social très importante en faveur :

— des personnes âgées, des retraités, des veuves et des handicapés ;
— des familles nombreuses et des jeunes ;
— de l'industrialisation et de l'emploi ;
— de l'agriculture dans le cadre du Marché commun ;
— des artisans et des commerçants ;
— des équipements collectifs (autoroutes, hôpitaux, équipements scolaires et sportifs) ;
— de l'environnement en luttant surtout contre la pollution ;
— des malgré-nous et des anciens de Tambow.

Parce que vous souhaitez que ces efforts soient poursuivis, et même intensifiés dans l'ordre et le respect de toutes les libertés.

Parce que vous refusez le communisme et ses otages socialistes.

Parce que les promesses de l'opposition sont démagogiques et qu'elles cachent la triste réalité de la société communiste.

Votez tous pour l'homme qui a toujours respecté ses engagements politiques et qui a défendu avec succès sa circonscription et tous ses habitants.

Dr J. SCHVARTZ

Député sortant
Conseiller général — Maire de Boulay
Président de l'Union des maires de l'arrondissement de Boulay

Remplaçant éventuel :

HENRI MULLER

Premier adjoint de Freyming-Merlebach

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Forbach, Grostenquin, Sarralbe.

Mme Anne-Marie FRITSCH

(Candidat du Mouvement réformateur)

élue le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Votre vote du 4 mars sera d'une importance capitale pour l'avenir de notre région, notre avenir et celui de nos enfants. Il y a cinq ans le député sortant au nom de l'U.D.R. s'engageait à résoudre en priorité les problèmes de l'emploi.

En cinq ans le nombre des travailleurs frontaliers est passé de 4.000 à 16.000.

« En cas de récession de l'économie allemande les premiers licenciements ne manqueront pas d'affecter nos frontaliers ; un risque permanent de chômage pèse sur les travailleurs de la région. » (Rapport de la 6e séance du district de Forbach).

Non, Monsieur Messmer, la reconversion de la Lorraine n'est pas réussie !

Seules les caisses de chômage sont en place. Les nouvelles implantations industrielles sont dérisoires ; et le gouvernement central en porte la responsabilité.

Nous devons exiger en priorité une révision du plan de reconversion des Houillères.

Puis nous devons instaurer le pouvoir régional élu, que seul les réformateurs proposent et qui seul nous donnera les moyens de :

— Mettre en place les infrastructures industrielles nécessaires.
— Soutenir l'agriculture de type familial adaptée à notre région et d'accroître l'aide aux bâtiments d'élevage.
— Soutenir les petites communes en leur permettant librement de se regrouper ou non, en résolvant leurs problèmes financiers par une entraide régionale.
— Soutenir les artisans et les petits commerçants dans leurs légitimes revendications, face à une concurrence sauvage.
— Promouvoir une formation professionnelle adaptée aux vrais besoins de la région.
— Promouvoir le bilinguisme naturel de nos enfants, et leur donner par là un enrichissement culturel et professionnel.

Nous pourrons alors avec les réformateurs :

- Donner aux jeunes la sécurité de l'emploi.
- Assurer aux hommes et aux femmes de notre pays un salaire minimum de 1.000 F.
- Assurer aux personnes âgées le droit de vieillir dignement en doublant immédiatement l'allocation vieillesse.
- Aider les femmes qui travaillent en multipliant les crêches et les écoles maternelles.
- Aider les femmes au foyer par l'allocation de salaire unique à 300 F.

Avec les réformes :

L'argent public sera affecté en priorité aux vrais besoins des Français :

- Aux équipements collectifs.
- A la santé.
- A l'éducation.

Une révision fiscale profonde mettra fin à l'injustice actuelle. Des impôts tel que la taxe d'habitation seront supprimés.

Les propositions des réformateurs ne sont pas un catalogue de promesses électorales, mais un véritable programme de gouvernement, à notre mesure, capable d'assurer la prospérité à notre région dans une France plus juste, parce que plus sociale.

Nous participerons alors activement à la construction de l'Europe politique.

Lorrains, dites-vous bien que nous n'accomplirons pas les tâches de demain avec les outils d'hier !

L'heure des bâtisseurs est venue et c'est votre heure.

Avec les réformateurs, votez :

Docteur ANNE-MARIE FRITSCH

Conseillère municipale de Forbach

Remplaçant éventuel :

MICHEL TATTO

Conseiller municipal de Freyming-Merlebach

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Je remercie chaleureusement les 12.565 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance.

En refusant leur suffrages au député sortant, 32.613 votants sur 45.562 ont clairement exprimé leur désapprobation à la politique du Gouvernement actuel dans notre région.

71 % des électeurs ont donc manifesté leur volonté de changement. Ils ont pris conscience que la France de demain ne se construira pas avec les outils d'hier.

Nos problèmes sont graves, vous l'avez senti, votre vote du 4 mars l'a exprimé.

Je reste le seul représentant de cette volonté de changement. Par delà toute politique de partis, c'est l'avenir de la région qui doit guider votre choix.

Pour une régionalisation véritable dans une France forte et sociale.

Pour la construction de l'Europe.

Portez vos suffrages sur le :

Docteur ANNE-MARIE FRITSCH

et M. MICHEL TATTO

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bitche, Rohrbach, Sarreguemines, Volmunster.

M. Jean SEITLINGER

(Candidat C.D.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

Le 29 janvier 1973, Jean Seitlinger obtint de son ami Joseph Fontanet, Ministre de l'Education nationale dans le Gouvernement de Monsieur Pierre Messmer, la création de l'Institut universitaire de technologie franco-allemand à Sarreguemines.

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au cours des six dernières années, mes fonctions m'ont permis d'apporter ma contribution active à l'expansion économique de notre pays et à la constitution de l'Europe.

- Face à l'inefficacité du député sortant, j'ai été sollicité par des conseillers généraux, de nombreux maires ainsi que des électrices et électeurs pour me présenter à vos suffrages.
- Face à l'absence d'audience et de crédibilité du député sortant auprès des ministères à Paris et des administrations, j'ai été encouragé dans cette voie par des personnalités de l'actuel Gouvernement.
- Pour consolider et élargir la majorité gouvernementale et éviter l'instauration d'un régime stalinien en France.
- Pour améliorer plus rapidement les conditions de vie des Françaises et des Français et surtout dans l'intérêt de notre arrondissement,

j'ai accepté d'être votre candidat.
Au plan national, je soutiendrai les options politiques du centre majorité.

Au plan de notre circonscription, mes objectifs prioritaires sont :

- Ouverture de l'Institut universitaire de technologie franco-allemand à Sarreguemines.
- Nationalisation immédiate de tous les C.E.S., avec prise en charge progressive et égale pour tous des frais de fonctionnement.
- Réforme efficace des finances locales.
- Amélioration de notre infrastructure routière et ferroviaire.
- Maintien du droit local en matière de sécurité sociale et défense des droits sociaux des frontaliers.
- Aménagement du parc naturel des Vosges du Nord.
- Réalisation d'équipements sociaux-culturels et sportifs pour nos jeunes.
- Formation professionnelle de nos jeunes y compris les handicapés.
- Enseignement bilingue pour favoriser la formation sociale.

A cet effet, j'obtiendrai du Gouvernement les crédits et les moyens propres à favoriser l'aménagement industriel, touristique et culturel de notre arrondissement.

Pour une représentation digne et efficace de notre arrondissement à l'Assemblée Nationale.

Pour l'aménagement prioritaire de notre région frontalière.

Pour consolider la démocratie et assurer le mieux-être de nos concitoyens

Votez :

JEAN SEITLINGER

Remplaçant éventuel :

RAYMOND LAMPERT

2e CIRCULAIRE

Au lendemain du premier tour de scrutin, je vous adresse mes remerciements sincères et cordiaux pour la confiance que vous m'avez témoignée.

Votre soutien actif et le concours des nombreux amis qui se joindront à nous au second tour assureront notre succès final.

Chères électrices, chers électeurs,

Vous avez, par votre vote du 4 mars, confirmé votre volonté d'avoir sur le plan national une majorité rénovée dans laquelle vous souhaitez être représentés par un député efficace.

Je sais que vous refusez toute ambiguïté et que vous exigez un choix clair.

Pour ma part, je refuse toute polémique.

Dès aujourd'hui, il faut construire.

Mes objectifs prioritaires sont : jeunesse, troisième âge, région.

Je leur consacrerai inlassablement tous mes efforts, afin que jeunes et vieux bénéficient des équipements et de la protection sociale indispensable à leur mieux-être personnel.

Je sais que je pourrai compter sur votre entier appui et vous remercie de la confiance que vous m'apporterez plus massivement entre le 11 mars.

Sentiments cordiaux.

JEAN SEITLINGER.

Pour notre jeunesse.

Pour nos personnes âgées.

Pour notre région.

Vous voterez pour :

JEAN SEITLINGER

Remplaçant éventuel :

RAYMOND LAMPERT

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Albestroff, Château-Salins, Delme, Dieuze, Fénétrange, Lorquin, Phalsbourg, Réchicourt-le-Château, Sarrebourg, Vic-sur-Seille.

M. Pierre MESSMER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Avec vous, nous défendrons.

Contre le communisme totalitaire et ses otages :

— Les institutions de la Ve République que nous avons approuvées massivement par référendum à l'appel du Général de Gaulle.
— Les grandes orientations de la politique de M. Georges Pompidou que nous avons élu à la Présidence de la République.
— Nos libertés individuelles, la croissance économique et la progression du niveau de vie de chacun et en priorité celle des plus défavorisées.

Ensemble nous arriverons à forger une société plus fraternelle, une société plus humaine, une société plus juste.

Pour l'avenir et le bonheur de notre circonscription, nous voulons poursuivre :

L'effort entrepris dans le développement de l'enseignement général et technique et de la formation professionnelle, dans la nationalisation des C.E.S. et C.E.G., l'implantation d'instituts pour les handicapés.

L'action engagée par la création d'emplois nouveaux grâce à la diversification des activités existantes et la mise en place d'activités nouvelles et aussi par une meilleure adaptation des aides de l'Etat.

Nous voulons pour nos agriculteurs poursuivre la modernisation et la défense de l'exploitation familiale :

Par le remembrement, la formation des hommes tant au plan technique qu'économique ; par l'aménagement et l'équipement de nos villages et l'obtention des subventions légitimement demandées.

Nous voulons amplifier les mesures prises en faveur des commerçants-artisans non-salariés :

Par l'amélioration des retraites, celle de la couverture des risques maladies et accidents, par l'adaptation des structures, des formes de distribution, de la fiscalité et en particulier de la patente.

Nous ferons réaliser une amélioration sensible de notre réseau routier :

Par la mise à quatre voies de la RN 4, et la réfection, entr'autres de la RN 74, RN 55 et de la D 22.

Nous favoriserons les activités de la jeunesse dans le domaine sportif et culturel :

Par l'organisation des loisirs pour tous, par le développement du tourisme, par une défense énergique de l'environnement.

Pour le troisième âge, nous intensifierons l'effort déjà entrepris pour la création de maisons de retraite et de repos offrant à leurs occupants un cadre harmonieux et paisible.

PIERRE MESSMER

Docteur en Droit
Gouverneur général de la F.O.M.
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

MAURICE JARRIGE

Diplômé d'études supérieures du C.N.A.M.
Officier de réserve
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Maire de Trois-Fontaines - Biberkirch
Député sortant

NIÈVRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Decize, Dornes, Nevers, Saint-Benin-d'Azy, Saint-Pierre-le-Moûtier.

M. Daniel BENOIST

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Nivernaises, Nivernais,

En 1968 vous m'aviez maintenu votre confiance par 25.000 voix contre 19.000 à mon adversaire de la majorité.

Pour ces élections législatives de mars 1973, je sollicite à nouveau vos suffrages afin de me permettre de continuer à défendre notre belle circonscription de Nevers.

Je tiens tout d'abord à remercier la très grande majorité de mes collègues maires, qui soutiennent en ma personne le socialisme, porteur de promesses pour une vie meilleure dans une société plus juste.

En cette fin de législature, je dois vous rendre compte de mon mandat.

Fidèle au programme de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste que je m'étais engagé à défendre, j'ai voté contre les budgets de la Nation parce qu'ils étaient insuffisants et mal répartis. De même, j'ai voté contre les projets de loi concernant le développement de la partie militaire de la recherche atomique, la politique de prestige gaspillant des milliards, le démantèlement de grands secteurs publics : hôpitaux, P. et T, S.N.C.F. et leur privatisation, les restrictions aux libertés individuelles et communales, les atteintes à l'éducation nationale, etc.

Vous devez savoir que depuis ma réélection, le rôle des trop peu nombreux députés de l'opposition, a été réduit par la « majorité de la peur », élue en 1968, à une simple figuration. Ils ont été exclus de toutes les responsabilités dans les commissions. Aucune proposition de loi, aucun amendement émanant des députés de gauche n'a été pris en considération. Et pourtant...

J'ai déposé quatre propositions de loi relatives à la santé publique et à la régulation des naissances et contresigné une centaine d'autres avec mon groupe parlementaire, touchant à divers secteurs de l'économie.

Le mépris de la majorité est sans précédent dans l'histoire des républiques françaises. Il exprime parfaitement l'accaparement de l'Etat par une minorité de privilégiés à leurs fins égoïstes, surtout depuis le départ et la mort du Général de Gaulle.

SUR LE PLAN DE LA CIRCONSCRIPTION :

En tant que député de la Nièvre, j'ai fait plusieurs milliers d'interventions pour différentes catégories socio-professionnelles, tenu des permanences régulières dans les chefs-lieux de canton et des séances de travail avec les conseils municipaux des communes.

J'ai pu porter en haut lieu les revendications syndicales et poser aux ministres compétents des questions écrites ou orales intéressant les différentes catégories de citoyens.

La reconversion des mineurs de La Machine a été un de mes principaux soucis.

J'ai été à l'origine de la constitution de la première zone industrielle de Sougy-sur-Loire et de la création du syndicat intercommunal de Decize - La Machine. Hélas ! la seule implantation industrielle susceptible d'assurer une relève valable : la Cellulose du Morvan, annoncée avec fracas par les représentants du gouvernement, semble aujourd'hui très sérieusement compromise.

Bien que tenu à l'écart de la suite des événements, j'ai constamment attiré l'attention des pouvoirs publics sur cette dramatique situation. Aussi ai-je pu obtenir par un vœu déposé au Conseil général, en janvier dernier, que soit prise la décision de prolonger l'activité du dernier puits de La Machine.

Avec François Mitterrand, président du Conseil général, et le Comité d'expansion, nous nous efforçons de trouver une solution positive devant la carence des pouvoirs publics. C'est ainsi que, si la gauche l'emportait aux élections législatives, les nationalisations prévues dans le programme commun, nous permettraient de décentraliser immédiatement une entreprise correspondant aux besoins locaux.

L'hôpital de Decize.

J'ai alerté le Ministre de la Santé à la tribune de l'Assemblée Nationale sur ce qui est un véritable scandale. A l'heure actuelle, il n'y a toujours qu'une promesse d'un déblocage d'une première tranche de travaux de 300 millions (sur 2 milliards) pour la mise en route de ce nouvel hôpital, promis depuis 1966.

POUR NEVERS :

Elu en mars 1971 à la tête d'une liste municipale d'Union de la gauche, j'ai pris l'initiative, avec le conseil municipal unanime, de mettre en œuvre, avant la lettre, un programme commun d'action locale.

C'est ainsi que jusqu'à présent des réalisations à caractère social ont été entreprises.

Pour la jeunesse et les sports :

— construction d'une école maternelle de quatre classes, rue de l'Oratoire et d'une seconde, rue de Vauzelles ;
— une piscine d'hiver et d'été, aux bords de Loire ;
— des gymnases et terrains d'évolutions sportives ;
— la création d'une école municipale de sports ;
— la mise en service de restaurants d'enfants ;
— l'extension des classes de neige, l'aménagement de la colonie de vacances de Clinzeau, le centre aéré de Machy, etc. ;
— une aide toujours accrue aux sociétés sportives ; une maison de la culture démocratisée et décentralisée.

Pour le troisième âge :

— construction en 1973 d'un foyer restaurant ;
— organisation de repas amicaux et goûters.

Pour le bien-être des Neversois :

— mise en place d'un grand programme d'assainissement, rénovation de l'éclairage public, extension de l'adduction d'eau, réfection de la voirie, création d'espaces verts ;
— création de 400 places de parking au champ de foire et bientôt le projet de parkings souterrains sera repris pour être exécuté par tranches ;
— reconstruction du marché Saint-Arigle et de ses abords ;
— aménagement de 1.000 places de parking autour du hall des expositions enfin terminé ;
— création sur la ZAC de la Baratte d'un nouveau quartier qui pourra accueillir 10.000 habitants. Une première tranche de 170 logements H.L.M. y sera construite dès 1973.

J'ai pu faciliter la construction prochaine de deux nouveaux hôtels (Hôtel de France et P.L.M. aux bords de Loire), sans engagement financier de la municipalité, ces 120 nouvelles chambres permettront un essor de Nevers au point de vue économique et tourisque.

Nivernaises, Nivernais,

La politique menée par les gouvernements de la V^e^ République depuis quinze ans, se solde par un bilan de faillite. Le régime a maintenu une cohérence apparente tant que l'écrasante personnalité du Général de Gaulle lui a servi de paravent et d'alibi.

L'aménagement du territoire au service d'intérêts privés a concentré les implantations industrielles et les grands travaux d'infrastructure dans les zones déjà bien pourvues, délaissant celles, comme notre Nivernais, qui sont insuffisamment équipées.

Les équipements collectifs ont été sacrifiés : écoles, crèches, hôpitaux, adduction d'eau, électrification, assainissement, téléphone, etc.

L'exploitation familiale tend à disparaître dans nos campagnes devant la concention des terres favorisées par le pouvoir.

Le refus d'organiser un véritable marché de la viande met les éleveurs à la merci des fluctuations des échanges.

Les revendications légitimes des anciens combattants y compris ceux d'Algérie, sont écartées.

Les rapatriés ne sont toujours pas indemnisés.

Les retraités ne peuvent vivre décemment.

L'injustice fiscale s'aggrave.

Les trafics et scandales en tout genre éclatent.

Pour en finir avec cette politique une alternative : le programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche. Que propose-t-il ?

— la restauration de la démocratie politique dans le cadre de la Constitution de 1958 rendant au Parlement son pouvoir de légiférer ;
— la mise de l'économie au service de l'ensemble des Français par la nationalisation des grands trusts qui pèsent d'un poids excessif sur la politique nationale, et des organismes de crédit qui contrôlent l'économie du pays. Cette politique de nationalisation a d'ailleurs été amorcée en 1945 par le Général de Gaulle, qui nationalisa le charbon, le gaz, l'électricité, les automobiles Renault, les quatre plus importantes compagnies d'assurances, la plupart des transports aériens, plusieurs entreprises de constructions mécaniques, l'énergie atomique.

L'application de la politique définie dans le programme commun fondera le développement de l'économie sur la justice sociale, c'est-à-dire l'augmentation du SMIC à 1.000 F, l'augmentation des retraites et pensions, la suppression du chômage,

la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'amélioration des conditions de travail, la construction rapide de logements, le droit de chacun à l'éducation nationale, la défense du commerce et de l'artisanat, la mise en place d'une véritable politique agricole, une réforme plus juste de la fiscalité (patente, T.V.A.).

Cette politique dynamique implique la suppression des gaspillages (celui de La Villette a coûté plus d'un milliard) et la coordination des investissements pour éviter les doubles emplois.

Elle sera compensée par :

— la suppression de l'avoir fiscal ;
— la création de la taxe sur les grosses fortunes et les grands capitaux, comme cela existe en Allemagne de l'Ouest, en Suisse, en Hollande ;
— l'aménagement de l'impôt sur les sociétés ;
— l'impôt foncier dont l'essentiel ira aux collectivités locales ;
— la lutte contre la fraude fiscale.

La réalisation de ce programme commun est immédiatement possible. Son financement a fait l'objet d'études par de hauts fonctionnaires de l'économie et des finances.

Electrices, électeurs,

Pour en finir avec l'exploitation éhontée des richesses nationales par quelques-uns.
Pour restaurer la démocratie et mettre l'économie au service de tous.
Une seule solution : le programme commun.
Comme le veut maintenant la grande majorité des Français qui aspirent à un changement profonde de la vie politique.
Dès le premier tour de scrutin, pour battre la majorité qui a fait la preuve de son incapacité, de sa faillite et de ses contradictions,

Dimanche 4 mars 1973, vous voterez tous, massivement, pour votre député le :

Docteur DANIEL BENOIST

Chirurgien
Député sortant
Vice-président de l'Assemblée Nationale
Ancien Sénateur de la Nièvre
Conseiller général, maire de Nevers
Président de l'Union Amicale des Maires de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille du combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

HENRI CHOPIN

Fermier exploitant
Maire de Thianges

2e CIRCULAIRE

Nivernaises, Nivernais,

Je remercie les 18.464 électrices et électeurs qui m'ont placé très largement en tête du suffrage universel dans cette première circonscription de la Nièvre.

Dimanche prochain, comme dans l'ensemble du pays, les électeurs nivernais confirmeront leur vote en assurant le succès de la gauche et mettront ainsi un terme à :

— la mainmise des puissances anonymes d'argent sur le patrimoine national permise par quinze ans de régime gaulliste ;
— la régression sociale, en permettant au contraire *le grand bond dans ce domaine par l'application du programme commun de gouvernement de la gauche qui constitue la charte sociale des Français pour la fin du siècle ;*
— un usage anormal des institutions, *en rétablissant leur fonctionnement démocratique.*

Je lance un appel à tous les socialistes, les républicains et les démocrates, au nom des 18.464 électrices et électeurs que je représente, pour qu'ils votent massivement au deuxième tour pour le candidat unique de la gauche et fassent barrage au candidat de la majorité.

Dimanche 11 mars 1973, votez massivement, sans abstention, pour le candidat unique de la gauche :

Docteur DANIEL BENOIST

Chirurgien
Député sortant
Vice-président de l'Assemblée Nationale
Ancien Sénateur de la Nièvre
Conseiller général, maire de Nevers
Président de l'Union Amicale des Maires de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille du combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

HENRI CHOPIN

Fermier exploitant
Maire de Thianges

La gauche a mené une campagne honnête, franche et loyale.
Je déplore les moyens anonymes, vulgaires et lâches, employés par l'un de mes adversaires devant sa défaite.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Charité-sur-Loire, Cosne, Donzy, Pougues-les-Eaux, Pouilly-sur-Loire, Prémery, Saint-Amand-en-Puisaye, Saint-Saulge, Varzy.

M. Jacques HUYGHUES DES ETAGES

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

— Pour garantir les institutions et les libertés, pour rétablir celles qui ont été abolies.
— Pour retrouver la moralité dans la gestion des affaires publiques.
— Pour garantir sans équivoque le rôle et la place des travailleurs indépendants et des professions libérales.
— Pour garantir sans équivoque le rôle et la place des travailleurs indépendants et des professions libérales.
— Pour garantir et sauver l'existence des petites et moyennes entreprises — industrielles, commerciales, artisanales et agricoles — face aux grands groupes issus de la haute finance.
— Pour garantir un large programme socio-économique générateur de meilleures conditions de vie pour tous — et en particulier pour les déshérités, les vieillards, les handicapés, les retraités, etc.
— Pour garantir aux travailleurs (secteurs public et privé) de meilleures conditions de travail et d'existence.

En un mot, pour « vivre mieux et changer la vie ».

Votez dès le premier tour, massivement pour le :

Docteur J.-H. des ETAGES

Conseiller municipal et Conseiller général de Cosne

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate

Remplaçant éventuel :

Madame Léone CORBIER

Maire-adjoint de Guérigny

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Nous remercions vivement les électrices et les électeurs de la deuxième circonscription de la Nièvre qui, en nous plaçant au premier rang des candidats de gauche, ont permis à l'Union de la gauche socialiste et démocrate, d'être en position de remporter le siège dans cette circonscription.

La lutte n'est pas terminée. Aussi, nous vous demandons de ne pas relâcher votre vigilance :

— *afin que le député sortant soit définitivement éliminé*

— *afin que les grandes options du programme commun soient réalisées pour plus de justice et de liberté.*

Rendez-vous au 11 mars pour l'union de toutes les forces de gauche et de tous les vrais républicains, en vue de la victoire commune.

— Vive l'Union de la gauche !

Docteur J.-H. des ETAGES

Conseiller municipal et Conseiller général de Cosne

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate

Remplaçant éventuel :

Madame Léone CORBIER

Maire-adjoint de Guérigny

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brinon-sur-Beuvron, Château-Chinon, Châtillon-en-Bazois, Clamecy, Corbigny, Fours, Lormes, Luzy, Montsauche, Moulins-Engilbert, Tannay.

M. François MITTERRAND

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Depuis longtemps, je vous représente au Parlement.

Vous m'avez, en 1967 et 1968, réélu député à l'Assemblée Nationale.

Dans les différentes fonctions électives que je remplis en votre nom, j'ai pu, au cours de ces dernières années, aborder sous tous leurs aspects les problèmes qui concernent notre département et notre circonscription, autour des pôles d'attraction que sont Clamecy et les Vaux d'Yonne, le Bazois, le Val d'Aron et, dans son ensemble, le Morvan.

J'ai rencontré auprès des élus locaux et des dirigeants des syndicats et des professions, les concours dont j'avais besoin pour assumer mes responsabilités. L'aide que m'a apporté mon suppléant, M. Pierre Saury, dont tout le monde se plaît à reconnaître le dévouement et la compétence, m'a été également très utile.

Notre programme a été diffusé selon nos moyens qui ne peuvent être comparés à ceux de la majorité. Nos choix sont simples. La gauche a naguère promulgué le droit à l'instruction, le droit aux loisirs, le droit à la santé, le droit à la vieillesse heureuse. Elle entend, dans tous ces domaines, poursuivre son action.

Le chômage, la durée du travail, l'inégalité entre les salaires masculins et les salaires féminins, les bas salaires (que nous voulons élever à 1.000 F), l'âge de la retraite à 60 et 55 ans, la modicité de l'allocation vieillesse, le rapport constant des pensions de guerre, la crise du logement et j'en passe, figurent au premier rang des questions qui font l'objet de nos préoccupations.

Quant aux agriculteurs, malgré certaines apparences et beaucoup de promesses, ils sont les éternels oubliés. Ce ne sont pas des mesures de dernière heure qui arrangeront leur situation. Les commerçants et les artisans sont laissés en dehors de toute réelle protection économique et sociale alors qu'un effort fiscal très lourd à supporter est exigé d'eux.

Il n'y a pas de décentralisation possible s'il n'y a pas d'équipement collectif. A la présidence du Conseil général, avec l'appui de la grande majorité de mes collègues, je me suis efforcé de donner une impulsion au développement économique de la Nièvre, d'aider les communes à créer les équipements indispensables à une vie normale de leurs habitants. C'est ainsi que le département accorde aux collectivités locales des subventions importantes pour l'adduction d'eau, l'assainissement, le renforcement du réseau électrique, la voirie, l'entretien des bâtiments communaux. Dans de nombreux domaines, en particulier ceux de l'enseignement, du téléphone, du réseau routier, le département a dû se substituer à l'Etat défaillant. Au cours de mes visites aux communes — je les ai toutes vues pendant cette législature à l'exception de deux d'entre elles sur 153 — j'ai pu examiner leur situation avec les

maires et conseillers municipaux. Je me suis rendu compte sur place de la modicité de leurs ressources et de leurs immenses besoins que seule la réforme radicale des finances locales que nous proposons permettra de résoudre.

Il vous appartient d'apprécier le bilan de mon action puisque je me présente à nouveau dans cette circonscription de Clamecy-Château-Chinon à laquelle me lient fidélité et amitié, ainsi qu'un long et fécond travail en commun. J'espère avoir mérité votre confiance. Demain comme hier je travaillerai au bien de notre communauté. J'ai été, je reste fidèle à mes électeurs et à mes amis de toujours.

Le combat que nous menons exige l'effort et l'union de tous les vrais républicains. Il convient d'élire une majorité ouverte aux Françaises et aux Français épris de justice et de liberté. L'Union de la gauche, et avant tout le Parti socialiste qui est redevenu une grande force nationale permettront le changement de politique et le changement de structures que je crois nécessaires. L'heure est venue de choisir entre un système qui vit de l'injustice, qui entretient les inégalités et qui réserve ses faveurs à un petit nombre de privilégiés, et le socialisme qui, prévoyant une meilleure répartition des richesses, répondra aux aspirations et aux besoins du plus grand nombre.

Nous sommes face à une situation qui a rarement été aussi claire. On ne peut faire la République sans le peuple, sans les travailleurs, sans les producteurs, sans les cadres, sans les classes moyennes, sans les agriculteurs, sans les commerçants et les artisans. Qui mieux que le Parti socialiste exprimera les intérêts légitimes dont il est le défenseur naturel, à la fois parce qu'il s'identifie au combat séculaire pour que cessent toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme et parce que son importance nouvelle dans le pays apporte à tous les citoyens les garanties démocratiques que chacun est en droit d'attendre ?

Telles sont, chères électrices, chers électeurs, les raisons de ma candidature.

Je vous prie de croire en mes sentiments fidèles et à l'attachement profond que je porte à notre Nièvre et à notre Morvan.

FRANÇOIS MITTERRAND

Député sortant
Maire de Château-Chinon-Ville
Conseiller général de Montsauche
Président du Conseil général
Candidat du Parti socialiste
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

PIERRE SAURY

Conseiller général du canton de Châtillon-en-Bazois
Rapporteur général du budget du département
Président de l'Union des Elus socialistes et républicains de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de guerre

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

17.058 d'entre vous m'ont, dimanche dernier, largement placé en tête du premier tour de scrutin. Qu'ils en soient tout d'abord remerciés.

Grâce à eux, grâce à leur amitié, grâce à leur fidèle soutien, en un moment où pour la première fois la gauche française s'est unie sur un programme commun, je

pourrai le 11 mars regrouper sur ma candidature la totalité de nos concitoyens épris à la fois de justice, de liberté et de progrès.

Qu'ils soient assurés de ma gratitude et de mon souci constant de demeurer digne de leur confiance.

Nul n'ignore le véritable enjeu de la bataille politique que nous vivons. Candidat unique de la gauche et de tous les démocrates dans notre circonscription, je vous demande de faire bloc sur mon nom. La victoire qu'ensemble nous remporterons montrera que lorsque les républicains se rassemblent rien ne résiste à leur volonté.

Je ne répèterai pas ici ce que je vous ai dit dans ma première circulaire, au cours de mes réunions publiques comme dans mes interventions à la radio et à la télévision.

Réélu député à l'Assemblée Nationale, je continuerai de lutter avec la même énergie pour le développement harmonieux des régions si belles, si attachantes et si diverses qui composent notre circonscription.

Vive la circonscription de Clamecy-Château-Chinon !
Vive la République !
Vive la France !

FRANÇOIS MITTERRAND

Député sortant
Maire de Château-Chinon-Ville
Conseiller général de Montsauche
Président du Conseil général
Candidat du Parti socialiste
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

PIERRE SAURY

Conseiller général du canton de Châtillon-en-Bazois
Rapporteur général du budget du département
Président de l'Union des Elus socialistes et républicains de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de guerre

NORD

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Centre, Lille-Ouest.

M. Norbert SÉGARD
(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)
élu le 11 mars 1973
(app. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Poursuivre et amplifier un grand mouvement de réforme dans l'ordre et la sécurité.

Notre programme ne se lit pas dans un livre de promesses démagogiques, aventureuses et souvent utopiques.

Il se constate chaque jour dans nos réalisations, dans les profondes réformes qui ont modifié notre vie, dans la place que la France occupe dans le monde.

Il se traduit dans notre volonté de poursuivre la croissance du pays afin de lutter encore et toujours plus contre les inégalités sociales et toutes les injustices.

Il s'exprime dans notre choix délibéré de vivre en paix à l'extérieur par l'entente et la coopération avec tous les peuples, à l'intérieur en permettant le plein épanouissement des femmes et des hommes de notre pays.

Se donner les moyens de vivre et de mieux vivre.

La France connaît sous la Ve République une croissance forte et régulière. Nous la maintiendrons afin de fournir des emplois pour tous et pour assurer le mieux-être de chacun.

Et pour cela :

- Continuer l'industrialisation du pays ;
- Soutenir les exploitations agricoles familiales ;
- Défendre le commerce indépendant, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises ;
- Atteindre 6.000 kilomètres d'autoroute en 1978 (2.000 en 1972, une centaine en 1958) ;
- Automatiser complètement en 4 ans le réseau téléphonique ;
- Construire 600.000 logements par an (100.000 en 1958).

La liberté d'entreprendre dans l'égalité des chances pour tous sera notre règle d'action.

Se donner les moyens de travailler dans des conditions toujours plus humaines.

La formation professionnelle et la formation continue ont été une des plus grandes réformes de la Ve République.

Nous maintiendrons et développerons notre politique de plein et de meilleur emploi au service de tous les travailleurs : cadres, techniciens, ouvriers.

L'adaptation des jeunes à leur premier emploi sera notre souci essentiel.

Nous avons institué le congé annuel de quatre semaines, renforcé les droits des travailleurs dans l'entreprise, développé la politique contractuelle. Nous humaniserons toujours plus les conditions de travail (journée continue, limitation du travail à la chaîne, réforme du droit de licenciement).

Nous avons créé et mensualisé le S.M.I.C., augmenté depuis 1969 de plus de 10 % chaque année le taux de salaire horaire moyen, mensualisé 75 % des ouvriers du secteur privé. Nous achèverons avant 1975 la mensualisation, accentuerons l'effort d'amélioration des bas salaires, réduirons le taux de l'impôt pour les petits revenus.

Le général de Gaulle a posé les bases de l'intéressement, de l'actionnariat et de la participation de tous les travailleurs. Nous voulons structurer, encourager, élargir l'application de ces principes.

Nous poursuivrons et amplifierons notre politique sociale.

— De grandes réformes ont été mises en route en faveur des femmes et des familles.

— Un contrat de progrès sera signé, avec les représentants des familles, en vue de garantir l'accroissement régulier des allocations, dans un sens de simplification et d'une plus grande justice liée à la présence des enfants dans la famille.

— Il faut aboutir à un « S.M.I.C. social garanti », revaloriser le salaire unique, améliorer les aides aux handicapés et à leur famille, agir en faveur des femmes seules.

— Les problèmes de la santé seront résolus par une totale réforme hospitalière, une simplification des formalités d'assurance maladie, dans le respect de la conception libérale de la médecine.

— L'allocation minimum vieillesse sera doublée avant 1978. Une loi-cadre pour le troisième âge protègera mieux les personnes âgées, en cas de maladie notamment.

— Sans fixer obligatoirement l'âge de la retraite, nous en favoriserons le choix de telle sorte que les Français qui souhaiteront prendre leur retraite à 60 ans, percevront une pension d'un montant équivalent à celui fixé actuellement à 65 ans.

— L'Education nationale et la jeunesse resteront notre souci majeur.

Nous allégerons les charges des communes en nationalisant tous les C.E.G. et les C.E.S.

Nous conforterons l'autorité des maîtres et associerons toujours plus parents et enseignants.

Les droits politiques des jeunes seront assurés à partir de 19 ans.

Ce programme est celui de l'union des républicains de progrès.

Ce sera donc celui de vos élus Norbert Ségard et Robert Valbrun.

Tous deux hommes du Nord, ils feront bénéficier notre région de la place exceptionnelle qu'elle occupe aujourd'hui au centre de l'Europe.

Avec vous, ils feront du Nord une des grandes régions européennes où il fera bon vivre.

Dès le 4 mars prochain, en masse

Votez :

NORBERT SÉGARD

Remplaçant éventuel :

ROBERT VALBRUN

2e CIRCULAIRE

En refusant le marxisme poursuivre et amplifier un grand mouvement de réforme dans l'ordre, la justice et la liberté.

Le 4 mars 1973, 14.461 électeurs de la première circonscription ont approuvé notre programme économique, social et culturel au niveau régional, national et européen.

Dans la même circonscription, 23.484 électeurs ont dit non à l'éventualité d'un gouvernement socialo-communiste.

Dans beaucoup d'autres circonscriptions les électeurs n'ont pas jugé avec la même objectivité et le même courage le danger marxiste que courent la France et tout particulièrement le Nord.

Raison de plus pour que notre circonscription demeure le point le plus fort de la résistance à la dictature bureaucratique, centralisatrice et technocratique qu'amènerait un gouvernement totalitaire socialo-communiste.

Ne nous y trompons pas : il s'agira le 11 mars 1973 de choisir la société dans laquelle nous-mêmes et nos enfants souhaitons vivre.

Pour nous le choix est net :

Dans la *liberté individuelle et collective*, par le progrès, la justice pour tous et d'abord pour les plus défavorisés, pas d'abstentions, pas de bulletins raturés et donc annulés.

Votez :

NORBERT SÉGARD

Remplaçant éventuel :

ROBERT VALBRUN

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Sud, Lille-Ouest.

M. Pierre MAUROY

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Premier adjoint de la ville de Lille, aux côtés de M. Augustin Laurent, je fais présentement fonction de maire. Mon travail, mes responsabilités, mes espoirs sont pour la ville.

Pour que Lille bouge.

Pour que Lille devienne une grande et belle ville de classe européenne.

Pour qu'à Lille il fasse bon vivre.

Sous le Beffroi, le « Contrat Lillois » qui vous a été soumis, lors des dernières élections municipales, est mon engagement. Il est aussi l'engagement du Conseil Municipal qui a d'ailleurs voté à l'unanimité, le 15 février dernier, le budget de la ville pour 1973.

Aujourd'hui, me voici candidat avec le souhait d'être, à l'Assemblée Nationale, à la fois représentant du Parti socialiste et de Lille.

Socialiste, je le suis, comme savent l'être les gens du Nord, avec une grande exigence de justice sociale et de liberté.

De plus, si vous le décidez par votre vote, je défendrai au Parlement les intérêts de la ville qui a besoin d'être écoutée et entendue. Comme d'autres villes.

Pour agir, M. Augustin Laurent, votre maire pendant dix-huit années, m'a donné sa confiance. Je vous demande aujourd'hui la vôtre.

Je vous prie de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en mes sentiments dévoués.

MAUROY.

Pour changer la vie,

Grâce aux richesses de notre pays,

Grâce aux richesses produites, créées, diffusées, renouvelées par des millions de travailleurs salariés et indépendants, par des millions de travailleurs manuels et intellectuels,

Il est normal :

— d'augmenter les salaires et les pensions,
— de ramener la semaine de travail à 40 heures ;
— de construire des écoles, des lycées, des collèges pour les enfants, des centres socio-éducatifs ;
— de développer une politique solidaire à l'égard des handicapés, des immigrés, des marginaux ;
— d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans ;
— de construire par an 700.000 logements sociaux ;
— de promouvoir une meilleure politique de la santé publique ;
— de garantir l'existence des artisans et des commerçants broyés par l'économie actuelle.

Il est nécessaire :

— d'améliorer la condition scandaleuse des personnes âgées ;
— de rendre la fiscalité plus juste ;
— de modifier les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et par celles du travail ;
— d'accroître les responsabilités des ouvriers, des employés, des cadres dans l'entreprise ;
— de changer les conditions de travail ;
— de multiplier les équipements collectifs.

Il est possible :

— de développer les loisirs et la culture ;
— de donner à tous le temps de vivre ;
— de créer un nouvel urbanisme ;
— de rendre chacun plus responsable.

Oui, c'est possible de bâtir une société plus juste et plus libre, cela dépend de vous...

— dans le cadre de la gauche unie et de son programme commun
— avec le Parti socialiste, plus fort, plus ouvert, plus efficace, garant de votre avenir.

Pierre Mauroy et Pierre Dassonville, si vous le voulez, seront les élus de la ville.
Dimanche 4 mars, votez socialiste.

Votez Pierre Mauroy.

PIERRE MAUROY
Premier adjoint au maire de Lille

Remplaçant éventuel :

PIERRE DASSONVILLE
Conseiller municipal

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Je remercie vivement les 12.610 électeurs qui m'ont placé, au premier tour, largement en tête.

M. Roghet s'effondre, M. Catesson piétine et ne réussit pas à percer. Le Parti socialiste remporte un grand succès souligné par l'ensemble de la presse régionale et nationale.

Au second tour, par l'application des engagements entre socialistes, communistes et radicaux de gauche, je suis le candidat unique de la gauche.

J'appelle également au rassemblement sur ma candidature toutes les voix des démocrates qui souhaitent réellement le changement.

Notre choix est clair. Il est le plus raisonnable pour la ville et pour le pays.

Je vous prie de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en mes sentiments dévoués.

MAUROY.

Pour changer la vie, Pierre Mauroy, candidat de tous les démocrates épris de justice sociale et de liberté,

appelle, au second tour :

- Les électrices et électeur de gauche.
- Tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, à soutenir massivement sa candidature.

Pierre Mauroy et Pierre Dassonville, si vous le voulez, seront les élus de la ville.
Dimanche 11 mars, votez Pierre Mauroy.

PIERRE MAUROY
Premier adjoint au maire de Lille

Remplaçant éventuel :

PIERRE DASSONVILLE
Conseiller municipal

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Nord, Lille-Nord-Est.

M. Pierre BILLECOCQ

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès pour le soutien au Président de la République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous allez voter le 4 mars et plus que jamais peut-être, l'Enjeu est capital.

Depuis quelques semaines s'exprime partout la volonté d'améliorer la qualité de vie dans tous les domaines : habitat, salaires, retraites, enseignement, action sociale, équipement, etc.

L'opposition promet.

La Majorité réalise... et elle le fait si bien que ses détracteurs en sont réduits à une surenchère ridicule et irréaliste.

Vous savez bien qu'une œuvre considérable a été accomplie par le Gouvernement et sa majorité. C'est parce que je veux continuer cette tâche et faire davantage encore pour améliorer votre vie quotidienne que je me présente à cette élection.

Nos objectifs sont ambitieux et, parce que nous voulons tenir les meilleures chances de les atteindre, nous travaillons d'abord à consolider et à accroître la prospérité économique que les plus grandes puissances de l'Est et de l'Ouest nous reconnaissent.

Cette santé de l'économie constitue en effet la condition première et la clef de voûte d'une politique de progrès social hardie, continue, équilibrée que nous avons largement engagée et que nous sommes les plus aptes à poursuivre dans le calme.

Car les institutions mises en place par le Général de Gaulle assurent la stabilité qui favorise la continuité et la paix sociale et rendent possible la participation la plus active et la plus large de chaque citoyen aux affaires qui le concernent.

Prospérité économique, stabilité des institutions, paix et progrès social : tels sont les atouts majeurs qui donnent aujourd'hui à la France dans le monde, une place de premier plan qui préserve efficacement son indépendance et ses intérêts.

Faut-il accepter que tout cela soit remis en cause ?

C'est l'espoir insensé des oppositions profondément divisées entre-elles par la tradition, l'histoire et la doctrine, mais que quinze années d'ambitions ont rapprochées en une union artificielle et éphémère dans le seul but de prendre le pouvoir.

Pour en faire quoi ?

De leur propre aveu : se livrer à un bouleversement complet de la société. Sur la portée duquel ils ne sont d'ailleurs pas d'accord.

En tout cas, les conséquences d'une telle aventure pour les Français sont faciles à prévoir ; elles se lisent dans l'histoire des pays qui ont connu pareil désastre :

— les libertés volent en éclat,
— la bureaucratie, l'étatisation bloquent toute initiative,
— les citoyens deviennent des matricules dans un systèmes qui anéantit la personnalité et qui ne peut se maintenir que par la force.

Nous avons tous ensemble le devoir de faire échec à cet attentat contre la France pour sauvegarder les valeurs traditionnelles qui constituent notre Patrimoine le plus précieux.

Tel est le véritable enjeu des élections du 4 mars prochain. Et il est d'une telle importance qu'apparaissent bien dangereuses les dérisoires candidatures de diversion dont leurs propres auteurs savent qu'elles ne peuvent aboutir...

C'est en bloc et de suite qu'il faut faire front pour barrer la route à ceux qui veulent remettre en cause l'œuvre de restauration entreprise par le Général de Gaulle et poursuivie par le Président Pompidou.

Le 4 mars, sans aucune défaillance, apportez par votre vote, votre soutien à l'Union des républicains de progrès.

Investi de votre confiance, je poursuivrai à l'Assemblée Nationale l'œuvre à laquelle je me suis donné avec enthousiasme depuis cinq ans et dont je me suis rendu compte qu'elle est essentielle pour l'avenir de notre région et le bonheur de ses habitants.

Pierre Billecocq.

PIERRE BILLECOCQ
Conseiller général du Nord
Conseiller de Communauté urbaine
Maire de La Madeleine

Remplaçant éventuel :

CLAUDE DHINNIN

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 4 mars, en m'accordant sa confiance, la majorité d'entre vous a manifesté son attachement à :

— Nos institutions.
— Au Président Pompidou.
— Et à ceux qui le soutiennent.

Je vous remercie.

Dimanche prochain :

— Vous barrerez la route à ceux qui font le jeu des communistes.
— Vous garantirez votre sécurité, votre avenir et vos libertés.

L'heure est grave pour la France et les Français.

Votez :

PIERRE BILLECOCQ

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Est, Lille-Sud-Est.

M. Arthur CORNETTE

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Lille-Est et Sud-Est, Hellemmes, Lezennes, Ronchin, Faches-Thumesnil,

Avec le Parti socialiste faites triompher le programme de la gauche.

Le moment est venu d'en finir avec un pouvoir discrédité qui entretient l'injustice et les privilèges.

Pour une meilleure qualité de la vie.

Grâce aux richesses de notre pays, grâce aux richesses produites par des millions de travailleurs salariés et indépendants, manuels et intellectuels :

Il est normal :

- d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans ;
- de ramener la semaine de travail à 40 heures ;
- d'augmenter les salaires et les pensions ;
- de construire par an 700.000 logements sociaux ;
- de reconnaître effectivement les droits des Anciens combattants ;
- de promouvoir une meilleure politique de la Santé publique.

Il est nécessaire :

- de changer la condition scandaleuse des personnes âgées ;
- d'améliorer les conditions de travail et de transport ;
- d'accroître les responsabilités des ouvriers, des employés et des cadres dans l'entreprise ;
- de changer les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et par celles du travail ;
- de sauver le petit commerce et l'artisanat menacés de disparition ;
- de rendre la fiscalité plus juste et de protéger l'épargne.

Il est possible :

- de développer les loisirs et la culture, surtout chez les jeunes ;
- d'instituer une école qui donne à chacun toutes ses chances.

Ce n'est pas sur le Gouvernement de l'U.D.R. et de ses alliés, ni sur la majorité inconditionnelle de l'Assemblée Nationale qu'il faut compter pour accomplir ces réformes développées dans le programme commun de la gauche et dont le financement est prévu. On ne peut satisfaire à la fois les travailleurs et ceux qui réalisent à leur détriment des bénéfices scandaleux.

Le Parti socialiste veut changer la vie dans l'ordre et la liberté.

Il appartient aux socialistes français, qui n'ont jamais adopté les thèses totalitaires, d'inspirer la transformation profonde dont notre Société a besoin, dans le calme et par les voies pacifiques de la démocratie.

Ils seront garants de l'efficacité économique par le souci de compétition qu'ils entendent conserver aussi bien dans les grandes entreprises nationalisées que dans le secteur économique privé, car il n'est pas du tout question de tout nationaliser, de tout étatiser, de tout bureaucratiser, ni d'imiter en quoi que ce soit un système étranger.

Ils seront également garants de la protection de l'épargne et du maintien de la propriété privée du moment qu'elle ne domine pas la puissance publique.

Ils seront garants intransigeants des libertés publiques : libertés de pensée, liberté de la presse et du fonctionnement loyal, sans entraves des institutions républicaines.

Dans le domaine de la politique extérieure, ils demeurent fidèles aux principes de la coexistence pacifique, de la coopération avec tous les pays, de la recherche active du désarmement, de la non ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

Le Parti socialiste vous appelle à voter pour ses candidats.

Le risque essentiel pour la France, c'est que se perpétue le régime actuel. Le verdict des prochaines élections pèsera donc lourd sur l'avenir du pays.

Les Français ont à choisir entre un pouvoir conservateur étroitement lié aux monopoles capitalistes, et le changement de vie que propose le programme commun de la gauche.

Le Parti socialiste est persuadé que vous le désignerez pour prendre la tête de la gauche unie et du renouveau de la France.

Grâce à la confiance que vous lui accorderez en votant pour ses candidats, il sera mis fin au pouvoir exorbitant des puissances d'argent et des affairistes qui, à travers l'U.D.R. et ses alliés, gouvernent la France.

Dans la quatrième circonscription, dès le premier tour de scrutin, vous voterez et ferez voter pour les candidats du Parti socialiste :

ARTHUR CORNETTE

Chevalier de la Légion d'honneur
Ancien combattant
Directeur honotaire de C.E.G.
Maire d'Hellemmes
Conseiller général de Lille-Est depuis 20 ans
Ancien député

Remplaçant éventuel :

BERNARD DEROSIER

Instituteur
Secrétaire départemental des Clubs Léo-Lagrange
Membre du Comité directeur du Parti socialiste

2e CIRCULAIRE

Pour le deuxième tour rassemblement anti-U.D.R. autour de :

ARTHUR CORNETTE

Chevalier de la Légion d'honneur
Ancien combattant - Prisonnier de guerre
Directeur honotaire de C.E.G.
Maire d'Hellemmes depuis 25 ans
Ancien membre du Conseil supérieur de l'éducation nationale
Conseiller général
Député de 1962 à 1968

et de :

BERNARD DEROSIER

Instituteur
Secrétaire départemental des Clubs Léo-Lagrange
Membre du Comité directeur du Parti socialiste

Dimanche prochain, 11 mars, au deuxième tour, rassemblement de la gauche et de tous les opposants à l'U.D.R. autour d'Arthur Cornette

Comme tout le monde s'y attendait, les deux candidats restant en présence pour le second tour sont :

— le député sortant U.D.R. représentant le conservatisme et le pouvoir en place
— et le socialiste Arthur Cornette, maintenant candidat de toute la gauche et de ceux qui veulent un changement, la justice sociale et un assainissement des mœurs politiques.

Merci aux 9.515 électeurs et électrices de la quatrième circonscription qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Arthur Cornette et l'ont ainsi placé en tête des candidats de l'opposition à l'U.D.R.

Conformément aux accords départementaux et nationaux passés entre le Parti socialiste et le Parti communiste, signataires du programme commun qui doit assurer le développement du progrès social et de la démocratie, Robert Leblond, qui a obtenu 7.925 voix, se désiste en faveur d'Arthur Cornette.

D'autre part, les autres candidats de gauche (Unité populaire, P.S.U., Lutte Ouvrière), comme leurs partis s'y étaient engagés, se retirent également en faveur du candidat de gauche le mieux placé : A. Cornette.

Enfin, M. Herbaut, radical-réformateur, qui se retire lui aussi, ayant publiquement déclaré que ses « alliés naturels » étaient les socialistes, et qui réaffirme la condamnation de la politique néfaste de l'U.D.R., les suffrages de ses électeurs se reporteront tout naturellement sur Arthur Cornette.

Si on ajoute :

— les républicains que n'effraie pas, pour le deuxième tour, l'épouvantail que l'U.D.R. dressait devant eux
— et les nombreux citoyens qui, hier encore, portaient une certaine espérance dans le gaullisme, mais, déçus, se refusent à cautionner aujourd'hui le parti des privilèges, de l'injustice sociale, des corruptions et des scandales.

Arthur Cornette obtiendra dimanche une importante majorité.

Les chiffres sont en effet éloquents :

— 10.686 voix U.D.R.
— contre 9.515 socialistes (Cornette) + 7.925 communistes (Leblond) = 17.440 voix de gauche, sans préjuger de l'apport appréciable des suffrages d'électeurs de formations de gauche moins importantes et des suffrages individuels.

Dans ces conditions, Arthur Cornette doit être élu facilement dimanche.

Cependant, l'U.D.R. va produire un effort désespéré.

Il ne faut surtout pas, se disant que de toute manière Arthur Cornette doit l'emporter, négliger d'aller voter.

Socialistes, communistes, démocrates de toutes nuances, républicains appartenant aux divers courants de l'opposition :

Achevez la défaite U.D.R.

Assurez le succès d'Arthur Cornette, qui devient le candidat du rassemblement de toute la gauche et des opposants à la majorité sortante.

A cet effet, dimanche prochain, 11 mars, au deuxième tour, massivement, sans abstentions,

Votez Cornette-Derosier.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Bassée, Haubourdin.

M. Arthur NOTEBART

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Citoyens, citoyennes,

Pourquoi sollicitons-nous votre confiance ?

Elus et réélus depuis 1962, nous considérons être restés fidèles à nos engagements envers ceux qui nous ont honorés de leur confiance.

Inlassablement, nos actions ont eu pour objectifs la justice sociale, la défense de nos cités, de notre région comme celle de notre pays.

Social : partout, dans nos cités, dans les assemblées dont nous sommes membres, nous avons défendu, aidé les plus déshérités.

Région : au Conseil général, plus encore à la Communauté urbaine de Lille, notre action a été continue et bénéfique pour notre région.

La France : que nous voulons toujours plus belle, plus humaine et plus sociale, a toujours retenu notre attention entière.

Jeunes, citoyennes, citoyens de nos cantons d'Haubourdin - La Bassée.

Epiloguer sur l'ensemble de notre action nous est apparu inutile.

Notre passé est pour vous garant de l'avenir.

Vous qui nous avez fait confiance, à nouveau nous la sollicitons.

Vous qui n'avez jamais voté ni voté socialiste

Réfléchissez à l'importance de votre geste
Rejoignez ceux qui vous ont précédé dans le combat pour la justice et la liberté.

ARTHUR NOTEBART

Député-maire de Lomme

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE AVINÉE

Maire de Loos

Grâce aux richesses produites, créées, diffusées, renouvelées par des millions de travailleurs salariés et indépendants, par des millions de travailleurs manuels et intellectuels.

Il est normal :

— d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans ;
— de ramener la semaine de travail à 40 heures ;
— d'augmenter les salaires et les pensions ;
— de construire par an 700.000 logements sociaux ;
— de promouvoir une meilleure politique de la santé publique ;
— de construire des écoles pour les enfants de France.

Il est nécessaire :

— de changer la condition scandaleuse des personnes âgées ;
— de rendre la fiscalité plus juste ;
— d'améliorer les conditions de travail ;
— d'accroître les responsabilités des ouvriers, des employés et des cadres dans l'entreprise ;
— de changer les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et par celles du travail, souffrant du manque d'équipements collectifs nécessaires (crèches, maternités, etc.) et privées bien souvent du temps de vivre.

Oui, ceci peut être obtenu si la France se donne une autre majorité.

Affolée, la majorité actuelle essaie de faire oublier ses responsabilités, son image antisociale, son soutien aux trusts, sa politique d'injustice et ses scandales.

La majorité fait appel à la peur, aux dangers les plus ahurissants : dictature, chaos, une fois encore comme en 68.

Souvenez-vous de ce qu'elle a fait depuis quinze ans mais plus particulièrement depuis 1968.

Sa grande astuce ? Changer de nom : aujourd'hui U.R.P., hier U.D.R., avant-hier U.N.R. L'emballage est modifié, la marchandise reste la même : la réaction. De même, son candidat Georges Brice, tour à tour gaulliste, centriste, antigaulliste, isolé, bénéficie ce jour de son investiture.

Citoyens, citoyennes, c'est pour changer la vie, oui :

— pour amener plus de justice sociale ;
— pour satisfaire vos légitimes revendications ;
— parce que le patronat, les capitalistes et leurs alliés ont trop souvent profité des divisions, que le Parti socialiste a signé le programme commun.

La vie peut changer si vous le voulez, cela dépend de vous.

Arthur Notebart et Eugène Avinée sont et resteront les élus de votre circonscription.

Dimanche 5 mars votez socialiste.

2e CIRCULAIRE

Arthur Notebart et Eugène Avinée vous adressent un chaleureux merci.

Merci aux 21.061 électrices et électeurs qui, dimanche, nous ont accordé leur confiance et placé en tête avec 40,4 % des voix, les candidats du pouvoir ne recueillant que 28,2 %.

A nouveau nous serons vos élus.

Soyez assurés de notre entier dévouement.

Merci à tous nos amis.

Vivent nos cantons Haubourdin-La Bassée.

Arthur NOTEBART et Eugène AVINÉE

Vous avez signifié votre volonté de connaître :

— un monde plus juste ;
— un monde plus libre ;
— des hommes plus responsables qui ensemble bâtiront la société nouvelle.

Tous ensemble hommes et femmes, socialistes, communistes, républicains, démocrates dans le cadre de la gauche unie et de son programme.

Pour une victoire magnifique garantissant une France sociale et humaine.

Parce que cela est logique.

Votez :

ARTHUR NOTEBART

EUGÈNE AVINÉE

Vive la France républicaine !

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cysoing, Pont-à-Marcq, Seclin.

M. André LAURENT

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Changer la vie !...

Cette phrase vous avez pu la lire, l'entendre un peu partout. Pourquoi ?

Cela est dû certainement à l'influence grandissante des idées socialistes. Mais si cette simple phrase prend une telle importance, c'est parce qu'elle va au cœur de chacun de nous, car elle traduit un besoin fondamental pour l'homme : vivre !

Il ne faut pas seulement mieux vivre... Il faut vivre autrement !
Changer la vie ! Un slogan électoral ?
Changer la vie, pour les hommes d'aujourd'hui est un impératif.

Et aujourd'hui naît un espoir.

Celui de mettre fin à un régime scandaleux de trafic et d'argent, qui mêle à la fois les hommes du pouvoir, les promoteurs, les financiers.

Un régime qui accumule pour une petite minorité les privilèges et les profits ; pour tous les autres, l'angoisse du travail mal payé, de l'emploi menacé, de la retraite tardive et misérable.

Le régime que le capitalisme a institué, à son avantage en s'emparant de l'Etat pour exploiter les travailleurs des champs, des boutiques, des bureaux, des usines.

Mais voilà que tous ces travailleurs exploités, enfin rassemblés, se sont mis d'accord pour établir un programme commun, afin d'instituer plus de justice

Voilà que ce programme commun reçoit l'accueil de masses toujours plus larges de citoyens, et qu'apparaît déjà possible une nouvelle majorité.

Nous voulons :

1° Une société plus juste et plus libre.

Tant que l'économie nationale restera dominée par les banques d'affaires et par quelques entreprises ayant le contrôle de secteurs entiers de la production, rien de solide et de durable ne pourra être acquis par les travailleurs

La nationalisation des banques d'affaires et d'une demi-douzaine de sociétés de monopole est la condition première du progrès social.

Alors seulement les salariés pourront obtenir la satisfaction de revendications dont les progrès techniques et scientifiques permettent aujourd'hui la réalisation : réduction du temps de travail et des cadences infernales, salaire minimum à 1.000 F par mois, retraite à soixante ans ; mais aussi, le contrôle de l'embauche et du licenciement assurera la sécurité de l'emploi aux ouvriers, aux employés, aux cadres, jusqu'ici à la merci du patronat

Alors pourra être organisée la société pour que cultivateurs et commerçants puissent obtenir une juste rémunération de leur travail et leur protection contre les risques sociaux.

La justice ainsi rétablie, les conflits sociaux perdront leur virulence, et même leur raison d'être. Plus ne sera besoin de tribunaux spéciaux et de lois anticasseurs. Dans ce climat, il apparaîtra inconcevable que le Président de la République puisse chasser comme un valet infidèle, un Premier Ministre venant d'obtenir une majorité massive à l'Assemblée Nationale

Le peuple français pourra partir à la reconquête de ses libertés.

2° Le progrès dans l'expansion.

Les abus de la publicité tendent à instituer une civilisation du gadget, cette « société de consommation » qui déjà suscite des protestations Pour soutenir le rythme de la production, l'Etat multiplie les cadeaux aux grandes entreprises, plusieurs centaines de milliards anciens pour la seule sidérurgie.

Pendant ce temps, les lits manquent dans les hôpitaux, les maîtres dans les écoles.

Il faut que le plan organise la production pour la satisfaction des besoins, et non pour les profits capitalistes. Les besoins sont immenses, et l'expansion illimitée, si on veut vraiment travailler pour la qualité de la vie.

3° Une Europe unie dans un monde solidaire

Les peuples du monde sont condamnés à s'entendre et à collaborer. Une nouvelle guerre mondiale entraînerait immanquablement l'emploi des armes nucléaires, et la destruction de l'humanité tout entière.

Mais une paix durable n'est pas possible si des peuples continuent à être exploités par les pays capitalistes et réduits au dénuement le plus complet.

C'est parce que le capitalisme, maître des marchés internationaux, se refuse à payer un prix raisonnable les matières premières issues des pays sous-développés que ceux-ci stagnent dans la misère et l'ignorance.

A l'exploitation des peuples, il faut substituer la solidarité et l'entraide.

Le Parti socialiste veut instituer une société qui offre aux pays de l'Ouest l'image de la justice sociale, et aux pays de l'Est l'image de la liberté.

Oui pour changer la vie il faut qu'une majorité nouvelle sorte des urnes les 4 et 11 mars.

Pour amorcer le renouveau :

Il faut voter :

ANDRÉ LAURENT

Remplaçant éventuel :

ERIC VION

2e *CIRCULAIRE*

André Laurent, candidat du Parti socialiste, et Eric Vion, suppléant, remercient les 15.555 électrices et électeurs qui, le 4 mars, leur ont apporté leur voix.

En accordant ainsi leur confiance au Parti socialiste, ils ont montré leur volonté de changement et leur opposition à la politique néfaste du gouvernement U.D.R.

Les candidats se félicitent de la clarté et de la correction dans lesquelles s'est déroulée la campagne électorale.

Il faut maintenant achever la défaite de l'U.D.R.

Le choix au second tour est simple :

— vous qui voulez mettre fin aux scandales et aux abus,

— vous qui voulez plus de justice et plus de liberté,

vous rassemblerez vos voix sur André Laurent, candidat du Parti socialiste, maintenant candidat pour le second tour de l'union de toute la gauche et des opposants à la majorité sortante.

Socialistes, communistes, démocrates et républicains, pour changer la vie dans la sixième circonscription comme dans toute la France, confirmez votre vote du premier tour, votez massivement pour :

ANDRÉ LAURENT

Remplaçant éventuel :

ERIC VION

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lannoy, Roubaix-Est.

M. André DESMULLIEZ

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le Parti socialiste a présenté au pays son programme de gouvernement pour la durée de la prochaine législature.

Il l'a fait à un moment où vous vous interrogez sur votre avenir immédiat.

Pendant quatorze ans, la même majorité, les mêmes équipes et, le plus souvent, les mêmes hommes ont dirigé les affaires publiques.

Aujourd'hui règnent, toute illusion dissipée, l'injustice, l'insécurité, le désordre des esprits et des choses.

Des millions de Français vivent dans des conditions déplorables.

La moitié des salariés, qui représentent eux-mêmes 75 % de la population active, perçoivent moins de 1.000 F par mois. Les paysans de la petite et moyenne exploitation familiale disposent d'un revenu plus faible encore.

La situation des artisans et commerçants se détériore d'année en année.

Les personnes à revenu fixe sont frappées par la dépréciation continue de la monnaie. La vieillesse s'identifie souvent à la misère.

Dans le même moment, on dénombre plus de 500.000 chômeurs.

Deux cent mille jeunes munis de diplômes et de certificats d'aptitude cherchent en vain un emploi. Les mal logés, les sans logis se comptent également par centaines de milliers.

Les dépenses d'éducation nationale se ralentissent.

La vie en ville ronge les nerfs. Le temps au travail et le temps du transport privent les travailleurs du temps de vivre. La pollution ravage la nature, agresse en permanence l'organisme de l'homme.

Cette simple énumération souligne l'ampleur du problème posé à tous ceux que révolte l'inégalité profonde des conditions sociales.

Le Parti socialiste ne parie pas sur le miracle. Candidat au pouvoir, il en mesure les risques et en connaît le poids. S'il dénonce les dirigeants actuels qui ne partagent ni les peines ni les charges du peuple, il dédaigne les polémiques personnelles. C'est au système économique et politique qu'il s'attaque, au seul système, au système tout entier sur lequel est édifiée une société injuste et décadente.

Et c'est ce système qu'il propose de changer.

Le Parti socialiste, en publiant son programme de gouvernement, s'adresse à l'immense majorité des Français. Certes, il ne recherche pas l'approbation des privilégiés, des exploiteurs, des profiteurs : il ne peut y avoir de trêve entre les ennemis du peuple et lui.

Mais les ouvriers, les paysans, les cadres, les ingénieurs, les techniciens, la quasi-totalité du secteur tertiaire, sont soumis à la même loi d'airain et subissent la même oppression. Les classes moyennes apprennent de leur côté que le pouvoir des monopoles s'établit sur leur ruine.

Pour développer son appareil de production, le capitalisme a besoin de millions de nouveaux salariés. Le nombre croît sans cesse de ceux qui prennent conscience de l'identité profonde de leur condition, qui constatent la convergence de leurs intérêts et de leurs espérances.

Tous cherchent à se libérer de l'emprise du grand capital.

Ainsi se constitue entre les travailleurs, au-delà de leurs différences, un véritable front de classe.

Le Parti socialiste a reçu en héritage la plus grande et la plus belle tradition socialiste. Il reste le parti de Jaurès, de Guesde, de Léon Blum. Son histoire se confond avec celle des luttes ouvrières. Il en a vécu les échecs. Il en a vécu les progrès, les victoires.

Pour aller vers une nouvelle victoire le 4 mars prochain vous voterez pour des hommes qui ont fait leurs preuves. A quelque tendance qu'ils appartiennent, tous ceux qui ont fait appel à André Desmulliez et Pierre Prouvost reconnaissent en eux des hommes d'action, des administrateurs et des organisateurs qualifiés, dévoués, toujours au service de la population.

Le dimanche 4 mars 1973, pour changer la vie, pour vivre mieux, vous voterez pour :

ANDRÉ DESMULLIEZ

Maire de Lys
Conseiller général
Vice-président de la Communauté urbaine

Remplaçant éventuel :

PIERRE PROUVOST

Adjoint au maire de Roubaix
Conseiller de la Communauté urbaine

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Dans la septième circonscription, les électeurs ont pris une exacte conscience de ce qu'il fallait faire pour changer la vie en soutenant dès le premier tour les candidats du programme commun.

Ceux-ci ont pris une avance de près de 7.000 voix sur le député sortant.

Le second tour, dimanche prochain, 11 mars, doit affirmer et compléter la victoire de tous ceux qui veulent rompre avec le passé.

Il n'y a pas d'autre solution, votre choix est clair :

Vous avez condamné la majorité en place, vous devez maintenant accorder vos suffrages aux socialistes, les seuls candidats du changement.

Vous vous prononcerez massivement :

— Pour une société de progrès social qui mettra l'économie au service de l'homme et corrigera sans délai les injustices dans la répartition de la richesse nationale.

— Pour une société qui ne permettra plus aux grandes entreprises de dominer l'Etat, d'utiliser leur puissance financière pour dicter leur politique au Gouvernement.

— Pour une société qui défendra véritablement l'intérêt général et non pas celui de quelques entreprises internationales qui se soucient fort peu de l'avenir de la France et des Français.

Dimanche dernier, vous avez placé André Desmulliez en première position pour être élu député de la septième circonscription du Nord.

Le 11 mars prochain, il doit remporter une éclatante victoire.

Par sa compétence, son dynamisme et son efficacité, André Desmulliez sera au Parlement un interprète autorisé et qualifié des aspirations de notre région.

Avec Pierre Prouvost, adjoint particulièrement actif de Victor Provo, il représentera tout à la fois vos espoirs et votre volonté de changer la vie.

Dimanche prochain 11 mars, votez pour une équipe unie, pour :

ANDRÉ DESMULLIEZ

Maire de Lys-lez-Lannoy
Conseiller général du Nord
Vice-Président de la Communauté urbaine de Lille

Remplaçant éventuel :

PIERRE PROUVOST

Adjoint au maire de Roubaix
Conseiller de la Communauté urbaine de Lille

Pas d'abstention.

Tous aux urnes dimanche 11 mars pour les candidats du programme commun et de la démocratie socialiste et républicaine.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Roubaix-Nord, Roubaix-Ouest.

M. Léonce CLÉRAMBEAUX

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Le Parti socialiste a présenté au pays son programme de gouvernement pour la durée de la prochaine législature. Il l'a fait à un moment où vous vous interrogez sur votre avenir immédiat.

Pendant quatorze ans, la même majorité, les mêmes équipes et, le plus souvent, les mêmes hommes ont dirigé les affaires publiques.

Aujourd'hui règnent, toute illusion dissipée, l'injustice, l'insécurité, le désordre des esprits et des choses.

Des millions de Français vivent dans des conditions déplorables.

La moitié des salariés, qui représentent eux-mêmes 75 % de la population active, perçoivent moins de 1.000 F par mois. Les paysans de la petite et moyenne exploitation familiale disposent d'un revenu plus faible encore.

La situation des artisans et commerçants se détériore d'année en année.

Les personnes à revenu fixe sont frappées par la dépréciation continue de la monnaie. La vieillesse s'identifie souvent à la misère.

Dans le même moment, on dénombre plus de 500.000 chômeurs.

Deux cent mille jeunes munis de diplômes et de certificats d'aptitude cherchent en vain un emploi. Les mal logés, les sans logis se comptent également par centaines de milliers.

Les dépenses d'éducation nationale se ralentissent. La vie en ville ronge les nerfs. Le temps au travail et le temps du transport privent les travailleurs du temps de vivre. La pollution ravage la nature, agresse en permanence l'organisme de l'homme.

Cette simple énumération souligne l'ampleur du problème posé à tous ceux que récolte l'inégalité profonde des conditions sociales.

Le Parti socialiste ne parie pas sur le miracle. Candidat au pouvoir, il en mesure les risques et en connaît le poids. S'il dénonce les dirigeants actuels qui ne partagent ni les peines ni les charges du peuple, il dédaigne les polémiques personnelles. C'est au système économique et politique qu'il s'attaque, au seul système, au système tout entier sur lequel est édifiée une société injuste et décadente.

Et c'est ce système qu'il propose de changer.

Le Parti socialiste, en publiant son programme de gouvernement, s'adresse à l'immense majorité des Français. Certes, il ne recherche pas l'approbation des privilégiés, des exploiteurs, des profiteurs : il ne peut y avoir de trêve entre les ennemis du peuple et lui.

Mais les ouvriers, les paysans, les cadres, les ingénieurs, les techniciens, la quasi-totalité du secteur tertiaire, sont soumis à la même loi d'airain et subissent la même oppression. Les classes moyennes apprennent de leur côté que le pouvoir des monopoles s'établit sur leur ruine.

Pour développer son appareil de production, le capitalisme a besoin de millions de nouveaux salariés. Le nombre croît sans cesse de ceux qui prennent conscience de l'identité profonde de leur condition, qui constatent la convergence de leurs intérêts et de leurs espérances.

Tous cherchent à se libérer de l'emprise du grand capital.

Ainsi se constitue entre les travailleurs, au-delà de leurs différences, un véritable front de classe.

Le Parti socialiste a reçu en héritage la plus grande, la plus belle tradition socialiste. Il reste le parti de Jaurès, de Guesde, de Léon Blum. Son histoire se confond avec celle des luttes ouvrières. Il en a vécu les échecs. Il en a vécu les progrès, les victoires.

Pour aller vers une nouvelle victoire le 4 mars prochain, vous voterez pour des hommes qui ont fait leurs preuves. A quelque tendance qu'ils appartiennent, tous ceux qui ont fait appel à Léonce Clérambeaux et Gustave Dedecker reconnaissent en eux des hommes d'action, des administrateurs et des organisateurs qualifiés, dévoués, toujours au service de la population.

Le dimanche 4 mars 1973, pour changer la vie, pour vivre mieux, vous voterez pour :

LÉONCE CLÉRAMBEAUX

Premier adjoint au maire de Roubaix
Premier Vice-Président de la Communauté urbaine

Remplaçant éventuel :

GUSTAVE DEDECKER

Maire de Croix
Conseiller général
Conseiller de la Communauté urbaine

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Dans la huitième circonscription, les électeurs ont pris une exacte conscience de ce qu'il fallait faire pour changer la vie en soutenant dès le premier tour les candidats du programme commun.

Ceux-ci ont pris une avance de 8.000 voix sur le député sortant de l'ex-majorité.

Le second tour, dimanche prochain, 11 mars, doit affirmer et compléter la victoire de tous ceux qui veulent rompre avec le passé.

Vous vous prononcerez massivement :

— Pour une société de progrès social qui mettra l'économie au service de l'homme et corrigera sans délai les injustices criardes dans la répartition de la richesse nationale.

— Pour une société qui ne permettra plus aux grandes entreprises de dominer l'Etat, d'utiliser leur puissance financière pour dicter leur politique au Gouvernement.
— Pour une société qui défendra véritablement l'intérêt général et non pas celui de quelques entreprises internationales qui se soucient fort peu de l'avenir de la France et des Français.

Dimanche dernier, vous avez placé Léonce Clérambeaux en bonne position pour être élu député de la huitième circonscription du Nord.

Clérambeaux peut et doit, avec Gustave Dedecker, remporter le 11 mars prochain, une éclatante victoire.

Par ses connaissances et sa vive intelligence, Clérambeaux sera au Parlement un interprète autorisé et qualifié des aspirations de notre région.

Il représentera tout à la fois et vos espoirs et votre volonté de changer la vie.

Dimanche prochain 11 mars, votez pour une équipe unie, pour :

LÉONCE CLÉRAMBEAUX

Premier adjoint au maire de Roubaix
Premier Vice-Président de la Communauté urbaine

Remplaçant éventuel :

GUSTAVE DEDECKER

Maire de Croix
Conseiller général
Conseiller de la Communauté urbaine

Pas d'abstention.

Tous aux urnes dimanche 11 mars pour les candidats du programme commun et de la démocratie socialiste et réublicaine.

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Marcq-en-Barœul, Tourcoing-Nord-Est, Tourcoing-Sud.

M. Henry BLARY

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1958, dans notre circonscription, chaque véritable choix politique : référendum, élection législative, élection présidentielle, a marqué de façon constante et à une très large majorité, l'attachement des électeurs aux institutions de la Ve République.

La stabilité a garanti la sécurité.

Grâce à la stabilité, la V^e^ République,

- A ramené la paix

La France n'est en guerre contre personne dans le monde. La durée du service militaire n'a jamais été aussi réduite.
L'Europe, bientôt tout entière une, facteur de détente, et non plus instrument de la guerre froide, garantira le maintien de la paix dans le monde.

- A garanti l'indépendance

La France a remboursé ses dettes extérieures.
La France est respectée.
La France s'est dotée d'une défense nationale moderne.
La France est consultée et écoutée.
La France a de nombreux amis, est consciente des solidarités nécessaires, mais ne veut être ni le satellite de l'Est pas davantage que celui de l'Ouest.

- A assuré les conditions de progrès

Dans une économie moderne, une expansion continue a permis l'élévation du niveau de vie de chacun.

En 1967, puis en 1968, vous m'avez fait l'honneur de m'élire dès le premier tour de scrutin, pour vous représenter au Parlement et y défendre les intérêts du pays, mais aussi ceux de notre région et de la 9^e^ Circonscription, et être ainsi constamment au service de tous.

Mais vous m'avez aussi élu pour que le Gouvernement puisse atteindre et défendre les objectifs de la V^e^ République, à savoir :

— des institutions stables,
— une unité dans la direction et la continuité dans l'action,
— une monnaie forte,
— une expansion continue,
— la réalisation accélérée du Marché commun européen.

La France est aujourd'hui considérée dans le monde entier ; elle est devenue le champion des nations éprises d'indépendance et de paix.

La France est en train de devenir la troisième puissance économique dans le monde.

La majorité a mené à bien tant de réformes depuis 15 ans, que la France de 1973 offre au monde un visage de jeunesse et de santé.

Aujourd'hui, groupés dans l'Union des républicains de progrès, nous voulons être, par le vote des Françaises et des Français la majorité nouvelle de demain.

Voyons le bilan de ces cinq dernières années : croissance économique, industrialisation, modernisation de l'agriculture, 2.000 kilomètres d'autoroutes, augmentation du pouvoir d'achat, promotion et justice sociales, effort énorme en faveur de l'Education Nationale, protection et droits des travailleurs, mensualisation, amélioration des conditions et réduction de la durée du travail (quatre semaines de congé annuel), formation permanente, droits des femmes égaux dorénavant à ceux des hommes, effort en faveur des commerçants, amélioration sensible des régimes de retraites, effort extraordinaire pour le logement, dispositions concernant l'intéressement. Dans le détail, il faudrait plusieurs pages pour ne faire qu'une simple approche des progrès considérables accomplis dans tous les domaines au cours de la législature qui se termine.

Il est ainsi bien prouvé que le changement, c'est la majorité, que le mouvement doit être la majorité nouvelle de demain, celle qui sera la vôtre en choisissant dans votre circonscription un candidat de l'Union des républicains de progrès. Si vous me renouvelez votre confiance, je serai celui-là, et je m'engage à souscrire intégralement à la réalisation des principaux objectifs proposés par le Premier Ministre pour la prochaine législature, à savoir :

— Poursuite de l'effort de modernisation des structures de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et des services.
— Vote en 1973 du projet de loi d'orientation du commerce.
— Accentuation de l'effort en faveur de la recherche en l'appliquant aux secteurs les plus urgents.
— Amélioration de la situation des catégories sociales les moins favorisées.
— Allégements de la fiscalité sur les revenus les plus faibles.
— Achèvement rapide de la mensualisation des salaires des ouvriers.
— Mesures pour faciliter une limitation du travail à la chaîne et encourager l'adaptation des horaires.
— Généralisation de la journée continue pour arriver pour tous à la semaine de cinq jours.
— Accès libre et égal des femmes à tous les emplois et toutes les responsabilités.
— Généralisation du mi-temps ou de la formule des horaires libres au profit des mères de famille qui le souhaitent.
— Développement de la politique familiale par un contrat de progrès avec les familles. Ce contrat reposant sur trois principes : garantie d'évolution des allocations, refonte des prestations spécifiques dans le sens de la simplification, amélioration des aides aux handicapés et à leur famille.
— Extension à toute la durée de l'enseignement obligatoire de la gratuité des livres de classe, des fournitures et des transports scolaires.
— Attribution de tous les droits politiques aux jeunes Français dès l'âge de 19 ans.
— Construction de 600.000 logements par an : programmes prioritaires dans les villes au profit des jeunes ménages et des personnes âgées.
— Réforme hospitalière, amélioration des équipements hospitaliers allant de pair avec une conception libérale de la médecine.
— Doublement avant la fin de la législature du montant minimum vieillesse et abrogation de la référence à l'obligation alimentaire.
— Retraite généralisée à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.
— Vote d'une loi-cadre — véritable charte du troisième âge — pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées.
— Révision des modalités de la formation des maîtres. Restauration de l'autorité des chefs d'établissement et des maîtres. Adaptation des programmes.
— Mise en route de 4.000 kilomètres d'autoroutes nouvelles (portant ainsi à 6.000 kilomètres l'ensemble du réseau).
— Automatisation de la totalité du réseau téléphonique en quatre ans.
— Généralisation de l'intéressement et encouragement à l'actionnariat des personnels dans les sociétés du secteur privé.

Dans le passé, j'ai tenu mes promesses.

Si vous reconduisez mon mandat une nouvelle fois, je prouverai que je suis digne de cette confiance.

Pas de paroles, mais des actes.

Aujourd'hui, avec vous, avec celles et ceux qui le voudront, est engagé un combat pour nos libertés, un combat pour une France prospère, pour un contrat de justice et de progrès social, et c'est pourquoi l'enjeu de ces élections est si important.

Votre vote engage votre avenir.

Ensemble nous ferons la France plus belle et plus forte, plus libre de son destin politique et économique. Ensemble nous aiderons les Français à réaliser leur légitime aspiration à vivre plus heureux.

Pour poursuivre, amplifier un grand mouvement de réformes dans l'ordre et la sécurité :

En masse dès le premier tour vous voterez et ferez voter pour :

HENRY BLARY

Député sortant
Conseiller général
Premier adjoint au maire de Tourcoing
Médaille militaire - Croix de guerre
Chevalier de la Légion d'honneur
Combattant volontaire
Evadé de guerre - Résistant
Chevalier des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

SERGE CHARLES

Maire de Marcq-en-Barœul
Conseiller de la Communauté urbaine de Lille
Chevalier du Mérite national

2e *CIRCULAIRE*

Au deuxième tour : tout est simple.

Rassemblement de toutes les voix modérées.

Merci aux 27.537 électrices et électeurs qui au premier tour m'ont accordé leurs suffrages.

Il s'en est fallu de 8,67 % des voix pour que j'emporte la majorité absolue au premier tour.

Vous avez ainsi démontré de façon éclatante votre volonté d'éviter le pire, de défendre toutes les libertés contre les marxistes.

Faites votre devoir dimanche prochain.

Confirmez votre vote et faites voter :

HENRY BLARY

Député sortant
Conseiller général
Premier adjoint au maire de Tourcoing
Médaille militaire - Croix de guerre
Chevalier de la Légion d'honneur
Combattant volontaire
Evadé de guerre - Résistant
Chevalier des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

SERGE CHARLES

Maire de Marcq-en-Barœul
Conseiller de la Communauté urbaine de Lille
Chevalier du Mérite national

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Armentières, Quesnoy-sur-Deule, Tourcoing-Nord.

M. Gérard HAESEBROECK

(Candidat du Parti socialiste)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Quinze années de promesses non tenues...
Quinze années de retard dans l'amélioration de vos conditions de vie...
Quinze années en faveur de l'argent et du grand capital.
Cela suffit... Il faut changer de majorité.
Pour la quatrième fois, je me présente à vos suffrages avec mon ami Faidherbe.
Chaque fois j'ai été l'objet d'une confiance plus grande.
Et aujourd'hui, je m'adresse à vous, de nouveau, avec encore plus de confiance que la dernière fois.
Pourquoi ? Je vais vous le dire :

Depuis 1958 :
— la même majorité ;
— la même équipe ;
— les mêmes hommes ;

Ont conduit notre pays :
— à la récession ;
— au chômage ;
— à une politique antisociale ;

Amenant :
— l'injustice ;
— les scandales ;
— le pouvoir de l'argent ;

Et leurs conséquences :
— 75 % de salaires à moins de 1.000 francs ;
— commerçants et artisans délaissés ;
— paysans oubliés ;
— enfants pénalisés ;
— familles esseulées ;
— « Anciens » exploités ;

Il faut que ça cesse !!!

Ouvrières, ouvriers, employés, ingénieurs, cadres, exploitants agricoles, artisans et commerçants, électrices, électeurs, qui vivez de votre travail,

Les dirigeants actuels de la majorité se sont-ils souciés de vos peines, de vos charges, de vos difficultés ?

Non, n'est-ce pas ? Au contraire :

— ils ont aidé les monopoles de l'argent ;
— ils ont favorisé les gros possédants ;
— ils ont couvert les scandales ;
— ils ont augmenté les impôts ;

Oubliant et pénalisant :

— les humbles, déshérités et défavorisés ;
— les familles ;
— les personnes âgées ;
— les handicapés et paralysés ;
— les femmes seules ;
— les veuves civiles et de guerre ;

Quant à leur politique sociale rétrograde, elle nous laisse :

— 200.000 jeunes cherchant un emploi ;
— 500.000 personnes subissant le chômage ;
— 5 à 700.000 familles espérant un logement ;
— une éducation nationale dégradée ;
— une agriculture menacée ;
— un manque d'équipements sociaux ;
— une nature ravagée par la pollution ;
— des équipements sportifs insuffisants ;
— des équipements collectifs médiocres (ex. téléphone, assainissement, etc.) ;

Mais alors dans quel domaine les Françaises et les Français sont-ils satisfaits ?

Aucun, car notre argent a surtout été utilisé pour favoriser la société capitaliste et les crédits destinés aux dépenses militaires (18 à 20 % du budget national).

Et durant ce temps, nous avons manqué d'hôpitaux, d'écoles, de routes, de logements, d'équipements sociaux et sportifs, etc.

Que d'années perdues !!!

L'homme qui travaille, qui produit, subit la dictature du profit sur toutes les formes des activités humaines :

— consommation, vacances, loisirs, santé.

Oui, il faut vraiment que ça cesse !...

Or, le but des socialistes est que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Parti socialiste garantit le droit pour chacun de posséder des biens durables, acquis par le fruit du travail ou outil de son propre ouvrage.

La société socialiste « c'est une meilleure répartition entre tous les individus de l'expansion économique nationale ».

C'est ce que prévoit le programme commun.

Vous devez savoir qu'en cas de victoire, le Parti socialiste vous apportera tout de suite :

— le salaire minimum à 1.000 F ;
— la retraite à 60 ans (hommes) et 55 ans (femmes) ;
— l'augmentation sensible des pensions et retraites et la gratuité des transports pour les « Anciens » ;
— l'augmentation des allocations familiales ;
— l'allégement des impôts indirects et directs, notamment la T.V.A. et la patente ;
— le blocage des loyers et du coût des services publics ;

— des crédits plus importants pour les constructions scolaires, sportives et culturelles ;
— une politique plus sociale du logement, dont la priorité au secteur H.L.M. ;
et ensuite bien d'autres améliorations de condition de vie pour certaines catégories défavorisées depuis trop longtemps :
— handicapés, inadaptés, aveugles, infirmes, mutilés ;
— les veuves civiles et de guerre ainsi que les femmes seules ;
— les anciens combattants, prisonniers et victimes de guerre, les anciens d'A.F.N. ;
— les exploitants agricoles et les travailleurs familiaux ;
— les rapatriés qui attendent encore le remboursement des biens perdus.

Electrices, électeurs,

— Toutes les couches de la population subissent la même oppression ;
— Toutes constatent la convergence de leurs intérêts et espérances ;
— Toutes doivent donc unir leurs voix sur un homme capable de les représenter efficacement à l'Assemblée Nationale ;

En temps que maire d'Armentières, ville aux réalisations sociales d'avant-garde ;

En temps que Président de la Commission départementale du Conseil général, responsable permanent de la gestion départementale et aussi pour ses nombreuses initiatives sociales, Gérard Haesebroeck a prouvé qu'il était un homme serviable, dynamique, compétent et même combatif...

Votre choix est clair.

Vous voterez Gérard Haesebroeck qui s'engage, avec le Parti socialiste, à un changement de société, à changer la vie.

« Changer la vie » doit être l'objectif de tout électeur épris de sentiments humains et fraternels.

Pour obtenir ce résultat, pour arriver à ce but nous avons besoin de vous. Seuls nous ne pouvons pas grand chose. Tous ensemble nous pouvons beaucoup.
Voter et faites voter dès le premier tour.

Surtout n'éparpillez pas vos voix, votez utile, votez pour le Parti socialiste.

GÉRARD HAESEBROECK

Conseiller général
Maire d'Armentières

Remplaçant éventuel :

ALEXANDRE FAIDHERBE

Adjoint au maire d'Halluin
Conseiller communautaire

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Ma joie est grande et ma fierté aussi, d'avoir obtenu la confiance fidèle et accrue d'un grand nombre d'entre vous et je remercie toutes celles et tous ceux qui m'ont manifesté leur approbation et leur amitié. Mon collègue et ami Alexandre Faidherbe s'associe également à ces remerciements.

● Ma gratitude va tout d'abord aux Armentiéroises et Armentiérois, et aux habitants du canton d'Armentières, qui, pour la première fois, m'ont permis de distancer Monsieur Schumann dans ma chère commune et mon canton, en récompense, certainement, du travail efficace et inlassable qui a été le mien depuis plusieurs années à la mairie, à la Communauté urbaine et au Conseil général, et qui porte chaque jour davantage ses fruits.

A ces 9.734 amies et amis, un grand merci.

● Notre reconnaissance, à Alexandre Faidherbe et à moi-même, va également aux électrices et électeurs :

— du canton de Tourcoing-nord qui nous ont permis de doubler nos voix de 1967 et 1968 et d'obtenir 5.051 suffrages ;
— du canton de Quesnoy-sur-Deule qui nous ont accru leur confiance en nous donnant 2.764 voix.

● A toutes et à tous, encore une fois un très grand merci.

Grâce à vous, dimanche prochain, la victoire est possible.

Nous vous demandons donc de renouveler cette confiance sans aucune défaillance, en votant et en faisant voter Gérard Haesebroeck et Alexandre Faidherbe.

La victoire est à ce prix.

● Notre appel s'adresse également aux 12.486 électrices et électeurs qui ont porté leurs voix au premier tour sur le candidat communiste. Nous savons que l'engagement pris pour l'adoption du programme commun nous apportera la totalité de leurs voix.

● C'est ensuite aux abstentionnistes involontaires du premier tour que nous nous adressons pour leur demander de nous faire l'honneur et l'amitié de nous accorder leurs suffrages au second tour.

● Quant aux 1.455 femmes et hommes qui ont hésité à se prononcer dimanche 4 mars en déposant un bulletin blanc ou nul, nous sommes sûrs que leur réflexion et leur sens civique les amèneront vers nous.

● Et puis notre pensée va aux électrices et électeurs qui ont choisi au premier tour MM. Houssin (4.856 voix) et Vandaele (3.987 voix) voulant marquer leur opposition au régime actuel et à leurs représentants.

Ces électrices et électeurs détiennent probablement entre leurs mains le choix du député de leur Vallée de la Lys.

Comme l'ensemble des habitants de la dixième circonscription, ils ont pu constater le retard considérable des équipements collectifs de toutes sortes : scolaires, logements, sociaux, sportifs, culturels, routiers, environnement, téléphone, industries nouvelles, etc., etc., qui font largement défaut partout, et la carence permanente du Gouvernement dans notre secteur depuis plus de dix ans.

Le fait qu'au premier tour ils aient porté leur choix sur d'autres candidats que Monsieur Schumann devrait leur permettre de voter pour un véritable député : présent, actif, sérieux, compétent, dynamique, combatif, capable de représenter efficacement notre région et surtout notre Vallée de la Lys.

● Pour terminer, nous nous adressons à un certain nombre de celles et de ceux qui, provisoirement, ont voté dimanche dernier pour MM. Schumann et Pacaux.

La plupart d'entre eux, sont des démocrates et républicains qui ont cru devoir maintenir ou donner leurs votes au Ministre des Affaires étrangères et non au député.

Ces femmes et ces hommes sont, j'en suis sûr, autant que nous, épris de fraternité humaine, animés d'un désir et d'une volonté inébranlables de justice sociale, de bonheur et de mieux-être dans la paix et dans la liberté.

● Enfin, c'est à l'ensemble des électrices et électeurs que nous faisons appel. A toutes et à tous, Alexandre Faidherbe et moi-même, nous tendons une main fraternelle :

— aux conseillers généraux des deux autres cantons, aux conseillers communautaires, à tous les maires, adjoints et élus locaux, sans aucune distinction politique, philosophique ou confessionnelle ;
— aux présidents et responsables de toutes les organisations professionnelles, syndicats, familiales ou autres ;
— à toutes les personnes désintéressées et de bonne volonté qui œuvrent, contribuent au maintien, au développement, du groupement ou de la société auxquels ils appartiennent.

A vous toutes et tous, qui contribuez à votre manière, à la prospérité et au rayonnement de vos cités, de vos cantons, de votre Vallée de la Lys, nous disons : nous serons là, à vos côtés, fidèles, consciencieux, attentifs, à vos problèmes, à vos désirs.

Avec Alexandre Faidherbe comme compagnon, avec celles et ceux qui voudront nous rejoindre, nous aider, je m'efforcerai d'apporter et de donner à notre dixième circonscription, la même vitalité et le même dynamisme que je pense avoir insufflés, avec d'autres, à la région d'Armentières.

Depuis longtemps la Vallée de la Lys a besoin d'un véritable député de combat, capable de représenter et de défendre partout, à l'Assemblée Nationale, au Conseil général, à la Communauté urbaine de Lille, les intérêts vitaux de ses 13.000 habitants.

Est-ce trop ambitieux que de revendiquer l'honneur et la fierté d'être un député serviable, disponible, envers toutes les catégories sociales et professionnelles.

Electrices, électeurs, votre choix de dimanche prochain sera décisif.

● Pour vous et votre famille.
● Pour l'avenir de vos enfants et petits-enfants.
● Pour l'avenir de votre prochain.
● Pour l'ensemble des habitants de la Vallée de la Lys.

Vous ne pouvez plus hésiter, vous voterez et ferez voter :

GÉRARD HAESEBROECK

Conseiller général
Maire d'Armentières

Remplaçant éventuel :

ALEXANDRE FAIDHERBE

Adjoint au maire d'Halluin
Conseiller communautaire

En dernière minute, nous apprenons que nos adversaires utiliseront leur profession de foi pour tenter de nous déshonorer, prétextant que nous avons distribué des journaux et tracts contenant des textes tronqués, des chiffres faussés, des déclarations falsifiées, après la clôture de la campagne électorale.

Nous tenons ces documents à la disposition de quiconque - Cabinet du maire - mairie d'Armentières.

Nous précisons que la loi autorisait la campagne jusqu'au samedi 3 mars à minuit (chapitre 1 ; section 1 ; page 3 ; circulaire du ministère de l'intérieur du 19 janvier 1973).

Quant au sens de l'honneur et de la dignité, nous rappelons qu'avant le premier tour, un tract diffamatoire envers nos personnes a été distribué par les amis de Monsieur Schumann.

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Dunkerque-Est, Dunkerque-Ouest, Gravelines.

M. Albert DENVERS

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

C'est afin de poursuivre le combat pour la Justice que je vous demande de me renouveler, dimanche prochain 4 mars, votre confiance — une confiance dont je suis fier.

Je vous représente depuis de très nombreuses années et j'ai le sentiment de m'être consacré totalement à mon devoir de servir ma région et mon pays.

Je pense avoir exercé mon mandat de député dans la dignité et la simplicité.

Honnêteté, fidélité, efficacité ont été et demeurent mes motifs d'action et ma raison d'être.

Honnêteté :

Toujours, je me suis présenté à vos suffrages à visage découvert. Jamais, je n'ai caché mes idées, jamais je n'ai manqué au respect de celles des autres.

Fidélité :

Fidélité à mes origines de fils d'une famille modeste, à ma vie d'éducateur, de républicain et de démocrate, voulant avant tout être l'homme de mes convictions.

Aujourd'hui comme hier, tout naturellement, je suis dans les rangs du Parti socialiste.

Fidélité à mes idées : Depuis mon tout jeune âge, je défends les aspirations de l'homme à la liberté, à l'égalité et à la fraternité sous le signe d'un socialisme généreux et humain.

Efficacité :

Je crois avoir apporté inlassablement à tous mes concitoyens, à ma Flandre natale, à Dunkerque et à son agglomération, à toute la zone maritime de Bray-Dunes à Gravelines-Grand-Fort-Philippe, le meilleur de moi-même.

Efficacité à l'échelon national :

Au Parlement et ailleurs, je combats toutes les inégalités sociales. Je lutte de toutes mes forces pour l'expansion économique au service de l'homme et pour des équipements collectifs au niveau des besoins.

Et c'est ainsi qu'avec une volonté passionnée, je me bats plus spécialement et sans relâche pour un logement à la portée des ressources des jeunes, des personnes âgées et des familles.

Efficacité à l'échelon départemental :

— pour l'animation et la prospérité de nos installations portuaires, de la marine marchande et de la pêche, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture, du tourisme et de toutes les activités économiques ;
— l'emploi féminin, le développement des emplois tertiaires sont pour moi des préoccupations essentielles,
— pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de toutes catégories ;
— pour la défense et la promotion des commerçants, des artisans de la petite et moyenne entreprise ;
— pour les anciens et les familles dont les droits sont toujours trop tardivement reconnus ;
— pour une éducation et une instruction ouvertes à tous grâce à la gratuité scolaire à tous les échelons ;
— pour les jeunes qui ont droit à une formation générale et professionnelle de qualité, à l'organisation des loisirs et à la culture.

Enfin :

Je me suis donné tout entier à la cause des faibles, des déshérités, des handicapés, des anciens et des jeunes, des veuves des mutilés de guerre et du travail, des rapatriés d'Afrique du Nord, des enfants et adolescents inadaptés.

Je continuerai.

J'ai conscience d'exercer toutes mes charges avec cœur, sans sectarisme et sans jamais fuir ni le travail ni la difficulté ni les responsabilités.

Aujourd'hui :

Avec mon ami Jacques Bialski, fils de commerçants dunkerquois, un homme jeune, animé par de profondes convictions socialistes et syndicalistes, chargé de hautes fonctions sociales, ayant donné assez de preuves de son fidèle attachement au bien public et à la cause de tous ceux qui travaillent, je viens vous demander de me permettre, avec votre confiance renouvelée, de poursuivre ma tâche pour un avenir toujours plus prospère de notre région et pour le mieux être de chacune et de chacun.

Ensemble, il faut travailler à changer la vie :

— En assurant à tous les droits fondamentaux : le droit au travail et à l'éducation permanente, le droit au logement, le droit à la santé.
— En rendant possible la retraite dès 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec l'octroi d'une pension permettant un troisième âge heureux.
— En améliorant les moyens d'existence de la famille et en changeant les conditions de vie de la femme dans le respect de tous ses droits personnels, familiaux et sociaux.

— En offrant à la jeunesse, l'égalité des chances dans la vie et l'accession aux responsabilités.
— En luttant contre la hausse des prix dont les effets sont surtout désastreux pour les masses laborieuses, les ménagères et les retraités.
— En supprimant les fraudes fiscales et les exonérations abusives et en exigeant pour tous la justice devant l'impôt.
— En mettant tout en œuvre pour assurer la paix partout dans le monde et pour organiser une Europe unie, forte et indépendante.

Ensemble, il faut dénoncer et combattre :

— Les excès et les abus d'un pouvoir et d'une majorité qui, trop souvent, confondent les intérêts de l'Etat et de la France avec les leurs.
— Les scandales et l'insolente ingérence des puissances d'argent dans les affaires publiques.
— Les privilèges et les monopoles du gros capitalisme.
— La mise sous tutelle du Parlement français, des collectivités locales (départements, communautés urbaines et communes) privées de moyens suffisants pour agir et réaliser.

Ensemble, sur les bases du programme commun de la gauche :

Soyons des républicains et des démocrates attachés à une politique capable de donner à la vie sa qualité et sa dignité, dans un total respect des libertés collectives et individuelles dont le Parti socialiste est et sera le garant le plus vigilant et le plus sûr.

Electrices, électeurs, vous êtes conscients de la nécessité, pour le bien du pays, d'un changement de majorité.

L'abstention n'est aujourd'hui plus possible.

Vous voterez utile en nous faisant confiance dès le premier tour de scrutin.

Soyez-en remerciés.

Vive la France, vive la République.

ALBERT DENVERS

Député sortant
Conseiller général du Nord
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque

Remplaçant éventuel :

JACQUES BIALSKI

2e *CIRCULAIRE*

Remerciements et appel.

Merci, et de tout cœur, à celles et à ceux qui, au nombre de 29.143, un chiffre qui nous place largement en tête au premier tour, nous ont apporté, dimanche dernier, leurs suffrages.

Jacques Bialski et moi-même sommes particulièrement sensibles à cette marque de confiance et d'estime.

Nous demandons au corps électoral, dans une totale union de toutes les forces de gauche, de parfaire et de consolider, dimanche prochain, le succès du 4 mars.

Electrices et électeurs,

Quelles que soient vos opinions et vos croyances, vous devez donner à votre député le maximum d'autorité pour défendre demain, comme il l'a toujours fait, c'est-à-dire avec dynamisme et efficacité, avec détermination et conscience, dans l'esprit le plus large, les intérêts de la région et de sa laborieuse population.

Citoyennnes et citoyens,

Tous ensemble :

Travailleurs de toutes catégories, anciennes et anciens commerçants, artisans, travailleurs indépendants, cadres, agriculteurs, marins, pêcheurs, mariniers, familiaux, il faut donner dans notre circonscription, qui aura bientôt 200.000 habitants, avec les problèmes de tous ordres que provoque sa croissance économique et humaine, l'exemple d'un travail en communauté de construction de l'avenir, dans l'union de toutes les convictions démocratiques et avec le concours de toutes les forces de gauche.

Avec le parti socialiste et ses partenaires, nous mettrons en œuvre demain, toutes les mesures économiques, sociales, financières dont le programme commun de gouvernement définit le sens et la portée.

Dimanche prochain 11 mars, vous marquerez par votre vote, votre désapprobation de toutes les manœuvres publicitaires, des mensonges, voire même des calomnies, et vous marquerez ainsi votre attachement à la probité et à l'honnêteté, à la fidélité et l'idéal de justice, de liberté et de paix, à la droiture et à la franchise, au travail et au dévouement.

Pour changer la vie, pour en assurer la qualité, pour donner à tous et notamment aux femmes et aux jeunes l'égalité des chances, vous voterez, dimanche prochain 11 mars, pour les candidats du Parti socialiste.

Vive la France ! vive la République !
Une fois encore, merci.

ALBERT DENVERS

Député sortant
Conseiller général du Nord
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque

Remplaçant éventuel :

JACQUES BIALSKI

Cadre administratif

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bergues, Bourbourg, Cassel, Hondschoote, Steenvoorde, Wormhoudt.

M. Maurice CORNETTE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE :

Chères électrices, chers électeurs,

Le 4 mars 1973, vous êtes appelés à désigner votre représentant à l'Assemblée Nationale.

En 1967 et en 1968, vous m'avez conféré ce mandat. Je l'ai assumé avec le sérieux et la détermination que vous étiez en droit d'exiger, dans le respect rigoureux des engagements que j'avais pris envers vous. Comme il se doit, je vous en rends compte par ailleurs.

Aujourd'hui, alors que s'ouvre à la France et aux Français une nouvelle et importante étape de leur histoire, je sollicite à nouveau vos suffrages.

Monsieur Charles Paccou, maire d'Arnèke, conseiller général du Nord depuis dix-huit ans, a accepté d'être mon suppléant. La solide expérience qu'il a acquise dans l'exercice de ses mandats, les qualités humaines qu'il y a révélées, appuieront ma propre expérience, les actions qu'il m'appartiendra d'assumer au niveau national et que poursuivra mon remplaçant éventuel.

Notre unique ambition est de servir la France, le Nord, la Flandre, de vous servir dans le cadre des institutions de la Ve République, garantes de nos libertés et de notre progrès.

Assurer de meilleures conditions de vie pour tous, notamment les plus défavorisés ; promouvoir l'expansion de tous les secteurs d'activité ; améliorer sans cesse l'égalité des chances de chacun face à la vie ; donner un sens au travail de tous et faire reculer toujours davantage les injustices ; tel est, pour nous, le progrès.

Connaissant votre civisme et votre bon sens, persuadés que vous exercerez toutes et tous, le 4 mars, votre droit et votre devoir de vote, nous vous demandons, très simplement, de nous renouveler la confiance que vous nous avez témoignée et, à travers nous, à une certaine idée de l'homme, de la démocratie, de l'Etat, de la France et de son rôle dans le Monde.

De quoi s'agit-il le 4 mars 1973 ?

Il s'agit de désigner votre député. Il s'agit de vous prononcer librement et clairement sur l'avenir que vous souhaitez pour vous, votre région, la Nation.

Le choix est simple et clair entre :

Les oppositions minoritaires et disparates de ceux qui, socialistes et communistes se disent unis mais ne le seront qu'au deuxième tour ;

— vous proposent un « programme commun », catalogue de promesses trop belles pour être vraies, irréaliste, ruineux pour le pays et la monnaie ;

— font miroiter le « passage au socialisme » comme le paradis des travailleurs alors qu'il ne serait qu'étatisme totalitaire, dirigisme bureaucratique, domination inévitable du communisme, perte de nos libertés.

Ceux qui :

— se prétendent aujourd'hui « réformateurs » et se sont opposés depuis quinze ans aux profondes réformes accomplies par la France dans tous les domaines ;
— ne sont qu'une minorité dont l'ambition est le jeu subtil des combinaisons opportunistes qui ont fait tant de mal à la France.

La politique de la France et des Français est-elle un « jeu pour politiciens » ? Les Français ont récusé, en 1958, 1962, 1965, 1969, le « régime des partis ».

Quelques points du programme commun à méditer :

— Etatisation progressive de toute l'économie du pays (grandes entreprises, crédit, planification, coopératives, écrasement du secteur privé par les charges et le blocage des prix)
— Etatisation de toute l'embauche des demandeurs d'emploi, cadres compris
— Nationalisation immédiate de l'enseignement privé percevant des fonds publics et intégration éventuelle du reste
— Offices fonciers cantonaux et départementaux assurant le contrôle des ventes et locations des terres agricoles
— Droit de préemption des collectivités dans les périmètres d'urbanisation - Prix de référence des terrains fixé sur la période antérieure de « prix stables » - Taxe foncière - Taxation des plus values
— Droit d'expression et d'organisation des partis politiques sur les lieux de travail...

Ce ne serait qu'une étape du contrat liant Socialistes et Communistes !!!

Et l'Union des républicains de progrès.

Appuyée par une majorité large et cohérente, issue de toutes les couches de la population, qui a permis à la France d'assurer, jour après jour :

- la rénovation et le renforcement de la République et de ses institutions ;
- la modernisation de la France dans la paix intérieure et extérieure ;
- l'indépendance, la place et le rôle de la France dans le Monde ;
- la défense de la monnaie et du pouvoir d'achat ;
- l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de tous les Français ;
- le progrès économique au service du progrès social.

Il s'agit de poursuivre dans cette voie et de libérer la vie des idéologies sectaires de la bureaucratie envahissante, du pouvoir abusif de l'argent, des risques de chômage, maladie, vieillesse.

Pour cela il suffit mais il est capital que les Françaises et Français demeurent rassemblés sur la France comme le sont les candidats de l'Union des Républicains de Progrès.

Tel est l'enjeu du 4 mars 1973.

MAURICE CORNETTE
Député sortant
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

CHARLES PACCOU
Conseiller général du Nord
Maire d'Arnèke

2e CIRCULAIRE

Maintenant le choix est clair :

Il faut barrer la route :

— à la funeste entreprise Mitterrand-Marchais ;
— au candidat du front socialo-communiste ;
— aux menaces que le « programme commun » fait peser sur nos libertés, notre société, notre avenir.

Les socialistes ne vous ont pas dit la vérité sur leur « programme ». Ils n'y croient pas eux-mêmes et évitent d'en parler, sinon de ses fallacieuses promesses, irréalisables, ruineuses pour la France et les Français.

— Le S.M.I.C. et les retraites majorées ?... peut-être... payés en « monnaie de singe » sûrement.

— Les caisses vidées en moins d'un an.

— Salariés, retraités, petits agriculteurs, commerçants, artisans :

• aujourd'hui la « gauche » vous flatte et se lamente sur les « mécontentements » que ses complices s'ingénient à provoquer d'ailleurs...
• demain, si par malheur vous lui donniez le pouvoir, elle vous étoufferait.

Ne gaspillez pas votre voix.

Votez utile :

— pour ceux qui ont réalisé ;
— pour le seul candidat qui vous a défendu toutes et tous, sans distinction, l'a prouvé et continuera de le faire.

Soutenez par votre vote massif le seul candidat d'union de tous les démocrates défendant :

• les institution de la Ve République
• l'action, à leur tête, du Président G. Pompidou.

C'est un choix décisif pour la France et les Français.

MAURICE CORNETTE

Député sortant
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

CHARLES PACCOU

Conseiller général du Nord
Maire d'Arnèke

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bailleul-Nord-Est, Bailleul-Sud-Ouest, Hazebrouck-Nord, Hazebrouck-Sud, Merville.

M. Auguste DAMETTE

(Candidat d'Union des Républicains de Progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Le 4 mars prochain vous serez appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale. A. Damette, député sortant, conseiller général, se représente à vos suffrages avec à ses côtés comme suppléant, le docteur Ledoux, conseiller général, conseiller municipal de Bailleul.

Si l'investiture du comité de la majorité présidée par Monsieur le Premier Ministre Messmer (comprenant le secrétaire général de l'U.D.R., des républicains indépendants et des centristes de Monsieur Duhamel) m'a été accordée, c'est que je représente le meilleur rempart contre la montée insidieuse des forces de destruction.

Pour moi qui suis investi de votre confiance depuis des années, j'ai considéré qu'il s'agissait d'un devoir national dans ces élections. Les premières depuis le départ du général de Gaulle, qui revêtent de ce fait une importance capitale. Il s'agit de savoir qui l'emportera :

— Les forces du mouvements de la majorité regroupées derrière le Président de la République.
— Les forces de l'ordre étatiques et bureaucratiques représentées par le programme commun d'une gauche soi-disant unie.

Il est certain que nous sommes nombreux dans cette région à considérer que Monsieur Miterrand qui vient des « Croix de Feu » et de la « Francisque » en passant par le « Centre » rend un très mauvais service à la France en faisant la litière du Parti Communiste. Il s'agit de savoir avant tout si nous voulons rester le pays de la liberté.

Méfions-nous d'un programme commun archaïque c.f. les nationalisations ; illusoire, qui paiera la note de ces énormes dépenses provoquées par les promesses démagogiques ? dangereux, il vise à détruire nos institutions et à abaisser l'autorité du Président de la République. Il risque de devenir source d'amertume et de déception pour tous les citoyens avides de liberté, quelle que soit leur condition sociale.

Les réformateurs quant à eux recrutent les nostagiques du Régime d'Assemblée, faiseurs et défaiseurs de gouvernements comme nous avons hélas trop connu sous la IVe République. Ce qui est certain, c'est que sans une majorité de Gouvernement c'est le retour à l'instabilité, à l'impuissance gouvernementale, au désordre même.

L'œuvre de la majorité, derrière le général de Gaulle et son successeur le Président Pompidou, est à cet égard importante. Elle a accompli en quinze ans plus de réformes que les Républiques précédentes en cinquante ans.

Le bilan législatif de la majorité depuis 1968, que je publie ailleurs, est sur ce point très éloquent.

— Nul ne peut nier l'œuvre de la Ve République.
— Nul ne peut nier notre expansion économique, une des plus fortes du monde.
— Nul ne peut nier la valorisation de la condition ouvrière.
— Nul ne peut nier que la consommation des ménages a doublé en quinze ans.
— Nul ne peut nier le progrès de nos équipements collectifs.
— Nul ne peut nier le progrès de la solidarité sociale,

et enfin le pays vit en paix, et est artisan de la paix dans le monde.

Cette œuvre, à compléter et à poursuivre certes, ne peut être compromise par l'effort de propagande des forces de destruction. C'est pourquoi devant ce danger, un grand nombre d'élus, d'animateurs d'associations, d'amis, m'ont vivement encouragé à continuer à me battre et donc à me présenter à vos suffrages, comme candidat unique de la majorité.

Relisant mes programmes depuis plusieurs législatives, je suis fier de voir qu'aucune ligne n'est à modifier, et que toutes mes promesses ont été tenues, ou en voie de l'être.

Je n'ai donc pas à chercher à vous séduire par des engagements démagogiques que je laisse aux envieux et aux amers.

Je continuerai à être au service de toutes les catégories d'électeurs de ma circonscription. Le crédit et l'expérience que me valent mon passé sont garants de mon dévouement et de mon efficacité au service du pays comme de notre région.

Je continuerai à développer les éléments qui contribuent à notre prospérité, au plan local et au plan national. Je poursuivrai le soutien de la politique inspirée par le général de Gaulle et Georges Pompidou son successeur avec le triple désir de la grandeur de la France, de la paix dans le monde, et du bien de nos Flandres et vallée de la Lys.

Pour la liberté, pour l'ordre vous voterez :

AUGUSTE DAMETTE

Député sortant
Conseiller général du Nord
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille des évadés
Croix du combattant

Remplaçant éventuel :

GUY LEDOUX

Conseiller général du Nord
Conseiller municipal de Bailleul
Docteur en médecine

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Ainsi donc beaucoup parmi vous ont compris l'enjeu des élections du 4 mars en me gardant leur confiance. Par leur vote ils ont clairement manifesté leur volonté de permettre à Georges Pompidou de poursuivre sa tâche nationale.

Les désirs manifestés à travers ce scrutin seront assurément perçus par le Président de la République et son prochain gouvernement. Pour ma part je veillerai à bien saisir le sens de tous les votes exprimés le 4 mars dans ma région, et je m'engage à apporter tous mes efforts vers ce toujours mieux vivre, ce toujours mieux être, que ces votes appellent.

Au premier tour vous avez exprimé votre sagesse en refusant l'aventure. Au second vous vous retrouverez rassemblés sur les données nationales essentielles.

Je pense quant à moi, que parmi vous, le plus grand nombre rejettera la domination marxiste.

Au moment où jamais l'avenir n'a tant promis, le pacte socialo-communiste, qui n'est pas dans la tradition française nationale est un danger contre nos libertés essentielles. Il ne peut que nous ramener quinze ans en arrière, brisant notre économie, brisant la forme moderne de l'élan national, mettant le Président Pompidou dans l'impossibilité d'installer un gouvernement qui puisse agir.

Il ne faut pas que certains d'entre vous se laissent fasciner par le mirage d'un programme où tout serait possible, tout de suite, sans efforts.

Ils se réveilleraient dans une société de contraintes, où le bonheur des Français comme la grandeur de la France auraient sombré. Ils seraient très vite passés du rêve au désespoir...

Certains ont déjà choisi au premier tour, en se prononçant pour les forces de mouvement, bien regroupées derrière Georges Pompidou ; c'est donc à un sursaut national que je convie les autres.

Il faut refuser les forces de destructions, coalisées seulement pour un assaut électoral.

Je vous invite tous à une analyse lucide et impartiale des réalités de la France et à voter pour une majorité renouvelée et élargie.

Dans l'ordre et la confiance, la France a encore des objectifs à atteindre ; parmi ceux-ci :

— Maintenir une croissance économique continue et équilibrée.
— Mettre en place une société nouvelle fondée sur le progrès, la justice, le dialogue et la participation.

Pour la liberté, pour l'ordre vous voterez :

AUGUSTE DAMETTE
Député sortant
Conseiller général du Nord
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille des évadés
Croix du combattant

Remplaçant éventuel :

GUY LEDOUX
Conseiller général du Nord
Conseiller municipal de Bailleul
Docteur en médecine

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Douai-Nord, Douai-Ouest, Orchies.

M. Emile ROGER

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- La poursuite de la politique réactionnaire actuelle
- Ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.
Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.
Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire.
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste représente à vos suffrages Emile Roger, député sortant et Jean Delattre, des hommes intègres et dévoués.

EMILE ROGER

Emile Roger, élu maire de Lallaing en 1971, est votre député depuis 1967. Ancien mineur, il est Président du Syndicat et de la Caisse de sécurité sociale des mineurs où il s'est attaqué avec succès aux problèmes de la protection de la mère et de l'enfant et de tous les affiliés actifs ou retraités. A l'Assemblée Nationale et dans sa circonscription, il développe une vive activité au service de tous.

JEAN DELATTRE

Conseiller municipal de Raimbeaucourt, Jean Delattre vient d'être élu Conseiller général du canton de Douai-Ouest. Ancien mineur, membre de la Direction départementale du Parti communiste, il développe une grande activité au service des travailleurs et de leur famille. Il accomplit, par ailleurs, un important travail dans le mouvement coopératif des mineurs.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des familles, des jeunes, des personnes âgées.
Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et les impôts trops lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— le salaire minimum à 1.000 F.
— la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— la gratuité des études pour les enfants.
— le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social.*

La nationalisation des banques et des grandes industries, facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées.*

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée.*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Faites triompher le programme commun.

Dès le premier tour votez communiste !

Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter

EMILE ROGER

Remplaçant éventuel :

JEAN DELATTRE

2e *CIRCULAIRE*

Dimanche 11 mars.

Pour le deuxième tour, le choix est clair !

Rassemblement de toute la gauche en faveur de Emile Roger.

Merci aux 23.965 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Emile Roger, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisé entre les Partis socialiste et communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Emile Roger devient, le 11 mars, le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : la gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electrices, électeurs communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'Union de la gauche

EMILE ROGER

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental de désistement entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste. Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plissonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Fabre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois partis constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun de gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballottage. Celui des candidats favorables au programme commun de gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois partis appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, à rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent à voter pour les candidats d'Union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clerambaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10e), Albert Denvers 11e), Jean Varlet (12e), Armand Morris (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats d'Union de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arleux, Douai-Sud, Marchiennes.

M. Georges HAGE

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- la poursuite de la politique réactionnaire actuelle
- ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.

Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.

Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire.
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste présente à vos suffrages George Hage et Alexandre Derveaux, des hommes intègres et dévoués.

GEORGES HAGE

Professeur d'éducation physique à l'Ecole normale de Douai, Georges Hage est Conseiller général et membre de la Direction départementale du Parti communiste. Il est le défenseur actif des revendications et des droits acquis de la corporation minière, et notamment ses droits à un logement convenable. Georges Hage sera le digne successeur d'Arthur Ramette qui a souhaité être déchargé de cette responsabilité eu égard à son âge.

ALEXANDRE DERVAUX

Maire de Guesnain et Conseiller général de Douai-Sud, Alexandre Derveaux est marié et père de trois enfants. Fils de mineur et mineur lui-même, ses camarades de travail l'élisent délégué de leur corporation. Administrateur de la sécurité sociale minière, il est également membre du Conseil d'administration des C.E.S. et C.E.T. du canton de Douai-Sud.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des familles, des jeunes, des personnes âgées.

Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et des impôts trop lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— Le salaire minimum à 1.000 F.
— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— La gratuité des études pour les enfants.
— Le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social.*

La nationalisation des banques et des grandes industries, facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées.*

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée.*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Faites triompher le programme commun.

Dès le premier tour votez communiste !

Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter :

GEORGES HAGE

Remplaçant éventuel :

ALEXANDRE DERVAUX

2e *CIRCULAIRE*

Dimanche 11 mars.

Pour le deuxième tour, le choix est clair !

Rassemblement de toute la gauche en faveur de Georges Hage.

Merci aux 23.224 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Georges Hage, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisé entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Georges Hage devient, le 11 mars, le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : La gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electeurs, électrices communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'union de la gauche GEORGES HACHE.

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental de désistement entre les partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste.

Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plissonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Fabre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois parties constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun de gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballottage. Celui des candidats favorables au programme commun de gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois partis appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social de la démocratie, à rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent à voter pour les candidats d'union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clérambaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10)e), Albert Denvers (11e), Jean Varlet (12e), Armand Moriss (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats d'union de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cambrai-Est, Cambrai-Ouest, Carnières, Marcoing.

M. Jacques LEGENDRE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien au Président de la République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE :

L'Union des républicains de progrès pour le soutien du Président de la République a investi dans la seizième circonscription comme candidat :

JACQUES LEGENDRE

31 ans - Marié
Agrégé de l'Université
Professeur d'histoire
Il a fait ses études supérieures à Lille et a toujours enseigné dans les lycées et C.E.S. du Nord.
Président national des Etudiants gaullistes de 1963 à 1965,
il est depuis 1967, membre du Comité central de l'U.D.R.

Il a choisi pour suppléant :

CLAUDE PRINGALLE

41 ans - Marié - 4 enfants
Horticulteur
Il passe sa jeunesse entre Séranvillers et Cambrai où il poursuit ses études au collège Notre-Dame.
Militant d'Action catholique, il s'intéresse au développement rural du Cambrésis.
Conseiller municipal, il participe depuis quelques mois aux travaux du Syndicat de Vinchy.

Jacques Legendre est le candidat d'union de toute la majorité.

Dans son discours-programme de Provins (7 janvier 1973), M. Pierre Messmer a annoncé la réalisation de plus de trente mesures importantes d'ici 1978.

Nous en extrayons sept :

Autoroutes :

6.000 kilomètres en 1978.

Contrat de progrès pour les familles :

— allocations familiales majorées
— gratuité des transports et fournitures scolaires
— 2.000 crèches ou garderies.
— écoles maternelles multipliées.

Téléphone :

Automatisation totale , 4.000.000 d'abonnées nouveaux, création ou extension de quatre centraux par jour.

Doublement du minimum vieillesse :

Transports quotidiens gratuits et soins médicaux pour les plus démunis.

Logement :

— 600.000 seront construits chaque année
— de plus en plus de maisons individuelles
— aide accrue aux jeunes ménages et aux personnes âgées.

Pouvoir d'achat garanti :

Les revenus les plus faibles seront moins imposés.

Pouvoir d'achat accru, grâce au S.M.I.C. qui est aligné sur la croissance de l'économie.

Retraite à 60 ans :

D'ici cinq ans, ceux qui le désirent, partiront en retraite au taux plein à 60 ans.

Madame, monsieur,

Vous allez faire, les 4 et 11 mars, un choix qui engagera votre avenir et celui de la Nation. Votre vie de chaque jour peut être concernée par le choix de votre député, parce qu'il est l'homme qui devra :

DÉFENDRE LE CAMBRÉSIS.

Des problèmes :

Le Cambrésis stagne alors que la région Nord redémarre :

— de nombreux travailleurs sont astreints à de longs déplacements quotidiens ;
— des jeunes craignent de ne pas trouver sur place nn travail correspondant à leur capacités.

Des atouts :

• *une agriculture viable ;*
• *un environnement agréable ;*
• *une ville moyenne.*

Cambrai est une ville à échelle humaine, mais :

— son développement ne doit plus se faire aux dépens des villages,
— elle ne doit pas être une ville-dortoir ;

• *une position de carrefour,*

— l'autoroute A2 Paris-Bruxelles est ouverte ;
— l'autoroute A26 Calais-Dijon est à l'étude et croisera la précédente près de Cambrai dans quelques années.

Un avenir :

Il est possible d'attirer des emplois nouveaux, mais il ne faut plus se contenter d'attendre qu'ils viennent à nous.

Parce que j'ai œuvré longtemps aux côtés des hommes qui font redémarrer le Nord, l'expansion du Cambrésis sera mon premier souci.

FAIRE PROGRESSER NOTRE SOCIÉTÉ.

Le Président de la République a solennellement rappelé la gravité du choix que les électeurs vont devoir faire.

Collectivisation :

Le programme commun socialo-communiste promet tout, tout de suite, à tout le monde.

Il est démagogique.

Il casserait le dynamisme de l'économie française en l'écrasant sous trop de charges et en la soumettant au contrôle total de l'Etat (nationalisations).

Il remet en cause les institutions de la Ve République, le pouvoir du Président de la République, *il est dangereux.*

Ou progrès continu :

Depuis quinze ans, la Ve République a amélioré le sort de tous les Français.

Mais tous n'ont pas progressé à la même vitesse. Certains souffrent des mutations rapides de notre pays.

L'Union des républicains de progrès avec le Président de la République, assurera *la poursuite de l'expansion économique :* elle *conditionne le progrès social.*

Mais elle veillera tout particulièrement à ce que le progrès continu de tous s'accompagne de *mesures de rattrapage pour les catégories sociales en difficulté.*

Ces mesures sont *annoncées dans le discours-programme de Provins,* prononcé le 9 janvier 1973, par Pierre Messmer, Premier Ministre.

Pour assurer le mieux-être dans la sécurité, faites confiance à

JACQUES LEGENDRE

Remplaçant éventuel :

CLAUDE PRINGALLE

2e *CIRCULAIRE*

Madame, monsieur,

Monsieur Raymond Gernez n'aurait pas dû se représenter après 36 ans de mandat.

Il a ainsi rendu possible une victoire du candidat communiste dans la circonscription.

La victoire du communisme aurait des conséquences dramatiques :

- elle risquerait de décourager d'éventuels investisseurs au moment où notre région retrouve des chances d'expansion économique ;
- elle assurerait la prise en main de notre région par un appareil politique qui étoufferait progressivement toute opposition.

Chacun sait, à commencer par les socialistes, combien il est difficile aux non-communistes de se faire entendre à Avesnes-lez-Aubert et dans quelques autres communes tenues par le P.C.F.

Déjà, aux dernières municipales, les habitants d'Iwuy ont dû se débarrasser de la liste menée par H. Cary.

Devant la menace très grave qui pèse sur nos libertés, nous devons tous réagir.

Il faut faire échec aux communistes...

Les Cambrésiens ont toujours voulu être représentés à l'Assemblée Nationale par des hommes sérieux, proches de leurs électeurs, dépourvus de sectarisme, respectueux des libertés démocratiques, soucieux de progrès social.

Nous sommes de ceux-là.

Pour faire échec aux communistes, pour assurer le progrès dans la sécurité :

Votez :

JACQUES LEGENDRE

Remplaçant éventuel :

CLAUDE PRINGALLE

Attention, le scrutin sera très serré ! Pas une voix ne doit manquer à Jacques Legendre.

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Cateau, Clary, Solesmes.

M. Jean DURIEUX

(Candidat d'Union sociale et libérale au service de tous)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Le choix que les Français auront à faire le 4 mars sera décisif pour l'avenir de notre société.

Il s'agira de choisir :

— soit une société matérialiste où sous la dictature d'un parti collectiviste, l'individu perd toute sa liberté ;
— soit une société où dans un climat de liberté et de progrès social, l'homme peut s'épanouir en toute indépendance.

Nous ne promettons pas d'un seul coup le paradis, mais au moins, nous vous protègeons de l'enfer.

Qu'a fait Jean Durieux pendant son mandat.

Il a tenu ses promesses de 1968 et même bien au-delà, et vous présente un bilan positif. Vous pouvez le juger sur des actes, en effet :

- 198 permanences tenues en quatre ans, soit une par semaine dans toutes les communes sans exception, où il a reçu tous ceux qui avaient besoin d'aides sans distinction d'opinion politique.
- 8.527 interventions : 50.000 lettres envoyées.
- 45 visites officielles de la municipalités avec les élus.
- 154 questions écrites posées au Gouvernement.
- 41 propositions de lois et rapports.
- 19 interventions à la Tribune de l'Assemblée Nationale en faveur des agriculteurs, artisans-commerçants, salariés (abaissement de l'âge de la retraite), veuves civiles, handicapés, prisonniers de guerre, etc.

Ce qui ne s'était jamais vu dans le Cambrésis depuis 1936.

Grâce à cette action, Jean Durieux a obtenu les résultats suivants :

- Retour de la S.I.C.O.S. à Caudry, après mai 1968 : 700 emplois créés.
- Réfection des routes de Saulzoir, Haussy, Inchy-Beaumont, Saint-Python (en cours).
- Réfection de la Nationale de Caudry à Le Cateau.
- Nationalisation des C.E.S. de Walincourt et Solesmes.
- Crétion d'écoles à Romeries, Bermerain, Bertry.
- Crétion de la Poste à Troisvilles.
- Programmation de dix remembrements à Elincourt, Haucourt, Maretz, Walincourt, Saulzoir, Montrecourt, Haussy, Ligny, Selvigny, Deheries.
- Déblocage des crédits pour l'indemnisation des sinistrés du Pommereuil, Bazuel, Busigny, Saint-Benin, Saint-Souplet.
- Construction de logements à Villers-Outreaux, Catillon, Le Cateau.
- Subventions pour le Marché aux Bestiaux du Cateau.
- Nationalisation partielle de la Police municipale du Cateau.
- Création du Syndicat intercommunal de la Vallée de l'Ecaillon.
- De plus, il a été fait dans les communes pour deux milliards et demi de travaux en cinq ans (adduction d'eau, éclairage, voirie, etc.).

Au Parlement européen, Jean Durieux a contribué à l'augmentation des prix agricoles en 1972.

Jean Durieux a rempli son mandat avec sérieux et dévouement dans les trois cantons.

Depuis 1968, le changement c'est Jean Durieux.

Engagements formels de Jean Durieux :

Contrat avec les électeurs.

Permanences : Dans toutes les communes. Il continuera à recevoir tous ceux qui ont besoin d'être aidés.

Routes : Traversées de Solesmes (1973), Vendegies-Ecaillon, Reumont, Maretz, Bazuel, Catillon/Sambre.

Enseignement : D'ici 1978 nouvelles constructions à :

- Caudry : C.E.S. 1000 + S.E.S. et classes terminales
- Walincourt : C.E.S. 900 (agrandissement de l'actuel)
- Le Cateau : C.E.S. 900 (agrandissement 1er cycle 600) et C.E.S. 1200 + Lycée technique industriel + C.E.I. 756
- Solesmes : C.E.S. 1200 + S.E.S.

Handicapés : Etablissement à Clary.

Gendarmerie : Construction à Clary (1973).

Club de jeunes : à Bertry, Inchy, Bermerain, Montigny, etc.

Logements : à Elincourt, Inchy entre autres.

Après deux ans de pourparlers, Jean Durieux s'engage à implanter trois entreprises nouvelles dans la 17e.

Voilà le contrat minimum sur lequel Jean Durieux s'engage.

D'autre part, il confirme pour :

Les personnes âgées : Allocation minimum vieillesse doublée ; maintien à domicile assuré par une aide médicale et ménagère ; revalorisation des pensions.

Les ouvriers et cadres : Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans au taux plein à prendre « à la carte ». S.M.I.C. à 1.000 F avant la fin 1973.

Les agriculteurs : Défense des prix agricoles à Bruxelles. Défense de l'exploitation familiale.

Les commerçants-artisans : Une action a été entreprise, les résultats acquis le prouvent, elle sera continuée jusqu'à totale satisfaction.

Les jeunes : Une formation professionnelle, des emplois, des équipements socio-culturels et sportifs.

Ce ne sont pas de vaines promesses démagogiques.

Jean Durieux est sérieux et tient ce qu'il promet, vous le savez... Avec lui, tout a déjà changé depuis 1968. Tous, le 4 mars, vous voterez pour une équipe jeune, dynamique et à votre service

JEAN DURIEUX

Député du Nord
Membre du Parlement européen
Président de la Fédération départementale des républicains indépendants
Président du Dispensaire de Caudry
39 ans - Marié - 2 enfants

Remplaçant éventuel :

ZÉPHIR MONTAY

Maire de Troisvilles
Vice-Président du Syndicat intercommunal du Cateau
Membre du Conseil d'administration de la Caisse de sécurité sociale de Cambrai
Membre du Conseil d'administration de la Caisse de retraite (C.I.R.N.A.S.E.)
Administrateur de l'hôpital du Cateau
44 ans - Marié - 1 enfant

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la 17e circonscription,

Jean Durieux et Zéphir Montay vous remercient de les avoir portés avec 15.307 voix en tête des candidats. Dès le premier tour de scrutin.

Par ce vote massif, vous avez démontré votre attachement à une représentation jeune et dynamique.

Dimanche prochain, vous devez choisir :

L'élection se fait au deuxième tour, le plus important, parce qu'il est définitif...

Une nouvelle fois, Jean Durieux se retrouve en face de Paul Leloir, candidat du Parti communiste.

Le choix est clair !

Sur le plan national :

Il est désormais établi que le programme de la gauche est celui des communistes, puisqu'ils ont fait plus de voix que les socialistes.

La preuve : dès le premier 8 élus communistes, 1 élu socialiste.

Les communistes sont les ennemis de nos libertés auxquelles nous sommes tant attachés et les propagateurs d'une Société collectiviste de contrainte.

Paul Leloir et son parti nous proposent un système politique, économique, social où tout est dirigé par l'Etat, où tout appartient à l'Etat, qu'il s'agisse des terres, des commerces ou des entreprises de toutes dimensions, où n'existent ni libertés politiques, ni liberté d'opinion, ni liberté de presse.

Bref, une véritable dictature dont les Français ne veulent à aucun prix.

Sur le plan local :

Paul Leloir et Jean Durieux ont été vos députés, vous avez pu juger de leur travail et de leur efficacité. Là aussi, le choix est clair. En effet, Jean Durieux a fait ses preuves. Il a été le député de tous, sans distinctions d'appartenance politique ou religieuse, il continuera à l'être et sera à votre disposition comme par le passé.

Jean Durieux est le seul à avoir démontré qu'il était capable de tenir ses engagements.

Durant ses cinq années de mandat, il a été en permanence au service de ses électeurs.

Il poursuivra son action en faveur : des personnes âgées, des ouvriers et cadres, des agriculteurs, des commerçants et artisans, des jeunes, de la famille, des handicapés, etc.

Vous connaissez son programme, vous l'avez reçu, c'est un contrat passé avec vous.

Le changement a déjà commencé dans la dix-septième circonscription.

L'expérience que Jean Durieux a acquise pendant cinq ans va lui permettre d'intensifier son action et la dix-septième en bénéficiera...

Le 11 mars, pas d'abstention : votre avenir est en jeu ! Tous les démocrates voteront et feront voter pour l'équipe

JEAN DURIEUX

Député du Nord
Membre du Parlement européen
Président de la Fédération départementale des républicains indépendants
Président du Dispensaire de Caudry
39 ans - Marié - 2 enfants

Remplaçant éventuel :

ZÉPHIR MONTAY

Maire de Troisvilles
Vice-Président du Syndicat intercommunal du Cateau
Membre du Conseil d'administration de la Caisse de sécurité sociale de Cambrai
Membre du Conseil d'administration de la Caisse de retraite (C.I.R.N.A.S.E.)
Administrateur de l'hôpital du Cateau
44 ans - Marié - 1 enfant

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Condé-sur-l'Escaut, Valenciennes-Est.

M. Georges BUSTIN

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- La poursuite de la politique réactionnaire actuelle.
- Ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.

Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.

Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire.
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste représente à vos suffrages Georges Bustin, député sortant et Gaston Poulain, des hommes intègres et dévoués.

Georges BUSTIN

Georges Bustin, votre député actuel, est né à Vieux-Condé en 1906. Electricien aux A.N.F. Militant syndical, il est élu dès 1936 Conseiller municipal de Vieux-Condé dont il devient Maire en 1959. Elu Conseiller général en 1961, Vice-Président du Conseil général du Nord, Député depuis 1962, il développe à l'Assemble Nationale et dans sa circonscription une vive activité au service de tous.

Gaston POULAIN

Issu d'une famille de mineurs, Gaston Poulain travaille à la S.N.C.F. jusqu'en 1939. Prenant une part active à la Résistance, il est officier issu des F.T.P.F. et titulaire de la Médaille de la Résistance, de la Croix de guerre, de la Médaille de la Libération. Journaliste à « Liberté », Membre de la Direction départementale du P.C.F. Conseiller municipal de Valenciennes jusqu'en 1963, il est actuellement Conseiller général. Il s'est tout particulièrement préoccupé des problèmes économiques et sociaux de son arrondissement.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des familes, des jeunes, des personnes âgées.

Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et les impôts trop lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— Le salaire minimum à 1.000 F.
— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— La gratuité des études pour les enfants.
— Le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social.*

La nationalisation des banques et des grandes industries, facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées.*

Libertés individuelles et collectives : libertés de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée.*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Faites triompher le programme commun.
Dès le premier tour votez communiste !
Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter :

GEORGES BUSTIN

Remplaçant éventuel :

GASTON POULAIN

2e *CIRCULAIRE*

Dimanche 11 mars

Pour le deuxième tour, le choix est clair !
Rassemblement de toute la gauche en faveur de Georges Bustin.

Merci aux 20.639 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Georges Bustin, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisé entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Georges Bustin devient, le 11 mars, le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : La gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electeurs, électrices communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'union de la gauche GEORGES BUSTIN.

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental de désistement entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des Partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste.

Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plissonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Fabre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois partis constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun de gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballottage. Celui des candidats favorables au programme commun de gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois parties appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, à rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent à voter pour les candidats d'union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clérambeaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10e), Albert Denvers (11e), Jean Varlet (12e), Armand Moriss (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats d'union de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Saint-Amand (Rive droite), Saint-Amand (Rive gauche), Valenciennes-Nord.

M. Georges DONNEZ

(Candidat du Rassemblement des républicains et des démocrates socialistes soutenu par le Mouvement Réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE :

Rassemblement des républicains et des démocrates socialistes soutenu par le mouvement réformateur.

UNE VIE MEILLEURE.

Les statistiques officielles démontrent que la France, de par son produit national brut, a l'air de bien se porter.

Mais les Français aspirent à traduire dans leur vie de chaque jour cette réalité, qui pour trop d'entre eux, n'est qu'une apparence. La qualité de la vie que nous désirons exige :

Le salaire minimum garanti avec la garantie de l'emploi.

On ne saurait parler de dignité quand le salaire perçu (qu'il provienne du travail masculin ou féminin) est inférieur à 1.000 F par mois. On ne saurait pas plus parler de sécurité lorsque le chômage ou le licenciement menace : le pouvoir politique se doit de prendre les moyens de garantir à chacun la possibilité de travailler et de vivre, sans obliger les salariés à se rendre à Dunkerque ou à Fos pour conserver leur emploi.

L'égalité devant l'impôt.

Il faut en finir avec l'injustice dont sont victimes les petits commerçants, artisans et travailleurs indépendants qui, le plus souvent à revenus égaux, sont surimposés. Il faut en finir avec les impôts désuets, tels la patente ou la contribution mobilière.

Le droit de vieillir dans la dignité.

Le droit à la retraite ne saurait être une aumône. Toute personne âgée, quelle qu'ait été son activité passée (salariés, travailleurs indépendants ou cultivateurs) se doit d'avoir la garantie d'un minimum vieillesse qui devrait être égal au salaire minimum.

L'âge de la retraite doit être fixé en fonction des possibilités physiques et intellectuelles de chacun. En particulier, les anciens P.G. ou d'A.F.N. (auxquels il faudra bien reconnaître la qualité d'Anciens combattants), les victimes de guerre ou d'accident, doivent pouvoir bénéficier d'une retraite complète à l'âge maximum de 60 ans.

L'accès à l'égalité sociale.

Tout individu a droit au respect, à la dignité et à l'égalité des chances dans la société. Cette égalité commence à l'école qui doit être un élément correctif des handicaps d'origine familiale, sociale ou simplement physique. L'Université doit être effectivement ouverte à tous ceux dont les possibilités intellectuelles le permettent.

Le respect de la personne humaine exige un revenu familial minimum garanti. L'accession pour tous à un logement décent doit être assurée (dans l'immédiat : 3.000 logements nouveaux sont indispensables dans l'arrondissement).

La démocratie dans l'économie.

Il s'agit enfin d'assurer la primauté de la justice sociale sur la loi économique ; du pouvoir politique sur les puissances financières ; de l'intérêt général sur les intérêts particuliers de quelques-uns.

Il n'est plus possible de ne voir dans l'économie qu'une notion de rentabilité, mais de mettre la croissance - indispensable au bien-être de chacun de nous - à la disposition des besoins essentiels, donc aux équipements collectifs des Français : éducation, logements, hôpitaux, communications, sécurité économique et sociale des individus.

Ce programme social et humain est parfaitement réalisable, sous la réserve essentielle que l'Etat accepte de restreindre son train de vie en supprimant ses dépenses de prestige.

Ces propositions peuvent améliorer considérablement nos conditions de vie.

Il faut les réaliser. Ensemble, nous les réaliserons !!!

GEORGES DONNEZ

Remplaçant éventuel :

LÉON FRICHER

Georges DONNEZ

Le 23 février 1973.

Aux électrices et électeurs de la dix-neuvième circonscription du Nord

Mesdames, messieurs,

Les 4 et 11 mars, vous élirez donc votre député.

Je me présente à vous, fidèle aux promesses que j'avais faites et surtout, fidèle à la ligne politique que j'ai toujours suivie : je suis un social démocrate et entends le rester. Ceci signifie, en bref, que le socialisme en lequel je crois est celui des Pays scandinaves ou de l'Allemagne de l'Ouest, dont le niveau de vie est le plus élevé d'Europe.

C'est celui-là, le « Socialisme à visage humain » et il n'en est pas d'autre.

Ceci signifie encore que je ne saurais admettre la technocratie qui nous gouverne : elle n'a aucun souci de l'homme et n'en aura jamais.

Ceci signifie enfin que je ne crois pas en le prétendu « Programme commun de la gauche » : là où un programme identique a été appliqué, s'en est suivie une catastrophe économique et sociale (voyez le Chili qui était cité en exemple, voici moins d'un an par « l'union de la gauche »).

Je ne dresserai pas pour vous un catalogue de promesses électorales impossibles à tenir. Je vous assure simplement que vous me trouverez à vos côtés, et pas seulement en période pré-électorale.

Montesquieu disait : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être au-dessus des hommes mais avec eux ».

Je serai avec vous.

Et cette promesse-là, moi, je la tiendrai.

Bien vôtre
Georges DONNEZ.

2e CIRCULAIRE

Georges DONNEZ

Le 6 mars 1973.

Aux électrices et électeurs de la dix-neuvième circonscription du Nord

Mesdames, messieurs,

Permettez-moi, à l'occasion de ce second tour des élections législatives, de m'adresser à chacun de vous.

D'abord, aux 18.023 électeurs et électrices qui m'ont apporté leur confiance dimanche dernier : c'est un chaleureux merci que je vous adresse, votre vote avait sans doute un caractère politique, il avait surtout le goût de l'amitié et c'est de cela que je vous suis tout particulièrement reconnaissant.

Ensuite, à ceux d'entre vous qui ont soutenu M. le Docteur Leroy et M. Minet : Vous avez choisi au premier tour, il vous appartient d'éliminer au second. J'ai été sans doute pour vous un adversaire ; je pense l'avoir été loyalement et vous me permettrez de penser qu'entre deux adversaires vous choisirez celui qui, à vos yeux, représente le moindre mal, vous qui avez si souvent dit que trois députés communistes dans le Valenciennois, c'est trop.

Encore, aux 7.115 socialistes qui ont apporté leurs suffrages à M. Coutant : A vous, j'adresse un appel tout particulier, au nom de nos souvenirs communs et de l'amitié qui nous unit toujours. Vous savez bien ce qui me sépare du Parti socialiste c'est l'alliance avec le Parti communiste. Mais rien ne me sépare de vous. Vous connaissez Max Lejeune qui, à Abbeville, se présente à ses électeurs comme je le fais vis-à-vis de vous. Lequel d'entre nous pourrait le considérer comme un renégat à l'idéal qui nous a toujours animés ? Si, dimanche prochain, vous étiez tentés de suivre aveuglément les consignes de l'Union de la gauche, souvenez-vous simplement que c'est Lénine qui a dit « Le Communisme soutient la sociale-démocratie comme la corde soutient le pendu » et que jamais un communiste n'a désavoué Lénine ! J'ose espérer, dès lors, que vous admettrez avec moi qu'il y a infiniment plus de choses qui vous rapprochent de moi que du communisme et que, dimanche prochain, vous m'apporterez votre confiance.

Enfin à vous, qui avez voté communiste ou ligue ouvrière : Il est peu vraisemblable que le 11 mars, vous m'apportiez votre suffrage. Je le regrette car je ne pense très sincèrement pas que votre choix soit le bon. Je voudrais simplement vous assurer que si dimanche prochain je suis élu, je serai à votre égard, comme vis-à-vis de tous, l'homme de bonne volonté que j'ai tenté d'être en ma bonne ville de Saint-Amand.

Bien vôtre

Georges DONNEZ.

Rassemblement des républicains et des démocrates-socialistes.
Une vie meilleure !

GEORGES DONNEZ

LÉON FRICHER

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouchain, Denain, Valenciennes-Sud.

M. Gustave ANSART

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- La poursuite de la politique réactionnaire actuelle
- ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.

Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.

Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire ;
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste présente à vos suffrages Gustave Ansart et René Carpentier, des hommes intègres et dévoués.

GUSTAVE ANSART

Ancien député, il est premier secrétaire de la Fédération du Nord du Parti communiste. Membre du Bureau politique et Directeur de « Liberté ». Ouvrier métallurgiste et ancien dirigeant des Syndicats de la métallurgie du Nord, il a pris part depuis de nombreuses années à toutes les luttes des travailleurs de notre département pour une vie meilleure. Sa connaissance profonde des revendications ouvrières et des grands dossiers économiques et sociaux de la région en fera le représentant efficace et compétent de la circonscription au Parlement.

RENÉ CARPENTIER

Maire de Trith-Saint-Léger depuis 1971, René Carpentier, marié, père de quatre enfants, est également Conseiller général du canton de Valenciennes-Sud et Président du Syndicat intercommunal de sa région. Employé à la Société métallurgique de l'Escaut, ses camarades de travail l'ont élu délégué du personnel et secrétaire du comité d'entreprise.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des familles, des jeunes, des personnes âgées.

Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter

GUSTAVE ANSART

et RENÉ CARPENTIER

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et les impôts trop lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les famille ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— le salaire minimum à 1.000 F.
— la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— la gratuité des études pour les enfants.
— le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social.*

La nationalisation des banques et des grandes industries facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées.*

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée.*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Faites triompher le programme commun.

Dès le premier tour votez communiste !

GUSTAVE ANSART

Remplaçant éventuel :

RENÉ CARPENTIER

2e *CIRCULAIRE*

Dimanche 11 mars.

Pour le deuxième tour, le choix est clair !

Rassemblement de toute la gauche en faveur de Gustave Ansart.

Merci aux 28.605 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Gustave Ansart, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisés entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Gustave Ansart devient, le 11 mars, le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : La gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electeurs, électrices communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'Union de la gauche

GUSTAVE ANSART

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental de désistement entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste.

Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plissonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Fabre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois partis constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun de gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballottage. Celui des candidats favorables au programme commun de gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois partis appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, à rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent à voter pour les candidats d'Union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clérambeaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10e), Albert Denvers (11e), Jean Varlet (12e), Armand Moriss (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats d'Union de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avesnes-Nord, Avesnes-Sud, Solre-le-Château, Trélon.

M. Charles NAVEAU

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE :

Parti socialiste

Citoyennes, Citoyens,

Désigné à l'unanimité par les sections socialistes de la vingt et unième circonscription, je viens me présenter à vos suffrages pour promouvoir, avec tous mes amis qui seront élus dans le pays, une nouvelle politique, favorable à l'ensemble des travailleurs, des entreprises, de la terre, de l'enseignement, du commerce et de l'artisanat.

Beaucoup d'entre vous me connaissent et savent que j'ai toujours exercé mes mandats politiques de maire, de conseiller général, de sénateur, ou de député avec honnêteté, simplicité, esprit de tolérance, et, je l'espère avec efficacité. C'est ainsi que je continuerai à me vouer tout entier à la cause de tous ceux qui sont brimés ou déshérités, anciens et jeunes, qui ont souffert de la guerre ou du travail, aux travailleurs salariés et des classes moyennes.

Or, depuis quinze ans, l'U.D.R. (ou U.N.R., ou U.R.P., ou U.D. Ve... ! au moins changent-ils de nom à défaut de changer de politique !), représentée par M. Moulin, l'U.D.R. avec ses alliés a été pratiquement maître absolu du pouvoir...

Mais aujourd'hui il faut rendre des comptes aux électeurs !

Nous dénonçons pour notre part et combattons les abus de pouvoir d'une majorité U.D.R. qui, trop souvent, confond les intérêts de l'Etat et de la France avec les siens...

— le scandale du gaspillage vertigineux de l'argent public, dans des opérations de prestige, type Concorde ou La Villette...
— le scandale de l'avoir fiscal, des lotissements en dérogation, des « Garantie Foncière », etc...
— les privilèges et les monopoles du grand capitalisme ;
— l'affairisme triomphant de la république des banquiers ;
— le détournement, au profit d'une minorité de privilégiés, de la plus grande part des richesses produites par les travailleurs français ;
— la mise en veilleuse du Parlement et la tutelle exercée sur nos villes et villages privés de moyens suffisants pour agir et réaliser.

Alors, le Gouvernement et cette majorité s'inquiètent et s'affolent ; les voilà qui promettent en quelques jours tout ce qu'ils n'ont pu faire en quinze ans ; les voilà qui volent au programme commun de la gauche quelques-uns de ses points principaux ; les voilà apeurés à l'idée de perdre le pouvoir, alors ils attaquent bassement notre programme, afin de tromper encore une fois les électeurs travailleurs, jeunes et retraités, femmes et hommes, et essayent de vous faire partager la peur qui les habitent. Mais cette fois vous ne les croirez plus.

Le 4 mars, vous accorderez votre confiance aux socialistes, qui pour leur part sont décidés à appliquer fidèlement, loyalement, fermement et dans la légalité le programme commun, avec leurs alliés de la gauche.

Avec Jules Lassalle, maire de Fourmies, ayant lui aussi donné assez de preuves de son fidèle attachement au bien public et à la cause de ceux qui travaillent, je mènerai le combat au Parlement, pour un avenir plus prospère de notre région et le mieux être de chacune et de chacun.

Ensemble, nous pourrons changer la vie.

Grâce aux richesses de notre pays, grâce aux richesses produites par les millions de travailleurs salariés et indépendants, par les millions de travailleurs manuels et intellectuels. Et pour cela :

Il est possible et nécessaire :

— d'accroître les responsabilités des ouvriers et des cadres, d'améliorer les conditions de travail ;
— de ramener la semaine de travail à 40 heures, d'augmenter les salaires (minimum mensuel 1.000 F) ;
— de changer les conditions de vie scandaleuses des vieux, d'abaisser à 60 ans le droit à la retraite, avec la garantie d'un montant mensuel décent ;
— de promouvoir une politique de la santé, de changer les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et celles du travail.

Il est indispensable :

— de maintenir la vie dans notre région, donc d'éviter le départ des jeunes, par la création d'emplois et le développement des loisirs et de la culture.

Pour cela, pour une vie meilleure, il faut changer de politique, en réalisant le programme commun de la gauche ! Vous voterez donc, conscients de la nécessité d'un changement véritable, vous voterez utile et efficace dès le premier tour !

Pas d'abstention... !

Votez :

CHARLES NAVEAU

Remplaçant éventuel :

JULES LASSALLE

2e *CIRCULAIRE* :

Parti socialiste.

Citoyennes, Citoyens,

Merci, un grand merci d'abord aux 8.932 d'entre vous qui, dès le premier tour, nous avez apporté votre confiance dans le combat que nous menons et cela malgré la propagande nationale orchestrée à grands frais et malgré les attaques personnelles indignes, les mensonges que le député sortant a colportés par voie de presse, de tracts et d'affiches.

Vous avez ainsi manifesté votre confiance dans notre action passée et à venir.

A tous maintenant nous disons que le second tour doit affirmer et compléter la victoire de tous ceux qui veulent, dans le calme, une politique de progrès pour le bonheur de tous.

Vous vous prononcerez donc massivement :

— pour une société de progrès social qui mettra l'économie au service de l'homme et corrigera sans délai les iniquités criardes dans la répartition de la richesse nationale.

— pour que nos Vieilles et nos Vieux puissent enfin avoir une vie exempte de soucis matériels.

— pour que notre chère région retrouve l'activité industrielle qui fut la sienne et à laquelle elle a droit, ce qui permettra :
  — d'éviter à nos travailleurs de longs et coûteux déplacements
  — de maintenir sur place notre dynamique jeunesse trop souvent obligée de chercher au loin un emploi qui fait défaut

— pour que nos petits agriculteurs voient s'améliorer leur revenu en assurant à leurs produits un prix de vente qui tienne enfin compte du prix de revient réel.

Nous voulons encore l'abaissement de l'âge de la retraite et pour tous, agriculteurs, commerçants et artisans, une pension décente et pourquoi pas, uniforme.

Dimanche prochain, 11 mars, déjouez toutes les manœuvres et, sans défaillance, votez tous pour les candidats de la démocratie socialiste et républicaine et du Programme commun.

Pas d'abstention..! Votez :

CHARLES NAVEAU

Conseiller général
Maire de Sains-du-Nord

Remplaçant éventuel :

JULES LASSALLE

Maire de Fourmies

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Hautmont, Maubeuge-Nord, Maubeuge-Sud.

M. Albert MATON

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE :

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- la poursuite de la politique réactionnaire actuelle
- ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.

Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.

Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire ;
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste présente à vos suffrages Albert Maton et Jean-Claude Fontenelle, des hommes intègres et dévoués.

ALBERT MATON

Conseiller général de Maubeuge, ancien député et conseiller municipal, Albert Maton est agent technique. Médaillé de la Résistance, il a joué un rôle actif sous l'occupation. Marié, père de 4 enfants, sa longue expérience des problèmes sociaux et des affaires publiques en feront un député particulièrement qualifié pour représenter le Bassin de la Sambre et sa ville de Maubeuge.

JEAN-CLAUDE FONTENELLE

Né en 1940 à Sars-Poteries, Jean-Claude Fontenelle est issu d'une famille ouvrière de six enfants. Ajusteur-monteur, il travaille à Jeumont-Schneider où ses qualités de militant syndical lui valent d'assumer d'importantes responsabilités. Il est aujourdhui membre du Bureau départemental de la Fédération communiste du Nord. Marié, père d'un enfant, serviable et compétent, il est très qualifié pour être le suppléant d'Albert Maton.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des familles, des jeunes, des personnes âgées.

Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et les impôts trop lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— le salaire minimum à 1.000 F,
— la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes,
— la gratuité des études pour les enfants,
— le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social.*

La nationalisation des banques et des grandes industries, facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées.*

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée.*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Faites triompher le programme commun.

Dès le premier tour, votez communiste !

Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter

ALBERT MATON

Remplaçant éventuel :

JEAN-CLAUDE FONTENELLE

2e CIRCULAIRE :

Dimanche 11 mars.

Pour le deuxième tour, le choix est clair !

Rassemblement de toute la gauche en faveur de Albert Maton.

Merci aux 13.996 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Albert Maton, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisé entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Albert Maton devient, le 11 mars, le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : La gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electeurs, électrices, communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'union de la gauche

ALBERT MATON

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental et désistement entre les partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste.

Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plissonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Fabre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois partis constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun du Gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballottage. Celui des candidats favorables au programme commun de Gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois partis appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, à rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent à voter pour les candidats d'union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clerambaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10e), Albert Denvers (11e), Jean Varlet (12e), Armand Moriss (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Canton de : Bavay, Berlaimont, Landrecies, Le Quesnoy-Est, Le Quesnoy-Ouest.

M. Didier ELOY

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques.

- La poursuite de la politique réactionnaire actuelle
- ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie.
Ce programme assurera le développement du progrès social et de la démocratie.

Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de l'union sur un tel programme.

En votant communiste :

- donnez-nous les moyens de faire respecter la volonté populaire ;
- choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Dans votre circonscription, le Parti communiste présente à vos suffrages Didier Eloy et Jean Jarosz, des hommes intègres et dévoués.

DIDIER ELOY

Maire-adjoint d'Aulnoye-Aymeries, ancien député, Didier Eloy est fils de cheminot et habite Aulnoye-Aymeries depuis son jeune âge. Métallurgiste, il occupe encore actuellement les fonctions de contremaître-adjoint à L.M.A. Aulnoye. Militant syndicaliste, il assume différentes responsabilités dans son entreprise et à la tête des syndicats d'Aulnoye. Sa brillante conduite de résistant sous l'occupation nazie lui valut la Croix du Combattant et la Médaille de la Résistance

JEAN JAROSZ

Aîné d'une famille modeste de 6 enfants, Jean Jarosz est professeur au C.E.S. de Feignies dont il est originaire. Ayant adhéré au Parti communiste dès son retour d'Algérie en 1961, il se vit rapidement confier des responsabilités politiques. Il est actuellement membre de la Direction départementale du Parti communiste et secrétaire de la section d'Hautmont. En 1967, il fut élu suppléant député de Didier Eloy.

En toutes circonstances, ils ont défendu les droits et les revendications des travailleurs, des famille, des jeunes, des personnes âgées.

Leur expérience leur permettra de faire aboutir et de résoudre les nombreux problèmes sociaux qui se posent dans votre circonscription.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

— avec la hausse des prix et les impôts trop lourds ;
— avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
— avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
— avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
— avec le régime des scandales et des affairistes.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

• *Vous vivrez mieux :*

Le programme commun garantira l'élévation de votre pouvoir d'achat, de votre traitement, de votre retraite, de vos allocations familiales.

Tout de suite ce sera :

— Le salaire minimum à 1.000 F,
— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes,
— La gratuité des études pour les enfants,
— Le droit à la santé assuré par la gratuité des soins médicaux.

• *La démocratie sera étendue au domaine économique et social*

La nationalisation des banques et des grandes industries, facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

• *Vos libertés seront garanties et développées*

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de la presse, droit à l'information.

• *La paix sera renforcée*

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer la réalisation du programme commun apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Dès le premier tour votez communiste !

Faites triompher le programme commun.

Dès le premier tour, dimanche 4 mars, votez et faites voter :

DIDIER ELOY

Remplaçant éventuel :

JEAN JAROSZ

Candidat du Parti communiste français.

2e *CIRCULAIRE*

Dimanche 11 mars.

Pour le deuxième tour, le choix est clair !

Rassemblement de toute la gauche en faveur de DIDIER ELOY

Merci aux 13.980 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Didier Eloy, et au candidat socialiste qui se désiste en sa faveur.

Conformément aux accords national et départemental réalisé entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche sur le désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête, dans votre circonscription.

Didier Eloy devient, le 11 mars, le candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Dimanche 11 mars : La gauche unie sur le programme commun, largement majoritaire dans la circonscription, fera triompher son candidat d'union.

Electeurs, électrices, communistes et socialistes, radicaux et démocrates, assurez dimanche l'élection du candidat d'union de la gauche

DIDIER ELOY

Pour le deuxième tour :

Accords national et départemental de désistement entre les Partis socialiste, communiste et radicaux de gauche.

Trois délégations des partis de gauche se sont réunies au siège du Parti socialiste.

Elles étaient composées de :

Pour le Parti communiste français : Georges Marchais, Paul Laurent, Roland Leroy, Gaston Plisonnier, André Vieuguet, Madeleine Vincent.

Pour la gauche radicale-socialiste : Robert Favre, Henri Caillavet, Philippe Lamirault, François Loncle.

Pour le Parti socialiste : François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Claude Estier, Emile Loo, Robert Pontillon, Jean Porrène, Roger Sajardie.

Les trois partis constatent que le résultat du premier tour des élections législatives témoigne de la profondeur du mécontentement et de la volonté de changement du peuple de France. Ils se réjouissent du recul important des candidats de la majorité qui, avec 36 % des suffrages, est devenue minoritaire.

Engagés par le programme commun de gouvernement qui a recueilli l'adhésion de millions d'électrices et d'électeurs, ils décident de ne présenter qu'un seul candidat pour chaque siège en ballotage. Celui des candidats favorables au programme commun de gouvernement qui est arrivé en tête au premier tour devient au second tour le candidat unique de tous les démocrates.

Les trois partis appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, a rassembler leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Confirmant cet accord, les fédérations socialiste et communiste du Nord appellent voter pour les candidats d'union de la gauche :

Les socialistes : Christian Burie (1re), Pierre Mauroy (2e), Gérard Thieffry (3e), Arthur Cornette (4e), Arthur Notebart (5e), André Laurent (6e), André Desmulliez (7e), Léonce Clérambeaux (8e), Guy Chatilliez (9e), Gérard Haesebroeck (10e), Albert Denvers (11e), Jean Varlet (12e), Armand Moriss (13e), Charles Naveau (21e).

Les communistes : Emile Roger (14e), Georges Hage (15e), Henri Cary (16e), Paul Leloir (17e), Georges Bustin (18e), Elise Lefebvre-Musmeaux (19e), Gustave Ansart (20e), Albert Maton (22e), Didier Eloy (23e).

Electeurs et électrices reportez vos suffrages sans abstention sur les candidats d'union de la gauche pour assurer le 11 mars la défaite définitive de la droite.

OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvais-Nord-Est, Breteuil, Crèvecœur-le-Grand, Formerie, Froissy, Grandvilliers, Maignelay, Marseille-en-Beauvaisis, Nivillers, Ressons-sur-Matz.

M. MARCEL DASSAULT

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Pour une nouvelle société libérale et sociale.

Je continuerai à soutenir de mes votes les gouvernements de la Ve République qui ont tant fait et continueront à faire pour l'amélioration du sort des anciens combattants, des victimes de guerre, des handicapés, des économiquement faibles et des personnes âgées, et qui ont réalisé tout ce que vous voyez aujourd'hui autour de vous : l'augmentation du nombre des automobiles, de nouvelles autoroutes, des antennes de télévision sur les toits de nombreuses maisons, la création d'usines, la multiplication des immeubles et des écoles, des enfants d'ouvriers et d'employés modestes qui sont devenus des médecins, des avocats, des architectes, des ingénieurs et même des élèves des grandes écoles.

Tout cela c'est la nouvelle société libérale et sociale que nous avons créée. Nous voulons continuer à développer cette société qui, grâce à l'expansion économique, fait qu'aujourd'hui la France à la fois étonne le monde et lui sert d'exemple.

Mon programme n'a pas changé.

Je suis :

— pour le développement des écoles, de la culture physique et des sports ;
— pour le développement du Marché commun qui est le grand espoir de l'agriculture ;
— pour la construction de nouveaux C.E.S. et C.E.G., la nationalisation de ceux existants, pour l'amélioration du sort des enseignants, un salaire pour les étudiants, ainsi que la poursuite de l'aide aux écoles privées ;
— pour une large politique d'accession à la propriété et pour le développement de l'habitat rural ;
— pour les commerçants : la diminution de leur patente, les indemnités de départ, l'amélioration de leur retraite, et qu'à revenu égal l'impôt soit égal.

Que des prêts, enfin, soient consentis aux petits commerçants pour leur permettre de se regrouper dans des galeries marchandes offrant aux consommateurs les mêmes commodités que les grandes surfaces ;
— pour une plus juste répartition des impôts qui frappent les artisans, les fonctionnaires et les professions libérales ;
— pour l'amélioration des lois sociales en faveur des ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que des chômeurs ;
— pour le S.M.I.C. à 1.000 F et la retraite à 60 ans ;
— pour les ouvriers étrangers, il faut améliorer leurs conditions de vie, et notamment leur habitat. Ces ouvriers, affectés aux tâches les plus modestes, permettent justement aux Français d'accéder à des postes supérieurs ;
— pour que justice soit rendue complètement aux rapatriés d'Afrique du Nord ;
— pour que la mensualisation soit poursuivie et achevée, car elle donne plus de sécurité et plus de dignité à ceux qui en bénéficient ;
— pour l'allocation de la femme au foyer et pour que celle-ci, à travail égal, perçoive un salaire égal ;
— pour le développement du tourisme en France et l'aide à la création d'hôtels, de parkings, de terrains de camping, etc.

C'est essentiellement à la réalisation de ce programme que je m'emploierai au cours de la prochaine législature.

Après la disparition de mon excellent ami Pierre Jacoby, c'est Jean-Pierre Jordan, conseiller général de l'Oise, maire de Daméraucourt et président du syndicat à vocation multiple de Grandvilliers, qui a accepté d'être mon suppléant.

Vive la circonscription de Beauvais-Nord !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France et vive la République !

MARCEL DASSAULT

Député sortant
Grand'Croix de la Légion d'honneur
Ingénieur des constructions aéronautiques

Remplaçant éventuel :

JEAN-PIERRE JORDAN

Médaille d'Honneur du travail

2e *CIRCULAIRE* :

Électrices, électeurs,

Mon programme n'a pas changé.

Je suis :

— pour le développement des écoles, de la culture physique et des sports ;
— pour le développement du Marché commun qui est le grand espoir de l'agriculture ;
— pour la construction de nouveaux C.E.S. et C.E.G., la nationalisation de ceux existants, pour l'amélioration du sort des enseignants, un salaire pour les étudiants, ainsi que la poursuite de l'aide aux écoles privées ;

— pour une large politique d'accession à la propriété et pour le développement de l'habitat rural ;
— pour les commerçants et artisans : la diminution de leur patente, les indemnités de départ, l'amélioration de leur retraite, et qu'à revenu égal l'impôt soit égal. Que des prêts, enfin, soient consentis aux petits commerçants pour leur permettre de se regrouper dans des galeries marchandes offrant aux consommateurs les mêmes commodités que les grandes surfaces ;
— pour une plus juste répartition des impôts qui frappent les artisans, les fonctionnaires et les professions libérales ;
— pour l'amélioration des lois sociales en faveur des ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que des chômeurs ;
— pour le S.M.I.C. à 1.000 F et la retraite à 60 ans ;
— pour les ouvriers étrangers, il faut améliorer leurs conditions de vie, et notamment leur habitat ;
— pour que justice soit rendue complètement aux rapatriés d'Afrique du Nord ;
— pour que la mensualisation soit poursuivie et achevée, car elle donne plus de sécurité et plus de dignité à ceux qui en bénéficient.
— pour l'allocation de la femme au foyer et pour que celle-ci, à travail égal, perçoive un salaire égal ;
— pour le développement du tourisme en France et l'aide à la création d'hôtels, de parkings, de terrains de camping, etc.

C'est essentiellement à la réalisation de ce programme que je m'emploierai au cours de la prochaine législature.

Les Français aiment la liberté.

Les Français aiment leur maison, leur jardin, leurs champs, etc.

Pour les conserver votez massivement pour : Marcel Dassault.

Après la disparition de mon excellent ami Pierre Jacoby, c'est Jean-Pierre Jordan, conseiller général de l'Oise, maire de Daméraucourt et président du syndicat à vocation multiple de Grandvilliers, qui a accepté d'être mon suppléant.

Vive la circonscription de Beauvais-Nord !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France et vive la République !

MARCEL DASSAULT

Député sortant
Grand'Croix de la Légion d'honneur
Ingénieur des constructions aéronautiques

Remplaçant éventuel :

JEAN-PIERRE JORDAN

Médaille d'Honneur du travail

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Attichy, Compiègne, Guiscard, Lassigny, Noyon, Ribécourt.

M. EDMOND NESSLER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'Union des républicains de progrès qui réunit pour un même combat les trois partis de la majorité — U.D.R., Républicains indépendants, Centre démocratie et progrès — m'a donné sa triple investiture. Elle m'a confié, de ce fait, la mission de défendre son programme et de triompher de la coalition socialiste-communiste.

Ce programme fonde ses perspectives d'avenir sur l'extraordinaire expansion que connaît la France. Selon tous les experts internationaux, Russes et Américains compris, elle sera bientôt la première puissance économique de l'Europe.

Cette expansion à laquelle votre député a apporté depuis dix ans sa collaboration méthodique, obstinée et efficace, en multipliant notamment ses interventions au niveau ministériel, s'est traduite dans l'arrondissement par des résultats tangibles que chacun peut relever.

Pour le logement :

Trois mille H.L.M. répartis sur l'ensemble des cantons de la circonscription.

Pour les implantations industrielles :

Allard, Affifrance, Roussel-Uclaf à Compiègne, Imprimerie Lang, Biscuiterie Bahlsen à Noyon, Télévision en couleur Emo à la Croix-Saint-Ouen, Rivoire et Carret à Chiry-Ourscamp, Charles of the Ritz et Finishtex à Lassigny, etc., sans compter les aggrandissements et extension à la Glacerie de Chantereine à Thourotte, à Uniroyal à Clairoix, à Nobel-Bozel-Hoechst à Trosly-Breuil ;

Pour les grands travaux publics :

La mise en service de l'autoroute A1 et l'achèvement du Canal du Nord, bientôt le second pont à Compiègne qui sera commencé cette année, et la mise au gabarit de la liaison Seine-Est ;

Pour l'enseignement :

La construction du nouveau lycée Pierre d'Ailly et du lycée technique mixte à Compiègne, du lycée Calvin à Noyon, l'ouverture de C.E.S. à Margny-lès-Compiègne, Ribécourt, Thourotte, Cuise-la-Motte, de nombreuses rénovations d'écoles primaires, la planification de la Cité scolaire à Noyon, avec un nouveau lycée et le collège d'enseignement technique et surtout la création de l'Université de technologie, établissement unique en Europe, qui propose à Compiègne une prestigieuse vocation digne de son glorieux passé.

Pour la culture et les sports :

La piscine toutes saisons et la Maison des Jeunes de Noyon, la piscine couverte du lycée de Compiègne, les gymnases de Noyon et Thourotte et, prochainement, la rénovation du centre équestre de Compiègne.

Enfin, votre député a pris une part importante au Conseil de l'Europe à la conception et à l'élaboration du règlement agricole, sauvegarde de notre agriculture au sein du Marché commun.

Ce bilan des années récentes prouve que les engagements du programme de la majorité peuvent être tenus, qu'il s'agisse de la politique du logement : 600.000 par an ; des hôpitaux et des crèches : 2.000 ; des écoles : un C.E.S. par jour, un lycée par semaine ; des stades ; des autoroutes : 6.000 kilomètres en 1978, et des équipements collectifs ; du relèvement du niveau de vie ; du S.M.I.C. à 1.000 F et de la retraite à 60 ans, en 1977.

Le programme commun de la gauche, outre qu'il est irréalisable, préconise une vague de nationalisations, d'atteintes à la propriété par l'augmentation massive des droits de succession et l'impôt sur le capital. Il aboutirait fatalement à une dictature bureaucratique telle que l'a imposée, partout où il sévit, le parti communiste. Ce serait la perte de nos libertés essentielles, la fin de la libre entreprise, du petit commerce, de l'exploitation agricole familiale et de la Communauté économique européenne, le démantèlement de notre Défense nationale - suppression de la force de dissuasion, service militaire réduit à six mois - qui préparerait la vassalisation de la France contre laquelle le général de Gaulle a si ardemment lutté.

En somme, à terme, la Révolution sous le chloroforme.

La menace est réelle... Les manœuvres de diversion qui se traduisent par la multiplication de candidatures inconsistantes servent directement le Parti communiste qui arrivera, sans nul doute, avant le Parti socialiste et qui bénéficiera de son désistement.

Ne vous laissez pas prendre au piège de promesses qui d'ailleurs sont, pour la plupart, de la compétence des élus locaux et non du député.

Ne dispersez pas vos bulletins de vote, vous prendriez, à l'égard de la France, une responsabilité irréparable.

Bloquez vos suffrages, dès le premier tour, sur le candidat que, depuis 1962, vous avez toujours élu avec des majorités accrues.

L'avenir du pays dépend de vous...

Votre devoir est tout tracé.

Vous le remplirez comme de bons citoyens, soucieux des intérêts supérieurs de la République et de la France.

EDMOND NESSLER

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Licencié en droit et ès-lettres
Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques
Vice-président de l'Union de l'Europe occidentale
Représentant de la France au Conseil de l'Europe
Député de l'Oise

Remplaçant éventuel :

PIERRE DUBOIS

Commerçant
A.C.P.G.
Croix de guerre 1939-45
Maire de Noyon

2e CIRCULAIRE :

Électrices, électeurs,

Dimanche dernier, j'ai été désigné par le suffrage universel pour barrer la route à l'offensive communiste qui se développe à travers le pays.

Ce péril nous le conjurerons tous ensemble. Les affrontements et les dissentiments du premier tour sont oubliés.

Dans notre circonscription de Compiègne-Noyon, le but à atteindre est, comme partout ailleurs, clairement défini : donner à la majorité qui va sortir des urnes les moyens de poursuivre une politique rationnelle d'expansion économique et de progrès social.

Pour éviter toute équivoque, le mandat que vous allez lui confier doit être cautionné par le plus grand nombre : c'est un gage de stabilité et de continuité.

Dans cette bataille électorale où se jouent nos libertés et notre conception humaniste de la société, notre responsabilité individuelle et collective est engagée.

Devant les lourdes menaces qui pèsent sur nous, dressons un front commun de bons citoyens déterminés à défendre les institutions qui ont donné à notre pays prestige et prospérité. Soyons fidèles aux grands principes de la démocratie en infligeant un échec décisif à l'entreprise collectiviste.

A ce prix, nous assurons l'avenir...
Vive la République, vive la France.

EDMOND NESSLER
Député sortant
Désigné par le suffrage universel pour battre le communisme

Remplaçant éventuel :

PIERRE DUBOIS
Maire de Noyon

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Clermont, Crépy-en-Valois, Estrées-Saint-Denis, Liancourt, Pont-Sainte-Maxence, Saint-Just-en-Chaussée.

M. ROBERT HERSANT

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Pour rester libres !
Pour vivre mieux !

Votez :

ROBERT HERSANT

Chères électrices, chers électeurs, mes amis,

Quand vous serez seul, dans le secret de l'isoloir, au moment de l'ultime choix, ayez conscience que c'est le destin de la France qui se joue. Cette fois comme jamais dans le passé.

Dans notre circonscription, les choses ont le mérite d'être simples et claires comme il convient à un heure grave.

Dans un grand élan d'union ceux qui pensaient se présenter à ces élections m'ont fait l'honneur, afin de ne pas diviser les voix nationales, de me désigner comme candidat unique, face à la coalition marxiste.

Si vous souhaitez que le pays devienne communiste, et c'est votre droit, votez pour l'un des deux candidats qui me sont opposés. L'un ne cache pas son jeu, il est communiste. L'autre se dissimule derrière l'étiquette trompeuse de « socialiste » alors qu'il est le dirigeant du P.S.U. depuis toujours et sans doute le marxiste le plus sectaire du département.

Au demeurant en 1958, en 1962, en 1967, en 1968, à chaque consultation, le candidat « socialiste » s'est désisté pour le candidat communiste.

Je demande aux 31.500 électrices et électeurs qui en 1968 se sont portés sur Jean Bouet et sur moi-même, de m'accorder leur confiance dès le premier tour pour la défense de la Liberté et du progrès.

Nous voulons un changement de la vie politique française. Le moment est venu de constituer une nouvelle majorité ouverte à tous les républicains de progrès.

En 1958, ensemble nous avons mis fin au règne de l'instabilité et de l'irresponsabilité. En 1973, nous voulons ouvrir très largement la voie au renouveau. C'est le sens de ma candidature d'homme totalement libre et qui entend le demeurer pour mieux défendre la République.

Robert HERSANT.

Avec le soutien :

- Du Parti socialiste-démocrate, du Parti radical-socialiste, du Centre démocrate, qui constituent le mouvement des Réformateurs de Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

- Du Centre démocratie et progrès (C.D.P.), des Républicains indépendants (R.I.), de l'U.D.R., groupés dans la majorité de soutien au Président Georges Pompidou.

Objectifs 1973-1978.

Pour les travailleurs :

- Augmentation du pouvoir d'achat de 30 % en 5 ans ;
- Immédiatement : salaire minimum 1.000 F ;
- Mensualisation totale ;
- Congés payés portés à 5 semaines ;
- Congé spécial de formation culturelle ;
- Humanisation du travail à la chaîne ;
- Incitation à la journée continue ;
- Expérimentation de la semaine en 4 jours 1/2.

Pour les agriculteurs :

- Développement de la politique européenne ;
- Défense de l'exploitation familiale ;
- Aide au développement des industries alimentaires ;
- Indexation des prix agricoles ;
- Politique des prix et des revenus ;
- Amélioration des services sociaux.

Pour les commerçants et artisans :

- Couverture améliorée des risques sociaux.
- Augmentation du capital départ ;
- Aide de longue durée pour la modernisation ;
- Limitation des grandes surfaces.

Pour les fonctionnaires :

- Poursuite de la politique de concertation ;
- Indexation des salaires ;
- Augmentation contractuelle du niveau de vie ;
- Intégration des indemnités dans les salaires ;
- Pension de reversion pour les hommes.

Pour les jeunes :

- Service militaire ramené à 6 mois ;
- Prêts de longue durée pour l'installation des jeunes ménages.

Pour les femmes :

- Egalité des droits avec les hommes ;
- Généralisation du travail à mi-temps ;
- A travail égal salaire égal ;
- Loi sur la régulation des naissances ;
- Loi sur les pensions alimentaires.

Pour le troisième âge :

- Loi cadre pour le troisième âge ;
- Retraite à 60 ans pour ceux qui le veulent ;
- Minimum vieillesse porté à 800 F par mois et indexation ;
- Gratuité des soins médicaux après 65 ans ;
- Indexation des pensions et retraites.

Programme accéléré d'équipements collectifs :

- 600.000 maisons par an ;
- 5.000 kilomètres d'autoroutes ;
- 1.000 piscines ;
- 2.000 gymnases ;
- Tous les C.E.S. nationalisés ;
- 2.000 crèches ;
- 10.000 nouvelles maternelles ;
- 4 millions de nouveaux abonnés au téléphone.

Défense de la liberté et de nos libertés :

- Défense de la liberté de l'information ;
- Défense de la liberté de l'enseignement ;
- Défense des libertés professionnelles ;
- Défense de la libre entreprise ;
- Défense contre l'inquisition fiscale ;
- Défense de la médecine libérale.

ROBERT HERSANT

Maire de Liancourt
Conseiller général de Saint-Just-en-Chaussée
Député de l'Oise
Président des Transports scolaires
Président des Classes de neige
Président de l'Aide aux cheveux blancs

2e *CIRCULAIRE* :

Pour la victoire de la liberté et du progrès.

Je veux tout d'abord adresser mes remerciements aux 24.000 électrices et électeurs qui, dimanche dernier, ont apporté leurs suffrages pour la défense de notre société de liberté et de progrès.

A quelques centaines de voix près nous avons approché la victoire. Pourtant au deuxième tour la menace demeure grave et aucune voix nationale ne doit manquer pour affirmer notre détermination de faire barrage au communisme.

Aujourd'hui, dans cette circonscription les choses sont devenues plus claires encore. La ligne de démarcation va pouvoir s'établir à sa vraie place : d'un côté ceux qui souhaitent ou qui acceptent l'instauration d'un régime communiste, et de l'autre côté les « autres ».

Au premier tour, un certain nombre d'électeurs ont pu croire de bonne foi que voter socialiste ce n'était pas voter communiste. Le 11 mars le doute n'est plus possible. M. Maillet qui demeure seul en face de moi est bien le candidat du Parti communiste.

C'est vers les électeurs de M. Ville que je veux me tourner et leur dire que je comprends leurs aspirations, leur désir de renouvellement, leur soif de progrès et de justice. Qu'ils soient persuadés que le Président de la République a bien compris ce que veut le pays et qu'il y fera droit.

La prochaine législature sera celle du « bond en avant », la croissance économique va nous permettre de nouvelles conquêtes sociales. Nous allons nous battre pour bâtir un monde meilleur.

Personnellement, je prends deux engagements :

1° D'être à la prochaine Assemblée Nationale une force de proposition.
2° De tenir au courant de mes efforts tous les électeurs de la circonscription.

Dimanche prochain : pas d'abstentions !

Pour rester libres, pour vivre mieux votez :

ROBERT HERSANT

Vive la République !
Vive la France !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Betz, Creil, Nanteuil-le-Haudoin, Neuilly-en-Thelle, Senlis.

M. RENÉ QUENTIER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Le 4 mars prochain, vous allez désigner votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Vous allez faire un choix décisif, ce choix porte sur deux systèmes de société : la société libérale que nous vivons actuellement, instituée par la Ve République, ou la société marxiste avec la dictature prolétarienne, que tente de nous imposer l'entente socialiste-communiste.

Votre choix est donc entre la liberté et l'oppression.

J'ai toujours défendu la liberté, et toujours combattu l'oppression.

Depuis 1958, vous avez bien voulu me choisir pour représenter notre circonscription à l'Assemblée Nationale ; j'y ai fermement défendu nos libertés, le progrès et la justice sociale.

Aujourd'hui, notre société est dotée d'institutions équilibrées.

La France est en paix partout dans le Monde.

Nos finances sont saines.

Et notre économie est en nette progression. De l'avis des experts étrangers, la France sera dans quelques années la troisième puissance économique du Monde, après l'Amérique et le Japon, loin devant les Pays de l'Est. Cette situation favorable a permis au Gouvernement et à sa majorité de réaliser une œuvre considérable dans le domaine des équipements, dans celui du progrès social (notamment personnes âgées, handicapés, etc.), dans celui de l'enseignement, dans celui de l'agriculture et de l'industrie.

Personne, d'ailleurs ne conteste l'amélioration de nos conditions de vie.

« Ouvrez les yeux et regardez autour de vous. »

C'est grâce à vous, et à la confiance que vous m'avez accordée, que tout ce travail, tous ces efforts, tous ces progrès, ont pu être réalisés, mais, ne vous y méprenez pas, c'est tout cela que les opposants ne veulent pas admettre et feraient disparaître.

Votre choix est donc clair, il conditionne l'avenir du pays, le vôtre, et celui de vos enfants.

C'est conscient de l'importance de cet enjeu, comme de mes responsabilités, que j'ai décidé de me présenter à nouveau à vos suffrages, pour poursuivre l'œuvre entreprise depuis 1958, sous l'impulsion du général de Gaulle.

Dans ce but, je tiens à préciser que mon action portera principalement :

Sur une politique sociale dynamique :

— Amélioration du système de retraite des Commerçants et travailleurs, aide aux commerçants âgés.
— Poursuite de la politique de l'intéressement et de la participation, garantie de l'emploi et de l'exercice du droit syndical.
— Poursuite de l'amélioration du pouvoir d'achat.
— Poursuite d'une politique d'aide aux handicapés et aux grands infirmes.

Politique active en faveur de la protection de la nature et de l'environnement.

Pour une politique agricole : au sein du Marché commun, dans l'intérêt de la population rurale et de tous les Français.

Pour une politique efficace de la Jeunesse : par l'enseignement et les sports. Efforts soutenus en faveur des équipements scolaires et sportifs.

Prise en charge, par l'Etat, des frais de gestion des C.E.S. et des C.E.G.

Pour une politique du logement :

Objectif à atteindre : 600.000 logements par an.

De plus en plus de logements individuels.

Priorité aux jeunes ménages et aux personnes âgées.

Attribution immédiate de la prime à la construction.

Administrateur délégué de l'Office public départemental des H.L.M. de l'Oise, je me suis employé au maximum et continuerai à le faire, car les besoins sont loin d'être satisfaits.

Ceci n'est pas un programme limitatif. Mais, pour progresser, il faut une direction ferme, celle du Président de la République, un Gouvernement stable et responsable, une majorité parlementaire décidée à soutenir ce Gouvernement et cette Politique.

Cette majorité m'a à nouveau donné l'investiture des trois formations la composant :

Union des démocrates pour la République (U.D.R.)
Républicains indépendants (R.I.)
Centre démocratie et progrès (C.D.P.)

Seul candidat investi par cette majorité, face aux hommes des partis de la division et de la dictature

Je m'engage à soutenir l'action de George Pompidou, Président de la République, et de son gouvernement.

Logiques avec vous-mêmes, vous refuserez les promesses démagogiques, vous refuserez le désordre, car c'est par la clarté, la cohérence et le réalisme que notre majorité organisera le progrès pour le bonheur de tous.

Je suis certain qu'à nouveau vous m'apporterez vos suffrages, afin d'assurer l'avenir de notre circonscription, pour le progrès, la liberté et la paix.

Vive la circonscription de Senlis-Creil !
Vive la République !
Vive la France !

RENÉ QUENTIER
Lieutenant-colonel pilote de réserve
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Licencié en droit
Notaire honoraire
Vice-président du Conseil général
Maire de Chambly
Député sortant

J'ai demandé à M. Arthur Dehaine d'être mon suppléant ; il a accepté, et je l'en remercie bien vivement.

Maire-adjoint de Senlis, expert-comptable diplômé, il est donc parfaitement au faite de toutes les questions qui peuvent se poser dons notre circonscription tant dans le domaine de l'équipement et de l'emploi que dans le domaine administratif et de gestion.

Grâce à sa jeunesse, son dynamisme et sa compétence, nous formerons une équipe capable de mettre tout en œuvre pour promouvoir une politique active dans l'ensemble de la circonscription.

Remplaçant éventuel :

ARTHUR DEHAINE
Maire-adjoint de Senlis
Expert-comptable diplômé
Expert près les tribunaux
Membre du Nouveau contrat social d'Edgar Faure

Tous deux investis par l'Union des républicains de progrès (U.R.P.)

2e *CIRCULAIRE* :

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Dès le premier tour vous m'avez placé en tête de tous les candidats et ainsi vous m'avez apporté un témoignage d'amitié fidèle et d'encouragement qui ne laisse aucun doute sur notre victoire commune de dimanche prochain.

Je suis le seul à pouvoir barrer la route au Parti communiste qui veut conduire le pays à l'aventure et au chaos.

Notre magnifique succès du premier tour, c'est d'abord le vôtre, c'est aussi celui de la France et de la République.

Malgré les oppositions, malgré les combinaisons de toute nature, vous resterez rassemblés pour sauver vos libertés menacées.

Ne vous laissez pas influencer par les calculs savants d'arithmétique qui se sont d'ailleurs toujours avérés faux.

Il nous reste donc à confirmer massivement, dimanche prochain, la victoire de tous les démocrates épris de liberté.

Aussi je vous appelle tous à l'action pour que, sur mon nom, se rassemblent tous ceux qui veulent :

Une France indépendante, prospère et généreuse.
Une République sociale stable, gage de progrès et de paix.
Ne vous abstenez pas car, de votre vote, dépend la victoire.
Avec tous et toutes, nous remporterons le succès définitif.

Vive la circonscription de Creil-Senlis !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France !

Votez et faites voter en masse pour :

RENÉ QUENTIER

Député sortant
Lieutenant-colonel pilote de réserve
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Licencié en droit
Notaire honoraire
Vice-président du Conseil général
Maire de Chambly

Remplaçant éventuel :

ARTHUR DEHAINE

Maire-adjoint de Senlis
Expert-comptable diplômé
Expert près les tribunaux
Membre du Nouveau contrat social d'Edgar Faure

Tous deux investis par l'Union des républicains de progrès (U.R.P.)

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auneuil, Beauvais-Sud-Ouest, Chaumont-en-Vexin, Le Coudray-Saint-Germer, Méru, Mouy, Noailles, Songeons.

M. FRANÇOIS BÉNARD

élu le 11 mars 1973
(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Chers amis,

Dans l'Oise libérée, je vous rappelle mon activité au Parlement — 100 questions écrites — procédure la plus efficace, et mon action dans l'Oise en ma qualité de président du Conseil général.

Chacun sait que j'ai consacré ma vie à mon département natal et que je l'ai servi avec passion. En ce qui me concerne particulièrement, pourquoi ne vous dirai-je pas que mon mandat de député m'a aidé à accroître auprès des pouvoirs publics l'influence que doit avoir un président de Conseil général.

De ce fait, et vous le savez bien, j'ai entrepris avec ténacité la modernisation de notre beau département *en en faisant un des premiers de France,* et plus particulièrement de la circonscription de Beauvais-Sud. Entrer dans le détail m'obligerait à un exposé tel que cette circulaire n'y suffirait pas. Veuillez bien lire simplement toutes les présidences ou mandats que j'assume. Plus qu'un trop long discours cette lecture vous dira à quel point j'ai mis toutes mes forces à votre service.

Avec mon secrétariat politique et social, animé par mon fidèle collaborateur Michel Commelin, conseiller général, premier maire adjoint de Beauvais, qui demeure mon suppléant, nous nous sommes efforcés d'aider le mieux possible les municipalités et vous toutes et vous tous dans vos légitimes revendications.

Nous arrivons maintenant à un tournant de l'histoire de la France. Celle-ci va-t-elle renoncer à une sage politique de progrès dans l'ordre, celle d'une société libérale, évolutive, progressiste, égalisant les chances parmi ses enfants, qu'il s'agisse de l'instruction ou de la santé, ou au contraire décider de se précipiter dans la plus folle des aventures en prêtant une oreille favorable au programme de la gauche unie, qui veut promouvoir chez nous une société du modèle soviétique ?

Un journaliste a écrit : « Ce programme nous promet « la lune », et il ajoute : « à force de regarder la lune, on tombe dans le puits ».

C'est tout le problème.

C'est très facile de promettre. Mais ce programme qui coûterait un prix fabuleux, en désorganisant l'économie française, ruinerait notre pays, et le conduirait à la mort de la liberté et au malheur.

J'appuierai donc de mon vote un Gouvernement s'appuyant sur une majorité libérale nationale, qui pratiquera une large ouverture.

Cette large majorité, conforme au désir du plus grand nombre, aura pour tâche de poursuivre la politique de progrès et de justice sociale à laquelle nous aspirons.

Vive la France !
Vive la République !
Vive le Département de l'Oise !
Vive la circonscription de Beauvais-Sud !

FRANÇOIS BÉNARD

Député sortant
Docteur en droit (Sciences politiques et économiques)
Diplômé des Hautes Etudes commerciales
Délégué de l'Education nationale
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire de Saint-Omer-en-Chaussée
Président du Conseil général de l'Oise

A ce titre :

Président de la Commission des constructions scolaires ;
Président de la Commission d'aide au logement (accession à la propriété pour les maisons individuelles et acquisitions-réparations) ;
Président d'honneur du Comité départemental d'expansion économique ;
Président de l'Oise tourisme ;
Président de la Société d'équipement du département de l'Oise (S.E.D.O.) qui a construit ou construit dans la Z.U.P. de l'Argentine à Beauvais, 3.339 logements et dans la zone d'habitation de Méru 366 logements ;
Président du Fonds d'aménagement rural (F.A.R.) qui donne un concours financier très important aux communes qui désirent créer des lotissements d'habitation ;
Administrateur de la Société anonyme H.L.M. rurales du département ;
Membre du Comité de développement économique régional (C.O.D.E.R.) à Amiens ;
Président de l'Office de coopération intercommunale de l'Oise (O.C.I.D.O.), dont le secrétaire général est à la disposition des syndicats et des communes pour faciliter leurs démarches et la constitution de leurs dossiers, la plupart se référant à la construction des C.E.G. ou C.E.S., ainsi qu'aux lotissements pour la construction de logements.

A l'Assemblée Nationale :

Membre de la Commission de la défense nationale ;
Membre de l'Amicale parlementaire agricole et rurale ;
Membre de l'Amicale parlementaire P.M.E. ;
Membre du Groupe de défense de l'artisanat.

Remplaçant éventuel :

MICHEL COMMELIN

2e *CIRCULAIRE* :

Electrices, électeurs, chers amis,

Dès le premier tour vous nous avez placés en tête de tous les candidats et ainsi vous nous avez apporté un témoignage d'amitié fidèle et d'encouragement qui ne laisse aucun doute sur notre victoire commune de dimanche prochain.

Nous sommes les seuls à pouvoir barrer la route au Parti communiste qui veut conduire le pays à l'aventure et au chaos.

Notre magnifique succès du premier tour, c'est d'abord le vôtre, celui de nos amis connus et inconnus, celui de la France et de la République.

Il vous reste donc à confirmer massivement, dimanche prochain, la victoire de tous les démocrates soucieux plus que jamais de sauvegarder leurs libertés.

Aussi, nous vous appelons tous à l'action pour que, sur notre nom, se rassemblent tous ceux qui veulent :

Une France indépendante, prospère et généreuse.

Une République sociale stable, gage de progrès et de paix.

Ne vous abstenez pas car, de votre vote dépend la victoire. Nous en sommes certes très près, elle ne sera définitivement acquise que dimanche prochain.

Avec toutes et tous, nous remporterons le succès définitif.

Vive la circonscription de Beauvais-Sud !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France !

FRANÇOIS BÉNARD

Député sortant
Président du Conseil général de l'Oise
Docteur en droit
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

MICHEL COMMELIN

Premier adjoint au maire de Beauvais
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire - Croix de guerre 1939-1945
Chevalier des Palmes académiques

ORNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alençon-Est, Alençon-Ouest, Carrouges, Courtomer, Domfront, La Ferté-Macé, Juvigny-sous-Andaine, Le Mêle-sur-Sarthe, Passais, Sées.

M. Daniel GOULET

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

En 1969 vous avez voté Georges Pompidou,

En 1973 vous confirmerez votre choix.

Deux hommes neufs, seuls candidats fidèles au Président de la République se présentent à vos suffrages !

DANIEL GOULET

44 ans, maire du Mêle-sur-Sarthe

Petit-fils de paysans percherons, de père infirme, ouvrier agricole. Aîné d'une famille nombreuse. Marié 2 enfants. Etudes à Sainte-Marie de Flers. Enseigne très jeune à l'école Poisson à Alençon. Ancien combattant d'Indochine. Citation à l'ordre du corps d'armée.

En 1952, est chargé de la petite école privée du Mêle (une vingtaine d'élèves) son nom et son action s'attachent au développement de cette école (11 classes).

Créateur et animateur s'active dans la plupart des Sociétés locales (S.I. - sports - théâtre - jumelage). Sportif pratiquant. Médaille dhonneur jeunesse et sports.

Conseiller municipal puis maire en 1970 et de nouveau en 1971 après un vote quasi-unanime. Aucun aspect des problèmes municipaux ne lui échappe (personnes âgées, jeunes, scolaires, commerçants, artisans, agriculteurs font l'objet d'attentions particulières). Les réalisations communales depuis 1970 et les plans à l'étude témoignent de son dynamisme. Membre du S.I.V.O.M. de la région mêloise et de la Commission départementale d'urbanisme.

Remplaçant éventuel :

GUY GRAVELAT

36 ans, maire-adjoint de Saint-Maurice-du-Désert, marié, 3 enfants. Agriculteur exploitant. Responsable local de la F.D.S.E.A. et Mutuelle agricole. Est très averti de tous les problèmes ruraux.

Louis Terrenoire, député sortant, maire de Ceaucé, ancien ministre, et l'Union des démocrates pour la Ve République vous demandent de voter pour eux.

Avec eux... des objectifs sérieux et réalisables...

Pour la France :

Indépendance, paix et amitié avec tous les peuples. Construction de l'Europe économique, monétaire et politique.

Pour l'Orne :

Dans le cadre de la région, provoquer, saisir toute occasion d'implantations d'industries nouvelles, création d'emplois y compris dans les villes moyennes. Aménagements et améliorations des équipements collectifs. En liaison avec les élus locaux et les administrations, faire bénéficier pleinement la circonscription de la politique de progrès.

Agriculteurs : Aide à l'exploitation familiale concurrentielle dans le Marché commun. Soutien des prix à la production. Conditions de vie et revenus décents.

Commerçants et artisans : Evaluation d'un salaire, réforme de la patente et égalité fiscale pour tous les points de vente. Protection et sécurité (santé et retraite).

Travailleurs : Sécurité de l'emploi. Meilleure condition ouvrière. Mensualisation. Participation, fondement de la nouvelle société plus juste et libre.

Education nationale et jeunesse : Continuité dans la rénovation d'ensemble. Gratuité de tous les frais de scolarité. Prise en charge par l'Etat des dépenses de C.E.G. et C.E.S. Rétablissement des dérogations à l'obligation scolaire. Accélérer la mise en place d'une vaste politique « sports et loisirs », parallèlement, faire prendre conscience à tous des notions d'ordre de saine détente et de travail, bases essentielles d'une formation éducative, professionnelle solide.

Anciens combattants : Reconnaissance morale et matérielle revalorisée pour toutes les victimes des guerres (14-18, 39-45, T.O.E., A.F.N.).

Rapatriés et immigrés : Objet d'attentions toutes particulières.

Logement : Aide accrue pour accession à la propriété familiale à la construction individuelle. Logements H.L.M. non collectifs plus nombreux. Environnement et espaces verts urbains.

La famille : Droits de la femme et son épanouissement total confirmés. Loi cadre pour la famille, le troisième âge et les handicapés.

Pour nos communes :

Suppression ou remboursement de la T.V.A. Revision de la participation à l'aide sociale. Pas de fusion autoritaire, ni aménagement du territoire sans consultation des intéressés. Dans le milieu rural : Maintien des foyers de vie (statut particulier petites écoles, facilités pour construction, etc.).

Pour tous, pour chacun, le mieux-être dans une France libre, moderne et humaine.

Voter Goulet - Gravelat, c'est voter jeunesse - dynamisme - efficacité.

2' *CIRCULAIRE* :

Électrices, électeurs,

Appel à vous tous,

Nous remercions les 12.573 électrices et électeurs qui nous ont placés en tête devant les autres candidats de la première circonscription le 4 mars et qui ont par là même opéré un choix politique important et confirmé leur confiance à Georges Pompidou et à la V[e] République.

Dimanche prochain pour le second tour, ce choix sera décisif. Donc, que personne ne s'abstienne. Que personne ne considère surtout que les « jeux sont faits ».

En vérité, rien n'est encore acquis, ni pour cette première circonscription de l'Orne, ni pour la France.

Nous lançons donc un appel pressant à toutes celles et à tous ceux qui, pour des motifs que nous respectons, ont donné leurs voix à d'autres candidats.

C'est le destin du pays et peut-être le sort de nos institutions de liberté qui va être en cause dans la journée du 11 mars.

Notre nation risque de connaître des années politiquement plus agitées que les précédentes. Quelles que soient vos préférences légitimes, faites confiance à ceux qui se réclament de l'esprit et des leçons du général de Gaulle.

Votez pour des candidats qui vous garantissent la fidélité à ces leçons, la solidité des convictions, la fermeté en face de toute crise susceptible de survenir.

Nous aussi, nous voulons plus de justice sociale, mais dans le respect de nos libertés.

Nous aussi, nous voulons les changements indispensables mais dans la paix publique. Nous rejetons par contre les projets collectivistes et étatistes que nous propose M. Devinant et son programme socialo-communiste.

Nous aussi nous voulons des réformes, et nous l'avons dit durant notre campagne, d'abord poursuivre et mener à bien celles, si nombreuses, qui sont déjà engagées, et pour notre département, en particulier :

— la survie de l'agriculture de type familial qui conditionne sa prospérité ;
— le développement des activités commerciales, artisanales et industrielles indispensables et complémentaires.

Nous voulons une société nouvelle, plus équitable et plus humaine — fondée sur la participation — mais nous craignons que les minoritaires Lecanuet et Servan-Schreiber dont se réclame M. Miette, ne nous ramènent à la confusion et à l'instabilité de la IV[e] République.

Nous voulons enfin confirmer l'autorité nationale, européenne et mondiale du Président de la République, Georges Pompidou.

Electrices, électeurs, qui que vous soyez, vous avez pu constater que notre campagne s'est déroulée sous le signe de la courtoisie, de l'honnêteté morale et politique et qu'elle ne s'est accompagnée d'aucune attaque contre les personnes car nous les réprouvons.

Avec notre ami, Louis Terrenoire, votre ancien député, nous vous demandons de nous accorder massivement vos suffrages.

Votez :

DANIEL GOULET

Candidat unique des trois formations de la majorité

Remplaçant éventuel :

GUY GRAVELAT

Vive la République ! Vive la France !

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bazoches-sur-Hoëne, Bellême, Gacé, La Ferté-Frênel, Laigle, Longny-au-Perche, Le Merlerault, Mortagne-au-Perche, Moulins-la-Marche, Nocé, Pervenchères, Remalard, Le Theil, Tourouvre.

M. Roland BOUDET

(Candidat du Centre démocrate et du Mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Votez Roland Boudet, Francis Geng candidats de l'Orne pour l'Orne.

Chères électrices, chers électeurs,

Au terme du mandat que vous m'avez confié, je veux à nouveau vous remercier et vous assurer que j'ai accompli ma mission de mon mieux sans ménager ni mon temps, ni bien souvent ma fatigue. J'ai été, au Parlement, un député assidu à toutes les séances. J'ai déposé 25 propositions de loi, 13 questions orales, 142 questions écrites.

Mon but a été de tout mettre en œuvre pour aider au développement de toutes nos communes et d'apporter à tous ceux qui ont eu des ennuis une aide efficace pour les tirer d'embarras. Pour cela, j'ai tenu de nombreuses permanences où j'ai reçu un grand nombre de personnes, ce que je continuerai à faire.

Certes, j'aurais voulu faire beaucoup plus. Hélas, la majorité actuelle a laissé les administrations parisiennes pratiquer une politique anti-rurale qu'il faut, à tout prix, arrêter. Lorsque tous les parlementaires, tous les conseillers généraux et les maires intéressés ont protesté contre la suppression des petites lignes de chemin de fer qui offraient quelques avantages pour d'éventuels industriels, qui a permis à la S.N.C.F. de passer outre leurs protestations sinon le Gouvernement ?

Lorsque tous les parlementaires, tous les conseillers généraux et les maires ont protesté contre des suppressions de gendarmeries, de perceptions, de bureaux de poste, de recettes buralistes, qui a permis aux administrations de passer outre leurs protestations sinon le Gouvernement ?

Lorsque, depuis longtemps, nous protestons contre la classification en zone 4 (c'est-à-dire sans avantages) de notre département quant aux aides apportées aux industriels, nous sommes heureux de constater que, lors de la dernière réunion du Cebanor à Alençon, c'est M. Bisson, député-maire U.N.R. de Lisieux qui s'est, une fois de plus, élevé avec véhémence contre cette zone 4 dans laquelle est aussi classé le Calvados, qui nous prive de toute décentralisation importante. Mais qui donc maintient presque toute la Basse-Normandie en zone 4 sinon le Gouvernement ?

Lorsque, depuis longtemps tous les parlementaires de l'Orne, du Calvados et de l'Eure, dont beaucoup sont U.N.R., ont protesté vivement contre la construction des villes neuves de Saint-Quentin en Yvelines et du Vaudreuil pour lesquelles on va engloutir des milliards et qui vont retenir les industriels à notre détriment et aspirer notre jeunesse, qui donc a persévéré dans la réalisation de ces villes, sinon le Gouvernement ?

Lorsque nous demandons des crédits plus importants pour nos adductions d'eau, nos routes, notre téléphone, qui donc nous les refuse sinon le Gouvernement ?

Mais si l'on nous refuse des crédits, par ailleurs, sans consulter le Parlement on fait cadeau de 100 milliards anciens aux Pays d'Afrique, et on en engloutit des cen-

taines dans des réalisations de prestige mal gérées comme la Villette et autres scandales !

Contre toute cette politique qui va à l'encontre des intérêts des petites communes, j'ai sans cesse protesté et c'est pour faire changer cette politique anti-rurale que je suis à nouveau candidat.

Malgré toutes ces difficultés accumulées par la politique générale du Gouvernement, les maires, les conseillers généraux et les parlementaires ont réussi cependant à faire venir quelques petites industries ou ateliers dans notre région. Une statistique récente prouve :

— qu'en 1958 il y avait dans notre circonscription : 37 entreprises offrant 4.020 emplois ;
— en 1972 il y avait 78 entreprises offrant 6.720 emplois.

Ces 41 nouvelles entreprises installées et ces 2.700 emplois en plus ne sont, certes, pas suffisants mais c'est tout de même une amorce de redressement dont il faut se réjouir.

Demain une majorité nouvelle doit instaurer une politique nouvelle favorable à la vie rurale et améliorant le sort de tous.

C'est pour former cette nouvelle majorité que je sollicite à nouveau votre confiance comme candidat du Centre démocrate de Jean Lecanuet et du Mouvement réformateur.

Voici, chers électeurs d'hier qui me connaissez bien et vous nouveaux électeurs d'aujourd'hui, ce que nous voulons réaliser :

• *Pour les personnes âgées :* compléter leurs retraites pour qu'elles soient égales à 100.000 AF par mois.

• *Pour les ouvriers :* pas de salaire mensuel inférieur à 100.000 AF.
Egalité des salaires féminins et masculins.
Retraite à 60 ans au taux plein (100.000 AF) et à 55 ans pour les femmes.

• *Pour l'agriculture :* des prix rémunérateurs garantis pour les produits de l'élevage et indexés sur les prix industriels. Défense de l'exploitation familiale. Aide financière même aux petites exploitations. Crédits pour l'aménagement rural : eau, électricité, chemins, téléphone, bâtiments d'élevage. Remembrement. Aides pour la modernisation des exploitations. Défense des marchés au niveau européen. Défense des bouilleurs de cru.

• *Pour les commerçants et artisans :* Indemnité viagère immédiate aux commerçants dont les fonds sont invendables. Taxe sur les grandes surfaces pour alimenter ce fonds d'aide aux petits commerçants. Régime général de la sécurité sociale étendu aux commerçants et artisans. Alignement de la TVA sur les taux européens (10-12 %). Imposition sur les bénéfices réels, compte tenu du salaire fiscal. Suppression progressive de la patente.

• *Pour les jeunes :* crédits doublés pour l'enseignement, surtout l'enseignement technique, crédits augmentés pour les installations sportives et les maisons de jeunes.

• *Pour les A.C., A.C.P.G. et rapatriés :* augmentation des retraites des A.C. de 14-18 et de ceux de 39-45 ; reconnaissance comme A.C. de tous les combattants d'Algérie et d'Indochine ; retraite immédiate à 60 ans pour les A.C.P.G. et versement immédiat des indemnités dues depuis si longtemps aux Rapatriés.

• *Pour la santé :* Défense de la médecine libérale ; crédits augmentés pour les hôpitaux, les maisons de retraite, les crèches.

• *Pour les communes et le logement :* Suppression immédiate de la T.V.A. sur les travaux des communes ce qui diminuera leurs dépenses, crédits doublés pour les logements sociaux H.L.M. en collectifs ou en maisons individuelles.

• *Pour notre région :* classement de notre département en zone 1 pour l'aide aux industriels ; augmentation des crédits pour nos routes, nos chemins, le téléphone, les adductions d'eau, le remembrement. Réalisation du turbotrain sur la ligne Paris-Granville. Crédits plus importants pour la construction d'établissements d'enseignement technique.

Tout cela sera rendu possible d'abord s'il y a une majorité nouvelle et aussi si nous mettons rapidement en place des organismes régionaux élus qui comprendront mieux nos besoins que les fonctionnaires parisiens.

La prospérité générale de la France ne pourra continuer de croître que si l'Europe s'organise économiquement sous les directives d'un parlement européen élu au suffrage universel.

Opposés irréductiblement au régime collectiviste que voudraient instaurer les communistes par le biais de l'union de la gauche ; défenseurs d'un régime libéral véritablement démocratique garantissant toutes les libertés notamment la liberté d'enseignement, garantissant la libre entreprise, la médecine libérale, la propriété privée, le droit d'héritage, vous nous accorderez votre confiance pour défendre ces principes qui sont les votres et que la majorité sortante a laissés mettre en péril.

Contre les erreurs, les gaspillages, l'affairisme de la majorité sortante.

Contre les aventures que propose l'union de la gauche.

Vous voterez pour une solution énergique mais raisonnable, pour un changement dans l'ordre, pour la constitution d'une nouvelle majorité, pour une politique favorable au monde rural.

Vous voterez pour le Centre démocrate et le Mouvement réformateur.

Vous voterez et vous ferez voter pour :

ROLAND BOUDET

Député sortant
Conseiller général
Maire de l'Aigle

Remplaçant éventuel :

FRANCIS GENG

Maire-adjoint de Bellême
Président du S.I.

2e *CIRCULAIRE* :

Votez Roland Boudet, Francis Geng, candidats de l'Orne pour l'Orne.

ROLAND BOUDET

Conseiller général
Maire de l'Aigle
Député sortant

Candidat du Centre démocrate et du Mouvement réformateur

Remplaçant éventuel :

FRANCIS GENG

Maire-adjoint de Bellême
Président du S.I.

Il faut confirmer votre décision qui sera la victoire de toute la circonscription.

Chères électrices, chers électeurs,

Nous remercions de tout cœur les 18.830 électrices et électeurs qui nous ont accordé leur confiance dimanche dernier, avec une avance décisive et indiscutable.

Ce vote massif nous donne le poids et la force nécessaires pour nous permettre d'agir avec efficacité et succès pour la prospérité et l'expansion de notre région.

Sur le plan national la majorité recule partout, elle n'aura plus la majorité.

Les réformateurs seront donc indispensables pour appliquer une politique plus humaine, plus juste, plus sociale, plus rurale.

Les chiffres.

Voici les résultats pour notre circonscription :

Inscrits : 51.462 - Exprimés : 41.991.
Boudet : 18.830.
Bruguière : 12.991.
Caillouet : 5.712.
Roger : 4.458.

Rappelons qu'en 1968 les chiffres étaient les suivants au premier tour : Exprimés : 40.267. — Boudet : 17.568 ; Labbé : 11.110 ; Caillouet : 3.046 ; Ferry : 5.702 ; Dubourg : 2.841.

Pour la commune de Laigle, où M. Boudet est maire, en 1968, M. Boudet avait obtenu 1.866 voix ; il en obtient 2.187 cette fois-ci.

Pour la commune de Bellême, où M. Geng est maire-adjoint, en 1968, Boudet avait obtenu 252 voix. Il en obtient 421 cette fois-ci.

Il faut voter le 11, l'enjeu est capital :

Le vote de dimanche n'a donné que peu d'élus.

La décision se fera dimanche prochain.

Dans notre circonscription, la situation est claire. Pour voir se réaliser votre volonté de changement sans cependant s'orienter vers des bouleversements dangereux il faut que les réformateurs puissent faire changer la politique.

C'est possible.

Le nombre de candidats réformateurs en bonne position au ballottage est suffisant pour nous permettre de jouer un rôle très important dans la nouvelle Assemblée Nationale.

Notre circonscription, en votant Boudet-Geng, aura donc un représentant Réformateur qui pourra agir avec beaucoup d'efficacité autant sur le plan régional que sur le plan national.

Vous voterez pour une équipe :

En prenant Francis Geng, maire-adjoint de Bellême comme suppléant, M. Boudet a voulu constituer une équipe solide, bien répartie géographiquement, unissant deux hommes dynamiques, compétents, efficaces et complémentaires.

Les très nombreuses réunions qu'ils ont tenues en commun ont montré combien ces deux hommes étaient capables l'un et l'autre d'assumer les fonctions de député et combien ils étaient d'accord sur les idées qu'ils défendent.

L'amitié établie entre eux depuis des mois, leur volonté d'agir et de tout faire pour le développement de notre région qui est la leur, celle de leur enfance et de leur vie quotidienne, leur souci de progrès social et d'amélioration des conditions de vie sont le meilleur garant de leur activité et de leur réussite au service de toutes nos communes et de chacun des habitants de la circonscription.

Au service de tous :

Nous tenons à déclarer d'une façon très nette que nous nous considérons comme les élus de toutes les communes de la circonscription.

M. Boudet a toujours été au service de tous tant en ce qui concerne les élus locaux que les particuliers, telle sera notre ligne de conduite.

Rappelons que c'est M. Boudet qui, en 1970, a obtenu la subvention qui a permis à Mortagne de construire son C.E.S. et son gymnase.

Demain nous serons à la disposition de tous et de toutes les municipalités.

Nos objectifs :

— Le développement de notre région :
  — par une politique agricole plus rentable ;
  — par une industrialisation ;
  — par le soutien du commerce et de l'artisanat ;
  — par des équipements collectifs.

— Des crédits plus importants pour nos communes.

— Une politique sociale, surtout pour les personnes âgées, les handicapés, les petits salariés.

— L'Administration au service des élus et des populations.

— L'arrêt du gaspillage de l'argent public.

— Respect de la constitution et meilleur fonctionnement du Parlement.

— Moralisation de la vie publique et lutte contre les scandales et le favoritisme.

— Politique européenne pour la prospérité et la paix.

Pas d'abstentions, votez et faites voter : Boudet - Geng.

Réunions publiques :

MM. Boudet, Geng tiendront une réunion publique :

A Mortagne : le vendredi 9 mars, à 20 h 30, Hall au Boudin.
A Laigle : le samedi 10 mars, à 20 h 30, Salle de Verdun.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argentan, Athis, Briouze, Écouché, Exmes, Flers-de-l'Orne, Messei, Mortrée, Putanges, Tinchebray, Trun, Vimoutiers.

M. Pierre NOAL

(Candidat U.D.R.)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Pour le soutien du Président Pompidou par l'U.D.R. dans la majorité.

Le 20 février 1973.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous avons pensé que les élections législatives étaient une occasion unique de parler, d'un seul coup, à soixante mille Ornais et Ornaises et qu'il serait bien sot de la laisser échapper.

Après tout, si ce papier n'était que la lettre espérée et qui n'est pas arrivée, pour celui qui attend tout seul ou toute seule que se manifeste une pensée amicale, l'envoi n'aurait pas été inutile.

Bonjour donc et amicale pensée à tous ceux qui en ont besoin !

Et vous, peut-être au contraire trop absorbés, trop fatigués par le travail, les enfants à élever, la sécurité de demain, ne croyez pas qu'il n'est autour de vous que volonté d'asservissement, d'exploitation et d'indifférence ; vos problèmes ne nous sont pas indifférents et ils peuvent trouver une solution dans la liberté et la dignité.

Et vous les jeunes devant qui s'ouvre la vie, soyez certains que, pour vous, elle sera belle si vous savez reconnaître les faux prophètes qui voudraient vous faire croire que tout peut être acquis sans compétence et sans travail simplement au prix de votre liberté.

Enfin, vous à qui les dons de la nature et parfois de la famille ont permis de connaître l'aisance, parfois la richesse, en tout cas la sécurité, plus qu'à tout autre, il demeure impérieux de se souvenir que tout homme porte en soi une dignité qu'il est bien grave de ne pas respecter et que votre rôle demeure essentiel pour le progrès de tous.

M. Jean et moi-même, nous nous offrons à vos suffrages parce que nous participons depuis toujours à notre politique qui a libéré les hommes de la servitude nazie et fasciste, qui a libéré les Français des guerres coloniales où mouraient vos enfants, qui a libéré les citoyens des risque de la guerre civile en 1958, qui a donné la liberté aux peuples colonisés, qui donne au monde l'exemple d'une nation libre, indépendante de toute hégémonie, et fraternelle pour les peuples encore asservis.

C'est parce que nous avons derrière nous ces faits et bien d'autres encore que nous pouvons être crus lorsque nous disons que nous voulons et que nous ferons une société plus juste, plus fraternelle par le progrès dans la liberté.

Veuillez nous croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, vos très dévoués.

Pour l'ensemble du pays...

Nous voulons continuer à garder une France indépendante dans une Europe européenne, solidaire, organisée et elle aussi indépendante, en renforçant notre sécurité et en poursuivant la justice et la paix dans le monde.

Nous voulons continuer à faire une France prospère en maintenant le taux d'expansion économique, qui est en passe de nous mettre au premier rang des nations mais en y ajoutant une qualité de vie qui fut toujours l'aspiration des Français.

Nous voulons conserver le plein emploi par la formation continue, le recyclage et l'information.

Nous voulons arriver à construire 600.000 logements par an, et achever l'équipement des campagnes en eau, en routes, en électricité, en habitations.

Nous voulons qu'en 1978 existent 6.000 kilomètres d'autoroutes et porter à 10 millions le nombre des abonnés au téléphone enfin entièrement automatisé.

Nous voulons poursuivre la mutation industrielle de la France sans vider les zones rurales.

Nous voulons une société plus juste :

— Pour le troisième âge : la retraite à 60 ans à taux plein, doubler le minimum de l'allocation vieillesse, abroger l'obligation alimentaire des descendants.
— Pour les travailleurs : augmenter le S.M.I.C. plus vite que les autres salaires.
— Pour les agriculteurs : arriver à des prix de vente représentant le prix réel.
— Pour les fonctionnaires : l'égalité de progression des salaires avec le secteur privé ; supprimer les abattements de zone.
— Pour les régions : par la création, hors des grandes métropoles, de grands complexes industriels et commerciaux, créer les conditions d'une prospérité plus égale.
— Pour les jeunes : égalité des chances par la gratuité complète des frais scolaires et une adaptation des programmes à la vie moderne. Généraliser les écoles maternelles. Faire passer à l'Etat la charge des C.E.S. et C.E.G.

Nous voulons une société plus responsable :

— Par la participation :
— aux bénéfices et à l'actionnariat ouvrier ;
— aux responsables du personnel des entreprises ;
— généraliser la mensualisation.

Nous voulons une société plus humaine :

— Pour les travailleurs : en aménageant les conditions de travail.
— Pour les artisans et commerçants : promulguer la loi d'orientation du commerce pour éviter les drames dans ce domaine.
— Pour les femmes : égalité de chance, de responsabilité et de salaire.
— Pour la famille : mieux moduler les allocations familiales, améliorer l'aide aux handicapés et au troisième âge.
— Pour tous : promouvoir le développement des moyennes et petites villes, afin d'éviter les émigrations et concentrations urbaines imprudentes. Favoriser les habitations individuelles et l'accession à la propriété. Simplifier les papiers administratifs. Donner plus d'initiative, de liberté et de moyens aux élus locaux.

C'est parce que nous avons fait au moins autant depuis 1958 qu'il est possible de croire que tout cela sera fait en 1978.

... Et pour notre circonscription.

Arrêter l'émigration en créant et développant des pôles d'emplois industriels raisonnablement disséminés.

— Pour la zone de Tinchebray créer 150 emplois en cinq ans.
— Pour la zone La Ferrière - Messei - Flers, créer 1.200 emplois en cinq ans.
— Pour la zone d'Argentan - Ecouché, créer 850 emplois en cinq ans.
— Pour la zone de Briouze - Rânes, faire un effort tout particulier pour combler le vide actuel qui gêne la cohésion de l'ensemble en créant en cinq ans 50 à 100 emplois.
— Pour la zone de Putanges, veiller à pousser ce petit pôle d'équilibre bien utile et exemplaire par son effort spontané.

Ne pas dire que c'est impossible : c'est la ligne de conduite exposée par le Premier Ministre à Provins, le 7 janvier 1973.

Ajouter à ces emplois, l'activité touristique par le tourisme actif, pêche, chasse, nautisme, cheval (selle, roulottes, carrioles), par la mise en valeur du plan d'eau de Rabodanges, des Marais de Briouze - Bellou dans le cadre du Parc Normandie - Maine, et le recensement et la commercialisation de toutes les maisons libres en campagne, susceptibles de devenir résidences secondaires.

Ne pas dire que c'est impossible, venez voir ce qui a été fait à Tessé-la-Madeleine.

Améliorer les liaisons routières, en remettant à l'Etat le soin de la 24 *bis*. Son classement départemental, du fait de la pauvreté du département, risque fort de remettre à jamais sa modernisation.

Amélioration du réseau téléphonique : l'automaticité de Flers doit être étendue à l'ensemble du réseau.

Améliorer les liaisons aériennes en poussant le projet de « La Louvetière » à Flers qui, avec Alençon, Argentan, l'Aigle, également à développer, constituerait une bonne infrastructure.

Pour la campagne : continuer la restructuration et le remembrement.

Développer l'effort si bien commencé par les Maisons familiales de formation des jeunes agriculteurs.

Chercher un meilleur agrément de vie par :

L'adduction d'eau, l'électrification, l'amélioration de l'habitat, les sorties de ferme, la rationalisation des bâtiments d'exploitation.

Et surtout, ne pas laisser se créer le vide par la fuite de la population pour garder, pas trop loin, les écoles, les médecins, les curés, les commerçants, les services divers... et même la Régie pour les acquits !!!

Pour les jeunes :

— Ne pas oublier les moyens de distraction aussi bien sportifs que culturels.
— Développer les échanges entre jeunes d'autres régions et même de l'étranger.
— A côté de la formation agricole, organiser et planifier la formation professionnelle pour que la formation donnée trouve à s'employer chez nous et non au loin.
— Veiller à équilibrer les emplois masculins et féminins pour aider à la fixation des jeunes ménages.

Enfin, traiter sérieusement la question de l'équipement hospitalier, par le recours à l'avis des médecins, des chirurgiens, des économistes et des élus municipaux plutôt que par le jeu stérile des communiqués de presse et des démonstrations de pinceaux.

Docteur Pierre NOAL
Maire de Tessé-la-Madeleine

Remplaçant éventuel :

Baptiste JEAN
Maire d'Occagnes

2e CIRCULAIRE

Le 5 mars 1973

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il y a quinze jours, je vous demandais de bien vouloir réfléchir à l'importance du destin des hommes dans la société.

Il me semble qu'aujourd'hui cela est encore plus nécessaire.

Il se confirme en effet que votre vote va déterminer le genre même de la vie qui sera la vôtre dans les années à venir.

Si c'est votre volonté de continuer à vivre dans un monde respectueux des hommes, des idées, des religions, dans un monde à la recherche de l'égalité dans la liberté, il vous faut maintenant voter utile et efficace.

Il faut faire bloc derrière ce qui a été et sera encore très longtemps le rempart des libertés : la majorité.

Certain que vous confirmerez pas vos votes votre volonté de demeurer libres, je vous prie de me croire votre très dévoué.

Docteur Pierre NOAL.

Votez majorité.

Pour le soutien au Président Pompidou.

Docteur NOAL

Maire de Tessé-la-Madeleine
Membre du Comité central de l'U.D.R.
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre avec palme et Etoile de vermeil
Réseau Alliance 1940-1945
Chef de réseau dans la Résistance
Après la guerre, chargé de mission auprès du gouvernement du général de Gaulle

PARIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

1er et 4e arrondissements.

M. Pierre-Charles KRIEG

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je ne vous apprendrai sans doute rien en vous disant, à mon tour, l'importance primordiale que revêt le scrutin du 4 mars prochain et la gravité du choix que vous allez devoir faire.

Depuis des semaines, à la télévision comme à la radio ou dans les journaux, toutes les personnalités politiques de notre pays le rappellent et le Président de la République lui-même l'a souligné avec force.

Il est vrai que ces élections auront en tout état de cause des conséquences essentielles pour l'avenir de notre pays, donc votre avenir et celui des êtres qui vous sont chers.

Un flot de propagande, souvent contradictoire, s'abat actuellement sur vous dans le but de vous suggérer (et parfois de vous imposer) une opinion ; je voudrais, pour ma part, vous aider à vous faire la vôtre.

Trois possibilités seulement peuvent se dégager au lendemain du scrutin des 4 et 11 mars :

— le succès de l'union de la gauche ;
— celui de la majorité actuelle ;
— le recours aux « Réformateurs » pour former une majorité nouvelle.

Dans le premier cas, nous ne savons que trop ce à quoi il faut nous attendre ; communistes, socialistes et radicaux de gauche nous en ayant donné au moins les prémices en publiant leur « programme commun ».

Nationalisations ruineuses préludant à la collectivisation de notre économie à plus ou moins long terme ; suppression de l'aide apportée par le Gouvernement actuel à l'enseignement libre et par voie de conséquence, étatisation de celui-ci ; retour à un régime assurant la prépondérance des Assemblées sur le pouvoir exécutif par le vote d'un contrat de législature, sont seulement quelques exemples de ce à quoi il faudrait s'attendre en premier lieu.

Mais qui ne sait que les communistes une fois au pouvoir dans un pays n'entendent plus le quitter ? Qui a oublié en France les tristes exemples de ce qui se passa (il n'y a pas si longtemps) en Tchécoslovaquie ou en Pologne ?

Pour eux l'alternance démocratique dont ils se prévalent si volontiers aujourd'hui n'existe plus à partir du moment où elle pourrait jouer à leur encontre.

Et qu'adviendrait-il de notre politique étrangère basée depuis des années sur l'indépendance vis-à-vis des blocs, quand on connaît les positions diamétralement opposées des communistes et des socialistes sur cette question essentielle ? Et la construction de l'Europe ? Que deviendra-t-elle !

Dans la seconde hypothèse, celle du succès de l'actuelle majorité, vous pouvez par contre voir immédiatement ce qu'elle implique : la continuation d'une politique économique, sociale, étrangère qui a fait ses preuves et permettra encore d'améliorer les réalisations entreprises sous l'impulsion du général de Gaulle et maintenant de Georges Pompidou.

Ce sera alors la continuté dans le progrès.

La troisième hypothèse envisagée est, elle aussi, lourde de conséquences prévisibles : si, ni l'union de la gauche, ni l'actuelle majorité n'obtiennent assez de sièges pour gouverner, il faudra avoir recours au soutien des « réformateurs »... Bien que ceux-ci s'en défendent aujourd'hui, il leur faudra alors prendre position.

Que de tractations, de marchandages, d'exigences ne verra-t-on alors poindre ?

Comment pourrait-on dans de pareilles conditions, constituer le gouvernement fort et stable dont la France a le plus grand besoin pour faire entendre sa voix parmi ses partenaires de l'Europe élargie au moment où celle-ci doit faire face aux difficultés monétaires et économiques nées de la crise du dollar ?

Ce bref résumé n'a nullement la prétention d'avoir soulevé tous les problèmes qui se posent. Encore moins d'avoir donné toutes les solutions.

Il a pour seule ambition de vous inciter à vous poser la question de l'avenir de votre pays, de votre avenir et de celui de vos enfants.

L'envisagez-vous sous le jour du collectivisme auquel aboutirait inévitablement l'expérience d'un gouvernement de gauche ? Ou sous celui d'un retour à l'impuissance d'un régime d'assemblée dont nous n'avons que trop vu les résultats néfastes ?

Ne préférez-vous pas continuer avec nous ce qui a déjà été fait depuis quinze années, l'améliorer, le consolider ?

Ne pensez-vous pas, Madame, Mademoiselle, Monsieur, que la seule solution sage aux problèmes posés se trouve là ?

En mettant votre bulletin dans l'urne, le 4 mars, oubliez un instant ce que vous souhaitiez et qui n'a pas encore été fait hier. Il ne tient qu'à vous de le voir réalisé demain.

PIERRE-CHARLES KRIEG

Avocat à la Cour
Député sortant — Conseiller de Paris
Président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Remplaçant éventuel :

ALBAN PARAYRE

Professeur de l'enseignement public

Votez pour l'Union des républicains de progrès.

Votez Pierre-Charles Krieg.

2e CIRCULAIRE

Votez Pierre-Charles Krieg.

Votre destin est en jeu...

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Pour le second tour des élections législatives, la situation est simple : arrivé largement en tête des candidats anti-marxistes de votre circonscription, je me retrouve seul en face du candidat communiste.

Dès lors le devoir de chaque électeur qui se refuse à lancer son pays dans l'aventure totalitaire du collectivisme est de voter le 11 mars contre le communiste.

Quel que soit le candidat que vous avez choisi au premier tour, vous devez maintenant réunir vos suffrages sur mon nom afin d'assurer aux 1er et 4e arrondissements de Paris la représentation nationale qu'ils ont toujours eue.

Oubliez ce qui peut nous diviser pour ne penser qu'à ce ce qui nous unit : une même idée que nous nous faisons de l'avenir de notre pays dans le respect de la liberté pour le progrès social et le développement économique.

Que vous ayez voté « majorité », « réformateur » ou pour un autre candidat, aucune de vos voix ne doit manquer dimanche prochain pour barrer la route au communisme.

Et même si vous avez voté socialiste, réfléchissez avant de prendre votre décision : les exemples de Prague et de Budapest sont là pour nous rappeler que les socialistes ont toujours été les premières victimes de la prise de pouvoir par les communistes.

Le choix est donc simple !

Dimanche prochain, votez massivement U.R.P. Toute abstention est une voix supplémentaire pour le communiste.

Assurez à la France le seul gouvernement qui, sous l'autorité du Président Georges Pompidou :

- garantisse dans le respect absolu des libertés l'avenir de notre pays par le progrès social et le développement économique ;
- permette d'améliorer la qualité de vie des Parisiens et de mener à bien le renouveau de nos quartiers ;
- en un mot, donne les moyens de travailler ensemble à votre bonheur et à celui de nos enfants.

PIERRE-CHARLES KRIEG

Remplaçant éventuel :

ALBAN PARAYRE

Votez pour l'Union des républicains de progrès.
Votez Pierre-Charles Krieg.

Dernière heure !

A plusieurs reprises et en particulier le 28 février 1973 en venant me porter la contradiction Salle de l'Epicerie, *Monsieur Galland s'est engagé à ne pas se représenter* au second tour s'il n'était pas en tête.

Il a même *pris l'engagement, publiquement* de faire savoir qu'il voterait à titre personnel pour moi si le candidat communiste se maintenait.

Or, Monsieur Galland a déposé le mardi 6 mars vers 22 heures sa candidature pour le second tour !

Mathématiquement, il permet au candidat communiste, bénéficiant des désistements socialistes et P.S.U. d'être élu le 11 mars (5219 + 5119 + 1854 = 12.192 voix).

En raison du maintien de M. Gulland, je ne devrais, en effet, outre les miennes, pouvoir compter que sur les voix du candidat A.R.I.L. se réclamant du soutien au Président Pompidou (9.913 + 1.547 = 11.450 voix).

S'ils ne veulent pas que nos arrondissements du centre de Paris soient représentés au Parlement par un élu communiste, il faut donc que les *électeurs réformateurs refusent de se prêter à cette manœuvre.*

Déjà, lors des élections municipales de 1965, une opération analogue avait permis l'élection d'une liste de « Front populaire ».

Il faut espérer que Monsieur Galland, comprenant l'erreur qu'il commet, revienne sur sa décision et se retire, conformément d'ailleurs aux consignes données par les dirigeants nationaux de son mouvement.

Mais, s'il ne le faisait pas, c'est *à vous qu'il appartient maintenant de prendre vos responsabilités* en marquant à Monsieur Galland votre réprobation et *en lui refusant vos suffrages.*

Votez pour le seul candidat qui puisse faire échec au marxisme, votez Krieg.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

2e et 3e arrondissements.

M. Jacques DOMINATI

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.
Votez Jacques Dominati.

Une majorité pour le Président

Parisiennes, Parisiens,

Nous sommes placés devant le choix entre deux sociétés :

- l'une, socialo-communiste, qui a abouti, partout, à la misère, la faillite économique et la dictature policière,
- l'autre, la nôtre, qui s'améliorera sans cesse.

Le 4 mars 1973, allons-nous « défaire » la France ou continuer à progresser sans rupture comme les grands pays voisins ?

En 1968, mes adversaires marxistes d'aujourd'hui défilaient dans nos rues derrière les drapeaux rouges et noirs de la guerre civile. Candidat de l'unité nationale, vous m'avez fait confiance.

A ma première élection, en 1967, il y avait sept élus socialo-communistes au Conseil de Paris — et rien n'était fait pour le centre de Paris.

Depuis, j'ai obtenu des crédits pour : trois foyers-logements pour les personnes âgées, une crèche, une école de filles, deux écoles maternelles, deux centres sportifs et un dispensaire.

A l'Assemblée Nationale, je suis intervenu pour les catégories socio-professionnelles atteintes par le changement : les artisans, les petits commerçants, les cadres salariés et les professions libérales. J'ai obtenu en juillet 1972, le freinage des loyers commerciaux.

A Paris, j'ai dénoncé la spéculation immobilière, lutté pour la sauvegarde des espaces verts, la propreté des rues et la tranquillité des habitants — et je continue.

J'ai défendu avec bonheur la situation des employés de nos services municipaux, des instituteurs et obtenu le maintien des professeurs d'enseignements spéciaux.

Dans le pays, j'ai dénoncé avec vigueur, notre politique inamicale à l'égard d'Israël, et la terreur antisémite en Russie soviétique. J'ai proclamé le respect des droits des Français spoliés d'Afrique du Nord.

Il fallait au centre de Paris un député écouté, libre de sa parole, et tenace dans son action. Qui contestera mes efforts et les résultats acquis ? Personne ne l'ose, même parmi mes adversaires.

Unique député sortant républicain indépendant, je souhaite surtout rester l'élu populaire de nos quartiers.

Aux nouveaux inscrits dans nos arrondissements, je demande de se renseigner sur mon action passée. Aux abstentionnistes, je lance un appel pour qu'ils participent à la défense de nos institutions face à la menace de dictature.

A toutes et à tous, ma seule personne est de continuer à lutter pour que notre pays vive dans la liberté et la justice sociale.

Votez Jacques Dominati.

JACQUES DOMINATI

Républicain indépendant
Député sortant des 2e et 3e arrondissements

Né à Ajaccio le 11 mars 1927
Journaliste au *Parisien Libéré* depuis 1954
Conseiller de Paris — Rapporteur général du personnel de la ville de Paris
Rapporteur spécial de la Commission des finances pour le développement scientifique
Vice-président national des républicains indépendants

Remplaçant éventuel :

GÉRARD LABORDE

Vice-président du Conseil de Paris

Né à Paris le 29 septembre 1919
Commerçant en textile
Engagé volontaire en 1939
Interné résistant — Forces françaises libres
Officier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance
Croix de guerre — Croix de la valeur militaire
Lieutenant-colonel de réserve de l'armée de l'Air

2e CIRCULAIRE

Tous unis pour faire face au front communiste avec Jacques Dominati.

En lui donnant dans notre circonscription un pourcentage de voix supérieur aux résultats de 1967, les électrices et les électeurs des 2e et 3e arrondissements ont témoigné des efforts réalisés par leur député.

Je les remercie chaleureusement de leur confiance renouvelée.

Désigné comme seul candidat de tous les républicains, il ne reste contre moi qu'un seul adversaire : le communiste.

• Le communisme espère l'emporter avec l'appui de l'appareil d'un parti socialiste engagé par le pacte Mitterrand-Marchais et grâce aux abstentions.

Le 4 mars dernier, chacun a pu s'exprimer selon ses préférences. Dimanche prochain, aucune voix ne doit manquer au candidat de la liberté pour faire échec au candidat communiste.

C'est pourquoi, M. Kervazo, candidat réformateur, et M. Lucien Gaillard, président du Centre démocrate (Centre de Paris), ont lancé un appel à l'union de tous les démocrates et de tous les républicains pour faire face au front communiste.

C'est au second tour que l'élection se perd ou se gagne.

S'abstenir le 11 mars prochain, c'est refuser de participer à la réconciliation de tous les démocrates et de tous les nationaux.

S'abstenir, c'est abandonner le centre de Paris aux communistes.

Tous unis, socialistes, démocrates, libéraux, nous devons faire triompher le progrès et la paix dans le respect de nos libres institutions.

Votez :

JACQUES DOMINATI

Remplaçant éventuel :

GÉRARD LABORDE

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

5e arrondissement.

M. Jean TIBERI

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

JEAN TIBERI

(Candidat d'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République).

(U.D.R. - R.I. - C.D.P.)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Fort de la confiance que vous m'avez toujours manifestée, je vous demande de me permettre de poursuivre mon action avec vous et parmi vous.

Né dans le 5e arrondissement, y ayant fait mes études, travaillant et habitant constamment au milieu de vous, mon ambition, en tant qu'élu municipal et national, est de toujours mieux apprécier vos problèmes et de vous aider à les résoudre.

Sur le plan local.

Demain comme hier, je veux être très présent parmi vous ; attentif aux situations sociales et individuelles, ouvert à chacun, animant sur le plan de l'arrondissement une équipe unie et active ; soucieux d'abord d'esprit social et de réalisations concrètes.

Je continuerai à travailler à la réalisation des équipements sociaux et collectifs indispensables dans le respect du visage historique de Paris. Le bilan de ce qui a été fait en quelques années dans le Ve arrondissement (maternelles, crèches, gymnases, foyers sociaux) m'engage à poursuivre cette action essentielle.

Sur le plan national.

Hostile aux intrigues, je reste fidèle à la ligne politique que j'ai toujours suivie, sans sectarisme mais sans hésitation. Hier derrière le Général de Gaulle, aujourd'hui avec Georges Pompidou.

Au Parlement, mon action restera tournée en priorité vers les réformes assurant les droits et la protection de la famille, la sauvegarde des libertés individuelles, l'aménagement des temps de travail dans la société urbaine.

Je crois qu'on peut agir pour élever le niveau de vie, établir plus de justice et de confiance dans les relations sociales, permettre une meilleure participation des citoyens aux décisions sans pour autant tomber dans les dangers de l'aventure et dans les risques du désordre.

Le choix des élections est clair.

Vous ne pouvez pas prendre le risque des menaces que l'alliance socialo-communiste fait peser sur notre économie et sur nos libertés.

M. Marchais le répète sur tous les tons ! Les communistes veulent au sein de la coalition avoir la première place. Le programme commun n'est que la première phase d'une tentative plus vaste, celle de la prise de pouvoir par le Parti communiste.

Face à cette menace, tous ceux qui se réclament d'une conception libérale et non totalitaire doivent refuser de prêter main-forte à cette alliance. Ils doivent renoncer aussi à disperser leurs voix sur des candidatures sans portée.

Il faut que demain le Président de la République ait derrière lui une majorité d'action et de paix civile.

C'est pourquoi pour la sauvegarde des libertés, je vous demande de me soutenir, de me rejoindre, et de m'aider.

Pour l'avenir du Ve arrondissement, je vous demande d'appuyer une action que, dans un esprit d'union nationale, je m'engage à maintenir, en priorité, sociale et proche des hommes.

Votez : Jean Tiberi.

JEAN TIBERI

38 ans
Magistrat
Conseiller de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MONIQUE TISNÉ

Docteur en médecine

2e CIRCULAIRE

JEAN TIBERI

(Candidat d'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.)

Madame, monsieur,

Votre vote du 4 mars me désigne comme le seul candidat de large union nationale face à la coalition socialo-communiste.

Dans toute la France, le scrutin du 11 mars présentera un choix entre deux types de société :

— l'un, celui que je présente devant vous, est fondé sur le maintien des libertés traditionnelles associé à la volonté de croissance économique et de progrès social ;

— l'autre, enchaînant les socialistes à un parti communiste puissant et organisé, propose un bouleversement de société sur la base de l'étatisation et de la bureaucratie, comportant les plus graves risques d'atteinte à vos libertés individuelles.

Devant ce choix, les rivalités, les querelles de personnes auxquelles, pour ma part, je me fais un devoir moral de ne jamais participer, doivent s'effacer.

Il y aura demain de nouveaux efforts à poursuivre pour une plus juste redistribution des moyens économiques, pour un style de relations sociales et humaines plus ouvert, pour l'accélération d'un vaste programme de réformes.

Mais cela, il faut le faire dans la liberté.

Dans ce cœur de Paris qui dans le passé a tant apporté aux valeurs de l'humanisme et aux principes de la liberté il faut que la victoire du candidat qui, seul défend ces principes, soit massive et symbolique.

Elle sera alors votre victoire.

Elle m'engagera à rester plus que jamais avec vous et parmi vous ouvert à tous et sans sectarisme, attentif à vos problèmes, résolu à prolonger et à intensifier mon action sociale et d'équipement dans notre Ve arrondissement.

Elle m'engagera à lutter en votre nom sur le plan national pour une France libérale et pacifique, pour une société plus juste et plus humaine.

Votez : Jean Tiberi.

JEAN TIBERI

38 ans
Magistrat
Conseiller de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MONIQUE TISNÉ

Docteur en médecine

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

6e arrondissement.

M. Pierre BAS

(Candidat U.D.R.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

PIERRE BAS

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
U.D.R. Union des Démocrates pour la Ve République - R.I. Républicains Indépendants
C.D.P. Centre Démocratie et Progrès - Union du Centre

Georges Pompidou, Président de la République vient de vous dire :

« Depuis quinze ans, la France vit une grande aventure. Grâce à la continuité, enfin conquise ,pour la première fois, la France a décollé de la base de lancement et elle doit pouvoir monter toujours plus haut, toujours plus loin.

« En vérité, s'il veut bien persévérer, je vous prédis que notre pays aura de plus en plus dans le monde, une place et une influence grandes et dignes de ce que nous sommes ; et que nos enfants connaîtront, dans une société libre, dans une société humaine, dans une société juste, une qualité de vie dont personne n'aurait osé rêver il y a vingt ans. »

— Pour le maintien des institutions républicaines.

— Pour la sauvegarde de nos libertés.

— Pour accélérer l'élévation de notre niveau de vie.

— Pour permettre l'épanouissement personnel de chaque Français, poursuivons notre œuvre commune.

Votons pour : Pierre Bas.

Dernières réunions de Pierre Bas :

Mercredi 28 février à 21 heures, 44, rue de Rennes (face à l'église Saint-Germain-des-Prés).

Vendredi 2 mars à 21 heures, 12, rue Saint-Benoît.

Chers amis,

Il y a cinq ans, tandis que flambaient les voitures et que les édifices publics étaient occupés, des cortèges hérissés de drapeaux rouges et de drapeaux noirs montaient à l'assaut de la République.

Le 30 mai 1968, de la Concorde à l'Etoile, le 23 juin 1968, par votre bulletin de vote, vous leur avez barré la route.

Ce sont ceux qui défilaient le poing levé, les organisateurs de la grève générale, les politiciens au rancart, qui aujourd'hui se font tout miel et tout sourire.

Vous ne serez pas dupes de leurs palinodies. Ils multiplient les promesses. Elles ne leur coûtent rien. Elles n'ont aucune valeur, parce que leurs auteurs, s'ils gagnaient, ne se remettraient jamais en cause devant vous, et parce que nulle part, l'alliance socialo-communiste n'a un bilan positif, dans le triple domaine des libertés, de la croissance du niveau de vie, de l'épanouissement de l'homme, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, Cuba, la Guinée, le Chili, le prouvent avec évidence. Si, demain, MM. Marchais et Mitterrand gagnaient, c'en serait fini pour nous tous de la joie de vivre. Nous connaîtrions la ruine, la pénurie et la dictature totalitaire.

Qui peut faire face ?

Certainement pas les réformateurs, qui n'avaient que 6 sièges à l'Assemblée Nationale — ils sont hors d'état d'en gagner 240 —. Donc, ils aspirent au mieux à jouer un rôle de groupe charnière entre les socialo-communistes et la majorité.

Ce n'est pas sérieux. Appuyez-vous sur ce qui est solide.

Vous ne vous déjugerez pas. Vous confirmerez tout ce que vous avez construit avec tant d'efforts depuis quinze ans, qui est votre œuvre et votre propriété : institutions solides, paix avec le monde entier, indépendance nationale, construction de l'Europe, aide au tiers monde, monnaie saine, expansion économique, croissance du niveau de vie. Des ombres demeurent, comme dans toute œuvre humaine, et il faut les effacer. C'est ainsi que j'ai défendu et continuerai à défendre, plus spécialement au Parlement, les catégories qui se font le moins entendre : personnes âgées, retraités, rentiers viagers, infirmes, enfants handicapés, mal-logés, isolés, femmes seules, familles nombreuses, petits salariés, artisans, petits commerçants, migrants, travailleurs et cadres sans emplois. Je demeurerai au service de tous, sans aucune distinction, ni exclusive partisane.

En 1968, je vous promettais de multiplier les efforts pour obtenir un élargissement de la majorité. C'est dire ma joie d'avoir vu la presque totalité des députés centristes, derrière MM. Duhamel, Pleven et Fontanet, s'unir à nous en 1969 et depuis œuvrer loyalement et efficacement avec nous, au service de l'intérêt général. Gaulliste, j'ai leur investiture et celle des Républicains indépendants.

Nous sommes les seuls à venir devant vous avec un bilan de réalisations concrètes dans tous les domaines. Regardez sous votre toit, si en quinze ans votre niveau de vie a changé. Regardez autour de vous, le réseau express régional (R.E.R.), le périphérique, les autoroutes, les grandes facultés nouvelles, les équipements de tous ordres.

Misez sur ceux qui en quinze ans ont fait de la France le pays le plus moderne d'Europe, un pays où la croissance est deux fois plus rapide que celle de la Grande-Bretagne, trois fois plus rapide que celle des Etats-Unis. De 1959 à 1972, le niveau de vie a doublé. Grâce à nous, si vous nous maintenez votre confiance, il croîtra encore. Vous en bénéficierez pleinement, pour vous et pour vos enfants. Les réussites récentes sont garantes des réussites à venir.

Les électrices et les électeurs du 6e arrondissement voteront le 4 mars pour une cité libre, généreuse et fraternelle.

Votez pour la paix, le progrès, la sécurité, la liberté.
Votez pour Pierre Bas.

Pierre Bas reçoit à la mairie du VIe le lundi de 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous.

Pour vivre au rythme du VIe appelez 24 heures sur 24 le 325-22-64.

Attention ! dans le VIe, 9 candidats des opposition, 1 seul candidat de la majorité : Pierre Bas.

Méfiez-vous : sont des opposants même ceux qui, pour vous tromper, se camouflent sous des titres proches des nôtres, que nulle organisation de la majorité ne leur a conférés, mais qui espèrent ainsi disperser nos voix. N'égarez pas votre voix sur une candidature de dispersion et sans avenir.

Votez pour Pierre Bas.

PIERRE BAS

Conseiller référendaire à la Cour des comptes
47 ans, marié, 4 enfants
Licencié en droit, licencié ès lettres
Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer
Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, Président de la République de janvier 1959 à novembre 1962.
Conseiller de Paris
Président de la Commission des comptes de l'Assemblée Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RAYMOND DOHET

Avocat à la Cour
Croix de la valeur militaire
Chevalier de l'Ordre national du mérite
41 ans, marié, 3 enfants
Conseiller de Paris

2e *CIRCULAIRE*

PIERRE BAS

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
U.D.R. Union des Démocrates pour la Ve République - R.I. Républicains Indépendants
C.D.P. Centre Démocratie et Progrès - Union du Centre

Merci au VIe. Merci de tout cœur aux 10.845 électrices et électeurs du VIe qui m'ont placé largement en tête des dix candidats de notre circonscription, me désignant comme le rassembleur au deuxième tour.

Car l'heure est à l'union.

Des divisions factices, des querelles de personnes entre hommes qui, au fond, sont d'accord sur l'essentiel, peuvent porter au pays un coup fatal : dans certaines circonscriptions, le maintien de candidats réformateurs risque de faire passer des élus communistes ou inféodés au communisme.

Dans notre VIe, qui a toujours fait preuve de lucidité politique, donnons l'exemple de ce que peut l'esprit de concorde et d'union.

Unissons-nous autour du Président de la République Georges Pompidou.

Répondons à son appel !

Donnons-lui les moyens de poursuivre notre œuvre commune.

Vous voterez pour Pierre Bas.

Dernière réunion de Pierre Bas, vendredi 9 mars à 21 heures, 85, boulevard Raspail.

Rassemblons-nous sur l'essentiel.

— La sauvegarde de nos libertés.
— Le maintien de la paix.
— La poursuite du progrès économique et social.

— L'élévation du niveau de vie de tous.
— L'épanouissement personnel de tous les membres de notre Communauté nationale.

Sur ces droits, ces libertés, ces espérances plane une menace : celle du totalitarisme. Il a un nom : le communisme. Partout il fait miroiter des avantages, il avance des promesses : s'il triomphe, il se révèle impitoyable, oppresseur, et de surcroît incapable d'assurer aux hommes un minimum de bien-être. Le parti socialiste assume la responsabilité redoutable de favoriser cette entreprise, en lui donnant sa caution.

Contre ce danger, un rempart illusoire : le mouvement réformateur, dont les dirigeants, quand ils étaient au pouvoir, n'ont jamais rien réformé. Je vous avais annoncé que cette organisation allait à l'échec : sur 490 circonscriptions, ses candidats sont en tête dans 16 seulement, en deuxième position favorable dans 9 autres. C'est dire que, même s'ils l'emportent partout, ils n'auront pas les 30 élus nécessaire pour former un groupe à l'Assemblée Nationale. Alors, que feront-ils ? isolés, impuissants par eux-mêmes, qui appuieront-ils ? les socialo-communistes ? la majorité du Président de la République ?

Ne prenez pas le risque, dans notre arrondissement qui a toujours rejeté les totalitarismes, d'avoir un élu qui puisse être conduit à mêler ses bulletins à ceux du communisme, et laisser s'installer l'irréparable.

Nous ne sommes pas mûrs pour le « Voyage sans retour » du communisme, dont la menace demeure.

Nous lui opposerons notre espérance, car nous sommes déterminés à apporter à notre pays une vie nouvelle, plus heureuse, plus fraternelle.

Cette tâche immense, nous l'avons commencée avec vous.

C'est grâce à votre confiance, à votre travail, à votre effort que tant de progrès ont déjà été réalisés.

Demain avec vous, nous ferons mieux encore

Le second tour va décider du sort de la France.

Si vous me renouvelez votre confiance, comme le scrutin du 4 mars me permet de l'espérer, je resterai, comme par le passé, attentif à vos besoins et ouvert à vos suggestions, dans la recherche du bien commun.

Pierre Bas au service de tous.

Pierre Bas reçoit à la mairie du VI[e] le lundi de 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous.

Pour vivre au rythme du VI[e] appelez 24 heures sur 24 le 325-22-64.

PIERRE BAS

Conseiller référendaire à la Cour des comptes
47 ans, marié, 4 enfants
Licencié en droit, licencié ès lettres
Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer
Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, Président de la République de janvier 1959 à novembre 1962
Conseiller de Paris
Président de la Commission des comptes de l'Assemblée Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RAYMOND DOHET

Avocat à la Cour
Croix de la valeur militaire
Chevalier de l'Ordre national du mérite
41 ans, marié, 3 enfants
Conseiller de Paris

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

7e arrondissement.

M. Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT

(Candidat d'Union pour le soutien au Président de la République)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Parisiennes, Parisiens,

Le programme commun de la gauche unie, supprimant nos libertés, celle de l'information, celle de l'enseignement, et permettant la nationalisation de toutes les entreprises, fait courir à la France un risque grave.

Les expériences du passé et de l'étranger nous permettent d'affirmer qu'il conduirait à la faillite de l'Etat, à la ruine des épargnants et au chômage.

Le redressement de notre économie depuis 1969, au lendemain des désordres gauchistes, nous invite à être plus exigeants sur le plan de la justice sociale :

Il faut briser la spéculation immobilière, qui chasse les faibles de Paris.

Nous devons indemniser les rapatriés d'Algérie, successivement trompés, humiliés, ruinés.

Le pouvoir d'achat de nos vieillards doit être augmenté ; les étudiants doivent trouver les débouchés nécessaires et le problème du chômage des travailleurs âgés peut et doit être résolu.

L'artisanat, le petit et moyen commerce doivent être protégés contre la concurrence privilégiée des grandes surfaces et libérés de trop de contraintes administratives.

Il faut une Europe structurée avec un parlement élu au suffrage universel pour défendre notre indépendance face aux géants qui dominent le monde.

L'Etat moderne doit orienter les grandes activités nationales, assurer la promotion sociale et les conditions d'une juste concurrence contre les monopoles de fait, mais il doit encourager la recherche, l'initiative individuelle et l'effort.

L'indépendance des professions libérales est la condition de leur existence et de leur efficacité.

Nous sommes pour la participation :

Les cadres et les travailleurs doivent participer aux travaux des conseils d'administration des entreprises avec commission de concertation pour les cadres.

L'information et la consultation des citoyens doivent être structurées à tous les niveaux (arrondissement, cité, régions, Etat).

Paris doit bénéficier d'un statut démocratique qui permettra enfin de la soustraire au vandalisme de puissances anonymes.

Sur le VIIe, nous veillerons à l'application stricte du plan de sauvegarde, récemment décidé sur notre initiative, mais c'est sur l'arrondissement tout entier que nous voulons permettre aux habitants de se maintenir, sauvegardant ainsi le caractère et la diversité sociale de tous nos quartiers.

Le scandale de l'inutilisation de la gare d'Orsay doit cesser.

Il faut multiplier les foyers-logement pour personnes âgées et les crèches, sur notre arrondissement.

C'est sous le signe de la tolérance et de la réconciliation entre les Français que nous nous présentons à vos suffrages.

Assez de sectarisme au Parlement et dans la Cité !

Sur le plan national, nous nous félicitons de l'acceptation par le Président Pinay du poste de Défenseur des citoyens.

Sur notre VII[e] arrondissement, nous nous efforcerons, demain comme hier, de sauvegarder l'union nécessaire des esprits et des cœurs.

FREDERIC-DUPONT

Conseiller de Paris
Président de la Commission des plans et programmes au District de la région parisienne
Ancien Ministre
Ancien Président du Conseil municipal de Paris
Ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Avocat à la Cour — Docteur en droit
Ancien Secrétaire de la Conférence des avocats
Lauréat de l'Ecole des sciences politiques
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

HENRI-DOMINIQUE MAGNIN

Docteur en droit — économie politique
Docteur en droit public
Cadre
37 ans — Père de quatre enfants
Habitant du VII[e] arrondissement
Grièvement blessé en 1962 pendant la guerre d'Algérie

Fédération nationale des républicains indépendants
Candidats d'Union pour le soutien au Président de la République

---

2[e] CIRCULAIRE

Parisiennes, Parisiens,

C'est sous le signe de la tolérance et de la réconciliation entre les Français que nous nous sommes présentés à vos suffrages.

Au terme d'une campagne, où tous les partis sans exception ont eu une attitude particulièrement courtoise, vous avez répondu massivement à notre appel.

Malgré le nombre des listes, le dynamisme et le talent de nos adversaires, vous nous avez accordé plus de 40 % des suffrages.

C'est sous le même signe que nous nous présentons aujourd'hui devant vous.

Par une majorité massive, vous demanderez dimanche prochain plus de justice sociale dans une France prospère.

Vous voterez pour la défense des droits des Parisiens et la sauvegarde de notre VII[e] arrondissement.

FREDERIC-DUPONT

Remplaçant éventuel :

HENRI-DOMINIQUE MAGNIN

Fédération nationale des Républicains indépendants
Candidats d'Union pour le soutien au Président de la République

---

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

8e arrondissement.

M. Maurice COUVE de MURVILLE

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le VIIe arrondissement m'a élu au premier tour en 1968.

Je m'y présente à nouveau avec l'investiture des républicains de progrès, c'est-à-dire de la majorité (U.D.R., R.I., C.D.P.).

Nous voulons que la France continue à bénéficier de l'ordre, de la stabilité politique, de l'expansion et du progrès.

Il faut une majorité parlementaire solide et cohérente pour :

- appuyer l'action du Président de la République ;
- soutenir et contrôler le Gouvernement.

Avec quels objectifs ?

- Maintenir nos *institutions* qui ont fait leur preuve.
- Pour suivre *l'expansion économique,* condition de l'élévation continue du niveau de vie ; le faire dans la liberté en réagissant contre les interventions administratives abusives et en luttant, comme on l'a commencé, contre l'inflation génératrice des hausses de prix.
- Accélérer le *progrès social* dans la concertation de tous, en pensant d'abord à ceux qui ne bénéficient pas de l'expansion, personnes âgées, familles et enfants, travailleurs indépendants, etc.
- *En politique extérieure* poursuivre en particulier l'effort entrepris depuis quinze ans pour une Europe unie, prospère et indépendante.

Nous voulons que la France reste un pays où l'on soit fier d'être Français.

Voilà à quoi j'entends travailler avec Marcel Normand, avocat à la Cour, R.I., qui a accepté de m'apporter son concours, si vous nous donnez votre confiance.

Union des républicains de progrès

MAURICE COUVE de MURVILLE

Ancien Premier Ministre

Remplaçant éventuel :

MARCEL NORMAND

Avocat à la Cour

2e CIRCULAIRE

Au premier tour de scrutin, le 4 mars, le VIIIe arrondissement m'a placé en tête de tous les candidats.

Merci à tous ceux et à toutes celles qui m'ont ainsi manifesté leur confiance.

Le choix est maintenant simple et clair.

Face à la poussée de la gauche dans le pays, il s'agit pour le VIIIe d'aider à former une large majorité nationale pouvant seule permettre au Président de la République de constituer un Gouvernement solide et d'assurer l'ordre public et la liberté des citoyens. Les lendemains des élections risquent d'être difficiles ; nous en sommes déjà prévenus par M. Séguy.

C'est cela ou le retour à la IVe République : absence de majorité réelle, combinaisons entre les partis, gouvernement faible et divisé. Tel est le vrai « changement dans le calme » qui nous est annoncé. Nous pensions que la France en était guérie pour toujours.

Voilà ce que l'on vous propose au nom des réformateurs que dirigent MM. Lecanuet et Servan-Schreiber. Les belles déclarations ne changent rien au fait que l'on veut affaiblir le Président de la République et lui faire accepter un régime où les partis politiques feraient la loi, à commencer par les petits partis charnières.

Voilà ce que nous ne voulons pas, Marcel Normand et moi. Nous ne voulons pas non plus d'équivoque. Notre candidature n'en présente aucune, à la différence de celle de notre adversaire. Le candidat réformateur est aujourd'hui dans l'opposition la plus véhémente ; nul ne peut dire si demain, élu au Parlement, il ne changerait pas de position. Alors qu'en penseraient ceux qui auraient voté pour lui ?

Quant au VIIIe arrondissement, il lui faut un député qui puisse le représenter avec autorité, donc avec efficacité. Il s'agit de faire entendre sa voix partout, et s'il le faut au plus haut niveau.

C'est une autre raison pour moi d'en appeler à toutes celles et à tous ceux qui, en 1968, au sortir d'une crise dramatique, m'ont accordé leur confiance.

Aujourd'hui la France n'est à l'abri ni d'une secousse économique, ni d'une crise politique.

Je suis sûr que les électeurs du VIIIe en ont conscience.

Union des républicains de progrès

MAURICE COUVE de MURVILLE

Ancien Premier Ministre

Remplaçant éventuel :

MARCEL NORMAND

Avocat à la Cour

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

9e arrondissement.

M. Gabriel KASPEREIT

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

A plusieurs reprises vous m'avez accordé votre confiance et c'est ainsi que depuis plusieurs années j'ai l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Je vous demande de me confirmer cette confiance le 4 mars prochain.

Nous devons poursuivre la tâche entreprise en commun, sauver nos libertés menacées par les socialo-communistes, transformer encore notre pays pour faire une France moderne, indépendante, humaine, en bref bâtir une nouvelle société.

Ensemble, nous refuserons la coalition dominée par le poids du parti communiste qui a enfin réussi à lier les socialistes dans un programme démagogique, irréaliste, dangereux. Ce qu'on nous propose, c'est dans un premier temps une société de contrainte. Ensuite, c'est le totalitarisme, la dictature, la perte de nos libertés.

Ensemble, nous refuserons les soi-disants réformateurs. Ils sont en retard d'un quart de siècle. Nous ne sommes plus en 1948 : la guerre froide est terminée, la politique des blocs a vécu, les communistes sont sortis de leur isolement. Ils veulent revenir au jeu de bascule, au chantage, à l'instabilité qui ont mené le régime précédent à sa perte. Ils n'ont de programme que d'être opposants. En réalité les « réformateurs » nous conduiraient en peu de temps au triomphe de la coalition marxiste.

Ensemble, nous avons transformé le IXe, en donnant à cet arrondissement du siècle dernier les moyens de vivre à notre époque : en dix ans nous avons réalisé plus qu'il n'avait été fait depuis le IIe Empire. Nous avons construit des crèches, des écoles maternelles, bibliothèques, discothèque, piscines et équipements sportifs, conservatoire, résidence et clubs pour les personnes âgées, salle des fêtes, etc.

Ensemble, nous construirons encore de nouveaux équipements collectifs qui rendront la vie plus agréable dans cet arrondissement central de Paris.

Ensemble, nous avons transformé la France et la condition des Français. Avec le général de Gaulle, nous avons ramené la paix, rétabli notre économie et nos finances. Nous avons fait de notre pays une nation industrielle moderne. Grâce à ce progrès économique, nos réalisations sociales sont sans précédent : c'est toute la politique en faveur des déshérités, des personnes âgées, la mensualisation, l'intéressement, les efforts pour les jeunes, les lois en faveur des femmes, la formation permanente, et aussi l'accroissement considérable du niveau de vie.

Ensemble, nous ferons que la France reste indépendante, respectée et surtout que nous conservions nos libertés de vivre, de penser, d'agir, de nous exprimer ou de nous déplacer.

Contre la dictature des communistes et de leurs alliés socialistes.

Pour bâtir une nouvelle société.

Pour une France moderne, indépendante et humaine.

Pour sauver nos libertés.

Le 4 mars donnez au Président de la République une majorité pour la France.
Ne dispersez pas vos voix, votez utile.
Votez pour l'Union des républicains de progrès.

Dès le premier tour votez Gabriel Kaspereit.

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
(U.D.R. - R.I. - C.D.P.)

GABRIEL KASPEREIT

53 ans — Marié — 3 enfants
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 — Médaille de la Résistance
Elu député en 1968
Secrétaire d'Etat à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat en 1969
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

RAYMOND COLIBEAU

55 ans — Marié — 1 enfant
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Officier des Palmes académiques
Ingénieur T.P.
Proclamé député en 1969
Conseiller de Paris

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Je remercie tous ceux qui m'ont renouvelé leur confiance en m'apportant près de 40 % des suffrages au premier tour.

A toutes et à tous, je dis que je continuerai à travailler pour que la vie soit chaque jour meilleure dans le IXe arrondissement.

Mais le dimanche 11 mars, c'est le sort de la France qui est en jeu.

Pour sauver nos libertés et le libre choix de notre genre de vie, il faut repousser la coalition marxiste des socialo-communistes. N'oubliez pas qu'elle a réuni plus de 32 % des voix dans le IXe arrondissement. Ecartant la politique de division du réformateur sans programme, c'est un devoir pour tous de faire l'union.

Il faut aussi construire une France plus moderne et plus humaine.

Il faut instaurer plus de justice pour les plus déshérités, pour les plus faibles, qu'il s'agisse des personnes âgées, des jeunes ou des femmes qui doivent avoir les mêmes droits que les hommes.

Il faut une plus grande égalité des chances pour que chacun ait la possibilité de corriger les inégalités qui peuvent apparaître à la naissance ou au démarrage dans la vie.

Il faut plus de participation de chacun à la vie économique, sociale, politique.

Dimanche 11 mars :

Apportez votre participation à la sauvegarde de nos libertés.
Soutenez le seul candidat d'union nationale.
Ne vous abstenez pas.
Votez Gabriel Kaspereit.

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
(U.D.R. - R.I. - C.D.P.)

GABRIEL KASPEREIT

53 ans — Marié — 3 enfants
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 — Médaille de la Résistance
Elu député en 1968
Secrétaire d'Etat à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat en 1969
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

RAYMOND COLIBEAU

55 ans — Marié — 1 enfant
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Officier des Palmes académiques
Ingénieur T.P.
Proclamé député en 1969
Conseiller de Paris

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

10e arrondissement.

M. Claude-Gérard MARCUS

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs et électrices du Xe arrondissement,

Après m'avoir chargé de vous représenter au Conseil de Paris en 1965, vous m'avez, en juin 1968, envoyer siéger à l'Assemblée Nationale. En mars 1971 vous m'avez de nouveau manifesté votre confiance en renouvelant mon mandat au Conseil de Paris.

Je vous demande de me confirmer encore cette confiance le 4 mars prochain.

Conformément au mandat que vous m'avez confié, j'ai apporté mon soutien au général de Gaulle, puis au Président Pompidou et à leurs gouvernements. Je l'ai fait en toute indépendance et en toute liberté d'esprit, approuvant lorsqu'il le fallait, mais n'hésitant pas à critiquer lorsque cela me paraissait souhaitable.

• *Sur le plan national.*

Le bilan des cinq dernières années est particulièrement positif. Il l'est pour le rôle de la France dans le monde. Il l'est dans le domaine économique où notre pays est devenu une grande puissance industrielle qui sera, dès 1985, selon les observateurs étrangers, la plus grande puissance économique occidentale après les Etats-Unis et le Japon, à condition que la politique actuelle soit poursuivie.

Il est positif dans le domaine social où de très importantes réformes ont été promues sous l'impulsion de Maurice Couve de Murville, de Jacques Chaban-Delmas puis de Pierre Messmer, et où des mesures de justice ont été prises en faveur des plus défavorisés : personnes âgées, orphelins, handicapés, etc.

Il est positif dans le domaine législatif. Parmi les quelque cinq cents lois que j'ai votées, beaucoup bouleversent le régime juridique antérieur : réforme des régimes matrimoniaux, droits des femmes, protection contre la drogue, etc.

• *Sur le plan du X^e^*

Aidé par mon suppléant Léon Cros et par les conseillers du secteur, j'ai poursuivi mon travail en faveur des équipements collectifs et sociaux de notre arrondissement.

Certains sont déjà réalisés : maison des jeunes de la rue de Château-Landon ; mini-club pour jeunes et personnes âgées rue des Ecluses-Saint-Martin ; classes nouvelles au C.E.G. de la rue Martel ; école maternelle, rue de Paradis ; modernisation du Lycée Colbert ; reconstruction de l'hôpital Saint-Lazare ; création d'un hôpital de jour, rue d'Hauteville ; modernisation de la mairie ; agrandissement du square Alban-Satragne, création d'un grand parking.

D'autres réalisations sont en cours, ou sont financées : H.L.M. de l'avenue Claude-Vellefaux ; ensemble sportif et socio-culturel de la rue de Lancry ; école maternelle, rue Lancry également : construction d'un foyer-logement et d'un club pour personnes âgées au faubourg du Temple ; aménagement de l'Hôtel de Gouthières pour l'installation du Conservatoire et du Bureau d'aide sociale.

D'autres réalisations sont programmées : modernisation du marché Saint-Quentin, qui comprendra en outre une crèche, une salle de sports et un grand hôtel ; ensemble Villette-Villefaux (avec deux crèches, un foyer-club et restaurant pour personnes âgées, une bibliothèque-discothèque) ; création d'un espace vert sur une partie de l'ancien hôpital militaire Villemin ; constitution de la zone d'aménagement concerté Jemmapes-Grange-aux-Belles (logements, commerces, équipements socio-culturels).

• *Demain*

Dans le X^e^ comme dans le pays tout entier, il s'agira d'aller encore plus loin dans la voie d'une France plus juste, plus libre, plus humaine. Pour cela, l'Union des républicains de progrès propose un programme clair de réformes réalisables, sans crises, sans désordre, sans impôts nouveaux.

Face à une Union de la gauche qui promet tout, tout de suite, et à tout le monde, mais qui, par sa démagogie effrénée, risque de jeter la France dans une crise économique sans précédent mais non sans exemples à l'étranger (au Chili en particulier où l'Union de la gauche chilienne a ruiné le pays) menaçant nos institutions et nos libertés, l'Union des Républicains de Progrès rassemble les mouvements qui soutiennent l'action du Président Pompidou : Union des Démocrates pour la V^e^ République, Républicains indépendants, Centre Démocratie et Progrès.

Elle m'a désigné pour être, dans le X^e^, le candidat unique de la majorité.

Contre le communisme et ses alliés.

Pour bâtir une nouvelle société.

Pour une France moderne, indépendante et humaine.

Pour sauver nos libertés.

Le 4 mars donnez au Président Pompidou une majorité pour la France.
Ne dispersez pas vos voix, votez utile.
Votez pour l'Union des républicains de progrès.
Dès le premier tour votez Claude-Gérard Marcus.

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
(U.D.R. - R.I. - C.D.P.)

CLAUDE-GÉRARD MARCUS

39 ans — Diplômé de l'Institut d'études politiques — Expert en tableaux
Licencié en droit — Diplômé de l'Ecole du Louvre
Conseiller de Paris
Rapporteur du budget de l'Assistance publique
Vice-président de la Commission des affaires étrangères
Vice-président du groupe parlementaire France-Israël
Membre de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord
Député sortant

Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

LÉON CROS

62 ans — Marié
Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce
Administrateur de biens
Maire honoraire du X^e^
Conseiller de Paris
Vice-président du Conseil de Paris
Président de la Commission de l'aide à l'enfance

2^e^ CIRCULAIRE

Electrices et électeurs du X^e^ arrondissement,

Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui — malgré le nombre élevé des candidatures — m'ont témoigné leur confiance en me portant très largement en tête des candidats, avec 15.095 voix.

Je prends acte de la volonté de renouveau politique et de la plus grande justice sociale manifestée par une large partie du corps électoral.

Le 11 mars, dans le X^e^ arrondissement, compte tenu des chiffres du premier tour, le résultat sera simple : ou bien je l'emporterai, ou bien les vainqueurs seront les communistes.

Investi par les trois formations de la majorité, soutenu par deux organisations socialistes qui refusent de se soumettre au Parti communiste : le Mouvement pour le socialisme par la participation et « Présence socialiste », je veux être le candidat de l'union de tous les patriotes, de tous les libéraux, de tous les républicains et de tous les démocrates face à la menace communiste.

Au-delà de divergences normales, il y a entre toutes nos familles politiques un commun attachement à la liberté.

A ceux qui ont voté socialiste et pour qui le socialisme est synonyme de générosité et de liberté et non d'asservissement, je rappelle que l'histoire récente de l'Europe a montré clairement ce que les communistes réservent aux socialistes lorsqu'ils prennent le pouvoir.

La France ne veut pas être communiste.

Le 11 mars, faites l'union pour la liberté, barrez la route au Parti communiste.

Votez Claude-Gérard Marcus.

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
(U.D.R. - R.I. - C.D.P.)

CLAUDE-GÉRARD MARCUS

39 ans — Diplômé de l'Institut d'études politiques — Expert en tableaux
Licencié en droit — Diplômé de l'Ecole du Louvre
Conseiller de Paris
Rapporteur du budget de l'Assistance publique
Vice-président de la Commission des affaires étrangères
Vice-président du groupe parlementaire France-Israël
Membre de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord
Député sortant

Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

LÉON CROS

62 ans — Marié
Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce
Administrateur de biens
Maire honoraire du X^e
Conseiller de Paris
Vice-président du Conseil de Paris
Président de la Commission de l'aide à l'enfance

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

11^e arrondissement (partie) : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.

M. André FANTON

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1^re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Vous nous connaissez. Depuis 1958, vous nous avez fait l'honneur de nous choisir pour vous représenter.

Vous connaissez notre action sur le plan local comme sur le plan national.

Aujourd'hui de quoi s'agit-il ?

Un danger nous menace tous : le parti communiste, après avoir imposé aux dirigeants socialistes et à quelques radicaux un programme dit de gouvernement, ne dissimule plus ses ambitions : il veut accéder au pouvoir.

Chacune et chacun d'entre vous sait ce que cela signifie :

C'est la fin de notre indépendance, c'est la fin de nos libertés, c'est l'arrêt de l'expansion économique, donc la fin du progrès social.

La majorité qui regroupe l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocratie et progrès s'est rassemblée au sein de l'Union des républicains de progrès.

Seule la majorité peut s'opposer efficacement à ce danger.

Une nouvelle fois nous vous demandons donc votre confiance pour garantir l'avenir, votre avenir.

Pour y parvenir, il faut :

- maintenir les institutions ;
- poursuivre et amplifier le développement économique ;
- assurer et développer le progrès social ;
- sauvegarder l'indépendance et garantir la paix ;
- construire une Europe indépendante ;
- défendre les libertés, toutes les libertés.

En 1969, vous avez librement choisi Georges Pompidou comme Président de la République.

Vous avez ainsi choisi une orientation pour la France et des objectifs pour son action.

Il faut que, demain comme hier, existe une majorité pour le Président.

Il faut que, demain comme hier, existe une majorité pour la France, pour la justice et pour la liberté.

Pour soutenir l'action du Président de la République, choisissez l'Union des républicains de progrès.

Votez pour le seul candidat de la majorité.

Votez André Fanton.

ANDRÉ FANTON

Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

MICHEL MARQUET

Député sortant

2e CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Merci aux 9.352 d'entre vous qui nous ont, une nouvelle fois, accordé leur confiance.

Vous nous avez ainsi placés en tête de tous les candidats.

Mais la partie n'est pas gagnée.

Le danger totalitaire, ici comme dans beaucoup de circonscriptions de France, reste menaçant :

Grâce à l'accord passé avec le Parti socialiste et les radicaux de gauche, le candidat communiste risque de l'emporter si tous ceux qui refusent l'aventure et qui sont soucieux de défendre la liberté, la justice et le progrès ne font pas l'union.

Par votre vote, vous nous avez désignés pour mener le combat au deuxième tour contre le Parti communiste.

Que toutes celles et tous ceux qui ont manifesté leur volonté de poursuivre l'œuvre entreprise en soutenant l'action du Président de la République se mobilisent pour assurer la victoire.

Que celles et ceux qui, en votant pour le candidat de la gauche radicale et socialiste, ont voulu montrer leur désir d'accélérer le progrès, sans pour cela manifester une volonté de bouleverser la société, nous rejoignent, car nous sommes le progrès et la justice.

Que celles et ceux qui ont donné leur voix au candidat réformateur ou aux autres candidats sachent que nous restons les meilleurs défenseurs des libertés sans lesquelles aucun réel progrès n'est possible.

Socialistes, libéraux, centristes, démocrates, républicains, tous vous avez le devoir de faire barrage au Parti communiste.

Ne vous abstenez pas.

Dimanche 11 mars chaque voix comptera.

Avec Georges Pompidou :

- Pour sauver la liberté.
- Pour préserver la justice.
- Pour assurer le développement économique et le progrès social.

Votez André Fanton.

ANDRÉ FANTON

Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

MICHEL MARQUET

Député sortant

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

11e arrondissement (partie) : Roquette, Sainte-Marguerite.

M. Jacques CHAMBAZ

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Vous pouvez, en votant communiste, faire triompher le programme commun, changer votre vie, vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables des difficultés que vous mesurez aujourd'hui.

Une toute petite minorité accapare et gaspille les richesses du pays ; elle méprise les besoins des hommes et des femmes ; elle réduit les libertés démocratiques, met en cause l'indépendance nationale.

C'est une politique qu'ont appliquée U.D.R.-Indépendants-Centristes. Ils veulent vous faire croire aujourd'hui que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cet immense gâchis, que vous devez pour toujours subir leur domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique. Il a le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, qu'il veut une autre politique pour la France.

Votez Jacques Chambaz.

En votant communiste, vous voterez pour le programme commun de gouvernement, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche relèvera immédiatement les salaires et en fixera le minimum à mille francs. Il abaissera immédiatement l'âge de la retraite, réduira la durée du travail, assurera une retraite digne aux personnes âgées, l'allègement de la fiscalité, la construction massive de logements sociaux, si nécessaire dans nos quartiers Roquette-Sainte-Marguerite.

Le financement de chacune des mesures a été étudié avec sérieux. Elles sont nécessaires et possibles. Leur application suppose le respect et l'essor des libertés démocratiques qui vous permettront de participer à leur mise en œuvre à tous les niveaux dans tous les domaines.

C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications, de vos droits et de vos libertés, ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche, en faveur du programme commun.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toutes mes forces à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

Les communistes n'ont jamais été éclaboussés par aucun scandale. En votant pour le candidat du Parti communiste français, vous avez la meilleure garantie que les engagements seront tenus.

Dans notre circonscription où les forces démocratiques sont puissantes, vous créerez ainsi, dès le premier tour, les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste, pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

JACQUES CHAMBAZ

48 ans — Père de 3 enfants
Professeur agrégé
Ancien député de votre circonscription
Responsable national du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

MAURICE BERLEMONT

58 ans — Employé de banque
Ancien combattant 1939-1945
Médaille de la Résistance
Conseiller de Paris

2e CIRCULAIRE

JACQUES CHAMBAZ

Candidat d'Union de la gauche
présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche

Dans notre circonscription, Jacques Chambaz est désormais le candidat d'union de la gauche et du rassemblement de tous les démocrates. Dans la dixième circonscription, l'U.D.R. et la droite perdent près de 10 %.

Dans la dernière Assemblée Nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité U.D.R. Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en élisant Jacques Chambaz qui sera un député intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays, et non les intérêts égoïstes des puissances d'argent. Il consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle aujourd'hui nécessaire.

Toutes celles et tous ceux qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle se rassembleront, le 11 mars, sur le nom de Jacques Chambaz.

Un appel de Jacques Meyer :

J'appelle les électeurs de la dixième circonscription Rocquette-Sainte-Marguerite qui m'ont manifesté leur confiance en m'apportant leurs suffrages, à porter leurs voix, le 11 mars prochain, sur le candidat de l'union de la gauche et de tous les démocrates, Jacques Chambaz, afin de battre le candidat de l'U.D.R.

Jacques Meyer
Candidat du Parti socialiste

Électrices, électeurs,

Dans le pays tout entier, la volonté de changement s'est exprimée avec une grande force. Les électrices et les électeurs ont fait reculer l'U.D.R. et ses alliés. C'est leur expérience qui a conduit ces hommes et ces femmes à dire avec résolution : il

faut que la France se dégage de la domination de la majorité sortante. Tel est le vœu exprimé par le pays.

La majorité voudrait faire peur en redoublant d'anticommunisme, mais le vrai danger c'est de voir l'U.D.R., grâce à une loi électorale injuste et par des combinaisons d'états-majors, maintenir sa domination sur l'Etat, c'est de voir votre volonté de changement dévoyée par des combinaisons d'états-majors. Ce serait alors la poursuite et l'aggravation d'une politique que vous avez condamnée, caractérisée par l'injustice sociale, les scandales, la hausse des prix, l'autoritarisme.

Ces manœuvres peuvent être mises en échec si vous confirmez au second tour votre volonté de changement. Il est une seule façon pour vous dans la circonscription Roquette-Sainte-Marguerite de le faire : assurer l'élection de Jacques Chambaz, candidat d'union de la gauche, c'est soutenir les grandes revendications sociales contenues dans le programme commun, c'est vous affirmer pour une vie meilleure.

Voter pour Jacques Chambaz, candidat d'union de la gauche, c'est vous prononcer pour l'extension des libertés individuelles et collectives et pour la garantie du droit d'opinion et d'expression. Pas une voix de gauche, pas une voix de républicain, de démocrate, ne doit manquer à Jacques Chambaz, candidat d'union de la gauche, candidat du rassemblement démocratique au deuxième tour.

Pour battre l'U.D.R., pour un changement réel de politique.

Votez : Jacques Chambaz.

JACQUES CHAMBAZ

MAURICE BERLEMONT

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

12e arrondissement (partie) : Bel-Air, Picpus (partie située côté impair du bd de Reuilly et de l'avenue Daumesnil).

M. Roger FREY

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Au cours de quatre élections législatives vous m'avez massivement accordé votre confiance. En restant fidèle à ma ligne de conduite politique j'ai conscience d'avoir tenu mes engagements envers vous. Je l'ai fait dans une ouverture d'esprit qui n'excluait personne et j'ai cherché pour le bien de tous à réunir et non pas à diviser.

Je sollicite aujourd'hui à nouveau votre confiance et si vous me l'accordez je défendrai ce qui me semble être l'essentiel pour notre pays.

Electeurs, électrices,

Les institutions

Ce sont celles que le peuple français s'est librement donné. Elles sont menacées ouvertement par les oppositions qui rêvent de revenir au pire régime de tous : le régime d'Assemblée avec son impuissance, sa confusion et sa démagogie. Et comme on n'ose pas attaquer ouvertement l'élection du Président de la République au suffrage universel on s'efforce de réduire son rôle, de minimiser son action, d'en faire un président fantôme à la merci des factions partisanes. Je défendrai donc les institutions libres et démocratiques qui nous ont apporté la stabilité indispensable à toute œuvre de longue portée.

L'indépendance nationale

Nous étions il y a quinze ans des « assistés » et parfois des mendiants. Nous sommes aujourd'hui la nation la plus indépendante du monde. Affirmant notre volonté de construire l'Europe nous entretenons les relations les plus amicales avec tous les Etats et nous voulons que s'améliore encore notre coopération aussi bien avec les Etats-Unis d'Amérique qu'avec l'Union Soviétique ou tout autre pays quel que soit son régime. Cette volonté d'indépendance, soutenue par une Défense Nationale moderne qui ne menace personne mais qui cherche seulement à nous préserver, nous assure une place privilégiée et nous devons la défendre, car elle contribue efficacement à maintenir la paix.

Le progrès

Le rythme actuel de 6 % par an de notre croissance économique doit être maintenu. C'est le plus fort depuis quatorze ans de tous les pays occidentaux. Il s'agit là d'une nécessité vitale. Vouloir l'augmenter trop rapidement provoquerait des conséquences sociales inacceptables telle que la disparition de très nombreuses petites et moyennes entreprises ou l'exode brutal des travailleurs salariés.

Cette croissance doit s'accompagner d'une plus juste distribution du revenu national. L'objectif majeur de la prochaine législature est de réduire de façon significative l'écart qui sépare le groupe des revenus les plus modestes et celui des revenus les plus élevés. Il faut, en effet, que tous les Français puissent profiter pleinement de leurs efforts.

La défense du franc et la stabilité des prix sont des corollaires indispensables de l'expansion. La France, par les mesures prises par le Gouvernement, se trouve pour le moment à l'abri de la bourrasque financière qui secoue toutes les monnaies. Il nous faut encore faire un effort pour que se stabilisent les prix. C'est dire que les mesures inflationnistes et ruineuses du programme commun socialo-communiste entraîneraient très rapidement non seulement le chômage à court terme mais encore une dépréciation du franc désastreuse pour les salariés, les retraités, les pensionnés, les anciens combattants et les personnes âgées qui ont droit à tous nos soins.

La concertation que nous avons mise en œuvre est une des garanties de la paix sociale et elle assure la formation permanente des travailleurs, notamment des jeunes.

La participation répond à un besoin profond de la vie moderne. Chaque homme, chaque femme éprouve de plus en plus le besoin d'être informé, de participer aux décisions qui les concernent. Elle permet le plein exercice de leurs responsabilités aux cadres, élément essentiel de notre essor économique.

La sécurité et la protection. Dans un monde dur chacun a besoin de la sécurité de l'emploi, de la retraite, des soins hospitaliers, des grands équipements collectifs qui conditionnent la qualité de vie des citoyens. Chacun a également besoin de se sentir protégé que ce soit dans sa vie privée, dans sa vie professionnelle ou dans son environnement. C'est là un des aspects de ma tâche auquel j'attache une grande impor-

tance et je sais que tous les habitants du XII[e] le savent et l'apprécient, particulièrement les femmes dont le statut social doit être amélioré.

Les réformes ne sont pas un but en soi mais elles sont nécessaires, car tout change très vite de nos jours et il faut s'adapter, se moderniser, transformer prudemment mais avec ténacité ce qui doit l'être sous peine de prendre un retard incompatible avec ce que doit être l'existence d'un grand pays comme le nôtre.

Le XII[e]

Chacun des habitants de notre arrondissement a pu se rendre compte des transformations qui se sont faites sous ses yeux. Chacun et chacune d'entre vous savent que ma porte est toujours ouverte à ceux qui ont besoin de moi. Demain comme hier, si vous m'accordez votre confiance, je serai là près de vous pour vous conseiller, vous aider et faire avec vous de notre XII[e] le plus bel arrondissement de Paris, celui où chacun voudra vivre dans le calme, la prospérité, la solidarité et l'amitié.

Pour les institutions, l'indépendance, le progrès, le XII[e]

Votez Roger Frey, candidat d'union investi par l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocrate et progrès (U.R.P.).

ROGER FREY

Candidat d'Union investi par l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocratie et progrès (U.R.P.)

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Grand-Croix de l'Ordre de Victoria (Grande-Bretagne)
Grand-Croix de la Couronne de Belgique
Grand-Croix de l'Ordre royal de Saint-Olaf (Norvège)
Grand-Croix de l'Ordre de Malte.

Remplaçant éventuel :

CHARLES MAGAUD

Député sortant
Directeur de société
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945

2[e] *CIRCULAIRE*

ROGER FREY

Candidat d'union

Placé largement en tête du premier tour grâce à vos suffrages je suis désormais le seul à pouvoir barrer la route au candidat socialo-communiste.

La société collectiviste socialo-communiste menace nos libertés, notre économie et les institutions que vous avez volontairement choisies.

Dites non aux promesses illusoires qui n'entraîneraient que désordre et faillite.

L'union de tous pour le bien de chacun est indispensable.

Bâtissons ensemble notre Société afin qu'elle devienne plus humaine et plus juste par des réformes pratiques et efficaces.

Electeurs, électrices, chers amis,

Merci aux 14.984 électrices et électeurs qui m'ont accordé leur confiance dès le premier tour.

Je leur demande de confirmer leur volonté le 11 mars car le combat n'est pas terminé.

La coalition marxiste socialo-communiste va redoubler d'efforts et elle est menaçante.

Ayant depuis toujours été partisan d'une ouverture constructive je peux me permettre aujourd'hui de solliciter l'appui de tous ceux qui croient en une France démocratique où l'éminente dignité de la personne humaine est respectée, où nous pourrons ensemble construire une société nouvelle au service du progrès.

N'oubliez pas que voter socialiste revient à voter communiste puisque leurs représentants sont liés par un programme commun dont vous connaissez tous les dangers.

Contre le front commun socialo-communiste l'Union de toutes les autres voix est indispensable pour notre pays et pour le XII[e].

Votez utile.

Votez Roger Frey candidat d'Union.

Suppléant Charles Magaud.

ROGER FREY

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Grand-Croix de l'Ordre de Victoria (Grande-Bretagne)
Grand-Croix de la Couronne de Belgique
Grand-Croix de l'Ordre royal de Saint-Olaf (Norvège)
Grand-Croix de l'Ordre de Malte.

Remplaçant éventuel :

CHARLES MAGAUD

Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

12e arrondissement (partie) : Quinze-vingts, Bercy, Picpus (partie située côté pair).

M. Pierre de BÉNOUVILLE

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis que, en 1970, répondant à l'appel de mon compagnon le colonel Bourgoin, vous m'avez élu, j'ai été le député de tous.

En 32 mois, j'ai reçu des milliers et des milliers de visiteurs et, avec mes collaborateurs, j'ai suivi autant de dossiers, résolvant ainsi favorablement la plupart des problèmes qui m'étaient soumis.

Aujourd'hui comme hier, je suis pour :

- la concorde et la fraternité des Français.
- la paix intérieure et extérieure,
- le maintien de nos institutions, gage de stabilité politique et de sécurité dans nos cités,
- l'indépendance nationale au sein d'une Europe unie,
- la justice sociale, par la concertation et la participation,
- la solidarité nationale au service des plus défavorisés,
- la sécurité pour nos anciens, par l'amélioration progressive et constante des retraites et du sort de ceux qui n'ont pas encore de retraite,
- la justice enfin rendue à nos compatriotes rapatriés qui ne doivent en aucun cas être oubliés,
- le soutien d'une économie dynamique, assurant le plein emploi,
- une meilleure préparation à la vie active pour les jeunes,
- le plein exercice de leurs responsabilités pour les cadres, et la défense de leur régime de retraite,
- un effort redoublé en matière de logements et d'équipements collectifs,
- une réforme fiscale radicale, seule capable de sauvegarder d'abord, puis de promouvoir les travailleurs indépendants, les artisans et les petits commerçants, dans la période de mutation que nous vivons,
- l'amélioration des conditions de vie des femmes, et particulièrement de celles qui travaillent, par l'application rigoureuse de la loi que nous avons votée, établissant l'égalité des salaires féminins et masculins, et par l'accès libre à tous les emplois, le développement du travail à mi-temps, la construction de crèches en nombre suffisant,
- l'aide aux familles, surtout aux familles nombreuses et aux handicapés, dont les allocations doivent être indexées sur l'augmentation du coût de la vie.

En face de nous, une coalition contre nature des socialistes et des communistes, échafaudée à des fins purement électorales, menace de faire basculer notre pays dans le chaos et le chômage et, à court terme, dans la dépendance et la dictature.

J'ai, avec vous, le souci d'éviter à la France de tomber sous le joug d'un régime totalitaire. Je connais les pays communistes et j'y ai partout trouvé un niveau de vie dérisoire qui révolterait, avec raison, nos ouvriers et nos commerçants, s'ils devaient y être réduits.

Pour tous ceux qu'inspirent l'amour et la fierté de notre pays, qu'ils sachent bien que, aujourd'hui comme hier, c'est toujours la même volonté d'ouverture vers des hommes nouveaux qui m'anime. Ils ne sauraient pas ne pas être conscients de tout ce qui nous rapproche. Je leur demande de ne pas égarer leurs voix au premier tour. Il faut lutter pour nos libertés et continuer de construire la France de demain.

Pour le soutien du Président de la République garant de l'ordre, de la justice et de la liberté, le 4 mars, votez pour : Pierre de Benouville candidat d'union soutenu par l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocratie et progrès (Union des Républicains de Progrès).

PIERRE DE BENOUVILLE

Candidat d'Union soutenu par l'U.D.R., les Républicains indépendants
et le Centre démocratie et progrès
(Union des Républicains de Progrès)

Député sortant
Editeur
Général de brigade (réserve)
Interné de la Résistance
Mutilé de guerre
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre 39-45
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés
Officier de l'Ordre de Léopold avec glaive
Croix de guerre belge

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PLANCHET

Directeur commercial
Syndic du Conseil de Paris
Officier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite social
Commandeur dans l'Ordre national des Palmes académiques

2e *CIRCULAIRE*

Merci aux 12.000 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, m'ont apporté leur soutien résolu pour que nous poursuivions ensemble ce que j'ai commencé avec vous tous, dès mon élection de 1970.

L'heure est venue, avec le concours de toutes les bonnes volontés, de dresser le barrage à la coalition marxiste — communiste et socialiste — qui nous menace.

Tous les candidats qui, dans notre circonscription, ont perçu ce danger, se désistent pour moi ou me recommandent aux suffrages de leurs amis. Je suis fier de cette confiance.

Je n'oublierai pas ce qui doit être sauvegardé dans les programmes de ceux qui vont ainsi contribuer à la victoire.

D'autre part, chacun de vous a, dans l'esprit, les points essentiels de ma première circulaire. Bien entendu, je maintiens intégralement mon adhésion à ces principes et à ces indispensables réformes.

Groupons-nous, le 11 mars, pour :

- la sauvegarde des institutions ;
- la défense de la société libérale ;
- l'expansion économique ;
- une plus grande justice sociale ;
- la construction de l'Europe libre.

Pour le soutien au Président de la République garant de l'ordre, de la justice et de la liberté, le 11 mars, votez pour Pierre de Benouville candidat d'Union soutenu par l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocratie et progrès (Union des républicains de progrès).

PIERRE DE BENOUVILLE

Candidat d'Union soutenu par l'U.D.R., les Républicains indépendants et le Centre démocratie et progrès (Union des Républicains de Progrès)

Député sortant
Editeur
Général de brigade (réserve)
Interné de la Résistance
Mutilé de guerre
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre 39-45
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés
Officier de l'Ordre de Léopold avec glaive
Croix de guerre belge

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PLANCHET

Directeur commercial
Syndic du Conseil de Paris
Officier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite social
Commandeur dans l'Ordre national des Palmes académiques

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

13e arrondissement (partie) : La Salpêtrière, La Gare.

Mme Gisèle MOREAU

(Candidate du Parti communiste français)

élue le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidate présentée par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Vous pouvez, en votant communiste, faire triompher le programme commun, changer la vie, vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables des difficultés que vous mesurez aujourd'hui.

Les richesses du pays sont accaparées par une toute petite minorité qui les détourne à son profit, au mépris des besoins des femmes et des hommes, elle réduit les libertés démocratiques, met en cause l'indépendance nationale.

C'est cette politique qu'ont appliquée U.D.R.-indépendants-centristes. Ils veulent vous persuader aujourd'hui que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cette situation inacceptable, que vous devez pour toujours subir leur domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique. Il a le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, qu'il veut une autre politique pour la France.

Votez Gisèle Moreau.

En votant communiste, vous voterez pour le programme commun de gouvernement, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche relèvera immédiatement les salaires et en fixera le minimum à mille francs. Il abaissera immédiatement l'âge de la retraite, réduira la durée du travail, assurera une retraite digne aux personnes âgées, l'allègement de fiscalité, la construction massive de logements sociaux.

Le financement de chacune des mesures a été étudiée avec sérieux. Elles sont nécessaires et possibles. C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications, ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche, en faveur du programme commun.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toutes mes forces à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

La majorité actuelle a été impliquée dans de nombreux scandales. Le député U.D.R. sortant de notre circonscription, Henri Modiano, a été mêlé à une affaire de ce genre.

Les communistes n'ont jamais été impliqués dans aucun scandale. L'intégrité et la compétence de leurs élus est reconnue. Dans notre circonscription, l'activité du Parti communiste français, le dévouement de ses élus au service de la population lui ont toujours valu d'être placé largement en tête des partis de gauche, au premier rang pour combattre l'U.D.R. et ses alliés.

En votant dès le premier tour pour la candidate présentée par le Parti communiste français, vous créerez les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste, pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

La candidate : Gisèle MOREAU.
Le suppléant : André VOGUET.

Votez communiste.

GISÈLE MOREAU

31 ans, mariée, 2 enfants
Employée de banque, elle a été secrétaire du syndicat de son entreprise
Actuellement elle occupe des responsabilités parisiennes et nationales au Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ VOGUET

Instituteur
60 ans, père de 3 enfants
Ancien résistant
Conseiller de Paris depuis 1947

2e CIRCULAIRE

GISÈLE MOREAU

Candidat d'Union de la gauche présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche.

Dans notre circonscription, Gisèle Moreau est désormais le candidat d'union de la gauche et du rassemblement de tous les démocrates. Dans la treizième circonscription, la gauche obtient la majorité des suffrages, l'U.D.R. perd 20 % de ses voix.

Dans la dernière Assemblée Nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité. Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en élisant Gisèle Moreau, qui sera un député intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays, et non les intérêts égoïstes des puissances d'argent. Elle consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle aujourd'hui nécessaire.

Toutes celles et tous ceux qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle se rassembleront, le 11 mars, sur le nom de Gisèle Moreau.

Un appel du candidat socialiste :

5.280 d'entre vous ont voté socialiste au premier tour pour le programme commun.

Le 11 mars, aucune voix ne doit manquer à la candidate de l'union de la gauche dans la treizième circonscription, Gisèle Moreau.

Louis Moulinet
Marie-Thérèse Dabauvalle

Un appel de Pierre Cot :

Les résultats du premier tour dans la treizième circonscription de Paris montrent qu'il est possible de battre les représentants d'une majorité qui n'a rien su régler, en votant pour la candidate de l'union de toute la gauche, Gisèle Moreau. J'invite tous mes amis du XIII[e] à voter pour elle.

Pierre Cot
Ancien député du XIII[e] arrondissement
Ancien Ministre

Electrices, électeurs,

Dans le pays tout entier, la volonté de changement s'est exprimée avec une grande force. Les électrices et les électeurs ont fait reculer l'U.D.R. et ses alliés.

C'est leur expérience qui a conduit ces hommes et ces femmes à dire avec résolution : il faut que la France se dégage de la domination de la majorité sortante. Tel est le vœu exprimé par le pays.

La majorité voudrait faire peur en redoublant d'anticommunisme, mais le vrai danger c'est de voir l'U.D.R., grâce à une loi électorale injuste, maintenir sa domination sur l'Etat, c'est de voir votre volonté de changement dévoyée par des combinaisons d'états-majors. Ce serait alors la poursuite et l'aggravation d'une politique que vous avez condamnée : l'injustice sociale, les scandales, la hausse des prix.

Ces manœuvres peuvent être mises en échec si vous confirmez au second tour votre volonté de changement. Il est une seule façon pour vous de le faire : assurer l'élection de Gisèle Moreau, candidate d'union de la gauche. Voter pour Gisèle Moreau, c'est soutenir les grandes revendications sociales contenues dans le programme commun, c'est vous affirmer pour une vie meilleure.

Voter Gisèle Moreau candidate d'union de la gauche, c'est vous prononcer pour l'extension des libertés individuelles et collectives, et pour la garantie du droit d'opinion, de parole, d'expression. Pas une voix de gauche, pas une voix de républicain, de démocrate, ne doit manquer à Gisèle Moreau, candidate d'union de la gauche, candidate du rassemblement démocratique au deuxième tour.

Pour battre l'U.D.R., pour un changement réel de politique, votez Gisèle Moreau.

GISÈLE MOREAU

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ VOGUET

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

13e arrondissement (partie) : Croulebarbe, Maison-Blanche.

M. Hubert GERMAIN

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Par votre vote du 4 mars prochain, vous allez exprimer un choix déterminant pour l'avenir du pays.

Plus que jamais, s'imposent aujourd'hui :

— L'Union de tous les républicains pour un nouveau combat sans aucun doute plus important que tous ceux qui soutiennent l'action du Président de la République.

— Et surtout le rassemblement des Français et des Françaises, sans exclusive, qui veulent assurer :

- la croissance de l'économie française pour notre épanouissement social ;
- l'indépendance nationale dans le cadre européen que nous avons tracé ;
- la défense de nos institutions.

Ce rassemblement doit être le plus large possible car, au-delà des partis, nous avons à défendre la société que nous voulons faire évoluer.

C'est là le véritable choix pour lequel nous avons à nous déterminer.

Ce rassemblement d'hommes libres issus de la majorité présidentielle dont je suis le candidat unique, vous propose de continuer après le redressement spectaculaire entrepris depuis 1958, la promotion des femmes et des hommes à travers une économie forte et une justice sociale mieux adaptée encore.

Grâce à l'action de la Ve République, la France a retrouvé son rang dans le monde : parmi les premiers. L'œuvre sociale que nous avons accomplie est considérable, sans précédent dans notre pays.

Tous ces progrès, nous les avons réalisés dans l'ordre, sans bouleversement, ni guerre civile, dans le cadre d'une société libre.

Aujourd'hui elle est menacée à travers la recherche de l'hégémonie marxiste.

Une coalition disparate dominée par le poids du Parti communiste a enfin réussi à le lier indissolublement aux socialistes par un programme démagogique irréaliste et dangereux. Ce qu'il nous propose, c'est dans un premier temps la société de contrainte, à terme le totalitarisme, la dictature, le désordre et la misère au détriment de notre développement économique et social.

Quant à nous, nous vous proposons :

— *Une France plus prospère par :*

- le maintien de notre taux d'expansion le plus important d'Europe ;
- la priorité au plein emploi ;

- l'augmentation du niveau de vie d'au moins 25 % en moyenne sur cinq ans ;
- la transformation des structures et la poursuite des profondes mutations engagées.

— *Une société plus juste, par une participation plus équitable aux fruits de la prospérité :*

- des personnes âgées,
- des travailleurs,
- des fonctionnaires,
- de l'ensemble des régions.

En faisant progresser encore l'égalité des chances : c'est-à-dire assurer la gratuité des frais de la scolarité obligatoire et adopter les programmes à la vie active.

— *Une société plus humaine :*

- pour les travailleurs ;
- pour les personnes âgées ;
- pour les handicapés physiques ;
- par la promotion du travail indépendant ;
- par la promotion de la femme et de la famille.

— et plus particulièrement *pour le XIII^e arrondissement :*

— d'assurer un cadre de vie mieux adapté aux besoins de chacun d'entre vous :

- grâce au développement des équipements collectifs (crèches, établissements scolaires, centre de loisirs, transports, voirie) ;
- grâce au maintien de l'équilibre socio-économique ;
- grâce à la sauvegarde des espaces verts ;

— dans un plan de rénovation conçu globalement et à l'échelle humaine.

Vous ne serez pas dupes : vous ne tomberez pas dans le piège tendu à la France par les socialo-communistes.

Avec l'Union des républicains de progrès, vous direz hardiment oui à un avenir de progrès social, de prospérité dans l'indépendance et le respect des libertés.

Vous voterez pour Hubert Germain, candidat unique de la majorité et son éventuel remplaçant : Jean Turco.

Union des Républicains de progrès pour le soutien au Président de la République

Un député pour la nation. Une équipe pour le XIII^e arrondissement

HUBERT GERMAIN

Ministre des P.T.T.
Président-fondateur de « Présence et Action du Gaullisme »
Marié, trois enfants
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

JEAN TURCO

Député sortant
Commerçant
Marié, trois enfants

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la quatorzième circonscription,

Je veux remercier celles et ceux d'entre vous qui m'ont apporté leurs suffrages lors du premier tour des élections législatives.

Avec plus de 33 % des suffrages exprimés, ils m'ont permis d'arriver en première position à la veille au deuxième tour.

Le succès pour assurer une majorité au Président de la République n'est pas acquis et dépend de votre vigilance.

Au plan national, le danger communiste s'est largement précisé par la présence dans la prochaine Assemblée Nationale d'un nombre important d'élus communistes. Cela signifie avec la disparition de nos libertés la fin de la période d'expansion économique et sociale que la France a connue.

Le danger communiste est encore plus évident au niveau de notre circonscription puisque le candidat du parti communiste est arrivé en tête des candidats d'extrême gauche.

Il faut le 11 mars prochain mobiliser toutes nos énergies pour ne pas livrer l'arrondissement à la main-mise du parti totalitaire.

Il y va de l'intérêt de la France, de l'intérêt de nos quartiers.

Electrices, électeurs, quelles que soient les nuances qui nous différencient, je fais appel à toutes celles et tous ceux d'entre vous qui ne se réclament pas de l'idéologie marxiste totalitaire pour barrer la route au candidat communiste.

Le dimanche 11 mars,vous voterez massivement pour :

HUBERT GERMAIN

Remplaçant éventuel :

JEAN TURCO

Union des Républicains de progrès pour le soutien au Président de la République

HUBERT GERMAIN

Ministre des P.T.T.
Président-fondateur de « Présence et Action du Gaullisme »
Marié, trois enfants
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

JEAN TURCO

Député sortant
Commerçant
Marié, trois enfants

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

14e arrondissement (partie) : Petit-Montrouge, Montparnasse, Parc Montsouris.

M. Eugène CLAUDIUS-PETIT

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

1re CIRCULAIRE

VOTER C'EST CHOISIR.

Choisir la République d'abord.

Elle a besoin en effet d'être « choisie » en permanence parce qu'elle n'est pas l'affaire seulement des élus mais d'abord des citoyens, c'est-à-dire vous.

Elle a besoin d'être choisie aujourd'hui car elle est doublement menacée :

— par l'Union de la gauche qui mettrait les communistes au pouvoir en France ;
— par le retour aux impuissances de la IVe République :
alors les gouvernement fragiles naissent et disparaissent sans que les citoyens aient leur mot à dire.

Choisir ensuite l'efficacité.

Ne gaspillez pas le pouvoir de votre bulletin de vote.

Ne le confiez pas à des candidats dont les chances sont si faibles que, jouant leur carte personnelle, ils feraient de votre choix une voix perdue.

Choisissez des hommes qui, dès le premier jour, savent choisir.

Ecartez les candidats qui ne savent pas choisir, quoiqu'ils en disent, entre l'Union des républicains pour le progrès, c'est-à-dire la majorité, d'une part, et la coalition communiste, de l'autre.

J'ai choisi un combat sans équivoque.

— Comme aux premiers jours de la Résistance, répondant à l'appel du général de Gaulle, j'entrais dans les équipes des mouvements unis de la Résistance, puis devenais membre fondateur du C.N.R. (Conseil national de la Résistance).

— Comme Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme à partir de 1948, je me battais pour multiplier par tous les moyens le nombre de logements construits et pour permettre aux plus défavorisés d'y habiter.

— Comme Ministre du Travail, j'ai préféré démissionner par fidélité aux engagements pris devant mes électeurs pour la construction de l'Europe.

— Comme en 1958, en votant la Constitution de la Ve République.

— Comme député, en m'acharnant depuis quinze ans, avec succès, à détruire les bidonvilles qui entouraient la capitale, et à promouvoir l'amélioration de l'habitat insalubre.

— Comme rapporteur de la loi anticasseur, en m'attachant à préserver efficacement l'ordre républicain, car, sans lui, il en est fini des libertés et du progrès social.

— Comme membre de la Commission des lois, en luttant pour que soient enfin, reconnus les droits réels de la femme : lois sur l'autorité parentale, sur la filiation, et sur l'égalité des salaires, notamment.

— Comme président d'un des trois groupes parlementaires de la majorité, en élaborant avec Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer les grands textes de loi qui ont jeté les bases de la nouvelle société.

Vous choisirez avec moi la majorité.

Vous choisirez ceux qui ont fait leurs preuves, même si nos réalisations pourtant considérables frappent moins l'imagination aujourd'hui que les promesses ruineuses et trompeuses du « programme commun ».

Vous choisirez ceux qui ne craignent pas de proclamer leur fidélité aux institutions et à Georges Pompidou.

Les vrais gaullistes se reconnaîtront dans un gaulliste de la première heure, et sauront choisir un homme libre qui est toujours resté fidèle à son idéal.

CLAUDIUS-PETIT

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur
Ancien Ministre
Vice-président de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

LIONEL ASSOUAD

Conseiller de Paris du XIV^e^
Vice-président de la Commission des affaires sociales
Vice-président du Conseil de Paris en 1971-1972

2^e^ *CIRCULAIRE*

Le choix décisif reste à faire.

Tout est encore possible.

A l'échelle nationale, la possibilité de voir les communistes au pouvoir en France n'est pas écartée.

Au deuxième tour, chaque voix comptera pour choisir la République.

Dans le XIV^e^, ne pas voter c'est élire un otage du P.C.

Malgré lui, le candidat socialiste est prisonnier des voix communistes. Je reste le seul candidat des libertés après le premier tour, face aux 14.771 voix de la coalition P.C.-P.S.-P.S.U.-Lutte ouvrière.

Candidat des libertés, j'ai besoin de votre voix quelles que soient les préférences personnelles que vous avez exprimées au premier tour : le vote de dimanche sera le vote de la raison.

Dimanche, c'est vous qui déciderez :

— de maintenir la démocratie de liberté à laquelle vous êtes tant attaché ;
— d'accélérer le progrès économique et de repousser les promesses ruineuses et trompeuses du « programme commun » ;
— de répartir plus équitablement les fruits de la croissance et de permettre aux moins favorisés de mieux vivre.

Tous les républicains qui conçoivent la marche vers le progrès dans le maintien et le développement des libertés personnelles et publiques doivent se rassembler.

Dimanche, ne vous abstenez pas : votre liberté en dépend, votez Claudius-Petit et laissez les communistes voter pour M. Parmentier.

CLAUDIUS-PETIT

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur
Ancien Ministre
Vice-président de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

LIONEL ASSOUAD

Conseiller de Paris du XIVe
Vice-président de la Commission des affaires sociales
Vice-président du Conseil de Paris en 1971-1972

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

14e arrondissement (partie) : Plaisance.

M. Chritian de la MALÈNE

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

L'enjeu des élections ne peut tromper personne.

Il ne s'agit plus d'un simple changement de gouvernement ou de majorité. Il s'agit d'un choix de société.

Notre pays :

— continuera-t-il d'être une démocratie libérale, basée sur le respect de l'individu et ayant pour objectif son épanouissement ;

— ou bien, au contraire, accomplira-t-il le premier pas vers une société étatique, bureaucratique et contraignante, en un mot totalitaire comme l'a dit le Président de la République.

Notre pays :

— conservera-t-il ses libertés acquises après des siècles de luttes : libertés des personnes, des opinions, religieuses, de presse, syndicales, etc. ;

— ou bien, au contraire, les perdra-t-il comme les ont perdu les habitants des régimes communistes qui n'ont ni presse libre, ni liberté de se déplacer à leur gré, ni droit de grève, etc.

∴

Et dans notre circonscription de Plaisance, comme toujours, les choses sont plus claires et plus simples qu'ailleurs.

Le débat est circonscrit :

— entre la candidate communiste, représentante d'un parti qui veut instaurer un Etat totalitaire, même s'il camoufle parfois ses buts comme il le fait maintenant ;
— et moi-même, à qui vous avez fait sans discontinuer confiance depuis 1958 pour représenter et défendre vos idéaux de démocratie et de liberté.

A Plaisance, comme partout en France, la démocratie doit l'emporter.

Union des républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République

Pour la prospérité.
Pour le progrès social.
Pour l'indépendance.
Pour la paix.

Sur le plan local.

Notre arrondissement a besoin d'un député qui connaisse le quartier, ses habitants, leurs problèmes et qui s'en occupe activement.

Je crois, sans fausse vanité, qu'avec l'aide efficace de mon suppléant Pierre Dangles, j'ai de mon mieux et de façon constante, rempli ce mandat.

Sur le plan national.

Dans le passé, j'ai été élu par vous pour soutenir, dans tous les domaines, l'action du général de Gaulle puis celle de Georges Pompidou. J'ai été, sans restriction aucune, fidèle à cet engagement. Tenir les promesses faites devant les électeurs, c'est là, je crois, le premier devoir d'un parlementaire.

Demain, je me propose de suivre la même ligne politique.

C'est celle du Président de la République.

Elle repose :

— sur la liberté des hommes et des idées, des familles, des groupes et de toutes les collectivités ;
— sur l'égalité des chances et des droits ;
— sur la participation de tous à la marche des collectivités et des institutions publiques aussi bien qu'à celle des entreprises ;
— sur la fraternité entre Français, quelles que soient leur origine, leurs opinions, leurs professions, et sur la fraternité entre les hommes et les Nations, sur leurs droits de résister à l'oppression et aux hégémonies, sur leurs droits d'être libres.

Pour soutenir l'action du Président de la République.

Pour un avenir de progrès social et de prospérité dans l'indépendance et les libertés.

Vous soutiendrez, vous voterez :

CHRISTIAN DE LA MALÈNE

Député sortant du XIV[e] arrondissement
Ancien Ministre du général de Gaulle

Remplaçant éventuel :

PIERRE DANGLES

Conseiller de Paris

2[e] *CIRCULAIRE*

Électrices, électeurs,

Au premier tour, il était normal, légitime, bienfaisant que, conformément aux principes démocratiques pour lesquels nous combattons, s'expriment librement toutes les tendances et toutes les opinions.

La politique suivie demain devra nécessairement en tenir compte.

Mais pour le deuxième tour, un danger nous menace tous, le Parti communiste ne dissimule plus ses ambitions : il veut accéder au pouvoir.

Dans notre XIV[e] arrondissement, circonscription de Plaisance, le choix est sans ambiguïté ; deux candidats seulement restent en présence :

— le candidat de tous les démocrates ;
— le candidat du parti communiste.

Vous confirmerez votre vote du premier tour, vous barrerez la route au candidat du Parti communiste.

Les communistes, pour essayer de tromper quelques électeurs, tentent de se camoufler :

Ils se prétendent un parti de gauche ; mais la gauche française, c'est la générosité et la liberté. Les communistes, partout où ils gouvernent, c'est la bureaucratie et la dictature.

Ils se prétendent partisans de la démocratie ; mais leur démocratie, partout où ils gouvernent, c'est l'absence d'élections libres, c'est le parti unique, c'est le syndicat unique.

Ils se prétendent partisans de l'ordre ; mais leur ordre, qu'il règne à Moscou, Budapest, Varsovie ou Pékin, c'est l'ordre de la peur, de la contrainte et de la tyrannie.

Ils se prétendent partisans de l'indépendance ; mais ils sont en fait pour l'assujettissement de la France aux directives de Moscou et leur drapeau ce n'est pas le drapeau tricolore, mais bien le drapeau rouge.

A ces faux démocrates, qui ne pensent en réalité qu'à instaurer un pouvoir tyrannique et totalitaire, un pouvoir écrasant l'individu au profit d'un Etat bureaucratique, la France répondra non.

Le devoir de chacun devient simple :

Réduire au maximum la représentation communiste.

Nous savons par expérience quels moyens d'action puissants constituent les mandats électifs entre les mains du parti communiste.

La démocratique règle de la majorité, exprimant la volonté du peuple français, doit les en priver.

Dimanche prochain tous les électeurs de la circonscription de Plaisance auront à cœur en même temps :

— d'assurer le destin du pays vers le progrès ;
— de battre le candidat communiste.

Ils voteront pour le seul candidat favorable à la démocratie :

CHRISTIAN DE LA MALÈNE

Engagé volontaire en 1939
Ancien prisonnier de guerre, évadé
Officier de réserve
Croix de guerre 1939-1945
Député sortant du XIVe arrondissement
Ancien Ministre
Membre du Parlement européen
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

PIERRE DANGLES

Conseiller de Paris

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Saint-Lambert.

M. Jacques MARETTE

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous avez, en 1962, élu pour la première fois dans cette circonscription Jacques Marette et Bernard Rocher avec 65 % des voix au deuxième tour — il ne leur manquait que 103 voix pour être élus dès le premier tour.

Vous les avez réélus aux élections législatives de 1967 et 1968. Il ne leur manquait que 1.903 voix sur 54.701 suffrages exprimés en 1967 et 588 voix sur 53.345 suffrages exprimés en 1968.

Vous avez assuré en 1965 et 1971 le succès de la liste de la majorité aux élections municipales (Union pour le renouveau de Paris) avec en 1971 près de 50 % de voix dès le premier tour dans la circonscription Saint-Lambert.

Vous avez, en 1969, élu Georges Pompidou, Président de la République, avec 60 % des suffrages contre 40 % à Alain Poher au deuxième tour.

Soyez logiques avec vous -mêmes. Votez massivement dès le premier tour Jacques Marette - Bernard Rocher.

Une majorité pour la paix et le progrès.

« La France est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire, du communisme totalitaire. Naturellement, on le colorerait pour commencer d'une apparence trompeuse en utilisant l'ambition et la haine de politiciens au rancart. Après quoi, ces personnages ne pèseraient pas plus lourds que leur poids, qui ne serait pas lourd !

« Eh bien non ! la République n'abdiquera pas ! le peuple se ressaisira, le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

« Vive la République, vive la France. »

Charles de Gaulle (30 mai 1968).

Contre Jacques Marette, seul candidat investi par les trois formations de la majorité : U.D.R., Républicains Indépendants, C.D.P. : sept adversaires ! Un communiste, un P.S.U., un U.G.S.D., un ligue communiste, un front progressiste, un réformateur et un front national-ordre nouveau. Tous, à l'exception de la candidate communiste, complètement inconnus dans la circonscription. Faute de pouvoir opposer au député sortant un adversaire de poids, les oppositions ont multiplié les candidats pour empêcher les électeurs de se prononcer en toute clarté. Dérisoire manœuvre qui ne peut que profiter aux communistes ! mais peut-être est-ce là le but poursuivi !

Appelez VIC 41-01 : Jacques Marette vous parle.

Votez utile !

Electrices, électeurs,

Le choix décisif que vous allez effectuer par l'intermédiaire des candidats qui s'affrontent dans cette circonscription, n'est pas un choix entre la droite, la gauche ou même le centre : c'est un choix de société :

— D'une part, une société imparfaite : la nôtre, mais perfectible, qui admet la contestation, l'opposition, le pluralisme culturel, la liberté d'information, d'entreprise, d'enseignement, et qui, en dépit de certaines erreurs, est en train de faire de la France la troisième puissance économique du monde.

— De l'autre, une société collectiviste, bureaucratique, avant d'être totalitaire, fondée sur la lutte des classes et la dictature du « Prolétariat », qui ruinerait notre pays en moins de dix-huit mois, stopperait la construction de l'Europe, supprimerait la liberté de l'emploi, la liberté d'enseignement et la liberté d'entreprise, avant de s'attaquer à la liberté de la presse, et ferait de notre pays, au mieux un second Chili, au pire une autre Tchécoslovaquie.

Il n'y a pas d'autres termes à cette alternative : la fausse troisième force que tentent en vain de faire renaître les Réformateurs, n'existe pas. Ils peuvent rêver d'un groupe-charnière, d'un retour à la IV République. Ils devront tôt ou tard, eux aussi, choisir entre notre société libérale et la « démocratie populaire ».

Les communistes, le P.S.U., l'U.G.S.D., la ligue communiste veulent la revanche par les urnes de leurs révolution manquée de mai 1968. Durant ce mois tragique, vous avez eu un avant-goût de ce que deviendrait notre pays si la « Gauche-Unie » l'em-

portait : violence, intimidation, épuration, intoxication, censure de la presse et de la radio par des comités insurrectionnels et responsables, destruction de nos écoles, de nos universités, de notre économie ; et après une période d'anarchie, la dictature du plus organisé, du plus fort : le parti communiste appuyé par la C.G.T.

Vous connaissez tous Jacques Marette et Bernard Rocher. Chacun d'entre vous a pu apprécier depuis onze ans leur travail, leur dynamisme ainsi que leur absence de sectarisme dans l'exercice de leur mandat.

Aujourd'hui, dans ces élections décisives pour l'avenir de la France, ils se présentent à vos suffrages, fidèles à leurs convictions de toujours, décidés à défendre vos libertés. En votant pour eux massivement dès le premier tour, vous êtes sûrs que dans cette circonscription le communisme et ses satellites : P.S.U., U.G.D.S., ligue communiste ne l'emporteront pas.

Jacques Marette est un homme de grande valeur. Il est aussi, moralement, un « monsieur ».

Charles de Gaulle (4 décembre 1967).

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.
Union des Démocrates pour la Ve République
Républicains Indépendants - Centre démocratie et progrès

JACQUES MARETTE

Ancien Ministre — Député sortant du XVe - Quartier Saint-Lambert
50 ans — Ancien sénateur de la Seine
Ancien conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROCHER

Ancien député — 52 ans — Conseiller de Paris
Président de la 3e Commission (voirie, urbanisme, environnement)
Ancien Président du Conseil de Paris
Président du comité extra-municipal du commerce parisien

2e CIRCULAIRE

Le 11 mars.

Attention danger communiste.

Pas d'abstention votez massivement comme au premier tour.

Vous voulez le progrès. — La stabilité. — L'indépendance. — La paix. — La liberté. — La Ve République vous les a apportés elle, seule, peut les maintenir.

Dans cette circonscription, il n'y a qu'un candidat capable de battre la coalition socialo-communiste.

Pour assurer votre avenir celui de vos enfants. Pour vos libertés pour la France.

Votez :

JACQUES MARETTE - BERNARD ROCHER

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.
Union des Démocrates pour la Ve République
Républicains Indépendants - Centre Démocratie et Progrès

Résultats du premier tour dans la dix-septième circonscription (quartier Saint-Lambert) :

Inscrits : 53.191 ; votants : 42.383 ; nuls : 558 ; exprimés : 41.825 ; majorité absolue : 20.913.

Furdygiel : 6.615 ; Bac : 6.465 ; Hennet : 2.424 ; Salama : 743 ; total voix de gauche : 16.247.

J. Marette : 16.239 ; Du Page : 8.047 ; Pean : 1.292.

Chères électrices, chers électeurs,

Merci de tout cœur aux 16.239 d'entre-vous qui, dès le premier tour, m'ont accordé leur suffrage.

Par rapport aux élections législatives de 67 et de 68, il faut constater très honnêtement que j'ai perdu dans cette circonscription près de 3.000 voix et de 5 à 9 % des suffrages. Les Français ont manifesté particulièrement à Paris une certaine mauvaise humeur à l'égard des formations de la majorité. Il est clair que le Président de la République, le Gouvernement et la nouvelle Assemblée Nationale devront tenir compte de la volonté du corps électoral de voir changer certaines méthodes de gouvernement et modifier les rapports entre l'Administration et le Pouvoir Politique.

Aujourd'hui, il s'agit d'éviter le succès de la candidate communiste, Mme Jacqueline Furdygiel arrivée en tête de tous les candidats de la gauche, avec 6.615 voix, et qui bénéficiera du désistement de M. E. Bac, 6.465 voix, de M. Hennet, P.S.U., 2.424 voix, et de M. Salama, ligue communiste, 743 voix

L'ensemble des candidats de Gauche a recueilli un total de 16.247 voix, alors que je n'ai obtenu au premier tour que 16.239 voix. Le danger de voir élire un député communiste à Saint-Lambert est donc réel et grave. Je fais appel aux électeurs nationaux de M. Pean, pour faire barrage au Communisme en m'apportant leurs suffrages au second tour. Au moment où je rédige cette profession de foi je ne sais pas encore si M. Pichard du Page entend, comme il en a la possibilité, maintenir sa candidature au second tour. Je ne peux pas croire qu'un homme comme lui puisse prendre le risque de favoriser l'élection d'un député communiste dans cette circonscription.

Electrices, électeurs, le deuxième tour sera décisif. Rien ne sera plus après ces élections comme avant ; mais la première priorité est de battre le communiste qui peut parfaitement l'emporter, si les électeurs de Saint-Lambert éparpillent leurs voix au deuxième tour ou s'abstiennent en trop grand nombre.

Depuis onze ans que vous me connaissez, je crois que j'ai démontré mon absence de sectarisme dans l'exercice de mon mandat. Je serais, si vous me renouvelez votre confiance, votre député à tous, j'en prend l'engagement solennel.

JACQUES MARETTE

Ancien Ministre — Député sortant du XV[e] - Quartier Saint-Lambert
50 ans — Ancien sénateur de la Seine
Ancien conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROCHER

Ancien député — 52 ans — Conseiller de Paris
Président de la 3[e] Commission (voirie, urbanisme, environnement)
Ancien Président du Conseil de Paris
Président du comité extra-municipal du commerce parisien

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Necker, Grenelle (partie située côté impair du boulevard de Grenelle).

Mme Nicole de HAUTECLOCQUE
(Candidat U.R.P.)
élue le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Votez pour le candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.

Chers amis,

Dans quelques jours vous allez prendre une décision qui engage votre avenir et celui de nous tous. Il est normal qu'avant de décider vous connaissiez parfaitement le candidat que vous allez envoyer à l'Assemblée Nationale et, lorsqu'il s'agit de quelqu'un à qui vous avez déjà accordé votre confiance — ce qui est mon cas depuis onze ans (et depuis vingt-cinq ans en tant que votre représentant au Conseil de Paris) — que vous puissiez juger de la manière dont il s'est acquitté de ces deux mandats.

Dans notre circonscription, mon ambition a été, au cours de ces longues années, de faire de notre quartier un arrondissement-témoin. Beaucoup a été fait, beaucoup encore reste à faire.

Pour améliorer la qualité de la vie, j'ai obtenu que soit créé, en plein cœur du XVe, un jardin de 4 hectares et demi, doté d'une piscine et d'équipements sportifs dont le financement sera assuré par l'Etat et le District, la part de la ville de Paris s'échelonnant sur cinq ans dans le plan d'équipement.

La modernisation du métro aérien est en cours, avec sa mise sur pneus et le renouvellement d'un matériel datant de... 1917. Le souterrain de l'avenue du Maine doit désengorger le quartier en ce qui concerne la circulation automobile. Et, avec mon voisin, le député du XIVe, nous suivons de près les études techniques pour l'aménagement de parkings. Ce n'est pas un luxe avec les 10.000 habitants nouveaux du secteur Montparnasse, qui, par ailleurs, ne sont pas négligeables sur le plan de l'économie et du commerce.

Sur le plan du logement, le XVe est en tête. Dès 1969, le premier foyer-logement pour personnes âgées a été inauguré, rue de la Quintinie. En pourcentage, l'arrondissement bat tous les records dans ce domaine. Les ensembles de rénovation de la Sablonnière et de la Procession sont achevés, déjà habités, et comprennent près de cent ateliers d'artistes.

Je m'efforce d'orienter la construction à la fois vers des immeubles de style, qui revalorisent le quartier et des logements à loyers modérés ou nouveaux, pour lesquels j'ai obtenu que l'on accepte aussi les candidatures de célibataires, hommes ou femmes, autrefois exclus de toute possibilité de candidature.

Le téléphone ? J'ai, à de nombreuses reprises, insisté près du ministère des P.T.T. dans le but d'obtenir en priorité, le raccordement téléphonique des secteurs rénovés. En avril 1972, 4.000 nouvelles lignes ont été mises en service. Je viens d'obtenir l'installation immédiate de quarante-deux cabines téléphoniques et publi-

ques pour le premier trimestre 1973. Les mois prochains, l'extension du central permettra le raccordement de 3.000 nouveaux abonnés, en attendant la prochaine extension du central Robert-Keller et du central Brune qui fera réaliser environ 4.300 instances supplémentaires — satisfactions auxquelles s'ajoutera un peu plus tard l'extension du central Ségur.

Sur le plan national, j'ai constamment rempli le mandat que vous m'avez donné, pour assurer le redressement de l'Etat, défendre l'indépendance nationale, construire l'Europe sur des bases solides. Et surtout, pour apporter au Président de la République l'aide qui lui est nécessaire pour assurer le progrès dans la stabilité.

Aux femmes, je voudrais dire ceci : vos problèmes, je les connais — et pour cause. Je sais quelles sont vos difficultés et ce que sont vos efforts pour obtenir une vie plus agréable pour vous et pour les vôtres.

C'est en connaissance de cause que j'ai lutté pour obtenir une amélioration des équipements sociaux, pour créer des crèches et des maternelles (en nombre croissant), indispensables quand les jeunes femmes travaillent.

C'est en connaissance de cause que j'ai obtenu au Parlement qu'une nouvelle situation soit faite aux veuves, non seulement militaires mais civiles, que j'ai sans cesse bataillé pour qu'à travail égal corresponde un salaire égal et obtenu le vote, en décembre dernier, de ces deux projets de loi.

Et ma satisfaction est d'avoir pu montrer qu'une femme est pleinement capable d'assumer les tâches qui lui sont confiées.

A l'Hôtel de Ville, depuis quatorze ans, je suis le rapporteur du budget de la police. Président du Conseil de Paris, j'ai eu la fierté de représenter notre capitale, de recevoir en son nom nos hôtes illustres (la première fut en 1972 la reine Juliana).

Aux rencontres des maires des communes d'Europe, j'ai découvert que les problèmes de Paris sont ceux de toutes les autres grandes villes : même nécessité de bâtir des logements, des écoles, des hôpitaux, de faciliter la circulation et le stationnement, de défendre l'environnement, les espaces verts.

A l'Assemblée Nationale, j'ai siégé pendant cinq ans à la Commission des affaires étrangères. Se souvenant peut-être du grade de capitaine que j'ai acquis pendant la guerre, mes collègues m'ont désignée pour siéger ensuite à la Commission de défense nationale.

Voilà en résumé ce que j'ai fait et que je continuerai de faire, si vous m'en renouvelez le mandat.

Nicole de HAUTECLOCQUE.

P.-S. — Je m'en voudrais de ne pas vous dire aussi combien je compte sur mon suppléant, Bertrand de Maigret, Conseiller de Paris, qui s'est particulièrement attaché à résoudre les problèmes, qu'il connaît bien, des jeunes et des sportifs.

Votez pour :

NICOLE DE HAUTECLOCQUE

Député sortant
Président du Conseil de Paris
Conseiller du XV^e^ arrondissement
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Rosette de la médaille de la Résistance
Médaille de la France libre
Médaille des Combattants volontaires de la Résistance

Remplaçant éventuel :

BERTRAND DE MAIGRET

Conseiller de Paris (15^e^)

2e CIRCULAIRE

Votez pour le candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.

Je tiens à remercier de tout cœur les milliers d'électeurs et d'électrices qui ont tenu, dès le premier tour, à m'accorder dimanche dernier leurs suffrages.

Il faut, maintenant, gagner la bataille contre l'alliance socialo-communiste si nous voulons assurer la majorité dont a besoin le Président de la République. Pour maintenir nos libertés et pour réussir notre ambition : améliorer la qualité de la vie, il faut, à tout prix, éviter la dispersion des voix.

Les chiffres dans la circonscription sont clairs. Il existe une majorité évidente pour la rénovation dans le maintien des libertés mais à condition de ne jamais oublier qu'en se reportant sur un candidat unique, les voix socialistes, communistes, révolutionnaires peuvent encore imposer leurs volontés.

Il est donc vital, quelles que soient les préférences que les uns ou les autres aient pu manifester au premier tour, que tous les suffrages décidés à barrer la route à l'expérience totalitaire se reportent sur mon nom.

Je suis sûre que vous voudrez à cette fin me renouveler votre appui.

Je serai donc à l'Assemblée Nationale, comme je l'ai toujours été, votre porte-parole et le défenseur de tous nos intérêts.

Je sais que vous me ferez confiance car les uns et les autres nous faisons confiance à la France.

Votez pour :

NICOLE DE HAUTECLOCQUE

Député sortant
Président du Conseil de Paris
Conseiller du XVe arrondissement
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Rosette de la médaille de la Résistance
Médaille de la France libre
Médaille des Combattants volontaires de la Résistance

Remplaçant éventuel :

BERTRAND DE MAIGRET

Conseiller de Paris (15e)

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Javel, Grenelle (partie située côté pair du boulevard de Grenelle).

M. Claude ROUX

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Majorité pour la France. Union des républicains de progrès.

« Un Parlement qui existe, qui légifère, qui contrôle. Il y faut donc une majorité et qui soit, elle aussi, cohérente et constante. »

CHARLES DE GAULLE.

Depuis 1958 au service du XVe : Claude Roux votre député.

Electrices, électeurs de Pavel-Grenelle,

En quinze ans, sous l'autorité du général de Gaulle, et maintenant de Georges Pompidou, avec vous qui êtes la majorité, nous avons donné à la France :

— la stabilité
— et la paix.

Notre pays est devenu une puissance dynamique et un des piliers de l'Europe unie.

En votre nom et pour le bien commun, j'ai soutenu au Parlement l'action du Président de la République, seul moyen de maintenir les institutions de la Ve République et d'assurer le progrès social.

Il nous faut sauvegarder cet exceptionnel héritage et continuer à construire une France moderne et libérale.

Votre intérêt est de voter pour une majorité qui soutienne l'action du Chef de l'Etat.

A Javel-Grenelle l'objectif est évident : face au candidat du Parti communiste qui poursuit le rêve de soviétisation de la France, les nationaux doivent faire front.

Dans ce secteur où j'ai obtenu, à chaque élection, une majorité renforcée, les candidats de division seront éliminés dès le premier tour faute de recueillir le quorum exigé par la loi. Les voix qui se porteraient sur leurs noms seraient donc des voix perdues. Aussi je lance un pressant appel à toutes et à tous pour que dès le premier tour soit constituée une majorité pour la France.

Pour un nouveau contrat avec les Français.

Pour une France moderne, dynamique, libérale.

Votez Claude Roux.

Seul candidat investi par les trois formations de la majorité l'Union des républicains de progrès pour le Soutien de l'action du Président de la République.

Venez nombreux assister à nos réunions publiques :

— Lundi 26 février à 20 h 30, Ecole de filles, 9, rue Lacordaire.
— Mercredi 28 février à 20 h 30, Ecole de filles, 97, rue Balard.
— Vendredi 2 mars à 20 h 30, Ecole de garçons, 4, place du Commerce.

CLAUDE ROUX
Avocat à la Cour de Paris — Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Député sortant
Rapporteur de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale

---

2e CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès.

Résultat du premier tour :

Suffrages exprimés : 35.371.
Claude Roux U.R.P. : 13.290, 37,65 %.
Derrien : communiste, Régnier : P.S.U., Jo : lutte ouvrière : 14.512, 41 %.
Jarry, réformateur : 6.623, 18 %.
Rogister, front national : 948, 2,60 %.

Depuis 1958 au service du XVe : Claude Roux votre député.

Electrices, électeurs de Javel-Grenelle,

J'adresse un très sincère merci à toutes celles et à tous ceux qui m'ont renouvelé leur confiance le dimanche 4 mars.

Avec 13.290 voix, soit 37,65 % des suffrages exprimés, je me trouve donc désigné par le suffrage universel pour regrouper au second tour les voix nationales.

Le danger est précis : les candidats de gauche totalisent en effet 14.512 voix, soit 41 % des suffrages exprimés et le candidat unique de la gauche, représentant du Parti communiste, va s'efforcer de profiter de la division des nationaux.

C'est pourquoi, dans un esprit d'union et pour une novation de la majorité, je fais appel à toutes les voix nationales et républicaines pour écraser à Javel-Grenelle le communisme international.

Pour un nouveau contrat social avec les Français.
Pour une France moderne, dynamique, libérale.
Contre le communisme international.
Votez Claude Roux, seul candidat de l'union nationale.
Vive la République !
Vive la France !

Déclaration de Jean Lecanuet :

« Une chose est certaine : en cas de victoire de la coalition communiste-socialiste le pays serait plongé pendant des mois dans l'agitation alors qu'il doit se rassembler pour une action vigoureuse de redressement. »

Vous êtes invités à assister à la réunion organisée par les nationaux : samedi 10 mars à 20 h, Ecole de garçons, 4, place du Commerce.

CLAUDE ROUX
Avocat à la Cour de Paris — Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Député sortant
Rapporteur de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale

---

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

16e arrondissement (partie) : Auteuil et la Muette (partie située coté impair du boulevard Beauséjour, de la rue de Passy et du boulevard Delessert).

M. Georges MESMIN

(Candidat centriste réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Votez : Georges Mesmin.

Un homme compétent et dynamique :

46 ans ; diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris ; ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ; conseiller technique pour les affaires financières au Cabinet de Pierre Sudreau, Ministre de la Construction de 1958 à 1962, il participe à la création de l'épargne-logement et de l'allocation-loyer pour les personnes âgées.

Directeur de l'Equipement scolaire, universitaire et sportif au Ministère de l'Education nationale en 1962, il devient, deux ans plus tard, Secrétaire général du Bureau de recherches géologiques et minières.

Un citoyen engagé :

Dès 1965, il est un des premiers collaborateurs de Jean Lecanuet. Membre du Conseil politique, puis du Comité directeur national du Centre démocrate. Candidat centriste en juin 1968 contre M. Habib-Deloncle, il obtient plus de 46 % des suffrages exprimés.

Un conseiller de Paris efficace :

Elu en mars 1971 sur la liste « Libertés de Paris », présidée par le Professeur Lépine, il est conseiller de Paris pour le XVIe arrondissement. Par ses questions écrites, ses interventions et ses propositions, il défend vos intérêts.

Vous allez manifester le 4 mars prochain votre ferme intention de voir se réaliser dans le pays un véritable renouveau.

La majorité sortante est à bout de souffle et la « nouvelle société » n'est qu'une formule creuse.

Depuis cinq ans, l'U.D.R. a perdu tout ressort :

- absence d'idées, d'enthousiasme et de sincérité ;
- immobilisme bureaucratique ;
- Assemblée Nationale et O.R.T.F. totalement soumises.

La mauvaise gestion du pays est encore aggravée par l'affairisme :

- scandales à répétition ;
- gaspillage de votre argent ;
- injustice fiscale.

Nous voulons le changement parce que nous constatons chaque jour que l'U.D.R. fait le jeu des communistes. Le manque d'imagination créatrice, les compromissions des milieux proches du pouvoir suscitent insatisfaction et indignation. Reconduire la même majorité ne ferait qu'accentuer le malaise croissant, sur lequel compte l'extrême-gauche pour prendre le pouvoir.

Je suis le candidat du centre et des réformateurs. Je vous propose le changement dans la légalité.

Je m'engage à défendre, à l'Assemblée Nationale :

- le respect des libertés individuelles ;
- une économie garantissant à chacun son plein épanouissement ;
- des équipements pour tous par une juste affectation de l'argent public ;
- la justice pour les personnes âgées ;
- l'amélioration de la formation et de l'orientation des jeunes ;
- l'indépendance de la France, par l'indépendance de l'Europe ;
- un nouveau statut de Paris avec un maire élu.

Je vous demande de voter dimanche pour le renouveau.

G. MESMIN.

GEORGES MESMIN

Centriste réformateur
Centre démocrate

Remplaçant éventuel :

MICHEL ELBEL

Conseiller de Paris
41 ans, diplômé des Sciences politiques
Ingénieur-conseil en informatique

2e CIRCULAIRE

Votez Georges Mesmin.

Un homme compétent et dynamique :

46 ans ; diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris ; ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ; conseiller technique pour les affaires financières au Cabinet de Pierre Sudreau, Ministre de la Construction de 1958 à 1962, il participe à la création de l'épargne-logement et de l'allocation-loyer pour les personnes âgées.

Directeur de l'Equipement scolaire, universitaire et sportif au Ministère de l'Education nationale en 1962, il devient, deux ans plus tard, Secrétaire général du Bureau de recherches géologiques et minières.

Un citoyen engagé :

Dès 1965, il est un des premiers collaborateurs de Jean Lecanuet. Membre du Conseil politique, puis du Comité directeur national du Centre démocrate. Candidat centriste en juin 1968 contre M. Habib-Deloncle, il obtient plus de 46 % des suffrages exprimés.

Un conseiller de Paris efficace :

Elu en mars 1971 sur la liste « Libertés de Paris », présidée par le Professeur Lépine, il est conseiller de Paris pour le XVIe arrondissement. Par ses questions écrites, ses interventions et ses propositions, il défend vos intérêts.

Electrices, électeurs du XVIe,

Vous avez nettement manifesté dimanche votre volonté de voir se réaliser un véritable renouveau.

Le candidat de l'U.D.R. a perdu 4.173 voix par rapport à 1968, soit près de 20 % de ses électeurs.

La victoire est à portée de la main.

Le 11 mars, il faut que vous marquiez votre résolution d'en finir avec la domination d'un parti dont M. Habib-Deloncle est un des représentants les plus sectaires.

Sur le plan national, le sens du scrutin est clair : recul de la majorité sortante et particulièrement de l'U.D.R., détermination très nette en faveur du changement.

Une force réformatrice est née, dont il faudra tenir compte. Le succès de Jean Lecanuet à Rouen donne l'assurance qu'à l'Assemblée Nationale seront bien représentées les idées que nous avons toujours défendues. Je serai fier de lutter à ses côtés pour vos libertés et votre avenir, comme je le fais depuis deux ans avec le Professeur Lépine au Conseil de Paris.

Aidé par tous ceux qui aspirent au renouveau dans le respect des libertés, je suis maintenant l'unique adversaire de l'U.D.R. Au-delà des divergences, nous sommes tous attachés au dialogue, au progrès, à la justice sociale, au respect de l'opinion d'autrui.

Au Parlement, je combattrai, sans défaillance ni compromission, pour une France juste et prospère.

Tous unis, dimanche, pour la victoire.

G. MESMIN.

GEORGES MESMIN

Centriste réformateur
Centre démocrate

Remplaçant éventuel :

MICHEL ELBEL

Conseiller de Paris
41 ans, diplômé des Sciences politiques
Ingénieur-conseil en informatique

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

16e arrondissement (partie) : Porte-Dauphine, Chaillot, la Muette (partie situé côté pair du boulevard Beauséjour, de la rue de Passy et du boulevard Delessert).

M. Paul STEHLIN

(Candidat d'Entente Centriste)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Pour échapper à la carte forcée du choix entre l'U.D.R. et le communiste.

Pour renforcer l'influence du centre et assurer un renouvellement devenu indispensable.

Pour assurer la prospérité et la sécurité de la France dans une Europe unie.

Pour modérer le fardeau de l'impôt et mieux contrôler l'emploi de l'argent public.

Pour poursuivre, avec le Professeur Lépine et notre équipe municipale unanime, notre combat pour un Paris plus humain .

Votez Paul Stehlin !

Comité de soutien au général Stehlin : professeur P. Lépine, conseiller de Paris, membre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie de médecine - Docteur J. Barbizet, professeur à la Faculté de médecine, médecin des hôpitaux de Paris - E. Beaudouin, architecte, urbaniste, premier Grand prix de Rome, membre de l'Institut - Mme S. Bernardel, institutrice rue de Longchamp, médaille d'argent de la Ville de Paris - E. Bonnefous, membre de l'Institut, ancien Ministre, sénateur des Yvelines - P. Bottmer - J. Brunhes, ancien sénateur de Paris, président du Conseil national des ingénieurs français - R. Cassin, premier compagnon civil du général de Gaulle (29 juin 1940), Prix Nobel de la paix - J. Charoy, ancien élève de l'Ecole polytechnique - A. Coste-Floret, ancien député - Mme J. Dupetit-Thouars, ambulancière de la Croix-Rouge - A. François-Poncet, Ambassadeur de France, membre de l'Académie française - G. George-Picot, ancien Ambassadeur de France à l'O.N.U. - D. Joyeux, conseiller de Paris - F. Legasse, armateur, ancien membre du Conseil économique et social - R. Lindon, magistrat, ancien premier avocat général près la Cour de cassation - A. Listambert, conseiller de Paris, vice-président de la Chambre de commerce de Paris - J. Majorelle, ancien élève de l'Ecole polytechnique. - G. Marcel, membre de l'Institut - Mme S. Marchal, conseiller de Paris, administrateur de l'Association générale des familles du 16e - D. Pado, sénateur de Paris - Mme E. Pasquet, gardienne d'immeuble depuis quarante-cinq ans dans le 16e, médaille d'or du travail - A.-Ch. Perrot, architecte diplômé de l'Ecole spéciale d'architecture, Master of Rice University - E. Roche, président du Conseil économique et social - Mme M. Roussel, médaille militaire, croix de guerre avec palme - P. Sudreau, ancien Ministre, député-maire de Blois - Général Touzet du Vigier - G. Vedel, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, doyen honoraire.

Chères électrices, chers électeurs,

Chers habitants du XVIe arrondissement,

Depuis le jour de novembre 1918 où, tout enfant, j'ai vu les troupes françaises rentrer dans Colmar, j'ai fait le serment de servir mon pays de toutes mes forces.

Pilote de chasse, général à 40 ans, j'avais déjà exercé les plus hautes fonctions civiles et militaires lorsque je me suis présenté pour la première fois à vos suffrages.

Je pressentais, après les événements de mai 1968, qu'il fallait faire évoluer notre régime politique si l'on voulait éviter de mettre un jour en péril le genre de vie auquel nous sommes attachés. Vous m'avez entendu et vous m'avez élu.

Mais nos dirigeants, sous le poids d'une majorité massive et trop servile, se sont refermés sur eux-mêmes. Ils ont prétendu gouverner la France sans vouloir écouter les Français. Le résultat, vous le connaissez : aujourd'hui, malgré les incontestables progrès économiques accomplis, 45 % de nos compatriotes se déclarent prêts à voter pour un programme « de gauche » dont ils méconnaissent et sous-estiment les dangers, mais qui leur promet un renouvellement dont ils sentent le besoin.

Vous savez que la majorité des Français en a assez de cette U.D.R. qui a colonisé l'Etat, de son incessant matraquage publicitaire, de ses affairistes, de ses affiches tricolores illégales qui vous menacent à chaque élection du « chaos » si vous ne lui abandonnez pas une fois encore le pouvoir, tous les pouvoirs.

Je fais confiance au bon sens profond des Français et je ne crois pas qu'ils puissent se laisser déborder par la gauche.

Mais il n'est que temps de redresser la barre.

Redonner le pouvoir à une majorité U.D.R. assez nombreuse pour gouverner seule serait défier l'opinion et assurer, un jour ou l'autre, l'arrivée des communistes aux leviers de commande.

C'est pourquoi il est indispensable de renforcer, au sein du Parlement, le poids de l'élément centriste. Lui seul peut assurer dans l'ordre le renouvellement nécessaire. Lui seul peut nous faire sortir de la funeste alternative U.D.R. - communisme, piège particulièrement odieux dans notre arrondissement où n'existe aucun danger de succès de la gauche.

Ensemble nous avons déjà réalisé du bon travail.

Nous avons, en particulier, fait élire en 1971 une équipe municipale nouvelle qui, sous l'autorité éminente du professeur Lépine, a pris résolument à cœur les problèmes de notre arrondissement et dont l'action efficace en faveur de nos espaces verts, des équipements sociaux, des transports et de l'urbanisme ne mérite que des éloges. Vous savez que mon suppléant, Gilbert Gantier, est précisément l'un des membres de cette équipe que je remercie pour le soutien unanime qu'elle m'apporte.

Je suis toujours intervenu rapidement en faveur de ceux d'entre vous qui ont eu besoin de mon appui.

Nous pouvons maintenant aller plus loin ensemble et, grâce à vous, veiller à ce que les réformes indispensables s'accomplissent dans le sens libéral que vous souhaitez, comme moi, tout en préservant les bases nationales, professionnelles et familiales sur lesquelles repose notre société.

Est-il besoin de souligner tout ce que notre prospérité doit au Marché commun et aux promesses qu'il implique ? C'est dans cette direction européenne que, pour notre développement et notre sécurité, nous nous proposons d'aller de l'avant.

Il faut que vous m'aidiez par vos suffrages. N'égarez pas vos voix sur des candidats qui n'ont aucune chance de succès.

Dimanche prochain votre vote personnel engagera l'avenir du Pays.

Paul STEHLIN.

Candidat d'entente centriste
Soutien du centre national des indépendants. — Soutien réformateur

PAUL STEHLIN

Député sortant
Général d'armée aérienne (C.R.)
Grand-Croix de la Légion d'honneur
Ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air
Ancien Conseiller d'Etat en service extraordinaire

Remplaçant éventuel :

GILBERT GANTIER

Conseiller de Paris
Ancien Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris
Secrétaire général d'organisation professionnelle

2e CIRCULAIRE

Au deuxième tour votez STEHLIN !

Comité de soutien au général Stehlin : professeur P. Lépine, conseiller de Paris, membre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie de médecine - Docteur J. Barbizet, professeur à la Faculté de médecine, médecin des hôpitaux de Paris - E. Beaudouin, architecte, urbaniste, premier Grand prix de Rome, membre de l'Institut - Mme S. Bernardel, institutrice rue de Longchamp, médaille d'argent de la Ville de Paris - E. Bonnefous, membre de l'Institut, ancien Ministre, sénateur des Yvelines - P. Bottmer - J. Brunhes, ancien sénateur de Paris, président du Conseil national des ingénieurs français - R. Cassin, premier compagnon civil du général de Gaulle (29 juin 1940), Prix Nobel de la paix - J. Charoy, ancien élève de l'Ecole polytechnique - A. Coste-Floret, ancien député - Mme J. Dupetit-Thouars, ambulancière de la Croix-Rouge - A. François-Poncet, Ambassadeur de France, membre de l'Académie française - G. George-Picot, ancien Ambassadeur de France à l'O.N.U. - D. Joyeux, conseiller de Paris - F. Legasse, armateur, ancien membre du Conseil économique et social - R. Lindon, magistrat, ancien premier avocat général près la Cour de cassation - A. Listambert, conseiller de Paris, vice-président de la Chambre de commerce de Paris - J. Majorelle, ancien élève de l'Ecole polytechnique - G. Marcel, membre de l'Institut - Mme S. Marchal, conseiller de Paris, administrateur de l'Association générale des familles du 16e - D. Pado, sénateur de Paris - Mme E. Pasquet, gardienne d'immeuble depuis quarante-cinq ans dans le 16e, médaille d'or du travail - A.-Ch. Perrot, architecte diplômé de l'Ecole spéciale d'architecture, Master of Rice University - E. Roche, président du Conseil économique et social - Mme M. Roussel, médaille militaire, croix de guerre avec palme - P. Sudreau, ancien Ministre, député-maire de Blois - Général Touzet du Vigier - G. Vedel, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, doyen honoraire.

Chères électrices, chers électeurs,

Les résultats du premier tour, non seulement dans notre circonscription mais dans la France entière, confirment la position que j'ai adoptée dès le début de la campagne électorale.

Il n'est pas contestable en effet que le peuple français réclame le changement. Cette volonté est d'autant plus remarquable et doit d'autant plus être écoutée qu'elle se manifeste alors que le pays bénéficie d'une prospérité qui rend plus criantes certaines inégalités sociales et plus insupportables les scandales grâce auxquels se bâtissent des fortunes mal acquises, scandales dans lesquels on trouve toujours impliqué quelque membre de l'U.D.R.

Face à cet état de fait, on ne peut que déplorer qu'un nombre encore trop grand d'électeurs, sans doute insuffisamment éclairés sur les dangers que court notre société, aient prétendu par leurs votes s'opposer à cette volonté de changement. N'ont-ils pas réfléchi que toujours et partout, c'est en s'opposant à des réformes voulues par le peuple que l'on a fini par provoquer des révolutions ? Est-ce cette révolution, est-ce la violence dans la rue que souhaitent ceux qui veulent rester aveugles et sourds devant les profondes aspirations du Pays ?

Pour ma part, je ferai au contraire tout ce qui dépendra de moi pour l'éviter. C'est pourquoi je répète avant l'échéance du deuxième tour ce que je proclamais avant le premier : ma candidature est posée en vue du changement, mais du changement dans le calme et dans la sauvegarde de toutes les libertés auxquelles notre peuple est profondément attaché.

Pour mettre fin à un régime d'arbitraire soustrait au contrôle du Parlement,

Pour un retour à l'honnêteté dans la vie publique,

Pour une juste répartition des richesses nationales,

Pour poursuivre, avec le Professeur Lépine et toute notre équipe municipale unanime, notre combat pour un Paris plus humain,

Dimanche prochain, pour le deuxième tour des élections, je vous demande de me renouveler votre confiance.

Paul STEHLIN.

Candidat d'entente centriste
Soutien du centre national des indépendants. — Soutien réformateur

PAUL STEHLIN

Député sortant
Général d'armée aérienne (C.R.)
Grand-Croix de la Légion d'honneur
Ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air
Ancien Conseiller d'Etat en service extraordinaire

Remplaçant éventuel :

GILBERT GANTIER

Conseiller de Paris
Ancien Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris
Secrétaire général d'organisation professionnelle

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

17e arrondissement (partie) : Ternes, Plaine-Monceau (partie située côté impair de la rue de Prony et côté impair de la rue de Courcelles).

M. Bernard LAFAY
(Candidat U.R.P.)
élu le 11 mars 1973
(app. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Seul candidat investi par : les Républicains indépendants, l'Union des démocrates pour la Ve République, les Centristes de la majorité, l'Union du centre.

Electrices, électeurs des Ternes et de la Plaine-Monceau,

Vous me connaissez, vous connaissez ma vie personnelle dont la rectitude ne s'est jamais démentie. Cette rectitude d'homme, je m'en suis fait un devoir à l'égard de mes électeurs, car c'est pour moi la première des règles que de rester en tous points digne de leur confiance.

C'est à mes concitoyens, à mes amis du XVIIe arrondissement que je m'adresse aujourd'hui. Je partage, ils le savent, leurs soucis, leurs préoccupations, leurs joies. Je vis avec eux l'existence de nos quartiers. Et peut-être, est-ce ma vocation de médecin qui me rapproche davantage des détresses, des misères physiques et morales...

Ce contact direct et personnel avec la population des Ternes-Monceau est pour moi un précieux moteur d'action sociale. Il a toujours orienté mes initiatives parlementaires et mon action au cours de mes fonctions ministérielles.

Appelés à élire votre député le 4 mars prochain, vous savez déjà que ce scrutin engagera d'une façon décisive l'avenir de notre pays.

L'enjeu de ces élections ne sera pas, en effet, un choix de majorité, mais un choix de société : entre une société de liberté et une société de contrainte totalitaire dont les pays de l'Est offrent le morne exemple.

Au contraire, nous vous proposons la fidélité à notre civilisation libérale qui assure le progrès dans l'ordre, la dignité des hommes, la marche vers la prospérité et une meilleure qualité de vie.

Le bilan que nous vous présentons est démonstratif, à cet égard, et vous le savez.

Une expansion économique sans précédent qui place la France en tête des nations européennes, nous a permis de réaliser en quelques années un véritable bond en avant dans le domaine social.

Qu'il s'agisse de la condition des travailleurs, de la promotion des femmes comme des hommes, de la formation professionnelle permanente, de la solidarité nationale en faveur des familles, des enfants, des personnes âgées, des déshérités de la société ; qu'il s'agisse du prodigieux effort consacré à l'éducation nationale ou des investissements qui ont permis l'aménagement du territoire — grande affaire de la décennie dont on ne trouve pas d'équivalent depuis le début du siècle — nous avons mené à bien tant de réformes que la France de 1973 offre au monde un visage de jeunesse et de santé.

Ces résultats sont inscrits dans les faits et, à l'occasion de cette campagne électorale, je me suis fait un devoir de vous en informer le plus complètement possible. Je vous demande d'y réfléchir.

⁂

Je suis sûr que vous serez, comme nous, fiers de l'œuvre que nous avons accomplie ensemble, œuvre réalisée grâce à l'action déterminante de Georges Pompidou, Président de la République ; grâce à la stabilité gouvernementale et à la cohésion de la majorité nationale, mais grâce surtout à la volonté des Français de toutes catégories sociales et professionnelles, décidés à construire par le travail une société de haut niveau de vie et surtout plus fraternelle. En économie comme en politique, il n'y a pas de miracle : un pays récolte ce qu'il a semé !

Cet élan sera poursuivi sous l'impulsion du Président de la République à qui le suffrage du peuple a confié les responsabilités de l'Etat.

Nous avons déjà réalisé beaucoup de réformes et, ainsi que je l'ai dit clairement, beaucoup de progrès restent à mettre en œuvre. Le bilan social que nous vous présentons prouve que nous sommes capables de mener jusqu'au bout le programme que nous vous proposons, programme généreux et réaliste dont vous avez déjà pris connaissance. Nous le mettrons en œuvre dans l'ordre public, sans déchirements, ni affrontements entre Français. Et nous vous donnons l'assurance que tous les objectifs que nous proposons pour les années à venir seront atteints sans surcharge fiscale, en utilisant les plus-values de la croissance économique que nous avons prévue et organisée.

Quant à la hausse des prix, épidémie européenne et mondiale, elle est moins forte en France que chez nos voisins, ce qui n'est pas une consolation... Mais, sans bloquer les prix, ni les salaires, le Gouvernement a entrepris une action énergique contre l'inflation qui réussira grâce à l'élan de notre croissance économique.

Sur le plan européen et mondial, et grâce à une sage politique financière, le franc a démontré sa solidité, malgré les récents remous monétaires.

⁂

La prédominance du parti communiste dans l'union de la gauche signifie qu'une majorité marxiste instaurerait rapidement un régime où nos libertés disparaîtraient sans retour. Libertés politiques, certes, mais aussi libertés personnelles et familiales, économiques et syndicales, culturelles et religieuses.

Si l'extrême-gauche accédait au pouvoir, la ruine profilerait aussitôt son ombre sur notre pays.

Nous serions alors conduits à subir et la pauvreté et le désordre ou, par un nouveau pas en avant, à entrer dans un régime d'oppression.

Car le « programme commun » dont l'union de la gauche fait si grand bruit n'est que la façade illusoire d'une tentative de prise du pouvoir par tous les moyens. Le parti communiste entend bien la pousser à fond, mais ses dirigeants ont compris qu'il leur fallait d'abord chloroformer l'opinion.

Il n'est pas d'exemple de pays où, les communistes ayant conquis le pouvoir, seuls ou associés à leurs dupes, ils ne l'aient conservé par tous les moyens, instaurant la dictature policière du parti unique.

⁂

L'attitude actuelle du Parti socialiste, pourtant attaché à la démocratie et à la liberté, m'apparaît contraire à toutes ses traditions, à toutes ses idées. Beaucoup de socialistes, j'en suis certain, se refuseront, en vrais républicains, à cautionner le parti communiste.

Quant au mouvement réformateur, coalition passagère d'ambitions, il ne vise qu'à recréer dans la prochaine Assemblée un groupe « charnière » en espérant qu'il serait nécessaire à faire « l'appoint » d'une majorité. Ainsi, une poignée de députés tenterait de dicter ses volontés au Président de la République et au Parlement, ce qui nous ramènerait fatalement à l'instabilité gouvernementale qui a fait tant de mal à la IV[e] République.

De ce retour au passé, vous ne voulez pas non plus.

⁂

Voilà donc se que nous avons fait, voilà ce que nous réaliserons, voilà ce que nous refusons.

C'est dans un esprit d'union qui a toujours été le mien et que vous avez si souvent approuvé par vos suffrages que je vous demande, dans la clarté, de me renouveler votre soutien. Je ne doute pas d'être entendu par la plus large majorité d'entre vous.

Docteur Bernard LAFAY.

Union des républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République

Docteur BERNARD LAFAY

Membre de l'Académie de médecine
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-40 (5 citations). Rosette de la Résistance
Député des Ternes-Monceau (4 juin 1968)
Secrétaire d'Etat à la Recherche sciencifique (1969-72)
Ancien Ministre — Ancien Président du Conseil de Paris

Remplaçant éventuel :

JACQUES SANGLIER
Député des Ternes-Monceau

2e CIRCULAIRE

Seul candidat investi par : les Républicains indépendants, l'Union des démocrates pour la Ve République, les Centristes de la majorité, l'Union du centre.

Electrices, électeurs des Ternes et de la Plaine-Monceau,

Vous m'avez largement placé en tête du scrutin du 4 mars, et je vous remercie de cette nouvelle preuve de confiance. Avec 48,2 % des suffrages, j'ai réalisé, grâce à vous, le meilleur score de Paris...

Ainsi, j'ai la satisfaction personnelle de voir reconnu et apprécié le travail incessant au service de l'intérêt général, que j'ai accompli en remplissant mon mandat de député, aussi bien que dans l'exercice des fonctions ministérielles qui m'ont été confiées.

Pourtant, la multiplicité des candidatures, et aussi leur diversité, ont abouti à une grande dispersion des voix. Un second tour de scrutin est donc nécessaire pour désigner votre député à l'Assemblée Nationale.

J'y vois au moins un avantage : la situation est parfaitement claire puisque vous aurez à choisir entre M. Labat et moi-même, entre sa tentative renouvelée d'assouvir ses rancunes personnelles et l'appel à la plus large union que je lance à tous les nationaux, à tous les démocrates, à tous les libéraux.

M. Labat sera battu une fois de plus, comme en 1968, comme en 1971. Il sera battu, bien qu'il fasse appel sans scrupule aux voix de l'extrême gauche.

⁂

Les électeurs des quartiers des Ternes et de Monceau sont restés fidèles à la majorité qui a porté Georges Pompidou à la tête de l'Etat. Mais ils ne doivent pas se reposer sur cette constatation rassurante.

Vous ne devez pas vous démobiliser.

Je suis convaincu que le scrutin de dimanche prochain confirmera le soutien du pays à la politique incarnée par le Président de la République et qui donne toute sa signification à ma candidature.

Mais cette majorité doit être la plus large possible, car la menace de l'Union de la gauche dominée par le Parti communiste est loin d'être écartée.

En tout état de cause, une forte minorité d'extrême gauche se constituera à l'Assemblée Nationale.

Par ailleurs, dans le pays, le Parti communiste n'hésitera devant aucune menace, devant aucun chantage pour faire pression sur le gouvernement de demain, au prix même de troubles sociaux et de désordres dans la rue. Mai 1968 n'est pas si loin, et vous en gardez d'inquiétants et tristes souvenirs.

Il est donc primordial, il est vital que le deuxième tour de scrutin démontre partout et puissamment la volonté des électeurs résolus à sauvegarder l'ordre public, la stabilité des institutions, la cohésion de la majorité.

Plus que jamais, l'abstention, pour quelque motif que ce soit, serait une faute civique lourde de conséquences. J'en appelle avec gravité à tous ceux et toutes celles qui refusent le régime de contrainte tyranique que le Parti communiste n'a jamais renoncé à nous imposer.

J'en appelle notamment aux centristes d'opposition et aux socialistes démocrates, qui comprendront dans quel esprit d'ouverture je m'adresse à eux, quelles que soient nos divergences, parce que je sais qu'ils mettent au-dessus de tout la défense de nos libertés économiques et culturelles.

Toutes les divergences s'effacent à l'heure où il faut rassembler les bons citoyens pour sauvegarder notre société, notre tradition, tout ce qui fait nos raisons de vivre.

⁂

Electeurs et électrices je ne vous pose qu'une seule question : croyez-vous que le Président de la République ait besoin d'une majorité parlementaire solide et fidèle pour mener à bien la mission que vous lui avez confiée ?

Vous répondrez oui à cette question. Vous y répondrez massivement en m'apportant vos suffrages, parce que je suis l'homme de cette majorité.

Vous me connaissez parce que je suis près de vous dans toutes les circonstances de la vie de nos quartiers auxquels je me dévoue sans réserve.

Mais, aujourd'hui, il s'agit d'autre chose. Il s'agit du destin du pays, de votre avenir, de celui de vos familles.

Dimanche prochain 11 mars, vous démontrerez une nouvelle fois vos convictions et votre résolution. Pas une voix ne manquera à notre victoire commune.

Avec Georges Pompidou notre cause est celle de la France.

Docteur Bernard LAFAY

Union des républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République

Docteur BERNARD LAFAY

Membre de l'Académie de médecine
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-40 (5 citations). Rosette de la Résistance
Député des Ternes-Monceau (4 juin 1968)
Secrétaire d'Etat à la Recherche sciencifique (1969-72)
Ancien Ministre — Ancien Président du Conseil de Paris

Remplaçant éventuel :

JACQUES SANGLIER

Député des Ternes-Monceau

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

17e arrondissement (partie) : Plaine-Monceau (partie située côté pair de la rue de Prony et côté pair de la rue de Courcelles) et Batignolles (partie située côté impair des rues Nollet et Darcet).

M. Jean de PRÉAUMONT

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Pour le soutien au Président de la République l'Union des républicains de progrès présente un candidat unique de la majorité investi par : l'Union des démocrates pour la Ve République, les républicains indépendants, les centristes de la majorité.

« Qu'on ne compte pas sur moi pour renier tout ce à quoi je crois et tout ce que le peuple français a approuvé solennellement. »

Georges POMPIDOU
(8 février 1973)

Pour vous, pour le XVII :

Depuis des années j'ai apporté mon concours à tous ceux et à toutes celles qui me le demandaient, quelles que soient leurs convictions sans faire de distinction entre eux dès lors qu'il s'agissait de les aider à surmonter leurs difficultés. Je me suis employé à répondre autant qu'il était possible aux préoccupations des habitants de cette circonscription en leur accordant tout l'intérêt qu'elles méritaient.

Les périodes électorales sont riches de candidats divers, de promesses merveilleuses. En ce qui me concerne je me refuse à toute promesse démagogique mais je m'engage, comme je l'ai déjà fait, avec chacun de ceux qui le voudront, individuellement ou par l'intermédiaire de leurs associations, de leurs groupements à étudier les problèmes qui se posent et à tenter de les résoudre.

Confiant en votre jugement je n'ai jamais, à quelque époque que ce soit, à quelque élection que ce soit, sollicité d'autres suffrages que les vôtres dans cet arrondissement de Paris, auquel je suis resté constamment attaché.

Avec vous pour soutenir le Président de la République.

Grâce à vous, grâce à vos décisions, depuis des années, le général de Gaulle, le Président Pompidou, les gouvernements de la Ve République ont pu réaliser une œuvre immense par la continuité d'une action qui, chaque jour, change le visage de la France et la vie des Français.

Le 15 juin 1969, 62 % des habitants du quartier ont fait confiance à Georges Pompidou pour poursuivre l'œuvre entreprise par la Ve République en appelant à y concourir tous ceux et toutes celles qui approuvaient les objectifs fondamentaux qu'il avait définis.

Le 4 mars prochain il s'agira de dire si oui ou non le Président de la République doit avoir les moyens de poursuivre son action.

Au soutien de cette action il faut, en 1973, une majorité.

Pour s'opposer avec succès à une coalition dont les objectifs sont inconciliables avec ceux du Président de la République, on ne peut faire confiance à ceux qui ne choisissent jamais clairement et qui hésitent perpétuellement entre le ralliement et la crise de régime.

Pour préserver l'avenir, pour éviter le retour aux tristes combinaisons du passé, vous choisirez des hommes qui ont clairement affirmé leur volonté de soutenir l'action de Georges Pompidou.

Pour la France et pour les Français vous choisirez vous-même une majorité pour le Président.

Une nouvelle fois, dans le même quartier, pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles vous m'avez élu, je suis votre candidat.

Le 30 juin 1968 57 % d'entre vous ont voté Jean de Préaumont.

Le 15 juin 1969 62 % d'entre vous ont voté Georges Pompidou.

Mais il faut se rappeler qu'en 1967, dans un climat politique plus proche de la situation actuelle que de celle de juin 1968 les résultats avaient été les suivants :

Jean de Préaumont (V[e] République) : 17.001 (près de 52 %).

Mme Sullerot (F.G.D.S. bénéficiant du désistement communiste) : 9.108.

Garson (Ancien conseiller municipal du XIX[e]) : 6.786.

Il est clair, enfin que le succès dépend des résultats d'ensemble. Chaque circonscription compte du même poids. Ailleurs qu'ici la coalition socialo-communiste peut gagner de nombreux sièges.

Dès le premier tour, le 4 mars, faites l'union sur Jean de Préaumont, candidat unique de la majorité.

Votez utile.

Votez Union des républicains de progrès.

Votez Jean de Préaumont.

JEAN DE PREAUMONT

Avocat à la Cour
Député sortant de la Plaine-Monceau et des Batignolles
Ancien maire-adjoint du XVII[e] arrondissement
Rapporteur de la Commission économique du Conseil de l'Europe
Vice-président du Groupe d'étude des problèmes du commerce et de l'artisanat
Vice-président de la Commission des finances du District de la région parisienne
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHEDOR

2[e] *CIRCULAIRE*

Pour le soutien au Président de la République avec l'Union des républicains de progrès.

Vous avez choisi :

Merci aux 2.365 électrices et électeurs qui m'ont apporté leurs voix dimanche dernier.

Je leur demande de voter dimanche prochain pour Jean de Préaumont, candidat de la majorité arrivé en tête dans la circonscription.

Pierre FERRI
Ancien Ministre

Pour préserver l'avenir vous avez choisi.

Pendant la campagne électorale me refusant à toute attaque personnelle, à toute promesse démagogique je vous ai dit :

« Pour préserver l'avenir, pour éviter le retour aux tristes combinaisons du passé vous choisirez des hommes qui ont clairement affirmé leur volonté de soutenir l'action de Georges Pompidou. »

Merci à tous ceux et à toutes celles, près de 11.000 d'entre vous, qui ont répondu à cet appel me plaçant dès le premier tour nettement en tête de tous les candidats.

Pierre Ferri se retire en invitant les 2.365 électeurs qui ont voté pour lui à m'apporter leurs suffrages. Plus de 13.000 d'entre vous sont ainsi déjà rassemblés pour réaliser la large union désormais nécessaire.

Maintenant, ici, comme dans tout le pays il faut savoir choisir clairement.

Jamais l'enjeu n'a été aussi important.

Massivement... Confirmez votre choix.

Ne perdez pas votre voix, faites l'union sur Jean de Préaumont.

Votez utile.

Votze : Jean de Préaumont.

Votez :

JEAN DE PREAUMONT

Avocat à la Cour
Député sortant de la Plaine-Monceau et des Batignolles
Ancien maire-adjoint du XVII[e] arrondissement
Rapporteur de la Commission économique du Conseil de l'Europe
Vice-président du Groupe d'étude des problèmes du commerce et de l'artisanat
Vice-président de la Commission des finances du District de la région parisienne
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHEDOR

VINGT-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

17[e] arrondissement (partie) : Epinettes, Batignolles (partie côté pair des rues Nollet et Darcet).

M. François MISSOFFE

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1[re] CIRCULAIRE

1958-1973 : quinze ans de stabilité et de progrès qui ont transformé le visage de la France et notre vie.

Le bilan des réformes est positif il est reconnu par tous.

Il est plus facile d'additionner des promesses préélectorales que de présenter des faits.

Dans les quatre années qui viennent, parmi les objectifs prioritaires,

Je travaillerai en particulier :

- à promouvoir une meilleure justice sociale, une meilleure répartition de la richesse par une aide accrue aux plus défavorisés ;
- à améliorer la qualité de la vie quotidienne par des dispositions concernant : la pollution, l'emploi, les horaires, les transports, l'habitat, les loisirs, la simplification des démarches administratives, etc.

Je continuerai l'action déjà entreprise :

- Pour la construction de l'Europe élargie et la paix dans le monde ;
- Pour l'aide au Tiers-Monde ;
- Pour une croissance continue et équilibrée ;
- Pour soutenir la modernisation des commerçants, des artisans et des petites entreprises ;
- Pour une monnaie respectée ;
- Pour un niveau de vie en amélioration constante et des équipements économiques et sociaux dignes d'une grande nation.

En vue d'une sécurité et d'une dignité accrue pour tous les travailleurs.
Pour le progrès dans le calme.

Votez :

FRANÇOIS MISSOFFE

Candidat unique de la majorité.
Union des républicains de progrès.

Si vous me demandiez :

Etes-vous fier de ce qui a été accompli par la V[e] République depuis 1958, tant sur le plan de la paix retrouvée que sur celui des progrès économiques et sociaux.

...Je vous répondrais sans hésitation *oui.*

Si vous me demandiez :

Trouvez-vous que tout cela est suffisant...

...Je vous répondrais certainement *non.*

Car le progrès engendre le progrès, la vie est mouvement, et la politique est une action.

Cette action, je compte sur vous pour m'aider à la poursuivre, dans le calme, la liberté et la volonté d'aboutir.

Seul candidat de la majorité en face d'une opposition nombreuse et divisée je vous demande de m'apporter vos suffrages dès le premier tour.

FRANÇOIS MISSOFFE

Candidat de l'Union des républicains de progrès

Député du XVII[e] (Epinettes-Batignolles) depuis 1958
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille de la Résistance
Croix de guerre 1939-1945
53 ans — Marié — 8 enfants
Ancien Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur
Ancien Ministre des Rapatriés
Ancien Ambassadeur de France au Japon
Ancien Ministre de la Jeunesse et des Sports

Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

HÉLÈNE MISSOFFE

2e CIRCULAIRE

Je remercie tous ceux d'entre vous, qui, en m'apportant très nombreux leurs suffrages m'ont nettement placé en tête au premier tour.

Au second tour, le choix est évident : l'Union des républicains de progrès ou le communisme.

Pour conserver vos libertés et assurer le progrès dans le calme
Voter dimanche 11 mars est un devoir impératif.
Votez massivement : François Missoffe.

Vous me connaissez. Vous savez qui je suis...

Pour poursuivre l'œuvre entreprise.

Pour faire échec au communisme.

Votez :

FRANÇOIS MISSOFFE

Candidat de l'Union des républicains de progrès

Député du XVIIe (Epinettes-Batignolles) depuis 1958
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille de la Résistance
Croix de guerre 1939-1945
53 ans — Marié — 8 enfants
Ancien Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur
Ancien Ministre des Rapatriés
Ancien Ambassadeur de France au Japon
Ancien Ministre de la Jeunesse et des Sports

Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

HÉLÈNE MISSOFFE

VINGT-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : Grandes-Carrières.

M. Roger CHINAUD

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je viens à la politique parce que l'avenir me passionne et me préoccupe. Cet avenir il faut le préparer, celui de la France comme celui de notre quartier des Grandes-Carrières. C'est le vôtre, c'est le nôtre. L'expérience que j'ai longuement acquise comme collaborateur politique de Valéry Giscard d'Estaing pourra être, je crois, utile sur bien des plans pour résoudre vos problèmes et ceux de ce quartier de Paris.

A mes côtés, une suppléante, mon amie Régine Blaess-Varon : mère de famille, comédienne de talent, ancienne pensionnaire de la Comédie-française. Au moment où les femmes doivent nécessairement participer à la vie de la cité pour éclairer notre choix de civilisation, elle représentera les aspirations de la femme française et les chances de sa réussite.

Avec elle, nous serons en tout cas, à la disposition de chacun d'entre vous pour étudier et résoudre vos problèmes collectifs et personnels.

Pour que votre choix du 4 mars soit clair, il faut que vous sachiez qu'en votant Républicain indépendant - Union des républicains de progrès.

Vous votez pour :

- *Une société libre* et non la société de contrainte.
- *Une société de progrès continu* et non la société de pénurie.
- *Une société humaniste* et non la société d'asservissement.
- *Poursuivre l'expansion de notre économie.*
- *Accélérer la justice et le progrès social* en accroissant par priorité l'effort déjà entrepris en faveur des personnes âgées, du logement, de l'enseignement, et en relevant les salaires de base qui ne correspondent plus au niveau élevé de l'économie française.
- *Poursuivre la construction de l'Europe.*
- *Orienter les institutions vers un fonctionnement plus libéral.* Le Parlement doit pouvoir exercer pleinement sa fonction législative et de contrôle dès lors que leurs exercice ne conduit plus systématiquement à l'impuissance et à la paralysie gouvernementale.

Ainsi voter républicain indépendant c'est choisir la sécurité, la liberté, le progrès, c'est désigner une équipe nouvelle, jeune, compétente et efficace, c'est voter enfin deux fois, pour le présent et pour l'avenir.

ROGER CHINAUD

Secrétaire politique national des Républicains Indépendants
38 ans, marié, quatre enfants
Officier de réserve

Remplaçant éventuel :

RÉGINE BLAESS-VARON

Ancienne pensionnaire de la Comédie-française
Mariée, un enfant

NOTA. — Monsieur Antoine Luppi, désigné comme candidat par le Centre national des indépendants (Président Antoine Pinay) et par l'Union centriste de Paris (Président Jean Legaret sénateur de Paris) a décidé de retirer sa candidature et appelle les nationaux et modérés du quartier à s'unir dès le premier tour, en apportant leur soutien à Roger Chinaud.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je tiens tout d'abord à remercier le grand nombre d'entre vous qui, me faisant confiance, m'ont placé en tête du scrutin de ballottage.

A la veille du deuxième tour, les choses sont donc très claires. Le choix se résumera, en ce qui concerne notre circonscription, entre le candidat libéral et indépendant que je suis et le candidat du front communiste ; celui-ci, en effet, n'a rien à voir avec la grande tradition socialiste puisque aussi bien c'est l'auteur des accords Marchais-Mitterrand, c'est lui qui a pris le risque d'entraîner notre pays vers le triste régime d'une démocratie populaire.

Tous les candidats du premier tour représentant les différentes tendances centristes et nationales retirent leur candidature pour favoriser l'union nationale. Deux d'entre eux, Léon Boutbien et René Thomas, ont déjà fait appel à **la nécessaire unité** face au danger socialo-communiste.

A mon tour, j'adresse un appel à tous les républicains, à tous les démocrates sincères et à tous les vrais libéraux de notre circonscription pour que dimanche prochain, Montmartre et les Grandes-Carrières ne prennent pas le risque de faire basculer la France dans un régime de dictature et de pauvreté.

Libéral et démocrate comme vous, partisan depuis toujours d'une majorité ouverte et nouvelle, souhaitant pour les Français la sécurité et le progrès, je suis sûr que vous répondrez dimanche prochain à cet appel, pour vous et pour la France.

Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.
Républicain indépendant.
Soutenu par l'U.D.R. - Le Centre démocratie et progrès - Le Centre national des indépendants (Président : Antoine Pinay) - L'Union du centre - L'Union centriste du XVIIIe.

ROGER CHINAUD

Secrétaire politique national des Républicains Indépendants

Remplaçant éventuel :

RÉGINE BLAESS-VARON

Ancienne pensionnaire de la Comédie-française

VINGT-SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : Clignancourt (partie située côté impair des boulevards Barbès et Ornano).

M. Joël LE TAC

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

L'équipe qui se présente à vous, électrices et électeurs de Clignancourt, n'a pas été constituée dans l'idée d'additionner deux électorats.

Elle se veut avant tout un double symbole.

D'abord être l'image de la majorité de demain réunissant en son sein des hommes et des femmes de bonne volonté, cette majorité élargie des gaullistes aux centristes qui permettra au Président de la République et à son Gouvernement de mener à bien la politique d'expansion économique, de progrès et de justice sociale engagée depuis quinze ans.

Cette équipe, en la personne de mon suppléant Andrée Martin, c'est aussi le symbole de la nécessaire participation des femmes à la vie politique de demain puisque c'est justement dans les dix prochaines années qui viennent que se poseront les problèmes les plus graves de notre civilisation qui concernent au premier chef les femmes, ne serait-ce que les problèmes qui touchent à la qualité de la vie, à l'éducation de nos enfants, à la liberté de la femme et à son insertion complète dans la société moderne. J'ajoute qu'Andrée Martin, mère de famille, universitaire brillante, juriste éminente, est la mieux qualifiée pour justement représenter pleinement les aspirations de la femme française et les chances de sa réussite.

Mais au-delà de l'équipe que nous vous présentons, c'est entre deux sociétés que vous, électrices et électeurs de Clignancourt aurez à choisir en ce mois de mars 1973. D'une part une société libérale et réformatrice, d'autre part une société bureaucratique et totalitaire. Car, ne vous y trompez pas, c'est bien vers cette société que tend le programme commun de la gauche dite unie. Il s'agirait pour y parvenir de remettre en cause les institutions de la Ve République, choisie par l'immense majorité du peuple français, d'instaurer une politique de nationalisations ruineuses qui déboucherait sur l'étatisation de notre économie, de mettre en péril irréversiblement l'avenir du Marché commun, donc de l'Europe, comme s'il était possible d'imaginer qu'au moment où la solidarité économique et monétaire européenne doit s'affirmer vigoureusement, la France puisse à l'abri de ses frontières instaurer un régime économique et politique qui la rejetterait sur le bord de la route pour de nombreuses années. « Maillot jaune » de l'économie mondiale, l'économie française en pleine expansion en deviendrait la « lanterne rouge » dans tous les sens du terme, et la France, une fois de plus « l'homme malade » de l'Europe. L'extraordinaire actif des Gouvernements de la Ve République ne peut être ainsi dilapidé par un simple réflexe passionnel de « changement ».

Face à la conception totalitaire et bureaucratique de la vie et de la société, nous opposons une autre conception qui repose sur la liberté des hommes et des idées, des familles, des groupes et de toutes les collectivités, sur l'égalité des chances et des droits, sur la participation de tous à la marche des collectivités et des institutions publiques aussi bien qu'à celle des entreprises, sur la fraternité entre les Français, quelles que soient leur origine, leurs oponions, et sur la fraternité entre les hommes et les nations, sur le droit de résister à l'oppression et aux hégémonies ,sur leur droit d'être libres.

C'est à ce choix fondamental pour la liberté des hommes et des peuples que nous en appelons à vous, électrices et électeurs de Clignancourt. Nous savons que face à l'immense péril qui menace la France et les Français, et dont certains n'ont pas toujours conscience, vous saurez choisir une fois de plus ceux qui œuvrent pour la France : les candidats de l'Union des républicains de progrès.

Avec l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République

Une majorité pour la France et les Français.

JOEL LE TAC

U.D.R.

Député sortant
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

ANDRÉE MARTIN

Professeur de droit
(Centre démocratie et progrès)

2e CIRCULAIRE

Une dure bataille va se dérouler le 11 mars à l'issue de laquelle les Français sauront dans quel type de société ils auront à vivre demain et à proposer à leurs enfants.

Il ne s'agit pas d'un vote destiné à maintenir globalement la majorité d'hier ni de permettre à tel ou tel député sortant de reprendre une écharpe laissée — provisoirement — au vestiaire.

Il s'agit de choisir la majorité des cinq prochaines années et pour la former, des hommes qui la garantissent.

Cette majorité aura comme objectif essentiel de développer et d'affirmer la formidable expansion économique, facteur principal du niveau de vie des Français et d'autre part de poursuivre la politique de recherche d'une meilleure justice sociale pour tous les Français et surtout pour tous ceux qui constituent le « peuple du silence », les personnes âgées, les handicapés, les mutilés et aussi les laissés pour compte de l'expansion : vieux commerçants, cadres âgés. Voici nos propositions.

Face à nous, la gauche dite unie et son programme commun : un piège tendu aux Français. Si la trappe se refermait au soir du 11 mars 1973, personne ne pourrait dire : « Je ne savais pas, je n'ai pas voulu cela ».

Il faut donc que vous le sachiez : il s'agit d'un choix clair proposé aux Français. D'un côté, une société, celle du programme commun qui débouche sur la contrainte bureaucratique et centralisée et, à terme, la dictature d'un parti et le totalitarisme. Ce n'est pas celle où veut vivre l'immense majorité des Français. Ce n'est pas la nôtre. De l'autre, une société nouvelle, libérale et réformatrice, à base de concertation, qui soit une forme nouvelle de civilisation.

C'est à ce choix fondamental pour la liberté des Français, que nous vous convions, électrices et électeurs de Clignancourt.

Vous voterez le 11 mars pour les candidats de l'Union des républicains de progrès.

Avec l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République

Une majorité pour la France et les Français.

JOEL LE TAC

U.D.R.

Député sortant
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

ANDRÉE MARTIN

Professeur de droit

(Centre démocratie et progrès)

VINGT-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : la Chapelle, la Goutte-d'Or, Clignancourt (partie située côté pair des boulevards Barbès et Ornano).

M. Louis BAILLOT

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Le 4 mars, vous aurez un choix important à faire. Deux politiques se présentent à vous :

— ou bien la poursuite et l'aggravation de celle que vous subissez actuellement,
— ou bien la mise en œuvre du programme commun de gouvernement qui permettra de changer votre vie, de vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables des difficultés que vous ressentez aujourd'hui.

Une petite minorité accapare et gaspille les richesses du pays, elle méprise les besoins de la grande majorité des Françaises et des Français ; elle réduit les libertés démocratiques, met en cause l'indépendance nationale. C'est la politique qu'ont appliquée U.D.R.-indépendants-centristes. Pour maintenir leur domination et leurs privilèges ils veulent faire croire aujourd'hui que vous ne pouvez pas mettre fin à cet immense gâchis. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique et d'en choisir une autre. Aussi, souverainement, à l'occasion de ces élections, vous manifesterez votre volonté de changer de politique.

Votez : Louis Baillot.

En votant communiste, vous voterez pour le programme commun de gouvernement, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence :

— relèvement immédiat des salaires et fixation du minimum à 1.000 F, réduction de la durée du travail. Abaissement immédiat de l'âge de la retraite, assurer une pension digne aux personnes âgées. Allègement de la fiscalité, construction massive de logements sociaux, amélioration des transports en commun.

Les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications — n'ont jamais été éclaboussés par le scandale — et qui ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche et du programme commun, s'engagent solennellement à appliquer dans l'immédiat toutes ces mesures.

Comme conseiller de Paris, vous avez pu apprécier notre activité, notre dévouement ; c'est pour vous une garantie supplémentaire que ces engagements seront tenus.

Dans notre circonscription, les forces démocratiques sont puissantes. Déjà, en 1967, elles m'avaient élu député. Renouez avec la tradition démocratique, forte du soutien apporté par la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N. et de nombreuses organisations démocratiques au programme commun, en votant massivement, dès le premier tour pour le candidat communiste. Vous créerez ainsi les conditions de son élection et celle d'une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

LOUIS BAILLOT

48 ans, marié, deux enfants
Ingénieur
Ancien député de votre circonscription
Conseiller de Paris depuis 1953
Membre de la direction nationale du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

ANDRÉE LEFRERE-GRUNN

37 ans, mère de famille, couturière
Conseiller de Paris
Membre de la direction nationale du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

En recueillant 8.949 voix le 4 mars, Louis Baillot arrive en tête de tous les candidats à La Chapelle-Goutte-d'Or, partie Clignancourt. Il devance le député U.D.R. sortant, Bernasconi, de 1.400 voix.

Le suffrage universel a fait de Louis Baillot le candidat de l'Union de la gauche présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

Dans la vingt-septième circonscription, les voix de la gauche représentent 51,8 % des suffrages exprimés. Leur progression s'inscrit dans la progression générale de la gauche au plan national. Ainsi les électeurs ont approuvé le programme commun de gouvernement, manifestant leur volonté de changement.

Electrices, électeurs,

Le 11 mars il est possible de battre l'U.D.R.

Le 11 mars voteront et feront voter Louis Baillot tous les électeurs de gauche du premier tour et ceux qui, en se portant sur le candidat réformateur, ont manifesté leur opposition résolue à la politique actuelle, condamné l'injustice sociale et la collusion du pouvoir et de l'argent, source de gâchis et de scandale, réprouvé la main-mise sur l'O.R.T.F., enfin exprimé leur aspiration à une société plus fraternelle et plus humaine.

Tous ceux et toutes celles qui aspirent à un changement de politique, qui veulent que leur vie de chaque jour devienne meilleure voteront Louis Baillot.

La vingt-septième circonscription doit être représentée à l'Assemblée Nationale par un député actif, qui a fait la preuve de son dévouement et de sa volonté d'être au service de la population.

En envoyant Louis Baillot siéger à l'Assemblée Nationale, vous ferez échec au monopole des députés U.D.R. à Paris, vous contribuerez au changement de politique voulu par le pays.

Remerciements et appel de Jean Fournier-Sicre, candidat socialiste :

Je remercie les électeurs qui m'ont fait confiance pour changer la vie. Dans le même esprit je leur demande de reporter en totalité leurs voix en faveur de Louis Baillot, candidat unique de la gauche et défenseur du programme commun au deuxième tour. Dans ce quartier où la population a de nombreuses revendications à satisfaire, je suis persuadé que les électrices et les électeurs auront en Louis Baillot un ardent et dévoué défenseur.

Appel de Charles Cimerman :

J'appelle les électeurs et les électrices qui ont fait confiance au P.S.U. à reporter leurs suffrages sur le candidat de l'Union de la gauche, Louis Baillot, placé en tête au premier tour de scrutin, afin de battre le candidat du pouvoir des monopoles.

Candidat d'Union de la gauche présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche.

LOUIS BAILLOT

Remplaçant éventuel :

ANDRÉE LEFRERE-GRUNN

VINGT-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

19e arrondissement (partie) : Combat, la Villette (partie située du côté impair de la rue de Crimée).

M. Henri FISZBIN

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Dans nos quartiers populaires de Combat-Villette, vous pouvez, en votant communiste, contribuer au succès du Programme commun, changer votre vie, vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille, dans une France indépendante et démocratique.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables de vos difficultés.

Les richesses du pays échappent aux travailleurs qui les ont créées. Elles sont accaparées par une petite minorité d'exploiteurs qui multiplient les injustices. La France est, en Europe, le pays où les salaires sont les plus bas, la durée du travail la plus longue et les profits des grandes sociétés les plus élevés.

L'U.D.R. qui, depuis quinze ans, considère la France comme sa propriété essaie encore une fois de vous tromper en affirmant que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cet immense gâchis, que vous devez pour toujours subir sa domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique et d'élire une majorité nouvelle. Vous avez le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, quelle politique vous voulez pour la France.

En votant communiste, vous voterez pour le succès du programme commun, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche :

— relèvera immédiatement les salaires qui seront fixés à 1.000 F minimum ;
— abaissera immédiatement l'âge de la retraite (60 ans pour les hommes - 55 ans pour les femmes) ;
— assurera une retraite digne aux personnes âgées ;
— réduira la durée du travail (40 heures par semaine - sans diminution de salaire) ;
— allégera la fiscalité ;
— réalisera la construction massive de logements sociaux, tout particulièrement dans les îlôts de rénovation.

Le financement de chacune de ces mesures a été étudié avec sérieux.

Le programme commun donne les moyens de les réaliser.

C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvé à vos côtés pour la défense de vos revendications, ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche sur un tel programme.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toute mon activité à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

Dans notre arrondissement, qui a connu le scandale des abattoirs de La Villette, qui a vu un député U.D.R. inculpé d'escroquerie, il est important de souligner que les communistes n'ont jamais été éclaboussés par aucun scandale. Ils sont pour vous la meilleure garantie que les engagements seront tenus.

Dans notre circonscription où les forces démocratiques sont puissantes, vous créerez, en votant pour le candidat du Parti communiste français dès le premier tour, les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste et pour une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

Votez :

HENRI FISZBIN

Tourneur, 43 ans, marié, deux enfants
Membre du Comité Central du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ SIBAUD

Forgeron, 47 ans
Conseiller de Paris depuis 1953

2e *CIRCULAIRE*

Dans nos quartiers populaires de Combat-Villette, la gauche a totalisé dès le premier tour plus de 50 % des suffrages exprimés.

Un coup sévère a été porté à l'U.D.R. Ruais, qui perd 5.679 voix par rapport à 1968. C'est un bon départ qui rend possible dans notre circonscription l'élection d'un député de gauche dimanche prochain.

Dans la dernière Assemblée Nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité U.D.R. Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en votant pour Henri Fiszbin, qui est désormais le candidat d'Union de la gauche et de rassemblement de tous les démocrates.

Homme intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays, et non les intérêts égoïstes des puissances d'argent, il consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle.

Un appel de Pierre Mattei :

Je remercie les électeurs qui m'ont fait confiance au premier tour comme candidat des Radicaux de gauche et du Parti socialiste. Dans toutes les circonscriptions de France, il n'y aura dimanche prochain qu'un seul candidat de gauche pour chaque siège en ballottage.

Il est essentiel que toutes les voix de l'U.G.D.S. se reportent sur Henri Fiszbin, arrivé en tête au premier tour et devenu de la sorte le candidat unique de tous les démocrates.

Je lance cet appel avec d'autant plus de conviction qu'ayant souvent travaillé avec Henri Fiszbin, j'ai pu apprécier sa compétence et son ouverture d'esprit, qui en font un homme de dialogue. Il sera au Parlement un représentant efficace et dévoué au service des intérêts de toute la population.

Électrices, électeurs,

Dimanche dernier, la majorité des Français a montre qu'elle jugeait sévèrement la politique réactionnaire de l'U.D.R. Elle a exprimé sa volonté de changement.

Les nouveaux suffrages ralliés par l'ensemble de la gauche attestent l'audience rencontrée parmi notre peuple par le programme de progrès social et d'union démocratique adopté en commun par les partis de la gauche.

Les démocrates doivent cependant être conscients que la loi électorale peut malgré tout donner à l'U.D.R. et à ses alliés les moyens de conserver la majorité à l'Assemblée Nationale.

Ce serait alors la poursuite d'une politique condamnée par notre peuple : l'injustice sociale, les reniements, les scandales, la hausse des prix.

Un retour en masse de la réaction à l'Assemblée Nationale frustrerait les travailleurs et les démocrates de leurs espoirs de changement réel.

Le moyen d'empêcher cela, c'est d'assurer partout où ils le peuvent l'élection d'un député de la gauche unie. Regrouper au second tour leurs suffrages sur la candidature d'Henri Fiszbin, c'est soutenir les grandes revendications sociales contenues dans le programme commun, et assurer les conditions d'une vie meilleure pour tous.

Voter pour Henri Fiszbin, candidat d'Union de la gauche, c'est se prononcer pour l'extension des libertés individuelles, du droit d'opinion, de parole, d'expression.

Toutes les électrices et électeurs de gauche — communistes, socialistes, radicaux, P.S.U. — tous les républicains qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle, se rassembleront le 11 mars sur le nom d'Henri Fiszbin.

Pas une voix ne doit manquer.

Pour battre l'U.D.R., pour un changement réel de politique, votez Henri Fiszbin.

Candidat d'Union de la gauche présenté par : le Parti communiste français
le Parti socialiste, les Radicaux de gauche.

HENRI FISZBIN

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ SIBAUD
Conseiller de Paris

VINGT-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

19e arrondissement (partie) : Amérique, Pont-de-Flandre, la Villette (partie située du côté pair de la rue de Crimée).

M. Paul LAURENT

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Dans nos quartiers populaires d'Amérique, Pont de Flandre, Place des Fêtes, vous pouvez, en votant communiste, contribuer au succès du programme commun, changer votre vie, vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables des difficultés que vous mesurez aujourd'hui.

Une toute petite minorité accapare et gaspille les richesses du pays ; elle méprise les besoins des hommes et des femmes. C'est cette politique qu'ont appliquée U.D.R.-indépendants-centristes. Ils veulent vous faire croire aujourd'hui que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cet immense gâchis, que vous devez pour toujours subir leur domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique. Il a le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, qu'il veut une autre politique pour la France, une politique authentiquement démocratique.

En votant communiste, vous voterez pour le succès du programme commun, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche relèvera immédiatement les salaires et en fixera le minimum à mille francs. Il abaissera immédiatement l'âge de la retraite, réduira la durée du travail, assurera une retraite digne aux personnes âgées, l'allègement de la fiscalité, la construction massive de logements sociaux, en premier lieu dans nos îlots de rénovation.

Le financement de chacune des mesures a été étudié avec sérieux. Elles sont nécessaires et possibles. C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications, ont agi inlassablmeent en faveur de l'union de la gauche, en faveur du programme commun.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toutes mes forces à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

A la veille d'un choix qui peut permettre de mettre un terme à quinze années de régression sociale et d'injustices, qui ne se souvient des scandales qui ont marqué la vie de notre circonscription : les abattoirs de La Villette, le triste rôle du député U.D.R. Rives-Henrys.

Les communistes n'ont jamais été éclaboussés par aucun scandale. En votant pour le candidat du Parti communiste français, vous avez la meilleure garantie que les engagements seront tenus.

Dans notre circonscription où les forces démocratiques sont puissantes, vous créerez ainsi, dès le premier tour, les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste, pour une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

PAUL LAURENT

Ancien député
Agent technique, 47 ans, marié, trois enfants
Membre du Bureau politique du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

MICHÈLE CAMOUS

Rédactrice de banque, 30 ans
Elue Conseiller de Paris en 1971

2e *CIRCULAIRE*

Dans nos quartiers populaires d'Amérique, Pont de Flandre, Villette, la gauche a totalisé, dès le premier tour, plus de 50 % des suffrages. Un coup sévère a été porté à la réaction : l'U.D.R. perd 3.230 voix par rapport à 1968. Ce bon départ doit permettre de tenir en échec les héritiers de Rives-Henrys.

Il est possible d'élire à nouveau un député de la gauche, dimanche prochain, dans notre circonscription.

Dans la dernière Assemblée Nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité U.D.R.

Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en votant Paul Laurent, qui est désormais le candidat d'Union de la gauche et de rassemblement de tous les démocrates.

Homme intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays, et non les intérêts égoïstes des puissances d'argent, il consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle.

Un appel de Michel Triquera, secrétaire de la dix-neuvième section du Parti socialiste :

Pour battre les forces réactionnaires et antidémocratiques,

Pour concrétiser la volonté de changement affirmée dès le premier tour par les travailleurs et tous les démocrates,

Les sections locales et d'entreprises du Parti socialiste du dix-neuvième arrondissement, le comité de soutien, Michel Triquera, candidat U.G.S.D.-P.S., en application des accords nationaux conclus entre les partis de gauche,

Appellent les 4.916 électrices et électeurs à confirmer la confiance qu'ils ont manifesté au Parti socialiste dès le premier tour, en reportant leurs votes au deuxième tour sur le candidat du programme commun arrivé en tête du premier tour.

Ils vous appellent à voter pour le candidat d'union de la gauche présenté par le Parti communiste, le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche.

Ils vous appellent à voter pour Paul Laurent.

Électrices, électeurs,

Dimanche dernier, la majorité des Français a montré qu'elle jugeait sévèrement la politique réactionnaire de l'U.D.R. Elle a exprimé sa volonté de changement.

Les nouveaux suffrages ralliés par l'ensemble de la gauche attestent l'audience rencontrée parmi notre peuple par le programme de progrès social et d'union démocratique adopté en commun par les partis de la gauche.

Les démocrates doivent cependant être conscients que la loi électorale peut malgré tout donner à l'U.D.R. et à ses alliés les moyens de conserver la majorité à l'Assemblée Nationale.

Ce serait alors la poursuite d'une politique condamnée par notre peuple ; l'injustice sociale, les reniements, les scandales, la hausse des prix.

Un retour en masse de la réaction de l'Assemblée Nationale frustrerait les travailleurs et les démocrates de leurs espoirs de changement réel.

Le moyen d'empêcher cela, c'est d'assurer partout où ils le peuvent l'élection d'un député de la gauche unie. Regrouper au second tour leurs suffrages sur la candidature de Paul Laurent, c'est soutenir les grandes revendications sociales contenues dans le programme commun, et assurer les conditions d'une vie meilleure pour tous.

Voter pour Paul Laurent, candidat d'Union de la gauche, c'est se prononcer pour l'extension des libertés individuelles, du droit d'opinion, de parole, d'expression.

Toutes les électrices et électeurs de gauche — communistes, socialistes, radicaux, P.S.U. — tous les républicains qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle, se rassembleront le 11 mars sur le nom de Paul Laurent.

Pas une voix ne doit manquer.

Pour battre la réaction, pour un changement réel de politique, votez Paul Laurent.

Candidat d'Union de la gauche présenté par : le Parti communiste français, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche.

PAUL LAURENT

Remplaçant éventuel :

MICHÈLE CAMOUS

Conseiller de Paris

TRENTIÈME CIRCONSCRIPTION

20e arrondissement (partie) : Belleville, Saint-Fargeau.

M. Daniel DALBERA

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Vous pouvez, en votant communiste, faire triompher le programme commun, changer votre vie, vivre mieux, vous, vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jours aux responsables des difficultés que vous mesurez aujourd'hui.

Une toute petite minorité accapare et gaspille les richesses du pays ; elle méprise les besoins des hommes et des femmes. C'est cette politique qu'ont appliquée U.D.R.-indépendants-centristes. Ils veulent vous faire croire aujourd'hui que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cet immense gâchis, que vous devez pour toujours subir leur domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique. Il a le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, qu'il veut une autre politique pour la France, une politique authentiquement démoçratique.

En votant communiste, vous voterez pour le programme commun de gouvernement, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche relèvera immédiatement les salaires et en fixera le minimum à 1.000 F. Il abaissera immédiatement l'âge de la retraite, réduira la durée du travail, assurera une retraite digne aux personnes âgées, l'allègement de la fiscalité, la construction massive de logement sociaux, en premier lieu dans nos îlots de rénovation.

Le financement de chacune des mesures a été étudié avec sérieux. Elles sont nécessaires et possibles. C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications, ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche, en faveur du programme commun.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toutes mes forces à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

Les communistes n'ont jamais été éclaboussés par aucun scandale. En votant pour le candidat du Parti communiste français, vous avez la meilleure garantie que les engagements seront tenus.

Dans notre circonscription où les forces démocratiques sont puissantes, vous créerez ainsi, dès le premier tour, les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste, pour une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

Votez :

DANIEL DALBERA

Cadre technico-commercial, 30 ans

Remplaçant éventuel :

MICHEL FÉRIGNAC

Ouvrier photograveur, 34 ans
Conseiller de Paris

2e CIRCULAIRE

Dans notre circonscription, Daniel Dalbera est désormais le candidat d'Union de la gauche et de rassemblement de tous les démocrates. Dans la 30e circonscription, la gauche totalise 15.810 suffrages, l'U.D.R. et ses alliés perdent 6.278 voix.

Dans la dernière Assemblée nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité U.D.R. Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en votant pour Daniel Dalbera, homme intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays et, non les intérêts égoïstes des puissances d'argent. Il consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle aujourd'hui nécessaire.

Toutes celles et tous ceux qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle se rassembleront, le 11 mars, sur le nom de Daniel Dalbera.

Grand meeting de soutien aux candidats uniques de la gauche :

Vendredi 9 mars à 20 h 45, gymnase de la Bidassoa, 25, rue de la Bidassoa (Métro Gambetta).

Avec : Paul Laurent, membre du Bureau politique du P.C.F. - Jacques Guyard, secrétaire de la Fédération de Paris du Parti socialiste. - Lucien Villa. - Pierre Astier. - Daniel Dalbera. - Claude Saada. - Candidats du Parti socialiste.

Appel :

En accord avec les conventions conclues entre les parties soutenant le programme commun, Pierre Astier appelle les 5.742 électeurs qui lui ont accordé leur confiance à reporter leurs voix sur le candidat de l'Union de la gauche présenté au second tour par les partis socialiste, communiste et les radicaux de gauche.

Dans le pays tout entier, la volonté de changement s'est exprimée avec une grande force. Les électrices et les électeurs ont fait reculer l'U.D.R. et ses alliés. C'est leur expérience qui a conduit ces hommes et ces femmes à dire avec résolution : il faut que la France se dégage de la domination de la majorité sortante. Tel est le vœu exprimé par le pays.

La majorité voudrait faire peur en redoublant d'anticommunisme mais le vrai danger c'est de voir l'U.D.R., grâce à un mode de scrutin inique, maintenir sa domination sur l'Etat, c'est de voir votre volonté de changement dévoyée par des combi-

naisons d'états-majors et quelques ralliements de dernière heure. Ce serait alors la poursuite d'une politique que vous avez condamnée : l'injustice sociale, les reniements, les scandales, la hausse des prix.

Ces manœuvres peuvent être mises en échec si vous confirmez au second tour votre volonté de changement. Il est une seule façon pour vous de le faire : assurer l'élection de Daniel Dalbera candidat de l'union de la gauche, c'est soutenir les grandes revendications contenues dans le programme commun, c'est assurer les conditions d'une vie meilleure pour tous.

Voter pour Daniel Dalbera candidat d'union de la gauche, c'est se prononcer pour l'extension des libertés individuelles, du droit d'opinion, de parole, d'expression. Pas une voix de gauche, pas une voix de républicain, de démocrate ne doit manquer à Daniel Dalbera candidat d'union de la gauche, candidat du rassemblement démocratique au deuxième tour.

Pour battre l'U.D.R., pour un changement réel de politique, votez Daniel Dalbera.

Candidat d'Union de la gauche présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche.

DANIEL DALBERA

Cadre technico-commercial, 30 ans

Remplaçant éventuel :

MICHEL FÉRIGNAC

TRENTE ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

20e arrondissement (partie) : Père-Lachaise, Charonne.

M. Lucien VILLA

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français. Votre bulletin de vote, dans quelques jours, vous permettra un choix important. Vous pouvez, en votant communiste, faire triompher le programme commun, changer votre vie, vivre mieux, vous vos enfants, votre famille.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui s'est opposé dès le premier jour aux responsables des difficultés que vous mesurez aujourd'hui.

Une toute petite minorité accapare et gaspille les richesses du pays ; elle méprise les besoins des hommes et des femmes. C'est cette politique qu'ont appliquée U.D.R.-indépendants-centristes. Ils veulent vous faire croire aujourd'hui que vous n'avez pas le droit de mettre fin à cet immense gâchis, que vous devez pour toujours subir leur domination. Mais la Constitution donne au peuple français le droit de juger une politique. Il a le droit souverain de dire, à l'occasion des prochaines élections, qu'il veut une autre politique pour la France, une politique authentiquement démocratique.

En votant communiste, vous voterez pour le programme commun de gouvernement, pour un changement immédiat de vos conditions d'existence.

Un gouvernement de gauche relèvera immédiatement les salaires et en fixera le minimum à 1.000 F. Il abaissera immédiatement l'âge de la retraite, réduira la durée du travail, assurera une retraite digne aux personnes âgées, l'allègement de la fiscalité, la construction massive de logements sociaux, en premier lieu dans nos îlots de rénovation.

Le financement de chacune des mesures a été étudié avec sérieux. Elles sont nécessaires et possibles. C'est pour cela que les communistes, que vous avez toujours trouvés à vos côtés pour la défense de vos revendications, ont agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche, en faveur du programme commun.

Comme tous les candidats présentés par le Parti communiste français, je consacrerai toutes mes forces à l'application immédiate de ces mesures, au respect des engagements pris.

Les communistes n'ont jamais été éclaboussés par aucun scandale. En votant pour le candidat du Parti communiste français, vous avez la meilleure garantie que les engagements seront tenus.

Dans notre circonscription où les forces démocratiques sont puissantes, vous créerez ainsi, dès le premier tour, les meilleures conditions pour l'élection d'un député communiste, pour une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Rien ne se fera sans vous. Avec vous, si vous le décidez, tout peut commencer à changer.

Votez communiste.

Votez :

LUCIEN VILLA

Employé R.A.T.P., 50 ans
Ancien député de Charonne-Père-Lachaise
Médaille de la Résistance
Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

JACQUES RISSE

Vendeur, 48 ans
Conseiller de Paris

2e CIRCULAIRE

Dans notre circonscription, Lucien Villa est désormais le candidat d'Union de la gauche et de rassemblement de tous les démocrates. Dans la trente-et-unième circonscription, la gauche totalise 22.224 suffrages, l'U.D.R. et ses alliés perdent 3.614 voix.

Dans la dernière Assemblée Nationale, Paris était représenté par 31 députés de la majorité U.D.R. Vous pouvez mettre fin à cette domination sans partage en votant pour Lucien Villa, homme intègre, décidé à servir la population de notre arrondissement et le pays et, non les intérêts égoïstes des puissances d'argent. Il consacrera demain toute son activité à faire triompher une politique nouvelle aujourd'hui nécessaire.

Toutes celles et tous ceux qui veulent réaffirmer leur désaveu de la politique actuelle se rassembleront, le 11 mars, sur le nom de Lucien Villa.

Grand meeting de soutien aux candidats uniques de la gauche :

Vendredi 9 mars à 20 h 45, gymnase de la Bidassoa, 25, rue de la Bidassoa (Métro Gambetta).

Avec : Paul Laurent, membre du Bureau politique du P.C.F. - Jacques Guyard, secrétaire de la Fédération de Paris du Parti socialiste. - Lucien Villa. - Pierre Astier. - Daniel Dalbera. - Claude Saada. - Candidats du Parti socialiste.

Appel :

En accord avec les conventions conclues entre les partis soutenant le programme commun, Claude Saada appelle les 7.153 électeurs qui lui ont accordé leur confiance à reporter leurs voix sur le candidat de l'Union de la gauche présenté au second tour par les partis socialistes, communiste et les radicaux de gauche.

Dans le pays tout entier, la volonté de changement s'est exprimée avec une grande force. Les électrices et les électeurs ont fait reculer l'U.D.R. et ses alliés. C'est leur expérience qui a conduit ces hommes et ces femmes à dire avec résolution : il faut que la France se dégage de la domination de la majorité sortante. Tel est le vœu exprimé par le pays.

La majorité voudrait faire peur en redoublant d'anticommunisme mais le vrai danger c'est de voir l'U.D.R. grâce à un mode de scrutin inique, maintenir sa domination sur l'Etat, c'est de voir votre volonté de changement dévoyée par des combinaisons d'états-majors et quelques ralliements de dernière heure. Ce serait alors la poursuite d'une politique que vous avez condamnée : l'injustice sociale, les reniements, les scandales, la hausse des prix.

Ces manœuvres peuvent être mises en échec si vous confirmez au second tour votre volonté de changement. Il est une seule façon pour vous de le faire : assurer l'élection de Lucien Villa candidat d'union de la gauche, c'est soutenir les grandes revendications sociales continues dans le programme commun, c'est assurer les conditions d'une vie meilleure pour tous.

Voter pour Lucien Villa candidat d'union de la gauche, c'est se prononcer pour l'extension des libertés individuelles, du droit d'opinion, de parole, d'expression. Pas une voix de gauche, pas une voix de républicain, de démocrate ne doit manquer à Lucien Villa candidat d'union de la gauche, candidat du rassemblement démocratique au deuxième tour.

Pour battre l'U.D.R., pour un changement réel de politique, votez Lucien Villa.

LUCIEN VILLA

Employé R.A.T.P., 50 ans
Ancien député de Charonne-Père-Lachaise

Remplaçant éventuel :

JACQUES RISSE

PAS-DE-CALAIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arras-Nord, Arras-Sud, Vimy (moins communes de : Avion, Eleu-dit-Leauwette, Gavrelle, Izel-lès-Equerchin, Neuvireuil, Oppy, Quiéry-la-Motte).

M. Guy MOLLET

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Depuis la Libération, vous m'avez renouvelé votre confiance et j'ai tenu mes engagements envers vous.

La Ville et le District d'Arras forment maintenant une agglomération de 80.000 habitants dont les conditions d'existence se transforment chaque jour grâce à nos réalisations.

Dans l'ensemble de la circonscription, *j'ai été le député de toutes et tous.* Vos maires, vos conseillers municipaux, vous-mêmes, électrices et électeurs, le savez bien. Vous n'avez jamais fait appel à moi en vain et c'est par milliers que se comptent mes interventions dans tous les domaines.

Les personnes âgées le savent mieux que d'autres qui n'ont pas oublié le chef du gouvernement qui a créé le Fonds vieillesse et viennent souvent me confier leurs misères... ou leurs drames.

Sur le plan national et international, je me suis consacré à trois problèmes essentiels :

— le combat contre l'arbitraire : le pouvoir est aujourd'hui accaparé par un homme seul et les corps intermédiaires, Parlement, conseils généraux, municipalités, se voient dépouillés de toute autorité.
Il faut rétablir l'équilibre entre les institutions ;

— la lutte contre la volonté évidente de la majorité sortante de favoriser les intérêts privés dans tous les domaines : construction, autoroutes, téléphone, hospitalisation, éducation nationale, etc. ;

— la lutte contre une politique nationaliste et orgueilleuse, contre le ruineux prestige de la bombe atomique. L'Européen, l'auteur du Traité de Marché commun que je suis se félicite de ce que le programme commun de la gauche affirme notre volonté de voir « les délégations de compétence décidées par les pays membres dans l'intérêt commun ».

C'est dans le même esprit que je suis heureux de voir confirmée notre commune volonté d'œuvrer pour une politique de coexistence pacifique, de désarmement et de coopération avec tous les Etats.

Pour toutes ces raisons, je vous fais confiance.
Cette fois encore et dès le 3 mars vous voterez Guy Mollet.
Voter Guy Mollet

C'est vouloir, pour l'ensemble de notre circonscription :

— des équipements pour l'avenir, des logements, des usines, des établissements scolaires, sanitaires, sportifs et culturels ;
— l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, des retraités, des personnes âgées et des handicapés ;
— la liberté et la démocratie, y compris le droit de choisir une nouvelle majorité nationale ;
— la mise en œuvre des propositions du programme commun, contre toutes les injustices, pour une vie meilleure.

C'est vouloir, pour une région minière :

— un gouvernement qui freinera la liquidation du bassin et créera réellement les emplois nécessaires ;
— la modernisation des cités minières avec le maintien des droits au logement gratuit.

C'est vouloir, pour les ruraux et leurs enfants, l'égalité des chances avec les citadins, ce qui exige de garantir la progression du revenu des exploitants familiaux et de développer les équipements collectifs ruraux.

Parce que, toujours, il a défendu la liberté ; parce que, toujours, il a combattu pour une République plus juste et plus fraternelle et pour le socialisme, Guy Mollet a bien servi notre circonscription.

André Delehedde l'aidera dans sa tâche.
Vous leur ferez confiance.
C'est au premier tour que l'on décide.
Au second il est trop tard.

Dès le 4 mars, sans hésitation, vous voterez socialiste.

GUY MOLLET

Député sortant
Maire d'Arras
Président du District
Ancien Président du Conseil
Ancien Président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe
Officier de la Légion d'honneur - Médaille de la Résistance

Candidat du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DELEHEDDE

Conseiller d'orientation
Adjoint au maire d'Arras
Vice-président du District

2e CIRCULAIRE

Dès le 4 mars, 17.819 électrices et électeurs ont donné leurs voix à Guy **Mollet**, le plaçant en tête de tous les candidats.

Nous vous exprimons nos plus vifs remerciements. 4.132 voix de plus qu'au premier tour 1968, soit 30 % d'augmentation, quel témoignage d'estime et de confiance !

Dimanche prochain, vous devez choisir entre Guy Mollet, candidat commun de la gauche et de tous les républicains, ou Monsieur Jacquemont.

Votre choix est clair, le 11 mars, vous voterez

GUY MOLLET

Et, demain comme hier, je serai de député de toutes et de tous. Maires, conseillers municipaux, électrices et électeurs, citadins et ruraux, jeunes et vieux vous pourrez compter sur mon entier dévouement et sur celui de mon suppléant André Delehedde.

Guy MOLLET.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avesnes-le-Comte, Bapaume, Beaumetz-lès-Loges, Bertincourt, Croisilles, Marquion, Pas-en-Artois, Vitry-en-Artois. Communes de : Gavrelle, Izel-lès-Equerchin, Neuvireuil, Oppy, Quiéry-la-Motte.

M. Jean CHAMBON

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Le 30 juin 1968, vous m'avez fait l'honneur de me désigner pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

A la clôture de la dernière session parlementaire, le 20 décembre dernier, le Président Achille Peretti et le Premier Ministre, M. Pierre Messmer, déclaraient, s'adressant aux élus au terme de leur mandat : « Vous avez accompli en quatre ans et demi une œuvre législative considérable dont vous pouvez être fiers. »

Oui, nous pouvons être fiers du redressement économique de notre pays et des réalisations sociales qui en découlent !

Quelle chance pour notre bateau « France » de posséder un solide équipage pour traverser la tornade monétaire actuelle. Ceci semble naturel. Rappelez-vous cependant 1958. L'équipe alors au pouvoir, composée pour une bonne part de ceux-là même qui le réclament à nouveau aujourd'hui, n'avait d'autre ressource que d'appeler le général de Gaulle à son secours. La majorité d'alors avait été élue deux

ans auparavant en promettant la paix en Algérie et la prospérité pour tous. Résultat : Nous étions au bord de la faillite et de la révolution. Restaient encore leurs affiches proclamant : « Mère de France, si tu ne veux pas que ton fils parte en Algérie vote... » Sitôt au pouvoir, ils mobilisaient des classes nouvelles.

Que ce retour vers un passé récent amène les responsables à un peu plus de modestie et qu'il rappelle à tous qu'un pays comme la France n'est jamais à l'abri d'une brusque flambée : 1958-1968 ne sont pas écartés pour toujours, chacun ferait bien d'y réfléchir. La République et la liberté ne seront sauvées, la menace du Parti communiste écartée, que si la réponse du peuple est, le 4-11 mars, assez puissante, assez cohérente, assez nette, assez décisive pour balayer les prétentions du Parti communiste et de ses otages.

On a parlé de grande peur ? Oui, tous les démocrates (qu'ils soient chrétiens, libéraux ou socialistes non marxistes) ont peur d'un régime qui partout où il s'est imposé a détruit les libertés et s'empresserait, s'il devenait le maître chez nous, de supprimer F.O., la C.F.D.T. et la C.F.T.C. au profit d'un syndicat unique, et les partis politiques, quels qu'ils soient, au profit d'un seul parti.

Oui, le cultivateur appréhende qu'on lui rogne son champ jusqu'au dépouillement complet ;

— le commerçant, d'être imposé sur son fonds de commerce jusqu'à sa disparition dans un grand organisme d'Etat ;
— le médecin, de voir collectiviser toute l'activité médicale et de ne plus s'installer au lieu de son choix.

Oui, aucune démocrate ne se réjouit à la perspective du printemps de Prague. Et les événements vont si vite. Songez ! Au 52e Congrès du parti socialiste à Suresnes, M. Guy Mollet déclarait : « Les chefs communistes ? Ce qu'ils veulent, en réalité, je vais vous le dire : j'étais à Prague le jour où ils ont porté un coup mortel à la République tchécoslovaque. En quelques heures, alors que le Parti communiste était minoritaire et que l'Armée rouge n'était pas stationnée sur son sol, un peuple profondément attaché à sa liberté a été réduit en esclavage. Berlin-Est, Budapest. L'histoire est trop claire. On nous demande de la récrire ? Jamais... » Et pourtant !...

Pourtant que de mises en garde ! Chamfort, effrayé par les excès de la Révolution dont il s'était pourtant enthousiasmé, écrivait avec l'expérience de la vie : « Tout homme doit avoir avant tout le souci de sa dignité et ne jamais supporter d'être traité en objet ou comme moyen en vue de fins qu'il ne connaît pas ou qu'il préfère ne pas envisager en face ».

Le vrai problème qui résulte de tout cela est de savoir si ces élections seront les dernières élections législatives libres qui pourront se dérouler en France. Demain il sera trop tard pour regretter d'avoir égaré vos suffrages sur des « otages », même sympathiques et sincères, mais entièrement dépassés par l'importance vitale de l'enjeu et la taille historique de l'épreuve.

Si nous sommes résignés au sacrifice progressif de toutes les libertés, donnons notre suffrage aux candidats du Parti communiste.

Si nous entendons rester des citoyens et déterminer nous-mêmes le destin de notre pays.

Si nous croyons que la société future doit prospérer dans la paix civile et le respect de toutes les libertés, alors faisons bloc sur les candidats libéraux et plus particulièrement sur ceux de l'Union des républicains de progrès.

— Pour le soutien au Président de la République ;
— Pour la défense de notre idéal ;
— Pour la justice sociale ;
— Pour la paix partout dans le monde et d'abord entre Français ;
— Pour l'avenir de nos enfants ;
— Pour le progrès dans la liberté.

Pris par des occupations et des responsabilités sans cesse croissantes, mon suppléant, M. Pierre Vitte, m'a fait part de son désir de ne plus être candidat. Je le remercie de sa collaboration franche et loyale et je propose à vos suffrages M. Marc Buissart, pharmacien, maire d'Ecourt-Saint-Quentin, 50 ans, 3 enfants. Déjà rompu aux rapports avec l'administration, il saura vous représenter efficacement.

Union des républicains de progrès

JEAN CHAMBON

Docteur vétérinaire
Conseiller général du canton de Beaumetz-les-Loges
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MARC BUISSART

Pharmacien
Maire d'Ecourt-Saint-Quentin

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

L'arrivée du Parti communiste au pouvoir risque d'être une réalité demain.

Cette éventualité prend un relief saisissant dans notre région et doit *orienter le vote de tout citoyen épris de liberté.*

Telle est l'évidence derrière laquelle tout s'efface.

Je ne dis pas cela pour masquer nos problèmes de la vie courante, des faiblesses ou des insuffisances !

- Non, je ne vous oublie pas, les anciens prisonniers de guerre, et mon engagement à votre égard est total !
- Non, je ne vous oublie pas, les artisans et commerçants dont la couverture sociale et la retraite ont besoin d'être fortifiées !

— Ni vous les agriculteurs dont les problèmes sont si chers à mon cœur...

— Ni vous les handicapés, les vieux, les faibles...

Mais combien ces problèmes importants (préoccupation et souci de notre vie journalière) sont dépassés !

Combien nous apparaissent puériles les nuances, les divergences qui parfois nous opposent, et mesquines nos querelles intérieures.

Nous sommes à la croisée des chemins et une mauvaise orientation nous mènerait à la perte de notre indépendance.

Il appartient à toute citoyenne, à tout citoyen, épris de liberté,

à tous ceux qui ne sont pas aveuglés par le marxisme,

à tous ceux qui fuient la contrainte et l'oppression,

de s'unir pour barrer la route au communisme — et à ses complices.

L'heure de l'unité nationale a sonné...

- Si vous entendez rester des citoyens libres, disposer de vos biens selon votre seule volonté, déterminer vous-mêmes le destin de notre pays,
- Si vous croyez que la société future doit naître dans la paix civile,
- Si vous tenez à préserver les structures de notre République, les améliorer, éviter que notre pays ne trébuche dans le chaos et l'oppression,

Elevez vos cœurs ! et, conscients de votre responsabilité devant l'avenir de vos enfants, de vos familles, de votre société.

Vous voterez en masse pour Chambon et Buissart.

Candidats de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président Pompidou, c'est-à-dire pour la liberté, pour la République, pour la France !

JEAN CHAMBON

Docteur vétérinaire
Conseiller général du canton de Beaumetz-les-Loges
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MARC BUISSART

Pharmacien
Maire d'Ecourt-Saint-Quentin

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aubigny-en-Artois, Auxi-le-Château, Heuchin, Le Parcq, Saint-Pol-sur-Ternoise.
Communes de : Beugin, Calonne-Ricouart, Camblain-Châtelain, Caucourt, Divion, Estrée-Gauchy, Gauchin-le-Gal, Hermin, Houdain, Ourton, Ranchicourt, Rebreuve-sous-les-Monts.

M. Lucien PIGNION

(Candidat du Parti socialiste)
élu le 13 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Je n'éprouve aucune peine à vous demander de me faire confiance, le 4 mars et dès le 4 mars.

J'ai eu l'occasion de vous le dire déjà soit dans *Nord-Matin,* soit dans l'*Espoir,* soit dans mes appels par tracts, soit dans nos réunions, je n'ai pas de promesses à vous faire : elles figurent dans le programme commun de gouvernement de la gauche.

Ce programme est un contrat : je veux le passer avec vous, simplement, honnêtement !

Ce programme est prudent dans sa netteté : il exige, pour être réalisé, du temps et des hommes.

Des hommes sincères, courageux, probes.

Je vous apporte ce que je crois posséder : le courage, l'honnêteté, la foi dans la destinée de l'homme, l'efficacité, prouvés dans mon métier, prouvés dans mon administration.

Efficacité dans mon action d'éducateur et de responsable de l'éducation nationale.

Efficacité dans mon action de maire et d'administrateur de ma ville de Saint-Pol !

Je vous apporte mes convictions de citoyen, de socialiste, qui exigent la compréhension, l'ouverture d'esprit, la générosité de cœur, qui veulent qu'en toute personne, qu'en tout homme on respecte ce qu'il a de plus précieux, sa liberté de pensée, sa dignité d'homme ou de femme.

Demain, comme hier et comme aujourd'hui, mon idéal sera de servir.

Servir mon pays si je suis votre député,

Servir ma région si je suis votre député parce que je serai en même temps votre représentant au conseil régional.

Servir chacun d'entre vous comme je m'épuise à le faire depuis toujours. Et pour cela une seule promesse : celle de garder le contact avec les électeurs et électrices dans des permanences régulières à St-Pol mais aussi à Houdain, Divion, Calonne.

Votre choix est clair :

Pour un vrai député, pour la région, vous voterez :

LUCIEN PIGNION

Candidat titulaire du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

GAETAN MARICHEZ

Dès le 4 mars, sans abstention !

Appel de Gaëtan Marichez

Je remercie les sections socialistes d'avoir désigné à l'unanimité notre camarade Lucien Pignion comme candidat titulaire du Parti socialiste dans cette troisième circonscription qu'il connaît si bien à travers le monde rural, à travers le secteur minier, à travers les contacts permanents qu'il a avec toutes les catégories socio-professionnelles qui font la diversité sociale : commerçants, artisans, ouvriers. Et je n'aurais garde d'oublier les aînés pour qui Lucien Pignion déplore de faire si peu, alors qu'il fait déjà tant.

Et je n'aurais garde d'oublier les jeunes qui sont et sa fierté, et sa joie, et son espoir, pour demain !

Mais je veux remercier, aussi, tous nos camarades qui m'ont fait l'honneur d'être le suppléant d'un candidat de la valeur de Lucien Pignion. Je lui dois d'avoir, dans mon métier, apprécié ce que pouvait être un homme responsable. Je lui dois d'avoir choisi, comme lui, de servir, d'être au service de tous par-delà les divergences de pensée, d'opinion, de philosophie. Je lui dois d'avoir réalisé, modestement mais avec fierté et joie, ce que lui inspire et ce que m'inspire l'idéal socialiste.

Citoyennes et citoyens, vous avez un choix à faire : il est fait !

Il vous suffit de juger les idées et de jauger les hommes.

Nos idées, nos projets, vous les connaissez : nous voulons « changer la vie ».

Lucien Pignion a apporté tant de choses à Saint-Pol qu'il a changé la vie de sa cité.

Il aidera demain à changer la vie de notre région qui en a tant besoin.

Il aidera demain à changer la vie de ce pays, dans une société qui meurt du pouvoir de l'argent.

Pour un vrai député au Parlement.

Pour un vrai député défenseur de la région.

Votez Lucien Pignion.

Sans abstention, massivement, dès le 4 mars !

2e *CIRCULAIRE*

Les candidats socialistes pour le deuxième tour des législatives Lucien Pignion, Gaëtan Marichez adressent leurs remerciements combien sincères aux 13.822 électrices et électeurs qui leur ont fait confiance dès le 4 mars.

Ils souhaitent, le 11 mars, obtenir un soutien plus total encore afin de pouvoir, pour l'action à mener demain, parler au nom de dizaines et de dizaines de milliers de leurs concitoyens ; pour pouvoir s'appuyer sur la force morale que le nombre imposant des voix obtenues va leur apporter.

— Pour la défense de la région.
— Pour la défense de la troisième circonscription.
— Pour l'action parlementaire.

plus votre appui sera total
plus Lucien Pignion sera écouté !

Demain, votre député, Lucien Pignion, appliquera et fera appliquer toutes les mesures qu'il n'a cessé, avec Gaëtan Marichez, de présenter aux électrices et aux électeurs, à travers les innombrables réunions et les innombrables contacts qu'ils ont eus et au cours desquels tant et tant de problèmes ont été évoqués !

Electrices, électeurs, Lucien Pignion mettra à votre service la volonté créatrice, l'énergie, l'expérience que vous lui connaissez !

Il sera, demain comme hier, sans sectarisme aucun, votre élu, votre député !

En masse, le 11 mars, sans abstentions vous voterez et ferez voter :

LUCIEN PIGNION

Remplaçant éventuel :

GAETAN MARICHEZ

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Campagne-lès-Hesdin, Etaples, Fruges, Hesdin, Hucqueliers, Montreuil.

M. Marcel BERAUD

(Candidat de l'Union des démocrates pour la République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1962 vous m'avez, par trois fois, renouvelé votre confiance pour soutenir l'action du général de Gaulle et de ses gouvernements, pour le progrès, l'indépendance et la paix, face aux coalitions socialo-communistes et à leurs alliés.

Lors de tous les référendums et des élections présidentielles, l'arrondissement de Montreuil a toujours fait confiance au général de Gaulle, puis au président Pompidou.

Aujourd'hui, le programme commun lie les radicaux de gauche et les socialistes aux communistes, dont ils ont accepté les options principales.

Les radicaux de gauche et les socialistes font semblant de croire que le parti communiste a accepté, comme me l'a déclaré M. Akar, leurs conditions. Aveugles ou complices ? Personne n'est dupe.

Entre radicaux de gauche et communistes, il n'y a plus aujourd'hui de différence, puisque leur programme est commun.

Si cette coalition l'emportait, radicaux et socialistes ne pèseraient pas lourd face au communisme totalitaire et à ses organisations parallèles.

Ils ne peuvent l'emporter, si tous ceux qui refusent le totalitarisme s'unissent à ceux qui, depuis quinze ans, soutiennent la Ve République.

Malheureusement un parti, les « Réformateurs », sous couvert de « réformes » et un homme, le maire du Touquet, sous couvert d'apolitisme, mais par ambition, viennent jeter la division et la confusion.

Les élections législatives ne sont pas des élections locales où, seuls, sont en cause les intérêts de l'arrondissement de Montreuil et de ses habitants. Ce sont des élections politiques et nationales qui, par les choix qui seront faits, engagent l'avenir de la France. Il est donc indispensable de savoir où se situe celui à qui vous donnerez vos suffrages.

L'apolitisme n'est qu'une tromperie.

Le choix qui est aujourd'hui proposé est aussi clair qu'en 1968 :

— Vous ne laisserez pas les hommes du « programme commun » et leurs alliés, bouleverser ce qui a été fait, patiemment, depuis quinze ans.

— Vous serez logiques avec vous-mêmes, en apportant au Président de la République la majorité homogène qui permettra de poursuivre et d'amplifier l'action entreprise pour rendre notre société toujours plus juste, plus responsable et plus humaine.

— Vous ferez confiance aux hommes qui ont, depuis quinze ans, transformé la France et notre arrondissement, sans vous laisser abuser par les prometteurs de miracles, tant sur le plan national que sur le plan local.

— Vous apporterez vos suffrages à un homme qui, vous représentant depuis 1962, n'a jamais eu, depuis juin 1940, d'autres buts, dans la guerre comme dans la paix, que le service de l'intérêt national et la grandeur de la France.
— Vous lui donnerez à nouveau notre confiance pour la défense des intérêts de l'arrondissement de Montreuil et de tous ses habitants, pour son expansion industrielle et agricole, et le développement touristique de la Côte d'Opale, dont personne n'a le monopole.

Son honnêteté, son désintéressement, son impartialité et son dévouement vous sont acquis.

Votez :

Contre l'aventure.
Pour la défense des libertés.
Pour la défense de l'égalité.
Pour le développement de la solidarité.

MARCEL BERAUD

Député sortant de l'arrondissement de Montreuil
Ancien maire de Berck-sur-Mer
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Dentiste — Commandant de réserve
Ancien des Forces françaises libres - 1re D.F.L.
Secrétaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Membre du Comité central de l'U.D.R.
Vice-président de l'Amicale « Présence et action du gaullisme »

Remplaçant éventuel :

ALFRED FOURDRIGNIER

Commerçant à Montreuil-sur-Mer

2e *CIRCULAIRE*

Merci aux 11.933 électrices et électeurs qui m'ont, une fois encore, apporté leurs suffrages. Ils m'ont permis d'être en tête devant le candidat de l'Union de la gauche.

Mais le combat n'est pas fini !

Face au candidat des communistes, des socialistes et de leurs alliés, tous les républicains sincères, épris de liberté et de justice, faisant taire leurs divergences mineures, se rassembleront dans l'intérêt supérieur de la France et des Français.

— Vous ne laisserez pas les hommes du « programme commun » bouleverser ce qui a été fait patiemment depuis quinze ans.
— Vous donnerez au Président Pompidou la majorité homogène qui permettra de poursuivre et d'amplifier l'action entreprise pour rendre notre société toujours plus juste, plus responsable, plus humaine.
— Vous apporterez vos suffrages à un homme qui n'a jamais eu d'autre but que le service de l'intérêt national et de la grandeur de la France.
— Vous lui donnerez à nouveau votre confiance, pour qu'avec la collaboration de tous les citoyens de bonne volonté et tout le dynamisme dont ils savent faire preuve, soient assurés l'expansion agricole et industrielle, le développement touristique de l'arrondissement de Montreuil et la défense des intérêts de ses habitants.

Pour que demain tout ne soit pas remis en cause :

Il faut voter :

Contre les communistes et leurs alliés !
Pour la défense de nos libertés !
Pour assurer la justice sociale !
Pour le développement de la solidarité !

Il faut voter :

Union des démocrates pour la République — Républicains indépendants giscardiens — Centre démocratie et progrès.

MARCEL BERAUD
Député sortant de l'arrondissement de Montreuil
Ancien maire de Berck-sur-Mer
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

ALFRED FOURDRIGNIER
Commerçant à Montreuil-sur-Mer

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulogne-Sud, Desvres, Samer.

M. Jean BARDOL

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Pour le succès du programme commun, sans abstentions, votez :

JEAN BARDOL

Il vous donne la garantie d'un homme totalement résolu à l'appliquer, parce qu'il lui a donné une adhésion pleine et entière, qu'il l'a défendu avec générosité, qu'il a toujours lutté pour l'union.

Vous êtes certains également d'avoir avec lui un homme compétent et dévoué à sa région lié étroitement à la population laborieuse, qui a fait ses preuves comme sénateur et comme maire et dont la première préoccupation est la lutte contre le sous-développement régional et pour la création d'emplois diversifiés.

Un homme ouvert, au service de tous, sans distinction d'opinions politiques ou religieuses, défendant les uns et les autres avec le même dévouement reconnu unanimement.

Oui, il est possible, dès demain de mieux vivre, de changer la vie, dans notre beau pays, dans notre belle région boulonnaise.

Pour cela, faites confiance à Jean Bardol et Francis Defrance, dont l'action passée et présente répond de l'avenir.

Votez communiste pour l'Union populaire et la victoire du programme commun.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité *un grand espoir* avec les communistes, l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.
- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- La durée du travail immédiatement réduite, sans diminution de salaire.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La révision de la politique charbonnière.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois l'union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste :

JEAN BARDOL
Sénateur
Maire de Saint-Etienne-au-Mont

FRANCIS DEFRANCE
Instituteur

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

La gauche, avec 46,2 % des voix dans le pays, a remporté une grande victoire au premier tour alors que l'U.D.R. et ses alliés subissent de lourdes pertes (38 % des suffrages).

Dans notre circonscription, le succès est plus net encore. Par rapport à 1968, notre candidat Jean Bardol passe de 11.187 voix à 14.392 voix et le candidat socialiste J. Dumortier de 12.219 voix à 12.907. Ensemble, ils gagnent près de 4.000 voix. Par contre, le candidat U.D.R., R. Meaux, s'effondre, tombant de 14.340 à 9.014 voix.

Le deuxième tour doit confirmer ce succès de la gauche et permettre aux travailleurs et démocrates d'exprimer leur volonté de changement.

Dans toutes les circonscriptions, la gauche se rassemble sur le nom d'un candidat unique, communiste, socialiste ou radical.

Dans le Pas-de-Calais cela va permettre d'enlever de nombreux sièges à l'U.D.R. et assurer, par exemple, l'élection de Le Sénéchal (socialiste) à Boulogne-Nord, et de J.-J. Barthe (communiste) à Calais.

Dans notre circonscription, la réaction n'a cependant pas désarmé et regroupe toutes ses forces. Mais l'Union de la gauche sera la plus forte, comme elle l'a toujours été dans le passé, en 1962, 1967, 1968 par le désistement loyal du Parti communiste et de son candidat Jean Bardol. La réciproque sera vraie. Pas une voix de gauche ne manquera au deuxième tour au candidat placé en tête par le suffrage universel.

JEAN BARDOL

Candidat unique de l'Union de la gauche

Travailleurs manuels et intellectuels, des villes et des champs, croyants ou incroyants, démocrates, pour la victoire et la mise en œuvre du programme commun par la gauche unie, votez pour Jean Bardol et Francis Defrance.

En outre, il faut à notre région boulonnaise un homme qui a fait les preuves de sa compétence comme maire et sénateur, un homme qui est au service de tous, quelles que soient leurs opinions, et dont le dévouement est reconnu unanimement. C'est pourquoi nous vous appelons à assurer l'élection de

Jean BARDOL
Candidat titulaire.

Francis DEFRANCE
Suppléant

Communiqué commun *du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale* :

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont, d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.
Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Quatorzième circonscription : Joseph Legrand.

JEAN BARDOL

Candidat unique de la gauche pour la victoire du programme ccommun.

Remplaçant éventuel :

FRANCIS DEFRANCE

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulogne-Nord, Ardres, Guines, Lumbres, Marquise.

M. Louis LE SÉNÉCHAL

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Nous vivons dans un pays dont on vante partout la richesse, et nos actuels détenteurs du pouvoir ne sont pas les derniers à la proclamer.

Pourtant l'injustice sociale règne, pourtant on rogne sur les crédits d'équipement, sur les crédits scolaires ; on manque de logements, de routes, de téléphones, des jeunes chôment, des vieux végètent, l'emploi n'est pas sûr, des régions entières meurent...

Alors c'est que le régime ne va plus... et on ne peut en accuser l'instabilité ministérielle, comme sous la quatrième République, puisque la même majorité est au pouvoir depuis quinze ans sans interruption.

Mais ce qui ne va pas, c'est que l'équipe actuelle n'est là que pour sauver un régime injuste de profits personnels, au prix de nombreux scandales.

Alors que meure l'agriculture, que s'étiole la pêche, que périclite l'industrie, que crèvent le commerce et l'artisanat sous l'étreinte des monopoles, que le chômeur rôde à la recherche d'un emploi, que les jeunes piétinent, que les assurés sociaux attendent, et que les vieux patientent : ils promettent d'y penser, s'ils reviennent au pouvoir, et découvrent même que ce qu'ils jugeaient impossible il y a un mois peut se faire... après le 11 mars !

Si vous en avez assez des promesses non tenues et des dépenses folles, si vous en avez assez de devoir payer comme contribuable local ce que l'Etat laisse à faire aux communes qui paient la T.V.A. ; si vous en avez assez de payer l'impôt sur le revenu dans des proportions accrues, alors vous songerez que nous vous présentons un programme généreux, audacieux certes, mais réalisable parce que nous en finirons avec les privilèges et parce que nous croyons en la France, en ses travailleurs et en ses ressources, parce que nous croyons à l'Europe des peuples et parce que nous sommes convaincus que la population entière nous portera dans cette marche à la justice et au progrès.

A ceux qui nous reprochent de livrer le pays à l'aventure, nous dirons qu'elle viendra sûrement si on leur laisse continuer cette politique à la petite semaine.

A ceux qui nous accusent de vouloir ruiner les classes moyennes, les agriculteurs, nous demandons de regarder où ils les ont conduits.

Et ceux qui prétendent que nous voulons instaurer la dictature du prolétariat, nous les accusons d'avoir consolidé la dictature du profit, d'avoir tourné de dos à l'espérance de plusieurs générations, de ne pas vouloir comprendre qu'un monde

change d'un pôle à l'autre et que des milliards d'hommes et de femmes crient maintenant en demandant justice, que la France se doit de ne pas les décevoir si elle veut que la paix règne et que ceux qui demain naîtront sur son sol soient des citoyens libres dans un monde heureux.

Si vous avez compris cela, électrices et électeurs, vous voterez pour les candidats du Parti socialiste.

LOUIS LE SÉNÉCHAL

Maire de Marquise
Conseiller général
Ancien député

Remplaçant éventuel :

DOMINIQUE DUPILET

Adjoint au maire de Boulogne-sur-Mer

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous vous remercions de nous avoir largement placés en tête des candidats d'opposition, notre parti obtenant un score jamais atteint depuis 1958.

En face, le candidat gouvernemental, député sortant, n'obtient que 41 % des suffrages exprimés.

L'augmentation du nombre des électeurs a donc profité aux partis d'opposition.

Si le candidat du pouvoir a reculé dans de telles proportions, c'est que le peuple de ce pays est mécontent de la dictature d'une majorité inconditionnelle : il veut que le jeu normal des institutions républicaines fonctionne à nouveau.

Défenseurs d'un programme d'action et de sauvegarde, nous vous demandons de faire respecter votre vote du premier tour, pour qu'au Parlement, notre élu, Louis Le Sénéchal, puisse défendre, en même temps que les intérêts de notre circonscription, la justice sociale et le progrès économique.

Vous savez de longtemps que vous pouvez lui faire confiance pour, quelles que soient les circonstances, qu'il fasse entendre la voix de la raison et de la justice pour le bien-être de tous.

Des tracts divers provenant de notre adversaire ont mis en cause les points de notre programme : nous y avons répondu suffisamment et surtout face au public.

Quant à notre gestion, les électeurs ont répondu aux accusations et ont surtout souri de voir notre concurrent se narguer de nos réalisations : que n'a-t-il dit que les pauvres subventions que nous avons reçues de l'Etat ont été absorbées par la T.V.A., que n'a-t-il souligné celles que nos communes ont mené à bien sans subvention ?

Mais cette polémique est dépassée par l'enjeu de la bataille que nous menons pour l'indépendance des communes, pour la justice fiscale, pour la suppression des patentes, pour la réforme des contributions locales et de l'impôt sur le revenu pour l'égalité devant la Sécurité sociale et pour l'amélioration du sort des personnes âgées.

Pour nous, doit finir la politique des scandales, des dépenses de prestige, du gaspillage et la Nation doit prendre en main son devenir économique.

Les jeunes, les malheureux et tous ceux qui espèrent en un avenir meilleur dans une République libre seront avec nous le 11 mars pour assurer la victoire du Parti socialiste soutenu par tous les républicains authentiques en votant pour :

LOUIS LE SÉNÉCHAL

Maire de Marquise
Conseiller général
Ancien député

Remplaçant éventuel :

DOMINIQUE DUPILET

Adjoint au maire de Boulogne-sur-Mer

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Audruicq, Calais-Nord-Ouest, Calais-Sud-Est.

M. Jean-Jacques BARTHE

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Pour le succès du programme commun.

Notre pays est riche. Les Français produisent beaucoup — Ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui le disent — Alors, pourquoi la vie est-elle si difficile pour les travailleurs et les petites gens ?

- Parce qu'un petit nombre de gros banquiers, de grands industriels, accaparent la plus grande partie des résultats du travail des Français.
- Parce que ces affairistes ont transformé notre pays en celui du gâchis.
- Ils liquident les industries qui ne rapportent pas des profits maxima dans l'immédiat.
- Ils organisent la destruction des récoltes.
- Ils spéculent avec l'argent des contribuables que leur accorde l'Etat.

Pour que ça change, votez dimanche pour les candidats présentés par le Parti communiste français.

Votez, faites voter pour le Parti qui a combattu, dès 1958, le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujourd'hui mesurer les graves conséquences.

Pour que votre vie s'améliore, il faut une autre politique. Une politique qui donne la priorité à l'intérêt général sur les grands intérêts privés.

C'est cette politique que définit le programme commun de la gauche.

Dimanche, vous voterez pour le Parti communiste qui est :

- A l'origine de l'Union de la gauche.
- A l'origine du programme commun.

Pour assurer le succès de ce programme de gouvernement votez communiste.
Pour l'Union populaire et la victoire du programme commun.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité un grand espoir avec les communistes, l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.
- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- La durée du travail immédiatement réduite, sans diminution de salaire.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La révision de la politique charbonnière.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois l'union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste :

JEAN-JACQUES BARTHE
Maire de Calais

Remplaçant éventuel :

RENÉE LANGLET
Conseiller général
Conseiller municipal délégué
Ordonnateur du Bureau d'aide sociale

2e CIRCULAIRE

La volonté de changement qui s'est exprimée dimanche dernier dans le Calaisis, lors du premier tour de scrutin, montre à quel point nos populations souhaitent qu'enfin une solution soit apportée aux nombreux problèmes qui les préoccupent.

Les promesses démagogiques formulées par l'U.D.R. avant chaque élection, tant sur le plan national que sur le plan local, n'ont pas trompé les électeurs, puisque 2 sur 3 d'entre eux ont voté pour un changement de politique.

Dimanche 11 mars, il est possible de donner au Calaisis un député qui s'occupera sérieusement des intérêts de notre région et de ses habitants.

Jean-Jacques Barthe et René Langlet, placés en tête de tous les candidats dès le premier tour par le suffrage universel, vous les connaissez.

Depuis deux ans, ils participent aux nombreuses réalisations sociales de la municipalité de gauche unie de Calais. Ils sont membres du Parti communiste français, le parti de Félix Cadras. Ils défendent le programme commun.

Au-delà de leurs opinions, vous savez que, sans esprit partisan, ils sont toujours à votre disposition, à votre service pour se pencher sur votre situation, pour intervenir en votre faveur. Vous savez qu'ils s'efforcent d'aider chacun, quelles que soient ses convictions, quel que soit son milieu social.

Travailleurs, commerçants, artisans, exploitants agricoles sont reçus par eux de la même façon et leurs interventions ne sont motivées que par le souci de trouver un remède aux difficultés de chacun.

Il sont au service de tous sans discrimination.

Calaisiens de souche, issus de familles de travailleurs, ils connaissent bien tous les problèmes du Calaisis. Ils seront toujours à vos côtés pour vous écouter, pour vous conseiller, pour vous aider.

Le 11 mars, pour de véritables changements, pour le progrès dans la liberté, vous voterez

JEAN-JACQUES BARTHE

et RENÉE LANGLET

Candidats uniques de la gauche

Faites du maire de Calais le député du Calaisis !..

Communiqué commun du Parti communiste, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale.

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département, plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.
Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Treizième circonscription : Joseph Legrand.

JEAN-JACQUES BARTHE

Remplaçant éventuel :

RENÉE LANGLET

Candidats uniques de la gauche.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aire, Fauquembergues, Saint-Omer-Nord, Saint-Omer-Sud, Norrent-Fontes (moins communes de : Auchel, Cauchy-à-la-Tour, Loringhem).

M. Roland HUGUET

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Dans un régime démocratique, il n'est pas sain qu'une même formation politique conserve indéfiniment le pouvoir.

Déjà depuis quinze ans celle-ci a mis la France en tutelle.

Nos gouvernants actuels essayent de faire croire que les progrès dans notre pays sont à mettre à leur actif alors qu'ils sont le fruit du labeur de tous et le reflet technique qui avance d'ailleurs tout aussi bien sinon mieux dans les Nations voisines dirigées parfois par des socialistes.

Les mesures prises dont ils peuvent faire état sont le plus souvent nettement insuffisantes et ont dans la plupart des cas été arrachées par les intéressés eux-mêmes (Syndicats, Manifestations de commerçants, d'agriculteurs, etc.)

Avec eux, c'est la domination de la toute puissance du capitalisme, c'est la dégradation des mœurs, l'affairisme et ses scandales, une ruineuse politique de prestige et sans cesse les vraies mesures sociales remise au lendemain.

Face à l'injutice, les socialistes proposent aux Françaises et aux Français un programme d'avenir et d'espoir : Le programme commun de gouvernement de la gauche.

Le choix est clair :

— d'un côté : les grandes phrases creuses, aucun programme, pas d'idéal,
— du nôtre : d'immenses espérances pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour les artisans comme pour les commerçants et les cultivateurs avec, en plus, le désir profond d'améliorer la qualité de la vie et ceci dans le calme et la sérénité indispensables.

Face à la propagande mensongère du pouvoir, face aux épouvantails d'un autre âge que l'on agite pour détourner une nouvelle fois votre attention des vrais problèmes, vous montrerez que les Françaises et les Français ne sont pas de naïfs sujets mais des citoyennes et des citoyens à part entière, politiquement majeurs.

Nous vous faisons confiance, pour choisir, dès le 4 mars et en conscience, celui qui sera le mieux placé pour assurer un indispensable changement dans notre circonscription qui connaît de multiples problèmes et pour vous représenter dignement, efficacement, tant au plan local qu'au niveau national.

Dans cette attente, nous vous prions de croire en nos sentiments cordiaux et les plus dévoués.

Roland HUGUET.
Jean SAINT-ANDRÉ.

Grâce aux richesses de notre pays, produites, créées, diffusées, renouvelées par des millions de travailleurs salariés et indépendants, manuels et intellectuels :

Il est normal :

— d'amener le salaire minimum à 1.000 F par mois ;
— d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans ;
— de ramener la semaine de travail à 40 heures ;
— d'augmenter les salaires et les pensions ;
— de construire par an 700.000 logements sociaux ;
— de promouvoir une meilleure politique de la santé publique.

Il est nécessaire :

— de changer la condition scandaleuse des personnes âgées ;
— de rendre la fiscalité plus juste ;
— d'améliorer les conditions de travail ;
— d'accroître les responsabilités des ouvriers, des employés et des cadres dans l'entreprise ;
— de changer les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et par celles du travail, souffrant du manque d'équipements collectifs nécessaires (crèches, etc.) et privées bien souvent du temps de vivre.
— de garantir sérieusement le petit commerce et l'exploitation familiale agricole ;
— de nationaliser les banques d'affaires qui font la loi dans notre pays.

Il est possible :

— de transformer les conditions de transport ;
— de développer les loisirs et la culture ;
— de créer un nouvel urbanisme ;
— de lutter efficacement contre la pollution.

Pour une meilleure qualité de vie.

Electrices, électeurs,

Vous savez mon attachement à votre circonscription et les services innombrables que j'ai pu rendre tant aux communes qu'aux populations rurales et urbaines. Roland Huguet et Jean Saint-André se sont fait bien souvent, auprès de moi, l'écho très avisé de vos problèmes.

Je vous demande de reporter sur nos deux candidats, auxquels me lie une affectueuse amitié, la gratitude dont vous m'avez tant de fois assuré.

Bernard Chochoy, Ancien Ministre,
Président du Conseil général du Pas-de-Calais

Pour une société, demain, fraternelle, généreuse, humaine avec :

ROLAND HUGUET

C'est voter socialiste mais c'est d'abord pour vous.

Le 4 mars, exercez tous votre droit et votre devoir, en citoyennes et citoyens libres et avertis, choisissez :

Parti socialiste
Union de la gauche socialiste et démocrate

ROLAND HUGUET

39 ans - Professeur
Conseiller général
Maire d'Isbergues

Remplaçant éventuel :

JEAN SAINT-ANDRE

Pharmacien
Conseiller municipal de Saint-Omer

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Le scrutin du 4 mars nous place en bonne position pour rassembler, au second tour, toute la gauche et permettre ainsi à tous les républicains de marquer leur volonté de changement.

Nous vous en remercions bien sincèrement et, forts de votre appui, nous poursuivrons jusqu'à la victoire à notre portée si chacun de celles ou de ceux qui ont refusé de se laisser prendre aux fallacieuses promesses de la majorité sortante, à son chantage et à la propagande officielle, respectent le vote qu'ils ont émis en toute conscience et en toute liberté dès le premier tour.

Nous faisons le serment :

— à tous ceux qui aspirent à une vie meilleure ;
— à tous les travailleurs ;
— à tous ceux qui souffrent d'une politique économique indaptée au monde moderne ;
— à la jeunesse sans horizon ;
— aux anciennes et anciens sans espoirs ;
— aux agriculteurs brimés par le régime ;
— aux combattants spoliés ;
— aux commerçants et artisans écrasés

de tout mettre en œuvre pour les défendre et promouvoir une politique économique nouvelle dans notre circonscription.

Le député sortant, malgré ses dix années de Parlement, marquées surtout d'inefficacité, ne peut plus prétendre représenter valablement nos populations, la grande majorité des électrices et électeurs le lui ont signifié dimanche dernier.

L'avenir est à ceux qui représentent l'union des travailleurs, des producteurs, à tous ceux qui sont décidés, par l'application du programme commun, à lutter contre l'inégalité et pour la justice.

- Pour mettre fin à un régime qui a fait faillite et qui a engendré tant de scandales.
- Pour mettre fin au règne des technocrates et à un centralisme abusif qui ignore les problèmes locaux.
- Pour qu'enfin la population de notre circonscription voie ses besoins mieux pris en considération et non systématiquement ignorés par le gouvernement.
- Pour que la République reprenne ses droits et que les travailleurs de toutes catégories accèdent à la justice sociale dans la liberté.

Le 11 mars sans hésitation votez massivement :

ROLAND HUGUET

Conseiller général du Pas-de-Calais
Maire d'Isbergues

Remplaçant éventuel :

JEAN SAINT-ANDRE

Conseiller municipal de Saint-Omer

Candidats uniques de la gauche

Ils seront au service de tous.

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Béthune, Lillers. Communes de : Auchel, Cauchy-à-la-Tour, Lozinghem.

M. Édouard CARLIER

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Notre pays est riche, les Français produisent beaucoup. Ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui le disent.

Alors pourquoi la vie est-elle si difficile pour les travailleurs et les petites gens ?

- Parce qu'un petit nombre de gros banquiers, de grands industriels, accaparent la plus grande partie des résultats du travail des Français.
- Parce que ces affairistes ont transformé notre pays en celui du gâchis.
- Ils liquident les industries qui ne rapportent pas des profits maxima dans l'immédiat.
- Ils organisent la destruction des récoltes.
- Ils spéculent avec l'argent des contribuables que leur accorde l'Etat.

Pour que ça change, votez dimanche pour les candidats présentés par le Parti communiste français.

Votez, faites voter pour le Parti qui a combattu, dès 1958, le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujourd'hui mesurer les graves conséquences.

Pour que votre vie s'améliore, il faut une autre politique. Une politique qui donne la priorité à l'intérêt général sur les grands intérêts privés.

C'est cette politique que définit le programme commun de la gauche.

Dimanche, vous voterez pour le Parti communiste qui est :

- A l'origine de l'Union de la gauche.
- A l'origine du programme commun.

Pour assurer le succès de ce programme de gouvernement : Votez communiste.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité un grand espoir, avec les communistes l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.
- La durée du travail immédiatement réduite, sans diminution de salaire.
- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La révision de la politique charbonnière.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois, l'Union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste :

EDOUARD CARLIER

Conseiller général
Député de la circonscription de 1962 à 1968

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CLAIRET

Militant syndical
Adjoint au maire de Cauchy-à-la-Tour

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour des élections législatives qui viennent de se dérouler, les candidats de la gauche, Edouard Carlier, du Parti communiste français, et Jacques Mellick, du Parti socialiste, arrivent en tête des six candidats.

En vertu des engagements pris entre les deux Partis, Jacques Mellick se désiste en faveur d'Edouard Carlier qui se trouve face à l'U.D.R. U.R.P. Hubert Dupont-Fauville.

Les candidats de l'U.R.P. ne vont pas manquer, durant cette semaine, de tout faire tant à la télévision qu'à la radio ou dans la presse, pour nous barrer la route de la victoire et notamment en déformant, en tronquant le programme commun de gouvernement, en calomniant le Parti communiste français.

Ils veulent à tout prix préserver leurs privilèges.

Ils veulent à tout prix maintenir leur domination sur toutes les forces vives de la nation, sur tous ceux qui produisent les richesses du pays, qu'ils soient ouvriers, exploitants agricoles, employés, commerçants ou artisans, ingénieurs, cadres ou techniciens. C'est pourquoi nous invitons, dimanche prochain, les abstentionnistes et tous les électeurs du premier tour à voter contre le candidat de l'U.R.P., l'U.D.R. Dupont-Fauville, en bloquant massivement vos suffrages sur le candidat unique de la gauche, Edouard Carlier et son suppléant Joseph Clairet.

Les Français veulent un changement. Ils l'ont déjà prouvé au premier tour. Ceux qui ont apporté leur voix aux divers candidats autres que l'U.D.R. Dupont-Fauville, voulaient eux aussi un changement.

Ils auront à cœur de le confirmer le 11 mars 1973, en votant pour le candidat de la gauche unie. C'est la seule condition pour voir se concrétiser votre volonté de changement.

Pour qu'à nouveau Edouard Carlier soit votre député, un député compétent, actif, au service de tous, au service de notre région.

Pas d'abstentions,

Tous aux urnes !

Le vote de dimanche est définitif, chaque voix comptera !

Votez pour Edouard Carlier.

Communiqué commun du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale.

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont, d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.

Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Quatorzième circonscription : Joseph Legrand.

EDOUARD CARLIER

Candidat unique de la gauche pour la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CLAIRET

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bruay-en-Artois. Communes de : Bouvigny-Boyeffles, Fresnicourt-le-Dolmen, Gouy-Servins, Hersin-Coupigny, Maisnil-lès-Ruitz, Marles-les-Mines, Nœux-les-Mines, Sains-en-Gohelle, Servins.

M. Maurice ANDRIEUX

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Pour le succès du programme commun, votre député vous parle :

Assemblée Nationale

Bruay, mars 1973

Madame, mademoiselle, monsieur,

Votre député s'adresse à vous. Si je dis « votre », c'est qu'après six années passées, chaque jour, tout près de vos problèmes, il m'est impossible de ne pas me sentir lié à vous solidement.

C'est ce que ressent également Denise Lesieux, conseiller général, qui au cœur des cités de Bruay, vit aussi comme vous, et se bat sans faiblir pour vos enfants, vos conditions de vie et de travail.

Oui, à l'Assemblée, au Conseil général, contre la misère, les bas salaires, les injustices, contre la récession, les licenciements, le chômage, nous nous battons à côté de vous.

Avec la même persévérance nous avons lutté pour arriver à l'Union de la gauche, à l'action commune.

Nous les avons obtenues.

Le programme commun est devenu l'espoir du peuple et surtout de notre région meurtrie et délaissée.

La victoire, qui est à portée de vos mains, il faudra la consolider, agir avec vigueur pour obtenir rapidement les 100.000 F, des retraites décentes, imposer les riches, former les jeunes et leur fournir un emploi.

Nous, qui nous sommes levés avant le jour pour atteindre enfin ce but, ne croyez-vous pas que nous représentons la meilleure garantie pour que vos espoirs deviennent les réalités de demain ?

Maurice ANDRIEUX.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité un grand espoir, avec les communistes l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.
- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- La durée du travail immédiatement réduite, sans diminution de salaire.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La révision de la politique charbonnière.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois, l'union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste.

MAURICE ANDRIEUX

Député sortant

Remplaçant éventuel :

DENISE LESIEUX

Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En nous accordant 17.220 voix, soit près de 40 % des suffrages exprimés vous nous avez désignés, Denise Lesieux et moi-même, pour être, au second tour, les candidats de la gauche.

Une gauche qui, dans notre circonscription, a atteint un nombre de voix — 33.607 — et un pourcentage — 78 % — jamais atteint.

Nous vous remercions de votre confiance. Nous vous assurons prendre avec résolution l'engagement de poursuivre et d'intensifier nos efforts pour apporter à notre région démunie, aux familles que l'on disperse, aux travailleurs que l'on mute, aux jeunes que l'on exploite, aux artisans, aux commerçants que l'on ruine, aux retraités et veuves menacés, les changements si ardemment souhaités.

Est-il utile de dire que Denise et moi, forts de votre confiance accrue, vous aiderons plus que jamais à résoudre vos problèmes, à défendre vos intérêts, à veiller à l'avenir de vos enfants.

Nous continuerons, avec les militants, les hommes et les femmes socialistes, la passionnante et décisive action pour l'union des forces de gauche.

Nous façonnerons avec eux l'indispensable union populaire, regroupant sans distinction de croyance ou de philosophie, tous les républicains sincères décidés à vivre autrement.

Aussi, nous vous appelons à faire de ce deuxième tour, une grande manifestation de votre volonté d'union et de changement.

Communiqué commun du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale.

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont, d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.
Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Quatorzième circonscription : Joseph Legrand.

Pas d'abstention et que votre vote soit net, massif et puissant.

Votez :

MAURICE ANDRIEUX
Député sortant

Candidat unique de la gauche pour la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

DENISE LESIEUX
Conseiller général

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cambrin, Laventie. Communes de : Annay-sous-Lens, Bénifontaine, Estevelles, Harnes, Hulluch, Meurchin, Pont-à-Vendin, Vendin-le-Vieil, Wingles.

M. Henri LUCAS

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Pour le succès du programme commun votre député vous parle :

Assemblée Nationale

—

M. Henri Lucas
Maire de Vermelles
Député du Pas-de-Calais

Vermelles, mars 1973

Madame, mademoiselle, monsieur,

Votre député s'adresse à vous.

Si je dis « votre », c'est qu'après plusieurs années passées, chaque jour, tout près de vos problèmes, il m'est impossible de ne pas me sentir lié à vous solidement.

C'est ce que ressent également Augustin Lescouf, maire de Meurchin, qui au cœur des cités, des villages, vit aussi comme vous et se bat sans faiblir pour vos enfants, vos conditions de vie et de travail.

Oui, à l'Assemblée Nationale, contre la misère, les bas salaires, les injustices, contre la récession, les licenciements, le chômage, je me bats à côté de vous.

Avec la même persévérance, nous avons lutté pour arriver à l'union de la gauche, à l'action commune.

Nous les avons obtenues.

Le programme commun est devenu l'espoir du peuple, et surtout de notre région meurtrie et délaissée.

La victoire, qui est à portée de vos mains, il faudra la consolider, agir avec vigueur pour rapidement obtenir les 100.000 AF, des retraites décentes, imposer les riches, former les jeunes et leur fournir un emploi.

Nous qui sommes levés avant le jour pour atteindre enfin ce but, ne croyez-vous pas que nous représentons la meilleure garantie pour que vos espoirs deviennent les réalités de demain ?

Henri Lucas.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité un grand espoir, avec les communistes l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.

- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- La durée du travail immédiatement réduite, sans diminution de salaire.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois, l'union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste.

HENRI LUCAS

Député sortant
Maire de Vermelles

Remplaçant éventuel :

AUGUSTIN LESCOUF

Maire de Meurchin

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

Les résultats du premier tour des élections législatives se sont traduits par un important succès des candidats de la gauche dans notre circonscription. Ensemble, les candidats des Partis communiste et socialiste totalisent : 31.026 voix, soit 66,10 % des suffrages exprimés.

Le succès remporté au premier tour par Henri Lucas est le témoignage de la reconnaissance des nombreux électeurs au député actif, compétent et dévoué.

D'un commun accord entre les Fédérations socialiste et communiste, les candidats présentés par le Parti communiste :

Henri Lucas et Augustin Lescouf, ayant obtenu le plus grand nombre de voix, deviennent ainsi les candidats uniques de la gauche.

La volonté de changement qui s'est exprimée dimanche doit s'affirmer plus nettement encore au deuxième tour.

Nous faisons confiance aux électeurs socialistes pour que dans la onzième circonscription, pas une voix de démocrate ne manque à Henri Lucas, de la même façon que pas une voix communiste ne fera défaut à Guy Mollet, Henri Lucas, et d'autres candidats socialistes arrivés en tête au premier tour.

Ensemble, démocrates et républicains, assurons le succès des candidats du programme commun de la gauche.

C'est dimanche que tout se décide.

Pas d'abstention, tous aux urnes.

Socialistes !

La gauche doit remporter, dimanche prochain, SA bataille ; voilà le seul objectif que nous devons viser et il nous appartient de tout mettre en œuvre pour que les conservateurs et leurs alliés comprennent que le choix que nous avons fait est définitif. Il faut penser aux luttes futures et, dans l'immédiat, faire triompher les défenseurs du programme commun.

Le 11 mars, les socialistes, fidèles à leurs engagements, voteront pour Henri Lucas.

G. GLEIZES.

Communiqué commun du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale :

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont, d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.
Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Quatorzième circonscription : Joseph Legrand.

HENRI LUCAS

Candidat unique de la gauche pour la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

AUGUSTIN LESCOUF

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Liévin-Nord (moins la commune de Nœux-les-Mines), Liévin,-Nord-Ouest (moins les communes de Bouvigny-Boyeffles, Gouy-Servins, Hersin-Coupigny, Sains-en-Gohelle, Servins). Communes de : Avion, Eleu-dit-Leauwette, Loos-en-Gohelle.

M. Henri DARRAS

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Henri Darras :

— un ami,
— un élu du peuple au service de tous ;
— l'élu qui ne vous a jamais trompé ;
— le meilleur avocat pour la population de notre circonscription.

Henri Darras et J.-P. Kucheida une équipe solide et efficace au service de toute la population.

Le 4 mars, pas d'abstention, faites votre devoir.

Votez :

HENRI DARRAS

Dix raisons de voter :

HENRI DARRAS

Vice-président du Conseil général
Maire de Liévin
Député sortant
Conseiller général constamment réélu depuis 1945
Maire de Liévin depuis 1952
Député depuis 1958, réélu en 1962, 1967, 1968

- Henri Darras connaît parfaitement tous les problèmes et les besoins de toutes les catégories sociales de notre circonscription.
- Henri Darras a des responsabilités importantes dans tous les organismes où se prennent les décisions qui conditionnent votre avenir, l'avenir de vos enfants et petits-enfants.
- Henri Darras, par son travail inlassable durant les vingt-huit années de sa vie qu'il vous a consacrées, a favorisé la réalisation d'équipements scolaires, socio-éducatifs, sportifs... dans chaque commune.
- Henri Darras est l'ardent défenseur des travailleurs, des vieux, des déshérités, des sans-logis.
- Henri Darras a mis l'avenir de la circonscription en chantier : Rocade minière, zone industrielle, logements, emploi.
- Henri Darras est un socialiste. Il garantira la réalisation du programme de gouvernement de la gauche unie, programme qui répond aux aspirations profondes du peuple.
- Henri Darras est un militant profondément attaché aux libertés individuelles et collectives, à la démocratie.
- Henri Darras a toujours lutté et luttera toujours contre toutes les injustices et les inégalités.

- Henri Darras intervient avec détermination et efficacité pour l'amélioration des conditions de vie des mineurs, pour le maintien du droit au logement rénové des actifs, mais aussi des retraités et veuves de mineur, pour les légitimes revendications des combattants et victimes de guerre, pour les droits de la femme et des jeunes, pour une réforme des impositions locales et des patentes.
- Henri Darras a pour suppléant Jean-Pierre Kucheida, un homme jeune, dynamique et compétent, spécialiste des problèmes économiques.
- Henri Darras par son dévouement, son dynamisme, son efficacité, est vraiment le meilleur des candidats qui sollicitent vos suffrages.

Remplaçant éventuel :

JEAN-PIERRE KUCHEIDA
Fils et petit-fils de mineur

2e CIRCULAIRE

HENRI DARRAS

Un ami, un élu du peuple au service de tous, l'élu qui ne vous a jamais trompé, le meilleur avocat pour la population de notre circonscription.

En accordant 20.769 suffrages à Henri Darras dès le premier tour, les électeurs de la circonscription l'ont placé largement en tête des quatre candidats en présence.

Le candidat U.D.R. a perdu près de 50 % des voix obtenues en 1968 et le réformateur avec 5 % des suffrages n'a pas même rassemblé l'électorat centriste traditionnel, il est exclu de la compétition du deuxième tour par le code électoral.

Henri Darras devient ainsi :

- le candidat unique de la gauche ;
- le candidat de tous les démocrates ;
- le candidat de tous les hommes de progrès ;
- le candidat de tous ceux qui aspirent à des changements profonds dans le calme et au respect des libertés individuelles et collectives.

Le 11 mars, pas d'abstention faites votre devoir.

Votez :

HENRI DARRAS

Remplaçant éventuel :

JEAN-PIERRE KUCHEIDA
un homme jeune, dynamique, compétent.

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Billy-Montigny, Fouquières-lès-Lens, Lens, Loison-sous-Lens, Noyelles-sous-Lens, Sallaumines.

M. André DELELIS

(Candidat du Parti socialiste)

élu le 4 mars 1973

(P.S.R.G.)

Chères électrices, chers électeurs,

La confiance que vous avez accordée par deux fois à André Delelis l'a aidé considérablement dans sa tâche de défenseur de la région.

Inlassablement, André Delelis a travaillé pour la défense des intérêts de tous, sans distinction.

Il a été l'homme d'action que vous attendiez et il est resté sans cesse à votre service.

Permettez-lui de continuer !

Mais n'attendez pas le second tour qui n'aura plus d'intérêt.

C'est dès le 4 mars qu'il faut choisir votre député :

VOTEZ ANDRÉ DELELIS

« Il est anormal que la population de ces cités supporte deux fois les charges » déclare André Delelis, à propos de la modernisation des cités minières.

Les débats parlementaires :

Santé publique : « Un budget de misère » a estimé hier André Delelis.

« Comment vivre avec 225 F par mois ? » demande André Delelis au ministre de la Santé.

Choisir votre député c'est vouloir :

- Une région équipée pour l'avenir : c'est ce qu'a fait André Delelis par son action en vue de la création de la rocade minière, de zones industrielles, de logements, de moyens d'accueil scolaires, sanitaires, sportifs, culturels, etc.
- Un gouvernement qui arrête la liquidation du bassin minier et qui crée réellement des emplois (autrement que par des discours...)
- La modernisation des cités minières avec maintien des droits au logement gratuit.

... C'est aussi demander l'application des propositions socialistes pour :

- L'émancipation et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, des jeunes, des handicapés, des retraités et des personnes âgées.
- Le respect de vos biens et de votre droit de propriété.
- La liberté et la démocratie : y compris le droit de choisir une nouvelle majorité nationale.

Contre toutes les injustices.
Pour une vie meilleure.
André Delelis et les socialistes n'ont jamais agi autrement :
Vous pouvez leur faire confiance.

ANDRÉ DELELIS

Député sortant
Maire de Lens
Conseiller général

Candidat du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

JEAN-CLAUDE BOIS

Conseiller général

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Carvin, Hénin-Liétard.

M. Joseph LEGRAND

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Pour le succès du programme commun.

Notre pays est riche, les Français produisent beaucoup. Ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui le disent.

Alors pourquoi la vie est-elle si difficile pour les travailleurs et les petites gens ?

- Parce qu'un petit nombre de gros banquiers, de grands industriels, accaparent la plus grande partie des résultats du travail des Français.
- Parce que ces affairistes ont transformé notre pays en celui du gâchis.
- Ils liquident les industries qui ne rapportent pas des profits maxima dans l'immédiat.
- Ils organisent la destruction des récoltes.
- Ils spéculent avec l'argent des contribuables que leur accorde l'Etat.

Pour que ça change, votez dimanche pour les candidats présentés par le Parti communiste français.

Votez, faites voter pour le Parti qui a combattu, dès 1958, le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujourd'hui mesurer les graves conséquences.

C'est cette politique que définit le programme commun de la gauche.

Dimanche, vous voterez pour le Parti communiste qui est

- A l'origine de l'union de la gauche.
- A l'origine du programme commun.

Pour assurer le succès de ce programme de gouvernement
Votez communiste.

Pour garantir l'application du programme commun.

La conclusion du programme commun a suscité un grand espoir. Avec les communistes, l'application du programme commun ce sera :

- Les salaires et retraites immédiatement augmentés. Aucun ne sera inférieur au minimum que les syndicats ont évalué à 100.000 AF en 1972.
- Les allocations familiales immédiatement revalorisées.
- Le pouvoir d'achat garanti par la stabilisation des prix et des loyers.
- L'impôt qui pèse sur les salariés, retraités, commerçants et artisans diminué.
- L'âge d'ouverture du droit à la retraite immédiatement abaissé.
- Immédiatement, remboursement à 100 % des dépenses d'hospitalisation, des cas graves et coûteux ; progressivement, la gratuité totale des soins.
- Le plein emploi et la formation professionnelle pour tous.
- La révision de la politique charbonnière.
- La progression du revenu des agriculteurs familiaux garantie, leur protection sociale développée.

Les communistes ont toujours été fidèles à leurs engagements.

Voter communiste, c'est garantir l'application de ces mesures, de l'ensemble du programme commun.

Voter communiste, c'est garantir que cette fois, l'union de la gauche tiendra le coup. Qu'elle ne pourra être brisée par l'alliance d'une partie de la gauche avec une partie de la droite, combinaison qui aboutirait inévitablement à renoncer aux mesures du programme commun.

Votez communiste :

JOSEPH LEGRAND
Militant syndical

Remplaçant éventuel :

RAYMOND DAMIENS
Cadre administratif

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Les résultats du premier tour des élections législatives se sont traduits par un important succès des candidats de la gauche dans notre circonscription. Ensemble, les candidats des Partis communiste et socialiste totalisent 32.638 voix, soit 68,06 % des suffrages exprimés.

D'un commun accord des Fédérations socialiste et communiste, les candidats présentés par le Parti communiste

JOSEPH LEGRAND et RAYMOND DAMIENS

ayant obtenu le plus grand nombre de voix, deviennent ainsi les candidats uniques de la gauche.

La volonté de changement qui s'est exprimée dimanche doit s'affirmer plus nettement encore au deuxième tour.

Nous faisons confiance aux électeurs socialistes pour que, dans la quatorzième circonscription, pas une voix de gauche ne manque à Joseph Legrand, de la même façon que pas une voix communiste ne fera défaut à Guy Mollet, à Henri Darras et aux autres candidats socialistes arrivés en tête au premier tour.

Nous faisons confiance à tous ceux qui, quel que fut leur vote du premier tour, veulent un changement de politique dans notre pays.

Ensemble, démocrates et républicains, assurons le succès des candidats du programme commun de la gauche.

C'est dimanche que tout se décide. Pas d'abstention. Tous aux urnes !

Communiqué commun du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale.

Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale du Pas-de-Calais se félicitent du succès remporté au premier tour des élections législatives par les candidats de gauche, qui ont totalisé dans le département plus de 60 % des suffrages exprimés.

Le second tour doit confirmer et amplifier ce résultat par la défaite des candidats de la réaction.

Les organisations signataires du programme commun de gouvernement appellent les électeurs à assurer partout, dans l'union la plus large, la victoire des candidats qu'elles ont, d'un commun accord, désignés pour représenter au second tour la profonde volonté de changement manifestée par le pays :

Première circonscription : Guy Mollet.
Deuxième circonscription : Louis Stienne.
Troisième circonscription : Lucien Pignion.
Quatrième circonscription : Bertrand Akar.
Cinquième circonscription : Jean Bardol.
Sixième circonscription : Louis Le Sénéchal.
Septième circonscription : Jean-Jacques Barthe.
Huitième circonscription : Roland Huguet.
Neuvième circonscription : Edouard Carlier.
Dixième circonscription : Maurice Andrieux.
Onzième circonscription : Henri Lucas.
Douzième circonscription : Henri Darras.
Quatorzième circonscription : Joseph Legrand.

JOSEPH LEGRAND

Candidat unique de la gauche pour la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

RAYMOND DAMIENS

PUY-DE-DOME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Billom, Clermont-Est, Clermont-Sud, Pont-du-Château, Saint-Dier-d'Auvergne, Vertaizon.

M. Arsène BOULAY

(Candidat d'union de la gauche socialiste et démocrate.)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Il y a cinq ans, la discipline républicaine faisait de nous, à une majorité confortable, les élus de la première circonscription.

Pendant cinq années, malgré la charge nouvelle que lui imposaient la confiance de ses camarades et la sympathie des autres élus cantonaux, en l'appelant en 1970 à la présidence du Conseil général de ce département, Arsène Boulay était à l'Assemblée Nationale votre représentant actif et assidu.

Ajouté à se participation soutenue aux travaux de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et de nombreux groupes d'étude de problèmes et de défense (de l'artisanat, des rapatriés, de la route, etc.), le député de Clermont-Plaine peut, aujourd'hui, répondre de son activité parlementaire pendant la dernière législature par un éloquent bilan :

— 112 questions écrites ;
— 17 interventions à la tribune ;
— Auteur ou signataire de 80 propositions de loi.

Parallèlement, Arsène Boulay parvenait à maintenir avec les électrices et les électeurs, les associations locales et régionales, ainsi que les élus, un contact permanent dont la presse vous a souvent apporté le témoignage.

Lors des précédentes élections législatives, nous dénoncions déjà le bilan de faillite de la majorité sortante.

Cette condamnation est aujourd'hui sans appel !

Non seulement les conditions d'existence des salariés, des artisans, des petits commerçants et des exploitants agricoles n'ont pas bénéficié pleinement de l'expansion, mais la disproportion existant entre les salaires ou les revenus modestes et les grosses fortunes s'est accrue de façon scandaleuse.

Rien de spontané et de vraiment substantiel n'a été fait en faveur des personnes âgées, des retraités, des handicapés, des anciens combattants, prisonniers, internés, déportés, spoliés, veuves, ascendants et autres victimes de guerre.

Seules ont été prises quelques mesures fragmentaires, sous la pression de l'opposition et de l'opinion publique et dans la perspective des consultations électorales.

L'équipement public a été sacrifié à une assistance trop souvent excessive de l'initiative privée.

A la pénurie du logement social s'est ajoutée une impardonnable carence à l'égard des constructions scolaires, des établissements hospitaliers, des équipements sportifs et sociaux, des réseaux routiers ou des projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Mieux encore, lorsque les collectivités locales, désespérant du concours de l'Etat, sont parvenues sans son aide à réaliser des travaux indispensables (construction d'écoles primaires et maternelles notamment), par le biais de la T.V.A. l'Etat prélève un profit sur les équipements publics.

Pire encore, interrogé par question écrite d'Arsène Boulay, en date du 26 décembre 1972, le Ministre des Affaires sociales n'a pu, à ce jour, donner l'assurance que l'Etat ne prélèverait pas sa dîme sur la charité publique.

Sur le profil réalisé lors de l' « Opération Brioche » du 1er octobre dernier et destiné à la création d'un établissement d'accueil pour recevoir des enfants inadaptés, osera-t-on vraiment appliquer la T.V.A. ?

Nous évoquerons seulement pour mémoire la cascade sans précédent de scandales (policiers, fiscaux, financiers, etc.) qui alimentent les chroniques quotidiennes de la presse.

Il faut que cela change !

Aujourd'hui, candidats de l'Union de la gauche socialiste et démocrate — union forte du soutien de millions de travailleurs des villes et des campagnes — nous vous proposons un programme commun de gouvernement de la gauche.

Ce programme, que nous avons développé au cours des réunions organisées dans le cadre de la campagne électorale, n'est pas un simple accord électoral. C'est un véritable programme de législature.

Nous vous en rappelons les propositions essentielles :

Pour une politique sociale :

— Salaire minimum à 1.000 F par mois.
— 40 heures de travail par semaine sans perte de salaire.
— Retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— Aide substantielle au troisième âge. Mensualisation du paiement des pensions de retraite.
— Résorption du chômage et garantie de l'emploi.
— Défense des droits des anciens combattants, déportés, internés politiques, veuves, ascendants, spoliés et toutes victimes de guerre.
— Scolarisation et insertion dans la vie normale des inadaptés et des handicapés.
— Gratuité des soins médicaux.
— Gratuité réelle des études à tous les échelons scolaires et universitaires.
— Suppression des discriminations à l'égard des femmes et des jeunes.
— Majorité et droit de vote à 18 ans.

Pour une croissance économique au service de tous :

— Démocratisation de l'économie pour briser la domination du grand capital.
— Développement du secteur public.
— Planification du progrès avec la plus large participation des travailleurs et de la population.
— Défense du commerce, de l'artisanat, de l'exploitation familiale agricole, de la petite et moyenne entreprise.
— Nationalisation des secteurs clés de l'économie et de la finance.

— Réforme fiscale (suppression de l'avoir fiscal, imposition des profits réels des grandes sociétés, etc.).
— Réduction de certaines dépenses improductives.
— Suppression des tarifs préférentiels accordés aux grandes entreprises.
— Lutte contre la spéculation boursière et immobilière.
— Suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.
— Remboursement de la T.V.A. aux communes.

Pour garantir et développer les libertés :

— Démocratisation des institutions en généralisant la représentation proportionnelle pour toutes les élections.
— Garantie et développement des libertés publiques, individuelles et collectives.
— Statut démocratique de la capitale.

Pour contribuer à la paix :

— Développement de la coopération internationale.
— Suppression de la force de frappe.
— Arrêt des expériences nucléaires.

Pour vivre mieux !

Pour changer la vie !

Nous vous demandons de voter massivement dès le premier tour pour les candidats de l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

La candidature d'union de la gauche socialiste et démocrate

ARSÈNE BOULAY

Maire de Romagnat
Vice-président du Syndicat intercommunal
d'équipement de l'agglomération clermontoise
Secrétaire général de l'Association des maires du Puy-de-Dôme
Membre du Conseil de l'université de Clermont-Ferrand
Vice-président de la C.O.D.E.R. d'Auvergne
Président du Conseil général du Puy-de-Dôme

présenté par le Parti Socialiste et les Radicaux de Gauche
pour la défense des Travailleurs et des Familles

Remplaçant éventuel :

MAURICE POURCHON

36 ans
Licencié ès-lettres - Diplômé d'études supérieures
Professeur au lycée Blaise-Pascal
Adjoint au maire de Clermont-Ferrand
Conseiller général de Clermont-Est
Député suppléant sortant

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Par un nombre de suffrages supérieur à tous ceux que vous m'aviez accordés jusqu'à ce jour au premier tour des élections législatives, vous m'avez désigné, ainsi que mon ami Maurice Pourchon, pour être dimanche prochain les candidats du rassemblement de la gauche.

Je remercie donc les 22.318 électrices et électeurs qui nous ont fait confiance dès ce premier tour et je veux voir dans leur geste l'approbation à la fois d'une activité parlementaire soutenue et du souci qui fut le mien de rester en contact étroit avec vous pendant les trois mandats écoulés.

Je ne doute pas que, comme ils ont eu l'occasion de l'affirmer au cours de la campagne électorale, les électeurs qui ont, au premier tour, fixé leur choix sur un de nos concurrents se réclamant de la gauche française reporteront, le 11 mars, leur confiance sur les candidats de la discipline républicaine.

Electrices, électeurs,

Dans une précédente circulaire et au cours de la campagne électorale, nous vous avons exposé, sans jamais céder à la démagogie, le programme qui était non seulement le nôtre, mais également celui de plusieurs candidats.

Vous voulez comme nous :

— défendre et développer les libertés individuelles et collectives ;
— promouvoir une économie moderne profitable à notre région ;
— répartir le fruit de l'expansion pour assurer le bien-être des travailleurs, l'avenir de la jeunesse et des conditions de vie décentes aux personnes âgées ;
— consolider la paix par une fraternelle coopération des peuples et une véritable solidarité internationale.

Vous voulez comme nous :

— en finir avec les scandales de tous ordres et le gaspillage des deniers publics.

Pour vivre mieux.
Pour changer la vie.

Votez pour les candidats de la gauche unie sur un programme commun pour la défense des travailleurs et de leurs familles.

ARSÈNE BOULAY

Maire de Romagnat
Président du Conseil général du Puy-de-Dôme
Député sortant

Remplaçant éventuel :

MAURICE POURCHON

Adjoint au maire de Clermont-Ferrand
Conseiller général de Clermont-Est
Député suppléant sortant

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-Lastic, Clermont-Nord, Clermont-Sud-Ouest, Herment, Rochefort-Montagne, Saint-Amand-Tallende.

M. Valéry GISCARD D'ESTAING

élu le 4 mars 1973

(R.I.)

Electrices, électeurs, mes chers amis,

En 1968, vous m'avez fait confiance en me choisissant à nouveau au premier tour comme député de votre circonscription.

Depuis cinq ans, vous avez pu juger mon action, notamment lors de la crise économique de 1969 qui menaçait gravement le niveau de vie de tous les Français. Vous avez pu constater que j'ai toujours défendu l'intérêt général, en m'efforçant, comme le Docteur Morellon, qui m'a remplacé à l'Assemblée Nationale, d'apporter mon aide à chacun, sans aucun sectarisme politique, pour la solution des problèmes dont j'étais saisi.

Vous savez également que l'avenir économique du Puy-de-Dôme est au centre de mes préoccupations et que j'ai pu obtenir plusieurs décisions importantes en faveur de son équipement et de son développement.

Convaincu que la liberté politique est compatible avec la justice sociale, je demande à chacune et chacun d'entre vous de mesurer les avantages d'une société qui concilie la liberté avec l'efficacité économique et le progrès social.

Sur le plan national :

Depuis 1969, la croissance de l'économie française a été la plus forte d'Europe. Elle a écarté de notre économie la menace du chômage et a permis de consolider le franc.

Grâce au développement économique, d'importants progrès sociaux ont été réalisés :

— des mesures nouvelles en faveur des catégories sociales les plus défavorisées (handicapés, orphelins, veuves) ;
— la mensualisation des salaires, la création du S.M.I.C., la majoration des ressources des personnes âgées, la politique contractuelle, la formation permanente ;
— une progression du revenu agricole par tête égale pour la première fois à celui des autres catégories ;
— des dispositions pour faciliter l'adaptation du monde du commerce et de l'artisanat (création du pécule pour les commerçants et artisans âgés, amélioration des retraites, suppression de la taxe complémentaire et abaissement de la T.V.A., allégement des petites patentes) ;
— une politique de concertation avec la fonction publique, afin de l'associer au progrès général de l'Economie. Dès cette année, aucun fonctionnaire ne touchera un traitement inférieur à 1.000 F par mois.

Compte tenu des nécessités de notre redressement, il n'était pas possible de faire plus. Mais c'est encore insuffisant : c'est pourquoi nous devons donner une nouvelle dimension sociale à notre miracle économique, en nous fixant des objectifs de transformation sociale.

Au contraire, la mise en place d'un collectivisme rejeté par tous les pays occidentaux entraînerait le bouleversement des structures de l'économie française, briserait très rapidement notre équilibre économique, relancerait le chômage et ruinerait le franc.

Sur le plan local :

Un effort exceptionnel a été entrepris pour accélérer le désenclavement de l'Auvergne.

Des crédits dépassant 33.000.000 de F ont été affectés, en quatre ans, à l'amélioration de la R.N. 89, de Clermont-Ferrand jusqu'à la limite de la Corrèze, pour faire de cette route un axe de circulation moderne.

Grâce à nos efforts, le démarrage de l'autoroute Clermont-Ferrand - Vallée du Rhône a été décidé. Le VII[e] Plan devra comporter l'approbation de l'autoroute Nord-Sud, à travers le Massif Central, faisant de Clermont-Ferrand un véritable carrefour routier.

Nous accordons la priorité aux efforts engagés pour sauvegarder les emplois et renforcer les secteurs industriels de l'Auvergne, notamment dans les bassins miniers. J'ai obtenu que la société Franconit implante, à Messeix, un atelier dont les activités sont orientées vers un secteur en expansion. Nous nous sommes efforcés, devant les difficultés de l'usine Olier d'aider à sauvegarder l'emploi de six cents familles.

Concernant l'agriculture, l'avenir de l'exploitation familiale dans notre région d'élevage de montagne reste une préoccupation prioritaire. C'est pourquoi, à côté des mesures d'aides récemment adoptées sur le plan national, les producteurs laitiers ont pu bénéficier de contrats lait-viande qui viennent d'être renouvelés dans des conditions favorables.

La création d'une usine de fabrication de fromages, à la gare de Laqueuille, accroît les possibilités de revalorisation sur place de la production laitière. Une aide du FORMA vient d'être décidée pour la promotion des fromages d'Auvergne.

La prospérité de l'ensemble des activités de commerce, d'artisanat et services, est intimement liée au développement économique de la région et à l'élévation du niveau de vie de la population, et doit être protégée et soutenue par les Pouvoirs publics.

Pour les équipements collectifs, la maison de retraite de Chamalières sera mise en service au début d'avril et d'importants travaux vont être entrepris pour l'humanisation de la maison de retraite de Rochefort-Montagne. Différents collèges d'enseignements secondaire ou technique ont été mis en service (Chamalières - Ceyrat) ou viennent d'être financés (La Bourboule - Clermont-Ferrand).

J'ai préconisé la mise en œuvre, pour le Puy-de-Dôme, d'un plan thermal s'insérant dans une politique dynamique de développement touristique. L'aménagement coordonné du Massif du Sancy a été décidé et un syndicat intercommunal créé.

Beaucoup a été fait, mais il reste encore beaucoup à faire. Les progrès accomplis dans le proche passé ne font qu'annoncer nos objectifs de demain. La prospérité économique que la France a retrouvée lui permettra une véritable transformation sociale, dont chacun devra recevoir sa juste part. Elle doit aussi donner à l'Auvergne, à laquelle nous appartenons, sa place et ses chances dans le monde moderne.

Nous sommes partisans d'une société de progrès continu, dans le respect des libertés individuelles. C'est cette société qui peut vous assurer le progrès dans la sécurité, telle que je sais que chacune et chacun d'entre vous le souhaite.

Aussi je vous demande, avec Jean Morellon, de nous aider par votre vote personnel à organiser le progrès de l'Auvergne et de la France.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Engagé volontaire dans la Première armée française
Croix de guerre
Ministre de l'Economie et des Finances
Conseiller général de Rochefort-Montagne
Maire de Chamalières

Républicain indépendant
Union des républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

Jean MORELLON

Docteur en médecine
Conseiller général de Bourg-Lastic
Député sortant

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ardes, Besse-en-Chandesse, Champeix, Issoire, Jumeaux, Latour-d'Auvergne, Saint-Germain-Lembron, Sauxillanges, Tauves, Veyre-Monton, Vic-le-Comte.

M. Joseph PLANEIX

élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

La France est en expansion. Le Gouvernement et sa majorité l'affirment. Ils en font le leitmotiv de la campagne électorale.

La croissance économique de notre pays au cours de ces dernières années est indéniable. Mais la France n'en a pas le privilège car la plupart des économies de nos voisins et partenaires européens connaissent également une expansion rapide.

Malheureusement, en France, des ombres graves marquent le tableau idyllique que l'on trace chaque jour à la télévision. La croissance n'a pas permis d'augmenter réellement le niveau de vie et le pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, car notre progrès économique est rapidement mangé par une inquiétante hausse des prix. Celle-ci ronge notre monnaie et après les 6 % d'augmentation de l'année 1972 (alors que le Ministre des Finances avait promis 3 %), le franc se trouve amputé d'une large partie de sa valeur, déjà atteinte par la dévaluation de 1969. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que les capitaux étrangers se détournent de notre monnaie, tandis que l'on fait croire que la fuite devant le franc est la faute du programme de gouvernement.

Les injustices.

En outre, jamais les injustices n'ont été aussi profondes qu'aujourd'hui. Dans le même temps où l'économie française croissait, on refusait les justes retraites aux personnes âgées, trop souvent contraintes de vivre avec la misérable allocation de 12,32 F par jour. On refusait de satisfaire les revendications des anciens combattants et particulièrement celles des anciens prisonniers de guerre. On refusait de fixer le salaire minimum à 1.000 F par mois et d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. On refusait d'augmenter les avantages consentis par la Sécurité sociale, notamment en ce qui concerne le remboursement des soins hospitaliers. On refusait d'ajuster le pouvoir d'achat. On refusait de répartir entre les familles le boni des caisses d'allocations familiales, de sorte que les prestations ont aujourd'hui pris un retard considérable par rapport au coût de la vie. On refusait la parité tant promise aux agriculteurs, et tandis que montent les prix à la consommation, on contraint à la stagnation les prix à la production, accélérant par là même la dépopulation de nos campagnes. On refusait aussi de reconnaître aux commerçants et artisans leurs justes droits à la solidarité nationale, leur imposant toujours plus de charges fiscales et sociales et les laissant à découvert face à la concurrence des grosses affaires. On refusait encore de donner à notre jeunesse l'égalité des chances à laquelle elle a droit, en maintenant en vigueur un barème unique pour les attributions de bourses.

Non seulement les injustices frappent toutes les catégories sociales modestes, mais encore elles frappent les régions et les collectivités locales. Tandis qu'on finance, à Paris et ailleurs, des travaux de prestige, coûteux et inefficaces, on ampute peu à peu nos régions de leurs services publics : combien d'écoles rurales, de bureaux de poste, de recettes locales, des impôts, de perceptions ont été fermés au cours de ces dernières années, incitant les jeunes à l'exode rural. Quant à nos communes, elles sont dans l'impossibilité de faire face à leurs charges. Les subventions sont réduites, souvent inexistantes, et l'Etat prélève la T.V.A. sur tous les travaux, de sorte que la fiscalité locale, foncière, mobilière et patente, sert aujourd'hui à financer le budget de l'Etat.

Pendant les quinze années de pouvoir sans partage, notre région a profondément ressenti cette politique et ces injustices. Et si le Conseil général, à majorité socialiste, n'avait pas été là pour se substituer à l'Etat ou pour corriger la politique gouvernementale, la situation serait pire encore. Et comment ne pas évoquer la difficile reconversion de notre bassin minier, maintenant que se sont évanouies les belles promesses.

Aussi, au moment où vous êtes appelés à élire les députés à l'Assemblée Nationale, je me devais de rappeler ces quelques réalités qui ont guidé mon action depuis 1962, date à laquelle vous m'avez désigné pour la première fois pour vous représenter au Parlement. Sans relâche, j'ai lutté pour améliorer votre sort, pour réduire les injustices, pour placer notre circonscription sur la voie du progrès et de l'expansion. Mais comment ne pas ressentir de l'amertume lorsqu'on voit l'argent des contribuables couler à flots dans les poches de quelques-uns, lorsque je vous vois payer l'impôt qu'on rembourse aux porteurs d'avoirs fiscaux, lorsque je vois les gaspillages de toutes sortes qui ruinent le budget de l'Etat alors qu'on refuse à nos communes les quelques subventions qui seraient nécessaires pour améliorer la vie de leurs administrés.

Tout peut changer.

Mais toutes ces injustices, tous ces scandales ne sont pas irréversibles. Tout peut changer si les 4 et 11 mars 1973 les Français manifestent clairement leur volonté de voir la France gouvernée par une nouvelle majorité.

La gauche, pour sa part, est prête à assumer cette charge. Unie autour du programme de Gouvernemnt, elle se propose de transformer profondément notre pays, par une répartition différente des produits d'une croissance économique que nous

voulons, nous aussi, très vive, mais débarrassée de ce cancer qu'est la hausse des prix.

Pour notre région, pour notre circonscription, l'enjeu des élections législatives est capital. Seul un changement dans l'ordre des priorités budgétaires permettra de donner à notre population les nombreux équipements dont elle a besoin, d'équiper et de moderniser nos communes, de rendre justice à tous les oubliés de l'expansion, travailleurs, petits agriculteurs, commerçants et artisans, petits salariés et fonctionnaires, sans oublier tous ceux qui souffrent, personnes âgées, handicapés, malades, femmes seules. Sans oublier non plus notre jeunesse, ardente et généreuse, que la majorité a privée de toute espérance dans une société plus juste. Seul un changement politique peut nous permettre d'industrialiser notre circonscription, de faire d'Issoire et du bassin minier des centres économiques dynamiques qui entraîneront dans leur sillage tout son environnement.

Dans l'ordre républicain et dans la liberté.

Tous ces changements sont possibles dans l'ordre républicain et dans la liberté. Il n'est pas question d'établir dans ce pays une quelconque dictature. Toutes les libertés seront garanties, et l'exercice de la démocratie permettra leur plein épanouissement. Les choix individuels, les consciences seront respectées. Le fonctionnement de nos institutions permettra d'éviter les crises répétées et l'instabilité ministérielle dont nous ne voulons plus. La France agira dans le monde pour favoriser la paix et le désarmement, au lieu de répandre partout les armements qu'elle vend aux pays en guerre. Enfin, conformément aux traditions républicaines auxquelles nous sommes profondément attachés, le peuple pourra, s'il le désire, dans un vote libre et secret, mettre fin à l'existence de la nouvelle majorité, si celle-ci n'a pas respecté les engagements solennels qu'elle prend aujourd'hui devant e pays.

Electrices, électeurs, les 4 et 11 mars, vous aurez la parole. Vous aurez à juger mon action au cours de la législature écoulée. Pendant ces cinq années, j'ai scrupuleusement rempli mon mandat. Toutes celles et tous ceux qui ont fait appel à moi savent combien je me suis attaché à faire le maximum pour qu'ils aient satisfaction. Les maires savent combien j'ai eu le souci de les aider dans l'accomplissement difficile de leur mandat.

A vous de choisir.

Vous aurez aussi à faire un choix politique entre la politique de la majorité sortante, son cortège d'injustices et de scandales, et une nouvelle politique, fondée sur la liberté, la démocratie, la justice sociale et la paix.

Pour ma part, j'attends avec sérénité votre jugement.

Vive la troisième circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

JOSEPH PLANEIX

Remplaçant éventuel :

PIERRE BOUCHAUDY

Candidats du Parti socialiste et des Radicaux de gauche,
présentés par l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dès le premier tour des élections législatives du 4 mars en votant massivement pour moi, vous m'avez porté largement en tête du scrutin.

Vous avez ainsi manifesté votre volonté de conserver votre député qui s'est toujours dévoué efficacement à la cause des humbles et des collectivités locales.

Il vous en remercie de tout cœur.

Dimanche 11 mars, je serai candidat unique de la discipline républicaine.

Vous voterez encore plus nombreux pour assurer le triomphe de la liberté et de la démocratie.

JOSEPH PLANEIX

Remplaçant éventuel :

PIERRE BOUCHAUDY

Candidats de la gauche unie.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambert, Arlanc, Châteldon, Courpière, Cunlhat, Lezoux, Maringues, Olliergues, Saint-Amand-Roche-Savine, Saint-Germain-l'Herm, Saint-Rémy-sur-Durolle, Thiers, Viverols.

M. Fernand SAUZEDDE

(Candidat unique des socialistes et des radicaux de gauche)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

CE QU'ILS VOUS ONT REFUSÉ :

Les salaires :

Les salaires français sont les plus bas du Marché commun.

L'agriculture :

Aux exploitants familiaux la garantie d'un revenu agricole minimum.

Les travailleurs indépendants :

Une aide suffisante à tous les travailleurs indépendants. Les artisans et les petits commerçants sont victimes d'une fiscalité injuste, transformés eux-mêmes en percepteurs (T.V.A.), privés d'un véritable régime de protection sociale, contraints de disparaître par la concurrence des grandes surfaces.

La fiscalité :

Une réforme de la fiscalité. La fiscalité actuelle aggrave l'injustice du système.

La retraite :

La plupart des personnes âgées n'ont que 12,32 F par jour pour vivre et la vieillesse s'identifie souvent à la misère.

La durée du travail :

Les travailleurs français sont ceux qui travaillent le plus de tous les pays du Marché commun.

Le logement :

Le Gouvernement a favorisé la construction de logements chers qui ne trouvent pas preneur alors que les besoins vitaux en logements sociaux ont été sacrifiés.

La santé :

Depuis 1967 la Sécurité sociale a été remise en cause par le Gouvernement : les soins ne sont plus remboursés qu'à 70 %.

La promotion de la femme :

Malgré des déclarations d'intention et une loi votée en catastrophe l'écart entre les salaires masculins et féminins n'a cessé de s'aggraver.

L'éducation :

Les chances d'un enfant de poursuivre des études longues dépendent du milieu où il est né. L'enseignement technique est le parent pauvre de l'éducation nationale : l'arrondissement d'Ambert est le seul du département qui n'a pas de C.E.T. masculin.

L'aide aux régions les plus défavorisées :

Le gouvernement a refusé le maintien de la ligne voyageurs Vichy-Ambert-Le Puy ce qui a entraîné une baisse de trafic de plus de 50 %. Il a refusé le classement de la R.N. 106 dans le schéma directeur routier régional.

Il contraint les collectivités locales à payer sur les travaux qu'elles réalisent, une T.V.A. souvent supérieure au montant des subventions qu'il leur attribue.

Les jeunes :

A un grand nombre de jeunes le droit au travail et le droit de vote à 18 ans.

Les Anciens combattants :

Le Gouvernement a refusé de satisfaire les légitimes revendications de toutes les catégories d'Anciens combattants.

Les libertés :

D'abroger toutes les lois portant atteinte à la liberté des citoyens.

CE QUE NOUS VOUS PROPOSONS :

Les salaires :

— Un salaire minimum garanti de 1.000 F par mois et indexé sur la hausse des prix.

L'agriculture :

— Une politique des prix et des marchés garantissant le revenu des exploitations familiales.

— La recherche des débouchés nouveaux à l'exportation.

— L'organisation des marchés pour la viande, le lait, les fruits, les légumes, le vin.
— La création d'une caisse d'assurance contre les calamités agricoles.
— L'augmentation des prestations familiales et le remplacement progressif de l'I.V.D. par un régime de retraite vieillesse à partir de 60 ans.

Les travailleurs indépendants :

— Réforme de la patente et de la T.V.A. au stade du détail.
— L'égalité pour tous du régime de prévoyance sociale.
— La retraite indexée sur le S.M.I.C. des autres travailleurs.
— Le contrôle de l'implantation et de l'action des grandes surfaces.

La fiscalité :

— Suppression de « l'avoir fiscal ».
— Relèvement de l'abattement à la base et des tranches d'imposition de l'I.R.P.P.
— Détaxation des produits de consommation courante.
— Lutte contre la fraude fiscale évaluée par les experts du gouvernement à environ 25 milliards de francs actuels.

La retraite :

— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes au tarif minimum de 75 % du S.M.I.C.

La durée du travail :

— Ramener la durée du travail progressivement à 40 heures en cinq jours sans diminution de salaire.

Le logement :

— La construction de 700.000 logements par an dont 75 % de logements sociaux.

La santé :

— Le remboursement intégral des soins tout en garantissant le libre choix du médecin et en améliorant les structures hospitalières.

La promotion de la femme :

— Le respect du principe « à travail égal salaire égal ».
— L'abrogation de la loi de 1920 et le libre choix de la maternité.
— L'amélioration des conditions de vie des femmes et des mères de famille par la construction de crèches, de garderies, écoles maternelles, et par l'augmentation de l'allocation de salaire unique et des prestations familiales.

L'éducation :

— Gratuité totale de l'enseignement dans tous les domaines.
— L'égalité des chances devant l'enseignement.
— Le développement des constructions scolaires tant en quantité qu'en qualité ce qui permettrait d'éviter des drames tel que celui que nous avons connu récemment.
— Organisation de services de ramassage gratuits.
— Revalorisation et extension de l'enseignement technique (construction d'un C.E.T. à Ambert).
— Construction d'établissements spécialisés pour l'éducation des handicapés.

L'aide aux régions les plus défavorisées :

— Octroi de subventions à l'équipement des collectivités locales.
— Aide à la création d'emplois féminins et masculins dans les deux arrondissements pour assurer l'avenir de la région.
— Rétablissement des Services publics : ligne de Chemin de fer Vichy-Ambert-Le Puy, bureaux de poste et écoles rurales.

- Développement du tourisme.
— Et suppression de la T.V.A. sur le montant des travaux des collectivités locales.

Les jeunes :

- Une formation professionnelle adaptée leur permettant de s'insérer dans la vie.
— Le droit de vote à 18 ans.
— La réduction du service national à six mois.

Les Anciens combattants :

— L'application aux Anciens combattants de 14-18 du rapport Constant.
— Aux A.C. et P.G. de 39-45 de la Résistance et des Maquis la parité de la retraite du combattant.
— Aux anciens d'A.F.N. l'attribution de la carte du combattant et des droits y afférant.

Les libertés :

— De rétablir les libertés individuelles et collectives.
— La liberté de l'information.
— Le respect du principe de la présomption d'innocence.
— La garantie de l'indépendance de la police, de la justice et des Partis vis-à-vis de l'Etat.

15 ans ça suffit !

Les socialistes et les radicaux de gauche vous proposent des transformations profondes dans l'ordre de la liberté.

Dès le premier tour, votez F. Sauzedde et Joannès Roiron.

Votre député
Candidat unique des socialistes et des radicaux de gauche

FERNAND SAUZEDDE

Artisan
Conseiller général de Thiers
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Président du Syndicat intercommunal d'électricité et gaz du Puy-de-Dôme
Président de l'Union hospitalière du centre et du comité de gestion des œuvres sociales de la santé
Secrétaire de la Fédération nationale des collectivités locales

Remplaçant éventuel :

JOANNÈS ROIRON

Commerçant
Maire et conseiller général d'Arlanc

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Si vous voulez que ça change.

Si vous voulez qu'aucun salarié ne gagne moins de 1.000 F par mois, salaire indexé sur la hausse des prix.

Si vous voulez que tous, salariés, petits commerçants, artisans et agriculteurs, bénéficient de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes à 75 % minimum du S.M.I.C.

Si vous voulez que les travailleurs, de la ville comme de la campagne paient moins d'impôts et que les grosses fortunes et les gros possédants en paient plus.

Si vous voulez que l'Etat contrôle les grandes surfaces commerciales qui actuellement ruinent le petit commerce.

Si vous voulez que les exploitations familiales reçoivent une aide appropriée qui leur permette de survivre.

Si vous voulez que les collectivités locales puissent réaliser les travaux dont elles ont besoin sans être écrasées par la T.V.A. et donc sans vous écraser par les impôts locaux.

Si vous voulez que les femmes, pour un même travail, aient le même salaire que les hommes.

Si vous voulez que les jeunes trouvent dans les écoles des places et un enseignement adapté qui leur permettent d'obtenir un emploi et de s'insérer dans la société.

Si vous en avez assez d'un pouvoir qui depuis quinze ans ne s'est occupé que des gros, qui couvre aujourd'hui des *scandales* comme il n'y en a jamais eu dans notre pays, *votez* pour l'application du programme commun,

Confirmez votre vote du premier tour, assurez la victoire de la gauche unie pour la défense de tous les travailleurs.

Votez F. Sauzedde député sortant ; suppléant : Joannès Roiron.

Votre député
Candidat unique de la gauche et des républicains

FERNAND SAUZEDDE

Artisan
Conseiller général de Thiers
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Président du Syndicat intercommunal d'électricité et gaz du Puy-de-Dôme
Président de l'Union hospitalière du centre et du comité de gestion des œuvres sociales de la santé
Secrétaire de la Fédération nationale des collectivités locales

Remplaçant éventuel :

JOANNÈS ROIRON

Commerçant
Maire et conseiller général d'Arlanc

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigueperse, Combronde, Ennezat, Manzat, Menat, Montaigut-en-Combraille, Pionsat, Pontaumur, Pontgibaud, Randan, Riom-Est, Riom-Ouest, Saint-Gervais-d'Auvergne.

M. Edmond VACANT

(Candidat du Parti socialiste et des radicaux de gauche)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

« Fidèles à leur idéal d'un humanisme socialiste, le Parti socialiste, les radicaux de gauche, les communistes veulent avec le programme commun apporter un bonheur réel aux Français... ».

Citoyennes, citoyens,

Que nous ont apporté quatorze ans de pouvoir ?

— un pouvoir accru du capitalisme,
— une retraite de misère aux personnes âgées,
— une augmentation exagérée du coût de la vie,
— la fermeture de 40.000 petits commerces entre 1969 et 1972,
— l'abandon des campagnes par ceux qui veulent survivre,
— des charges de plus en plus lourdes pour les collectivités (T.V.A., prise en charges des frais pour C.E.G., C.E.S., transports scolaires...).

Quatorze ans de gaullisme ont consacré :

— une société inhumaine,
— le manque de logements sociaux,
— d'emplois pour les jeunes, les femmes...,
— le développement des trusts financiers,
— le manque de stades, de professeurs,

Quatorze ans de gaullisme nous ont valu des scandales.

La gauche unie par l'élaboration du programme commun entend vous apporter une vie meilleure. Comment ?

— en portant le S.M.I.C. à 1.000 F et en améliorant la durée, les conditions de travail,
— en ramenant l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et en portant le montant de cette retraite à 75 % minimum du S.M.I.C.,
— en améliorant les conditions de la femme pour qu'elle n'accomplisse plus deux journées de travail,
— en créant des crèches, en aménageant le système de bourses,
— en garantissant aux jeunes un emploi en rapport avec leurs diplômes,
— en assurant une formation permanente,

— en intégrant les régimes particuliers d'assurance vieillesse et maladie des commerçants et artisans au régime général de la Sécurité sociale,
— en simplifiant le régime de la T.V.A. et en modifiant la patente,
— en créant des logements, des services de transports moins onéreux,
— en rendant aux élus locaux leur pouvoir et en réformant la fiscalité locale,
— en défendant les libertés individuelles et collectives,
— en aidant les agriculteurs à ne pas déserter les campagnes.

Sur le plan de notre arrondissement nous voulons :

— sauver les Combrailles de la désertification en développant le réseau routier, en apportant une aide sérieuse à l'agriculture de montagne, en évitant l'exode vers les villes monstrueuses par l'apport d'industries complémentaires, le développement du tourisme, l'équipement collectif...,
— apporter par la planification des industries sérieuses à Saint-Eloy où il manque de 1.300 à 1.400 emplois, et à Riom où il y a une main-d'œuvre féminine importante pour qui on ne fait rien au point de vue de la stabilité de l'emploi.

Le programme commun c'est le soleil de ceux qui peinent, de ceux qui luttent, c'est le soleil de tous les travailleurs, des retraités, des jeunes.

Aussi, le 4 mars, vous voterez socialiste, vous voterez utile.

EDMOND VACANT

Instituteur, 39 ans
Maire de Mozac
Conseiller général de Riom-Ouest
Membre de la Commission départementale
Vice-président de l'Office départemental H.L.M.

Remplaçant éventuel :

ROGER MASLE

Propriétaire exploitant
Maire de Buxières-sous-Montaigut
Syndicaliste agricole

2e *CIRCULAIRE*

Candidats de la gauche unie pour la défense du programme commun.

« Changer la vie » et « Vivre mieux ».

Par une répartition équitable des richesses, c'est possible avec le programme commun.

Merci aux 15.893 électrices et électeurs qui nous ont apporté leur confiance le 4 mars, nous plaçant en tête des candidats de la gauche.

Merci à nos camarades communistes qui, dans le cadre de la discipline républicaine, se sont spontanément désistés en notre faveur nous apportant leurs 9.909 suffrages.

C'est ainsi que dès le premier tour, 25.892 d'entre vous ont clairement manifesté leur désaccord à la politique actuelle, et leur désir de changement.

— Pour une stabilité et une sécurité de l'emploi à Riom.
— Pour une reconversion effective et sérieuse de Saint-Eloy.
— Pour une planification démocratique et régionale du tourisme.
— Pour un étalement industriel nécessaire à notre région.
— Pour un enseignement vraiment démocratique.
— Pour un désenclavement urgent et effectif de l'Auvergne.
— Pour une politique agricole assurant la survie de nos campagnes et de nos bourgs ruraux.
— Pour le maintien des petits commerçants et artisans, contre les grandes surfaces.
— Pour le S.M.I.C. à 1.000 F minimum.
— Pour la retraite à 60 ans, avec 75 % du montant du S.M.I.C.
— Pour la création de crèches et de garderies.
— Pour l'égalité de la femme dans son travail et ses droits.
— Pour la réalisation du programme commun.

Apportez-nous en masse vos suffrages.

Sans sectarisme, sans haine et sans passion, vivant et connaissant bien vos problèmes, nous mettrons tout notre dévouement et notre bonne volonté à votre service.

Pas d'abstentions, votez Edmond Vacant et Roger Masle.

EDMOND VACANT

Instituteur, 39 ans
Maire de Mozac
Conseiller général de Riom-Ouest
Membre de la Commission départementale
Vice-président de l'Office départemental H.L.M.

Remplaçant éventuel :

ROGER MASLE

Propriétaire exploitant
Maire de Buxières-sous-Montaigut
Syndicaliste agricole

Armand Mansat et Jean Nicolas remercient ceux qui leur ont fait confiance et insistent pour que pas une voix ne manque le 11 mars aux candidats de la discipline républicaine et de la défense du programme commun, Edmond Vacant et Roger Masle.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Garlin, Lembeye, Lescar, Montaner, Morlaas, Nay-Est, Nay-Ouest, Pau-Est, Pau-Ouest, Pontacq, Thèze.

M. André LABARRÈRE

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate.)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste et mouvement des radicaux de gauche
(Union de la gauche socialiste et démocrate)

Chers amis,

A la télévision, à la radio, les représentants de la majorité, le Président de la République lui-même (qui se comporte en chef de parti et non en Chef de l'Etat) essayent de vous faire peur en décrivant les prétendus malheurs qui s'abattraient sur la France si la gauche l'emportait. Nous considérons, quant à nous, que les Français sont des citoyens adultes et responsables. C'est pourquoi nous avons préféré vous proposer quelques thèmes de réflexion et vous exposer brièvement les principes qui guideront notre action si vous nous faites confiance.

Les libertés.

Nous sommes profondément attachés à l'épanouissement des personnes dans le respect de la liberté. Socialisme et démocratie ne se séparent pas. Nous élargirons la portée des libertés individuelles et garantirons leur exercice. Nous organiserons les libertés collectives sans lesquelles le pluralisme politique ne pourrait s'exprimer.

Changer la vie.

Il faut que dans notre pays cesse cette situation qui fait que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres restent toujours pauvres. Les travailleurs (agriculteurs, salariés, petits commerçants, artisans, cadres) qui créent la richesse de notre pays doivent avoir droit à la première place dans notre société. Quelques mesures simples seront appliquées immédiatement : les 1.000 F de salaire minimum, les 40 heures de travail hebdomadaire, le droit à la retraite à 60 ans, l'égalité des salaires masculins et féminins. Partout, nous lutterons contre la laideur, l'insécurité et l'injustice. Nous sommes pour la protection de l'environnement.

Les personnes âgées.

Une société qui néglige les personnes âgées et ne leur donne, comme aujourd'hui, qu'une aide dérisoire, est une société indigne de ce nom. Tout retraité devrait percevoir au minimum 1.000 F par mois. La retraite devra être égale à 75 % du revenu des dix meilleures années. De plus, nous voulons poursuivre au niveau national ce que nous commençons de faire à Pau (transports urbains gratuits, passeport culturel, Office municipal palois des personnes âgées).

Il est indispensable d'étendre cette action aux personnes âgées des campagnes en leur apportant une aide dans leur cadre de vie habituel, auquel elles restent légitimement très attachées.

Les handicapés.

Il naît en France un enfant handicapé toutes les vingt minutes. Il faut intégrer à la société les 2.600.000 Français qui pour de multiples raisons (physiques, psychiques, etc.) ne peuvent s'adapter à la vie actuelle. Il ne s'agit pas de charité mais de justice et de solidarité nationale.

Les collectivités locales.

La gestion d'une mairie révèle quotidiennement les difficultés que connaissent tous nos collègues. Le courage est souvent nécessaire aux élus municipaux pour résoudre les problèmes qui se posent, dans les conditions actuelles. Dans l'immédiat, une réforme des finances locales est indispensable car l'Etat asphyxie les communes en leur imposant des charges qu'il devrait normalement supporter. Nous supprimerons la T.V.A. sur les travaux communaux.

Les agriculteurs.

La prospérité du Béarn est liée à celle de son agriculture. Il faut assurer aux agriculteurs un revenu minimum décent en établissant la parité des revenus par la régulation des cours et le contrôle de la commercialisation des produits dans le respect de la propriété paysanne. Tous les travailleurs du secteur agricole, exploitants et salariés, doivent avoir des conditions de vie comparables à celles des autres catégories professionnelles, en particulier dans le domaine des loisirs.

Les rapatriés.

Il faut faire droit aux justes revendications des rapatriés, depuis si longtemps bernés, voter une véritable loi d'indemnisation, accorder une amnistie pleine et entière et assurer à tous une retraite équitable.

Un emploi pour chacun.

Le drame que vivent les chômeurs et les jeunes à la recherche d'un emploi est une de nos premières préoccupations. Notre département bat le record du chômage (triste record !) et seule une action efficace peut apporter une solution.

Il faut obliger la S.N.P.A. — société où l'Etat est majoritaire — à implanter des industries créatrices d'emplois, pour assurer la reconversion des industries liées au gisement de Lacq. Il est scandaleux que la S.N.P.A. bloque toute embauche dans notre région. Une société dont la richesse est tirée de notre sous-sol a, vis-à-vis de nous, des responsabilités qu'elle se doit d'assumer. Il faut développer la formation continue afin de permettre à chacun d'obtenir une promotion méritée et de répondre aux besoins de notre pays en travailleurs qualifiés. Il importe d'aider comme il convient les petites et moyennes entreprises qui assurent de nombreux emplois et sont victimes des grandes sociétés capitalistes. Ainsi, elles pourront s'adapter, sans heurts, à l'évolution des techniques et de l'économie.

Défense et promotion de la région.

Les pays de l'Adour sont une réalité économique indiscutable. Nous devons promouvoir l'action en faveur des pays de l'Adour en union avec les syndicats, les Chambres de commerce et d'industrie, les industriels, les commerçants, l'université. Ce n'est que par une action collective et dynamique que nous sortirons notre région du marasme.

En votant pour André Labarrère, vous lui ferez confiance comme lui ont fait confiance :

— les délégués des Conseils municipaux de Billère, Jurançon, Bizanos, Gan, Gelos, Lons, Lescar, Idron, Mazères-Lezons et Pau qui l'ont élu à l'unanimité président du Syndicat intercommunal de l'agglomération paloise ;
— les maires des Pyrénées-Atlantiques qui l'ont élu à l'unanimité vice-président de leur association ;
— les quarante maires des villes de plus de 5.000 habitants des Hautes-Pyrénées, des Landes, du Gers et des Pyrénées-Atlantiques qui l'ont élu à l'unanimité président de l'Association des maires pour la promotion des pays de l'Adour.

L'expérience actuelle a prouvé que les régions les mieux défendues ont un député-maire. Pourquoi ne pas donner cette possibilité au Béarn ?

Pour changer la vie et donner des chances nouvelles à notre région, votez pour :

ANDRÉ LABARRÈRE
Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Maire de Pau
Conseiller général de Pau-Ouest
Ancien député

Remplaçant éventuel :

HENRI PRAT
Ingénieur des travaux ruraux
Adjoint au maire de Mirepeix
Conseiller général de Nay-Est
Chevalier du Mérite agricole
Médaillé de la Jeunesse et des sports

2e CIRCULAIRE

Parti socialiste et mouvement des radicaux de gauche
(Union de la gauche socialiste et démocrate)

Chers amis,

34.811 électrices et électeurs nous ont placé en tête de tous les candidats de la circonscription. Nous les remercions de leur confiance et de leur amitié.

Il faut défendre notre Béarn et promouvoir les pays de l'Adour. Or, nous savons tous que les régions les mieux défendues ont un député-maire.

Si vous confirmez votre vote et si, vous qui hésitez peut-être, vous venez nous rejoindre, le Béarn aura pour la première fois de son histoire un député-maire.

Ainsi, nous pourrons prolonger sur la circonscription le travail que nous avons commencé sur Pau et son agglomération. La prospérité du Béarn et de Pau sont intimement liées.

Un emploi pour chacun.

Le drame que vivent les chômeurs et les jeunes à la recherche d'un emploi est une de nos premières préoccupations. Notre département bat le record du chômage (triste record !) et seule une action efficace peut apporter une solution.

Il faut obliger la S.N.P.A. — société où l'Etat est majoritaire — à implanter des industries créatrices d'emplois, pour assurer la reconversion des industries liées au gisement de Lacq. Il est scandaleux que la S.N.P.A. bloque toute embauche dans notre région. Une société dont la richesse est tirée de notre sous-sol a vis-à-vis de nous, des responsabilités qu'elle se doit d'assumer.

D'importantes mesures doivent être prises pour développer la formation continue afin de permettre à chacun d'obtenir une promotion méritée et de répondre aux besoins de notre pays en travailleurs qualifiés. Le programme commun donne les moyens de faire cette société plus juste. Il permet également d'aider, comme il convient, les petites et moyennes entreprises qui assurent de nombreux emplois et sont victimes des grandes sociétés capitalistes. Ainsi, elles pourront s'adapter, sans heurts, à l'évolution des techniques et de l'économie.

Changer la vie.

Il faut que dans notre pays cesse cette situation qui fait que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres restent toujours pauvres. Les travailleurs (agriculteurs, salariés, petits commerçants, artisans, cadres) qui créent la richesse de notre pays doivent avoir droit à la première place dans notre société. Quelques mesures simples seront appliquées immédiatement : les 1.000 F de salaires minimum, les 40 heures de travail hebdomadaire, le droit à la retraite à 60 ans, l'égalité des salaires masculins et féminins. Partout, nous lutterons contre la laideur, l'insécurité et l'injustice. Nous sommes pour la protection de l'environnement.

Les agriculteurs.

La prospérité du Béarn est liée à celle de son agriculture. Il faut assurer aux agriculteurs un revenu minimum décent en établissant la parité des revenus par la régulation des cours et le contrôle de la commercialisation des produits dans le respect de la propriété paysanne. Tous les travailleurs du secteur agricole, exploitants et salariés, doivent avoir des conditions de vie comparables à celles des autres catégories professionnelles, en particulier dans le domaine des loisirs.

Les rapatriés.

Il faut faire droit aux justes revendications des rapatriés, depuis si longtemps bernés, voter une véritable loi d'indemnisation, accorder une amnistie pleine et entière et assurer à tous une retraite équitable.

Les collectivités locales.

La gestion d'une mairie révèle quotidiennement les difficultés que connaissent tous nos collègues. Le courage est souvent nécessaire aux élus municipaux pour résoudre les problèmes qui se posent, dans les conditions actuelles. Dans l'immédiat, une réforme des finances locales est indispensable car l'Etat asphyxie les communes en leur imposant des charges qu'il devrait normalement supporter. La T.V.A. sur les travaux communaux sera remboursée aux communes. Nous sommes contre la fusion des communes, à moins que les habitants concernés le désirent.

Les personnes âgées.

Une société qui néglige les personnes âgées et ne leur donne, comme aujourd'hui, qu'une aide dérisoire, est une société indigne de ce nom. Tout retraité devrait percevoir au minimum 1.000 F par mois. La retraite devra être égale à 75 % du revenu des dix meilleures années. De plus, nous voulons poursuivre au niveau national ce que nous commençons de faire à Pau (transports urbains gratuits, passeport culturel, Office municipal des personnes âgées).

Il est indispensable d'étendre cette action aux personnes âgées des campagnes en leur apportant une aide dans leur cadre de vie habituel, auquel elles restent légitimement très attachées.

Les handicapés.

Il naît en France un enfant handicapé toutes les vingt minutes. Il faut intégrer à la société les 2.600.000 Français qui pour de multiples raisons (physiques, psychiques, etc.) ne peuvent s'adapter à la vie actuelle. Il ne s'agit pas de charité mais de justice et de solidarité nationale.

Les libertés.

Nous sommes profondément attachés à l'épanouissement des personnes dans le respect de la liberté. Socialisme et démocratie ne se séparent pas. Nous élargirons la portée des libertés individuelles et garantirons leur exercice. Nous organiserons les libertés collectives sans lesquelles le pluralisme politique ne pourrait s'exprimer.

Défense et promotion de la région.

Les pays de l'Adour sont une réalité économique indiscutable. Nous devons promouvoir l'action en faveur des pays de l'Adour en union avec les syndicats, les Chambres de commerce et d'industrie, les industriels, les commerçants, l'université. Ce n'est que par une action collective et dynamique que nous sortirons notre région du marasme.

En votant pour André Labarrère, vous lui ferez confiance comme lui ont fait confiance :

— les délégués des Conseils municipaux de Billère, Jurançon, Bizanos, Gan, Gelos, Lons, Lescar, Idron, Mazères-Lezons et Pau qui l'ont élu à l'unanimité président du Syndicat intercommunal de l'agglomération paloise ;
— les maires des Pyrénées-Atlantiques qui l'ont élu à l'unanimité vice-président de leur association ;
— les quarante maires des villes de plus de 5.000 habitants des Hautes-Pyrénées, des Landes, du Gers et des Pyrénées-Atlantiques qui l'ont élu à l'unanimité président de l'Association des maires pour la promotion des pays de l'Adour.

Pour changer la vie et donner des chances nouvelles à notre région, votez pour :

ANDRÉ LABARRÈRE

Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Maire de Pau
Conseiller général de Pau-Ouest
Ancien député

Remplaçant éventuel :

HENRI PRAT

Ingénieur des travaux ruraux
Adjoint au maire de Mirepeix
Conseiller général de Nay-Est
Chevalier du Mérite agricole
Médaillé de la Jeunesse et des sports

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Accous, Aramits, Arthez-de-Béarn, Arudy, Arzacq-Arraziguet, Lagor, Laruns, Lasseube, Monein, Navarrenx, Oloron-Sainte-Marie-Est, Oloron-Sainte-Marie-Ouest, Orthez, Salies-de-Béarn, Sauveterre-de-Béarn.

M. Maurice PLANTIER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Cinq années ont passé depuis que les électeurs de cette vieille et belle « terre » du Béarn m'ont fait confiance pour les représenter au Parlement et y faire entendre leur voix.

Cinq années au cours desquelles je n'ai cessé sur le plan local et sur le plan national, de défendre sans faiblesse et sans compromissions, les grandes lignes de notre programme et les grandes options de notre pays. Je l'ai fait, en parlant haut et fort, sûr de votre confiance et fier de m'exprimer en votre nom.

Sur le plan local, conformément aux engagements que j'avais pris devant vous, au cours de ma campagne, j'ai pu obtenir :

— l'automatisation du téléphone pour l'ensemble de la circonscription, au cours du VIe Plan ;
— l'établissement de voies de communications rapides avec le lancement des premiers travaux de l'autoroute Bayonne-Orthez-Pau, et l'amélioration constante des conditions de circulation sur la route du Somport ou de Gourette ;
— un effort industriel sans précédent grâce à la possibilité d'attributions des primes d'Etat au taux maximum et à la création d'usines nouvelles, en même temps que se confirmait la vocation chimique de la plate-forme de Lacq ;
— la création d'un bureau de développement économique, outil indispensable pour l'essor industriel de notre département ;
— l'attribution de subventions ou d'équipements collectifs (écoles, églises, adductions d'eau, assainissement, remembrement, défrichement, etc.), qu'il serait trop long de rappeler ici ;
— mais surtout j'ai tenu, en retournant aux sources mêmes de la démocratie parlementaire, à être votre interprête et votre ami dans les difficultés et aussi dans les joies et à revenir chaque année dans chacun de vos villages pour y dire ce que fut mon action.

En me comportant de la sorte j'ai acquis la certitude que j'allais vers votre sympathie : votre accueil a toujours été pour moi le plus précieux des réconforts.

Au plan national, vous connaissez mon action et mes idées. J'ai défendu et je défendrai demain, notre volonté farouche de faire de notre pays une France forte économiquement, libre comme doit le rester chacun d'entre nous, indépendante et respectée dans le monde. J'ai pu, fort de votre confiance, aider à l'œuvre de transformation de notre pays engagée par le général de Gaulle, voulue et pratiquée par

Georges Pompidou, Président de la République. Je l'ai fait, au-dessus des compromissions et des doutes.

Je souhaite, avec vous, poursuivre cette tâche. La grandeur et la prospérité de notre pays sont entre vos mains. Vous m'aiderez à parachever cette modernisation du pays et de notre région que quinze ans de stabilité et d'ordre ont permis d'entamer.

Vous savez combien je suis attaché à la fois à la grandeur et à la liberté de notre pays. En d'autre temps, j'ai su montrer que ces valeurs sacrées pesaient plus que tout dans ma conscience.

J'aurai demain la chance, si vous me maintenez votre confiance, de montrer qu'elles sont aujourd'hui encore, et au moment où d'autres les menacent, ce que nous devons, ce que nous avons de plus cher à défendre.

Avec mon suppléant, attaché tout autant que moi à cette terre du Béarn, où depuis des siècles vivent nos familles, je serai comme hier celui sur qui chacun sait pouvoir compter.

Avec vous, nous ferons, pour la France, un avenir meilleur.

Vive le Béarn,
Vive la France,
Vive la République.

Docteur Maurice PLANTIER.

Mounde de plane et de mountagne, paysâs aguerits et coussuts qué bouterat faü que defendera toustem lou boste oustau et lous bostes endrets.

Auguste CAZALET.

— Pour un gouvernement fort et stable dans le respect des libertés individuelles.
— Pour le progrès économique et l'amélioration du niveau de vie de tous les Français.
— Pour la paix et la coopération avec tous les pays dans le maintien de l'indépendance nationale.

Vous soutiendrez les candidats de l'Union des républicains de progrès investis par l'U.D.R., les Républicains indépendants de M. Giscard d'Estaing et le Centre démocratie et progrès de M. Duhamel.

Votez :

Docteur MAURICE PLANTIER

Député sortant
Conseiller général d'Arthez-de-Béarn
Maire d'Artix
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

AUGUSTE CAZALET

Maire de Sévignacq-Meyracq
Exploitant agricole
Ancien combattant d'Algérie
Croix de la valeur militaire

2e CIRCULAIRE

Mes chers compatriotes,

En nous plaçant largement en tête dès le premier tour, vous nous avez manifesté avec volonté et sérieux, votre désir de voir la France maintenir le cap et votre circonscription représentée par un Député dont les idées n'ont pas changé et dont le dévouement vous est assuré.

Il reste maintenant à confirmer le succès que vous nous avez donné dimanche.

Nous comptons sur vous. Vous devez autour de moi et de mon suppléant, serrer les coudes et nous aider à remporter dimanche prochain, une victoire plus large encore. Ce succès est à notre portée. Il est assuré, nous le devons à notre circonscription et aussi à la France.

Groupés dans le succès comme nous l'avons été dans l'épreuve, faisant taire les quelques divergences qui peuvent encore nous séparer des hommes de bonne volonté qui au centre cherchent à faire de la France un grand pays et de l'Europe une réalité, nous construirons avec détermination un avenir meilleur. Face aux dangers du collectivisme, et de la même façon qu'en 1968, vous m'avez désigné avec A. Cazelet, comme le seul candidat capable de défendre, avec la liberté, le type de société à laquelle vous êtes comme moi attachés.

Vous savez combien nous tenons et mon suppléant avec moi, à cette vieille terre du Béarn, à ses richesses, à ses beautés et à ses espoirs. Nous la ferons, avec vous, encore plus prospère, encore plus heureuse.

Mes chers compatriotes, rejoignez les milliers d'amis qui dimanche, nous ont donné leur confiance.

Ensemble la victoire nous sourira.

Ensemble nous bâtirons le pays que nous souhaitons dans la paix, l'indépendance, la prospérité et la liberté.

Vive le Béarn !
Vive la France !

Docteur MAURICE PLANTIER

Député sortant
Conseiller général d'Arthez-de-Béarn
Maire d'Artix
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

AUGUSTE CAZALET

Maire de Sévignacq-Meyracq
Exploitant agricole
Ancien combattant d'Algérie
Croix de la valeur militaire

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bidache, Espelette, Hasparren, Iholdy, Labastide-Clairence, Mauléon-Licharre, Saint-Etienne-de-Baïgorry, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Palais, Tardets-Sorholus.

M. Michel INCHAUSPÉ

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Par deux fois, en 1967 et en 1968, vous m'avez élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. C'est grâce à votre confiance que le général de Gaulle m'a choisi pour faire partie de son dernier gouvernement. Depuis six ans, des progrès importants ont été accomplis dans notre circonscription grâce à une activité incessante.

Le travail d'un député n'est pas le fruit d'un seul. Nous avons donc pensé, Franz Duboscq et moi-même, nous adjoindre un nouveau suppléant pour renforcer une équipe qui entend se consacrer pleinement au service de tous.

Le développement et le progrès ne peuvent provenir que de ceux qui peuvent disposer de tous leurs instants au service de la collectivité. Nous avons démontré que pour nous le dévouement n'était pas un vain mot. L'importance de nos permanences, le nombre de nos interventions en sont à elles seules une preuve éclatante.

L'enjeu du vote du 4 mars revêt aussi une importance nationale.

Le développement de la France implique une profonde et durable stabilité. Face au danger de collectivisation et d'étatisation, l'union de tous est une profonde nécessité. Il ne peut être question de groupe charnière qui nous ramènerait au jeu stérile et néfaste de la IVe République.

Nous devons constituer une majorité solide autour de M. Georges Pompidou, Président de la République, pour défendre et réaliser le programme sur lequel il a été élu.

Ces options, nous les partageons avec les trois formations de la majorité.

L'U.D.R. dont le chef est M. Messmer.
Les Républicains indépendants de M. Giscard d'Estaing.
Les Centristes dont le leader est M. Duhamel.

Avec eux, et avec votre aide, nous nous battrons pour :

- Une France plus prospère par une expansion constante favorisant le plein emploi, des équipements accrus et un niveau de vie élevé ;
- une société plus juste par une participation plus équitable aux fruits de la prospérité ;
- une vie plus humaine par l'amélioration des conditions de travail de toutes les catégories socio-professionnelles.

C'est seulement dans le cadre de cette nouvelle société que pourra se poursuivre le développement du Pays Basque et du Bas-Adour et le maintien de notre culture et de notre langue basque.

En votant massivement pour Michel Inchauspé et Louis-Michel Vignau le 4 mars, vous montrerez votre attachement et votre confiance en Georges Pompidou, Président de la République.

MICHEL INCHAUSPÉ

Ancien Ministre
Conseiller général des Pyrénées-Atlantiques
Président du Syndicat de Cize
Membre de la Commission des routes au Conseil général
Membre de la Commission départementale d'équipement agricole

Remplaçant éventuel :

LOUIS-MICHEL VIGNAU

Commerçant
Maire-adjoint de Mauléon
Président de l'Union des Syndicats d'Initiative du Pays basque intérieur

---

2e *CIRCULAIRE*

Une majorité pour le Président.

Chères électrices, chers électeurs,

Merci aux 19.580 électeurs qui nous ont renouvelé leur confiance le 4 mars. Par leur vote massif en notre faveur ils ont montré que l'option de paix, de prospérité et de stabilité que nous défendons est la seule qui puisse permettre le renouveau de cette circonscription.

Notre ligne de conduite est désormais tracée : nous mettrons nos énergies, nos compétences, chacun de nos instants au service du mandat que vous nous conférez.

A ceux qui se sont laissés tenter par des candidatures de diversion nous disons qu'il est encore temps de venir nous rejoindre pour que l'union de tous permette à votre député une plus grande efficacité.

- Pour disposer aux plans national, régional et départemental de l'autorité maximum.
- Pour que tous ensemble nous travaillions au renouveau et à la prospérité de notre circonscription.
- Pour permettre au Président Pompidou d'accomplir l'œuvre de développement et de prospérité pour tous les Français.

Votre vote massif le 11 mars sera sans équivoque, mais surtout pas d'abstention : un résultat n'est jamais acquis.

Face à une gauche marxiste qui n'a rien à voir avec la gauche libérale, notre circonscription doit s'unir pour barrer la route à une idéologie dangereuse et inhumaine. Il ne faut pas céder au charme d'un allié du communisme international qui, lui, n'a pas changé malgré les apparences trompeuses de ses aimables représentants.

- Ainsi vous apporterez votre soutien aux véritables défenseurs des institutions de la Ve République.
- Ainsi vous montrerez votre refus de retourner aux pratiques du passé qui ont failli conduire la France à la ruine et au désordre.
- Ainsi vous affirmerez votre détermination de soutenir ceux qui ont montré leur attachement et leur dévouement à cette région.

Pour le plus grand rayonnement de la France, pour la défense de tous les justes intérêts du Pays Basque et du Bas-Adour, pour une plus grande justice sociale en faveur des pauvres et des déshérités, vous confirmerez votre confiance en l'équipe qui s'est mise à vos ordres pour votre meilleur service.

MICHEL INCHAUSPÉ

Ancien Ministre
Conseiller général des Pyrénées-Atlantiques
Président du Syndicat de Cize
Membre de la Commission des routes au Conseil général
Membre de la Commission départementale d'équipement agricole

Remplaçant éventuel :

LOUIS-MICHEL VIGNAU

Commerçant
Maire-adjoint de Mauléon
Président de l'Union des Syndicats d'Initiative du Pays basque intérieur

Michel Inchauspé sera votre député.

Pour lui donner plus d'efficacité, vous lui apporterez le 11 mars tous vos suffrages.

Michel Inchauspé sera ainsi l'élu de tous et de toutes.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bayonne-Nord-Est, Bayonne-Nord-Ouest, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Ustaritz.

M. Bernard MARIE

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la Côte Basque,

En 1967 et en 1968, vous m'avez fait l'honneur de me désigner pour être votre député.

Je sollicite une fois de plus votre suffrage.

Pour l'obtenir, je ne me comporterai pas comme certains candidats qui multiplient les promesses irréalisables, proposent des plans chimériques et nous considèrent littéralement comme des sous-développés.

Je respecte mon électorat et ne me livre pas à ces jeux.

Je préfère rappeler ce qui a été accompli par nous tous dans cette circonscription, et la part que j'ai prise à ces réalisations, trop souvent ignorées :

— Depuis 1968, il a été créé, dans l'arrondissement, plus de 6.500 emplois.

— de nouveaux développements sont prévus grâce, notamment, aux primes pouvant atteindre 25 % des investissements, qui sont désormais attribuées aux entreprises qui s'y installent ou qui créent des emplois nouveaux.
— L'autoroute est entrée dans la voie des réalisations.
— Le port de Bayonne vient d'être doté d'une drague qui assurera non seulement sa survie, mais son développement.
— La pêche n'a jamais été plus florissante depuis les mesures de protection adoptées en faveur des pêcheurs luziens. Son produit a plus que doublé de 1969 à 1972.

Voilà ma réponse à ceux qui prétendent que rien n'a été fait, mais qui me rendraient responsable si cela n'avait pas été réalisé.

Le niveau de vie des Français est l'un des plus élevés d'Europe, et les économistes étrangers assurent que, sauf bouleversement politique, la France de 1980 sera une des premières puissances économiques du monde.

Notre circonscription doit bénéficier de cette progression dans tous les domaines, et plus que toute autre dès l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Aidez-moi par vos suffrages à poursuivre l'œuvre que nous avons commencée ensemble avec succès et qui doit faire de la Côte Basque une région prospère et heureuse.

Bernard Marie, le seul député qui, ayant promis de consacrer toute son activité à son mandat, a tenu parole. Le seul député qui prenne de nouveau l'engagement d'être un député plein temps.

BERNARD MARIE

Député sortant
Chef de service honoraire de 1re classe à la Banque de France

S'engage à nouveau à consacrer tout son temps à la défense des intérêts de sa circonscription.

Il tient ce qu'il promet.

Le passé est garant de l'avenir.

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROSPIDE

Docteur en médecine
Maire de Ciboure

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs de la Côte Basque,

Je remercie chaleureusement les 25.056 électrices et électeurs qui m'ont accordé leur confiance le 4 mars 1973.

Malgré la propagande intense et mensongère menée par les adversaires de la majorité actuelle pour démontrer que son action et la mienne avaient été insuffisantes, vous avez prouvé que les mensonges et les folles promesses n'avaient pas de prise sur vous. Vous avez fait preuve de sagesse et de réalisme.

Mais la victoire n'est pas définitivement acquise et, à la veille du second tour, il est plus que jamais indispensable et vital pour le bien de la Frace et de la Côte Basque de s'unir afin de barrer la route au candidat de la gauche unie.

En effet, si les communistes se désistent en faveur des socialistes c'est dans le but, vous le savez, de mettre en œuvre leur programme commun dans un premier temps et, dans un deuxième temps, d'instaurer la dictature marxiste.

En se maintenant au second tour, le candidat réformateur rend possible l'élection du candidat de la gauche unie.

Ne courez pas ce risque.

Si vous ne voulez pas de cette dictature marxiste,

Si vous voulez garantir votre liberté,

Si vous voulez assurer le progrès économique et social,

Si vous voulez soutenir la politique du Président de la République, Georges Pompidou, une seule attitude est possible le 11 mars :

— Ne pas s'abstenir,

— Voter en masse pour le candidat U.R.P. et son suppléant Bernard Rospide.

Je ne vous ai jamais trompés,

Je compte sur vous.

BERNARD MARIE

Député sortant

S'engage à nouveau à consacrer tout son temps à la défense des intérêts de sa circonscription.

Il tient ce qu'il promet.

Le passé est garant de l'avenir.

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROSPIDE

Docteur en médecine
Maire de Ciboure

HAUTES-PYRÉNÉES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arreau, Bagnères-de-Bigorre, La Barthe-de-Neste, Bordères-Louron, Campan, Castelnau-Magnoac, Galan, Lannemezan, Mauléon-Barousse, Saint-Laurent-de-Neste, Tarbes-Sud, Tournay, Trie-sur-Baïse, Vieille-Aure.

M. André GUERLIN

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, Citoyens,

En mars 1967, les citoyens et les citoyennes des Hautes-Pyrénées élisaient à une forte majorité René Billères et André Guerlin, candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Ils les élisaient dans le grand élan de mécontentement populaire qui a, alors, ébranlé le régime et l'a conduit aux portes de la défaite.

Ils les élisaient sur un programme de rénovation et de transformation démocratiques auquel ils donnaient ainsi tout le poids de leur approbation.

Aujourd'hui, dans une continuité remarquable, ils auront de nouveau devant eux deux candidats appartenant aux mêmes familles, celle des Socialistes et des Radicaux de gauche, traditionnellement unis dans ce département et rassemblés sur le plan national dans l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

Comme en 1967 ils se dressent contre la majorité au pouvoir.

Une majorité sortante considérée dans toutes ses composantes : U.D.R./R.I./C.D.P. comme solidairement responsable des maux dont souffre la France et qui, non seulement n'ont pas diminué depuis 1969, mais se sont encore aggravés.

Comme en 1967 ils vous offrent la formule de relève politique nécessaire.

Une relève qui répond aux aspirations profondes de notre peuple, à sa volonté affirmée de changement, par un programme, semblable dans son esprit et dans ses grandes lignes à celui de 1967, mais qui a le grand mérite d'avoir scellé l'union de la plus grande gauche autour d'objectifs non seulement électoraux, mais de gouvernement.

Pour la République des citoyens.

Comme en 1967, il faut régénérer et élargir la démocratie politique, fonder ce que nous appelions alors la République des citoyens.

— par une meilleure garantie des libertés individuelles et publiques qu'une législation hypocrite tente de remettre en cause indirectement ;
— par la proclamation solennelle du principe de l'alternance qui fait du peuple le seul juge et le seul maître du choix de ses gouvernants ;
— par l'application correcte de la Constitution de 1958, orientée de plus en plus par M. Pompidou dans le sens d'une monarchie de fait ; application qui doit assurer, certes, la stabilité de l'exécutif, mais aussi rétablir l'équilibre rompu depuis 1959 à son profit, en redonnant au législatif ses prérogatives perdues et au judiciaire son indépendance bien compromise ;
— par la création d'une Cour suprême garante à la fois du respect de la Constitution et des libertés ;
— par une réforme du système d'information, condition d'un exercice éclairé de la souveraineté des citoyens qui postule le droit d'expression réel de toutes les opinions soit par la presse, soit surtout par l'O.R.T.F., qui, étant la chose de tous, doit être mise, grâce à un statut démocratique, à l'abri de l'emprise d'un gouvernement quelconque et des partis régnants auxquels il est livré aujourd'hui ;
— par une véritable politique de décentralisation qui donne aux collectivités locales, départementales et régionales (à créer) à travers leurs organismes élus, des compétences bien définies et des moyens d'exécution assurés, rapprochant les citoyens des centres de décision, allégeant pour eux le poids d'une bureaucratie technocratique envahissante, les incitant à s'intéresser directement aux affaires publiques, remises ainsi, dans bien des domaines, à leur portée.

Pour une démocratie économique.

Comme en 1967, il faut s'engager résolument dans la voie de la démocratie économique.

— par la nationalisation de la haute finance d'affaires, du crédit et de quelques secteurs industriels-clés, qui libérera l'économie de la domination écrasante des concentrations tentaculaires et des monopoles, qui mettra l'investissement, actuellement abandonné à la loi quasi exclusive du profit, au service de l'intérêt général, d'un plan démocratiquement élaboré de la base au sommet ;
— par la restauration du climat de concurrence, d'initiative, de liberté économique, tant au sein des entreprises publiques, qui recevront l'autonomie de gestion, qu'au sein du secteur privé qui garde toute son importance et pourra ainsi s'épanouir dans l'expression de ses forces productives.

Cette démocratisation de l'économie permettra :

— de rattraper le retard de la France en fait d'équipements d'infrastructure (téléphone, routes, transports) ;
— de maintenir et même d'accroître rapidement le niveau de la production ;
— de résoudre les problèmes auxquels la majorité sortante n'a jamais su faire face : emploi (résorption du chômage) ; prix (lutte contre l'inflation) ; aménagement du territoire, pour donner ses chances à chaque région.
— de sauver les catégories socio-professionnelles menacées par la concentration capitaliste : petite agriculture (garantie des prix à la production, politique foncière, formation professionnelle, équipement, sécurité sociale) ; petits commerçants et artisans (fiscalité, modernisation, sécurité sociale) ;

— de libérer l'Etat du pouvoir de l'argent qui impose sa loi, en plaçant ses hommes à tous les rouages du gouvernement et de l'administration ou en les corrompant.

Pour une démocratie sociale.

Comme en 1967, il faut s'atteler à la construction d'une démocratie sociale, placée sous le signe de la justice, du respect de l'homme, de l'égalité des chances, de la non-ségrégation.

— il faut assurer une meilleure distribution de la richesse créée par tous et de plus en plus accaparée par une minorité de privilégiés ;
— par une réforme de la fiscalité, qui allégera l'impôt indirect (suppression de la T.V.A. pour les produits de première nécessité), établira une progressivité plus marquée de l'impôt sur les revenus et de l'impôt sur les sociétés, luttera impitoyablement contre la fraude, sensible surtout au niveau des gros revenus, supprimera l'avoir fiscal, créera un impôt sur le capital qui existe déjà dans tous les pays industriels, frappera la transmission de la fortune acquise proportionnellement à son importance (exonération jusqu'à 200.000 F) et abrogera le privilège scandaleux de la rente Pinay ;
— par une politique des salaires, fixant dans l'immédiat à 1.000 F le minimum garanti et aboutissant à une véritable échelle mobile, mais laissant aux salariés et à leurs syndicats le droit de libre discussion avec leurs employeurs ;
— par une politique de transferts portant sur : la Sécurité sociale dont les régimes devront être unifiés, notamment en ce qui concerne la retraite fixée uniformément à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, et dont les ressources seront en partie budgétisées ; la mise en œuvre d'une solidarité effective au profit des familles, les handicapés, des vieux, des rapatriés auxquels une juste indemnisation ne saurait être plus longtemps refusée ; de vastes programmes d'équipement collectif : logement urbain et rural (700.000 dont les trois quarts H.L.M.), urbanisme, amélioration du cadre de vie, lutte antipollution, santé (hôpitaux, unités sanitaires, personnel médical et paramédical), éducation nationale, formation professionnelle et permanente qui reste pour nous la priorité des priorités, jeunesse, sports, culture, recherche scientifique, loisirs ;
— par une politique de l'immigration et surtout d'émancipation de la femme, qui doit être parachevée sur le plan juridique, des problèmes de la maternité, mais aussi du travail et des salaires.

Toutes ces mesures sociales seront financées par des économies importantes sur les dépenses militaires, sur les subventions excessives accordées à l'industrie lourde et la grande agriculture, par un meilleur rendement des impôts directs, par l'expansion économique.

Leur exécution s'étalera sur les cinq années de la législature.

Pour la paix et la sécurité internationale.

Comme en 1967, il faut continuer le combat pour la paix et la sécurité internationale.

— par la construction de l'Europe, facteur d'équilibre ;
— par la résorption rapide des foyers de conflit ;
— par la recherche obstinée du désarmement, en particulier du désarmement atomique et une réglementation du commerce des armes ;
— par la négociation d'un pacte de sécurité qui rendra caduque la politique des blocs et ouvrira la voie à la collaboration entre les peuples ;
— par une organisation collective de l'aide au monde sous-développé.

Vaste et beau programme. Fidèle aux valeurs humanistes que la gauche française incarne traditionnellement, ce qui explique que toutes les familles de la gauche s'y soient spontanément ralliées.

Programme cohérent le seul qui fixe les objectifs et se donne vraiment les moyens de les atteindre.

Programme réaliste fondé sur les analyses les plus sérieuses de la société actuelle et qui peut être appliqué dans l'espace d'une législature avec le concours des citoyens enfin appelés à une participation effective.

Votre première participation sera votre vote !

Votez pour :

ANDRÉ GUERLIN

Ancien député F.G.D.S. des Hautes-Pyrénées

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate

Remplaçant éventuel :

JEAN-NOEL CAPDEVIELLE

Maire de Lhez

« Le programme commun de la gauche coûtera moins cher que les privilèges, moins cher que la misère, moins cher que la révolte, moins cher que l'injustice. »

François MITTERRAND.

2e *CIRCULAIRE*

Union de la gauche et de tous les démocrates

Citoyennes, citoyens,

En dépit d'une violente campagne de mensonges et de diffamation sur le plan national, dont les slogans sommaires attestent un mépris profond pour l'intelligence des Français, malgré les équivoques savamment entretenues par le candidat local de la majorité sortante, fidèle à son personnage ondoyant, malgré le poids de l'argent jeté sans vergogne dans la bataille par un pouvoir aux abois et ses représentants, *le verdict du peuple bigourdan est clair.*

Dans la première circonscription des Hautes-Pyrénées, l'ensemble de la gauche recueille 27.109 voix auxquelles ne répondent que 21.444 en faveur de l'U.R.P.

La défaite vraisemblable de cette dernière est inscrite dans ce verdict, car il est douteux que la droite conservatrice ou réactionnaire regroupée autour de M. Pierre Bleuler réussisse à surmonter cet handicap.

L'élan de la gauche unie où s'exprime une irrésistible volonté de changement autour du programme commun, la force des autres oppositions dont la sincérité est évidente et qui n'accepteront pas de se déjuger, dressent un obstacle difficile à franchir sur le chemin d'une ambition prématurément triomphante.

Certes, le combat n'est pas terminé. Il continue plus que jamais et tous nos amis doivent rester mobilisés jusqu'à la dernière heure. Le succès final est à ce prix.

Mais quelle ardeur ne doivent-ils pas puiser dans les résultats déjà obtenus !

Dans l'ensemble du pays, malgré des pronostics embarrassés et volontairement confus, se dessine la victoire logique de la gauche avec ses 46 % contre les 36 % à la majorité sortante, unie dès le premier tour. Un grand vent souffle sur la France, balayant les nuages qui obscurcissaient le ciel. Une grande clarté s'est faite.

Contre cette perspective, la propagande de nos adversaires va se déchaîner. Les thèmes en sont déjà connus.

— C'est d'une part, l'anticommunisme aveugle, arme suprême, suprême espoir, les menaces d'un collectivisme présenté comme une apocalypse pour notre civilisation.
— C'est d'autre part, l'appel aux socialistes et aux radicaux de gauche, victimes prétendues du choix de leurs dirigeants, pour qu'ils se libèrent de l'emprise mortelle de leurs alliés communistes.

Calmement, sereinement, comme pour le premier tour, nous disons à nos électeurs :

— Ne vous laissez pas abuser par des mythes et des fantômes, ni impressionner par le matraquage publicitaire auquel vous allez être soumis.

La liberté n'est pas mise en danger par le programme commun, ni la propriété privée, ni la civilisation. L'objectif du programme commun au contraire est de les préserver et de les régénérer en les plaçant, pour la première fois dans l'histoire, sous la garantie, sous la protection de la gauche entière.

Par ailleurs, le programme commun c'est le seul instrument de progrès économique et social, le seul qui se donne les moyens d'atteindre ses buts, le seul remède crédible aux maux dont notre pays est affligé, la seule chance de la France d'évoluer, de se transformer dans l'ordre, la paix et la démocratie.

La certitude du changement ce n'est pas un individu isolé dans une majorité dont il conteste ainsi l'œuvre antérieure, *c'est nous, l'immense force populaire que nous incarnons.*

C'est pourquoi les socialistes et les radicaux de gauche se sont alliés si facilement au programme commun, avec des libéraux notoires, comme M. Marcilhacy et de nombreux chrétiens derrière leurs prêtres et certains de leurs évêques.

Ils ne s'écarteront pas de cette voie où ils se sont engagés délibérément et lucidement.

Vous les y suivrez, vous qui avez voté dès le premier tour pour un candidat de la gauche. Vous les y rejoindrez, démocrates d'opposition résolus et conséquents.

Vous assurerez ainsi la victoire de :

ANDRÉ GUERLIN

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

JEAN-NOEL CAPDEVIELLE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argelès-Gazost, Aucun, Castelnau-Rivière-Basse, Lourdes, Luz-Saint-Sauveur, Maubourguet, Ossun, Pouyastruc, Rabastens-de-Bigorre, Saint-Pé-de-Bigorre, Tarbes-Nord, Vic-en-Bigorre.

M. François ABADIE

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Union de la gauche socialiste et démocrate

Citoyennes, citoyens,

En mars 1967, les citoyens et citoyennes des Hautes-Pyrénées élisaient, à une forte majorité René Billères et André Guerlin candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Ils les élisaient dans le grand élan de mécontentement populaire qui a, alors, ébranlé le régime et l'a conduit aux portes de la défaite.

Ils les élisaient sur un programme de rénovation et de transformation démocratiques auquel ils donnaient ainsi tout le poids de leur approbation.

Aujourd'hui, dans une continuité remarquable, ils auront de nouveau devant eux deux candidats appartenant aux mêmes familles politiques, celle des socialistes et des radicaux de gauche, traditionnellement unis dans ce département et rassemblés sur le plan national dans l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

Comme en 1967 ils se dressent contre la majorité au pouvoir.

Une majorité sortante considérée dans toutes ses composantes : U.D.R./R.I./C.D.P. comme solidairement responsable des maux dont souffre la France et qui, non seulement n'ont pas diminué depuis 1969, mais se sont encore aggravés.

Comme en 1967 ils vous offrent la formule de relève politique nécessaire.

Une relève qui répond aux aspirations profondes de notre peuple, à sa volonté affirmée de changement, par un programme, semblable dans son esprit et dans ses grandes lignes à celui de 1967, mais qui a le grand mérite d'avoir scellé l'union de la plus grande gauche autour d'objectifs non seulement électoraux, mais de gouvernement.

Pour la République des citoyens.

Comme en 1967, il faut régénérer et élargir la démocratie politique, fonder ce que nous appelions alors la république des citoyens.

— par une meilleure garantie des libertés individuelles et publiques qu'une législation hypocrite tente de remettre en cause indirectement ;
— par la proclamation solennelle du principe de l'alternance qui fait du peuple le seul juge et le seul maître du choix de ses gouvernants ;

— par l'application correcte de la constitution de 1958, orientée de plus en plus par Monsieur Pompidou dans le sens d'une monarchie de fait ; application qui doit assurer, certes, la stabilité de l'exécutif, mais aussi rétablir l'équilibre rompu depuis 1959 à son profit, en redonnant au législatif ses prérogatives perdues et au judiciaire son indépendance bien compromise ;
— par la création d'une cour suprême, garante à la fois du respect de la constitution et des libertés ;
— par une réforme du système d'information, condition d'un exercice éclairé de la souveraineté des citoyens qui postule le droit d'expression réel de toutes les opinions soit par la presse, soit surtout par l'O.R.T.F., qui, étant la chose de tous, doit être mise, grâce à un statut démocratique, à l'abri de l'emprise d'un gouvernement quelconque et des partis régnants auxquels il est livré aujourd'hui ;
— par une véritable politique de décentralisation qui donne aux collectivités locales, départementales et régionales (à créer) à travers leurs organismes élus, des compétences bien définies et des moyens d'exécution assurés, rapprochant les citoyens des centres de décision, allégeant pour eux le poids d'une bureaucratie technocratique envahissante, les incitant à s'intéresser directement aux affaires publiques, remises ainsi, dans bien des domaines, à leur portée.

Pour une démocratie économique.

Comme en 1967, il faut s'engager résolument dans la voie de la démocratie économique.

— par la nationalisation de la haute finance d'affaires, du crédit et de quelques secteurs industriels clés, qui libérera l'économie de la domination écrasante des concentrations tentaculaires et des monopoles, qui mettra l'investissement, actuellement abandonné à la loi quasi exclusive du profit, au service de l'intérêt général, d'un plan démocratiquement élaboré de la base au sommet ;
— par la restauration du climat de concurrence, d'initiative, de liberté économique, tant au sein des entreprises publiques, qui recevront l'autonomie de gestion, qu'au sein du secteur privé qui garde toute son importance et pourra ainsi s'épanouir dans l'expression de ses forces productives.

Cette démocratisation de l'économie permettra :

— de rattraper le retard de la France en fait d'équipements d'infrastructures (téléphone, routes, transports) ;
— de maintenir et même d'accroître rapidement le niveau de la production ;
— de résoudre les problèmes auxquels la majorité sortante n'a jamais su faire face : emploi (résorption du chômage) ; prix (lutte contre l'inflation) ; aménagement du territoire, pour donner ses chances à chaque région.
— de sauver les catégories socio-professionnelles menacées par la concentration capitaliste : petit agriculture (garantie des prix à la production, politique foncière, formation professionnelle, équipement, sécurité sociale) ; petits commerçants et artisans (fiscalité, modernisation, sécurité sociale) ;
— de libérer l'Etat du pouvoir de l'argent qui impose sa loi, en plaçant ses hommes à tous les rouages du gouvernement et de l'administration ou en les corrompant.

Pour une démocratie sociale.

Comme en 1967, il faut s'atteler à la construction d'une démocratie sociale, placée sous le signe de la justice, du respect de l'homme, de l'égalité des chances, de la non-ségrégation.

— il faut assurer une meilleure distribution de la richesse créée par tous et de plus en plus accaparée par une minorité de privilégiés ;
— par une réforme de la fiscalité, qui allégera l'impôt indirect (suppression de la T.V.A. pour les produits de première nécessité), établira une progressivité plus marquée de l'impôt sur les revenus et de l'impôt sur les Sociétés, luttera impitoyablement contre la fraude, sensible surtout au niveau des gros revenus, supprimera l'avoir fiscal, créera un impôt sur le capital qui existe déjà dans tous les pays industriels, frappera la transmission de la fortune acquise proportionnellement à son importance (exonération jusqu'à 200.000 F) et abrogera le privilège scandaleux de la rente Pinay ;
— par une politique des salaires, fixant dans l'immédiat à 1.000 F le minimum garanti et aboutissant à une véritable échelle mobile, mais laissant aux salariés et à leurs syndicats le droit de libre discussion avec leurs employeurs ;
— par une politique de transferts portant sur : la Sécurité sociale dont les régimes devront être unifiés, notamment en ce qui concerne la retraite fixée uniformément à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, et dont les ressources seront en partie budgétisées ; la mise en œuvre d'une solidarité effective au profit des familles, des handicapés, des vieux, des rapatriés auxquels une juste indemnisation ne saurait être plus longtemps refusée ; de vastes programmes d'équipement collectif : logement urbain et rural (700.000 dont les 3/4 H.L.M.), urbanisme, amélioration du cadre de vie, lutte antipollution, santé (hôpitaux, unités sanitaires, personnel médical et para-médical), éducation nationale, formation professionnelle et permanente qui reste pour nous la priorité des priorités, jeunesse, sports, culture, recherche scientifique, loisirs ;
— par une politique de l'immigration et surtout d'émancipation de la femme, qui doit être parachevée sur le plan juridique, des problèmes de la maternité, mais aussi du travail et des salaires.

Toutes ces mesures sociales seront financées par des économies importantes sur les dépenses militaires, sur les subventions excessives accordées à l'industrie lourde et la grande agriculture, par un meilleur rendement des impôts directs, par l'expansion économique.

Leur exécution s'étalera sur les cinq années de la législature.

Pour la paix et la sécurité internationale.

Comme en 1967, il faut continuer le combat pour la paix et la sécurité internationale.

— par la construction de l'Europe, facteur d'équilibre ;
— par la résorption rapide des foyers de conflit ;
— par la recherche obstinée du désarmement, en particulier du désarmement atomique et une réglementation du commerce des armes ;
— par la négociation d'un pacte de sécurité qui rendra caduque la politique des blocs et ouvrira la voie à la collaboration entre les peuples ;
— par une organisation collective de l'aide au monde sous-développé.

Vaste et beau programme. Fidèle aux valeurs humanistes que la gauche française incarne traditionnellement, ce qui explique que toutes les familles de la gauche s'y soient spontanément ralliées.

Programme cohérent. Le seul qui fixe les objectifs et se donne vraiment les moyens de les atteindre.

Programme réaliste fondé sur les analyses les plus sérieuses de la société actuelle et qui peut être appliqué dans l'espace d'une législature avec le concours des citoyens enfin appelés à une participation effective.

Votre première participation sera votre vote !

Votez pour :

FRANÇOIS ABADIE

Maire, Conseiller général de Lourdes

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate

Remplaçant éventuel :

PIERRE-HENRI LACAZE

Maire d'Aureilhan

« Le programme commun de la gauche coûtera moins cher que les privilèges, moins cher que la misère, moins cher que la révolte, moins cher que l'injustice. »

François MITTERRAND.

2e CIRCULAIRE

Union de la gauche et de tous les démocrates

Electrices, électeurs, chers compatriotes,

Dimanche vous avez clairement exprimé votre volonté de changement.

20.382 suffrages nous ont placés nettement en tête de tous les candidats.

33.131 électrices et électeurs (soit 55 %) ont déjà voté le 4 mars pour le programme commun de gouvernement.

Il s'agit dimanche prochain de concrétiser ce succès par l'élimination pure et smiple des représentants de la majorité U.D.R. Toutes les attaques, toutes les calomnies lancées contre les candidats de l'Union de la gauche ont renforcé les citoyennes et les citoyens dans leur détermination de participer à la construction d'une République plus juste et plus fraternelle.

Dans les candidats de l'Union de la gauche bigourdans de vieille souche, les électeurs ont reconnu de véritables républicains aussi sincères que désintéressés, le 11 mars, tous les Bigourdans, tous les démocrates, tous les citoyens épris de liberté doivent donc se retrouver à nos côtés.

Avec nous ils s'engageront à construire la République des citoyens fondée sur la démocratie économique et sociale dans la paix et la sécurité internationale.

Avec nous ils permettront à la Bigorre, injustement sacrifiée par l'U.D.R., de s'insérer dans un développement économique garant d'une meilleure répartition de la richesse nationale.

Avec nous ils ouvriront à la jeunesse de larges perspectives d'avenir basées sur le principe de l'égalité des chances.

Avec nous par des mesures sociales et culturelles, ils favoriseront l'épanouissement de toutes celles et de tous ceux qui par leur travail contribueront à la prospérité des Hautes-Pyrénées et de notre pays.

Pour mettre un terme à quinze années d'imposture.
Pour une représentation nationale, efficace et à temps plein.

Vous voterez dimanche 11 mars :

FRANÇOIS ABADIE

Maire de Lourdes
Conseiller général des Hautes-Pyrénées

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate

Remplaçant éventuel :

PIERRE-HENRI LACAZE

Maire d'Aureilhan
Représentant des maires des Hautes-Pyrénées à la C.O.D.E.R.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argelès-sur-Mer, Arles-sur-Tech, Céret, Perpignan-Est, Prats-de-Mollo.

M. Paul ALDUY

(Candidat de l'U.G.S.D.)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers concitoyens,

Aujourd'hui, vous avez le choix entre votre serviteur et un certain nombre de candidats qui n'ont jamais exercé la moindre responsabilité publique dans notre département.

Ils n'ont jamais été ni conseillers municipaux, ni adjoints, ni maires, ni conseillers généraux. La plupart disparaîtront à jamais comme ce fut, si souvent, le cas dans le passé. Ils briguent votre confiance pour s'en servir comme tremplin pour une carrière personnelle.

Pour ma part, j'ai abandonné la haute administration pour vous servir fidèlement aux plus hauts postes où votre confiance m'a placé depuis bientôt dix-huit ans, au Parlement, à la mairie de Perpignan, au Conseil général et demain, à l'Assemblée régionale.

Je n'ai jamais cherché, dans l'exercice de ces mandats, quelle était l'opinion politique de l'un ou de l'autre : je me suis seulement efforcé de promouvoir l'économie d'un département et l'expansion de notre ville située à 1.000 km de Paris, de donner un peu plus de bien-être et de justice à tous ceux qui en ont besoin. Il me faudrait plusieurs milliers de pages pour exposer ce que fut mon action au cours de cinq mandats de député pour le bien de chacun : des producteurs de fruits et légumes, des viticulteurs, des commerçants et artisans, des pêcheurs, des fonctionnaires, des salariés, des anciens combattants des trois guerres, des veuves, des jeunes, des enfants inadaptés, des retraités, des rapatriés, des professionnels du tourisme... pour assurer aux uns et aux autres une vie décente, le droit à la santé, le droit à un logement et un environnement modernes.

Mais, depuis quelques années, le Parlement a été, peu à peu dépouillé de sa souveraineté et de ses moyens de contrôle. Le Gouvernement, aujourd'hui, ne connaît plus de limites à son pouvoir et il exerce ce pouvoir au profit exclusif de quelques privilégiés et de quelques spéculateurs, dans la gabegie, mais le plus souvent, dans le désordre, la plus totale ignorance et parfois dans le scandale.

Il ne faut plus :

— que 10 millions de Parisiens « colonisent » 42 millions de provinciaux ;
— que les technocrates parisiens, qui siègent à Bruxelles, écrasent le Midi et le Roussillon au profit de l'Italie ;
— que l'expansion économique soit limitée pour le plus grand profit de quelques privilégiés ;
— que le F.O.R.M.A., par exemple, consacre seulement 1 milliard de francs par an au marché du vin et 12 milliards de francs au marché du lait ;
— que la jeunesse du Roussillon soit obligée, pour travailler, d'aller peupler les bidonvilles de la région parisienne.

C'est pourquoi cette élection est décisive : pour restaurer la République, il faut changer de majorité. C'est le but du programme commun dont les plus ardents propagandistes sont les *socialistes humanistes* auprès desquels je me suis toujours rangé, ainsi que les radicaux demeurés fidèles aux traditions de leur parti. Mes amis ont toujours été les meilleurs défenseurs de la liberté et de la démocratie. La démocratie ne peut s'affirmer, comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, que par l'alternance des formations politiques au pouvoir.

Pour vous le choix est clair. Vous ne pouvez pas voter pour le porte-parole officiel de la majorité gouvernementale ; vous ne pouvez davantage voter pour le parti réformateur qui a déjà scellé une alliance avec cette même majorité et s'y confondra, dès la rentrée parlementaire. Vous ne pouvez davantage accorder la moindre confiance à un colonel en retraite parachuté par le Pouvoir dans le département pour y semer la confusion.

Si vous voulez :

• La continuité dans l'expansion de Perpignan depuis 1959.

Si vous voulez :

• Changer de vie.
• Retrouver la dignité, la justice, la liberté, la démocratie.
• Un programme commun pour le bien de chacun.

Vous voterez :

PAUL ALDUY

Ancien diplomate de carrière
Préfet
Maire de Perpignan
Conseiller général

Candidat de l'U.G.S.D.

Remplaçant éventuel :

JACQUES BORDANEIL

2e *CIRCULAIRE*

Françaises, Français,

Pour que continue à être amélioré l'équipement de votre commune.
Pour la prospérité de notre département et de Perpignan.
Pour que soit assurée la défense des agriculteurs et viticulteurs, des petits et moyens commerçants, des artisans, des salariés, des jeunes et des étudiants, des retraités, des anciens combattants, des rapatriés, des handicapés...

Pour le droit au travail, le droit au logement, le droit à la santé.
Pour l'application du programme commun pour le bien de chacun.
Chassez la majorité rétrograde actuelle.
Confirmez votre vote du 4 mars.
Accentuez encore votre effort.

Votez pour le candidat unique de la gauche :

PAUL ALDUY

Député sortant
Ancien officier des F.F.L.
Ancien diplomate de carrière
Préfet
Maire de Perpignan
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

JACQUES BORDANEIL

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Latour-de-France, Millas, Mont-Louis, Olette, Perpignan-Ouest, Prades, Rivesaltes, Saillagouse, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Saint-Paul-de-Fenouillet, Sournia, Thuir, Vinça.

M. André TOURNÉ

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Je sollicite une fois de plus vos suffrages, pour ces élections législatives, si importantes qu'elles engagent tout l'avenir du pays.

Si, comme je vous le demande, vous votez communiste, vous choisirez le Parti qui n'a cessé de dénoncer le régime actuel, responsable de la crise actuelle et de ses graves conséquences. Vous voterez pour le Parti qui, en même temps, a agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche, sur la base d'un programme commun.

Comment accepteriez-vous que se maintienne cette inqualifiable situation, dont nous sommes tous témoins et juges ? D'une part, une infime minorité accapare une masse de capitaux qui pourraient être utiles socialement ; d'autre part, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés. On laisse volontairement en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants.

Tout ce gaspillage est le fait des grands capitalistes et de leurs commis — U.D.R., indépendants, centristes — au pouvoir depuis quinze ans.

Nous vous proposons le programme commun de gouvernement, qui prévoit des mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Le gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1.000 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse, une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales, seront garantis.

Les droits des anciens combattants et victimes de la guerre, seront enfin tous honorés au cours de la prochaine législature.

Les femmes connaîtront une promotion véritable et la jeunesse verra s'ouvrir devant elle des perspectives sûres.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations, et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin à la dilapidation des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés ; elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Et sur le plan de la circonscription, direz-vous ?

Dans le cadre de cette nouvelle politique nationale, j'agirai comme par le passé en vue de défendre en priorité les intérêts économiques et sociaux de nos Pyrénées-Orientales.

Ma ligne de conduite sera animée par le souci :

a) de sauvegarder et mettre en valeur les productions traditionnelles du département : vins, VDN, fruits et légumes, élevage, pêche, bois et forêts, en limitant les importations des pays du Marché commun, comme celles en provenance d'Espagne et du Portugal, aux seuls besoins complémentaires ;

b) de remettre en activité certaines mines de fer et développer les multiples carrières existantes ;

c) d'améliorer les moyens de transport en maintenant en activité et en le modernisant le petit train jaune de Villefranche à Latour-de-Carol ;

d) d'arracher un prix de péréquation pour les transports sur les longues distances pour les produits agricoles et les produits manufacturés ;

e) d'ouvrir le climatisme et le thermalisme du département à tous les malades des diverses régions de France, aussi bien aux enfants qu'aux adultes ;

f) de permettre à notre département de devenir un centre national pour le tourisme social, aussi bien d'hiver que d'été ;

g) de réviser l'infrastructure hospitalière départementale, en particulier l'hôpital-hospice de Prades, dont il faut faire un véritable établissement hospitalier ;

h) d'obtenir la décentralisation de certaines grandes entreprises d'Etat ou semi-publiques en vue d'installer certains de leurs éléments de fabrication ou de conditionnement chez nous ;

i) de créer sur une partie du camp militaire de Rivesaltes non utilisé depuis très longtemps, une véritable zone industrielle avec, à ses côtés, un centre national de formation professionnelle accélérée et de recyclage comportant toutes les disciplines techniques et scientifiques, et ouvert aux garçons comme aux filles ;

j) d'obtenir que soit réalisé dans les meilleurs délais, l'important barrage de Vinça avec le maximum d'aide de la part de l'Etat ; chantier qui doit assurer dans un proche avenir la création de plusieurs centaines d'emplois d'ouvriers ;
k) de développer l'équipement universitaire, scolaire et sportif en commençant par reconstruire le vieux C.E.S. de Prades ;
l) d'empêcher la fusion autoritaire des communes ;
m) d'assurer l'indemnisation définitive des rapatriés d'Afrique du Nord, comme des victimes de guerre qu'ils furent.

Chers compatriotes, ne permettez pas au candidat dit réformateur de faire triompher son double jeu. Car, s'il spécule sur votre désir de changement, il est en réalité au service du pouvoir actuel.

Vous voterez donc communiste parce que le Parti communiste français a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche, pour un changement démocratique ; parce que le renforcement du Parti communiste français est une garantie essentielle de l'application du programme commun, et notamment des mesures sociales, correspondant à vos besoins et à vos aspirations.

Vous voterez André Tourné qui symbolise l'honnêteté politique.

Vous voterez dès le premier tour pour André Tourné que depuis la libération, vous avez choisi à cinq reprises pour vous représenter au Parlement.

Vous voterez dès le premier tour pour André Tourné qui vous est toujours resté fidèle envers et contre tout, et qui a toujours mis à votre disposition sa riche expérience et son dévouement.

ANDRÉ TOURNE
Viticulteur-maraîcher
Ancien député
Conseiller général de Prades
Pupille de la Nation 14-18
Grand invalide de guerre 39-45
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre - 3 citations
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français

Candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

ROGER SEMPER
Viticulteur
Membre du Secrétariat
fédéral du Parti communiste français

2e *CIRCULAIRE*

Chers compatriotes,

23.312 suffrages, soit presque 40 % des votes exprimés, se sont portés sur notre nom dimanche dernier. Nous sommes en tête dans 122 communes sur 173, dans 11 cantons sur les 13 que compte notre très grande circonscription. Tel est l'extraordinaire bilan du premier tour.

C'est un succès ! Et je vous remercie de tout cœur, chers compatriotes, de nous avoir ainsi manifesté votre attachement et votre confiance. Je remercie particulièrement tous les amis, anciens et nouveaux, de nous avoir consacré une partie de leur

temps de travail et de leurs heures de sommeil. Comme je remercie tous ceux et celles qui n'ont pas hésité à effectuer de longs déplacements pour assurer la victoire de la gauche, dont la nôtre.

Vous avez nettement signifié :

— Votre volonté de changement en vous prononçant pour le programme commun de gouvernement de la gauche unie ;
— Votre désir de choisir un homme, capable et dévoué, pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Mais il s'agit là de la première étape seulement.

Maintenant, il faut confirmer vos intentions du premier tour et retourner aux urnes dimanche prochain.

Après le désistement de notre camarade socialiste, Pierre Estève, je suis devenu au deuxième tour, le candidat de tous les républicains et de tous les démocrates. De ce fait, je m'adresse à ceux, nombreux, qui ont cru trouver une autre voie en votant « réformateur », et je leur demande de se joindre à nous au deuxième tour pour que notre mandat soit vraiment l'expression de sa volonté républicaine et du désir de changement profond de toute une population laborieuse.

Notre département, très éloigné des grands centres de production et de consommation, souffre d'insuffisances et d'inégalités économiques et sociales criantes : notamment en ce qui concerne l'exode rural et le manque d'emplois.

Plus notre mandat représentera de voix, plus il nous sera facile d'obtenir des autorités centrales les aides nécessaires.

Par ailleurs, je redeviendrai le porte-parole écouté des anciens combattants et victimes de guerre, des invalides du travail, des handicapés civils ;

Je m'attaquerai de nouveau, entre autres, au douloureux problème de l'enfance inadaptée, problème que j'ai contribué à mettre en évidence à l'Assemblée Nationale, il y a de cela vingt ans déjà.

Et je continuerai à mettre au service de tous, la riche expérience que j'ai acquise au cours des nombreuses années où vous m'avez envoyé siéger à l'Assemblée Nationale.

Ensemble, chers compatriotes, faisons du deuxième tour une grande victoire de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Sachez-le, chacune de vos voix sera précieuse.

Votez pour André Tourné, candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates présenté au deuxième tour par le Parti communiste français, le Parti socialiste et par le Mouvement de la gauche radicale.

ANDRÉ TOURNE

Viticulteur-maraîcher
Ancien député
Conseiller général de Prades
Pupille de la Nation 14-18
Grand invalide de guerre 39-45
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre - 3 citations
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates présenté au deuxième tour par le Parti communiste, le Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale

Remplaçant éventuel :

ROGER SEMPER

Viticulteur
Membre du Secrétariat
fédéral du Parti communiste français

BAS-RHIN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Strasbourg-I, Strasbourg-II, Strasbourg-IV, Strasbourg-V.

M. René RADIUS

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Strasbourgeoises, Strasbourgeois,

Le 4 mars, vous choisirez des hommes, mais vous choisirez aussi un type de société.

Votre intérêt est de vous prononcer avec l'équipe Radius - Grossmann

- pour la liberté et l'honnêteté ;
- pour l'efficacité et le progrès.

Chacune de vous, chacun de vous sait bien, en toute bonne foi, quelle œuvre immense a été accomplie par la majorité actuelle.

Le bilan des Gouvernements Chaban-Delmas et Messmer est réel et positif.

Digne successeur du général de Gaulle, le Président Georges Pompidou, soutenu par la majorité, a bien dirigé les affaires de la France et de tous les Français. Notre pays, grâce à lui, joue un rôle de premier plan dans le monde.

— Paris est considéré comme la capitale de la paix.
— L'Europe est en marche.
C'est grâce à la France qu'elle reprend confiance en elle-même.
— Le Franc est plus solide que jamais.

Il s'agit maintenant de poursuivre l'effort entrepris, dans le calme, dans l'ordre et dans la sécurité.

Il s'agit d'améliorer davantage encore nos conditions de vie et de ne pas casser la machine du progrès en marche.

Il s'agit surtout de rester des hommes et des femmes libres dans une société libre.

René Radius et Robert Grossmann ne vous promettent pas la lune, mais ils réalisent, ils s'engagent à apporter leur soutien efficace au Président de la République, afin de poursuivre la marche sur la route du progrès et dans la sécurité.

Ce que nous voulons... Ce que nous ferons !
Quelques exemples :

- augmenter le niveau de vie de 25 % en cinq ans ;
- bâtir 600.000 logements par an ;
- rapprocher l'administration du citoyen par la participation ;
- adopter une charte du troisième âge ;
- doubler le minimum vieillesse ;
- faire progresser le S.M.I.C. ;
- créer des contrats de progrès pour les familles ;
- protéger davantage les petits artisans et commerçants ;
- régionaliser la France, créer de véritables régions et donner à l'Alsace plus de chances à travers le Conseil régional ;
- faire progresser l'Europe européenne, etc.

René Radius et Robert Grossmann sont des hommes sérieux qui prennent vos problèmes au sérieux. Leur passé et leur bilan sont des garanties pour l'avenir.

Avec eux, pas de « projet » ou de « programme » irréalisable, mais un progrès réel dans la sécurité pour chacun.

Si beaucoup a été fait, ils savent, comme vous, que beaucoup reste à faire. C'est pourquoi ils s'engagent à poursuivre le combat pour l'homme, pour sa dignité, pour son bien-être, pour sa sécurité.

Participez avec eux sur la voie du progrès.

Faites confiance aux candidats de la V[e] République présentés par l'U.R.P., l'U.D.R., les R.I., le C.D.P. et l'U.J.P.

Dès dimanche 4 mars votez massivement pour la majorité et le soutien à Georges Pompidou.

... Pas de dispersion de voix... Pas d'abstention...

Votez :

RENÉ RADIUS
Ingénieur diplômé E.N.I.S.
Député de Strasbourg
Conseiller général
Adjoint au maire
Vice-président de la Communauté urbaine de Strasbourg

Remplaçant éventuel :

ROBERT GROSSMANN
Enseignant — 32 ans
Membre du Conseil économique et social
Conseiller général
Vice-président de la Communauté urbaine de Strasbourg

2[e] CIRCULAIRE

Strasbourg et l'Alsace confirmeront dimanche prochain leur témoignage massif contre une expérience communiste.

Grâce à vos voix, les candidats U.D.R., c'est-à-dire ceux de la majorité sont en tête dans toute l'Alsace.

Nous vous en remercions.

René RADIUS.
Robert GROSSMANN.

L'enjeu de dimanche est grave.

D'une part les réformateurs n'ont pas obtenu le résultat escompté, il s'agit donc maintenant de voter utile, c'est-à-dire de voter pour ceux qui appartiennent à la première formation nationale et qui seront ainsi en mesure de réaliser les réformes auxquelles vous aspirez.

D'autre part le résultat du dimanche 4 mars fait apparaître que tout danger de mainmise communiste est loin d'être écarté.

Chaque voix que vous nous donnerez pour le combattre sera décisive.

Voter sera dimanche prochain un devoir individuel et national.

Votre intérêt est de porter massivement vos voix sur des hommes que vous connaissez depuis des années et qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour apporter des solutions à vos problèmes personnels et collectifs, tant à Paris qu'à Strasbourg.

Nous sommes les seuls auxquels les réalisations passées donnent le droit d'affirmer que nous tiendrons nos engagements.

Le général de Gaulle nous a donné la paix, l'indépendance et le progrès social.

En votant massivement pour René Radius vous donnerez à Georges Pompidou les moyens de réaliser les réformes que vous souhaitez, de défendre vos intérêts économiques et monétaires et d'assurer votre bien-être dans la liberté.

Dimanche prochain, ne dispersez pas vos voix, votez utile.

Votez :

RENÉ RADIUS
Ingénieur diplômé E.N.I.S.
Député de Strasbourg
Conseiller général
Adjoint au maire
Vice-président de la Communauté urbaine de Strasbourg

Remplaçant éventuel :

ROBERT GROSSMANN
Enseignant — 32 ans
Membre du Conseil économique et social
Conseiller général
Vice-président de la Communauté urbaine de Strasbourg

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Strasbourg-III, Strasbourg-VI, Strasbourg-VII, Strasbourg-VIII.

M. André BORD

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

André Bord, avec de Gaulle hier, avec Pompidou aujourd'hui et demain pour l'essor de la France et la prospérité des Français.

Un état d'esprit et une volonté d'action au service de son pays, de sa région, de ses concitoyens.

Un élu disponible.

— Un contact étroit avec l'électeur ;
— Des dizaines de milliers d'interventions ;
— Des milliers de citoyens écoutés, une volonté de les aider, leurs cas étudiés et traités consciencieusement.

Un élu efficace.

• Pour son pays.

— Aide aux collectivités locales, réforme des finances locales, création des communautés urbaines ;
— Statut du personnel communal ;
— Renforcement de la protection civile ;
— Amélioration de la situation des anciens combattants et notamment des Alsaciens, etc.

• Pour l'Alsace.

— Organisant une coopération étroite entre les deux départements alsaciens : création de l'ADIRA, du Bureau régional d'industrialisation, de la maison de l'Alsace à Paris, réalisation d'infrastructures multiples ;
— Mise en route d'un plan quinquennal routier ;
— Intervention exceptionnelle de l'Etat pour les liaisons aériennes au départ de Strasbourg ;
— Extension des aides de l'Etat à l'industrialisation, etc.

• Pour Strasbourg.

— Activement secondé par Ernest Rickert, il a su soutenir toutes les actions destinées à embellir le cadre de vie de ses concitoyens et à leur procurer les moyens de mieux vivre. Il a appuyé efficacement toutes les initiatives tendant au développement, à l'équipement, à l'amélioration des infrastructures de notre ville, tant au niveau de l'Etat que du département, quand le soutien financier du Conseil général était nécessaire.

Un élu novateur.

Faisant entrer la participation au Conseil général du Bas-Rhin ,

— Grâce à lui les groupes socio-professionnels, les associations sportives, les spécialistes, ont pu exposer directement leurs préoccupations aux élus et participer à leurs travaux ;
— Il a tenu à ce que le Conseil général fasse un effort accru en faveur de l'industrialisation, de l'équipement, du secteur social, au lieu d'être un simple organisme de gestion.

Un élu préoccupé des problèmes sociaux.

— Aide aux personnes âgées : coordination - équipements - allocations ;
— Participation à la construction d'établissements pour handicapés (adoption d'un plan de construction pour quatre nouveaux établissements) ;
— Transports scolaires.

Autant de domaines dans lesquels, grâce à son initiative, le Conseil général a lancé des actions dynamiques.

Un élu soucieux de l'environnement.

— Parc naturel régional des Vosges du Nord ;
— Plan d'eau de Plobsheim ;
— Sauvegarde du Ried.

Autant d'initiatives tendant à préserver les richesses naturelles de nos régions qui portent son empreinte, et pour lesquelles il a obtenu l'aide de l'Etat et du Conseil général.

Un élu tourné vers l'avenir.

— Parce que nous bâtissons pour nos enfants ;
— Parce que nous voulons pour eux un avenir heureux ;
— Parce qu'ils prendront notre pays en charge.

André Bord s'est attaché à l'épanouissement de la jeunesse. Secondé par Ernest Rickert, il a encouragé et trouvé des sources de financement pour :

— la construction de stades, de foyers, de salles de sports, de piscines ;
— la création et le développement des écoles de musique.

Un chiffre : de 1945 à 1957, 2 gymnases ont été construits dans le Bas-Rhin, de 1958 à 1972, on en a construit 115.

Voilà quelques exemples du travail accompli par votre équipe. Discrètement mais avec efficacité, avec votre approbation et votre confiance, avec et grâce à chacun d'entre vous.

Vous ne serez pas dupes des promesses stériles et des mensonges, vous refuserez d'écouter les marchands d'illusions, vous n'arrêterez pas l'élan économique et social par une crise politique, vous ne vous déjugerez pas.

Votez André Bord pour la poursuite d'une action.

Avec de Gaulle hier, avec Georges Pompidou aujourd'hui et demain pour l'essor de la France et la prospérité des Français.

Electrices, électeurs,

La France veut poursuivre sa marche en avant et non retomber dans les erreurs et le marasme du passé.

A dix années de paix, de stabilité politique, de progrès économique et social, s'opposent l'ambition d'une coalition totalitaire et les désirs de revanche des nostalgiques de la IV[e] République, soi-disant réformateurs.

— Une France qui jouit du respect des peuples :

On veut la désarmer et l'écarter de ses alliances traditionnelles.

— Des institutions garantes de la paix intérieure, promues par le général de Gaulle.

On veut les abattre au profit d'un régime de partis dont vous avez subi les conséquences néfastes.

— Un dynamisme économique qui fait l'admiration du monde et qui assure le plein emploi et le progrès social.

On veut le briser, les uns en le soumettant à la tutelle d'un état bureaucratique omniprésente tout-puissant, les autres en le plaçant à la botte de pays étrangers,

On vous propose l'aventure. Vous choisirez le progrès.

On vous propose l'illusion. Vous choisirez la réalité.

On veut détruire la constitution. Vous la maintiendrez.

On veut ruiner votre prospérité. Vous la défendrez.

A ceux qui ont rendu à la France la paix, l'honneur et la liberté
Vous ferez confiance.
Vous accorderez vos suffrages à une équipe — une majorité — un bilan.

Votez :

ANDRÉ BORD
Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre
Président du Conseil général du Bas-Rhin

Remplaçant éventuel :

ERNEST RICKERT
Député sortant
Conseiller général
Maire-adjoint de Strasbourg

Pour le soutien à Georges Pompidou.
Pas de dispersion de voix... Pas d'abstention...

2e *CIRCULAIRE*

Strasbourg et l'Alsace confirmeront dimanche prochain leur témoignage massif contre une expérience communiste.

Grâce à vos voix, les candidats U.D.R., c'est-à-dire ceux de la majorité sont en tête dans toute l'Alsace.

Nous vous en remercions.

ANDRÉ BORD et ERNEST RICKERT

L'enjeu de dimanche est grave.

D'une part les réformateurs n'ont pas obtenu le résultat escompté, il s'agit donc maintenant de voter utile, c'est-à-dire de voter pour ceux qui appartiennent à la première formation nationale et qui seront ainsi en mesure de réaliser les réformes auxquelles vous aspirez.

D'autre part le résultat du dimanche 4 mars fait apparaître que tout danger de mainmise communiste est loin d'être écarté.

Chaque voix que vous nous donnerez pour le combattre sera décisive.

Voter sera dimanche prochain un devoir individuel et national.

Votre intérêt est de porter massivement vos voix sur des hommes que vous connaissez depuis des années et qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour apporter des solutions à vos problèmes personnels et collectifs, tant à Paris qu'à Strasbourg.

Nous sommes les seuls auxquels les réalisations passées donnent le droit d'affirmer que nous tiendrons nos engagements.

Le général de Gaulle nous a donné la paix, l'indépendance et le progrès social.

En votant massivement pour André Bord vous donnerez à Georges Pompidou les moyens de réaliser les réformes que vous souhaitez, de défendre vos intérêts économiques et monétaires et d'assurer votre bien-être dans la liberté.

Dimanche prochain, ne dispersez pas vos voix.

Votez utile.

Votez :

ANDRÉ BORD

Remplaçant éventuel :

ERNEST RICKERT

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Geispolsheim, Hochfelden, Schiltigheim, Truchtersheim.

M. Jean-Claude BURCKEL

(Candidat d'Union des démocrates pour la Ve République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le 4 mars 1973, vous aurez non seulement à choisir entre différents candidats à la députation, mais surtout entre deux types de société, l'une qui entend donner toute sa dimension à l'homme et répond à ses aspirations et besoins légitimes c'est notre voie, l'autre, celle du collectivisme, dans laquelle toutes les décisions sont entre les mains d'un seul parti, le parti totalitaire, c'est le système que nous rejetons.

Nous, nous optons pour

— La démocratie.
— La liberté.
— L'efficacité.

Trois principes que les gouvernements de la Ve République, d'abord sous la haute direction du général de Gaulle, puis celle de Georges Pompidou, Président de la République, ont su parfaitement concilier, comme le démontrent clairement les importants résultats obtenus au cours des quatorze dernières années dans les domaines de la vie économique, politique, sociale.

Cependant, malgré les progrès réalisés, il reste encore beaucoup à accomplir pour faire de chaque homme un responsable, pour répartir plus équitablement les fruits de la prospérité, pour améliorer les conditions de vie des « oubliés » de l'expansion.

C'est pourquoi nous voulons une société

— Plus humaine.
— Plus juste.
— Plus responsable.

Cette société ne peut cependant être atteinte que si les trois conditions suivantes sont respectées :

— maintien du rythme actuel de l'expansion économique ;
— maintien de la paix intérieur et extérieure ;
— maintien des institutions de la Ve République.

Chères électrices, chers électeurs, face aux promesses démagogiques, mirobolantes de la « gauche » qui ne peuvent conduire qu'au bouleversement et à la faillite, nous vous proposons la croissance économique et le progrès social, le changement sans le désordre.

C'est de votre choix et de lui seul, que dépend cette société plus humaine, plus juste, plus responsable que nous voulons bâtir ensemble.

Alors, le 4 mars, contre l'utopie, votez pour la liberté, la stabilité, la démocratie, votez pour l'U.D.R.

Votez pour l'équipe : Jean-Claude Burckel (candidat député), André Durr (candidat suppléant).

Votez pour :

JEAN-CLAUDE BURCKEL
Secrétaire général de la Communauté urbaine
Docteur en droit
38 ans

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DURR
Maire d'Illkirch-Graffenstaden
Vice-président de la Communauté urbaine
Professeur
46 ans

Ils ne promettent pas. Ils réalisent.
Ils veulent une administration au service du public. Pas le contraire.
Avec eux vous êtes sûrs de choisir le gaullisme.

2e CIRCULAIRE

Contre l'aventure votez pour :

JEAN-CLAUDE BURCKEL
Secrétaire général de la Communauté urbaine
Docteur en droit
38 ans

Un homme neuf pour la majorité.

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DURR

Chères électrices, chers électeurs,

Nous remercions toutes les électrices et tous les électeurs de la circonscription de Strasbourg-Campagne, qui nous ont massivement accordé leur confiance dimanche dernier. Par leur choix, ils ont clairement marqué leur défiance à l'égard des promesses démagogiques de l'opposition et reconnu les efforts indéniables qui ont été accomplis par les gouvernements de la Ve République dans les domaines de la vie économique, politique et sociale, dans le but d'assurer le mieux-être de chaque Français et de chaque Française.

Dimanche prochain, l'enjeu sera capital.

Il conviendra d'opter pour la société dans laquelle vous voudrez vivre demain. C'est donc un choix qui engage directement votre avenir.

Deux types de société s'offrent en effet à votre décision :

— l'un qui entend donner toute sa dimension à l'homme et répond à ses aspirations et besoins légitimes.

C'est notre voie.

— l'autre, celle du collectivisme, dans laquelle toutes les décisions sont entre les mains d'un seul parti, le parti totalitaire.

C'est le système que nous rejetons.

Quant à nous, nous avons choisi :

— La démocratie.
— La liberté.

Nous sommes contre :

— L'aventure.
— Le risque de retour aux situations politiques confuses.
— Les perspectives de désorganisation économique et politique, suite à l'application du programme commun.

Nous sommes pour :

— Le maintien du rythme actuel de l'expansion économique, élément indispensable pour réaliser nos objectifs fondamentaux, c'est-à-dire répartition plus équitable des fruits du travail pour améliorer les conditions de vie de toutes les catégories sociales ; affectation d'une part encore plus importante des ressources de l'Etat à la réalisation des équipements publics.
— Le maintien de la paix intérieure et extérieure.
— Le maintien des institutions de la V[e] République.

Electrices, électeurs, nous bâtirons ensemble une société plus humaine, plus juste et plus responsable.

Apportez-nous votre soutien.

Votez pour : Jean-Claude Burckel, André Durr, une équipe efficace pour une majorité efficace.

N'oubliez pas : Le bonheur de l'homme, c'est la liberté de choisir.

JEAN-CLAUDE BURCKEL

Né le 26 juin 1935, à Strasbourg
Marié, 3 enfants
Docteur en droit
Lauréat de la Faculté de droit de Strasbourg (prix André Febvre)
Chevalier de l'Ordre national du Mérite, Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports
Lieutenant de réserve, prend part aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie (1959-1960)
De mars 1960 à juillet 1966, au service de la ville de Strasbourg d'abord comme stagiaire au service du Contentieux, puis, à partir de 1962, comme directeur des services municipaux de la Circulation, de la Jeunesse et des Sports et du Tourisme
Août 1966 à décembre 1967, chargé de mission au cabinet de M. le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, participe à la préparation du projet de loi sur les Communautés urbaines et des textes d'application
1968 à ce jour, d'abord secrétaire général adjoint, puis secrétaire général de la Communauté urbaine de Strasbourg
1972, conseiller technique au cabinet de M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre chargé des relations avec le Parlement
Ancien membre de l'équipe de France F.S.F. de hand-ball
1966, Président de l'Association pour le développement d'Oberhausbergen
1969, Président de l'Harmonie la Fanfare de Schiltigheim
1972, Président d'honneur du Cercle hippique de Truchtersheim
Juin 1968, suppléant de G. Ritter, député de Strasbourg-Campagne
1971, membre du comité central de l'Union des démocrates pour la V[e] République

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DURR

Né le 7 novembre 1926, à Strasbourg
Marié, 1 enfant
1943, incorporé de force
1949, licence ès lettres, option histoire-géographie
1951, professeur au lycée technique d'Etat à Strasbourg
1965, conseiller municipal d'Illkirch-Graffenstaden
1971, maire d'Illkirch-Graffenstaden — Vice-président de la Communauté urbaine
Membre de nombreuses sociétés sportives et culturelles
Délégué au Consistoire Saint-Nicolas Strasbourg

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Barr, Benfeld, Erstein, Marckolsheim, Obernal, Sélestat.

M. Albert EHM
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Avec de Gaulle hier.
Avec Georges Pompidou aujourd'hui et demain.

Electrices, électeurs,

La France est à un tournant. Vous avez à prendre la responsabilité de son avenir.

La Ve République a restauré la notion de l'Etat, en répondant aux grands impératifs de la Nation :

— l'indépendance nationale ;
— des institutions qui permettent la stabilité et la continuité, mais aussi le mouvement et les réformes ;
— le dynamisme économique et la paix sociale.

Aujourd'hui, on vous demande le changement.

Ne vous déjugez pas ! Le 4 mars prochain, vous direz non.

— à l'abaissement de la France ;
— aux programmes alléchants, mais trompeurs, qui conduisent à l'aventure ;
— au communisme totalitaire, bureaucratique et au collectivisme socialiste, qui sont proposés dans le programme commun de la gauche ;
— à des réformes qui ramèneraient notre pays aux égarements anarchiques du passé ;
— aux marchands d'illusions et aux spécialistes de l'équivoque, de l'ambiguïté et de la division qui, ayant toujours combattu ce que la Ve République a réalisé, ne peuvent défendre avec loyauté et efficacité, la politique que nous poursuivons depuis quinze ans, autour du général de Gaulle d'abord, de Georges Pompidou ensuite.

Pour vous comme dans le passé, comme aujourd'hui, comme demain.

Une seule volonté, une seule et même aspiration

— garantir la liberté, la démocratie et la libre entreprise ;
— assurer le développement de notre pays dans un cadre européen et libéral afin que chacun puisse accéder à un niveau de vie plus élevé ;
— promouvoir une régionalisation plus poussée, comme celle voulue par le général de Gaulle, et rejetée, en 1969, par la collusion communiste-socialiste et les centristes-réformateurs, la justice sociale par le développement de la participation combattue par un conservatisme désuet, une Europe ayant sa politique propre et fondée sur l'accord des peuples, l'épanouissement de la personnalité de l'Alsace dans la sécurité, la prospérité et le bien-être de ses citoyens.

Electrices, électeurs,

Un bilan positif ; répondant à la confiance que vous lui avez accordée, et comme vous le lui avez demandé, votre député Albert Ehm a été :

Au service du pays par ses interventions à l'Assemblée Nationale, il a défendu une politique d'expansion économique, de progrès et de justice sociale.

Au service de la région, de la circonscription et des communes : il a constamment veillé à l'essor de leur vie économique, sociale et culturelle, grâce au développement, dans le respect des sites, des communications et équipements, conditions de toute industrialisation, du plein emploi et du développement harmonieux de l'agriculture.

Dans votre circonscription, grâce à ses efficaces interventions, de nombreuses réalisations et décisions ont été possibles, entre autres :

— Pour la formation de la jeunesse : construction de 6 C.E.S., 2 cités scolaires, lycée agricole, 5 nationalisations, etc.
— Pour la santé : construction de maisons de santé et de retraite.
— Pour l'équipement sportif et socio-éducatif : gymnases dans les établissements scolaires, maisons de jeunes, terrains de sports, club-house.
— Pour les liaisons routières : aménagements de la RN 83, du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines en tunnel routier, élargissement des liaisons Est-Ouest, autoroute Nord-Sud, ponts sur le Rhin.
— Pour l'industrialisation et l'agriculture : implantation d'industries, emplois pour les jeunes, viticulture.
— Pour le logement : construction de H.L.M., création de lotissements, aide à la construction, maisons pour personnes âgées.
— Pour le tourisme : terrains de camping, équipements hôteliers, etc.

C'est de la mauvaise foi et une contre-vérité que de prétendre que votre circonscription a été oubliée. Elle a fait l'objet de la même sollicitude de la part du Gouvernement et des Pouvoirs publics que les autres circonscriptions de l'Alsace.

Au service de vous tous, par ses permanences et contacts personnels et surtout au service des plus défavorisés.

Electrices, électeurs, c'est dans la continuité que se fait le progrès.

N'arrêtez pas l'élan économique et social par une crise politique.

Voilà pourquoi, le 4 mars prochain, vous voterez majorité seul rempart contre l'aventure, avec l'U.D.R. véritable moteur et pilier de la V[e] République, avec Georges Pompidou, garant de l'indépendance et de la paix sociale.

Pour la liberté ; la justice ; la prospérité.

Avec la jeunesse ; vers l'avenir.

Vous voterez en masse et en confiance :

ALBERT EHM
Conseiller général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

GUY SAUTTER
Conseiller général

Attention : Ne modifiez pas le bulletin de vote qui doit conserver les deux noms. Tout changement rend le bulletin nul.

Pas de dispersion de voix. Pas d'abstention.

2e CIRCULAIRE

Avec de Gaulle hier.
Avec Georges Pompidou aujourd'hui et demain.

Electrices, électeurs,

Un cordial et sincère merci à tous les électrices et électeurs qui, par un vote massif de plus de 24.000 voix ont renouvelé leur confiance à Albert Ehm pour :

Défendre une politique de progrès social continu.
Garantir la liberté, la démocratie et la libre entreprise.
Assurer le développement de notre pays dans un cadre européen et libéral, afin que chacun puisse accéder à un niveau de vie plus élevé.

Promouvoir :

— une régionalisation plus poussée, comme celle voulue par le général de Gaulle, et rejetée, en 1969, par la collusion communiste-socialiste et les centristes-réformateurs ;
— la justice sociale par le développement de la participation combattue par un conservatisme désuet ;
— une Europe ayant sa politique propre et fondée sur l'accord des peuples ;
— l'épanouissement de la personnalité de l'Alsace dans la sécurité, la prospérité et le bien-être de ses citoyens.

Ces 24.000 voix sont pour le député de la circonscription Sélestat-Erstein le plus beau témoignage de son travail et de son dévouement à la cause publique.

Sur le plan national, les résultats de vote de dimanche dernier sont plus qu'encourageants pour la majorité U.D.R.

Ils sont une preuve éclatante que l'U.D.R. est le plus important mouvement politique de France, le seul rempart contre le front marxiste et le seul garant de nos libertés.

Ils sont aussi la preuve que les centristes-réformateurs n'ont pas réussi la percée sur le plan national et que leur rôle et leur efficacité sont illusoires.

Dans notre circonscription, le candidat Union centriste se retrouve avec 16.500 voix, c'est-à-dire avec 3.000 voix de moins qu'en 1967 et cela malgré tout l'appareil de sa propagande de dernière heure.

Electrices, électeurs,

Dimanche prochain, 11 mars

— pour que se poursuivent la politique défendue par la Ve République, le dynanisme économique et la paix sociale.
— pour l'essor et l'expansion de notre circonscription et de notre région,
— pour un développement harmonieux de nos communes.

Pour permettre la continuité dans le progrès.

Pour permettre à Albert Ehm de continuer, avec efficacité et compétence, son travail au service de la population.

Allez tous voter :

— contre l'aventure ;
— contre les illusions trompeuses et les promesses mensongères ;
— contre les spécialistes de l'équivoque et de la division ;
— pour l'honnêteté et la loyauté politique ;

— pour vos libertés, votre sécurité, votre bien-être ;
— pour la stabilité monétaire ;
— pour l'Europe et la paix.

Confirmez et renforcez l'avance obtenue dimanche dernier par Albert Ehm en accordant massivement votre confiance à :

ALBERT EHM
Conseiller général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

GUY SAUTTER
Conseiller général

L'ennemi, c'est l'abstention !
N'oubliez pas que « les autres » vont voter !

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Molsheim, Rosheim, Saales, Schirmeck, Villé, Wasselonne.

M. Jean-Marie CARO

(Candidat de l'Union centriste-réformateurs)
élu le 11 mars 1973
(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Au cours des très nombreuses réunions que nous avons eues ensemble dans chaque commune, vous avez accepté que le plus important est de nous unir solidement pour le développement économique, social et culturel de notre région.

Avec vous, habitants des communes des cantons de Molsheim, Rosheim, Saales, Schirmeck, Villé et Wasselonne, nous avons décidé de rejeter tout ce qui peut nous diviser et de nous mettre au travail tout de suite. Il y a tellement à faire, tant de retards à rattraper, tant d'erreurs à réparer.

D'abord nos équipements publics : nos routes, la voie rapide, l'électrification, nos communications. C'est la base de tout.

Sans tarder, faire reconnaître à Paris que l'Alsace a une responsabilité d'intérêt national dans la concurrence économique européenne. Donc obtenir rapidement des capitaux supplémentaires pour :

— développer ce qui existe : nos usines, même les petites, nos exploitations agricoles, viticoles, forestières, le petit commerce et l'artisanat, l'hôtellerie, le logement ;
— implanter de nouvelles industries avec hauts salaires et la garantie qu'elles resteront sur place ;

— garantir aux salariés la qualité de vie dans l'entreprise et la durée de l'emploi ;
— construire au moins un grand hôpital moderne dans la circonscription ;
— transformer nos C.E.S. en lycées secondaires, et donner tout le prestige nécessaire aux C.E.T., financés par l'Etat ;
— augmenter le nombre des installations sportives publiques et organiser la formation sportive (foot-ball, ski de randonnée, etc.) ;
— protéger la nature et l'environnement (action des jeunes).

Lancer le tourisme industriel, non pas pour faire une « vallée verte » mais pour créer des emplois et des services qui rapportent de l'argent.

Agir ensuite aussi sur le plan national :

— pour une véritable réforme sociale et fiscale (égalité de tous devant la sécurité sociale, statut de la femme au travail comme de la mère au foyer, veuves avec enfants à charge) ;
— pour un transfert immédiat de 20 milliards de dépenses improductives à la santé, à l'éducation, au logement, à la formation et aux transports. Cet argent servirait essentiellement à financer les grands équipements collectifs, qui sont la clé du développement économique français, et une politique de formation des hommes, seule chance véritable de progrès pour chacun ;
— pour décider : le doublement des allocations vieillesse ; la revalorisation des retraites ; le salaire minimum à 1.000 F ; le droit de vote à 18 ans.

Enfin organiser notre région pour que nous puissions, en coordination avec l'Etat, prendre nos propres responsabilités pour utiliser comme nous le déciderons une partie de notre propre argent public pour nos équipements. Les ressources des régions et des collectivités locales seront doublées.

Nous pourrons mieux ainsi mettre en valeur nos richesses régionales dont une des plus importantes est celle de former des hommes et des femmes bilingues dont la construction européenne a tant besoin, grâce à l'enseignement de l'allemand dès le plus jeune âge, dans toutes les écoles primaires.

Les problèmes dont l'Alsace souffre particulièrement devront aussi être résolus : nouveaux emplois, non pas seulement pour permettre à nos habitants de travailler là où ils vivent, mais également pour garder chez nous les milliers de travailleurs frontaliers, réintégration des bouilleurs de crus dans les droits qui leur ont été confisqués. Une énergique action sur le plan national et européen sera nécessaire.

La région Alsace peut et doit être considérée comme capable.

Dans l'intérêt supérieur de la France, l'Alsace doit maintenant se faire entendre et se faire respecter.

Jean-Marie CARO.

Comme suppléant je tiendrai un rôle important car Jean-Marie Caro n'est pas l'homme des initiatives et des décisions solitaires. Il est compétent et dynamique et sera un très bon député, soucieux du seul intérêt général.

Le moment est venu de dire tout haut ce que tant de personnes pensent : ça suffit ! Les scandales financiers, immobiliers, fiscaux, les exemples de corruption, font que les gens raisonnables pensent ou disent que la politique est en 1973 une affaire louche, malpropre. Il faut que cela change.

Oui, dans notre circonscription il faut un changement ; il faut autre chose que des paroles, des promesses, des intentions et des apparitions fugitives. Il faut agir ! Il est trop facile d'inaugurer les réalisations des autres, d'applaudir les initiatives des autres, de parler d'une vaste zone industrielle entre Molsheim et Entzheim pour cacher les problèmes de l'emploi dans la circonscription.

Jean-Marie Caro agira et se donnera entièrement à sa mission.

Il ira vers les élus locaux, il ira dans le peuple. Henri Meck avait cette conception de sa fonction. Un député bien payé pour pouvoir en vivre largement et pour pouvoir ne faire que cela pour le plus grand bien de tout le monde.

Depuis 1967 aucun grand projet ne fut élaboré. Notre circonscription s'appauvrit au profit de Strasbourg et l'avenir de notre jeunesse n'est plus assuré.

Pour construire notre avenir à tous Jean-Marie Caro et moi-même nous nous battrons en première ligne.

JEAN-MARIE CARO

43 ans, marié, 6 enfants
Adjoint au maire d'Urbeis
Membre du Bureau national du Centre démocrate (J. Lecanuet)
Administrateur principal au Conseil de l'Europe

Remplaçant éventuel :

PAUL SCHITTER

54 ans, marié, 2 enfants
Chef du Centre de Molsheim de la Sécurité sociale
Conseiller municipal de Molsheim

2e CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Dimanche 11 mars vous confirmerez :

— votre volonté de changement ;
— que vous voulez tenir vous-mêmes l'avenir de votre région entre vos mains ;
— que vous voulez un député qui soit entièrement à votre service ;
— que vous voulez redonner à vos cantons une place privilégiée en Alsace ;
— que vous en avez assez des méthodes autoritaires et irresponsables du passé.

Nous avons tenu notre engagement de donner la priorité absolue à l'intérêt général et au développement économique et social de notre circonscription et de notre région.

Vous savez tous ce que nous allons faire ensemble : nous l'avons défini avec vous au cours de nos débats dans chaque commune, pour établir notre programme de travail sur la base du dossier bleu que vous avez tous reçu :

— une organisation de travail permanente dans chaque canton réunissant le député, les élus, les chefs d'entreprise, les syndicats et les responsables locaux (en particulier les présidents de sociétés locales) ;
— réunions publiques de compte rendu de mandat chaque année dans chaque canton ;
— visite fréquente des populations de chaque commune ;
— application du plan de développement « Alsace sur le Rhin » qui permettra à notre circonscription et à notre région de soutenir et animer la concurrence économique européenne dans la région du Rhin (investissements publics et privés, routes, électrification, industrialisation, création de nouveaux emplois, politique de hauts salaires, de formation professionnelle et de logements sociaux, doublement des allocations vieillesse).

Vous le savez, je me suis déjà organisé : je me suis installé à Molsheim, 9, rue des Tanneurs, tél. 38-22-72, et à Urbeis, Les Murailles, tél. 92-67-37 pour m'occuper sur place de nos affaires. Ainsi, pour la première fois, fonctionnera une méthode rationnelle de travail pour les trois cantons des vallées (Saales, Schirmeck, Villé) et pour les trois cantons de plaine (Molsheim, Rosheim, Wasselonne).

Nous avons tous pris l'engagement d'obtenir un contrôle démocratique permanent de la région sur toutes ses opérations de développement.

Je vous remercie tous de votre soutien car c'est grâce à chacun d'entre vous que demain je pourrai travailler efficacement et être vraiment le député de tous les habitants.

JEAN-MARIE CARO

Je vous offre mon engagement total pour être votre député. Merci de votre confiance.

« Un dernier mot tout simple de vous à moi :

Un immense espoir est né !

Dynamisme, travail d'équipe, voilà ce dont nous avions tous besoin.

La population de « Molsheim-Villé » a reconnu en Jean-Marie Caro l'homme capable et honnête qu'il lui faut comme député.

Dimanche 11 mars, nous aurons la possibilité de nous mettre de suite au travail. »

PAUL SCHITTER.

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouxwiller, Drulingen, Marmoutier, La Petite-Pierre, Sarre-Union, Saverne.

M. Adrien ZELLER

(Candidat d'Union centriste, mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Réfléchissons ensemble. Votre vote du 4 mars engage l'avenir de votre région jusqu'en 1978...

C'est pourquoi il vaut certainement mieux accorder dès à présent la confiance à un candidat jeune et sûr qui a déjà rassemblé une vaste expérience économique, politique et sociale au plus haut niveau.

Il sera le défenseur de la population et un animateur présent à plein temps dans la circonscription.

La majorité actuelle est usée. Elle sera remplacée. Il faut une sanction sereine du monopole politique de l'Etat-U.D.R., particulièrement douteuse dans notre région.

— Retards dramatiques de 50 % (!) dans les programmes d'équipement de l'Alsace (autoroutes, hôpitaux, écoles maternelles, etc.) à cause des gaspillages publics.

— Bas salaires ouvriers, en retard maintenant de 30 % sur l'Allemagne ; exode massif des jeunes de la région, inégalités énormes et fiscalité injuste.
— Centralisme parisien qui prélève 85 % de nos impôts, impose sa volonté aux Alsaciens et à leurs élus et les transforme en mendiants de subvention.

Notre proposition :

Pas de promesses démagogiques... mais une politique de réformes raisonnables pour reprendre la situation en main.

Votre candidat réformateur s'inspire de la tradition sociale, chrétienne et populaire si profonde chez nous. Soutenu par les Sénateurs d'Alsace, il propose pour les cinq années de législature :

1° Un bilinguisme intelligent, chance des Alsaciens dans le cadre européen.

2° Un pouvoir et une assemblée régionale élue, dotée d'un véritable budget (transferts fiscaux), responsable de la promotion économique, des équipements publics, de la protection de la nature, etc.

3° Le doublement en cinq années des crédits d'équipements régionaux par une réduction de 25 % des dépenses militaires et par la lutte contre l'énorme fraude et l'injustice fiscale en France.

4° Le droit à la retraite à 60 ans et la défense acharnée du statut social local.

5° La dignité des travailleurs (S.M.I.C. à 1.000 F/40 heures, pouvoirs de décisions accrus pour les conditions de travail, la formation, le licenciement, etc., liberté syndicale réelle). La démocratie dans l'entreprise.

6° La défense de la femme, des faibles, des handicapés (allocation et retraite personnelle pour la femme au foyer, crèches, garderies, etc.).

7° La défense et la promotion des artisans, commerçants, petits et moyens paysans (indexation du prix du lait, aides sociales, programme régional de modernisation, alignement des régimes de sécurité sociale).

8° Une réforme des finances communales, le contrôle de la spéculation foncière, une nouvelle loi en faveur des bouilleurs de cru.

9° L'édification d'une Europe politique au service des peuples et artisan de la paix dans le monde.

Pour des pouvoirs accrus à l'Alsace dans une France plus juste et plus humaine.
Votez Adrien Zeller candidat du Mouvement réformateur.

Union centriste. Mouvement réformateur.

ADRIEN ZELLER

33 ans, d'Otterswiller
Marié, 2 enfants, agronome, économiste
Administrateur principal aux Communautés européennes
chargé des questions agricoles et de politique régionale

Remplaçant éventuel :

JEAN-GEORGES SORGIUS

36 ans, père de 4 enfants
Agriculteur
Administrateur de coopératives et ancien président syndical

2e CIRCULAIRE

Électrices, électeurs,

Saisissez l'occasion du 2e tour des élections pour participer au renouveau de notre région, commencé par le vote de dimanche dernier.

Rejoignez les rangs de ceux qui, ayant pu apprécier les qualités d'homme d'Adrien Zeller, lui ont fait confiance dès le premier tour.

Conscient de ses responsabilités, il sera le défenseur intègre des intérêts de la population de l'arrondissement en s'inspirant de la tradition sociale si profonde chez nous.

De plus, il sera le conseiller permanent et disponible de tous ceux qui exercent des responsabilités et prennent des initiatives dans le domaine économique, social, syndical et culturel.

Bien sûr, il résidera dans l'arrondissement et s'engage à ne pas exercer d'autre profession, afin de se placer entièrement au service de l'arrondissement et du pays.

Au niveau régional :

Il s'engage à établir et à défendre, en liaison étroite avec les intéressés et leurs représentants élus, un programme de base pour le développement économique et culturel de notre région dont il rendra compte régulièrement. En particulier, il engagera toute son énergie dans les actions prioritaires suivantes :

— modernisation du secteur agricole, en particulier de l'élevage ; promotion des produits agricoles régionaux ;
— implantation d'activités industrielles, commerciales et touristiques conformes aux aspirations et aux besoins de la population ;
— développement de l'infrastructure des communications (non seulement autoroute, mais aussi, par exemple modernisation prioritaire de la nationale 419 traversant l'Alsace Bossue et les Vosges), afin de permettre l'expansion régionale ;
— soutien actif aux initiatives locales en matière d'équipement social (centres de soins pour personnes âgées), culturel, sportif et scolaire. Il s'engage également à réinstaurer un dialogue régulier avec la population, notamment grâce à la mise en place de groupes de travail ouverts à tous et à l'organisation régulière de réunions publiques dans chaque canton.

Au niveau national :

Il soutiendra un programme de réformes vigoureuses, luttant contre le centralisme et le dirigisme administratifs, pour faciliter les initiatives, promouvoir la démocratie et la justice sociale :

1° Un bilinguisme intelligent en Alsace.

2° Un pouvoir et une assemblée régionale élue, dotée d'un véritable budget (transferts fiscaux).

3° Le doublement en cinq ans des crédits d'équipements régionaux par une réduction des dépenses militaires et par la lutte contre la fraude et l'injustice fiscale en France.

4° Le droit à la retraite à 60 ans, la réforme du système des bourses scolaires.

5° La dignité des travailleurs (S.M.I.C. à 1.000 F/40 heures, pouvoirs de décisions accrus pour les conditions de travail, la formation, le licenciement, etc., liberté syndicale réelle). La démocratie dans l'entreprise.

6° La défense de la femme, des faibles, des handicapés (allocation et retraite personnelle pour la femme au foyer, crèches, garderies, etc).

7° La défense et la promotion des artisans, commerçants, petits et moyens paysans (indexation du prix du lait, aides sociales, alignement des régimes de sécurité sociale, patente, etc.).

8° Une réforme des finances communales, le contrôle de la spéculation foncière, une nouvelle loi en faveur des bouilleurs de cru.

9° L'édification d'une Europe politique au service des peuples et artisans de la paix dans le monde.

Votez Adrien Zeller qui représentera notre région à Paris et non pas Paris dans notre circonscription. Jean-Georges Sorgius (suppléant).

Union centriste. Mouvement réformateur.

ADRIEN ZELLER

33 ans, d'Otterswiller
Marié, 2 enfants, agronome, économiste
Administrateur principal aux Communautés européennes
chargé des questions agricoles et de politique régionale

Remplaçant éventuel :

JEAN-GEORGES SORGIUS

36 ans, père de 4 enfants
Agriculteur
Administrateur de coopératives et ancien président syndical

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lauterbourg, Niederbronn-les-Bains, Seltz, Soultz-sous-Forêts, Wissembourg, Woerth.

M. François GRUSSENMEYER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Jamais une consultation populaire n'aura eu, pour le pays, une importance aussi décisive, car il s'agit cette fois-ci de se prononcer sur la continuité de notre Répuvlique et sur l'existence même d'un Etat puissant et respecté qui assure le progrès, la liberté et la paix.

François Grussenmeyer s'est battu et se battra toujours.

— contre le retour au système paralysant et désastreux des partis ;
— pour une France généreuse, entreprenante, dynamique, sociale, grâce à un gouvernement républicain, démocratique et stable, dans une Europe unie et indépendante.

Sa fidélité aux grandes options proposées par le général de Gaulle est la garantie de sa fidélité à vos choix précédents, à ses engagements vis-à-vis de vous et a vous-mêmes, ses concitoyens de cette terre d'Alsace que nous chérissons tant.

SON BILAN.

Politique générale :

Depuis son élection, en 1958, il a soutenu sans défaillance l'œuvre de rénovation des Gouvernements de la Ve République :

— le rétablissement de la paix ;
— la stabilité des institutions ;
— l'élévation du niveau de vie ;
— le prestige de la France dans le monde.

A l'Assemblée Nationale :

Votre député est intervenu à maintes reprises à la tribune de l'Assemblée Nationale, en faveur

— de la politique sociale et économique et de l'industrialisation de la circonscription ;
— de l'équipement scolaire (écoles maternelles, C.E.S., C.E.T.) ;
— de l'agriculture (législation sociale, protection des vins d'Alsace, bouilleurs de cru, commercialisation des fruits) ;
— de l'amélioration de la législation sociale des assurés, des veuves et orphelins
— du logement ;
— de la défense des petits épargnants ;
— des anciens combattants (règlement du contentieux alsacien-mosellan, révision de la pension d'ascendant).

Au Conseil de l'Europe :

Membre de la Commission sociale et de la santé, il est intervenu en faveur :

— de l'élaboration d'une convention protégeant les frontaliers ;
— de l'harmonisation des législations sociales et fiscales ;
— de la création d'un code de la route européen.

Résultats obtenus sur le plan local :

Ses démarches ont été couronnées de succès en ce qui concerne :

— la création et l'extension du C.E.T. de Wissembourg ;
— la construction du Centre professionnel accéléré à Soultz-sous-Forêts ;
— la construction de huit C.E.S. ;
— la prorogation du régime local de l'assurance vieillesse ;
— l'édification d'un nouvel hôpital à Wissembourg ;
— le maintien de la ligne ferroviaire Haguenau-Wissembourg et Haguenau-Niederbronn-les-Bains ;
— l'amélioration du réseau routier (construction de la voie rapide Wissembourg-Haguenau ; déviation Niederbronn-les-Bains-Reichshoffen-Gundershoffen ; prolongation de la route industrielle n° 2 (Drusenheim-Lauterbourg) ; élargissement du C. D. 3 entre Wissembourg et Lauterbourg) ;
— l'aménagement du port de Lauterbourg ;
— la création de près de 4.000 emplois nouveaux, par l'implantation et l'expansion d'industries ;
— la construction prochaine de 153 logements pour la gendarmerie à Wissembourg.

Au service du peuple :

Le député, au cours de ses nombreuses permanences, a reçu plusieurs milliers de personnes auxquelles il a prodigué aide et conseil.

Par ses multiples interventions en faveur des collectivités, il a acquis la confiance des élus locaux.

Voilà en condensé, le bilan de cet homme d'action, dont vous avez pu apprécier la compétence, l'esprit social, le dévouement tant sur le plan national que sur le plan local, toujours au service de tous les citoyens, sans distinction de classe, de parti, de confession ou d'opinion.

VOICI SON PROGRAMME.

— Continuation du soutien à l'œuvre de rénovation tant dans le domaine économique que social, de la Ve République.
— Mise en place de la « région », sauvegarde de sa personnalité, de ses traditions scolaires et religieuses, développement du bilinguisme, sous l'égide du Ministère de l'Education nationale.
— Poursuite de l'édification d'une Europe unie.
— Création d'emplois.
— Construction d'un C.E.T. dans le secteur ouest de la circonscription.
— Accélération du rythme de la construction, pour donner aux familles un logement décent.
— Défense et promotion de l'exploitation familiale agricole, artisanale et commerciale.
— Réforme de la patente.
— Amélioration des pensions et allocations des veuves, des personnes âgées et des handicapés.
— Dotation rapide des communes en réseaux d'assainissement, renforcement des réseaux électriques et téléphoniques.
— Développement de l'équipement sportif, culturel et touristique.
— Lutte contre la pollution.

Ne permettez pas que soit remise en cause l'œuvre immense accomplie depuis 1958, par la Ve République ; ne permettez pas que soit arrêté le progrès constant qui est en train de transformer notre pays.

Pour s'épanouir dans une véritable prospérité, la France a besoin de calme et d'ordre. Il faut éviter à tout prix le retour de l'incohérence et de la démagogie partisanes.

Par la confiance que vous témoignerez à François Grussenmeyer, vous contribuerez à faire avancer le progrès et surtout vous contribuerez au développement économique, social et culturel de notre région.

L'avenir de la France est assuré si les Français se donnent une majorité stable et cohérente et barrent ainsi la route au front socialo-communiste.

Vous voulez cette stabilité.

Vous voulez une France heureuse, dans la liberté et la paix.

Vous voterez pour celui qui, depuis plus de quatorze ans, s'est dépensé, sans compter, pour le bien-être de la population.

FRANÇOIS GRUSSENMEYER

Député sortant
Conseiller général
Maire de Reichshoffen
Représentant de la France à la Commission sociale du Conseil de l'Europe
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

PAUL TROESTER

Adjoint au maire de Wissembourg
Ancien professeur chargé de cours agricoles
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier du Mérite agricole
Commandant de réserve

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bischwiller, Brumath, Haguenau.

M. Germain SPRAUER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

« L'œuvre sociale que nous avons accomplie est considérable, sans précédents dans notre pays... » (G. Pompidou.)

Union des Républicains de progrès avec Pompidou et Messmer pour :

- la stabilité politique et financière par le maintien de la majorité gouvernementale C.D.P., R.I., U.D.R. ;
- l'expansion économique, l'industrialisation, le progrès social ;
- la revalorisation des prix agricoles ;
- la défense des intérêts des commerçants et artisans ;
- l'aide aux personnes âgées, veuves, invalides et handicapés ;
- la régionalisation et la défense de nos traditions chrétiennes et alsaciennes ;
- le bilinguisme à l'école primaire ;
- la coopération européenne ;
- le maintien du régime local de sécurité sociale avec pension de veuve à 55 ans.

Contre le désordre et l'anarchie.
Contre les candidats de diversion.
Pas d'abstention.

Votez

GERMAIN SPRAUER
et
PAUL RUSTENHOLZ
seuls candidats de la majorité

Electrices, électeurs,

Souvenez-vous de mai 1968 : le pays est au bord de l'abîme. L'anarchie, le désordre le plus insensé, la guerre civile menacent.

Le général de Gaulle et son Premier Ministre Georges Pompidou redressent la situation.

Elu Président de la République, Georges Pompidou poursuit l'œuvre du général de Gaulle et remet le pays sur la voie de l'expansion et de l'amélioration du niveau de vie de chacun, en s'appuyant sur les trois formations de la majorité qui le soutiennent : l'U.D.R., les Républicains indépendants (R.I.) et le Centre démocratie et progrès (C.D.P.).

Sans cette majorité, forte et cohérente, rien n'aurait pu être entrepris.

Mais le retour au désordre de jadis, vous le savez, est toujours possible.

La gauche au pouvoir cela signifie : grève et occupations d'usines, caisses vides, inflation, baisse du niveau de vie...

Le succès de soi-disant réformateurs aurait comme résultat le retour à la IVe République, au marchandage entre les partis et rendrait impossible toute stabilité gouvernementale et, par là, toute action économique et sociale efficace.

Les électrices et électeurs d'Alsace qui sont des gens raisonnables et responsables, ne se laissent pas tromper par des chants de sirènes.

Ils feront une nouvelle fois confiance aux hommes qui ont redressé le pays et qui ont assuré pour tous la progression du niveau de vie.

Ils voteront massivement pour ceux qui soutiennent le Président de la République Georges Pompidou et son Premier Ministre Pierre Messmer.

Vous voulez rester des hommes libres.

Votre choix est fait : avec des millions d'autres Français vous approuverez une politique de réformes sociales, d'ordre et de stabilité.

Le député sortant Germain Sprauer a rempli consciencieusement son mandat à l'égard de ses électeurs, quelles que soient leurs idées et leurs opinions. Il s'est attaché à aider et conseiller les maires et à intervenir en faveur de tous ceux qui ont bien voulu s'adresser à lui.

Ses permanences et plus particulièrement celle de Haguenau ont eu la visite de nombreux habitants de la région avec lesquels il a eu plaisir à s'entretenir ; il s'est occupé d'eux avec dévouement, secondé par Paul Rustenholz ; il les remercie de la confiance qu'ils lui ont témoignée.

En sa qualité de Président de la Sous-Commission de l'Economie, de l'Industrialisation et de l'Emploi du Conseil Général, il a soumis à l'Assemblée départementale de nombreux rapports dans le domaine économique, agricole et social, afin que celle-ci prenne des décisions en pleine connaissance de cause.

Président du Schéma d'Aménagement et d'Urbanisme (S.D.A.U.) de la Zone rhénane Nord, il est appelé à assurer, en coopération avec les élus locaux, la coordination des études pour les équipements de la région, pour le bien-être et le confort des habitants de la circonscription.

Au-delà de sa personne, en allant tous voter, vous marquerez votre détermination d'arrêter les tentatives de désorganisation et de retour en arrière.

Toutes les électrices, tous les électeurs, conscients de l'avenir de notre pays et de la région, maintiendront leur confiance aux candidats qui depuis 1967 ont défendu les intérêts de la circonscription et de ses habitants.

GERMAIN SPRAUER

Député sortant
Conseiller général
Maire de Kilstett

Né le 15 février 1920 à Kilstett, Germain Sprauer est marié et père de 4 enfants. Il obtint ses diplômes de droit et de sciences économiques auprès des universités de Paris, Francfort et Strasbourg. Il est domicilié à Kilstett où il est gérant d'une entreprise de produits en béton.

Maire de Kilstett depuis 1959 et Conseiller général du canton de Brumath depuis 1964, il a été élu député de la 8e circonscription en mars 1967 et réélu en juin 1968.

Il est rapporteur de la Commission des finances, de l'économie et du Plan de l'Assemblée Nationale, président de la sous-commission de l'économie, de l'industrialisation et de l'emploi du Conseil général et président du S.D.A.U. de la zone rhénane nord.

Remplaçant éventuel :

PAUL RUSTENHOLZ

Notaire
Adjoint au maire de Bischwiller

Né le 2 septembre 1927 à Haguenau, Paul Rustenholz est marié et père de 2 enfants. Ses parents ainsi que ceux de son épouse vivent à Haguenau.

Après des études secondaires au lycée de Haguenau, il obtint sa licence à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Strasbourg.

Stagiaire chez Me Lotz, à Pfaffenhoffen, il a été nommé notaire à Bischwiller le 17 décembre 1959.

Adjoint au maire de Bischwiller depuis mars 1965, Paul Rustenholz a été élu député suppléant en mars 1967 puis réélu en juin 1968.

Il est membre du syndicat intercommunal à vocation multiple de Bischwiller et environs.

Electrices, électeurs ! En 1967 et en 1968 vous leur avez accordé votre confiance. Ils ont rempli leur mission. Vous leur renouvellerez votre confiance.

Pas d'abstention - Votez tous :

GERMAIN SPRAUER
Député sortant — Conseiller général — Maire de Kilstett

Remplaçant éventuel :

PAUL RUSTENHOLZ
Notaire — Adjoint au maire de Bischwiller

Seuls candidats de la majorité.

HAUT-RHIN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Andolsheim, Colmar-Nord, Colmar-Sud, Kaysersberg, Lapoutroie, Ribeauvillé, Sainte-Marie-aux-Mines.

M. Justin HAUSHERR

(Candidat présenté par le Centre démocrate-Mouvement réformateur)
élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Votez pour un homme neuf ayant une grande ouverture sociale et l'expérience de la gestion publique :

JUSTIN HAUSHERR
Professeur
Croix de guerre 1939-1945
Croix de guerre 1939-1945
Conseiller général
Adjoint au maire de Colmar

Remplaçant éventuel :

JEAN-PAUL SCHMITT
Employé
Maire de Bennwihr

puisque vous voulez :

- une plus grande justice sociale ;
- des équipements collectifs plus conséquents ;
- une Région dynamique ;
- une Europe plus unie.

Candidats présentés par le Centre démocrate-Mouvement réformateur

Pour le changement dans le calme.

Pour la France...

Trois voies sont possibles :

Continuer comme par le passé ; élire les mêmes hommes, et augmenter le mécontentement. Ce serait imprudent !

Bouleverser tout, faire la révolution... C'est là le programme communiste. Vous n'en voulez pas !

Réaliser le changement dans le calme. Voici l'option de Justin Hausherr, Centre démocrate (Lecanuet), Mouvement réformateur.

Pourquoi le changement ?

L'économie française est prospère. C'est vrai ! Mais :

— les revenus sont injustement répartis (un Français sur trois gagne moins de 1.000 F par mois) ;
— les prix ne cessent d'augmenter, rongent les salaires et annulent l'effort des épargnants ;
— le problème du logement est loin d'être réglé ;
— les impôts frappent surtout les petits et favorisent les hauts revenus ;
— la spéculation foncière crée pour quelques-uns des revenus scandaleux ;
— les investissements sont insuffisants dans les secteurs vitaux : écoles, hôpitaux, routes, téléphones, etc. ;
— des dépenses de prestige sont payées avec l'argent public.

Quels changements ?

• Des mesures sociales :

— le S.M.I.C. à 1.000 F ;
— retraite à 60 ans avec une pension au moins égale au S.M.I.C. ;
— augmentation de l'allocation de salaire unique ;
— garantie de retraite pour les artisans, les commerçants et les travailleurs indépendants ;
— revenus moyens des agriculteurs amenés aux revenus moyens français.

• L'accélération des équipements collectifs :

— 600.000 logements au lieu de 450.000 ;
— doublement du nombre des classes maternelles ;
— augmentation de 20 % des crédits pour les routes et les hôpitaux, etc.

• Plus de responsabilités pour les citoyens :

— respect de la Constitution ;
— droit de vote à 18 ans ;
— réforme des finances locales (remplacement de la patente par un impôt plus juste), réforme fiscale générale et lutte contre la fraude ;
— création des régions conçues non comme entités politiques, mais comme cadres de la gestion économique et sociale avec Assemblée élue par le peuple et des ressources suffisantes prises sur les impôts de l'Etat.

Pour notre région.

Nous demandons.

Une amélioration des communications :

— Réalisation rapide des déviations promises de Lapoutroie, d'Ingersheim et de Sainte-Croix-en-Plaine.
— Viabilisation du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines (avec maintien du rail, si possible).
— Construction pour 1980 de l'autoroute nord-sud, sans péages.

Le désenclavement des Vallées Vosgiennes, particulièrement de celle de Sainte-Marie-aux-Mines, par l'amélioration des communications, la construction de logements, la création de conditions favorables pour l'implantation d'industries de transformation, le maintien et le développement de l'enseignement secondaire et technique.

Le maintien des lois locales (concordat, statut scolaire, assurances sociales, statut de l'artisanat...)

Un enseignement à la dimension européenne pour parvenir au bilinguisme nécessaire en considération de notre situation géographique.

Une majorité nouvelle.

Nos propositions sont non seulement nécessaires, mais possibles. Elles ont été calculées et chiffrées. Mais pour les réaliser, il faut des hommes nouveaux pour peser sur une majorité nouvelle et la pousser aux réformes nécessaires.

« La France veut être gouvernée au centre » a reconnu un ténor de la majorité actuelle. Il faut donc élire des hommes du centre, des réformateurs.

Faites donc confiance à :

JUSTIN HAUSHERR

Remplaçant éventuel :

JEAN-PAUL SCHMITT

2e CIRCULAIRE

Dans notre circonscription, 61 % des électeurs veulent :

- un homme nouveau ;
- une politique nouvelle.

Vous obtiendrez ce changement en votant pour :

JUSTIN HAUSHERR
Professeur
Conseiller général
Adjoint au maire de Colmar

Remplaçant éventuel :

JEAN-PAUL SCHMITT
Employé
Maire de Bennwihr

Centre démocrate - Mouvement réformateur

Dans la France entière le mécontentement s'est manifesté. La majorité sortante n'atteint plus que 36 % des voix.

Dans l'ensemble des circonscriptions du Haut-Rhin, tous les députés U.D.R., longtemps intouchables, sont en ballotage.

Dans la seule circonscription de Colmar-Ribeauvillé,

61 % des électeurs ont dit non au député sortant.

C'est l'échec d'un gouvernement à dominante U.D.R. qui a trop négligé la justice sociale, s'est laissé aller à trop de dépenses de prestige et n'a pas pu éviter les scandales : il faut donc des hommes neufs, capables de redresser la barre et qui soient de véritables représentants du peuple, et non pas des députés toujours dociles.

Nous exigeons que le mécontentement populaire soit endigué par une politique sociale audacieuse (S.M.I.C. à 1.000 F, doublement de l'allocation-vieillesse, retraite à partir de 60 ans...).

Elle permettra ainsi aux plus modestes d'entre nous de profiter de la croissance économique.

Nous voulons aussi que les Français des différentes parties du pays prennent leur destin en main dans le cadre d'assemblées régionales élues qui leur permettront de gérer les affaires sur place.

Nous voulons faire enfin l'Europe unie par la mise en place d'un parlement européen et d'un gouvernement ayant certaines compétences supranationales.

Ainsi le 11 mars votre volonté de changement débouchera sur de nouvelles espérances de façon positive et efficace.

Votez donc :

JUSTIN HAUSHERR

Remplaçant éventuel :

JEAN-PAUL SCHMITT

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ensisheim, Guebwiller, Munster, Neuf-Brisach, Rouffach, Soultz-Haut-Rhin, Wintzenheim.

M. Georges BOURGEOIS

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Votre député vous parle :

Une fois de plus, je me présente à vous pour solliciter vos suffrages le 4 mars prochain.

Comme ce fut toujours le cas, cette fois-ci encore ce sera par devoir et pour servir nos populations.

Vous avez pu me juger et juger mon action depuis longtemps.

Si vous me confirmez votre confiance, je saurai pendant les cinq années qui viennent, user de ma longue expérience des affaires publiques, avec courage et ténacité pour défendre vos intérêts collectifs et individuels. Gaulliste de toujours, j'ai œuvré dans le sens d'une France plus juste et plus prospère dans la liberté et dans la paix.

Je continuerai à m'engager dans la voie que nous a tracée le général de Gaulle et le Président Georges Pompidou dont notre pays peut s'enorgueillir.

C'est la majorité actuelle qui détient cette mission et qui seule peut la réaliser.

Nous voulons que cette liberté et cette paix soient maintenues, car nous nous souvenons trop bien à quel prix nous les avons obtenues.

Nous disons non au programme commun où la gauche porte atteinte à nos libertés pour nous conduire sans faute vers un régime totalitaire.

Nous disons non aux réformateurs dont les deux candidats s'ignorent et présentent de vagues promesses.

Les vrais réformateurs c'est nous, car nos réformes sont réalisées et avec celles annoncées, bouleverseront le mode de vie de tous les Français dans les prochaines années à venir.

Nous autres, nous avons fait de notre pays ce qu'il est. Il suffit de regarder autour de nous pour s'en apercevoir.

La France a pris une position exceptionnelle au milieu des pays de l'Europe, ceci personne ne peut le contester.

Notre Alsace connaît un essor, de par son économie particulièrement développée, qu'elle n'a jamais connu auparavant.

Sans doute tous les buts ne sont pas encore atteints et il faut, pour y arriver, des hommes sûrs qui ont de l'expérience et dont on connaît le dévouement.

La majorité dispose de tels hommes et vous pouvez leur faire confiance.

Cette confiance que vous m'avez si souvent témoignée, pour vous servir, je vous demande de me la renouveler.

D'avance je vous en remercie.

Georges BOURGEOIS.

Pourquoi j'ai accepté d'être le suppléant du député Bourgeois.

Quand les élections législatives de mars 1973 se sont profilées à l'horizon, l'importance de l'enjeu n'a échappé à personne. Notre pays, une fois de plus, se trouve à la croisée des chemins :

— d'un côté la continuation du progrès, de la justice sociale, dans la paix et la liberté ;
— de l'autre côté, l'aventure par le truchement d'un gouvernement de gauche dominé par la toute-puissance du parti communiste.

Mon choix était vite fait.

Fils d'ouvrier, faisant partie de cette génération sacrifiée d'avant-guerre, j'ai déjà pu mesurer les « bienfaits » d'un gouvernement de front populaire qui a mené notre pays au chaos de 1940.

Incorporé de force dans la Wehrmacht, invalide de guerre, je m'étais juré d'œuvrer pour que nos enfants connaissent une vie plus heureuse que la nôtre.

C'est mon sentiment profond que la Ve République peut garantir à notre pays un avenir de prospérité, et à ses habitants une ère de bonheur, et qui nous fait dire :

« Qu'il fait bon vivre en France ». Voilà la première raison qui m'a poussé à accepter la suppléance du député Bourgeois.

La deuxième raison est aussi simple : je connais l'homme qui, une fois de plus, sollicite vos suffrages.

Depuis 27 ans déjà qu'il œuvre dans la vie publique, se voyant confier par son dynamisme et sa compétence des tâches de plus en plus lourdes, il ne nous a jamais déçus.

Combien de vous, électrices, électeurs, l'avez déjà sollicité ? A combien n'a-t-il pas apporté aide et soutien ?

— Servir était de tout temps sa devise.
— C'est aussi la mienne.

A travers mes nombreuses activités, je n'ai cessé de chercher à rendre service, d'aider ceux qui me sollicitaient pour résoudre leurs problèmes dans les domaines les plus divers.

A côté de votre député Georges Bourgeois, auquel vous ferez une fois de plus confiance, je continuerai dans cette voie.

Charles Haby,
Conseiller municipal de Guebwiller.

Votez en masse pour le député sortant :

GEORGES BOURGEOIS

Remplaçant éventuel :

CHARLES HABY

U.R.P. appel du comité de soutien en faveur de la candidature de :

GEORGES BOURGEOIS
Député sortant
Président du Conseil général
Maire de Pulversheim

Les conseillers généraux :

Maurice Freismuth, du canton de Rouffach,
François Throo, du canton de Guebwiller,
Gérard Henne, du canton de Neuf-Brisach,
Alfred Monhardt, du canton de Munster,
Robert Sibler, du canton de Wintzenheim,

61 maires et un grand nombre d'adjoints au maire et de conseillers municipaux de la circonscription Guebwiller, Munster, Neuf-Brisach, Wintzenheim,

ont spontanément accordé leur soutien à la candidature de Georges Bourgeois.

De par sa double fonction de député et de président du Conseil général, il a été un soutien fidèle et avisé des élus locaux, et a rendu de nombreux et d'éminents services aux communes, donc à toute la population, sur le plan national et sur le plan départemental.

Vous aussi vous soutiendrez sa candidature en lui renouvelant votre confiance.

... et vous voterez :

GEORGES BOURGEOIS

2e *CIRCULAIRE*

Appel du comité de soutien de la candidature de :

GEORGES BOURGEOIS

Electrices, électeurs,

22.135 d'entre vous ont accordé dès le premier tour leurs suffrages à Georges Bourgeois.

Nous les en remercions chaleureusement et leur demandons de parfaire leur vote dimanche prochain.

A toutes les concitoyennes et à tous les concitoyens nous lançons un appel pressant : au second tour, n'éparpillez pas vos voix, car vous feriez alors le jeu des communistes. Ce n'est certes pas ce que vous voulez.

Votez donc tous en bloc :

GEORGES BOURGEOIS

Pas d'abstentions !

Le comité de soutien.

Votre député vous parle :

Je suis très touché par la confiance que vous m'avez renouvelée dès le premier tour.

Après le deuxième tour, avec vous, je continuerai à assumer mes responsabilités.

Vous savez que nous n'irons pas à l'aventure, restons fidèles à ce que nous sommes.

Regardez autour de vous tout ce qui a été déjà fait.

C'est la certitude pour nous tous que l'œuvre entreprise sera continuée dans l'ordre et la paix.

En vrais démocrates, avec les institutions de la V[e] République, nous irons au succès !

Fidèlement vôtre,
Georges BOURGEOIS.

Votez :

GEORGES BOURGEOIS

Remplaçant éventuel :

CHARLES HABY

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Altkirch, Cernay, Dannemarie, Ferrette, Hirsingue, Masevaux, Saint-Amarin, Thann.

M. Pierre WEISENHORN

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En toute liberté, le 4 mars prochain, l'électorat français se rendra aux urnes pour élire à l'Assemblée Nationale les représentants de son choix.

C'est là l'heure du bilan et du jugement de toutes les activités et réalisations de la cinquième République, héritière du testament de Charles de Gaulle.

Ce bilan est positif sur tous les plans, même l'étranger l'atteste, nos adversaires ne peuvent le contester.

Un regard sur le passé :

1958 : Un pays disloqué, aux abois, au bord de la ruine, de la guerre civile ; les caisses de l'Etat sont vides, et nos enfants continuent à se faire tuer dans des engagements guerriers. La production s'arrête faute de matières premières ; les salaires ne suivent plus la courbe de hausse du coût de la vie, etc.

1973 : La France, enviée par tous les pays du monde, accuse sa vitalité. Le taux d'expansion — 5,6 % — c'est après le Japon le deuxième du monde ! Cette expansion seule nous a permis et nous permettra d'atteindre sans secousses la réalisation des programmes sociaux et économiques annoncés par Pierre Messmer et Georges Pompidou.

La remontée du pays a été spectaculaire encore que, en citoyens honnêtes, nous la reconnaissons volontiers comme insuffisante, car dans certains secteurs beaucoup reste à faire.

Dans notre circonscription Altkirch - Thann la situation financière de nos petites et moyennes communes reste préoccupante ; elle réclame une profonde réforme. Nous demandons que son étude, actuellement en cours, soit accélérée en vue d'une rapide application.

Les incorporés de force, internés à Tambow et dans des camps annexes ont obtenu une partielle satisfaction. Il faut que soient enfin reconnues toutes les légitimes exigences de l'ensemble des anciens combattants et déportés de tous les théâtres d'opération.

Sur le plan économique la situation dramatique de certaines vallées vosgiennes (Masevaux), les problèmes sociaux et fiscaux des frontaliers, l'enrichissement intellectuel de notre jeunesse haut-rhinoise à travers l'enseignement de langues étrangères, le sort futur réservé à l'agriculture de notre région Sundgau et arrondissement de Thann — remembrement et équipement — devront bénéficier de notre particulière attention. Aider par des mesures appropriées les artisans et commerçants dont l'existence devient de plus en plus difficile avec l'évolution du commerce moderne, soutenir ceux qui déjà en sont les victimes.

Sur le plan moral nous préconisons le retour du respect de l'homme pour l'homme.

Travailleurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise, fonctionnaires, professions libérales, patrons, pensionnés, tous ont et ont encore le même devoir : servir ; tous ont le même droit au respect et à la considération.

Progrès social. Participation dans la paix et la liberté.
Dans une France prospère, une Alsace dynamique.

Progrès social, participation dans la paix et la liberté.
Dans une France prospère, une Alsace dynamique.

Contre les incertitudes du lendemain, faites confiance au candidat de la majorité :

PIERRE WEISENHORN
Né le 21 juin 1924 à Altkirch
Pharmacien à Jilfurth
Incorporé de force, évadé
Président départemental de l'U.D.R. du Haut-Rhin

Remplaçant éventuel :

RENÉ FUCHS
Maire de Staffelfelden
Directeur du C.E.T. de Pulversheim

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le résultat du premier tour de scrutin nous a mis largement en tête avec 24.226 voix.

Nous remercions chaleureusement l'électorat qui, de la sorte, fait confiance aux continuateurs de l'œuvre de la Ve République. Dans nos larges contacts — que nous maintiendrons — avec les municipalités et les populations, nous avons pu mesurer l'ampleur des problèmes qui attendent encore une solution.

Nos problèmes : Tels que l'avenir du bassin minier, les problèmes de nos vallées vosgiennes, des frontaliers, de notre Sundgau et de son agriculture, la modification de la loi Mendès-France sur les bouilleurs de cru, la multiplication des écoles maternelles ainsi que leur maintien, et des solutions valables dans les communes à effectifs scolaires réduits.

L'effort social en faveur de nos personnes âgées, des veuves, des handicapés, de la femme au foyer, de nos anciens combattants, déportés, incorporés de force, artisans et commerçants, doit être poursuivi avec la plus grande vigueur.

Votre candidat s'y engage !

Contre les incertitudes du lendemain, faites confiance au candidat de la majorité.

PIERRE WEISENHORN

Né le 21 juin 1924 à Altkirch
Pharmacien à Jllfurth
Incorporé de force, évadé
Président départemental de l'U.D.R. du Haut-Rhin

Remplaçant éventuel :

RENÉ FUCHS

Maire de Staffelfelden
Directeur du C.E.T. de Pulversheim

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Mulhouse-Est, Mulhouse-Nord, Mulhouse-Ouest, Mulhouse-Sud.

M. Émile MULLER

(Candidat du Mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Votez utile dès le premier tour de scrutin.

L'avenir commence aujourd'hui...

Il est temps, grand temps que les Français reprennent en main leur destin après l'avoir abandonné pendant quinze ans entre les mains de l'U.D.R.

Vous qui ne voulez :

Ni d'une majorité immobile qui a su conserver un nationalisme anachronique et des structures sociales dépassées et injustes.

Ni d'une aventure socialo-communiste sacrifiant délibérément la liberté et le bonheur de plusieurs générations.

Vous vous prononcerez avec le mouvement réformateur pour une politique sociale hardie garantissant la qualité et la sécurité de la vie pour l'égalité des chances et l'égalité des charges.

Pour le développement de nos équipements collectifs en affectant l'argent public aux équipements publics.

Pour une politique d'expansion économique garantissant aux salariés et aux retraités leur juste part des richesses ainsi créées.

Pour la construction européenne dotée d'un parlement élu au suffrage universel et d'un exécutif à même de définir une politique commune sur le plan économique, social et monétaire et d'assurer une politique étrangère et de défense conforme aux aspirations de nos populations.

Avec le Mouvement réformateur.

Pour la réforme dans la sécurité et le changement dans le calme.

Mouvement réformateur.

Le changement dans le calme.

Avec :

EMILE MULLER

Conseiller général

Président national du P.S.D.

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ ERBLAND

Adjoint au maire de Mulhouse

Conseiller général

Président du Centre démocrate - section de Mulhouse

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier près de deux tiers de la population s'est prononcé pour un changement de politique.

Merci à vous toutes et à vous tous qui avez dès le premier tour de scrutin entendu notre appel.

Près de deux tiers des électrices et électeurs se sont prononcés contre la poursuite d'une politique qui n'a pas su régler les grands problèmes de l'heure et 19.000 d'entre vous m'ont accordé leur confiance dès le premier tour de scrutin, me mettant ainsi en position de l'emporter dimanche prochain.

Pour la réforme dans la sécurité...

Pour le changement dans le calme...

Démocrates de tous bords, socialistes, sociaux démocrates, sociaux chrétiens, radicaux, vous confirmerez votre volonté de voir ce pays sortir du conservatisme et du nationalisme anachronique.

Avec le maire de Mulhouse Emile Muller, Conseiller général, Président national du Parti social-démocrate et son suppléant André Erbland, adjoint au maire de Mulhouse, Conseiller général, Président du Centre démocrate de Mulhouse vous vous prononcerez pour une France plus libre et plus juste dans une Europe économiquement et politiquement unie.

Vous proclamerez votre attachement au programme du Mouvement réformateur et assurerez ainsi le changement dans le calme.

Mouvement réformateur.

Demain, grâce à votre maire

EMILE MULLER
Conseiller général
Président national du P.S.D.

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ ERBLAND
Adjoint au maire de Mulhouse
Conseiller général
Président du Centre démocrate - section de Mulhouse

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Habsheim, Huningue, Sierentz, Wittenheim.

M. Antoine GISSINGER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Votre député vous parle :

Chers électrices, et électeurs,

En 1968, pour la plupart d'entre vous, j'étais un inconnu.

Pourtant, dès le premier tour, une large majorité m'a chargé de représenter la circonscription de Mulhouse-Campagne à l'Assemblée Nationale.

Ma devise : servir a été mon souci constant.

Sur le plan local pendant les cinq années de mon mandat, j'ai eu la préoccupation permanente de m'informer, et nombreuses ont été mes démarches, mes interventions en faveur des communes et de la population.

Au service de tous les citoyens des 4 cantons, j'ai assuré plus de 600 permanences dans les 64 communes, où j'ai accueilli des centaines de personnes sans distinction d'opinion, de religion, de race.

J'ai répondu à des milliers de lettres.

Par ma présence et mon action, j'ai encouragé la vie culturelle et sportive de nos sociétés.

Sur le plan régional tous les problèmes ont été pour moi un objet de préoccupation et d'étude constante.

Parmi eux, les plus importants ont été ceux :

— des écoles et de la formation permanente ;
— des mines de potasse ;
— des frontaliers ;
— des artisans et des petits commerçants.

Sur le plan national : Secrétaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, membre de nombreux groupes d'études spécialisées, je suis intervenu en faveur de l'éducation nationale, de l'enfance inadaptée, de la formation professionnelle dont j'ai été le rapporteur du budget, des personnes âgées, des agriculteurs, des commerçants, des artisans et des frontaliers.

Ces interventions ont d'ailleurs été largement relatées et commentées par la presse.

La France est devenue une nation prospère et enviée par les pays étrangers qui voient en elle, pour les années à venir, la nation industrielle la plus puissante de l'Europe.

C'est à vous qu'il appartient de maintenir cette progression qui sera pour vos familles le gage d'une vie meilleure.

Servir restera ma devise :

Mon activité s'efforcera :

- à défendre les intérêts de tous les salariés, en particulier, de ceux des M.D.P.A. dont le plein emploi devra être maintenu, l'exploitation sauvegardée et orientée vers une diversification de la production ;
- à continuer mon action en faveur des frontaliers, tant sur le plan régional ou national que sur le plan européen (statut) ;
- à veiller au développement harmonieux des zones industrielles du Rhin ;
- à défendre une politique de préservation de la nature et de l'environnement et obtenir des moyens suffisants pour lutter contre la pollution de nos cours d'eau, de notre nappe phréatique si précieuse ;
- à obtenir pour l'agriculture les aides nécessaires à sa modernisation ;
- à garantir à l'artisanat et au petit commerce sa place dans notre société.

Candidat unique de la majorité, partisan convaincu de la concertation, de la participation, de la liberté d'entreprise et du rôle important des cadres dans notre économie, de la liberté d'expression, mais aussi, conscient des défauts, des injustices, des insuffisances de notre Société, je mettrai toutes mes forces, toute mon action au service de l'amélioration de la qualité de vie des Françaises et Français en général, des plus déshérités en particulier.

Non aux programmes alléchants, trompeurs qui nous conduisent à l'aventure.

Pas de bonheur dans la contrainte, pas de bien-être sans la liberté !

Notre majorité est pour vous la seule voie qui puisse vous assurer à la fois :

— le progrès social,
— la prospérité économique,
— le maintien des libertés individuelles.

Pour une vie meilleure, pour une plus juste répartition des revenus et des richesses dans une France toujours plus florissante, telle que la désirait le général de Gaulle, dans une Europe libre, unie et fraternelle.

Votez pour Antoine Gissinger.

Appel du président du comité de soutien aux concitoyennes, concitoyens de la circonscription.

« Vivre en soi ce n'est rien, il faut vivre en autrui,
« A qui puis-je être utile, agréable aujourd'hui ?
« Voilà chaque matin ce qu'il faudrait se dire,
« Et le soir quand des cieux la clarté se retire
« Heureux à qui, son cœur tout bas a répondu :
« Le jour, qui va finir je ne l'ai point perdu,
« Grâce à mes soins, j'ai vu sur une face humaine,
« La trace d'un plaisir ou l'oubli d'une peine. »

Cette pensée d'un sociologue français ne devrait-elle pas animer chaque élu ? Notre député sortant, nous en sommes convaincus, est empreint de cet amour du prochain : sa pensée, son vouloir, toute son action vont dans le sens de rendre notre société plus humaine, tout en essayant de la rendre plus équilibrée, plus juste et plus prospère.

Nous, élus locaux de la circonscription de Mulhouse-Campagne, dont beaucoup comme moi-même, n'appartenons à aucun parti politique, apportons spontanément et massivement notre soutien à celui qui, cinq ans durant, a déployé une activité inlassable et a fourni un travail fructueux en faveur de nos collectivités. Nombreuses ont été ses interventions dont nos communes ont retiré les bénéfices.

Nous connaissons notre député par son œuvre. Nous avons pu apprécier son dévouement et les sentiments humains qui l'animent. Nous savons l'acharnement qu'il a mis à résoudre chacun des problèmes pour lesquels nous avons eu recours à lui.

C'est pourquoi,

Electrices et électeurs, conscient de l'importance de l'enjeu de l'élection du 4 mars, je vous le demande : n'hésitez pas à renouveler votre confiance à celui que nous connaissons et dont nous avons apprécié le travail.

Votez tous pour notre député, Antoine Gissinger.

Eugène Bader,
Maire de Sausheim,
Président du Comité de soutien au député Antoine Gissinger.

Votez en masse pour le député sortant seul candidat de la majorité.

Votre candidat à tous c'est :

ANTOINE GISSINGER

Chevalier de la Légion d'honneur
Ancien directeur de collège technique
Député sortant
Conseiller général
Maire adjoint de Wittenheim

Remplaçant éventuel :

JEAN HOEFFERLIN

Maire de Petit-Landau

2e *CIRCULAIRE*

28.389 électrices et électeurs (= 49 23 % des suffrages exprimés le 4 mars 1973) m'ont renouvelé leur confiance.

Je les remercie vivement de leur fidélité.

La décision finale sera prise le dimanche 11 mars 1973.

Elle sera d'une importance capitale pour l'avenir :

— De nos familles.
— De notre Alsace.
— De notre pays.

Votez en masse pour le député sortant seul candidat de la majorité.

Votez :

ANTOINE GISSINGER

Chevalier de la Légion d'honneur
Ancien directeur de collège technique
Député sortant
Conseiller général
Maire adjoint de Wittenheim

Remplaçant éventuel :

JEAN HOEFFERLIN

Maire de Petit-Landau

Pas d'abstention, aucune défection, toutes et tous : aux urnes.

Votre candidat : Antoine Gissinger.

RHONE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-I, Lyon-XII, Lyon-XIII.

M. René CAILLE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans la lettre de remerciements que j'adressais, le 1er juillet 1968, aux milliers de citoyennes et citoyens qui venaient de me réélire, j'affirmais notamment :

« ... En ce qui me concerne je vais poursuivre un travail engagé depuis bientôt vingt ans et qui tend essentiellement à faire de la justice sociale une réalité. »

Ce travail je l'ai poursuivi :

Peuvent en témoigner :

— Les électrices et électeurs de la première circonscription au service desquels j'ai tenu quatre permanences hebdomadaires (plus de 1.500 depuis 1962, année de ma première élection) et procédé à des interventions aux niveaux ministériel, préfectoral et municipal, les aidant ainsi de mon mieux à résoudre les problèmes qui les préoccupaient.

— Les comités d'intérêts locaux, conseils de parents d'élèves, groupements socio-professionnels (artisans, commerçants), les syndicats, qui ont sollicité mon concours.

— Les personnes âgées, handicapées, les mères chefs de famille, celles et ceux qui luttent dans la discrétion de leur solitude, et auxquels j'ai rendu visite.

Les enseignements acquis par la multiplication des contacts personnels au niveau de ma circonscription ont renforcé mes moyens d'action de législateur.

Ainsi ai-je obtenu, notamment :

- La prise en compte des dix meilleures années de versement pour le calcul de la retraite, et celle des années de versement au-delà de la trentième année.
- Un premier avancement de l'âge de la retraite à 63 ans ; la réversion des pensions au bénéfice du conjoint survivant à 55 ans et non plus à 65 ; le droit à la retraite à partir d'un taux d'inaptitude de 50 % (au lieu de 100 %) pour les travailleurs exerçant une profession pénible.
- De profondes réformes dans le domaine de la législation du travail.

Est-ce à dire que les résultats acquis me satisfont pleinement ? Certainement pas !

Conscient de tout ce qui reste à réaliser :

— Une deuxième étape pour l'amélioration du régime des retraites.
— Une augmentation constante des ressources des personnes âgées.
— Un renforcement des mesures à l'égard des commerçants et artisans.
— Une meilleure adaptation de notre enseignement aux réalités de la vie.
— Un développement incessant de la législation du travail.
— L'étude et l'application de dispositifs concrets en faveur de la participation dans l'entreprise.

Je sollicite votre confiance et vos suffrages pour la quatrième fois, dans le seul but de travailler, d'agir, de persévérer.

René CAILLE

L'Union des républicains de progrès présente à vos suffrages :

RENÉ CAILLE
47 ans
Chef de section dans l'industrie
Vice-président de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale.
Rapporteur des Affaires sociales
Président du Groupe d'études parlementaires sur la participation dans l'entreprise
Député sortant

Remplaçant éventuel :

JEAN BARGOIN
Professeur
Officier des Palmes académiques
Ancien combattant des F.F.I.

Si des milliers de Lyonnaises et de Lyonnais ont, par trois fois, confirmé leur confiance à René Caille,

Si des parlementaires ont confié à René Caille la double charge de rapporteur et de vice-président de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale,

Si les partisans résolus de la participation dans l'entreprise ont fait de René Caille le président de leur groupe d'études,

C'est assurément pour apporter à ce militant, technicien des questions sociales, le soutien dont il a besoin. Ce soutien, je le renforcerai en pratiquant, à son exemple, une discipline faite de chaleur humaine et de constant souci de placer la technique au service de l'homme.

Les Lyonnaises et les Lyonnais, connus pour leur attachement à ces valeurs fondamentales que sont la probité, le travail et l'efficacité, démontreront, une fois de plus, par leurs suffrages massifs, qu'ils entendent être représentés par un élu digne de leur confiance.

Jean BARGOIN

Pour la justice sociale par des réformes dans la liberté

Votez :

RENÉ CAILLE

2e CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Sensible à leurs témoignages de fidélité et de confiance j'exprime ma gratitude aux 13 978 électrices, électeurs qui ont décidé de fonder leur choix sur le bon sens, la raison et l'équité.

Lorsque la gravité des circonstances l'impose le peuple français domine toujours ses divergences et unit ses efforts.

Le 11 mars 1973 toutes les caractéristiques de la situation permettent d'en affirmer la gravité :

Ou bien seront poursuivies dans l'ordre et le calme les réformes entreprises pour la justice sociale,

Ou bien un collectivisme bureaucratique mis à la disposition d'un seul parti anéantira nos espérances et nos libertés.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous demande de soutenir massivement ma candidature.

René CAILLE

L'Union des républicains de progrès présente à vos suffrages :

RENÉ CAILLE

Député sortant
Vice-président de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale.

Remplaçant éventuel :

JEAN BARGOIN

Professeur

Une abstention est une voix gagnée pour l'adversaire. Le 11 mars votez massivement :

RENÉ CAILLE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-II, Lyon-V, Lyon-VI.

M. Henri GUILLERMIN

(Candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Chaque élection législative est importante.

Cette fois-ci, plus encore : il s'agit d'un choix de société.

De votre décision dépendra l'avenir de la France, c'est-à-dire le vôtre et celui de vos enfants.

Vous devez décider si, avec la coalition socialo-communiste, vous acceptez de voir installer en France un régime d'où sortira inévitablement la dictature marxiste avec la perte de toutes les libertés et la ruine de l'économie.

En 1968, vous avez fait barrage à cette même aventure que les mêmes hommes voulaient imposer par la force et qu'ils veulent réussir aujourd'hui par de trompeuses promesses.

Vous devez décider si, avec les réformateurs, qui ne sont pas d'accord entre eux sur les grandes options politiques, vous voulez revenir à la néfaste instabilité,

Ou décider enfin de poursuivre, dans la liberté et la stabilité, notre croissance économique et notre progrès social, avec ceux qui ont su réussir le redressement de la France et lui donner un des meilleurs niveaux de vie.

Vous refuserez l'aventure.

Vous choisirez le sérieux et la sagesse, la liberté et le progrès.

Vous soutiendrez le Président de la République.

Vous voterez :

HENRI GUILLERMIN

« Il s'agit de transformer notre vieille France en un pays neuf et de lui faire épouser son temps... Etant le peuple français, il nous faut accéder au rang de grand Etat industriel ou nous résigner au déclin » (Charles de Gaulle).

Si les chefs de l'opposition n'hésitent pas, par tactique électorale, à affirmer, sans le croire eux-mêmes, que tout va mal en France, les étrangers sont unanimes à reconnaître le « miracle français ».

Qui peut douter de notre progrès ? En quelques années, notre pays est devenu :

— le premier du monde, après le Japon, pour la croissance économique (O.C.D.E.: organisme européen) ;

— le premier du Marché commun et le troisième du monde pour le niveau de vie (O.C.D.E.). Russes et Américains sont d'accord pour dire que nous aurons la deuxième place dans quelques années ;

— le premier du Marché commun pour le nombre de logements construits par 1.000 habitants (C.E.E.) ;

— le premier du Marché commun pour le nombre de voitures par rapport aux habitants (I.N.S.E.E.) ;
— etc., etc.

Voici un bien bref aperçu du passé. Mais nous sommes le mouvement.

Aussi, nous voulons, dans les cinq ans de la nouvelle législature :

— maintenir notre indépendance pour diriger pleinement notre politique ;
— augmenter le niveau de vie moyen de 25 % avec une progression plus rapide du S.M.I.C. ;
— arriver au droit à la retraite à plein taux à 60 ans ;
— doubler le minimum vieillesse ;
— loger 10.000.000 de Français en construisant 600.000 logements par an ;
— défendre et promouvoir le commerce et l'artisanat (notamment lois d'orientation) ;
— aménager les horaires de travail et généraliser le mi-temps pour les femmes ;
— garantir la progression des allocations familiales et améliorer l'aide aux handicapés ;
— assurer la gratuité des frais de scolarité obligatoire ;
— construire 4.000 kilomètres d'autoroutes pour porter le réseau à 6.000 kilomètres ;
— etc., etc., et nous le ferons.

Ce ne sont pas là de vaines et légères promesses électorales, mais l'étude, en tant que responsables, des possibilités de notre politique.

« L'intérêt général, aujourd'hui comme toujours, ce n'est pas l'immobilité mais c'est la persévérance. C'est le refus de l'aventure autant que de la routine » (Georges Pompidou).

Avec Pompidou, pour la France, pour les Français, vous voterez Union des républicains de progrès.

Vous voterez :

HENRI GUILLERMIN

Marié - Père de famille
Officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
Croix de guerre avec palmes - Rosette de la Résistance
Member of the British Empire - Croix de guerre belge avec palme
Engagé volontaire en 1939 - Engagé volontaire dans les Forces françaises libres
Chef régional de la Résistance
Député sortant

Candidat unique de la majorité sortante investi par
l'Union des démocrates pour la République, les Républicains indépendants,
le Centre démocratie et progrès.

Remplaçant éventuel :

ALBERT DÉVÉ

Marié - Père de famille
Commandeur de la Légion d'honneur - Croix de guerre avec palmes
Conseiller municipal - Adjoint au Maire (5e arrondissement)
Administrateur des Hospices Civils

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci de vos nombreux suffrages qui me placent nettement en tête de tous les candidats dans la 2e circonscription de Lyon.

Le scrutin de ballottage du 11 mars revêt une importance exceptionnelle.

En effet, sans l'union des voix de celles et de ceux qui veulent que la France reste libre et heureuse, la *coalition socialo-communiste* risque de l'emporter.

Etant le seul candidat qui puisse lui faire échec, je me permets de vous demander de vous rassembler sur mon nom pour assurer le succès contre le marxisme.

J'ai toute confiance en vous. Merci encore.

Pour la liberté.

Pour une France heureuse.

Votez :

HENRI GUILLERMIN

Marié - Père de famille
Officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
Croix de guerre avec palmes - Rosette de la Résistance
Member of the British Empire - Croix de guerre belge avec palme
Engagé volontaire en 1939 - Engagé volontaire dans les Forces françaises libres
Chef régional de la Résistance
Député sortant

Candidat unique de la majorité sortante investi par
l'Union des démocrates pour la République, les Républicains indépendants,
le Centre démocratie et progrès.

Remplaçant éventuel :

ALBERT DÉVÉ

Marié - Père de famille
Commandeur de la Légion d'honneur - Croix de guerre avec palmes
Conseiller municipal - Adjoint au Maire (5e arrondissement)
Administrateur des Hospices Civils

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-III, Lyon-IV.

M. Jacques SOUSTELLE

(Candidat d'Union du Centre)

élu le 11 mars 1973

(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Mes chers concitoyens,

Elu pour la première fois député du Rhône en 1951, conseiller municipal en 1953, je me présente aujourd'hui à vos suffrages avec ma suppléante Mme Simone Balas, adjointe au maire, dont le dévouement est bien connu de tous.

Universitaire ou écrivain, député ou ministre, je crois m'être acquitté honnêtement de mes obligations. Mes opinions, comme il est normal, ont pu être discutées : mon intégrité n'a jamais été mise en cause.

Notre ville de Lyon, notre région Rhône-Alpes ont besoin d'être non seulement représentées, mais défendues, à l'échelon national, avec compétence et autorité.

Obtenir de l'Etat l'aide indispensable à des équipements collectifs tels que le métro ; accélérer la réalisation de la liaison fluviale entre Lyon et Marseille, entre le Rhône et le Rhin ; promouvoir l'expansion économique de la région et remédier par là au chômage et au sous-emploi des jeunes ; telles sont les tâches auxquelles je me consacrerai en priorité.

Sur le plan national, j'entends remplir pleinement, dans le cadre de la Constitution de la Ve République, la mission qui revient à un parlementaire digne de ce nom : participer à la législation mais aussi contrôler l'action gouvernementale, lutter contre la gabegie et le gaspillage, défendre les citoyens face à une administration excessivement centralisée et autoritaire.

La « majorité » sortante a commis de lourdes erreurs de gestion. Sa politique d'imprévoyance et de dilapidation a eu pour résultats l'augmentation accablante des impôts et la hausse des prix, l'inflation génératrice de ruine et d'injustice.

Il faut avant tout comprimer les dépenses de l'Etat, alléger la fiscalité et assurer l'égalité de tous les Français devant l'impôt, réaliser la réforme fiscale (suppression de la patente, impôt injuste et périmé), donner la priorité absolue aux investissements sociaux (logement, santé, jeunesse, troisième âge) et à l'expansion (téléphone, routes, canaux, etc.).

Notre programme est libéral et réformateur : mise en place de régions dotées de ressources propres, allégement de l'administration, réforme de l'Université afin d'assurer aux jeunes leur insertion dans la vie, nouveau statut de l'O.R.T.F. permettant à toutes les tendances politiques et spirituelles de s'exprimer.

Contre toute dictature de droite ou de gauche, contre le communisme, nous défendrons la République et la démocratie.

Pour la paix et la prospérité de notre pays, nous voulons que s'accélère la formation de l'Europe unie, seule capable de traiter d'égal à égal avec l'Amérique, l'Union soviétique et la Chine.

Mes chers concitoyens,

Entre trois candidats qui se réclament de la « majorité » et quatre qui se rattachent à la « gauche », je suis le seul candidat du centre, de la réforme, du changement sans bouleversement.

Voter pour l'un des candidats U.D.R. - U.J.P. - C.D.P., etc., c'est accepter que continue la politique actuelle, faite de gaspillage et d'injustice.

Voter pour l'un des candidats de gauche, c'est ouvrir la voie aux troubles, à l'effondrement de l'économie, à la mainmise du Parti Communiste.

En m'apportant vos suffrages, vous voterez pour le progrès et la liberté, pour une majorité nouvelle capable de faire une politique nouvelle.

JACQUES SOUSTELLE

Ancien Ministre
Conseiller municipal de Lyon
Professeur de l'enseignement supérieur
Officier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance

Candidat d'Union du centre présenté par « Progrès et liberté »

Remplaçant éventuel :

SIMONE BALAS

Adjoint au maire de Lyon
Chevalier du Mérite social
Chevalier du Mérite national
Administrateur du Bureau d'aide sociale
Administrateur des hospices civils de Lyon

2e CIRCULAIRE

Dimanche dernier, les électeurs de la Croix-Rousse et des Terreaux m'ont placé en tête de tous les candidats de notre circonscription.

Je remercie de tout cœur ceux qui ont voté pour moi et pour ma suppléante, Mme Simone Balas.

Nous restons et resterons fidèles à notre programme de progrès social et de défense des libertés.

Aux autres citoyens, je dis : vous aurez à faire le 11 mars un choix décisif, non seulement pour notre quartier et notre ville, mais pour la France.

Notre circonscription est une de celles dont dépend le résultat final.

Voter pour le candidat dit de « gauche » soutenu par le Parti communiste, c'est tout simplement voter communiste.

Le « programme commun », c'est la domination communiste, l'effondrement économique, une crise politique très grave, des mois d'agitation, la rupture de nos liens avec l'Europe et le monde libre.

Il faut aujourd'hui opposer un front uni au communisme et à ses alliés, à tous ceux qui se sont liés au programme commun.

Ceux qui, par sectarisme ou par rancœur personnelle, diviseraient les voix nationales, prendraient une très lourde responsabilité.

Dans un esprit de large union, par-delà les querelles périmées, je vous demande de m'apporter vos suffrages pour sauvegarder les libertés de notre République.

JACQUES SOUSTELLE

Ancien Ministre
Conseiller municipal de Lyon
Professeur de l'enseignement supérieur
Officier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

SIMONE BALAS

Adjoint au maire de Lyon
Chevalier du Mérite social
Chevalier du Mérite national
Administrateur du Bureau d'aide sociale
Administrateur des hospices civils de Lyon

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-VII, Lyon-VIII, Lyon XI.

M. Louis JOXE

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous m'avez fait l'honneur de m'élire député du Rhône à deux reprises, en 1967 et en 1968.

Dans les circonstances actuelles, je me présente tout naturellement à vos suffrages ; je m'étais engagé en 1967 à prouver de façon active mon attachement envers vous et de servir de trait d'union permanent entre la première métropole régionale française et la capitale.

J'ai tenu à remplir cet engagement en accomplissant ma mission de parlementaire, en étudiant les cas personnels qui m'étaient soumis et en contribuant à la mise en œuvre de tous les projets qui intéressent la ville et la région.

L'enjeu du scrutin du 4 mars est clair : il engage pour longtemps l'avenir du pays. Il s'agit de savoir si la France sera engagée par la gauche unie vers le collectivisme et vers un étatisme croissant ou si nous conserverons un régime de constant progrès économique, social et culturel.

Trois choix s'offrent à vous.

Le premier est l'alliance des socialistes et des communistes sur la base d'un programme non chiffré qui en peu de temps ruinera la nation, mettra en cause les institutions et menacera les libertés publiques. Il existe des précédents trop connus.

Le second est prôné par les centristes qui déclarent vouloir éviter la cassure du pays en deux blocs mais nous voyons partout et à Lyon même flotter leur formation entre la gauche et la droite.

Il reste l'Union des républicains de progrès qui groupe l'U.D.R., les indépendants et le Centre démocratie et progrès. En approuvant son programme,

Vous voterez :

Pour le régime démocratique que vous avez approuvé et adopté.

Pour la volonté de paix dans un monde menacé et pour la construction de l'Europe rendue possible par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Pour le progrès social, l'amélioration constante de la vie, la sécurité et l'avenir de vos enfants.

Pour la collaboration constructive entre les Français qui doit se manifester notamment :

1° Dans la décentralisation régionale, définie à Lyon même par le Chef de l'Etat et dans le renforcement des libertés locales.
2° Dans la participation et la concertation au sein de l'entreprise.
3° Dans le respect de l'artisanat et du petit et moyen commerce.
4° Dans une politique d'assistance aux retraités, aux vieillards et aux handicapés.
5° Dans le développement de l'éducation nationale en liaison avec les forces productives de la Nation.

Telles sont les lignes directrices que je m'engage à suivre comme je m'engage, en toute circonstance, à prouver ma fidélité envers Lyon.

En citoyens responsables, votez pour les libertés et pour le progrès selon le programme du Président Georges Pompidou.

Votez :

LOUIS JOXE

Ambassadeur de France
Ancien Ministre
Ancien député du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance
Grand Croix du British Empire
Médaille d'Or de l'American Légion

Remplaçant éventuel :

JEAN BARIDON

Docteur en médecine
Adjoint au maire de Lyon
Conseiller général du Rhône
Administrateur des hospices civils de Lyon et du Bureau d'aide sociale

---

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Au premier tour vous m'avez apporté 14.492 voix et placé, dans tous les bureaux de vote, en tête des sept candidats de la circonscription. Je vous en remercie ; ce témoignage de confiance et d'amitié m'encourage à poursuivre ma tâche et à aborder une nouvelle étape.

Vous m'avez accordé, en effet, le tiers des suffrages exprimés. Un autre tiers a été obtenu par les communistes et les socialistes unis sur le programme commun et les différents groupements d'extrême gauche.

Vous m'avez ainsi confié la mission de battre les formations inspirées par le communisme et de défendre la pensée républicaine libérale. Ceci au nom de l'Union des républicains de progrès qui groupe les trois partis de la majorité (U.D.R., Républicains indépendants, Centre démocratie et progrès).

Cette mission je la remplirai dans les jours qui viennent en groupant toutes les volontés disponibles pour une telle entreprise. Le combat continue.

L'enjeu du scrutin n'a pas changé ; il s'agit de savoir si la France sera engagée dans le collectivisme et dans un étatisme ruineux et menaçant pour les libertés publiques ou si nous maintiendrons un régime de constant progrès économique, social et culturel.

Vous voterez :

Pour le régime démocratique que vous avez approuvé et adopté.

Pour la volonté de paix dans un monde menacé et pour la construction de l'Europe et de ses institutions.

Pour le progrès social, l'amélioration constante de la vie, la sécurité et l'avenir de vos enfants.

Pour la collaboration constructive entre les Français qui doit se manifester notamment :

1° Dans la décentralisation régionale, définie à Lyon même par le Chef de l'Etat et dans le renforcement des libertés locales.
2° Dans la participation et la concertation au sein de l'entreprise.
3° Dans le respect de l'artisanat et du petit et moyen commerce.
4° Dans une politique d'assistance aux retraités, aux vieillards et aux handicapés.
5° Dans le développement de l'Education nationale en liaison avec les forces productives de la Nation.

Telles sont les lignes directrices que je m'engage à suivre comme je m'engage, une fois encore, à prouver ma fidélité envers Lyon.

En citoyens responsables, votez pour les libertés et pour le progrès selon le programme du Président Georges Pompidou.

Votez :

LOUIS JOXE

Ambassadeur de France
Ancien Ministre
Ancien député du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance
Grand Croix du British Empire
Médaille d'Or de l'American Légion

Remplaçant éventuel :

JEAN BARIDON

Docteur en médecine
Adjoint au maire de Lyon
Conseiller général du Rhône
Administrateur des hospices civils de Lyon et du Bureau d'aide sociale

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-IX, Lyon-X.

M. Pierre-Bernard COUSTÉ

(Candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En 1967, puis en 1968, vous m'avez élu très largement votre député, me manifestant ainsi une confiance à laquelle je suis resté très sensible et qui a constamment soutenu mon action, me considérant au service de tous.

Pour la troisième fois, je me présente à vos suffrages. C'est dire que la plupart d'entre vous me connaissent. Par plus de 150 permanences que j'ai tenues et 20 comptes rendus publics de mandat depuis 1968, j'ai établi des liens confiants avec vous. J'attache en effet une importance primordiale aux contacts personnels avec tous. C'est ma conception du rôle du parlementaire qui doit être le porte-parole des besoins de ses concitoyens tant à l'Assemblée Nationale (où je suis intervenu fréquemment) que vis-à-vis de l'administration qui doit devenir moins technocratique et plus humaine.

Vous constatez comme moi-même les progrès spectaculaires que notre pays a réalisés depuis 15 ans, certes grâce à la continuité de la politique de la Ve République, mais plus encore grâce à l'effort librement consenti et au travail de tous.

Cependant, sachant tout ce qui a été fait pour notre développement économique, pour le progrès au profit des plus défavorisés, pour la sauvegarde de nos libertés, je mesure plus que quiconque, tout ce qui reste à faire pour le bonheur des Français et le « bien commun ».

C'est pourquoi, au cours de la campagne électorale, j'ai souligné le bilan de notre action et les perspectives de notre avenir. Cet avenir, nous le construirons tous ensemble car c'est bien tous ensemble que nous atteindrons les objectifs de progrès économique, de plus grande justice sociale, d'équipement de Lyon et de rayonnement de notre région. Tous ensemble, car c'est finalement votre bulletin de vote qui décidera de votre avenir. C'est un choix lourd de conséquences, car les députés, pendant cinq ans, feront les lois de la Nation et contrôleront l'action du Gouvernement. Votre choix sera celui du Peuple souverain qu'est heureusement le peuple français.

N'étant pas l'homme d'un parti, mais homme d'union, je suis aujourd'hui à nouveau candidat unique de la majorité incarnant l'union des républicains de progrès (U.R.P.) pour le soutien au Président Pompidou. Je suis persuadé que chacune et chacun d'entre vous se souviendra au moment de voter, de l'effort qu'ensemble nous avons soutenu et que poursuivra avec moi ma suppléante, qui exprime l'exigence de la vraie promotion féminine et familiale.

Et cependant, beaucoup veulent le changement. Du changement, qu'est-ce à dire par rapport à aujourd'hui ?

Souhaitez-vous que le plein emploi devienne chômage ? Que l'ordre républicain devienne anarchie et désordre ? Que les libertés, toutes les libertés dont nous jouissons deviennent servitude et contrainte ? Que la paix intérieure devienne révolution ?

Que l'indépendance nationale devienne dépendance de l'étranger et plus précisément des Soviets ? Que la valeur du franc enfin retrouvée soit frappée de ruine pour tous les épargnants et les personnes âgées ? Que l'Europe économique et politique enfin, que l'on construit chaque jour, soit abandonnée par un gouvernement à « participation » communiste alors qu'elle est l'espoir de la jeunesse ? Sont-ce vraiment ces changements que vous souhaitez ? Non.

Alors, que vous ayez été ou que vous soyez socialistes, radicaux, centristes ou sans étiquette politique, vous viendrez librement et pour garder vos libertés demain, soutenir mon action pour que la Majorité qui ne peut que s'élargir tout en restant unie, assure les changements que nous voulons mais pour une vie meilleure et non pour le pire ou l'inconnu.

De toute ma conviction de Républicain et de Démocrate, je vous invite à voter efficacement et utilement, et à faire voter, luttant ainsi contre l'abstention qui est une démission du citoyen.

Vive la République !
Vive la France !

Sans abstention, dès le premier tour, votez pour votre député que vous connaissez et sur qui vous pouvez compter.

Parce que vous êtes conscient du danger.

Parce que vous voulez les réformes indispensables au bien-être économique, social, matériel et moral des Françaises et des Français.

Pour l'ordre, les réformes et les libertés.

Une équipe efficace, dynamique et réalisatrice au service de Lyon et de la Nation.

Votez :

PIERRE-BERNARD COUSTÉ

Député sortant
Membre du Parlement européen

Candidat unique de la Majorité présenté par l'Union des républicains de progrès (U.R.P.) pour le soutien au Président de la République.

Remplaçant éventuel :

SIMONE ANDRÉ

Conseiller municipal (3e arrondissement)
Secrétaire générale de la Fédération du Rhône des républicains indépendants

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous venez de me placer largement en tête au premier tour avec 12.355 voix représentant 39,12 % des suffrages exprimés. Je suis ainsi le seul candidat ayant progressé par rapport à ma première élection de 1967, alors que toutes les autres formations politiques ont perdu des voix. Je vois dans ce résultat la manifestation de votre approbation à l'action, qu'avec vous et pour vous, j'ai conduite sans relâche grâce à une coopération constante.

Je remercie du fond du cœur toutes celles et tous ceux qui, par-delà les questions de parti, m'ont accordé ou renouvelé leur confiance et exprimé ainsi leur foi dans l'avenir.

Au deuxième tour, dans notre circonscription comme dans toute la France, le danger évident s'incarne dans le candidat unique de la coalition socialo-communiste. Je suis ici le seul candidat pour lequel votre vote sera efficace pour lui barrer le chemin du pouvoir.

Beaucoup de centristes ont déjà choisi dimanche dernier de m'accorder leur soutien sachant que je travaille en toute liberté au service de tous, sans discrimination politique ou sociale.

Ceux qui, pour des raisons respectables, ont choisi de voter au premier tour pour le candidat du Parti réformateur, sauront, j'en suis certain, au deuxième tour, voter utilement pour m'apporter le soutien de leur confiance contre le danger que représente le candidat unique de la gauche unie.

C'est donc un appel à l'union la plus large que je vous adresse en vue du scrutin de dimanche prochain dont vous mesurez bien qu'il représente un choix entre deux sociétés : libérale et humaine, ou collectiviste et bureaucratique.

Je suis sûr en effet que, comme je l'ai demandé clairement tout au long de la campagne électorale, vous répondrez à mon appel. Que vous ayez été ou que vous soyez socialistes, radicaux, centristes ou sans étiquette politique, vous viendrez librement pour gerder vos libertés demain, soutenir mon action afin que la majorité, qui ne peut que s'élargir tout en restant unie, assure les changements que nous voulons pour une vie matérielle et morale meilleure, et non pour le pire ou l'inconnu.

Avec tous les Républicains et tous les Démocrates, partisans des réformes dans le respect des libertés, j'entends poursuivre le dialogue que j'ai entretenu comme député avec vous, mais aussi avec le Gouvernement, n'étant l'homme ni d'un parti, ni d'une faction, mais un homme d'union.

Je veux plus que jamais, être le député de toutes et de tous. C'est pourquoi vous me renouvellerez ou m'apporterez massivement votre confiance dimanche prochain.

Sans abstention, et encore mieux qu'au premier tour, votez pour votre député que vous connaissez et sur qui vous pouvez compter.

Parce que vous êtes conscient du danger.

Parce que vous voulez les réformes indispensables au bien-être économique, social, matériel et moral des Françaises et Français.

Pour l'ordre, les réformes et les libertés.

Votez :

PIERRE-BERNARD COUSTÉ

Député sortant
Membre du Parlement européen

Candidat unique de la Majorité présenté par l'Union des républicains de progrès (U.R.P.) pour le soutien au Président Pompidou.

Remplaçant éventuel :

SIMONE ANDRÉ

Conseiller municipal (3e arrondissement)
Secrétaire générale de la Fédération du Rhône des républicains indépendants

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Commune de Villeurbanne.

M. Etienne GAGNAIRE

(Candidat du Mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En politique intérieure, toute Nation qui se veut moderne doit viser à ce quadruple but :

a) développer au maximum son économie ;
b) en partager les revenus entre tous les citoyens de façon équitable ;
c) promouvoir une évolution aussi rapide que possible de la société : pour donner à chaque individu ses chances d'épanouissement — pour aider chaque groupe social dans son reclassement — pour modifier les structures administratives lorsqu'elles s'avèrent archaïques ;
d) faire une politique européenne qui conduise à une union politique de l'Europe.

Or, c'est en raison de ses insuffisances sur les trois derniers points que la majorité gouvernementale se trouve à l'heure actuelle en difficulté.

L'union de la gauche sur un programme commun aurait pour résultat de casser à la fois l'expansion économique et le peu qui a été réalisé sur le plan européen.

Seuls, Socialisme et Démocratie et le Mouvement réformateur offrent des chances de salut pour la France, car ils sont à la fois sociaux et européens, dynamiques et rénovateurs.

ÉTIENNE GAGNAIRE

Officier de la Légion d'honneur
Maire de Villeurbanne

Remplaçant éventuel :

BRUNO CHIADO

Adjoint au Maire
Président de l'Office municipal des sports

Ils vous proposent une politique :

a) *Favorable aux petits revenus.*

1° Avec un salaire minimum de croissance de 1.000 F et une redistribution générale du revenu national.
2° Un effort prioritaire pour améliorer le sort des personnes âgées.
3° Une refonte totale de l'impôt direct et sa simplification.

b) *De sécurité pour chaque citoyen.*

1° Dans ses études par une information très poussée des orientations et des débouchés.

2° Dans son travail par la stabilité de son emploi — des facilités de promotion accrues — des mesures de reconversion plus nombreuses.

3° De retraite à 60 ans.

4° D'application réelle d'un statut juridique et social plus juste pour les femmes.

5° Progressivement par une totale transformation de la Sécurité sociale avec droit aux soins et à l'hospitalisation sans débours de la part de l'assuré.

6° Par la construction de logements sociaux en nombre suffisant.

7° Par des mesures visant à étendre l'école maternelle et l'enseignement technique.

8° Par une action culturelle plus active.

9° Par l'extension des équipements sportifs.

10° Par une volonté affirmée d'égalité entre les citoyens et une véritable solidarité à l'égard des groupes sociaux victimes des reconversions industrielles, commerciales, agricoles.

11° Par le respect des droits des anciens combattants et victimes de guerre et le paiement des indemnités dues aux rapatriés d'Afrique du Nord.

12° Par la défense du franc et du pouvoir d'achat.

c) *Très engagée dans le domaine de la santé.*

1° Par une prévention plus étendue et plus complète.

2° Un soutien plus actif aux malades et aux handicapés partiels ou totaux, personnes âgées comprises.

3° La multiplication des centres hospitaliers de petite et moyenne importance.

4° Par la formation accrue d'infirmiers et d'infirmières et de personnel soignant.

d) *De recherche scientifique et technologique* dans le but d'une libération de l'homme.

e) *De développement accéléré de l'économie* par la prospection, l'encouragement et la mise en valeur de tous les talents.

f) *De régionalisation et d'indépendance des pouvoirs locaux.*

g) *De responsabilité du citoyen :*

— dans la vie civique par le droit de vote à 18 ans ;
— dans sa vie professionnelle ;
— dans une information très complète.

h) *De politique extérieure :*

— qui donne une priorité absolue à l'Europe ;
— avec une accélération de la construction européenne et son élargissement ;
— avec la multiplication des contacts et des accords entre les pays ne faisant pas partie du Marché commun ;
— avec le maintien des alliances et développement de nos rapports avec la Chine.

Ce programme très succinct, parfaitement réalisable dans un pays moderne, doit améliorer les conditions de vie des familles sans mettre en danger le développement économique général.

Electrices, électeurs, manifestez votre approbation en votant dès le premier tour pour :

ÉTIENNE GAGNAIRE

Officier de la Légion d'honneur
Maire de Villeurbanne

Remplaçant éventuel :

BRUNO CHIADO

Adjoint au Maire
Président de l'Office municipal des sports

Candidats Socialisme et Démocratie avec le soutien du Mouvement réformateur.

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La confiance qui m'a été manifestée lors du premier tour de scrutin me porte en tête de tous les candidats en présence. J'en suis particulièrement touché et vous en remercie.

Le 11 mars, vous êtes appelés à voter à nouveau : c'est un scrutin d'une extrême importance. Pour la première fois depuis quinze ans, Villeurbanne, notre Ville, aura son propre député.

Considérant ma position de candidat démocrate le mieux placé, je maintiens ma candidature face à celle du communiste.

En conséquence, j'en appelle à la discipline républicaine pour le triomphe de la démocratie.

Electrices, électeurs, votez, faites voter :

ÉTIENNE GAGNAIRE

Remplaçant éventuel :

BRUNO CHIADO

Electrices, électeurs,

Votez

pour une société de progrès dans la liberté et d'égalité dans l'abondance ;

pour le développement de Villeurbanne dans la région lyonnaise et de la France dans l'Europe.

Votez

ÉTIENNE GAGNAIRE

Remplaçant éventuel :

BRUNO CHIADO

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Limonest, Neuville-sur-Saône, Rillieux.

M. Frédéric DUGOUJON

(Candidat soutenu par le mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Il faut éviter la cassure de notre pays en deux blocs ennemis, cassure qui serait fatale à la République comme à la liberté !

Trois voies s'offrent à vous :

— Reconduire la majorité actuelle qui, sous des sigles divers, possède le pouvoir absolu depuis quinze ans et, avec ses alliés, vient seulement d'avancer, sans véritable programme, quelques promesses électorales non inscrites au Plan. Sans dénier l'œuvre accomplie, nous voulons mieux pour notre Pays...

— Provoquer le bouleversement irréversible par le succès de l'extrême-gauche ; son programme de gouvernement, trop ambitieux, deviendrait irréalisable en suscitant la fuite immédiate des capitaux et la hausse des prix, en cassant l'économie du pays ; la crise qui s'ensuivrait, à coup sûr très grave, conduirait à l'avènement du régime communiste, dont aucun pays, jamais, n'a pu se libérer. Nous vous mettons en garde...

— Faire triompher le Mouvement réformateur qui, sans prétendre apporter des solutions magiques, vous propose le changement dans le calme...

Et d'abord un programme chiffré et jamais contredit qui, sans majoration d'impôts, permettrait :

1° *Moins d'injustice :*

Rétablissement des droits sacrés des anciens combattants et victimes de guerre.
Indemnisation immédiate des rapatriés ; amnistie.
Défense des revendications légitimes des artisans et commerçants.
Retraite possible à 60 ans.
Minimum vital à 1.000 F.
Revalorisation de l'aide aux personnes âgées, du salaire unique et de diverses allocations nettement insuffisantes.
Défense du droit des familles, de la femme, de la jeunesse et de l'enfance inadaptée.
Souci de la condition des serviteurs des collectivités.

2° La sécurité de l'emploi et l'amélioration de nos équipements collectifs (notamment les logements sociaux, les hôpitaux, l'éducation nationale et les moyens de communication de tous ordres).

3° La mise en place du pouvoir régional avec Assemblée élue et ses ressources propres ; et le plus tôt possible, l'Europe politique avec un Parlement européen.

Enfin, pour notre circonscription si diverse, il faut maintenir son caractère particulier tout en développant l'agriculture et les zones industrielles sans nuisance ; veiller à ses besoins immédiats en établissements scolaires (primaires et secondaires) ; à l'amélioration des déplacements et de notre réseau routier.

Nous nous engageons à réaliser ces grandes espérances du Mouvement réformateur.

Nous nous engageons aussi à représenter valablement nos trente et une communes et à participer à leur gestion avec les élus locaux pour la défense des libertés de nos collectivités.

Nous proposons à vos suffrages deux hommes qui, depuis longtemps, ont sans aucune interruption travaillé au mieux-être de leurs mandants. La pérennité de leur dévouement au bien public, la confiance renouvelée du corps électoral, attestent leurs mérites, à coup sûr mieux que les promesses, si sincères soient-elles, de leurs concurrents.

Nous nous présentons à vos suffrages décidés à faire triompher une démocratie soucieuse de maintenir entre les générations la concorde et l'aide fraternelle.

DOCTEUR FRÉDÉRIC DUGOUJON
Conseiller général
Maire de Caluire-et-Cuire
Chevalier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

MICHEL-EDMOND CRETIN
Maire de Collonges-au-Mont-d'Or
Vice-président de la Communauté urbaine de Lyon
Officier des Palmes académiques
Médaille d'honneur départementale et communale

Candidats soutenus par le Mouvement réformateur.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Au premier tour, 12.948 d'entre vous, soit plus de 23 % des votants, ont bien voulu nous placer très largement en tête des neuf candidats.

Restant seul face au candidat soutenu par le Parti communiste nous adressons un appel à tous les démocrates et à tous les républicains.

Vous tous qui redoutez les conséquences dangereuses et irréversibles de la victoire de la gauche, bloquez vos voix sur le nom du :

DOCTEUR FRÉDÉRIC DUGOUJON
Conseiller général
Maire de Caluire-et-Cuire
Chevalier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance

Remplaçant éventuel :

MICHEL-EDMOND CRETIN
Maire de Collonges-au-Mont-d'Or
Vice-président de la Communauté urbaine de Lyon
Officier des Palmes académiques
Médaille d'honneur départementale et communale

Candidats soutenus par le Mouvement réformateur.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : L'Arbresle, Condrieu, Givors, Mornant, Saint-Symphorien-sur-Coise, Vaugneray (moins les communes de Tassin-la-demi-lune et Francheville).

M. Emmanuel HAMEL

(Candidat républicain indépendant)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Le général de Gaulle, dont je salue respectueusement la passion qu'il avait de la France, m'honorait de son estime. Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Messmer me connaissent personnellement, ils m'ont demandé de faire appel à votre confiance, votre intelligence, votre volonté de rester libres, votre désir de justice sociale, pour :

Etre un député incorruptible, vous consacrant tout son temps.

— Je ne m'enrichirai jamais dans la vie politique. Je tiendrai ma déclaration de revenus à la disposition de mes électeurs.
— Je ne ferai rien d'autre que d'être entièrement et uniquement dévoué à votre service et à celui de la France. Pour cela je cesserai mes activités à la Cour des comptes. Je n'exercerai aucune activité dans les affaires ou une entreprise.
— Je continuerai à vivre parmi vous. Je tiendrai chaque semaine les permanences que j'ai promises.

Aider efficacement la circonscription avec Georges Cumin, mon suppléant.

Les fonctions importantes que j'ai exercées me permettront de vous aider puissamment.

1° J'ai créé le Comité d'études pour le développement de l'Ouest lyonnais afin de faire cesser la priorité donnée à l'est du département et à Lyon. J'y parviendrai. C'est une question de volonté et d'autorité morale.

2° J'ai fait venir de Paris le Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement pour que vos maires lui exposent nos besoins en équipements et logements et que des décisions soient prises rapidement pour notre essor. Ce sera fait.

3° J'ai déjà contribué à accélérer l'octroi d'importants crédits pour notre circonscription : maison de retraite de l'Arbresle, zone industrielle de Grigny, Institut rural de Chevinay, etc. Je continuerai.

4° Je suis déjà en relation avec le Ministre du Développement industriel et de l'aménagement du territoire pour l'implantation d'entreprises moyennes non polluantes et de services administratifs pour créer dans nos six cantons les emplois masculins et féminins qui nous manquent. Par milliers vous êtes obligés d'aller travailler loin de chez vous : je vous apporterai des emplois sur place en faisant venir dans nos zones industrielles des entreprises à l'échelle humaine.

5° Ayant été le collaborateur direct du Commissaire général au Plan je pourrai intervenir efficacemnt auprès de lui pour le développement systématique de nos équipements collectifs (automatisation, doublement des lignes létéphoniques d'ici à 1978), rattrapage de notre retard en matière d'équipements sportifs, C.E.S. de Craponne, et de Givors Bans en 1975, accélération des travaux d'amélioration des routes nationales n°s 7, 86, 496 ; impulsion vigoureuse au tourisme, notamment.

6° Ayant été membre de la Commission du Plan et Secrétaire général du plus grand centre interprofessionnel du logement de France, je viserai une forte augmentation des H.L.M. et logements sociaux.

7° Au développement rural, industriel, touristique, culturel, sportif du canton de Saint-Symphorien-sur-Coise, je me consacrerai avec passion. Je veux en faire un exemple français et même européen.

8° M'occupant depuis quatre ans des problèmes d'hôpitaux à la Cour des comptes, j'espère mettre fin au sous-équipement hospitalier d'une grande partie de notre circonscription.

9° J'ai vu le Ministre de l'Agriculture pour qu'aucun retard n'intervienne dans la réalisation des programmes en cours d'équipement rural. Si la majorité l'emporte ils seront tous achevés avant 1978. Monsieur Messmer me l'a confirmé.

10° J'appuierai avec toute mon énergie l'action du président Carteron et du sénateur Delorme, notamment pour l'achèvement de l'irrigation du plateau de Mornant.

Je suis un spécialiste de ces problèmes de développement - Faites-moi confiance.

Combattre la centralisation administrative, l'extension de la bureaucratie, la corruption, la fraude, les gaspillages.

Je sais ce dont je parle étant depuis 15 ans Conseiller à la Cour des comptes.

1° J'appuie totalement l'action dans ce sens du Président Pinay. Je veillerai à faire doter nos services publics locaux des moyens nécessaires à leur tâche. Je lutte depuis 1954 pour la régionalisation et les libertés communales, étouffées par l'administration.

2° Je connais personnellement les problèmes des agents de l'Etat et des employés communaux. En contrepartie de leurs efforts au service du public je lutterai pour l'amélioration de leurs statuts, notamment celui du secrétaire de mairie.

Préserver notre croissance économique pour réaliser le programme social de la majorité.

Promotion de la femme : Généralisation du travail à mi-temps et des horaires libres. Multiplication des crèches. Egalité effective avec les hommes pour l'accès aux emplois, la promotion, la formation professionnelle.

Priorité pour l'aide aux personnes âgées et aux handicapés : Doublement en cinq ans de l'allocation vieillesse et de l'aide aux handicapés. Intensification de l'aide ménagère et médicale à domicile. Généralisation de l'allocation logement. Frais médicaux gratuits. Revalorisation des retraites. Rapatriés : Tenir enfin toutes les promesses de 1962.

Famille : Evolution parallèle des prestations familiales et des prix. Taux revalorisés pour les familles nombreuses. Gratuité totale de toutes les dépenses scolaires. Prêts d'installation aux jeunes ménages. Multiplication des foyers de jeunes.

Agriculteurs : Renforcement de l'organisation des marchés. Prix garantis assurant aux paysans un bénéfice réel compte tenu de leurs coûts et de leur travail. Hausse parallèle du revenu agricole et du revenu national. Aide exceptionnelle aux zones rurales de montagne. Lait payé à sa valeur. Aide puissante à l'élevage et à l'enseignement professionnel.

Ouvriers et employés : Hausse prioritaire des bas salaires. Droit à la retraite à taux pleins à 60 ans. Intensification de la participation, de l'intéressement et de la politique contractuelle. Mensualisation achevée en 1975.

Commerçants et artisans : Prestations retraite et maladie enfin égales à celles des autres Français. Aide technique et financière efficace au regroupement et à la réadaptation. Réforme rapide de la patente.

Cadres : Maintien de l'autonomie du régime des retraites. Accélération de l'intéressement et du renforcement institutionnel du rôle des cadres dans l'entreprise. Renforcement de la protection de l'emploi pour les cadres âgés.

Défendre contre le communisme nos libertés et institutions, maintenir nos alliances, faire respecter nos intérêts français dans l'Europe unie.

Faites-moi confiance. Je serai parmi vous pour vous aider.
Vive la France libre !

EMMANUEL HAMEL
51 ans - 2 enfants
Domicilié à Vaugneray
Président du comité d'études pour le développement de l'Ouest lyonnais,
Conseiller à la cour des comptes
Chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1944-1945, Chevalier du mérite national
Docteur es-sciences économiques, Diplômé d'études supérieures de droit public et privé,
membre du Comité directeur des républicains indépendants du Rhône.

Républicain indépendant soutenu par l'U.D.R.
Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
Candidat de Giscard d'Estaing pour le Président Pompidou

Remplaçant éventuel :

GEORGES CUMIN
44 ans - 4 enfants
Maire de Tupin et Semons
Agent technique

2e CIRCULAIRE

Françaises et Français de notre Ouest lyonnais,

Voulez-vous pour notre huitième circonscription, un député communiste ? Ou voulez-vous pour vous aider et vous défendre un homme libre ?

J'exprime ma profonde reconnaissance aux 12.373 électrices et électeurs qui m'ont fait l'honneur de me porter en tête des candidats nationaux voulant défendre nos libertés face au communisme.

Je veux la justice sociale autant que l'Union de la gauche, mais en maintenant nos libertés et en ne cassant pas notre économie. Le programme de l'Union de la gauche conduirait à un chômage massif et à l'effondrement du franc.

Voter communiste c'est approuver l'intervention des chars Russes écrasant Budapest et Prague, c'est vouloir l'arrivée au gouvernement d'un Parti dont Léon Blum disait qu'il était le Parti de l'étranger et dont Guy Mollet disait il y a quelques années qu'il n'était pas à gauche mais à l'Est. Et c'est toujours vrai.

Le Parti communiste a changé, il est devenu souriant avec Georges Marchais, mais il est resté fondamentalement le même toujours animé par la même doctrine marxiste, matérialiste, athée qui conduit à la perte des libertés politiques, à la collectivisation de l'économie, à la baisse du niveau de vie, à la perte d l'indépendance nationale.

Ouvriers, femmes d'ouvriers, ne vous laissez pas berner par le programme de l'Union de la gauche. Il ne vous apporterait pas le progrès social, mais le chômage et une inflation terrible. Réfléchissez — Voyez ce que le communisme a fait partout dans le monde, au Chili, à Cuba, dans les pays de l'Europe de l'Est, en Russie où le salaire des ouvriers est inférieur de plus de la moitié à ce qu'il est en France.

Socialistes français : Réfléchissez — Vous savez bien que le Parti communiste, malgré les apparences, est toujours le même. C'est dans la liberté que la justice sociale doit être assurée chaque jour davantage. Je ne suis pas un conservateur borné, je suis un chrétien social.

Agriculteurs, mères de famille paysannes, qui avez voté au premier tour pour M. Palluy ou M. Gerin, faites-moi l'honneur et l'amitié de votre confiance. Je serai votre défenseur énergique. Je crois profondément à la nécessité pour la France de maintenir, d'aider, de faire progresser l'exploitation familiale. J'ai de nombreux

parents agriculteurs. Je connais vos problèmes, vos difficultés. Oui vous pouvez me faire confiance. C'est vrai. J'ai l'âme paysanne chevillée au corps.

Commerçants, artisans, et vous, femmes de commerçants et artisans, qui êtes parfois si inquiets pour votre avenir et celui de vos enfants, je vous demande de croire à ma volonté de vous défendre, face aux grandes sociétés capitalistes. Le commerce libre et l'artisanat doivent être aidés, protégés. Ils doivent pouvoir lutter à armes égales contre les grandes sociétés. Votre revendication pour une retraite et une assurance maladie comparable à celle des autres catégories de Français est juste. Et je n'ai pas cessé de dire que la patente est un impôt injuste et économiquement malfaisant. Vous n'allez pas accorder votre confiance au Parti Communiste qui partout où il s'installe brise le petit commerce et écrase l'artisanat.

Electrices, électeurs qui avez voté pour le candidat réformateur au premier tour, j'ai déjà agi et milité beaucoup pour l'Europe et la régionalisation.

M. Ragot est arrivé en quatrième position au premier tour. Il n'a aucune chance d'être élu. Mais s'il se maintenait au second tour, il risquerait de faire passer le communiste Vallin. Celui-ci espère en effet attirer à lui toutes les voix de l'Union de la gauche soit déjà 18 448 voix sur 49 988 votants.

Le devoir civique des électeurs réformateurs est de voter pour le candidat national arrivé en tête au premier tour, pour faire barrage au communisme. Réfléchissez. C'est grave.

Electeurs nationaux, Françaises et Français qui voulez rester libres, vous tous qui voulez une France plus juste, un député incorruptible et vous consacrant tout son temps,

Faites-moi confiance :

— Pour barrer la route au communisme.

— Pour maintenir nos libertés.

— Pour préserver l'autorité de l'Etat et l'ordre public.

— Pour défendre les valeurs de notre civilisation chrétienne et de l'humanisme libéral.

— Pour être sans cesse à la pointe du combat pour la justice sociale qui, avec la liberté, est la passion de ma vie.

— Pour coopérer loyalement avec vos Maires et conseils municipaux.

— Pour défendre avec l'énergie que j'ai notre Ouest lyonnais et vivre parmi vous, pour vous aider vraiment.

Barrons la route au communisme et tous ensemble développons notre Ouest lyonnais.

Vive la France libre !

EMMANUEL HAMEL

51 ans - 2 enfants

Domicilié à Vaugneray

Président du comité d'études pour le développement de l'ouest lyonnais,
Conseiller à la cour des comptes
Chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1944-1945, Chevalier du mérite national
Docteur es sciences économiques, Diplômé d'études supérieures de droit public et privé,
membre du Comité directeur des républicains indépendants du Rhône.

Républicain indépendant
Candidat unique de la majorité
Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République
Candidat de Giscard d'Estaing pour le Président Pompidou

Remplaçant éventuel :

GEORGES CUMIN

44 ans - 4 enfants
Maire de Tupin et Semons
Agent technique

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amplepuis, le Bois-d'Oingt, Lamure-sur-Azergues, le Saint-Laurent-de-Chamousset, Tarare, Thizy.

M. Alain MAYOUD

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Deux hommes neufs, candidats de la majorité, investis par l'Union des républicains de progrès : Alain Mayoud, 30 ans, fils d'ouvrier, issu de vieilles familles paysannes de la circonscription, responsable de service au Crédit agricole ;

Louis-Jean Perret, 32 ans, fils de petits commerçants, père de trois petites filles, docteur vétérinaire à Thizy, se sont associés pour former une équipe qui sera au service de tous.

En 1958, à la demande des Français, le général de Gaulle a mis en place les institutions qui ont permis le redressement politique et économique du pays.

Depuis 1969 le Président Pompidou a poursuivi cette œuvre, soutenu par une majorité efficace.

Aujourd'hui, au moment où les hommes aspirent à plus de dignité et désirent participer vraiment à l'établissement de la « nouvelle société », il faut poursuivre la tâche immense accomplie depuis quinze ans.

C'est dans cet esprit que nous travaillerons pour apporter, dans la liberté, à toutes et à tous, un plus grand bien-être, en particulier dans nos cantons d'Amplepuis, du Bois-d'Oingt, de Lamure-sur-Azergues, de Saint-Laurent-de-Chamousset, de Tarare et de Thizy.

Nous voulons :

— Favoriser efficacement l'expansion économique et industrielle : aide au développement de l'industrie traditionnelle ; recherche et installation d'industries nouvelles, grâce au désenclavement de la circonscription, par une nette amélioration du réseau routier la traversant. Créations d'emplois, notamment féminins, avec possibilité d'horaires adaptés pour les mères de famille.
— Développer le tourisme régional.
— Apporter notre concours à la réforme des finances locales.
— Revaloriser les retraites et établir progressivement celles-ci à 60 ans, si les intéressés le désirent.
— Appuyer les revendications justifiées des commerçants et artisans.
— Trouver des solutions aux problèmes ruraux : environnement, lutte contre la pollution, établissement de plans d'aménagement rural, garantie de prix annuels minimum, notamment pour le lait, aménagement de la fiscalité en viticulture (frais de culture).
— La satisfaction rapide des revendications des anciens combattants et victimes de guerre, notamment pour les P.G. : retraite immédiate à 60 ans.

— Elaborer un contrat de progrès avec les responsables des associations familiales.
— Développer la participation.

Il ne s'agit là, évidemment, que d'une partie de nos désirs de réalisation.

Pour y parvenir et être totalement disponible, je cesserai mes activités professionnelles afin de me consacrer exclusivement à l'exercice du mandat que vous m'aurez confié.

Loin des promesses démagogiques et financièrement irréalisables d'une « gauche » aveuglée par la conquête du pouvoir, où régnera le Parti communiste, la majorité est, pour vous, la seule voie qui vous assure à la fois le progrès social, la prospérité économique et la défense des libertés individuelles.

C'est pourquoi, dès le 4 mars vous voterez :

ALAIN MAYOUD

Adjoint au Maire de Saint-Romain-de-Popey
Vice-président du Syndicat intercommunal du Val de Turdine

Remplaçant éventuel :

LOUIS-JEAN PERRET

Docteur vétérinaire à Thizy

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Dans ma précédente déclaration, j'écrivais :

« Loin des promesses démagogiques et financièrement irréalisables d'une « gauche » aveuglée par la conquête du pouvoir, où régnera le Parti communiste, la majorité est, pour vous, la seule voie qui vous assure à la fois le progrès social, la prospérité économique et la défense des libertés individuelles. »

Electrices et électeurs de notre neuvième circonscription vous l'avez compris, puisque vous m'avez fait l'honneur de me placer en tête au premier tour de scrutin. Cela m'autorise à solliciter le 11 mars le concours de tous ceux qui refusent de capituler devant l'offensive socialo-communiste orchestrée par le tandem Marchais-Mitterrand.

La France, pays épris de liberté, n'entend point être la victime du marxisme totalitaire et de politiciens sans scrupules qui ont signé un programme commun dont l'application signifierait la ruine de notre économie et amènerait la disparition de nos libertés.

Vous venez de prouver que vous ne voulez pas laisser votre sort aux mains des communistes et de leur allié candidat U.G.D.S.

Aidé par le docteur Louis-Jean Perret, je m'engage à consacrer tout mon temps et toute mon énergie à vous défendre et à vous représenter.

Je vous adresse un appel solennel pour confirmer la victoire de la raison sur l'aventure.

Le 11 mars avec tous les vrais démocrates, au-delà des querelles de famille, conscients que la priorité des priorités est la recherche de l'union de tous les républicains authentiques,

Seul candidat de chez nous.

Vous voterez :

ALAIN MAYOUD

Adjoint au Maire de Saint-Romain-de-Popey
Vice-président du Syndicat intercommunal du Val de Turdine

Remplaçant éventuel :

LOUIS-JEAN PERRET

Docteur vétérinaire à Thizy

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anse, Beaujeu, Belleville-sur-Saône, Monsols, Villefranche-sur-Saône.

M. Gérard DUCRAY

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pour la seconde fois, j'ai l'honneur de me présenter à un scrutin législatif dans la dixième circonscription du Rhône.

Il y a cinq ans, en 1968, dans des conditions difficiles, j'avais clairement manifesté le sens de mon engagement : défendre la République à un moment où de graves troubles la mettaient en danger.

Aujourd'hui, la situation est apparemment bien différente et la France a retrouvé le calme. Il n'empêche que les prochaines élections auront une importance capitale pour notre avenir national.

Où en est la France ?

— Des institutions solides : un Président élu par tous les Français, un Gouvernement qui gouverne et un Parlement qui légifère.
— Un pays économiquement fort et financièrement indépendant. Une expansion soutenue, la première en Europe.
— Un progrès social continu, un pouvoir d'achat en hausse constante qui peut atteindre le troisième rang dans le monde si rien d'essentiel ne vient tout remettre en question.
— Une France moteur de la Communauté européenne élargie et agissant constamment pour la paix dans le monde.

Voilà le bilan de la majorité.

Quelle fut l'action de votre député ?

La fonction parlementaire comprend deux aspects :

— le rôle de législateur et de contrôle de l'exécutif ;
— le rôle d'élu local.

• En séance publique, je suis intervenu 86 fois à la tribune de l'Assemblée Nationale au cours des divers débats, budgets, questions orales ou questions d'actualité.

• A la Commission des lois dont j'ai été élu secrétaire et fus associé à tous les textes qui ont été examinés en cinq ans : filiation, autorité parentale, lois sur la construction, réforme des professions judiciaires, réforme de l'assistance judiciaire, création d'un médiateur.

• J'ai dirigé le groupe d'études des républicains indépendants sur les problèmes de la famille et à la suite de ma proposition de loi, une allocation pour frais de garde a été instituée.

• J'ai posé 98 questions écrites et 13 questions orales ou d'actualité. J'ai déposé 6 propositions de loi et en ai contresigné 25.

• Enfin, je suis intervenu :

— pour Villefranche (démarches pour obtenir le central téléphonique, le maintien du tribunal menacé, la nationalisation du lycée technique, la programmation du nouveau C.E.S., de la résidence pour personnes âgées, du foyer des jeunes travailleurs, etc.) ;
— pour les collectivités locales où les maires savent bien qu'ils ont toujours pu compter sur moi pour appuyer leurs démarches et accélérer l'instruction de leurs dossiers ;
— pour assurer la promotion du Beaujolais et pour soutenir les efforts des syndicats agricoles et de la profession tout entière ;
— pour les innombrables cas particuliers qui m'ont été soumis, soit par lettre, soit à ma permanence du lundi matin où j'ai reçu plus de 6.100 personnes en cinq ans.

Voilà le bilan de votre député.
Si vous pensez que cette voie est bonne pour la France.
Si vous pensez que votre député a rempli sa mission.
Alors le 4 mars, vous ferez confiance aux candidats de l'Union des républicains de progrès.

Vous voterez :

GÉRARD DUCRAY

Député sortant
Secrétaire de la Commission des lois à l'Assemblée Nationale
Avocat

Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

SERGE MATHIEU

Maire de Corcelles-en-Beaujolais
Technicien viticole

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

A la veille du second tour, la situation est claire.

Les Français ont à choisir entre deux types de société :

Ou la société libre, humaine dans l'expansion économique et le progrès social que je défends.

Ou la société collectiviste et oppressive, que représente M. Soulier lié, quoi qu'il dise et qu'il s'en défende, par un contrat de cinq ans avec le Parti communiste.

Vous avez déjà répondu une première fois le dimanche 4 mars, en m'accordant 44 % de vos suffrages, soit 5 % de plus qu'en 1968.

Le danger socialo-communiste n'est pas écarté pour autant et vous confirmerez votre premier choix.

L'avenir de nos institutions et des libertés de chacun est en jeu.

Le 11 mars, sans abstention, vous voterez :

GÉRARD DUCRAY

Député sortant
Secrétaire de la Commission des lois à l'Assemblée Nationale
Avocat

Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

SERGE MATHIEU

Maire de Corcelles-en-Beaujolais
Technicien viticole

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Canton de Saint-Symphorien-d'Ozon, communes de Saint-Fons, Vénissieux.

M. Marcel HOUËL

(Candidat du parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Député du Rhône depuis 1962, seul parlementaire de l'opposition dans le département depuis 1968, je sollicite votre suffrage afin de poursuivre mon activité de militant, au service de l'ensemble de la population de cette nouvelle circonscription. A trois reprises la majorité des électeurs de la sixième circonscription du Rhône, l'une des plus peuplées de France, m'a renouvelé sa confiance, me permettant au cours de ces onze années de mandat de faire la preuve de ma fidélité aux engagements que j'avais contractés.

Ces élections auront, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit de la manière la plus nette condamner la politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les partis de gauche.

En votant communiste, vous voterez pour le parti qui a indiscutablement dénoncé dès le premier jour le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujourd'hui mesurer les graves conséquences, et vous voterez pour le parti qui, en même temps, a agi inlassablement en faveur de l'Union de la gauche sur la base d'un programme commun.

Ce que mon activité m'avait permis de constater s'est vérifié au cours des contacts et des rencontres avec les élus et des habitants des seize communes de la onzième circonscription. Les conditions de vie et de travail des masses laborieuses de la ville et de la campagne ne cessent de se dégrader. Certains aspects du cadre de vie sont d'une acuité brûlante : transports, assainissement, adduction d'eau, lycée, équipements collectifs, qui tous posent la question des moyens financiers insuffisants dont disposent les collectivités locales.

Dans la dernière période le conflit Berliet et la menace de fermeture de l'usine Spécia à Saint-Fons, pour lesquels je suis intervenu auprès des ministres des affaires sociales et du développement industriel, ont mis en évidence les menaces qui pèsent sur la situation des travailleurs.

Le nombre d'exploitations familiales est en constante diminution et ceux qui veulent rester à la terre et vivre de leur travail ont les plus grandes difficultés.

Cette situation n'est pas particulière à notre circonscription, elle est caractéristique de la politique qui est l'œuvre des magnats de la finance et de leurs commis — U.D.R.-Indépendants-Centristes — au pouvoir depuis quinze ans.

C'est en pensant à tout cela, au bonheur que tant de travailleurs, tant de mères de famille pourraient enfin connaître, que je vous appelle à voter communiste.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ce souhait, puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1 000 F, l'abaisse-

ment de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieure, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

L'application du programme se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Il vous est possible à chaque moment de vérifier l'attachement des communistes à la démocratie. Depuis 1971, l'équipe municipale que j'ai l'honneur de diriger à Vénissieux est une équipe d'union de la gauche. Bien qu'obtenant depuis de nombreuses années la majorité des suffrages, nous avons accueilli aux côtés de communistes et de démocrates sans parti, sept socialistes dont un fut désigné à un poste d'adjoint.

Dans les entreprises nombreux sont les communistes investis de responsabilités syndicales et politiques. Leurs capacités, leur dévouement et leur abnégation à la cause de la classe ouvrière et de ses alliés leur apportent la confiance des travailleurs. Que ce soit en 1958 dès l'instauration du pouvoir des monopoles, dans les mouvements revendicatifs qui se sont déroulés dans toutes les grandes entreprises de la circonscription notamment en 1968, les communistes ont prouvé par leur clairvoyance et leur esprit de responsabilité qu'ils étaient dignes de cette confiance.

Je vous appelle à voter communiste parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible sans un Parti communiste fort et largement représenté au Parlement.

Je vous appelle à voter communiste parce que le Parti communiste français a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de la gauche pour un changement démocratique.

Je vous appelle à me renouveler votre confiance en votant communiste parce que le renforcement du Parti communiste est une garantie essentielle de l'application du programme commun, et notamment des mesures sociales, expression fidèle de vos besoins et de vos aspirations.

Attention. — Cette circulaire n'est pas un bulletin de vote. Pour voter, prenez un bulletin de vote portant les noms de Marcel Houël et de son suppléant Georges Fraison. N'inscrivez rien sur ce bulletin. Ne barrez aucun nom. Ne faites aucun signe. Autrement votre bulletin serait nul.

MARCEL HOUEL
51 ans - Ouvrier maçon
Député sortant
Maire de Vénissieux
Conseiller général
Président du groupe communiste à la communauté urbaine

Remplaçant éventuel :

GEORGES FRAISON
39 ans - Outilleur mouliste
Membre du bureau fédéral du P.C.F.
Frère de fusillé de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je remercie les 18.118 électrices et électeurs qui dans cette nouvelle circonscription m'on confirmé la confiance que m'avait accordée le corps électoral de la sixième circonscription du Rhône en 1962, 1967 et 1968.

En donnant plus de 60 % des suffrages à la gauche, le scrutin du 4 mars a affirmé la volonté des habitants de notre circonscription de se donner un député agissant efficacement pour la réalisation du programme commun de gouvernement. La grande majorité des populations laborieuses des seize communes de notre secteur a exprimé son désir de voir appliquer des changements importants dans notre pays et particulièrement en ce qui concerne la politique sociale. Des problèmes de grande importance pour nos localités tels que les transports, l'assainissement, les installations scolaires, les équipements collectifs exigent des solutions urgentes.

Depuis onze années dans mon activité de parlementaire j'ai toujours œuvré pour la défense des intérêts des masses populaires, je poursuivrais au sein de la nouvelle assemblée l'action qui ma valu le soutien et la fidélité de mes électeurs.

Dans notre pays il est possible de vivre mieux, de changer la vie, pour cela dimanche 11 mars vous devrez confirmer de façon éclatante le succès du premier tour, en portant vos suffrages sur le candidat désigné par le suffrage universel, pour être votre député. Seul celui du programme commun peut représenter le désir clairement exprimé d'une politique nouvelle.

Je vous appelle à me renouveler votre confiance dimanche 11 mars, votez et faites voter pour le candidat unique de la gauche et de tous les démocrates.

Voter : MARCEL HOUEL.

Candidat unique de la gauche et de tous les démocrates

Candidat présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, la Gauche radicale.

MARCEL HOUEL

Député sortant
Maire de Vénissieux

Remplaçant éventuel :

GEORGES FRAISON

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Canton de : Saint-Genis-Laval, commune de : Tassin-la-Demi-Lune, commune de Francheville.

M. Xavier HAMELIN
(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien du Président de la République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dans un monde en pleine mutation, dans un pays entré définitivement dans une civilisation industrielle, nous voilà, tous ensemble, devant un choix décisif : celui d'un type de société.

- ou une société « dite socialiste » mais à terme totalitaire avec son matérialisme, son dirigisme, sa contrainte et ses échecs ;
- ou une société libérale et humaniste qui a le mérite d'être toujours perfectible dans la liberté, pour aboutir à une société de participation.

Tel est le vrai sens du scrutin d'aujourd'hui.

Dans ce combat politique je me présente à vous dans le but d'établir cette société de participation où l'homme, en tant que personne, développera sa vraie dimension dans la dignité, la justice et la liberté. Pour y parvenir sans bouleversements mais avec certitude, je vous propose de continuer l'œuvre de rénovation nationale entreprise par le général de Gaulle et poursuivie par le Président G. Pompidou :

- Défense des institutions de la Ve République que nous nous sommes données, d'un pouvoir cohérent et responsable, base d'une stabilité politique enfin retrouvée.
- Sauvegarde de notre indépendance nationale au service de la paix, de la coopération avec tous les peuples et de la construction d'une Europe indépendante et organisée.
- Poursuite du développement économique dans le cadre du plan nous assurant, par une expansion ambitieuse, une prospérité incontestable.
- Développement d'une politique sociale moderne, rendue possible grâce aux résultats économiques, déjà générateurs de réalisations telles que : formation permanente, mensualisation, intéressement, promotion féminine, démocratisation de l'enseignement, amélioration des conditions de vie des personnes âgées, aide aux handicapés, relèvements successifs du S.M.I.C., lutte en faveur de l'environnement, etc.

Certes tout n'est pas parfait, rien n'est jamais achevé, mais le bilan de cette révolution silencieuse n'est-il pas spectaculaire ? Qui ne voit aujourd'hui la transformation de notre pays dans ses profondeurs et son redressement reconnu par les meilleurs experts internationaux ?

C'est à un nouvel effort dans ce sens que je vous invite, pour que, dans la continuité et dans l'ordre, avec dynamisme et enthousiasme, nous franchissions ensemble une autre étape vers la construction de cette société nouvelle plus juste, plus solidaire et plus responsable, où l'épanouissement de l'homme et la qualité de la vie seront des objectifs accessibles à tous.

En vous demandant d'être votre représentant et votre interprète, aussi bien au Parlement que dans la future Assemblée régionale — où j'axerai mon effort sur le développement des équipements locaux — je vous affirme ma volonté de vous faire participer à cette mission et, par une information réciproque, de vous associer à toutes les étapes de sa réalisation.

Votez en masse dès le premier tour pour :

XAVIER HAMELIN

Adjoint au maire de La Mulatière

Candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien du Président de la République, présenté et soutenu par Philippe Danilo, député sortant.

Remplaçant éventuel :

RAYMOND CHARLIN

Conseiller municipal d'Oullins

« La seule querelle qui vaille est celle de l'homme... »

Ch. de GAULLE.

XAVIER HAMELIN

Né le 4 février 1922
Etudes secondaires à Périgueux
Etudes universitaires à Lyon — Diplôme d'ingénieur chimiste E.S.C.I.L.
Croix de guerre — Deux citations
En 1943 évadé de France par l'Espagne (cinq mois de détention).
Engagé en Afrique du Nord pour la durée de la guerre. Ecole des cadres de Douera
du général de Lattre de Tassigny
Ancien combattant du 2e Régiment de Chasseurs d'Afrique — 1re Division blindée
Débarquement en Provence — Campagne de France, d'Alsace et d'Allemagne
Marié, 6 enfants
Actuellement directeur régional d'une société de produits chimiques
Conseiller municipal de La Mulatière depuis 1953
Adjoint au maire depuis 1959

« Xavier Hamelin est, depuis une vingtaine d'années, mon collaborateur à la mairie de La Mulatière où son dévouement et son efficacité m'ont toujours été d'un précieux concours. Je puis vous assurer qu'il connaît bien vos préoccupations quotidiennes comme les problèmes d'intérêt national du fait de son engagement politique.

« La conformité de sa vie et de son idéal, son courage, — dont témoigne son passé militaire —, son dynamisme constituent des qualités que vous saurez apprécier et qui, à mes yeux, sont autant d'atouts pour exercer avec succès un mandat parlementaire.

« Je vous remercie de reporter sur lui la confiance que vous m'avez témoignée pendant quinze ans... »

(Extrait de la lettre de Ph. Danilo à ses électeurs.)

Remplaçant éventuel :

RAYMOND CHARLIN

Né le 13 février 1923 à Pierre-Bénite
Principal clerc de notaire
Professeur à l'école de notariat depuis 1947
Conseiller municipal à Oullins (3e mandat)

2e CIRCULAIRE

« Une seule querelle qui vaille, celle de l'homme... » (Ch. de Gaulle.)

Madame, mademoiselle, monsieur,

Je vous remercie de la confiance que vous avez bien voulu m'accorder. Si grâce à vous j'arrive avec plus de 16.600 voix très largement en tête de tous les candidats de notre circonscription, c'est avec vous, avec tous ceux qui voudront bien nous rejoindre que nous gagnerons définitivement ce combat :

- pour l'établissement d'une société de participation libérale et humaniste ;
- pour le développement économique clé du progrès social ;
- pour la poursuite de nos réformes dans la continuité et dans l'ordre en prenant acte des orientations que vous avez exprimées ;
- contre les risques et les dangers présentés par le programme commun de la gauche socialo-communiste.

En nous renouvelant ma demande d'être votre représentant et votre interprète, je vous confirme ma volonté de vous faire participer à cette mission et par une information réciproque de vous associer à sa réalisation.

C'est ensemble que nous devons faire face...

Il est encore temps de sauvegarder nos libertés...

Votez en masse pour :

XAVIER HAMELIN

Adjoint au maire de La Mulatière

Candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien du Président de la République, présenté et soutenu par Philippe Danilo, député sortant.

Remplaçant éventuel :

RAYMOND CHARLIN

Conseiller municipal d'Oullins

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Canton de Meyzieux, communes de Bron, Vaulx-en-Velin.

M. Jean POPEREN

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

A quelques jours d'une consultation dont chacun mesure l'importance exceptionnelle, nous voudrions simplement résumer ici les principales directions de l'action que nous exercerons si vous nous confiez le mandat de député et de député suppléant de la treizième circonscription du Rhône, et préciser les principaux engagements que nous prenons.

Beaucoup d'entre vous ont déjà eu l'occasion de s'en entretenir avec nous, car nous avons tenu dès la fin de l'été et durant plusieurs mois, à multiplier les prises de contact.

Le dialogue :

La démocratie consiste non seulement à voter de temps à autre, mais aussi à exprimer son avis et à suivre et contrôler l'action des élus. C'est ainsi que, pendant la campagne nous avons lancé une enquête dont les résultats, publiés dans notre journal « Changer la vie », ont largement inspiré nos propositions.

Si Jean Poperen est élu, il prend l'engagement de tenir des permanences mensuelles dans les diverses communes de la treizième circonscription et de présenter deux fois par an, après chaque session parlementaire un compte rendu de mandat. De plus, résidant dans la circonscription il sera à la disposition de tous, élus locaux, responsables de groupements, d'associations, de syndicats et simples citoyens, pour connaître leurs réactions et les aider dans la prise en charge de leurs problèmes, pour contribuer à l'essor et à l'épanouissement de l'Est lyonnais.

Des cités où il fera bon vivre :

A cet égard, chacun sent bien que nous sommes arrivés à un moment décisif. Ce qui se fera dans les cinq ans à venir pèsera sur notre sort à tous et sur celui des générations futures : ou bien un urbanisme rationnel conçu pour l'homme, ou bien une urbanisation sauvage, commandée par la recherche du profit et ordonnée par les technocrates. Nous voulons des cités et des campagnes où il fera bon vivre, non de monstrueuses concentrations d'où le béton chasse la verdure, où les fumées mangent l'oxygène, où le bruit détruit le repos, où trop de jeunes cherchent en vain une formation et un emploi.

C'est pourquoi, sur le plan local,

Si notre candidat et son suppléant sont élus, ils s'emploieront activement à obtenir, en particulier :

- la création de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes, et la mise en place d'un planning de l'emploi pour les secteurs de techniques nouvelles,

- la construction de lycées à Bron, Vaulx-en-Velin et Decines et de plusieurs C.E.S. et C.E.T. dans le périmètre de la circonscription.
- la création d'un centre de bilan de santé,
- la création de l'indispensable ligne périphérique T.C.L. nord-sud et l'amélioration des transports en commun,
- l'abandon définitif de tout projet de voie autoroutière ou express à l'intérieur des agglomérations ainsi que le projet de maintien à Bron d'un aéroport d'affaires,
- la protection des riverains du futur aéroport de Satolas,
- l'adoption de mesures budgétaires et législatives pour le développement des espaces verts et la protection de l'environnement.

Le bilan de la majorité sortante :

Mais, nous le savons tous, aucun des problèmes qui se posent ici ne peut être résolu sans de profonds changements à la direction des affaires du pays. Le 4 mars, vous ne choisirez pas seulement un député pour votre circonscription, vous direz quel gouvernement vous voulez pour la France, quel avenir pour vous et vos enfants.

Depuis quinze ans, avec ses alliés républicains indépendants et centristes, le parti U.D.R. gouverne la France au profit d'une minorité de privilégiés. Son action tend à renforcer systématiquement le pouvoir des puissances d'argent. C'est la cause profonde de tant d'inégalités de tant de scandales. Avec les technocrates à son service, le parti U.D.R. gouverne sans partage, ignore l'avis des élus locaux, monopolise l'O.R.T.F., conditionne l'opinion publique, néglige les organisations syndicales et professionnelles.

De cela, les Français ne veulent plus. Ils peuvent le signifier sans remettre en causes les Institutions. Le vrai débat, quoiqu'en dise l'U.D.R., porte sur le programme qui sera celui du gouvernement de demain.

Notre programme d'urgence :

Nous l'avons dit et nous le répétons : nous, socialistes, nous ne prétendons pas tout changer d'un coup. Mais nous voulons que le progrès serve au bonheur des hommes, non à grossir ls profits de quelques-uns. Voici, pour les cinq ans à venir, nos principaux objectifs sur le plan national :

- pas de salaire mensuel inférieur à 1.000 F ;
- retour progressif à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ;
- droit à la retraite à 60 ans ; pensions de vieillesse et d'invalidité calculées sur la base des 10 meilleures années de carrière (et non forcément des 10 dernières) ;
- suppression des privilèges fiscaux et notamment du système de l'avoir fiscal ;
- abrogation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale, de façon à rendre celle-ci aux salariés ; uniformisation des régimes de retraite et de prévoyance en faveur des travailleurs indépendants (artisans, commerçants, exploitants agricoles, etc.) ;
- garantie des droits syndicaux et extension des pouvoirs des comités d'entreprises ; dans les entreprises tentaculaires dont la nationalisation est prévue par le programme commun, expérimentation de formules proposées par les salariés eux-mêmes pour la prise en charge de leurs propres affaires ;
- instauration du contrat de législature (garantie de stabilité gouvernementale et de loyauté vis-àvis de l'électorat) ; restauration des pouvoirs des élus locaux ;
- moralisation de la vie publique ;
- arrêt du commerce des armes.

Vous allez choisir :

Des millions de Français veulent ces changements. Ils savent maintenant que ceux-ci sont possibles. Ils savent aussi que la puissance du Parti socialiste est une garantie que ces changements se feront dans le respect des libertés et de la démocra-

tie. Aujourd'hui, le Parti socialiste est une grande force renouvelée, unitaire, dynamique. Vous la grandirez encore en lui apportant massivement vos suffrages dès le premier tour.

Le choix, c'est dès le 4 mars que vous le ferez. C'est en effet au premier tour que vous choisirez le candidat appelé à vaincre, huit jours plus tard, le représentant de l'U.D.R.

Nous comptons sur vous pour qu'il n'y ait ni abstention de votre part, ni dispersion des voix sur des candidatures marginales. En plaçant en tête, dès le premier tour, le candidat du Parti socialiste et son suppléant, vous les désignerez pour assurer la victoire de la Gauche. Ensemble nous changerons la vie.

Dès le premier tour, votez :

JEAN POPEREN

Né à Angers en 1925, de parents d'origine modeste, Jean Poperen révèle bien vite la grande valeur de sa personnalité. Il est à 22 ans le plus jeune agrégé d'histoire de sa promotion. Il enseigne à Amiens, puis à Janson de Sailly à Paris, avant d'être nommé, maître-assistant à la Sorbonne. Militant dès la résistance, il n'a cessé de lutter, au sein des organisations de gauche, pour l'unité du monde du travail, condition de son émancipation.

En 1967, Jean Poperen est président de l'Union des groupes et clubs socialistes. Il contribue à l'unification de la gauche socialiste dans le nouveau parti socialiste : il est actuellement membre du bureau exécutif national du parti. A ce titre, il participe, au printemps dernier, aux côtés de François Mitterrand, aux études et aux négociations qui ont abouti, avec nos partenaires à la rédaction du programme commun de la gauche.

Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.),

Remplaçant éventuel :

PIERRE MOUTIN

Né le 18 décembre 1925 à Lyon (2e). Licence ès-lettres. Licence en droit. Diplôme d'études supérieures de droit public.
Entré dans l'administration hospitalière en 1951.
Elu Conseiller général du Rhône en mars 1970.
Membre du Conseil de la Communauté Urbaine depuis 1969.
Elu Conseiller général du Rhône en mars 1970.
Président de la Commission administrative de la maison de retraite de Villette-d'Anthon.

2e *CIRCULAIRE*

Madame, Monsieur,

Dans la treizième circonscription du Rhône, comme dans tout le pays, la volonté de changement s'est exprimée clairement.

La gestion U.D.R. a été condamnée.

Le 11 mars, restent en présence :

Deux hommes :

— M. Coex, imposé par l'Etat-Major de l'U.D.R.
— *Jean Poperen,* démocratiquement choisi par les militants de base.

Deux styles :

— Le conservatisme de l'U.D.R.
— *Le dynamisme et le renouveau de l'Union de la gauche.*

Deux politiques :

D'un côté, l'U.D.R., c'est-à-dire :

— l'injustice et les scandales ;
— les privilèges élevés au rang d'institution ;
— le pouvoir de l'argent ;
— la hausse des prix, etc.

De l'autre, la gauche unie, avec son programme commun pour :

— une véritable justice sociale en faveur du plus grand nombre et des plus défavorisés ;
— le progrès au service de l'homme ;
— le respect des droits des assemblées élues ;
— des solutions humaines et démocratiquement élaborées aux problèmes de l'Est lyonnais.

Pour vous, un seul choix pour la victoire et l'application loyale du programme commun :

L'enjeu est grave.
Pas une voix ne doit manquer le 11 mars au candidat unique de la gauche et de tous les démocrates.

Pas d'abstention, votez et faites voter :

JEAN POPEREN

Membre du Bureau exécutif du Parti socialiste

Candidat unique de la Gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

PIERRE MOUTIN

Maire de Décines
Conseiller général du Rhône

HAUTE-SAONE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amance, Autrey-lès-Gray, Champlitte-et-le-Prélot, Combeaufontaine, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Jussey, Marnay, Pesmes, Port-sur-Saône, Rioz, Scey-sur-Saône-et-Saint-Aubin, Vésoul, Vitrey-sur-Mance.

M. Pierre VITTER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 11 mars 1973
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le choix que vous avez à faire est grave et décisif.

L'aventure ?...

Ceux qui se laisseraient abuser par un programme commun trompeur et irréalisable choisiraient avec MM. Demesy et Magnin :

— l'étatisme totalitaire qui écrase l'homme ;
— la régression économique et sociale ;
— la suppression des libertés et de la propriété ;
— l'abandon de l'indépendance de la France.

La division ?...

Ceux qui donneraient leurs voix à M. Jeanneney :

- réformateur de fraîche date.
- l'homme qui, impatient d'emprunter le chemin du pouvoir, a renié la confiance du général de Gaulle.
- celui qui n'a rien apporté à la Haute-Saône, alors qu'il était ministre.
- l'homme qui crée la division face au danger socialo-communiste.

perdraient ces voix inutilement ou feraient le jeu de la coalition marxiste.

L'union pour le progrès.

Ceux qui nous apporteront leurs suffrages ne perdront pas ce qui est acquis et choisiront :

- la stabilité politique ;
- le progrès économique ;
- la justice sociale.

Haut-Saônois de naissance, j'habite parmi vous et connais bien vos problèmes. Sans publicité tapageuse, avec l'équipe des élus du département, j'ai apporté au VI[e] Plan (1971-1976) :

27 milliards d'A.F. pour l'équipement des communes de la Haute-Saône, auxquels s'ajoutent de nombreux crédits « hors-plan ».

Ancien combattant, j'ai rejoint le général de Gaulle dans la Résistance et j'ai appuyé son action nationale. Ensuite j'ai apporté mon concours au Président Georges Pompidou qui ne pouvait continuer sa tâche sans la majorité.

Avec moi se présente Pierre Chantelat, qui représentera activement Vesoul dont il est le maire-adjoint. Son action à la tête d'importants organismes sociaux du département et son dévouement sont une garantie pour tous.

Nous proposons dans l'ordre et la continuité le seul programme crédible et raisonnable auquel chaque Français aspire, en poursuivant la politique de réforme engagée pour l'amélioration du sort de tous, surtout des plus défavorisés.

Parmi nos objectifs :

- la formation professionnelle et permanente et l'amélioration des conditions de travail ;
- l'aide aux personnes âgées qui sera doublée ;
- la mensualisation des salaires et leur augmentation ;
- la participation au sein de la région et des entreprises ;
- la retraite avec un abaissement progressif de l'âge, laissé au choix des intéressés et laugmentation des pensions ;
- des prestations familiales plus importantes et plus d'aide aux handicapés ;
- assurer une sécurité et un salaire fiscal aux artisans et commerçants ;
- assurer une aide accrue aux agriculteurs surtout aux jeunes pour rendre prospère et favoriser l'entreprise familiale ;
- améliorer les conditions de vie de la femme et assurer ses droits ;
- donner aux anciens combattants de tous les conflits une juste compensation à leurs sacrifices.
- assurer la gratuité totale de l'enseignement obligatoire (livres, fournitures, transports scolaires).

Pour réaliser ces objectifs et permettre au Président Georges Pompidou de continuer sa tâche.

Pour une France indépendante, libre et en constant progrès.

Pour une évolution continuelle dans l'ordre et la paix sociale.

Pour achever la construction de cette nouvelle société que nous souhaitons tous.

Pour la Haute-Saône,

Nous avons besoin de vos suffrages.

PIERRE VITTER

Député de la Haute-Saône
Président du Conseil général
Maire de Gray

Candidat républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHANTELAT

Maire-adjoint de Vesoul

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Nous remercions ceux et celles qui nous ont apporté leurs suffrages le 4 mars en nous plaçant nettement en tête du scrutin. Mais le danger reste grand. Un nouvel effort est indispensable pour assurer la victoire.

M. Jeanneney battu abandonne la politique des réformateurs.

Par sa candidature sans issue, il risque de favoriser l'élection du candidat de la gauche marxiste, contrairement aux directives de M. Lecanuet.

Nous demandons solennellement à ceux qui lui ont accordé leurs suffrages au premier tour, et qui, comme nous, sont épris de liberté,

De se joindre à nous, face au communisme et à tous ses alliés dont la coalition :

- menace nos libertés fondamentales ;
- aboutirait à une régression économique et sociale,

De se rassembler autour de nous pour une politique de progrès.

— que nous défendons ;
— qui ouvre la voie à une société libérale et à un changement dans l'ordre et la continuité ;
— qui garantit la justice sociale avec le progrès économique.

C'est une partie essentielle qui se jouera dimanche prochain.

Le sort de la France en dépend.

Il est indispensable que le nombre de votants soit plus important que dimanche dernier.

Nous invitons ceux et celles qui nous ont apporté leurs suffrages au premier tour à nous donner leur soutien total au deuxième tour.

Quant à vous, électrices et électeurs proches de nous, qui avez voté pour le changement, sachez que nous sommes tout autant convaincus des changements nécessaires.

Il faut :

- barrer la route au communisme ;
- éviter l'effondrement économique ;
- préserver nos libertés.

Votez massivement le 11 mars pour :

PIERRE VITTER

Député de la Haute-Saône
Président du Conseil général
Maire de Gray

Candidat républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHANTELAT

Maire-adjoint de Vesoul

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Champagney, Faucogney-et-la-Mer, Héricourt, Lure, Luxeuil-les-Bains, Mélisey, Montbozon, Noroy-le-Bourg, Saint-Loup-sur-Sémouse, Saulx, Vauvillers, Villersexel.

M. Jean-Jacques BEUCLER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès
(Entente des républicains haut-saônois pour un nouveau contrat social)

I. — *Voici ce que nous avons fait depuis cinq ans :*

En Haute-Saône nous avons beaucoup travaillé pour aider les collectivités, les organismes divers, les personnes... sans distinction, sans partialité, avec le maximum de justice et d'efficacité : 60.000 cas, 160.000 lettres, 500 réunions.

A l'Assemblée Nationale : 13 interventions à la tribune après des réunions de travail avec les principaux responsables des agriculteurs, des jeunes, des artisans commerçants, des anciens combattants, des salariés (droit syndical, mensualisation, participation, formation permanente).

II. — *Voici ce que nous ferons encore :*

1° Pour les personnes âgées :

— Retraite à 60 ans (nous l'avons déjà ramenée de 65 à 63 ans).
— Réévaluation du minimum de ressources.
— Logements-foyers.

2° Pour les jeunes :

— Démarrage plus facile dans la vie active grâce à une meilleure harmonie entre les demandes et les offres d'emploi.

3° Pour les femmes :

— Egalité totale.
— Participation à la vie publique (conseils municipaux et généraux, organisations professionnelles, syndicats, etc.).

4° Pour la famille :

— Sauvegarde de la cellule familiale.
— Gratuité totale de l'enseignement.

5° Pour les salariés (y compris ceux de l'Etat) :

— Participation effective à la préparation des décisions de toutes natures.
— Intéressement aux résultats.
— Relèvement des bas salaires.

6° Pour les artisans, commerçants, professions libérales :

— Salaire fiscal.
— Egalisation des avantages sociaux.

7° Pour les agriculteurs :

— Aides spéciales aux petites exploitations et aux régions de montagne afin de maintenir les jeunes sur la terre de leurs parents.

8° Pour les anciens combattants :

— Application réelle du rapport constant.
— Parité des retraites.
— Retraite à 60 ans.

9° Pour les communes :

— Réforme des finances locales (modification de la patente).
— Régionalisation.
— Amélioration de la qualité de la vie (équipements, logements, enseignement, communications, loisirs, environnement).
— (... Sans oublier les « bouilleurs de cru »).

III. — *Voici ce que nous combattons :*

— Une administration bureaucratique et envahissante.
— Des nationalisations politiques qui ruineraient l'économie et engendreraient le chômage.
— Un Etat dictateur.

Nous continuerons à travailler dans l'ordre et dans la bonne humeur, pour améliorer les conditions de vie de tous.

JEAN-JACQUES BEUCLER

Né en 1923 d'une vieille famille franc-comtoise, je suis marié et père de 5 enfants.

Officier de 1943 à 1954, j'ai participé à la campagne d'Italie, au débarquement de Provence, à la libération de Montbéliard et de l'Alsace, à la campagne d'Allemagne avec le 5e R.T.M. Puis, ce fut la dure guerre d'Indochine avec le 3e Tabors Marocains.

Fait prisonnier par le Viet-Minh, évadé puis repris, j'ai subi quatre ans de captivité dans les camps communistes de la frontière de Chine et je fus enfin libéré à la suite des accords de Genève en 1954.

Trois fois blessé, titulaire de 5 citations, décoré de la Croix de guerre 34-45 et de la Croix de guerre T.O.E., je suis Officier de la Légion d'honneur.

Depuis 1955, en étroite participation avec le personnel et les représentants syndicaux, j'ai modernisé une vieille entreprise qui occupe actuellement 82 personnes.

Maire de Corbenay depuis 1966, je me suis efforcé, par un travail d'équipe, à améliorer la vie des habitants.

Je suis aussi :

Vice-président de la C.O.D.E.R. de Franche-Comté ;

Vice-président du C.I.P.E.S. (Centre interprofessionnel de promotion économique et sociale de Belfort-Montbéliard-Haute-Saône) ;

Vice-président du Syndicat national des bouilleurs de cru ;

Administrateur de la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Saône depuis 1966 ;

Membre de la Chambre de commerce de Lure ;

Président des Anciens combattants de Corbenay.

Je suis député de la Haute-Saône depuis 1968.

Remplaçant éventuel :

PIERRE LÉVAL

Né en 1922 à Melisey (Haute-Saône), je suis petit-fils de cultivateurs et fils de petits commerçants.

J'ai fait toutes mes études secondaires au collège de Lure.

D'abord médecin d'hygiène scolaire dans l'arrondissement de Lure, puis médecin du travail dans la même région depuis 22 ans, je suis particulièrement averti des problèmes et des difficultés du monde ouvrier.

Conseiller municipal depuis 1953, je suis devenu adjoint en 1965, puis maire de Melisey en 1970.

Le S.I.V.M. m'a choisi comme président depuis 1971. En outre je m'occupe de diverses œuvres sociales.

Je suis Chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

Pas d'abstentions !

Votez dès le 4 mars :

J.-J. BEUCLER.
P. LÉVAL.

2e CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès
Entente des républicains haut-saônois pour un nouveau contrat social
J.-J. Beucler et P. Léval

Par près de 50 % des suffrages, vous nous avez témoigné votre confiance. Nous vous en remercions.

Le 11 mars, chacune de vos voix comptera pour nous aider à sauvegarder vos libertés essentielles et à assurer la prospérité et l'expansion, gages de votre bien-être.

Depuis cinq ans, nous sommes au service de tous, sans distinction d'opinions. Il dépend de vous que nous poursuivions notre travail avec efficacité.

JEAN-JACQUES BEUCLER

Né en 1923 d'une vieille famille franc-comtoise, je suis marié et père de 5 enfants.

Officier de 1943 à 1954, j'ai participé à la campagne d'Italie, au débarquement de Provence, à la libération de Montbéliard et de l'Alsace, à la campagne d'Allemagne avec le 5e R.T.M. Puis, ce fut la dure guerre d'Indochine avec le 3e Tabors Marocains.

Fait prisonnier par le Viet-Minh, évadé puis repris, j'ai subi quatre ans de captivité dans les camps communistes de la frontière de Chine et je fus enfin libéré à la suite des accords de Genève en 1954.

Trois fois blessé, titulaire de 5 citations, décoré de la Croix de guerre 34-45 et de la Croix de guerre T.O.E., je suis Officier de la Légion d'honneur.

Depuis 1955, en étroite participation avec le personnel et les représentants syndicaux, j'ai modernisé une vieille entreprise qui occupe actuellement 82 personnes.

Maire de Corbenay depuis 1966, je me suis efforcé, par un travail d'équipe, à améliorer la vie des habitants.

Je suis aussi :

Vice-président de la C.O.D.E.R. de Franche-Comté ;

Vice-président du C.I.P.E.S. (Centre interprofessionnel de promotion économique et sociale de Belfort-Montbéliard-Haute-Saône) ;

Vice-président du Syndicat national des bouilleurs de cru ;

Administrateur de la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Saône depuis 1966 ;

Membre de la Chambre de commerce de Lure ;

Président des Anciens combattants de Corbenay.

Je suis député de la Haute-Saône depuis 1968.

Remplaçant éventuel :

PIERRE LÉVAL

Né en 1922 à Melisey (Haute-Saône), je suis petit-fils de cultivateurs et fils de petits commerçants.

J'ai fait toutes mes études secondaires au collège de Lure.

D'abord médecin d'hygiène scolaire dans l'arrondissement de Lure, puis médecin du travail dans la même région depuis 22 ans, je suis particulièrement averti des problèmes et des difficultés du monde ouvrier.

Conseiller municipal depuis 1953, je suis devenu adjoint en 1965, puis maire de Melisey en 1970.

Le S.I.V.M. m'a choisi comme président depuis 1971. En outre je m'occupe de diverses œuvres sociales.

Je suis Chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

Pas d'abstentions !

Votez et faites voter :

J.-J. BEUCLER.
P. LÉVAL.

SAONE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Chapelle-de-Guinchay, Cluny, Cuiseaux, Cuisery, Lugny, Mâcon-Nord, Mâcon-Sud, Matour, Montpont, Saint-Gengoux-le-National, Tournus, Tramayes.

M. Philippe MALAUD

(Candidat de l'Union des républicains de progrès
et du Centre national des indépendants paysans)
élu le 4 mars 1973
(R.I.)

Elu par vous en 1968, j'ai l'honneur de solliciter à nouveau vos suffrages, assisté de mon ami Romain Buffet qui depuis mon accession au Gouvernement, a assumé les fonctions de député et qui a accepté d'être à nouveau mon suppléant.

La plupart d'entre vous nous connaissent personnellement, les autres ont entendu parler de l'action qu'ensemble nous avons menée sous le signe de l'efficacité, et tous savent que nous sommes à leur disposition chaque fois qu'ils le souhaitent.

Avec l'aide des élus des cantons et des communes, nous n'avons cessé, Romain Buffet et moi-même, de chercher à faire le maximum pour notre circonscription pendant la précédente législature sans nous dissimuler l'ampleur de ce qui reste à faire.

Animé par la volonté de rattraper le retard de la Saône-et-Loire dans la région de Bourgogne, j'ai œuvré pour obtenir de l'Etat comme de la région, que soit reconsidérée la situation de notre département pour aboutir à une participation plus équitable aux moyens mis en œuvre par le Plan et les budgets annuels.

Parmi les priorités que je me suis fixées figurent en premier lieu : Accroissement des logements H.L.M., équipements sanitaires et sociaux, constructions scolaires, équipements sportifs et de loisirs, modernisation des moyens de l'agriculture et équipements routiers... L'action menée a été très positive mais il reste encore beaucoup à faire : qu'il s'agisse de l'alimentation en eau potable en zone rurale, de l'automatisation du téléphone et de l'accroissement des circuits, du renforcement de l'électricité et de l'extension du réseau, de l'assainissement des communes, et bien sûr de la poursuite de l'industrialisation qui restent notre constante préoccupation.

Mais on peut constater dans chacun de ces domaines ce qui a été fait depuis cinq ans et en particulier ce qui a été réalisé ou décidé par les orientations que j'ai définies en ma qualité de Président du Conseil général de Saône-et-Loire, c'est-à-dire la ferme volonté d'accélérer le développement économique de notre département en y maintenant un équilibre harmonieux entre les villes et les campagnes qui est sa caractéristique.

Autoroute Genève-Océan faisant de Mâcon, à sa jonction avec l'autoroute Paris-Lyon, une plaque tournante internationale ; aménagement de la Saône et du Rhône vers le Rhin, voies de communications départementales et locales ; création d'un centre hospitalier ultra-moderne à Mâcon, d'un complexe médico-social à Tournus,

d'un réseau d'hôpitaux ruraux, d'établissements pour enfants inadaptés et handicapés ; cité administrative de Mâcon sans équivalent en France ; sauvegarde et renforcement de l'E.N.S.A.M. de Cluny et du Lycée technique de Tournus ; doublement des crédits d'adduction d'eau et d'électrification et renforcement des aides à l'exploitation familiale agricole ; création de zones industrielles nouvelles ; définition d'une politique d'industrialisation tournée vers l'avenir, les industries modernes et les techniques de pointe, et destinée à relever progressivement les activités moins productives, maintien d'un indispensable équilibre au profit du commerce traditionnel et de l'artisanat, développement de la politique de formation professionnelle et des centres F.P.A., voilà quelques-unes des réalisations achevées ou entamées depuis cinq ans et qui se développeront sous la prochaine législature.

Tels sont les objectifs que j'ai poursuivis et au service desquels Romain Buffet et moi-même, aidés par tous, continuerons à déployer toute l'énergie nécessaire pour les atteindre.

Cependant, ce n'est pas seulement de cela qu'il s'agit maintenant, mais d'une élection nationale, dont les conséquences seront capitales pour l'avenir de la France, à l'intérieur comme à l'extérieur.

C'est en fonction des préoccupations nationales que vous devrez aussi, au-delà de vos propres soucis, vous déterminer.

Des institutions éprouvées, une œuvre réaliste, s'appuyant sur une réussite économique incontestable qui a permis des progrès sociaux appréciables, voilà le bilan auquel la démagogie oppose de vagues promesses. Pour notre part, nous nous refusons à faire de même, sachant nous, que demain, grâce à vous, nous serons tenus d'honorer nos engagements et de vous en rendre compte.

Mais avant de se tourner à nouveau vers l'avenir, on peut faire un bref bilan de la précédente législature, dont les cinq années auront été marquées par :

— La stabilité des institutions démocratiques qui permet, seule, de miser sur l'avenir et de préparer les évolutions indispensables.

— *Une politique de paix dans l'indépendance* nationale reposant sur le maintien de nos alliances traditionnelles et le développement de l'Europe à 9, comme sur l'ouverture à l'Est dans l'égalité en vue de coopérer sur tous les sujets d'intérêt commun.

— *Une croissance économique continue* dont le taux est un des plus forts de tous les pays occidentaux et nous promet, si elle se poursuit, la troisième place dans le monde pour 1985, d'après tous les économistes américains, allemands et soviétiques.

— *La modernisation de l'agriculture* pour répondre aux besoins d'une demande intérieure et extérieure croissante particulièrement en Europe, basée sur l'exploitation familiale en particulier dans les domaines de la production et de sa commercialisation.

— *L'application d'une politique de concertation*, que j'ai pour ma part contribué à lancer dans la fonction publique où elle a commencé et dont le but est de rendre la société plus juste et plus humaine sans nuire à l'équilibre du budget de la Nation et sans entraver la croissance élevée mais raisonnable de l'expansion.

— *La formation professionnelle et la promotion sociale* qui constituent une véritable révolution des perspectives offertes aux travailleurs, à la jeunesse, en particulier en vue d'en favoriser l'accès aux différents niveaux de la culture et de la qualification professionnelle, et doivent rester l'une des préoccupations majeures de la Nation et du Gouvernement. Elle a été mise en œuvre pour la première fois sous ma responsabilité en 1969 par le Gouvernement de M. Couve de Murville qui m'avait chargé d'en assurer le démarrage. Elle doit notamment permettre dans nos régions d'éviter à l'avenir qu'un certain nombre d'emplois ne trouvent pas preneurs alors même que subsisterait un chômage partiel dû essentiellement à un manque de qualification.

Pour y remédier, et en particulier chez nous, ont été créés de nouveaux centres de formation professionnelle pour adultes (F.P.A.) dont le nombre devra continuer à croître au fur et à mesure des besoins.

Certes aucune action ne peut être parfaite et nous n'avons nul besoin pour nous en convaincre et pour mesurer l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir, des professionnels de l'agitation et de la contestation systématique.

L'immense effort de remise en ordre et de progrès qui a été accompli doit être poursuivi et amplifié par l'utilisation en faveur des moins favorisés de l'expansion régulière et continue de notre économie. Cela suppose évidemment que ne soient pas remis en cause la solidité de notre monnaie dans le monde, ni le maintien de son pouvoir d'achat.

Mais, vous le savez rien de valable ne pourrait être réalisé si l'on devait revenir à l'instabilité, aux crises, aux jeux des politiciens, à la confusion des pouvoirs et à l'abandon de l'indépendance nationale.

La poursuite de l'œuvre commencée vous concerne directement et aussi bien dans votre vie quotidienne et familiale que dans vos grandes préoccupations concernant l'avenir du pays.

Il faut donc aller de l'avant : l'avenir, ce seront vous et nous qui le feront et votre vote doit être confiant et déterminé : au contraire notre pays offre, aujourd'hui plus qu'hier où les malheurs nous accablent, un visage qui reflète pleinement les idées de liberté, de justice et de progrès auxquelles la France est attachée depuis près de deux siècles.

C'est le 4 mars 1973 que vous êtes appelés à voter : je vous demande de vous prononcer massivement pour que cette élection soit claire comme il y a cinq ans, où vous m'avez fait l'honneur et la confiance de m'élire en même temps que M. Romain Buffet avec 28.872 voix.

Aujourd'hui, je vous demande à nouveau votre confiance pour me permettre de continuer pendant la prochaine législature l'œuvre que j'ai entreprise avec votre aide. Cette confiance, je crois l'avoir méritée et vous m'en avez donné souvent des témoignages. Aussi pour cet avenir que nous souhaitons Romain Buffet et moi-même préparer avec vous et pour vous, nous comptons sur chacune et chacun d'entre vous comme vous savez que vous pouvez compter sur nous.

Efficacité. — Progrès. — Liberté.

PHILIPPE MALAUD

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction publique
et des Services de l'information
Président du Conseil général de Saône-et-Loire
Maire de Dompierre-les-Ormes

Remplaçant éventuel :

ROMAIN BUFFET

Viticulteur - Pépiniériste
Député de Saône-et-Loire
Conseiller général de Saint-Gengoux-le-National
Officier de la Légion d'honneur
Maire de Bissy-sous-Uxelles
Croix de guerre — Chevalier du Mérite agricole

Républicains indépendants
Candidats de l'Union des républicains de progrès
et du Centre national des indépendants paysans

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourbon-Lancy, Charolles, Chauffailles, la Clayette, Digoin, Gueugnon, la Guiche, Marcigny, Palinges, Paray-le-Monial, Saint-Bonnet-de-Joux, Semur-en-Brionnais, Toulon-sur-Arroux.

M. Paul DURAFFOUR

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate,
Mouvement des radicaux de gauche)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Elu en 1962, réélu en 1967 et en 1968, je viens à nouveau solliciter vos suffrages. En 1967, j'obtenais au premier tour 25 374 voix, la droite 17 058, le Parti communiste 11.034. En juin 1968, où cela n'était pas facile, je perdais à peine 800 voix.

Me voici à nouveau devant vous et, si dans les permanences et les réunions que je viens de tenir dans chaque commune, j'ai pu répondre aux questions posées je dois, ici, à toutes et à tous, faire le compte rendu succinct du mandat que vous m'avez confié et exposer les grandes lignes de l'action que j'entends mener si vous me renouvelez votre confiance.

Sur le plan national, membre de la Commission des affaires familiales et sociales, des Commissions spéciales du commerce et de l'artisanat et de nombreux groupes de travail (aménagement du territoire, emploi, équipement rural et urbain, logement, agriculture cadres, enfance inadaptée, troisième âge éducation nationale, etc.), je prends part chaque année à la discussion de nombreux budgets et chaque fois c'est pour appeler l'attention du Gouvernement sur les inégalités et les injustices dont sont victimes de trop nombreuses catégories de Français.

Agriculteurs, qui n'ont pas dans leurs difficiles conditions de vie « la parité » promise, qui vivent dans l'insécurité des prix à la production toujours menacés et qui sont loin d'avoir la juste rémunération de leurs longues heures de travail !

Ruraux, qui n'ont pas l'eau, ce qui est un scandale au siècle où nous sommes, qui attendent le téléphone le renforcement électrique, de bons chemins. Le Gouvernement veut asphyxier petit à petit le monde rural.

Commerçants et artisans, travailleurs indépendants classes moyennes, indispensables à l'équilibre social de la France accablés par une fiscalité insupportable (T.V.A. - Patente) et victimes d'une discrimination intolérable sur le plan de la protection sociale que j'ai maintes fois et très vigoureusement dénoncées.

L'affirmation du droit syndical amorcera la participation du monde du travail à la gestion des entreprises. Le droit au travail exige la sécurité de l'emploi, le relèvement des salaires (SMIC à 1.000 F par mois), la disparition des dures cadences de travail (travail à la chaîne, salaire au rendement). Les *salariés* (cadres compris), n'ont pas dans la Nation, la place qui leur est due.

La promotion de la femme exige le respect du principe « à travail égal salaire égal ».

J'ai dénoncé les pensions de misère (aucune retraite ne devrait être inférieure à 75.000 A.F. par mois), demandé la revalorisation de la retraite des *anciens combattants*, la retraite à 60 ans des anciens P.G. la reconnaissance du titre d'ancien combattant aux A.C. d'Algérie.

Dans la discussion du budget des affaires sociales, j'ai chaque fois plaidé la cause des travailleuses familiales et des aides familiales rurales, celle des veuves, des parents d'enfants handicapés, des mutilés du travail et de nos « anciens » en faveur desquels j'ai rédigé la « *Charte du troisième âge* » qui leur assurera une vieillesse entourée de soins et de respect.

Sur le plan de l'arrondissement, je suis intervenu sans cesse pour améliorer les conditions de son expansion, en réclamant toujours plus de crédits et de subventions pour le logement, les routes, les adductions d'eau, les équipements scolaires, sportifs, hospitaliers etc.

Les fonctions que j'ai occupées m'ouvrent beaucoup de portes dans les ministères et innombrables sont les démarches et les interventions que j'ai faites auprès de l'Administration.

Je ne dis plus que le Charollais est le Far West ! D'ailleurs M. le Préfet Taulelle écrivait à ce sujet dans la revue n° 2 « Entre Saône et Loire » : « Non, il n'y a dans le département ni Far West Charollais ni Bresse oubliée comme le disent parfois certains de nos amis avec malice ou habileté sans croire eux-mêmes à leurs propos ! »

Certes, tout n'est pas parfait et, sans aligner de mirobolantes promesses électorales auxquelles personne ne croit, nos efforts ne se relâcheront pas pour avoir dans *notre Charollais* plus de logements, plus d'emplois, plus d'équipements collectifs.

Je continuerai à me battre comme je le fais depuis dix ans pour l'avenir de notre arrondissement (que ses responsables, conseillers généraux, maires, présidents de syndicat d'eau d'électrification, d'organisations socio-professionnelles,) etc.), n'ont pas découvert à la veille des élections ! et pour lequel le comité d'études et d'action pour le développement du Charollais, dont je suis le Président-fondateur, œuvre efficacement au sein de ses commissions et de ses groupes de travail.

Enfin sur le plan des personnes, mes compatriotes savent que je suis à leur disposition pour les aider dans leurs difficultés quotidiennes, dans leurs soucis, dans leurs peines ; ils savent que ma porte leur est grande ouverte.

Puis-je dire qu'en dix ans j'ai reçu 50.000 lettres et que 15.000 personnes sont venues me voir à ma permanence hebdomadaire d'Anzy-le-Duc !

Le député doit se considérer comme l'intercesseur tout désigné entre les citoyens et l'administration, comme le défenseur naturel de toutes celles et de tous ceux pour lesquels la vie de tous les jours est difficile, qui ont besoin d'être aidés, secourus, protégés, qui sont désarmés devant la machine administrative, qui sont frappé par l'adversité, qui sont victimes de l'injustice.

C'est là une des missions, et non des moindres, de votre représentant au Parlement et je crois l'avoir bien remplie.

C'est *l'injustice* qu'il faut combattre partout et toujours. *L'inégalité dans la répartition « des fruits de l'expansion » n'a jamais été aussi grande.*

La société dite d'abondance donne beaucoup à quelques-uns et très peu au plus grand nombre, trop de superflu pour certains, quand tant d'autres n'ont même pas le nécessaire !

Nous sommes gouvernés par des technocrates au cœur sec, au langage glacé, pleins de suffisance et qui méprisent les réalités du quotidien, les humbles choses de la vie, la peine des hommes et qui nous préparent un monde inhumain, celui de la jungle où ceux que le langage populaire appellent les « petits » seront impitoyablement écrasés.

Le programme commun de la gauche n'est pas un catalogue électoral mais un programme de gouvernement pour « changer la vie », et y apporter, dans tous les domaines, plus de moralité.

Il n'a pas la prétention de le faire par un simple coup de baguette magique, mais il propose des objectifs précis, et il définit les moyens de les atteindre sans démagogie.

Les réformes de structure ne toucheront aucune entreprise petite ou moyenne, qu'elle soit artisanale, commerciale ou agricole. 80 % de notre appareil de production et d'échange resteront dans le secteur privé.

Ce programme, auquel les radicaux de gauche défenseurs, depuis toujours, des *classes moyennes* ont adhéré en y soulignant leur attachement traditionnel et sans équivoque *au respect des libertés publiques* et de la souveraineté du peuple exprimée par le suffrage universel, apporte une réponse positive à tant de questions que se posent les Françaises et les Français et en particulier la *jeunesse* notre avenir : ils y voient une grande espérance.

Nous avons la ferme conviction qu'il s'agit là, en effet, d'un grand élan social que permettent les progrès techniques de production et qu'appellent aussi bien le cœur que la raison.

Le Gouvernement, l'U.D.R. et ses alliés, asservis aux détenteurs des privilèges, discrédités par la corruption et les scandales qui démontrent la collusion des hommes au pouvoir et de l'argent, n'ont plus la confiance du Pays qu'ils ont trompé, oubliant qu'une société n'est stable que si elle est juste.

Notre combat est le vôtre. Il n'est pas utopique car il répond à la vocation traditionnelle et généreuse de la France et aux aspirations profondes de notre peuple.

C'est le combat contre l'injustice !

PAUL DURAFFOUR

Maître des requêtes au Conseil d'Etat
Conseiller général
Maire d'Anzy-le-Duc
Député sortant
Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS LACHARME

Directeur d'école
Conseiller général
Maire de Vérosvres

2e *CIRCULAIRE*

Je remercie du fond du cœur les 26.725 électrices et électeurs qui m'ont permis, ainsi qu'à François Lacharme, d'obtenir un pourcentage de voix que je n'avais jamais encore atteint (il m'a manqué 930 voix pour être élu au premier tour), malgré la campagne acharnée du candidat U.D.R. et de son suppléant (que je bats à la majorité absolue par 662 voix contre 390 dans la ville dont il est le maire).

Cette nouvelle preuve de confiance, que vous me donnez pour la quatrième fois, me touche profondément.

Dimanche prochain, cette confiance, élargie, me permettra, dans l'exercice renouvelé de mon mandat de député, de pousuivre la lourde tâche à laquelle je me suis consacré :

Aider mes compatriotes dans leurs difficultés quotidiennes.
Travailler sans relâche à la prospérité de notre Charollais.
Mener de toutes mes forces le combat contre l'injustice dans la liberté.

PAUL DURAFFOUR

Maître des requêtes au Conseil d'Etat
Conseiller général
Maire d'Anzy-le-Duc
Député sortant
Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945

Radical de gauche

Remplaçant éventuel :

FRANÇOIS LACHARME

Directeur d'école
Conseiller général
Maire de Vérosvres

Parti socialiste

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Autun, Couches, le Creusot, Epinac-les-Mines, Issy-l'Evêque, Lucenay-l'Evêque, Mesvres, Montcenis, Saint-Léger-sous-Beuvray.

M. Henri LACAGNE

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

1968-1973 : cinq années de législature.

Juin 1968 : Une nouvelle Assemblée Nationale est élue après les événements de mai. La situation est alors difficile : la fuite des capitaux met le franc en danger, les réserves monétaires diminuent considérablement et à l'intérieur le calme social se rétabli lentement.

Pendant les cinq années qui suivent, la France va connaître de profondes modifications dans sa vie politique, dans son activité économique et dans ses relations sociales. La vie quotidienne des Français est en plein changement.

Durant la législature qui s'achève, une œuvre considérable a été réalisée dans tous les domaines, concrétisée par des résultats que seul un observateur de mauvaise foi peut contester.

— pays indépendant et ouvert au dialogue dans une Europe élargie ;
— croissance économique continue et équilibrée ;
— équipements dignes d'une grande nation ;

— développement scientifique et technique au service de tous ;
— effort continu en faveur de l'agriculture pour faire de celle-ci une des richesses vives de la France ;
— soutien à l'évolution nécessaire du commerce, de l'artisanat et des petites entreprises ;
— budget en équilibre et monnaie respectée ;
— niveau de vie, sécurité et dignité de l'emploi pour tous les travailleurs, en amélioration constante ;
— promotion de la femme dans la société moderne ;
— effort accru de solidarité nationale pour une meilleure justice sociale, en particulier pour les catégories les plus défavorisées ;
— développement intensif de l'équipement sanitaire et humanisation du cadre hospitalier ;
— mise en place d'un enseignement rénové et accélération de la réalisation du programme de construction scolaire ;
— effort sans précédent en ce qui concerne le nombre des logements construits en France ;
— développement des équipements pour la culture, le sport et les loisirs ;
— protection de l'environnement.

En 1973 : La France a encore de nombreux objectifs à atteindre. Son adaptation au progrès scientifique et technique dans le cadre de la concurrence internationale doit se continuer sans heurt et dans la justice sociale.

A l'extérieure, les spécialistes étrangers parlent volontiers du « miracle économique français ». Le visage traditionnel de la France a changé. Le pays a rejoint ou dépassé ses voisins qui l'avaient devancé sur le chemin de l'industrialisation.

A l'intérieur, le bond en avant de la production s'est accompagné d'une réforme sociale sans précédent. De nouvelles lois et des rapports sociaux réglés dans le cadre d'une politique contractuelle mettent en place les éléments d'une société de progrès, de dialogue et de participation...

Nos objectifs pour 1973-1978 :

— Poursuite de l'expansion économique qui seule peut garantir le plein emploi et l'accroissement du niveau de vie ;
— Pour les salariés, développement de l'actionnariat, généralisation de la mensualisation et de l'intéressement ;
— Augmentation des bas salaires ;
— Doublement des retraites minimales et extension de l'aide à domicile des personnes âgées ;
— Avancement progressif de l'âge de la retraite (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes) avec la garantie de ressources suffisantes ;
— Réforme et simplification des formalités administratives ;
— Organisation évolutive du commerce et aide sociale aux commerçants et artisans ;
— Développement et modernisation de l'économie agricole. — Justes prix des produits agricoles. — Octroi de prêts à long terme et taux réduits pour les jeunes agriculteurs ;
— Effort particulier pour les écoles maternelles. — Gratuité des fournitures scolaires ;
— Construction d'au moins 500.000 logements par an ;
— Droit de vote à 19 ans ;
— Développement des liaisons routières et ferroviaires (route Arnay-le-Duc-Autun-Le Creuset. — Turbotrain Paris-Lyon desservant notre région).

Notre programme d'action pour la prochaine législature ne saurait trouver place dans ce cadre restreint où il est partiellement présenté.

Beaucoup reste à faire, mais tout est possible dès lors qu'une certaine continuité est sauvegardée.

Cette continuité dans l'ordre et la prospérité peut assurer, pour l'avenir, l'accroissement de l'aisance individuelle des Français, celle-ci allant de pair avec le développement de la richesse nationale.

Electrices, électeurs, éloignez-vous des mirages. Soyez réalistes et de bon sens en face de candidats réalistes et de bon sens.

Pas d'abstention ! Votez dès le 4 mars.

Votez :

HENRI LACAGNE

Remplaçant éventuel :

PHILIBERT DEMEUSOIS

Union des républicains de progrès

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous vous remercions bien vivement pour votre vote massif du 4 mars.

Pensez à vos libertés, lorsque vous voterez le 11 mars.

Le choix maintenant est clair : que vous soyez salariés, cultivateurs, commerçants, retraités ou que vous exerciez une profession libérale, deux options vous sont offertes :

— *ou bien vous votez communiste* et vous choisissez l'aventure qui stoppera définitivement l'essor économique de la France et le progrès social équilibré et sûr que nous connaissons ;

— *ou bien vous votez* pour ceux qui vous *proposent le progrès dans l'ordre* et la justice, pour ceux qui vous ont donné la preuve de leur compétence, de leur dévouement et de leur probité.

Avec la coalition socialo-communiste, vous voteriez pour la contrainte, le travail dans le désordre et la discrimination des classes sociales, c'est-à-dire, en définitive, la division entre les Français. Ne tentez pas cette aventure !

Avec l'Union des républicains de progrès, vous votez pour la liberté et le travail dans l'ordre et la sécurité.

Pas d'abstention ! De cette élection découle l'avenir de notre pays.

Votez toutes et tous le 11 mars pour :

HENRI LACAGNE

Remplaçant éventuel :

PHILIBERT DEMEUSOIS

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Buxy, Chagny, Châlons-sur-Saône-Sud, Givry, Montceau-les-Mines, Montchanin, Mont-Saint-Vincent, Sennecey-le-Grand.

M. André JARROT

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Le 4 mars prochain, il vous appartiendra de choisir le candidat que vous désirez voir siéger à l'Assemblée Nationale pour défendre les intérêts de la France en même temps que vos intérêts personnels et ceux de votre région.

Depuis quatorze ans, j'ai fait partie d'une majorité qui a soutenu l'action du Gouvernement de la Ve République et aidé le général de Gaulle et Georges Pompidou à redonner à la France la stabilité, la paix et le prestige qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Notre pays n'est plus « l'homme malade de l'Europe » obligé chaque matin d'aller mendier à l'étranger. Depuis quatre ans, la croissance de l'économie française a été la plus forte d'Europe.

C'est cette croissance qui a permis d'éviter le chômage et de supprimer le déficit chronique de nos finances. C'est cette croissance qui a permis d'être compétitif sur les marchés extérieurs, ce qui est capital quand on sait que plus d'un travailleur sur trois de notre industrie dépend de nos exportations. C'est cette croissance qui a permis d'élever le niveau de vie des Français. C'est aussi cette croissance qui a permis à l'économie française et au gouvernement de faire face dans l'intérêt de la France et de l'Europe lors de la dernière crise du dollar.

Ces résultats qui ont été difficiles à obtenir doivent être préservés. Le bouleversement des structures de l'économie française proposé par le programme commun brisera notre élan et posera dans un délai très court, le problème du chômage et du déficit extérieur ; c'est dire que notre objectif qui est de porter progressivement le niveau de vie des Français au plus haut niveau européen sera irrémédiablement compromis.

Le miracle économique français est vrai et le monde entier le constate. Nous devons donc continuer dans la voie entreprise, savoir dire : « non aux illusions, mais oui à l'espoir ». Nous avons déjà fait beaucoup, nous avons encore beaucoup à faire pour notre pays, pour notre circonscription. Si vous le voulez, nous le ferons ensemble dans le calme, dans la stabilité, mais aussi dans le renouvellement des idées pour le bien de tous.

Afin que vous soyez tous informés, vous avez reçu personnellement, un journal qui vous permet dans la quiétude de votre foyer de connaître l'action que j'ai menée à l'échelon national et à l'échelon européen. Sur le plan de la circonscription, où tout le monde me connaît, j'ai la fierté d'avoir tenu mes engagements. L'époque n'est plus aux déclarations grandiloquentes. Par delà les querelles de partis, ce sont les hommes que vous avez à juger à leurs qualités d'honnêteté, de dévouement, de compétence, d'efficacité dont ils ont pu faire preuve avant de postuler à la lourde mais passionnante mission de continuer à représenter leurs concitoyens. Au moment où les candidats de passage sont amenés à multiplier les promesses démagogiques et où se déchaîne une propagande tapageuse et haîneuse, je vous demande très simplement d'apprécier l'action que j'ai depuis longtemps engagée, en en constatant les résultats obtenus.

Ces derniers ne sont que le fruit d'un contact permanent entre moi-même et les électeurs, qu'il s'agisse des manifestations locales ou des permanences assurées tant à Montceau qu'à Chalon par des équipes dévouées.

Entre 1968 et 1973 j'ai signé 65.000 lettres pour répondre aux sollicitations individuelles et à celles des collectivités. Cela représente environ une lettre à chaque électeur.

Comment connaître les aspirations d'un peuple sans être toujours en contact avec lui.

Sur le plan du bassin minier et des communes associées dans la circonscription au sein de la communauté urbaine (Montchanin et son canton) l'essor de cette entité de 110.000 habitants est maintenant assuré. Ce progrès incontestable placera les cantons limitrophes en position plus favorable et assurera leur développement.

Notre région manque de bras, la politique du logement qui est vigoureusement poursuivie permettra d'accueillir la main-d'œuvre indispensable.

Il en est de même de la région chalonnaise et de la vallée de la Saône situées dans ma circonscription qui connaissent aussi une croissance économique très marquée. Entre ces deux pôles, les zones rurales qui ont bénéficié ces dernières années, après la mise en place des deux lois d'orientation agricole, d'un accroissement des aides de l'Etat, sont elles aussi, grâce au Marché commun et une protection sociale accrue dans une situation économique en expansion.

Pour faciliter encore le travail et la qualité de la vie à la campagne, malgré un effort déjà soutenu depuis quatorze ans, l'accent sera mis sur les programmes : d'eau potable, d'assainissement, d'électrification et de téléphone ; sans oublier les routes.

Je lutterai pour que la législature prochaine apporte ces équipements au monde rural.

Le journal « Progresser » que j'ai adressé individuellement à chaque électrice et électeur vous fait part à la fois des réalisations et des objectifs à atteindre. *Seule* la majorité, elle l'a suffisamment prouvé, est en mesure de sauvegarder ce qui est acquis, comme elle est capable de poursuivre dans l'ordre et la liberté le grand mouvement des réformes encore nécessaire pour donner plus de bonheur aux Français.

Vous savez ce que vous avez ; beaucoup d'efforts et de persévérance ont été nécessaires pour l'obtenir. Des charlatans proposent de tout brader, y compris le fruit du travail des générations antérieurs. Vous ne pouvez accepter.

Pour rester des hommes libres, dans une France que le monde entier reconnaît prospère, pour vivre et penser selon vos traditions démocratiques, unissez-vous, comme en 1968, pour défendre notre République contre une coalition de circonstance qui n'a d'autre but que de vous tromper et de satisfaire la soif du pouvoir de ses dirigeants.

Face au totalitarisme destructeur, le 4 mars vous n'oublierez pas que notre pays n'a jamais été grand et prospère que dans l'ordre et l'union de nos enfants.

Le 4 mars, vous déposerez en masse dans les urnes de la République le bulletin de la liberté.

Dès le premier tour, sans abstention, vous voterez pour les candidats de l'Union des républicains de progrès.

NE PERDONS PAS LA TÊTE, par Jean Braillon.

1968, les rues de Paris sont aux mains des groupes gauchistes. Les communistes, effrayés de se voir débordés à l'extrême extrême gauche, embrayent et lancent les grèves et occupations d'usines.

Les leaders socialistes suivent mollement, donnent des preuves de bonne volonté, sans plus. Ils attendent de voir de quel côté le vent va tourner.

Les « bons bourgeois » s'émeuvent. Il faut croire qu'ils sont nombreux puisque, rien qu'à Paris, on en trouve un million sur les Champs-Elysées et, en juin, ils élisent ceux qui sont garants de l'ordre et de la liberté. Le coup de force a fait long feu. C'était pourtant bien parti. Tant pis, raté, un coup pour rien. Il fallait changer de tactique, il fallait à tout pris rassurer. Cinq ans ne seraient pas de trop pour faire oublier.

Les consignes sont alors données. Pas de grands coups de matraque sur le Gouvernement. Juste des coups d'épingles et pas trop profonds, sinon, les braves gens qui en ont marre de marcher à pied et de s'éclairer à la bougie se fâchent. Doucement ! Doucement ! L'ennui, c'est que pendant ce temps-là la majorité fait du boulot et vous fauche sous les pieds, les unes après les autres, les occasions de mécontentement qu'on pourrait exploiter.

Rien de vraiment consistant à se mettre sous la dent, le bâtiment va et quand le bâtiment va, tout va ! C'est à désespérer.

1972, un petit fûté à une idée. Le programme commun - Eureka ! le voilà le piège à gogos rêvé ! Et tout le monde de préparer le colis - Peu importe ce qu'il y a dedans pourvu que l'emballage soit alléchant, même s'il a déjà servi.

Un beau paquet, en vérité, bien enveloppé de belles formules creuses avec de jolis rubans de promesses rassurantes. Pas socialiste et pas non plus communiste, le cadeau. Vous verrez votre surprise quand vous l'ouvrirez !

Eh ! Bien, devinez ce qu'il y a dans ce bon gros paquet ! Deux coucous, un peu à l'étroit pour le moment au milieu de leur fatras de baguettes magiques et de paquets de poudre de perlimpinpin, mais pas pour longtemps. Le temps à la crédulité des électurs, du moins le croient-ils fermement, de leur permettre de s'emparer du nid de la majorité et des réserves accumulées par Valéry l'Ecureuil.

Heureusement, les Français ne sont pas des enfants dans les langes qu'on endort avec de belles histoires.

Les pères fouettard de 1968 ne les ont intimidés, les Pères Noëls de 1973 ne les posséderont pas.

P.S. — Monsieur Faivre, candidat du Parti communiste se permet dans sa presse personnelle de m'attaquer sur ma position vis-à-vis des Anciens combattants et Victimes de guerre y compris les Anciens d'A.F.N. et les Anciens P.G.

Je rappelerai simplement à Monsieur Faivre qu'il est né en 1923, qu'il avait donc 20 ans en 1943, que je ne l'ai jamais rencontré dans l'armée de l'ombre, sur les chemins de l'honneur pour libérer le pays et tous ceux qui subissaient l'occupation et les bagnes nazies. C'est vrai qu'il n'était pas à ce moment-là membre du Parti communiste, pas plus que son seigneur et maîtres Georges Marchais qui dès le 12 décembre 1942 s'était embauché comme volontaire en Allemagne aux usines Messerschmitt, alors que la loi concernant le S.T.O. ne fut promulguée que le 17 février 1943 ! Sans commentaire.

Soyez persuadé, Monsieur Faivre, que j'ai beaucoup de respect pour les A.C.V.G. de toutes les générations 14-18, 39-45 et A.F.N. ; *mes derniers votes le prouvent.* J'entends rester fidèle à ma qualité d'Ancien combattant, membre de l'U.F.A.C. et veiller à ce que la *dette de la Nation ne soit jamais prescrite*, tant sur le plan matériel que sur le plan des valeurs morales envers tous ceux qui ont bien servi la liberté et leur patrie.

Votez :

ANDRÉ JARROT

Maire de Montceaux-les-Mines
Président de la Compagnie Urbaine Le Creusot, Montceau-les-Mines
Conseiller général de Châlon-Sud
Officier de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

JEAN BRAILLON

Conseiller général
Maire de Boyer
Agriculteur

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaurepaire, Châlon-sur-Saône-Nord, Louhans, Montret, Pierre, Saint-Germain-du-Bois, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Martin-en-Bresse, Verdun-sur-le-Doubs.

M. Pierre JOXE

(Candidat de l'Union de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Voter socialiste, dès le premier tour, c'est choisir la justice et l'espérance.

Nous vous écrivons cette lettre aujourd'hui, pour vous demander de voter pour la justice : il y a dans notre pays 2 millions et demi de personnes âgées qui n'ont pas plus de 12 F par jour pour vivre. Il y a des centaines de milliers de salariés qui n'ont pas 1.000 F par mois.

Et les prix montent. Mais pour les gros revenus, le système de « l'avoir fiscal » permet d'échapper à l'impôt. Est-ce juste ?

Pour vous qui lisez ces lignes, comme toutes les Françaises et tous les Français, les élections législatives de mars posent une question bien simple :

Voulez-vous que cela continue comme par le passé ? Non, vous voulez un changement, moins d'inégalités, plus de justice.

C'est possible. Grâce à l'union de la gauche enfin réalisée, l'espérance du peuple se relève. Le changement, dans le calme, dans le respect de la constitution, est possible.

Le moment est arrivée d'oublier les querelles subalternes pour aller à l'essentiel ; rassembler les courants divers de l'opposition républicaine autour de l'union de la gauche. Ne laissons pas passer la chance qui s'offre. La victoire est à notre portée. Pas la victoire d'un parti ou d'un homme. Celle de tous. La vôtre.

Votez socialiste, dès le premier tour, votez pour l'égalité, la sécurité.

Que proposent les socialistes ?

Changer la vie :

700.000 logements seront construits par an dont les 3/4 seront des logements sociaux de qualité.

La protection de la nature sera organisée de façon concrète avec des moyens importants. C'est vital.

Les femmes sont citoyennes à part entière : égalité des salaires masculins et féminins. Droit à la contraception, remboursement intégral du congé maternité.

Garantie d'emploi pour les jeunes pour une meilleure orientation professionnelle. Service militaire ramené à six mois.

Conditions de travail : limiter les cadences, aménager les horaires, limiter le temps de présence aux postes les plus durs et dangereux et limiter le travail de nuit tels sont nos objectifs.

La sécurité du travail sera améliorée avec la participation des travailleurs.

La santé :

La santé : mieux vaut prévenir que guérir. L'effort principal portera sur les moyens de détection et de prévention de la maladie.

La Sécurité sociale : le premier pas vers la gratuité progressive des soins sera la prise en charge à 100 % des dépenses d'hospitalisation et des cas graves et coûteux. Des mesures particulières seront prises pour les plus défavorisés. La Sécurité sociale doit garantir un niveau de vie correct aux assurés privés des ressource de leur travail et à leur famille.

Egalité : agriculteurs, commerçants et artisans auront droit à un régime égalitaire pour les cotisations comme pour les prestations d'assurance-maladie et de retraites.

Vivre mieux :

Le salaire minimum sera porté à 1.000 F, c'est aujourd'hui indispensable. L'échelle mobile des salaires garantira le pouvoir d'achat.

La retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Retraite pas inférieure à 75 % du salaire des dix meilleures années et jamais inférieure à 1.000 F.

Des emplois pour tous : le plein emploi est possible en ouvrant le marché du travail aux jeunes et aux femmes.

Les 40 heures de travail par semaine de cinq jour sans diminution de salaire seront la règle.

L'agriculture :

Dans le système de soutien des prix actuellement en vigueur, les gros producteurs sont les seuls bénéficiaires.

Avec les socialistes :

L'exploitation familiale qui forme l'essentiel de l'agriculture française sera protégée et permettra une vie normale à ceux qui y travaillent.

Des prix garantis : c'est la condition d'une garantie des revenus pour l'exploitant familial, avec l'organisation des marchés.

L'élevage sera encouragé : c'est l'intérêt des agriculteurs comme des consommateurs.

Démocratie économique :

Le droit de grève sera garanti et les libertés syndicales étendues.

Plusieurs grands monopoles (chimie, banques...) seront nationalisés et gérés par une commission tripartite (salariés, direction, usagers) dans l'intérêt de l'économie nationale.

L'impôt sur le revenu sera démocratisé (nouveaux barèmes, suppression de l'avoir fiscal).

Le pouvoir des travailleurs sera affirmé par un nouveau statut des comités d'entreprise.

Commerce. — Artisanat :

Un plan général d'aide aux petits commerçants et artisans a été élaboré par le programme commun : la charge fiscale des petits commerçants et artisans sera allégée, l'assiette de l'impôt sur le revenu sera rapprochée de celle des salariés, et le régime de la T.V.A. au stade de détail allégé et simplifié. Les retraités bénéficieront de la même pension minimale que les autres travailleurs.

Anciens combattants :

Le programme commun prévoit la revalorisation des pensions.

Les députés de gauche ont voté pour la retraite des anciens combattants à 60 ans.

L'école pour tous :

L'école pour tous : l'enseignement de classe de l'école capitaliste fera place à un enseignement démocratique donnant à tous des chances égales.

Les bourses seront attribuées démocratiquement.

Le droit à la formation permanente sera garanti à tout travailleur. La rupture entre l'école et la vie professionnelle sera abolie.

La France et le monde :

Paix : par la coopération européenne et le désarmement, les socialistes luttent pour la paix.

Coopération : les relations de coopération et d'aide au développement seront fondées sur le soutien économique et politique des peuples en lutte pour leur indépendance.

Votez socialiste.

Votez :

PIERRE JOXE

Conseiller à la Cour des comptes
Secrétaire national du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CAMUS

Conseiller général
Maire-adjoint de Pierre-de-Bresse

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci pour votre confiance.

Dès le premier tour vous avez été nombreux à voter pour la justice et l'espérance en votant pour la gauche et son programme en Bresse et à Chalon.

Mais dimanche prochain, pour vous tous et vous toutes, le choix sera encore plus simple.

Le libre choix du peuple a placé le candidat socialiste en tête de tous les candidats. Cette marque de confiance me donne une nouvelle responsabilité : rassembler les voix de tous les hommes et de toutes les femmes qui souhaitent le changement dans le calme.

Socialistes, radicaux, communistes, mais aussi vous toutes et vous tous, républicains et démocrates sincèrement attachés au progrès et à la liberté, si vous le voulez. Chalon et la Bresse auront pour député un homme qui veut rester à leur disposition

Si vous le voulez, je me consacrerai entièrement au mandat que vous m'aurez confié pour servir notre pays et notre région, en sachant vous rencontrer, vous écouter, vous informer.

Votez pour le candidat unique de la gauche qui s'adresse, au nom du Parti socialiste, à tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté.

PIERRE JOXE

Conseiller à la Cour des comptes
Secrétaire national du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ CAMUS

Conseiller général
Maire-adjoint de Pierre-de-Bresse

Un appel du Parti radical, du Parti communiste français et du Parti socialiste :

La Fédération de Saône-et-Loire du Parti radical socialiste appelle tous les électeurs et les électrices qui lui font confiance, tous les républicains attachés aux idées de justice, de liberté et de progrès à voter massivement, au deuxième tour, pour M. Pierre Joxe, candidat de gauche placé en tête au premier tour par le corps électoral.

Georges Rebillard, candidat du Parti communiste français, conformément aux accords passés, se désiste en faveur de Pierre Joxe, candidat de gauche le mieux placé. Le Parti communiste français appelle tous les électeurs, toutes les électrices à regrouper tous les suffrages sur le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Le Parti socialiste a lancé le même appel. Dans un souci de large union, il s'adresse à tous les électeurs et toutes les électrices : « Assurez le succès du candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates : Pierre Joxe ».

Un appel de Roger Lagrange.

Avant ce premier tour on entendait beaucoup dire que si j'avais été moi-même candidat, j'aurais été certainement élu. Alors, j'ai lancé un appel à tous : « Faites le transfert des voix, assurez le succès de Pierre Joxe ».

Pierre Joxe est à présent en tête de tous les candidats. C'est un brillant succès. Il doit être confirmé dimanche prochain.

Je lance donc un nouvel appel : « Au deuxième tour que toutes les voix des démocrates se rassemblent pour assurer l'élection de Pierre Joxe ».

Roger LAGRANGE
Maire de Châlon
Conseiller général
Ancien sénateur
Ancien député

Votez :

PIERRE JOXE

SARTHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ballon, Beaumont-sur-Sarthe, Conlie, le Mans-I, Sillé-le-Guilaume.

M. Gérard CHASSEGUET
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 4 mars prochain, vous êtes appelés à voter. Vous devez voter.
Jamais, votre choix n'aura été aussi lourd de conséquences pour vous-mêmes et pour l'avenir de vos enfants.

C'est, en effet, tout simplement à un arbitrage, sans appel, entre deux conceptions de la vie que vous procèderez.

— l'une libérale, avec certes ses imperfections toujours corrigibles où la liberté, le respect de la personne humaine, l'initiative, la propriété et l'ordre ont droit de cité ;
— l'autre collectiviste et totalitaire où l'homme libre n'a pas sa place.

Je me présente investi par les trois formations de la majorité.

Elles peuvent avancer un bilan largement positif :

— l'augmentation du S.M.I.C. ; 1959 : 1,46 F ; 1973 : 4,75 F.
— la généralisation des contrats de progrès librement débattus entre employeurs et salariés ;
— l'adoption de mesures en faveur des familles, des personnes du troisième âge, de l'enfance inadaptée, des handicapés et des orphelins. La France est dans ce domaine à l'avant-garde des pays européens ;
— l'intervention d'une première série de dispositions pour les agriculteurs, les commerçants et les artisans ;
— l'effort exceptionnel fait au bénéfice des jeunes. Le budget de l'éducation nationale a été multiplié par 9 depuis 1958 alors que le budget total de l'Etat ne l'était que par 5 ;
— l'accélération des équipements : en 1972, 500.000 logements ont été construits en France. Au cours des cinq dernières années, la réalisation de 23.160 logements dans la Sarthe a permis de donner un foyer à 100.000 personnes ;
— De 1968 à 1972, six milliards et demi d'anciens francs ont été consacrés aux adductions d'eau et deux milliards deux cent trente millions d'anciens francs à l'assainissement des communes rurales de notre département ;
— De 1968 à 1972, le nombre de kilomètres d'autoroute est passé de 500 à 2.000.

Ces réalisations ne sont pas limitatives. — Elles seront amplifiées. Les responsabilités déjà assumées et ce bilan sans précédent nous autorisent à parler de l'avenir.

L'avenir est dans une expansion économique continue et dans un partage toujours plus équitable de ses fruits.

Elu, je consacrerai tous mes efforts pour que la Sarthe en reçoive sa juste part.

— L'avenir est dans la concertation et le dialogue à tous les échelons.

Je tiendrai des permanences dans chaque chef-lieu de canton et dans chaque commune à tour de rôle une fois par mois ainsi qu'au Mans où chacun pourra me rencontrer.

L'avenir est dans la décentralisation.

Il faut rapprocher les centres de décisions des citoyens. L'administration doit être plus humaine et au service de tous. Les collectivités locales doivent avoir les moyens de leur politique.

— L'avenir est dans le rattachement de la Sarthe à une région administrative cohérente et logique.

C'est en tenant compte de son rôle de carrefour routier qui aura la même influence bénéfique que celui du chemin de fer au siècle dernier, qu'il faudra trouver une solution à ce problème.

— L'avenir est dans l'industrialisation et le plein emploi.

Chaque fois que l'industrie crée un emploi, elle contribue à en créer au moins deux autres, dans le commerce et les services. Dans ce domaine, la Sarthe et la ville du Mans ont leur rôle à jouer.

Il faut ensemble, avec les municipalités, le Conseil général, les chambres de commerce, des métiers, d'agriculture, le comité d'expansion, les autorités publiques et privées et tous les Sarthois, œuvrer pour améliorer l'image de marque de notre département et pour le rendre capable d'attirer les industries en expansion.

Personnellement, j'ai déjà obtenu l'assurance d'une implantation industrielle à Sille-le-Guillaume et d'un institut d'études et de recherches important auprès du centre universitaire du Mans.

— L'avenir est dans la formation de la jeunesse.

Le tiers de la population a moins de 20 ans. C'est dire l'importance de la tâche à accomplir. Il est indispensable qu'elle soit réalisée dans le sens de l'intérêt général.

Je m'attacherai à ce que tous les jeunes soient assurés d'un emploi conforme à leurs aspirations et que le centre universitaire du Mans devienne une université à part entière.

Sur le plan scolaire, comme je l'ai déjà obtenu pour Sille-le-Guillaume, le C.E.S. de Sainte-Jamme sera pris en charge par l'Etat dès la rentrée prochaine. Je m'emploierai à obtenir que ceux de Conlie et de Ballon soient construits « en dur » à bref délai.

— L'avenir est dans l'accélération de l'effort en matière d'équipements collectifs.

La construction des prolongements de l'autoroute A 11 doit être entreprise sans délai vers Nantes et Rennes. La R.N. 138 et la R.N. 823 sont à moderniser rapidement.

L'accent doit être mis sur l'alimentation en eau des écarts et la poursuite des travaux d'assainissement dans les bourgs.

Le téléphone doit être le complément indispensable de l'équipement des villes et des campagnes.

— L'avenir est dans une amélioration constante du niveau de vie, du pouvoir d'achat et des conditions de travail.

— L'avenir est dans l'égalité des responsabilités et des rétributions pour les femmes et dans la prise en considération de leurs obligations de mère de famille.

— L'avenir est aussi et surtout dans la recherche d'une certaine qualité de la vie.

Il faut préserver et mettre en valeur l'environnement exceptionnel de notre département.

Il faut permettre d'accéder à la propriété. Construire davantage n'est pas suffisant, il est indispensable de construire mieux et de donner une plus large place à la maison individuelle.

— L'avenir n'est pas une fin en soi. Elle n'est que le moyen de réduire les inégalités sociales.

Les plus défavorisés doivent être servis par priorité.

Je tiens à obtenir rapidement :

— une revalorisation réelle des pensions de vieillesse ;
— une véritable loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ;
— une généralisation à tous les Français du système de la sécurité sociale ;
— l'adoption immédiate de mesures en faveur des anciens combattants.

Profondément attaché au département de la Sarthe où je suis né, où j'ai fait toutes mes études, où vit ma famille, je suis fermement résolu à me battre avec le concours de tous pour la réalisation de ces objectifs.

Mon expérience des problèmes humains et administratifs, les responsabilités que j'ai assumées jusqu'à l'ouverture de la campagne électorale auprès du Président de la République sont la garantie d'une efficacité et d'une compétence indispensables dans cette circonscription.

Pour vous-mêmes, pour l'avenir de vos enfants, pour la Sarthe.

Votez et faites voter :

GÉRARD CHASSEGUET

Remplaçant éventuel :

JEAN-MARIE PRAT

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je tiens tout d'abord à remercier très sincèrement les 15.992 électrices et électeurs qui, en m'apportant leur confiance ainsi qu'à mon suppléant Jean-Marie Prat, m'ont placé très largement en tête de tous les candidats au premier tour de scrutin.

Mais attention ! Le péril demeure !...

Il est plus grave que jamais...
Le danger collectiviste est à nos portes.

Que chacun se sente mobilisé !

Les partisans de l'asservissement de l'homme qui confondent volontairement dans l'intention de duper les électeurs : gauche et social, ordre et étatisme, égalité et nivellement par le bas, fraternité et parti ou syndicat unique, jouent les bons apôtres.

Ils se montrent à la fois :

— Nationalistes, européens, internationalistes.
— Partisans de l'ordre et anarchistes.
— Autogestionnaires et libéraux.

— Partisans de la propriété foncière individuelle, mais aussi des offices fonciers cantonaux.
— Partisans du libre commerce et de l'artisanat, mais aussi de la nationalisation de toute entreprise privée.

Aucune contradiction ne les gêne !!!

Gadgets et hauts-parleurs fleurissent, à l'américaine, sur les places et les marchés de nos villages pour gagner des voix.

C'est leur manière, à eux, d'être efficaces dans la circonscription.

Electrices, électeurs ne vous laissez pas abuser.

La présente campagne électorale pourrait bien être la dernière, vraiment républicaine et démocratique. N'oubliez jamais l'expérience malheureuse des pays socialistes de l'Est dont certains n'ont pas atteint encore, et ne retrouveront peut-être jamais leur niveau de vie d'avant-guerre. Ils sont au régime du parti unique. Les adversaires sont : ou morts, ou en prison, ou dans un hôpital psychiatrique.

Du socialisme à la manière de Jaurès, il ne reste là-bas que le nom, car rose, il a vécu ce que vivent les roses, l'espace d'un printemps... de Prague.

Soyons tous vigilants !

Dans la première circonscription les partis dits : de gauche, de l'Est, ou gauchistes ont rassemblé, toutes tendances réunies, 17.304 voix.

Il s'est porté sur mon nom 15.922 voix.

Mais 29.963 électrices et électeurs ont rejeté catégoriquement l'alliance socialo-communiste dès le premier tour.

Je fais appel à eux et à tous les vrais républicains de toutes tendances, épris de liberté, de dignité, de respect de la personne humaine pour faire triompher le 11 mars :

— La liberté, toutes les libertés.
— Le maintien de nos institutions et de l'ordre.
— La poursuite de la construction de l'Europe.
— La progression de notre essor économique.
— La justice sociale pour toutes les catégories de Français par une répartition plus équitable des richesses, une fiscalité plus juste et plus humaine, notamment les commerçants et les artisans.
— L'amélioration et l'accélération de tous les équipements collectifs urbains et ruraux.
— Le plein emploi pour nos jeunes par l'industrialisation, non seulement du Mans, mais aussi des centres ruraux.

Dans la tradition républicaine française, ni dogmatique, ni doctrinaire.

Ne vous abstenez pas !

Votez et faites voter :

GÉRARD CHASSEGUET

Remplaçant éventuel :

JEAN-MARIE PRAT

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouloire, le Grand-Lucé, le Mans-III, Montfort-le-Rotrou, Saint-Calais.

M. Jacques CHAUMONT

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Vous m'aviez confié, il y a cinq ans, l'honneur de vous représenter au Parlement et dans notre circonscription.

En dehors des dizaines de milliers d'interventions que mon suppléant, le Dr Jacques Renier et moi-même avons faites pour défendre vos droits et vos intérêts légitimes, les progrès des équipements publics dans chacun de nos six cantons sont évidents. Que ce soit en matière d'équipements scolaires ou sportifs, d'équipements routiers, d'adduction d'eau, de logements aidés, chaque commune a vu ses problèmes étudiés et, le plus souvent, résolus

Je continuerai cet effort en l'amplifiant :

— Dans la périphérie du Mans où les communes rurales doivent multiplier les équipements pour accueillir les milliers de ménages qui veulent faire construire et accéder à la propriété. Songer que, de 1968 à 1972, plus de 16.000 familles sarthoises ont fait construire. C'est dire que dans les années à venir, l'espace rural changera de visage et qu'il faut, dès à présent, s'y préparer.

— Dans les zones rurales où l'amélioration des infrastructures en matière de route et de téléphone est nécessaire à tout développement. Le réfection de la R.N. 23 sur toute la circonscription, les importants travaux menés sur la route de Saint-Calais témoignent de ce que nous avons fait.
Il nous reste à achever la réfection de la R.N. 138 entre La Fourche d'Auvours et Bouloire, à entreprendre, en liaison avec l'arrivée de l'autoroute A 11 les travaux indispensables entre Le Mans et Bonnetable, Saint-Calais et Vivraye, enfin à améliorer les liaisons avec Parigné-l'Evêque et Le Grand-Lucé.
Dans ces mêmes zones rurales, je m'attacherai tout particulièrement au lancement et à la réalisation du plan d'aménagement rural des Vallées de la Veuve et de l'Etangsort.

— Dans l'agglomération mancelle enfin, la population sait les efforts que la municipalité, à laquelle j'appartiens en tant que premier adjoint, a entrepris sous la conduite du Dr Jacques Maury, pour rattraper les retards accumulés et faire, du Mans, une véritable grande ville. Le contrat de plan signé en 1972 et le budget de la communauté que nous venons de voter, nous amènerons à réaliser, en 1973, pour plus de 8 milliards d'anciens francs d'équipements nouveaux.

C'est ainsi que vont être lancées :

— l'opération d'élargissement de l'avenue Jean-Jaurès,
— la construction des stations d'épuration de la Cité des Pins et d'Arnage,
— la réalisation de la déviation Auvours-Arnage,
— la construction de nouveaux équipements sportifs et scolaires.

Je pense avoir été, au sein de notre conseil municipal, un défenseur écouté de nos quartiers et avoir ainsi pu faire aboutir des projets auxquels était attachée la population. C'est cet effort que j'entends poursuivre et développer pendant les années à venir.

Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de problèmes sarthois, il s'agit de l'avenir de la France. Le scrutin du 4 mars est déterminant pour votre avenir et celui de vos enfants. Vous allez devoir choisir entre deux sociétés :

— la société libérale et humaniste ;
— la société totalitaire et matérialiste.

La grande tâche de notre époque est d'utiliser la croissance économique pour régler les vrais problèmes de la civilisation industrielle :

— la justice sociale et la redistribution des revenus ;
— l'aménagement du territoire ;
— le respect de la qualité de la vie ;
— la participation des travailleurs dans l'entreprise.

La volonté de changement anime tous les hommes politiques. Le problème est de savoir quels changements veulent les Français pour mieux vivre. Souhaitent-ils une France sans armées, sans classes moyennes, sans exploitations familiales, sans commerçants ni artisans et, inéluctablement conduite à quitter le Marché commun ?

Voilà où nous mènerait l'alliance socialo-communiste car, malgré la bonne volonté et l'idéal des socialistes, la machine implacable du Parti communiste ne peut mener qu'à un régime bureaucratique et totalitaire.

Regardez comment les communistes ont conquis le pouvoir dans les pays où ils règnent. Regardez ce qu'est la vie dans ces pays. Réfléchissez.

On dit : « les communistes ont changé ». M. Jarry, leur chef local et M. Manceau sont toujours à leur poste. Ils ont vieilli, mais ont-ils changé ?

S'ils changeaient, c'est qu'ils auraient renoncé à ce pourquoi ils se sont battus : au communisme.

— ou bien ils sont toujours communistes et ils militent pour son succès et celui de sa doctrine ;
— ou bien ils ne sont plus communistes et alors, qu'ils le disent.

Le communisme et la démocratie sont pourtant incompatibles : que les électeurs socialistes y réfléchissent !

Depuis cinq ans, le Gouvernement, soutenu par la majorité, à fait, de la France, une grande puissance économique, en paix avec tout le monde et où le niveau de vie des habitants a augmenté plus vite que dans tous les autres pays d'Europe.

La nouvelle législature doit être celle d'une meilleure répartition, entre les Français, de la prospérité que nous avons créée.

Nous avons établi la mensualisation des salaires, le S.M.I.C., la formation permanente, créé certaines formes de participation et d'intéressement. Nous avons doublé le montant du minimum vieillessse, créé de nouvelles allocations pour les orphelins et les handicapés, le logement des jeunes ménages et des personnes âgées.

Nous avons aussi consacré la place de la femme dans la société moderne avec la loi de 1970 sur l'autorité parentale, la loi de 1972 sur la filiation, la loi de 1972 sur le paiement des pensions alimentaires, la création de l'allocation d'orphelin servie également aux mères célibataires, les bonifications d'ancienneté d'une année par enfant pour la retraite, l'assimilation à la période d'activité professionnelle du temps passé au foyer pour élever les enfants en bas âge, la réforme de l'allocation de salaire unique, la loi de 1970 sur le travail à mi-temps dans la fonction publique.

Nous sommes les seuls qui pouvons réaliser, dans la liberté et la stabilité, de nouvelles transformations.

Dans les cinq années qui viennent, nous pouvons réaliser : un nouveau doublement des allocations vieillesse, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les

hommes et à 55 ans pour les femmes, la poursuite de l'augmentation du S.M.I.C. à un taux plus rapide que celui des salaire moyens, l'amélioration des conditions de travail, la réforme du droit de licenciement, le maintien d'une économie agricole prospère fondée sur la consolidation de l'entreprise familiale, déposer, voter et promulguer une loi d'orientation pour les artisans et commerçants, développer et adapter la formation des jeunes pour lesquels le droit de vote sera abaissé à 19 ans.

Une société plus juste, plus responsable, plus humaine suppose une France prospère. C'est pourquoi, il convient :

— de maintenir notre taux d'expansion ;
— de garder la priorité au plein emploi ;
— de poursuivre la construction de l'Europe ;
— d'accroître la décentralisation.

Pour la sauvegarde de notre liberté, pour la défense de vos intérêts, pour la justice sociale et l'amélioration de votre niveau de vie, vous voterez, dès le premier tour :

JACQUES CHAUMONT
Secrétaire des Affaires étrangères
Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique et de Sciences économiques
Député sortant
Premier adjoint au maire du Mans
Vice-Président de la Communauté urbaine du Mans.

Remplaçant éventuel :

JACQUES RENIER
Docteur en médecine
Conseiller municipal du Mans

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le 4 mars, 22.465 électrices et électeurs m'ont manifesté leur confiance et m'ont ainsi placé en tête des candidats qui sollicitaient vos suffrages.

Mon suppléant, le docteurs Jacques Renier, et moi-même les en remercions très sincèrement.

Dimanche prochain, le choix sera très simple, puisque, comme en 1967 et en 1968, vous aurez à choisir entre le candidat communiste et moi-même.

Comme en 1968, les excès d'une propagande mensongère, le dénigrement systématique de tout ce qui est entrepris, les attaques incessantes contre les personnes, les difficultés d'emplois que rencontrent au Mans les jeunes et les femmes en raison de l'exploitation de certains conflits par le P.C. qui décourage les implantations industrielles, expliquent que le Parti communiste qui avait eu, au premier tour de 1967 44,9 % des suffrages, qui en avait recueilli 40,5 % en 1968, n'en ait obtenu que 36 % le 4 mars.

12.419 électrices et électeurs ont apporté leurs suffrages soit au Parti socialiste, soit au Parti réformateur. Ils ont ainsi voulu manifester leur désir de voir apporter des réformes et des changements dans l'organisation de la société française.

Les vrais problèmes de la France et des pays du monde occidental sont, en 1973. ceux du respect de la qualité de la vie, de la redistribution des revenus, de la participation des travailleurs dans l'entrprise, de l'aménagement du territoire et de la justice fiscale et sociale.

Nous savons que notre société est imparfaite et que de constantes réformes peuvent, seules, nous permettre de progresser et de nous adapter aux besoins du monde moderne.

Nous savons que la France veut des changements et, comme par le passé, nous situerons notre action dans une perspective humaine et sociale mais nous pensons que les réformes indispensables doivent s'effectuer dans l'ordre, dans la paix et la liberté. Le véritable enjeu du 11 mars est de savoir si nous voulons vivre dans une société humaine, libre et de progrès ou dans une société collectiviste et totalitaire.

Pour atteindre nos objectifs sociaux et transformer notre société, nous refusons le risque terrible de perdre nos libertés fondamentales, de casser notre expansion, de renoncer à la construction de l'Europe à laquelle les réformateurs, les socialistes et nous-mêmes sommes profondément attachés.

Pour résoudre les problèmes de notre temps et de notre circonscription qui peut faire confiance à Robert Manceau dont la candidature sert de masque aux ambitions de M. Jarry, fonctionnaire de longue date du Parti communiste ?

Pendant cinq ans, vous avez pu juger l'action que nous avons menée quotidiennement pour régler le mieux possible vos problèmes, ceux de vos quartiers et de vos communes. Vous avez apprécié les résultats concrets que, dans de multiples occasions, nous avons obtenus, soit sur le plan local, soit sur le plan national.

Vous savez que, comme par le passé, nous resterons au service de tous et c'est pourquoi, face au danger communiste, vous voterez et ferez voter pour :

JACQUES CHAUMONT
Secrétaire des Affaires étrangères
Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'Economie politique et de Sciences économiques
Député sortant
Premier adjoint au maire du Mans
Vice-Président de la Communauté urbaine du Mans.

Remplaçant éventuel :

JACQUES RENIER
Docteur en médecine
Conseiller municipal du Mans

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Chartre-sur-le-Loir, Château-du-Loir, Ecommoy, la Flèche, le Lude, Malicorne-sur-Sarthe, Mayet, Pontvallain.

M. Raymond DRONNE
(Candidat républicain)
élu le 11 mars 1973
(App. R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je suis un homme entièrement libre. Je ne suis ni un inconditionnel de l'approbation, ni un inconditionnel de l'opposition. J'ai voté pour les projets que j'estimais bons ; j'ai voté contre ceux que je pensais être mauvais ; je me suis abstenu quand j'avais des doutes ; je n'ai pas voté les budgets, car je suis convaincu que l'argent des contribuables pourrait être mieux employé.

Je continuerai dans la même voie.

Je n'ai l'investiture d'aucun parti politique. Je bénéficie de soutiens et d'appuis nombreux, notamment de la part des réformateurs et du Centre démocrate et progrès. La majorité a décidé de ne pas m'opposer de candidat : parce qu'elle sait qu'elle ne peut pas faire élire un des siens dans la circonscription ; parce qu'elle préfère Dronne à un député de l'Union de la gauche. Mon honnêteté et mon intégrité sont reconnues par beaucoup, y compris par des gens qui ne partagent pas mes idées.

Politiquement, je me situe au centre. Je souhaite que les centristes, encore insuffisamment unis, achèvent de se rassembler pour constituer une force politique solide, dans le double but :

— d'éviter le partage des Français en deux blocs hostiles avec les dangers d'affrontements et de guerre civile qui en découleraient ;
— de promouvoir une politique de réforme et de progrès social dans le calme et dans l'ordre, en fonction des possibilités du pays.

Tout n'est pas mauvais.

Si l'on considère objectivement le bilan de la législation écoulée, il faut bien admettre qu'il n'est pas entièrement négatif, comme le clament les tenants des oppositions systématiques.

A son actif, reconnaissons un incontestable essor économique ; une amélioration des niveaux de vie, un effort en faveur des catégories sociales les plus défavorisées, un début d'amélioration de la condition des personnes âgées.

Mais tout n'est pas bon.

A côté de ce qui mérite d'être considéré à juste titre comme des progrès, il y a des ombres. Par exemple :

— une bureaucratie et une centralisation de plus en plus paralysantes et ruineuses;
— trop de dépenses inutiles ;
— l'inflation, avec sa conséquence la plus visible, la hausse des prix ; il s'agit-là d'un phénomène mondial, dit-on ; c'est vrai ; mais il est plus important chez nous qu'ailleurs ;
— trop d'inégalités choquantes, des conditions de vie indignes d'un pays civilisé pour les personnes âgées malgré les améliorations récentes ;
— une tolérance excessive à l'égard des pillards de l'épargne, des profiteurs de tous poils, qui a été illustrée par trop de scandales.

Les promesses et les possibilités.

Quels que soient les hommes au pouvoir, quelle que soit leur bonne volonté, ils ne feront pas de miracles et surtout pas de miracles immédiats. On ne peut faire que la politique de ses moyens et les moyens sont toujours limités. Les objectifs définis par la majorité ne pourraient être atteints qu'à la condition que notre économie ait un taux de croissance très élevé, ce qui n'est pas certain. Le programme de l'Union de la gauche est irréalisable : il déclencherait une inflation d'une ampleur telle que les avantages sociaux seraient rapidement absorbés et dépassés par la hausse des prix. La crise qui s'ensuivrait, renforcée par les nationalisations et une étatisation systématique, serait catastrophique, avec, sans aucun doute, un effroyable chômage. Tout le monde le sait, il suffit de nationaliser une affaire prospère pour la rendre déficitaire.

Ce qui est souhaitable et possible.

Par contre, il est à la fois souhaitable et possible de réaliser un certain nombre d'améliorations et de réformes.

Premièrement : faire des économies sur le budget de l'Etat : par exemple, sur les subventions économiques, sur les dépenses militaires. Elles permettraient de financer

des besoins prioritaires : l'augmentation des retraites ; des équipements collectifs de base (hôpitaux, écoles, formation professionnelle et technique, routes, téléphone).

Deuxièmement : régler le problème des retraites d'une manière humaine. Le plus urgent est de majorer les retraites de manière à donner aux personnes âgées un niveau de vie convenable. Il faudrait doubler dans un délai rapide des retraites et allocations les plus faibles. L'abaissement de l'âge de la retraite sera réalisé par paliers. Je vois un système souple, permettant aux gens de prendre leur retraite à leur choix entre un âge minimum et un âge maximum, avec possibilité de travailler à mi-temps.

Troisièmement : juguler l'inflation, ce cancer des économies modernes, qui ronge la monnaie et rend illusoires les augmentations de salaires et de revenus.

Quatrièmement : décentraliser et déconcentrer. La France a une trop grosse tête et une bureaucratie trop centralisée, qui retarde et complique le règlement des affaires. Il faut décongestionner Paris, donner des pouvoirs et des responsabilités aux régions, aux départements, aux communes, leur transférer en même temps les ressources et le personnel correspondants et non pas créer une bureaucratie supplémentaire. Il faut aussi décentraliser les industries et les économies vers les grandes métropoles ; il s'agit de renverser le mouvement, de déplacer le travail vers les hommes, de redonner vie à un espace rural qui est en train de se vider. L'économie doit être au service de l'homme, l'homme ne doit pas être le serf de l'économie. Et les mesures doivent être prises pour empêcher l'homme de se détruire lui-même et de s'empoisonner avec ses déchets.

Cinquièmement : définir une véritable politique agricole, à longue échéance, c'est-à-dire essentiellement encourager les productions pour lesquelles existent des débouchés rentables. Les velléités temporaires et contradictoires que nous avons eues jusqu'ici ne constituent pas une politique.

Sixièmement : ne pas tolérer les scandales que nous avons connus ces dernières années, les réprimer vigoureusement, exiger une stricte honnêteté dans le monde politique.

Septièmement : construire l'Europe économiquement et aussi politiquement, sans pour autant défaire la France et sans renoncer à l'Alliance Atlantique, qui pour plusieurs années encore sera la meilleure garantie de notre sécurité.

L'Europe sera capable dans l'avenir d'assurer sa défense avec une contribution de tous, qui sera plus efficace et moins lourde pour chaque membre que s'il voulait y faire face seul. En attendant un désarmement général, simultané et contrôlé que la situation actuelle ne permet pas d'espérer pour un avenir proche.

Enfin, dans l'hypothèse par exemple d'un conflit persistant entre la Présidence de la République et l'Assemblée, le fonctionnement actuel des institutions pourrait mener à une crise de régime. Pour éviter ce risque, je pense que le bon sens commande d'évoluer vers un véritable régime présidentiel, aux pouvoirs équilibrés et séparés.

Il existe beaucoup d'autres questions qui touchent certaines catégories :

— la jeunesse, nombreuse, dont il faut préparer l'avenir en lui donnant une formation moderne et en créant des emplois nouveaux à la mesure de ses besoins ;

— les femmes, qui sont souvent victimes de notre civilisation trépidante : la réforme du salaire unique, la généralisation du travail à mi-temps devraient permettre à celles qui le désirent de mener une vraie vie familiale ;

— les petits commerçants, les artisans, les petits agriculteurs, la petite entreprise en général menacée par les concentrations, les grandes surfaces, une fiscalité trop complexe, une bureaucratie malveillante ; le maintien d'un effectif important de travailleurs indépendants est une des conditions de la survie de nos libertés ;

— les anciens combattants, qui méritent plus d'égards.

Le problème fondamental qui se pose est celui de la sauvegarde d'une civilisation et d'un régime de liberté.

L'Union de la gauche est malheureusement dominée par les communistes. Si elle l'emportait ,les communistes élimineraient leurs alliés au bout d'un temps plus ou moins bref. Ils finiraient par régner seuls et par imposer non pas le programme de l'Union de la gauche, mais leur domination et leur système.

Face à leur dictature, j'entends défendre la liberté, toutes les libertés. Ce qui ne signifie pas que je veuille conserver ce qui existe sans rien y changer. Je pense que beaucoup de réformes sont indispensables pour que les Français puissent vivre mieux, avec plus de justice. Mais ces réformes doivent intervenir dans le calme. Elles doivent améliorer notre civilisation et non pas la démolir.

Sur le plan de la circonscription.

Le député est le représentant des intérêts généraux du pays. Il est aussi le représentant de sa circonscription.

Demain comme hier, je me tiendrai en liaison avec les administrateurs locaux et avec les responsables de toutes les activités pour les aider dans toute la mesure du possible.

Demain comme hier, ma porte sera ouverte à tous.

Demain comme hier, je tiendrai des permanences à travers la circonscription.

Demain comme hier, je défendrai à fond les causes justes.

Notre circonscription est en expansion, une expansion qui doit être accélérée. Elle a besoin de nouveaux équipements de toutes natures. Elle a besoin de créations d'emplois pour donner du travail aux jeunes. Un projet d'aménagement de la Vallée de Loir et de ses alentours doit être prochainement étudié et mis sur pied ; il doit permettre une action coordonnée sur le plan de la préservation des sites et du milieu naturel, du développement agricole, commercial, industriel, touristique et urbain.

De tous les candidats qui se présentent à vos suffrages, je suis le seul à être né et à habiter dans la circonscription. J'y suis maire et conseiller général. Vos problèmes me sont familiers. J'ai une solide expérience de l'administration.

Mon remplaçant est lui aussi un enfant du pays, il est né, il est installé à La Flèche.

Vive la troisième circonscription ! Vive la liberté ! Vive la République !
Et vive la France dans une Europe unie et un monde en paix.

RAYMOND DRONNE

Député sortant
Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Maire d'Ecommoy, Conseiller général
Président de l'Association « Pour une Démocratie moderne »
Président d'honneur du Syndicat national des bouilleurs de cru
Producteurs de fruits et professions connexes
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre — Médaillé de la Résistance
Ancien combattant et mutilé de guerre
Administrateur des Affaires d'outre-mer en retraite
Né le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe) dans une famille de cultivateurs

Remplaçant éventuel :

Docteur GILBERT CHANTEPIE

Chirurgien
Conseiller municipal de La Flèche
Né le 19 mars 1929, à Mayet (Sarthe)

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les électrices et les électeurs qui m'ont manifesté leur confiance dès le premier tour de scrutin et qui m'ont permis d'arriver en tête de tous les candidats.

Maintenant, pour le second tour, le choix est simple et il est grave : il s'agit de choisir entre une société collectiviste et une société libre.

M. Fouet vient de jeter son masque. Après le désistement en sa faveur du Docteur Lelièvre, c'est lui qui est le candidat unique d'une Union de la gauche dominée par les communistes.

Le programme commun de l'Union de la gauche est irréalisable. Il ne peut amener que la hausse des prix, l'inflation, le chômage, le désordre : il déboucherait inévitablement sur ce qu'on appelle une démocratie populaire.

Quand vous irez voter dimanche, vous aurez à faire un choix fondamental et dramatique. N'oubliez pas ce que les communistes ont fait dans tous les pays où ils ont pu prendre le pouvoir :

— ils ne l'ont jamais lâché ;
— ils ont commencé par éliminer et liquider leurs alliés socialistes ;
— ils ont supprimé l'exploitation agricole familiale ;
— ils ont supprimé le droit de grève aux ouvriers ;
— ils ont supprimé l'entreprise individuelle, commerciale, artisanale ;
— ils ont supprimé toutes les libertés, individuelles, familiales, syndicales, de la presse ;
— ils n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur le peuple : souvenez-vous de Berlin, de Budapest, de la Tchécoslovaquie...

Voilà ce qu'est le système dont M. Fouet se fait le complice et l'instrument.

Electrices, électeurs de la troisième circonscription, vous ne tomberez pas dans le piège qui vous est tendu.

Vous ne voterez pas pour M. Fouet, qui n'habite pas dans la circonscription et dont vous ne connaissez même pas l'adresse.

Face aux communistes et à leurs alliés, tous les autres, tous ceux qui entendent les divise pour sauver l'essentiel.

Certes, des réformes sont nécessaires. Mais elles doivent être réalisées dans le calme et dans l'ordre, au fur et à mesure qu'on pourra dégager les moyens.

Alors, toutes et tous, vous ferez bloc dimanche prochain sur Dronne, qui est maintenant le seul rempart de la liberté dans la circonscription.

Pas d'abstention, chaque voix va compter.

Votez, faites voter vos amis et vos voisins.

Pour vos libertés.

Pour les libertés de vos enfants.

Pour la liberté de notre pays.

Vous voterez :

RAYMOND DRONNE

Député sortant
Maire d'Ecommoy, conseiller général qui habite dans la circonscription

Remplaçant éventuel :

Docteur GILBERT CHANTEPIE

Conseiller municipal de La Flèche

Vive la liberté ! Vive la République !
Vivre la troisième circonscription !
Et vive la France dans une Europe unie et un monde en paix !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brûlon, Loué, Le Mans-II, Sablé-sur-Sarthe, La Suze-sur-Sarthe.

M. Joël LE THEULE

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Avec le docteur René Pailler, mon suppléant depuis 1968, qui du fait de mes fonctions ministérielles au début de la législature a rempli pendant quinze mois son rôle de député au Parlement et dans la quatrième circonscription avec dévouement et efficacité, je me présente à vos suffrages.

En dehors des quelque 60.000 interventions que nous avons faites pour défendre vos droits et vos intérêts légitimes, les progrès des équipements publics dans chacun de nos six cantons sont évidents : que ce soit en matière d'équipements scolaires, universitaires ou sportifs, d'équipements routiers, d'adduction d'eau, de remembrement, de logements aidés, chacune des communes a vu ses problèmes étudiés et le plus souvent résolus.

Je continuerai cet effort en l'amplifiant :

— Dans la partie mancelle, en travaillant avec les municipalités afin d'aider au développement et à l'équipement de la ville du Mans, particulièrement dans le domaine universitaire et dans celui de l'emploi, en mettant tout en œuvre pour que soit modifié et amélioré le schéma directeur de l'agglomération ;

— Dans la partie rurale, par des initiatives du type plan d'aménagement des régions d'Erve et de Vègre, dont certaines dispositions seront appliquées aux cantons limitrophes ; seules elles sont capables de maintenir nos bourgs et petits centres animés.

L'arrivée de l'autoroute de Paris au Mans et son prolongement vers Nantes et vers Rennes concernent tout particulièrement notre circonscription : des problèmes se trouveront posés, mais des chances considérables seront ouvertes pour Le Mans comme pour Brulon, Loué, La Bazoge, Sablé et La Suze. Il convient dès maintenant de saisir ces dernières et d'étudier les premiers afin qu'ils soient résolus avant les réalisations autoroutières.

Mais aujourd'hui il ne s'agit pas seulement des problèmes sarthois. Le choix du 4 mars sera également un choix politique.

Le grand débat ne porte pas sur la volonté de changement, mais sur la nature des réformes projetées et sur les moyens de les réaliser. La société que nous propose la coalition socialo-communiste est étatique et bureaucratique ; elle réduit le rôle de l'individu, de la famille, de l'entreprise privée. Il n'en existe aucun exemple dans le monde occidental. Elle condamnerait, si elle était approuvée, la construction européenne dont nous apprécions les résultats.

Il y a enfin incompatibilité entre le communisme et la démocratie : que les électeurs socialistes y réfléchissent ! Nous ne voulons pas des communistes au pouvoir, pas plus que nous ne souhaitons le retour au système des partis auquel les réformateurs voudraient nous ramener en négociant, tantôt avec les uns, tantôt avec les autres, le soutien et la participation d'un groupe-charnière.

Depuis cinq ans, le Gouvernement, soutenu par la majorité, a fait de la France une grande puissance économique, en paix avec tout le monde, et où le niveau de vie des habitants a augmenté plus vite que dans tout autre pays d'Europe.

La nouvelle législature doit être celle d'une meilleure répartition entre les Français de la prospérité que nous avons créée. Nous avons établi la mensualisation des salaires, l'intéressement, certaines formes de participation, la formation permanente : nous sommes les seuls qui pouvons réaliser, dans la liberté et dans la stabilité, ce nouvel objectif.

Les formes en sont variées.

Dans les cinq ans :

— doublement des allocations vieillesse ;
— retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ;
— augmentation du S.M.I.C. plus rapide que celle des salaires moyens ;
— amélioration des conditions de travail ;
— participation plus grande des cadres à la vie des entreprises, et maintien de leur régime de retraite ;
— maintien d'une économie agricole prospère, fondée sur la consolidation de l'entreprise familiale ;
— lois d'orientation pour les artisans et commerçants, afin d'aider les uns à surmonter les difficultés, les autres à prospérer ;
— développement et adaptation de la formation des jeunes, pour lesquels le droit de vote sera abaissé à 19 ans.

Une société plus juste, plus responsable, plus humaine, suppose une France prospère. C'est pourquoi il convient :

— de maintenir notre taux d'expansion et notre rythme d'investissement ;
— de garder la priorité au plein emploi ;
— d'accroître la décentralisation et de donner naissance à de véritables régions ;
— de poursuivre, sur le plan monétaire et politique, la construction de l'Europe.

C'est pour atteindre ces objectifs ambitieux, mais possibles, que vous voterez :

JOEL LE THEULE

Professeur agrégé
Député sortant
Ancien Ministre
Conseiller général de la Sarthe
Maire de Sablé-sur-Sarthe

Remplaçant éventuel :

Docteur RENÉ PAILLER

Médecin spécialiste O.R.L.
Adjoint au maire du Mans
Ancien député

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bonnétable, La Ferté-Saint-Bernard, La Fresnaye-sur-Chédouet, Fresnay-sur-Sarthe, Mamers, Marolles-les-Braults, Montmirail, Saint-Paterne, Tuffé, Vibraye.

M. Michel d'AILLIÈRES

(Candidat Républicain Indépendant)

élu le 4 mars 1973

(R.I.)

Mes chers amis,

Depuis 1958, vous avez bien voulu, à trois reprises, me renouveler votre confiance et je me suis efforcé de la justifier, en homme libre de ses jugements et de ses actes, soucieux seulement de ce que je crois être l'intérêt général des hommes et des femmes de notre région.

Je me suis associé, dans ses grandes options, à l'action politique des Gouvernements de la Ve République, parce que, malgré des insuffisances, elle a permis à notre pays de retrouver la stabilité et sa place dans le monde et de réaliser une œuvre positive, quoi qu'en disent les esprits chagrins, sur le plan économique et social.

Sur le plan national.

— redressement de la situation économique et financière ;
— doublement du pouvoir d'achat depuis 1958 ;
— croissance remarquable de la production ;
— réalisation de nombreux équipements (routes, logements, enseignement, etc.) ;
— effort important en faveur des catégories les moins favorisées (S.M.I.C. triplé depuis 1958, retraite minimum multipliée par 6, allocations pour les handicapés, orphelins) ;
— mise en place du Marché commun favorable au développement de notre agriculture et de notre industrie ;
— mesures en faveur des commerçants et artisans ;
— développement de lenseignement.

Sur le plan local.

L'action menée avec les conseillers généraux, les maires, les conseillers municipaux et l'administration a permis dans la circonscription

— le doublement des emplois depuis dix ans (4.570 en 1962, 9.300 en 1972) ;
— la réalisation de nombreux équipements (scolaires, sociaux) ;
— la construction de 3.250 logements depuis 1962 ;
— la poursuite des principaux programmes d'équipement (eau, assainissement, voirie) ;
— le lancement d'actions pour le développement économique et la modernisation de l'agriculture (Plan Perche), action pour la promotion touristique (Parc régional Normandie-Maine).

Mais cette politique peut être améliorée.

— en déconcentrant certaines décisions au niveau des départements et des régions ;
— en donnant plus d'importance au Parlement et aux élus locaux pour contrôler l'action du Gouvernement et de l'administration ;
— en faisant participer davantage encore les Français à la vie de leurs Pays et de leurs entreprises.

Elle doit être poursuivie.

Sur le plan économique :

— par une réforme de la fiscalité, déjà largement commencée, pour établir plus de justice entre les diverses catégories de citoyens, notamment pour les travailleurs non salariés ;
— par une politique d'aménagement du territoire, permettant de maintenir l'activité de toutes les régions et d'y créer les emplois nécessaires ;
— par la réalisation de tous les équipements nécessaires à la vie moderne (logements, téléphone, eau, assainissement...) et la protection de l'environnement ;
— par la continuation d'une politique agricole qui, dans le cadre de l'Europe, assurera un niveau de vie convenable, aux agriculteurs vivant sur des exploitations familiales.

Sur le plan social :

— par une augmentation régulière du pouvoir d'achat et une revalorisation des salaires les moins élevés :
— par le développement d'un enseignement et d'une formation professionnelle adaptés pour tous les jeunes ;
— par l'amélioration des retraites, notamment pour les commerçants et artisans et la possibilité pour ceux qui le souhaitent (les femmes, les veuves, les anciens combattants), d'en profiter à 60 ans ;
— par l'accélération des programmes de construction en faveur des personnes âgées et des handicapés ;
— par l'aide aux familles les moins favorisées (allocations familiales, allocations-logement, orphelins, handicapés).

En face de ce bilan.

Les Partis communiste et socialiste, pour une fois unis en vue des élections, avec quelques radicaux de gauche représentés ici par M. le préfet Antoine, proposent un programme, rempli de promesses dont certaines sont déjà en partie réalisées et dont d'autres sont financièrement irréalisables, le tout assorti de nationalisations ruineuses et de déclarations parfaitement contradictoires avec ce que les communistes ont fait dans tous les pays où ils ont pris le pouvoir, en établisant des régimes bureaucratiques et totalitaires, qui ont amené une régression économique et sociale et la suppression des libertés, qui font la valeur de la vie.

Les réformateurs de Messieurs Servan-Schreiber et Lecanuet, certainement animés de bonnes intentions, se laissent à des propositions peu réalistes et certaines de leurs réformes sont discutables (pouvoir régional). En outre, il faudra bien qu'ils choisissent leur camp, car le rôle de « charnière » risque de nous ramener au temps funeste de la IV[e] République.

N'oublions pas que ce que l'on demande à l'Etat, c'est le contribuable qui le supportera et que le progrès social n'est possible que si l'économie est prospère.

Le socialisme a toujours échoué sur le plan économique et n'a jamais permis une réelle amélioration du sort des hommes, alors que dans beaucoup de pays, comme en France, la société libérale de progrès a prouvé son efficacité et permis d'importantes réalisations sociales.

Au lieu de se diviser sur des querelles idéologiques, souvent dépassées, les Français doivent se rassembler dans chaque région, autour de ceux qui ont montré leur volonté de travailler pour le développement et l'équipement de nos villes et de nos villages et de construire un avenir meilleur pour tous et avec tous.

C'est la tâche passionnante à laquelle je me suis consacré dans le département, à la présidence du conseil général et dans votre circonscription, en collaboration amicale avec tous les élus, en m'efforçant aussi de conseiller et d'aider, sans aucune distinctin, tous ceux et toutes celles qui me le demandaient.

C'est pour la poursuivre ensemble que vous voterez le 4 mars pour :

MICHEL D'AILLIÈRES

Maire d'Aillières-Beauvoir
Président du Conseil général de la Sarthe
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Docteur ANDRÉ LEGUAY

Conseiller municipal de Vibraye

SAVOIE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aix-les-Bains, Albens, Chambéry-Nord, le Châtelard, les Echelles, la Motte-Servelex, Pont-de-Beauvoisin, Ruffieux, Saint-Genix-sur-Guiers. Saint-Pierre-d'Albigny, Yenne.

M. Louis BESSON

(Candidat indépendant de gauche)

élu le 11 mars 1973

(App. P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Que représente politiquement notre candidature ?

Elle est l'expression d'un large courant de recherche et de renouveau qui veut promouvoir une société d'orientation socialiste, humaniste et libératrice :

— humaniste parce que la finalité de son combat est la personne humaine ;
— libératrice parce que tout homme doit pouvoir s'épanouir pleinement dans une société qui, sans se substituer à lui, lui donne les moyens de sa liberté et de sa dignité.

Tout naturellement, en cas d'élection, la volonté d'une défense efficace de ces options nous conduirait vers le Groupe Parlementaire de la Gauche socialiste et démocratique auquel nous demanderions notre inscription.

Un changement s'impose... pour la France et pour notre circonscription.

L'enjeu des élections du 4 mars est capital : pour vous permettre de choisir en toute connaissance de cause, nous soumettons à votre réflexion notre analyse de la situation et nos propositions aux plans politique et savoyard...

Une situation dégradée et une circonscription qui se sent mal défendue.

Le Parlement n'a que des pouvoirs limités : il s'est pratiquement fait confisquer l'initiative des lois et imposer trop souvent le « vote bloqué »...

Le Gouvernement a perdu la confiance par des engagements non tenus :

- la parité toujours promise en matière fiscale ou de revenus entre les diverses couches sociales vivant de leur travail n'est pas assurée...
- le rapport constant pour les anciens combattants et victimes de guerre n'est pas respecté,
- l'indemnisation équitable des rapatriés modestes est toujours reportée, etc.

La majorité est usée et compromise par des collusions nombreuses et scandaleuses bien timidement et tardivement dénoncées !

La technocratie parisienne demeure toute puissante : elle a su imposer à nos Parlementaires le projet de ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau dont les conséquences risquent d'être lourdes pour l'avenir de l'emploi en Savoie et la vie économique des cantons du Guiers en particulier !

Une « expansion » qui favorise beaucoup plus les riches que les pauvres (jamais les inégalités n'ont été aussi grandes entre les Français) et délaisse des secteurs entiers (la Chautagne et les Bauges surtout, parmi nos cantons ruraux, étant les exemples les plus frappants !).

Une loi de l'argent sans pitié et, à cause d'elle, évolutions = mutilations :

- brutale élimination de certaines formes de commerce posant de graves problèmes sociaux, compromettant l'animation du cœur de nos cités et accélérant la désertion de nos campagnes ;
- difficultés insolubles pour trop d'agriculteurs, en particulier producteurs de lait, dans le cadre de la seule « loi du marché » ;
- conditions de travail souvent aggravées et intérêt des tâches souvent dévalué dans l'industrie ou les services ;
- des concentrations qui coûtent cher aux travailleurs et à leurs familles ;
  - — disparition d'emplois (à Chambéry la Sisa en 1972, comme à Aix à la Savoisienne lors de la fusion avec Alsthom...),
  - — grands ensembles trop densifiés, etc.

Un redressement est indispensable...

Dans ce contexte, l'accord de la gauche sur un programme susceptible d'assurer une maîtrise de l'économie sans laquelle il ne peut y avoir :

— ni pouvoir réel des citoyens et de leurs représentants ;
— ni mesures sociales décisives en matière de salaires, retraites, pensions, conditions de travail ;
— ni satisfaction convenable des besoins prioritaires (écoles, santé, logement, etc.),
offre une possibilité de rupture avec le système en place et recueille notre large accord.

Une société plus juste, plus libre et plus humaine est à bâtir.

L'aspiration à un profond renouvellement de l'immense majorité des non-privilégiés exige que soient précisées les directions à retenir pour l'édification d'une société d'orientation socialiste, dont la finalité doit être la personne humaine :

1° Vouloir une « croissance » au service des hommes :

- retraite décente pour tous nos anciens ;
- lutte pour la réinsertion sociale réelle des handicapés de tous ordres ;
- remise en cause de l'engrenage « productiviste » qui compromet les conditions de travail ;
- protection des fragiles équilibres naturels (sauver nos lacs savoyards à temps !).

2° Décentraliser pour faciliter le contrôle et la participation effective aux responsabilités :

- renforcement maximum des collectivités locales et régionales au détriment de l'Etat et réforme profonde des finances communales ;
- création d'un pouvoir démocratique dans les quartiers urbains et les agglomérations ;
- association de la population savoyarde à la définition de son cadre régional ;
- accroissement des droits des travailleurs dans une perspective autogestionnaire.

3° Maintenir un cadre de vie à l'échelle humaine :

• promotion du milieu rural :

— pour le tourisme, aider par priorité les réalisations modestes associant la population locale ;

— pour l'agriculture de nos régions, rémunérer l'acte de production et l'acte d'entretien de la nature ;

• aménagement harmonieux du territoire :

— lutte contre les concentrations urbaines excessives ;
— meilleur partage des efforts entre tourisme d'hiver, tourisme d'été et thermalisme ;
— soutien à une répartition équilibrée des activités économiques, en commençant par la suppression de l'archaïque système de la patente ;
— révision de certains choix d'urbanisation défavorables à la Combe de Savoie ;
— continuité des itinéraires autoroutiers (Saint-Félix - Chambéry-Sud, pour l'Albanais et les régions aixoise et chambérienne) et déviation de nationales pour les traversées difficiles (Les Echelles, Yenne...) ;
— pour une politique des transports démocratiquement planifiée reposant sur la complémentarité des différentes techniques.

• Législation foncière courageuse et équitable pour la garantie de l'emploi agricole, le développement rural et l'humanisation de nos cités.

4° Construire une société plus juste et plus solidaire :

• relèvement prioritaire des bas salaires, revenus, retraites et pensions ;
• resserrement de l'éventail hiérarchique ;
• refonte d'une fiscalité injuste ;
• égalisation des chances par la gratuité scolaire, le développement de l'école maternelle, la promotion de l'enseignement technique (qui fait cruellement défaut dans la région aixoise dont le lycée est dans un état lamentable).

5° Agir au plan européen, mondial et pour la paix :

• construction d'une Europe moins affairiste ;
• dénonciation du pillage du Tiers-Monde ;
• renonciation aux armements nucléaires, chimiques et bactériologiques et cessation par la France de tout commerce des armes.

Votez pour un changement de politique pour la Savoie et la circonscription Chambéry-Aix.

Louis Besson et Jean Bellemin, une équipe jeune, expérimentée et efficace.

LOUIS BESSON

36 ans, marié, 4 enfants
Directeur de Maison de promotion sociale
Diplômé de sciences politiques
Administrateur d'Office H.L.M., de la Caisse d'Epargne de Chambéry-Aix-les-Bains et de plusieurs établissements sociaux ou éducatifs
Maire de Barby
Conseiller général de Chambéry-Nord

Remplaçant éventuel :

JEAN BELLEMIN

39 ans, marié, 2 enfants
Artisan - Commerçant
Vice-président du Comité d'expansion de la Vallée du Guiers
Conseiller général de Pont-de-Beauvoisin

2e CIRCULAIRE

Une chance de changement confirmée avec la gauche unie.

Electrices, électeurs,

Merci à toutes celles et à tous ceux qui, par leur confiance, nous ont placés le 4 mars en tête des candidats de l'opposition de gauche, nous désignant ainsi pour représenter le 11 mars prochain une possibilité de victoire pour l'union des forces populaires.

Nous exprimons notre gratitude aux très nombreuses personnes qui se sont rendues aux réunions que nous avons tenues avant le premier tour, et en particulier aux maires, adjoints et conseillers municipaux ayant répondu à nos invitations : avec eux tous nous avons pu dialoguer d'une manière constructive.

Partout, ou presque, nous est apparue une immense aspiration à un changement de politique et à un renouveau savoyard !

- Salariés luttant pour une plus équitable répartition des fruits de leurs efforts et pour la reconnaissance de leur dignité.
- Agriculteurs, et en particulier producteurs de lait, déçus par des promesses non tenues.
- Commerçants et artisans inquiets et irrités à juste titre devant des évolutions qui compromettent leur avenir.
- Laissés pour compte de notre société, trop nombreux parmi les retraités, les handicapés, les jeunes sans débouché professionnel...
- Femmes et mères de famille dont la véritable place dans la société n'est pas reconnue.
- Elus communaux aux prises avec des difficultés accrues à cause, notamment, d'une fiscalité locale archaïque et souvent absurde (patentes, T.V.A., etc.).
- Oubliés de « l'expansion » en raison d'un aménagement du territoire favorisant les concentrations urbaines au détriment des petites villes et des communes rurales.

Tous se retrouveront dans nos propositions pour :

— une société plus juste et plus solidaire ;
— une économie au service des hommes ;
— un cadre de vie à l'échelle humaine ;
— de nouvelles relations entre l'élu et les citoyens ;
— une participation effective de tous aux responsabilités publiques ;
— une action efficace en faveur dse intérêts de la circonscription.

Nous annoncions sur notre circulaire du premier tour :

- notre large accord avec le programme commun de la gauche : il s'agit de contribuer maintenant à son succès dans notre circonscription !
- notre volonté de nous inscrire, en cas d'élection, au groupe parlementaire de l'U.G.S.D. Nous confirmons cette position qui demeure inchangée pour ce deuxième tour, quoi qu'en disent nos adversaires de la majorité !

en votant

Louis Besson - Jean Bellemin, conseillers généraux de la Savoie.

LOUIS BESSON

36 ans, marié, 4 enfants
Directeur de Maison de promotion sociale
Diplômé de sciences politiques
Administrateur d'Office H.L.M., de la Caisse d'Epargne de Chambéry-Aix-les-Bains
et de plusieurs établissements sociaux ou éducatifs
Maire de Barby
Conseiller général de Chambéry-Nord

Remplaçant éventuel :

JEAN BELLEMIN

39 ans, marié, 2 enfants
Artisan - Commerçant
Vice-président du Comité d'expansion de la Vallée du Guiers
Conseiller général de Pont-de-Beauvoisin

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aime, Albertville, Beaufort, Bourg-Saint-Maurice, Bozel, Grésy-sur-Isère, Moutiers, Ugine.

M. Joseph FONTANET

(Candidat d'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Les 4 et 11 mars prochains vous élirez votre député. Beaucoup de candidats s'adressent à vous, mais vous êtes réalistes. Vous saurez apprécier à leur juste valeur les propos que vous entendez et mesurer les risques qui résulteraient des orientations qui sont envisagées.

Nous vous proposons pour notre part de choisir l'efficacité et la garantie des libertés.

Choisir l'efficacité.

En 1968, vous nous avez fait confiance en nous assurant la majorité. En juillet 1969, à la suite de l'élection de Georges Pompidou à la Présidence de la République, l'un d'entre nous et entré au gouvernement, et l'autre l'a remplacé à l'Assemblée nationale. Nous croyons pouvoir affirmer que cette répartition des responsabilités nous a permis d'agir encore plus efficacement dans l'intérêt de la Savoie et du pays. Certes, il y a encore beaucoup à réaliser, car on ne peut pas tout faire à la fois. Mais toute personne de bonne foi doit convenir que jamais il n'a autant été fait pour le développement économique et la solidarité sociale qu'au cours des dernières années. C'est en prolongeant l'élan ainsi pris que les réalisations encore attendues s'accompliront au plus vite ; alors que des bouleversements, créant le désordre, compromettraient le rythme de l'expansion, et bien loin de conduire au progrès, entraîneraient un recul social.

Garantir les libertés.

L'enjeu des élections n'aura d'ailleurs jamais été aussi clair.

Pour la première fois, en effet, dans notre histoire politique, un accord entre les partis de gauche prévoit, au cas où ils remporteraient la victoire, l'entrée massive des communistes au Gouvernement à des postes-clefs. Le poids que les communistes auraient dans un tel gouvernement l'entraînerait vers des solutions économiques, sociales et politiques à base d'étatisation, de bureaucratie et de mise sous tutelle policière de tous les citoyens.

Il ne s'agit donc pas seulement, cette fois, de choisir une majorité ou un gouvernement, mais bien de choisir entre deux conceptions de notre avenir. L'une proposant d'établir en France un régime collectiviste, l'autre reposant au contraire sur la liberté, sur l'égalité des chances et des droits, sur la participation des citoyens, sur la fraternité entre Français.

Nous sommes seuls dans cette circonscription d'Albertville en mesure d'assurer le succès de cette seconde conception, la nôtre, face au candidat du parti communiste. Nous souhaitons donc que l'union des Républicains se réalise dès le premier tour des élections, pour que les traditionnels candidats de diversion ne fassent pas le jeu de notre principal adversaire, et que soit ainsi assurés la liberté, le progrès et la justice.

Joseph FONTANET
Georges PEIZERAT

Mon programme :

Pour la France :

I. — Une France active dans le monde.
— maintenir l'indépendance et la paix ;
— développer la construction de l'Europe.

II. — Une France plus prospère.
— maintenir notre taux d'expansion et augmenter le niveau de vie ;
— garder la priorité au plein emploi ;
— poursuivre l'équipement de la France et des Français (logement, équipement ruraux, routes, téléphone).

III. — Une société plus juste.
— par une participation plus équitable aux fruits de la prospérité
• des personnes âgées,
• des travailleurs défavorisés,
• des agriculteurs,
• des fonctionnaires,
• de l'ensemble des régions.
— par l'amélioration de l'égalité des chances grâce à l'école ;
— par de nouveau progrès de la solidarité nationale envers les anciens combattants et victimes de guerre.

IV. — Une société plus responsable.
— grâce au développement du rôle de la région et des collectivités locales ;
— par la participation dans l'entreprise et la dignité du travailleur.

V. — Une société plus humaine.
— par l'amélioration des conditions de travail ;
— par l'abaissement de l'âge de la retraite, déjà entrepris, pour aboutir à la retraite à 60 ans ;
— par la défense des entreprises et exploitations familiales ;
— par la promotion de la femme ;
— par une politique familiale active.

Pour la Savoie :

• Créer des activités et des emplois supplémentaires en agissant pour le maintien des industries existantes et pour l'accueil de nouvelles industries que va rendre possible la construction en cours des autoroutes alpines réalisant le désenclavement de notre département. Par le développement économique local, favoriser l'essor du commerce et de l'artisanat.

• Développer toutes les formes de tourisme, les grandes et les petites stations, toutes aidées, depuis la création par le Conseil général du Fond d'aide aux communes pour l'équipement touristique ; former les jeunes savoyards aux métiers du tourisme comme vont le permettre le centre de formation professionnelle pour adulte de Bissy et le centre de promotion des métiers du tourisme annexé à la Maison de la promotion sociale de Chambéry. Promouvoir un régime de protection sociale des salariés du tourisme.

• Aider l'agriculture de montagne grâce à une législation propre aux zones d'altitude, qui vient d'être mise en place pour la première fois et doit être développée. Faciliter l'écoulement des produits (exportation, marque collective), encourager les producteurs (convention d'équilibre lait-viande), dégrever le refroidissement du lait à la ferme et le ramassage.

• Améliorer les équipements collectifs de nos centres urbains et de nos villages ainsi que notre réseau routier. Achèvement en cinq ans de tous les programmes d'équipement rural recensés, eau et électricité. Nouvelles créations de centres sociaux, de cantines, de maisons de retraite, de maisons de jeunes, de stades, de piscines.

Et maintenant réfléchissez !

Depuis 1958, les élections dans la circonscription d'Albertville-Tarentaise ont toujours opposé deux concurrents principaux : J. Fontanet et M. Rochaix (communiste).

Il faut mettre à part les élections de juin 1968, influencées par les événements de mai, qui avaient provoqué partout un fort recul de la gauche. C'est donc au scrutin du 12 mars 1967 qu'on peut se référer utilement. Au deuxième tour le résultat avait été le suivant :

Joseph Fontanet : 17.798 voix - élu.
Marcel Rochaix : 14.826 voix.

On voit par ces chiffres, le danger des candidatures de diversion ou de division, qui peuvent seulement faire le jeu du candidat communiste.

Dès le premier tour, groupez vos suffrages sur le nom du seul candidat capable de faire obstacle à la coalition socialo-communiste :

Votez dès le premier pour : Joseph Fontanet.

JOSEPH FONTANET

Ministre de l'Education nationale
Président du Conseil général de la Savoie
Candidat d'Union des républicains de progrès

52 ans - 5 enfants
Diplômé des Hautes Etudes Commerciales (H.E.C.)
Docteur en droit
Engagé volontaire dans les Forces Françaises Libres, après s'être évadé de France et être resté un temps interné dans les prisons et camps espagnols
Combattant de l'Armée de Lattre (Rhin et Danube)
Décoré à deux reprises sur le champ de bataille. Elu successivement Conseiller général de Moutiers et Député de la Savoie il a été constamment renouvelé dans ces mandats. Elu maire de Saint-Martin-de-Belleville

Remplaçant éventuel :

GEORGES PEIZERAT

62 ans, 2 enfants
Ancien combattant
Prisonnier et Résistant
Ingénieur
Maire d'Aigueblanche

2e *CIRCULAIRE*

Chers compatriotes,

Dès le premier tour de scrutin, 14.851 d'entre vous ont approuvé mon programme et mes positions, en me plaçant en tête de tous les candidats, avec un pourcentage et un nombre très accrus de suffrages par rapport aux consultations de 1967 et 1968. Je vous en remercie de tout cœur.

Si un tel résultat a pu être atteint, c'est parce qu'une large union des républicains a pu se réaliser dans notre arrondissement, et s'opposer efficacement à une coalition dominée par le parti communiste.

Au second tour, il faut que ce rassemblement des hommes et des femmes, qui font confiance à notre démocratie et à ses capacités de progrès et de réforme, soit encore plus vaste. En effet, tout danger n'est pas écarté.

Le candidat du Parti communiste, qui demeure mon seul adversaire au second tour, bénéficie du désistement du candidat socialiste. Tous ceux qui refusent les solutions collectivistes, que préconiserait le Parti communiste s'il venait au pouvoir, doivent donc grouper leurs suffrages sur ma candidature.

A mes électeurs du premier tour se joindront ainsi, j'en suis sûr, les électeurs des candidats modérés qui ne se représentent pas, et les démocrates de cet arrondissement qui, tout en étant attachés à l'idéal socialiste, refusent de renforcer, par leurs suffrages, un communisme totalitaire, contraire à leurs convictions. Tous connaissent ma volonté de progrès social et mes principes républicains. Ils peuvent compter qu'une fois confirmé dans mon mandat, je demeurerai, avec l'aide de mon ami Georges Peizerat, l'élu de tous.

Soutenu par votre union, nous poursuivrons notre effort :

— Pour la défense des libertés et des institutions républicaines ;
— Pour une société plus juste et plus humaine ;
— Pour une France et une Savoie offrant de meilleures chances à tous ;
— Pour la construction de l'Europe et pour la paix entre les citoyens et dans le monde.

Résultats du premier tour (4 mars 1973) :

J. Fontanet : 14.851 voix ; M. Rochaix, communiste : 9.081 voix ; M. Blanc, socialiste, quie se désiste pour M. Rochaix : 7.227 voix ; S. de Menthon, réformateur (retiré) : 2.885 voix ; C. Denu (retiré) : 1.674 voix ; G. Moiroud (retiré) : 510 voix.

Joseph FONTANET

JOSEPH FONTANET

Ministre de l'Education nationale
Président du Conseil général de la Savoie

Candidat d'Union des républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

GEORGES PEIZERAT

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aiguebelle, Chambéry-Sud, la Chambre, Chamoux-sur-Gelon, Lanslebourg-Mont-Cenis, Modane, Montmélian, la Rochette, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Michel-de-Maurienne.

M. Jean-Pierre COT

(Candidat d'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Union de la gauche socialiste et démocrate
Parti socialiste - Mouvement de la gauche radicale)

JEAN-PIERRE COT
PAUL PERRIER

Chers amis,

Le choix est clair !

D'un côté, un régime usé par quinze années de pouvoir sans partage et sans contrôle, qui a suscité :

- le mépris ;
- l'injustice ;
- la corruption,

un régime représenté dans notre circonscription par le député U.D.R. sortant, Pierre Dumas, Ministre pendant sept ans, secrétaire national de l'U.D.R. depuis huit mois, qui assume la responsabilité de ce lourd bilan ;

De l'autre côté, l'Union de la gauche, qui propose dans le programme commun de satisfaire les revendications essentielles des Savoyards à la justice, à l'égalité, à la dignité sur la base d'un contrat clair, avec des objectifs raisonnables.

Dans notre circonscription, une seule alternative : l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

A l'heure du scrutin, il faut simplifier les choses :

- Si vous voulez que cela continue, votez U.D.R.
- Si vous voulez changer de vie, portez vos voix dès le premier tour sur le seul candidat capable de battre Pierre Dumas.

Savoyards, ne dispersons pas nos forces !
Votons Jean-Pierre Cot et Paul Perrier le 4 mars !
Pour que l'Union de la gauche l'emporte le 11 mars.

Réparer les injustices sociales les plus flagrantes.

Il faut mettre fin à une situation où les plus riches s'enrichissent au détriment des plus dépourvus. Dans l'immédiat, nous assurerons :

— le salaire minimum à 1.000 F ;
— la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ;
— le retour aux 40 heures sans diminution de salaire ;

— l'amélioration des conditions de travail et de vie des petits et moyens producteurs agricoles ;
— la défense de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises.

L'emploi.

Le problème de l'emploi est prioritaire dans notre région. Les menaces pèsent sur la Maurienne, où les conditions de travail se dégradent et où les usines ferment. Sur Chambéry, la zone industrielle, bloquée au nord, n'a guère accueilli que des usines transplantées du centre de la ville.

Nous assurerons :

1° La nationalisation de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, qui fixera les responsabilités en matière d'emploi, qui empêchera la fermeture des entreprises et obligera à poser clairement le problème de la reconversion industrielle en Maurienne.

2° La création du triangle Arc-Isère, seul point possible d'implantation d'une industrie lourde entre Genève et la Méditerranée.

3° Le développement de la région Montmélian-Pontcharra dans le prolongement du Grésivaudan, bloqué pour l'instant.

Car, dans le programme commun, la priorité de l'emploi est une préoccupation fondamentale, non une promesse vague.

La pollution.

Les vallées et même la montagne se dégradent. Le fluor ravage les forêts (La Chambre, Saint-Jean, Saint-Michel, Modane). Le fluor tue les vaches. Le fluor décalcifie les enfants. La poussière des cimenteries s'infiltre dans les poumons. La pollution détruit l'environnement et compromet la santé des Savoyards.

Nous assurerons une protection de notre cadre de vie par une réglementation rigoureuse, qui sera effectivement appliquée.

L'agriculture.

L'agriculture savoyarde est la première victime de la politique gouvernementale qui bloque tous les soutiens de prix sur les gros betteraviers et céréaliers du Nord. Résultat : la crise du lait, l'exode rural et l'abandon de la montagne.

Nous assurerons :

1° Une réforme du mécanisme des prix, avec un prix régional à la production, tenant compte du travail effectif du cultivateur ;

2° Un plafonnement des subventions afin que les gros agriculteurs ne détournent pas à leur profit l'essentiel des crédits publics au détriment des petits et moyens exploitants ;

3° Une politique vigoureuse d'équipement agricole ;

4° Une réforme de la S.A.F.E.R. permettant aux offices fonciers de louer aux jeunes agriculteurs les terres nécessaires.

Tourisme.

Le tourisme, qui est l'un des espoirs de la région, ne profite, pour le moment, qu'aux gros promoteurs et à une clientèle très riche. La spéculation foncière se donne libre cours, en montagne plus encore qu'ailleurs. Les super-stations sont réservées à des privilégiés qui peuvent payer jusqu'à 4.000 F le mètre carré. Les stades de neige pour citadins sont installés dans des sites secondaires, lorsqu'ils ne sont pas trahis dans leur conception (Sept-Laux).

L'impôt ne profite en fait qu'à cette spéculation : les crédits nationaux et départementaux sont systématiquement bloqués sur les grandes surfaces. Les emplois créés ne profitent que très peu aux Savoyards. LA MONTAGNE EST COLONISÉE.

Nous assurerons :

Une mise en valeur de la montagne qui permet un véritable tourisme populaire, assuré par les montagnards eux-mêmes et pour tous les Français. Le tourisme doit s'insérer dans la vie locale et rester à l'échelle humaine. Nous favoriserons la création de résidences polyvalentes de 1.000 à 1.400 mètres et des stades de neige plus haut. Nous organiserons l'étalement dans le temps de l'activité touristique par des classes de neige et le tourisme social. Nous veillerons à ce que la commune ou le syndicat de communes reste le maître d'œuvre et à ce que de véritables garanties d'emploi soient offertes à la population locale.

Artisanat et commerce.

Nous assurerons :

— une révision profonde de la fiscalité ;
— une protection complète des risques sociaux ;
— une aide à la modernisation.

La fiscalité.

La fiscalité française est un modèle d'injustice. Le nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu a doublé en quinze ans, à l'inverse les riches bénéficient de privilèges exorbitants.

Nous assurerons une fiscalité juste.

Par exemple : les familles ayant un revenu salarial, ne dépassant pas le S.M.I.C., ne seront pas assujetties à l'impôt sur le revenu ; à l'inverse, la rémunération des dirigeants de sociétés sera incluse dans le bénéfice imposable des sociétés.

Nous procéderons à une réforme en profondeur des impôts locaux, notamment par la suppression de la T.V.A. sur les collectivités locales, qui fait payer deux fois le contribuable.

Dimension européenne de l'avenir savoyard.

La Savoie se désenclave enfin, mais il faut savoir pour quoi faire. Son avenir prend une dimension européenne, dimension que les travailleurs doivent maîtriser. Il faut que la création des autoroutes alpines et l'ouverture du Fréjus n'aboutissent pas à concentrer, encore un peu plus, le profit entre les mains du grand capital et à favoriser exclusivement les grandes métropoles que sont Lyon et Turin.

Pour battre l'U.D.R... pour que ça change vraiment...
Ne dispersez pas vos voix !
Votez utile ! Votez efficace !
Votez dès le premier tour : Jean-Pierre Cot et Paul Perrier.

JEAN-PIERRE COT

Agrégé des Facultés de droit
Ancien doyen de la Faculté de droit d'Amiens
Professeur de droit public à la Sorbonne
Maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier
35 ans, marié, 3 enfants

Remplaçant éventuel :

PAUL PERRIER

Directeur du collège d'enseignement technique de Saint-Michel-de-Maurienne
Officier des Palmes académiques
Médaille d'honneur départementale et communale
Maire de Villargondran
Conseil général de Saint-Jean-de-Maurienne
51 ans, marié, 2 enfants

2e CIRCULAIRE

Union de la gauche

JEAN-PIERRE COT

PAUL PERRIER

Chers amis,

Grâce à vous, nous sommes en mesure de battre l'U.D.R. Par le vote massif qui s'est porté sur les candidats de gauche, vous avez montré sans ambiguïté votre volonté de changement. En me mettant en tête de l'opposition, vous m'avez fait confiance pour mener le combat et vaincre le député sortant au deuxième tour. Je vous en remercie.

Il faut maintenant aller plus loin.

Il faut que cesse :

— l'exploitation éhontée des travailleurs,
— la disparition des artisans, des commerçants et des agriculteurs,
— la misère des retraités.

Il faut battre l'U.D.R.

Il faut remplacer un pouvoir usé par une force nouvelle et dynamique.

Pour :

- une politique de l'emploi qui en Maurienne notamment, évite le chômage sans avoir recours à ces solutions de mépris qui consistent à proposer des emplois non qualifiés à une main-d'œuvre souvent très qualifiée ;
- une politique de l'agriculture qui, notamment en montagne, ne limite pas ses ambitions à la « prime à la vache », mais permette de rentabiliser les exploitations ;
- une politique du commerce et de l'artisanat qui rétablisse une concurrence loyale par la suppression des avantages exorbitants consentis aux grandes surfaces par le gouvernement actuel, et le contrôle de leur implantation ;
- une politique sociale enfin digne d'un grand pays industriel ; pas de retraites inférieures au nouveau S.M.I.C. ; une protection sociale des travailleurs indépendants progressivement alignée sur celle des travailleurs salariés.

Nous pouvons réaliser tout cela. Il suffit que vous le vouliez.

Secondé par Paul Perrier, le conseiller général de Saint-Jean-de-Maurienne, dont tous connaissent l'efficacité et l'inépuisable dévouement, élu, je mettrai un point d'honneur à être un député efficace au service de tous. J'ajoute que j'aurai, aussi bien dans le département qu'à Paris, les moyens d'une action efficace.

Il est temps que cela change.

Votez tous dimanche : Jean-Pierre Cot et Paul Perrier et tous ensemble nous battrons l'U.D.R.

Au premier tour, la gauche emporte 49,40 % des voix.

Dumas (U.D.R.)	20.051	41,87 %
Cot (Parti socialiste U.G.S.D.)	15.486	32,33 %
Vair (P.C.F.)	6.539	13,65 %
Bérard (P.S.U.)	1.640	3,42 %
Total des voix de gauche	23.665	49,40 %
Berthalay	4.172	8,71 %

Nous pouvons battre l'U.D.R. qui accumule les injustices, qui exploite les travailleurs, qui sacrifie les agriculteurs, les commerçants, les artisans avec :

JEAN-PIERRE COT

Professeur Agrégé des Facultés de droit et sciences économiques
Maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier

Remplaçant éventuel :

PAUL PERRIER

Candidat unique de toute la gauche.

Un député pour tous les Savoyards.

HAUTE-SAVOIE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alby-sur-Chéran, Annecy-Nord, Annecy-Sud, Cruseilles, Faverges, Frangy, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Seyssel, Thônes, Thorens-Glières.

M. Jean BROCARD

(Candidat R.I. ; U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Le 30 juin 1968, électrices et électeurs de la première circonscription Annecy-Saint-Julien, vous m'avez confié la tâche d'être votre représentant à l'Assemblée Nationale ; ce mandat de 5 ans vient à expiration et je me présente à nouveau à vos suffrages.

Pendant ces cinq années, la France a connu de profondes modifications dans sa vie politique, dans son activité économique et dans ses relations sociales.

La voie choisie est celle de la société libérée : « elle comporte la croissance humanisée, la répartition sociale de la croissance, la diffusion des responsabilités dans l'ensemble du corps social, la protection rigoureuse des droits de l'individu et de l'espèce » (Valéry Giscard d'Estaing).

Nos propositions pour une France active dans le monde, une France plus prospère, une société plus juste, une société plus responsable, une société plus humaine au cours de la prochaine législature sont basées sur nos réalisations depuis 1969 qui, dans les domaines de l'économie, du plein emploi, de l'équipement font de la France une puissance de premier ordre.

— Expansion économique supérieure à 6 % dès 1973.
— Soutien des exploitations agricoles familiales et développement de la politique agricole dans le cadre du marché commun.
— Lois d'orientation du commerce et de l'artisanat permettant un meilleur développement du commerce indépendant et de l'artisanat.
— Développement des villes moyennes.
— Automatisation du réseau téléphonique dans les quatre prochaines années.
— Réalisation de 600.000 logements par an.
— Poursuite et accentuation de l'effort d'amélioration des bas salaires.
— Poursuite de l'adaptation du statut de la femme à l'évolution du monde moderne.
— Etablissement d'un contrat de progrès avec les familles.
— Doublement, avant 1978, de l'allocation minimum vieillesse.
— Dépôt d'une loi cadre pour le 3e âge.

— Choix de l'âge de la retraite à partir de 60 ans et revalorisation des pensions.
— Révision de l'indemnisation des rapatriés.
— Nationalisation de tous les C.E.S. et C.E.G.
— Réalisation de la gratuité totale de l'enseignement obligatoire (livres de classe, fournitures, transports scolaires).

Les réalisations de ces dernières années sont le gage de ce nouvel élan vers un mieux-vivre : le maintien du plein temps et une croissance forte et régulière permettront le financement harmonieux de ces mesures au cours de la prochaine législature.

Avec Raymond Fontaine, mon suppléant, maire d'Archamp, nous veillerons à ce que cette croissance nationale bénéficie à notre circonscription :

— Soutien au dynamisme de la prospérité dans le domaine industriel.
— Développement du tourisme d'hiver comme d'été.
— Aide à l'agriculture de montagne par un texte législatif portant statut de la montagne.
— Rentabilité de la production du lait par un prix garanti de l'Emmental.
— Développement des liaisons autoroutières et routières et du téléphone.
— Poursuite de la politique d'équipement scolaire : accroissement des crédits pour les établissements du 1er degré, création d'un C.E.T. dans l'agglomération annécienne.
— Attention particulière à apporter aux problèmes des frontaliers.

Face à ce programme réaliste et réalisable, nous trouvons les programmes de la gauche unie et des réformateurs :

— Le programme du front commun de la gauche est irréalisable et ne sera pas réalisé : après les efforts sévères accomplis depuis l'avènement de la Ve République avec le général de Gaulle, et qui commencent à porter leurs fruits, le slogan « tout, tout de suite » n'a pas de valeur ; de plus, la philosophie marxiste est largement dépassée dans notre monde moderne.

— Les réformateurs puisent leur programme, d'une part dans celui de la gauche unie avec ses excès, d'autre part dans les réalisations faites ou à faire de la majorité actuelle ; de plus, leurs hésitations, compte tenu de leur faible représentation, ne permettent pas de les considérer comme une force politique valable, sauf à admettre qu'ils renforceront, à leur guise, la gauche unie ou la majorité : les excès de M. J.-J. Servan-Schreiber dans ce sens ne peuvent inspirer confiance.

Poursuivre et amplifier un grand mouvement de réformes dans l'ordre et la sécurité, vous le voulez, électrices et électeurs de la première circonscription, et vous le manifesterez en votant massivement le 4 mars 1973, pour Jean Brocard, député, Républicain indépendant — U.R.P. — et son suppléant, Raymond Fontaine.

JEAN BROCARD

Officier de la Légion d'honneur
Conseiller municipal d'Annecy-le-Vieux
Député de la Haute-Savoie
Secrétaire général du groupe parlementaire des républicains indépendants

Remplaçant éventuel :

RAYMOND FONTAINE

Maire d'Archamp

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la première circonscription Annecy-Saint-Julien-en-Genevois,

Comme en juin 1968, la situation est claire.

27.188 électrices et électeurs, soit 40 % des suffrages, ont répondu oui à Jean Brocard et à son suppléant, Raymond Fontaine, maire d'Archamp.

Le candidat républicain indépendant - U.R.P. arrive nettement en tête avec plus de 6.000 voix d'avance sur son adversaire réformateur : majoritaire sur Annecy, il bat ainsi le sénateur-maire, soutien essentiel de Jacques Golliet, en dépit d'un abus d'affiches sur la ville au mépris de la propreté d'Annecy.

De même, il est majoritaire dans le canton de Thônes, pourtant soumis à une rude pression adverse.

27.188 électrices et électeurs n'ont pas cru au slogan « Jacques Golliet fera plus pour vous » et ont confirmé leur adhésion à la doctrine libérale, sociale et européenne des républicains indépendants ; la première circonscription de Haute-Savoie souhaite rester fidèle au Président Pompidou et aux institutions de la Ve République.

Le candidat de la gauche unie, quelle que soit son étiquette, ne peut offrir qu'un programme marxiste condamné par tous les chefs de gouvernement socialistes d'Europe de l'Ouest parce que périmé et inapplicable.

Aussi, ce dimanche 11 mars, vos suffrages seront encore plus nombreux pour permettre à Jean Brocard, disponible à toutes et tous, de poursuivre, en compagnie de Raymond Fontaine, son action pour un mieux-vivre des Françaises et des Français.

Jean BROCARD.

JEAN BROCARD

Officier de la Légion d'honneur
Conseiller municipal d'Annecy-le-Vieux
Député de la Haute-Savoie
Secrétaire général du groupe parlementaire des républicains indépendants

Remplaçant éventuel :

RAYMOND FONTAINE

Maire d'Archamp

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Abondance, le Biot, Boëge, Douvaine, Evian-les-Bains, Saint-Jeoire, Samoëns, Taninges, Thonon-les-Bains.

M. Georges PIANTA

(Candidat U.R.P.)

élu le 4 mars 1973

(R.I.)

Electrices et électeurs du Chablais et de la Vallée du Giffre,

Dimanche 4 mars prochain, vous choisirez, en citoyens libres, votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Dotée d'institutions modernes qui se sont substituées au régime d'assemblée qui naguère nous a amené aux bords du désastre, la France a poursuivi régulièrement, au cours des quinze dernières années, sa marche vers le progrès.

Le monde entier est le témoin du redressement spectaculaire de notre pays qui était, on s'en souvient, l'homme malade de l'Europe ; et certains tentent de faire accroître que le peuple français serait malheureux alors que plus de deux milliards d'hommes, auxquels nous devons porter secours, connaissent la misère et la faim.

Il suffit de parcourir notre pays et notre département, pour mesurer les progrès réalisés. Partout les hommes sont au travail, partout les chantiers se multiplient, que ce soit au titre des investissements publics, ou au titre des investissements privés.

Conjuguant harmonieuement l'initiative privée et l'initiative publique, les Français travaillent dans le cadre de deux biens suprêmes : la paix et la liberté.

Oui nous sommes en paix... et nos enfants ne sont plus angoissés par le spectre de la guerre qui a suivi nos ancêtres et nous-mêmes tout au long de notre jeunesse, avec des étapes douloureuses : 1870, 1914-1918, 1939-1945, Indochine, Afrique du Nord, autant de guerres avec leur cortège de morts, de blessés et de ruines...

Et nous sommes des hommes libres... nous ne devons pas perdre de vue qu'il est difficile de reconquérir les libertés individuelles et publiques lorsqu'elles ont été étouffées par les régimes totalitaires et les exemples s'étalent sous nos yeux...

Au cours des cinq dernières années, j'ai conscience d'avoir convenablement poursuivi et rempli la mission que vous m'avez renouvelée lors de votre témoignage de confiance de juin 1968.

Que ce soit à l'Assemblée Nationale, au Parlement européen où mes collègues m'ont fait l'honneur de m'envoyer siéger depuis dix ans, j'ai fait de mon mieux pour apporter ma modeste contribution à la marche vers le progrès dans la justice sociale et vers la paix des hommes et des Nations.

J'ai conscience enfin, d'avoir défendu en permanence et à tous les échelons, les intérêts du Chablais, de la Vallée du Giffre et du département de la Haute-Savoie. En liaison étroite et confiante avec M. Arthur Lavy, président du Conseil général, mes collègues parlementaires, conseillers généraux, maires, adjoints, conseillers municipaux, avec l'aide de M. le préfet, de MM. les sous-préfets de Thonon et de Bonneville et de toutes les administrations, j'ai lutté pour améliorer sans cesse la condition des foyers du Chablais et de la Vallée du Giffre. A intervalles réguliers, je me suis rendu dans les mairies de l'ensemble des communes de la Vallée du Giffre, du Risse et du Chablais pour prendre contact avec les élus et avec les habitants et connaître les problèmes auxquels les uns et les autres sont confrontés.

Certes, l'œuvre n'est pas achevée... l'œuvre de justice humaine est une longue patience... le combat doit être résolument poursuivi pour que chacun ait sa part de justice dans la distribution des produits de notre croissance économique que personne ne conteste.

Mais pour atteindre ce but, vous avez à faire un choix soit dans le cadre d'une société où la personnalité humaine pourra continuer à s'épanouir, soit dans le cadre d'une société collectiviste où l'homme sera un robot et où l'enfant appartiendra à l'Etat et non plus à la famille.

Si dimanche 4 mars vous m'honorez à nouveau de votre confiance, je continuerai demain comme hier à travailler dans un large et nécessaire esprit d'union pour le bien du Chablais, de la Vallée du Giffre, de la Haute-Savoie, de la Nation et de l'Europe.

J'agirai en démocrate en plaçant au-dessus de tout le bien commun et le respect des libertés fondamentales de l'homme.

Je rappellerai sans cesse que la liberté n'est pas la licence et que l'autorité de l'Etat doit être respectée à tous les échelons de la Nation.

Je rappellerai également que l'Etat doit aider, orienter, coordonner les activités économiques de la Nation, mais non les opprimer.

Je travaillerai à l'édification de l'Europe unie pour qu'elle soit dans la fraternité des Nations un élément essentiel d'un univers pacifié.

Ce n'est que dans ces perspectives que la jeunesse, dont nous devons élever les regards au-delà des mornes horizons de la haine et du désespoir, pourra envisager avec confiance son avenir.

Tels sont les impératifs qui continueront à me guider invariablement sur le chemin de l'action.

Dimanche 4 mars, vous n'oublierez pas que le droit de vote dont vous disposez est l'un des reflets de la liberté, de cette liberté que nous entendons maintenir et défendre sous tous ses aspects.

Si tel est votre sentiment, vous utiliserez ce droit inséparable de toute démocratie en vous rendant nombreuses et nombreux aux urnes et votre vote signifiera clairement que la marche vers le progrès social doit être poursuivie et fondée sur le maintien des libertés essentielles de l'homme, sur la promotion du travail et de la personnalité humaine et sur la paix des hommes et des Nations.

GEORGES PIANTA

Docteur en droit
Maire de Thonon-les-Bains
Vice-président du Conseil général de la Haute-Savoie
Député de la Haute-Savoie
Vice-président du Conseil des communes d'Europe
Représentant de la France au Parlement européen

Union des répubicains de progrès.

Remplaçant éventuel :

ROBERT MOREL

Maire de la Forclaz
Vice-président du Syndicat intercommunal de Le Biot
Vice-président de la Commission administrative de l'hôpital de Thonon
Chevalier de la Légion d'honneur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Annemasse, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Reignier, la Roche-sur-Foron, Saint-Gervais-les-Bains, Sallanches.

M. Maurice HERZOG

(Candidat U.R.P.)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chers amis,

Sans doute, suis-je invisible... dans les bistrots. Il me semble préférable d'être efficace, si on en juge par les résultats, dans les Ministères auprès desquels, sans relâche, j'ai travaillé pour notre petite patrie, ses habitants, ceux qui m'ont élu et les autres.

Une véritable performance.

Souvenez-vous ! En 1967, vous m'avez élu pour la première fois avec 46,2 % des votants, et en 1968, pour la seconde fois, avec 51,8 %. Vous m'avez fait confiance. Depuis, je n'ai eu cesse de la mériter. Songez-y : faire toutes les semaines la navette entre l'Assemblée Nationale et la Haute-Savoie où je me suis fait une règle de me trouver plus de la moitié de mon temps, malgré les séances officielles et les commissions ; réaliser un record enviable de 12.000 interventions depuis 1967, dont la moitié en faveur de particuliers et la moitié en faveur des communes. Cela représente, vous vous en doutez, une véritable performance.

Au nom de la majorité et de Georges Pompidou.

Certes, depuis 1968, la situation politique a bien changé. Le général de Gaulle, dont je fus Ministre durant sept années et qui m'honorait de son amitié, n'est plus là. Mais le destin, et il faut bien le dire la chance de notre pays, ont voulu qu'un successeur providentiel en la personne de Georges Pompidou, assume les hautes fonctions de Président de la République. Je le connais bien, ayant été pendant quatre ans Secrétaire d'Etat dans son gouvernement.

C'est en son nom aujourd'hui que je me présente.

Bien sûr, j'ai l'investiture, et par conséquent, la confiance de toute la majorité incarnée par Georges Pompidou, le Chef de l'Etat, c'est-à-dire celle de l'U.D.R., des républicains indépendants et des centristes qui ont rallié la majorité (C.D.P.).

Un choix « démocratique » ?

Chacun sait que les communistes et socialistes se méfient les uns des autres et n'ont pu se mettre d'accord sur l'unité de candidature dès le premier tour, malgré le fameux « programme commun ». Le choix « démocratique » donné à l'électeur n'est que de la poudre aux yeux destiné à cacher leur profonde défiance réciproque. Ils ont raison ! Souvenez-vous de ce que François Mitterrand déclarait en 1958 : « J'ai toujours combattu le communisme... Je lutterai sans faiblesse pour épargner à la

France les horreurs d'une dictature collectiviste ». Alors, que pense réellement aujourd'hui François Mitterrand ? Cette question, le Comité central du Parti communiste est évidemment le premier à se la poser.

Par contre, il n'y aurait rien d'inconcevable à ce que les socialistes gouvernent avec nous. Dans le passé, ils l'ont fait avec plus ou moins de bonheur, mais sans catastrophe majeure. Leurs préoccupations sociales rejoignent celles de la majorité, ainsi que peut en témoigner Jacques Chaban-Delmas. Mais désormais, peut-on imaginer gérer l'Etat avec des socialistes prisonniers des communistes, afin d'obtenir plus de sièges à l'Assemblée Nationale ? Avec des socialistes qui ont adbiqué leur liberté ?

Ce jeu dangereux, auquel répugne nombre d'entre eux du fond du cœur, les ligote au Parti communiste. Par cette manœuvre diabolique qui, si elle devait réussir, pourrait être fatale à nos institutions, nos modes de vie, notre société, le Parti communiste espère instaurer sa dictature marxiste dont à ce jour aucun pays, vous entendez, aucun pays, qui en fut la victime, n'a réussi à se libérer.

Doux yeux et patte de velours.

Je sais bien que le Parti communiste aujourd'hui se fait tout sourire. Votez pour nous, vous dit-il, avenant et même prévenant comme le loup de la fable qui s'apprête à croquer son petit chaperon rouge.

Avez-vous remarqué que depuis six mois il n'y a plus de grève en France, plus de conflit, plus de défilé, plus de menace ? Il faut bien, n'est-ce pas, rassurer l'électeur. Tout doit être mis en œuvre pour faire oublier la peur et la honte de 1968. Ainsi, l'électeur sera amadoué avant d'être endormi.

Que les anciens parmi vous se souviennent : les socialo-communistes avaient promis, en 1936, la paix, le pain et la liberté. Et nous avons eu la guerre, la faim et l'occupation.

Les Français voudront-ils vraiment cette aventure ?

Réponse à un questionnaire.

Rien ne va bien, me direz-vous. Mais tout va-t-il si mal ? Que les électeurs raisonnables — et au moment de voter chacun le devient — se posent les questions suivantes :

— Etes-vous libres de faire et de dire ce que vous voulez ? Oui ou non ?
— Etes-vous libres d'aller où vous voulez Oui ou non ?
— Vos enfants vont-ils à l'école que vous avez choisie ? Oui ou non ?
— Votre maison, vos champs, votre argent sont-ils à vous, bien à vous ? En faites-vous ce que vous voulez ? Oui ou non ?
— Etes-vous plus à l'aise et même plus riches qu'il y a quinze ans ? Oui ou non ?
— Pompidou, votre député et la majorité vous ont-ils protégés des tempêtes mondiales ? Oui ou non ?
— Voulez-vous de J.-J. Servan-Schreiber comme Président de la République ? Oui ou non ?
— Les socialo-communistes vous feraient-ils plus riches et plus libres ? Oui ou non ?

Lecanuet « oui », Servan-Schreiber « non ».

Certains électeurs ayant voté pour la majorité dans le passé, se demandent sérieusement s'ils doivent continuer à lui faire confiance. Un report de voix sur le réformateur vous permettrait-il d'espérer une amélioration et d'écarter d'une manière aussi nette le danger communiste ? Voire ! Si l'on en croit les électeurs réformateurs de notre région qui sont souvent d'inspiration M.R.P., les trois quarts

d'entre eux ont l'intention de voter au deuxième tour pour la majorité s'il y a duel entre le candidat communiste et le candidat de la majorité. Les réformateurs, chacun le sait, vont entrer dans la majorité sitôt les élections terminées.

Alors, pourquoi ne pas voter directement pour elle ? Au moins le choix sera clair. A l'inverse, et je le regrette pour nos amis de demain, voter pour un réformateur, c'est tout de même voter pour l'équivoque. Tout rapproche Jean Lecanuet de la majorité Pompidou. En revanche, n'oubliez pas que Servan-Schreiber est radical, un laïc au sens le plus strict de ce terme, c'est-à-dire qu'il est contre l'enseignement privé et, en conséquence, contre la loi Debré.

Dans ces conditions, où ira votre voix ? A Lecanuet ou à Servan-Schreiber ?

Les Français dénient leur propre progrès.

Malgré les imperfections inhérentes à tout régime politique, la majorité — symbolisée d'abord par le général de Gaulle, ensuite par Georges Pompidou — peut revendiquer des résultats exceptionnels.

Ainsi, sur 100 familles :

— 60 possèdent actuellement une automobile, contre 27 en 1958, soit une progression de 120 % ;
— 84 ont un réfrigérateur contre 18 en 1958, soit une progression de 360 % ;
— 76 ont une T.V. contre 7, soit une progression de près de 1.000 % ;
— et 62 ont une machine à laver le linge contre 21, soit une progression de près de 200 %.

Une telle progression des moyens d'existence des Français suscitait les moqueries quand on les annonçait en 1958.

Ils sont pourtant réalité aujourd'hui.

Je sais bien que tout ne doit pas se rapporter à des biens matériels, mais c'est tout de même un signe qui m'évitera, en m'excusant, de citer d'autres chiffres qui sont pourtant éloquents.

Dans le Faucigny et la région d'Annemasse.

La Haute-Savoie est un des départements français où les progrès dans tous les domaines ont été les plus marquants. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème. La preuve, c'est que j'ai dû soutenir du mieux que j'ai pu, grâce à ma connaissance des milieux du Gouvernement et de la haute administration, au prix parfois d'interminables et délicates interventions, les projets de la circonscription d'une importance majeure : la construction accélérée de l'autoroute blanche, axe vital de la Vallée de l'Arve dont je peux, sans fausse modestie, revendiquer la paternité, les accords frontaliers avec Genève, première étape d'un règlement général qui prévoit l'indemnisation des communes frontalières, la construction d'écoles, d'hôpitaux ou d'équipements publics en général, le maintien du plein emploi au plateau d'Assy et la reconversion progressive de ses établissements.

De très nombreuses demandes personnelles d'électeurs ont pu dans le même temps être satisfaites grâce à un double secrétariat permanent à l'Assemblée Nationale et en Haute-Savoie.

A cette mission que vous m'avez confiée, j'ai consacré, je l'avoue, le plus clair de mon temps et l'essentiel de mon énergie. A nouveau, pour notre circonscription, je m'engage à réserver à son profit, c'est-à-dire au vôtre, toutes mes activités.

Si vous voulez continuer à progresser dans l'ordre, la liberté et la paix,

Si vous voulez assurer le plein emploi dans nos ateliers, nos champs et nos stations,

Si vous voulez développer notre région pour laquelle vous et moi éprouvons un amour profond,

Aidez-moi et dites-moi : oui.

Chers amis, merci à l'avance.

MAURICE HERZOG

Député sortant — Maire de Chamonix
Ancien Secrétaire d'Etat
Chef de l'Expédition de l'Annapurna en 1950
Président national du Club alpin français en 1953-1956
Ancien de la Résistance (F.T.P.)
Capitaine au 27e B.C.A. en 1945
Licencié en droit, licencié ès-sciences
Diplômé des hautes études commerciales
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 (deux citations)

Remplaçant éventuel :

JACQUES SOLLIER

Maire-Adjoint d'Annemasse
Docteur en médecine

2e *CIRCULAIRE*

Chers amis,

Les chiffres parlent. Ils sont inquiétants. Dimanche prochain, je vous représenterai face à un communiste. Il sera fort de 41,41 % des voix regroupant les Partis communiste, socialiste et P.S.U. Pour engager la bataille, je dispose de 36,47 % des voix. Certes, ces voix, je sais que je peux compter sur elles : elles seront dimanche au rendez-vous. Pas une ne manquera. Ce seront des voix ardentes, les voix de la France Républicaine qui veut rester une France libre, juste, comme elle est maintenant. Mais, ardent ou pas, un bulletin est un bulletin. Pas plus. Un simple carré de papier avec un nom dessus.

Sous un nom, « Baz », il est écrit « Parti communiste ». Sous un autre, « Herzog », il est écrit « candidat de la majorité ». Cela veut dire France libre contre dictature communiste.

Eh bien, revenons aux chiffres. Le communiste Baz devance le candidat national de 4.000 voix, soit 5 % des électeurs : 41 % contre 36 %. Ces chiffres, je les cite comme ils sont, avec réalisme. Ce faisant, j'ai un peu l'impression de rédiger le bulletin de victoire des communistes.

Mais je serais un véritable criminel si moi, Maurice Herzog, votre député jusqu'à dimanche prochain, je me bouchais les yeux.

Je vous le dis : si les électeurs socialistes donnent leurs voix à l'ennemi héréditaire du socialisme qu'est le communisme, Baz est élu. Et naturellement, Baz appliquera froidement tout le programme communiste. Ne reprochons pas à un communiste d'être communiste. Il ne faut pas voter pour lui si l'on n'est pas soi-même communiste, c'est tout.

Vrais socialistes ! Je connais votre idéal, je le partage. Vous êtes pour la justice dans la liberté. Moi aussi. Qu'était donc de Gaulle, qu'est donc Georges Pompidou, sinon profondément socialistes. Mais comprenez que si la justice sociale ne peut s'instaurer que peu à peu, par un effort collectif de chaque jour, la liberté, elle, se perd d'un coup, en un jour.

Electeurs socialistes, ne votez pas pour la prison. Que 4.000 d'entre vous soient remués par ces vérités et nous pourrons continuer à respirer l'air de la liberté.

Electeurs qui avez voté réformateur dimanche dernier, barrez la route au communiste Baz. Faites dès aujourd'hui ce que Jean Lecanuet fera lundi. Rejoignez votre famille naturelle. Avec votre bulletin, nous ne doutons pas que vous voterez français. Alors, grâce à vous, la France libérale sera enfin réunie. Je serai particulièrement fier et ému d'être votre député car j'aurai conscience que notre grande famille enfin réconciliée vivra un moment historique.

Amis électeurs, dimanche prochain, votez pour le seul candidat national capable de battre le communiste Baz.

Votez Maurice Herzog.

MAURICE HERZOG

Député sortant — Maire de Chamonix
Ancien Secrétaire d'Etat
Chef de l'Expédition de l'Annapurna en 1950
Président national du Club alpin français en 1953-1956
Ancien de la Résistance (F.T.P.)
Capitaine au 27e B.C.A. en 1945
Licencié en droit, licencié ès-sciences
Diplômé des hautes études commerciales
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 (deux citations)

Remplaçant éventuel :

JACQUES SOLLIER

Maire-Adjoint d'Annemasse
Docteur en médecine

SEINE-MARITIME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Darnétal, Rouen-II, Rouen-IV, Rouen-V.

M. Jean LECANUET

(Candidat du mouvement réformateur - Centre démocrate)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous allez voter le 4 mars. Le député sortant porte la responsabilité de quinze années de présence inefficace à l'Assemblée Nationale et de la médiocre gestion de l'U.D.R. Son remplacement s'impose.

Pour moi, il ne s'agit pas d'un siège. Il s'agit d'un mandat pour agir.

Agir pour notre agglomération rouennaise et son rôle de capitale régionale.

Notre agglomération progresse. Elle est considérée en France comme un exemple de développement. Je consacre à cette tâche toute mon énergie. Mais la politique du gouvernement en place entrave son essor au profit de la région parisienne, qui déséquilibre l'aménagement de la France. Il faut renverser cette tendance.

Nos atouts en Normandie sont incomparables : dynamisme des entreprises ; valeur des cadres ; capacité des travailleurs ; potentiel technique, scientifique, portuaire, industriel et commercial ; rayonnement universitaire ; valeur humaine des villes et des campagnes. Ce sont les clés de notre avenir.

Aujourd'hui, pour vous, avec vous, je peux, si vous le décidez, aidé par mon suppléant le Docteur Damamme, conseiller général, maire de Darnétal, porter plus haut et plus loin notre agglomération vers un mieux-vivre de chacun.

Agir pour la France en lui donnant le progrès économique, la justice sociale, l'indépendance et la paix dans l'Europe unie.

Agir aussi pour rétablir la primauté de la morale sur la politique trop souvent entachée d'affairisme, génératrice de scandales inadmissibles.

Les Français sont mécontents.

Ils ont raison de ne plus accepter :

— La hausse excessive des prix.
— L'injustice de certains salaires encore inférieurs à 1 000 F par mois.
— Les abus d'une fiscalité injuste.

— L'aggravation des inégalités sociales, récemment reconnue par le Président de la République.
— L'indigne médiocrité des allocations pour la vieillesse.
— L'impossibilité d'obtenir une retraite décente à 60 ans.
— Le gaspillage de l'argent public en dépenses stériles ou de prestige.
— L'insuffisance, en nombre et en qualité, des équipements collectifs, dont dépend la qualité de la vie (logements sociaux, écoles, hôpitaux, transports en commun, téléphone, lutte contre la pollution, etc.).
— Les contraintes d'une bureaucratie étatique qui entrave l'initiative et freine l'investissement.
— L'incompréhension par l'Etat du rôle des travailleurs indépendants (petits commerçants, artisans, exploitants agricoles) traditionnellement attachés à l'ordre et contraints à la contestation pour se faire entendre.

Alors il faut changer.

Le changement que nous proposons doit se faire dans l'ordre, dans le respect des institutions de la V[e] République, par des réformes profondes. Mais il doit intervenir maintenant. Sinon, il faut redouter, après le mécontentement, le bouleversement.

Pour changer, on ne peut compter sur l'.UD.R., qui a la responsabilité de la situation. Qui peut croire qu'elle ferait demain ce qu'elle a été incapable de réaliser depuis tant d'années ?

On ne peut compter non plus sur les solutions proposées par le Parti communiste. Nous les combattons. Le prétendu programme commun de la gauche n'est qu'une étape vers le collectivisme étatique, destructeur des libertés. Il conduirait à la dévaluation, à l'inflation et finalement au chômage, c'est-à-dire au contraire du bonheur qu'il promet.

En votant massivement pour nous dès le premier tour accordez-moi, avec votre confiance, l'autorité dont j'ai besoin.

Comme maire de Rouen et président du syndicat de notre agglomération, je crois avoir prouvé que mon rôle est d'obtenir des résultats.

Comme homme politique, je n'ai jamais changé d'opinion.

Je ne me rallierai jamais à l'actuelle majorité qui sera demain une minorité pour combler ses vides et lui permettre de poursuivre la politique que j'ai constamment dénoncée.

Personne n'en doute.

Je ne soutiendrai qu'un gouvernement de réformes.

Si, comme je l'espère le Président de la République, tire après les élections, la leçon de l'échec de la majorité sortante et nomme un gouvernement réformateur, mon appui sera demain aussi ferme que le fut mon opposition aux erreurs d'hier.

Ni continuation avec l'U.D.R., ni révolution avec le parti communiste, mais l'évolution par les réformes, telle est la voie du salut.

Seule, elle offre à la France la chance du changement dans le calme.

JEAN LECANUET
Maire de Rouen
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Docteur DAMAMME
Maire de Darnétal
Conseiller général

Candidat du Mouvement réformateur - Centre démocrate

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Avec plus de 36 % des voix, vous m'avez placé en tête de tous les candidats. Je tiens à vous remercier de la confiance que vous m'avez témoignée.

Par votre vote, vous avez voulu exprimer votre désir de changement dans le calme.

Votre choix, pour dimanche prochain, est donc clair. Tous les électeurs de Rouen et du Canton de Darnétal doivent s'unir sur mon nom pour barrer la route au candidat du Parti communiste.

Aidé par mon suppléant le docteur Damamme, conseiller général, maire de Darnétal, mon seul souci sera :

— d'agir pour l'agglomération rouennaise ;
— de promouvoir le progrès économique, la justice sociale et fiscale pour tous ;
— d'assurer l'indépendance et la paix dans l'Europe unie.

Comme par le passé, je consacrerai à cette tâche toute mon énergie et tout mon dynamisme. Je m'efforcerai d'apporter à l'Assemblée Nationale l'efficacité que j'ai mise et que je continuerai de développer au service de la ville de Rouen et de son agglomération.

En m'accordant massivement vos suffrages, vous donnerez à mon mandat l'autorité dont j'ai besoin pour mener à bien mon action.

Pas d'abstention !

Votez :

JEAN LECANUET
Maire de Rouen
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Docteur DAMAMME
Maire de Darnétal
Conseiller général

Candidat du Mouvement réformateur - Centre démocrate

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boos, Elbeuf, Grand-Couronne.

M. Tony LARUE

(Candidat de l'Union de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

L'Union de la gauche démocrate et socialiste (Parti socialiste et radicaux de gauche) présentent :

TONY LARUE

Expert-comptable breveté par l'Etat
Expert inscrit près la Cour d'appel et les tribunaux
Conseiller départemental de l'enseignement technique
Membre fondateur Libération-Nord
Membre du Parti socialiste depuis 1922
Maire de la ville de Grand-Quevilly
Conseiller général du canton de Grand-Couronné
Membre de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Officier de la Légion d'honneur
Croix du combattant
Médaille du combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la France combattante
Chevalier de la France combattante
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite social
Député sortant élu en janvier 1957, réélu en 1958, 1962, 1967 et 1968

Travailleur infatigable : Tony Larue, fils d'un agent des douanes, orphelin très jeune, a fait sa situation professionnelle et sociale « à la force du poignet ». Chacun le sait, tandis que lui-même n'ignore rien des difficultés des familles laborieuses.

Administrateur éprouvé : Il a été élu maire de Grand-Quevilly pour la première fois en 1935 (et révoqué par le Gouvernement de Vichy). En trente-huit années de mandat, il a transformé, modernisé la ville et conquis la haute estime de ses concitoyens. 6.000 logements sont bientôt achevés et 3.900 autres programmes d'ici à 1979. Tous les équipements collectifs se développent pour répondre aux besoins d'une population qui atteindra bientôt 60.000 habitants.

Conseiller général écouté : Tony Larue s'est montré soucieux de l'équipement des communes du canton de Grand-Couronne et, plus généralement, d'une saine gestion des finances départementales.

Parlementaire actif : Il a soutenu sans défaillance, depuis dix-sept ans, les grandes idées de justice sociale, de liberté et de paix. Chaque fois qu'ils le lui demandaient, il a aidé activement les maires des communes de sa circonscription et leur population. A l'Assemblée Nationale et dans les organismes internationaux où il siège, il a, par son action personnelle, pleinement rempli le mandat qui lui a été confié et cinq fois renouvelé.

Remplaçant éventuel :

N. SUSINI

Napoléon Susini, né le 6 février 1924, est le fils d'un très modeste employé de préfecture, orphelin de mère très tôt, il passe son baccalauréat puis sert comme engagé volontaire pendant trois ans. Ensuite, tout en gagnant sa vie comme employé, il obtient grâce à un labeur acharné sa licence en droit et se présente aux plus hauts concours de l'Etat ce qui lui permet d'être admis à l'Inspection générale des finances en 1955. A ce titre, il occupe d'importantes fonctions notamment au Ministère des Finances. Fidèle à ses origines et à ses aspirations, il adhère dès 1956 au Parti socialiste et devient, en 1965, premier adjoint de Tony Larue à la mairie de Grand-Quevilly et, à ce titre, il apporte son concours constant et efficace dans l'œuvre de construction de la ville. Marié à une grand-quevillaise, il est père de deux enfants.

Napoléon Susini est Chevalier de la Légion d'honneur et Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Pour le progrès social dans la liberté votez tous le 4 mars pour Tony Larue.

Tony Larue, candidat de l'Union de la gauche démocrate et socialiste (Parti socialiste et radicaux de gauche) présente le programme commun de législature.

Où en est l'U.D.R. après quinze ans de pouvoir ?

La majorité U.D.R. et ses alliés ont été incapables de satisfaire aux aspirations des Français :

Après quinze ans d'un pouvoir sans limites, la majorité révèle son incapacité à répondre aux aspirations légitimes des Français. Prisonnière des intérêts financiers qui se sont infiltrés partout et dont les scandales immobiliers ne sont qu'un aspect : elle a dévalué deux fois le franc, laissé se développer une inflation jamais connue qui a engendré une hausse extraordinaire des prix, institué des injustices fiscales qui deviennent intolérables, gaspillé les chances que donne le développement économique par des choix incohérents et coûteux (Concorde, filière atomique, freinage de l'élevage qui aboutit à une hausse exorbitante, des prix de la viande....).

Pour en finir avec cette désastreuse politique les forces de gauche se sont unies et ont élaboré un programme pour la prochaine législature dont voici l'essentiel :

I. — *Plus d'égalité et de justice dans les moyens d'existence.*

Salaires - Revenus et prestations sociales :

Actuellement, conséquences de la « politique sociale » du Gouvernement depuis quinze ans :

« 60 % de la population dispose de revenus égaux à ceux des 5 % des plus fortunés ». Pour remédier à cette situation, le Parti socialiste et les radicaux de gauche proposent les mesures suivantes :

— Aucun salaire inférieur à 1.000 F par mois.
— Egalité des salaires masculins et féminins.
— Retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes et sans abattement.
— Aucune retraite ni allocation vieillesse inférieure au salaire minimum.
— Allocations familiales revalorisées et indexées sur les salaires.
— Remboursement des dépenses maladie à 80 % et progressivement à 100 %
— Aide suffisante aux personnes âgées en matière de logements, de transports, de services sociaux et de soins médicaux et chirurgicaux.
— Allocation ou prise en charge pour les handicapés dans l'impossibilité de travailler.
— Intégration des commerçants, petits industriels et artisans dans le régime général de la sécurité sociale.

Fiscalité :

— Suppression des privilèges fiscaux abusifs dont bénéficient les grandes sociétés.
— Suppression ou allègement de la T.V.A. sur produits alimentaires.
— Création d'un impôt sur les grosses fortunes.

II. — *Plus d'égalité et de dignité dans le travail.*

Démocratie dans l'entreprise :

— Réforme du droit licenciement.
— Sanction du non-respect des conventions collectives.
— Accroissement des responsabilités des travailleurs dans l'Entreprise ; à cet effet, des expériences d'auto-gestion seront conduites au sein du secteur nationalisé et dans le secteur privé, les pouvoirs des organisations syndicales et des comités d'entreprises seront élargis et garantis.

Emploi et conditions de travail :

— Réduction progressive de la durée du travail qui sera ramenée à 40 heures en cinq jours sans perte de salaire.
— Suppression du chômage et notamment du sous-emploi chronique chez les femmes et les jeunes.
— Humanisation des cadences pénibles par le droit du travail.
— Formation permanente efficace qui assure l'adaptation constante des travailleurs à une technologie en évolution rapide ce qui constitue le facteur de la promotion sociale nécessaire.

III. — *Egalité des chances devant la vie.*

— Imposition des grands héritages industriels et financiers pour éviter l'accumulation du pouvoir économique au profit de quelques-uns.
— Démocratisation de l'éducation nationale afin que les voies de l'enseignement supérieur soient ouvertes en fonction des capacités des enfants et non de la situation sociale des parents.
— Réorganisation des classes et des enseignements qui mette fin au gâchis des intelligences exprimées par un nombre anormalement élevé de redoublements et d'échecs aux examens.
— Préparer l'adaptation à la vie professionnelle des jeunes par un effort privilégié pour l'enseignement technique.
— En cours de vie professionnelle, ouvrir par la formation permanente, toutes les possibilités de promotion sociale.
— Rendre à la fonction enseignante sa dignité, arrêter sa dévalorisation matérielle et lui donner les moyens d'assumer sa mission.

IV. — *Une économie au service de tous.*

— Nationalisation des neuf entreprises qui par leur puissance imposent la loi de leur intérêt dans la définition des choix économiques de l'Etat. Il n'y aura ni étatisme, ni bureaucratie ; comme pour Renault, ces entreprises se gèreront elles-mêmes et devront affronter la concurrence nationale et internationale. Comme en 1936 et en 1945 ces nationalisations, justement indemnisées, ne porteront pas atteinte à la propriété individuelle.
— Planification démocratique qui permet des choix cohérents répondant aux besoins véritables de la population et assure une croissance plus rapide de l'économie grâce à la pleine utilisation des capacités de production et à l'essor des initiatives individuelles libérées de la tutelle des grands groupes.

V. — *Un cadre de vie adapté au monde actuel.*

Equipements collectifs :

Rattrapage du retard considérable de la France par rapport aux Pays voisins pour les équipements collectifs (logements et urbanisme, téléphone, hôpitaux, crèches...) par la construction de 700 000 logements dont les trois quarts H.L.M. locatives, de 1.000 crèches, la lutte contre la spéculation foncière et les bénéfices scandaleux qu'elle engendre notamment par la municipalisation des sols, l'accroissement — grâce aux économies ainsi réalisées — des crédits alloués en faveur des hôpitaux, des maisons de retraite pour personnes âgées, du téléphone et de l'urbanisme.

La qualité de la vie.

Assurer que l'élévation du niveau de vie, l'extension des équipements collectifs et la réduction du temps de travail s'accompagnent d'une amélioration de la qualité de la vie par une politique active de sauvegarde de l'environnement, de lutte contre les pollutions, de mise en place d'installations sportives, culturelles et de loisirs ouverts à tous, par le développement de l'activité de citoyens et de jeunes, par la décentralisation et le renforcement de l'autonomie des communes au sein de régions démocratiquement gérées.

VI. — *Une vie publique moralisée garantissant les libertés et la stabilité des institutions.*

— Une application stricte de la Constitution qui assure l'équilibre des pouvoirs entre le Président de la République, élu au Suffrage universel et Chef de l'exécutif et le Parlement en restituant à celui-ci ses pouvoirs de contrôle et d'initiative législative.
— Etablissement d'un contrat de législature qui garantira l'application du programme adopté par les citoyens et la stabilité gouvernementale.
— L'information et notamment l'O.R.T.F. soustraites à la domination de l'argent et aux pressions du pouvoir politique.
— L'institution d'une Cour suprême garantissant le respect des règles constitutionnelles et des libertés publiques, individuelles et collectives.
— Une loi électorale nouvelle assurant une juste représentation des électeurs : actuellement, un député de la majorité est élu par 60 000 personnes et un député de l'opposition par 300.000.
— Rétablir l'indépendance de la magistrature vis-à-vis du pouvoir politique.
— Rendre la police et les forces de l'ordre à leur mission républicaine de protection des citoyens.

VII. — *Politique étrangère de paix et de coopération.*

— Conversion progressive de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique.
— Désarmement général, simultané et contrôlé. Participation à la Conférence de Genève. Signature des accords sur la cessation des essais nucléaires.
— Sécurité collective et coexistence pacifique. Réforme de l'Alliance Atlantique.
— Construction d'une Europe des peuples libérée de la tutelle des grandes sociétés capitalistes multinationales. Entente avec les pays de l'Est.
— Action concertée en direction du Tiers Monde et lutte contre la faim et l'ignorance.

VIII. — *Ce programme est réaliste et réalisable.*

— Il est réaliste car : il répond aux aspirations et aux besoins réels des Français et des Françaises.

— Il ne prétend pas que tout sera réalisé du jour au lendemain ; certaines mesures sont immédiates : S.M.I.G. à 1.000 F — prise en charge des soins par la sécurité sociale à 80 % — relèvement des retraites...
d'autres s'étalent sur trois à cinq ans : réduction des horaires de travail ; développement des équipements collectifs.

— Il est réalisable, sans rupture de l'expansion, sans collectivisme, sans bureaucratisation contrairement aux affirmations de l'U.D.R. et de ses alliés car :

Les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre seront prélevés sur les grands intérêts qui, à travers la majorité actuelle orientent contre les Français la politique du pays grâce :

— à la réforme de la fiscalité ;
— à la nationalisation des grandes sociétés et des banques d'affaires ;
— à la cohérence des choix économiques.

Dès le premier tour vous voterez massivement pour que le 4 mars Tony Larue arrive en tête de tous les candidats.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En m'accordant le 4 mars, 22.419 suffrages, vous m'avez placé, comme vous l'avez toujours fait depuis 1956, en tête de tous les candidats. Je vous remercie de la confiance que vous m'avez ainsi renouvelée.

Votre vote montre que vous avez été sensible au travail persévérant, discret et efficace que j'ai accompli pendant les dix-sept années au cours desquelles vous m'avez, sans interruption, choisi pour vous représenter.

Votre vote, comme celui de la majorité des Français, témoigne aussi de votre volonté sans équivoque d'obtenir un changement politique national. La progression sans précédent des voix du Parti socialiste traduit, dans tout le pays, cet espoir.

Je reste le seul candidat de l'Union de la gauche, des démocrates et des républicains.

Désormais, le choix est clair entre :

- un candidat soutenu par la majorité U.D.R. et ses alliés qui, pendant quinze ans, ont détourné le progrès économique au profit d'une minorité privilégiée et ont aggravé les inégalités entre les Français.

- et moi-même qui suis désireux d'appliquer, dans le respect de toutes les libertés démocratiques et la stabilité des institutions, le programme de législature qui cherche à instaurer :

— l'égalité et la justice dans les moyens d'existence (augmentation des retraites et allocations pour personnes âgées, salaires à 1 000 F, retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes, etc.) ;
— l'égalité et la dignité dans le travail (réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine, humanisation des cadences, formation permanente, etc.) ;
— l'égalité des chances devant la vie (accès aux plus hauts niveaux de l'éducation, réorganisation des classes et des enseignements, etc.) ;
— une économie au service de tous (planification démocratique, nationalisation des neuf grandes entreprises qui imposent aux petits industriels, commerçants, artisans et à l'Etat la loi de leur puissance) ;

— un cadre de vie adapté au monde actuel (priorité aux équipements collectifs : logements, hôpitaux, téléphone, stades ; lutte contre la pollution, etc.) ;
— une vie publique moralisée garantissant la liberté et la stabilité ; contrat de législature, etc. ;
— une politique étrangère de paix et de coopération avec tous les peuples.

Avec votre soutien massif et votre confiance, nous travaillerons ensemble à la réalisation de ces objectifs pour notre circonscription, pour la France et pour la République.

Ne vous abstenez pas ! Dimanche prochain.

Vote en masse pour Tony Larue et N. Susini, son suppléant, candidats de l'Union de la gauche, des démocrates et des républicains.

L'Union de la gauche démocrate et socialiste présente :

TONY LARUE

Expert-comptable breveté par l'Etat
Expert inscrit près la Cour d'appel et les tribunaux
Conseiller départemental de l'enseignement technique
Membre fondateur Libération-Nord
Membre du Parti socialiste depuis 1922
Maire de la ville de Grand-Quevilly
Conseiller général du canton de Grand-Couronne
Membre de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Officier de la Légion d'honneur
Croix du combattant
Médaille du combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la France combattante
Chevalier de la France combattante
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite social
Député sortant élu en janvier 1957, réélu en 1958, 1962, 1967 et 1968

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Rouen-I, Rouen-III, Rouen-VI, Sotteville-lès-Rouen.

M. Roland LEROY

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(P.C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis que votre confiance m'a élu député, j'ai le sentiment d'avoir scrupuleusement rempli le mandat que vous m'avez confié. Toute mon activité et celle du groupe parlementaire communiste, nos votes, nos interventions concordent avec nos engagements et sont conformes aux intérêts des travailleurs et du pays. Nous agissons pour les revendications des travailleurs, manuels et intellectuels. Avec mes camarades et mes amis, j'ai constamment agi pour la défense de la population de Rouen, Sotteville, Saint-Etienne, Oissel.

Au plan national, je me suis attaché avec mon parti à mettre fin aux divisions des forces de gauche et j'ai ainsi contribué à l'élaboration du programme commun de gouvernement. Je m'engage à continuer dans cette voie.

Mais l'enjeu des élections n'a jamais été aussi décisif. Pour la première fois, vous avez la possibilité d'assurer la mise en œuvre d'une politique entièrement nouvelle. Vous pouvez améliorer votre pouvoir d'achat, avoir de meilleures conditions de travail, de logement et de vie, plus de sécurité, de liberté. Vous pouvez participer réellement à toutes les décisions, au travail, dans la localité comme dans la nation.

Pour réaliser ce programme il faut que les ressources considérables du pays cessent d'être détournées au profit du grand capital.

C'est possible parce que, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme détaillé, concret, qui a pour priorité d'améliorer la vie des familles, à commencer par les plus modestes, d'améliorer la vie des plus défavorisés, à commencer par les personnes âgées.

Le programme commun de gouvernement sera d'autant mieux, d'autant plus rapidement et totalement appliqué, que le Parti communiste français sera plus influent. Demain comme hier, dans le pays et au parlement, les communistes continueront d'agir pour le progrès social, pour la démocratie, l'indépendance nationale et la paix. Dans un gouvernement de la gauche unie, ils assumeront, dans cet esprit, leurs responsabilités ministérielles.

Saisissons ensemble l'occasion de faire que la croissance économique profite à tous ceux qui participent à la création des richesses. Saisissons ensemble l'occasion de bâtir une France libre et prospère.

Signé : Roland LEROY.

Voter communiste dès le premier tour, c'est voter pour les meilleurs artisans de l'union de la gauche, c'est voter pour une application rapide et totale du programme commun de gouvernement.

Il est maintenant possible de s'engager sur la voie du progrès social.

Les choses ne peuvent plus durer ainsi :

Personne ne peut nier que la hausse du coût de la vie, en moyenne de 6 à 8 % par an, celle des impôts, des loyers, pèsent lourdement sur le budget familial.

Les salaires, eux, sont loin de suivre la même évolution. En Seine-Maritime, un travailleurs sur quatre gagne moins de 1.000 francs par mois.

Les personnes âgées sont réduites à la gêne. Dans l'ensemble du pays le chômage frappe ou menace des milliers de travailleurs, en particulier les jeunes, trop souvent démunis de formation professionnelle.

La crise du logement s'éternise. Les conditions de vie et de travail sont de plus en plus dures, parfois insupportables.

Des changements profonds sont maintenant possibles :

Le programme commun de la gauche se fixe comme objectif essentiel de remédier à cette sitution. Il se propose d'améliorer rapidement les conditions de vie des Français. Il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Il assurera dans l'immédiat :

- le relèvement général des salaires, le salaire minimum étant fixé à 1.000 F ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite ;
- l'amélioration du sort des personnes âgées ;
- la réduction de la durée du travail ;
- l'allégement des impôts pesant sur la population laborieuse ;
- l'extension des droits et libertés des travailleurs dans les entreprises ;
- le remboursement à 80 %, puis 100 % de tous les frais médicaux.

Les moyens existent de réaliser ces changements :

Une telle politique de progrès social est possible. La France est un pays riche. Nous vivons une époque d'essor sans précédent des sciences et des techniques. Il s'agit d'en faire bénéficier l'ensemble des travailleurs, manuels et intellectuels.

Le programme commun prévoit avec précision les moyens de sa politique et le financement de toutes ses propositions.

Il mettra fin au gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés. Il combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public, la nationalisation du secteur bancaire et des principaux trusts, la planification démocratique, permettra une expansion plus rapide et une meilleure répartition des fruits du travail.

Pour l'agglomération rouennaise une gestion moderne et démocratique :

Les nombreux problèmes que pose aujourd'hui l'organisation de l'agglomération de Rouen trouveront leur véritable solution avec l'application du programme de gouvernement. Cela suppose en premier lieu que la coopération intercommunale soit conçue de façon démocratique et qu'une réforme des finances locales allège les impôts qui frappent lourdement les familles de travailleurs.

Ainsi pourraient être résolus en priorité :

- le problème des transports en commun, lesquels doivent être rénovés et doivent assurer une liaison réelle et efficace des communes de la banlieue de Rouen ;
- l'implantation d'un hôpital sur la rive gauche, rendue possible après que l'action menée, notamment par Roland Leroy, ait permis la création d'une unité d'études et de recherches de médecine au Madrillet ;
- la construction de logements sociaux en nombre suffisant, les équipements collectifs correspondant aux besoins de la population.

Réélisez votre député actif et efficace. Votez utile, dès le premier tour, votez :

ROLAND LEROY

Candidat du Parti communiste français
Pour l'union populaire et la victoire du programme commun de gouvernement

Remplaçant éventuel :

JEAN MALVASIO

Conseiller général de Rouen
Membre du Comité central du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

ROLAND LEROY

Candidat unique présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Mouvement de la gauche radicale-socialiste, le Parti socialiste unifié.

Remplaçant éventuel :

JEAN MALVASIO

Electrices, électeurs,

Ici, comme partout en France, les partis de gauche présentent un candidat unique au second tour. En me plaçant, dimanche dernier, largement en tête de tous les candidats, 19.103 électrices et électeurs m'ont fait l'honneur d'être aujourd'hui ce candidat unique. Je les en remercie. Je remercie le parti socialiste, la gauche radicale-socialiste, le parti socialiste unfié et les organisations syndicales qui m'accordent leur soutien au second tour.

La loi électorale est si injuste que la coalition au pouvoir, pourtant très minoritaire dans le pays, peut avoir au Parlement, une représentation considérable. Ce qui, ajouté à l'appoint qu'apporteraient les dirigeants « réformateurs », provoquerait l'aggravation de la politique actuelle. Le danger est là.

Aujourd'hui, les travailleurs, les démocrates croyants ou non croyants doivent s'unir plus largement que jamais. Tous ceux qui ont voulu exprimer dimanche une réelle volonté de changement n'ont plus aujourd'hui qu'un seul moyen, mais c'est un moyen efficace : voter ici comme ailleurs pour le candidat unique de la gauche et de tous les démocrates.

Ensemble, unissons notre volonté de progrès social, de démocratie et de liberté ! Que la France qui travaille et qui pense se rassemble !

Pour la démocratie.
Pour le progrès social.

Rassemblons nos suffrages sur :

ROLAND LEROY

Seul candidat opposé aujourd'hui à l'U.D.R.

Ensemble réélisons Roland Leroy pour le changement et le progrès social.

A l'appel du Parti communiste français, du Parti socialiste, du Mouvement de la gauche radicale.

Le 4 mars, les électrices et les électeurs ont montré qu'ils désiraient un réel changement de politique.

Les fédérations du Parti communiste français, du Parti socialiste et le Mouvement de la gauche radicale constatent que la majorité perd 53.000 voix en Seine-Maritime.

Elles se félicitent de la nette progression de la gauche sur l'ensemble du département.

Le second tour doit permettre d'assurer la défaite des candidats du pouvoir et de ceux qui approuvent dès maintenant sa politique anti-sociale ; il doit permettre de donner à la France un gouvernement de la gauche.

C'est pourquoi les Fédérations du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche radicale appellent les électeurs et les électrices à voter massivement pour les candidats de l'union pour le programme commun : dans la première circonscription, Victor Blot ; dans la deuxième circonscription, Tony Larue ; dans la troisième circonscription, Roland Leroy ; dans la quatrième circonscription, Colette Privat ; dans la cinquième circonscription, Claude Malandain ; dans la sixième circonscription, Daniel Colliard ; dans la huitième circonscription, Pierre Bobée ; dans la neuvième circonscription, Irénée Bourgois ; dans la dixième circonscription, Roger Thiebault.

Daniel Chevallier, candidat du Parti socialiste au premier tour.

Dans la troisième circonscription, Daniel Chevallier, candidat du Parti socialiste, remercie vivement les électeurs et les électrices qui lui ont fait confiance et leur demande de reporter leurs voix sur le candidat unique de la gauche : Roland Leroy.

Pierre Bourguignon, candidat du Parti socialiste unifié au premier tour.

Face aux candidats du pouvoir et à leur alliés d'aujourd'hui et de demain, il est nécessaire, dans une situation marquée par l'existence du programme commun de gouvernement, d'assurer au deuxième tour la convergence de l'ensemble des forces signataires du programme commun de gouvernement et du parti socialiste unifié.

Le vaste rassemblement qui se réalisera au profit du candidat de gauche arrivé en tête permettra, le 11 mars, d'assurer la défaite des candidats réactionnaires et ouvrira la possibilité de changements importants pour les travailleurs et l'ensemble du pays.

Dans notre circonscription, l'unité populaire permettra d'assurer la victoire de Roland Leroy.

Pierre Bourguignon,
Membre du Bureau national du P.S.U.

Des élus de la troisième circonscription.

M. Olivier Goubert, maire de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Mme Georgette Gosselin, premier adjoint au maire de Saint-Etienne-du-Rouvray.

M. Jonquais Georges, Mme Merrien Andrée, MM. Grandpierre Michel, Blasquez Nicanor, Lefebvre Louis, adjoints au maire.

Les conseillers municipaux unanimes :

MM. Neveu Ernest, Prévost Jacques, Verdure Jean, Mme Coat Marie, M. Losset Jean, Mmes Bourdon Geneviève, Lefèbvre Raymonde, MM. Fitton Jacques, Bodère Georges, Lebret Jean, Lugat Pierre, Meire Pierre, Mauche Jacques, Mme Marles Monique, MM. Moignet Pierre, Mouric Marcel, Lelevier Claude, Mme Cardon Anne-Marie, MM. Lecolley Michel, Bourlon Gérard, Mme Le Fournis Marie-Claire, MM. Soloy Claude, Barrière Michel.

Mme Madeleine Riot, premier adjoint au maire de Sotteville-lès-Rouen.

MM. Boine Robert, Lefèbvre Louis, Plichon Louis, Mme Rabotteau Georgette M. Rozan Marcel, conseillers municipaux de Sotteville-lès-Rouen.

M. Célestin Dubois, conseiller général du canton de Sotteville-lès-Rouen.

M. Victor Blot, conseiller général du 6e canton de Rouen.

Se sont joints à cet appel de très nombreuses personnalités d'opinions politiques, de conceptions philosophiques et de croyances religieuses différentes, des militants syndicaux, des ingénieurs, cadres et techniciens, des enseignants, des commerçants et artisans, d'anciens résistants et combattants, des sportifs, des jeunes, des dirigeants d'associations locales... qui tous souhaitent des changements profonds dans notre pays et vous demandent de voter dimanche prochain, 11 mars, pour Roland Leroy.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Clères, Duclair, Maromme, Pavilly.

M. André MARTIN

(Candidat du Mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Enfin !... Des gens de chez nous.

Madame, mademoiselle, monsieur,

— Vous exigez des réformes indispensables.
— Vous voulez une remise en ordre qui vous apporte justice et sécurité des personnes.
— Vous souhaitez être enfin représentés par un député connaissant bien sa circonscription et qui vous défendra.
— Vous aspirez à l'assainissement de la moralité publique.
— Vous attendez un meilleur développement de nos équipements collectifs.

Vous exigez donc justement que vos aspirations soient entendues dans une réelle concertation avec votre député.

Mais en même temps vous refusez l'aventure qui nous conduirait inévitablement à une caricature de la démocratie.

Vous n'acceptez ni l'asservissement, ni l'enlisement.

Pour un changement dans le calme dès le premier tour, celui où l'on choisit, vous voterez, vous ferez voter pour deux hommes, deux élus d'expérience.

Vous leur avez fait confiance pour défendre vos intérêts communaux.
Vous leur ferez confiance pour défendre votre circonscription.

ANDRÉ MARTIN

Conseiller général
Maire de Montville

Remplaçant éventuel :

MARCEL SAUVAGE

Maire de Notre-Dame-de-Bondeville

Candidat présenté par le Mouvement réformateur.

2e CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

13.344 électrices et électeurs de notre circonscription m'ont marqué leur confiance dès ce premier tour de scrutin :

Qu'ils en soient chaleureusement remerciés !

Dans le même temps, la candidate communiste, malgré les moyens mis en œuvre, voit son pourcentage de voix diminuer par rapport à 1968.

Dès lors les choses sont claires pour le deuxième tour.

Refusant toutes compromissions ou marchandages, je ne puis trahir votre confiance : c'est un devoir pour moi de solliciter à nouveau vos suffrages.

Pour nos quatre cantons de Maromme, Pavilly, Duclair et Clères.

• Vous voulez que le vœu d'un très grand nombre de maires et d'élus municipaux de cette circonscription soit suivi parce que les maires, plus que tous les autres engagés politiques, connaissent vos aspirations et vos besoins.

Vous voulez qu'un des leurs soit votre député.

— Tous les vrais démocrates pour une meilleure société.
— Tous les vrais socialistes épris de liberté.
— Tous les vrais républicains qui refusent l'emprise étatique et totalitaire du Parti communiste.
— Et chacun d'entre vous à la disposition duquel il sera,

voteront massivement,

feront voter :

ANDRÉ MARTIN

Conseiller général, maire de Montville
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
Président de la Caisse auxiliaire de prêt de la Seine-Maritime
Président du Centre départemental de l'enfance de Canteleu
Vice-président de l'Association départementale des maires

Remplaçant éventuel :

MARCEL SAUVAGE

Maire de Notre-Dame-de-Bondeville

Candidat présenté par le Mouvement réformateur.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bolbec, Caudebec-en-Caux, Criquetot-l'Esnenal, Fécamp, Goderville, Lillebonne, Saint-Romain-de-Colbosc.

M. André BETTENCOURT

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

De votre suffrage dépend l'avenir.

Etes-vous favorables aux institutions de la Ve République, qui peuvent d'ailleurs être améliorées ?

Ou voudriez-vous revenir au règne des partis, aux gouvernements qui changeaient tous les sept ou huit mois, aux dettes permanentes envers l'étranger ?

Etes-vous favorables au Président de la République, élu au suffrage universel, chargé de représenter la France et d'orienter son action ?

Ou voudriez-vous, comme certains le proposent, diminuer ses pouvoirs et, progressivement, les lui ôter, dans un moment où plus que jamais la France a besoin, à l'intérieur et plus encore à l'extérieur, d'unir toutes ses forces et d'être défendue par un chef d'Etat dont la compétence est reconnue par tous.

Voule-vous l'indépendance de la France et le respect des libertés ?

Ou bien accepteriez-vous que, profitant de nos faiblesses, le parti communiste, d'abord avec les socialistes et ensuite tout seul, s'installe au pouvoir et nous mène à la dictature collectiviste ?

Voulez-vous une majorité pour soutenir l'action du Président de la République et un gouvernement travaillant avec lui ?

En ce qui me concerne, je suis aux côtés du Président Pompidou, vers qui vont mon respect et mon estime. Dans les moments les plus graves, il a déjà montré qu'il savait prendre ses responsabilités.

Vous voulez le changement ; il ne peut se faire que dans le calme, par le progrès et le concours de tous.

Vous voulez le développement économique et la justice sociale. La progression constante de notre expansion au cours des dernières années est la plus forte des pays de l'Europe occidentale. Jamais sur le plan social autant de mesures n'ont été prises. Il y a encore beaucoup à faire. Seul l'accroissement de nos productions, de nos exportations, tant industrielles qu'agricoles, permettra une amélioration continue du niveau de vie de tous et d'abord des plus défavorisés. La richesse du pays offre et offrira de plus en plus ses chances à tout le monde, la régression n'en offrirait à personne.

Avec qui la France commerce-t-elle ? Essentiellement avec l'Europe, d'abord, et avec l'Amérique. Voulez-vous l'Europe ? La sauvegarde de nos alliances ? Et aussi, progressivement, comme nous le faisons, la détente, l'entente et la coopération avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ?

Ou bien souhaitez-vous tout mettre par terre d'un seul coup : abandonner l'Europe, renoncer au Marché Commun agricole qui est un succès pour la France, et auquel nos partenaires tiennent moins que nous, changer nos alliances et, après avoir tourné le dos à ceux qui achètent nos productions, ne plus savoir à qui les vendre.

En même temps, les nationalisations proposées par le programme commun de la gauche détourneraient de notre pays les capitaux et vite de nombreux emplois seraient en cause, alors qu'au contraire il faut en créer pour tous les jeunes qui arrivent à l'âge du travail.

Et avec qui améliorerait-on le sort des plus âgés, des handicapés, de tous ceux qui ont besoin d'aide, si les caisses de l'Etat étaient vides ?

Le programme commun de la gauche, disent les meilleurs économistes, est plein de contradictions et de dangers extrêmes. Sa mise en œuvre briserait l'élan de notre économie, conduirait l'Etat à écraser d'impôts les particuliers, établirait une société de pénurie et de contrainte.

Je veux espérer que les Cauchois que nous sommes, ayant en tête l'avenir de leur famille et de leurs enfants, penseront à tout cela avant de voter.

Vous me connaissez et me faites confiance depuis plus de vingt ans. Je ne vous apprendrai rien sur moi. Il y a longtemps que vous savez qui je suis.

Mon ami, Monsieur Georges Chedru, député à l'Assemblée Nationale depuis que je suis entré à nouveau au gouvernement, et qui a été pour nous tous d'un dévouement incomparable, ne peut pas se représenter à mes côtés pour des raisons de santé. Il est de cœur avec nous. Je lui en exprime toute ma gratitude.

En plein accord avec lui, Monsieur Charles Bevet, jeune agriculteur de 35 ans, maire de Turretot, devient mon suppléant. Il est dynamique, animé par le désir de rendre service, déjà connu en particulier pour son programme de maisons individuelles dans son village.

Nous sommes nés l'un et l'autre dans la circonscription, comme les générations qui nous ont précédés, moi dans le canton de Lillebonne, lui dans le canton de Criquetot. Nous ferons équipe ensemble. Fécamp, la vallée de la Seine. nos cantons ruraux, peuvent compter sur nous.

Au moment où tant de candidatures n'ont qu'un but, entraîner au premier tour le ballottage, nous faisons appel à vous tous ; non pas seulement pour éviter un deuxième tour de scrutin, mais pour obtenir le plus grand nombre de suffrages possible et, par là même, une force accrue pour vous représenter et servir, dans la liberté, le progrès économique et la justice sociale, notre circonscription, notre région, notre pays.

Vive la République.

Vive la France.

ANDRÉ BETTENCOURT

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères
Conseiller général
Maire de Saint-Maurice-d'Etelan

Républicain Indépendant

Remplaçant éventuel :

CHARLES REVET

Agriculteur
Maire de Turretot

Républicain Indépendant

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Permettez-moi d'abord, au nom de M. Charles Revet et en mon nom, de vous exprimer mes sentiments de reconnaissance.

A 56 voix près, il n'y aurait pas eu de ballottage. Nous serions passés au premier tour, malgré le grand nombre de candidatures.

Maintenant, il nous faut parler de dimanche prochain et du deuxième tour. Les candidatures seront moins nombreuses, mais le vote aura une signification importante. La lutte est désormais entre les libéraux et les communistes.

Ceux qui défendent la liberté sous toutes ses formes ont le devoir de faire barrage à toutes les intransigeances et d'abord au communisme. « Démocratie populaire », « République populaire », on sait bien ce que cela veut dire. Pratiquement, c'est le parti unique et la candidature unique, les autres n'étant que des comparses.

J'ajoute qu'il ne faudrait pas que le parti communiste s'imagine qu'il détient le monopole de la représentation des travailleurs en France. Je reste convaincu, par exemple, que beaucoup d'électeurs socialistes sont plus près de nous qu'ils ne le sont des états-majors communistes. Je suis certain que de nombreux socialistes ne sont qu'à moitié rassurés par les bons sourires de M. Marchais et de M. Duclos.

Quand il n'y avait pas de candidature socialiste dans la circonscription, toute une partie des socialistes ne votait pas pour le parti communiste. Souvenez-vous en.

C'est pourquoi, si je fais appel d'abord à mes propres amis, à ceux qui depuis longtemps m'apportent fidèlement leur appui, je ne peux m'empêcher de mettre en garde ceux qui seraient tentés de faire le jeu du parti communiste.

La France est un pays occidental et non pas un pays de l'est.

En France, les emplois, le développement de l'industrie, l'accroissement des productions et des exportations agricoles nécessaires à une meilleure rentabilité des exploitations et une amélioration des conditions de vie des agriculteurs, ne passent pas par le marxisme-léninisme, pas plus que la liberté du commerce et de l'artisanat.

N'oubliez pas que le programme commun de la gauche n'a été présenté par la direction du parti communiste français que comme un premier pas vers le collectivisme.

Même si beaucoup de réformes ont déjà été réalisées en France au cours de ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire ; mais rappelons-nous que les Républiques successives ont toujours su que le progrès n'a de valeur et de sens que dans le respect des libertés.

C'est dans cet esprit que nous voulons aller de l'avant, améliorer la vie de tous, en faisant bien sûr un effort particulier pour ceux qui se trouvent aujourd'hui moins favorisés en raison de l'âge, de la maladie ou de leur situation.

Seul le progrès économique permet le progrès social. Ceux qui vous disent le contraire cherchent à vous tromper.

Pour l'avenir de notre circonscription ; pour que l'industrialisation aille avec une recherche constante de l'amélioration des conditions de travail ; de l'environnement et de la qualité de la vie ; pour un développement harmonieux assurant le meilleur équilibre entre la Basse-Seine, les cantons des plateaux et la région de Fécamp ;

Pour défendre les intérêts de la France dans un monde troublé ; pour poursuivre et amplifier l'œuvre de réforme économique et sociale, pour consolider les institutions républicaines et appuyer l'action du Président de la République ;

Je fais appel à toutes les bonnes volontés, à tous vos suffrages, que je vous demande d'exprimer dans l'union le 11 mars.

Vive la République.
Vive la France.

ANDRÉ BETTENCOURT

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères
Conseiller général
Maire de Saint-Maurice-d'Etelan

Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

CHARLES REVET

Agriculteur
Maire de Turretot

Républicain indépendant

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Havre-I, Le Havre-II, Le Havre-V, Le Havre-VI, Le Havre-VII, Montivilliers (moins communes de Gainneville, Harfleur, Rouelles).

M. Maurice GEORGES

(Candidat de la majorité)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Pour la quatrième fois, je me présente à vos suffrages. Mon suppléant sera Antoine Rufenacht qui, du fait de sa formation, de l'expérience qu'il a acquise et des fonctions qu'il occupe, sera un défenseur efficace et actif des intérêts du Havre et de sa région.

Les équipements réalisés depuis cinq ans dans la région havraise sont trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'insister : un enseignement universitaire qui se développe, une desserte autoroutière et ferroviaire de mieux en mieux adaptée, 12.000 logements construits, des investissements portuaires (se chiffrant par de nombreux milliards) font de notre port l'un des premiers d'Europe et du Monde.

Avec l'aide de mon suppléant, je poursuivrai l'effort entrepris pour le développement de notre ville, pour un meilleur équilibre de l'emploi, pour la création d'activités nouvelles.

Le 4 mars prochain, vous aurez à choisir entre deux sociétés :

— l'une est la société de liberté et de progrès dans un Etat démocratique,
— l'autre est la société totalitaire et matérialiste, que nous propose le programme commun socialo-communiste.

Il y a incompatibilité entre le communisme et la démocratie. Que les électeurs socialistes y réfléchissent, au moment où leurs chefs s'apprêtent à installer les communistes au pouvoir.

Ceux qui font le jeu des communistes, en dénigrant systématiquement ce qui a été fait (parce qu'ils n'ont, eux, rien réalisé) doivent y réfléchir aussi.

Le jour où les communistes seront au pouvoir, ils y resteront et nous aurons le système du parti unique. Nous n'en voulons pas ! Pas plus que nous ne voulons du système des partis auquel certains seraient tentés de revenir.

Les trois mouvements politiques de la majorité se sont mis d'accord pour présenter un candidat par circonscription. Depuis cinq ans, le Gouvernement, soutenu par la majorité des élus, a fait de la France une grande puissance économique, en paix avec tout le monde, où le niveau de vie des habitants a augmenté plus vite que dans tout autre pays d'Europe.

La nouvelle législature doit être celle d'une meilleure répartition, entre tous les Français, de la prospérité que nous avons créée.

Nous sommes les seuls — le passé le prouve — qui puissions réaliser ces nouveaux progrès dans la stabilité et la liberté, en suivant la ligne que nous a tracée le général de Gaulle. Nous voulons défendre et garder l'héritage précieux qu'il nous a laissé.

Vous avez élu le Président Pompidou, il y a quatre ans, pour faire cette politique.

Pour qu'il puisse continuer, vous voterez pour le candidat de la majorité :

Docteur GEORGES

Remplaçant éventuel :

ANTOINE RUFENACHT

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Le scrutin du 11 mars sera décisif pour l'avenir du Havre. Le vote du premier tour a montré que, dans leur grande majorité, les Havraises et les Havrais refusaient le communisme. Il est indispensable qu'ils confirment leur choix dimanche prochain.

Pour la quatrième fois je me présente à vous suffrages, soucieux de me mettre au service de la population du Havre et de sa région. Vous me connaissez bien après tant d'années de confiance réciproque. Vous savez que vous pourrez compter sur moi, ainsi que sur mon jeune et actif suppléant, Antoine Rufenacht.

Nous saurons défendre, comme je l'ai fait en toute occasion, les intérêts de chacun sans considération d'étiquette ou d'opinion.

Je lance un appel à tous les électeurs qui voudront m'aider à refouler le danger qui, une fois de plus, menace notre ville. Car le danger est réel. Et il emporterait tout si nous étions divisés.

Chacun comprendra la nécessité d'une réconciliation qui s'impose à tous.

Docteur GEORGES

Remplaçant éventuel :

ANTOINE RUFENACHT

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Havre-III, Le Havre-IV, communes de : Gainneville, Harfleur, Rouelles.

M. André DUROMÉA

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 4 mars 1973

(C)

Madame, monsieur,

Député depuis 1967, élu municipal depuis vingt-cinq ans et maire depuis 1971, je m'adresse à vous et je sollicite à nouveau votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français.

Ces élections, vous n'en doutez pas, auront une importance exceptionnelle.

Ce que vous attendiez depuis très longtemps : l'Union de la gauche, sur la base d'un programme commun de gouvernement, s'est réalisé. Elle vous offre la possibilité, de la manière la plus nette, de condamner la politique du pouvoir actuel, source de vos difficultés. Elle vous offre la possibilité de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Comment laisserions-nous perpétuer l'immense gâchis et les injustices criantes qui durent depuis quinze ans.

Les choses ne peuvent plus durer :

- Les prix montent sans cesse. Le pouvoir d'achat stagne.
- Des millions de Français vivent dans le besoin.
- En Seine-Maritime, un travailleur sur quatre gagne moins de 1.000 F par mois.
- Les retraites sont insuffisantes. Les allocations familiales n'ont pas suivi le coût de la vie.
- La crise du logement s'éternise. Les loyers augmentent.

Malgré les affirmations du pouvoir, la fiscalité augmente pour les petits et moyens contribuables, dont le nombre a doublé en dix ans, tandis que leurs impôts ont triplé.

En raison du transfert des charges de l'Etat sur les départements et les communes, la fiscalité locale devient insupportable.

La scolarité des enfants coûte de plus en plus cher. L'université reste fermée à un grand nombre d'enfants d'ouvriers et de paysans.

Avec 800.000 personnes sans emploi, le chômage atteint un chiffre record depuis vingt-cinq ans.

Mais, d'un autre côté, une infime minorité de gros financiers et industriels accapare pour elle-même et emploie à toutes sortes de spéculations une masse énorme de capitaux qui pourraient être socialement utilisés.

Oui, la France est riche et comme il ferait bon y vivre si l'on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre de MM. Pompidou, Messmer, Giscard d'Estaing, Duhamel et autres, et que voudraient poursuivre M. Rabaste et les autres candidats de la droite, y compris le candidat « réformateur » (blanc bonnet, bonnet blanc) dans notre circonscription !

C'est en pensant à tout cela, au bonheur que tant de travailleurs, tant de mères de familles pourraient enfin connaître que je vous appelle à nouveau à voter communiste.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons répond à vos souhaits puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera dans les cinq ans, vous avez pu le lire dans le programme commun.

Mais il réalisera tout de suite :

- le relèvement général des salaires, le salaire minimum étant fixé à 1.000 F ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite ;
- l'amélioration du sort des personnes âgées ;
- la réduction de la durée du travail ;
- l'allègement des impôts pesant sur la population laborieuse ;
- la mise en œuvre d'une politique de progrès social ;
- l'extension des droits et libertés des travailleurs dans les entreprises ;
- le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

L'application du programme commun se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour notre jeunesse.

En même temps, les droits et libertés des citoyens seront élargis et leur exercice assuré.

La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements.

Les nouvelles nationalisations, la planification démocratique, permettront une autre politique économique qui assurera une croissance plus rapide et une meilleure répartition des fruits du travail. Elle mettra fin au gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés ; elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Madame, monsieur, ce que vous attendez de moi, c'est que je poursuive l'action que j'ai menée en tant que député-maire pour que s'affirme la vocation économique de l'agglomération havraise, grand centre national et international. Elle doit devenir un pôle dynamique et compétitif avec ses zones industrielles, son port moderne, sa liaison avec la rive sud de l'Estuaire grâce à un nouveau franchissement, son centre international des affaires, son université.

La Commission locale d'aménagement et d'urbanisme que j'ai l'honneur de présider, se penche sur ce vaste problème et modèle le visage de notre agglomération pour les années à venir. Elle se préoccupe de l'emploi (sans oublier l'emploi fémi-

nin) et de la formation professionnelle, du logement, du commerce et de l'artisanat, de tous les équipements : sociaux, culturels, sportifs, scolaires, de l'environnement, des nuisances, des adductions d'eau, etc.

Avec le programme commun, tous ces projets peuvent devenir réalité, car c'est alors l'Etat, et non plus les contribuables, qui supportera la charge financière de ces grandes opérations d'intérêt national.

Votez communiste.

- Parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social et national possible sans un Parti communiste fort et largement représenté au Parlement.
- Parce que le Parti communiste a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche, pour un changement démocratique.
- Parce qu'au sein de l'Union de la gauche, pour laquelle il a tant combattu, l'action du Parti communiste représente la garantie la plus sûre de la réalisation pleine et entière du programme commun.

Votez communiste

- Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée Nationale de demain.

Le 4 mars votez en masse

ANDRÉ DUROMÉA

Député-maire du Havre
Conseiller général
Délégué départemental de l'éducation nationale
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

MAURICE SCHLEWITZ

Adjoint au maire du Havre

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bacqueville-en-Caux, Cany-Barville, Doudeville, Fauville-en-Caux, Fontaine-le-Dun, Ourville-en-Caux, Saint-Valéry-en-Caux, Tôtes, Valmont, Yerville, Yvetot.

M. Roger FOSSÉ

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin 1968, pour la troisième fois consécutive, je sollicitais votre confiance ; dès le premier tour, vous me l'accordiez sans restriction.

Quelle était alors la situation de notre pays : la France menacée — la République en danger — l'autorité de l'Etat bafouée — notre économie en péril — nos libertés compromises.

Les conditions ont changé, plus que jamais la réalité demeure même si elle a pris des formes différentes.

Le Parti communiste, qui n'a pas renoncé à installer dans notre pays une démocratie populaire, a compris qu'il ne devait plus se présenter le visage découvert, mais au contraire, le recouvrir du masque du charme, du sourire, de la bonhomie. Il a trouvé, pour l'aider, la complexité du parti socialiste qui, renonçant à ses principes fondamentaux, se laisse enfermer chaque jour davantage dans la prison que lui prépare son allié d'un instant.

Si la gauche unie devait gagner les élections, la France connaîtrait alors les malheurs qui se sont abattus sur la Hongrie, sur la Pologne, sur la Tchécoslovaquie. Notre pays se trouverait rapidement isolé du commerce et de l'économie mondiale — coupé des échanges internationaux, qu'il a tant contribué à développer au cours de ces dernières années ; puis, suivant la pente, l'instauration d'une économie purement étatiste et bureaucratique et le passage de la démocratie à la démocratie populaire. Ce serait aussi la fin de la construction de cette Europe, que nous souhaitons de tout cœur c'est-à-dire la garantie d'une paix durable, d'une expansion certaine, d'une vie plus facile et plus agréable pour tous.

Au moment où tous les grands experts étrangers, sans s'être consultés, se plaisent à reconnaître que la France devient chaque jour davantage une grande puissance économique, qu'elle sera en 1985 la troisième puissance industrielle du monde, c'est-à-dire que nous avons devant nous quinze années de progrès, quinze années d'expansion qui permettront de réaliser, dans les meilleures conditions l'augmentation du standing de vie de tous les Français :

— d'alléger les charges trop lourdes qui pèsent sur chacune et chacun d'entre nous ;
— de donner satisfaction aux légitimes revendications du monde des travailleurs (augmentation du pouvoir d'achat, abaissement de l'âge de la retraite, etc.) ;
— d'améliorer le régime social en vigueur pour les commerçants et artisans (retraites, assurances maladie), de réviser le système fiscal par une plus juste répartition des charges (notamment simplification et réduction des taux de T.V.A. et aménagement de l'imposition de la patente) ;
— d'assurer aux agriculteurs une plus large rémunération de leurs efforts, de leur travail, de leurs sacrifices ;
— d'achever de doter notre pays des équipements nécessaires dans tous les domaines — scolaires, socio-éducatifs, sportifs, adductions d'eau, assainissements, etc.

Voilà ce que nous vous proposons, sans bouleversements, sans révolution, dans la continuité et l'ordre.

Electrices, électeurs,

Le choix qui vous est proposé le 4 mars prochain peut paraître difficile en raison de certaines amertumes parfois légitimes, mais vous aurez à choisir entre deux sociétés :

— l'une collectiviste, qui ne peut vous apporter que misère, humiliation, désespoir ;
— l'autre libérale, faite du respect de la personnalité humaine, de progrès, d'expansion, mais qui présente certaines insuffisances qu'il faudra bien combler. Pour ma part, soyez assurés que j'y veillerai, comme je l'ai toujours fait.

Depuis onze années, je me suis efforcé de pratiquer cette démocratie directe réclamée par tous ; je n'ai ménagé ni mon temps, ni ma peine pour être le plus près possible de vous :

— par mes permanences régulièrement assurées,
— par ma présence effective à toutes nos manifestations,
— par mes interventions incessantes près du Gouvernement, des pouvoirs publics, afin que les difficiles problèmes que pose à chacun l'évolution du monde moderne trouvent une solution satisfaisante.

Je n'ai pas hésité à voter contre le VI[e] Plan proposé par le Gouvernement, estimant que certaines catégories de citoyens ne recevaient pas la part qui leur revenait de droit.

Personne ne s'est adressé à moi, quelles que soient sa condition et son opinion, sans que je me sois efforcé, dans la mesure de mes moyens et dans la limite de la justice, de résoudre ses difficultés.

Le passé reste le meilleur garant de l'avenir.

Il y a entre nous bien autre chose qu'un pacte électoral.

Le 4 mars prochain, dès le premier tour,

Vous direz non à l'aventure — Oui à l'avenir.

Vous direz non à la démocratie populaire.

Vous direz oui à une France libre et indépendante.

Vous voterez :

ROGER FOSSÉ

Ancien déporté résistant à Buchenwald
Croix du combattant
Croix du combattant volontaire de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire d'Auffay
Député sortant

Candidat présenté par l'Union des républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

JACQUES COUTURE

Docteur en médecine
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Palmes académiques
Secrétaire du Conseil général
Président de la Commission de l'éducation nationale de l'urbanisme et de la construction
Conseiller général
Maire de Saint-Valéry-en-Caux

Union des républicains de progrès

2[e] *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

En me plaçant en tête de tous les candidats, dès le premier tour, vous avez affirmé votre attachement à la liberté, vous m'avez donné un témoignage d'estime, qui m'est précieux et dont je vous remercie sincèrement.

Ce vote massif me fait un devoir de continuer à mettre totalement mon activité personnelle au service des intérêts supérieurs de notre circonscription.

Au deuxième tour, dimanche prochain, vous confirmerez définitivement votre volonté de repousser toutes les tentatives de la gauche dite unie, d'instaurer dans notre pays une démocratie populaire.

Le scrutin du 11 mars marquera une date importante de notre histoire politique. Pour maintenir le régime républicain et démocratique, pour une politique de justice sociale et progrès économique, pour la défense des libertés fondamentales, contre les attaques et la basse calomnie, contre la dictature du parti communiste et de ses alliés,

Vous voterez :

ROGER FOSSÉ

Ancien déporté résistant à Buchenwald
Croix du combattant
Croix du combattant volontaire de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire d'Auffay
Député sortant

Candidat présenté par l'Union des républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

JACQUES COUTURE

Docteur en médecine
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Palmes académiques
Secrétaire du Conseil général
Président de la Commission de l'éducation nationale de l'urbanisme et de la construction
Conseiller général
Maire de Saint-Valéry-en-Caux

Union des républicains de progrès

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Dieppe, Envermeu, Eu, Longueville-sur-Scie, Offranville.

M. Raymond OFFROY

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En 1968, je vous avais promis :

Le reclassement de la zone industrielle de Dieppe, l'implantation de nouvelles industries, l'aménagement du port de Dieppe, l'installation du téléphone automatique dans la région Eu - Le Tréport, le développement et la nationalisation des établissements d'enseignement, l'amélioration des prix des produits agricoles, une plus grande justice sociale pour les commerçants, le développement de la ligne Dieppe-Newhaven.

J'ai tenu parole !

— La zone industrielle de Dieppe a passé de la dernière à la première catégorie.
— De nouvelles industries s'y implantent : Sopad-Nestlé, Keller, Wonder (800 emplois nouveaux).
— Le port bananier de Dieppe a été sauvé par l'approfondissement des bassins et l'élargissement de la passe qui lui permettent d'accueillir maintenant les polythermes.
— Le port de pêche assure la sécurité des bateaux grâce à l'achèvement du sas du bassin Duquesne.
— Le central automatique d'Eu - Le Tréport a été construit en 1972 et fonctionnera en 1973.
— Deux C.E.S. ont été édifiés à Dieppe et à Neuville, ainsi qu'une cité scolaire au Tréport ; le lycée technique de Dieppe est commencé.
— Par mes fonctions de rapporteur au budget de l'Europe j'ai contribué au relèvement des prix agricoles et à l'établissement d'un budget social pour les agriculteurs.
— Par mes interventions à l'Assemblée Nationale j'ai contribué à la suppression de la taxe complémentaire, à l'amélioration du régime d'assurance maladie des commerçants et de leurs retraites, à l'allocation d'un capital de départ pour les commerçants et artisans âgés.
— Un nouveau cargo-ferry a été acheté par la S.N.C.F. pour la ligne Dieppe-Newhaven.

Cette tâche sera poursuivie et amplifiée dans les cinq années de la prochaine législature :

— Sur le plan national par la mise en application progressive du droit à la retraite au taux plein à partir de 60 ans, par le passage de 450.000 à 900.000 francs du minimum vieillesse, par la gratuité des frais de scolarité, par la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement de tous les C.E.S. et C.E.G., par la loi d'orientation du commerce qui assurera un traitement équitable aux travailleurs indépendants, par la promotion des travailleurs, de la femme, de la famille.
— Sur le plan régional par le doublement de la R.N. 27, l'aménagement de la R.N. 25, la construction d'un lycée à Eu, d'un C.E.S. à Offranville, d'un C.E.G. en dur à Longueville-sur-Scie, la prolongation du régime maximum des aides aux cantons de Dieppe et d'Offranville, l'implantation de nouvelles usines, la création d'un centre de formation professionnelle pour adultes.

Electrices, électeurs,

Vous avez à choisir entre le totalitarisme et la liberté.

D'un côté les communistes qui voudraient imposer leur régime de contrainte grâce à l'aide de leurs alliés socialistes.

De l'autre les républicains de progrès qui vous proposent une société plus juste, plus responsable, plus humaine.

De tous les candidats de la neuvième circonscription, je suis le seul à qui l'on ne puisse reprocher, soit d'avoir été pendant de longues années l'allié fidèle des communistes, soit de vouloir les aider à se hisser au pouvoir.

Pour tous ceux qui tiennent à la liberté et qui voient bien à la mairie de Dieppe que la coalition socialo-communiste signifie en réalité la prise de tout le pouvoir par les communistes et les fonctionnaires du Parti.

Je suis le seul rempart véritable contre le communisme pour réaliser dans l'ordre la réforme de notre société.

Vous voterez Raymond Offroy et Jean Le Prince.

RAYMOND OFFROY

Député sortant - Ambassadeur
Ministre plénipotentiaire
Membre du Parlement européen
Rapporteur du budget des Communautés européennes
Officier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance avec rosette

Remplaçant éventuel :

JEAN LE PRINCE

Maire adjoint de la ville d'Eu

Candidats de l'Union des républicains de progrès

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la neuvième circonscription,

Comme en 1967 et en 1968, votre confiance m'a placé en tête de tous les candidats.

Je vous remercie de cet honneur.

Le résultat du scrutin de dimanche dernier est clair : même avec le secours de leurs alliés socialistes, les communistes ont peu de chance d'entrer en force au Gouvernement comme ils l'espéraient. Mais il faut encore que chacun fasse son devoir.

Or, il se trouve que nombreux sont les observateurs politiques français et étrangers qui considèrent que le scrutin de dimanche prochain dans la 9e circonscription constitue une élection-test.

Ils ont tous les yeux braqués vers vous.

Dans mes affiches du premier tour, j'ai affirmé que

Raymond Offroy et Jean Le Prince constituaient le seul véritable barrage contre le communisme.

Nous avions raison.

Les électeurs l'ont montré par leur vote de dimanche dernier.

Il faut maintenant compléter le succès du premier tour par une victoire au second tour.

Il le faut pour que la zone Eu - Le Tréport accentue son essor et sa prospérité.

Je le dis avec d'autant plus d'objectivité que cet essor et cette prospérité existaient avant ma première élection en 1967 et doivent donc être portés au crédit de ceux qui détenaient alors les responsabilités essentielles.

Il le faut pour que la région dieppoise connaisse elle aussi une ère de prospérité économique et de développement social.

• *Là mon rôle a été capital hier* avec les résultats que j'ai obtenus : reclassement de la zone industrielle, sauvetage du port bananier, arrivée de nouvelles usines, etc. ; le jeudi 1er mars j'étais présent pour le début de la construction de l'usine

Keller qui va être achevée le 1er août et va créer 350 emplois ; le mois prochain, ce sera le tour de Wonder avec 150 emplois.

• *Mon rôle sera encore plus essentiel demain.*

Il faut que la décision nous accordant le bénéfice des zones les plus privilégiées, en ce qui concerne les aides de l'Etat soit prorogée au-delà du 30 juin 1973.

• *Je suis le mieux placé pour obtenir cette mesure* dont dépend l'implantation d'autres industries dans la région dieppoise.

Electrices, électeurs,

Vous refuserez de livrer notre circonscription pieds et poings liés aux mains d'un parti qui vise à détruire la propriété sous toutes ses formes et à embrigader les masses laborieuses.

Vous refuserez d'apporter votre concours à ces hommes dont le socialiste Guy Mollet a dit un jour : « les communistes ne sont ni à droite ni à gauche mais à l'Est ».

Vous inciterez à faire voter tous les abstentionnistes et notamment ceux qui, s'élevant au-dessus de divergences mineures, veulent avant tout barrer la route au communisme.

Vous refuserez de faire de notre région une citadelle rouge.

Vous donnerez à la République la possibilité de remédier dans l'ordre, dans la stabilité, dans le respect des institutions que vous avez approuvées, aux injustices sociales qui subsistent encore.

Le sort de notre région est entre vos mains.

Dimanche prochain, votez en masse pour l'avenir de vos enfants, pour le bonheur des Français, pour la paix dans le monde.

Votez pour l'équipe Offroy- Le Prince.

Candidats de l'Union des républicains de progrès

RAYMOND OFFROY

Député sortant - Ambassadeur
Ministre plénipotentiaire
Membre du Parlement européen
Rapporteur du budget des Communautés européennes
Officier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance avec rosette

Remplaçant éventuel :

JEAN LE PRINCE

Maire adjoint de la ville d'Eu

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argueil, Aumale, Bellencombre, Blangy, Buchy, Forges-les-Eaux, Gournay-en-Bray, Londinières, Neufchâtel-en-Bray, Saint-Saëns.

M. Georges DELATTRE

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Vous allez élire la nouvelle Assemblée Nationale,

Notre premier problème est certes d'assurer les grands objectifs de la Nation, mais dans le même temps de garantir à chacun ce qui, dans la contrainte du monde moderne, apparaît de plus en plus essentiel : la liberté, la participation, la protection, donc la sécurité.

Le respect de ces notions fondamentales ne se trouve pas, vous le savez, là où tout est pensé, conduit, en fonction d'objectifs qui ne tiennent aucun compte de la dignité individuelle.

Chaque femme et chaque homme de France doit défendre des institutions source de stabilité, de continuité mais aussi de réformes.

Chaque femme et chaque homme de ce pays souhaite l'indépendance nationale, car elle est la condition de l'entente et de la coopération.

Il souhaite que se poursuive la construction patiente de l'Europe, mais sans hâte désordonnée car les miracles ne sont pas de ce monde, et les agriculteurs le savent peut-être mieux que d'autres.

Il souhaite la prospérité de la Nation par la modernisation de tous les secteurs de la vie économique française, par le plein emploi, le progrès social, l'amélioration des équipements collectifs, l'aide aux catégories moins favorisées.

Qu'il soit salarié, artisan, commerçant, agriculteur, chacun sent bien que cela est en marche mais que la démagogie des uns ou le chantage des autres empêcheraient d'atteindre le but. De même il sait qu'une situation instable, que la confusion, que les « oui mais », que les « non » d'aujourd'hui, les « oui » de demain, ouvriraient une période de graves difficultés politiques sans doute, mais surtout économiques dont le pays pourrait bien ne pas se relever.

Je suis persuadé que vous êtes convaincu de la nécessité de dégager des élections une majorité homogène, décidée à appuyer l'action du Président de la République, élu au suffrage universel. C'est pourquoi si vous m'accordez une nouvelle fois votre confiance, je continuerai à soutenir cette politique, je le ferai avec la même ouverture d'esprit, avec la même volonté d'entretenir un contact aussi étroit que possible avec

chacun d'entre vous. Je le ferai parce qu'ensemble nous voulons que se poursuive l'œuvre enviée et appréciée de redressement de la France et son évolution vers une société plus juste et plus prospère dans la liberté.

Docteur GEORGES DELATTRE

Député sortant
Maire de Gournay-en-Bray

Candidat d'Union des républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

MARC PERRIN

2e CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Dans quelques jours sera formée la nouvelle Assemblée Nationale, dont le rôle est de voter les lois et le budget et de contrôler l'action du Gouvernement. Il est nécessaire que s'y dégage une majorité décidée à faire appliquer un programme de gouvernement élaboré dans la concertation au plus haut niveau. Ainsi, le Président de la République et son Gouvernement pourront ensuite exercer leur action dans le calme et la stabilité.

Grâce à une action persévérante, la France a retrouvé une place satisfaisante dans le monde. Des progrès considérables ont été accomplis, ce que ne peut contester aucun citoyen de bonne foi. Il n'en est pas moins vrai que de nombreux problèmes intéressant la vie quotidienne doivent être abordés avec la ferme volonté de les résoudre plus vite encore.

Il faut poursuivre plus énergiquement l'amélioration du sort des catégories les plus modestes, et des conditions de vie des personnes âgées.

— que l'insertion des jeunes dans la société soit assurée,
— que ceux qui ont le sentiment d'avoir été sacrifiés ou négligés retrouvent l'espoir, la sécurité et cela concerne les commerçants, les artisans, les agriculteurs,
— que la formation professionnelle, l'emploi, l'aménagement des conditions de travail assurent aux travailleurs les conditions matérielles et intellectuelles dues à chacun dans une société évoluée.

Rien de tout cela ne s'obtiendra sans effort, sans liberté d'entreprendre, sans ambition.

Pourquoi la gauche pourrait-elle le faire aujourd'hui, elle qui ne fournit à ce jour aucune preuve de réussite dans un pays évolué.

Rappelons-nous :

En 1947, en quelques mois, l'indice des prix de détail passait de 974 à 1.354. M. Mitterrand était Ministre. De septembre à décembre, il y eut 250.000 grévistes à Paris et en 1947 un total de 21.371.000 journées de grève. Le coût de la vie augmente de 50 %, les salaires de 20 %. Le budget était en déficit de 290 milliards.

En 1948, des bagarres sanglantes, des morts, quarante mille soldats rappelés d'Allemagne. M. Mitterrand était Ministre.

En 1949, les faillites augmentent de 19 % par rapport à 1948. En 1951, le déficit budgétaire de la France atteignait 350 milliards. La vie augmentait de 30 %. M. Mitterrand était toujours Ministre.

En 1952, M. Pinay entreprend de sauver les finances de la France... M. Mitterrand n'était plus Ministre.

Comment croire que demain il apportera aux Français le bonheur, la prospérité, la joie de vivre ?

Comment le croire surtout alors qu'il est allié aux communistes auxquels on est bien obligé de rappeler quelques tragédies peu rassurantes et historiques : Berlin 1953, Budapest 1956, Prague 1968, Gdansk et les ports polonais de la Baltique, plus récemment encore.

Comment croire aux possibilités d'une révolte des Français (M. Defferre à la télévision) en cas de perte des libertés devant les révoltes impuissantes que nous venons d'évoquer et les Français peuvent-ils s'offrir le risque d'en arriver là ?

40 % d'entre vous ont manifesté leur conviction dès le premier tour et je les remercie très vivement de leur confiance. D'autres vont devoir maintenant éliminer : tel est le rôle du second tour.

Il s'agit de choisir entre :

— un état totalitaire ne tenant aucun compte de la personnalité individuelle dans une société collectivisée à plus ou moins longue échéance,
— et notre société, dans laquelle les conditions d'existence se sont indiscutablement améliorées et qu'ensemble nous continuerons d'améliorer, dans la liberté, la paix, pour le mieux-être de chaque citoyen.

C'est pour tout cela que vous voterez :

Docteur Georges DELATTRE

Candidat d'Union des républicains de progrès

SEINE-ET-MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brie-Comte-Robert, Le Châtelet-en-Brie, Melun-Nord, Melun-Sud, Mormant, Tournan-en-Brie.

M. Alain VIVIEN

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous en avez assez :

— des décisions arbitraires prises par l'administration sans même vous consulter ;
— du favoritisme qui s'étale impunément au service d'une minorité de privilégiés ;
— des salaires dévalués par l'augmentation incessante d'une fiscalité injuste et écrasante ;
— du scandale de la Sécurité sociale, des patentes et des retraites ;
— des promesses de l'U.D.R., toujours faites avant les élections et si rarement tenues ;
— de la démagogie éhontée d'hommes qui usent avant tout de leur mandat politique pour se servir à notre détriment.

Dans notre circonscription, l'ancien ministre M. Jacquet, chef de file du parti U.D.R. camouflé sous le nom des « républicains de progrès », est l'image même de ce que nous réprouvons.

Il porte la responsabilité des gaspillages et des scandales du régime qu'il soutient.

Il s'est prononcé ouvertement contre la retraite à 60 ans. Il combat sans relâche les mesures sociales que réclament les salariés. Il s'oppose depuis toujours à l'indemnisation des rapatriés. Il est l'homme des magasins « à grandes surfaces » et ne compte guère que des amis parmi les promoteurs immobiliers.

Bénéficiaire principal des faveurs du régime, il cumule depuis plus de vingt ans les affaires et les prébendes.

Nous ne remettrons pas notre avenir en de telles mains. Nous ne laisserons pas non plus perdre nos voix dans le marécage indécis des réformateurs.

Le Parti socialiste a fait lever un immense espoir :

Changer la vie qui nous est faite, mettre un terme aux désordres sociaux, rendre aux hommes plus de dignité et plus d'espérance.

Tout cela est possible bientôt. Tout cela est à portée de notre main.

Le 4 mars prochain, dès le premier tour, nous voterons massivement pour que se réalisent les espoirs qu'a fait naître le programme commun de la gauche et les réformes fondamentales qu'il propose.

Nous voterons pour le candidat de la gauche socialiste parce qu'il incarne, dans le respect absolu des consciences, les idéees de progrès social et de justice auxquelles les Français sont profondément attachés.

Nous voterons pour un candidat jeunes certes, mais surtout pour un candidat qui, depuis trois ans, a fait ses preuves au Conseil général, qui a démontré par ses interventions efficaces qu'il était au service de tous.

Nous voterons pour le dynamisme et pour la compétence,

Pour que l'honnêteté et le goût du travail soient remis à l'honneur parmi les élus de la circonscription ; en un mot

Pour que cela change

le succès d'

ALAIN VIVIEN

34 ans, marié, 2 enfants
Conseiller général de Seine-et-Marne

Parti socialiste - Radicaux de gauche - U.G.S.D.

Remplaçant éventuel :

Docteur A. ZINS

60 ans, marié, 4 enfants
Animateur du planning familial

sera notre victoire.

2e *CIRCULAIRE*

Electeurs, électrices,

A notre appel, plus de 64 % des votants ont proclamé, dimanche dernier, leur volonté d'en finir avec un certain type de député : celui dont le mandat politique se confond trop souvent avec l'affairisme et la défense des privilégiés de ce monde ; celui qui symbolise une société fondée sur le profit exclusif d'une minorité de « nouveaux seigneurs ».

A notre appel, plus de 64 % des votants ont clairement signifié au député sortant qu'ils ne se reconnaissaient plus en lui.

Le bon sens a donc triomphé.

Non seulement dans la circonscription de Melun, mais aussi dans les quatre autres de Seine-et-Marne où les cinq députés U.D.R. sortants ont été mis en ballottage par les candidats de la gauche et du programme commun.

Mais cette victoire serait inutile si l'ancien ministre Marc Jacquet retrouvait son siège dimanche prochain par le jeu des combinaisons et des marchandages.

Ceux qui vous invitent à voter pour lui poursuivent, à coup sûr, des intérêts politiques qui ne sont pas les nôtres. Cherchant à affoler les indécis, injuriant leurs adversaires, brandissant les vieux épouvantails de l'antisocialisme, les mercenaires de droite se heurtent désormais à un obstacle imprévu : ils ne sont plus crédibles.

Pour déjouer ces manœuvres de basse politique, je fais appel à tous ceux qui veulent changer la vie qui nous est faite, mettre un terme aux désordres sociaux, défendre nos libertés menacées, rendre à chacun plus de dignité et plus d'espérance.

Je fais appel à tous ceux — salariés, cadres, ruraux, petits commerçants, artisans, rapatriés, enseignants, retraités — qui veulent qu'enfin nos intérêts soient défendus à l'Assemblée Nationale.

Je fais appel à ceux qui veulent un député présent dans leur circonscription.

Le succès d'

ALAIN VIVIEN

34 ans, marié, 2 enfants
Conseiller général de Seine-et-Marne
Candidat de la gauche unie

Remplaçant éventuel :

Docteur A. ZINS

60 ans, marié, 4 enfants
Animateur du planning familial

sera notre victoire.

Présenté par le Parti socialiste, soutenu par le P.C.F., les radicaux de gauche et le P.S.U.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chelles, Claye-Souilly, Dammartin-en-Goële, Lagny.

M. Gérard BORDU

(Candidat du Parti communiste français
pour l'Union populaire et la victoire du programme commun)
élu le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous comme candidat présenté par le Parti communiste français avec la conviction profonde qu'en votant communiste vous choisirez le moyen le plus sûr de mieux vivre, de changer votre vie et celle de votre famille, pour la rendre plus belle et plus heureuse.

Ces élections ont une importance exceptionnelle.

En votant communiste, vous voterez pour le Parti qui a dénoncé, dès le premier jour, les responsabilités du pouvoir dans la crise dont vous pouvez mesurer aujourd'hui les graves conséquences. Vous voterez pour le Parti dont l'action inlassable a été prépondérante pour réaliser l'Union de la gauche autour du programme commun.

Vous serez d'accord pour dire qu'il faut arrêter l'immense gâchis actuel :

Des usines ferment, le chômage s'accroît, des récoltes sont détruites, l'intelligence et les talents de millions d'enfants sont laissés en friche !

Notre pays est riche, il pourrait l'être plus encore.

Comme il ferait bon y vivre s'il était mis fin au gâchis organisé, à leur profit, par les banquiers, les gros industriels et leurs commis (U.D.R. - Indépendants - Centristes) au pouvoir sans partage depuis quinze ans.

Le programme commun que nous vous proposons prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Un gouvernement de gauche réalisera tout de suite :

— le salaire minimum à 1.000 F et le relèvement général des salaires, pensions et retraites ;
— l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail ;
— l'amélioration du sort des personnes âgées ;
— l'allègement de la fiscalité pour la population laborieuse ;
— une politique de logement social ;
— l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises ;
— le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat et des professions libérales seront garantis.

L'application du programme se traduira par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

Les droits des citoyens seront élargis, leur exercice assuré, et la vie politique démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente internationale, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements :

Le financement en est assuré. La nouvelle politique économique s'appuiera sur de nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique. Elle permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition.

Elle mettra fin au gâchis et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, etc.

Dans notre circonscription de Lagny-Chelles, subsistent de grands problèmes parmi lesquels :

— Les transports, chers, incommodes ou inexistants.
— L'emploi, que les responsables « imposés par le pouvoir » ne règleront pas au niveau de « Marne la Vallée ».
— Les impôts locaux qui grèvent lourdement les budgets familiaux modestes. Impôts qui seront multipliés par 4 ou 5 pour les habitants de « Marne la Vallée » si ce gouvernement reste en place.
— Les nuisances de l'aéroport Paris-Nord coûtent déjà aux contribuables et bloquent certaines réalisations.
— La scolarité, avec les maternelles inexistantes en secteur rural. Avec l'implantation prévue d'un lycée à Claye-Souilly ? — près de Carrefour — alors que sa place naturelle est à Mitry, véritable centre populaire du canton avec Villeparisis à proximité.
— Le niveau des salaires, nettement inférieur à celui de Paris et de sa banlieue.

Vous voterez communiste, quels qu'aient été vos votes antérieurs, quelles que soient vos opinions ou vos croyances car la démocratie ne relève pas des philosophies, mais des intérêts communs unissant les victimes de la politique présente.

Les communistes ont toujours défendu les intérêts des travailleurs et des couches moyennes, ont toujours combattu pour les libertés, pour une France libre et heureuse.

— Vous savez qu'ils seront demain les plus résolus pour l'application complète du programme commun.

Pourquoi voter massivement communiste dès le premier tour, le 4 mars ?

Vous aurez ainsi la garantie la meilleure que les engagements pris seront respectés malgré les manœuvres réactionnaires.

— La loi électorale truquée joue principalement contre les communistes. En 1968 avec 20 % des voix le Parti communiste n'a obtenu que 33 députés, sur 490 élus, U.D.R. et Giscardiens avec 43 % des voix obtenaient 358 sièges, la Fédération de la gauche, socialistes et radicaux obtenaient 57 sièges avec 16,5 % des voix.

— Le danger n'est donc pas celui de la domination communiste au sein de la gauche, mais une sous représentation communiste. Pour être élu, un communiste a besoin de plus de voix qu'aucun autre candidat. Un nombre accru des voix aux communistes rétablira l'iniquité de cette loi électorale, en attendant la proportionnelle.

Dans notre circonscription le choix est clair :

La gauche unie battra Rabourdin désavoué par une partie de son électorat passé.

Le docteur Oger, réformateur, ne peut prétendre jouer un rôle pour les changements souhaités. Il se situe au centre de secours de la majorité en place.

— La réalité a déjà placé Gérard Bordu en position d'être élu en 1967 et 1968 : seules quelques centaines de voix avaient manqué à son élection.

Voter efficace, voter utile, voter pour que ça change pour de bon, c'est voter massivement, dès le premier tour, le 4 mars, pour :

GÉRARD BORDU

Electricien E.D.F., 44 ans
Secrétaire de la Fédération de Seine-et-Marne du P.C.F.
Membre du Comité central

Remplaçant éventuel :

CLAUDE GARAU

Comptable agréé, 43 ans
Membre du Comité fédéral
Secrétaire de la section de Chelles du P.C.F.

Pas d'abstention au premier tour, car il décidera du second.

2e CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Nous remercions les 18.803 électrices et électeurs qui nous ont fait confiance le 4 mars.

La volonté d'un changement réel s'est exprimée avec force en rassemblant 44.738 suffrages dans une opposition affirmée à la politique pratiquée depuis quinze ans par l'U.D.R. et ses alliés. Cette volonté rend la victoire possible. De fait la position de Monsieur Rabourdin s'est affaiblie sérieusement avec une perte de 3.678 voix et 12 % sur les élections de 1968.

Dans notre département, la poussée à gauche a permis de mettre en ballottage les cinq députés U.D.R., elle peut briser le monopole U.D.R. grâce aux désistements réciproques réalisés par l'Union de la gauche.

En Seine-et-Marne restent en compétition les candidats placés en tête dès le premier tour : Gérard Bordu (P.C.F.) à Lagny-Chelles, Alain Vivien (U.G.D.S.) à Melun, Jean Séjourne (P.C.F.) à Montereau-Provins, Victor Prudhomme (U.G.D.S.) à Fontainebleau et Raymonde Renard (P.C.F.) à Meaux.

Dans chacune de ces circonscriptions, l'ensemble des démocrates confirmeront leur vote en se prononçant résolument en faveur de ces candidats pour la victoire et l'application du programme commun.

Les électeurs du docteur Oger aspirent eux aussi à un changement que leur candidat ne pouvait pas concrétiser.

Dans notre circonscription, Gérard Bordu et Claude Garau placés en tête de l'opposition par le suffrage universel bénéficient du désistement clair et loyal d'André Lhomme, candidat du Parti socialiste et radicaux de gauche.

Dans votre grande majorité, vous avez voulu exprimer votre désaveu à la politique poursuivie par Monsieur Rabourdin.

Au deuxième tour, si vous voulez que les choses changent, il faut voter pour la seule opposition qui réponde aux espérances nouvelles qui sont nées.

Un gouvernement de gauche réalisera tout de suite :

— le salaire minimum à 1.000 F et le relèvement général des salaires, pensions et retraites ;
— l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail ;
— l'amélioration du sort des personnes âgées ;
— l'allègement de la fiscalité pour la population laborieuse ;
— une politique de logement social ;
— l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises ;
— le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat et des professions libérales seront garantis.

L'application du programme se traduira par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

Les droits et libertés des citoyens seront élargis, leur exercice assuré, et la vie politique démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente internationale, au désarmement et à la paix.

Travailleurs et démocrates avec la gauche unie, vous devez faire bloc sur le seul candidat placé pour battre l'U.D.R. et appliquer le programme commun.

Au deuxième tour, si vous voulez que les choses changent, si vous voulez donner à notre circonscription un député capable de répondre à vos espoirs.

Si vous voulez voter utile et vraiment efficace,

Votez et faites voter massivement le 11 mars prochain pour :

GÉRARD BORDU
et
CLAUDE GARAU

La gauche unie vous appelle.

La gauche s'adresse à tous.

Radicaux de gauche, socialistes et communistes ont mené la bataille au premier tour sur la base du programme commun de gouvernement.

Cet accord trouve aujourd'hui son prolongement naturel dans une candidature unique.

Dans notre département une vigoureuse poussée à gauche tient en échec les cinq députés U.D.R. sortants et permet d'espérer pour la gauche Seine-et-Marnaise malgré un mode de scrutin injuste, d'être représentée à l'Assemblée Nationale.

Les trois formations demandent à leurs électeurs de confirmer leur choix et appellent tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour, mais qui opposés au régime actuel, veulent le progrès social et la démocratie, à rassembler les suffrages sur le candidat unique de la gauche et de tous les démocrates.

Ce candidat sera : A. Vivien à Melun, G. Bordu à Chelles-Lagny, J. Séjourne à Provins-Montereau, R. Renard à Meaux-Coulommiers, V. Prudhomme à Fontainebleau-Nemours.

Les Fédérations de Seine-et-Marne du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche.

L'Union de la circonscription du Parti socialiste et des radicaux de gauche.

Electrices, électeurs,

Le 4 mars, affirmant votre volonté de changement, vous avez voté socialiste, vous avez voté André Lhomme. Nous vous remercions de votre confiance.

Mais cette volonté doit être confirmée, Gérard Bordu, candidat placé en tête au premier tour, porte aujourd'hui tous les espoirs de la gauche dans notre circonscription.

Pour la première fois, depuis quinze ans, notre circonscription sera défendue par un représentant authentique des classes non privilégiées.

Pour assurer l'application du programme commun, chaque socialiste, chaque sympathisant, chaque démocrate, conscient des manœuvres alarmistes de la droite, votera, sans hésiter, pour Gérard Bordu, candidat unique de la gauche.

Si vous voulez changer la vie, si vous voulez vivre mieux,

Votez Gérard Bordu.

N'ayez pas sur la conscience l'élection du député U.D.R.

Mouvement des radicaux de gauche.

Chère madame, cher monsieur,

Le Mouvement des radicaux de gauche qui regroupe dans le pays tous les radicaux fidèles à l'idéal républicain et humaniste du Parti radical-socialiste, a pour l'élection législative du 11 mars la position suivante :

La volonté générale a placé Gérard Bordu en position d'être élu pour représenter dans le cadre du programme commun l'Union de la gauche ; en consé-

quence, fidèle à leur idéal d'un humanisme socialiste le Mouvement des radicaux de gauche vous demande de porter vos suffrages sur Gérard Bordu.

Nous ne vous demandons pas un vote inconditionnel pour briser tel ou tel parti mais plutôt votre accord pour l'application d'un contrat précis, sur lequel les radicaux de gauche constatent que le programme commun de gouvernement ne porte pas atteinte à l'originalité de chacune des formations adhérentes et concrétise en fait une volonté et une capacité de gouverner ensemble sur la base d'un programme de législature.

C'est en effet, dans l'association des complémentarités sans aucune dogmatique, que la gauche unie sera majoritaire et équitablement représentée sur l'échiquier national.

Démocrates, quelles que soient vos opinions ou vos croyances.

En votant Gérard Bordu, vous aurez accompli, dans le calme, un acte démocratique et utile pour l'application du programme commun de gouvernement.

En accord avec le délégué du Comité directeur national

Le Président : Jacques Guyot.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Coulommiers, Crécy-en-Brie, La Ferté-sous-Jouarre, Lizy-sur-Ourcq, Meaux, Rebais.

M. Bertrand FLORNOY

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Pour vous.
Pour nos communes.
Pour nos libertés.

Chères électrices, chers électeurs,

Vous m'avez élu député en 1962. Vous savez que, depuis lors, comme parlementaire, conseiller général ou maire j'ai voué la totalité de mon action au service de la circonscription et du pays.

Aujourd'hui, les liens qui se sont établis entre nous m'autorisent à vous dire : Soyez vigilants !

Les élections législatives de mars 1973 seront décisives pour notre pays.

Ou bien la Ve République (qui a placé la France en tête des nations industrialisées d'Europe) pourra développer son action en faveur de tous les Français, ou bien un régime nouveau basé sur la contrainte remplacera les institutions qui sont les nôtres et l'œuvre entreprise depuis de Gaulle et après sa mort sera abandonnée.

Tel est le choix. Il est imposé au pays par la volonté de prise du pouvoir proclamée par les communistes et les socialistes associés dans un « programme commun de gouvernement ».

Il existe d'autres propositions, direz-vous, le nombre des candidats le prouve. Mais il s'agit de groupes dont la seule chance serait de se rallier à l'une ou l'autre des majorités de demain.

⁂

Que représente donc « le programme commun de gouvernement » socialo-communiste qui se veut la panacée d'une démocratie avancée ?

Certaines de ses intentions — la justice sociale — répondent, c'est évident, aux aspirations du peuple français et notre majorité n'a pas attendu « le programme » pour commencer à les réaliser de façon concrète.

Mais ce qui est inadmissible dans le programme socialo-communiste c'est la méthode. Ce qui est plus grave encore, ce sont les objectifs...

Les objectifs. Pour les communistes qui « ne renoncent nullement à leur lutte révolutionnaire » le programme est le premier pas vers l'implantation du marxisme en France. Pour les socialistes, il est l'amorce d'un régime hybride à la fois collectiviste et bureaucratique.

La méthode. C'est la mise en surveillance de la libre entreprise, les nationalisations « à la demande » (p. 115 du programme), l'abandon de la politique commune agricole, l'absence totale de politique étrangère, la mise en tutelle de la jeunesse et, pour couronner le tout, une incroyable ignorance des normes financières et de l'épargne qui conditionnent le progrès dans tout état moderne.

⁂

Ce que nous proposons, nous républicains de progrès et démocrates, c'est l'évolution et la transformation d'une société dont les bases sont nos libertés.

Le régime libéral qui est le nôtre n'a pas donné satisfaction à tous, c'est vrai. Mais après des années d'efforts en faveur de l'expansion, de la production et des équipements collectifs, les conditions sont réunies pour que tous les Français aient la garantie de participer à la croissance économique du pays et pour que l'élan de la politique de solidarité nationale soit confirmé.

Les preuves que ce soit là notre volonté politique, vous les connaissez — et pas seulement par les statistiques concernant la progression de notre niveau de vie. Vous avez ces preuves dans les lois votées depuis trois ans par notre majorité à l'Assemblée Nationale et dans les ordonnances gouvernementales. Vous n'ignorez pas les grandes lois sur la formation permanente, le renforcement des droits des travailleurs, la mensualisation, l'aide à l'emploi des jeunes, l'accès des femmes aux responsabilités et leur égalité juridique et, depuis 1972, l'amorce de la retraite à 60 ans. Demain, ce sera la loi cadre pour les personnes âgées et le contrat de progrès avec les représentants des familles — textes qui sont prêts à être discutés.

Le sens de notre action est clair : nous voulons réaliser la participation de tous, non seulement dans les activités professionnelles mais dans le cadre de la société qui est la nôtre, à tous.

Cet objectif, qui est celui de tous les Français, nous l'atteindrons en accord avec le Président de la République dont le pouvoir émane de la volonté populaire.

⁂

Le thème de notre campagne, « pour vous, pour nos communes, pour nos libertés », traduit bien notre ambition au service des citoyens, de notre région et de l'Etat.

Pour nous permettre de l'accomplir, nous avons besoin de votre appui massif, et, d'abord, de votre confiance.

Vive la France !
Vive la République !

BERTRAND FLORNOY

Député, Conseiller général
Maire de Coulommiers
Membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe
Engagé volontaire, Croix de guerre 1939-45
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

DANIEL ISAMBERT

Géomètre-expert foncier D.P.L.G.
Chevalier du Mérite agricole
Ancien maire-adjoint de Meaux

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

21.871 d'entre vous, dès le premier tour du scrutin, ont manifesté leur confiance à l'équipe que nous formons et à l'idéal que nous défendons. C'est un soutien précieux dont je vous remercie.

Mais notre victoire commune — qui est celle de nos libertés — ne sera acquise que le 11 mars prochain.

N'oubliez pas que si vos 21 871 bulletins de vote représentent 38,2 % des suffrages exprimés, les voix additionnées de la candidate communiste et du candidat socialiste dépassent 41 %.

Or, vous le savez, reniant la tradition libérale du socialisme français, le Parti socialiste de M. Mitterand a décidé de soutenir aveuglément, dans notre circonscription, comme ailleurs en France, le ou la candidate communiste qui serait « le mieux placé de la gauche unie » au second tour de scrutin.

La conquête du pouvoir est le prix de cette complicité.

Il est nécessaire que toutes celles et tous ceux d'entre vous qui refusent l'installation en France d'un régime marxiste et d'une société communiste expriment de façon formelle leur volonté. Vous direz non à la candidate du Parti communiste.

⁂

Ce n'est pas le sort d'une majorité ou d'une Constitution que règleront demain par leur bulletin de vote les citoyens français. C'est le destin de notre société libérale et démocratique qui est en jeu.

Malgré ses imperfections — qui peuvent toujours être corrigées — cette société est la seule qui respecte nos libertés, la seule qui puisse, dans la paix, assurer la justice sociale et la promotion de tous.

Mais avant tout, il faut briser l'agression totalitaire des communistes.

Rassemblez-vous ! Dans le combat pour nos libertés, dont le vote du 11 mars marque une heure décisive, nous avons besoin de votre appui massif et fidèle.

Vous voterez tous pour :

BERTRAND FLORNOY

Député, Conseiller général
Maire de Coulommiers
Membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe
Engagé volontaire, Croix de guerre 1939-45
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

DANIEL ISAMBERT

Géomètre-expert foncier D.P.L.G.
Chevalier du Mérite agricole
Ancien maire-adjoint de Meaux

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bray-sur-Seine, Donnemarie-en-Montois, La Ferté-Gaucher, Montereau-Faut-Yonne, Nangis, Provins, Rosay-en-Brie, Villiers-Saint-Georges.

M. Alain PEYREFITTE

(Candidat d'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Pendant quatorze années de travail acharné, je n'ai pas cessé, malgré d'absorbantes fonctions nationales (Ministre, Président d'une grande Commission parlementaire, Secrétaire général de mon mouvement), de tenir des permanences, de rendre visite à toutes les communes, de défendre les intérêts de la circonscription, de résoudre les problèmes de chacun, sans jamais demander à personne ses opinions politiques. Bref, en étroite collaboration avec les élus cantonaux et municipaux, je me suis efforcé de mettre l'efficacité de la Ve République à votre service.

Les concurrents ne manquent pas pour le 4 mars. C'est normal : nous sommes en République. Les candidats d'opposition ont beau jeu de critiquer. Si le pouvoir tombait entre leurs mains, croyez-vous qu'ils obtiendraient de meilleurs résultats que nous ?

Bien sûr, tout n'est pas parfait. Il reste beaucoup à faire, bien des misères à soulager, bien des retards à rattraper, bien des besoins à satisfaire !

Mais comment progresser, si ce n'est dans la continuité, dans la ténacité, pas à pas, sans chambardement ?

Je connais bien vos soucis : vous avez constaté que je pouvais y répondre. Je m'engage à nouveau à lutter pour :

1° *Une prospérité croissante et mieux partagée :* forte augmentation du niveau de vie et des salaires, surtout les plus bas ; juste rémunération du travail des agriculteurs, des commerçants et des artisans ; défense de l'artisanat, du petit commerce indépendant, de l'exploitation familiale ; retraite à 60 ans pour les hommes, y compris la retraite des Anciens combattants et Prisonniers de guerre, et à 55 ans pour les femmes ; augmentation du minimum-vieillesse et amélioration des conditions de vie des personnes âgées ; aide accrue aux familles ; meilleure répartition de l'impôt et allégement fiscal pour les revenus les plus faibles.

2° *Des activités nouvelles créatrices d'emplois :* implantation d'entreprises nouvelles dans les zones industrielles de Montereau, Bray-sur-Seine, Provins, Nangis, Fontenay-Trésigny ; implantation de petites industries et d'entreprises artisanales dans les communes rurales pour lutter contre le dépeuplement ; création d'emplois nouveaux pour les femmes et pour les jeunes ; amélioration de la formation professionnelle.

3° *Une politique du logement toujours plus sociale :* développement des logements sociaux, des lotissements ruraux, de l'accession à la propriété, des pavillons individuels ; amélioration de l'habitat rural ; programmes de construction prioritaires pour les jeunes ménages et les personnes âgées ; amélioration des conditions de crédit ; augmentation de l'allocation-logement ; développement de l'équipement social (garderies, crèches).

4° *Des équipements modernes :* mise à 4 voies de la R.N. 4 et aménagement des points dangereux ; mise en service de la déviation de la R.N. 19 à Provins ; création de déviations et amélioration des routes ; achèvement de l'autoroute Paris-Reims et lancement de l'autoroute Paris-Troyes (desservant Montereau, Donnemarie et Provins) ; amélioration des moyens de communication transversaux (cars, trains) ; rectification du cours de la Seine, curage des rûs, réfection des berges de la Seine et de l'Yonne ; automatisation complète du téléphone et accélération des raccordements.

5° *Une meilleure protection contre l'adversité :* mise en service à Provins d'un hôpital moderne avec maternité et hospice ; création de maisons de retraite, notamment à Provins et Bray-sur-Seine ; modernisation des centres hospitaliers ; aide accrue aux commerçants et artisans âgés et aux handicapés ; réservation d'emplois pour les handicapés ; simplification des formalités de l'assurance maladie.

6° *Des chances égales pour tous les jeunes devant la vie :* construction d'un C.E.S. 900 à Montereau et de C.E.S. 600 à Donnemarie et Faremoutiers ; meilleure répartition des effectifs scolaires ; création de classes maternelles et accueil de tous les enfants à partir de deux ans ; gratuité totale des frais de la scolarité obligatoire (fournitures scolaires) ; prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des C.E.S. et C.E.G. ; amélioration et gratuité du ramassage scolaire.

7° *Des loisirs et plus de confort pour tous :* création de stades, de terrains de sports, de foyers pour les jeunes et les personnes âgées, de piscines couvertes à Provins et à Montereau ; amélioration du confort individuel ; réalisation de l'assainissement dans toutes les communes urbaines et la plupart des communes rurales ; meilleure réception des programmes de télévision ; développement du tourisme, animation culturelle et artistique.

Chacun reconnaît que nous avons mis la France sur le chemin de la prospérité. Sans la prospérité, pas de progrès social. Toute cette prospérité serait compromise si les communistes prenaient le pouvoir — avec l'aide de leurs prisonniers socialistes. Notre économie serait rapidement collectivisée. Notre société libre serait soumise aux contrôles et aux contraintes.

Devant la crise, devant l'échec inévitable, devant la résistance des petits épargnants, des petits commerçants et artisans, des petits agriculteurs, le Parti communiste, fort de sa doctrine inflexible, de sa formidable organisation et de la C.G.T.

essaierait de s'emparer de la totalité du pouvoir. Qui peut jurer qu'il n'y parviendrait pas ?

Ce risque mortel pour nos libertés, vous ne voudrez pas le prendre !

Pour déjouer les manœuvres d'un second tour, n'égarez pas votre voix !
Non à l'aventure !
Non aux apprentis sorciers !
Non aux candidats de division !

Votez pour la République, pour les libertés, pour les réformes, pour le progrès !

ALAIN PEYREFITTE

47 ans, père de 5 enfants
Maire de Provins
Conseiller général de Bray-sur-Seine
Elu député en 1958, 1962, 1967 et 1968

Remplaçant éventuel :

ETIENNE PINTE

33 ans, père de 4 enfants
Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques
Mon collaborateur en Seine-et-Marne de 1961 à 1968
Chargé de mission au Commissariat général au tourisme

2e *CIRCULAIRE*

Chère électrice, cher électeur,

Je remercie tous ceux d'entre vous dont la confiance, dimanche, m'a permis d'approcher de quelques centaines de voix seulement la majorité absolue, malgré le nombre exceptionnellement élevé des candidats. Vous m'avez ainsi donné mission de rassembler tous ceux qui refusent la mainmise du communisme sur notre pays.

Je souhaite qu'au second tour, l'union de tous les vrais démocrates permette de dépasser largement les querelles, et marque massivement que le peuple veut faire progresser la justice sans casser l'économie, et sans dresser les Français les uns contre les autres.

Dans l'ensemble du pays, les résultats du premier tour signifient sans aucun doute certaines insatisfactions dont il devra être tenu compte. Dans la circonscription, ils traduisent probablement certaines difficultés que traverse notre Est seine-et-marnais. Vous pouvez compter sur mois pour lutter contre ces difficultés.

Chacun sent bien la nécessité de plus de justice et de progrès social. Beaucoup a été fait, mais pas encore assez ! Grâce au contact constant que j'ai avec vous, grâce à mes permanences et à mes visites dans vos communes, vous savez que mon action est orientée vers davantage de bien-être et de justice sociale.

Ainsi, dans notre circonscription, le second tour se présente sous son vrai visage : d'un côté, le rassemblement des citoyens attachés à notre société de progrès et de liberté ; de l'autre, le collectivisme, l'aventure où nous précipiterait l'arrivée au pouvoir d'un parti qui prend ses ordres à l'étranger et qui ne peut dissimuler ses ambitions révolutionnaires ni ses méthodes totalitaires.

Pour le maintien de vos libertés.
Pour la sécurité de vos biens.
Pour votre progrès économique et social.
Pas d'abstention !
Chacune de vos voix va compter !

ALAIN PEYREFITTE

47 ans, père de 5 enfants
Maire de Provins
Conseiller général de Bray-sur-Seine
Elu député en 1958, 1962, 1967 et 1968

Remplaçant éventuel :

ETIENNE PINTE

33 ans, père de 4 enfants
Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques
Mon collaborateur en Seine-et-Marne de 1961 à 1968
Chargé de mission au Commissariat général au tourisme

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Chapelle-la-Reine, Château-Landon, Fontainebleau, Lorrez-le-Bocage, Moret-sur-Loing, Nemours.

M. Didier JULIA

(Candidat d'Union des démocrates pour la V[e] République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Vous me connaissez.

J'ai, depuis six ans investi de responsabilités publiques, toujours été parmi vous.

J'ai voué tous mes instants à la sauvegarde des intérêts de chacun, pour qu'il y ait plus de justice et plus de richesses pour tous.

Je ne suis qu'au service de notre région.

Sur le plan local, M. Georges Pompidou s'était engagé en 1967 à Fontainebleau à me donner les moyens de créer 2.000 emplois. Le recensement officiel de l'A.S.S.E.-D.I.C. dénombre aujourd'hui plus de 6.000 emplois nouveaux créés dans le Sud Seine-et-Marnais de 1968 à 1972. Je crois avoir rempli mon mandat sur ce point.

Changer la vie en préservant notre cadre exceptionnel de vie, tel est l'objectif qui demeure à mes yeux prioritaire.

Je ne suis qu'au service de la République.

Toujours fidèle à l'engagement politique sous lequel vous m'avez élu à deux reprises en 1967 puis en 1968, j'ai associé mon vote à un train de mesures sociales sans équivalent dans l'histoire de la République pour instaurer une société plus juste et plus fraternelle. Mon but est de continuer à réaliser plus de justice sociale.

La République et nos libertés sont en danger.

Les accords de désistement entre les formations de la précédente majorité font que je représente le seul obstacle crédible à l'élection d'un député socialo-communiste dans le Sud Seine-et-Marnais.

Je continuerai de me mettre au service de la circonscription.

Le but est d'assurer des emplois à tous les travailleurs, fournir des débouchés à la jeunesse, assurer la sécurité des personnes âgées, relancer le commerce local, venir en aide aux agriculteurs.

J'ai été, je suis et je resterai parmi vous.

LE CHANGEMENT DANS LE CALME

POUR LE SOUTIEN DE L'ACTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Ce scrutin est une épreuve décisive pour le pays.

Il s'agit de choisir entre le régime collectivisme et le régime libéral ; entre, d'une part, la révolution, la dictature sur le prolétariat, la nationalisation des terres, et d'autre part, le changement dans le calme, condition d'un accroissement de la justice sociale et une société de participation.

⁂

Le Président de la République a été élu en 1969 pour continuer le gaullisme, assurer l'indépendance nationale et faire que le progrès économique assure davantage de bonheur aux Français.

Il faut maintenant être logique :

Sur le plan national :

Seule une vraie majorité pour la France doit permettre au Président Pompidou de continuer son action et de nommer un Gouvernement stable.

Cette majorité nouvelle soutiendra une politique qui apporte au pays :

Le progrès que la France connaît, grâce à la stabilité des institution de la V[e] République, grâce à la construction de l'Europe à neuf pays dont le Président Pompidou est le principal initiateur. Le progrès économique peut seul assurer le plein emploi et la hausse du pouvoir d'achat pour chacun.

La participation qui permettra à la France d'offrir un exemple de justice sociale et une qualité de vie encore améliorée pour tous les Français.

Nous pouvons nous engager à voter une loi-cadre pour les personnes âgées, prévoyant le doublement des retraites minimales (augmentées déjà de 23 % en 1972), la gratuité des transports quotidiens, une aide renforcée au logement et une médecine gratuite pour les plus de 65 ans exonérés de l'impôt sur le revenu ;

— assurer l'égalité fiscale pour les commerçants artisans et professions libérales, ainsi que l'égalité sociale en matière d'assurance maladie et de retraite ; refondre le statut du fermage. La retraite à 60 ans à taux plein sera en vigueur en fin de législature pour tous les Français.

La politique familiale connaîtra de nouveaux développements dans le cadre du contrat de progrès avec les familles souhaité par le Président de la République. Discutée avec les responsables des associations familiales, elle prévoirait : une garantie d'évolution des allocations de revenu, une refonte des prestations spécifiques, une amélioration des aides aux handicapés et à leur famille.

En matière de politique scolaire, nous étendrons à toute la durée de l'enseignement obligatoire la gratuité des livres, des fournitures et des transports scolaires.

La liberté. Il s'agit de transformer en profondeur les rapports entre les hommes et de réaliser plus de fraternité et de solidarité. Nos adversaires politiques voient la nouvelle société dans l'étatisation des hommes et des choses. Nous la voyons placés sous le signe de la participation, c'est-à-dire de la responsabilité et de la liberté.

Sur le plan local :

Je conçois la politique comme un combat quotidien pour la suppression des injustices sociales.

Je me propose en liaison avec les élus locaux et grâce à mes rapports bien établis avec les plus hautes responsabilités du Gouvernement et des administrations centrales et préfectorales de continuer à faire en sorte que le Sud Seine-et-Marnais bénéficie pleinement du progrès national de la Ve République.

L'avenir de la circonscription, le destin de l'Ecole nationale des Mines à Fontainebleau, la création d'emplois dans toute la circonscription, la stabilisation de l'emploi à Bourron et à Bagneux sont engagés.

Je suis le seul à être lié par les engagements pris et je veux qu'ils se réalisent.

Il n'y a pas d'alternative :

Tous les démocrates doivent s'unir pour le maintien des institutions de la Ve République.

Tous les partisans de la liberté, évitons de disperser inutilement nos voix en une multitude de partis qui ne manqueraient pas de nous ramener à l'impuissance de l'Etat, à l'inconsistance du Parlement, bref aux erreurs de la IVe République.

Pour que Georges Pompidou puisse continuer son action.

Votez pour le progrès, la participation, la sauvegarde de nos libertés.

Votez :

DIDIER JULIA

U.D. Ve République

Député sortant
Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Professeur d'Université
Secrétaire général de l'Union paneuropéenne
Marié, 39 ans

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL REGNAULT

Médaille d'honneur départementale et communale pour 25 ans de service municipal
Secrétaire du Conseil des Prud'hommes
Né à Champagne-sur-Seine
Marié, 2 enfants, 49 ans

2e CIRCULAIRE

Merci.

Avec 17.098 voix, vous m'avez permis d'arriver très largement en tête au premier tour et manifesté votre désir de voir maintenues les institutions de la Ve République.

Cette large avance a clarifié le débat et contribué déjà à apaiser les esprits dans notre circonscription.

La circonscription et le pays restent en danger.

Les communistes et les socialistes réunis totalisent 18.624 voix, et 19.973 avec le P.S.U. Ils arrivent ainsi devant le député sortant au scrutin de ballottage.

Il y a un risque sérieux de voir notre circonscription représentée par un socialo-communiste.

Le risque est renforcé par la cuisine électorale de l'entre-deux tour.

Le cuisinier politique de notre région est à l'œuvre : il veut que les voix du réformateur se portent sur le socialo-communiste. Le marchandage a commencé.

Vous devez condamner ces pratiques révolues !

Tous les démocrates doivent s'unir pour barrer la route au socialo-communiste.

Si tous les démocrates veulent s'unir et tous les hommes de bonne volonté défendre nos libertés individuelles, la démocratie libérale triomphera !

Oui, il faut toujours un certain changement ; oui, il faut instaurer une société toujours plus juste et plus fraternelle, mais le changement doit se faire dans le calme et la politique sociale ne doit léser personne, ni paralyser le progrès économique, la vie des entreprises, c'est-à-dire la politique de l'emploi.

Dimanche 11 mars, il vous faut confirmer et parachever la victoire du premier tour.

Votez en masse : votre vote peut être décisif.

LE CHANGEMENT DANS LE CALME CONTRE LA RÉVOLUTION COLLECTIVISTE.

Pour barrer la route au socialo-communiste.

Et maintenant...

- Pour poursuivre dans la paix sociale une politique de progrès et de réformes sociales.
- Pour instaurer une société de participation.
- Pour maintenir nos libertés individuelles.

Unissons-nous pour barrer la route au socialo-communiste dont la victoire conduirait la France et le Sud Seine-et-Marnais au blocage économique et à la dictature communiste.

Le programme socialo-communiste ne rappelle rien des aspirations sociales qui ont pu séduire les tenants de Jean Jaurès ou de Léon Blum. C'est le programme de nationalisations du Parti communiste et la dictature sur le prolétariat !

J'en appelle aux hommes de progrès ! Puissent-ils s'arracher à leurs préjugés et comprendre que le gaullisme est une grande force de progrès social, et que la politique de participation est un véritable idéal mobilisateur, le seul moyen de réaliser une société plus fraternelle et plus juste.

J'en appelle aux abstentionnistes, dont une grande partie est constituée par des électeurs qui ont porté M. Georges Pompidou à la présidence de la République, qui ont approuvé la construction de l'Europe et le progrès éconmique et social qui en est résulté pour tous.

J'en appelle aux femmes qui veulent la sécurité et le progrès social.

J'en appelle aux personnes âgées ! Qu'elles savent qu'elles ont dans le Sud Seine-et-Marnais un porte-parole attentif auprès des plus hautes instances de la République.

J'en appelle aux jeunes qui peuvent et doivent trouver plus de chaleur dans notre société post-industrielle, et rivaliser d'imagination pour réaliser leur idéal dans la société moderne. Les métiers modernes sont plus variés et plus passionnants que par le passé. La démocratie directe leur permet d'exprimer leur volonté politique et, par la planification démocratique, de participer à l'édification de la France de demain.

J'en appelle à tous les hommes et femmes de bonne volonté.

Faites en sorte que dimanche prochain, cette majorité soit encore plus large.

Faites qu'ainsi je puisse être élu dans un climat de paix sociale et politique, de paix vivante et féconde, résultant d'un consentement général à l'effort pour le bien commun.

Seine-et-Marnais ! Je mettrai tout en œuvre pour que la circonscription puisse bénéficier pleinement et au premier chef de l'expansion nationale !

Vive la République ! Vive la démocratie ! Vive la France !

Pour que Georges Pompidou puisse continuer son action.

Votez pour le progrès, la participation, la sauvegarde de nos libertés.

Votez :

DIDIER JULIA

U.D. V^e^ République

Soutenu par les Républicains indépendants, par le Centre démocratie et progrès par l'Union des républicains de progrès

Député sortant
Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Professeur d'Université
Secrétaire général de l'Union paneuropéenne
Marié, 39 ans

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL REGNAULT

Médaille d'honneur départementale et communale pour 25 ans de service municipal
Secrétaire du Conseil des Prud'hommes
Né à Champagne-sur-Seine
Marié, 2 enfants, 49 ans

SEINE-SAINT-DENIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Pierrefitte, Saint-Ouen, Villetaneuse.

M. Etienne FAJON

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 11 mars 1973
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1962, je suis l'élu de nos cinq villes à l'Assemblée Nationale. Je vous invite donc à me juger d'abord sur mes votes et sur mes actes. Les uns et les autres — vous pouvez le vérifier — ont été conformes, sans exception, à mes déclarations antérieures. Il en est de même en ce qui concerne mon remplaçant éventuel, Fernand Belino.

Contre des gouvernements qui servent les intérêts d'une infime minorité privilégiée, j'ai défendu de toutes mes forces la cause des travailleurs, des ménagères, des jeunes et des moins jeunes, de la classe ouvrière et des couches moyennes.

Aujourd'hui, dans mes rencontres avec nombre d'entre vous, chacun me fait part de ses difficultés et me demande si je crois à la possibilité d'un changement positif.

C'est à toutes et à tous que je veux répondre.

Oui, votre vie peut changer si vous le voulez. Vous pouvez avoir plus de bien-être et de meilleures conditions de travail, plus de temps pour vivre en famille, pour vous distraire et vous cultiver, plus de liberté de participer aux décisions qui engagent votre avenir.

Votre vie peut changer puisque, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme concret, qui donne la priorité aux mesures de progrès social pour l'immense majorité, à commencer par les plus modestes.

Pour tous les élus communistes, ce programme a valeur d'engagement. C'est une des raisons majeures de la campagne de calomnies sans précédent que les responsables de la situation actuelle développent contre le Parti communiste français. La violence même de cette campagne montre bien que les communistes sont vos défenseurs les plus sûrs.

Ayant contribué à établir le programme commun, j'agirai résolument pour sa mise en œuvre intégrale, dans notre circonscription comme à l'échelle du pays.

Je m'engage aussi à poursuivre mes efforts pour que l'union de la gauche, l'union des travailleurs manuels et intellectuels, l'union de tous les Français qui aspirent à vivre mieux, se renforcent sans cesse.

Je m'adresse en particulier à ceux et à celles qui, aux prises avec des problèmes apparemment insolubles, avaient perdu l'espérance. Qu'ils ne laissent pas passer l'occasion qui se présente, cette fois chaque suffrage comptera.

Dans une circonscription comme la nôtre, réélire votre député ne suffit pas. Plus large sera la confiance que vous m'accorderez le 4 mars, plus efficace pourra être mon travail au service de la population, pour garantir contre toute pression réactionnaire la pleine application du programme commun de gouvernement et l'union réalisée autour de lui.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

ETIENNE FAJON

Instituteur
Secrétaire du Parti communiste français
Directeur de l'*Humanité*
Député sortant

Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

FERNAND BELINO

Employé
Maire adjoint d'Epinay
Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Le 4 mars, 22.806 d'entre vous nous ont accordé leur suffrage, nous vous en remercions.

Plus de 60 % des électeurs se sont prononcés contre la politique du pouvoir.

Le candidat du Parti communiste français, devançant de 12.040 voix le représentant de la coalition réactionnaire dominée par l'U.D.R., a été désigné par le suffrage universel pour être, au second tour, le

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

DIMANCHE PROCHAIN, LE 11 MARS, VOUS VOTEREZ EN MASSE POUR PARACHEVER VOTRE VICTOIRE.

Partout en France, le candidat arrivé au premier tour en tête des partis de gauche, rassemblera au second tour les voix de celles et ceux qui veulent changer la vie et qui voient dans le programme commun le moyen d'y parvenir.

- Pour le succès et la mise en œuvre du programme commun.
- Pour renforcer l'Union des démocrates de toutes professions, de toutes opinions ou croyances.
- Pour que vos intérêts soient bien défendus.

Toutes les voix d'opposition démocratiques et nationales se regrouperont le 11 mars sur le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates : Etienne Fajon.

Communiqué de la Fédération de Seine-Saint-Denis du Parti socialiste.

La Fédération de Seine-Saint-Denis du Parti socialiste et les candidats de ce Parti attirent votre attention sur le fait qu'en votant socialiste le 4 mars dernier, vous avez non seulement marqué votre accord avec une politique d'union de la gauche, mais encore votre volonté en battant partout les candidats de l'U.R.P., d'élire un nombre de députés suffisant pour l'application de cette politique.

Dans notre département, le corps électoral a placé dans toutes les circonscriptions les candidats communistes en tête au premier tour. Dans d'autres départements, ce sont les candidats socialistes et radicaux de gauche qui bénéficieront du désistement communiste. C'est donc à un combat national que vous participez, que nous participons tous. Ne soyez pas absents de ce combat : votez le 11 mars pour le candidat unique de la gauche. Vous prolongerez ainsi votre geste du 4 mars et participerez à l'action d'ensemble du Parti socialiste pour un changement de majorité.

Votez :

ETIENNE FAJON

Instituteur
Secrétaire du Parti communiste français
Directeur de l'*Humanité*
Député sortant

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates présenté par le Parti communiste, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche

Remplaçant éventuel :

FERNAND BELINO

Employé
Maire adjoint d'Epinay
Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Commune de : Saint Denis.

M. Marcelin BERTHELOT
(Candidat du Parti communiste français)
élu le 4 mars 1973
(C.)

Electrices, électeurs,

Député de Saint-Denis, mon premier devoir est de vous rendre compte de mon mandat. Je vous invite à me juger sur mes actes et sur mes votes. En les vérifiant, vous constaterez qu'ils correspondent aux engagements que j'avais pris devant vous, comme candidat du Parti communiste français.

Avec mes camarades, j'ai lutté contre les gouvernants actuels, contre leur majorité parlementaire U.D.R.-Indépendants-Centristes, soutenue le plus souvent de leurs votes par les réformateurs.

J'ai défendu la cause des travailleurs manuels et intellectuels, des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des petits patentés contre une politique qui entraîne la dégradation constante du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de vie et de travail, mais qui favorise l'infime minorité des privilégiés du grand capital.

J'ai défendu les libertés démocratiques de la nation, face au pouvoir actuel, toujours plus autoritaire et qui voudrait régner dans l'Etat pour toujours et sans partage.

J'ai combattu sa politique étrangère, lorsque, de plus en plus, elle rend la France tributaire de la stratégie américaine.

Très souvent, dans mes rencontres avec vous, avec vos organisations, vos difficultés sont exprimées, des questions sont posées : comment vivre mieux ; vivre libre, comment changer la vie ?

Les élections législatives du 4 mars vous permettent d'en décider.

Car, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme concret et précis qu'ils s'engagent à appliquer ensemble et qui permettrait de s'engager dans la voie de l'avenir.

Ce programme prévoit notamment :

- priorité aux mesures sociales : pouvoir d'achat, retraites, fiscalité démocratique, conditions de vie et de travail ;
- fin de la domination des grands groupes industriels et financiers ;
- participation réelle des citoyens à l'activité politique, économique et sociale ;
- épanouissement des aptitudes créatrices des ingénieurs, cadres, techniciens et intellectuels de toutes disciplines ;
- sauvegarde des artisans et petits commerçants menacés de sombrer sous les coups des grosses sociétés ;
- promotion véritable de la femme ;
- des perspectives nouvelles et enthousiasmantes pour les jeunes ;
- la certitude d'une retraite heureuse et digne pour les personnes âgées ;
- participation active de la France à la construction de la paix mondiale.

Comme pour tous les élus communistes, ce programme a pour moi valeur d'engagement.

Avec mes camarades, j'agirai résolument pour sa mise en œuvre intégrale à Saint-Denis comme dans le pays.

Membre d'un parti qui a contribué de façon décisive à la réalisation de l'union populaire et à l'élaboration du programme commun, je m'engage à poursuivre mes efforts afin que l'Union de la gauche se renforce.

Je m'adresse particulièrement à vous, travailleurs menacés dans votre emploi ; ménagères aux prises avec des problèmes actuellement insolubles ; jeunes privés d'études, d'apprentissage, de travail et de logement pour fonder un foyer ; vieillards à qui est refusé de quoi manger à sa faim ; petits et moyens contribuables qui ployez sous l'injustice fiscale, vous tous qui, hier encore, aviez perdu l'espérance. Ne laissez pas passer cette chance d'en sortir.

Chaque suffrage comptera.

La campagne anticommuniste sans mesure, menée en ce moment par le pouvoir en place et le patronat, montre clairement qui ils jugent leur adversaire le plus sérieux, le plus résolu et le plus solide.

Plus nombreux seront les suffrages obtenus par les candidats du Parti communiste français, plus grande sera son autorité afin de continuer sa lutte de toujours pour la justice et le progrès social, plus grande sera son influence afin de contribuer à ce qu'effectivement la toute-puissance du grand capital prenne fin, plus grands seront ses moyens de faire échouer toute manœuvre réactionnaire contre l'union populaire et contre le programme commun.

Je souhaite que le 4 mars, en réélisant votre député, et en lui accordant une confiance élargie, par un nombre accru de voix, Saint-Denis apporte sa contribution au renouveau démocratique de la France.

MARCELIN BERTHELOT

Ouvrier E.D.F.
Maire de Saint-Denis
Député sortant

Candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun.

Remplaçant éventuel :

MAURICE SOUCHEYRE

Enseignant
Maire-adjoint de Saint-Denis

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Aubervilliers, La Courneuve, Stains.

M. Jack RALITE

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 4 mars 1973

(C.)

Electrices, électeurs,

A la veille de la très importante consultation du 4 mars, nous soumettons à votre jugement notre action.

Waldeck Rochet avec tous ses amis s'était engagé à être à vos côtés dans toutes les luttes pour vos revendications, à soutenir les maires et les municipalités d'Aubervilliers, Stains, La Courneuve dans leurs démarches pour des réalisations à votre service.

Il s'était aussi engagé à lutter toujours plus opiniâtrement pour l'aboutissement de l'idée lancée par lui en 1964 : l'Union de la gauche autour d'un programme commun de gouvernement.

Pour avoir été pendant près de quinze ans l'un de ses plus proches collaborateurs dans l'équipe qu'il animait dans ce secteur si attachant de la banlieue, j'ai participé à ses efforts inlassables pour accomplir ces engagements conformes aux intérêts des travailleurs et du pays.

Aujourd'hui, je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat, présenté par le Parti communiste français.

J'ai la conviction profonde que, vous étant reconnu dans le programme commun, vous déciderez en votant communiste de choisir le moyen le plus sûr de le voir réalisé, c'est-à-dire de changer votre vie, de la rendre plus belle, plus heureuse, pour vous, vos enfants votre famille.

Demain, comme hier, avec tous mes amis, je serai à vos côtés comme l'était Waldeck Rochet. Ensemble nous vivrons mieux.

Jack RALITE.

Pour la victoire et la réalisation rapide du programme commun.

Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater ? D'un côté une infime minorité de la population accapare pour elle-même et emploie à toutes sortes de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que, de l'autre côté, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants et de jeunes.

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre des magnats de la finance et leurs commis — U.D.R., indépendants, centristes — au pouvoir depuis quinze ans !

C'est en pensant à tout cela, au bonheur que tant de travailleurs, tant de mères de famille pourraient enfin connaître que je vous appelle à voter communiste.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ce souhait puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1.000 F (base juin 72), l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allégement de la fiscalité, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales comme ceux des paysans seront garantis.

L'application du programme se traduira par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Nous vivrons mieux à Aubervilliers, Stains, La Courneuve.

Aubervilliers, Stains, La Courneuve connaîtront sous un Gouvernement de Programme commun notamment : un arrêt de la désindustrialisation et un apport d'emplois qualifiés secondaires et tertiaires, féminins et pour les jeunes, grâce à la rénovation des zones industrielles existantes ; une rénovation des zones d'habitat vétuste et un développement dans ce cadre de la construction de logements accessibles à tous ; une réponse de qualité à tous les besoins scolaires, de la plus petite enfance à la formation permanente des adultes ; la construction d'un Centre hospitalier universitaire sur le Fort d'Aubervilliers ; un développement de la dimension sociale des politiques locales notamment pour la jeunesse, pour les personnes âgées, pour les handicapés, pour les familles les plus modestes ; une amélioration sérieuse et rapide des transports ; un urbanisme humanisé.

Pour obtenir l'application de ce programme de gouvernement.

Pour renforcer l'union des forces de gauche dont les communistes sont les meilleurs artisans.

Républicains et démocrates ne perdez pas vos voix en votant pour des candidats qui n'ont aucune chance.

Bloquez vos suffrages dès le 4 mars sur le seul candidat capable de battre l'U.D.R. et la réaction dès le premier tour.

Vous voterez pour :

JACK RALITE

Journaliste
Maire-adjoint d'Aubervilliers

Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du Programme commun.

Remplaçant éventuel :

MUGUETTE JACQUAINT

Ouvrière spécialisée
Membre du Comité fédéral du P.C.F.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bobigny, Le Bourget, Drancy, Dugny.

M. Maurice NILES

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 4 mars 1973

(C.)

Electrices, électeurs,

Depuis 1958, je suis l'élu de notre quatre villes à l'Assemblée Nationale. Je vous invite donc à me juger d'abord sur mes votes et sur mes actes. Les uns et les autres — vous pouvez le vérifier — ont été conformes, sans exception, à mes déclarations antérieures. Il en est de même en ce qui concerne mon remplaçant éventuel, Raymond Chapin.

Contre des gouvernements qui servent les intérêts d'une infime minorité privilégiée, j'ai défendu de toutes mes forces la cause des travailleurs, des ménagères, des jeunes et des moins jeunes, de la classe ouvrière et des couches moyennes.

Aujourd'hui, dans mes rencontres avec nombre d'entre vous, chacun me fait part de ses difficultés et me demande si je crois à la possibilité d'un changement positif.

C'est à toutes et à tous que je veux répondre.

Oui, votre vie peut changer si vous le voulez. Vous pouvez avoir plus de bien-être et de meilleures conditions de travail, plus de temps pour vivre en famille, pour vous distraire et vous cultiver, plus de liberté de participer aux décisions qui engagent votre avenir.

Votre vie peut changer puisque, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme concret, qui donne la priorité aux mesures de progrès social pour l'immense majorité, à commencer par les plus modestes.

Pour tous les élus communistes, ce programme a valeur d'engagement. C'est une des raisons majeures de la campagne sans précédent que les responsables de la situation actuelle développent contre le Parti communiste français.

La violence même de cette campagne montre bien que les communistes sont vos défenseurs les plus sûrs.

J'agirai résolument pour la mise en œuvre du programme commun, dans notre circonscription comme à l'échelle du pays.

Je m'engage aussi à poursuivre mes efforts pour que l'union de la gauche, l'union des travailleurs manuels et intellectuels, l'union de tous les Français qui aspirent à vivre mieux, se renforcent sans cesse.

Je m'adresse en particulier à ceux et celles qui, aux prises avec des problèmes apparemment insolubles, avaient perdu l'espérance. Qu'ils ne laissent pas passer l'occasion qui se présente cette fois. Chaque suffrage comptera.

Dans une circonscription comme la nôtre, réélire votre député ne suffit pas. Plus large sera la confiance que vous m'accorderez le 4 mars, plus efficace pourra être mon travail au service de la population, pour garantir contre toute pression réactionnaire la pleine application du programme commun de gouvernement et l'union réalisée autour de lui.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

MAURICE NILÈS

Candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

RAYMOND CHAPIN

Electrices et électeurs de Bobigny, du Bourget, de Drancy et de Dugny, pour faire triompher ce programme le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces démocratiques et nationales, il vous demande de renouveler à votre député communiste la confiance que vous lui accordez depuis 1958. A nous se joignent des milliers de travailleurs des usines et bureaux, des personnalités les plus diverses, quelles que soient leurs opinions philosophiques, leurs croyances.

Votez massivement dès le premier tour dimanche 4 mars 1973 pour le candidat du Parti communiste français.

MAURICE NILÈS

Député depuis 1958
Maire de Drancy
Ouvrier fraiseur
Décoré de la Croix de guerre 1939-45
Médaille de la résistance française
Officier de réserve
Chevalier de l'Ordre républicain du mérite civique et militaire

Remplaçant éventuel :

RAYMOND CHAPIN

Typographe
Maire-adjoint de Bobigny

Vous voulez l'union, le progrès social, la démocratie et l'indépendance nationale. Soyez efficaces, votez Maurice Nilès.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemomble.

M. Roger GOUHIER

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous allez voter le 4 mars.

Par votre vote, vous pouvez changer la vie, la rendre plus belle, plus humaine, plus heureuse pour vous et votre famille : ce fut toujours l'objectif des communistes, c'est aujourd'hui possible.

Ouvriers, employés, cadres, techniciens, travailleurs manuels et intellectuels, les richesses, fruits de votre travail, profitent exclusivement aux grandes sociétés industrielles et financières directement représentées au gouvernement par les hommes de l'U.D.R., les indépendants et les centristes.

En vigueur depuis quinze ans, leur politique a eu pour conséquences :

La vie plus difficile pour tous, les lendemains incertains, les fermetures d'usines, le sacrifice de l'intelligence de millions d'enfants, le développement des scandales, une fiscalité accrue pour les petits et moyens contribuables, une insuffisance d'équipements collectifs, une inflation galopante, etc.

Tout peut changer pour vous !

Oui, votre vie peut changer si vous le voulez. Vous pouvez avoir plus de bien-être et de meilleures conditions de travail, plus de temps pour vivre en famille, pour vous distraire et vous cultiver, plus de liberté de participer aux décisions qui engagent votre avenir.

Votre vie peut changer puisque, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme concret, qui donne la priorité aux mesures de progrès social pour l'immense majorité à commencer par les travailleurs les plus défavorisés.

Notre préoccupation est de servir les intérêts des travailleurs et du pays. Notre préoccupation est que soit appliqué dans son intégralité le programme commun. C'est une des raisons majeures de la campagne de calomnies sans précédent que les responsables de la situation actuelle développent contre le Parti communiste français. La violence même de cette campagne montre bien que les communistes sont vos défenseurs les plus sûrs.

Dans notre circonscription, il faut battre Calmejane, homme de l'U.D.R. et soutien actif de la politique gouvernementale.

En 1967, le Parti communiste français arrivait largement en tête des candidats de gauche au premier tour assurant le rassemblement de toutes les voix de gauche et la défaite de Calmejane au second tour.

Le 4 mars, voter efficace, c'est voter Roger Gouhier.

Ne perdez pas votre voix sur les candidats de division qui se disent de gauche mais dont la seule préoccupation est la lutte contre le programme commun et le Parti communiste.

Le 4 mars, voter efficace, c'est voter Roger Gouhier.

Vous en avez assez de la politique du pouvoir actuel, vous souhaitez un changement, vous ne pouvez faire confiance aux réformateurs qui sont prêts à rejoindre la majorité.

Le 4 mars, voter efficace, c'est voter Roger Gouhier.

Pour mettre un terme définitif aux espoirs de la réaction qui poursuit ses manœuvres et ses combinaisons en vue de réaliser l'alliance d'une partie de la droite et d'une partie de la gauche.

Vous voterez communiste.

Parce que le Parti communiste a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche pour un changement démocratique.

Vous voterez communiste.

Parce qu'au sein de l'union de la gauche pour laquelle il a tant combattu, l'action du Parti communiste représente la garantie la plus sûre de la réalisation pleine et entière du programme commun.

Vous voterez communiste.

Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée nationale de demain.

Que ceux et celles qui, aux prises avec des problèmes apparemment insolubles, avaient perdu l'espérance, ne laissent pas passer l'occasion qui se présente cette fois. Chaque suffrage comptera.

Le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour, le 4 mars, le Parti communiste français sera décisif pour lui donner l'audience et la représentation parlementaire qu'il mettra au service des travailleurs, de l'union, du programme commun.

Habitants de notre circonscription, travailleurs manuels et intellectuels, vous tous, hommes et femmes de croyances et d'opinions philosophiques diverses, pour plus de justice sociale, pour l'épanouissement physique, intellectuel et moral de l'homme, pour la participation effective de tous à la gestion des affaires de notre pays, pour la véritable grandeur de la France,

Votez Roger Gouhier, candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun.

ROGER GOUHIER

Maire de Noisy-le-Sec

candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

LUCIEN CHAPELAIN

Maire-adjoint de Bondy
Ancien résistant
Déporté à Buchenwald

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le premier tour des élections législatives a confirmé un important progrès des voix de gauche et un très net recul des voix U.D.R. et autres réactionnaires.

Toutefois, le mode de scrutin actuel et diverses manœuvres pourraient permettre à l'U.D.R. et à ses alliés d'avoir une majorité au Parlement avec moins de 35 % des suffrages !

Cela ne doit pas être !

Dans la cinquième circonscription, l'U.D.R. Calmejane et ses alliés réactionnaires perdent 12.824 voix par rapport à 1968.

Avec 38.161 suffrages, dont 21.621 pour Roger Gouhier, la gauche est majoritaire dans la circonscription.

Dans leur immense majorité, les électrices et les électeurs ont, par leur vote, voulu manifester leur opposition à l'U.D.R. et affirmer leur aspiration à vivre mieux.

Cette légitime volonté doit triompher. Il faut battre l'U.D.R. Calmejane !

Il faut, qu'au second tour, se rassemblent tous ceux et toutes celles qui veulent changer la vie et qui voient, dans le programme commun, le moyen d'y parvenir.

Pas une seule voix de gauche, pas un seul suffrage de démocrate ne doit manquer à Roger Gouhier, candidat de l'union de la gauche et de tous les démocrates.

Votez Roger Gouhier, c'est voter pour qu'un terme soit enfin mis à la politique de réaction sociale et d'atteinte aux libertés pratiquée par l'U.D.R.

Voter Roger Gouhier c'est voter pour l'application d'une politique nouvelle de progrès social, de liberté, d'indépendance nationale.

Votez Roger Gouhier c'est voter pour l'Union de toutes les victimes de la politique du pouvoir actuel.

Vous voterez Roger Gouhier candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates présenté par le Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DU PARTI SOCIALISTE ET DE SES CANDIDATS.

La Fédération de Seine-Saint-Denis et les candidats de ce parti attirent votre attention sur le fait qu'en votant socialiste le 4 mars dernier, vous avez non seulement marqué votre accord avec une politique d'Union de la gauche mais encore votre volonté en battant partout les candidats de l'U.R.P., d'élire un nombre de députés suffisant pour l'application de cette politique.

Dans notre département, le corps électoral a placé dans toutes les circonscriptions les candidats communistes en tête au premier tour. Dans d'autres départements, ce sont les candidats socialistes ou radicaux de gauche qui bénéficieront du désistement communiste. C'est donc à un combat national que vous participez, que nous participons tous.

Ne soyez pas absents à ce combat :

Votez le 11 mars pour le candidat unique de la gauche.

Vous prolongerez ainsi votre geste du 4 mars et participerez à l'action d'ensemble du Parti socialiste pour un changement de majorité.

Votez donc Roger Gouhier.

ROGER GOUHIER
Maire de Noisy-le-Sec

Remplaçant éventuel :

LUCIEN CHAPELAIN
Maire-adjoint de Bondy
Ancien résistant
Déporté à Buchenwald

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bagnolet, Les Lilas, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais.

Mme Jacqueline CHONAVEL

(Candidat du Parti communiste français)
élue le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE

Le 4 mars 1973 votez efficace :

JACQUELINE CHONAVEL
Député sortant
Maire de Bagnolet

Remplaçant éventuel :

JACQUES ISABET
Maire-adjoint de Pantin

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français.

J'ai la conviction profonde qu'en votant communiste vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus facile, plus belle, plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

J. CHONAVEL.

DES CANDIDATS, DES ÉLUS, POUR CHANGER LA VIE, POUR VIVRE MIEUX.

Changer la vie.

Ces élections ont une importance exceptionnelle. Elles sont le moyen de condamner la politique du pouvoir actuel, de se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les Partis de gauche.

Pour l'application du programme commun.

En votant J. Chonavel, vous voterez pour le Parti qui a dénoncé, dès le premier jour, le régime U.D.R.-giscardien-centriste responsable :

— De la misère du peuple, du chômage, des bas salaires, des prix élevés, des taudis et des loyers trop chers, des profits exorbitants pour une poignée de monopoles.

En votant J. Chonavel, vous voterez pour le Parti qui a agi inlassablement pour l'Union de la gauche sur la base d'un programme commun.

En votant J. Chonavel, vous voterez pour ceux qui seront les principaux garants de l'application de toutes les mesures économiques, sociales, politiques du programme commun.

Vivre mieux tout de suite.

Le programme commun apportera tout de suite :

— 100, 200, 400 F de plus par mois pour les plus bas salaires.
— 100 à 200 F de plus chaque mois par le relèvement des prestations familiales et leur paiement dès le premier enfant.
— Le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.
— la résorption du chômage (1.800 chômeurs dans la circonscription).
— L'augmentation des pensions et retraites pour les personnes âgées.
— La semaine de 40 heures, soit plus de temps pour les enfants, plus de temps pour soi, moins de fatigue.
— Les garanties nouvelles pour les ingénieurs, techniciens et cadres, en matière de salaire et de promotion.
— La défense du petit commerce et de l'artisanat.
— Un réseau de 1.000 crèches.

Vivre mieux dans la circonscription.

Le vote J. Chonavel, J. Isabet, c'est aider à :

— La réalisation de 1.000 logements par an, à des loyers accessibles pour tous.
— L'augmentation de l'allocation logement.
— La construction de groupes scolaires, CES, CET, etc.
— L'exonération immédiate de l'impôt mobilier pour tous ceux qui sont exonérés d'impôts sur le revenu.
— L'allégement de la fiscalité locale pour les petits et moyens contribuables.
— L'augmentation des ressources des bureaux d'aide sociale par le remboursement de la T.V.A.

Les moyens existent.

Une nouvelle politique économique permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges scandaleux des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

En votant communiste, vous voterez :

— Pour le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs.
— Pour l'artisan inlassable de l'Union de la gauche sur la base du programme commun.
— Pour la paix et l'indépendance nationale.

Vous voterez Jacqueline Chonavel.

— Pour que le Parti communiste soit justement représenté au Parlement.
— Parce que le renforcement du groupe parlementaire communiste est une garantie essentielle de l'application du programme commun.
— Parce que chaque suffrage pour un candidat communiste sera un suffrage pour renforcer l'union de la gauche et la rendre irréversible.

Candidats du Parti communiste français pour l'union populaire, la victoire et l'application du programme commun.

JACQUELINE CHONAVEL
Député sortant
Maire de Bagnolet
Dactylo
Mariée, maman de deux enfants
Cosignataire de dizaines de propositions de loi du groupe communiste

Remplaçant éventuel :

JACQUES ISABET
Secrétaire de la Fédération Seine-Saint-Denis du P.C.F.
Maire-adjoint de Pantin
Ouvrier de la R.A.T.P. à Pantin
Marié, papa d'une petite fille

2e CIRCULAIRE

Progrès de la gauche.

Le 4 mars 1973 à Bagnolet, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, la majorité des électrices et électeurs ont voté pour faire triompher le programme commun, 60,75 % ont porté leurs suffrages à gauche, 8,13 % de plus qu'en 1968.

Volonté de changement.

74 % des électrices et électeurs ont montré leur volonté de changement en s'opposant aux U.D.R., R.I., P.D.M.

Recul de l'U.D.R.

Les U.D.R., R.I., P.D.M., perdent 37 % de leurs suffrages de 1968. Mais le danger subsiste que la majorité sortante reste au Pouvoir.

Renforcez votre vote du 4 mars.

Le 11 mars, pour changer de vie, pour vivre mieux.

Le 11 mars, pour confirmer votre opposition à la politique des hommes du pouvoir actuel, pour affirmer votre volonté de changement.

Votez :

JACQUELINE CHONAVEL
Député sortant — Maire de Bagnolet

Remplaçant éventuel :

JACQUES ISABET
Maire-adjoint de Pantin

Candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates
Présentés par le Parti communiste, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

DÉCLARATIONS DU PARTI SOCIALISTE

Fédération de la Seine-Saint-Denis :

La Fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti socialiste et les candidats de ce Parti attirent votre attention sur le fait qu'en votant socialiste le 4 mars dernier vous avez non seulement marqué votre accord avec une politique d'Union de la gauche mais encore votre volonté en battant partout les candidats de l'U.R.P. d'élire un nombre de députés suffisant pour l'application de cette politique.

Dans notre département, le corps électoral a placé dans toutes les circonscriptions les candidats communistes en tête au premier tour. Dans d'autres départements, ce sont les candidats socialistes et radicaux de gauche qui bénéficieront du désistement communiste. C'est donc à un combat national que vous participez, que nous participons tous.

Ne soyez pas absents de ce combat : votez le 11 mars pour le candidat unique de la gauche. Vous prolongerez ainsi votre geste du 4 mars et participerez à l'action d'ensemble du Parti socialiste pour un changement de majorité.

Votez donc : Jacqueline CHONAVEL.

Le 11 mars 1973 confirmez votre volonté de changement.

Votez :

JACQUELINE CHONAVEL
Député sortant
Maire de Bagnolet

Candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

JACQUES ISABET
Maire-adjoint de Pantin

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Montreuil, Rosny-sous-Bois.

M. Louis ODRU

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1962, je suis l'élu de Montreuil et Rosny à l'Assemblée nationale. Je vous invite donc à me juger d'abord sur mes votes et sur mes actes. Les uns et les autres — vous pouvez le vérifier — ont été conformes, sans exception, à mes déclarations antérieures. Il en est de même en ce qui concerne mon remplaçant Roger Daviet qui, à Rosny, à la tête d'un Conseil municipal d'union, remet de l'ordre dans les affaires de la ville, si lamentablement gérées jusqu'en mars 1971 par les réactionnaires locaux.

Contre les gouvernements U.D.R., giscardiens et centristes qui servent les intérêts d'une infime minorité privilégiée, j'ai défendu de toutes mes forces la cause des travailleurs, des ménagères, des jeunes et des moins jeunes, de la classe ouvrière et des couches moyennes. J'ai consacré mes efforts au service de tous mes concitoyens sans exclusive et apporté mon aide aux municipalités de Montreuil et Rosny, et cela dans tous les domaines (logement, emploi, écoles, centres de santé, commerce et artisanat, transports, etc.).

Aujourd'hui, dans mes rencontres avec nombre d'entre vous, dans les nombreuses assemblées-débats auxquelles je participe, chacun me fait part de ses difficultés et me demande si je crois à la possibilité d'un changement positif.

C'est à toutes et à tous que je veux répondre.

Oui, votre vie peut changer si vous le voulez...

Vous pouvez avoir plus de bien-être et de meilleures conditions de travail, plus de temps pour vivre en famille, pour vous distraire et vous cultiver, plus de libertés pour participer réellement aux décisions qui engagent votre avenir et celui de notre beau et grand pays.

Votre vie peut changer, puisque, pour la première fois, les Partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme concret qui donne la priorité aux mesures de progrès social pour l'immense majorité, à commencer par les plus modestes.

Pour tous les élus communistes, ce programme a valeur d'engagement. C'est une des raisons majeures de la campagne de calomnies sans précédent que les responsables de la situation actuelle développent contre le Parti communiste français. La violence même de cette campagne montre que les communistes sont bien vos fermes défenseurs.

Ayant lutté depuis dix ans avec tout mon Parti pour établir le programme commun, j'œuvrerai résolument pour sa réalisation intégrale dans notre circonscription comme à l'échelle du pays.

Je m'engage aussi à poursuivre mes efforts pour que l'union de la gauche, l'union des travailleurs manuels et intellectuels, l'union de tous les Français qui aspirent à mieux vivre dans une France prospère et libre, se renforcent sans cesse.

Je m'adresse en particulier à celles et à ceux qui, aux prises avec des problèmes apparemment insolubles, ont perdu jusqu'à l'espérance. Qu'ils ne laissent pas passer l'occasion qui se présente cette fois : le 4 mars chaque suffrage comptera.

Dans une circonscription comme la nôtre, réélire votre député ne suffit pas. Il faut compenser l'injuste loi électorale qui défavorise le Parti communiste. Savez-vous que, dans l'Assemblée nationale sortante un député communiste représente 134.404 voix alors qu'un député U.D.R. n'en représente que 26.993.

Ne vous laissez pas tromper non plus : comme l'a dit lui-même le Président de la République à la télévision, les pseudo-réformateurs sont, en fait, les alliés de l'U.D.R. contre vous, contre notre peuple, contre le progrès social et les libertés.

Pour le bonheur des Français.

Pour les libertés.

Pour la France.

Ne vous abstenez pas.

Ne dispersez pas vos voix.

Plus large sera la confiance que vous m'accorderez le 4 mars, plus efficace poura être mon travail au service de la population, pour garantir contre toute pression réactionnaire la pleine application du programme commun de gouvernement et l'union réalisée autour de lui.

LOUIS ODRU
Candidat du Parti communiste français

Le programme commun précise ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite et notamment :

Le salaire minimum à 1.000 F. Augmentation des salaires et traitements. L'abaissement de l'âge de la retraite. La réduction de la durée du travail. L'amélioration du sort des personnes âgées. L'allègement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse. Remboursement de la T.V.A. et possibilités financières accrues pour les communes. L'extension des droits des travailleurs dans les entreprises. Remboursement par la Sécurité sociale à 80 % et 100 %, étape vers la gratuité des soins. Revalorisation des prestations familiales de 20 %. Stabilisation des loyers. Gratuité des livres scolaires. Augmentation de l'indemnité de chômage. Collectif budgétaire comportant les moyens d'une première tranche de réalisation du programme commun en matière de logement social, éducation nationale, équipements collectifs.

LOUIS ODRU

Député sortant

Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du programme commun

Instituteur
Conseiller municipal de Montreuil
Ex-conseiller général de la Seine
Ancien combattant 1939-1945
Combattant volontaire de la Résistance — Interné politique évadé
Croix de guerre avec palme
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

ROGER DAVIET

Dessinateur-projeteur
Conseiller général de la Seine-Saint-Denis
Maire de Rosny-sous-Bois

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Les résultats du premier tour, dans notre circonscription, sont clairs :

- La gauche est largement majoritaire et Louis Odru, arrivé en tête de tous les candidats dans chacune de nos deux villes (et à Rosny pour la première fois) a été désigné, par le suffrage universel, comme le candidat unique de la gauche et de tous les démocrates pour ce second tour.
- Près de 75 électeurs sur 100 ont manifesté leur profonde volonté de changement de la politique de la France.
- Le corps électoral, condamnant la politique réactionnaire du pouvoir a infligé une retentissante défaite au candidat de l'U.D.R., des giscardiens et des centristes.

Le devoir de tous les démocrates est tracé.

Dimanche prochain 11 mars, tous ceux qui veulent que change réellement la politique de la France confirmeront leur volonté en rassemblant leur suffrages sur le nom de Louis Odru.

Electeurs de gauche, communiste, socialistes, radicaux, P.S.U., républicains, pas une voix ne doit manquer au candidat de la gauche unie. Il faut tenir en échec une loi électorale injuste qui défavorise, au plan national, la représentation parlementaire de la gauche au profit de l'U.D.R. et de ses alliés.

Nous vous tendons la main.

Vous, qui avez voté réformateur, vous resterez fidèles à votre volonté de faire échec, dans le calme et la sécurité, au pouvoir actuel et à sa politique, en votant Louis Odru. Vous, qui, cette fois encore, avez voté pour le candidat de la « majorité » sortante, ne restez plus en dehors de l'immense mouvement populaire, démocratique et national qui réclame une vie nouvelle, heureuse et digne, pour tous les Français, dans le respect des libertés et des convictions de chacun.

Pour changer la vie, pour vivre mieux.

Que tous ceux qui peinent et qui souffrent et qui ont, parfois, perdu jusqu'à l'espérance : personnes âgées aux retraites odieusement dérisoires, mères de famille accablées de soucis, mal logés dans la détresse, chômeurs et chômeuses, ouvriers et ouvrières victimes des bas salaires, des cadences et des mauvaises conditions de travail.

Vous toutes et vous tous apportez vos suffrages à Louis Odru, le député de tous, candidat de l'espoir et du renouveau, artisan inlassable de l'union de tous les Français, élu efficace au service des municipalités de Montreuil et Rosny, défenseur persévérant des revendications, des droits et des libertés des habitants de nos deux villes.

Pour une nouvelle majorité parlementaire, stable et cohérente permettant la réalisation du programme commun de la gauche.

Pour les libertés et le progrès, la démocratie et la justice sociale.

Pour la France et pour la République, réélisez Louis Odru, candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

LOUIS ODRU

Instituteur
Conseiller municipal de Montreuil
Ex-conseiller général de la Seine
Ancien combattant 1939-1945
Combattant volontaire de la Résistance — Interné politique évadé
Croix de guerre avec palme
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

ROGER DAVIET

Dessinateur-projeteur
Conseiller général de la Seine-Saint-Denis
Maire de Rosny-sous-Bois

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonesse, Villepinte.

M. Robert BALLANGER

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 11 mars 1973
(C)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti communiste français.

J'ai la conviction profonde qu'en votant communiste vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus facile, plus belle, plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

Robert BALLANGER.

Pour vivre mieux.

Pour changer la vie.

Changer la vie.

Ces élections ont une importance exceptionnelle. Elles sont le moyen de condamner la politique du pouvoir actuel, de se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les partis de gauche.

Pour l'application du programme commun.

En votant R. Ballanger, vous voterez pour le parti qui a dénoncé dès le premier jour le régime U.D.R.-giscardiens-centristes responsable :

— De la misère du peuple, du chômage, des bas salaires, des prix élevés, des taudis et des loyers trop chers, des profits exorbitants pour une poignée de monopoles.

En votant R. Ballanger, vous voterez pour le Parti qui a agi inlassablement pour l'Union de la gauche sur la base d'un programme commun. En votant R. Ballanger, vous voterez pour ceux qui seront les principaux garants de l'application de toutes les mesures économiques, sociales, politiques du programme commun.

Vivre mieux tout de suite.

— Le relèvement général des salaires et le salaire minimum à 1.000 F.
— L'augmentation des pensions et retraites pour les personnes âgées et les handicapés.
— Le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— L'amélioration des conditions de travail et de transport.
— La semaine de 40 heures, soit plus de temps pour les enfants, plus de temps pour soi, moins de fatigue.
— L'élargissement de la démocratie à tous les niveaux et notamment : l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises ; la promotion sociale par la formation professionnelle et permanente ; le remboursement à 80 % des frais médicaux.
— Les garanties nouvelles pour les ingénieurs, techniciens et cadres, en matière de salaire et de promotion.
— La défense du petit commerce et de l'artisanat.
— Un réseau de 1.000 crèches.

Vivre mieux dans la circonscription.

Parallèlement à son retentissement national l'application du programme commun aura des répercussions sur le plan local et notre région a beaucoup à y gagner. Il faut :

— L'exonération immédiate de l'impôt mobilier pour tous ceux qui sont exonérés d'impôts sur le revenu.
— L'allégement de la fiscalité locale pour les petits et moyens contribuables.
— L'augmentation des ressources des bureaux d'aide sociale par le remboursement de la T.V.A.

Des équipements scolaires et des enseignants qualifiés en nombre suffisant.

Dans la circonscription pour les six années à venir 10.000 places en C.E.S.

Des C.E.T. à Aulnay, Sevran, Tremblay.

Deux nouveaux lycées classiques et modernes et un lycée technique.

Des structures pour assurer au niveau supérieur, la formation des jeunes gens et jeunes filles ainsi que la formation permanente des adultes.

Arrêt de la fermeture d'usines et création de nouveaux emplois par l'aménagement des zones industrielles de Tremblay, Blanc-Mesnil, Aulnay.

Assurer la priorité aux transports en commun publics avec carte de transport payée par l'employeur.

Créer des lignes R.A.T.P. dans toutes les villes de la circonscription.

Obtenir des crédits pour améliorer les installations et le trafic S.N.C.F. sur toute la ligne et notamment à la gare du Nord pour accueillir un nombre de trains correspondant aux besoins.

Accélérer la mise en place d'un réseau routier permettant l'écoulement rapide du trafic collectif et particulier.

Promouvoir un urbanisme équilibré conçu pour les usagers avec des logements suffisants aux loyers et charges à des prix abordables pour les salariés.

Assurer l'équilibre logements-emplois qui permettra à tous de bénéficier de loisirs dans des villes dotées d'équipements socio-culturels à la portée de tous.

Les moyens existent.

Une nouvelle politique économique permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges scandaleux des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

En votant communiste vous voterez :

— Pour le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs.
— Pour l'artisan inlassable de l'Union de la gauche sur la base du programme commun.
— Pour la paix et l'indépendance nationale.

Vous voterez Robert Ballanger.

— Pour que le Parti communiste soit justement représenté au Parlement.
— Parce que le renforcement du groupe parlementaire communiste est une garantie essentielle de l'application du programme commun.
— Parce que chaque suffrage pour un candidat communiste sera un suffrage pour renforcer l'Union de la gauche et la rendre irréversible.

Votez : Robert Ballanger, Emile Legrésy, candidats du Parti communiste français, pour l'union populaire, la victoire et l'application du programme commun.

Le 4 mars, votez efficace :

ROBERT BALLANGER

Maire d'Aulnay-sous-Bois
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Député sortant
Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

EMILE LEGRÉSY

Membre du bureau fédéral de la Seine-Saint-Denis
Secrétaire du Comité de ville de Blanc-Mesnil

Candidats du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Dimanche dernier, 4 mars, les électrices et les électeurs, dans le pays comme dans notre circonscription, ont infligé un sévère échec au régime actuel dont les candidats n'ont obtenu que 36 % des suffrages, alors que les candidats de la gauche en ont obtenu plus de 46 %. Dans notre circonscription, les deux candidats de l'U.R.P. n'ont obtenu que 29 % des voix, alors que l'U.D.R., seule, en obtenait 40 % en 1968.

Robert Ballanger, candidat du Parti communiste français, obtient 30.795 voix, soit 43,7 %. L'ensemble des voix de gauche représente 60 % des électeurs et c'est en définitive 70 % des électeurs qui ont condamné la majorité sortante.

Il faut, au second tour de scrutin, confirmer ce succès des forces démocatiques, le Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche enregistrant avec satisfaction les témoignages d'une volonté populaire de changement de politique, *ont pris la décision capitale de présenter, au cours de ce deuxième tour de scrutin, un seul candidat par circonscription.*

Dans la nôtre, c'est Robert Ballanger qui devient ainsi le candidat unique de l'Union de la gauche et de tous les démocrates. Pas une voix ne doit lui manquer dimanche prochain.

Aux électeurs socialistes, communistes et républicains du premier tour, se joindront tous ceux des démocrates qui, sans partager toutes les opinions de la gauche unie, condamnent la majorité actuelle et aspirent, eux aussi, au changement et à l'application d'une politique de progrès social, de liberté et de démocratie.

Le 11 mars, sans aucune abstention, car chaque voix sera soigneusement décomptée sur le plan national, tous les démocrates rassembleront leurs suffrages sur le nom de Robert Ballanger, député sortant, maire d'Aulnay-sous-Bois, et de Emile Legrésy, candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Communiqué du Parti socialiste :

La Fédération de Seine-Saint-Denis du Parti socialiste et les candidats de ce Parti attirent votre attention sur le fait qu'en votant socialiste le 4 mars dernier, vous avez non seulement marqué votre accord avec une politique d'Union de la gauche, mais encore votre volonté en battant partout les candidats de l'U.R.P. d'élire un nombre de députés suffisant pour l'application de cette politique.

Dans notre département, le corps électoral a placé dans toutes les circonscriptions, les candidats communistes en tête au premier tour. Dans d'autres départements, ce sont les candidats socialistes et radicaux de gauche qui bénéficieront du désistement communiste. C'est donc à un combat national que vous participez et que nous participons tous.

Ne soyez pas absents de ce combat : votez le 11 mars pour le candidat unique de la gauche. Vous prolongerez ainsi votre geste du 4 mars et participerez à l'action d'ensemble du Parti socialiste pour un changement de majorité. Votez donc.

Communiqué P.C.F. - P.S.U.

« A l'issue du premier tour des élections législatives, le Parti communiste français et le Parti socialiste unifié constatent l'important recul de la majorité sortante et la volonté de changement qui s'est largement exprimée à travers le scrutin. Face aux candidats du pouvoir et à leurs alliés d'aujourd'hui et de demain, il est nécessaire, dans une situation marquée par l'existence du programme commun de gouvernement, d'assurer au deuxième tour la convergence des formations signataires du programme commun et du Parti socialiste unifié. Le vaste rassemblement qui se réalisera au profit des candidats de gauche arrivés en tête permettra le 11 mars, d'assurer la défaite des candidats réactionnaires dans de nombreuses circonscriptions, ce qui ouvrira la possibilité de changements importants pour les travailleurs et l'ensemble du pays. »

Le 11 mars, pour la victoire de la gauche unie, pour battre le pouvoir U.D.R. et ses alliés, tous les républicains, tous les démocrates apporteront leurs suffrages à :

ROBERT BALLANGER
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
Député sortant
Maire d'Aulnay-sous-Bois
Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

EMILE LEGRÉSY
Membre du bureau fédéral de la Seine-Saint-Denis
Secrétaire du Comité de ville de Blanc-Mesnil

Candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates, présentés par le Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Clichy-sous-Bois, Coubron, Gagny, Gournay-sur-Marne, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Le Raincy, Vaujours.

M. Raymond VALENET

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, Citoyens,

Jamais la perspective de prise du pouvoir par les communistes n'aura été si concrète et si grave.

Dans quelques jours, le 4 mars 1973, les Français auront à se déterminer dans une confrontation électorale d'une telle importance que c'est l'avenir de la France qui se jouera en quelques heures de scrutin.

Nous devrons dire si nous acceptons que notre beau pays retombe dans l'ornière dont le général de Gaulle l'a tiré.

Nous devrons dire si nous voulons que Georges Pompidou poursuive son œuvre de redressement et de paix dans la stabilité politique et financière.

Nous devrons dire si nous voulons continuer à bâtir l'Europe avec réalisme, c'est-à-dire à partir de ce qui existe... les Etats !

Nous sommes sûrs que vous entendrez notre appel et que vous serez aux côtés de l'Union des républicains de progrès pour maintenir intacte notre communauté nationale, débarrassée des vaines luttes partisanes et des idéologies trompeuses que prêchent les marxistes et leurs alliés socialistes.

Vous nous maintiendrez votre confiance pour que soient poursuivis les objectifs essentiels que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire :

Une France aux mains libres.

Une société humaine au service des travailleurs les plus défavorisés, des personnes âgées, des handicapés, des petits commerçants, des artisans et des rapatriés.

Voilà les tâches que nous poursuivons... Voilà nos perspectives pour la France :

En matière sociale, poursuivre le programme de 600.000 logements par an, mettre des foyers à la disposition des personnes âgées, construire des crèches, des hôpitaux, des instituts médico-pédagogiques et professionnels, des terrains de sports, des centres de loisirs... Nous voulons rendre plus humaine la condition de vie de la femme et lui donner une parfaite égalité avec l'homme dans son foyer et dans son travail.

En matière sociale, poursuivre la construction d'écoles maternelles, de C.E.S., de lycées et de facultés. Améliorer les anciens établissements et les adapter à la pédagogie moderne.

En matière économique, poursuivre nos efforts pour la construction de zones industrielles génératrices d'emplois, maintenir nos positions sur le marché international, faire participer les travailleurs aux profits de leurs entreprises et mensualiser les salaires.

En matière administrative, poursuivre les dispositions prises pour l'aide aux syndicats intercommunaux d'équipements et mener à son terme la réforme des finances communales.

Ce ne sont pas là, vous le savez, des promesses électorales ou des surenchères démagogiques. Ce sont des perspectives déjà matérialisées sur tout le territoire national, que vous avez pu voir au cours de vos déplacements et qui s'appellent autoroutes, cités immobilières, complexes sidérurgiques, centrales électriques, barrages, centres commerciaux, villes nouvelles, établissements publics, etc.

Quoi qu'en disent nos adversaires, la France est un pays libre où il fait bon vivre, où l'œuvre de redressement entreprise depuis quinze ans se poursuit sans relâche, forçant l'admiration de toutes les nations. Tout n'est pas fini, c'est certain. Mais tout le sera si nous savons poursuivre notre action en complète solidarité communautaire.

Par contre, rien ne se fera dans la confusion politique, ni à plus forte raison dans l'aventure politique souhaitées par le programme commun de la gauche dite unie.

C'est pourquoi nous vous le demandons, le 4 mars 1973, vous voterez, vous ferez voter pour :

RAYMOND VALENET

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palme
Ancien déporté de la Résistance
Conseiller général
Maire de Gagny
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Madame PAULE SIMON

Docteur en médecine
Ancienne conseillère municipale de Montfermeil

2e *CIRCULAIRE*

Citoyennes, citoyens,

Une fois encore !.. le 11 mars 1973, la France aura encore besoin de vous.

Une fois encore !.. je serai seul face au candidat communiste.

Vous aurez à vous prononcer entre deux blocs : l'Union des républicains de progrès et le Front marxiste.

A vous tous, mes chers amis, qui depuis quinze ans nous avez aidés afin de replacer la France au rang des grandes nations et qui m'avez apporté vos suffrages le 4 mars, merci !... de tout cœur.

A vous tous, qui tenez essentiellement à toutes vos libertés.

A vous tous, républicains sincères qui êtes soucieux d'éviter à notre pays le sort des démocraties dites « populaires ».

A vous tous, qui voulez que demain l'action économique et sociale du Gouvernement soit appliquée dans un large esprit d'union nationale.

Je lance un appel solennel pour que le 11 mars 1973 vous resserriez les rangs des vrais républicains afin de barrer la route au représentant de la dictature marxiste.

Electeurs de la neuvième circonscription, l'heure n'est pas aux élucubrations idéologiques soigneusement mijotées par des apprentis-sorciers qui nous ont trop souvent montré le sens qu'ils donnent au mot « liberté ».

Le 11 mars 1973 :

Vous direz non à ceux qui prennent leurs consignes à Moscou.

Vous direz non au joug policier qui sévit au-delà du rideau de fer.

Vous refuserez que la Seine-Saint-Denis soit uniquement représentée par des communistes.

Vous voterez pour le candidat de l'Union des républicains de progrès.

Vous voterez pour :

RAYMOND VALENET

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palme
Ancien déporté de la Résistance
Conseiller général
Maire de Gagny
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Madame PAULE SIMON

Docteur en médecine — Chirurgien
Ancienne conseillère municipale de Montfermeil

DEUX-SÈVRES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvoir-sur-Niort, Brioux-sur-Boutonne, Celles-sur-Belle, Chef-Boutonne, Frontenay-Rohan-Rohan, Lezay, Mauzé--sur-le-Mignon, Melle, Niort-I, Niort-II, Prahecq, Sauzé-Vaussais.

M. René GAILLARD

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la circonscription Niort-Melle,
Mes chers compatriotes,

Les élections du 4 mars vont revêtir, pour l'avenir de notre pays et de notre région, une particulière importance.

Il s'agit, en effet, de savoir si les fruits d'une amélioration constante des capacités de production de notre communauté nationale, se traduisant par des ressources accrues, conséquences de progrès scientifiques, techniques ou opérationnels, vont être répartis harmonieusement entre tous les producteurs, travailleurs manuels et intellectuels, ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans, commerçants ,artisans, actifs ou retraités, ou vont continuer à être détournés pour l'essentiel en faveur de quelques privilégiés et, notamment, les entreprises multinationales et les banques d'affaires.

Il s'agit de savoir si les grands scandales qui ont marqué la dernière législature, les dépenses inconsidérées ou inutiles tant de fois dénoncées, la colonisation de nos villes et de nos campagnes par de nouveaux seigneurs, proches d'un Pouvoir autoritaire et insensible, vont encore être tolérés.

Il s'agit particulièrement pour nous, attachés à notre terre natale, de savoir si l'anémie permanente dont restent frappés notre département et notre circonscription va continuer à chasser nos adolescents loin de nos familles faute d'y trouver des emplois suffisants et des éléments de vie pleine et heureuse.

Le programme commun de la gauche dont je me propose de favoriser la mise en œuvre, apporte l'espoir d'une société plus juste et plus humaine. Il affirme que « les progrès de l'Humanité doivent servir à l'homme... mais servir également tous les hommes sans préférence ni passe-droit. »

Il exige pour le défendre et l'appliquer des militants de caractère, résolus à assumer toutes leurs responsabilités nationales, mais aussi connaissant particulièrement les problèmes locaux, conscients de l'enthousiasme des jeunes, désireux de promouvoir la condition féminine, convaincus des droits des personnes âgées, sensibles aux difficultés des handicapés, déshérités du sort ou de la nature.

Je me propose d'être un de ceux-là et pense avoir déjà fait mes preuves à la tête de la première ville de notre département.

Dans notre circonscription, nous mesurons chaque jour davantage ce qui nous manque.

Il faut que ça change !...

Il faut que les décisions qui déterminent notre avenir nous appartiennent en premier lieu.

— Pour que nos villes et chefs-lieux de cantons de Niort à Sauzé-Vaussais, de Melle à Mauzé accroissent leur dynamisme !
— Pour que nos communes rurales, du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est de notre circonscription ne soient plus oubliées et bénéficient pleinement des résultats de notre action commune !
— Pour que nos entreprises ou nos exploitations puissent se transformer ou se moderniser comme les autres le font ailleurs !
— Pour que jeunes et anciens, hommes et femmes utilisent totalement et également leur capital de vie et d'action !

Il nous faut très rapidement :

— des voies de communications adaptées à notre époque ;
— des industries diversifiées ;
— des investissements nombreux d'éducation, de culture et formation professionnelle, de loisirs, de soins et de repos.

Toutes choses rendues possibles dans un climat de paix, de coopération et de collaboration entre tous les peuples en supprimant des dépenses énormes et parfaitement improductives, quelles soient militaires, de prestige ou de prébendes.

Il nous faut bénéficier de charges allégées, mieux partagées et exiger en compensation de notre épargne une distribution équitable des subventions de l'Etat.

Avec votre confiance sur un programme clair et des options précises je m'engage à cet effort permanent.

A votre service.
Au service de notre région.
Au service de la France.

RENÉ GAILLARD

Conseiller général des Deux-Sèvres
Maire de Niort
Principal de collège d'enseignement secondaire

Remplaçant éventuel :

MAURICE MOINARD

Adjoint au maire de Coulon
Chef de Service au Crédit agricole mutuel de Niort

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs du Mellois et du Niortais,

Dimanche dernier, plus des deux tiers d'entre vous se sont prononcés dans cette circonscription en faveur du changement ; ils m'ont placé en tête des candidats de la gauche avec son programme, ses options claires et précises.

Vous aurez donc, dimanche prochain, à choisir entre un fonctionnaire parisien représentant d'un pouvoir contesté et un élu local qui, vivant quotidiennement vos difficultés, subissant les mêmes injustices et souffrant de la même indifférence, peut apprécier ce besoin de mouvement avec le désir et la volonté d'y répondre totalement.

En m'accordant largement votre confiance, vous me donnerez les appuis indispensables à la poursuite d'une action de promotion au bénéfice de nos communes rurales et de nos centres urbains.

— La classe ouvrière connaît mon attachement à soutenir ses légitimes revendications.

— Avec les agriculteurs, je m'emploierai à ouvrir des possibilités d'amélioration de leurs exploitations et à faire que la profession s'allège de ses servitudes pour bénéficier des mêmes avantages que toute autre, pour la formation, le travail, les rémunérations par la garantie des prix, la retraite et les loisirs.

— Aux personnes âgées, aux maltraités de nos villes, aux spoliés et aux handicapés, je m'efforcerai d'apporter les moyens de vivre dignement.

— Nos industriels, artisans et commerçants me trouveront toujours à leur côté pour sauvegarder tous leurs droits et étendre leurs entreprises.

Dans une société plus juste et plus humaine sur les engagements du programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche, je ne doute pas de l'avenir de notre circonscription.

Avec vous, pour vous, pour nos enfants, ne vous abstenez pas, votez le 11 mars

RENÉ GAILLARD

Maire de Niort
Conseiller général des Deux-Sèvres

Candidat des socialistes, des radicaux de gauche et du programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche

Remplaçant éventuel :

MAURICE MOINARD

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Champdeniers, Coulonges-sur-l'Autize, Mazières-en-Gâtine, Ménigoute, Moncoutant, La Mothe-Saint-Héray, Parthenay, Saint-Loup-sur-Thouet, Saint-Maixent-l'Ecole-I, Saint-Maixent-l'Ecole-II, Secondigny, Thénezay.

M. Jacques FOUCHIER

(Candidat indépendant)

élu le 4 mars 1973

(U.C.)

Mes chers concitoyens,

Depuis 1958, à quatre reprises, vous m'avez chargé de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui je vous propose encore un nouveau contrat.

Monsieur Jean Pineau, Parthenaisien fort connu, veut bien m'accompagner. Sa compétence professionnelle et ses responsabilités électives sont des atouts sérieux pour la Gâtine.

Notre pays a su réaliser de notables progrès au plan social comme au plan économique et se trouve en bonne place dans une compétition internationale qui va devenir de plus en plus sévère.

Aussi faut-il achever la construction européenne, seule chance efficace d'indépendance et de progrès.

De plus une monnaie solide et un commerce extérieur florissant sont nécessaires à une expansion dont tous les Français doivent pouvoir bénéficier.

Mais le progrès exige aussi plus de justice dans la répartition de ses avantages et de ses profits.

Au plan fiscal d'abord où une réforme moderne est indispensable pour les citoyens de toutes catégories comme pour les collectivités.

Au plan social et économique pour les jeunes,

Pour les actifs, qu'ils soient commerçants, artisans, agriculteurs, salariés, fonctionnaires, cadres ou membres des professions libérales,

Pour les retraités et les personnes âgées,

Pour les handicapés de tout âge et de toute condition.

C'est la tâche prioritaire désormais.

Mais aujourd'hui deux types de sociétés s'affrontent et il faut choisir franchement entre elles.

Il faut choisir entre la perspective d'une société collectivisée où l'Etat deviendra progressivement le maître souverain des corps, des âmes et des biens, et une société humaniste et libérale où des hommes épris de progrès peuvent donner au pays une majorité ouverte et sociale dont le Président de la République sera garant.

J'ai toujours choisi ce second type de société.

De tous côtés fleurissent séductions et promesses. Sachons garder la tête froide et rechercher loyalement ce qui est possible, ce qui est raisonnable.

Pour ma part, je suis prêt à me consacrer totalement à un nouveau mandat comme je l'ai fait antérieurement, avec obstination et objectivité, avec le souci d'être utile aux Deux-Sèvres et à tous ses habitants.

Votez :

Docteur-vétérinaire JACQUES FOUCHIER

Député sortant
Vice-président de la Commission de la production et des échanges

Candidat indépendant

Remplaçant éventuel :

JEAN PINEAU

Chef du Bureau du Crédit agricole
Premier adjoint au maire de Châtillon-sur-Thouet
Membre du Conseil de district de Parthenay

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Airvault, Argenton-Château, Bressuire, Cerizay, Mauléon, Saint-Varent, Thouars.

M. Albert BROCHARD

(Candidat du Centre démocrate, mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le 4 mars prochain, vous allez être amenés à prendre une décision importante et dès maintenant, si vous ne me connaissez déjà, vous pouvez découvrir le visage de celui qui se présente à vos suffrages.

Par cette circulaire, je pénètre dans votre foyer, non comme un étranger, mais comme un ami.

J'ai 49 ans. J'habite Faye-l'Abbesse où je possède et dirige une entreprise de transports publics de voyageurs.

Conseiller général du canton de Bressuire depuis 1970, je connais bien tous les milieux de la circonscription.

De plus, ma profession m'a donné depuis vingt-trois ans la possibilité, au cours de multiples voyages, d'étudier et de bien connaître toutes les régions de France, ainsi que tous les pays d'Europe occidentale et même au-delà. De tous ces voyages en France et à l'étranger, j'ai recueilli des enseignements qui me seront précieux, pour mieux vous servir et mieux vous défendre, quelle que soit votre profession, votre emploi ou votre situation. Il ne s'agit pas de vouloir tout importer de ce qui se fait dans les autres pays, mais il y a tout de même des choses qui peuvent être adaptées chez nous en tenant compte du caractère et du tempérament français.

Mon suppléant, Henri Maudet, 41 ans, agent général d'assurances, est né à Mauléon dans une famille d'agriculteurs, profession qu'il a exercée jusqu'après son service militaire. Attentif aux problèmes sociaux et à la politique de la famille en milieu rural et semi-rural, il fut l'un des créateurs des Ruches familiales de Vacances dans le département.

Bien connu et estimé, il s'est vu confier la présidence de la Caisse de Crédit mutuel. Il est aussi un Vice-président très actif de la Société de football « Les Trinitaires de Mauléon ».

Je me félicite de l'avoir à mes côtés, comme candidat suppléant, sachant que je pourrai bénéficier de ses avis éclairés et pleins de bon sens.

Commerçants, agriculteurs, industriels, artisans, employés, ouvriers.

Prêtez-moi votre attention :

Après quinze ans de pouvoir U.D.R., les Françaises et les Français aspirent au changement, changement profond mais dans le calme. Il faut mettre l'Etat au service de l'homme et non asservir l'homme à l'orgueil de l'Etat ou au collectivisme. Il faut affecter l'argent public à l'amélioration du bien-être de chacun, à sa formation, aux équipements collectifs.

Avec le Centre démocrate et les réformateurs, je m'engage devant vous à lutter pour ces objectifs.

Tous les hommes doivent pouvoir vivre dans la dignité, ce qui suppose :

- Un effort prioritaire pour améliorer le sort des personnes âgées, auxquelles nous devons assurer une vieillesse décente et épanouie ;
- La garantie d'un revenu minimum de 1.000 F par mois ;
- L'application réelle d'un statut juridique et social plus juste pour les femmes ;
- La multiplication des crèches et des écoles maternelles ;
- La construction d'un nombre suffisant de logements sociaux ainsi que l'amélioration de l'habitat rural ;
- La construction d'autoroutes, entre autres : la voie Centre Europe qui permettra le désenclavement de notre région ;
- Le développement du téléphone ;
- La protection contre la concurrence inégale et sauvage pour les artisans, des commerçants et autres travailleurs indépendants ;
- La Sécurité sociale pour tous, la construction d'hôpitaux, d'établissements d'enseignements, de centres de formation professionnelle, d'équipements sportifs ;
- Une politique des prix agricoles afin que le revenu moyen des agriculteurs rattrape le revenu moyen français ;
- Humaniser les relations dans l'entreprise.

La responsabilité de tous ces équipements sera décentralisée dans le cadre du pouvoir régional de gestion.

Notre environnement de vie doit être protégé contre une urbanisation affairiste et contre toutes les formes de pollution.

Quant au monde rural et semi-rural qui doit être un secteur dynamique de notre économie, nous mettrons tout en œuvre pour favoriser sa promotion et assurer sa sauvegarde. Une véritable politique d'orientation scolaire et professionnelle devra être définie, de manière à rassurer les jeunes sur leur avenir.

Pour réaliser ce programme social et humain, nous cesserons de ruiner la France en dépenses de prestige, car aucun pays de notre dimension ne peut prétendre résoudre seul les problèmes essentiels de sa défense et de son développement économique, donc social.

Il est urgent de faire l'unité politique de l'Europe. C'est le seul moyen de nous rendre véritablement indépendant vis-à-vis des grands blocs.

ALBERT BROCHARD

Conseiller général de Bressuire
Ancien déporté
Entrepreneur de transports voyageurs

Remplaçant éventuel :

HENRI MAUDET

Agent général d'assurances

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Je tiens à remercier chaleureusement les 16.681 électrices et électeurs qui m'ont témoigné leur confiance, en portant leurs suffrages sur mon nom dès ce premier tour de scrutin.

Ce premier résultat et les nombreux encouragements qui me sont donnés de toutes parts, me constituent, pour ainsi dire, comme un devoir de faire un nouvel appel à vos suffrages, lors du scrutin du 11 mars prochain.

Je redis à toutes et à tous, ma volonté d'apporter dynamisme et efficacité, dans l'exercice des fonctions que vous voudrez bien me confier, au service de vos intérêts.

Commerçants, agriculteurs, industriels, artisans, employés et ouvriers, je me permets de vous demander de lire avec attention ma « Profession de Foi » du premier tour, car je la maintiens, et je suis sûr qu'elle « colle » au réel et qu'elle rejoint les problèmes des hommes d'aujourd'hui.

Depuis 1968.

La majorité vient de perdre 9.563 suffrages !

Le Centre démocrate en a gagné 9.129.

Pourquoi ?

Les électrices et les électeurs attendent de leur député qu'il soit :

Un homme accessible, attentif, efficace, dynamique.

Le résultat dès le premier tour, là où je suis bien connu, a été dans ces domaines très significatif.

De décision non un robot ou un homme qui serre des mains et qui s'efface constamment devant les directives des chefs de son parti.

Il y a des problèmes pour lesquels le député se doit de rechercher des solutions neuves. Si on reconnaît à la société un renouvellement laborieux, il faut aussi lui accorder des hommes nouveaux.

Votre vote du 4 mars en est une excellente confirmation.

Il est bien évident que le dévouement dont je fais profession s'adresse à tous. Ne faites aucune exception, chacun me trouvera disponible.

Faites-nous confiance, votez et faites voter :

ALBERT BROCHARD

Conseiller général de Bressuire
Ancien déporté
Entrepreneur de transports voyageurs

Remplaçant éventuel :

HENRI MAUDET

Agent général d'assurances

SOMME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amiens Nord-Est, Amiens Nord-Ouest, Amiens Sud-Est, Amiens Sud-Ouest.

M. René LAMPS

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, vous allez pouvoir opérer un choix décisif entre deux politiques :

- la poursuite de la politique réactionnaire actuelle ;
- ou l'instauration d'une nouvelle politique basée sur le programme commun de gouvernement.

Pour la première fois de son histoire la gauche se présente unie sur un tel programme.

L'application de ce programme, c'est l'assurance du progrès social et de la démocratie. Le Parti communiste français a lutté depuis de nombreuses années pour la réalisation de cette union offrant de telles perspectives.

En votant communiste vous choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse pour vous, vos enfants, votre famille.

En votant René Lamps vous donnez au Parti communiste les moyens de faire respecter la volonté populaire.

En votant communiste vous avez la garantie que le programme commun sera appliqué, rien que le programme, mais tout le programme.

Le Parti communiste présente à vos suffrages René Lamps, député-maire d'Amiens, et Emile Baheu, maire de Camon, deux hommes intègres et dévoués.

René Lamps

Vous le connaissez. Vous lui avez toujours renouvelé votre confiance. Il ne vous a pas déçus.

A l'Assemblée nationale, au cours de nombreuses interventions, il a toujours défendu les intérêts de la région et de sa population laborieuse.

Membre de la Commission des finances depuis 1945, amis ou adversaires se plaisent à reconnaître sa compétence indiscutable en matière économique et financière.

Ses qualités, son dynamisme lui ont valu de mener la liste d'union de la gauche à la victoire à Amiens.

Il anime une gestion sociale, ouverte à tous, en faveur de tous, et en premier lieu des plus défavorisés.

Son intégrité reconnue par tous, l'intérêt qu'il porte à la défense des travailleurs, font qu'il est l'objet des attaques les plus viles de la réaction déchaînée.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, vous avez donc toutes les raisons de lui accorder votre confiance.

Vous pouvez assurer dès le premier tour l'élection de votre député, le 4 mars votez et faites voter pour

RENÉ LAMPS

Candidat du Parti communiste français

Faites triompher le programme commun.

Electrices, électeurs,

Dimanche 4 mars, saisissez la chance qui vous est offerte de contribuer au changement de la politique française.

Il faut en finir :

- avec la hausse des prix et les impôts trop lourds ;
- avec un pouvoir d'achat réduit et la vie difficile pour les familles ;
- avec la crise de l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes ;
- avec les conditions de vie précaires de nombreuses personnes âgées ;
- avec le régime des scandales, des affairistes et du gaspillage capitaliste.

Demain, votre vie peut changer, elle peut être plus belle.

Avec l'application du programme commun

Vous obtiendrez tout de suite :

- le relèvement général des salaires, traitements, retraites, pensions et allocations familiales ;
- le salaire minimum à 1.000 F. ;
- la réduction du temps de travail ;
- la possibilité de prendre la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ;
- l'allégement des impôts pour la population laborieuse (salariés, retraités, commerçants, artisans) ;
- la formation professionnelle assurée pour les jeunes ;
- la gratuité des livres et fournitures à tous les stades de la scolarité ;
- la mise en œuvre d'une politique de logement social ;
- l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises ;
- l'amélioration des remboursements de la Sécurité sociale pour atteindre rapidement la gratuité des soins et l'indemnité journalière égale au salaire.

La démocratie sera étendue au domaine économique et social :

La nationalisation des banques et des grandes industries facilitera la création d'emplois et permettra d'assurer le progrès social pour tous.

Vos libertés seront garanties et développées.

Libertés individuelles et collectives : liberté de conscience et de culte, libertés syndicales, droits de l'opposition, liberté de presse, droit à l'information.

La paix sera renforcée

En prenant toutes les initiatives nécessaires pour développer la coopération entre tous les pays et en abandonnant la ruineuse force de frappe.

Pour assurer l'application du programme commun, apportez votre soutien aux candidats intègres, dévoués, compétents, que vous présente le Parti communiste français.

Votez communiste.

Assurez dès le premier tour l'élection de :

RENÉ LAMPS

Remplaçant éventuel :

EMILE BAHEU

2e *CIRCULAIRE*

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je remercie bien sincèrement les 30.179 électrices et électeurs qui, avec 44,64 % des suffrages m'ont placé largement en tête de tous les candidats, avec 17.612 voix d'avance sur le suivant immédiat Monsieur Vast.

C'est un résultat sans précédent.

L'analyse du scrutin montre la condamnation sans équivoque de la politique antisociale du pouvoir actuel. Son représentant officiel a perdu 7.097 voix sur 1968, Monsieur Vast en a perdu 3.575 de son côté. 10.672 voix de moins qu'en 1968 pour ces deux candidats, c'est une perte sévère qui montre que les Amiénois n'ont pas été dupes de la mnœuvre organisée avec l'appui du pouvoir.

Vous avez ainsi répondu comme il convenait à l'anticommunisme et à la campagne de calomnie et de diffamation à mon égard. Je n'en doutais pas et vous en suis reconnaissant.

La gauche dans son ensemble, obtient plus de 54 % des suffrages. C'est un succès très important qui témoigne d'une profonde volonté de changement.

Alors qu'au premier tour 1968, le total des voix de gauche n'atteignait que 45,5 %, je fus élu au deuxième tour.

Cette fois, le résultat du scrutin ne fait pas de doute pour personne : vous réélirez votre député.

Tous ceux et toutes celles d'entre vous, — et vous êtes le plus grand nombre, — qui souhaitez une politique nouvelle, une politique de progrès social et de démocratie, vous rassemblerez vos suffrages sur le candidat de la large union que je suis devenu par votre volonté.

Vous qui désirez une vie meilleure, plus belle pour vous-même et votre famille, je ne doute pas que vous m'apportiez votre suffrage.

A l'avance, permettez-moi de vous en remercier.

René LAMPS

Pour parfaire ce grand succès du premier tour.
Pour compléter la défaite de la droite réactionnaire.
Pour une politique de progrès social, de liberté et de paix.
Pas une voix de patriote, de démocrate ne manquera à René Lamps, votre député.

Votez :

RENÉ LAMPS

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Remplaçant éventuel :

EMILE BAHEU

Appel aux électeurs :

Nous remercions les électrices et les électeurs qui ont fait confiance au Parti socialiste.

Conformément aux engagements réciproques pris dans le cadre de l'Union de la gauche dans le pays tout entier, nous invitons les électrices et les électeurs, pour assurer la victoire du programme commun, à reporter leurs voix sur René Lamps qui devient ainsi le candidat unique de la gauche.

Paul TROUILLET et Michèle SELLIER
Candidats du Parti socialiste

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ailly-sur-Noye, Boves, Conty, Corbie, Montdidier, Moreuil, Rosières-en-Santerre, Roye, Villers-Bocage.

M. Jean-Louis MASSOUBRE

(Candidat de l'U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès pour le soutien du Président de la République

Electrices, électeurs,

Ensemble, nous nous sommes proposé, en mars 1967, puis en juin 1968, un certain nombre d'objectifs : stabilité, continuité des institutions et des grandes options politiques de la Ve République, efficacité, justice sociale, tolérance.

Ont-ils été atteints ?

Ils l'ont été.

En effet, les libertés fondamentales ont été assurées. Le progrès social s'est effectué au profit de tous, mais d'abord, comme il est juste, des plus défavorisés.

L'efficacité de notre économie est prouvée, sur le plan national, par des chiffres que nul ne conteste.

Dans notre propre circonscription, les années 1967-1972 ont vu une solution apportée au problème le plus préoccupant : celui de l'emploi, des fermetures d'usines, de l'exode rural. Grâce à la création de zones industrielles, à l'amélioration du raccordement routier, à la construction de collèges, de logements, de nouvelles usines ont pu être implantées et le nombre d'emplois a augmenté en cinq ans de 25 %.

Voilà pour le passé. Mais pour l'avenir ? Quels objectifs se donner en mars 1973 ?

Il s'agit — encore et toujours — de maintenir et voir s'épanouir les libertés individuelles et collectives, le respect des opinions de chacun, la tolérance.

Il s'agit d'aller plus loin sur le chemin de la justice sociale. Il y a tant à faire pour que chacun reçoive les mêmes chances, les mêmes sécurités !

Il s'agit d'améliorer les conditions de travail et de vie de chacun, de protéger l'environnement naturel.

Il s'agit, dans notre propre circonscription, de participer à la renaissance du monde rural : renaissance des bourgs, des chefs-lieux de canton qui entendent poursuivre leurs efforts de développement, d'animation ; renaissance des villages qui, librement associés en syndicats intercommunaux, et en toute autonomie, ont désormais les moyens de se doter d'équipements et de services jusqu'alors réservés aux villes.

Il s'agit, en toute circonstance, d'œuvrer tous ensemble pour une République toujours plus libre, plus égale, plus fraternelle.

Troisième âge :

— La retraite à plein taux à 60 ans.
— Aide accrue pour le logement.
— Gratuité des soins médicaux aux personnes âgées de plus de 65 ans exonérées de l'impôt sur le revenu.
— Construction de nouvelles maisons de retraite dans notre circonscription.

Commerce et artisanat :

— Revaloriser la profession de commerçant et artisan indépendants grâce à une politique de confiance basée sur le libre jeu de la concurrence et non sur le dirigisme et la taxation.
— Egalité des chances sur le plan commercial.
— Plus de justice dans le domaine fiscal et social.

Salaires :

— Les 40 heures.
— La mensualisation intégrale avant 1975.
— Effort prioritaire d'amélioration des bas salaires.
— Développement de l'intéressement et de l'actionnariat.
— Assurer aux fonctionnaires une croissance de leurs traitements comparable à celle des salaires du secteur privé.

Anciens combattants :

— Financement de leurs légitimes revendications et revalorisation des pensions en fonction de la croissance économique.

Handicapés :

— Amélioration des aides aux handicapés et à leurs familles.

Agriculture :

— Défense intransigeante du Marché commun agricole qui a permis un relèvement substantiel des prix.
— Protection de l'exploitation familiale.
— Aide accrue aux jeunes agriculteurs.
— Promotion de l'élevage.

Education nationale :

— Gratuité totale de l'enseignement obligatoire (livres fournitures, transport).
— Développement, en milieu rural, de la formule des groupements scolaires intercommunaux qui donnent d'excellents résultats sur le plan de la qualité de l'enseignement.
— Effort accru en matière de classes maternelles et d'enseignement technique (création de C.E.T., en particulier dans notre circonscription).

Finances communales :

— Création, dès 1973, d'une subvention globale d'équipement s'ajoutant aux subventions sectorielles et venant compenser le montant de la T.V.A. payée par les communes sur les travaux d'équipement.
— Promotion des efforts d'équipement et notamment d'assainissement.
— Aide accrue à l'amélioration de l'habitat.

JEAN-LOUIS MASSOUBRE

Député sortant
34 ans
Ancien élève de l'Ecole normale supérieure
Maire d'Arvillers
Conseiller général du canton de Montdidier
Président du Syndicat à vocation multiple du canton de Montdidier

Remplaçant éventuel :

ÉMILE CAUDRON

Né en 1919 à Arrest (Somme)
Commerçant à Le Quesnel
Ancien combattant, prisonnier de guerre 1939-45
Maire de Le Quesnel
Président de l'Amicale des maires et du Syndicat à vocation multiple du canton de Moreuil

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous êtes appelés à choisir, le 11 mars, entre le candidat du Parti communiste et celui de l'Union des républicains de progrès pour le soutien du Président de la République.

C'est un choix clair et net.

Vous êtes parfaitement informés des conséquences qu'il comporte pour l'avenir de chacun — votre avenir.

Il vous appartient, démocratiquement, d'en décider.

JEAN-LOUIS MASSOUBRE

Député sortant
34 ans
Ancien élève de l'Ecole normale supérieure
Maire d'Arvillers
Conseiller général du canton de Montdidier
Président du Syndicat à vocation multiple du canton de Montdidier

Remplaçant éventuel :

ÉMILE CAUDRON

Né en 1919 à Arrest (Somme)
Commerçant à Le Quesnel
Ancien combattant, prisonnier de guerre 1939-45
Maire de Le Quesnel
Président de l'Amicale des maires et du Syndicat à vocation multiple du canton de Moreuil

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ault, Gamaches, Hallencourt, Hornoy, Molliens-Vidame, Moyenneville, Oisemont, Picquigny, Poix.

M. Charles BIGNON

(Candidat U.R.P.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Charles Bignon : un député au service de tous.

1.000 permanences au service de la population.
12.500 personnes différentes reçues dans les mairies ou à domicile.
130.000 lettres expédiées pendant la législature.
120.000 kilomètres en voiture à ses frais.
500 présences dans des manifestations locales.
245 questions écrites, orales ou d'actualité posées au Gouvernement.
62 discours à la tribune de l'Assemblée nationale.

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Vous allez, début mars, par un vote, choisir de nouveau votre député. Pendant longtemps, celui-ci pouvait profiter de la campagne électorale pour rendre compte de son mandat et informer le plus d'électeurs possible. En raison de la diffusion des nouvelles par la radio, la télévision et la presse, le débat a maintenant changé de forme mais vous pouvez constater que depuis quatre ans et demi je n'ai jamais cessé de parcourir ma circonscription, d'être présent à votre disposition dans vos mairies, de participer avec vous aux cérémonies et aux réunions et manifestations de toute nature. Je remercie à cette occasion la presse d'avoir bien voulu vous rendre compte de mes activités à l'Assemblée nationale et au Conseil général et je souhaite que celle-ci puisse continuer à jouir de la plus large liberté.

Ma gratitude ira aussi aux nombreux auditeurs qui se sont déplacés pour venir assister aux 21 réunions publiques que j'ai organisées pendant les trois semaines de campagne.

Afin d'être bien certain que j'ai pleinement accompli mon mandat, j'ai relu ma profession de foi du 23 juin 1968 et j'ai constaté que je vous avais promis de discuter avec vous, de rendre service et d'examiner, sans esprit de parti, ce qui pouvait être fait pour le bien du Vimeu et de l'Amiénois. J'ai conscience d'avoir coopéré avec tous, élus, délégués professionnels, familles, etc... pour vous représenter le plus efficacement possible. Je pense être parvenu à être à la fois un député très actif à l'Assemblée nationale, assidu aux séances du Conseil général et un député présent dans toute sa circonscription au service de tous, et je dois enfin remercier ici toutes celles et tous ceux qui m'ont fait confiance et sont venus m'exposer leurs difficultés, me demander conseil ou aide ; ils l'ont tous fait avec une amitié qui ne s'est jamais démentie et qui a été pour moi un réconfort constant pendant tout mon mandat.

Appuyé par les milliers d'amis que j'ai trouvés partout, ma tâche était grandement facilitée et il me semble que je leur dois de vous demander de continuer à exercer la charge que vous m'avez déjà confiée.

Je ne crois pas aux promesses électorales mais en bon picard je crois aux choses concrètes et mon compte rendu de mandat me semble le garant de ce que je continuerai à faire avec vous si vous me réélisez le 4 mars prochain.

René Dentin, mon suppléant et maire de Bourseville, absorbé par ses charges familiales, agricoles et municipales, m'a demandé de le remplacer et, avec la venue de Jean-Michel Montaillé, travailleur indépendant et premier adjoint au maire d'Ault, vous pouvez être assuré que l'équipe amicale formée du député et de son suppléant continuera avec des possibilités accrues.

En 1968, vous souhaitiez que soit restaurée l'autorité de l'Etat, menacée par la guerre civile et l'anarchie. Cela a été fait et la Constitution de la Ve République votée par le peuple a montré sa solidité avec l'arrivée au pouvoir du Président Pompidou, successeur du général de Gaulle, comme lui élu populaire.

En 1973, vous êtes en présence d'un choix : ou bien basculer dans une société communiste, c'est-à-dire dans l'étatisme, la bureaucratie, puis la dictature, ou bien maintenir à la tête du pays un homme qui a votre respect et votre estime, le Président Pompidou, et continuer avec lui l'œuvre de rénovation nationale qui seule assurera la justice sociale dans la participation grâce à une prospérité accrue et à une combinaison originale du vrai socialisme et de l'esprit de libre entreprise.

Vous savez que vous pouvez compter sur votre député. Je me permets donc de vous demander, dès le 4 mars, votre appui actif, afin que tous ensemble, nous remportions de nouveau la victoire, celle de la justice et de la liberté.

Votez toutes et tous :

CHARLES BIGNON

Député sortant
Conseiller général d'Oisemont
Maire de Bermesnil
Président du Syndicat intercommunal scolaire d'Oisemont
Ancien combattant 39-45, engagé volontaire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 39-45
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL MONTAILLE

Premier adjoint au maire d'Ault

Vous soutiendrez le Président de la République avec l'Union des républicains de progrès.

2e CIRCULAIRE

Charles Bignon : un député au service de tous.

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Vous me permettrez tout d'abord de remercier les 20.448 électrices et électeurs qui m'ont placé une fois encore en tête des candidats pour le second tour, réalisant ainsi une large Union des républicains de progrès. Je suis fier qu'ils m'aient assuré plus de voix qu'au premier tour du 23 juin 1968, alors que le résultat avait été attribué aux événements de l'époque.

Comme je n'ai cessé de le démontrer pendant les 21 réunions publiques que j'ai tenues du 11 février au 2 mars, nous sommes placés devant un choix :

Ou bien nous nous engageons dans une société marxiste collectiviste avec la dictature d'un parti, et alors nous devons renoncer à nos libertés, et contrairement à ce que soutient le parti communiste et son programme commun... iste, perdre aussi une bonne part des progrès sociaux réalisés, ainsi que cela s'est passé dans les autres pays qui ont eu le malheur de tenter l'expérience avant nous.

Ou bien nous demeurons dans une société où le vrai socialisme et l'entreprise familiale coexistent comme dans les autres pays d'Europe occidentale.

Je suis certain que les électrices et les électeurs démocrates socialistes, centristes réformateurs, que tous ceux aussi qui ont voté pour un soutien au Président de la République m'apporteront dimanche leur concours. Ils ont au premier tour marqué leurs idées avec conviction mais ils savent aussi qu'au deuxième tour le moment est venu d'assurer une solution républicaine d'Union et d'oublier ce qui nous divisait pour voir ce qui nous rassemble. Ils auront donc à cœur de manifester clairement leur choix dimanche, sans abstentions ni bulletins blancs.

Travailleurs, mon premier souci est pour vous. Vous me connaissez et vous savez que vous pouvez toujours faire appel à moi sans esprit de parti. Vous savez ce que valent les promesses de mon adversaire. Vous pouvez être assurés qu'aux côtés du Président Pompidou et du Ministre d'Etat Edgar Faure réélu dès le premier tour, je poursuivrai tous mes efforts pour la justice sociale.

Exploitants agricoles, vous savez que j'ai toujours été l'ami fidèle des cultivateurs et que j'entends poursuivre cette action tant au profit des jeunes, qu'en améliorant le sort des retraités, notamment par une transformation des conditions d'attribution de l'I.V.D.

Commerçants et artisans, au cours de la campagne, vous avez compris que des attaques injustifiées avaient été lancées contre moi. Si des grandes surfaces existent à Amiens, c'est un député communiste, M. Lamps, qui les a tolérées. Quant à Mers-les-Bains, vous avez aussi appris la vérité : la municipalité du Tréport ayant accepté unilatéralement la création d'une hyper grande surface sur son territoire, la municipalité de Mers-les-Bains a dû se résigner à une implatation plus modeste pour éviter le pire. Demandez à vos organisations syndicales de vous le confirmer si vous le désirez. Vous savez aussi que j'ai été pour vous un député actif connaissant vos problèmes, et toujours soucieux de les régler.

Anciens, vous avez certes droit à tout notre affectueux respect mais aussi à être les principaux bénéficiaires de l'expansion économique. L'amélioration de vos conditions de retraite sera toujours l'une des priorités de mon action grâce à un contrat de progrès social pour les anciens comme pour les travailleurs.

Jeunes, la scolarisation accrue et la formation permanente sont un des aspects les plus positifs de la V[e] République, mais vos aspirations à des emplois, à une meilleure qualité de la vie, à plus d'équipements collectifs, sont aussi conditionnées par une production plus importante, par des prix compétitifs, industriels et agricoles. La recherche de la qualité de la vie ne peut se faire que dans un pays qui se développe et dans la liberté.

Anciens combattants et chers camarades de 14-18, de 39-45 et d'A.F.N., j'ai la ferme conscience de vous avoir constamment soutenus et que vos demandes les plus importantes sont en cours de solution. Si certains tentent par des présentations trompeuses de vous induire en erreur, ne les écoutez pas et souvenez-vous au contraire, prisonniers de guerre, qu'à l'époque où vous partiez en captivité, certains dirigeants communistes avaient préféré gagner la Russie soviétique plutôt que le front français. Nous attendons encore que leur attitude soit critiquée par le candidat communiste ou son parti.

Electrices, nous sommes dans un pays en paix et cela est très important pour les épouses et les mères. Aidez-moi à maintenir cette paix, en évitant que nous ne tombions dans des bouleversements d'où pourraient naître crises et malheurs pour les vôtres.

Enfin, je demande l'aide de mes collègues, maires et élus municipaux de toute tendance. Mon concurrent communiste a écrit dans sa profession de foi du premier tour que : « J'étais responsable avec la loi autoritaire sur la fusion des communes, des menaces qui pesaient sur les collectivités locales ». Vous avez là une occasion parfaite de prendre M. Couillet en flagrant délit de contrevérité volontaire. En effet, il sait, d'une part que j'ai été justement le Rapporteur à l'Assemblée nationale de la loi sur les libertés communales et de l'autre, que la loi sur les fusions n'était pas autoritaire. Car, connaissez-vous un seul cas de fusion autoritaire ? Vous savez bien qu'il n'y en a aucun et vous pouvez ainsi juger de la valeur de ses affirmations en toute connaissance de cause.

Enfin, mon travail passé au service de tous est le meilleur garant de mon action future. Je demande donc à tous les républicains d'apporter dimanche prochain à Jean-Michel Montaillé mon suppléant, et à moi-même un appui qui nous permettra de remporter tous ensemble, une nouvelle victoire pour la liberté.

Votez toutes et tous :

CHARLES BIGNON

Député sortant
Conseiller général d'Oisemont
Maire de Bermesnil
Président du Syndicat intercommunal scolaire d'Oisemont
Ancien combattant 39-45, engagé volontaire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 39-45
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL MONTAILLE

Premier adjoint au maire d'Ault

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Abbeville-Nord, Abbeville-Sud, Ailly-le-Haut-Clocher, Bernaville, Crécy-en-Ponthieu, Domart-en-Ponthieu, Nouvion, Rue, Saint-Valéry-sur-Somme.

M. Max LEJEUNE

(Candidat socialiste de rassemblement des républicains et démocrates)

élu le 11 mars 1973

(App. R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens, mes chers amis,

« Changement oui, aventure non ».

Durant quatorze années le pays a été chaque année comblé de promesses et, d'élection en référendum, il a dans sa majorité dit « oui » au pouvoir. Aujourd'hui,

lassé des gaspillages, des dépenses inutiles, des compromissions et des scandales, des privilèges accordés aux grosses affaires, déçu par l'aveu final d'un déficit de 7 milliards couvert par emprunt, il désire le changement.

Le Gouvernement, à la veille des élections, annonce des mesures sociales qu'il déclarait impossibles il y a quelques semaines encore. Trop tard ! les hommes de la majorité parlementaire oublient qu'ils ont eu, depuis quatorze ans, un pouvoir absolu.

Il faut transformer la société dans les faits mais aussi dans les mœurs. Je suis persuadé de la fragilité des conditions de vie des ouvriers et salariés de tous ordres, des rentiers et retraités, des exploitants agricoles familiaux, des commerçants et artisans. Tous les avantages difficilement obtenus par eux pourraient être remis en question dans une expérience politique trop ambitieuse ou hasardeuse à laquelle l'esprit public ne serait ni enclin, ni préparé. L'approche résolue de la justice sociale doit être prudente et garantie par la légalité.

Je suis, à cause de cela, convaincu que la présence des communistes au gouvernement n'est pas souhaitable. Homme politique responsable, je ne peux oublier les événements de 1947 en France, de 1948 et de 1968 en Tchécoslovaquie et présentement au Chili. Je considère enfin que « le programme commun » est écrasé par la nationalisation d'une dizaine de groupes industriels importants impliquant le remboursement des actions qui serait très lourd pour le trésor public et donc pour les contribuables, ou pourrait conduire à l'inflation par l'émission de billets de banque pour y faire face.

Je me suis donc refusé à signer un engagement me liant au parti communiste. Exclu avec mes amis je suis présenté aux élections par le Mouvement démocrate socialiste qui compte plus de 700 adhérents dans ma circonscription. Je bénéficie du soutien du Mouvement réformateur.

Je défends avec mon suppléant et ami Gabriel Deray, conseiller général, maire de Rue, un programme à court terme concret et réaliste dans l'esprit de ceux que, socialiste S.F.I.O., j'avais défendu en 1967 et 1968 au nom de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

La Constitution de 1958 sera fatalement révisée : elle n'a pas été respectée par l'usage : le pouvoir est à l'Elysée et, par l'élection du Président au suffrage universel, celui-ci a cessé d'être un arbitre pour être un chef politique. On ne pourra revenir sur son mode de désignation : il faut donc réviser la Constitution par la voie du Congrès du Parlement. Notre régime évoluera peut-être vers un système analogue à celui des Etats-Unis.

Nous pensons qu'il faut :

Protéger les libertés publiques locales, syndicales et individuelles, assurer la liberté de l'information par la presse et la radio-télévision comme en Grande-Bretagne ; soumettre au référendum le problème de la peine de mort.

Assurer l'égalité des chances dans la société : l'enseignement gratuit à tous les niveaux, de plus nombreuses écoles maternelles, l'accession à un apprentissage contrôlé dès 14 ans, l'accès des universités aux adultes, l'interdiction des groupes politiques d'élèves dans les établissements, dans le respect de la laïcité de l'enseignement public.

Garantir la justice sociale par un salaire minimum mensuel de 1.000 F, indexé sur le coût de la vie avec la réduction progressive de la durée du travail ; assurer à tous les Français, quelles que soient leurs professions, la même sécurité sociale contre le risque maladie et, une pension de vieillesse fixée proportionnellement au S.M.I.C. payée mensuellement, prise volontairement à partir de 60 ans pour les hommes, 55 pour les femmes, les retraites complémentaires étant sauvegardées ; interdire, pour assurer l'aide aux familles, les transferts des fonds d'allocations familiales ; réviser les conditions d'attribution de l'I.V.D.

Assurer la solidarité nationale aux handicapés, anciens combattants, rapatriés et la qualité de combattant aux appelés en Algérie.

Affirmer le droit à la santé par la modernisation du secteur hospitalier, la promotion du personnel soignant, des assistantes sociales en zone rurale, par un office central des industries pharmaceutiques et la libre circulation des médicaments en Europe modérant leurs prix.

Appliquer fermement les règlements contre la pollution, protéger la nature, développer le tourisme, garantir les usages locaux, telle la pratique de la chasse au gibier d'eau.

Le droit au logement requiert un programme annuel de 700.000 H.L.M., les élus devant avoir la responsabilité de l'urbanisme.

Reconnaître la promotion de la femme, soit au travail, soit au foyer, abaisser à 18 ans la majorité civique et civile, accentuer la politique en faveur de la jeunesse et envisager, en raison des réductions proposées du service militaire obligatoire au-dessous de douze mois, sa suppression et son remplacement par un volontariat cessant à 30 ans : formule plus efficace et moins coûteuse que l'armée de conscription.

Garantir l'économie de progrès par la planification élaborée à partir des collectivités locales, l'intérêt général primant les intérêts particuliers, l'égalité des chances jouant dans une concurrence loyale ; la nationalisation telle celle des banques d'affaires et de l'armement n'intervenant que pour supprimer un monopole privé.

Etendre le rôle des travailleurs dans l'entreprise pour la formation, la promotion et les conditions de travail, la politique contractuelle étant leur défense la plus efficace.

Protéger les commerçants, artisans et travailleurs indépendants contre la concurrence sauvage et les grandes surfaces, alléger et simplifier la T.V.A., supprimer la patente dans la réforme des finances locales, maintenir les droits acquis dans l'application d'une retraite convenable, aider la pêche artisanale.

Favoriser l'agriculture dans ses débouchés céréaliers et sucriers du Marché commun défendu contre les menaces extérieures de démantèlement, assurer sa parité avec le monde industriel, réviser les modalités des transferts pour permettre aux petits exploitants d'atteindre la surface minimale et pérenniser l'exploitation familiale, protéger la production laitière et assurer la représentation de tous les intéressés à l'Office du bétail et de la viande.

Consacrer les libertés locales par l'attribution aux communes et départements de ressources sûres : suppression de la T.V.A. sur leurs travaux, transferts des droits sur carte grise et vignette aux collectivités locales, recette garantie au département et révision équitable des impôts locaux, la région établissant les programmations après délibérations des conseils généraux.

Réviser tout le système fiscal, lutter contre la fraude, relever l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu, supprimer les récentes exonérations pour les gros revenus et portefeuilles, doubler l'abattement de 100.000 F par part successorale, imposer les sociétés et les trusts après réévaluation de leurs bilans.

Assurer dans le budget national 10 milliards aux nouvelles réformes sociales préconisées, 6 à l'augmentation de 1/5 par an des crédits d'équipement collectif : santé, logement, formation, communications, c'est-à-dire les doubler au cours de la législature, 4 pour améliorer l'emploi, procéder à des allégements fiscaux et aider le démarrage de la nouvelle sécurité sociale.

Dégager 10 milliards par des économies sur les dépenses de prestige et les subventions d'Etat aux entreprises, 10 autres par la répression de la fraude, l'augmentation de la consommation et un rythme de croissance économique de 4 à 5 % par an.

Transformer en cinq ans la société en mettant l'économie au service du pays.

Construire l'Europe des nations démocratiques effaçant les dernières barrières douanières, en uniformisant les régimes sociaux et fiscaux, en créant, à côté des conseils de gouvernement et de l'Assemblée issue des Parlements, un Conseil économique et social exprimant les avis des professions face aux fonctionnaires technocrates, préparer l'Europe des peuples libres, assurer à cette Europe la protection de l'Alliance atlantique, réorganiser ses forces propres.

Œuvrer pour la paix par la réduction des armements subordonnée à un contrôle sur place, actuellement refusé par l'U.R.S.S. et la Chine soviétique, aider les populations du Tiers Monde, assurer aux peuples d'Indochine le libre droit à l'indépendance, garantir des frontières sûres à Israël et le regroupement ethnique palestinien en Cisjordanie.

Par tous mes ascendants du Ponthieu et du Vimeu je suis de cette ville et de ce pays dont je connais bien les besoins.

Président du Conseil général depuis 1945, Président de la Société d'équipement du département, collaborant avec les maires, j'ai veillé à l'efficacité d'une politique d'aide aux communes pour l'amélioration des routes et ports, la défense littorale, l'extension du téléphone automatique, l'aménagement des zones industrielles, l'implantation des collèges (C.E.G.) et l'accession des travailleurs à la propriété. La politique d'expansion du Conseil général s'est affirmée en tous domaines : industrialisation, équipement rural, essor culturel, tourisme.

Je poursuivrai mon action incessante pour le développement et la sauvegarde de nos villes, bourgs et villages.

Maire de la ville d'Abbeville depuis vingt-cinq ans, je sais gré à mes collègues du Conseil municipal et aux personnalités locales de leur active collaboration et aux Abbevilloises et Abbevillois de leur amicale confiance. Notre ville industrialisée offre à sa population scolaire tous les ordres d'enseignement du Second degré et aux jeunes un équipement sportif complet et envié. Je m'emploierai à accentuer sa prospérité et à en faire une cité attractive et heureuse, plus belle encore !

Fidèle à moi-même et à un idéal de socialisme démocratique, je me suis refusé à engager le sort du pays dans une expérience politique aventureuse qui pourrait être particulièrement dangereuse pour les plus humbles.

Je souhaite moi aussi le changement, mais dans le calme, l'ordre républicain et la légalité ; sans politique sociale il ne peut y avoir de concorde nationale mais la concorde nationale exige une politique sociale.

Dans les jours difficiles que peut connaître la Nation, mon expérience, ma capacité de travail, mon sens des responsabilités, le crédit dont je bénéficie dans les milieux politiques pourraient être pour vous une garantie.

Pour la sauvegarde des libertés, le progrès économique et social dans la paix civile, je fais appel à vous toutes et à vous tous, je fais appel au rassemblement des démocrates et des républicains.

MAX LEJEUNE

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre - 2 citations
Croix du combattant volontaire de la Résistance
Médaille d'argent de la Reconnaissance française

Socialiste de rassemblement des républicains et démocrates

Remplaçant éventuel :

GABRIEL DERAY

Ancien directeur de collège
Commandeur des Palmes académiques
Conseiller général
Maire de Rue
Membre de la Commission départementale

2e CIRCULAIRE

Votez le 11 mars !

Je remercie bien amicalement les 21.921 électrices et électeurs qui m'ont apporté dimanche 45 % des suffrages de la circonscription et parmi eux les 6.407 qui à Abbeville m'ont assuré la majorité absolue avec 52,6 %.

Ce beau résultat a été obtenu au terme d'une campagne dure où les attaques convergentes ne m'ont pas épargné !

Au cours des 178 réunions fort suivies que j'ai tenues, j'ai, avec Gabriel Deray, démontré que le programme commun de gouvernement, voulu et obtenu par le Parti communiste, programme mal étudié, insuffisamment financé, implique l'abandon de la construction de l'Europe, qu'il met en question ses activités qu'il menace donc le niveau de vie de la population française et fait ainsi apparaître la précarité de ses mesures sociales.

On n'a pas le droit de duper ainsi les travailleurs des villes et des campagnes, à des fins électorales, et de les jeter, eux et leurs familles, dans une aventure économique et sociale dont ils seraient les premières victimes.

Les électrices et les électeurs lassés par l'exercice d'un pouvoir sans partage pendant tant d'années, ont largement marqué leur volonté de voir cesser les abus d'autorité, les prodigalités, les gaspillages et les scandales.

Ils se sont prononcés pour les réformes réalistes et réalisables d'un programme susceptible de donner de tangibles satisfactions aux travailleurs salariés et non salariés (ouvriers, employés, cadres, cultivateurs, artisans, commerçants, marins, fonctionnaires, cheminots, professions libérales), aux retraités et aux personnes âgées.

Les élus de la Nation doivent demain agir pour le bien public, sans contraintes ni menaces — d'où qu'elles viennent — dans le respect de la volonté du suffrage universel et dans la sauvegarde de la légalité.

Abbeville, les villes, bourgs et villages de cette circonscription savent bien qu'ils bénéficieront demain comme hier de mon action continue.

Je fais appel à vous pour le changement dans l'ordre républicain.

Je fais appel à vous contre l'aventure.

Je fais appel à vous pour que demain ne puissent être mises en cause, ni les libertés publiques, ni les libertés locales, ni vos propres libertés personnelles !

Socialiste de rassemblement des républicains et démocrates, présenté par le Mouvement démocrate socialiste de la Somme avec le soutien du Mouvement réformateur.

MAX LEJEUNE

Député sortant
Maire d'Abbeville
Président de la Société d'équipement du département
Président du Conseil général
Ancien Ministre

Remplaçant éventuel :

GABRIEL DERAY

Conseiller général
Maire de Rue

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Acheux-en-Amiénois, Albert, Bray-sur-Somme, Chaulnes, Combles, Doullens, Ham, Nesle, Péronne, Roisel.

M. André AUDINOT

(Candidat d'Union de la majorité)

élu le 11 mars 1973

(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Pour rester libre ! pour vivre mieux !

Votez :

ANDRÉ AUDINOT

Remplaçant éventuel :

EMILE LUCIANI

Député de la Somme depuis 1956

Chères électrices, chers électeurs, chers amis,

Quand vous serez seul dans le secret de l'isoloir, au moment de l'ultime choix, ayez confiance que c'est le destin de la France qui se joue. Cette fois plus que dans le passé !

En réalité, vous aurez à choisir entre deux types de société : la société de liberté et de progrès qui est celle que la majorité défend depuis quinze ans et la société de contrainte et de pénurie qui est celle du parti communiste et de ses alliés du moment.

Le Président de la République a rappelé tout ce que nous avait apporté une politique dont la principale vertu est la continuité.

Bien sûr, il y a et il y aura toujours des sujets de mécontentement. Mais la majorité a prouvé et prouve qu'elle seule est capable de développer notre pays dans un cadre libéral et européen, vers un niveau de vie élevé, dans le cadre d'une société libre à laquelle nous sommes plus que jamais attachés, puisqu'aujourd'hui on la menace.

L'Union des républicains de progrès et le Nouveau contrat social m'ont choisi pour les représenter dans le combat du 4 mars prochain.

J'ai seul l'investiture officielle de toutes les formations de la majorité, sans exception.

Fils d'ouvrier, né dans un de nos villages, je suis, tout comme mon épouse d'ailleurs, un enfant du pays ; mes origines et mon passage, pendant sept ans, au Lycée de Péronne font que beaucoup d'entre vous me connaissent bien et depuis longtemps.

Ils savent que je suis d'un contact facile, travailleur et efficace et décidé à bien défendre les intérêts de la circonscription, où, comme M. Luciani, je recevrai régulièrement dans les chefs-lieux de canton et les villages.

Dans notre circonscription, malgré le nombre important de candidats, les choses sont simples :

— Si vous souhaitez que le pays devienne communiste — et c'est votre droit — votez pour l'un des deux candidats — communiste et socialiste — qui me sont opposés.

Les radicaux sont deux :

L'un semble indépendant, l'autre, maire de Péronne, appartient à l'équipe de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Tous deux dans le débat très clair entre le front marxiste et une majorité d'union et de progrès apportent un élément de confusion.

— Les deux autres candidats, dont l'un est inconnu et l'autre volontairement équivoque quant à son étiquette et ses alliances, apportent une note de folklore, inconvenant dans un débat aussi sérieux pour l'avenir des Français.

En 1958, c'est avec les républicains de progrès qu'il a été mis fin au règne de l'instabilité et de l'irresponsabilité.

En 1973, c'est encore tous ensemble que nous voulons ouvrir très largement la voie au renouveau.

C'est le sens de ma candidature d'homme libre et neuf, décidé à apporter un soutien sans réserve au Président de la République pour mieux défendre nos institutions et nos libertés.

ANDRÉ AUDINOT

Candidat d'Union de la majorité
Union des républicains de progrès, Nouveau contrat social
pour le soutien du Président de la République
Investi par les R.I., U.D.R., C.D.P., M.S.P., U.J.P., Contrat social

Remplaçant éventuel :

EMILE LUCIANI

Député de la Somme depuis 1956

Objectifs 1973-1978 :

Pour les travailleurs :

- Augmentation du pouvoir d'achat de 30 % en cinq ans.
- Immédiatement salaire minimum à 1.000 F.
- Mensualisation totale.
- Congés payés améliorés.
- Congé spécial de formation culturelle.
- Humanisation du travail à la chaîne.
- Incitation à la journée continue.
- Expérimentation de la semaine en quatre jours et demi.

Pour les agriculteurs :

- Développement de la politique européenne.
- Défense de l'exploitation familiale.
- Aide au développement des industries alimentaires.
- Indexation des prix agricoles.
- Politique des prix et des revenus.
- Amélioration des services sociaux.

Pour les commerçants et artisans :

- Couverture améliorée des risques sociaux.
- Augmentation du capital départ.
- Aide de longue durée pour la modernisation.
- Limitation des grandes surfaces.

Pour les anciens combattants :

- Augmentation des retraites.

Pour les fonctionnaires :

- Poursuite de la politique de concertation.
- Indexation des salaires.
- Augmentation contractuelle du niveau de vie.
- Intégration des indemnités dans les salaires.
- Pension de réversion pour les hommes.

Pour les jeunes :

- Service militaire réduit.
- Prêts de longue durée pour l'installation des jeunes ménages.

Pour les femmes :

- Egalité des droits avec les hommes.
- Généralisation du travail à mi-temps.
- A travail égal, salaire égal.
- Loi sur la régulation des naissances.
- Loi sur les pensions alimentaires.

Pour le troisième âge :

- Loi cadre pour le troisième âge.
- Retraite à 60 ans pour ceux qui le veulent.
- Minimum vieillesse porté à 800 F par mois et indexation.
- Gratuité des soins médicaux après 65 ans.
- Indexation des pensions et retraites.

Handicapés physiques :

- Aides supplémentaires et meilleure information.

Programme accéléré d'équipements collectifs :

- 600.000 maisons par an.
- 5.000 kilomètres d'autoroutes.
- 1.000 piscines.
- 2.000 gymnases.
- Tous les C.E.S. nationalisés.
- 2.000 crèches.
- 10.000 nouvelles maternelles.
- 4 millions de nouveaux abonnés au téléphone.

Défense de la liberté et de nos libertés :

- Défense de la liberté de l'information.
- Défense de la liberté de l'enseignement.
- Défense des libertés professionnelles.
- Défense de la libre entreprise.
- Défense contre l'inquisition fiscale.
- Défense de la médecine libérale.

Dès le premier tour, vous voterez massivement pour :

ANDRÉ AUDINOT

Candidat d'Union de la majorité investi par toutes les formations de la majorité R.I., U.D.R., C.D.P., M.S.P., U.J.P, Nouveau contrat social

Remplaçant éventuel :

EMILE LUCIANI

2e *CIRCULAIRE*

Pour rester libre ! pour vivre mieux !

Votez :

ANDRÉ AUDINOT

Remplaçant éventuel :

EMILE LUCIANI

Chères électrices, chers électeurs, chers amis,

Permettez-moi tout d'abord d'adresser aux quinze mille électrices et électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages au premier tour, mes plus chaleureux remerciements.

Je leur demande de me renouveler leur confiance le 11 mars prochain.

Arrivant en tête de tous les candidats nationaux opposés au programme communiste, je me présente donc au deuxième tour, où la discipline nationale doit jouer et l'union se réaliser sur mon nom pour faire échec au candidat communiste.

• A vous qui pour des raisons d'opinions ou d'amitié avez voté dimanche dernier pour des candidats nationaux, réformateurs ou autres, je vous demande, au-delà de ma personne, de prendre conscience qu'il y va cette fois du sort des Français.

• A vous qui avez voté socialiste, mais qui refusez d'aliéner votre personnalité et votre liberté au seul profit des communistes, sachez que de votre vote dépendra le maintien ou la suppression de nos libertés essentielles et de tout ce qui fait la France.

L'heure n'est plus aux atermoiements, aux nuances ! Vous avez, pendant de nombreuses années, apporté votre soutien à MM. Luciani et Deloraine qui combattent aujourd'hui à mes côtés. Comme eux et avec eux je poursuivrai demain ce combat pour la meilleure défense des intérêts de notre circonscription, de notre pays.

Disponible et efficace, j'entends être le député de tous.
Dimanche, pas d'abstentions, pas de défaillances !

Face au péril communiste, je vous demande de voter massivement pour le soutien au Président de la République, pour :

ANDRÉ AUDINOT

Candidat d'Union de la majorité
pour le soutien du Président de la République

Remplaçant éventuel :

EMILE LUCIANI

Député de la Somme depuis 1956

Vive la V[e] Circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

TARN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alban, Albi, Carmaux, Monestiès-sur-Cérou, Pampelonne, Réalmont, Valderiès, Valence-d'Albigeois, Villefranche-d'Albigeois.

M. André BILLOUX

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le congrès de la circonscription Albi-Carmaux du Parti socialiste nous a investis de sa confiance pour que nous nous présentions à vos libres suffrages :

En enfants du pays, nés dans cette région à laquelle nous sommes solidement attachés, soucieux d'aider à son relèvement et à son expansion.

En hommes d'action et d'efficacité qui l'ont prouvé en administrant leur commune au service de tous. A ces tâches communales s'ajoutent pour moi-même des responsabilités à l'échelon intercommunal (présidence de Syndicats de l'eau de Valderiès et Valence et de l'électrification) et à l'échelon départemental (secrétariat de l'association des maires et présidence de la commission des travaux publics et des transports).

En hommes de bonne volonté et d'union attentifs à toutes les misères et tous les problèmes humains ; toujours prêts à défendre vos intérêts, décidés à combattre les injustices de notre société afin de tendre vers plus de bonheur pour tous.

En démocrates et républicains engagés dans le programme commun de la gauche et résolus à tout mettre en œuvre pour redonner à notre pays :

— la dignité ;
— la justice sociale ;
— la liberté ;
— la démocratie.

Voici notre programme :

Les grandes lignes sont celles du programme commun. Mais ces élections constituent un choix pour l'avenir de notre région : aussi est-il nécessaire de dégager quelques grandes options.

Avenir industriel et emploi.

Abandonnée par le pouvoir, l'industrie de l'Albigeois et du Carmausin à dominante carbo-sidérurgique souffre aussi de l'évolution des structures industrielles et du renouvellement des sources d'énergie.

Il est nécessaire de prévoir l'implantation d'industries nouvelles que nous réclamons depuis dix ans et de demander la révision du plan charbonnier qui condamne un peu trop hâtivement les houillères.

L'industrialisation d'Albi, Carmaux et Saint-Juéry et l'aide à toutes les entreprises existantes doivent faire l'objet d'un plan cohérent. La décentralisation d'une usine de sous-traitance dépendant d'une entreprise d'Etat doit être obtenue pour le Carmausin.

Il faut conduire dans notre région une politique industrielle vigoureuse permettant d'occuper tous les travailleurs et d'assurer un débouché à la main-d'œuvre féminine et aux jeunes condamnés à l'exode.

Albi, Carmaux et Saint-Juéry doivent être liés à la métropole d'équilibre, Toulouse.

Pour permettre ce développement, il faut désenclaver Albi-Carmaux par l'ouverture de grands axes : Nationale 88 de Tanus à Toulouse, Albi-Méditerranée, Nationale 20 sur Caussade, et aménagement de l'aérodrome d'Albi.

Agriculture.

Nous sommes les défenseurs de la petite exploitation familiale et voulons :

— l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels ;
— l'orientation des productions et la recherche des débouchés ;
— la protection sociale des familles (augmentation des retraites invalidité et vieillesse I.V.D. pour tous...).

Artisanat et commerce.

Les trusts capitalistes ont étouffé le petit commerce et l'artisanat, un effort de solidarité est nécessaire et se traduira par :

— l'affiliation du régime retraite et vieillesse au régime général ;
— la suppression de la patente ;
— la création d'une caisse d'aide à la modernisation et à la reconversion ;
— la réglementation sévère de l'implantation des grandes surfaces.

Pour une société meilleure.

Il faut :

— améliorer le niveau de vie ;
— garantir le pouvoir d'achat et stabiliser la monnaie ;
— relever le minimum imposable ;
— favoriser la construction individuelle ;
— moderniser nos hôpitaux.

Femmes.

La femme doit participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique. Des lois nouvelles, des mesures concrètes, des moyens matériels seront mis en œuvre afin que les femmes accèdent à l'égalité dans le travail, la famille, la société.

Jeunes.

Il faut donner à notre jeunesse l'égalité des chances par la gratuité dans le secondaire et l'institution d'allocations d'études.

L'Etat doit prendre en charge l'enfance inadaptée.

En ouvrant l'école sur la vie, il faut assurer des débouchés à tous les jeunes.

Salariés.

Notre programme s'engage à donner à tous la retraite à 60 ans, fixer le S.M.I.C. à 1.000 F et tendre à l'amélioration progressive des conditions de travail.

Cadres.

Il faut assurer la sécurité de l'emploi et la formation continuée des cadres.
Les fonctionnaires connaîtront la juste rémunération de leur travail.

Personnes âgées.

Les retraites seront revalorisées, le minimum vieillesse doublé et les rentes viagères indexées pour mettre fin à la misère du troisième âge.

Anciens combattants.

Nous mettrons fin aux brimades du Gouvernement à l'égard d'une catégorie qui a « des droits sur nous » et nous reconnaîtrons cette qualité d'anciens combattants aux anciens d'A.F.N.

Rapatriés.

Nous leur assurerons l'indemnisation toujours promise et jamais accordée.

Art, culture et sports.

Une aide accrue sera accordée aux municipalités, aux mouvements de jeunesse et aux sociétés.

Vous toutes et vous tous

— qui voulez que votre région soit défendue,
— qui souhaitez que vos enfants ne soient pas obligés d'aller chercher du travail ailleurs,
— qui demandez une meilleure répartition du revenu national.

Votre vote permettra de changer de majorité pour changer de vie.

ANDRÉ BILLOUX

Né le 26 juin 1928 à Sérénac
Attaché d'administration universitaire
Maire de Sérénac
Conseiller général de Valderies

Remplaçant éventuel :

PIERRE BERNARD

Né le 6 mai 1934 à Alban
Docteur en médecine
Maire de Trébas

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Merci pour ces 18.447 suffrages où nous lisons d'abord l'attachement à notre idéal et aussi beaucoup de sympathie et de confiance.

Vous nous avez placés largement en tête de tous les candidats avec 5.000 voix d'avance sur le député sortant.

Les cantons d'Albi, Monesties, Pampelonne, Valderiès, Valence et Villefranche nous ont donné une imposante majorité et nous sommes les premiers dans les villes d'Albi, Alban, Carmaux, Saint-Juéry.

Cette confiance nous honore et nous engage. Elle constitue pour nous un encouragement et la promesse d'une victoire encore plus ample le 11 mars.

Notre programme qui reste celui qui vous a été communiqué dans notre profession de foi demeure évidemment inchangé. C'est celui qui sous le nom de programme commun de gouvernement a été établi par les partis de gauche.

Dans le cadre plus particulier de la circonscription nous nous engageons à lutter pour qu'il soit mis fin à l'injuste ségrégation dont elle est depuis cinq ans victime, autrement dit pour que le Nord du département ne soit plus sacrifié comme il l'a été trop souvent pour tout ce qui concerne les efforts d'équipement.

Votez tous :

ANDRÉ BILLOUX

et

PIERRE BERNARD

Afin d'exprimer largement que cette région veut non seulement vivre mais aussi prospérer.

Et n'oubliez pas que notre influence sera à la dimension de notre succès.

Merci et que demain et toujours

Vive la République.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anglès, Brassac, Castres, Labruguière, Lacaune, Mazamet, Montredon-Labessonnie, Murat-sur-Vèbre, Roquecourbe, Saint-Amans-Soult, Vabre.

M. Jacques LIMOUZY

(Candidat U.R.P.)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Lettre à tous les électeurs.

Le 28 février 1973

Cher Monsieur, chère Madame,

Revenant quinze ou vingt ans en arrière, essayons d'imaginer ce qu'était notre pays, ses habitants, leur niveau de vie, ses équipements et surtout l'avenir tel qu'il se présentait alors, dans les années cinquante, à la France et aux Français :

— Economiquement mal ouvert sur l'Europe et sur le monde.
— Doté d'une industrie encore protégée, peu ambitieuse, uniquement tournée vers le marché national.
— Subissant une agriculture tant bien que mal assistée faute de la volonté et d'ailleurs des moyens d'en régler les problèmes.
— Servi par des équipements peu renouvelés et qui restaient ceux d'un XIX[e] siècle amélioré.
— Affligé d'assemblées parlementaires, elles-mêmes dotées de majorités errantes momentanées, engendrant des gouvernements qui, quelle que soit la qualité des hommes, restaient fugitifs, sans moyens, comme sans espérances.

Le souvenir du sort fait par ces circonstances à la République s'est parfois perdu tant le fonctionnement des institutions nous paraît aujourd'hui naturel.

Mais ce qui s'est passé, n'est pas uniquement survenu dans l'ordre des institutions, car à côté d'elles, grâce à elles, la société française s'est depuis mise en mouvement.

Que chacun de vous, se levant demain, supprime d'un seul regard tout ce qui s'est fait depuis quinze ans, dans sa ville, dans son département, qu'il examine ce qu'étaient l'enseignement, l'université, les transports, les équipements, l'ordre social lui-même, qu'il enlève de sa maison ce qui ne s'y trouvait pas, qu'il se souvienne de son travail, de sa vie, qu'il ramène ses rêves eux-mêmes à ce qu'ils étaient et il verra alors que 15 ans c'est long mais ça n'était pas trop.

La France, en quinze ans, s'est rajeunie, renouvelée, elle a doublé dans certains secteurs, elle a refait beaucoup de ses structures, elle a puissamment changé, autant que depuis le début du siècle probablement.

La question qui se pose pour cette élection est de savoir qu'elle raison il peut y avoir d'interrompre cette trajectoire au point le plus brillant de son cours alors que rien ne le commande, qu'aucun drame ne l'exige, qu'aucun dessein ne le justifie ? Alors que notre pays, en dépit des obtacles, poursuit sa route dans la voie qu'il s'est délibérément tracée.

Depuis quelques années toute la vie de la France a été placée sous le signe de l'expansion. Jamais en effet dans notre histoire l'essor de la production n'a été plus rapide et plus général. Notre pays est aujourd'hui l'une des plus grandes puissances industrielles du Monde et son taux de croissance est l'un des tout premiers.

Grâce à cette expansion, la France ne doit plus rien à l'étranger, elle a équilibré sa balance des comptes, remboursé la totalité de ses dettes, constitué la réserve de devises la plus importante de son histoire, ses comptes sont en ordre et son budget en équilibre. Les Français ont repris le goût de l'épargne et jamais la France n'a consacré une plus grande partie de ses ressources à des investissements productifs.

Mais le but du progrès économique est de donner à tous une vie meilleure. Vivre mieux ce n'est pas seulement consommer davantage et se procurer des biens nouveaux ou plus variés, c'est aussi vivre dans un cadre plus agréable, habiter dans un pays et dans une région plus équilibrés, travailler dans des conditions plus confortables. Vivre mieux dépend donc aussi de ce qu'on appelle aujourd'hui la qualité de la vie.

Je m'honore personnellement d'avoir été pendant plus de trois années, l'un des ministres du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, dont le bilan social est le plus important que la République ait connu sans que soit compromis l'équilibre des finances publiques.

Cet effort doit se poursuivre, qu'il s'agisse :

— du développement industriel ;
— des petites et moyennes entreprises ;
— de l'agriculture qui doit rester la grande activité exportatrice grâce à la modernisation de l'élevage, à l'installation facilitée des jeunes agriculteurs, grâce à la structure familiale que nous souhaitons lui maintenir et grâce à la coopération ;
— de la politique des zones de rénovation rurale et de la politique des zones de montagne ;
— du commerce et de l'artisanat, en poursuivant l'œuvre entreprise sur le plan de la solidarité, de la protection sociale et de la cohérence fiscale.

Qu'il s'agisse aussi sur le plan social :

— Des salaires qui doivent traduire concrètement pour les travailleurs les progrès du pouvoir d'achat et du niveau de vie.
— De la mensualisation qui doit être poursuivie.
— Des conditions de travail à améliorer constamment.
— De l'aide aux familles.
— Des handicapés physiques qui ne bénéficiaient d'aucune aide spéciale avant 1958.

— Enfin de l'égalité des chances qui est un des traits essentiels de la société que nous voulons non seulement au niveau de l'enseignement mais d'une manière permanente.

Nous n'acceptons pas en effet que le sort de chaque Français soit fixé une fois pour toutes à 20 ans.

Ainsi grâce à la stabilité politique et à la Paix, nous avons beaucoup fait et nous ferons avec vous plus encore.

Vous nous connaissez et vous pouvez nous juger, le docteur Donnadieu et moi, sur nos activités locales.

Nous ne vous promettons que du raisonnable et nous irons jusqu'au maximum du possible.

Une alliance contre nature, que vous connaissez bien, vous propose des paradis suspects dont le prix ne peut être que la faillite financière et la fin de la liberté.

M. Mitterrand le sait bien puisqu'il n'a accepté l'union avec le Parti communiste que dans l'espérance de voir celui-ci l'appuyer demain dans ses ambitions au pouvoir suprême : la Présidence de la République.

C'est bien le même homme qui, souvenez-vous-en, tenta, un jour de mai 1968, d'ériger son pouvoir sur la subversion politique et le désespoir national.

Songez aux risques que vous prendriez en votant pour les deux candidats de MM. Mitterrand et Marchais, c'est-à-dire MM. Alquier et Ortiz, qui dans un accouplement politique équivoque vous conduiraient à des lendemains misérables.

En fin de compte c'est le succès que nos adversaires nous reprochent. Combien d'entre eux se sont complus jadis dans nos épreuves, ont vécu de notre immobilisme, ont profité de la décadence de l'Etat.

Avec nous, avec Castres, avec Mazamet, avec notre Montagne, vous poursuivrez le développement de la France et le bonheur des Français.

JACQUES LIMOUZY

Ancien Ministre
Vice-président du Conseil général du Tarn

Remplaçant éventuel :

Docteur LOUIS DONNADIEU

Député sortant
Maire du Bout-du-Pont-de-l'Arn

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cadalen, Castelnau-de-Montmiral, Cordes, Cuq-Toulza, Dourgne, Gaillac, Graulhet, Lautrec, Lavaur, Lisle-sur-Tarn, Puylaurens, Rabastens, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Salvagnac, Vaour, Vielmur-sur-Agout.

M. Georges SPÉNALE

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous nous présentons à vous :

En Tarnais : attachés aux cités et aux êtres de notre terroir.

En élus locaux : informés des problèmes de nos collectivités et conscients de leurs difficultés.

En hommes d'action : qui ont montré leur efficacité au service de leur commune, du département, de la France et de l'Europe.

En républicains : décidés à lutter, selon les objectifs du programme commun, pour les libertés individuelles et collectives, et pour une démocratie authentique.

Notre programme :

I. — *Coopération dans le monde.*

Europe : force d'équilibre et de paix entre les blocs ; base irremplaçable de solidarité économique et de stabilité monétaire ; débouché incomparable et soutien de notre agriculture.

Désarmement : progressif, général, simultané et contrôlé ; dans le respect de nos alliances, le recours à l'arbitrage international ; la non-dissémination des armes atomiques.

Plan alimentaire mondial : proposé par Georges Spénale aux Communautés européennes et progressivement mis en œuvre ; apaiser la faim des pauvres avec les surplus des riches.

II. — *Justice en France.*

Si les fruits sont mal partagés l'expansion sera mise en cause.

A. — Le partage des fruits :

Dans la Communauté européenne, la France est le pays où les horaires sont les plus longs, les salaires les plus faibles.

Suède, Angleterre, Etats-Unis, accordent 75 % du revenu national aux rémunérations salariales (sécurité sociale comprise). La France : 61 %. La différence, soit 14 % sur un revenu de 900 milliards, représente plus de 120 milliards qui pourraient être progressivement transférés au bénéfice des rémunérations globales (transfert de ressources et non charges budgétaires supplémentaires).

B. — Plein emploi :

Ce transfert progressif aux moins favorisés permettrait de renforcer le marché intérieur et de relancer l'expansion par la consommation comme cela s'est produit après les accords de Grenelle en 1968 et de rétablir le plein emploi. Ainsi chacun, directement ou indirectement, bénéficierait de ces transferts.

C. — La part de chacun :

Pour les jeunes : meilleure égalité des chances : bourses plus nombreuses, réforme de l'enseignement et adaptation aux débouchés professionnels, prêts sociaux à l'installation des jeunes ménages (demandé par Georges Spénale dès 1966).

Handicapés : la prévention, les soins et l'éducation des handicapés incomberont à l'Etat et seront pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

L'Etat développera et aidera les établissements spécialisés et préparera l'insertion des handicapés dans la vie active : entreprises nationalisées, administrations publiques, et des structures de travail protégé assureront leur emploi.

Promotion de la femme : avec participation à la vie économique, sociale, culturelle, politique. Droits égaux en matière de salaires, d'emploi, de promotion professionnelle. Les discriminations seront abrogées pour lui assurer l'égalité dans le travail, la société, la famille.

Travailleurs salariés : S.M.I.C. à 1.000 F ; retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, aménagement des horaires et révision éventuelle des cadences de travail avec la participation des comités d'entreprise.

Travailleurs indépendants : notre programme « garantit sans équivoque le rôle et la place des travailleurs indépendants et des professions libérales, l'existence des petites et moyennes entreprises : industrielles, commerciales, artisanales et agricoles, qui contribuent à l'équilibre et au dynamisme de l'économie française. Leur développement sera au besoin assuré par des mesures financières, notamment des allégements fiscaux appropriés ».

Agriculteurs : aide à la survie et au rajeunissement de l'exploitation familiale ; augmentation des moyens consacrés à la structuration foncière et à l'indemnité viagère de départ ; politique globale de l'élevage avec meilleure hiérarchie des prix en faveur de la viande ; incitations à l'irrigation ; soutien aux programmes volontaristes de développement établis par les organisations agricoles, comme celui, excellent, élaboré dans le Tarn. Défense attentive du terroir viticole, réduction de la fiscalité, utilisation éventuelle des clauses de sauvegarde intra et extra-communautaires.

Personnes âgées : augmentation de la retraite des vieux travailleurs et de l'allocation aux personnes âgées : le revenu minimum du Tiers âge devant progressivement atteindre le niveau du S.M.I.C.

Programme de logements pour les vieilles gens : F 1 et F 2 dans les H.L.M. et Foyers Logements, comme à Saint-Sulpice.

Anciens combattants : application réelle du rapport constant. Octroi de la carte d'Ancien combattant aux Combattants d'Afrique du Nord.

Rapatriés : moratoire et maintien dans les lieux ; indemnisation selon le principe des dommages de guerre ; amnistie définitive.

Pour tous : équité fiscale, réduction du pourcentage des impôts indirects, détaxation de tout revenu inférieur au S.M.I.C., définition pour l'exploitation familiale d'un minimum social soustrait à l'impôt.

D. — Le droit et la démocratie :

L'homme économique reste menacé si le citoyen politique est mal entendu.

Les institutions, si hautes soit-elles, doivent se soumettre au verdict du peuple et s'il change son jugement, elles doivent en tirer les conséquences. Il en va de même pour les partis politiques qui ne sauraient se maintenir au pouvoir dès lors qu'ils auraient perdu la majorité au nom de laquelle une démocratie se gouverne.

Il faut rendre à l'Assemblée Nationale son rôle naturel d'intermédiaire entre l'Etat et les électeurs : supprimer notamment le vote bloqué et la maîtrise absolue du Gouvernement sur l'ordre du jour qui empêche l'Assemblée de discuter, même les propositions de loi sur lesquelles tous les groupes politiques font des propositions analogues, ce qui, de l'avis même de la majorité, détruit la mission parlementaire.

III. — *Vitalité dans la région :*

La région cessera d'être un écran administratif pour devenir une collectivité territoriale de plein exercice :

- décentralisation industrielle,
- décentralisation culturelle,
- décentralisation politique : avec Assemblée élue au suffrage universel, et un Conseil économique et social. Réforme fiscale : laissant à la région certains impôts d'Etat complétés par une subvention globale.

Changer la vie.

Au total, le vieux rêve : libérer le travailleur, lui donner dans un monde plus juste, une responsabilité nouvelle et un pouvoir nouveau ; ce vieux rêve peut, demain, se projeter déjà, chez nous aussi dans la société.

Ensemble nous pouvons en faire une réalité progressive et vivante : changer la vie...

Aidez-nous.
Vive le Tarn !
Vive la République !

GEORGES SPENALE

Conseiller général de Rabastens
Maire de Saint-Sulpice
Président de la Commission des finances du Parlement européen
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ GAU

Maire de Briatexte
Artisan (mécanique auto)

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci d'abord !

Vous nous avez accordé 24.458 suffrages, record absolu, au premier tour, dans cette circonscription et nous sommes très largement en tête du scrutin de ballottage : nous devenons ainsi au deuxième tour les candidats uniques de la gauche.

Votre confiance massive nous réconforte et nous engage sur tous les plans : européen, national, local. Notre activité et nos moyens sont au service de vos personnes, de vos professions, de vos terroirs.

Vous connaissez notre programme :

La paix (entre les nations).

La justice (entre les Français).

La personnalité et l'expansion régionales.

Progressivement, il faut aussi et surtout libérer l'homme des servitudes nouvelles : le socialisme, depuis Jaurès, est inséparable de la liberté.

Il faut qu'elle devienne possible au plus grand nombre quand la Société se meurt du pouvoir excessif de l'argent.

C'est le but du programme commun : changer la vie.

Vive le Tarn !
Vive la France !
Vive la République !

GEORGES SPENALE

Conseiller général de Rabastens
Maire de Saint-Sulpice
Président de la Commission des finances du Parlement européen
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ GAU

Maire de Briatexte
Artisan (mécanique auto)

TARN-ET-GARONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Caussade, Caylus, Lafrançaise, Molières, Monclar-de-Quercy, Montauban-Est, Montauban-Ouest, Montpezat-de-Quercy, Nègrepelisse, Saint-Antonin, Villebrumier.

M. Jean BONHOMME

(Candidat unique de la majorité)

élu le 11 mars 1973

(app. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs !

Je dois vous rendre compte du mandat que vous m'avez confié.

Je me suis efforcé de m'en acquitter de mon mieux.

Au plan de mon activité législative, le nombre et la portée de mes interventions à l'Assemblée Nationale me paraissent positifs. Par mes propositions de Loi, mes amendements, mes interpellations, j'ai demandé et souvent obtenu que soit modifiée une législation insuffisante ou dépassée.

Pour prendre quelques exemples, j'ai proposé et obtenu une meilleure répartition des avantages sociaux en faveur des familles défavorisées et une solidarité plus exigeante.

J'ai alerté le gouvernement lors de la crise arboricole afin que soient prises des mesures de sauvegarde, ce qui a été fait.

J'ai obtenu une atténuation de la fiscalité envers certaines professions mises en difficulté par l'évolution économique.

J'ai consacré toute mon énergie au développement de notre département :

— par l'aménagement des infrastructures routières : la N. 20 est en cours de transformation en grand itinéraire moderne ;
— par le développement de l'automatisation téléphonique ;
— par des crédits massifs d'aide au logement, permettant de réaliser, en particulier à Montauban, des programmes considérables ;
— par la mise en place d'un enseignement moderne et la création de C.E.S. assortis de leur nationalisation qui atténue les charges du budget des communes ;
— par la création d'installations sportives en grand nombre ;
— par l'amélioration des établissements hospitaliers et l'édification de maisons de retraite ;
— par un régime privilégié pour Montauban en matière de prime d'équipement industriel destiné à favoriser l'implantation de nouvelles usines et les créations d'emplois.

- J'ai pu dégager les crédits supplémentaires pour l'équipement agricole de ma circonscription, en particulier pour les zones défavorisées.
- Je me suis mis au service de toutes les communes qui ont fait appel à mes bons offices et les ai aidées aussi efficacement que possible.
- J'ai apporté un appui aux entreprises qui jouent dans notre région un rôle économique moteur.
- Je crois avoir défendu âprement, face aux pouvoirs publics tous les citoyens qui m'ont demandé mon intervention, essentiellement les faibles, les exclus de la vie économique, les personnes âgées, les rapatriés.
- J'ai proposé au Conseil général un plan de mise en valeur industrielle du département. Je continuerai à le défendre, quels que soient les obstacles, car je crois fermement à l'avenir industriel de notre département.

Dans toutes mes activités, je me suis heurté à l'intolérance des vieilles tyrannies et des vieilles féodalités. L'incroyable acharnement mis par « La Dépêche » à me discréditer par tous les moyens le prouve, s'il en était besoin surabondamment. Je n'en suis que plus déterminé à poursuivre mon action.

J'ai enfin, loyalement mais sans aveuglement, soutenu le gouvernement et l'action du Président de la République. C'est cette action qui, indiscutablement, a fait ses preuves : le bond de la France en quelques années est prodigieux.

Notre pays s'éveille enfin à la vie économique, accède à une croissance qui nous classe parmi les premiers d'Europe.

C'est ce progrès qui permet et permettra toujours davantage de connaître le mieux-être en matière de confort, de logement, etc.

C'est ce progrès qui aura permis un accroissement de la solidarité, imprévisible il y a seulement vingt ans :

— protection sociale étendue à tous ;
— aide aux familles dans tous les domaines ;
— assistance aux personnes âgées par des minimum garantis certes insuffisants, mais 4 fois plus élevés qu'il y a quinze ans, 2 fois plus élevés qu'il y a cinq ans ;
— assistance aux professions en difficultés : après l'I.V.D. des agriculteurs, l'aide spéciale des commerçants et artisans ;
— établissements de soins et d'hébergement en très grand nombre, alors qu'il n'y avait rien ;
— accession de tous à l'éducation et à la culture par un formidable effort de construction scolaire, de stades, d'équipements socio-éducatifs, etc.
— développement de la formation professionnelle ;
— mise en place de la formation permanente et de tout ce qui permet et facilite la promotion dans tous les domaines.

C'est grâce à l'autorité du Gouvernement que j'ai soutenu, qu'ont été maintenues la stabilité et la paix civile, garanties nos libertés, toujours fragiles et toujours menacées.

Jamais, dans ce pays tumultueux, n'avait été atteint un tel degré de développement et de sécurité.

Jamais les chances n'ont été aussi grandes d'accéder à la prospérité.

C'est ce moment que choisissent nos adversaires pour tenter de nous entraîner dans une expérience qui a échoué partout ailleurs dans le monde.

Tout peut être compromis par la démagogie, l'irresponsabilité et la menace totalitaire.

L'immense miroir aux illusions qui vous est montré est un leurre.

Plus qu'un leurre, c'est un piège.

Ce piège s'est refermé sur les nations qui y sont tombées.

Sans espoir de recours.

Ne les imitons pas !

Ce que nous avons fait est le garant de ce que nous vous proposons raisonnablement de faire :

• Une France plus prospère

— en gardant la priorité au plein emploi ;
— en augmentant le niveau de vie d'au moins 25 % en 5 ans ;
— en équipant la France et les Français, c'est-à-dire : loger ou reloger 10 millions de Français, un sur cinq, en 5 ans (objectif : 600.000 logements par an) ; achever les programmes d'équipement rural (eau potable, assainissement, électrification) ; construire 4.000 km d'autoroutes en cinq ans (total 1978 : 6.000) ; doubler le nombre des abonnés au téléphone (10 millions), automatiser entièrement le réseau et assurer la fluidité du trafic.

• Une société plus juste.

Par une participation plus équitable aux fruits de la prospérité :

1° des personnes âgées :

— mettre progressivement en application le droit à la retraite au taux plein à partir de 60 ans ;
— adopter une « charte du troisième âge » améliorant les conditions de la vie pratique (par exemple : gratuité des transports urbains, gratuité des soins médicaux pour les personnes exonérées de l'impôt sur le revenu) ;
— doubler le minimum vieillesse et abroger la référence à l'obligation alimentaire.

2° des fonctionnaires : faire progresser leurs salaires comme ceux du secteur privé ; supprimer les abattements de zone pour les indemnités de résidence.

3° des agriculteurs : garantir des prix agricoles assurant une juste rémunération du travail.

4° des travailleurs salariés : continuer de faire augmenter le S.M.I.C. plus vite que les salaires moyens ; alléger l'impôt sur les revenus les plus faibles.

5° des travailleurs indépendants : par la défense et la promotion des artisans et commerçants, essentiels à la vie économique.

Cette société plus prospère et plus juste, nous sommes seuls à pouvoir vous la donner, en poursuivant ensemble, dans la stabilité, l'œuvre entreprise par la majorité.

JEAN BONHOMME
Député sortant
48 ans

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CONQUET
Avocat à Montauban
36 ans

2e *CIRCULAIRE*

Le premier tour des élections me donne une large adhésion populaire et me place nettement en tête. Tout peut cependant être remis en cause : chaque voix, chaque abstention revêt une importance décisive.

Nous nous trouvons à la croisée des chemins : le mariage d'intérêt conclu entre les socialistes et le Parti communiste fait peser un risque mortel sur notre avenir et nos libertés.

L'union tactique de ces deux partis ne résistera pas aux difficultés.

Demain, si vous ne vous y opposez pas, l'appareil du Parti communiste imposera un système de vie dont les Français ne veulent à aucun prix.

Notre pays a rattrapé un retard considérable et s'est mis au rang des nations occidentales les plus évoluées.

Le progrès économique et social peut désormais prendre une nouvelle dimension. Les projets de nos adversaires ne peuvent que briser notre économie, provoquer la pénurie et le chômage et remettre en cause tout ce qui a été acquis.

Au plan local, l'immobilisme et le favoritisme ne feraient que grandir.

Votre avenir dépend de vous !

Vous direz non à l'aventure qui peut bouleverser votre vie.

Vous rejetterez l'intolérance et le sectarisme.

Une nouvelle majorité, modifiée suivant la volonté des électeurs, va naître.

Elle groupera tous les hommes et toutes les femmes qui veulent les réformes et le progrès dans la sécurité et la liberté.

Le Tarn-et-Garonne doit être présent dans cette nouvelle majorité.

JEAN BONHOMME

Député sortant
48 ans

Remplaçant éventuel :

JOSEPH CONQUET

Avocat à Montauban
36 ans

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auvillar, Beaumont-de-Lomagne, Bourg-de-Visa, Castelsarrasin, Grisolles, Lauzerte, Lavit, Moissac, Montaigu-de-Quercy, Montech, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Valence, Verdun-sur-Garonne.

M. Antonin VER

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Depuis quatorze ans une majorité de droite gouverne sans partage. Aujourd'hui, toute illusion dissipée, règnent l'insécurité et l'injustice.

Injustice chez les jeunes qui, nantis ou non de diplômes, entrent dans la vie comme chômeurs.

Injustice pour les personnes âgées trop souvent abandonnées par une société ingrate.

Injustice pour la femme dont les conditions de travail et de vie doivent être améliorées.

Injustice pour les salariés dont le pouvoir d'achat est sans cesse à la poursuite du coût de la vie.

Injustice pour les agriculteurs victimes de la suppression de l'indexation des prix et qui, condamnés à la modernisation, sont écrasés de dettes.

Injustice pour les commerçants et les artisans surchargés d'impôts face aux grandes surfaces anarchiquement répandues.

Injustice pour les petites et moyennes entreprises « colonisées » par les grands trusts.

Injustice pour les Anciens combattants qui attendent l'application du rapport constant ou, comme ceux d'Algérie, la reconnaissance de leurs droits.

Injustice pour les rapatriés qui, malgré une aumône électorale, sont toujours privés d'une équitable indemnisation.

Injustice pour les retraités et petits rentiers durement frappés par la dévaluation de la monnaie.

Injustice pour les handicapés qui méritent une aide effective.

Injustice pour les collectivités locales aux moyens trop limités. Une réforme nécessaire de leurs finances permettra une juste expansion agricole et industrielle, indispensable à notre région.

A une société corrompue par l'argent générateur de scandales, nous voulons substituer une société basée sur le travail et la justice.

Le programme commun vous offre les perspectives d'un changement profond : vivre mieux (1.000 F par mois, retraite : 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes), changer la vie vers plus de bonheur, démocratiser les institutions et l'économie.

Pour son application stricte, avec le parti socialiste de François Mitterrand et les radicaux de gauche de Robert Fabre.

Votez pour l'Union de la gauche socialiste et démocrate et pour les seuls candidats qu'elle ait investis.

ANTONIN VER

Conseiller général
Député sortant
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

HENRI FONTAGNERE

Maire de Gimat
Conseiller général de Beaumont-de-Lomagne

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Mon ami Henri Fontagnère et moi-même remercions les 11.881 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, nous ont fait une large confiance et nous ont placés en tête des candidats de gauche. Nous nous présentons au deuxième tour, le 11 mars 1973, comme « candidats d'Union de la gauche et de tous les démocrates » désignés par le suffrage universel. Grâce à vous tous la gauche triomphera, une fois de plus, dans notre deuxième circonscription qui restera ainsi fidèle à la stricte discipline républicaine.

Nous adressons un appel pressant à tous les démocrates pour que, après avoir assuré notre succès, leur union loyale et totale permette au Tarn-et-Garonne de retrouver l'intégralité de sa représentation républicaine.

Ainsi ouvrirez-vous, dans le cadre du programme commun de la gauche unie, le chemin à une véritable démocratie basée sur la justice et la solidarité des hommes.

ANTONIN VER

Conseiller général
Député sortant
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

HENRI FONTAGNERE

Maire de Gimat
Conseiller général de Beaumont-de-Lomagne

VAL-DE-MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes d'Arcueil, Cachan, Gentilly, Kremlin-Bicêtre, Villejuif.

M. Georges MARCHAIS

(Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du Programme commun)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis plusieurs mois, j'ai discuté avec de nombreux habitants d'Arcueil, Cachan, Gentilly, Kremlin-Bicêtre et Villejuif. Partout, des travailleurs, des ménagères, des retraités, des jeunes m'ont dit : « La vie est difficile, épuisante. Il y a trop d'injustices, trop de peines et peu de joies ». Ils m'ont demandé : « Croyez-vous que ça puisse changer? Qu'allez-vous faire? ».

A vous que je n'ai pas pu rencontrer, je veux répéter ce que je leur ai dit.

Oui, votre vie peut commencer à changer demain. Vous pouvez améliorer votre pouvoir d'achat, avoir de meilleures conditions de travail, plus de sécurité, de liberté, plus de temps pour vivre en famille, vous distraire, vous cultiver, participer aux choix qui engagent votre avenir. Depuis trop longtemps, ceux qui gouvernent vous font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Il faut changer. Et c'est possible puisque, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme détaillé, concret, qui donne la priorité à l'amélioration de la vie des familles — à commencer par les plus modestes.

En m'inspirant de ce programme, j'ai précisé dix objectifs qu'il faudra atteindre pour vivre mieux dans notre circonscription.

Avec Marcel Trigon, mon suppléant, je m'engage à les réaliser, et à poursuivre le remarquable travail effectué par mon amie Marie-Claude Vaillant-Couturier.

Je m'engage aussi à agir, comme je l'ai fait jusqu'ici, pour que l'union de la gauche, l'union de tous les travailleurs se renforce sans cesse, et prenne appui sur une large union populaire qui regrouperait les ouvriers, les employés, techniciens, ingénieurs et cadres, les intellectuels de toutes disciplines, les travailleurs indépendants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, tous les hommes et les femmes qui aspirent à une société plus juste et plus humaine, qu'ils soient croyants ou non, qu'ils aient soutenu ou non jusqu'ici la gauche. L'union est pour moi un souci majeur.

Ces engagements sont clairs, précis. Ils sont écrits et ont valeur de contrat. Je les tiendrai. Vous l'avez sans doute vérifié : les communistes tiennent leurs engagements. Je sais que parmi vous, certains ont tant de difficultés qu'ils avaient perdu l'espoir. Mais cette fois, ça peut changer. Je leur demande de ne pas laisser passer l'occasion. Chaque voix comptera.

Je pourrai agir avec d'autant plus d'efficacité que la confiance que vous m'aurez accordée sera plus large. Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous.

Un appel de Marie-Claude Vaillant-Couturier.

Mon état de santé ne me permettant plus de me représenter à vos suffrages, je suis particulièrement heureuse que le candidat du P.C.F. soit dans cette circonscription mon ami Georges Marchais.

Le connaissant depuis longtemps, je sais qu'il défendra une politique de progrès social conforme en même temps à l'intérêt national. Au plan local, avec Marcel Trigon, il mettra ses qualités d'intelligence et de cœur au service de la population. Je sais qu'il sera pour tous les habitants de la circonscription un député dévoué, attentif, dynamique et efficace.

Vous avez donc de claires et solides raisons d'accorder dès le premier tour vos suffrages à Georges Marchais et Marcel Trigon.

Marie-Claude Vaillant-Couturier

Nos « 10 objectifs »

La majorité du pays se prononçant pour la réalisation du programme commun de gouvernement, ces 10 objectifs pour la circonscription constitueront pour nous un contrat que nous nous engageons à réaliser. Ils deviendront réalité.

I. — *Pouvoir d'achat et conditions de travail :*

— augmentation générale des salaires et retraites;
— salaire minimum à 1.000 F;
— retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes;
— semaine de 40 heures;
— blocage des prix de première nécessité et des tarifs publics.

Fiscalité :

— allégement de la charge fiscale des petits et moyens contribuables;
— limitation des impôts locaux.

II. — *Logement social :*

— 8.400 H.L.M. en cinq ans;
— blocage des loyers.

III. — *Enseignement :*

— réalisation et prise en charge de la cité scolaire par l'Etat;
— gratuité complète des études.

IV. — *Emploi :*

— création de 1.500 à 2.000 emplois dans la zone industrielle des Hautes-Bruyères.

V. — *Transport :*

— prolongation de la ligne de métro n° 5;
— création de lignes d'autobus en rocade;
— tarif urbain pour tous les transports en commun.

VI. — *Hygiène et santé :*

— évolution vers la gratuité des soins;
— reconstruction de l'Institut du cancer;
— édification du centre hospitalier au Kremlin-Bicêtre.

VII. — *Nuisances :*

— protection efficace contre le bruit de l'autoroute C 6.

VIII. — *Personnes âgées :*

— garantie des moyens pour vivre dignement;
— exonération des impôts locaux pour toutes les personnes âgées percevant moins de 1.000 F par mois.

IX. — *Vie administrative :*

— rendre l'administration plus accessible;
— réalisation de l'Hôtel central des postes à Cachan et Arcueil;
— construction d'une caserne de pompiers.

X. — *Vie démocratique :*

— la démocratisation étant la condition absolue du progrès social, national et humain, associer à nos efforts tous ceux qui désirent la réalisation de ce contrat de législature.

Le 4 mars, votez :

GEORGES MARCHAIS

Candidat du Parti communiste français
pour l'Union populaire et la victoire du programme commun

Remplaçant éventuel :

MARCEL TRIGON

Maire d'Arcueil

Vu le Candidat

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les 26.368 électrices et électeurs qui m'ont apporté leur soutien au premier tour de scrutin, approuvant ainsi clairement la politique définie par le programme commun de la gauche.

Le progrès d'ensemble des partis de gauche et le recul important de l'U.D.R. enregistrés dans notre circonscription, tout comme à l'échelon national, soulignent la volonté de changement d'une majorité de Français et de Françaises. Mais la majorité parlementaire en place compte sur l'injuste loi électorale actuelle pour se voir reconduite. Elle en tirerait argument pour aggraver encore sa politique de hausse des prix, d'impôts trop lourds, de dilapidation de l'argent de l'Etat au profit d'une minorité privilégiée.

Pour s'opposer à ce danger, pour confirmer votre volonté de changement, je vous demande de m'accorder votre appui dimanche. Conformément aux accords conclus entre les partis de gauche, je deviens au second tour le candidat unique.

J'entends être loyalement le candidat et l'élu de toutes celles et de tous ceux qui, quelles que soient leurs opinions ou leurs croyances, sont mécontents de la politique actuelle et aspirent à une politique nouvelle de justice sociale et de progrès démocratique.

Déclaration de Patrice Hernu.

Appel aux électeurs socialistes.

En votant massivement le 4 mars pour le candidat du Parti socialiste dans la première circonscription, avec près de 7.400 voix, ce qui ne s'était jamais vu, vous avez prouvé votre volonté de changement et vous avez participé activement à l'échec des candidats de la droite, Mlle Lavelle et M. Lacroix.

Le dimanche 11 mars, vous confirmerez votre vote du 4 en reportant intégralement les suffrages que vous m'avez accordés sur le candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates : Georges Marchais.

Appel du P.S.U.

A la suite de l'accord conclu entre les partis de gauche regroupés autour du programme commun et le P.S.U., Georges Marchais devient le candidat des électeurs ayant voté pour Philippe Brachet au premier tour.

GEORGES MARCHAIS

Remplaçant éventuel :

MARCEL TRIGON

Candidats d'Union de la gauche et de tous les démocrates, présentés par le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Mouvement de la gauche radicale et le P.S.U.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Fresnes, l'Hay-les-Roses, Orly, Rungis, Thiais.

M. Fernand DUPUY

(Candidat présenté par le Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du Programme commun)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis 1962, vous me témoignez votre confiance.

Je me suis efforcé de m'en montrer digne, d'être vraiment votre député. Sans aucune discrimination, de caractère politique ou philosophique, je me suis mis à votre disposition pour vous aider à surmonter les difficultés que vous avez été nombreux à me signaler.

Vous connaissez mon activité.

Dans la circonscription :

Très régulièrement, j'ai rendu compte de mon mandat et j'ai tenu des permanences dans chaque commune; j'ai multiplié les interventions, auprès des ministères et de la préfecture.

- *Sur des questions particulières*, pour vous aider à résoudre des questions personnelles (logement, emploi, retraites, indemnités dues aux rapatriés, enseignement, petits commerçants et artisans...);
- *Sur les questions d'intérêt général :*

  Enseignement : lycées de Thiais, de Fresnes, de l'Hay-les-Roses, C.E.S. d'Orly, de Choisy.

  Transports : Amélioration des transports, notamment entre Fresnes et Créteil. Prolongement de la ligne de métro nº 5.

  Voirie : Toboggan de Choisy-le-Roi - Nationale 186 - A. 86.

  Environnement : Lutte contre le bruit des avions d'Orly; contre le bruit des véhicules sur l'autoroute à l'Hay-les-Roses.

A l'Assemblée Nationale :

Avec mes amis du groupe communiste, dont aucun membre n'a jamais été éclaboussé par les scandales et la corruption, j'ai lutté pied à pied pour vous, contre les conséquences de la politique gouvernementale que représente dans cette circonscription M. Mallet, candidat de l'U.D.R.

Nous sommes intervenus dans tous les débats, sans aucune exception, pour contraindre les membres de la majorité à écouter l'expression de vos exigences, chercher à imposer une politique novatrice et juste.

Je m'adresse à vous, une nouvelle fois, et je sollicite votre suffrage comme candidat du Parti communiste français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisissez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants et votre famille.

Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater? D'un côté, une infime minorité de la population accapare pour elle-même, et emploie à toutes sortes de spéculations, une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que, de l'autre côté, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants.

Vous en avez assez de la vie chère, des impôts toujours plus lourds, des difficultés de logement, du chômage ou de la menace de la perte de votre emploi, des salaires, des traitements, des retraites et des pensions insuffisants pour vivre dignement, de l'angoisse pour l'avenir de vos enfants...

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis, à cette injustice sociale, qui sont l'œuvre de l'U.D.R. et de ses alliés au pouvoir depuis quinze ans et que les réformateurs se préparent à rejoindre.

Vous en avez assez des scandales et de la corruption.

Il faut en finir !

Il faut mettre un terme à la politique actuelle. C'est aujourd'hui possible, grâce au programme commun de gouvernement.

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les partis de gauche se retrouvent, non plus sur la base d'un accord électoral, mais sur la base d'un véritable programme commun de gouvernement.

Ce programme répond à vos besoins.

Il est conforme à vos intérêts, aux intérêts de la France.

Il est réalisable.

Dans l'immédiat :

- Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois.
- Revalorisation générale des salaires, traitements et pensions.
- Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaires.
- Le montant de la retraite porté à 80 % du SMIC.
- La retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.
- Une plus juste répartition du poids de l'impôt.
- Des indemnités de chômage augmentées, attribuées aux jeunes n'ayant pas encore travaillé.
- Prise en charge à 100 % des frais médicaux pour les faibles revenus.
- Gratuité des fournitures scolaires.

Durant la prochaine législature :

- La construction d'H.L.M. en priorité.
- La suppression progressive du chômage par le progrès social et l'essor de l'économie.
- Une formation professionnelle adaptée.
- La gratuité complète des études.
- La revalorisation de la fonction d'enseignant.
- L'amélioration de la protection familiale.
- L'égalité dans le travail.
- L'égalité dans la famille.
- La plus juste répartition du poids de l'impôt.

- La fin de la course aux armements.
- La suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.
- La construction de 1.000 crèches.

Pour faire triompher ce programme qui changera votre vie, il faut voter communiste :

Vous voterez Fernand Dupuy parce qu'il n'y a pas de progrès social et national qui soit possible sans un Parti communiste fort et largement représenté au Parlement.

Vous voterez Fernand Dupuy parce que le Parti communiste français a mené — et mène — une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'Union des forces de gauche, pour un changement démocratique.

Vous voterez Fernand Dupuy parce que plus le Parti communiste français aura de voix, mieux sera garantie l'application du programme commun et, notamment, des mesures sociales, expression fidèle de vos besoins et de vos aspirations.

Dès le 4 mars, votez et faites voter pour :

FERNAND DUPUY

Instituteur - Député sortant - Maire de Choisy-le-Roi

Remplaçant éventuel :

GASTON VIENS

Employé - Maire d'Orly - Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En m'accordant 25.437 suffrages et en accordant 9.334 voix à mon ami Claude Bezé, candidat du Parti socialiste, vous avez clairement et massivement manifesté votre volonté d'en finir avec la politique de l'U.D.R. et de ses soutiens.

Vous avez clairement et massivement affirmé votre désir de voir triompher la politique définie dans le programme commun de la gauche unie.

Mon ami Claude Bezé et moi-même vous remercions très sincèrement de cette confiance.

Le total des voix que nous avons recueilli s'élève à 34.771 qui représentent la majorité absolue des suffrages exprimés dans la circonscription.

Si on ajoute les voix obtenues par les candidats du P.S.U. et des 2 autres formations de « l'extrême gauche », le total atteint 39.181 voix.

Dans le même temps 8.665 électeurs ont refusé la politique gouvernementale en votant pour le candidat réformateur.

Par contre, le candidat de l'U.D.R. perd 7.358 voix tombant de 24.149 en 1968 à 16.791 en 1973.

Vous avez donc, à une majorité écrasante, condamné la politique de l'U.D.R.

Il faut dimanche prochain accentuer l'échec de l'U.D.R.

Il faut confirmer le triomphe de l'Union de la gauche.

Electeurs communistes, électeurs socialistes, électeurs radicaux de gauche, nos 3 partis mènent ensemble la bataille du deuxième tour. Ensemble nous transformerons le succès du premier tour en une grande victoire de l'Union de la Gauche et de tous les démocrates.

Electeurs du P.S.U. et des divers gauches, votre opposition à la politique réactionnaire de la majorité sortante ne peut se concrétiser que sur le nom du candidat de l'Union de la gauche.

Electeurs qui vous êtes prononcés pour le candidat réformateur vous n'avez pas d'autre moyen de confirmer votre volonté de changement que de voter pour le candidat de l'Union de la gauche.

- Pour infliger un échec sans précédent à la majorité sortante et à son candidat.
- Pour assurer le succès de la politique du programme commun.
- Pour confirmer votre volonté de changement : pour le progrès et la justice sociale, pour la démocratie et la paix.
- Pour l'Union de toutes les forces démocratiques.
- Pour la Victoire d'une Politique Nouvelle qui sera votre Victoire.

Votez et faites voter :

FERNAND DUPUY

Instituteur — Député sortant — Maire de Choisy-le-Roi

Remplaçant éventuel :

GASTON VIENS

Employé — Maire d'Orly — Conseiller général
Député sortant

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine.

M. Georges GOSNAT

(Candidat présenté par le Parti communiste français pour l'Union populaire et la victoire du Programme commun)

élu le 4 mars 1973

(C.)

Electrices et électeurs d'Ivry et de Vitry,

Madame, monsieur,

Député de la circonscription depuis dix ans, mon activité me conduit à rencontrer toutes les couches de la population et les organisations les plus diverses.

Je connais donc bien vos conditions de vie : les fins de mois sont difficiles, le travail est dur, l'injustice, la misère existent.

Partout j'ai pu le constater : *le bonheur a peu de place dans votre vie quoditienne.*

Partout j'ai pu constater votre profond désir de changement.

Des travailleurs, des mères de famille, des retraités, des jeunes, me demandent : « croyez-vous que ça puisse vraiment changer ? »

Oui, votre vote du 4 mars aura une importance exceptionnelle, pour vous, vos enfants, votre famille.

Depuis trop longtemps, les hommes qui gouvernent vous font des promesses qu'ils ne tiennent pas.

Aujourd'hui, dans un monde qui évolue de plus en plus vers la paix, vous pouvez changer votre vie. Vous pouvez la rendre plus belle et plus heureuse. Vous pouvez avoir plus de bien-être, de sécurité, plus de possibilités de vous distraire, de vous cultiver, de voyager, de participer aux choix qui engagent notre pays.

La gauche, enfin, est unie. Son programme commun de gouvernement est un programme clair, concret, détaillé, réaliste. C'est un véritable contrat et je m'engage à tout faire pour qu'il soit appliqué intégralement.

Il ne s'agit pas là d'une promesse électorale. Vous le savez, nos adversaires sont eux-mêmes contraints de nous rendre hommage, les communistes tiennent toujours leurs engagements.

Je m'engage aussi à poursuivre, avec vous, mes efforts pour que se consolide l'union des partis de gauche, l'union de tous ceux qui travaillent et qui peinent, l'union pour laquelle les communistes ont toujours passionnément lutté. N'est-il pas vrai que, cette fois, elle doit tenir le coup et le tenir pour de bon.

Certains d'entre vous qui ne croyaient pas utile d'aller voter pensant : « ça ne sert à rien », ont aujourd'hui, le moyen de faire en sorte que cette fois « ça serve à quelque chose ».

Ce moyen, c'est de voter communiste.

Le 4 mars, chaque suffrage communiste comptera.

Plus grand sera le nombre de voix communistes, plus grandes seront les chances de voir se réaliser dans l'ordre et la légalité démocratiques, les grands changements sociaux que nous souhaitons tous.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.
Dès le premier tour VOTEZ efficace.

Votez pour :

GEORGES GOSNAT

Employé — Ancien Ministre — Député

Remplaçant éventuel :

MARCEL ROSETTE

Métallurgiste — Maire de Vitry-sur-Seine
Médaille de la Résistance

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Alfortville, Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort, Saint-Maurice.

M. Joseph FRANCESCHI

(Candidat d'Union de la gauche socialiste et démocrate)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re *CIRCULAIRE*

Avec vous :

- Pour une nouvelle politique.
- Pour apporter plus de bonheur à nos concitoyens.
- Pour vivre mieux, changer la vie.

Une candidature qui répond à vos aspirations.

JOSEPH FRANCESCHI

Docteur en science politique
Maire d'Alfortville
Conseiller général du Val-de-Marne

Remplaçant éventuel :

CLAUDE MULLER

Comptable
Animatrice d'associations socio-culturelles et d'éducation permanente

Union de la gauche socialiste et démocrate.
(Mouvement de la gauche radicale socialiste - Parti socialiste).

Le choix est clair :

- ou poursuivre les errements de l'actuelle majorité;
- ou pratiquer dans le calme et la tranquillité une politique de progrès social.

Vous désirez tous une nouvelle politique.

Pour faire une nouvelle politique... il faut un nouveau député.

- qui fera réaliser le programme de la Gauche « vivre mieux, changer la vie », en particulier dans les domaines — du logement — du salaire et de l'emploi — de la santé — des conditions de travail — de l'éducation — de la démocratie de l'économie dans la paix et la coopération internationale;
- qui, sur le plan de nos quatre communes, se battra avec énergie pour obtenir les réalisations sociales attendues de tous.

Un nouveau bond est possible grâce à vous.

Proclamez votre désir de le voir accomplir dans le calme et la liberté en votant :

JOSEPH FRANCESCHI
Maire d'Alfortville
Conseiller général du Val-de-Marne

Remplaçant éventuel :

CLAUDE MULLER

2e CIRCULAIRE

Vous êtes 34.627 électeurs sur 57.552 à refuser votre voix à Monsieur Griotteray. C'est que vous ne voulez pas d'un député d'extrême-droite. C'est que vous voulez le changement.

Pour faire respecter votre vote de dimanche, tous UNIS autour de

JOSEPH FRANCESCHI
Docteur en science politique
Maire d'Alfortville
Conseiller général du Val-de-Marne

Les résultats du premier tour :

Inscrits : 70.030. Votants : 58.351. Exprimés : 57.552. GRIOTTERAY (Extrême-droite) 22.925 FRANCESCHI (U.G.S.D.) 13.100 DENIS (P.C.F.) 12.729 DE MELLIS (Réform.) 4.306 THOMAS (P.S.U.) 2.291 VASSEUR (L.O.) 1.100 COURSIER (Gaulliste) 1.084 BENZAID (F.P.) 17.

Candidat d'Union de la Gauche et de tous les Démocrates.
Candidat du programme commun de Gouvernement.
La victoire est là. Une nouvelle vie doit commencer dimanche prochain.

CLAUDE MULLER
avec
JOSEPH FRANCESCHI
pour faire entendre les voix des milliers de femmes de la circonscription.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bonneuil-sur-Marne, Créteil, Joinville-le-Pont, Saint-Maur-des-Fossés.

M. Pierre BILLOTTE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Les dirigeants du Parti socialiste, quoi qu'ils prétendent, se sont livrés pieds et poings liés au Parti totalitaire en s'engageant aveuglément dans un programme commun, qui n'est qu'une mystification sur le plan des promesses, mais qui constitue bel et bien un processus irréversible vers le marxisme-stalinisme. Tout serait donc remis en cause. Le succès de l'Union de la gauche signifierait la fin de nos libertés, de nos institutions, de notre indépendance, de notre niveau de vie et de sa qualité. Ce serait, en même temps que la régression économique, les contraintes et les spoliations, la fin rapide du commerce indépendant et de l'artisanat; ce serait aussi la confiscation progressive de tout le secteur privé soit directement par la nationalisation des entreprises, soit indirectement par la nationalisation du crédit. Devant la réaction indignée de notre peuple, la liberté d'opinion, d'expression et de réunion serait à brève échéance supprimée.

Ainsi de par la volonté des dirigeants socialistes, le goût légitime des Français pour le renouveau se traduirait non pas par un changement de majorité à l'occasion de la présente consultation, mais par la catastrophe. Un peuple aussi averti politiquement que le nôtre ne recourt pas au changement pour le seul plaisir du changement, mais seulement lorsque ce changement peut améliorer sa condition. Il n'en serait évidemment rien. A la société imparfaite qui est encore la nôtre, mais que notre régime de liberté peut permettre d'améliorer progressivement par le progrès sans cesse croissant de notre économie, une meilleure répartition du revenu national et une meilleure égalisation des chances, succéderait un régime insupportable à tous égards à tous les Français épris de liberté.

Les mouvements, associés dans « l'Union des républicains de progrès » et qui constituent l'actuelle majorité, présentent bien des défauts comme toute entreprise humaine. Il n'empêche qu'à travers des événements, qui auraient brisé la IIIe ou la IVe République, leur bilan est impressionnant. En 1958 la France avait pris des retards considérables sur le plan industriel; aujourd'hui elle est dans le peloton de tête des nations les plus développées; demain, selon les Américains et les Soviétiques, elle sera dans les trois premières Puissances du monde. A cela, trois conditions : que les Français gardent leurs Institutions, maintiennent une économie de marché où l'Etat doit avoir tout son rôle mais rien de plus, demeurent respectueux de leurs engagements internationaux et pleinement solidaires de leurs actuels partenaires.

Le Général de Gaulle a rendu à la France une paix qu'elle ne connaissait plus depuis 1939; la Ve République a maintenu cette paix dans un monde encore déchiré. Par réaction à l'arrivée au pouvoir dans notre pays du parti totalitaire, nos partenaires occidentaux

pourraient être amenés à prendre des mesures de précaution et de rétorsion, qui ruineraient la politique de détente, d'entente et de coopération entre l'Est et l'Ouest, dont Charles de Gaulle a été l'initiateur et dont Georges Pompidou est le continuateur.

Pour éviter ces périls intérieurs et extérieurs et pour poursuivre notre route parfois difficile mais sûre vers un avenir tous les jours plus souriant, il est essentiel de donner au Président de la République une majorité cohérente et stable, qui le soutienne dans son action tout en contrôlant sans le neutraliser l'exercice du pouvoir exécutif.

Dans la V^e^ circonscription, nous sommes les seuls candidats qui nous engageons solennellement à faire partie loyalement de cette majorité. Dans les mêmes conditions d'efficacité que celles dont nous croyons faire preuve dans la gestion de nos communes, nous travaillerons de notre mieux à faire donner progressivement à l'ensemble de nos compatriotes tous les moyens de leur épanouissement. A terme, aussi rapproché que possible, nous nous proposons de bâtir avec vous la société de participation qui seule peut libérer l'homme de toute aliénation. Il s'agit là d'un objectif ambitieux, mais à notre portée, infiniment plus conforme au génie de la France, que le système totalitaire, bâti autour d'un Etat policier et inquisiteur et d'un Etat patron, qu'on a la candeur et l'audace de nous proposer.

Pour repousser ce régime inhumain et garder à la France et à son peuple toutes leurs chances, donnez une majorité cohérente à Georges Pompidou en portant massivement vos suffrages dès le premier tour sur :

PIERRE BILLOTTE
Compagnon de la Libération
Maire de Créteil

Remplaçant éventuel :

GILBERT NOEL
Maire de Saint-Maur

2^e^ CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Au premier tour de scrutin, le corps électoral a manifesté sa volonté de donner une nouvelle dimension à la politique sociale de la France. Cette volonté, tous les dirigeants politiques devront la respecter.

Mais le peuple français, très averti des conditions indispensables à une transformation de la vie et du travail, sait qu'un progrès continu n'est possible qu'avec la liberté, la loi du marché et l'expansion économique. Il tient pour certain qu'une politique sociale et humaine serait exclue dans une crise de confiance et dans une situation de régression et de troubles.

La venue au pouvoir du Parti communiste est un danger assez grave pour que les Français et les Françaises se dressent nombreux contre elle.

Dans notre circonscription le problème posé s'est beaucoup simplifié. Des onze candidats en lice, il ne reste plus que les représentants du Parti communiste et nous-mêmes.

Nous adressant aux électeurs de quelque parti que ce soit, épris comme nous de progrès social dans la paix et la liberté et voulant avec nous une nouvelle condition humaine dans une nouvelle société, nous leur demandons de se joindre à nous au second tour pour soutenir le Président de la République afin, par des réformes de structure, de transformer les rapports sociaux et d'assurer une juste répartition des fruits de l'expansion.

En nous accordant au premier tour près de 25.000 suffrages, les électeurs de la majorité nous ont clairement désignés pour soutenir leur cause au second tour contre le totalitarisme. Si le 11 mars il nous renouvellent tous leur appui et s'ils sont rejoints par tous ceux qui partagent leur même idéal de liberté, nous serons assurés de l'emporter, pour le plus grand bien de la circonscription et du Pays.

Nous savons que notre appel sera entendu, car nous avons confiance par expérience en la lucidité des électeurs et par conséquent dans leur jugement.

Votez massivement !

PIERRE BILLOTTE
Compagnon de la Libération
Maire de Créteil

Remplaçant éventuel :

GILBERT NOEL
Maire de Saint-Maur

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bry-sur-Marne, Champigny, Nogent-sur-Marne, Le Perreux.

M. Roland NUNGESSER
(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien au Président de la République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

• Sans doute les élections législatives sont-elles dominées par les débats de politique générale dont la presse, la radio, la télévision nous répercutent abondamment les échos. Il n'en reste pas moins que, dans chaque circonscription, c'est un homme ou une femme que leurs concitoyens doivent choisir pour les représenter à l'Assemblée Nationale.

Vous m'avez fait l'honneur, depuis 1958, de m'accorder votre confiance et je me suis efforcé de remplir aussi consciencieusement que possible ma mission aussi bien pour répondre à vos préoccupations sur le plan local, départemental et régional, que pour servir la France sur le plan national et international.

Alors que la plupart des candidats qui se présentent contre moi ont commencé de coûteuses campagnes d'affiches, de tracts, de brochures, depuis de nombreux mois, j'ai,

quant à moi, respecté les délais imposés par le Code. Ces procédés de publicité tapageuse ne sont le fait que de candidats totalement inconnus, qui n'ayant rien réalisé dans la circonscription tentent de faire croire que, demain, ils feront tout.

En ce qui me concerne, ma campagne électorale ne consiste pas à diffuser des photos sur d'innombrables affiches polluant les murs de nos cités, mais à rappeler les résultats du travail acharné auquel je me suis consacré dès le lendemain de mon élection et durant toute la durée de mon mandat.

En ce qui me concerne vous êtes en effet facilement juges, à la fois de l'homme et de son action.

• Chacun sait comment je vis et comment vit ma famille puisque je suis né à Nogent et ne l'ai jamais quitté depuis. Les jeunes de Nogent connaissent mes enfants qui fréquentent avec eux nos écoles communales et nos sociétés sportives, les anciens de Nogent connaissent, depuis longtemps, ma mère qui continue à rendre de multiples services à tous ceux qui, aussi bien à Champigny, à Bry et au Perreux qu'à Nogent, peuvent avoir besoin d'une aide quelconque. Mon épouse vit, depuis notre mariage, également au contact de la population.

Aussi, dans cette atmosphère familiale, ce à quoi je suis le plus attaché c'est sans doute l'estime et le respect dont ma famille et moi-même avons toujours été entourés, même de la part de ceux qui furent mes adversaires politiques.

• C'est pourquoi, j'ai réagi violemment lorsque les communistes, à la suite de l'installation à Champigny de MM. Marchais et Séguy ainsi que de nombreuses autres personnalités du Parti, décidèrent de changer de style et de substituer aux combats durs mais je dois le dire corrects — qui m'avaient opposé, depuis 1958, à mon adversaire M. Talamoni, Sénateur-Maire de Champigny, des méthodes inspirées de l'époque stalinienne et importées par M. Poussy, nouveau secrétaire de la Fédération du Val-de-Marne du Parti communiste.

Les raisons de cet assaut brutal et inattendu, de ces odieuses attaques personnelles dont l'inanité valut de nombreuses et sévères condamnations aux organes de presse de la Fédération communiste du Val-de-Marne ne m'apparurent pas au premier abord. Ce n'est que plus tard que s'expliqua ce changement de style : le Parti communiste avait écarté M. Talamoni qui, par son expérience d'élu et d'administrateur, était capable de discuter des problèmes de fond, pour lui substituer M. Poussy qui, lui, n'ayant jamais été élu, n'ayant jamais rien administré, n'ayant pratiquement travaillé que comme fonctionnaire du Parti, spécialiste de la subversion et de l'agitation, devait recourir à d'autres procédés.

Aussi, recourant aux méthodes les plus simplistes « du lavage de cerveau », tenta-t-il de « faire sa percée » dans notre circonscription en faisant de moi « l'homme à abattre » du Parti communiste. Cette offensive connut un échec lamentable et provoqua en ma faveur un courant d'amitié venant même de ceux qui ne partageaient pas mes opinions politiques. Tel fut le cas notamment au Conseil général où mes collègues, aussi bien socialistes que centristes me manifestèrent, de façon émouvante, leur sympathie.

• Aussi suis-je plus convaincu que jamais que le vrai combat, dans notre pays, oppose ceux qui sont attachés à la démocratie et aux libertés et ceux qui, esclaves d'un parti totalitaire, sont prêts à imposer, en France, un régime de contraintes et de servitudes.

Je continuerai donc, fort de votre confiance, à travailler — avec le concours efficace et enthousiaste de mon ami Michel Giraud — à rassembler toutes les bonnes volontés comme nous l'avons fait, tant dans nos deux communes qu'au Conseil général, avec les représentants des Indépendants et du Centre démocrate en vue de servir l'intérêt général et non celui d'un parti.

Bilan de l'action du député dans la circonscription :

— Sur le plan local :

En ce qui concerne Nogent, ses équipements modernes, notamment sur le plan social (résidences pour personnes âgées, crèches, H.L.M., centre médico-social précoce), scolaire (Nogent accueille des élèves de toutes les communes avoisinantes), sportif (stade omnisport, stade nautique, gymnases, port de plaisance) réalisés en maintenant cette ville parmi les communes les moins imposées (impôts 25 % inférieurs à la moyenne départementale) ont valu à ma liste d'être réélue avec plus de 70 % des suffrages.

— Sur le plan départemental et régional :

Rééquilibrage de Paris vers l'Est :

Ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dont j'ai proposé l'inscription au schéma directeur en vue de créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans notre secteur.

Implantation de la cité de la télévision et du cinéma sur le plateau de Bry-Champigny, décidée lorsque je siégeais au Conseil de l'O.R.T.F.

• Transports :

Electrification de la ligne de la Bastille et raccordement au R.E.R. que j'ai fait inscrire dès 1963 parmi les premières réalisations du District, bien avant que MM. Poussy et Vincenot, qui ont l'incroyable audace de s'attribuer cette réalisation, ne soient installés dans notre circonscription.

Priorité au tronçon central du R.E.R., obtenue grâce à l'action conjuguée de Michel Giraud et de votre député.

Electrification de la ligne de l'Est et ouverture d'une gare Champigny-Boullereaux, que j'ai réclamées alors que les communistes prétendaient vainement obtenir la réouverture de la gare du Plant.

Création d'une ligne du R.E.R. de Fontenay jusqu'à Bry et la Vallée de la Marne, confirmée par le Premier Ministre à la demande de Michel Giraud et de votre député.

• Equipements hospitaliers :

Réalisation du Centre hospitalier universitaire Henri-Mondor à Créteil.

Agrandissements de l'hôpital Saint-Camille-de-Bry, pour lesquels le président de son conseil d'administration m'a adressé ses remerciements chaleureux.

• Circulation routière :

Programmation des travaux de l'autoroute de l'Est (A4) qui donnera à nos quatre communes une liaison ultra rapide avec le centre de Paris.

Couverture des emprises d'autoroutes dans leur traversée du tissu urbain (notamment A4 au Tremblay) pour éviter les nuisances.

Amélioration des voies nationales et départementales. Accélération, grâce au District, des travaux du boulevard périphérique et de la voie express rive droite.

Lancement de la voie express rive gauche dans Paris.

• Equipements sportifs :

Réalisation du grand complexe nautique de Nogent-sur-Marne.

Reprise des travaux d'aménagement du centre de sports et de loisirs du Tremblay malgré les retards accumulés par la ville de Paris, responsable de cette réalisation :

— première tranche (courant 1974) : 10 terrains de football et de rugby, 4 pistes d'athlétisme, 20 courts de tennis;

— deuxième tranche : espaces verts, jeux de boules pour les anciens, équipements pour les enfants, sports hippiques, etc., alors que les communistes voulaient en faire une sorte de « luna-park » provoquant des nuisances de toutes sortes dans la région.

• Equipements touristiques :

Aménagement des bords de Marne comme à Nogent et au Perreux.

Lutte contre les inondations (achèvement du barrage-réservoir Marne).

Ces projets ont été lancés à mon instigation, beaucoup n'ont pu aboutir que grâce à l'action que j'ai menée à l'Assemblée, conjuguée avec celle de mon suppléant Michel Giraud devenu entre temps une des personnalités les plus éminentes du District, aujourd'hui même son Président, et à celle que nous avons menée en commun au Conseil général du Val-de-Marne, dont il est le premier secrétaire.

Action du député au plan national et international :

Le cadre limité de cette profession de foi ne permet pas d'énumérer toutes les initiatives, rapports et interventions faits par votre député à l'Assemblée Nationale et qui ont porté notamment sur les problèmes de l'urbanisme, du logement, de l'aide sociale, des petites et moyennes entreprises, des commerçants, des transports en commun, de l'environnement et de la protection des espaces verts, de l'équipement sportif, de la recherche scientifique et spatiale, de l'organisation économique et de la planification, de l'avenir de la région parisienne, de la fraude électorale ou de la réforme des méthodes de travail du Parlement, etc.

Chacun sait, en outre, l'action qu'il a menée auprès du général de Gaulle et de Georges Pompidou pour réaliser les grandes options qu'il vient de rappeler dans la « Charte du Gaullisme » dont la rédaction lui a été confiée :

— Priorité à la sauvegarde de la Paix dans le monde par le respect de la souveraineté des peuples.
— Indépendance de la France grâce à une défense nationale plus efficace et moins coûteuse.
— Maintien des institutions démocratiques de la Ve République.
— Expansion économique (la France est maintenant le premier pays du monde, Japon excepté, pour la croissance de la production industrielle).
— Progrès social et participation plus large des travailleurs, des étudiants, des citoyens.
— Promotion de l'homme (extraordinaire effort pour l'éducation nationale et la formation permanente) et qualité de la vie.

Sur le plan international, votre député a été invité à poursuivre l'œuvre qu'il avait entreprise en tant que Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances, chargé des Affaires internationales, pour développer la coopération avec les pays de l'Est et il s'est vu confier la présidence de la Chambre de commerce franco-soviétique. Il est également président du groupe parlementaire France-Italie.

Les élections de mars 1973 auront une portée dépassant celui du choix d'un homme, d'un parti ou d'une majorité. Qu'on l'accepte ou qu'on s'y résigne, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, la situation politique de la France est telle que le choix est limité finalement entre la gauche unie et la majorité, et donc en vérité entre deux types de sociétés.

En effet, sous le couvert de la gauche unie, c'est le Parti communiste qui s'apprête à prendre le pouvoir. Il n'y a pas d'exemple que des alliances conclues entre ce dernier et le Parti socialiste ne se soient terminées par l'élimination — au besoin par la force —

de celui-ci. Il n'y a pas d'exemple qu'un parti démocratique, attaché aux institutions républicaines, comme le Parti socialiste, puisse résister aux procédés, à l'absence de scrupules d'un parti totalitaire comme le Parti communiste, pour qui la fin justifie les moyens, tous les moyens même la violence. Seule une majorité cohérente, comme celle qui soutient Georges Pompidou, est en mesure d'éviter à la France l'expérience d'une démocratie populaire, dont les conséquences seraient encore plus dramatiques que celles que connaît le Chili.

Les autres formations politiques qui se présentent à vos suffrages ne peuvent prétendre jouer un rôle déterminant y compris le Mouvement réformateur dont l'audience, quels que soient les sondages d'opinion, se situe entre 10 à 15 %. Du reste, M. Lecanuet n'aspire pas à autre chose qu'à une alliance avec cette majorité, qu'il a tant combattue, renouant ainsi avec la tradition de ces forces d'appoint, qui, sous la IVe République, faisaient et « défaisaient » les gouvernements chaque semaine.

Dans ces conditions, dans un département comme le nôtre et particulièrement dans une circonscription comme la nôtre, dont la seule ville de Champigny-sur-Marne représente plus de la moitié des habitants, il est évident qu'avec mon ami Michel Giraud, nous sommes les seuls à pouvoir faire face au déchaînement des forces communistes, qui veulent reconquérir la majorité au Conseil général du Val-de-Marne.

Forts de l'appui unanime, non seulement de tous les mouvements gaullistes, y compris les gaullistes de gauche, mais aussi de toutes les formations politiques de la majorité, puisque Jacques Duhamel et Joseph Fontanet nous ont donné leur investiture et que Valéry Giscard d'Estaing m'a apporté, en plus de l'investiture des Républicains Indépendants, son soutien personnel, nous voulons livrer, au-delà d'une lutte politique, un véritable combat pour une société humaniste, à l'encontre du matérialisme que nous valent aussi bien le capitalisme que le collectivisme; nous voulons, dans la crise de civilisation actuelle, livrer « un combat pour l'homme » face à la machine, pour l'individu face à la masse.

Telle est l'option fondamentale que les Français ont à prendre lors de ces élections législatives, entre la société libérale et humaniste à laquelle nous sommes attachés et la société de contraintes qu'un parti totalitaire prépare sous le masque de la gauche unie.

Les autres candidats sont totalement inconnus dans notre secteur — et ne le connaissent pas — y compris le candidat socialiste qui ne vient de Villeneuve-Saint-Georges que pour conserver, au profit des communistes, en vue du deuxième tour, les voix de gauche réticentes au P.C.

Seul le candidat qui a pris l'étiquette des réformateurs est de notre secteur, mais respectera-t-il au deuxième tour la politique du mouvement dont il se réclame? Alors que les dirigeants de celui-ci, et particulièrement le président Lecanuet, ont pris une position très nette en invitant à faire barrage au deuxième tour aux candidats de la gauche unie, M. Audfray a refusé jusqu'à présent de prendre l'engagement (que tous les candidats nationaux ont toujours pris — et respecté — dans notre circonscription, où la menace communiste est si forte) de se désister en faveur du candidat national le mieux placé. Il a même refusé de se retirer purement et simplement s'il n'était pas celui-là.

Faut-il rappeler qu'après m'avoir supplié, en 1966, de laisser les conseillers gaullistes voter en sa faveur pour le faire élire maire, il a bénéficié, dans des conditions étranges, au deuxième tour des récentes élections municipales, du retrait de la liste communiste, qui, seul, a assuré sa réélection.

Certains, persuadés que le Parti communiste ne fait jamais de « cadeaux gratuits », étaient convaincus qu'en contre partie, M. Audfray s'était engagé à favoriser l'élection, au deuxième tour des législatives, d'un député communiste. Le moment est-il venu pour lui de « payer sa dette »?

Chaque électeur doit savoir qu'en votant pour M. Audfray (qui a du reste écarté les Radicaux en prenant pour suppléant un agitateur d'extrême droite dont un parte-

naire a déjà failli faire élire volontairement un communiste au Conseil général) il risque de faire le jeu des communistes au deuxième tour.

Voilà pourquoi, pour faire face au péril communiste, masqué sous le couvert de la gauche unie, et renforcé par le comportement d'un autre candidat, il vous faut voter pour :

ROLAND NUNGESSER

47 ans
Député du Val-de-Marne
Maire de Nogent-sur-Marne
Président du Conseil général du Val-de-Marne
Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Ancien Ministre

Investiture de l'Union des démocrates pour la Ve République, des Républicains indépendants (Giscard d'Estaing), du Centre démocratie et progrès (J. Duhamel et J. Fontanet), du Mouvement pour le Socialisme par la participation.
Avec le soutien de l'Union des jeunes pour le progrès, du Mouvement « Femmes-Avenir ».

Remplaçant éventuel :

MICHEL GIRAUD

Maire du Perreux-sur-Marne
Conseiller général du Val-de-Marne
Président du District de la région parisienne

2e CIRCULAIRE

Bryards, Campinois, Nogentais, Perreuxiens,

- Nous voulons d'abord remercier toutes celles et tous ceux d'entre vous qui nous ont accordé leur confiance en nous plaçant en tête de tous les candidats présentés dans notre circonscription.
- En effet, Michel Giraud et moi, avons obtenu dans les deux communes dont nous sommes maires des résultats qui dépassent de beaucoup les moyennes nationales :
  — au Perreux, Michel Giraud a obtenu près de 48 % des suffrages ;
  — à Nogent, j'ai dépassé la majorité absolue avec 51,60 % des suffrages.
- Ces pourcentages nous témoignent de façon remarquable le soutien de nos concitoyens, notamment en comparaison de ceux obtenus par nos concurrents :

— L'un, maire également, n'obtient que 24 % des voix dans sa propre commune où nous en obtenons 36 % ;
— L'autre, candidat officiel du sénateur maire de Champigny et dont le suppléant est le premier adjoint de cette commune n'y dépasse pas 40 %.

Aussi, arrivons-nous, pour l'ensemble des quatre communes, *très largement en tête de tous les candidats* et, en particulier, de tous les candidats nationaux avec près de 39 %, suivis par le socialiste qui n'obtient que 15 % et le réformateur qui ne dépasse pas 13 %.

Le choix pour le deuxième tour est donc simple:

• ou bien le communiste,

• ou bien le candidat de l'Union des républicains de progrès.

— Le premier ne connaît aucun des problèmes de notre circonscription dans laquelle il ne réside que depuis peu de temps. Il n'a, par ailleurs, aucune expérience d'élu puisqu'il n'a toujours été qu'un fonctionnaire du Parti.
— Michel Giraud et moi avons, par contre, présenté le bilan de l'action d'équipe que nous avons menée aux plans local, départemental, régional et national en nous répartissant les tâches.
— Notre programme tend à poursuivre l'action entreprise, notamment au bénéfice de l'Est-Parisien où nous entendons multiplier et développer les équipements qui conditionnent votre mieux-être.
— A travers ce bilan des réalisations, à l'origine desquelles nous sommes l'un et l'autre, vous avez pu apprécier notre préoccupation essentielle de construire une société à l'échelle humaine.

J'ai exposé cette option fondamentale dans le livre « Combat pour l'homme » que j'ai consacré à la crise de civilisation, dans lequel j'ai souligné les échecs de la société collectiviste et ceux de la société capitaliste, l'une et l'autre aboutissant au matérialisme aliénant pour chaque citoyen et chaque citoyenne.

Seule, la restauration d'une philosophie humaniste dans la vie moderne — notamment par l'application de la participation dans tous les domaines d'activité — est de nature à créer une société plus juste et à donner à chaque homme le sentiment d'être plus responsable.

La nécessité de cette mutation, particulièrement importante pour les jeunes en quête d'idéal, m'avait conduit à proposer, dès 1968, l'organisation des « Etats généraux itinérants de la jeunesse ».

Ainsi, face au risque d'une société de contraintes et de servitudes qu'implique nécessairement un régime totalitaire tel que le régime communiste, toutes celles et tous ceux, attachés aux libertés qui conditionnent le mieux-être, se doivent de faire le barrage au candidat communiste dans notre circonscription en votant pour le candidat de l'Union des républicains de progrès.

— Cet appel, nous le lançons également à celles et à ceux qui ne partageaient pas à l'origine toutes nos options sur le plan politique; et d'autant plus volontiers que nous avons fourni la preuve de notre sens de l'ouverture.

• Au Perreux aussi bien qu'à Nogent, Michel Giraud et moi avons composé des équipes municipales d'union comprenant des représentants de toutes les tendances politiques hormis les communistes.

• Au Conseil général du Val-de-Marne, nous avons démontré quel était notre souci de large union, face à la majorité de 1968-1969 dominée par les communistes, en constituant un intergroupe où figurent notamment les indépendants et les membres du Centre démocrate. Une entente très étroite et une collaboration très confiante nous ont ensuite permis d'assurer la cohésion de la nouvelle majorité qui m'a confié la présidence du Conseil général.

— Aussi, pensons-nous offrir les garanties témoignant notre désir de large ouverture, au plan national, vers les hommes de bonne volonté, afin d'assurer l'évolution de notre société, à laquelle aspirent un grand nombre de Françaises et de Français.

• Forts de l'appui de toutes les formations gaullistes, y compris les gaullistes de gauche, ainsi que de toutes les familles de la majorité — en particulier des Républicains indépendants de V. Giscard d'Estaing, du Centre démocratie et progrès de Jacques Duhamel et Joseph Fontanet.

• Ayant reçu le soutien du Centre national des indépendants, dont le président d'honneur est Antoine Pinay,

— nous faisons appel à tous les habitants de nos quatre communes pour qu'après avoir exprimé au premier tour leur opinion en fonction de leurs tendances politiques ils se regroupent maintenant, comme le veut la logique des élections, sur des hommes qu ont fourni la preuve de leurs compétences et qui sont les garants des options fondamentales d'une société libre et humaniste.

Enfin, la position du Mouvement réformateur est nette pour notre circonscription, où il y a péril communiste : le Président Lecanuet a déclaré qu'il fallait barrer la route au Parti communiste. Le Front national, dans le même esprit, nous appuie également.

Campinoises, Campinois,

— Vous qui souffrez déjà de l'emprise du Parti communiste sur votre ville, de sa propagande abusive, de ses procédés souvent intolérables, de sa gestion coûteuse, les impôts de Champigny étant de loin les plus élevés de ceux de toutes les communes environnantes, vous ne pouvez pas admettre que votre député appartienne également au Parti communiste.

Le grand nombre de celles et de ceux d'entre vous qui se rendent à mes permanences ou qui m'écrivent constitue le témoignage du fait que je demeure, avec M. Giraud, votre seul recours devant la mauvaise volonté, les carences ou les pressions de l'appareil communiste.

Bryardes, Bryards, Nogentaises, Nogentais, Perreuxiennes, Perreuxiens,

— Vous ne pouvez pas vous résigner à avoir pour député un membre du comité central du Parti communiste qui préparera la prise en mains de nos communes par le Parti.

Socialistes, qui aspirez à un changement, vous ne pouvez admettre que celui-ci vienne d'un parti totalitaire. Vous ferez confiance, au deuxième tour, à un homme, formé dans l'esprit de la Résistance, au sein d'un mouvement (Libération-Nord) inspiré par la tradition de la gauche socialiste française.

Vous n'avez qu'un seul moyen pour écarter le péril communiste qu'accentue encore :

— D'une part le poids des grands ensembles de plusieurs milliers de logements où les communistes se sont implantés massivement à Champigny ;
— D'autre part, les conséquences d'une fraude électorale sans égal qui révolte tous ceux qui en sont les témoins.

Votez tous dimanche pour le seul candidat d'Union nationale,

ROLAND NUNGESSER

47 ans
Député du Val-de-Marne
Maire de Nogent-sur-Marne
Président du Conseil général du Val-de-Marne
Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Ancien Ministre

Investiture de l'Union des démocrates pour la Ve République, des Républicains indépendants (Giscard d'Estaing), du Centre démocratie et progrès (J. Duhamel et J. Fontanet), du Mouvement pour le Socialisme par la participation (Général Billotte).
Avec le soutien du Centre national des indépendants (Président d'honneur : A. Pinay), de l'Union des jeunes pour le progrès, du Mouvement « Femmes-Avenir ».

Remplaçant éventuel :

MICHEL GIRAUD

43 ans
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Cadre d'entreprise
Maire du Perreux-sur-Marne
Conseiller général du Val-de-Marne
Président du District de la région parisienne

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Vincennes.

M. Robert-André VIVIEN

(Candidat de l'Union des Républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

En votant le 4 mars, vous allez émettre un choix décisif pour votre avenir et pour celui de vos enfants. En effet, ces élections législatives revêtent, pour l'ensemble des Français, une importance encore plus grande que lors des précédentes consultations. Agitant un catalogue de promesses mirifiques, la coalition socialo-communiste propose un modèle de société qui porterait atteinte à la propriété, même la plus modeste, à l'épargne, même la plus faible, à la liberté d'entreprise, même dans les affaires de dimension limitée, à la liberté d'expression. En bref, à toutes nos libertés. Certes, des changements sont indispensables parce que le monde moderne l'exige, parce qu'il faut toujours plus d'égalité entre les Français et plus de justice pour tous.

Mais vous refuserez l'aventure que propose le programme commun et les conséquences désastreuses qu'elle ferait subir à notre économie.

Car, Roland Vernaudon et moi-même, candidats de l'Union des républicains de progrès, sommes en mesure de vous présenter un bilan qui peut se résumer en quelques mots : la France est désormais placée sur la voie du progrès économique et social grâce à l'action du général de Gaulle poursuivie par Georges Pompidou et la majorité qui l'a soutenue.

Vous m'avez élu en 1962, 1967 et 1968 pour mener à bien cette politique qui vise non seulement à faire participer toutes les catégories sociales, surtout les plus déshéritées, aux fruits de la croissance générale, mais aussi à associer les Français aux décisions qui les concernent, tant au niveau de la vie locale que dans le monde du travail. Les réformes communales et régionales ainsi que l'instauration progressive de la participation dans les entreprises en témoignent.

Ces élections ne sont donc pas, comme les communistes et leurs otages veulent le faire croire, un duel entre la droite et la gauche, entre le conservatisme et le progrès.

Il s'agit d'un choix de société dont l'importance est capitale pour la France et les Français.

Fort de nos réalisations, nous vous proposons :

I. — Une France active dans le monde qui jouera un rôle pilote dans une Europe solidaire, organisée et indépendante.

II. — Une France plus prospère qui maintiendra notre taux d'expansion et deviendra ainsi la première puissance économique de l'Europe et la quatrième du monde avec la qualité de vie en plus.

Nous vous proposons de :

— Garder la priorité au plein emploi.

— Développer l'effort engagé pour mieux adapter les offres et les demandes d'emploi : par la formation professionnelle, le recyclage, l'information.

— Augmenter le niveau de vie moyen, d'au moins 25 % en cinq ans.

— Equiper la France et les Français :

- loger ou reloger 10 millions de Français, un sur cinq, en cinq ans (objectif : 600.000 logements par an);
- construire 4.000 kilomètres d'autoroutes en cinq ans (total 1978 : 6.000);
- doubler le nombre des abonnés au téléphone (10 millions), automatiser entièrement le réseau et assurer la fluidité du trafic.

III. — Une société plus juste.

— Par une participation plus équitable aux fruits de la prospérité :

1° des personnes âgées :

- en mettant progressivement en application le droit à la retraite au taux plein à partir de 60 ans;
- en adoptant une « charte du troisième âge », améliorant les conditions de la vie pratique (par exemple : gratuité des transports urbains, gratuité des soins médicaux pour les personnes exonérées de l'impôt sur le revenu);

- en doublant le minimum vieillesse et abrogeant la référence à l'obligation alimentaire;

2° des travailleurs : en continuant de faire augmenter le SMIC plus vite que les salaires moyens; en allégeant l'impôt sur les revenus les plus faibles.

3° des fonctionnaires : en faisant augmenter leurs salaires comme ceux du secteur privé.

— En faisant progresser encore l'égalité des chances :

par la gratuité des frais de scolarité obligatoire; par l'adaptation des programmes à la vie active et l'amélioration de la formation des maîtres; en accueillant tous les enfants à partir de 2 ans dans les classes maternelles et en allégeant leurs effectifs.

IV. — Une société plus responsable.

— Grâce à une vie démocratique mieux enracinée et plus décentralisée : en faisant passer des communes à l'Etat, la charge des frais de fonctionnement de tous les C.E.S. et les C.E.G.; en abaissant à 19 ans l'âge de la majorité civile et politique.

— Par la participation dans l'entreprise et la dignité du travailleur : en généralisant l'intéressement aux bénéfices et l'actionnariat ouvrier; en organisant dans les entreprises la participation effective du personnel aux responsabilités; en régéralisant la mensualisation.

V. — Une société plus humaine.

- Pour les travailleurs : en favorisant le développement des horaires aménagés; en réglementant et en contrôlant mieux les conditions de travail; en supprimant progressivement le travail à la chaîne.
- Par la promotion du travail indépendant : en défendant et promouvant l'artisanat et le commerce indépendant (loi d'orientation du commerce), les petites et moyennes entreprises.
- Par la promotion de la femme : en facilitant l'accès des femmes à tous les emplois publics; en généralisant le mi-temps ou les horaires libres pour les mères qui le souhaitent; en développant l'information familiale et en adaptant les textes sur la régulation des naissances.
- Pour la famille : en garantissant la progression des allocations familiales et en simplifiant les prestations; en améliorant l'aide aux handicapés; en lançant un programme prioritaire de construction pour les jeunes ménages.
- Dans la vie quotidienne : en développant l'action engagée en faveur de l'amélioration de l'habitat ancien et de la rénovation des îlots insalubres; en améliorant les transports en commun; en développant les équipements sportifs; en imposant la rédaction en langage compréhensible des textes administratifs et judiciaires et en facilitant les rapports entre le citoyen et l'administration; en donnant aux élus locaux, grâce à une décentralisation effective, les moyens d'agir en responsables pour développer les activités sociales et améliorer la qualité de la vie.

Ce programme ne peut être réalisé que si vous me renouvelez votre confiance le 4 mars en confirmant massivement votre volonté d'œuvrer plus encore dans le sens du progrès, dans la justice sociale et les libertés, pour le bonheur des Français, la grandeur de la France et l'avenir de l'Europe.

ROBERT-ANDRÉ VIVIEN

Ancien Ministre
Votre député de 1962 à 1969
Conseiller municipal en 1947
Membre du Bureau exécutif de l'U.D.R.
Président de la Fédération U.D.R. du Val-de-Marne
Industriel
Né le 24 février 1923 à Saint-Mandé (94)
Marié, deux enfants
Ancien des Forces françaises libres
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille militaire
Croix de guerre 39-45 et des T.O.E.
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés

Remplaçant éventuel:

ROLAND VERNAUDON

Député sortant
Conseiller général du Val-de-Marne
Premier Maire-Adjoint de Vincennes
Ancien Secrétaire de l'Assemblée Nationale
Vice-Président du Groupe
« Présence et Action du Gaullisme »
Membre du Bureau politique du groupe des députés U.D.R.
Attaché des Services extérieurs de la Préfecture de Paris
Né le 19 août 1927 à Alleyrat (Creuse)
Marié, quatre enfants
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

Le comité de soutien de Robert-André Vivien et Roland Vernaudon composé de Messieurs les Parlementaires et Conseillers généraux, Mesdames et Messieurs les maires, maires-adjoints et conseillers municipaux du Val-de-Marne U.D.R., R.I., C.D.P., vous demande de voter dès le premier tour, le 4 mars 1973, pour Robert-André Vivien, candidat unique de la majorité, investi par l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République, et soutenu par l'U.J.P., le M.S.P. et « Femmes-Avenir C.F.E.I. ».

Le Président de la République Georges Pompidou, concluait son intervention du 8 février en déclarant :

« En vérité, s'il veut bien persévérer, je vous prédis que notre pays aura de plus en plus dans le monde, une place et une influence grandes et dignes de ce que nous sommes; et que nos enfants connaîtront dans une société libre, dans une société humaine, dans une société juste, une qualité de vie dont personne n'aurait osé rêver il y a vingt ans.

« Voilà le sens de ma vie et ce à quoi je m'attache et je m'attacherai, si l'on m'en laisse les moyens. »

Electrices et électeurs de Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay-sous-Bois, vous les lui donnerez, ces moyens que le Président de la République vous réclame afin de poursuivre l'œuvre entreprise par le général de Gaulle, en votant massivement, dès le premier tour, le 4 mars prochain, pour ses candidats, vos élus : Robert-André Vivien et Roland Vernaudon.

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au nom de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République, que j'ai l'honneur avec Roland Vernaudon, de représenter dans notre septième circonscription du Val-de-Marne, je remercie les 20.305 électrices et électeurs de Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay-sous-Bois qui, par leurs suffrages, nous ont placés en tête dès le premier tour.

Jamais, comme je n'ai cessé de le rappeler pendant cette campagne, le danger de la mainmise du totalitarisme communiste sur notre circonscription et sur la France n'a été aussi grand.

En effet, comme le proclame triomphalement M. Bayeurte, si l'on totalise les voix obtenues au premier tour, par le candidat du Parti communiste et ses complices, pour la première fois le 11 mars, le député de Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay-sous-Bois serait communiste !

En nous souvenant de ce qui unit et en oubliant ce qui a pu nous séparer, nous pourrons triompher de ce danger mortel pour notre avenir et celui de nos enfants.

Et c'est pour cela que j'appelle toutes les électrices et tous les électeurs qui refusent de se prêter à cette opération suicidaire à rejoindre ceux qui, dès le premier tour, m'ont fait confiance pour défendre nos libertés.

Voilà pourquoi le vote de chacune et chacun de vous, le 11 mars, sera fondamental pour le destin de la France et le bonheur des Français.

Tous unis, nous vaincrons, pour que vivent Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay-sous-Bois, pour que vive la France.

Souvenez-vous que s'abstenir, c'est voter communiste mais que voter et faire voter Robert-André Vivien et Roland Vernaudon, c'est voter pour la France.

ROBERT-ANDRÉ VIVIEN

Ancien Ministre
Votre député de 1962 à 1969, année de son entrée au Gouvernement
Votre conseiller général depuis 1959
Conseiller municipal en 1947
Membre du Bureau exécutif de l'U.D.R.
Président de la Fédération U.D.R. du Val-de-Marne
Industriel
Né le 24 février 1923 à Saint-Mandé (94)
Marié, deux enfants
Ancien des Forces françaises libres
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille militaire
Croix de guerre 39-45 et des T.O.E.
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés

Remplaçant éventuel :

ROLAND VERNAUDON

Député sortant
Conseiller général du Val-de-Marne
Premier Maire-Adjoint de Vincennes
Ancien Secrétaire de l'Assemblée Nationale
Vice-Président du Groupe
« Présence et Action du Gaullisme »
Membre du Bureau politique du groupe des députés U.D.R.
Attaché des Services extérieurs de la Préfecture de Paris
Né le 19 août 1927 à Alleyrat (Creuse)
Marié, quatre enfants
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chennevières-sur-Marne, Boissy-Saint-Léger, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges.

M. Maxime KALINSKY

(Candidat du Parti communiste français
pour l'union populaire et la victoire du programme commun)
élu le 11 mars 1973
(C.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

J'ai l'honneur de solliciter vos suffrages. Maire de Villeneuve-le-Roi, conseiller général, avec mon ami Julien Duranton, maire de Valenton, conseiller général de Villeneuve-Saint-Georges, le bilan des réalisations dans nos communes est connu de tous. Nous connaissons les problèmes de la circonscription et avons toujours agi pour la défense de vos revendications.

Elu député, j'aurai plus encore de moyens pour vous servir.

Toutes mes rencontres témoignent des difficultés croissantes que vous rencontrez : hausse des prix, des loyers et des charges, salaires, pensions et retraites insuffisants, fiscalité écrasante, transports inadaptés et onéreux, insécurité de l'emploi, manque de logements, d'équipements scolaires et sociaux, environnement qui se dégrade. La vie est difficile pour les habitants de nos communes.

La responsabilité de cette situation incombe au député U.D.R. sortant Poirier, qui soutient et défend la politique néfaste appliquée depuis quinze ans par le pouvoir, laisse la circonscription dans l'état de sous-équipement le plus criant de la région parisienne.

On comprend dès lors la présence de Duchesne, candidat des réformateurs qui négocient leur venue au pouvoir, celle du Comte d'Ormesson qui voudrait, comme en 1962 et 1967, sauver Poirier.

Les promesses pour demain, la virulence de la campagne anti-communiste, la pression éhontée exercée sur l'électorat pour tenter de sauver le siège de l'U.D.R. expriment leurs inquiétudes.

Oui, votre vie peut changer.

Dans le calme et la démocratie, vous pouvez avoir plus de bien-être, plus de sécurité, plus de liberté, plus de temps de vivre, de participer aux décisions qui engagent votre avenir.

C'est possible avec le programme commun des partis de gauche, qui donne la priorité à l'amélioration de la vie des familles, à commencer par les plus modestes, qui mettra en œuvre une politique de progrès, de prospérité, de démocratie, d'indépendance nationale et de paix.

Sur cette base, après de multiples entretiens, j'ai élaboré un programme pour vivre mieux dans notre circonscription, qui constitue un contrat de législature, et tient compte des besoins urgents, des particularités de notre secteur.

Avec mon ami Julien Duranton, je m'engage à le réaliser.

Je m'engage aussi à poursuivre mon action pour renforcer l'union de la gauche, des forces démocratiques et nationales, l'union des travailleurs manuels et intellectuels, des femmes, des hommes qui, quelles que soient leurs opinions philosophiques et religieuses, aspirent à une vie meilleure, à une société plus juste, à modifier positivement la vie de nos communes.

La collaboration étroite qui existe au sein du conseil municipal d'union de Villeneuve-le-Roi, mon activité de conseiller général, d'animateur du comité de défense des Riverains de l'aéroport d'Orly, témoignent de ma volonté d'unir tous ceux qui veulent agir concrètement pour améliorer la vie de nos communes et de leurs habitants.

Mes engagements sont précis. Ils ont valeur de contrat. Je les tiendrai. Vous l'avez sans doute vérifié, les communistes respectent toujours leurs engagements.

J'appelle tous ceux qui, quelquefois, n'ont pas voté pensant que cela ne changerait rien, à ne pas laisser cette fois passer la chance d'améliorer durablement leur vie. En m'accordant vos suffrages, votre voix s'exprimera demain à l'Assemblée Nationale. Fort de votre confiance, j'œuvrerai résolument à la mise en œuvre de tout le programme commun, à la préservation et au renforcement de l'union réalisée.

Ici, le choix est clair, comme le montre le résultat des précédents scrutins, plus nombreux seront les électeurs qui, dès le premier tour, rejoindront ceux qui m'ont toujours honoré de leur confiance, plus sûrement sera garantie la défaite de l'U.D.R., la victoire de la Gauche et du programme commun de Gouvernement.

Vous pouvez compter sur moi, comme je compte sur vous.

MAXIME KALINSKY

14 objectifs :

Un contrat pour vivre mieux dans la huitième circonscription (extraits du programme édité en brochure).

- Pouvoir d'achat, conditions de travail, revendications sociales.

— Priorité aux mesures sociales.
— Augmentation des salaires et retraites.
— Blocage des prix et loyers.
— Semaine de 40 heures en cinq jours.
— Droit à une retraite décente et complète à 60 ans et à 55 ans pour les femmes.
— Défense permanente des revendications de la population laborieuse.

- Emploi - Industrie - Commerce.

— Arrêt de la politique de décentralisation et de concentration.
— Création de cinq pôles d'activité et de 5.000 emplois immédiatement.
— Elimination progressive du chômage.
— Défense du petit commerce et de l'artisanat contre les grandes surfaces.

- Transports moins chers et mieux adaptés.

— Mise en place d'un réseau public de transports en commun.
— Prolongement de la ligne de métro n° 8.
— Réalisation des voies routières indispensables, création de parkings gratuits.
— Carte de transport payée par l'employeur.

• Logement social et urbanisme.

— Construction prioritaire de logements sociaux.
— Foyers-logements pour les jeunes et les personne âgées.
— Urbanisation harmonieuse en conservant la physionomie de nos communes.
— Pas d'expropriations spoliatrices.

• Enseignement.

— Gratuité intégrale.
— Déblocage des crédits pour les constructions scolaires (C.E.T., lycée technique et classique, C.E.S.).
— Prise en charge des handicapés.

• Vie culturelle.

— Liberté de création, d'expression et d'information.
— Allongement du temps de loisirs et mise en place des équipements nécessaires.

• Santé.

— Extension de la sécurité sociale.
— Création de centres de santé et de dépistage.
— Ouverture au public de l'hôpital de Limeil-Brévannes.

• Conditions féminines, enfance, famille.

— Egalité dans le travail, la famille, la société (salaires, formation, responsabilités...).
— Construction immédiate de crèches.
— Développement de la protection maternelle et infantile.
— Libre choix du nombre d'enfants.

• Personnes âgées.

— Augmentation et réversion des retraites et pensions.
— Avantages en matière de logement, de transport, de fiscalité.

• Jeunesse et sport.

— Chances égales pour tous, pour l'éducation, le métier, le travail, les loisirs, les sports, la culture.
— Majorité et droit de vote à 18 ans, service militaire de 6 mois.

• Lutte contre le bruit et protection des espaces verts.

— Amélioration du cadre de vie et de l'environnement.
— Sauvegarde des massifs boisés mis à la disposition de la population.
— Application de toutes les possibilités pour réduire les bruits des avions et éliminer les nuisances.

• Financement - Fiscalité.

— Réforme fiscale en allégeant les impôts payés par les travailleurs.
— Nationalisation, planification et gestion démocratique, élimination des gâchis.

• Liberté, vie démocratique.

— Participation réelle.
— Garantie et extension de toutes les libertés individuelles et collectives.
— Représentation proportionnelle.

• Paix, défense nationale, indépendance.
— Initiatives pour la paix et la sécurité collective.
— Renonciation à la force de frappe.
— Coopération avec tous les pays sans discrimination.

MAXIME KALINSKY

Maire de Villeneuve-le-Roi
Conseiller général
Président du Comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports
Fils de déporté de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JULIEN DURANTON

Maire de Valenton
Conseiller général de Villeneuve-Saint-Georges
Membre du Conseil d'administration du syndicat des transports parisiens

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les 24.033 électrices et électeurs qui m'ont accordé leur confiance et m'ont placé pour la première fois en tête de tous les candidats, approuvant ainsi clairement la politique définie par le programme commun de la gauche.

Le progrès de l'ensemble des partis de gauche et le recul important de l'U.D.R. et de la réaction, enregistré dans notre circonscription, tout comme à l'échelon national, soulignent l'aspiration au changement d'une majorité de Français et de Françaises. Mais la majorité parlementaire compte sur l'injuste loi électorale actuelle pour se voir reconduite, avec l'appoint éventuel d'autres candidats soi-disant indépendants, tel le Comte d'Ormesson. Elle en tirerait argument pour aggraver encore sa politique de hausse des prix, d'impôts trop lourds, de dilapidation de l'argent de l'Etat au profit d'une minorité privilégiée.

Pour s'opposer à ce danger, pour faire échec à toutes les manœuvres en vue de conserver ce siège à la droite, pour confirmer leur désir de changement, j'appelle tous les démocrates, tous les républicains de progrès à m'accorder massivement leur confiance dimanche.

Conformément aux accords conclus entre tous les partis de gauche, je deviens au second tour le candidat unique de tous les hommes de gauche, de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales.

Vous ne vous laisserez pas abuser par ceux qui professent l'exclusive et jettent l'anathème.

J'entends être loyalement le candidat et l'élu de toutes celles et de tous ceux qui, quelles que soient leurs opinions ou leur croyance, quel que soit leur vote du premier tour, aspirent à une politique nouvelle de justice sociale et de progrès économique.

MAXIME KALINSKY

MAXIME KALINSKY

Maire de Villeneuve-le-Roi
Conseiller général
Président du Comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports
Fils de déporté de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JULIEN DURANTON

Maire de Valenton
Conseiller général de Villeneuve-Saint-Georges
Membre du Conseil d'administration du syndicat des transports parisiens

Candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates présentés par le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Mouvement de la gauche radicale.

Déclaration de Jean-Michel Rosenfeld candidat du Parti socialiste et d'Alain Baronna, suppléant.

Appel aux électeurs socialistes.

En votant massivement le 4 mars pour le candidat du Parti socialiste dans la huitième circonscription (plus de 10.000 voix, ce qui ne s'était jamais vu), vous avez prouvé votre volonté de changement et vous avez participé activement à l'échec sévère de MM. Poirier et d'Ormesson.

Dimanche 11 mars, vous confirmerez votre vote du 4 mars en reportant intégralement vos suffrages sur Maxime Kalinsky, candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates.

VAL-D'OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : l'Isle-Adam, Magny-en-Vexin, Marines, Pontoise.

M. Michel PONIATOWSKI

(Candidat de l'Union des républicains de progrès. R.I.)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au cours de cette législature, j'ai fait de mon mieux pour aider les collectivités locales et les habitants de la circonscription à résoudre leurs difficultés, à préparer l'avenir. Je les ai représentés et défendus auprès des administrations.

J'ai tenu depuis 1968 plus de 400 permanences et j'ai reçu 6.500 d'entre vous, et c'est plus de 65.000 lettres que j'ai échangées avec vous pour assurer la défense des problèmes qui vous préoccupent ou qui concernent les collectivités locales et les municipalités de la circonscription.

Je suis décidé, avec mon suppléant et ami Yves de Kerveguen, à poursuivre pour notre département des actions précises portant sur :

— Effort très accru pour les bas salaires, les personnes âgées, les handicapés.
— L'amélioration des transports.
— Le développement des activités de sport, de culture et de loisirs.
— La protection de la nature et de l'environnement.
— Effort croissant pour les équipements collectifs (Education nationale, routes et P.T.T.).
— Priorité au plein emploi.

Au-delà des questions propres au Val-d'Oise, je m'efforcerai de poursuivre sur un plan national une politique assurant à la fois :

— la poursuite de notre expansion économique;
— une plus juste et plus humaine répartition de la richesse produite.

A l'Assemblée Nationale, j'ai cherché à vous représenter au mieux de notre intérêt national et je n'ai voté que des lois qu'en conscience j'estimais correspondre à l'intérêt général.

En votant Républicain Indépendant - U.R.P. vous votez pour :

— le soutien à l'action du Président de la République, M. Georges Pompidou, garant de nos institutions;
— le rejet de la société communiste qui cherche à nous imposer une dictature collectiviste.

En votant républicain indépendant vous votez pour :

Les équipements :

L'effort déjà spectaculaire entrepris sera amplifié. Nous atteindrons 6.000 kilomètres d'autoroutes en 1978. L'automatisation du réseau téléphonique sera totale dans quatre ans et la fluidité du trafic assuré. Quatre créations ou extensions de centraux par jour, à partir de 1973. 18 millions de postes au total en 1977. 4 millions d'abonnés supplémentaires.

Dans le domaine des transports, l'objectif primordial sera l'amélioration des transports publics dans les agglomérations par l'adoption de formules nouvelles (aérotrain, métro aérien, desserte cadencée), par l'augmentation, en fréquence et en qualité des services.

Les femmes :

Poursuivre l'évolution très largement amorcée : facilités données aux femmes pour concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale (construction, par exemple, de 2.000 crèches et garderies nouvelles), généralisation du travail à mi-temps et horaires libres.

Développer la formation professionnelle des travailleuses.

Accélérer l'accès des femmes à tous les emplois publics.

Développer l'information familiale et adapter les textes sur la régulation des naissances.

Les commerçants :

Faire bénéficier le commerce indépendant de protections et d'avantages sociaux comparables à ceux que reçoivent les autres. C'est une exigence de justice impérieuse dans ce secteur en mutation.

Des projets de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ont été déposés par le Gouvernement sur le bureau du Parlement et seront discutés à la prochaine session. Ces textes permettront au commerce indépendant de se développer et de mieux affffronter la concurrence avec les autres formes de distribution.

Les jeunes et l'éducation :

Nationaliser tous les C.E.S. et C.E.G., allégeant ainsi les charges des communes.

Réaliser la gratuité totale de l'enseignement obligatoire (livres de classe, fournitures, transports scolaires).

Accueillir dans des classes maternelles, en milieu urbain et rural, les enfants à partir de deux ans.

Les personnes agées et retraitées :

L'allocation minimum vieillesse sera doublée avant 1978. L'équipement sanitaire et social développé et le maintien à domicile assuré par une aide médicale et ménagère et grâce au personnel accru.

La référence à l'obligation alimentaire pour l'aide sociale sera abrogée.

Une loi-cadre pour le troisième âge sera proposée au Parlement pour l'amélioration de la protection sociale des personnes âgées (en cas de maladie notamment) et de leur condition de vie : gratuité des transports publics quotidiens et des frais médicaux pour celles non assujetties à l'impôt sur le revenu.

Poursuivant dans la même voie l'amélioration du sort des retraités et favorisant le choix de l'âge de la retraite, une revalorisation des pensions sera réalisée : doublement du minimum vieillesse avant la fin de la législature.

Retraite à 60 ans si les intéressés le désirent.

Les travailleurs :

Après la mensualisation, la formation permanente, la politique contractuelle, la revalorisation des bas salaires, il faut procéder à :

— la recherche de formules nouvelles pour limiter le travail à la chaîne et humaniser les conditions de travail;
— l'augmentation de 50 % du S.M.I.C. au cours de la durée normale de la législature.

La famille :

Un contrat de progrès avec les représentants des familles sera discuté en vue de garantir l'accroissement régulier des allocations, une amélioration des aides aux handicapés et à leur famille, une refonte de l'ensemble des prestations dans le sens d'une simplification.

La santé et les handicapés :

L'action entreprise sera poursuivie. L'équipement hospitalier développé. La recherche médicale intensifiée. La réforme hospitalière entièrement réalisée avec la modernisation des hôpitaux vétustes.

L'action en faveur des handicapés sera poursuivie, notamment par la réserve d'emplois de plus en plus nombreux adaptés à leur état. L'assurance maladie sera révisée en vue d'une simplification des règlements et des formalités dans le respect de la conception libérale de la médecine.

Voter Républicain Indépendant, c'est orienter la majorité nouvelle vers les positions que j'ai toujours défendues, centristes, libérales, européennes; c'est assurer un meilleur équilibre entre le Gouvernement et le Parlement; c'est voter pour conduire le présent dans la sécurité, assurer l'avenir dans la liberté, garantir le progrès dans l'ordre.

Michel PONIATOWSKI

Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire - Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

Yves de KERVEGUEN

Conseiller général
Président de la Commission de l'équipement du Val-d'Oise

2e CIRCULAIRE :

Chères électrices, chers électeurs,

Des résultats du premier tour nous pouvons ensemble tirer deux conclusions :

— Tout d'abord un très grand remerciement car, plus nombreux encore qu'en 1967 et 1968, vous avez approuvé l'effort que j'ai poursuivi avec mon suppléant Yves de Kerveguen. De cette marque d'estime et de confiance, je tiens à remercier chacune et chacun de vous très vivement.

— Ensuite, la promesse de promouvoir une société plus juste, plus humaine et plus équitable face à la société marxiste, autoritaire et totalitaire proposée par certains qui ne respectera aucune de nos libertés personnelles et sera tôt ou tard dominée par le seul parti communiste.

Aussi, j'appelle à me soutenir tous ceux qui souhaitent une majorité renouvelée, centriste, sociale et européenne que je représente dans cette circonscription et qui regroupera les hommes de progrès refusant toute forme de régime autoritaire collectiviste et de contrainte.

MICHEL PONIATOWSKI

Député sortant

Remplaçant éventuel :

YVES DE KERVEGUEN

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cormeilles-en-Parisis, Taverny.

M. Claude WEBER

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

VOTRE VIE DOIT CHANGER.

La crise du régime aggrave vos difficultés.

Prix, impôts, prestations sociales : le pouvoir d'achat se dégrade.

Cadences, longues journées, accidents, temps de transports : pour la classe ouvrière le travail est toujours plus dur.

Les conditions de vie et de travail se détériorent.

Instabilité de l'emploi, chômage : l'inquiétude et l'insécurité gagnent tous les salariés.

Dans un pays riche et prospère, la gêne s'installe dans les foyers.

Le paysan ne peut plus vivre d'une terre qu'il travaille et qu'il aime.

L'ingénieur, le technicien, le cadre, l'intellectuel de toute discipline ne peut plus déployer ses aptitudes créatrices.

L'artisanat, le petit commerce sombrent tandis que s'enrichissent les grandes sociétés.

L'impôt épargne la finance mais accable les familles aux revenus modestes.

L'argent gangrène la société.

Les femmes subissent des discriminations.

La jeunesse est la grande sacrifiée du régime.

Les personnes âgées vivent dans le dénuement.

Les Français sont privés du droit de choisir, de décider, de participer.

Un parti dominateur campe dans l'Etat où il règne sans partage. Le pouvoir autoritaire multiplie les atteintes aux libertés démocratiques de la nation.

Tributaire des impératifs de la stratégie américaine, notre pays ne peut jouer pleinement son rôle dans le concert des grandes nations.

Immoralité, corruption, scandale : la majorité sortante achève son règne dans une atmosphère de fin de régime.

Cela ne peut plus durer.

Les hommes au pouvoir depuis quinze ans vous promettent soudainement pour demain ce qu'ils n'ont pas fait ou ce qu'ils ont refusé depuis tant d'années.

En réalité, leur seul programme aujourd'hui réside dans les attaques les plus basses, les plus grossières et les plus mensongères qu'ils dirigent contre notre Parti.

Voter communiste, c'est voter pour le Parti qui, depuis des années, a agi inlassablement en faveur de l'Union de la gauche sur la base d'un programme commun, lequel a le mérite d'offrir, à présent, des perspectives claires à notre Pays.

Voter communiste c'est garantir le succès du programme commun.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1.000 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allégement de la fiscalité pesant sur la population, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

L'application du programme se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la Paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations, et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Dans notre département et dans notre circonscription, l'application du programme commun permettra de mieux vivre :

— en développant les transports en commun (lignes R.A.T.P. - voie ferrée de la Nancelle - ligne Ermont-gare Saint-Lazare);
— en créant des emplois nouveaux dans les zones industrielles existantes;
— en promouvant un urbanisme humain, grâce à une concertation effective élus-population;
— en construisant les établissements hospitaliers et scolaires indispensables (en particulier lycées, collèges d'enseignement technique, instituts médico-pédagogique et écoles de perfectionnement);
— en faisant disparaître les pollutions (comme Lambert et Lafarge à Cormeilles) et en interdisant qu'il s'en crée d'autres (comme ce qui est en projet sur Chauvry, Béthemont, Frépillon et autres communes sises à proximité de la butte de Montmorency);
— en donnant aux collectivités locales (département et communes) les moyens financiers nécessaires pour réaliser les équipements les plus urgents et qui font cruellement défaut.

Vous voterez communiste parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible sans un Parti communiste fort et largement représenté au Parlement.

Vous voterez communiste parce que le Parti communiste français a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche, pour un changement démocratique.

Vous voterez communiste parce que le renforcement du Parti communiste est une garantie essentielle de l'application du programme commun, et notamment des mesures sociales, expression fidèle de vos besoins et de vos aspirations.

Electeurs, électrices vous voulez un changement de politique.

Alors n'accordez pas vos suffrages à J. Richard, le député U.D.R. qui, durant cinq ans, a voté toutes les mesures néfastes présentées par le Pouvoir et qui a repoussé les propositions constructives de la gauche... N'accordez pas non plus vos suffrages au candidat du Centre des indépendants de M. Pinay, le Docteur Blonde, ni à celui du Centre démocrate de M. Lecanuet, M. Barat.

Demain, ils se hâteraient, s'ils étaient élus, de rejoindre la majorité sortante afin de poursuivre cette politique que vous entendez condamner par votre vote.

Pour battre la réaction dans notre circonscription votez efficace.

Accordez massivement votre confiance, dès le premier tour à

CLAUDE WEBER

Professeur de C.E.S. — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

MICHEL MARTINEZ

Agent de maîtrise

candidats du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun.

2e CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Le premier tour des élections législatives a vu, dans tout le Pays, l'U.D.R. et ses alliés subir de lourdes pertes.

Les Français ont ainsi manifesté avec force leur volonté de changement et leur désaveu de la politique pratiquée par l'ex-majorité.

Dans la deuxième circonscription, l'U.D.R. Richard perd 7.002 voix (soit 22 %) par rapport à 1968.

Claude Weber est en tête de tous les candidats.

Avec 14.424 suffrages, il gagne 1.974 voix sur le premier tour de 1968.

Le total des voix de gauche atteint 47 %.

A tous ceux qui ont exprimé leur accord avec le programme commun et la gauche doivent venir s'ajouter les nombreux démocrates souhaitant un véritable changement.

Pas une voix des socialistes, des radicaux, du P.S.U.

Pas une voix des électeurs démocrates ne doit manquer, dimanche prochain, à Claude Weber.

Pour battre l'U.D.R. Richard, pour un changement réel. Bloquez vos voix sur :

CLAUDE WEBER

Candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Déclaration commune du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Mouvement des radicaux de gauche.

Comme dans le reste du pays, le premier tour des élections est marqué dans le Val-d'Oise par une profonde volonté de changement.

La majorité sortante et ses représentants sont en échec. Par rapport à 1968 ils perdent 19.345 voix. Les formations ayant signé le programme commun de gouvernement bénéficient d'une forte poussée. La gauche totalise 161.878 voix soit 34.907 voix de plus qu'en 1968.

Dans la troisième circonscription Argenteuil-Bezons, Léon Feix seul député de gauche sortant est réélu dès le premier tour.

Au deuxième tour, la gauche peut infliger un nouvel échec à la majorité. Le suffrage universel a placé en tête : dans la 1re circonscription Fernand Chatelain, dans la 2e circonscription Claude Weber, dans la 4e circonscription Claude Gatignon, dans la 5e circonscription Henry Canacos.

Ils bénéficient du désistement des candidats du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche.

Les Fédérations du Val-d'Oise du Parti communiste français, du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, décident de mener avec les candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates une campagne active pour rassembler tous ceux qui veulent un véritable changement pour une politique de progrès et de justice sociale.

Ce changement est inscrit dans le programme commun de gouvernement que la gauche unie vous appelle à soutenir et à faire triompher.

Dans un communiqué, la Fédération du Val d'Oise du Parti socialiste unifié « appelle... Pour battre l'U.D.R. et ses Alliés... A voter au deuxième tour pour Claude Weber, candidat de la gauche arrivé en tête ».

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Argenteuil, Bezons.

M. Léon FEIX

(Candidat du Parti communiste français.)

élu le 4 mars 1973

(C.)

Electrices, électeurs,

Le 4 mars prochain, vous êtes appelés à voter pour renouveler l'Assemblée Nationale.

Les élections ont une importance exceptionnelle pour l'avenir du pays.

En effet, les efforts déployés par notre Parti, depuis de nombreuses années, ont abouti à l'établissement d'un programme commun de gouvernement entre le Parti communiste français, le Parti socialiste et les radicaux de gauche.

Le programme commun fait trembler les tenants du pouvoir, les hommes des banques et des monopoles.

Le choix est entre deux politiques.

Ou bien la poursuite et l'aggravation de la politique réactionnaire et antisociale du pouvoir actuel, au service de quelques privilégiés de la fortune. Politique défendue dans notre circonscription par MM. Valéry-Radot, Christol, Mme Mac Kay et M. Doléac qui, ne l'oublions pas, fut suppléant du candidat U.D.R. en 1968.

Ou bien l'avènement d'une politique nouvelle, de progrès et de justice sociale au service de l'ensemble de notre peuple et définie dans le programme commun.

Vivre mieux, c'est possible !

Le programme commun de Gouvernement répond à ce souhait puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Notamment dans l'immédiat :

— le relèvement général des salaires, pensions et retraites;
— le salaire minimum à 1.000 F par mois pour 40 heures par semaine;
— le droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes;
— la réduction du temps de travail;
— le droit de vivre dans des conditions décentes pour les personnes âgées et les handicapés;
— l'allégement de la fiscalité qui touche particulièrement la population laborieuse;
— la mise en œuvre d'une politique de logement social;
— l'extension des droits des salariés dans la vie des entreprises;
— le remboursement à 80 % des frais médicaux.

L'application du programme commun se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives réelles pour la jeunesse, notamment par une nouvelle politique de l'éducation nationale.

Les intérêts du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique et sociale sera démocratisée à tous les échelons.

La politique extérieure contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens financiers existent pour opérer ces changements.

Parmi eux :

— Une nouvelle politique économique s'appuyant sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations : pour Argenteuil, Dassault; pour Bezons, la Cellophane du groupe Péchiney-Ugine-Kulhmann et la C.I.T., les Câbles de Lyon et Le Joint français du groupe Compagnie générale d'électricité.

— Une planification démocratique qui permettra une expansion plus rapide au service du progrès social.

— La fin du gâchis des ressources nationales et des privilèges exorbitants accordés aux grosses sociétés telle Dassault.

— Une lutte efficace contre l'inflation et la spéculation.

Le programme commun permettra sur le plan communal d'arrêter l'augmentation des impôts.

Grâce à des moyens financiers nouveaux :

— remboursement de la T.V.A.,

— augmentation des subventions,

— emprunts à plus long terme et à taux d'intérêt réduit,

— suppression des transferts de charges de l'Etat.

Ces moyens faciliteront la poursuite, à un rythme plus rapide, des équipements indispensables à la population.

La gestion des élus communistes depuis 1925 à Bezons et depuis 1935 à Argenteuil, la confiance sans cesse accrue de la population des deux villes montrent que les communistes ont toujours mis en accord leurs paroles et leurs actes.

Ce que nous avons fait dans nos deux communes, malgré les contraintes du pouvoir réactionnaire, nous sommes capables demain de le faire, en mieux, sur le plan national.

En votant communiste :

Vous marquerez votre volonté de changement en même temps que votre souci de voir respecter le suffrage universel et la démocratie.

Vous approuverez le contenu du programme commun.

Vous ferez confiance au Parti qui a lutté, dès le premier jour, contre le pouvoir des monopoles et qui est le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs.

Vous manifesterez votre soutien actif à la politique unitaire de notre Parti.

Vous consoliderez l'union réalisée.

Le 4 mars, vous voterez communiste,

Parce que le parti communiste respectera, comme il l'a toujours fait, les engagements qu'il a pris et que, de ce fait, il est le plus sûr garant de l'application du Programme commun.

Vous voterez utile.

En n'égarant pas vos voix sur le candidat P.S.U. ou sur les candidats gauchistes, adversaires du Programme Commun, qui sont, en définitive, des candidats de diversion.

Vous voterez,

Pour Léon Feix que vous connaissez bien, dont les compétences sont indiscutables, qui a toujours mis son activité au service de la population d'Argenteuil-Bezons.

Le 4 mars vous réélirez Léon Feix, suppléant Robert Montdargent candidats du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du programme commun.

Vous répondrez ainsi à l'appel des 7.500 Argenteuillais et Bezonnais composant le comité de parrainage.

LÉON FEIX

Député sortant
Membre du Comité central du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

ROBERT MONTDARGENT

Membre du Comité central
et secrétaire de la Fédération du Val-d'Oise du Parti communiste français

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Enghien-les-Bains, Montmorency, Saint-Leu-la-Forêt.

M. René RIBIÈRE

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Après cinq ans de prospérité, voici venu le temps des programmes mirifiques, des promesses contradictoires, des grandes déclarations de principes. L'Union des républicains de progrès dont nous défendons les couleurs dans notre circonscription, ne suivra pas ses adversaires sur ce terrain.

Nous demandons à être jugés sur :

— Le respect des engagements que nous avons pris à votre égard il y a maintenant près de cinq ans, quand nous vous avons proposé en juin 1968 de nous donner mandat pour défendre la République menacée. Nous avons le sentiment d'avoir réussi pour l'essentiel dans cette tâche difficile. Grâce à la continuité de l'action gouvernementale et à une audacieuse politique de réformes, nous sommes parvenus à rétablir la paix sociale et la concorde entre les citoyens. Ne l'oubliez pas. Vous aurez à choisir le 4 mars prochain entre ceux qui ont été complices de la subversion, ou qui n'ont rien fait pour l'empêcher, et ceux qui ont défendu les libertés républicaines.

— Un bilan exceptionnel, dans tous les domaines, diplomatique, économique, social, culturel, un effort gigantesque a été entrepris et, tout le monde le reconnaît, les résultats obtenus dépassent tous les espoirs que l'on pouvait nourrir il y a seulement quelques années.

Sans doute, et nous en sommes très conscients, cet immense bond en avant de la société et de l'économie françaises a-t-il entraîné de très réelles souffrances : Accroissement de certaines disparités sociales, douloureuses reconversions professionnelles, menaces pesant sur la qualité de la vie. Mais n'oubliez pas ce qui a été acquis. Vous aurez à choisir le 4 mars prochain entre ceux qui proposent à la fois d'organiser la pénurie et d'accélérer la croissance, au risque de faire basculer le pays dans l'anarchie économique, et ceux qui vous invitent à poursuivre et à humaniser l'effort d'expansion, moteur du progrès social.

— Des engagements clairs pour les années à venir, en votant pour les candidats de l'Union des Républicains de Progrès vous aurez la certitude que votre suffrage se portera sur des hommes qui respecteront la parole donnée. Nous prenons l'engagement solennel :

— De soutenir loyalement et sans défaillance l'action de Georges Pompidou, Président de la République. Et nous sommes les seuls à le faire.

— De barrer la route quoi qu'il arrive aux entreprises du bloc socialo-communiste. Et nous sommes les seuls à le faire.

— De défendre nos institutions démocratiques, élément primordial de l'héritage du Général de Gaulle, condition nécessaire de tout effort continu dans le domaine économique et social, garantie suprême de nos libertés individuelles et collectives.

— De promouvoir, grâce au maintien de la croissance, une société plus efficace, plus juste, plus solidaire, en privilégiant de manière systématique l'aide aux plus défavorisés et en assurant à tous l'accession au bien-être, au savoir et aux responsabilités.

— De préserver la liberté de la France en lui donnant les moyens de résister aux pressions de tous ordres, militaires, politiques, commerciales ou monétaires.

Nous contribuerons ainsi efficacement au maintien de la paix. Nous construirons une Europe pour tous les Européens dans le respect de nos alliances traditionnelles avec le monde libre et nous développerons la coopération avec tous les peuples en nous attachant à sauvegarder l'originalité et l'indépendance de chacun.

Face aux ennemis de la liberté, vous écarterez les candidats de division et vous vous prononcerez dans la clarté.

Vous voterez tous pour René Ribière seul candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République

René RIBIÈRE

Croix de guerre (1939-1945)
Député du Val-d'Oise
Rapporteur du Budget des Affaires étrangères à l'Assemblée Nationale
Membre du Parlement européen
51 ans, marié, un enfant

Député du Val-d'Oise depuis 1958, réélu en 1962, en 1967 et en 1968. Ancien membre du Corps préfectoral révoqué pour cause de gaullisme en 1947, René Ribière représente depuis quinze ans la région d'Enghien-Montmorency au Parlement.

Fidèle à ses convictions nationales depuis trente ans, il fut arrêté par la Gestapo à 21 ans et il est titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 au titre de la Résistance. Membre du Cabinet du général de Gaulle lors du retour de celui-ci aux affaires en 1958, René Ribière a été réintégré dans le Corps préfectoral à cette date. Membre du Parlement européen, il a été pendant de nombreuses années Vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale et il est actuellement rapporteur du Budget de ce département ministériel. Il est également membre de la Délégation française aux Nations Unies depuis dix ans. René Ribière assume la charge du secrétariat fédéral de l'U.D.R. dans le Val-d'Oise depuis la création de ce département. Il siège au Comité central de l'U.D.R. depuis 1967.

Soucieux d'assurer la continuité tout en préparant la relève, René Ribière a délibérément choisi de se présenter avec un suppléant de moins de 30 ans.

Remplaçant éventuel :

Gilles LE BÉGUEC

29 ans - Marié

Né à Epinay-sur-Seine; après de solides études secondaires au Cours Notre-Dame à Enghien, et des études supérieures au lycée Louis-le-Grand, à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, Gilles Le Béguec a été reçu quatrième au concours de l'agrégation d'histoire en 1966 à l'âge de 23 ans. Assistant en Faculté de lettres et de sciences humaines depuis décembre 1969, il prépare une thèse de Doctorat d'Etat sur les problèmes d'histoire politique contemporaine.

Membre du Bureau national de l'U.J.P. à ses débuts, siégeant au Comité fédéral de l'U.D.R. du Val-d'Oise depuis 1971, Gilles Le Béguec sera lors de ces élections le plus jeune candidat.

Pour le progrès et les libertés.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le pays court un péril mortel. Dans notre circonscription comme dans l'ensemble du département, la menace communiste est réelle et immédiate : 4 députés communistes sur cinq risquent d'être élus dans le Val d'Oise. Chez nous, la lutte dimanche prochain se circonscrit entre le candidat du parti communiste et celui que vos suffrages ont placé en tête de tous les candidats.

Je remercie les 20.967 d'entre vous qui m'ont accordé leur confiance dès le premier tour, et je lance un pressant appel à toutes celles et à tous ceux qui refusent l'aventure et la dictature rouge.

Ne vous laissez pas abuser par un candidat de division qui, arrivé en quatrième position, se maintient sans espoir au second tour pour servir de marchepied à M. Gatignon.

Souvenez-vous que M. Hovnanian, réformateur d'un instant, ami de longue date de François Mitterrand, s'est désisté pour le Parti communiste en 1962, et a bénéficié par deux fois de son soutien en 1967 et en 1968.

Le 11 mars, vous ne serez pas dupes de ces manœuvres d'arrière-garde, vous assurerez la défaite du communisme, vous vous prononcerez pour le progrès dans les libertés vous voterez pour :

RENÉ RIBIÈRE

Candidat d'Union Nationale soutenu par l'U.D.R., les Républicains indépendants, le Centre démocratie et progrès le Centre national des indépendants (Président d'Honneur Antoine Pinay).

Remplaçant éventuel :

GILLES LE BÉGUEC

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Écouen-Lochère, Gonesse, Luzarches, Sarcelles-Centre.

M. Henry CANACOS

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Il faut que ça change.

Prix, impôts, loyers, prestations sociales: le pouvoir d'achat se dégrade.

Cadences, longues journées, accidents, temps de transports: pour les ouvriers, les employés, le travail est toujours plus dur.

Instabilité de l'emploi, chômage: l'insécurité gagne tous les salariés.

Dans un pays riche et prospère: la gêne s'installe dans les foyers.

Ingénieurs, techniciens, intellectuels... ne peuvent plus déployer leurs qualités créatrices.

L'artisanat, le petit commerce sombrent.

L'impôt épargne la finance mais accable les familles aux revenus modestes.

Tout est subordonné à la loi du profit:

Les Français sont privés du droit de décider, de participer.

Un parti dominateur campe dans l'Etat où il règne sans partage.

Corruption, scandales: les promesses, les mensonges ne peuvent effacer ces tares du régime.

De plus en plus inquiète, la coalition des droites n'a plus, pour argument, que la calomnie anticommuniste.

Une seule solution, le programme commun.

Le programme commun de gouvernement:

— c'est la priorité aux mesures sociales, l'amélioration du sort de ceux qui vivent de leur travail,

— c'est la fin de la domination des grands groupes industriels et financiers et des ressources considérables mises au service du pays,

— c'est la vie démocratique stimulée.

Le programme commun appliqué, c'est une véritable promotion de la femme; c'est l'ouverture de perspectives nouvelles et enthousiasmantes pour la jeunesse; c'est la certitude d'une retraite heureuse et digne pour les personnes âgées.

Vous voulez plus de justice, une vie plus heureuse...

Pour tous, le Programme commun représente l'espoir

— Parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social sans un parti communiste largement représenté au Parlement.

— Parce que le Parti communiste tient ses engagements (comme en témoigne l'activité de ses élus à Garges, Goussainville, Sarcelles, Saint-Martin-du-Tertre, Marly-la-Ville).

Le 4 mars, votez Henry Canacos.
Voter communiste, c'est garantir le succès et l'application du programme commun.

Le programme commun répond aux besoins de notre région.

Notre région est particulièrement frappée par la politique actuelle: bas salaires, manque d'emplois sur place, loyers exorbitants, retard des équipements sociaux. Le programme commun permettrait de satisfaire les justes revendications des riverains de l'aéroport de Roissy-en-France..., de mettre un terme à la spéculation foncière.

Le choix est clair.

Il sera pour l'essentiel entre l'U.D.R. Troisier, battue à Luzarches, battue à Sarcelles et pilier fidèle de la politique du pouvoir contre les revendications des habitants de notre circonscription, et Henry Canacos, actif défenseur des intérêts de la population et dont l'activité comme maire de Sarcelles est particulièrement probante.

Il faut définitivement en finir avec l'U.D.R. Il faut barrer la route au réformateur Salvi dont la formation soutient, dans les faits, la politique du Pouvoir.

Dès le 4 mars, bloquez vos suffrages sur la candidature la plus efficace Henry Canacos.
Vous qui en avez assez de la politique actuelle, qui voulez que cela change vraiment,
Pour le respect de la démocratie et du suffrage universel, une union solide et durable, le succès et l'application du programme commun, un député actif au service de la population et de la circonscription.

Votez:

HENRY CANACOS

Maire de Sarcelles - Ancien député

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel:

PIERRETTE JOACHIM

Pour l'union populaire et le succès du programme commun.

2e CIRCULAIRE

L'U.D.R. et ses alliés ont subi un net recul avec une perte de 8 % et ne totalisent que 35,54 % des suffrages.

C'est le résultat du mécontentement des Français et d'une volonté de changement.

La gauche totalise plus de 45 % des voix et progresse de 5 %.

Le programme commun est donc le rassembleur pour qu'une autre politique s'instaure dans notre pays.

S. Troisier en échec.

Dans notre circonscription, seule candidate de la majorité, elle ne réalise que 28,38 % des voix, soit un recul de 15,20 % et 5.118 voix par rapport aux résultats U.D.R.-Giscardiens de 1968.

C'est un désaveu du corps électoral.

La gauche majoritaire.

Les candidats de gauche totalisent 49.584 voix, soit 53,33 %.

Cela représente sur 1968 un gain de 16.309 voix, soit 7,26 %.

Nettement en tête au premier tour, Henry Canacos, Maire de Sarcelles est désigné candidat d'union de la gauche et de tous les démocrates.

Confirmez votre volonté de changement.

Deux électeurs sur trois ont exprimé leur opposition à la politique antisociale et antidémocratique de la majorité actuelle, leur volonté de changement. Pour un changement réel, vivre mieux, changer la vie, il faut une autre politique pour la France : Henry, Canacos un député au service de la population, Pierrette Joachim, suppléante.

Parti communiste, Parti socialiste, Radicaux de gauche.

Appel à voter.

Les Fédérations du Val-d'Oise décident de mener avec les candidats de l'union de la gauche et de tous les démocrates, une campagne active pour rassembler tous ceux qui veulent un véritable changement politique de progrès et de justice sociale.

Ce changement est inscrit dans le programme commun de gouvernement que la gauche unie vous appelle à soutenir et à faire triompher.

P.S.U. appelle à voter pour le candidat de gauche arrivé en tête.

Dans la circonscription de Sarcelles, Henry Canacos. Il faut battre l'U.D.R. et ses alliés.

HENRY CANACOS

Maire de Sarcelles

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

PIERRETTE JOACHIM

VAR

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aups, Barjols, Besse-sur-Issole, Brignoles, Callas, Comps-sur-Artuby, Cotignac, Cuers, Draguignan, Fayence, Lorgues, le Luc, Rians, la Roquebrussanne, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Salernes, Tavernes.

M. Pierre GAUDIN

(Candidat du Parti socialiste, U.G.S.D.)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une fois encore, j'ai l'honneur de me présenter à vos suffrages, très simplement, avec la profonde conviction d'avoir bien servi.

Je le fais avec confiance, assuré des sentiments d'estime et d'amitié que, depuis plus de dix ans, vous m'avez témoignés, m'apportant à chaque circonstance votre concours et le privilège de votre bienveillante fidélité.

Je ne suis plus un inconnu pour vous !

Depuis plus de vingt-cinq ans, je me trouve associé aux problèmes qui, chaque jour, en tous domaines, vous préoccupent, parfois vous inquiètent, cela sur le *plan local*, *départemental*, *national*, *ou tout simplement personnel.*

Une action constante en faveur du bien public, atteste de mes sentiments et de la conception que j'ai du mandat que je dois à votre confiance.

Siégeant dans de nombreuses assemblées administratives, fier d'être *un élu du peuple*, je veux, avec vous, grâce à vous, continuer l'action commencée ensemble.

Ce n'est pas dans une modeste circulaire que je proposerai des solutions aux nombreux et angoissants problèmes qui se posent aux Français d'aujourd'hui. La position du Parti socialiste concernant l'application du programme commun est, aujourd'hui, connue de vous tous.

Les élections des 4 et 11 mars seront décisives pour l'avenir du pays.

Dans ce scrutin, d'une *importance exceptionnelle*, chacun de vous doit avoir conscience de la *gravité de la situation et de la responsabilité de son vote.*

Etant votre représentant à l'Assemblée Nationale, j'ai toujours *combattu la politique économique et sociale du Gouvernement*, politique néfaste qui a sacrifié les humbles, les vieux, les travailleurs, les paysans, les commerçants et artisans, les petits industriels, les rapatriés, les Anciens combattants, etc.

Comment assurer à la jeunesse qui monte des conditions de liberté, de travail et de sécurité qui lui permettront d'envisager l'avenir.

Membre de l'opposition, je l'ai toujours été en démocrate, sans démagogie et pas systématiquement.

De plus, vous savez que chaque fois que vous avez eu besoin de moi, je vous ai aidés dans la mesure de mes moyens. L'expérience vous a démontré qu'au lendemain d'une élection, je devenais *l'élu de l'ensemble de la population.*

Tout au long de mes mandats, je me suis penché sur vos problèmes personnels ou collectifs, en avocat de vos intérêts.

Seul, un homme honnête, travailleur, dynamique, peut vous aider.

Pendant des années, vous avez pu me voir à l'œuvre. J'ai conscience d'avoir fait tout ce que j'ai pu pour vous. *A vous, maintenant, de juger* si j'ai mérité ou trahi votre confiance.

Si vous me la renouvelez, comme je l'espère, je reprendrai la lourde mais exaltante tâche physique et morale, *l'activité de tous les instants que ce mandat implique.* Je mettrai à votre service, comme au service de la France, mes ardentes convictions républicaines et socialistes.

Fidèle à mon idéal, j'ai toujours milité pour un socialisme humain moderne et efficace.

Si vous m'accordez, de nouveau, vos suffrages, je resterai un parlementaire, prêt à assumer son rôle avec *foi et dévouement*, mettant au service du département du Var l'expérience que j'ai acquise et le courage qui m'anime.

Profondément attaché aux *institutions républicaines et à la démocratie*, vous pouvez être certains que je lutterai, dans tous les domaines, de toutes mes forces, pour la sauvegarde de nos libertés.

Varoises, Varois, votre devoir est clair. J'ai confiance en votre jugement, je compte sur vous.

Dimanche 4 mars, votez « socialiste ».

Le socialisme, c'est l'espoir de notre jeunesse et l'avenir de la France.

Pour changer la vie, votez pour celui qui, avec autorité, efficacité et simplicité, vous représente dignement et que vous avez choisi tant de fois. Votez pour un des vôtres.

Votez :

PIERRE GAUDIN

Député sortant. - Maire de Luc. - Conseiller général

Remplaçant éventuel :

ALAIN HAUTECŒUR

Avocat au Barreau de Draguignan

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci, tout d'abord, aux 19.980 électeurs qui, dès le premier tour de scrutin, se sont affirmés sur mon nom.

Cette confiance que vous m'avez accordée me fait un devoir et un honneur de continuer le combat. Vos marques d'estime et de fidélité, dans les circonstances présentes, m'ont énormément touché.

Il dépend de vous tous que ce succès du premier tour, qui est votre œuvre, se transforme demain en *victoire.*

Il dépend de vous que l'union de tous les citoyens désireux de sauvegarder nos libertés puisse assurer le triomphe d'une politique qui assure l'avenir des Français.

La situation, dans votre circonscription est claire :

Je me trouve, par la volonté du corps électoral, placé, sans équivoque, en tête de tous les candidats épris de justice, de liberté et de promotion humaine.

Je mets mon expérience à votre service.

Je défendrai vos intérêts avec tout le dynamisme, toute la volonté, toute la persévérance dont j'ai fait preuve depuis des années.

Vous connaissez mon dévouement et ma sollicitude pour tous ceux qui souffrent et qui peinent.

Voter dimanche, c'est là qu'est votre devoir. N'oubliez pas que s'abstenir, c'est toujours favoriser l'adversaire. Efforcez-vous de participer à la consultation prochaine et je serai digne de la confiance que vous me manifesterez.

Electrices, électeurs,

Si vous le voulez, demain, avec vous et pour vous, je continuerai la même action et poursuivrai le même but.

Je veux que le succès de dimanche soit la victoire de tous.

Dans cet esprit d'union, je souhaite continuer sans esprit partisan. Je n'aurai pour ambition que la recherche du bien commun et l'intérêt du pays, guidé par un idéal de progrès social qui est celui de la grande majorité des Français.

Le succès est certain.

Faites qu'il soit triomphal.

Electrices, électeurs, dimanche 11 mars 1973 :

— Pour l'application du programme commun.
— Pour changer la vie.

Votez pour un des vôtres.

Votez :

PIERRE GAUDIN

Député sortant. - Maire de Luc. - Conseiller général

Remplaçant éventuel :

ALAIN HAUTECŒUR

Avocat au Barreau de Draguignan

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Collobrières, Fréjus, Grimaud, Hyères, Saint-Tropez, Solliès-Pont.

M. Mario BÉNARD

(Candidat de l'Union des républicains de progrès).

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1er CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Vous allez avoir à choisir non pas seulement entre des candidats et des partis, mais véritablement entre deux types de société :

L'une est celle à laquelle vous êtes traditionnellement attaché, où la liberté, l'indépendance individuelle, le droit de propriété, l'initiative personnelle, sont les meilleurs garants du progrès économique et social.

L'autre est bureaucratique, étatique, autoritaire, car il n'y a pas d'exemple de régime socialo-communiste où l'État, l'Administration et le Parti ne finissent par tout prendre en main.

Il faudra donc que votre choix soit clair et sans ambiguïté.

C'est eux ou c'est nous.

Pour barrer la route au marxisme, votez efficacement dès le premier tour.

Votez pour un candidat qui a fait ses preuves.

Votez : Mario Bénard

MARIO BÉNARD

U.D.R. - R.I. - C.D.P. - M.S.P.

Candidat unique de la Majorité.

Sous-Préfet
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration
Croix de la Valeur militaire
Maire de la ville d'Hyères

Remplaçant éventuel :

JEAN DEVOS

Préparateur en pharmacie
Chevalier de la Légion d'honneur
Grand invalide de guerre

2e CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

Le deuxième tour de scrutin va être extrêmement serré.

En effet, si je suis largement en tête de tous les candidats, la dispersion des voix nationales a permis à la coalition socialo-communiste de prendre une dangereuse avance.

Dimanche prochain, chaque voix va compter.

Le moment n'est plus de se fier à des images rassurantes ou périmées : mon adversaire socialiste est *officiellement* et *pour longtemps lié* au Parti communiste.

Alors la question est simple : le Var va-t-il choisir le front populaire?

Pour que le piège de M. Marchais ne se referme pas sur la circonscription, pour que vos intérêts continuent d'être défendus sérieusement et efficacement pour l'avenir du Var...

Votez :

MARIO BÉNARD

U.D.R. - R.I. - C.D.P. - M.S.P.
Candidat unique de la Majorité

Sous-Préfet
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration
Croix de la valeur militaire
Maire de la ville d'Hyères

Remplaçant éventuel :

JEAN DEVOS

Préparateur en pharmacie
Chevalier de la Légion d'honneur
Grand invalide de guerre

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Toulon II, Toulon III, Toulon IV, Toulon V (au Sud du boulevard Commandant-Nicolas, celui-ci exclu).

M. Aymeric SIMON-LORIÈRE

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Union des républicains de progrès, candidat unique de la Majorité pour le Président de la République. U.D.R. - R.I. - C.D.P. - U.T. Aymeric Simon-Lorière propose aux Toulonnais, Gardéens, Pradétans, Revestois, Valettois, un premier contrat pour cinq ans :

1° *Un contrat clair :*

Je serai à plein temps député de l'Aire toulonnaise,

— car j'habite définitivement Toulon;
— car j'aurai pour seul métier, le métier de député du Var.

2° *Un contrat honnête :*

Je ne serai en aucun cas « Aymeric La Promesse. »

Toute ma puissance de travail sera mise à la disposition de l'Aire toulonnaise avec pour seul but : imposer l'Aire toulonnaise au niveau national.

Le style politique de l'aire toulonnaise doit changer, il est triste de voir des hommes, au demeurant respectables, plusieurs fois battus, vouloir à tout prix, redevenir député parce qu'ils l'ont été une fois, sans se demander si cela sera bon pour leur ville, leur département, leur pays.

3° *Un contrat rénovateur et social :*

a) Je connais les problèmes de l'arsenal, j'ai pris contact avec l'ensemble des syndicats de l'arsenal, sans démagogie, je leur ai proposé une réunion de travail dès mon élection, pour délimiter les objectifs que nous proposerons d'atteindre en cinq ans.

b) Les problèmes d'emplois se posent avec accuité à Toulon, pour les femmes et pour les jeunes. Toulon ne doit pas devenir seulement la cité dortoir de Fos, mais doit trouver son style industriel à partir d'industries propres et à haute technologie.

c) J'ai 28 ans, et je trouve qu'il est juste et nécessaire que les jeunes se préoccupent des personnes du troisième âge.

Mes réalisations à Sainte-Maxime sont la garantie de mon action dans l'Aire toulonnaise.

d) Conscient du fait que les commerçants sont incontestablement les victimes de la mutation de la Société, j'ai choisi un suppléant commerçant qui défendra leurs intérêts.

e) Les rapatriés. Indemnisation. Le crédit de 50 milliards d'A.F. sera doublé. Mais l'on doit donner une priorité aux plus défavorisés.

La procédure d'établissement des dossiers sera accélérée, les freins administratifs sont trop nombreux.

Réhabilitation. Le temps de l'apaisement est venu. Tout sur le plan judiciaire doit être réglé.

Il n'y avait pas de bons ou de mauvais Français, il n'y avait que des gens sincères.

4° *Un contrat plein de chaleur humaine :*

Tout au long de cette campagne électorale, j'ai pris directement contact avec les habitants de l'Aire toulonnaise, dans la rue, dans les immeubles, chez les commerçants. Je ferai de même après les élections.

Je serai un député accessible.

5° *Un contrat efficace.*

Il manque dans l'Aire toulonnaise un bon nombre d'équipements publics.

a) La plus belle et la plus grande rade d'Europe doit dans les prochaines années être capable d'ouvrir de bonnes possibilités d'accostage aux bateaux de toute nationalité.

b) J'ai rencontré longuement M. Olivier Guichard, il m'a fait savoir qu'il avait décidé d'affecter 200 millions d'anciens francs pour financer la première phase des travaux de libération d'emprise de la pénétrante Ouest de Toulon.

L'Aire toulonnaise n'en sera pas désenclavée pour autant bien entendu. Nous avons à lutter pour obtenir un aéroport digne de ce nom, un port de commerce moderne et fonctionnel, des équipements routiers qui faciliteront l'implantation des Industries qui nous sont nécessaires.

c) La réduction du budget de la Défense nationale proposée par les réformateurs serait une catastrophe pour la marine et l'économie toulonnaise. Et, je ne l'admettrai pas.

Pour le soutien au Président de la République, Georges Pompidou.
Pour construire une société française, plus prospère, plus humaine, plus juste.

Pour changer véritablement l'Aire toulonnaise, votez, le 4 mars, pour :

SIMON-LORIÈRE

Licencié ès sciences économiques
Diplômé de l'Institut d'études politiques
Chargé de mission au Cabinet du Ministre d'Etat
chargé de la Défense nationale
Maire de Sainte-Maxime
Vice-président des communes du littoral
Membre du Comité directeur de l'Association des maires de France

Remplaçant éventuel :

BERNARD LAFONT

Secrétaire national à l'Organisation et à l'implantation de l'union travailliste
Fondateur et Président de Carrefour V^e^ République
Né à Alger
Commerçant et directeur technique de sociétés
Valettois par son mariage

2e CIRCULAIRE

Simon-Lorière, U.R.P., candidat unique de la Majorité-Suppléant, Bernard Lafont,

1° Remercie ses électeurs Toulonnais, Gardéens, Pradétans, Revestois, Valettois, de l'avoir placé en première position dès le premier tour.

2° Devient le seul candidat capable de barrer la route à la dictature du Parti communiste et à son candidat menaçant.

3° Confirme à tous les habitants de l'Aire toulonnaise que sans sectarisme, dès le 12 mars, il respectera le premier contrat conclu avec eux.

Pour que l'Aire toulonnaise ne soit pas représentée par deux députés communistes, votez pour le seul candidat d'union nationale

SIMON-LORIÈRE

Remplaçant éventuel

BERNARD LAFONT

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Beausset, Ollioules, La Seyne-sur-Mer, Toulon-I, Toulon-V (au nord du boulevard Commandant-Nicolas, celui-ci inclus).

M. Philippe GIOVANNINI

(Candidat du Parti communiste français pour l'union populaire et la victoire du Programme commun)

élu le 11 mars 1973

(C.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Nous sollicitons votre suffrage avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Les élus et les militants communistes, vous les connaissez. Ils ont fait la preuve, depuis longtemps, de leur dévouement inlassable à la cause du progrès social, de la démocratie et de la paix. Leur intégrité et leur abnégation ne sont contestées par personne.

Votre choix revêt une importance exceptionnelle. Il est impératif que vous condamniez par votre vote la politique du pouvoir actuel, et que vous vous prononciez résolument en faveur du programme commun de gouvernement.

Depuis quinze ans, une infime minorité de possédants accapare pour son profit exclusif les immenses richesses créées par des millions de travailleurs manuels et intellectuels, des villes et des champs.

Des usines ferment : des récoltes sont détruites, le chômage se développe, notamment dans le Var. Le pouvoir laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants. Les retraités et les personnes âgées voient leur conditions de vie s'aggraver. Les exploitants familiaux, les petits commerçants et artisans sont sacrifiés.

La hausse effrénée du coût de la vie et les impôts toujours plus lourds accablent les familles laborieuses.

L'U.D.R. les « giscardiens », les « centristes », éclaboussés par de nombreux scandales, portent l'entière responsabilité de cette situation. Ils ne réaliseront pas demain ce qu'ils ont refusé et combattu jusqu'à ce jour.

Depuis 1958, ils dirigent sans partage notre pays. L'objectif des « réformateurs » est de replâtrer ce régime failli.

Cette politique d'injustice sociale et autoritaire engendre un mécontentement profond et généralisé. L'aspiration au changement réel grandit.

Le programme commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ces préoccupations. Il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Un gouvernement de la Gauche unie réalisera tout de suite :

- Le relèvement général des traitements, pensions et retraites, le salaire minimum à 1.000 F, le retour à la semaine de 40 heures sans perte de salaire ; l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite, 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, l'allègement de la fiscalité, une politique de logement social, l'extension des droits des salariés dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.
- L'avenir des paysans, du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.
- L'application du Programme se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture des perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.
- En même temps, les libertés collectives et individuelles des citoyens seront élargies et leur exercice assuré. La vie publique sera démocratisée.
- Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, à la coopération et à la paix.
- Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique s'appuiera sur le secteur public, étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique. Elle permettra la croissance plus rapide de la production et une meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés. Elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Durement affectée par la crise, la population de notre circonscription confrontée à de dures et multiples difficultés a tout à gagner à la victoire du programme commun.

Le 4 mars votez communiste.

- Le Parti communiste français a lutté sans faiblesse depuis 1958, et longtemps seul, contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union sans exclusive des forces de gauche, pour un changement démocratique.

- Il est l'artisan inlassable et passionné de l'unité. Votre suffrage contribuera à étendre et consolider l'union populaire, condition déterminante de la victoire et de l'application loyale du programme commun de gouvernement.
- L'injuste loi électorale actuelle prive le Parti communiste français de sa véritable représentation au Parlement.

En votant communiste, vous permettrez que siègent en nombre suffisant des députés favorables à une réelle politique de progrès social, de liberté et d'indépendance nationale.

Pour la victoire du programme commun, votez et faites voter pour les candidats d'union populaire présentés par le Parti communiste français

PHILIPPE GIOVANNINI

Maire de La Seyne
Croix de guerre avec Palmes
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés
Croix du combattant

Remplaçant éventuel :

DANIELLE COLONNA

Employée
Membre du Comité central du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Dimanche dernier, vous avez peut-être comme les 25.055 électeurs et électrices de notre 4e circonscription, voté pour Philippe Giovannini.

Nous tenons à vous en remercier chaleureusement.

Nous voulons également féliciter les nombreux électeurs socialistes qui ont fait le choix de l'union et du programme commun.

Ensemble, communistes et socialistes représentent dès le 1er tour 49 % des suffrages exprimés. Comme au plan national, dans le Var, la puissance de l'union de la gauche s'est affirmée. Dans notre circonscription, en réalité, 65,49 % des électrices et électeurs se sont prononcés pour le changement. Dimanche prochain, il est possible de débarrasser le Var, aux riches traditions républicaines et démocratiques de tous les députés U.D.R., en élisant les députés de l'union de la gauche.

L'U.D.R. est d'ores et déjà minoritaire dans notre département et notre circonscription, elle a été jugée sévèrement par le corps électoral.

Vous, qui ne voulez pas reconduire le représentant de la majorité sortante, dont la politique a fait tant de mal à notre pays et à nos familles, nous vous demandons de reporter vos suffrages sur Philippe Giovannini, qui devient au 2e tour, le candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates.

Vous, qui souhaitez pour votre famille et vous-même une amélioration réelle de vos conditions de vie et de travail.

Vous, qui attendez de véritables changements, une grande politique sociale, conforme à l'intérêt national, votez pour Philippe Giovannini.

Maire de La Seyne, Philippe Giovannini, ce réalisateur intègre et compétent, fait chaque jour et depuis des années la démonstration d'une gestion en faveur de toute une population.

Vous qui voulez faire échec à une politique contraire à vos intérêts et à vos espoirs,

Rassemblez-vous avec tous les démocrates sur la candidature de Philippe Giovannini, présenté par la gauche unie, pour que les intérêts de notre circonscription soient bien défendus.

Pour une politique nouvelle de progrès et de justice sociale, ne manquez pas, Madame, Monsieur, le grand rendez-vous du printemps démocratique de la France.

Dimanche, votez pour :

PHILIPPE GIOVANNINI

Maire de La Seyne
Croix de guerre avec Palmes
Médaille de la Résistance
Médaille des évadés
Croix du combattant

Remplaçant éventuel :

DANIELLE COLONNA

Employée
Membre du Comité central du Parti communiste français

VAUCLUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avignon-Nord, Avignon-Sud, Cavaillon, L'Isle-sur-la-Sorgue.

M. Henri DUFFAUT

(Candidat présenté par le Parti socialiste)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le désarroi s'empare de la majorité.

Quel est son bilan?

C'est un bilan de faillite. — L'expansion économique s'est faite anarchiquement; les petits commerçants, les artisans, les paysans, les salariés en subissent les conséquences; les distribution des richesses n'a jamais été aussi injuste.

Le gaspillage de nos ressources atteint, dans tous les domaines, un niveau inégalé.

Il n'y a jamais eu autant de scandales.

La technocratie administrative est tellement écrasante que le Gouvernement a été obligé, pour la forme, de nommer un médiateur.

Les collectivités locales sont asphyxiées.

Le pouvoir exécutif écrase le pouvoir législatif.

Le chômage se développe.

La hausse des prix n'a jamais atteint un rythme aussi élevé.

Quel est son programme?

Une liste de trois douzaines de mesures, hâtivement et arbitrairement décidées, hétéroclites, disparates, incohérentes, non chiffrées.

La majorité promet de faire au cours des cinq prochaines années ce qu'elle a été incapable de réaliser au cours des quinze dernières années où elle a exercé un pouvoir sans contrôle.

Les Français aspirent au changement.

Le Parti socialiste propose ce changement dans l'ordre, la paix, la liberté, la démocratie.

Son programme, le programme commun de la gauche, est cohérent, raisonnable, réalisable.

Il est de nature à assurer la paix sociale dans notre pays pour de nombreuses années.

Nous voulons une politique de plein emploi, de stabilité des prix.

Nous voulons une politique de justice sociale et économique ne sacrifiant pas les intérêts des petites et moyennes entreprises agricoles, artisanales, commerciales.

Nous voulons l'amélioration de la condition des salariés, des retraités, des personnes âgées dans les conditions définies par notre programme.

Nous voulons que soient respectés les droits des anciens combattants, des mutilés de guerre, des mutilés du travail et des invalides civils.

Nous voulons une politique de défense de la famille.

Nous voulons une indemnisation équitable et une amnistie totale pour les rapatriés.

Nous voulons une politique d'économie, la suppression des dépenses inutiles et de prestige.

Nous voulons mettre un terme aux scandales.

Nous voulons une meilleure qualité de vie grâce à une lutte efficace contre les nuisances et les pollutions.

Si vous avez la même volonté, vous voterez pour notre candidat et son suppléant.

Vous savez la place éminente qu'il a tenue à l'Assemblée Nationale et la place qu'il y tiendra.

Vous connaissez son obligeance, son affabilité, son équité, sa serviabilité.

Vous connaissez son caractère et vous savez que s'il avait à choisir entre la Liberté et le programme commun il choisirait la Liberté, choix d'ailleurs qui ne se pose pas.

N'oubliez pas qu'une élection se joue au premier tour, et n'égarez pas vos suffrages sur des candidatures de principe.

Dès ce premier tour, assurez l'élection en votant utilement et massivement pour notre candidat.

HENRI DUFFAUT

Chevalier de la Légion d'honneur. - Docteur en droit. - Conseiller général
Maire d'Avignon

Remplaçant éventuel :

FERNAND LOMBARD

Adjoint au maire de Cavaillon

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour :

30 % des électeurs seulement ont approuvé la politique gouvernementale personnifiée par le député sortant.

Une large majorité des électeurs s'est prononcée pour le programme commun présenté par les partis de gauche.

Au deuxième tour, tous les démocrates et tous les républicains s'uniront contre le candidat de la majorité.

Vous assurerez donc à une très forte majorité le succès de notre candidat et de son remplaçant éventuel.

HENRI DUFFAUT,

Conseiller général. - Maire d'Avignon

Remplaçant éventuel :

FERNAND LOMBARD

Adjoint au maire de Cavaillon

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Apt, Bonnieux, Cadenet, Carpentras-Nord, Carpentras-Sud, Gordes, Mormoiron, Pernes-les-Fontaines, Pertuis, Sault.

M. Francis LEENHARDT

(Candidat de l'Union de la gauche et de tous les démocrates (socialistes, communistes, radicaux de gauche)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Parti socialiste.

Les militants socialistes de la deuxième circonscription de Vaucluse m'ont fait l'honneur de me choisir comme candidat.

Légitimement préoccupés par la crise de l'emploi, la faible densité des industries locales et la stagnation du revenu agricole, ils ont pensé que ma formation d'économiste et l'audience acquise dans des postes de responsabilité aux échelons régional et national, me permettraient de servir efficacement la promotion des activités économiques de la circonscription.

Une telle mission correspond profondément à ma vocation. Attaché à ce terroir par une tradition familiale de plusieurs générations, car mes ascendants sont Vauclusiens, je serais heureux et fier de contribuer au développement de ses ressources si variées et à l'extension de son rayonnement en France et à l'étranger.

Je fais équipe avec le Maire de Lourmarin, Henri Barthelemy, auquel j'ai demandé d'être mon suppléant pour représenter à la fois la Vallée de la Durance et le monde agricole. Directeur de coopérative vinicole, et vice-président de la Mutualité sociale agricole de notre département, il est connu pour sa compétence, sa droiture et son dévouement aux causes professionnelles.

Notre comité électoral est présidé par notre ami Léon Ayme qui, après nos amis Lussy et Augier, a représenté au Parlement cette circonscription traditionnellement tournée vers le socialisme.

Les élections législatives offrent au corps électoral l'occasion de porter un jugement sur le passé et de faire un choix pour l'avenir.

Le passé? Nous en parlerons peu : chacun a déjà jugé. La majorité a multiplié les promesses mais elle a fait la preuve de son incapacité à arrêter la hausse des prix et à développer l'emploi. Elle a aggravé les inégalités sociales et les injustices fiscales, favorisé le grand capital dans le commerce et l'agriculture, berné les rapatriés, gaspillé les ressources de la nation et laissé les scandales impunis.

Les Français sont traités comme des « mineurs » par un pouvoir personnel, autoritaire et méprisant.

Face à cette situation le programme commun, signé par les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche, montre qu'une autre politique est possible, par un vaste effort de démocratisation. Il constitue l'engagement solennel de promouvoir les réformes nécessaires pour vous permettre de vivre mieux, dans la liberté, la sécurité et la prospérité.

Le programme commun reconnaît formellement : les libertés individuelles et collectives, la pluralité des partis, les droits de l'opposition à former une nouvelle majorité, le respect absolu de la volonté exprimée par le suffrage universel.

Les nationalisations ? Elles visent neuf groupes seulement. Elles sont moins étendues que celles réalisées à la Libération par les gouvernements du général de Gaulle et de Georges Bidault. Qui peut s'opposer raisonnablement à la nationalisation du sous-sol, de l'armement, de l'aéronautique, des trusts pharmaceutiques, des banques d'affaires et de crédit, qui était déjà réclamée il y a trente ans par le programme du Conseil national de la Résistance ?

Il faut une nouvelle majorité parlementaire :

- pour que l'horizon de la jeunesse s'éclaire;
- pour accorder à ceux du troisième âge les moyens d'une vieillesse heureuse;
- pour que les femmes accèdent enfin à l'égalité dans le travail, la famille et la société;
- pour assurer une progression régulière du pouvoir d'achat des salariés;
- pour développer la responsabilité des travailleurs et des cadres dans l'entreprise;
- pour arrêter l'exode rural et arracher à l'inquiétude la petite industrie, le commerce et l'artisanat;
- pour entrer dans la voie d'une économie dynamique qui permettra à chacun de bénéficier du prix de son travail et des richesses de notre pays.

La chance d'une génération :

Après tant d'années d'immobilisme et de conservatisme, une grande espérance de changement s'est levée grâce au programme commun. Une œuvre de libération humaine peut être réalisée. On ne vit qu'une fois : il est possible de vivre mieux dès à présent.

Le parti socialiste fait appel à vous pour que vous saisissiez le 4 mars la chance de notre génération et participiez à l'avènement d'une nouvelle démocratie politique et économique.

FRANCIS LEENHARDT

Membre du Comité directeur du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

HENRI BARTHELEMY

Maire de Lourmarin

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Nous sommes très sensibles à l'honneur que vous nous avez fait en nous plaçant en tête des candidats de la gauche avec 13.241 suffrages. Nous vous en remerçions très sincèrement.

Avec les voix obtenues par les candidats du Parti communiste, Francis Liotaud et Monique Caracchioli (12.040), l'union de la gauche totalise un score élevé dans notre circonscription. Nos suffrages additionnés forment un total de 25.281 contre 19.394 aux candidats de la majorité M. Santoni (17.035) et M. Laville (2.359). Grâce à vous nous pouvons envisager le second tour avec optimisme.

Sur le plan national :

Mais sur le plan national la situation peut se résumer de la façon suivante :

— La gauche a progressé. Cependant les observateurs français et étrangers ne croient pas qu'elle puisse atteindre la majorité.
— Les réformateurs obtiennent un résultat honorable, mais inférieur à leur espoir.
— La majorité est en recul. Elle est « étrillée mais non disloquée ». La loi électorale est ainsi faite qu'elle peut lui permettre de rester la majorité, et toute seule, sans l'appoint des réformateurs qui hier encore paraissait indispensable à sa survie.

Ceci prouve que la campagne de dénaturation du programme commun et la dramatisation fallacieuse des conséquences d'une victoire de la gauche a partiellement réussi à faire oublier les abus, les gaspillages, les injustices et les scandales de quinze ans d'un pouvoir sans partage.

Ainsi ceux qui sont responsables de la hausse des prix, du chômage, de la misère des vieux, des inquiétudes des jeunes, de la stagnation de la condition des femmes, des déceptions des rapatriés, des difficultés des commerçants et artisans et de l'exode rural pourraient continuer leur politique d'immobilisme et de conservatisme, en revissant le couvercle sur les revendications populaires sans autre issue à terme qu'une explosion de mécontentement social.

Ainsi les fruits de la croissance économique continueraient d'être gaspillés en dépenses de prestige, subventions aux grandes sociétés et privilèges fiscaux, au lieu de servir aux équipements collectifs et à la réduction des inégalités sociales.

Ainsi ce pouvoir autoritaire, lointain et méprisant pourrait consolider son règne monarchique utilisant plus que jamais son monopole des ondes pour des hymnes d'autoglorification.

Et toute espérance de progrès social serait perdue.

Le Vaucluse républicain ne le voudra pas.

L'heure est venue d'un grand rassemblement :

Nous faisons appel aux électrices et électeurs de Jean Livadie qui ont voté réformateur par discipline de parti, mais veulent un changement.

Nous faisons appel aussi aux électrices et électeurs de gauche dont les voix se sont portées sur leur conseiller général Léonce Barras en raison de liens personnels. Eux aussi souhaitent un changement.

Alors l'heure est venue d'un grand rassemblement de tous les démocrates épris de progrès et de tous les républicains pour battre l'U.D.R., mettre en échec une majorité usée et sans programme, et ouvrir les voies à une nouvelle majorité et à une autre politique.

Le programme commun de la gauche signé par les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche apporte des améliorations concrètes au sort des catégories sociales et professionnelles dont la majorité a ignoré les difficultés et les souffrances.

Il est possible de vivre mieux dès à présent, de répartir équitablement les fruits de la croissance économique, d'assurer un fonctionnement démocratique des institutions.

La victoire de la gauche est possible :

Il n'est pas possible que cette immense soif de changement qui s'est manifestée à travers le pays finisse dans l'immobilisme et la résignation.

Déjà ce besoin de changement avait été fortement ressenti dans notre circonscription en 1965, lorsque le candidat unique de la gauche François Mitterrand avait obtenu 29.570 voix contre 20.322 au général de Gaulle et en 1969 quand le référendum sur le Sénat avait recueilli 30.637 Non contre 19.064 Oui.

Nous vous proposons d'utiliser ce second tour pour confirmer votre Non au pouvoir personnel.

La victoire de la gauche est possible.

Dans notre circonscription en particulier elle est logique en fonction des résultats du premier tour.

Vous aurez à cœur de vous y associer.

Vous voterez pour les candidats de l'union de la gauche.

FRANCIS LEENHARDT

Membre du Comité directeur du Parti socialiste

Remplaçant éventuel :

HENRI BARTHELEMY

Maire de Lourmarin

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaumes-de-Venise, Bédarrides, Bollène, Malaucène, Orange-Est, Orange-Ouest, Vaison-la-Romaine, Valréas.

M. Jacques BÉRARD

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 4 mars, je vous demanderai de me renouveler votre confiance comme vous l'avez déjà fait en 1958, en 1962 et en 1968.

Sur le plan personnel, j'ai fait pour vous tout ce que je pouvais : tous ceux qui voulaient me rencontrer ou m'écrire ont pu le faire, je suis intervenu chaque fois sans aucune distinction politique que ce soit pour les mairies, ou pour les particuliers. J'affirme que j'ai rempli avec conscience le mandat de député que vous m'aviez confié, sacrifiant pour cela ma famille, mes amis et mes loisirs.

Mais cette fois le problème dépasse le simple choix d'un homme. L'Union de la gauche vous offre une liste impressionnante de promesses, il y en a une pour chacun d'entre vous. Elle oublie simplement de vous dire que pour tenir ses promesses il lui faudra doubler vos impôts !

Mais surtout, elle vous engage dans la voie « socialiste », c'est-à-dire dans un régime collectiviste qui au bout d'un certain temps ressemblera à celui que connaissent les Pays de l'Est. Ce pas franchi, les communistes l'ont clairement dit, il ne sera plus question de revenir en arrière.

A titre d'exemple et pour votre circonscription, le programme de la gauche aurait trois conséquences immédiates :

1° L'arrêt de l'activité de l'usine de Pierrelatte et une tentative de reconversion partielle, c'est-à-dire 3 000 familles condamnées au chômage ou à l'exil.

2° La suppression de l'armée de carrière, c'est-à-dire le chômage et le départ de centaines de familles d'officiers, de sous-officiers.

3° La nationalisation de tous les établissements d'enseignement privé auxquels nombre de nos concitoyens sont attachés.

Bien sûr, le candidat socialiste élu maire et conseiller général de Vaison grâce aux voix communistes, va leur payer sa dette en vous demandant de voter pour eux au second tour : c'est vous faire jouer un jeu bien dangereux.

Sur le plan national, la victoire de l'extrême gauche c'est une quinzaine de ministres communistes au Gouvernement en attendant, à l'occasion d'une crise, une prise en main totale du pouvoir avec l'appui de la C.G.T.; c'est à ce moment-là que les socialistes, des sanglots dans la voix, nous diront qu'ils n'avaient pas voulu cela.

J'affirme moi que nous pouvons poursuivre en régime libéral le développement économique et le progrès social : c'est ce que nous proposons !

La décision est capitale : sachez bien ce que vous voulez et ce que vous faites : choisissez.

JACQUES BÉRARD
Député-Maire d'Orange
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

SERGE JACOB
Docteur en médecine. - Conseiller municipal de Valréas
Croix de guerre. - Chevalier de l'Ordre national du mérite

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour, la gauche socialo-communiste a réuni 46 % des voix. Les candidats communistes sont largement en tête !

Pour la première fois, depuis que la République existe, l'extrême gauche a le pouvoir à portée de la main. C'est vous, dimanche prochain, qui direz si vous voulez le lui donner. Vous savez qu'une fois engagés, vous ne pourrez plus revenir en arrière.

La question qui se pose est simple :

Etes-vous prêts à accepter 20 ministres communistes au Gouvernement?

Etes-vous prêts à voir un communiste à la tête des finances, des armées, de la police ou de l'administration préfectorale?

Etes-vous prêts à voir Marchais, Premier Ministre?

Etes-vous prêts à subir la bureaucratie, à voir nationaliser vos exploitations ou vos entreprises à la demande de la C.G.T., à subir le collectivisme et la domination du Parti Communiste?

Etes-vous prêts à participer à des élections comportant un seul candidat comme dans les pays de l'Est?

Si oui, allez-y, votez communiste !

Si non, défendez votre liberté, elle est en danger !

Socialistes, vous avez toujours fait barrage à la montée du pouvoir communiste.

Réformateurs, c'est avec nous et avec nous seuls, que vous pourrez fixer et conduire la politique de la France dans une Majorité nouvelle, ouverte à tous les anti-communistes.

Abstentionnistes du premier tour, vous risquez de faire basculer la France en ne votant pas Dimanche.

Chaque député, chaque voix va compter !

Votez :

JACQUES BÉRARD
Député-Maire d'Orange
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

SERGE JACOB
Docteur en médecine. - Conseiller municipal de Valréas
Croix de guerre. - Chevalier de l'Ordre national du mérite

VENDÉE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chantonnay, La Châtaigneraie, Mareuil-sur-Lay, Pouzauges, La Roche-sur-Yon.

M. Paul CAILLAUD
élu le 4 mars 1973
(R.I.)

1967... 1968... 1973...

Une nouvelle étape de progrès et de réformes.

A deux reprises déjà, vous m'avez désigné pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Vos votes ont ainsi décidé
- sur le plan national;
- sur le plan départemental;

de six années d'évolution dans tous les domaines

Six années de progrès constants.

L'économie.

Notre pays a eu un taux de progression sans précédent. Tous les économistes reconnaissent aujourd'hui le miracle économique français.

Le Domaine Social :

De considérables progrès ont été réalisés pour arriver à une meilleure distribution des fruits de l'expansion.

Une meilleure répartition des charges fiscales a été entreprise (baisse de la fiscalité indirecte : T.V.A.)

Les actions en faveur des plus défavorisés ne sont plus aujourd'hui des exceptions, mais une règle envers les personnes âgées, les veuves, les handicapés...

La participation :

Reprenant une idée lancée par le général de Gaulle, nous avons entrepris et réalisé la participation de tous :

- dans les entreprises;
- dans la vie publique;
- dans les relations entre l'Etat et les forces vives de la nation;
- dans les rapports entre chaque citoyen et l'administration anonyme (la nomination de M. Antoine Pinay comme médiateur, représente un acte politique important).

L'Europe :

Un pas décisif a été franchi par l'élargissement de la communauté (de 6 à 9 membres).

Désormais, la Communauté pourra collaborer et coopérer avec les blocs politiques en toute indépendance.

L'environnement :

La France a innové en créant un ministère de l'environnement dans le but de sauvegarder notre milieu naturel et d'améliorer nos conditions de vie.

Notre action s'est, dans chacun des domaines, répercutée sur notre département et nous avons obtenu, pour la Vendée, une aide de l'Etat de 61 millions de F qui s'est traduite en subventions pour les écoles, les hôpitaux, les équipements sportifs, logements, modernisation des structures.

Propositions pour l'avenir :

Une proposition n'est valable que dans la mesure ou elle est réaliste. C'est ainsi que nous continuerons notre progrès et nos réformes dans le sens du développement et de l'accélération de l'œuvre entreprise, c'est-à-dire :

- Amélioration des conditions de travail.
- Avancement de l'âge de la retraite.
- Sécurité égale pour tous les Français devant la maladie et la vieillesse (salariés et non-salariés).
- Développement de la formation professionnelle (notamment pour les adultes, en particulier les femmes).
- Développement socio-culturel pour maintenir les valeurs fondamentales.
- Sauvegarde de nos libertés, par le maintien d'une Assemblée Nationale attachée à soutenir l'action du Président de la République.

Fidèle à son passé, mais résolue à s'engager hardiment dans la voie de réformes pour un avenir libre et prospère, la Vendée gardera sa confiance à ceux qui ont entrepris la longue et lourde tâche, non seulement d'améliorer un niveau de vie mais de donner un sens à la vie.

PAUL CAILLAUD

U.R.P. Républicains indépendants

Né le 14 septembre 1917 à La Copechagnière (Vendée)
Marié. - 3 enfants
Domicilié à La Roche-sur-Yon
Pharmacien
Maire de La Roche-sur-Yon
Député sortant
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Chevalier de l'Ordre des palmes académiques

Mon remplaçant éventuel vous apporte son dynamisme, sa jeunesse et son sens des réalités contemporaines. Il sera aussi étroitement que possible associé à mon action personnelle au cours de mon mandat. Je me félicite pour ma part, de voir en lui un exemple de promotion sociale.

RAYMOND BITEAU

Né le 25 janvier 1939 à Cheffois (Vendée)
Marié. - 2 enfants
Domicilié à Montournais
Directeur technique

Vous voterez :

PAUL CAILLAUD

Remplaçant éventuel :

RAYMOND BITEAU

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chaillé-les-Marais, Fontenay-le-Comte, L'Hermenault, Luçon, Maillezais, Moûtiers-les-Mauxfaits, Sainte-Hermine, Saint-Hilaire-des-Loges, Talmont.

M. André FORENS
élu le 11 mars 1973
(U.C.)

1re CIRCULAIRE

« Il y a en France encore beaucoup d'injustices et des injustices parfois criantes, je le sais. Ce n'est pas facile de les disparaître.

« Mon effort, celui du Gouvernement, consiste à essayer d'aider d'abord les plus défavorisés : les vieillards, les familles nombreuses, les handicapés, agriculteurs, artisans, commerçants menacés par l'évolution, petits salariés, les femmes dont le travail est mal payé ».

(Entretien télévisé entre Georges Pompidou et Jacques Alexandre - 8 février 1973).

Chères électrices, chers électeurs,

Avec la majorité présidentielle, vous soutiendrez ma candidature pour affirmer votre volonté de poursuite de notre politique de paix et d'indépendance, de défense des institutions, de construction de l'Europe.

Cette volonté nettement affirmée implique que notre pays soit gouverné dans l'ordre et la sécurité, afin que tous ensemble nous intensifions un progrès social auquel je suis particulièrement attaché.

Ajoutons qu'une plus grande justice sociale sera recherchée. Elle est le but indispensable à toute politique de développement économique. Notre société sera à base de participation et non de luttes des classes.

Demain, tous ceux qui rejettent un état collectiviste, bureaucratique et centralisateur, se retrouveront dans une majorité élargie pour appliquer une politique libérale et d'union des Français, à laquelle je vous convie.

Voilà le choix essentiel que vous ferez le 4 mars.

***

Dans notre circonscription, il apparaît à l'évidence qu'alors vous devez choisir entre le député sortant et moi-même.

Je sais le trouble qui s'est emparé de certains en raison de nos deux candidatures. Et pourtant soyez rassurés. Tout est simple.

L'un et l'autre, nous appartenons à la majorité. Pour ma part, vous le savez, je souhaite simplement un élargissement de cette majorité et l'union des Français empreints de liberté et de justice sociale.

L'U.D.R. a donné son appui au député sortant. Il ne pouvait en être autrement. Mais d'autres formations de la majorité m'ont accordé leur confiance (Centre démocratie et progrès de Jacques Duhamel - Mouvement pour le socialisme par la participation d'Edgar Faure).

C'est dire que vous êtes en présence d'une élection primaire et que votre choix du premier tour sera déterminant et définitif.

En effet, celui qui obtiendra moins de voix que l'autre se retirera au deuxième tour Nous l'avons déclaré chacun de notre côté.

Aussi, si vous désirez que je vous représente à l'Assemblée Nationale, il est impérieux que votre vote se porte sur mon nom, dès le premier tour.

J'ai confiance dans votre décision, car je connais votre volonté de voir améliorées vos conditions de vie dans notre Sud Vendéen délaissé depuis de nombreuses années.

***

Nous manquons incontestablement d'un député jouant le rôle d'animateur de notre région.

Seul parmi tous les candidats, je suis maire de commune et j'entends apporter mon aide à mes collègues par des réunions périodiques de travail, dans le cadre de chaque canton. Nous demanderons ensemble la réforme urgente de nos finances locales.

Mais, mes activités seront essentiellement orientées vers l'expansion du Sud Vendéen, alors que depuis dix années nous avons été délaissés.

Ici, à Fontenay-le-Comte, grâce à un travail acharné, nous avons pu réussir une industrialisation à laquelle personne ne croyait encore récemment. Nous avons ainsi procuré du travail à une population contrainte de quitter la Vendée. Cette réussite est l'œuvre du seul conseil municipal et nous dénions à quiconque de cette circonscription le droit de prétendre à la création d'un seul emploi.

Ce que nous avons fait ici, j'ai l'intention de le réussir ailleurs et aussi d'équilibrer notre milieu rural par l'implantation d'ateliers de quelques dizaines d'emplois (secteur féminin en particulier). Croyez-moi la réussite de cette politique est possible.

Une politique touristique mieux coordonnée sera enfin entreprise et seront protégés nos pêcheurs de l'Aiguillon bien menacés.

Mais ce développement de nos campagnes doit s'accompagner d'une politique agricole concertée. N'oublions pas en effet que notre circonscription a d'abord une vocation agricole.

Avec mon suppléant, qui ira régulièrement vers vous, vos problèmes seront étudiés. M. Léon Aimé est agriculteur depuis toujours. Homme compétent et dévoué au dynamisme partout reconnu, son action sera mise au service de la promotion de nos populations agricoles.

Commerçants et artisans participeront à cette évolution par un allègement de leurs fardeaux (patentes - retraites).

Nous rechercherons un peu plus de justice pour les anciens combattants 39-45, pour ceux du S.T.O., pour les anciens prisonniers. Je ne serai pas celui qui reniera sa signature...

***

L'économique et le social sont étroitement liés. Aussi je ne perdrai jamais de vue le sens véritable de toute action humaine : aller vers une plus grande justice sociale.

Vous m'aiderez dans cette tâche exaltante, car l'avenir de notre jeunesse, le sort du troisième âge, dépendent de cette politique dynamique, que nous mènerons ensemble pour le bien-être de nos populations.

ANDRÉ FORENS
Avocat au Barreau
Maire de Fontenay-le-Comte
Conseiller général de la Vendée

Remplaçant éventuel :

LÉON AIMÉ
Agriculteur
Maire-adjoint des Moutiers-les-Mauxfaits

2e CIRCULAIRE

L'U.D.R. a retiré son appui au député sortant, battu au premier tour.

André Forens reçoit seul l'investiture de toutes les formations de la majorité. Il est le candidat d'union de l'U.R.P.

Chères électrices, chers électeurs,

Avec plus de 30 % des voix, vous m'avez placé en tête de tous les candidats au premier tour des élections législatives.

Je vous en remercie et je vous félicite pour votre volonté de poursuite de notre politique de paix et d'indépendance, de défense des institutions, de construction de l'Europe.

Par votre vote, vous avez également affirmé votre volonté que notre pays soit gouverné dans l'ordre et la sécurité et que soient intensifiés la justice et le progrès social.

Demain comme hier, derrière le Président de la République, rejetant un Etat collectiviste, nous nous retrouverons, dans une majorité élargie, pour appliquer une politique libérale et d'union des Français.

Dimanche prochain votre vote sera capital. Vos voix ne peuvent plus se disperser. Vous vous rassemblerez sur mon nom. Toute autre candidature serait facteur de division et entraînerait la menace de l'Union de la gauche.

***

C'est donc en toute confiance que je vous appelle à mener le combat pour la France.

Après mon élection à l'Assemblée Nationale, nous travaillerons tous ensemble pour l'expansion du Sud vendéen et la promotion de nos populations agricoles.

Nous irons vers plus de justice et de progrès social à la recherche du bonheur de l'homme.

ANDRÉ FORENS

Avocat au Barreau
Maire de Fontenay-le-Comte
Conseiller général de la Vendée

U.D.R. - C.D.P. - R.I. - M.S.P.

Remplaçant éventuel :

LÉON AIMÉ

Agriculteur
Maire-adjoint des Moutiers-les-Mauxfaits

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvoir-sur-Mer, Challans, l'Ile-d'Yeu, la Mothe-Achard, Noirmoutier, Les Sables-d'Olonne, Saint-Jean-de-Monts, Saint-Gilles-sur-Vie.

M. Pierre MAUGER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Arrivé au terme du mandat que vous m'avez confié en 1967 et renouvelé en 1968 pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, je viens vous demander de me conserver votre confiance et de me désigner à nouveau comme votre député.

J'ai en effet le sentiment d'avoir bien rempli ma tâche durant ces six années et de mériter votre confiance, tant pour l'action que j'ai menée sur le plan national que pour celle qui fut la mienne en Vendée où j'ai apporté mon aide à tous ceux qui la sollicitaient, collectivités locales comme simples citoyens.

Ainsi, localement, par mes interventions — et elles furent des milliers — j'ai pu permettre à bien des projets municipaux de voir le jour et à bien des situations particulières parfois dramatiques de trouver une issue heureuse.

A l'Assemblée Nationale, j'ai toujours voté les lois en conscience, en tenant compte, certes, de l'intérêt général, mais aussi et surtout de vos intérêts, que vous m'aviez chargé de défendre. Aujourd'hui, je me présente devant vous heureux de vous avoir été utile et satisfait du devoir accompli.

Mais, si beaucoup a été fait, il reste encore bien des projets à réaliser. Aussi, pour mon prochain mandat, si vous décidez de me renouveler votre confiance, je me propose d'employer tous mes efforts pour :

Sur le plan vendéen :

— faire aboutir les grands projets d'aménagement de notre côte;
— réaliser les équipements indispensables au confort des habitants, tels que l'assainissement et l'adduction d'eau;
— améliorer notre réseau routier et développer d'urgence les liaisons téléphoniques;
— promouvoir les activités industrielles et commerciales;
— assurer le plein emploi, en particulier pour les jeunes;
— soutenir l'action menée par les marins-pêcheurs, les artisans et les commerçants dans la défense de leurs professions;
— assurer aux agriculteurs une juste rémunération de leur travail par la garantie des prix agricoles;
— obtenir davantage de crédits pour la construction de logements, d'écoles et de terrains de sport;
— aider au développement du tourisme et de l'hôtellerie;
— apporter à tous ceux qui en ont besoin l'aide et l'assistance qui leur sont nécessaires.

Sur le plan national :

Je soutiendrai énergiquement la politique déterminée par le Président de la République et j'œuvrerai plus particulièrement pour :

— la mise au point d'une loi d'orientation pour les artisans et les commerçants, qui fixera leur statut et assurera leur avenir;
— l'abaissement de l'âge de la retraite;
— l'amélioration de la situation financière des personnes âgées;
— l'aide aux enfants handicapés;
— la promotion de la femme;
— la protection des travailleurs et l'amélioration des conditions et des temps de travail;
— l'évolution de l'enseignement dans un sens pratique et utile;
— la reconnaissance des droits des anciens d'A.F.N. et la revalorisation des pensions et retraites des Anciens combattants;
— Enfin, toutes actions qui concourront au progrès économique, à l'expansion industrielle, au développement du niveau de vie des Français.

Voilà, très sincèrement et très simplement, quels seront mes objectifs si vous me désignez à nouveau pour être votre député.

Et si, par hasard, je venais à disparaître au cours du mandat que vous m'auriez confié, c'est comme par le passé Jean-Jacques Viguié, maire de Saint-Jean-de-Monts et conseiller général, qui me remplacerait. Vous connaissez sa droiture, sa loyauté et son sens du devoir. Vous pouvez être assurés qu'il poursuivrait sans faillir l'action entreprise.

PIERRE MAUGER

Député sortant
Vice-président du Conseil général
Ancien déporté résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Rosette de la Résistance
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-JACQUES VIGUIÉ

Docteur en pharmacie
Maire de Saint-Jean-de-Monts
Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Je tiens avant tout à vous remercier de tout cœur de la confiance que vous m'avez manifestée dimanche dernier 4 mars.

Arrivé en tête au premier tour, avec plus de 20.000 voix, je suis désormais le *seul candidat* représentant la *majorité*.

L'équivoque maintenant étant levée, je puis vous assurer que si vous m'accordez vos suffrages, je remplirai mon mandat comme par le passé, avec conscience et dévouement apportant à chacun l'aide dont il aura besoin défendant *tous les intérêts professionnels*, faisant aboutir les justes revendications des Anciens combattants, assurant aux plus déshérités, personnes âgées, veuves et handicapés, les moyens financiers qui leur sont nécessaires.

Enfin, je soutiendrai énergiquement la politique du Président de la République, qui, par des réformes judicieuses dans les domaines économiques et sociaux, apportera aux Françaises et aux Français le bonheur qu'ils réclament.

PIERRE MAUGER

Député sortant
Vice-président du Conseil général
Ancien déporté résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Rosette de la Résistance
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-JACQUES VIGUIÉ

Docteur en pharmacie
Maire de Saint-Jean-de-Monts
Conseiller général

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Les Essarts, Les Herbiers, Montaigu, Mortagne-sur-Sèvre, Palluau, Le Poiré-sur-Vie, Rocheservière, Saint-Fulgent.

M. Vincent ANSQUER

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Vous m'avez élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Ensemble, nous avons travaillé au redressement de la France, au développement économique pour assurer le plein emploi et le progrès social. Un grand mouvement de réformes s'est accompli dans l'ordre et la sécurité.

Ensemble, nous avons travaillé au développement de la Vendée et à l'amélioration de nos conditions de vie.

Une étape importante a été franchie.

Vous avez donné à tous nos compatriotes l'exemple de l'effort :

Dans la famille : par une formation plus complète des enfants.

Dans l'entreprise : par le dynamisme, le goût du travail bien exécuté, la volonté d'expansion.

Dans les collectivités, les associations : par le développement de la solidarité et de la fraternité, le sens des responsabilités.

L'agriculture, dont la place a paru menacée principalement à cause de la faible taille de nos exploitations, s'est rénovée grâce à la ténacité et à la gestion clairvoyante de nos agriculteurs.

L'orientation de l'élevage vers la production laitière a garanti des ressources mensuelles aux familles, et assuré une heureuse transition vers la production de la viande qui doit être la première ressource du département.

L'industrialisation s'est poursuivie. Mieux répartie sur notre territoire, elle est aussi plus diversifiée. Elle doit désormais consolider ses positions face à une compétition internationale extrêmement sévère. Elle a besoin d'hommes.

C'est pourquoi, il est de plus en plus nécessaire de veiller à l'orientation professionnelle de nos jeunes pour faciliter leur insertion dans la vie active. Nous devons en même temps amplifier la réalisation d'équipements collectifs tels que les centres de formation et de loisirs, la construction des logements, les réseaux de communications, les aménagements sportifs, etc.

Malgré l'apparition des magasins à grande surface de vente et une fiscalité inadaptée, *le commerce* a su résister à une concurrence très vive.

Une loi, à laquelle je suis très attaché, va permettre au commerce indépendant de retrouver de saines conditions de concurrence et les moyens de progresser grâce à l'allégement des charges fiscales et à un régime social plus équitable.

L'artisanat et les métiers qui ont à surmonter des difficultés identiques, font également l'objet d'une loi d'orientation.

Qu'ils assurent un service, qu'ils soient producteurs de biens ou d'objets d'art, les artisans jouent dans l'économie moderne un rôle primordial que les pouvoirs publics doivent faciliter et encourager.

D'autres formes d'activités existent ou sont à créer. Elles constituent et constitueront les rouages complémentaires qui permettent à tout un ensemble de se développer.

Sans négliger aucune branche, ni aucune catégorie, et sans aucune discrimination, j'ai entretenu avec vous des relations permanentes.

Les innombrables correspondances que nous avons échangées, les visites que vous m'avez rendues, les discussions que j'ai eues lors de mes déplacements en Vendée, m'ont permis de connaître vos difficultés et vos préoccupations, de comprendre vos aspirations.

La confiance que vous m'avez accordée a été et demeure mon meilleur soutien dans cette vaste entreprise.

L'œuvre commencée n'est pas achevée, car rien n'est jamais acquis définitivement.

J'appartiens à un mouvement politique qui n'est pas sans reproche, mais qui a permis à la France de se redresser, aux Français de retrouver la paix et d'avancer sur la voie du progrès, à l'Europe de s'édifier.

En m'engageant dans l'action politique, j'ai accepté de consacrer la plus large part de mon temps et de mettre toutes mes forces au service des hommes.

Mon combat c'est celui de l'homme.

« C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. »

Ces légitimes ambitions sont réalisables par :

— l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail;
— une meilleure répartition des résultats de l'expansion;
— la mise en place des institutions régionales.

Mon combat est aussi pour une société plus juste et plus humaine. Une société qui ne délaisse pas les plus défavorisés, les handicapés, les personnes âgées.

Une société où les partenaires agissent en hommes libres et responsables.

De même que nous n'acceptons pas d'être asservis par le progrès, de même nous refusons que l'étatisme nous prive des libertés essentielles et nous enlève la joie de vivre.

Au-delà de la société, c'est une civilisation qu'il faut sauver.

Une vague de subversion tend à submerger la jeunesse et les familles, à déformer les esprits et les consciences. Nous devons la briser et défendre les valeurs intellectuelles et morales qui sont les réelles richesses de notre civilisation.

En refusant un monde sans âme, chères Vendéennes, chers Vendéens, nous saurons à nouveau nous unir pour promouvoir la qualité de la vie et le véritable épanouissement de l'homme.

VINCENT ANSQUER

Député sortant
Conseiller général
Maire de La Bruffière

Remplaçant éventuel :

LÉON DARNIS

Docteur-vétérinaire
Adjoint au maire du Poiré-sur-Vie

VIENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Mirebeau, Neuville-du-Poitou, Poitiers-Nord, Poitiers-Sud, Saint-Georges-les-Baillargeaux, Saint-Julien-l'Ars, La Villedieu-du-Clain, Vouillé.

M. Pierre VERTADIER

(Candidat de l'union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Au moment où je vais solliciter une nouvelle fois votre confiance, je crois de mon devoir de rappeler objectivement mon action passée et d'exposer clairement les principes qui me guideront dans mon action future.

Les résultats concrets et les témoignages visibles du développement tant de la ville de Poitiers que des communes qui l'entourent ne peuvent être contestés, ils sont sous vos yeux.

Aujourd'hui, au prix d'un grand effort, notre équipement est capable d'assurer notre avenir et celui de nos enfants. Ce n'est pas tirer vaine gloriole, mais recueillir le fruit de notre travail commun que de se réjouir d'avoir obtenu le Prix de la Ville la plus sportive de France, et récemment le Prix de l'Expansion régionale.

Mais l'expansion de Poitiers, si spectaculaire soit-elle, n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un élément du développement harmonieux d'un ensemble urbain et rural. Poitiers n'a nul besoin de devenir une agglomération insupportable, et les communes qui l'entourent doivent aussi ressentir les effets bénéfiques de sa croissance et de sa prospérité. Cela est déjà visible et à travers tous nos projets apparaît bien notre volonté de rester à l'échelle humaine et sauvegarder notre cadre de vie.

Tel a été mon souci au cours de ces années passées et tel sera, si vous me soutenez encore par votre confiance, le fil conducteur de mon action future.

Mais les élections ne sanctionnent pas seulement le travail accompli et les résultats obtenus par les individus,

Elles mettent en jeu le destin de la nation.

Car c'est bien du destin de la France, du destin de chaque Française et de chaque Français qu'il s'agit. C'est là que se trouve le débat.

Il faut savoir que la prise du pouvoir par l'alliance socialo-communiste signifie un changement de régime économique et un changement de régime politique, et il faut le dire.

D'abord le régime économique : nous vivons dans un système d'économie libérale, tempéré par l'intervention de l'Etat, notamment au moyen des lois sociales. Nous vivons aussi dans un monde d'échanges, dans l'Europe d'abord, et avec les autres pays à l'Est comme à l'Ouest. Tout cela a assuré à la France une position incontestée et aux Français de substantielles améliorations.

Or, les promesses démagogiques et les mesures absurdes conduisent inévitablement à la récession, interne d'abord avec son cortège de chômage et de restrictions, externe ensuite avec l'inflation, nouvelle source de restrictions et de chômage.

Le régime politique : Depuis quatorze ans, nous vivons dans un pays où apparaît enfin, par le fait majoritaire et l'équilibre des pouvoirs, ce que tous les Français souhaitaient : la cohérence politique dans la stabilité gouvernementale.

La preuve a été faite depuis quinze ans que nos institutions convenaient à notre pays et à notre temps. Or, un voile pudique recouvre les annonces socialo-communistes dans ce domaine et on parle à peine de quelques « retouches ».

Les socialistes rêvent peut-être d'une « alternance démocratique » et les communistes de la « démocratie populaire ». Peu importe lequel des rêveurs trompe l'autre car leur alliance ne durera pas, ne pourra pas durer mais elle conduira à un nouveau régime politique, le collectivisme. Et il faut le dire.

Le bilan que vous présente la majorité à laquelle j'appartiens est positif. Dans bien des domaines, en particulier le domaine social auquel je me suis le plus attaché, car il s'agit là d'une de mes préoccupations essentielles, aucune législature n'a accompli un tel travail pour adapter notre société au monde moderne et pour effacer, dans toute la mesure du possible, les injustices ou les retards. C'est dans le même esprit et avec la même volonté que je souhaite aborder une phase nouvelle, avec un élan nouveau.

Je sais, parce que j'ai la chance d'avoir avec vous un dialogue permanent, que vous avez des problèmes personnels ou professionnels. C'est le rôle de votre député de les connaître et de les exprimer, au sein de la majorité. Car c'est dans une majorité, demain, que seront assurés la poursuite de notre action persévérante, la stabilité de nos institutions, la liberté de tous les citoyens, la place de la France dans le monde et le bonheur des Français.

PIERRE VERTADIER

Né en 1912 à Poitiers, où son père était dentiste.
Docteur en pharmacie.
Maire de Poitiers.
Président du District urbain de Poitiers.
Président du Syndicat mixte du Seuil du Poitou.
Conseiller général de la Vienne.
Vice-Président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes.
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RENÉ MÉTAYER

Docteur en médecine
Président de l'Office
Départemental d'H.L.M.
Maire de Neuville-de-Poitou
Conseiller général de la Vienne

2e *CIRCULAIRE*

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Merci à toutes celles et à tous ceux qui, dès le premier tour, m'ont accordé leur confiance, me plaçant en tête d'une manière incontestable.

Par leur fidélité et leur vote massif, malgré le dénigrement systématique de mes adversaires, ils m'ont donné acte du travail que j'ai accompli pour le bien de cette circonscription et des résultats que j'ai obtenus.

Ils ont aussi, et surtout, témoigné de leur attachement à une société libérale, seule garante de leurs droits et de leurs libertés.

Contre l'alliance socialo-communiste où les socialistes jouent les « faire-valoir » d'un programme de contrainte et de régression, *j'appelle toutes les électrices, tous les électeurs à réaliser l'union.*

Une union plus que jamais indispensable pour agir et réformer, pour que la France tienne sa place dans le monde et en Europe, pour mieux assurer à tous les fruits de l'expansion et pour continuer le développement déjà visible de notre région en faveur de tous, agriculteurs et citadins.

L'union de la liberté, du bon sens et du progrès.

Demain, contre la coalition socialo-communiste et son otage, vous voterez pour un homme libre dans une société libre.

Vous voterez :

PIERRE VERTADIER

Né en 1912 à Poitiers, où son père était dentiste
Docteur en pharmacie
Maire de Poitiers
Président du District urbain de Poitiers
Président du Syndicat mixte du Seuil du Poitou
Conseiller général de la Vienne
Vice-Président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RENÉ MÉTAYER

Docteur en médecine
Président de l'Office
Départemental d'H.L.M.
Maire de Neuville-de-Poitou
Conseiller général de la Vienne

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châtellerault, Dangé, Leigné-sur-Usseau, Lencloître, Loudun, Moncontour, Monts-sur-Guesnes, Pleumartin, les Trois-Moutiers, Vouneuil-sur-Vienne.

M. Pierre ABELIN

(Candidat du Mouvement réformateur)

élu le 11 mars 1973

(R.D.S.)

1re *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Vous désirez que soit assurée l'égalité sociale et fiscale, que les personnes âgées et les travailleurs de l'agriculture et de l'industrie bénéficient pleinement du progrès économique et technique.

Vous exigez qu'il soit mis fin à des dépenses ruineuses et non contrôlées ainsi qu'à une hausse des prix record.

Vous voulez que par une véritable politique d'aménagement du territoire les communes rurales et les villes secondaires ne soient pas sacrifiées au gigantisme des grandes agglomérations.

Vous réclamez que l'équipement public, routes, adduction d'eau, logement, maisons pour personnes âgées, hôpitaux, écoles, soit réalisé sans retard.

Vous souhaitez que maintes décisions qui vous concernent soient prises à l'échelon régional et non plus dans d'anonymes bureaux parisiens.

Vous entendez que le Gouvernement gouverne et que le Parlement légifère et contrôle.

C'est à vous d'imposer votre volonté.

L'U.D.R. a manqué à ses devoirs. Elle a sacrifié les personnes âgées, les rapatriés, les victimes de guerre. Elle a laissé s'aggraver l'injustice sociale et l'inégalité fiscale. Elle a laissé se développer maint scandales et compromissions dont M. Victor Rochenoir n'est qu'un des acteurs parmi tant d'autres.

Le Parti communiste multiplie les promesses non chiffrées, mais il engendrerait, comme partout où il est au pouvoir, la plus lourde des bureaucraties; les priorités sociales seraient en fait sacrifiées à l'étatisme. Il en résulterait un freinage rapide de l'expansion économique et une accélération de la hausse des prix. De nombreuses entreprises moyennes et petites, et les travailleurs qu'elles emploient verraient menacer leur activité.

Seuls les réformateurs vous proposent un programme de gouvernement sérieux et chiffré comportant des avantages réels pour les personnes âgées, les producteurs agricoles et les travailleurs de l'industrie, les artisans et commerçants, les rapatriés et les victimes des guerres.

Ils constitueront demain l'axe d'une nouvelle majorité.

Pierre Abelin est un homme politique ayant des responsabilités nationales.

Démocrate convaincu, il est un opposant loyal à la majorité sortante. Il est considéré comme un travailleur infatigable.

Chacun reconnaît ses qualités d'administrateur à la présidence du Conseil général de la Vienne et à la tête de la municipalité de Châtellerault.

Robert Gourault est un administrateur très compétent et écouté.

Démocrate courageux et sincère, conseiller général et maire, il est estimé et apprécié de tous.

Votez réformateur.

Pour le changement dans le calme, accordez-nous votre confiance dès le 4 mars prochain.

PIERRE ABELIN

Président du Conseil général de la Vienne
Maire de Châtellerault
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT GOURAULT

Conseiller général de la Vienne
Maire de Vézières

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Vous nous avez placés très largement en tête des candidats aux élections législatives dans la circonscription de Châtellerault-Loudun.

A ceux qui nous ont apporté leur soutien dès le 4 mars, nous disons notre entière gratitude.

A tous ceux qui apprécient notre activité inlassable au service du Châtelleraudais et du Loudunais et qui veulent à la fois la justice sociale et le progrès économique, nous adressons l'appel le plus confiant.

Votez massivement pour nous le 11 mars.

Vive la France !.. Vive la République !...

PIERRE ABELIN

Président du Conseil général de la Vienne
Maire de Châtellerault
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT GOURAULT

Conseiller général de la Vienne
Maire de Vézières

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Availles-Limousine, Charroux, Chauvigny, Civray, Couhé-Vérac, Gençay, l'Isle-Jourdain, Lusignan, Lussac-les-Châteaux, Montmorillon, Saint-Savin, la Trimouille, Vivonne.

M. Claude PEYRET

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien au Président de la République)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

En 1969, vous avez élu Georges Pompidou, Président de la République. Cette élection signifiait la volonté du pays de voir se poursuivre l'œuvre de redressement national, de croissance économique et de progrès social entreprise sous la Ve République, avec le général de Gaulle.

Il faut maintenant être logique.

Aucune action constructive n'est possible en France que s'il existe entre le Chef de l'Etat et la majorité parlementaire un accord sincère, fondé sur une communauté de vues. Comment notre progrès économique et surtout SOCIAL pourrait-il être maintenu et se poursuivre dans l'ordre, si un conflit éclatait demain entre le programme d'une majorité hostile et les grandes options que le peuple français a choisies en élisant le Président de la République?

C'est affaire de bon sens et d'efficacité.

C'est pour fournir à Georges Pompidou une adhésion renouvelée et lui permettre de poursuivre ce que nous avons commencé que nous nous présentons à vos suffrages en une union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République.

Cette UNION est ouverte à tous ceux qui partagent notre grand dessein, et nous vous appelons à vous rallier, massivement, à nos grandes options nationales et aux objectifs nouveaux que nous voulons atteindre pour la France.

Sur le plan national:

L'indépendance et la paix, que nous avons établies, car il n'y a pas de croissance économique, ni de progrès social sans la paix, et sans une France maîtresse de ses destinées, responsable de sa défense, libre dans la conduite de son économie, contribuant à faire de l'Europe une vaste communauté qui assure le plus haut degré de bien-être et de liberté pour chacun de ses citoyens.

Le progrès, fondé sur une politique d'expansion dans la stabilité, impliquant une monnaie forte et un budget en équilibre, qui, de l'avis-même de tous les pays étrangers,

nous place aujourd'hui dans les tout premiers pays du monde pour la croissance économique.

Ce progrès, s'il se poursuit sans secousse (comme hélas ! nous en avons connue en mai 1968), doit nous permettre d'atteindre les objectifs suivants :

Pour les personnes âgées : doublement de leur allocation-vieillesse, comme nous l'avons déjà fait au cours de la législature qui s'achève ;

Pour les agriculteurs : poursuite d'une économie moderne et prospère fondée sur la consolidation de l'entreprise familiale, comme nous l'avons amorcé par le vote des lois d'orientation, le développement du Marché commun agricole, l'encouragement de l'élevage, la réforme de l'I.V.D. et des accidents du travail des salariés, l'aide aux jeunes agriculteurs;

Pour les commerçants et artisans, l'égalité des chances, l'égalité fiscale, la réforme de la patente, comme nous l'avons déjà fait pour leur régime de retraite l'attribution d'une aide pour les plus défavorisés qui se retirent, la diminution de leur fiscalité;

Pour les travailleurs salariés, l'accroissement de leur pouvoir d'achat par le relèvement des bas salaires, et l'amélioration des conditions de travail, comme nous l'avons déjà fait par la création du SMIC (qui a progressé de 40 % en trois ans), la généralisation de la mensualisation, et l'installation de la formation professionnelle au cours de leur carrière;

Pour les femmes, leur accès à tous les emplois, l'établissement d'un contrat de progrès pour les familles, l'harmonie de leur vie familiale et professionnelle, la possibilité d'assumer pleinement leurs responsabilités pour la transmission de la vie, comme nous l'avons déjà fait pour l'égalité des salaires, la protection des droits de la veuve ou de la divorcée, la promotion de la femme qui devient l'associée et non la subordonnée du mari;

Pour les jeunes, leur participation dès 19 ans à la vie politique, comme nous l'avons déjà fait en triplant en quinze ans le nombre d'étudiants, en faisant du budget de l'Éducation Nationale le premier budget de l'État, en développant la formation permanente et en facilitant le placement des jeunes.

Sur le plan local:

Nous continuerons à veiller à ce que notre circonscription ait toute sa part dans les progrès obtenus sur le plan national. Notre effort portera sur la poursuite de l'équipement de notre région, en liaison avec vos élus locaux et vos responsables socio-professionnels, notamment :

— Création de nouvelles implantations industrielles; qui nous ont déjà permis de TRIPLER en cinq ans le nombre des emplois créés, avec près d'un demi-milliard d'anciens francs d'aide de l'État;

— Construction de logements, qui ont été triplés au cours des cinq dernières années;

— Équipement sanitaire et social, qui a également triplé dans notre circonscription au cours des cinq dernières années;

— Équipements agricoles et ruraux, pour lesquels près de 5 milliards d'anciens francs de travaux ont été réalisés avec le concours de l'État, dans notre circonscription, pendant les cinq dernières années;

— Équipements scolaires, sportifs et socio-éducatifs : Nous obtiendrons la nationalisation des C.E.G. de Charroux, de Gençay, de Lussac-les-Châteaux, ainsi que l'étatisation du Lycée de Civray, comme nous avons obtenu la nationalisation des C.E.G. de Couhé-Vérac, de l'Isle-Jourdain, de Vivonne, de Saint-Savin et du C.E.S. de Chauvigny, plaçant notre circonscription au tout premier rang de notre département dans ce domaine. Nous réaliserons un nouveau C.E.S. à Chauvigny, ainsi qu'un C.E.T. à Chauvigny et à Civray.

Nous avons obtenu l'amélioration des conditions d'octroi des bourses de l'enseignement secondaire en milieu rural, dans le Plan d'aménagement rural du Montmorillonnais;

L'équipement sportif et socio-éducatif (piscines, gymnases, clubs de jeunes) sera poursuivi et même intensifié;

— Équipement touristique : villages de vacances, terrains de camping, plans d'eau, placent notre circonscription en tête du département en ce domaine;

— Équipement téléphonique : notre circonscription sera dans moins de trois ans la première de France à être entièrement équipée en automatique électronique;

— L'équipement routier : sera poursuivi, notamment sur la RN 10, et l'environnement protégé par l'aménagement de décharges contrôlées d'ordures ménagères.

Tels sont les principaux objectifs que nous poursuivrons avec énergie, en toute conscience, en dehors de tout sectarisme, avec le seul souci du bien public, et dans l'esprit le plus large de Justice et d'Union.

Il n'y a pas d'alternative.

La victoire de nos adversaires, tous deux opposants systématiques au régime, remettrait inéluctablement en cause ce que nous avons acquis depuis quatorze ans.

Vous ne le voulez pas.

Dès le premier tour massivement une majorité pour le Président

Votez efficacité.

Votez sécurité.

Votez Docteur Peyret. C'est plus sûr !

Docteur Claude PEYRET

Docteur en Médecine
47 ans — Marié, 5 enfants
Croix de guerre 39-45
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Croix du Combattant volontaire
Médaille du Combattant
Médaille des engagés volontaires
Maire de Brigueil-le-Chantre
Conseiller général de La Trimouille
Vice-président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Président de la Commission spéciale du commerce à l'Assemblée Nationale
Député sortant
Membre du Comité central de l'Union des démocrates de la République
Président des Groupes d'études parlementaires, des problèmes sanitaires et sociaux,
et des problèmes du commerce et de l'artisanat à l'Assemblée Nationale
Rapporteur du Budget de la santé publique
Membre de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles.
Membre des Commissions des finances, de l'action sanitaire et sociale,
et du plan du Conseil général de la Vienne
Membre du Conseil académique de Poitiers
Vice-président de l'Association des maires de la Vienne.
Président du Syndicat intercommunal à vocation multiple de La Trimouille

Remplaçant éventuel :

Arnaud LEPERCQ

Ingénieur en agriculture
Exploitant agricole
Diplomé de l'Institut des hautes études de droit rural
35 ans — Marié, 4 enfants
Croix de la Valeur militaire
Médaille Commémorative d'Algérie
Maire d'Usson-du-Poitou
Président du Syndicat départemental des éleveurs de porcs
Président de l'Association départementale des agriculteurs irrigants
Administrateur de la Caisse locale de Crédit agricole
Membre du Bureau du Comité d'expansion et d'aménagement du Montmorillonnais

2e CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Nous vous remercions des 26.170 suffrages que vous nous avez apportés dimanche dernier.

Par ce vote massif, qui a frisé la majorité absolue dès le premier tour, (47,7 %) et nous accorde le plus fort pourcentage de tous les candidats du département, vous avez su discerner le sens et la valeur de notre action, tant dans notre arrondissement qu'au Parlement.

Vous nous avez très largement placés en tête dans notre circonscription, malgré une campagne éhontée de basses calomnies, de mensonges grossiers, d'insultes infâmantes et diffamatoires de nos adversaires.

Nous ne les rejoindrons pas sur ce terrain, ayant, pour notre part, une plus haute idée de la fonction politique.

Face à nos adversaires marxistes et collectivistes de Front Populaire, qui, sous un masque équivoque, ont pu jeter le trouble dans certains esprits, nous nous présentons à visage découvert, comme toujours, en une union largement ouverte à tous ceux qui aspirent au changement et au progrès, dans l'ordre et la liberté.

La présence à nos côtés de notre ami Arnaud Lepercq, centriste du centre démocratie et progrès en est une preuve éclatante, tout autant que notre action libérale et novatrice déployée au Parlement dans les domaines sanitaires et sociaux au cours de la denière législature.

Seuls libéraux, seuls vrais ruraux, demain comme hier, déjouant les manœuvres avouées ou occultes de nos adversaires, vous nous renouvellerez largement la confiance que vous nous avez toujours témoignée!

Pour que notre circonscription soit associée à la majorité élargie décidée à soutenir l'action du Président de la République, votez en masse sans abstention pour le :

Docteur CLAUDE PEYRET

Docteur en Médecine
47 ans, marié, 5 enfants
Croix de guerre 39-45
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Croix du Combattant volontaire
Médaille du Combattant
Médaille des engagés volontaires
Maire de Brigueil-le-Chantre
Conseiller général de la Trimouille
Vice-président de la Commission
des Affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée Nationale.
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ARNAUD LEPERCQ

Exploitant agricole
35 ans, marié, 4 enfants
Croix de la Valeur militaire
Médaille Commémorative d'Algérie
Maire d'Usson-du-Poitou

VIENNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châteauneuf-la-Forêt, Eymoutiers, Limoges-Est, Limoges-Nord, Limoges-Sud, Saint-Léonard-de-Noblat.

Mme Hélène CONSTANS

(Candidat du Parti communistre français
pour l'union populaire et la victoire du programme commun)
élue le 11 mars 1973
(C.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Nous nous adressons à vous et nous sollicitons votre suffrage comme candidats présentés par le Parti communiste français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Ces élections auront, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit, de la manière la plus nette, condamner la politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les partis de gauche.

Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater? D'un côté, une infime minorité de la population accapare pour elle-même et emploie à toutes sortes de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que, de l'autre côté, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on élimine par milliers les exploitants familiaux, par centaines les petites affaires commerciales et artisanales.

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre des magnats de la finance et de leurs commis — U.D.R.-Indépendants-Centristes — au pouvoir depuis quinze ans !

Le programme commun de gouvernement prévoit la mise en œuvre de mesures sociales et démocratiques d'une ampleur et d'une portée sans précédent (que nous vous rappelons au verso).

L'application de ces mesures, comme on l'a vu en 1936, 1945, 1968, sera un des facteurs du développement de l'économie.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée. Jamais les libertés n'auront connu un tel épanouissement.

Une politique exétrieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique appuyée sur les nationalisations (celles de treize grandes sociétés et des banques, s'ajoutant aux nationalisations déjà existantes) permettra à la fois de développer la production, de créer de nouvelles richesses et de consacrer aux besoins collectifs et individuels des milliards jusqu'ici accaparés par une minorité.

Vous ne vous laisserez pas abuser par le chantage et les mensonges de nos adversaires, qui sont aussi les vôtres. Le changement peut et doit intervenir dans l'ordre. Nous entendons que vous puissiez librement exprimer votre volonté et nous nous engageons à tout faire, en nous tenant résolument dans la légalité, pour que votre verdict soit respecté.

Le choix est clair. Dans cette circonscription, le candidat le plus efficace et le plus digne de votre confiance, le candidat qui peut battre les hommes du pouvoir, avoués ou camouflés, c'est le candidat communiste. Vous vous prononcerez en fonction des actes et non des promesses ou des étiquettes.

Vous voterez communiste :

Parce que le renforcement en voix et en sièges du Parti communiste dans la gauche unie est une garantie essentielle de l'application du programme commun, et notamment des mesures sociales, une garantie qu'après avoir voté à gauche on ne fera pas une politique de droite.

Vous voterez communiste :

Parce que le Parti communiste a mené, seul au début, et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche pour un changement démocratique (comme en ont toujours témoigné en Haute-Vienne nos décisions de désistement en faveur des candidats socialistes arrivés en tête). Vous voterez pour le parti qui a été l'artisan essentiel du programme commun.

Vous voterez communiste :

Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée Nationale de demain.

Votez le 4 mars pour un député communiste.

Dans cette circonscription, l'élection d'un député communiste est possible; elle mettrait fin à la situation inadmissible qui fait que notre région n'a aucun parlementaire communiste alors qu'un Limousin sur trois nous a accordé sa confiance.

De plus et malheureusement, peu de départements peuvent se donner une femme communiste comme député, alors que les femmes représentent plus de la moitié du corps électoral : nous avons ici le moyen de compenser un peu cette injustice.

Le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour, le 4 mars, le Parti communiste français, sera décisif pour lui donner l'audience et la représentation parlementaire qu'il mérite.

Nous pensons avoir fait nos preuves :

Votez pour l'efficacité et le sérieux.
Votez pour que ça change.
Votez pour le progrès dans l'ordre et la liberté.

HÉLÈNE CONSTANS

Professeur agrégé
Maître assistante à la Faculté des Lettres

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ RIBIÈRE

Moniteur à la Direction de l'enseignement
supérieur et technique des P.T.T.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite :

C'est notamment : le relèvement général des salaires; le salaires minimum à 1.000 F; l'abaissement de l'âge de la retraite; la réduction de la durée du travail; l'amélioration du sort des personnes âgées; l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse; la mise en œuvre d'une politique de logement social; une réforme de l'éducation nationale; l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises; le remboursement à 80 % des frais médicaux. Les paysans, artisans, commerçants bénéficieront des mêmes avantages sociaux que les salariés (maladie, retraite vieillesse, remboursement des frais médicaux).

Les intérêts des paysans seront garantis avec : la création d'un office foncier qui mettra la terre à la disposition de ceux qui veulent la travailler. Un véritable office de la viande qui garantira des prix stables et rémunérateurs et l'écoulement des produits. L'attribution prioritaire aux petits et moyens exploitants des aides et subventions. L'aide à la coopération.

De même, les commerçants et artisans, les petites et moyennes entreprises, bénéficieront d'allégements fiscaux, d'aides prioritaires, de facilités pour opérer certains regroupements volontaires, tandis que l'augmentation générale du pouvoir d'achat permettra le développement de leurs entreprises.

Dès 1966, nous avions défini un plan économique pour notre région, axé sur le développement de l'agriculture familiale, l'extension de l'industrie par l'utilisation de toutes les ressources du département et par l'implantation d'entreprises nouvelles reliées à un centre d'industrie lourde créé à Bordeaux ou à La Pallice. Ce plan s'insère très exactement dans les prévisions du programme commun.

L'application du programme commun se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour le jeunesse.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie vivement toutes celles et tous ceux d'entre vous qui m'ont apporté leurs suffrages le 4 mars et qui m'ont permis de devenir la candidate unique de la gauche unie et de tous les démocrates, ainsi que l'ont décidé les fédérations socialiste et communiste et les candidats socialistes Georges Sarre et Gérard Vincent.

Je tiens à féliciter également tous les électeurs qui, en portant leurs voix sur les candidats de gauche, ont permis que les hommes de la réaction connaissent dans notre circonscription un échec qui, dimanche prochain, sera transformé en défaite.

Le 11 mars, votre vote massif en faveur du candidat de la gauche unie et de tous les démocrates assurera à notre circonscription l'élection d'un député qui œuvrera pour le progrès social, les libertés, la démocratie, la paix et l'indépendance nationale et, en même temps, pour le développement économique de notre Limousin.

En m'accordant votre confiance, vous pouvez être sûrs de trouver en moi un élu fidèle aux engagements pris, un député constamment dévoué à la défense de vos intérêts et de vos aspirations, un défenseur ardent de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail. Je me tiendrai à la disposition de tous mes concitoyens, sans distinction d'opinion, dans des permanences régulièrement organisées, car rien ne peut remplacer le contact direct de l'élu et de l'électeur.

Dimanche prochain, vous confirmerez largement, j'en suis certaine, le succès du premier tour. Je vous remercie d'avance de votre confiance et assure chacune et chacun de vous de mon entier dévouement.

HÉLÈNE CONSTANS

Agrégée de l'Université
Maître Assistante à la Faculté de Lettres

Candidate d'Union de la gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ RIBIERE

Moniteur à la Direction de l'enseignement supérieur et technique des P.T.T.

Appel de Georges Sarre :

Georges Sarre, secrétaire national du Parti socialiste, remercie les électeurs qui, en portant leurs voix sur son nom, ont fait confiance au Parti Socialiste et soutenu son combat. Dans la première circonscription de la Haute-Vienne, le Parti socialiste a mené la bataille clairement sous son drapeau, sur le programme commun de gouvernement. Ceux qui se sont prononcés pour lui l'ont fait sans équivoque et sans ambiguïté. Ils ont voté pour des changements profonds, pour la gauche unie.

Au second tour, il leur reste à confirmer ce choix, en assurant la victoire du candidat unique de la gauche : Hélène Constans.

Pour les socialistes, dans cette circonscription comme dans l'ensemble du pays, le combat continue, pour la justice et la liberté, pour le socialisme.

Georges Sarre
Dr Gérard Vincent.

Appel des Fédérations du Parti communiste français et du Parti socialiste :

C'est un très grand succès qu'ont obtenu au premier tour, dans notre département, les candidats de la gauche unie sur le programme commun de gouvernement, malgré la violente campagne menée contre eux par les hommes de l'U.D.R. et leur allié Boutard, qui essuient une lourde défaite.

Les résultats témoignent de la volonté de changement et de la puissante dynamique de l'union.

Les électeurs ont désigné, dans chaque circonscription, le candidat qui sera au second tour le candidat d'union de la gauche et de tous les démocrates.

En conséquence, les Fédérations du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français ont décidé le désistement de :

Daniel Bonnet en faveur de Louis Longequeue.
Pierre Desvalois en faveur de Marcel Rigout.
Georges Sarre en faveur de Hélène Constans.

Pour amplifier dimanche l'expression de la volonté d'union et de changement, pour confirmer l'échec des hommes de l'U.D.R. et de leur allié Boutard, les Fédérations socialiste et communiste appellent tous les électeurs de gauche, communistes, socialistes et radicaux à bloquer leurs suffrages sur le candidat d'union. Elles appellent les autres républicains et démocrates à rejoindre la gauche unie.

Pas une voix ne fera défaut à :

Louis Longequeue dans la troisième circonscription.
Hélène Constans dans la première circonscription.
Marcel Rigout dans la deuxième circonscription.

Par leur élection, notre département contribuera à assurer la victoire dans notre pays d'une majorité de gauche, seul moyen de mettre en œuvre une politique nouvelle au service du progrès social, de la liberté et de l'intérêt national.

Les Fédérations de la Haute-Vienne
des Partis socialiste et communiste français

Appel des Parlementaires et Conseillers généraux de la Haute-Vienne :

Les parlementaires et les conseillers généraux de la Haute-Vienne soussignés se félicitent du résultat du premier tour de scrutin.

Conscients que seule l'élection d'une majorité de gauche à l'Assemblée peut assurer à notre pays, à notre département, à nos communes, les conditions du développement économique, d'une politique sociale et peut doter les collectivités locales des équipements nécessaires aux besoins de la population.

Les Parlementaires et Conseillers généraux appellent tous ceux qui leur accordent leur confiance à voter dans la loyauté et la discipline républicaine pour :

Louis Longequeue dans la troisième circonscription,
Marcel Bigout dans la deuxième circonscription,
Hélène Constans dans la première circonscription,

candidats d'union de la gauche et de tous les démocrates.

Assurez leur élection, c'est votre intérêt, celui de vos communes, du département et de la France.

Georges Lamousse, sénateur de la Haute-Vienne, vice-président du Conseil général, maire de Droux.

Robert Laucournet, sénateur de la Haute-Vienne, maire d'Isle, premier secrétaire de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne.

René Regaudie, député sortant, président du Conseil général de la Haute-Vienne.

Louis Longequeue député sortant, maire de Limoges, conseiller général du canton ouest.

Les Conseillers généraux :

André Cluzeau, Bellac, vice-président du Conseil général, vice-président de la C.O.D.E.R. maire de Bellac.

Alphonse Denis, Limoges-Est, vice-président du Conseil général, député honoraire.

Marcel Bigout, Pierre-Buffière, vice-président du Conseil général, membre de la C.O.D.E.R. ancien député de la deuxième circonscription.

René Barrière, Saint-Léonard-de-Noblat, maire de Saint-Léonard-de-Noblat, président de la Commission départementale.

René Buxeraud, Saint-Sulpice-les-Feuilles, maire de Mailhac-sur-Benaize.

Bernard Ebenstein, Laurière.

Maurice Laperas, Bessines, maire de Saint-Pardoux.

Albert Lecardeur, Nantiat, maire de St-Symphorien-sur-Couze.

Robert Lecomte, Limoges-Sud, adjoint au maire de Limoges.

André Leycure, Eymoutiers, maire de Nedde.

Jean Mahaut, Nieul.

André Marcillaud, Saint-Mathieu, maire de Marval.

Marcel Mocœur, Châteauponsac, maire de Châteauponsac.

Robert Normand, Limoges-Nord, adjoint au maire de Limoges.

Léon Pagnoux, Rochechouart, maire de Rochechouart.

Pierre Rabaud, Nexon, maire de La Meyre.

Gabriel Texier, Ambazac.

Albert Tindon, Saint-Junien, adjoint au maire.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aixe-sur-Vienne, Châlus, Nexon, Oradour-sur-Vayres, Pierre-Buffière, Rochechouart, Saint-Germain-les-Belles, Saint-Junien, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Mathieu, Saint-Yrieix-la-Perche.

M. Marcel RIGOUT

(Candidat du Parti communiste français pour l'Union populaire
et la victoire du programme commun)
élu le 11 mars 1973
(C.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

Nous nous adressons à vous et nous sollicitons votre suffrage comme candidats présentés par le Parti communiste français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Ces élections auront, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit, de la manière la plus nette, condamner la politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du programme commun de gouvernement conclu entre les partis de gauche.

Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater? D'un côté, une infime minorité de la population accapare pour elle-même et emploie à toutes sortes de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être sociale-

ment utiles, tandis que, de l'autre côté, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on élimine par milliers les exploitants familiaux, par centaines les petites affaires commerciales et artisanales.

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre des magnats de la finance et de leurs commis — U.D.R.-Indépendants-Centristes — au pouvoir depuis quinze ans !

Le programme commun de gouvernement prévoit la mise en œuvre de mesures sociales et démocratiques d'une ampleur et d'une portée sans précédent (que nous vous rappelons au verso).

L'application de ces mesures, comme on l'a vu en 1936, 1945, 1968, sera un des facteurs du développement de l'économie.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée. Jamais les libertés n'auront connu un tel épanouissement.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique appuyée sur les nationalisations (celles de treize grandes sociétés et des banques, s'ajoutant aux nationalisations déjà existantes) permettra à la fois de développer la production, de créer de nouvelles richesses et de consacrer aux besoins collectifs et individuels des milliards jusqu'ici accaparés par une minorité.

Vous ne vous laisserez pas abuser par le chantage et les mensonges de nos adversaires, qui sont aussi les vôtres. Le changement peut et doit intervenir dans l'ordre. Nous entendons que vous puissiez librement exprimer votre volonté et nous nous engageons à tout faire, en nous tenant résolument dans la légalité, pour que votre verdict soit respecté.

Le choix est clair. Dans cette circonscription, le candidat le plus efficace et le plus digne de votre confiance, le candidat qui peut battre les hommes du pouvoir, avoués ou camouflés, c'est le candidat communiste. Vous vous prononcerez en fonction des actes et non des promesses ou des étiquettes.

Vous voterez communiste :

Parce que le renforcement en voix et en sièges du Parti communiste dans la gauche unie est une garantie essentielle de l'application du programme commun, et notamment des mesures sociales, une garantie qu'après avoir voté à gauche on ne fera pas une politique de droite.

Vous voterez communiste :

Parce que le Parti communiste a mené, seul au début, et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche pour un changement démocratique (comme en ont toujours témoigné en Haute-Vienne nos décisions de désistement en faveur des candidats socialistes arrivés en tête). Vous voterez pour le parti qui a été l'artisan essentiel du programme commun.

Vous voterez communiste :

Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée Nationale de demain.

Votez le 4 mars pour un Député communiste.

Dans cette circonscription, l'élection d'un député communiste est possible ; elle mettrait fin à la situation inadmissible qui fait que notre région n'a aucun parlementaire communiste alors qu'un Limousin sur trois nous a accordé sa confiance.

Le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour, le 4 mars, le Parti communiste français, sera décisif pour lui donner l'audience et la représentation parlementaire qu'il mérite.

Nous pensons avoir fait nos preuves :

— Votez pour l'efficacité et le sérieux.
— Votez pour que ça change.
— Votez pour le progrès dans l'ordre et la liberté.

MARCEL RIGOUT

Vice-président du Conseil général
Membre de la C.O.D.E.R.
Ancien député

Remplaçant éventuel :

LÉON PAGNOUX

Maire de Rochechouart
Conseiller général
Cultivateur

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite :

C'est notamment : le relèvement général des salaires; le salaire minimum à 1.000 F; l'abaissement de l'âge de la retraite; la réduction de la durée du travail; l'amélioration du sort des personnes âgées; l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse; la mise en œuvre d'une politique de logement social; une réforme de l'éducation nationale; l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises; le remboursement à 80 % des frais médicaux. Les paysans, artisans, commerçants bénéficieront des mêmes avantages sociaux que les salariés (maladie, retraite vieillesse, remboursement des frais médicaux).

Les intérêts des paysans seront garantis avec : la création d'un office foncier qui mettra la terre à la disposition de ceux qui veulent la travailler. Un véritable office de la viande qui garantira des prix stables et rémunérateurs et l'écoulement des produits. L'attribution prioritaire aux petits et moyens exploitants des aides et subventions. L'aide à la coopération.

De même, les commerçants et artisans, les petites et moyennes entreprises bénéficieront d'allégements fiscaux, d'aides prioritaires, de facilités pour opérer certains regroupements volontaires, tandis que l'augmentation générale du pouvoir d'achat permettra le développement de leurs entreprises.

Dès 1966, nous avions défini un plan économique pour notre région, axé sur le développement de l'agriculture familiale, l'extension de l'industrie par l'utilisation de toutes les ressources du département et par l'implantation d'entreprises nouvelles reliées à un centre d'industrie lourde créé à Bordeaux ou à La Pallice. Ce plan s'insère très exactement dans les prévisions du programme commun.

L'application du programme commun se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie vivement toutes celles et tous ceux d'entre vous qui m'ont apporté leurs suffrages le 4 mars et qui m'ont permis de devenir le candidat unique de la gauche unie et de tous les démocrates, ainsi que l'ont décidé les fédérations socialiste et communiste et les candidats socialistes, mes amis Pierre Desvalois et Yves Davo.

Je tiens à féliciter également tous les électeurs qui, en portant leurs voix sur les candidats de gauche, ont permis que les hommes de la réaction connaissent dans notre circonscription un échec qui, dimanche prochain, sera transformé en défaite.

Le 11 mars, votre vote massif en faveur du candidat de la gauche unie et de tous les démocrates assurera à notre circonscription l'élection d'un député qui œuvrera pour le progrès social, les libertés, la démocratie, la paix et l'indépendance nationale et, en même temps, pour le développement économique de notre Limousin.

En m'accordant votre confiance, vous pouvez être sûrs de trouver en moi un élu fidèle aux engagements pris, un député constamment dévoué à la défense de vos intérêts et de vos aspirations, un défenseur ardent de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail. Je me tiendrai à la disposition de tous mes concitoyens, sans distinction d'opinion, dans des permanences régulièrement organisées, car rien ne peut remplacer le contact direct de l'élu et de l'électeur.

Dimanche prochain, vous confirmerez largement, j'en suis certain, le succès du premier tour. Je vous remercie d'avance de votre confiance et assure chacune et chacun de vous de mon entier dévouement.

MARCEL RIGOUT

Vice-président du Conseil général
Membre de la C.O.D.E.R.
Ancien député

Candidat d'Union de la gauche et de tous les démocrates

Remplaçant éventuel :

LÉON PAGNOUX

Cultivateur
Maire de Rochechouart
Conseiller général

Appel de Pierre Desvalois en faveur de Marcel Rigout :

Nous remercions tous les citoyens qui nous ont accordé leur confiance au premier tour.

Nous remercions nos amis du Comité d'action socialiste qui n'ont pas ménagé leur peine pour nous aider et nous placer en bonne position.

Dimanche, fidèles à la règle républicaine et conformément aux engagements et aux accords intervenus tant sur le plan national que départemental entre les partis de gauche signataires du programme commun, nous appelons tous ceux qui ont voté pour nous à reporter leurs suffrages sur les noms de Marcel Rigout et de son suppléant Léon Pagnoux, placés en tête par le suffrage universel et qui deviennent les porte-drapeau de l'union de la gauche et de tous les démocrates.

La discipline républicaine doit jouer pour barrer la route à « l'homme de l'U.D.R. ». Dans ce combat déterminant pour l'avenir, aucune voix socialiste ne doit leur manquer. Votez : Marcel Rigout.

Pierre Desvalois
Yves Davo

Appel des Fédérations du Parti communiste français et du Parti socialiste :

C'est un très grand succès qu'ont obtenu au premier tour, dans notre département, les candidats de la gauche unie sur le programme commun de gouvernement, malgré la violente campagne menée contre eux par les hommes de l'U.D.R. et leur allié Boutard, qui essuient une lourde défaite.

Les résultats témoignent de la volonté de changement et de la puissante dynamique de l'union.

Les électeurs ont désigné, dans chaque circonscription, le candidat qui sera au second tour le candidat d'union de la gauche et de tous les démocrates.

En conséquence, les Fédérations du Parti Socialiste et du Parti communiste Français ont décidé le désistement de :

Daniel Bonnet en faveur de Louis Longequeue.
Pierre Desvalois en faveur de Marcel Rigout.
Georges Sarre en faveur de Hélène Constans.

Pour amplifier dimanche l'expression de la volonté d'union et de changement, pour confirmer l'échec des hommes de l'U.D.R. et de leur allié Boutard, les Fédérations Socialiste et Communiste appellent tous les électeurs de gauche, communistes, socialistes et radicaux à bloquer leurs suffrages sur le candidat d'union. Elles appellent les autres républicains et démocrates à rejoindre la gauche unie.

Pas une voix ne fera défaut à :

Louis Longequeue dans la troisième circonscription.
Hélène Constans dans la première circonscription.
Marcel Rigout dans la deuxième circonscription.

Par leur élection, notre département contribuera à assurer la victoire dans notre pays d'une majorité de gauche, seul moyen de mettre en œuvre une politique nouvelle au service du progrès social, de la liberté et de l'intérêt national.

Les Fédérations de la Haute-Vienne
des Partis socialiste et communiste français

Appel des Parlementaires et Conseillers généraux de la Haute-Vienne :

Les parlementaires et les conseillers généraux de la Haute-Vienne soussignés se félicitent du résultat du premier tour de scrutin.

Conscients que seule l'élection d'une majorité de gauche à l'Assemblée peut assurer à notre pays, à notre département, à nos communes, les conditions du développement économique, d'une politique sociale et peut doter les collectivités locales des équipements nécessaires aux besoins de la population.

Les parlementaires et Conseillers généraux appellent tous ceux qui leur accordent leur confiance à voter dans la loyauté et la discipline républicaine pour :

Louis Longequeue dans la troisième circonscription,
Marcel Rigout dans la deuxième circonscription,
Hélène Constans dans la première circonscription,

candidats d'union de la gauche et de tous les démocrates.

Assurez leur élection, c'est votre intérêt, celui de vos communes, du département et de la France.

Georges Lamousse, sénateur de la Haute-Vienne, vice-président du Conseil général, maire de Droux.

Robert Laucournet, sénateur de la Haute-Vienne, maire d'Isle, premier secrétaire de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne.

René Regaudie, député sortant, président du Conseil général de la Haute-Vienne.

Louis Longequeue député sortant, maire de Limoges, conseiller général du canton ouest.

Les Conseillers généraux :

André Cluzeau, Bellac, vice-président du Conseil général, vice-président de la C.O.D.E.R. maire de Bellac.

Alphonse Denis, Limoges-Est, vice-président du Conseil général, député honoraire.

Marcel Rigout, Pierre-Buffière, vice-président du Conseil général, membre de la deuxième circonscription.

René Barrière, Saint-Léonard-de-Noblat, maire de Saint-Léonard-de-Noblat, président de la Commission départementale.

René Buxeraud, Saint-Sulpice-les-Feuilles, maire de Mailhac-sur-Benaize.

Bernard Ebenstein, Laurière.

Maurice Laperas, Bessines, maire de Saint-Pardoux.

Albert Lecardeur, Nantiat, maire de Saint-Symphorien-sur-Couze.

Robert Lecomte, Limoges-Sud, adjoint au maire de Limoges.

André Leycure, Eymoutiers, maire de Nedde.

Jean Mahaut, Nieul.

André Marcillaue, Saint-Mathieu, maire de Marval.

Marcel Mocœur, Châteauponsac, maire de Châteauponsac.

Robert Normand, Limoges-Nord, adjoint au maire de Limoges.

Léon Pagnoux, Rochechouart, maire de Rochechouart.

Pierre Rabaud, Nexon, maire de La Meyze.

Gabriel Texier, Ambazac.

Albert Tindon, Saint-Junien, adjoint au maire.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambazac, Bellac, Bessines-surGartempe, Châteauponsac, le Dorat, Laurière, Limoges-Ouest, Magnac-Laval, Mézières-sur-Issoire, Nantiat, Nieul, Saint-Sulpice-les-Feuilles.

M. Louis LONGEQUEUE

(Candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocratique U.G.S.D.)

élu le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Les 4 et 11 mars prochains, vous irez aux urnes pour élire vos représentants à l'Assemblée Nationale. Cette élection revêtira cette année un caractère exceptionnel et, dès le 4 mars, le choix que vous ferez sera d'une grande importance.

Au travers de l'élection de vos députés, vous êtes, en fait, appelés à vous prononcer sur la société que vous souhaitez pour demain.

D'un côté, la majorité groupée au sein de l'U.R.P., exerce le pouvoir depuis quinze ans et, à la fin de cette législature, le bilan qu'elle dépose est un bilan de carence. Il suffit de regarder autour de soi pour s'en rendre compte : emploi, logements sociaux, prix, Education nationale, sports, situation des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des petits industriels, etc.

Dans la circonscription Limoges-Bellac où je me présente à nouveau à vos suffrages, avec comme suppléant Marcel Mocœur, Maire et Conseiller général de Châteauponsac, nous sommes les candidats du Parti socialiste et des radicaux de gauche, unis dans l'U.G.S.D. et cosignataires du programme commun, chaque formation conservant sa personnalité et continuant à se réclamer des principes qui fondent son existence.

Le Parti socialiste veut être l'élément moteur de la nouvelle majorité qui naîtra des élections et propose une société dont l'objet est la libération, l'épanouissement de l'homme, sa responsabilité; une société où prévaudra la justice et la fraternité et où chaque citoyen jouira de toutes les libertés, car socialisme et liberté sont indissociables.

A cet effet, le programme commun de la gauche propose un certain nombre de mesures dont voici les principales :

— amélioration des conditions de travail et de rémunération; en particulier, salaire minimum mensuel porté immédiatement à 1.000 F, retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes;
— augmentation du taux d'expansion par la réalisation du plein emploi;
— stabilisation des prix, dont la hausse incessante réduit à néant les augmentations nominales des salaires et des retraites;
— développement de l'urbanisme, du logement et des équipements collectifs;
— priorité des priorités donnée dans le budget à l'Education nationale et à la recherche scientifique;

— extension des nationalisations à certaines grandes entreprises industrielles et financières;
— promotion de la femme dans la société moderne;
— augmentation des ressources — et par là même des possibilités — des communes grâce, notamment à la suppression de la T.V.A. à laquelle elles sont assujetties, et à la réforme de la fiscalité locale (patente, contribution mobilière).

Notre attention se portera en particulier sur les jeunes qui sont l'avenir et qui ont droit à la formation et à la place qui leur convient dans la société.

Simultanément, nous veillerons au sort des personnes âgées qui ont droit, elles aussi, à des conditions de vie normales grâce à des pensions et à des retraites décentes qui seront amenées à 75 % du salaire annuel moyen des dix meilleures années.

En plus des salariés des secteurs public et privé, il est un certain nombre de catégories socio-professionnelles qui sont les mal-aimées du pouvoir actuel et auxquelles le Gouvernement ne pense que lorsque approchent les élections.

Parmi elles se trouvent :

— les agriculteurs, qui abandonnent de plus en plus la campagne où les conditions de vie leur sont par trop défavorables;
— les commerçants, les artisans, les petits industriels qui constituent la plus grande partie de ce que l'on appelle les classes moyennes et qui se voient de plus en plus étouffés dans leur activité par les charges de tous ordres qui leur sont imposées, en même temps que par les concentrations qui les ruinent, mais que favorise le pouvoir;
— les petits rentiers enfin, qui voient fondre leurs ressources au fur et à mesure qu'augmentent les prix;
— les anciens combattants, les handicapés, les veuves pour lesquelles le Gouvernement n'a que promesses.

Les uns et les autres peuvent compter sur mon soutien. Encore faut-il que, par un changement radical, le Parlement retrouve les pouvoirs que lui donne la Constitution, mais dont il ne dispose plus lorsque, comme c'est le cas actuellement, ils sont tous en fait — mais indûment — exercés par un seul homme.

Maire de Limoges, je m'efforce — et cela est généralement reconnu — de développer la capitale de notre région et de la doter des équipements qui lui sont nécessaires.

Au cours de la campagne électorale qui va se terminer, j'ai parcouru en peu de temps de nombreuses localités, de nombreux villages et hameaux de notre département où je suis né et auquel je demeure attaché; je me suis rendu compte, une nouvelle fois, de tout ce qui a été négligé par le Gouvernement actuel, de tout ce qui reste à faire.

Le mandat que je vous demande de me confier, je l'emploierai de toutes mes forces et avec toute mon expérience, à créer pour chacun des conditions de vie meilleures, dans une société plus juste, plus humaine, plus fraternelle.

Louis LONGEQUEUE

Maire de Limoges,
Conseiller général,
Député sortant.

Candidat suppléant, je m'associe totalement aux déclarations de mon ami, Louis Longuequeue, Maire de Limoges, conseiller général du canton Ouest, député sortant.

Louis Longuequeue est l'artisan du renouveau de Limoges et c'est grâce à ses qualités d'administrateur et à son travail acharné, que le chef-lieu du département est devenu une capitale régionale en expansion.

Le maire de Limoges sait aussi se pencher sur les problèmes des ruraux et démontre, sans démagogie, que l'on peut heureusement favoriser la solidarité entre Limoges et les zones rurales du département.

Démocrate et fidèle à ses options politiques, Louis Longequeue a toujours combattu pour le socialisme et liberté, et j'appelle tous les électeurs de la troisième circonscription à lui apporter leurs suffrages massivement et dès le premier tour.

MARCEL MOCŒUR

Conseiller général,
Maire de Châteauponsac.

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au premier tour de scrutin, le 4 mars dernier, vous m'avez, avec mon ami Marcel Mocœur, placé en tête de tous les candidats de la circonscription Limoges-Bellac.

Vous m'avez ainsi renouvelé une marque de confiance qui est pour moi le meilleur des encouragements. Je vous en remercie.

Dimanche prochain, candidat unique de la gauche, face au représentant d'un pouvoir dont le bilan à la fin de cette législature est un bilan de carence, je vous demande de m'accorder massivement vos suffrages et de manifester ainsi votre volonté de voir s'instaurer en France une République de justice sociale et de progrès.

Je continuerai, alors comme dans le passé, et dans le respect des droits et des libertés de chacun, à me consacrer de toutes mes forces au mandat que vous m'avez confié.

Je le ferai dans l'intérêt de tous avec le souci de défendre notre département, notre région et la volonté de créer une société plus juste, plus fraternelle.

LOUIS LONGEQUEUE

Maire de Limoges,
Conseiller général,
Député sortant.

Remplaçant éventuel :

MARCEL MOCŒUR

Conseiller général,
Maire de Châteauponsac.

Candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates

VOSGES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bruyères, Charmes, Châtel-sur-Moselle, Epinal, Rambervillers.

M. Marcel HOFFER

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, électrices, mes amis.

Depuis 1962, je suis le député de la première circonscription des Vosges mais aussi votre député.

Au cours de ces dix années, j'ai toujours été celui à qui vous aviez confié le mandat de servir le pays aux côtés du général de Gaulle. Que ce soit en 1962, en 1967, en 1968, vous avez pu faire ce choix parce que vous saviez que je demeurais fidèle à sa politique. C'est grâce à cette continuité dans la confiance qu'une action large et profonde, visant au rétablissement de la France et le bonheur des Français, a pu être lancée et poursuivie sans relâche.

En 1962, je m'étais engagé à œuvrer, tant sur le plan national que départemental, que ce soit l'enseignement, l'emploi, le logement, les personnes âgées, la jeunesse, l'aménagement de nos villages, l'agriculture, le commerce, les communications, etc.

Si vous le voulez bien, faisons le point.

Durant cette législature, de 1968 à 1972, dans un climat de paix sociale et de stabilité politique, la France a connu une croissance exceptionnelle. La production s'est accrue de 26 % en 4 ans, le record de tous les pays occidentaux.

Dans tous les domaines, aucun de nos adversaires d'aujourd'hui ne peut, sans manquer à la plus simple honnêteté, contester l'aspect largement positif que nous pouvons présenter avec quelque fierté aux Français. Je dis nous, parce que ce sont tous les Français qui, grâce à leurs efforts et à leur travail, ont permis de réaliser des progrès véritablement spectaculaires.

Reprenons les aspects les plus marquants de cette action aux multiples visages.

Tout d'abord, « l'homme malade de l'Europe » qu'était la France en 1958 aux yeux de l'étranger, est devenu un homme jeune et sain, volontaire et dynamique. La France, revenue de ses erreurs passées, a comblé, par une gestion saine et courageuse le retard accablant qui l'éloignait de la compétition mondiale.

Et, puisque nous sommes à l'époque des bilans, voyons ce qui a pu être fait et qui vient, malgré les ombres inéluctables, s'inscrire à l'actif de la Ve République et de votre député.

En 1958, nos hommes d'Etat mendiaient l'aide de l'étranger qui, lorsqu'elle était accordée, était toujours accompagnée d'observations et de recommandations humiliantes pour notre Pays. Aujourd'hui, nos réserves de change représentent la valeur de 45 milliards de F (9 milliards de dollars), notre monnaie est recherchée, nos exportations dépassent nos importations et notre production s'accroît de 6 % par an, un des plus forts taux d'accroissement dans le monde.

En 1958, notre retard en logements était catastrophique. Il est aujourd'hui comblé et nous travaillons à l'amélioration des habitations. 120.000 logements construits en 1958, 500.000 en 1972.

La Ve République a assuré le plein emploi. Le chômage est réduit à ses limites minimales, le plus faible des pays occidentaux.

Nous construisons un C.E.S. par jour, un C.E.T. par semaine, deux lycées par mois. Le budget de l'Education nationale est passé de 3,9 Milliards en 1958 à 36 Milliards en 1973.

Nous avons hérité, en 1958, de 96 km d'autoroutes. Nous en avons aujourd'hui 2.000 km, nous en aurons 6.000 en 1978.

Nous avons voulu aider puissamment l'agriculture, abandonnée à son sort depuis longtemps. Nous avons aidé à la transformation de ses structures, lutté pour maintenir l'exploitation familiale que nous défendrons contre le projet d'accaparement de la coalition socialo-communiste.

Mais que serait, que vaudrait cette action si elle n'était destinée à améliorer le sort des Français en établissant une société plus juste. C'est pourquoi nous avons voulu une participation plus équitable aux fruits de la prospérité. Que ce soit pour les Personnes âgées, pour lesquelles chacun connaît mon attachement, en augmentant le minimum vieillesse de 50 % en 4 ans, l'allocation logement et la retraite calculée sur les dix meilleures années de salaire, que ce soit la création du salaire minimum de croissance qui a presque doublé en quatre ans, partout et dans tous les domaines, notre action a été efficace, même, et j'en suis parfaitement conscient, si nous avons encore bien des ombres à effacer, des injustices à redresser. Ce sera notre tâche de demain.

Cette politique nationale a profité à tous et, d'abord à notre département et à notre circonscription. Pour nos cinq cantons, cela s'est traduit par les résultats bien qu'incomplets suivants :

Dans le domaine de l'éducation nationale, ont été créés 6 C.E.S., 24 classes primaires, 16 maternelles, l'extension et transformation du Lycée technique d'Etat, l'Ecole nationale de perfectionnement, etc. L'ensemble représente une masse globale de subventions de plus de 35 millions de francs, soit plus de 3 milliards 500 millions d'anciens francs, sans compter les postes d'enseignants qui l'accompagnent.

En ce qui concerne la santé, un investissement de la collectivité nationale de 350 millions d'anciens francs a permis la création d'un dispensaire, d'un Institut médico-éducatif, d'une école d'infirmières, d'un atelier protégé, etc.

Les équipements sociaux, culturels et sportifs ont bénéficié d'un effort particulier puisque les subventions accordées s'élèvent à plus de 650 millions d'anciens francs.

L'Aménagement de nos villages a eu sa bonne place. Pour les travaux d'assainissement, d'éclairage, d'électrification rurale, d'adduction d'eau, des subventions extrêmement importantes ont été obtenues.

Pour ce qui est du logement, nous avons bénéficié de la construction de 2.107 logements H.L.M., ce qui a permis à un même nombre de familles de vivre dans des conditions meilleures.

Enfin, les engagements les plus importants de l'Etat et du département pour la modernisation de nos routes, y compris la nouvelle voie rapide entre Epinal et Nomexy,

pour laquelle j'ai moi-même engagé une action bien avant 1970, représentent 40.600.000 F, soit plus de 4 milliards d'anciens francs, dont 3.400.000 F pour la reconstruction des Ponts de Rambervilliers et du Saut-le-Cerf.

Le montant de la participation de l'Etat a été globalement de plus de 84 millions de F, soit 8,4 milliards d'anciens francs.

Cette énumération serait incomplète si je ne mentionnais pas le montant total des primes obtenues pour l'installation de nouvelles Industries ou l'extension d'Industries existantes.

De 1968 à 1972, un montant de 27 millions 500 mille F d'incitations financières a été versé à nos entreprises.

Citons les plus importantes : Michelin, Paul Perrin, Trane, Devanlay et Recoing, Playtex France... C'est ainsi que 4.000 emplois ont été créés ou maintenus.

D'autres opérations sont en cours de réalisation. La société Mussy à Thaon-les-Vosges avec 300 emplois dès la première année, Pannovosges à Rambervillers avec 350 emplois en trois ans, un espoir majeur avec la Société Trane à Charmes, 200 emplois nouveaux.

Je voudrais encore vous parler de tout ce qui a été fait pour rendre notre société plus humaine : mesures en faveur du petit commerce et de l'artisanat, notamment en matière de protection sociale et le rapprochement commencé de leur régime de retraite de celui des salariés, charte du commerce et de l'artisanat, mesures en faveur de la famille, des handicapés, des étudiants, etc., etc...

Ne pensez-vous pas que nous avons toutes les raisons d'être fiers de ce bilan. Ajoutons qu'au cours de ces dix années, j'ai diligenté près de 100.000 interventions et accueilli dans mon Cabinet près de 10.000 personnes.

Les témoignages d'estime et d'encouragement que j'ai reçus durant ce laps de temps et ceux, plus nombreux encore qui me parviennent en ce moment, sont une récompense que je garde précieusement et qui, souvent, sont mon réconfort.

Tous ces résultats ont pu être obtenus grâce à la politique poursuivie par le Gouvernement, à mon action personnelle et incessante et grâce à votre appui.

Je tiens à vous en remercier aujourd'hui, à la veille de ces élections où, pour la quatrième fois je sollicite à nouveau vos suffrages.

Nous pourrons ainsi, ensemble, poursuivre l'œuvre considérable entreprise. Je ne vous demande rien d'autre que de me garder votre confiance puisque vous savez que l'homme que je suis sait vous rencontrer et vous parler avec son cœur et qu'il est le véritable et le seul barrage à l'aventure dangereuse que vous propose la coalition socialo-communiste.

Fidèle à mes amitiés, Monsieur Marcel Gourmand, Maire de Charmes, dont vous connaissez la loyauté et le dévouement, sera cette fois encore mon suppléant.

Ma tournée électorale, qui m'a mené de ville en ville, de village en village, m'a fait connaître vos préoccupations (les principales étant, je crois, le salaire minimum à 1.000 F et la retraite à 60 ans), vos désirs, vos besoins.

Comme en 1962, comme en 1967 et 1968, je vous promets de vous aider à obtenir satisfaction et vous savez que vous pouvez compter sur moi.

C'est pourquoi, le 4 mars 1973,

Vous voterez et ferez voter :

MARCEL HOFFER

Député sortant - Conseiller général
Président du District de Moyenne Moselle
Membre et Rapporteur de la Commission
des affaires culturelles familiales et sociales à l'Assemblée Nationale
Ancien combattant — Ancien combattant prisonnier de guerre
Ancien de Rawa-Ruska.

Vive la France !
Vive les Vosges !
Vive la première circonscription !

Remplaçant éventuel :

MARCEL GOURMAND

Maire de Charmes

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes amis,

Par leurs suffrages, 23.994 d'entre vous m'ont placé en tête de la compétition électorale.

Je les en remercie profondément.

Je ne doute pas que le 11 mars prochain, l'occasion me sera donnée de remercier une majorité plus importante encore, celle qui nous aura conduits à la victoire.

Ne nous y trompons pas.
Rien n'est joué.
Le danger communiste se précise.

J'ai besoin de vous, électeurs qui m'avez apporté votre soutien dès le premier tour C'était capital.

Mais...

J'ai aussi besoin de vous, électeurs de tous horizons qui, dès le premier tour, avez repoussé la coalition socialo-communiste dont nous serions tous les prisonniers. J'ai pris acte de votre présence. Au sein de la nouvelle Assemblée élargie, je saurai être l'interprète de votre désir d'évolution, dans l'ordre et dans la continuité.

J'ai besoin de vous tous !

Votez pour la France, pour l'ordre, pour la liberté.

Votez :

MARCEL HOFFER

Remplaçant éventuel :

MARCEL GOURMAND

Maire de Charmes

Voulez-vous oui ou non :

1. Un état confisquant les libertés (P.C. p. 144)
2. Un président baillonné (P.C. p. 150)
3. Des travailleurs ligotés (P.C. p. 105)
4. Une agriculture asphyxiée (P.C. p. 124)

5. Un emploi imposé (P.C. p. 57)
6. Une économie étatisée (P.C. p. 113)
7. Un commerce monopolisé (P.C. p. 128)
8. Des salaires bloqués (P.C. p. 54)
9. L'inflation généralisée (P.C. p. 54)
10. Une jeunesse embrigadée (P.C. p. 99)
11. Un enseignement marxiste (P.C. p. 71)
12. Un marché commun désorganisé (P.C. p. 178)
13. Une information forcée (P.C. p. 164)
14. L'indépendance sacrifiée (P.C. p. 171)
15. Une vie locale étouffée (P.C. p. 117)
16. Une France isolée (P.C. p. 179)
17. Une Europe dont nous serions chassés (P.C. p. 177)

N.B. — P.C. • Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste, (Edition communiste).

Si vous avez répondu, ne serait-ce qu'une seule fois : non, vous ne pouvez voter que :

MARCEL HOFFER

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brouvelieures, Corcieux, Fraize, Provenchères-sur-Fave, Raon-l'Etape, Saint-Dié, Senones.

M. Maurice LEMAIRE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'un choix décisif, capital !

Il s'agit de dire si l'on veut changer de régime, aller tout droit à la démocratie populaire, c'est-à-dire établir le système de derrière le rideau de fer, qui règne à Prague ou à Moscou, ou bien conserver le régime de liberté, celui qui a porté la France en tête des Nations européennes pour le développement économique, culturel et social et qui pourra encore progresser demain pour faire accéder tous les Français et les Françaises à une société toujours meilleure pour les humbles, les vieux, les mal payés, les handicapés physiques ou les abandonnés du sort.

Dans la circonscription de Saint-Dié, la chose est claire :

D'un côté, un pôle unique, le communisme et le crypto-communisme, c'est bonnet rouge et rouge bonnet !

De l'autre côté, Maurice Lemaire, un homme sincère ayant fait ses preuves depuis vingt-deux ans, pionnier de l'expansion industrielle et économique, qui a créé plus de 9.000 emplois dans sa circonscription et qui a conquis de haute lutte la mise en service prochaine pour fin 1975) du tunnel de Sainte-Marie. Ce projet assure un destin exceptionnel à toute la région de Saint-Dié, pour la population de tout âge et de toute condition.

Ainsi Maurice Lemaire, un homme de réformes, sachant harmoniser l'intérêt national et l'intérêt régional doit rassembler sous son nom tous les anti-communistes.

Nous poursuivons le chemin qui monte avec Maurice Lemaire et son suppléant Jean-François Saglio, jeune ingénieur en chef du Corps des Mines, connaissant tous les problèmes économiques et digne compagnon de route pour l'Ancien qu'il épaule de sa force juvénile et puissante.

Vous aurez ainsi des résultats décisifs.

Vous aurez la liberté, la justice et la fraternité.

Maurice Lemaire et Jean-François Saglio peuvent promettre car ils sont forts de ce que le majorité vient de faire et que Maurice Lemaire a démontré dans sa circonscription.

Ce qu'ils disent est simple et ils le résument ainsi :

Nous pouvons dire aujourd'hui aux personnes âgées que nous doublerons leur allocation vieillesse dans les cinq ans qui viennent, et elles nous croiront parce qu'elles savent que nous l'avons déjà fait au cours de la législature qui s'achève.

Nous pouvons promettre aux agriculteurs que nous édifierons avec eux une économie agricole moderne et prospère, fondée sur la consolidation de l'entreprise familiale. Et ils nous croiront parce que nous avons fait voter et appliquer les lois d'orientation, développé le marché commun agricole, encouragé l'élevage, favorisé la concertation avec la profession, aidé les jeunes les plus dynamiques à rester à la terre. Nous poursuivrons notre action dans ce sens. Les agriculteurs deviendront pleinement des citoyens à part entière.

Nous pouvons promettre aux commerçants et aux artisans, d'aider les uns à surmonter leurs difficultés, les autres à prospérer. Et ils nous croiront parce que nous avons déjà amélioré leur régime d'assurances sociales et de retraites, créé une aide aux plus modestes qui se retirent, rapproché leur régime d'imposition de celui des salariés, qu'enfin nous voterons des projets de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat qui seront discutés par le Parlement dès la prochaine session.

Le retard qui subsiste encore pour faire des commerçants et des artisans, des participants indispensables à l'équilibre humain dans la nation sera comblé : nous le prouverons.

Nous pouvons dire aux travailleurs que le problème des bas salauires et de l'amélioration des conditions de travail est pour nous une grande obligation que nous respecterons. Et ils nous croiront parce que nous avons créé le SMIC qui a progressé de 40 % en trois ans, généralisé la mensualisation, renforcé la politique contractuelle, réduit la durée maximale du travail, installé la formation professionnelle tout au long de la carrière. Le monde du travail dans l'industrie restera la clé de voûte de notre économie. Il aura voix au chapitre dans la concertation nécessaire avec les responsables au plus haut niveau.

Nous pouvons dire aux cadres que nous leur garantissons une place grandissante dans la vie des entreprises, parce que nous avons déjà pris les premières mesures législatives qui consacrent leur rôle et facilitent leur accession aux plus grandes responsabilités et que nous garantissons leur régime de retraite.

Nous pouvons dire aux femmes que nous assurerons leur accès à tous les emplois, que nous établirons un contrat de progrès pour les familles, allocations diverses, aide aux

élèves, bourses, etc... Et elles nous croiront parce que nous venons d'établir l'égalité de leurs salaires avec ceux des hommes, de moderniser le statut du mariage, d'assurer leur place dans la direction du foyer.

Nous pouvons dire enfin aux jeunes que la France que nous construisons sera bientôt la leur et qu'ils participeront dès 19 ans, à sa vie politique. Et ils nous croiront parce que nous avons permis de tripler en quinze ans le nombre des étudiants, fait du budget de l'Education nationale le premier budget de l'Etat, développé la formation permanente et facilité la placement des jeunes. Ils nous croiront aussi parce que tous nos grands choix sont ceux d'un pays dynamique et tourné vers l'avenir.

Ainsi notre volonté est guidée par l'espérance.

Tout ce programme nous le ferons dans l'ordre et dans le calme.

Comme en 1968, nous maintiendrons les libertés républicaines.

Vous choisirez de faire avec nous, sur le chemin d'une France plus libre, plus prospère, plus fraternelle, un nouveau bond en avant.

MAURICE LEMAIRE

Député sortant — Ancien Ministre

Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire en 1914 - 1918
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire en 1939 - 1945
Commandeur de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
au titre de la Résistance
Croix de guerre 1914 - 1918 avec palme - 5 citations
Croix de guerre 1939 - 1945 avec palme - 1 citation
Croix de guerre Belge 1914 - 1918 avec palme

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS SAGLIO

Ingénieur en chef des Mines
Directeur au Ministère de l'Environnement
Lieutenant de réserve
Croix de la valeur militaire avec 1 citation

2e CIRCULAIRE

Le 11 mars 1973 sera une date historique :

Ou bien la France conservera la République qui depuis un siècle nous a faits ce que nous sommes.

Ou bien elle choisira le collectivisme qui asservit les peuples derrière le rideau de fer.

La première étape du régime des socialo-communistes, Georges Marchais nous l'annonce clairement. C'est le programme commun qu'il a préfacé :

Tout de suite après l'accession de la gauche unie au pouvoir, mise en place d'une démocratie « avancée » et nationalisations massives touchant immédiatement deux millions et demi d'ouvriers. C'est un bouleversement total sans retour, de notre société entraînant sans rémission un cortège d'effondrements économiques sans fin.

Georges Marchais, aujourd'hui que le parti communiste est arrivé en tête des partis de gauche prendra le commandement et poursuivra sans désemparer la lutte révolutionnaire pour le communisme, son objectif fondamental.

Ouvriers, paysans, artisans et vous tous Vosgiennes et Vosgiens de toute appartenance et de toute condition, voilà ce qui vous attend si vous poussez à la roue, dimanche 11 mars pour élire le candidat du communisme.

Gardez-vous de faire basculer le pays dans la bureaucratie étatique la plus contraignante et la plus malsaine dont vous pouvez mesurer les effets dans les pays totalitaires.

Vosgiennes et Vosgiens vous voulez conserver la liberté, toutes les libertés.

Vous ne voulez pas d'usines sans âme où l'ouvrier est écrasé sans droit de contestation, de participation et sans droit de grève. Vous ne voulez pas d'usines d'État, de magasins d'État, de kolkhozes et de petits artisans fonctionnaires misérables.

Alors votre choix est clair :

Votez Maurice Lemaire qui a défendu les intérêts de tous et de chacun depuis vingt-deux ans, qui n'a jamais demandé à ceux qui ont eu recours à lui quelle était leur appartenance et qui a apporté dans sa circonscription, ce qui constitue un record national, plus de 9.000 emplois.

Sans lui où en seraient les cantons de la circonscription.

Songez aussi à ce qui arriverait demain si vous donniez votre choix à celui qui n'a même pas pu dimanche dernier arriver en tête dans sa ville ni dans son canton, en raison de sa gestion financière à Saint-Dié et de son immobilisme total dans son canton.

En tout état de cause, si vous l'envoyez au Parlement, il siégera dans l'opposition marxiste et ne pourra rien ni pour les intérêts de vos cantons, ni pour les intérêts les plus élémentaires de chacun.

Voter Maurice Lemaire, c'est voter pour l'expansion continue, c'est-à-dire pour les vieux, pour les humbles, pour les handicapés de tous ordres, pour les familles, pour les jeunes, pour la suppression des bas salaires, pour l'amélioration des conditions de travail et notamment des cadences, pour l'abaissement progressif de la durée du travail et de l'âge de la retraite, pour une agriculture et un commerce indépendants rénovés.

Socialistes indépendants, centristes et réformateurs, républicains de progrès, jugez, non sur des promesses mensongères, mais sur des réalités.

Pour le progrès, pour la liberté,

Votez :

MAURICE LEMAIRE

Député sortant — Ancien Ministre

Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire en 1914-1918
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire en 1914 - 1918
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire en 1939 - 1945
Commandeur de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels au titre de la Résistance
Croix de guerre 1914 - 1918 avec palme - 5 citations
Croix de guerre 1939 - 1945 avec palme - 1 citation
Croix de guerre Belge 1914 - 1918 avec palme

Remplaçant éventuel :

JEAN-FRANÇOIS SAGLIO

Ingénieur en chef des Mines.
Directeur au Ministère de l'Environnement.
Lieutenant de réserve.
Croix de la valeur militaire avec 1 citation.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Gérardmer, Plombières-lesBains, Remiremont, Saulxures-sur-Moselotte, le Thillot.

M. Christian PONCELET
élu le 4 mars 1973
(U.D.R.)

Fidélité... Action... Dévouement... Efficacité... « J'ai toujours tenu mes engagements. »

C. PONCELET.

Vosgiennes, Vosgiens, mes amis,

Le 4 mars prochain, je vous demanderai de me renouveler votre confiance.

Votre confiance et votre amitié.

Les obligations parlementaires, surtout lorsque viennent s'y ajouter celles de fonctions ministérielles, sont tellement nombreuses, tellement absorbantes, qu'elles empêchent d'extérioriser parfois, comme on le désirerait, ses sentiments affectifs.

Or, croyez-le, c'est cela qui, au fur et à mesure que passent les années depuis que pour la première fois vous m'avez manifesté votre confiance, c'est cela, dis-je, qui compte par-dessus tout : votre amitié.

On ne peut rien faire de vraiment utile, de vraiment constructif, si le climat qui s'établit entre électeurs et élus ne repose pas par-dessus tout sur l'amitié.

Et c'est cette amitié que je sens autour de moi, et que si souvent vous me manifestez, et que vous m'avez témoignée encore récemment, qui m'encourage à multiplier mes efforts pour vous aider, dans tous les domaines, à vivre une vie meilleure et plus détendue, malgré la crise d'égoïsme qui sévit dans le monde.

Et c'est cette amitié que je vous porte, grandissante au fur et à mesure que se multiplient mes contacts avec vous, qui m'attache chaque jour davantage à mes compatriotes vosgiens.

Voilà ce que je voulais très simplement vous exprimer avant toute chose.

Et ceci dit, c'est de toutes mes forces, de toute mon énergie, que je poursuivrai, dans le même esprit de service qui m'a toujours animé, l'action entreprise en faveur de notre circonscription. Avec la coopération amicale de tous vos élus, conseillers généraux, maires, conseillers municipaux, nous continuerons de lui assurer le développement harmonieux qu'appelle le travail de sa population.

Cette coopération, marquée au coin de la loyauté et de l'efficacité, je dois en remercier tout spécialement notre ami André Boileau, dont ma nomination de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales a entraîné la désignation comme député de la troisième circonscription. La qualité de son travail et de ses avis, ne sera pas oubliée. Les motifs, très légitimes, qui l'entraînent à se retirer de la vie publique, n'atténuent pas les regrets que je tiens à lui exprimer au nom de tous.

Faire choix d'un remplaçant n'était pas chose aisée. Je tenais à avoir auprès de moi, un de vos élus, Vosgien de cru, ouvert aux problèmes de ce temps, avec qui je me sente en communauté de pensée. Mon ami Gérard Braun, maire de Cornimont, répond à toutes

ces exigences. Administrateur confirmé, rompu aux circuits administratifs, élu écouté malgré sa jeunesse, il a su faire de sa commune un modèle de développement méthodique et de gestion à la fois prudente et entreprenante. Je suis assuré que vous ratifierez un choix, dont beaucoup d'entre vous m'ont déjà dit combien ils l'approuvaient.

Vous m'avez déjà fait confiance. Je vous dois donc des comptes. Les voici :

Le total des aides de l'Etat pour nos cinq cantons en ce qui concerne l'éducation, les équipements sociaux, culturels et sportifs, le développement rural et le développement économique, a atteint la somme de 40.109.699 francs, soit plus de 4 milliards d'anciens francs.

En outre, les équipements suivants ont été mis en œuvre ou sont sur le point de l'être :

— 1 lycée — 9 C.E.S. et C.E.G. — 24 classes maternelles — 19 classes primaires — 5 gymnases — 5 piscines.

Quarante autres millions — soit encore une fois 4 milliards anciens — ont été affectés à l'entretien, à la construction et à l'amélioration des routes nationales traversant nos cantons.

En cinq ans, nous avons obtenu la création de 4.500 emplois diversifiés, la construction de 1.374 logements H.L.M., la construction du nouvel hôpital de Remiremont, la multiplication des adductions d'eau potable et des réseaux d'électrification rurale, d'importantes mesures d'amélioration pastorale et d'assainissement rural et de soutien à notre agriculture, dont le maintien, rappelons-le, est indispensable pour assurer l'expansion de la région.

D'autres réalisations pourraient être citées. Mais ces quelques chiffres parlent suffisamment et montrent que dans tous les domaines une action énergique, sérieuse et persévérante a été engagée.

Votre député est entré au Gouvernement le 7 juillet 1972. Il a reçu, aux côtés du Président Edgar Faure, la charge de ce secteur capital dans le progrès d'une nation qui est le secteur social.

Là aussi, regardons le bilan.

En six mois, nous avons mis en œuvre des mesures prioritaires, qui répondent aux besoins des familles. Nous avons appliqué une politique qui doit permettre aux mères de concilier leur rôle familial et leur activité professionnelle : allocation de salaire unique rénovée, allocation pour frais de garde, extension de l'allocation logement, affiliation des mères de famille à l'assurance vieillesse, et, mesure qui porte mon empreinte et à laquelle je m'étais attaché, la suppression des abattements de zones. Toutes ces initiatives ont été accompagnées d'un relèvement des allocations familiales de l'ordre de 14 %.

En faveur des veuves, l'âge de l'ouverture du droit à la pension de réversion a été abaissé de 65 à 55 ans, tandis que le relèvement de la pension minimum, dont bénéficient les personnes âgées les plus démunies, a porté celle-ci à 4.500 F par an.

Ce sont désormais les dix meilleures années de salaire qui serviront de base au calcul de la pension. La généralisation progressive des retraites complémentaires est accélérée par l'adhésion des salariés encore non couverts aux caisses existantes.

Je vous rappelle enfin les mesures intervenues en faveur des handicapés mineurs et adultes, la mensualisation du S.M.I.C., l'égalité des salaires masculins et féminins, l'allocation spéciale pour les jeunes travailleurs en attente de leur premier emploi.

Tel est mon bilan :

Sans orgueil, mais aussi sans fausse modestie, je crois pouvoir affirmer que ce bilan de mon action en votre faveur est positif. Non seulement il est positif, mais il est porteur d'avenir; ce que nous avons fait ensemble permettra de progresser dans le même sens, le passé est le gage du futur.

Avec l'aide de mon suppléant et de vos élus locaux, je m'efforcerai de poursuivre l'action pour préserver et améliorer notre cadre de vie.

— Tout d'abord, nous maintiendrons la vie en créant des emplois qualifiés par l'implantation d'industries modernes, en facilitant l'évolution de notre agriculture de montagne pour que les familles rurales connaissent un niveau de vie décent, en mettant en valeur toutes les possibilités que nous offre la nature pour développer le tourisme et faire connaître nos Vosges.

— Mais aussi nous changerons et continuerons d'améliorer la vie. Le désenclavement de notre région par la construction de routes modernes sera poursuivi. Les équipements de loisirs (stades, piscines, maisons de jeunes), seront complétés. L'avenir de nos enfants sera assuré par l'achèvement d'un réseau complet d'établissements d'enseignement de tous niveaux.

Le choix qui vous est offert, le 4 mars prochain, est donc simple. Il vous appartient de choisir entre deux types de société dont l'un conduit au totalitarisme égalitaire, avec la collaboration de partenaires vite dépassés, ou la République et ses libertés, qu'avec un Gouvernement issu d'un choix démocratique librement consenti, nous voulons continuer à défendre de toute notre âme.

Vosgiennes, Vosgiens, joignez-vous à moi et à mon suppléant et ami Gérard Braun, pour attester, par votre choix, votre foi confiante dans l'avenir et la propérité de notre région.

Ensemble, demain, nous continuerons a agir pour changer la vie.

Ensemble, dans le climat d'amitié auquel je viens de faire allusion, au début de la présente profession de foi. Nous rendrons cette vie plus agréable, plus fraternelle, plus humaine.

Alors, Vosgiennes, Vosgiens, mes Amis : le 4 mars, pas d'abstentions. Vous devez voter pour renforcer l'autorité de votre élu qui pourra encore ainsi mieux vous défendre.

Votez et faites voter pour une équipe jeune, dynamique et dévouée, une équipe pour vous servir :

CHRISTIAN PONCELET

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat
chargé des Affaires sociales
Conseiller général des Vosges
Maire-Adjoint de Remiremont

Remplaçant éventuel :

GÉRARD BRAUN

Maire de Cornimont

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bains-les-Bains, Bulgnéville, Châtenois, Coussey, Darney, Dompaire, Lamarche, Mirecourt, Monthureux-sur-Saône, Neufchâteau, Vittel, Xertigny.

M. Albert VOILQUIN

(Candidat Républicain Indépendant)
élu le 4 mars 1973
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Les années passent... mars 1967... juin 1968... mars 1973... et nous venons à nouveau, mon ami Paul Didier et moi-même solliciter votre confiance, puisque nous voulons poursuivre l'œuvre entreprise.

Certes, si l'on examine le chemin parcouru, que de réalisations, que de problèmes résolus, que de difficultés franchies; s'agit-il de se délivrer un certificat d'autosatisfaction ? Certainement pas, puisque aussi bien la tâche demeure immense et en matière économique, comme dans le domaine social, rien n'est jamais fini, tout demeure à faire ou à parfaire.

Pour vous donner une idée de son activité, votre député sortant ne parlera que de ses interventions depuis le 1er juillet 1968 :

— plus de 40 000 lettres (interventions et réponses);
— plus de 150 questions écrites;
— plus de 25 interventions à la tribune.

sans compter un certain nombre de propositions de loi dont il fut l'auteur ou le cosignataire.

C'est le médiateur des citoyens, c'est « les relations » de ceux qui n'en ont pas.

Rôle essentiellement humain et social qu'il faut protéger et maintenir.

Notre pays est en paix depuis dix ans, l'Europe s'élargit et se construit.

La France devient une puissance industrielle, mais l'emploi demeure quand même la priorité des priorités.

Notre pays est un immense chantier, 500 000 logements par an, constructions scolaires, autoroutes, industrie automobile...

Nul ne peut nier non plus, les efforts accomplis pour améliorer le sort des plus défavorisés : personnes âgées, veuves, handicapés etc. Il convient d'arriver, dans les meilleurs délais, à une retraite suffisante, pour les hommes à partir de 60 ans, et les femmes à partir de 55 ans, sans oublier l'obligation de la retraite complémentaire. Les anciens combattants, veuves de guerre, orphelins, ascendants, anciens prisonniers de guerre, anciens d'A.F.N. n'ont pas été, quoi qu'on en dise, oubliés avec un budget de 750 millions d'A.F.

Poursuivre la revalorisation de la condition ouvrière chacun devant faire sa part de l'expansion économique par l'évolution de son niveau de vie.

La mensualisation et l'organisation de la formation permanente étant deux éléments nouveaux particulièrement importants dans la vie de notre Nation, développement de la concertation, défense du droit de grève, de la liberté du travail, libre exercice du droit syndical dans l'entreprise, codification du licenciement pour protéger l'individu, améliorer les conditions dans un cadre de vie de l'ensemble des Français, avec une éducation moderne renforçant l'égalité des chances.

Poursuivre la modernisation de notre agriculture lui permettant de subsister, d'améliorer sa situation, tout ceci dans le maintien de l'exploitation familiale et la volonté de parvenir à une parité des revenus au sein de l'économie nationale en garantissant des prix agricoles, assurant une juste rémunération de travail.

Préoccupation également du travail indépendant, défense de l'artisanat, du commerce indépendant, à charge égale, fiscalité égale, prestations sociales, régime de retraite des commerçants et artisans rapproché de celui des salariés, sans oublier l'aide aux petites et moyennes entreprises.

Promotion de la femme avec l'égalité des droits, des salaires, la généralisation du travail à mi-temps avec des horaires libres.

Un point noir qui doit retenir toute notre attention, la lutte contre la cherté de la vie et faire enrayer la montée des prix.

Il n'est pas besoin d'insister longuement pour dire toute notre volonté de continuer à moderniser notre région où de très nombreux emplois ont été créés, mais où la monoindustrie demeure préoccupante et les emplois féminins trop peu nombreux.

Ne pas oublier notre zone rurale, défendre notre environnement, y maintenir la vie et l'animation par tous les moyens à notre disposition.

Une satisfaction pour les familles, dans les années à venir, une nationalisation de tous les C.E.G. et C.E.S., gratuité des transports, des livres, des fournitures scolaires tout au long de l'enseignement obligatoire, un allégement des charges pour les familles et les collectivités locales, tout cela dans la préoccupation de donner à chacun sa place au soleil.

Sur le plan de l'O.R.T.F., des améliorations ont été apportées, des promesses ont été faites en ce qui concerne les zones insuffisamment desservies.

En matière de liaisons routières et ferroviaires, chacun connaît les efforts que nous avons faits, trop souvent seuls ou peu nombreux, ce qui ne nous empêche pas de poursuivre notre action.

Amélioration des dotations, permettant aux communes de s'équiper, adduction d'eau, assainissement, électrification, etc., sans négliger non plus notre aérodrome de Mirecourt-Juvaincourt, facteur important pour l'avenir de notre région, le canal qui doit se faire, et nous voulons, grâce à notre union, assurer la réussite de la réforme régionale.

Je n'aurais garde non plus, d'oublier les devoirs que m'impose ma nouvelle charge de président national de la Fédération nationale des producteurs de fruits et des bouilleurs de cru.

Bref, il s'agit de savoir si nous construisons une société faite pour l'homme ou si nous subissons une société asservissant l'homme.

Il s'agit pour nous d'organiser une société écnomique en dégageant l'homme des engrenages qui broient jusqu'à son esprit et son âme.

Nous ne voulons ni le régime des partis, ni le pouvoir des cartels.

Nous ne voulons pas être le parti d'un régime.

Notre mouvement se veut : libéral, social, européen, moderne.

Notre mouvement s'identifie à la liberté.

Notre seul intérêt, l'intérêt national. Ayant été et étant dans la majorité présidentielle les Réformistes de la Majorité, nous voulons être des « *libéraux progressistes* ».

C'est donc à vous qu'il appartient de décider de nous faire confiance pour que :

Vivent la Plaine et la Vôge.

Vive la République.

Vive la France.

ALBERT VOILQUIN

(Candidat Républicain Indépendant)

Député sortant

Remplaçant éventuel :

PAUL DIDIER

YONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aillant-sur-Tholon, Auxerre-Est, Auxerre-Ouest, Bléneau, Charny, Coulanges-la-Vineuse, Courson-les-Carrières, Saint-Fargeau, Saint-Sauveur, Toucy.

M. Jean-Pierre SOISSON

(Candidat Républicain indépendant, Union des républicains de progrès.)

élu le 4 mars 1973

(R.I.)

JEAN-PIERRE SOISSON

Député sortant
Maire d'Auxerre
Conseiller général

Des actes et non des promesses.

Le 4 mars, je serai votre candidat, et fier de l'être, pour présenter l'œuvre entreprise depuis cinq ans, car l'équipe que j'ai l'honneur de diriger a beaucoup travaillé.

Mon action :

- Le développement de notre région.
- L'amélioration de vos conditions de vie.

Comment je l'ai menée : 488 permanences, 385 réunions de conseils municipaux ou de syndicats intercommunaux, plus de 12 000 interventions attestent l'effort qui fut le mien.

Une œuvre exceptionnelle a été engagée à Auxerre et dans l'Auxerrois, au service de tous : par un vote massif, dès le premier tour, donnez-moi les moyens de la développer.

Depuis cinq ans, j'ai conscience d'avoir, seul dans la région, incarné le changement et la réforme. Pour moi, la politique, ce n'est pas des mots, mais, jour après jour, des actes et des réalisations.

Dans ce combat décisif pour la France, je suis le seul candidat de la majorité, le seul qui soutienne l'action du Président de la République.

Je souhaite qu'une majorité ouverte à tous les hommes de progrès se dégage pour poursuivre les réformes sociales qui sont l'exigence de notre époque.

Il nous faut donner une dimension sociale à notre progrès économique.

Il nous faut :

— poursuivre le relèvement des bas salaires;
— abaisser l'âge de la retraite;
— favoriser l'accession du plus grand nombre à la propriété;
— améliorer les conditions de travail et de vie, notamment dans les campagnes;
— accroître la participation de tous aux décisions qui les concernent;
— développer la solidarité entre les Français.

Le problème n'est pas de savoir si ces réformes se feront car il est indispensable qu'elles se fassent; le problème est de savoir comment elles seront réalisées.

En cette période de crise internationale, on n'a pas le droit de jouer avec le franc, de compromettre l'exportation, de remettre en cause l'Europe.

Pour le succès de l'œuvre entreprise dans notre région; pour une société plus juste et plus humaine; continuons ensemble. Je vous fais confiance.

JEAN-PIERRE SOISSON

Député sortant
Maire d'Auxerre
Conseiller général

Candidat Républicain indépendant, Union des Républicains de progrès

Remplaçant éventuel :

MARC MASSON

Avocat au Barreau d'Auxerre
Conseiller municipal

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ancy-le-Franc, Avallon, Chablis, Coulanges-sur-Yonne, Cruzy-le-Châtel, Flogny, Guillon, l'Isle-sur-Serein, Ligny-le-Châtel, Noyers, Quarré-les-Tombes, Saint-Florentin, Seignelay, Tonnerre, Vermenton, Vézelay.

M. Jean CHAMANT

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 4 mars 1973
(R.I.)

Mes chers compatriotes,

Dans quelques jours, nous allons être appelés à choisir le représentant de notre région à l'Assemblée nationale. Choix capital, décisif même, qui engage l'avenir de notre pays pour les cinq prochaines années. Il m'apparaît que deux considérations peuvent nous guider dans notre détermination, l'une tenant à la personne même de chacun des candidats en présence, l'autre concernant l'action politique que chacun se propose de mener.

Vous me connaissez et vous m'avez vu agir depuis bientôt quinze ans. Je n'ai pas eu d'autre objectif que celui du développement de notre région, de l'expansion de son économie industrielle et agricole et du mieux-être de tous ses habitants. Pour y parvenir, j'ai entretenu des rapports constants avec tous et d'abord avec les élus locaux, maires et conseillers municipaux qui sont les interlocuteurs naturels de nos populations. Je connais toutes nos communes et leurs besoins. Je me suis efforcé de les satisfaire.

Ai-je réussi, ai-je échoué? C'est à vous d'en décider et donc de me juger. Si demain, vous me renouvelez une confiance si souvent affirmée, je continuerai la tâche entreprise avec le même souci de servir.

Mais le choix n'est pas seulement personnel, il est aussi politique. J'ai assumé des responsabilités nationales jusqu'à une date récente. Je n'entends en éluder aucune. Et, d'ailleurs, pourquoi le ferais-je ?

La France est aujourd'hui le pays qui connaît le taux de croissance économique le plus élevé. Parmi les pays de l'Europe occidentale, elle se trouve ainsi au premier rang de l'expansion et du progrès permettant un accroissement du niveau de vie de tous :

— la mensualisation des salaires;
— la création du SMIC et sa mensualisation;
— la formation permanente;

représentent pour les salariés des avantages dont ils sont conscients.

— la suppression des abattements de zone pour les prestations familiales;
— le doublement de l'allocation de salaire unique;
— l'allocation d'orphelins;
— l'allocation de frais de garde;
— la généralisation de l'allocation logement;

sont des mesures qui, pour les catégories les plus modestes, vont dans le sens d'une plus grande justice sociale.

— l'amélioration — encore insuffisante — de la situation des personnes âgées;
— les modifications apportées au régime de retraites des salariés, des commerçants et des artisans;
— l'attribution aux veuves de la pension de reversion dès l'âge de 55 ans au lieu de 65 ans,

témoignent de la volonté des pouvoirs publics de les faire profiter des fruits de l'expansion.

Faut-il persévérer dans cette voie en s'efforçant de tendre vers une société plus juste et plus humaine ou faut-il prendre le risque énorme d'une rupture brutale, que nous proposent le Parti communiste et le Parti socialiste qui n'ont d'autre référence que les expériences étrangères dont les résultats sont hélas! trop connus ?

Telle est la véritable dimension du choix politique.

Electrices, électeurs,

Une élection est toujours un combat à l'issue incertaine. Il n'y a pas de situation acquise. Si vous vous prononcez pour une société de progrès et contre l'aventure, vous m'apporterez, si vous le voulez bien, vos suffrages massifs et imposants. Alors, nous continuerons de travailler ensemble, pour un avenir meilleur.

Vive la circonscription Avallon — Tonnerre — Saint-Florentin !
Vive la France !

JEAN CHAMANT
Candidat de l'Union des républicains de progrès
Président du Conseil général de l'Yonne
Ancien Ministre.

Remplaçant éventuel :

GEORGES BARILLON
Conseiller général de l'Yonne

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brienon-sur-Armançon, Cerisiers, Chéroy, Joigny, Pont-sur-Yonne, Saint-Julien-du-Sault, Sens-Nord, Sens-Sud, Sergines, Villeneuve-l'Archevêque, Villeneuve-sur-Yonne.

M. Jacques PIOT
Candidat unique de la majorité U.R.P.
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 4 mars votre choix sera décisif, l'avenir de la France dépend de vous.

Avec Jacques Piot vous choisirez le progrès dans l'ordre.

Vous n'ouvrirez pas la voie aux tenants du programme commun pour faire sombrer l'économie française et mettre en péril nos libertés, ni aux prétendus « réformateurs », candidats de la division et de l'impuissance.

Le 4 mars vous vous prononcerez pour une société libérale proposée par l'Union des républicains de progrès, qui permettra à la France de puorsuivre son expansion économique et sociale, dans le progrès, la prospérité et le respect des institutions.

En votant Jacques Piot, vous choisirez un homme qui a fait ses preuves sur les plans locaux et nationaux.

En votant Jacques Piot, vous voterez pour celui qui a toujours défendu la légalité républicaine au Sénat, et la défendra à l'Assemblée nationale, sans équivoque.

Ensemble nous allons développer la circonscription, comment ?

Avec la participation étroite de tous les élus des régions de Sens, de Joigny, de Migennes, et de toutes les communes de notre arrondissement.

— Nous réaliserons les infrastructures permettant l'implantation d'usines et d'ateliers, générateurs d'emplois nouveaux.

— Nous accélérerons et développerons les équipements sociaux en donnant la priorité aux hôpitaux, aux maisons de retraite, aux crèches, aux maternités.

— Nous construirons de nouveaux logements à loyers modérés qui s'ajouteront aux milliers déjà bâtis dans la circonscription depuis 1958.

— Nous réaliserons les complexes sportifs et culturels à la mesure de notre jeunesse avec sa participation.

— Nous moderniserons les grands axes routiers (déviations urbaines — amélioration de la signalisation) et nous nous emploierons à accélérer efficacement les travaux en cours (déviation de Sens notamment).

— Nous construirons de nouvelles écoles et de nouveaux collèges, pour déconcentrer ceux qui ont déjà été réalisés à Sens, Joigny, Migennes, Villeneuve-sur-Yonne, Saint-Valérien, Pont-sur-Yonne, Villeneuve-l'Archevêque, et œuvrerons pour que la collectivité nationale les prenne tous en charge.

Ensemble, le 4 mars nous gagnerons cette bataille.

Votez :

JACQUES PIOT

Notaire - Licencié en droit - Croix de guerre 39-45
Sénateur de l'Yonne
Maire et Conseiller général de Cheroy
Président du Syndicat intercommunal du Gâtinais
Candidat unique de la majorité U.R.P.

Remplaçant éventuel :

Docteur ANDRÉ MERCIER

Chirurgien. Conseiller Municipal de Joigny.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie chaleureusement les 19.234 électeurs qui en m'accordant leur confiance m'ont placé en tête au premier tour.

Face au péril communiste qui sur le plan national est évident, j'appelle toutes les électrices et tous les électeurs qui refusent une société collectiviste à m'apporter leur soutien le 11 mars prochain.

L'enjeu est capital pour l'avenir de notre pays et chacun doit prendre conscience que sa vie de tous les jours et son avenir en dépendent.

Votre vote est significatif :

Vous avez clairement manifesté votre volonté de défendre vos libertés; en me plaçant nettement en tête de tous les candidats, vous m'avez désigné comme le seul qui puisse les défendre efficacement.

J'ai confiance dans votre choix.

Votez :

JACQUES PIOT

Notaire - Licencié en droit - Croix de guerre 39-45
Sénateur de l'Yonne
Maire et Conseiller général de Cheroy
Président du Syndicat intercommunal du Gâtinais
Candidat unique de la majorité U.R.P.

Remplaçant éventuel :

Docteur ANDRÉ MERCIER

Chirurgien. Conseiller Municipal de Joigny.

YVELINES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Houilles, Maisons-Laffitte.

M. Pierre BOURSON

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien au Président de la République : G. Pompidou)
élu le 11 mars 1973
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

L'union des républicains de progrès pour le soutien au Président de la République : G. Pompidou (U.D.R. - R.I. - C.D.P.) a investi dans notre circonscription le :

Docteur PIERRE BOURSON

Républicain indépendant

46 ans, marié, père de 4 enfants
Installé depuis 15 ans à Sartrouville
Maire de Carrières-sur-Seine
Conseiller général des Yvelines

Remplaçant éventuel :

LOUIS PAUWELS

52 ans, marié, père de 3 enfants
Écrivain et journaliste
Habitant Mesnil-le-Roi

Le 14 février, Valéry Giscard d'Estaing est venu soutenir la candidature du docteur Pierre Bourson, devant 700 personnes.

En votant le 4 mars, vous répondrez à la question essentielle de ce scrutin :

Quelle est la société dans laquelle nous voulons vivre ?

Liberté ou collectivisme.

Vous ne pouvez pas choisir pour la France une société collectiviste qui serait dominée par le parti communiste et son appareil politico-syndical.

Cette société collectiviste serait dogmatique, étouffante et contraignante. Elle isolerait notre pays et mettrait fin à nos espoirs européens. Elle entraînerait une faillite économique certaine, une agitation permanente sans alternance possible :

« Lorsque le système socialiste est instauré, il est impossible de revenir en arrière » comme l'a écrit Jacques Duclos le 19 octobre 1972...

En votant le 4 mars, vous pourrez choisir une société de progrès continu et de liberté, dans le cadre de civilisation de la Communauté européenne

La société que nous voulons a quatre exigences :

— une exigence de décentralisation au profit des collectivités locales;
— une exigence d'épanouissement de l'individu dans la liberté;
— une exigence de solidarité et de sécurité;
— une exigence de responsabilité et de dignité.

« Il y a quelque chose qui ne peut pas durer : c'est l'irresponsabilité de l'intelligence » (Charles de Gaulle)

Nous voulons... une V^e^ République purifiée, renouvelée, rajeunie une politique sociale, libérale, européenne.

Mon action, en tant que député, s'exercera au niveau local et au niveau national.

Au niveau national.

● La croissance économique est indispensable mais non suffisante.

Pour répartir plus et mieux, il faut produire plus. Pour pouvoir améliorer la vie quotidienne de tous, pour augmenter le pouvoir d'achat, la croissance économique est irremplaçable. Mais seule sa maîtrise permet d'augmenter la qualité de la vie (conditions de travail, soutien aux français désorientés par la rapidité des mutations de notre société, lutte contre la pollution, etc...)

● Un effort permanent de solidarité et de justice sociale.

Parce que je suis médecin, je pénètre dans tous les foyers. Je suis donc, plus que tout autre, sensible aux véritables problèmes sociaux. J'ai pu ainsi connaître chaque jour le problème des vieillards, des familles nombreuses, des personnes seules, des expropriés, de tous les oubliés de la croissance.

C'est pour résoudre ces problèmes sur le plan national que je suis candidat.

● La garantie de toutes les formes de liberté.

— défense des libertés individuelles contre la bureaucratisation;
— défense des libertés d'informer, de s'instruire et de travailler;
— défense des professions en difficultés (commerçants, artisans, maraîchers).

Au niveau local.

Déjà maire et conseiller général, je pourrai, grâce à votre confiance, poursuivre avec une autorité accrue, l'amélioration de la qualité de la vie dans notre circonscription, en me battant pour obtenir tous les équipements sportifs, scolaires, culturels et notamment à :

Maisons-Laffitte : l'arrêt de la pollution et la sauvegarde du parc et du sport hippique.
Mesnil-le-Roi : création d'un lycée, défense du site et de l'environnement.

Sartrouville : lutte contre l'aérotrain, le C.D. 121, et la création de C.E.S.

Houilles et Carrières-sur-Seine : rénovation des îlots insalubres à Houilles et résorption des bidonvilles dans le canton. Élargissement du pont de Houilles.

Le 4 mars vous direz non au totalitarisme préfabriqué et à l'idéologie périmée, du Parti communiste.

Le 4 mars en votant pour le docteur Bourson et son suppléant Louis Pauwels vous direz :

Oui à la société de progrès continu.
Oui à une société libérée et à une France moderne.
Oui à une société européenne et humaniste.
Oui au changement sans l'aventure.

Le 4 mars votez et faites voter tous vos parents, tous vos amis.
Le 4 mars vous serez les arbitres du duel Bourson-Chrétienne.

Vous savez déjà, en effet, que le docteur Pierre Bourson est le mieux placé pour battre le communiste.

2e CIRCULAIRE

Union nationale pour une Ve République sociale, libérale, européenne avec le :

Docteur BOURSON

Maire de Carrières-sur-Seine
Conseiller Général des Yvelines

Remplaçant éventuel :

Louis PAUWELS

Tous unis pour battre le communisme.

Nous remercions tous ceux qui nous ont fait confiance le 4 mars, créant ainsi un courant d'opinion puissant qui doit nous permettre le 11 mars de faire échec au communiste Chrétienne.

Les communistes reculent dans la circonscription !

Le 11 mars prochain, Chrétienne doit être battu, les chiffres sont là pour le prouver. A. Chrétienne recueille 700 voix de moins qu'en 1967, alors que, dimanche dernier, le nombre d'électeurs de la circonscription était supérieur de 14 % au nombre d'inscrits il y a 5 ans.

A Sartrouville même, les communistes sont minoritaires, puisque, sur 22.000 électeurs inscrits, Chrétienne n'obtient que 7.221 voix.

Battre le communiste le 11 mars est nécessaire et c'est tout à fait possible !

Dimanche prochain, nous serons tous solidaires et mobilisés.

Vous, socialistes et radicaux !

Vous n'avez pas confiance dans le communisme parce que les sociaux-démocrates sont toujours les premières victimes des communistes au pouvoir.

Les manœuvres de Chrétienne la veille du premier tour, à Sartrouville, essayant d'influencer par un tract « dirigé » le vote des électeurs, ont fait la preuve des méthodes totalitaires communistes et ont indigné les militants socialistes et P.S.U.

Vous, centristes et réformateurs !

Vous n'avez pas confiance dans le communisme, parce que vous savez que le communisme, c'est la fin des libertés syndicales et religieuses, la fin de nos espoirs européens.

Vous tous, qui soutenez le Président Pompidou !

Vous serez les premiers à confirmer, le 11 mars, votre volonté de continuer l'œuvre de la Ve République : la poursuite de l'essor économique et d'une politique sociale avancée par la participation.

Vous, abstentionnistes !

La situation est maintenant nette. N'oubliez pas qu'une seule voix peut décider de l'élection d'un député. Face au danger communiste, rappelez-vous bien que : voter est un droit, mais aussi un devoir.

Le 11 mars, le docteur Bourson sera le candidat d'union nationale.

Tous unis pour défendre la liberté !

Tous unis pour une Ve République sociale, libérale, européenne. Le 11 mars votez Bourson c'est voter pour le changement, contre l'aventure.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chatou, Saint-Germain-en-Laye.

M. Jean-Paul PALEWSKI

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Vous direz le 4 mars par qui et comment vous voulez que la France soit gouvernée.

Vous répondrez : à l'appel de la majorité à laquelle j'appartiens.

Pour une France libre, indépendante, avec un Gouvernement stable réalisant un progrès constant dans tous les domaines, l'élévation des niveaux de vie améliorant les conditions matérielles d'existence, par :

Un travail législatif approfondi et audacieux, pour développer la vie sociale et économique avec des structures assurant les satisfactions légitimes des besoins matériels et l'épanouissement des personnes, par la participation des intéressés à la gestion, à l'information et à l'orientation afin de réduire les effets de la technique en sauvegardant le sens de l'humain.

L'Organisation d'un dialogue permanent, à tous les niveaux, entre le pouvoir exécutif, l'administration et les élus de la nation pour faire obstacle aux excès de la technocratie.

Vous repousserez toutes les équivoques du soi-disant front commun, un Gouvernement d'assemblée d'irresponsables dont le Parti communiste serait inéluctablement le maître avec pour conséquences la dictature, un État totalitaire et policier, la ruine de notre économie, la perte de nos libertés individuelles.

Le programme commun de la gauche n'est qu'un leurre, un trompe-l'œil qui cache les arrière-pensées que chacun connaît.

Vous ne serez pas des dupes.

Votez Jean-Paul PALEWSKI.

L'union des républicains de progrès présente :

JEAN-PAUL PALEWSKI

Député sortant

Candidat unique de la majorité

Président du Conseil général des Yvelines
Ancien Président de la Commission des finances,
de l'économie générale et du Plan de l'Assemblée Nationale
Délégué de la France auprès des Nations Unies
Représente la Seine-et-Oise, puis les Yvelines depuis 1945
(2 Assemblées constituantes et 5 législatives)
Marié, 6 enfants
Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre (6 citations)
Engagé volontaire, Combattant volontaire des deux guerres
Médaille de la Résistance
Arrêté et interné par Vichy à titre d'otage (1944), Evadé
Blessé à la Libération de Paris
Lieutenant-colonel d'Infanterie honoraire
Ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (1916-17)
Docteur en Droit
Avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris
Président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés
Membre du Conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers
Membre du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale

Remplaçant éventuel :

PIERRE RÉGIS

Maire du Pecq depuis 1949 (plus jeune Maire de Seine-et-Oise)
et constamment réélu depuis cette date
Vice-Président du Conseil général des Yvelines
Né au Pecq, le 23 juin 1924, pupille de la Nation
Ancien élève de l'École normale de Versailles
Ancien professeur d'anglais, Licencié en droit
Administrateur de société commerciale
Administrateur de la Mutuelle des orphelins de guerre
Président du Syndicat intercommunal de la Vallée de la Seine
Membre du Comité national de l'eau
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite civil
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

2e CIRCULAIRE

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Je remercie les 21.689 électrices et électeurs qui m'ont placé le premier de tous les candidats avec 10.000 voix d'avance et qui ont affirmé sur mon nom leur attachement aux institutions libres que la France s'est donnée, à la Ve République, à la volonté de progrès dans l'ordre.

Voici donc venue l'heure décisive, il faut écarter le programme commun et ses spéculations aventureuses. Au-delà de toutes les divergences qui sont mineures votre décision doit être dictée par cette seule pensée, cette seule volonté.

L'alternative est simple : l'aventure et la contrainte totalitaire que tous les économistes sérieux redoutent comme la conséquence de dépenses excessives, d'un taux de croissance trop élevé, de tensions de rupture de tous les équilibres d'où l'abaissement de la France et son effacement dans le marché commun et dans le monde, la pauvreté, la misère, le chômage.

Nous vous proposons le progrès en poursuivant l'œuvre accomplie dans l'ordre, la liberté, la justice, par la concertation, l'élévation du niveau de vie, l'indépendance de notre patrie, l'évolution sociale.

Notre circonscription doit être représentée par un homme qui connaît bien tous vos besoins et dont vous avez estimé la compétence et le travail sur le plan national, régional et départemental.

Confirmez le 11 mars prochain votre choix et que vive la France.

Votez Jean-Paul Palewski.

L'Union des républicains de progrès présente :

JEAN-PAUL PALEWSKI

Député sortant

Candidat unique de la Majorité

Président du Conseil général des Yvelines
Ancien Président de la Commission des Finances,
de l'économie générale et du Plan de l'Assemblée Nationale
Délégué de la France auprès des Nations Unies
Représente la Seine-et-Oise, puis les Yvelines depuis 1945
(2 Assemblées constituantes et 5 législatives)
Marié, 6 enfants
Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre (6 citations)
Engagé volontaire, Combattant volontaire des deux guerres
Médaille de la Résistance
Arrêté et interné par Vichy à titre d'otage (1944), Evadé
Blessé à la Libération de Paris
Lieutenant-Colonel d'Infanterie honoraire
Ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (1916-17)
Docteur en Droit
Avocat honoraire à la Cour d'Appel de Paris
Président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés
Membre du Conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers
Membre du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale

Remplaçant éventuel :

PIERRE RÉGIS

Maire du Pecq depuis 1949 (plus jeune Maire de Seine-et-Oise)
et constamment réélu depuis cette date
Vice-Président du Conseil général des Yvelines
Né au Pecq, le 23 juin 1924, pupille de la Nation
Ancien élève de l'École normale de Versailles
Ancien professeur d'anglais, Licencié en droit
Administrateur de société commerciale
Administrateur de la Mutuelle des orphelins de guerre
Président du Syndicat intercommunal de la Vallée de la Seine
Membre du Comité national de l'eau
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite civil
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Conflans-Sainte-Honorine, Meulan, Poissy.

M. Gérard GODON

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)
élu le 11 mars 1973
(U.C.)

1re CIRCULAIRE

Les promesses et les actes

Cinq ans ont passé et je viens devant vous, électeurs de ma circonscription me présenter pour le renouvellement de mon mandat.

Quelques-uns, profitant des évènements de 1968, m'ont baptisé « Elu de la peur »; je ne le crois pas. Choisi par la base, élu par elle, j'ai plutôt essayé d'être l'élu du cœur et je pense que j'ai été le député de tous, sans distinction politique aucune j'ai mis et donné tout mon temps à défendre du mieux que j'ai pu tous vos intérêts, dans tous les domaines. Je sais que certains trouveront que tout n'a pas été fait, que certaines choses commencées n'ont pas été terminées. Que vous dire? Parler des technocrates, de la carence de certaines administrations, de la lenteur des services. Il est facile de se défendre en invoquant tous ces faits comme le font certains. On dit bien que « lorsque l'on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage ». Mais, parlons plutôt de faits positifs, de ce qui a été fait et cherchons ce qu'il y a encore à faire. Lors de ma précédente campagne électorale, mes promesses vous concernant étaient bien minces, lorsque l'on compare les résultats obtenus depuis. C'est pour cette raison que je peux vous dire :

« J'ai tenu plus que je n'ai promis. »

Parmi mes interventions réalisées, je citerai :

— Aménagement de la Mauldre inférieure grâce aux 95 % de subventions obtenues.
— Réorganisation du Centre de formation professionnelle du Buat à Maule et achat de la propriété.

— création ou nationalisation de : C.E.S. Aubergenville - C.E.S. Poissy - C.E.S. Verneuil-sur-Seine - C.E.S. Conflans-Sainte-Honorine.
I.M.E. des Mureaux - Agrandissement du C.H.U. de Poissy - Création du Centre de transfusion Poissy.
— Suppression du bidonville de Carrières-sur-Poissy et création d'une cité de transit.
— Nombreuses subventions accordées aux mairies et collectivités de ma circonscription.
— Plus de 6 millions et demi de francs accordés à la Mairie de Conflans-Sainte-Honorine.
— Nombreuses interventions dans les Cabinets ministériels et préfectoraux avec les élus locaux m'accompagnant personnellement ou une délégation de leur conseil municipal (Conflans, Triel, Aubergenville, Poissy, etc.).
— Plus de 12.000 interventions : ce qui représente plus de 720 lettres par mois.

Maintenant voyons l'avenir :

— Assainissement de la Vallée de la Mauldre — Réalisation du Centre administratif d'Aubergenville.
— Création d'emplois tertiaires. C.E.T. de Conflans-Sainte-Honorine.
— Accords avec l'administration pour le maintien des emplois à la L.T.T. de Conflans.
— Réalisation de l'usine d'incinération de Conflans sur un terrain plus approprié, ainsi que les principaux objectifs de la majorité et plus particulièrement l'orientation du troisième âge et les libertés syndicales.

Qu'ajouter de plus à cette énumération? Vous promettre encore monts et merveille ? Je ne le ferai pas. Pas plus que je ne l'ai fait il y a cinq ans. Les faits sont là. Vous le savez. A vous de juger. Toujours à votre disposition, à votre service, je serai là, encore et toujours pour vous apporter aide et soutien et ainsi participer chaque jour davantage à l'amélioration de votre vie. De votre qualité de la vie. Et dans cinq ans, je pourrai dire une fois encore que j'ai réalisé plus que je ne vous avais promis.

Pour le soutien au Président de la République.

GÉRARD GODON

Union des républicains de progrès
Candidat unique de la majorité

Né le 12 décembre 1929 à Asnières
Etudes secondaires, baccalauréat - Service Militaire
Marié, père de deux enfants : Laurence et Olivier
Profession : Courtier, puis Gérant de Sociétés
Domicile : « La Guilardière », Mareil-sur-Mauldre
Maire de Mareil-sur-Mauldre depuis 1965
Vice-président Union des maires des Yvelines jusqu'en 1968
Député de la troisième circonscription des Yvelines, 1968
Membre de la Commission des affaires sociales à l'Assemblée Nationale
Président du Centre de formation professionnelle et agricole du Buat à Maule
Membre du Comité d'honneur de l'environnement et protection des sites
Président fondateur de l'Association nationale du troisième âge
Membre du Groupe de travail pour la défense des rapatriés d'Afrique du Nord
Journal « Echo des 2 Vallées » mensuel tirage : 40.000 exemplaires
Auteur des propositions de loi :
1 Plan d'épargne de croissance du troisième âge
2 Loi d'orientation du troisième âge
3 Loi organique pour une représentation du troisième âge au Conseil économique et social
Auteur du livre, « Horizons » guide du troisième âge, éditions Denoël
Co-Auteur du Livre « Le Gaullisme ou la Loi de l'Effort » par Maurice Papon

Remplaçant éventuel :

ROLAND DOUSSOT

Marié, père de deux enfants
Chef de Service aux L.T.T.
Adjoint au maire de Conflans-Sainte-Honorine
Vice-président de l'U.S.C. Conflans
Membre du Conseil d'administration de la Société des officiers de réserve de Pontoise
Ancien combattant A.F.N.

2e CIRCULAIRE

HALTE AU COMMUNISME!...

Au premier tour on choisit, au second tour on élimine dit-on. Et cela c'est la règle fondamentale de la démocratie.

Au premier tour, les électrices et les électeurs de notre circonscription ont pu normalement répartir leurs voix sur les candidats représentant le plus largement possible l'opinion.

Mais au second tour, le jeu démocratique sera faussé. Le choix se limitera en effet à la liberté contre le communisme.

Les démocrates le savent bien, et ils feront obstacle au risque totalitaire.

Qu'il me soit permis ici de remercier tout particulièrement ceux qui m'ont témoigné leur confiance au premier tour ; mais démobiliser serait faire courir un risque au pays, tel que les épreuves qui ne manqueraient pas de suivre commandent, pour être évitées, qu'un vaste rassemblement autour du Candidat de la Démocratie s'effectue sans exclusive partisane. Les électeurs socialistes savent bien qu'ils n'accepteront pas comme disait Jean Jaurès « le corset de fer du collectivisme » et les électeurs réformateurs rejetteront les atteintes à leur liberté.

Tous unis autour de l'intérêt national, ensemble nous conduirons le pays sur la voie de la paix, du progrès et de la liberté !

GÉRARD GODON
Union des Républicains de Progrès
Candidat unique des Démocrates
pour le soutien au Président de la République

Remplaçant éventuel :

ROLAND DOUSSOT
Adjoint au maire de Conflans-Sainte-Honorine

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : La Celle-Saint-Cloud, Marly-le-Roi.
Communes de : Le Chesnay, Les Clayes-sous-Bois.

M. Marc LAURIOL

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès pour le soutien au Président de la République)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Plan national et régional

Politique intérieure.

Liberté, *dynamisme*, *équilibre*, *efficacité* sont les impératifs de mon programme au plan régional et national :

• Liberté dans le respect et le développement des droits de chaque Français et de chaque Française.

• Dynamisme économique avec l'augmentation de la production et la hausse du niveau de vie des Français. Notre pays est en train de devenir la troisième puissance économique mondiale. Son essor dont dépend le sort de chaque Français ne doit pas être compromis par un mauvais choix politique.

• Equilibre dans cette expansion avec une juste répartition des richesses produites et le dépassement de l'ère du salariat grâce à la harticipation, entreprise d'avenir, qui est la négation de la lutte des classes. Développement de cette perspective par la décentralisation régionale qu'amorce la loi du 7 juillet 1972.

• Efficacité grâce à une politique sociale adaptée aux besoins et aux problèmes les plus aigus notamment :

— *des commerçants, artisans et des professions libérales* : respect de la propriété individuelle ; développement de la libre entreprise individuelle ; légitimité du profit, contrepartie du risque ; régime fiscal plus équilibré ;

— *des cadres :* structures de concertation à tous les niveaux, représentation dans les tribunaux de prud'hommes ; intégrité de l'autonomie des retraités ;

— *des femmes :* égalité des salaires à travail égal ; accès aux emplois privés et publics ; développement du travail à mi-temps ; création de deux mille crèches ; meilleure information sur la contraception et réformes concrètes concernant la loi sur l'avortement ;

— *des jeunes :* allocation-logement aux jeunes ménages ; droits politiques à dix-neuf ans ; formation des maîtres (enseignement secondaire) ; gratuité totale de l'enseignement obligatoire étendue au secondaire ; nationalisation des C.E.C. et des C.E.G. ;

— *des personnes âgées :* efforts accrus pour doubler en cinq ans l'allocation vieillesse ; développement de l'aide ménagère à domicile ; mise au point d'une charte du troisième âge pour améliorer les conditions de vie pratique (gratuité des transports urbains et des soins médicaux pour les personnes exonérées d'impôts sur le revenu) ; allocation-logement ; droit de la retraite à soixante ans, dans les cinq ans, en commençant par soixante-trois ans ;

— *des rapatriés :* règlement définitif du problème des retraites, indemnisation véritable, nouvelle tranche d'avances aux personnes âgées, maintien du moratoire jusqu'à l'indemnisation définitive.

Politique étrangère.

Indépendance nationale.

La France doit s'affirmer un pays indépendant, ouvert à tous les dialogues, à l'écart de la politique des blocs, dans une Europe de plus en plus solidaire, construite non avec des mots et des théories, mais dans les faits et par des initiatives procédant d'une imagination réaliste.

Plan local.

Si le rôle du député est évidemment de légiférer et de contrôler l'action du Gouvernement, il doit également être l'avocat et le défenseur de sa circonscription.

C'est ainsi que l'entendent les électeurs en choisissant leur représentant et en lui confiant cette importante responsabilité...

Ce point est essentiel comme doit l'être la collaboration avec les élus locaux qui depuis un passé récent n'ont plus de porte-parole direct avec les grands ministères et plus de concertation avec le député.

Des chances nouvelles vous sont offertes pour l'amélioration équilibrée et harmonieuse de notre circonscription qu'il nous faut protéger dans son développement inéluctable et dans son environnement.

Il est absolument indispensable que les équipements collectifs, en particulier les voies de circulation, les transports et les établissements scolaires soient réalisés en même temps que les logements. Une pause dans ce dernier domaine est nécessaire.

Un défenseur et un porte-parole sensé, logique et réaliste est nécessaire à tous les habitants. Je veux être cet homme. Je ferai tout pour justifier cette confiance.

Je peux également vous affirmer qu'avec la grande majorité des élus locaux, maires et conseillers généraux, et des habitants, donc de vous-mêmes, nous pouvons faire un excellent travail pour le bien général de notre pays et notre quatrième circonscription.

Elu si vous le voulez, je serai le député de tous, pour l'union et le progrès et non pas le représentant d'un extrémisme destructeur.

Union des républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République

MARC LAURIOL

Docteur en droit
Professeur à la Faculté autonome et cogérée
Conseil juridique
Commissaire aux Comptes
Ancien député

Liberté. — Progrès. — Efficacité. — Stabilité.
Candidat de tous les hommes et de toutes les femmes de bonne volonté.
Face au front marxiste...
Votez Lauriol !

Remplaçant éventuel :

FRANCOIS JORON
Docteur en médecine
Maire-adjoint de La Celle-Saint-Cloud

2e CIRCULAIRE

Electeurs de la quatrième circonscription des Yvelines,
Grâce à vos suffrages du 1er tour, je suis arrivé en tête au scrutin du 4 mars.
Je vous remercie de votre confiance.
Il reste maintenant à mener à bien la dernière phase du combat.

Désormais le choix est clair entre :

— *D'un côté* la société totalitaire qui, comme le prouvent les résultats du premier tour, est à notre porte avec l'inévitable régression économique, la révolution et le désordre dans la rue qui nous sont promis.

— *De l'autre côté*, la société de liberté regroupant *tous* ceux qui refusent l'asservissement. Pour la sauver, le Président de la République a besoin d'une large majorité lui permettant de :

— *continuer* l'expansion économique si heureusement amorcée ;
— *stimuler* le progrès social ;
— *disposer* de la fermeté nécessaire à la sauvegarde de nos libertés ;
— *construire* une *Europe* libre et réaliste ;
— et *permettre* ainsi à la France de poursuivre son élan vers la prospérité qui lui est offerte.

Union des républicains de progrès
pour le soutien au Président de la République

Liberté. — Progrès. — Efficacité. — Stabilité.
Pensez à l'avenir, à la liberté et au bonheur de vos enfants.
Votez Lauriol ! et François Joron.

MARC LAURIOL
Docteur en droit
Professeur à la Faculté autonome et cogérée
Conseil juridique
Commissaire aux Comptes
Ancien député

Remplaçant éventuel :

FRANCOIS JORON
Docteur en médecine
Maire-adjoint de La Celle-Saint-Cloud

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Versailles-Nord-Ouest (moins commune du Chesnay), Versailles-Nord (moins commune de Viroflay). Communes de : Bois d'Arcy, Fontenay-le-Fleury.

M. Bernard DESTREMAU

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 11 mars 1973

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Ce que j'ai fait :

Il y a cinq ans vous m'avez, pour la deuxième fois, accordé votre confiance.

Au cours de la législature écoulée, j'ai déposé 22 propositions de loi, posé 67 questions écrites et orales au Gouvernement, pris part à la Tribune à une trentaine de débats.

Je cite pour mémoire les nombreuses interventions que j'ai faites à la demande de plus de 900 électeurs ainsi que les permanences que j'ai tenues.

Ce que je vous propose :

Sur le plan national :

— Défendre les Institutions de la Ve République. Si on les laisse ronger par qui vous savez, les Gouvernements valseront, l'instabilité renaîtra et le désordre à la clé.
— Lutter pour que s'instaure enfin un véritable dialogue entre le Gouvernement et le Parlement.
— Discipliner la croissance économique. Le progrès matériel ne doit pas étouffer la liberté individuelle. Toute modernisation doit tenir compte des difficultés de la vie quotidienne du Français, de son besoin de vivre dans un cadre dont la nature n'est pas exclue.
— Réduire l'écart entre les bénéficiaires de la croissance.
— Soutenir ceux qui ne profitent jamais de l'expansion, les personnes âgées, les retraités, les handicapés, les anciens combattants, les étudiants sans ressources, ainsi que ceux qui parfois en souffrent cruellement, les cadres. Indemniser dans des proportions équitables les spoliés d'outre-mer et amnistier, une fois pour toutes, les victimes des événements d'Afrique du Nord.

Sur le plan local :

— Développer les structures d'enseignement par la construction de nouveaux C.E.S. et d'un lycée du deuxième cycle. Assurer la création d'une faculté.
— S'attacher à l'amélioration des services hospitaliers, en particulier par la réalisation de l'hôpital du Chesnay.
— Développer l'équipement sportif et socio-éducatif à Versailles, Saint-Cyr, Fontenay-le-Fleury, Bois-d'Arcy et Rocquencourt.
— Protéger l'environnement contre l'urbanisation, la pollution et le bruit.

Pour défendre les institutions de la Ve République avec Georges Pompidou et V. Giscard d'Estaing votez Bernard Destremau.

BERNARD DESTREMAU

Républicain Indépendant
(Valéry Giscard d'Estaing)
Candidat de l'union des républicains de progrès
(U.R.P. - R.I. - Ve République)

Député sortant
55 ans, marié, 3 enfants
Hautes études commerciales et sciences politiques
Conseiller des Affaires étrangères
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre - 5 citations
Chef d'escadrons de réserve

Remplaçant éventuel :

JEAN RIQUIN

47 ans, marié, 4 enfants
Docteur en Médecine
Ancien Externe des Hôpitaux
et ex-assistant du Val de Grâce
Médecin en chef de Réserve

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour d'élections législatives capitales pour l'avenir du pays la plupart des Français ont manifesté des convictions politiques précises. D'autres ont exprimé des sentiments, parfois des ressentiments.

Je remercie les électeurs qui m'ont accordé 13.913 suffrages, chiffre nettement supérieur à celui de 1967. Mais le danger communiste reste présent partout.

L'heure n'est plus aux états d'âme. Certains ont voulu nous endormir en prédisant la régression des hommes de Marchais. Ils se sont trompés.

Le P.C. se porte bien. Dans son sillage les marxistes de tous bords forment une colonne de complices.

Que tous ceux qui ne veulent pas le sabotage de la France serrent les rangs. Plus encore qu'aux Etats-Majors politiques, c'est aux électeurs que le choix décisif appartient.

L'Union des républicains de progrès dont je suis le candidat, en tant que député sortant républicain indépendant (V. Giscard d'Estaing) sait que la période des bilans est révolue, qu'il faut mieux préparer l'avenir, prévoir l'élargissement de la majorité.

Pour « stopper » le communiste Cuguen aux manières rassurantes, mais doctrinaire implacable.

Pour améliorer notre action sociale envers les personnes âgées, les cadres, les veuves, les handicapés, les anciens combattants,

Pour le soutien à Georges Pompidou, le dimanche 11 mars.

Votez :

DESTREMAU

Candidat de l'U.R.P.

(Républicain indépendant)

55 ans, marié, 3 enfants
Hautes études commerciales et sciences politiques
Conseiller des Affaires étrangères
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix du combattant volontaire
Médaille des évadés

Remplaçant éventuel :

JEAN RIQUIN

47 ans, marié, 4 enfants
Docteur en médecine
Ancien externe des hôpitaux
et ex-assistant du Val de Grâce
Médecin en chef de réserve

S'abstenir, c'est voter communiste.

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Versailles-Sud, Versailles-Ouest (moins communes de Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury, Les Clayes-sous-Bois, Plaisir, Thiverval-Grignon, Trappes); Communes de : Viroflay, Châteaufort (1), Toussus-le-Noble (1).

M. Robert WAGNER

(Candidat unique de la majorité)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Avec les Français qui ont élu le Président Georges Pompidou.

Electrices, électeurs,

Le 4 mars prochain, il vous appartiendra de désigner le candidat que vous désirez voir siéger à l'Assemblée Nationale pour défendre vos intérêts personnels, ceux de la Région et ceux d'une France libre, prospère et toujours plus humaine.

Depuis quatorze ans j'ai fait partie de cette majorité que beaucoup de Français critiquent par esprit frondeur et qui a permis aux Gouvernements de la Ve République avec le

général de Gaulle et le Président Pompidou de réaliser ce qu'on appelle dans le monde entier le " miracle français ".

Nous sommes en paix et entretenons des relations cordiales avec tous les pays quels que soient leurs régimes politiques. Notre pays, libre de son destin, n'est le vassal d'aucun bloc étranger et son prestige permet à notre Président et à notre Gouvernement de discuter librement avec tous les dirigeants de l'Ouest, de l'Est ou d'Extrême-Orient.

Quel Français pourrait tolérer que nous recevions des directives ou des ordres de Moscou?

Quel Français pourrait admettre un régime où nos libertés seraient menacées, nos droits à la propriété supprimés et où nous n'aurions pas le droit de léguer à nos enfants les biens que nous avons acquis par notre travail.

Le Président de la République, défenseur de la Constitution approuvée massivement par les Français, nous a clairement montré les dangers que le régime proposé par les socialo-communistes nous feraient courir : puissent les Français s'en souvenir en mettant leur bulletin dans l'urne.

Mais si les progrès réalisés en quatorze ans sont considérables pour tous les Français, l'œuvre entreprise n'est pas achevée et il nous faut encore améliorer les conditions de vie et les conditions de travail et rendre notre société toujours plus juste et plus humaine.

Nos objectifs qui seront bientôt des réalités :

- Garantie nationale de croissance au bénéfice de tous les Frnaçais.
- Protection de toutes nos libertés.
- Amélioration des conditions de travail avec augmentations des pouvoirs d'achat. Abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite et garantie d'emplois pour tous les travailleurs jeunes et moins jeunes.
- Amélioration des conditions de travail des femmes.
- Recherche d'une meilleure participation des travailleurs dans l'entreprise, en particulier des cadres dont la retraite doit être préservée.
- Amélioration des transports et aménagement des horaires de travail avec une réforme du droit de licenciement.
- Construction de 600.000 logements par an en préservant les environnements naturels et rapprochement des lieux de travail des lieux d'habitation.
- Aide aux commerçants âgés et modernisation de l'artisanat.
- Développement du commerce indépendant et vote d'une loi permettant au commerce indépendant de mieux affronter la grande concurrence.
- Développement des équipements collectifs : routes, hôpitaux, téléphone, établissements pour handicapés, crèches, maisons de repos, bâtiments publics, etc.
- Gratuité totale de l'enseignement obligatoire (livres de classe, fournitures, transports scolaires) et nationalisations des C.E.S. et C.E.G.
  Assurer l'autorité des chefs d'établissement avec participation élargie des parents et des enseignants.
- Pour les jeunes : droits politiques à partir de 19 ans.
- Garantir les droits des familles.
- Accélérer les programmes sportifs et culturels.
- Reconnaissance des droits des anciens combattants A.F.N.
- Défense des forêts et des espaces protégés contre les agressions de toutes sortes.

J'ai pendant quatorze ans, en liaison avec les Elus des Yvelines, défendu loyalement les intérêts de la région et des communes du département; je m'engage solennellement, dans le cadre de l'intérêt national, à continuer à défendre les communes et leurs habitants dans toutes leurs revendications légitimes.

Mon attention toute particulière sera portée sur la défense de nos massifs forestiers, sur la Vallée de la Bièvre et la protection des habitants contre les nuisances.

Méfiez-vous des critiques tendancieuses et des promesses fallacieuses des socialo-communistes et de leurs satellites.

N'écoutez pas les vaines promesses et faites confiance à ceux qui agissent et qui ont prouvé qu'ils savent tenir leurs engagements.

Votez tous pour le maintien de vos libertés, pour l'avenir de vos enfants et la prospérité de la France et des Français.

Votez tous Robert Wagner — U.R.P. - U.D.R. - R.I. - C.D.P.
U.D.R. — U.R.P. Une majorité pour la France.

ROBERT WAGNER
Maire de Vélizy-Villacoublay
Député sortant
Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

JEAN BLARD
Conseiller municipal de Versailles
Marié, deux enfants, domicilié à Porchefontaine
Correspondant du maire pour le Plateau de Satory
Ingénieur C.N. arts et métiers - Directeur de production
Ancien résistant réfractaire - Croix du Réfractaire - Médaille de la Libération
Croix du combattant de l'Europe
Membre de la Commission des finances du Conseil municipal, de la Commission de la circulation, des Affaires économiques et Président d'une Association de parents d'élèves

Robert Wagner, marié, deux enfants, est né le 6 mars 1911 à Thann (Haut-Rhin) Ingénieur (Ecole Polytechnique de Zurich), Officier de réserve, Membre permanent de la Commission Départementale de Sécurité, Membre de la Commission Départementale de l'Environnement, est le seul candidat investi par les trois groupes de la Majorité U.D.R. - R.I. - C.D.P. et bénéficiant de l'appui de tous les Premiers Ministres de la 5e République.

Il est Député de Seine-et-Oise et des Yvelines depuis 14 ans et Maire de Vélizy-Villacoublay depuis 20 ans. Ayant développé harmonieusement sa commune par un aménagement approuvé par tous les Maires voisins du Plateau de Villacoublay, il a permis à près de 6.000 familles de trouver un toit confortable soit en location (dont 600 H.L.M.), soit en location vente, soit en accession à la propriété. Ne voulant pas créer une cité-dortoir il a réussi à implanter une zone d'emplois sans nuisances permettant aux habitants de Vélizy et des communes voisines de trouver un emploi près de leur résidence.

Président de la Commission des Travaux du District pendant 10 ans, puis Président du Conseil du District pendant l'année statutaire revenant à un élu des 4 départements de la Grande Couronne) 77 - 78 - 91 et 95), il est Administrateur du Conseil du District et a sans cesse apporté son appui et son aide aux municipalités de la Région Parisienne. Tous les Maires le savent et tous savent bien que « Wagner » ne leur a jamais ménagé sa peine et ses interventions tant dans les milieux politiques que dans les Administrations.

A Versailles et dans la région on sait qu'on n'a jamais fait appel à lui en vain et qu'il a toujours travaillé en faveur des actions intercommunales autant que pour Vélizy-Villacoublay.

Homme d'action, il a horreur des bavardages inutiles et des grandes déclarations stériles, aussi est-il toujours écouté avec attention dans tous les milieux politiques, administratifs ou professionnels.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie sincèrement les 14.579 électrices et électeurs de la circonscription qui, dimanche dernier, m'ont apporté leur suffrage.

Largement en tête des candidats nationaux, je suis donc le mieux placé pour battre, avec votre aide, la coalition socialo-communiste.

Dimanche prochain, il vous appartiendra de voter pour l'homme qui, sans compromission, veut que les Français puissent continuer à vivre dans un pays prospère et libre.

Il ne s'agit plus de choisir entre des tendances.

Il s'agit de savoir si nous demeurerons dans le camp des démocrates ou si nous basculerons dans celui des régimes totalitaires.

C'est la vraie question qui se pose.

Je mets solennellement en garde les électeurs indépendants et réformateurs sur leur responsabilité si, par leurs votes, ils favorisaient le candidat soutenu par les communistes. En effet, si ce candidat était élu, il serait bel et bien l'otage de leur politique totalitaire.

Pour la défense de vos libertés fondamentales,

Pour la défense des personnes âgées,

Pour une vraie liberté syndicale,

Pour que vos enfants puissent vivre dans un pays libéral où chacun peut s'exprimer librement,

Votez tous Robert Wagner — U.R.P. -U.D.R. - R.I. - C.D.P.

U.R.P., une majorité pour la France.

Robert WAGNER

Maire de Vélizy-Villacoublay
Député sortant
Candidat unique de la majorité

Remplaçant éventuel :

Jean BLARD

Conseiller municipal de Versailles, correspondant du maire pour Satory
Ingénieur I.C.F. et A.F.I.C.E.P. - Directeur de production
Ancien Résistant réfractaire - Croix du Réfractaire - Médaille de la Libération

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bonnières-sur-Seine, Houdan, Limay, Mantes-la-Jolie.

M. Pierre RIBES

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès
pour le soutien au Président de la République)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Soyons clairs et nets.

Le choix actuel se limite entre la démocratie libérale incarnée par Georges Pompidou et la dictature totalitaire collectiviste du tandem Marchais-Mitterand. Ceux qui disent le contraire sont des menteurs. Il n'y a pas de troisième voie valable et encore moins de troisième force !

La Ve République et son prestigieux fondateur ont accompli une œuvre considérable que nul ne peut nier.

Pierre Messmer a pris, dans son programme de Provins, des engagements afin de poursuivre et améliorer la politique actuelle sur le plan économique et social, politique qui sera financée non par des impôts nouveaux mais par l'expansion de notre pays.

Ces objectifs doivent concourir à assurer le plein emploi et contribuer à l'élévation constante du niveau de vie, à la promotion professionnelle et sociale, notamment féminine et des jeunes à la suppression des inégalités, à la défense des défavorisés de toutes catégories et des personnes âgées, pour tout dire : à fortifier la solidarité nationale dans l'intérêt général, la confiance et la paix sociale.

Candidat unique de la majorité, pour le soutien au président de la République (U.R.P.), investi par :

— l'Union des démocrates pour la République (U.D.R.);
— la Fédéradion nationale des Indépendants (R.I.);
— le Centre démocratie et progrès (C.D.P.);
— l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.);
— le Mouvement pour le socialisme par la participation (M.S.P.);
— Présence socialiste;
— Femmes-Avenir (C.F.E.I.);
— Carrefours société nouvelle.

Je me présente à vos suffrages et vous demande de renouveler la pacte de confiance que nous avons souscrit en 1968 et que j'ai appliqué loyalement comme vous le savez tous.

Votez dès le premier tour pour :

Pierre RIBES

Député sortant
Membre de la Commission des finances
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole

Candidat unique de la Majorité

Remplaçant éventuel :

Christian COUMEL

Docteur en médecine
Chef du service de stomatologie
au centre hospitalier de Mantes-la-Jolie

Les seuls candidats ayant la confiance de Georges Pompidou.

2e CIRCULAIRE

Pour que vive la France.
Non au communisme !

Electrices, électeurs,

Pas d'abstention face au communiste.

Le dimanche 4 mars, j'étais le candidat de l'Union des républicains de progrès.

Le dimanche 11 mars, je serai le candidat de tous les nationaux et de tous les démocrates de la circonscription. Je mènerai le combat jusqu'au bout. Car j'ai pour mission de défendre la stabilité des institutions, la liberté et la paix sociale.

Je fais toujours appel à la cohésion et au dévouement remarquables de mes amis électeurs que je remercie de leur confiance.

En 1968, j'étais en seconde position avec 9.130 voix. Cette fois, votre élan me place au premier rang avec 15.103 suffrages devant le communiste qui a obtenu 14.801 bulletins.

La moindre défaillance le 11 mars peut donc conduire à un succès communiste.

Nous devons remporter la partie.

Tous unis nous la gagnerons.

Le candidat réformateur sait que, si je m'étais trouvé dans sa position, je me serais retiré, comme je l'ai toujours dit pour que mes amis et moi-même l'aidions à écarter le danger communiste. Approuvé et soutenu par mes électeurs, je l'ai fait lors des élections municipales de 1971. Dans toutes les circonscriptions où un réformateur aura le plus de chance pour s'opposer au danger marxiste, la majorité aura ce geste.

Aussi, en ce moment particulièrement grave, je fais appel aux électeurs réformateurs afin de rejeter le communisme.

Je m'adresse également aux électeurs socialistes et P.S.U. Combien m'ont déjà confié à quel point ils avaient la conscience torturée à la pensée de voter pour le communiste au second tour.

J'invite les uns et les autres à repousser la menace totalitaire en se joignant à nos efforts.

Nous sommes tous des démocrates, de bons Français, ennemis des aventures de la dictature collectiviste. Faisons la chaîne.

Tous aux urnes pour le second tour afin d'obtenir un succès commun le 11 mars.

Barrons la route au partisan de la démocratie populaire avec la détermination de vaincre et avec le cri qui nous unit toujours.

Vive la France !

Pour la démocratie,
Pour la liberté,
Avec Georges Pompidou.

Votons tous le 11 mars pour :

Pierre RIBES

Député sortant
Membre de la Commission des Finances
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

Christian COUMEL

Docteur en médecine
Chef du service de stomatologie
au centre hospitalier de Mantes-la-Jolie

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chevreuse, Montfort-l'Amaury, Rambouillet, Saint-Arnoult-en-Yvelines. Communes de : Plaisir, Thiverval-Grignon, Trappes.

Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE

élue le 11 mars 1973

(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Durant quinze ans, vous m'avez accordé et renouvelé votre confiance. Au cours de ces quatre mandats je n'ai cessé de faire prévaloir, au sein du Parlement et des assemblées locales, le programme que vous aviez approuvé et que j'ai défendu sans faiblesse et sans compromission.

A maintes reprises, j'ai rendu compte de mon activité dans la presse régionale et nationale, à la radio, à la télévision. J'ai eu pour souci majeur de me rapprocher de vous par l'organisation de mes différentes permanences locales.

Les sentiments affectifs qui nous lient et ma volonté de vous défendre m'ont conduite à m'opposer en votre nom à l'arbitraire technocratique que nous subissons.

Je suis demeurée fidèle, comme vous le savez, à mes convictions radicales. En sollicitant aujourd'hui vos suffrages, je réponds à nouveau à vos profondes aspirations au progrès social, constamment promis, mais jamais réalisé par ceux qui, au Gouvernement, avaient mission d'y pourvoir. Vous avez constaté les graves conséquences des erreurs de la politique gouvernementale. Vous savez de même que ces élections permettront non seulement de modifier la politique de notre pays dans un sens favorable, mais encore de voir enfin triompher les idées que j'ai toujours défendues en votre nom : en priorité révision des choix budgétaires et respect d'un plan économique et social, entraînant :

A. — *Le bien-être dans la sécurité et l'équilibre :*

La politique économique et sociale de la majorité a échoué. L'expansion de notre pays est garantie par l'expansion internationale et le progrès technique. Malgré un accroissement considérable des impôts, et à cause d'une inflation qui tend à amoindrir leur niveau de vie, les Français s'étonnent à juste titre de ne pas voir le reflet de cette expansion dans la qualité de leur vie quotidienne. Or, le progrès économique doit être bénéfique à tous. Pour atteindre cet objectif, nous préconisons :

1. La sécurité économique et sociale.

- Le revenu minimum garanti : Relèvement du S.M.I.C. à 1.000 F, revalorisation des indemnités chômage.
- Evolution automatique des salaires, pensions, retraites et allocations en fonction du S.M.I.C.
- Possibilité de retraite à 60 ans à taux plein calculée sur les dix meilleures années.

- Emploi : Résorption du chômage (particulièrement des jeunes et des femmes) par une modernisation et une restructuration de l'économie. Aide accrue aux mutations professionnelles et géographiques.
- Veiller au reclassement de chacun et en particulier à la sauvegarde de l'emploi pour les plus de 50 ans. Une véritable formation permanente sera garantie pour tous.
- Le droit à la santé par l'abrogation des ordonnances de 1967, remboursement à 80 % minimum de toutes les dépenses de santé et à 100 % pour les dépenses importantes.

2. Une politique sociale et équilibrée en matière de logement, d'urbanisme et d'environnement.

— L'amélioration et le développement du logement social et semi-social.

- Faciliter l'accès à la propriété pour les particuliers en favorisant la politique du crédit à bon marché.
- Imposer l'exécution des normes de qualité : insonorisation, solidité, esthétique, sécurité, etc.
- Faciliter la construction sociale (selon des normes strictes) dans les villes petites et moyennes, contrairement aux contraintes actuelles.

— L'aménagement équilibré du territoire et la décentralisation réelle.

- Coordination effective du logement, des emplois et des équipements.
- Abrogation de la loi Boscher portant création et organisation des villes nouvelles et refonte du Schéma directeur de la Région parisienne avec consultation des élus.

— La protection de l'environnement et du cadre de vie.

- Défendre la France contre l'urbanisation sauvage et le massacre des espaces verts.
- Lutter contre les nuisances aériennes et sonores, la pollution industrielle des eaux et de l'air.

3. Priorité aux équipements collectifs, sociaux, culturels et sportis.

- Modernisation et multiplication des trains de banlieue (avec tarif banlieue), et développement accéléré des transports urbains et interurbains.
- Accroissement des subventions aux communes pour la construction d'écoles maternelles, primaires, C.E.S.; nationalisation de tous les C.E.S. et construction immédiate de lycées d'Etat plus nombreux.
- Equipements sanitaire et hospitalier : Réalisation effective des objectifs du VI^{e} plan.
- Crédits de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs relevés à 1 % au minimum du budget national.
- Téléphone : Achèvement de l'automatisation, création rapide de nouvelles lignes sans avance des particuliers.

B. — *Le dynamisme économique au service d'une démocratie politique, économique et sociale efficace :*

Nous faisons nôtre l'impératif industriel : par de meilleurs choix dans les investissements publics et privés, par un soutien à la recherche scientifique et au développement de la productivité, nous assurerons la croissance économique et la compétitivité internationale de la France. Elle doit se traduire par :

1. La démocratie sociale :

• *L'éducation nationale:* 25 % du budget doit y être consacré pour supprimer les inégalités sociales de départ en assurant une réelle gratuité scolaire (fournitures, livres, ramassage scolaire) et une aide matérielle aux plus défavorisés (bourses, allocations d'études).

• *La fonction publique:* Revaloriser les responsabilités et les traitements et surtout, veiller à une réforme réelle du cadre B. Suppression des abattements de zone sur l'indemnité de résidence et intégration de cette indemnité dans la rémunération pour le calcul de la retraite.

• *L'agriculture* : Assurer une évolution décente du niveau de vie des agriculteurs par des équipements de modernisation et de stockage pour la stabilisation des cours de la production au plan national et européen. Revalorisation immédiate des indemnités viagères de départ, statut du salarié agricole, augmentation des indemnisation viagères de départ, statut du salarié agricole, augmentation des indemnisations d'éviction.

• *Les petits commerçants et artisans:* Une loi-cadre dont les grandes lignes seront négociées avec les organismes représentatifs de la profession sera votée, tout particulièrement dans le domaine de la couverture des risques sociaux, de la retraite et de la fiscalité.

• *La condition féminine:* Développement de l'information contraceptive (révision de la loi de 1920 sur l'avortement). Réévaluation, extension de l'allocation de salaire unique et de l'allocation pour frais de garde d'enfants. Assurer la sécurité matérielle des femmes seules : taux de réversion de la pension des veuves porté à 75 %, réversion immédiate pour les veuves chargées d'enfants (réévaluation de l'allocation orphelin). Extension du relais financier des Caisses d'Allocations Familiales pour les femmes divorcées ou abandonnées, dont le créditeur est défaillant.

• 3e *Age:* Relèvement immédiat des pensions de retraite (minimum garanti à 75 % du S.M.I.C.). Exonération d'impôts sur le revenu, selon un plafond à déterminer pour les retraités. Indexation de toutes les rentes viagères. Construction de logements pour les personnes âgées et humanisation des règlements de maisons de retraite.

• *Enfants handicapés et inadaptés:* Prise en charge par l'Etat, y compris après 20 ans.

• *Anciens combattants, prisonniers de guerre et déportés:* Etablissement du rapport Constant, levée des forclusions, carte de combattant pour les anciens d'Algérie, retraite à 60 ans pour les anciens prisonniers de guerre.

• *Les rapatriés:* Amnistie réelle et indemnisation effective.

2. La démocratie économique :

• Une meilleure répartition de la fiscalité par une diminution de la part des impôts indirects dans l'économie, relèvement des abattements à la base, simplification de la T.V.A.

• Remboursement de la T.V.A. pour les travaux communaux.

• Création d'un organisme d'étude pour l'amélioration des conditions de travail, diminution de la durée du travail jusqu'aux 40 heures légales.

• Participation accrue aux décisions dans l'entreprise, réforme des Conseils de Prud'hommes.

• Contrôle de l'Etat sur certains secteurs cités (armement, industrie pharmaceutique).

3. La démocratie politique effective :

• Mettre un terme à la centralisation technocratique. Etablissement d'un contrôle rationnel du Parlement sur le Gouvernement. Assainissement des mœurs politiques.

- Création d'une Cour suprême.
- Vote à 18 ans.
- Réelle objectivité de l'information.
- Protéger les libertés publiques. Assurer la même justice pour tous : indépendance du Conseil supérieur de la magistrature, développement de l'aide judiciaire.

C. — *Notre contribution à la paix et à la coopération internationale :*

Le temps du nationalisme anachronique est révolu. Notre puissance face aux Etats continents passe par le renforcement de nos liens enropéens et une coopération internationale dans le respect de la charte des Nations Unies. Nous souhaitons :

- La ratification de la convention européenne des Droits de l'homme.
- La construction de l'Europe doit devenir une réalité démocratique sur le plan politique, monétaire, social, militaire et culturel.
- L'arrêt des expériences nucléaires et la renonciation à une force de frappe nationale.
- Le recul de la misère dans le tiers-monde par la mise en valeur des ressources propres de ces pays et la stabilisation des cours internationaux des matières premières.

Quelques problèmes communs à notre région :

— Mettre un terme aux transferts des charges financières supportées par les communes;
— Pour la Ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, remédier à la mauvaise coordination entre la construction des logements, des équipements et des emplois. Mettre fin à l'arbitraire technocratique et envisager une véritable consultation démocratique des élus des 11 communes.
— Construction de classes maternelles et primaires, de C.E.S. et de lycées. — Infrastructures sportives et culturelles;
— Amélioration et gratuité du ramassage scolaire;
— Amélioration rapide du réseau téléphonique, actuellement sursaturé;
— Suppression des abattements de zones;
— Sauvegarde de l'environnement;
— Tarifs banlieue S.N.C.F. jusqu'à Rambouillet, soutien des efforts faits par l'Association de défense des usagers des transports de la Ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines;
— Appuyer la révision du Plan d'urbanisme intercommunal par l'élaboration accélérée des Plans d'occupation des sols (P.O.S.) pris en charge par l'Etat, en accord avec les Conseils municipaux.

Quelques exemples :

Canton de Chevreuse

Des problèmes multiples assaillent le plateau et la vallée :

Lutte contre les nuisances.

Engagement contre le projet d'extension de l'aérodrome de Toussus-le-Noble, avec maintien de l'activité actuelle de type aéro-club, et contre le projet de celui de Cernay-la-Ville.

Construction d'urgence du C.E.S. du Mesnil-Saint-Denis promis pour la rentrée 1973 par le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale lui-même.

Activer la construction du lycée de Maurepas-Elancourt.

Création d'un C.E.T. dans le canton.

Modifier la carte scolaire par le rattachement des communes de Cerny-la-Ville, Senlisse, Dampierre, etc., au lycée de Rambouillet, pour les classes du second cycle du second degré, et amélioration du ramassage scolaire pour le C.E.S. de Chevreuse.

Urgence de la déviation de la R.N. 306 éliminant la traversée dangereuse de Saint-Rémy-les Chevreuse, de Chevreuse et de Cernay-la-Ville.

Augmentation de la fréquence et de la longueur des rames sur la ligne R.A.T.P. Luxembourg-Saint-Rémy.

Projet de parc naturel dans la Haute Vallée de Chevreuse, permettant une protection efficace de la nature, tout en favorisant son expansion économique.

Canton de Montfort :

A Montfort, création de classes de lycée par l'Etat.

Possibilités d'emplois et de logements dans le canton. Harmonie et calme ne sont pas synonymes de stagnation dans les régions rurales.

A Beynes, nécessité de construction scolaires urgentes, ainsi que dans l'est du canton.

Amélioration des lignes S.N.C.F. Houdan-Plaisir-Montparnasse.

Suppression de la déviation prévue entre Neauphle-le-Château et Pontchartrain.

Plaisir :

Urgence de la construction d'un lycée « Plaisir-Les Clayes » et d'un deuxième C.E.S.

Nécessité de la construction de classes primaires et maternelles en dur, actuellement en préfabriqué. Coordonner enfin les constructions de logements avec celles des écoles, et obtenir les subventions retardées d'Etat, notoirement insuffisantes.

Pour les jeunes, réaliser toutes les structures d'accueil, terrains de sports et salles de réunions, centres culturels, etc.

Dans le Domaine des Gâtines, empêcher sa traversée par une nouvelle route.

Rambouillet et son canton :

Aux Essarts-le-Roi, construction urgente de 12 classes primaires, 4 maternelles, un C.E.S. en dur, une piscine.

Au Perray-en-Yvelines, dans le cadre du S.I.V.O.M. (Syndicat à Vocation multiple), un gymnase.

A Auffargis, nouvelles classes.

A Mauregard, sur Les Essarts-le-Roi et Lévis-Saint-Nom, amélioration définitive du lotissement.

A Rambouillet, implantation d'activités nouvelles. Ecoles et un deuxième C.E.S. à La Clairière, gymnase au Racinay, classes à Groussay et Grenonvilliers, nouveau terrain de sports au Pâtis, parking Est de la gare et passage souterrain.

Pour toutes réalisations à Rambouillet, voir sa brochure.

Canton de Saint-Arnoult :

Poursuivre les plans d'occupation des sols (P.O.S.) avec financement d'Etat.

Examiner parallèlement la possibilité de préparer un plan d'aménagement rural.

Ces différentes études, en accord avec le S.I.V.O.M. (Syndicat à Vocation multiple) — 18 communes — permettront de préciser le problème des Z.A.C. et des Z.A.D. autour de la A. 10.

Réaliser le C.E.S. de Saint-Arnoult, ainsi que ses constructions primaires et maternelles, améliorer le ramassage scolaire et résoudre le problème scolaire des communes limitrophes de l'Essonne.

Donner à Ablis des possibilités de modernisation et d'expansion ainsi qu'à toutes les communes rurales du canton.

Augmenter les possibilités d'emploi à celles du secteur agricole.

Protéger l'environnement et la nature contre les dangers d'urbanisation tentaculaire.

Trappes :

Urgence de la création du lycée de Trappes et maintien d'un programme élargi de constructions scolaires.

Aide financière de l'Etat indispensable aux installations sportives et de loisirs.

Amélioration des transports en commun, avec desserte des gares nécessaires à la population des constructions nouvelles de Trappes, Voisins-le-Bretonneux, Montigny, Elancourt, La Verrière-Maurepas, Le Mesnil-Saint-Denis, La Mare-aux-Saules (Plaisir).

Regroupement à Trappes de l'ensemble de la Météo de la Région parisienne.

Voilà mon programme. Pour sa réalisation, Votez :

Jacqueline THOME-PATENOTRE

Député sortant - Maire de Rambouillet - Ancien Ministre
Conseiller général de Saint-Arnoult-en-Yvelines

Remplaçant éventuel :

Dr Claude DUMOND

Conseiller général de Chevreuse - Maire de Dampierre
Membre du Conseil d'administration de l'E.P.A. de la Ville Nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au lendemain de ce premier tour, alors que le candidat le moins mal placé de la majorité n'a obtenu que 9.700 voix, près de 18.000 électrices et électeurs ont manifesté clairement le désir de me voir mener au succès final le combat qui a toujours été le mien.

Je tiens à leur exprimer ici mes plus vifs remerciements et toute ma gratitude.

En me plaçant ainsi largement en tête des 8 candidats, vous m'avez choisie pour faire triompher les idées républicaines, démocratiques et sociales contre l'affairisme et une tutelle technocratique d'une majorité sur son déclin.

La confiance que vous m'avez toujours renouvelée est le signe de votre accord avec mon souci de justice sociale et de réelle démocratie économique et politique. Je les tiens de mes profondes convictions radicales qui sont pour vous le gage du respect des libertés publiques et individuelles.

Contre l'actuelle majorité qui ne sait ni prévoir, ni agir, ni diriger, qui a accru l'injustice sociale, couvert la fraude et gaspillé le bien public.

Tous les républicains et démocrates sincères voteront massivement pour :

Jacqueline THOME-PATENOTRE

Député sortant - Maire de Rambouillet - Ancien Ministre
Conseiller général de Saint-Arnoult-en-Yvelines

Seule candidate dont la connaissance des problèmes régionaux et nationaux, répond à vos aspirations au changement dans la sécurité.

Remplaçant éventuel :

Docteur Claude DUMOND

Conseiller général de Chevreuse - Maire de Dampierre
Membre du Conseil d'administration de l'E.P.A. de la Ville Nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines

TERRITOIRE DE BELFORT

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Canton de Belfort (moins communes de Bavilliers, Cravanche, Essert, Salbert).

M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT
(Candidat du Parti socialiste)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

1re CIRCULAIRE

Le 4 mars, votez socialiste pour changer votre vie.
Réfléchissez, le choix est important. Après ces élections, ce sera trop tard.

Avec le programme commun, les socialistes vous proposent un avenir :

- Mieux vivre pour les salariés, les familles, les personnes âgées. Que la richesse revienne à ceux qui travaillent.
- Les priorités : l'éducation de vos enfants, le logement social et l'urbanisme, une grande politique de la jeunesse, des loisirs et de la culture.
- Et partout la démocratie.

Le programme de l'U.D.R., vous le connaissez : c'est l'accroissement des inégalités et toujours plus de travail.

C'est la loi de la jungle, l'urbanisme sauvage, la collusion du pouvoir et de l'argent, les scandales.

C'est l'étouffement de la démocratie.

Les soit-disant réformateurs? Avant même d'exister ils se sont ralliés à l'U.D.R.

Les socialistes vous proposent de construire vous-même votre avenir. Prenez-le en charge. C'est le moment. Ces élections sont une chance à saisir. A vous d'agir. Changez la vie. Votre vie. Au 4 mars !

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.

Jean-Pierre Chevènement répond ici à Maurice Seveno, ancien président de l'intersyndicale des journalistes de l'O.R.T.F.

BELFORT : LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ.

Maurice Seveno. — Jean-Pierre Chevènement, vous êtes candidat aux élections législatives à Belfort. Qu'est-ce qui vous a frappé dans votre circonscription?

Jean-Pierre Chevènement. — A Belfort, ville de producteurs, on travaille plus qu'on ne gagne. Le pouvoir d'achat est le principal problème. Les salaires sont bas et augmentent moins vite que les prix. Le retard des prestations familiales maintient les familles dans la gêne. On ressent ici le poids des grands monopoles : Belfort fournit son travail, mais les décisions sont prises ailleurs. Une chose m'étonne : c'est que l'U.D.R. ait pu monopoliser la représentation d'une population essentiellement laborieuse. Cela n'est pas normal.

M. S. — Que pensez-vous du développement d'Alsthom et de Bull si la gauche accède aux responsabilités gouvernementales?

J.-P. C. — La nationalisation doit permettre la création et le développement des grandes industries nationales dans les secteurs d'avenir : construction électronucléaire et ordinateurs notamment. La nationalisation apportera une croissance inégalée grâce à l'effort que la collectivité fournira dans ces domaines. Elle garantira l'emploi. Elle permettra la démocratisation de la vie économique en donnant des pouvoirs étendus aux comités d'établissement d'Alsthom et Bull.

M. S. — Quels sont les autres problèmes importants pour Belfort?

J.-P. C. — Le logement et l'urbanisme constituent une priorité : le développement de la construction de logements sociaux à concurrence d'au moins 2.500 par an, le remodelage du centre-ville, l'installation d'une université, en liaison avec le développement des industries de pointe, peuvent faire de l'agglomération Belfort-Montbéliard un nouveau Grenoble, une ville d'avant-garde dans le dernier tiers du vingtième siècle.

M. S. — Vous parlez souvent au cours de vos réunions des jeunes et des personnes âgées.

J.-P. C. — Il y a deux générations oubliées en France : les jeunes et les personnes âgées. Les premiers n'ont pas le droit à la parole. Nous voulons leur permettre d'exercer leurs responsabilités dans la société et leur donner à tous des chances égales. Quant aux personnes âgées, leur situation actuelle est un scandale. C'est pourquoi une des premières mesures d'un gouvernement de gauche sera de garantir à toutes les personnes âgées une retraite ou une pension au moins égale à 1.000 F par mois.

M. S. — Quel est pour vous l'enjeu des élections?

J.-P. C. — L'enjeu est national. Sans doute il convient au plan local de mettre fin au monopole U.D.R. Mais il faut aussi tourner la page au niveau national. La gauche propose un programme cohérent de transformation démocratique. La droite (l'U.D.R. et les autres) c'est le *statu quo*, l'aggravation des inégalités, la négation de la démocratie.

Le peuple est majeur. L'occasion lui est offerte, à Belfort comme en France, de prendre en main son avenir. Notre avenir.

Le 4 mars : votez socialiste ! Votez Jean-Pierre Chevènement !

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Secrétaire national du Parti socialiste

34 ans, né à Belfort, fils d'instituteur du Haut-Doubs, petit-fils de paysans franc-comtois, J.-P. Chevènement est Secrétaire national du Parti socialiste.

Diplômé de sciences politiques, licencié en droit, ancien élève de l'E.N.A., attaché commercial au Ministère de l'Economie et des Finances, il est actuellement maître de conférences à l'Université.

D'abord syndicaliste, il milite dès l'âge de 25 ans au Parti socialiste. Au Congrès d'Epinay, en juin 1971, il devient, aux côtés de François Mitterrand, Secrétaire national du Parti socialiste.

J.-P. Chevènement est chargé de l'élaboration du programme socialiste : « Changer la Vie ». Il est l'un des principaux négociateurs du programme commun de la gauche.

Remplaçant éventuel :

Lucien COUQUEBERG

47 ans, fils d'ouvrier, originaire d'Auxelles-Haut, Lucien Couqueberg est médecin omnipraticien.

Il est installé depuis vingt ans dans le quartier du faubourg des Vosges. Il est également médecin-adjoint de l'Hospice du Chesnois et médecin de la protection maternelle et infantile.

Membre du Conseil de l'Ordre des médecins, il siège dans de nombreuses commissions, notamment le comité médical départemental et la commission paritaire médico-sociale de la Sécurité sociale.

2e CIRCULAIRE

Pour le changement, votez : Chevènement.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je remercie vivement les 10.883 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, ont porté leur voix sur le candidat socialiste et l'ont ainsi placé en tête.

Sur 30.500 électrices et électeurs, plus de 20.000 ont voté contre la majorité sortante.

La puissante volonté de changement que vous avez exprimée au premier tour, vous devez la confirmer au second.

L'U.D.R. cherche à faire peur pour conserver son pouvoir. Mais vous savez bien que le programme commun de la gauche unie vise d'abord à assurer une progression normale du pouvoir d'achat des travailleurs, à donner une vie décente aux personnes âgées, à développer de manière harmonieuse les activités économiques et à étendre dans tous les domaines la liberté et la démocratie.

L'enjeu du second tour est clair :

- d'un côté, avec l'U.D.R. ceux qui disent : « La vie est belle. Pourvu que ça dure »,
- de l'autre, avec l'Union de la gauche et de tous les démocrates ceux qui appellent, tous ensemble, à changer la vie.

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.

En votant au second tour pour :

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Secrétaire national du Parti socialiste

et

LUCIEN COUQUEBERG

Candidats de l'Union de la gauche et de tous les démocrates

Vous voterez pour vous.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

34 ans, né à Belfort, fils d'instituteurs du Haut-Doubs, petit-fils de paysans franc-comtois, J.-P. Chevènement est Secrétaire national du Parti socialiste.

Diplômé des sciences politiques, licencié en droit, ancien élève de l'E.N.A., attaché commercial au Ministère de l'Economie et des Finances, il est actuellement maître de conférences à l'Université.

D'abord syndicaliste, il milite depuis l'âge de 25 ans au Parti socialiste. Au Congrès d'Epinay, en juin 1971, il devient, aux côtés de François Mitterrand, Secrétaire national du Parti socialiste.

J.-P. Chevènement est chargé de l'élaboration du programme socialiste : « Changer la Vie ». Il est l'un des principaux négociateurs du programme commun de la gauche.

Remplaçant éventuel :

LUCIEN COUQUEBERG

47 ans, marié et père de deux enfants, fils d'ouvrier, originaire d'Auxelles-Haut, Lucien Couqueberg est médecin omnipraticien.

Il est installé depuis vingt ans dans le quartier du faubourg des Vosges. Il est également médecin-adjoint de l'Hospice du Chesnois et médecin de la protection maternelle et infantile.

Membre du Conseil de l'Ordre des médecins, il siège dans de nombreuses commissions, notamment le comité médical départemental et la commission paritaire médico-sociale de la Sécurité sociale.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Delle, Fontaine, Giromagny, Rougemont-le-Château
Communes de : Bavilliers, Cravanche, Essert, Salbert.

M. Raymond FORNI

(Candidat du Parti socialiste)
élu le 11 mars 1973
(P.S.R.G.)

RAYMOND FORNI
PIERRE MOUGIN
Socialistes

Le 4 mars, votez socialiste pour changer votre vie !

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les socialistes vous proposent un avenir. Tout leur programme est tourné vers le développement du pouvoir d'achat de ceux qui travaillent, vers la satisfaction des besoins des personnes âgées, vers l'éducation de vos enfants.

La majorité n'a pas de programme. Elle n'en a jamais eu. La preuve, les quinze années que vous venez de vivre, caractérisées par l'exode rural, l'accroissement du temps de travail, la stagnation du pouvoir d'achat, la destruction du milieu naturel. Quinze années d'opportunisme, de scandales, de collusion entre le pouvoir politique et économique qui ont permis à quelques privilégiés de s'approprier le fruit du travail de tous les Français : de votre travail.

Seuls les socialistes peuvent vous aider à construire votre avenir.

Alors, agissons ensemble. Le 4 mars changeons la vie, votre vie.

Très cordialement,

Raymond FORNI.

Le programme commun et vous.

Salaires et conditions de travail.

Augmentation immédiate des salaires les plus bas, aucun salaire ne sera inférieur à 1.000 F.

Réduction du temps de travail hebdomadaire (40 heures).

Retraite à 60 ans, avec un salaire égal à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années.

Politique nouvelle en matière d'urbanisme et de construction de logements qui permettra de rapprocher le lieu de travail du domicile et réduira ainsi les temps de transport quotidiens.

Personnes âgées.

Amélioration du taux des pensions et retraites versées aux personnes âgées, qui ne pourront plus dans un délai de cinq ans, être inférieures au SMIC, soit environ un triplement par rapport au minimum vieillesse actuel.

Agriculture.

Politique des prix et des marchés permettant la progression du revenu des exploitants familiaux.

Politique d'échelle mobile des revenus agricoles qui tiendra compte de l'évolution des coûts et des prix de revient.

Octroi d'aides directes pour les producteurs n'ayant pas un revenu suffisant.

Aménagement du système successoral afin d'éviter le démantèlement des exploitations.

Education.

Des chances égales seront données à tous les enfants dès leur naissance.

A tous les niveaux de l'enseignement public, les études, les livres, les fournitures et les transports scolaires seront gratuits.

RAYMOND FORNI

32 ans, né à Belfort, son père était ouvrier ferblantier, sa mère femme de ménage.

Lycéen, en 1959 il doit abandonner ses études, et travailler chez Peugeot comme O.S. 2. Ayant obtenu un poste de surveillant dans l'Education nationale, il reprend ses études dans des conditions difficiles, et obtient son baccalauréat, licencié en droit de l'université de Strasbourg, il entre au Barreau de Belfort, où il poursuit une carrière d'avocat.

Officier de réserve, Raymond Forni est marié et père de 3 enfants.

Militant syndical et politique dès son entrée dans la vie active, il participe sur le plan local au renouveau du Parti socialiste.

Il est élu en 1971, Conseiller municipal de Montreux-Château.

Remplaçant éventuel :

PIERRE MOUGIN

60 ans - Marié, 6 enfants
Agriculteur
Maire de Fèche-l'Eglise
Vice-Président de la Caisse régionale de Crédit agricole
Administrateur de la Caisse de mutualité sociale et de la C.A.V.B.
Milite au Parti socialiste depuis 40 ans

2e CIRCULAIRE

Votez socialiste.
Votez Raymond Forni.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Merci aux 8.757 d'entre vous qui ont apporté leur voix au candidat socialiste et l'ont ainsi placé en tête.

Sur 23.000 électrices et électeurs, plus de 14.400 ont voté contre la majorité sortante.

Vous devez, en plus grand nombre encore, confirmer, au second tour, cette volonté de changement pour que soit instauré dans notre pays une véritable démocratie politique et économique.

L'U.D.R. veut vous faire peur et tente de faire croire qu'il ne peut y avoir d'autre majorité que la sienne.

L'U.D.R. oublie que des millions de travailleurs, cadres, artisans, commerçants et agriculteurs, depuis des années, sont sacrifiés à " l'Expansion économique " et à l'enrichissement d'une minorité de privilégiés.

Vous savez bien que le programme commun de la gauche doit vous assurer un revenu décent, une progression réelle du pouvoir d'achat et le développement de vos libertés.

C'est pourquoi, nous vous appelons, tous ensemble, à changer la vie.

En votant au second tour pour Raymond Forni et son suppléant Pierre Mougin candidats uniques de la gauche, vous voterez pour vous.

Raymond FORNI

32 ans, né à Belfort, son père était ouvrier ferblantier, sa mère femme de ménage.

Lycéen, en 1959 il doit abandonner ses études et travailler chez Peugeot comme O.S. 2. Ayant obtenu un poste de surveillant dans l'Education nationale, il reprend ses études dans des conditions difficiles, et obtient son baccalauréat, licencié en droit de l'université de Strasbourg, il entre au Barreau de Belfort, où il poursuit une carrière d'avocat.

Officier de réserve, Raymond Forni est marié et père de 3 enfants.

Militant syndical et politique dès son entrée dans la vie active, il participe sur le plan local au renouveau du Parti socialiste.

Il est élu en 1971, Conseiller municipal de Montreux-Château.

Remplaçant éventuel :

Pierre MOUGIN

60 ans - Marié, 6 enfants
Agriculteur
Maire de Fèche-l'Eglise
Vice-Président de la Caisse régionale de Crédit agricole
Administrateur de la Caisse de mutualité sociale et de la C.A.V.B.
Milite au Parti socialiste depuis 40 ans

DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

GUADELOUPE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Anse-Bertrand, La Désirade, Le Gosier, Le Moule, Petit-Canal, Pointe-à-Pitre, Port-Louis, Saint-François, Sainte-Anne.

M. Léopold HELÈNE (1)

(Candidat de l'Union des républicains pour le progrès)

élu le 11 mars 1973

(U.D.R.)

L'Union des républicains pour le progrès.
Aux électeurs et électrices de la Guadeloupe.

Les élections législatives des 4 et 11 mars 1973 exigent de tout citoyen français, de métropole ou d'outre-mer, la plus grande attention.

En effet, sur le plan national, alors que les institutions françaises actuelles bénéficient de la satisfaction maintes fois ressentie de la Nation, et de l'admiration jalouse même des plus grandes puissances du monde, certains groupements politiques, guidés par des hommes dont l'ambition ou la trahison sont unanimement connues, tentent de pousser les Français vers la révolution, vers la pagaille, vers la déchéance, vers la rétrogradation.

Sur le plan local, les rêveries, le racisme, l'ingratitude de ces mêmes hommes, traitres vis-à-vis des habitants des D.O.M., leurs compagnons d'armes d'hier, au moment où la patrie était en danger, ont annihilé en eux, toute courtoisie française, tout sentiment humain, tout Patriotisme, toute dignité d'homme, jusqu'à les amener à considérer les populations françaises d'outre-mer comme des « Etrangers »... comme des « Ogres de l'économie française », et à isoler les D.O.M. dans une autonomie insensée !

Aussi, tous les Français, en plus grand nombre heureusement, non encore atteints par cette épidémie socialo-communiste, véritable fléau comparable à la lèpre, doivent-ils en un mouvement d'ensemble, et en un seul tour de scrutin, condamner à jamais le « programme commun » de la bêtise, de la régression et de l'indignation.

L'Union des républicains du progrès lance un appel particulier, aux hommes et femmes de la Guadeloupe, pour leur demander de repousser jusqu'à leur dernier souffle toute idée d'« autonomie », car celle-ci entraînera obligatoirement dans notre petit pays privé d'économie, sans cadre autochtone suffisant, sans expérience acquise :

« Perte de la citoyenneté française. — Insuffisance de produits de consommation. — Disparition d'emplois. — Chômage. — Baisse des salaires. — Suppression des avantagse sociaux (Allocations familiales, allocation de vieillesse...). — Fermeture des hôpitaux. — Risque d'épidémie. — Corruption de la jeunesse. — Perte de la liberté. — Mécontentement progressif. — Guerre civile. — Misère fatale. — Immigration forcée. — Tutelle imposée d'une puissance étrangère. — Perte définitive de la personnalité... ».

(1) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 25 octobre 1973.

Sauvons donc notre personnalité antillaise et guadeloupéenne, acquise grâce à notre patrie, la France ! et faisons entière confiance, au candidat :

Docteur Léopold HELÈNE

Député sortant, qui par ses interventions à l'Assemblée Nationale, entendues très souvent par chacun de nous, a forcé l'admiration et le respect des plus hautes personnalités locales, nationales et même internationales, à cause de sa valeur reconnue par tous.

Remplaçant éventuel :

Marlène CAPTANT

Guadeloupéenne évoluée, institutrice valeureuse, dont le dynamisme est toujours prêt à être mis au service de tous ses compatriotes.

Vive la République !
Vive le gaullisme progressif !
Vive la Guadeloupe française !

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Les Abymes, Baie-Mahault, Capesterre-de-Guadeloupe, Goyave, Lamentin, Morne-à-l'Eau, Petit-Bourg, Sainte-Rose, Terre-de-Bas, Terre-de-Haut.

M. Frédéric JALTON
élu le 11 mars 1973
(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Aux électeurs et aux électrices de la deuxième circonscription de la Guadeloupe.

Vous aurez à désigner le 4 mars prochain par vos libres suffrages un député et son suppléant dans la deuxième circonscription de la Guadeloupe qui comprend les communes de : Morne-à-l'Eau - Abymes - Baie /Mahault Lamentin - Sainte /Rose - Petit /Bourg - Goyade Capesterre de Gpe - Terre-de-Haut - Terre-de-Bas.

Le 16 juillet 1972, la Fédération socialiste de la Guadeloupe a rompu tout lien fédéral avec le Parti socialiste français parce que ce dernier avait décidé le 9 juillet 1972, sans nous consulter, en accord avec le Parti communiste français, de nous faire perdre notre statut actuel de département français et de nous ériger en collectivité territoriale nouvelle de l'article 72 de la constitution.

A l'unanimité des 2.000 (deux mille) socialistes et sympathisants présents au rassemblement organisé à la salle des fêtes des Abymes, l'ancienne Fédération socialiste s'est transformée en « Mouvement socialiste guadeloupéen », lequel a adopté ses statuts le

26 novembre 1972 lors de son assemblée générale constitutive tenue à la salle des fêtes du Lamentin.

Le premier congrès du Mouvement socialiste guadeloupéen tenu le 7 janvier à Sainte-Rose présente à vos suffrages la candidature du Dr Jalton Frédéric, maire et conseiller général des Abymes, avec comme suppléant M. Charles Gabriel, maire et conseiller général de Sainte-Rose.

Il s'agit de deux hommes dynamiques, intègres, qui ont fait leurs preuves et qui sont très estimés dans leur commune et dans le département.

Ces élections législatives revêtent une importance capitale pour le destin de la Guadeloupe.

Le choix que vous propose le Mouvement socialiste guadeloupéen est déterminant pour l'avenir de la Guadeloupe, car d'une part avec Jalton et Gabriel, les travailleurs Guadeloupéens n'ont rien à craindre pour la défense de leurs intérêts qui seront en de bonnes mains et d'autre part les Guadeloupéens dans leur ensemble savent qu'ils éviteront la malédiction de l'autonomie et l'indépendance.

Nous sommes demeurés plus que jamais des socialistes lucides pour lesquels ce qui est essentiel et primordial est la recherche du bonheur de chaque Guadeloupéenne, de chaque Guadeloupéen.

Ceux qui revendiquent aujourd'hui pour la Guadeloupe l'autonomie et l'indépendance (l'une suivra l'autre) sont des criminels qui de sang-froid envisagent de faire perdre à nos compatriotes les avantages sociaux incontestables et tout le bénéfice qu'ils tirent de la solidarité nationale en même temps que la garantie de leurs libertés fondamentales.

C'est pourquoi nous invitons les électrices et les électeurs de la deuxième circonscription à nous aider de toutes leurs forces dans le combat que nous menons pour que la Guadeloupe soit sauvée du grand danger qui la menace, à savoir : L'autonomie - indépendance avec son cortège de misères, d'esclavage et de guerre civile.

Contre les tenants de l'aventurisme, les Guadeloupéens doivent montrer que la lutte du peuple de France est leur lutte et qu'ils veulent promouvoir leur petite patrie au sein de la grande communauté nationale française.

Ils auront à cœur de voir mettre au point une politique de progrès social et d'expansion économique, en soutenant le programme de nos candidats, à savoir :

— Augmentation substantielle des salaires, traitements, allocations et retraites.
— Mensualisation et égalité du S.M.I.G. sur l'ensemble du territoire national, avec minimum mensuel de 1.000 F.
— Egalité de salaires masculins et féminins.
— Suppression des abattements de zone, de toutes les disparités géographiques, de toutes les discriminations salariales.
— Revalorisation des prestations sociales, avec leur alignement sur les taux en vigueur en France métropolitaine.
— Garantie de la sécurité de l'emploi des travailleurs.
— Résorption du chômage et du sous-emploi chronique, particulièrement pour les femmes et les jeunes.
— Extension de la législation métropolitaine, en matière de travailleurs privés d'emploi.
— Construction d'un réseau de crêches pour faciliter le travail de la femme guadeloupéenne.
— Retour au remboursement à 80 % et à 100 % des dépenses de santé.
— Prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans avec la gratuité des études, des livres et des fournitures à tous les degrés de l'enseignement public.
— Multiplication des écoles maternelles.

— Développement de l'enseignement universitaire à la Guadeloupe.
— Mise en œuvre d'une politique sociale du logement pour garantir à chaque famille guadeloupéenne le logement décent auquel il a droit.
— Cession gratuite aux communes de la zone des 50 pas géométriques.
— Développement systématique du sport dans toutes ses disciplines, multiplication des stades, piscines, dans toutes les communes du département.
— Développement systématique de toutes les activités culturelles pour l'enrichissement intellectuel du peuple Guadeloupéen.
— Développement de l'agriculture guadeloupéenne avec le souci de sa pleine rentabilité, revalorisation de nos productions traditionnelles, diversification des cultures, intensification de l'élevage et de la culture maraîchère, désendettement de nos agriculteurs, formation et information de nos agriculteurs.
— Protection de notre agriculture contre les cyclones et les intempéries par un système d'assurance-récoltes.
— Extension des superficies cultivables, avec le recours à l'hydraulique agricole, notamment en Grande-Terre, à Marie-Galante et à la Côte Sous-le-vent.
— Extension de la législation métropolitaine pour la protection sociale de nos agriculteurs ; octroi de la prime d'installation pour nos jeunes agriculteurs.
— Intensification de notre réseau de routes de pénétration et de désenclavement pour faciliter nos exploitants agricoles.
— Desserte en eau potable et en énergie électrique de toutes nos campagnes et de tous nos hameaux.
— Défense de l'industrialisation naissante de la Guadeloupe et plus particulièrement des petites industries familiales.
— Allégement de la charge fiscale de nos petits commerçants et artisans.
— Défense de nos marins-pêcheurs et de leurs droits à une pleine sécurité et à une retraite substantielle pour les vieux jours.
— Mise à leur disposition de crédits et de moyens pour faciliter leur modernisation.
— Création de ports de pêche équipés sur l'ensemble de l'archipel guadeloupéen pour aider au développement de la pêche.
— Mise en œuvre d'une politique rationnelle du tourisme sous toutes ses formes possibles, notamment le tourisme social et populaire ainsi que le tourisme de cure.
— Modernisation de nos liaisons aériennes intérieures et de nos aérodromes départementaux sans négliger pour autant la modernisation et le confort de nos liaisons maritimes pour l'ensemble de notre archipel.
— Construction du port de transit de la Guadeloupe à Pointe-à-Pitre pour assurer la primauté économique de la Guadeloupe et du travail supplémentaire à nos dockers.
— Construction des deuxième et troisième postes à quai de Basse-Terre pour accroître l'emploi des dockers de la région et pour ouvrir celle-ci au tourisme de croisière et de séjour.

Pas une seule abstention.

Tous, toutes aux urnes le 4 prochain.

Votez en masse et faites voter pour les seules candidats qui veulent d'un statut départemental décentralisé et rénové, Jalton et Gabriel pour que vivent la République, la Guadeloupe, la France.

Le Mouvement socialiste guadeloupéen.

2e CIRCULAIRE

Aux électrices et aux électeurs de la deuxième circonscription de la Guadeloupe.

Vous avez jugé que les candidats du Mouvement socialiste guadeloupéen : Frédéric Jalton et Charles Gabriel méritaient votre estime et votre confiance, en les plaçant, dimanche 4 mars 1973, en tête de ceux qui sollicitaient vos suffrages...

Nos valeureux candidats ont, en effet, recueilli la majorité absolue des votes, réalisant ainsi la première condition pour être élus au premier tour de scrutin, mais il leur a manqué seulement trois cents voix environ pour atteindre le quart des inscrits et remplir la deuxième condition imposée par la loi.

Le Mouvement socialiste guadeloupéen, profondément sensible à cette prise de conscience du plus grand nombre de Guadeloupéennes et de Guadeloupéens devant le péril commun, adresse ses remerciements les plus vifs et les plus cordiaux à tous ceux qui ont aidé, soutenu de toutes leurs forces Frédéric Jalton et Charles Gabriel et qui leur ont apporté leurs suffrages.

Il associe à ses remerciements tous ceux qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, n'ont pu se rendre aux urnes pour leur témoigner leur confiance.

La situation est aujourd'hui parfaitement clarifiée...

En face de nos candidats qui mènent le combat pour la permanence de la présence française dans notre département, pour un statut départemental décentralisé et rénové, pour le maintien des avantages sociaux qui y sont attachés, pour la sauvegarde de nos droits de citoyen français et de notre nationalité française, il n'y a plus que les candidats du parti communiste guadeloupéen dont la revendication essentielle est l'autonomie, première étape avant l'Indépendance.

Electrices, électeurs !

Aucune hésitation n'est plus permise... Vous devez voter contre la politique aberrante de régression sociale des tenants de l'aventurisme, du chaos, de la misère, contre les séparatistes. Vous devez voter massivement et faite voter pour :

FRÉDÉRIC JALTON

et

CHARLES GABRIEL

Pas d'abstention, l'heure est trop grave. Il sera trop tard demain. Sauvez nos libertés, sauvez la Guadeloupe française.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Baillif, Basse-Terre, Bouillante, Capesterre-de-Marie-Galante, Deshaies, Gourbeyre, Grand-Bourg, Pointe-Noire, Saint-Barthélémy, Saint-Claude, Saint-Louis, Saint-Martin, Trois-Rivières, Vieux-Fort, Vieux-Habitants.

M. Raymond GUILLIOD

(Candidat du Front départementaliste guadeloupéen)
élu le 11 mars 1973
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Aux électrices et électeurs de la troisième circonscription

Le 4 mars prochain, vous irez aux urnes pour désigner un député pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Ces élections législatives revêtiront pour nous, Guadeloupéens, une importance capitale.

Nous sommes à la croisée des chemins et nous aurons à choisir, en dépit de la multiplicité des candidatures, entre deux voies.

D'un côté, il y a le candidat communiste qui parlera d'autonomie et d'autodétermination, mais dont la volonté réelle est d'entraîner la Guadeloupe vers l'*indépendance*.

De l'autre, vous trouverez le candidat du Front Départementaliste qui veut maintenir les liens qui nous unissent à la France.

L'enjeu est d'importance car vous risquez, si vous vous laissez entraîner par les paroles démagogiques des *séparatistes*, de perdre tous les avantages que nous apporte notre statut de *département français*.

Depuis la loi du 19 mars 1946, nous avons assisté à la mise en place en Guadeloupe de toute la législation sociale métropolitaine.

C'est ainsi que la sécurité sociale, les lois d'aide sociale, la législation scolaire, etc. ont été étendues graduellement à notre département.

Les routes, les réseaux électriques et d'adduction d'eau potable ont connu un développement spectaculaire.

Les établissements scolaires, les stades, ont surgi de partout.

Les aérodromes et les ports se sont construits et l'amélioration de l'habitat a donné à notre département l'aspect d'un pays moderne et civilisé.

Si demain la Guadeloupe quittait l'ensemble Français, nous verrions alors disparaître tous les avantages sociaux dont nous disposons actuellement, car notre économie locale ne pourrait supporter les charges très lourdes que réclame l'application d'une telle législation.

Il faut savoir :

— que le déficit annuel de fonctionnement de la seule Caisse de sécurité sociale comblé par la *Caisse nationale*, s'élève à 12 milliards d'anciens francs ;
— que la participation de l'Etat dans les dépenses d'aide sociale s'élève à 9,5 milliards par an ;
— que le personnel enseignant payé par le Ministère de l'Education nationale ne pourrait plus recevoir son traitement ainsi que tous les fonctionnaires d'Etat qui travaillent en Guadeloupe.

Bref, que nous perdrions définitivement tout le bénéfice des années de lutte menée pour obtenir l'égalité des droits avec la métropole.

Par ailleurs, notre économie s'effondrerait rapidement, car notre sucre contingenté sur le marché commun ne s'écoulerait plus à 1,08 F le kilo, mais à 0,50 F suivant les cours mondiaux en vigueur.

Notre banane, produit national, qui se vend actuellement en moyenne 1,30 F le kilo ne serait plus protégée sur le marché français et entrerait en concurrence avec celle des pays tiers qui peuvent l'offrir à 0,60 F.

Citoyens français, nous échangerions donc, en allant à l'*indépendance*, des *droits* qui nous permettent de bénéficier de la *solidarité* nationale contre une aide que nous serions appelés à mendier. Alors nous perdrions notre dignité.

Ce n'est pas que nous soyons les laudateurs inconditionnels de ce qui existe. Nous en connaissons les imperfections et c'est pourquoi, dans le cadre de la régionalisation, nous avons voté au Conseil Général un projet qui est une véritable décentralisation hardie augmentant considérablement les pouvoirs de l'Assemblée départementale.

Nous contrôlerions, lorsqu'elle entrera en application, les grandes orientations que nous choisirions pour nos investissements et pour le développement de notre économie.

Le problème le plus grave que nous ayons à résoudre est certainement celui de l'emploi, lié lui-même à celui de la démographie.

Pour cela nous avons un programme dont nous vous présentons les grandes lignées :

— *Développement prioritaire de notre économie* pour obtenir la création d'emplois nouveaux par : le soutien des cultures traditionnelles de la canne et de la banane ; la diversification de nos cultures principalement à la Côte-sous-le-vent en encourageant l'arboriculture fruitière, les cultures maraîchères et l'élevage ; l'exploitation de nos richesses géothermiques et l'industrialisation de la région de Basse-Terre ; le développement du tourisme en favorisant la construction des hôtels moyens et des villages de vacances ; la construction du second poste à quai au port de Basse-Terre, indispensable à l'embarquement de notre production bananière qui augmente régulièrement.

— *Développement de nos infrastructures par* : la construction de C.E.S. et de C.E.T. dans la région de Basse-Terre, de la Côte-sous-le-vent, et de Marie-Galante et la construction d'un Lycée technique à Basse-Terre ; le développement de l'habitat au profit des classes les plus défavorisées ; la création d'une nouvelle sous-préfecture à Marie-Galante comme cela a été fait pour Saint-Martin ; la prise en considération de la situation particulière de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy qui souffrent de l'éloignement par rapport au chef-lieu, et surtout la révision urgente des problèmes de leur électrification.

Nous pensons que vous saurez comprendre la gravité de l'heure et que vous vous rendrez aux urnes pour voter massivement le 4 mars afin d'assurer la victoire dès le premier tour du candidat du *Front départementaliste guadeloupéen.*

Votez donc pour :

RAYMOND GUILLIOD

Maire et conseiller général de Bouillante

Remplaçant éventuel :

CAMILLE ROUSSEAU

Professeur de C.E.G.

2e CIRCULAIRE

Aux électrices et électeurs de la troisième circonscription.

Avec 9.554 suffrages en notre faveur, vous nous avez prouvé que vous aviez compris l'importance de l'enjeu de cette bataille électorale. Nous vous en remercions bien sincèrement.

Vous avez dit non aux séparatistes qui veulent nous entraîner dans l'aventure de l'Indépendance.

Nos voisins Martiniquais ont bien compris le problème, eux qui ont balayé les candidats communistes et élu deux députés départementalistes dès le premier tour.

En dépit d'une campagne de calomnies, de diffamation, d'insultes de nos adversaires qui ont tout fait pour nous traîner dans la boue, vous avez tenu à nous accorder votre confiance et vous avez donné en même temps une cuisante leçon aux professionnels de la démagogie qui se sont irrémédiablement déshonorés.

Qui plus est, le candidat séparatiste a été tenu en échec dans sa propre ville, à Basse-Terre, et tout porte à croire que dimanche 11 mars il sera mis en minorité.

La lutte n'est pas pour autant terminée.

Il nous faut redoubler d'efforts pour écraser l'adversaire et affirmer par là que nous tenons à rester Français.

La perte de notre citoyenneté serait une catastrophe pour la Guadeloupe, car notre population laborieuse verrait automatiquement disparaître les avantages que nous confère notre appartenance à une grande Nation parmi les plus riches du monde.

Notre programme reste le même :

— Régionalisation, déconcentration, décentralisation.
— Plus grande participation des Guadeloupéens à la gestion des affaires du pays.
— Développement prioritaire de notre économie.
— Développement de notre équipement socio-culturel et de notre habitat.

La Guadeloupe, au sein de la nation française, doit continuer son évolution vers le progrès économique et social.

Citoyens français nous sommes,

Citoyens français nous entendons demeurer.

Nous vous faisons confiance et vous demandons de voter massivement dimanche prochain pour :

RAYMOND GUILLIOD

Remplaçant éventuel :

CAMILLE ROUSSEAU

Candidats du Front départementaliste guadeloupéen.

Vive la Guadeloupe française !

Vive la France !

Vive la République !

GUYANE

CIRCONSCRIPTION UNIQUE

Communes de : Approuague-Kaw, Cayenne, Iracoubo, Inini, Kourou, Macouria, Mana, Matoury, Montsiméry-Tonne-grande, Ouanary, Oyapoc, Rémire, Roura, Saint-Laurent-du-Maroni, Sinnamary.

M. Hector RIVIÉREZ

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electrices, électeurs, mes chers compatriotes.

Pendant six années, en communion avec tous, j'ai défendu les intérêts de notre Guyane, les droits de tous ses habitants au sein de la Nation. Dans le département où je suis revenu très souvent, j'ai vécu nos problèmes et, avec votre concours, j'en ai recherché les solutions. Ma vie, mes idées politiques, mon action vous sont connues, et vous déciderez en toute connaissance de cause, si je dois continuer ma tâche au service de la Guyane.

Cette tâche est rendue plus lourde par l'existence de la proposition de loi présentée, entre autres, par MM. Léopold Heder, Agarande, Tarcy du Parti socialiste guyanais votée par le Conseil général et qui ferait de la Guyane un territoire de la République, dénommé « territoire autonome guyanais ». La Guyane cesserait à jamais d'être un département et ses habitants ne bénéficieraient plus pleinement des effets de la solidarité nationale, notamment pour l'enseignement, la santé publique, l'équipement, la Fonction publique, les droits des travailleurs, la protection sociale, l'aide sociale, la retraite des vieux travailleurs, toutes matières, qui, en application de l'article 74 de la Constitution et de la proposition de loi deviendront exclusivement territoriales.

De leur côté, les communistes et les socialistes s'engagent à accorder à la Guyane et aux départements d'outre-mer l'autonomie dont l'aboutissement inéluctable est l'indépendance.

A l'opposé, les partis nationaux de la majorité entendent conserver à la Guyane et aux départements d'outre-mer, tant qu'ils le voudront, le statut de département de la République, et aux Guyanais le droit de participer pleinement aux progrès de la France en plein essor.

Il s'ensuit que les élections des 4 et 11 mars 1973 sont décisives pour la Guyane.

Le choix est clair :

D'un côté, le territoire autonome guyanais et la perte immédiate et définitive de notre niveau de vie, de nos conquêtes sociales, liés au statut départemental et la certitude, à terme plus ou moins rapproché, de voir notre Guyane de 48.000 habitants devenir indépendante.

De l'autre côté, le département de la Guyane dans la France, la certitude de l'amélioration de notre niveau de vie, de nos conquêtes sociales, la certitude aussi de la construction de notre Guyane.

Vous choisirez la République, vous choisirez la France parce que vous savez que la modernisation de la Guyane et les bienfaits de la solidarité nationale se sont réellement manifestés à compter de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et qu'ils sont exclusivement l'œuvre de la Ve République.

Vous choisirez encore la République et la France :

— Pour que le développement de la Guyane s'accentue par la mise en place notamment de dispositions fiscales particulières et des procédures adéquates prévues, sur mon intervention, par la loi sur les options du VIe Plan.

— Pour que notre jeunesse ait toujours davantage l'instruction, la formation professionnelle, le soutien, l'épanouissement, les espérances, les situations de la jeunesse d'un grand pays industrialisé.

— Pour que nos travailleurs qui ont obtenu le S.M.I.C., la sécurité sociale, l'aide sociale, les allocations familiales, la retraite des vieux travailleurs et la reconnaissance de leurs droits syndicaux au sein de l'entreprise, bénéficient aussi totalement des prestations familiales et sociales, de la garantie de l'emploi, de l'aide publique aux travailleurs sans emploi.

Pour que nos agriculteurs, bénéficiaires depuis 1967 de la sécurité sociale, des allocations familiales agricoles, aient tous les avantages des agriculteurs de la métropole et que nos jeunes agriculteurs soient mieux aidés.

Pour que nos commerçants et artisans dont la situation a été améliorée au cours de la législature, aient les mêmes droits que leurs homologues de la métropole et en sus les avantages inhérents au contexte départemental, notamment en matière de patente.

Pour que les fonctionnaires aient les mêmes droits sociaux que ceux de la métropole, et après l'abrogation de l'ordonnance du 16 octobre 1960, obtiennent une meilleure réglementation de leurs congés en métropole et le maintien de l'indemnité de cherté de vie après leur retraite.

Pour que l'amélioration du sort des personnes âgées se poursuive.

Pour qu'il y ait davantage de décentralisation par la région et une simplification des procédures administratives par une déconcentration encore plus accentuée.

Electrices, électeurs, j'ai confiance dans votre choix.

Vous voterez pour la France, pour la République, pour le département-région.

Aussi, vous voterez pour :

HECTOR RIVIÉREZ

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite
Conseiller à la Cour de cassation
Ancien sénateur
Délégué de la France à la 27e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Remplaçant éventuel :

AUGUSTE DÉDÉ

Chevalier de l'Ordre national du mérite
Officier des Palmes académiques
Directeur d'école publique

Vous voterez bulletin jaune bouton d'or.

MARTINIQUE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fonds-Saint-Denis, Grand'Rivière, Gros-Morne, Lorrain, Macouba, Marigot, Morne-Rouge, Morne-Vert, Précheur, Saint-Pierre, Sainte-Marie, Schœlcher, Trinité.

M. Camille PETIT

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electeurs, électrices de la circonscription du Nord.

Dans les circonstances actuelles l'enjeu des élections législatives du 4 mars est clair. Ce n'est pas une question d'homme ou de parti politique.

Il s'agit pour les Martiniquais de dire, par leur vote du 4 mars s'ils veulent continuer d'être Français ou s'ils veulent cesser de l'être.

Telle est la très grave question qui se pose aujourd'hui au jugement de chaque citoyen et de chaque citoyenne de la Martinique.

La monstrueuse coalition socialo-communiste (Mitterrand-Marchais) a déjà prévu expressément le « largage » des départements d'outre-mer, en les classant dans le chapitre de la politique extérieure de la France.

Nos adversaires communistes et socialistes, en adhérant à ce programme, veulent nous conduire à l'autonomie et à l'indépendance par « l'autodétermination ».

Dans les circonscriptions du Centre et du Sud, le P.P.M. revendique l'indépendance de la Martinique.

Si, sur l'ensemble de la Martinique l'addition des suffrages indiquait qu'une majorité d'électeurs soutenaient les candidats autonomistes, la France en prendrait acte.

Les partis politiques de la majorité sont les seuls qui affirment que les départements d'outre-mer sont partie intégrante de la République française « parce qu'ils l'ont librement voulu » mais le Premier Ministre a déclaré « qu'ils resteront Français aussi longtemps qu'ils continueront à le vouloir ».

Quel gouvernement contraindrait les Martiniquais à rester Français malgré eux ?

Dès lors les jeux sont clairs.

L'autonomie n'étant qu'un masque transitoire à l'indépendance, le destin des Martiniquais au sein de la République française dépend d'eux-mêmes.

Nous nous engageons à maintenir le Martinique dans la France.

Notre programme est de poursuivre le parachèvement de la départementalisation, parce que tout démontre que seul le statut de département français peut assurer le progrès de la Martinique et la promotion des Martiniquais.

Que chacun fasse un effort de mémoire ou d'information pour savoir ce qu'était la Martinique il y a vingt-cinq ans. Il prendra la juste mesure des immenses progrès accomplis dans tous les domaines : routes, eau potable, santé publique, habitat, scolarisation à 98 % équipement sportif et socio-éducatif, électricité, port, aéroport, télécommunications, commerce, industrie, tourisme.

Notre niveau de vie reste encore inférieur à celui de la France métropolitaine, mais il est bien plus élevé que celui de tous les autres territoires de la Caraïbe, y compris Cuba, à l'exception seulement de Puerto-Rico.

Notre niveau de vie est assuré en partie par notre travail, mais nous recevons pour une part plus grande, l'aide de la métropole par le jeu de la solidarité nationale entre départements français.

L'ensemble des impôts versés à l'Etat par les Martiniquais en 1971 a atteint 20 milliards d'anciens francs.

Pour faire vivre et progresser la Martinique, l'Etat a dépensé en 1971 :

60 milliards pour les dépenses civiles ;

7 milliards pour les dépenses militaires (y compris le S.M.A.)

17 milliards pour les transferts sociaux (compensation aux déficits de la sécurité sociale et de l'aide sociale) ;

7 milliards pour les prêts (emprunts aux Caisses de Crédits publics pour l'infrastructure et les équipements collectifs divers : logements, écoles etc... Aide à l'équipement privé).

Pour compléter les 20 milliards de ressources tirées de la Martinique il a fallu recevoir du budget de l'Etat un complément de 61 milliards d'anciens francs.

Ces dépenses, jugées exhorbitantes par les socialo-communistes de la Métropole, fondent le véritable motif de leur décision de nous séparer de la France. La preuve en est l'absence de toute notion du maintien du statut social, des subventions et des prêts divers, dans leur programme commun.

Il est dès lors évident que l'indépendance retirant aux Martiniquais la citoyenneté française, provoquerait l'effondrement économique et social de la Martinique.

Notre programme pour les années à venir est le suivant :

1° Améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat des masses par le maintien de la solidarité nationale, et assurer la qualité de la vie par le développement continu des équipements collectifs.

2° Aider, protéger et développer d'une part les productions agricoles (banane, ananas, rhum, sucre, fleurs, avocats, fruits et cultures maraîchères) et d'autre part, l'élevage et la pêche.

3° Activer la réforme foncière en vue de la diversification des cultures en permettant aux agriculteurs d'acquérir des lots avec 100 % de prêts au Crédit agricole.

4° Promouvoir, par toutes mesures d'aide et d'incitation appropriées, la création d'activités nouvelles agricoles, industrielles, hôtelières et artisanales, en vue de créer le plus d'emplois possible.

5° Augmentation des fonds de chômage.

6° Accroissement des allocations familiales individuelles en maintenant le Fonds d'action sociale obligatoire, notamment pour le fonctionnement des cantines scolaires, mise en place des allocations logement et de la mère au foyer.

7° Poursuivre les actions d'information relative à la sur-natalité par la multiplication des centres de planning familial.

8° Rechercher la promotion de la jeunesse par l'enseignement, les actions culturelles, la formation pré-professionnelle, et professionnelle, les équipements socio-éducatifs et sportifs.

Pour assurer les conditions de réalisation de ce programme, nous nous engageons à continuer la lutte contre toutes les menées des séparatistes socialo-communistes et progressistes martiniquais animés d'une folle et criminelle ambition personnelle.

C'est donc au repliement culturel et économique sur nous-mêmes que nous serions condamnés, quand l'histoire exige l'ouverture vers le monde extérieur et l'association la plus intime des populations et des régions.

S'abstenir c'est choisir l'aventure et la misère.
Tous aux urnes le 4 mars 1973 avec le bulletin vert.
Votez pour les candidats de l'Union des républicains de progrès.
Pour l'avenir de vos enfants avec la France et dans la France.
Pour le progrès de la Martinique département français.

Docteur CAMILLE PETIT

Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALBERT JOYAU

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph.

M. Aimé CÉSAIRE

élu le 4 mars 1973
(N.I.)

Parti progressiste martiniquais

Martiniquaises, Martiniquais,

Un pouvoir central, colonialiste de nature et réactionnaire de sentiments ferme nos usines, ruine nos campagnes, accule à la faillite nos commerçants et nos entrepreneurs, réduit au chômage les trois quarts de notre population ouvrière et expatrie notre Jeunesse, tout cela au profit du haut négoce, des grandes entreprises et d'une poignée de privilégiés.

C'est désormais la Martinique martiniquaise qui est attaquée dans ses fondements et qui assiste, impuissante, à la liquidation de son mode de vie.

Si nous voulons que notre pays survive, il est temps pour nous de nous ressaisir et de concevoir des mesures de salut public, susceptibles d'arrêter notre marche à la catastrophe.

Ces mesures ? Vous les connaissez :

— Nationaliser l'industrie sucrière et rouvrir les usines fermées ;
— Entreprendre la réforme agraire et rénover l'agriculture ;

— Réorganiser la pêche sur la base de coopératives et équiper nos pêcheurs de bateaux modernes ;
— Encourager la production Martiniquaise sous toutes ses formes, et la protéger tant par l'octroi de crédits que par la réforme d'une fiscalité devenue odieuse à tous ;
— Supprimer les inustices de toutes sortes qui défigurent notre société et lutter contre l'inégalité ;
— Parachever enfin notre Sécurité Sociale en apportant une aide aux chômeurs ; et une aide accrue aux vieillards, aux infirmes et aux handicapés.

(Cette liste de réformes n'étant pas limitative).

Mais pour réaliser tout cela, il nous faut, à nous Martiniquais, le pouvoir de décider dans les secteurs fondamentaux de la vie de notre Pays.

A titre d'exemple, disons :

— que nous voulons décider nous-mêmes et librement de nos équipements ;
— que nous voulons pouvoir décider nous-mêmes et librement de notre politique économique et établir nous-mêmes nos droits de douane et notre fiscalité ;
— que nous voulons décider et librement de notre politique sociale et du réaménagement dans un sens égalitaire des allocations familiales ;
— qiue nous voulons pouvoir décider nous-mêmes de l'organisation de l'enseignement et être à même de l'adapter, selon nos convenances, aux réalités locales.

C'est l'ensemble de ces pouvoirs particuliers qui constituent ce que nous appelons le pouvoir martiniquais et qui donne son contenu à l'autonomie martiniquaise.

Ce système, qui, tout en tenant compte du cadre historique que nous a légué le passé et que nous considérons comme une donnée de fait, en modifie profondément la nature, est le seul qui, dans l'immédiat, nous permette de prendre en mains nos propres affaires et de les gérer démocratiquement et efficacement.

Il est donc le seul qui soit digne d'hommes libres et d'un pays adulte.

Quant à l'avenir de la Martinique, beaucoup de spéculations se font jour à ce sujet.

Disons, pour y mettre un terme, que nous ne sommes ni devins ni prophètes.

Du moins, il est une chose que nous pouvons affirmer : c'est qu'en toute hypothèse et par-delà les réaménagements d'ores et déjà nécessaires, le statut définitif de la Martinique ne peut être décidé que par le peuple martiniquais lui-même et non par un état-major ou quelques isolés.

Que le Peuple choisisse son sort : c'est la loi de la démocratie. Le peuple martiniquais devra choisir le sien au moment opportun, librement et sereinement.

Pour notre part, nous nous engageons par avance, à nous soumettre à sa sentence.

Votez ,au centre, le bulletin rose des candidats de la parole au peuple :

AIMÉ CÉSAIRE

Remplaçant éventuel :

CAMILLE DARSIÈRES

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Anses-d'Arlet, Diamant, Ducos, François, Marin, Rivière-Pilote, Rivière-Salée, Robert, Sainte-Anne, Saint-Esprit, Sainte-Luce, Trois-Ilets, Vauclin.

M. Victor SABLÉ

(Candidat de l'Union des républicains de progrès
U.D.R. — R.I. — P.D.M.)
élu le 4 mars 1973
(app. R.I.)

Electeurs et électrices de la circonscription du Sud.

Dans les circonstances actuelles l'enjeu des élections législatives du 4 mars 1973 est clair.

Il ne s'agit pas choisir entre un homme et un autre, de préférer tel candidat ou tel autre. Car ce n'est pas une élection législative comme à l'ordinaire.

Il s'agit pour les Martiniquais de dire par leur vote du 4 mars 1973 s'ils veulent continuer d'être Français, ou s'ils veulent se placer dans la perspective de cesser un jour de l'être.

Telle est la grave question qui se pose aujourd'hui au jugement de chaque citoyen, et de chaque citoyenne de la Martinique.

La coalition socialo-communiste (Mitterrand-Marchais) a déjà expressément prévu dans son programme commun le « Largage » des départements d'outre-mer, en les classant dans le chapitre de la politique extérieure de la France.

Si la revendication de séparatisme formulée ici, par les communistes et les progressistes divisés, en métropole par l'Union de la gauche, devait triompher, tout indique que la France ne ferait pas de guerre pour contraindre les Martiniquais à rester Français malgré eux.

La France prendrait acte de la volonté des Martiniquais de se séparer d'elle, et en tirerait les conséquences.

Accepter le cadeau empoisonné de l'autodétermination, c'est nier l'œuvre de Schœlcher, c'est remettre en cause notre appartenance séculaire à la nation française.

Le destin des Martiniquais, au sein de la République française dépend par conséquent des Martiniquais eux-mêmes.

Notre commune volonté est de maintenir la Martinique dans la France, et notre programme est de poursuivre le parachèvement de l'œuvre entreprise depuis l'avènement de la Ve République, parce que tout démontre que seul le statut de département français peut assurer le plein épanouissement de la Martinique et la promotion des Martiniquais.

Que chacun fasse un effort de mémoire pour se rappeler ce qu'était la Martinique il y a vingt-cinq ans, et il pourra prendre ainsi la juste mesure des extraordinaires progrès qui ont été accomplis dans tous les domaines : routes, eau potable, santé publique, habitat, scolarisation à 99 %, équipement sportif et socio-éducatif, électricité, port, aéroport, télécommunications, commerce, industrie, tourisme.

Notre niveau de vie à la Martinique est encore inférieur à celui de la France métropolitaine, mais il est déjà supérieur à celui de certains pays européens, comme l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie, la Grèce.

Il est supérieur à celui de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et des 13 Républiques africaines. Il est bien plus élevé que celui de tous les autres territoires voisins de la Caraïbe, y compris Cuba, à l'exception seulement de Puerto-Rico.

Il est dix fois plus élevé que celui d'Haïti, République noire indépendante depuis cent soixante ans.

Notre niveau de vie est assuré, pour une part, par notre travail, mais aussi pour une bien plus grande part, par l'aide que nous recevons de la Métropole, par le jeu de la solidarité nationale entre départements français.

L'ensemble des impôts versés à l'État par les Martiniquais en 1971, a atteint 20 milliards d'anciens francs.

Au cours de la même année, pour faire progresser la Martinique, l'État a dépensé 91 milliards d'anciens francs, soit :

— 60 milliards pour les dépenses civiles,
— 7 milliards pour les dépenses militaires,
— 17 milliards pour les transferts sociaux,
— 7 milliards pour les prêts (Caisse centrale, Caisse des dépôts et consignations, Institut d'émission, Crédit agricole, SODEMA, SODERAG, Caisse nationale d'aide aux collectivités locales).

Pour compléter les ressources tirées de la Martinique (soit 20 milliards) il a fallu envoyer en 1971 un complément de 71 milliards d'anciens francs.

Notre programme pour les années à venir est le suivant :

1° Améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat des masses, par le maintien de la solidarité nationale, et assurer la qualité de la vie par le développement continu des équipements collectifs.

2° Agrandir le territoire cultivable, d'une part par l'assèchement des terres basses, et la récupération de la mangrove, et d'autre part fertiliser les terres sèches du sud par un équipement hydraulique agricole approprié.

3° Aider, protéger et développer d'une part, nos productions agricoles (sucre, rhum, bananes, ananas, fleurs, avocats, fruits et cultures maraîchères) et d'autre part l'élevage et la pêche.

4° Activer la réforme foncière, en vue de la diversification des cultures, en permettant aux jeunes agriculteurs d'acquérir des lots avec 100 % de crédit agricole, c'est-à-dire sans apport personnel.

5° Promouvoir par toutes sortes de mesures d'aide et d'incitation appropriées, la création d'activités nouvelles agricoles, industrielles et hôtelières, de manière à créer le plus d'emplois possible sur place.

6° Aider et encadrer ceux qui veulent aller travailler au dehors en attendant que le développement économique de la Martinique leur permette de revenir au pays, enrichis de toute la somme d'expérience et de savoir faire qu'ils auront acquise dans les grands pays industrialisés.

7° Contrôler le phénomène de surnatalité, en donnant à chaque Martiniquaise la possibilité de déterminer en toute connaissance de cause, la dimension de sa propre famille.

8° Assurer la promotion de la jeunesse par l'enseignement, la culture, la formation professionnelle et les équipements socio-éducatifs.

Nous récusons la misère matérielle que porte en germe la politique des séparatistes.

Nous croyons à l'éducation, à la scolarisation du peuple, à la formation professionnelle continue, et à la protection sociale comme instruments essentiels du développement du progrès, et de la dignité martiniquaise.

La Martinique est-elle disposée à renoncer à trois cents ans d'histoire commune avec la France, qui lui a apporté sa langue, sa religion, son humanisme, ses mœurs et ses idéaux?

Acceptera-t-elle de tomber au rang d'Haïti pour permettre à quelques dangereux illuminés de satisfaire leurs vanités et de se libérer de leurs complexes d'infériorité?

Tous aux urnes le 4 mars 1973 avec le bulletin vert.
Votez pour l'épanouissement de la Martinique dans la République.
Votez pour l'avenir de vos enfants avec la France et dans la France.
Circonscription du Sud.

VICTOR SABLÉ

Remplaçant éventuel:

ATHANASE MORENCY

LA RÉUNION

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bras-Panon, Saint-André, Saint-Benoît, Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Salazie.

M. Michel DEBRÉ

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Depuis dix ans bientôt, grâce à votre confiance et à l'aide de tous les élus nationaux, je me suis attaché à faire de La Réunion un département semblable à tous ceux de notre France.

Le mandat des députés de l'Assemblée nationale est arrivé à expiration et je viens une nouvelle fois me présenter devant vous comme candidat de la première circonscription.

Le bilan des réalisations de ces dernières années, dans tous les domaines, est éloquent : tout ce qui fut fait n'a pu être entrepris et réussi que dans le cadre de la solidarité nationale, par la prise de conscience des obligations de la mère-patrie envers cette terre française.

Cela, vous le savez.

Vous savez également que l'œuvre n'est pas achevée.

Nous avons encore beaucoup à faire :

— Dans le domaine économique :

- pour développer productions agricoles et industrielles.

— Dans le domaine social :

- pour améliorer le revenu des travailleurs et celui des familles;
- pour continuer notre politique des équipements indispensables, notamment eau, électricité, écoles, crèches...;
- pour créer de nouveaux emplois dans notre île et en même temps poursuivre l'heureux va-et-vient avec la métropole.

— Dans le domaine culturel et technique :

- pour permettre et poursuivre la promotion.

Il vous faut donc à nouveau choisir entre ceux qui construisent un département moderne grâce à cet appui national et ceux — les communistes et leurs alliés — qui veulent vous entraîner dans une aventure dont on connaît déjà les résultats en d'autres lieux.

Cette fois encore votre choix est donc simple.

Il est non seulement lié à l'intérêt économique et social de vous tous, électrices et électeurs et de vos enfants, mais il est aussi et surtout un choix politique.

Voulez-vous que La Réunion reste un département français au sein de la République ?

Voulez-vous vivre libres, dans une nation dont vous pouvez être fiers ?

Votez alors pour ceux qui peuvent vous garantir ce progrès et cette liberté !

Votez pour conserver et achever l'œuvre du général de Gaulle et de ses successeurs !

Michel DEBRÉ

Ministre d'Etat chargé de la D. N.

Remplaçant éventuel :

Auguste LEGROS

Maire de Saint-Denis

La Réunion : un département de progrès.

1. — *Progrès social.*

Application progressive et rapide de la législation sociale métropolitaine grâce à l'appui financier de la métropole :

- Extension de la sécurité sociale à tous les travailleurs (plus de 15 milliards de francs C.F.A. par an).
- Augmentation des allocations familiales : multipliées par 7 en 10 ans (extension notamment aux exploitants agricoles).
- Assurances accidents du travail, maladie, invalidité, vieillesse à tous les salariés.
- Aide sociale et aide médicale (financées en presque totalité par l'Etat).

Accroissement du salaire minimum interprofessionnel :

- 25 augmentations (S.M.I.C. multiplié par 3) en dix ans.

Aide à l'enfance :

- 300 cantines scolaires ouvertes.
- 100.000 enfants nourris par jour.
- Distribution de lait à tous les élèves.

Formation professionnelle :

- 3 centres actuellement ouverts (il n'y en avait aucun en 1963).
- Institution du service militaire adapté.
- Ouverture de centres de préformation, et de formation spécialisée (marine et pêche, électricité, enseignement ménager, agriculture).
- Ecole militaire préparatoire du Tampon.

Aide sanitaire :

- Construction d'hôpitaux, dispensaires et foyers (nombre de lits doublé en dix ans).
- 2 fois plus de médecins.
- 3 fois plus d'infirmiers.

2. — *Progrès économique.*

Sucre :

- Prix garanti pour 313.000 tonnes (par l'intégration de La Réunion dans le Marché commun européen) c'est-à-dire pour toute la production actuelle; prix de la tonne de canne en progression.

Industrialisation :

- Installation de petites et moyennes entreprises (manufactures, cimenterie, base thonière).
- Industrie du bâtiment florissante.
- Développement du tourisme.
- Développement de la pêche.

Un indice révélateur :

- Le nombre de véhicules automobiles est passé de 10.000 à 50.000 en dix ans.

3. — *Progrès de l'équipement.*

Logements :

- Leur nombre passe de 42.000 à 85.000 en dix ans.
- Environ 3.000 logements construits par an reçoivent une aide de l'Etat.

Equipements scolaires :

- Ecoles primaires : construction de plus de 1.500 classes, scolarisation pratiquement totale des enfants (165.000 élèves).
- Enseignement secondaire : C.E.S. dans presque toutes les communes et C.E.T.
- 4 cités scolaires ouvertes en quelques années.
- Enseignement supérieur : construction d'un centre universitaire à Saint-Denis, ouvert à plus de 1.000 étudiants.
- Les dépenses pour l'enseignement ont doublé en moins de cinq ans.

Electricité :

- Construction de l'usine de Takamaka, une des plus belles réalisations du monde et de l'usine du Bras de la Plaine.
- La consommation et la production ont doublé en quatre ans.
- Plus de la moitié de la population rurale est desservie par l'électricité depuis moins de dix ans.

Liaisons :

- Aériennes : par Boeings, presque quotidiens avec Paris. 2 vols « directs » par semaine.
- Routières : 1.000 kilomètres de routes nationales et départementales (tous le hameaux sont maintenant desservis).
- Téléphoniques : faciles avec la métropole et le monde, automatiques dans un grande partie de l'Ile.
- Maritimes : modernisation et extension des équipements portuaires.

Adduction d'eau :

- Les trois-quarts de la population sont maintenant desservis.

Hydraulique agricole :

- Les surfaces irriguées ont été multipliées par 2 en dix ans.

Telles sont les principales réalisations de ces dernières années. Un tel effort de modernisation n'a été possible qu'avec la participation et la collaboration de toutes les collectivités locales, (communes et département) et de tous les Réunionnais, et grâce à l'appui financier de l'Etat :

- Sur 60 milliards de francs C.F.A. de dépenses publiques par an, plus de 60 % viennent des caisses métropolitaines.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Les Avirons, Cilaos, Entre-Deux, l'Etang-Salé, Le Port, La Possession, Saint-Leu, Saint-Louis, Saint-Paul, Trois-Bassins.

M. Jean FONTAINE

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès)
élu le 18 mars 1973
(U.D.R.)

1re *CIRCULAIRE*

Mesdames, Messieurs,

L'enjeu des prochaines élections est d'une extrême importance pour l'avenir des Institutions républicaines que nous a léguées le général de Gaulle, puisque au demeurant, le choix devant lequel se trouvent les électeurs, est simple, clair et précis :

Veulent-ils ou ne veulent-ils pas changer de régime ?

En d'autres termes, souhaitent-ils vivre dans une société communiste totalitaire et dictatoriale, à caractéristique étatique, donc centralisatrice et collectiviste, ou au contraire, souhaitent-ils une société libérale, libérée des injustices, des privilèges, des passe-droits, une société qui chaque jour, se transforme dans l'ordre, la concorde et le respect des libertés de chacun au profit des plus défavorisés.

Pour nous Réunionnais, l'enjeu revêt une importance toute particulière puisque, toutes autres considérations mises à part, il s'agit de choisir entre la séparation d'avec la France ou au contraire une intégration totale dans la France.

Les Réunionnais aspirent en premier lieu, à prendre plus de responsabilités dans les décisions qui les intéressent et ils ont raison. Ils aspirent aussi à une société plus humaine ou règnent plus de justice, plus de fraternité entre les hommes et plus de solidarité entre les différentes régions du territoire national.

Ces aspirations ont toujours été les fondements de mon action publique et je ne m'en suis jamais départi.

Combien de fois n'ai-je pas clamé qu'une économie digne de ce nom doit forcément avoir des finalités sociales !

Maintes et maintes fois n'ai-je pas affirmé ici, comme ailleurs, qu'une politique sociale dans laquelle tout le pays se reconnaît, ne consiste pas à donner plus que le nécessaire à ceux qui ont déjà mais bien d'abord et surtout l'indispensable à ceux qui ne l'ont pas.

Plus de justice entre les hommes.

Cela me conduit à considérer que mon premier devoir est de défendre inlassablement les droits des plus humbles, des plus modestes, des plus défavorisés, tous ceux que l'on a tendance à oublier parce qu'ils n'ont pas comme d'autres, les moyens de se faire entendre.

Plus de solidarité entre les régions.

Cela m'amène à réclamer sans cesse une intégration totale, une application intégrale de notre statut de département français.

Les Réunionnais enfin aspirent à faire entendre raison au Gouvernement et à l'administration sur beaucoup de points précis, avec l'appui des élus, notamment au plan des prestations sociales qui doivent être appliquées ici comme en métropole dans leur plénitude.

Mais rien de tout cela ne sera possible si demain, une de ces démocraties dite populaire ou avancée, s'installe en France, pour y faire notre malheur à travers le système policier et une faillite économique, contre lesquels se révoltent aujourd'hui les peuples qui en souffrent de l'autre côté du rideau de fer.

C'est en candidat de l'Union des républicains de progrès que je me présente à vos suffrages, à la fois pour barrer la route aux communistes, et pour donner au Président de la République, une majorité afin de réaliser les aspirations fondamentales et profondes de mes compatriotes.

Vous me connaissez : né et natif de ce département, fidèle à mon île, à mes origines, bien au courant des problèmes de notre population, je sollicite à nouveau votre confiance, pour l'action, l'efficacité, pour le dialogue et pour la participation.

Pour l'action.

Les Réunionnais aiment leur île et veulent y vivre. Pour cela, il faut qu'ils y trouvent : du travail : il faut donc créer des emplois, donc des industries, des moyens de formation pour leurs enfants et pour eux-mêmes des conditions de vie agréable.

Pour l'efficacité.

L'Union des républicains de progrès forme un groupe uni, un porte-parole écouté qui est le garant des promesses que nous pouvons faire.

Pour le dialogue.

Une information plus objective disant à tous nos compatriotes, la vérité sur tous les problèmes qui se posent, et les moyens de les résoudre, sur le but qu'il faut atteindre.

Pour la participation.

Dans le cadre de La Réunion, circonscription d'Action régionale à compter du 1er juillet 1973.

Notre programme se résume en :

— Une société libre.
— Une économie de progrès équitablement répartie.
— Une justice sociale pour tous.
— Une promotion des Réunionnais.
— La paix.

Pour réaliser ces objectifs :

Notre combat.

Demain comme hier et davantage chaque jour, il sera pour un présent moins difficile et un avenir plus ouvert à l'activité sociale et au mieux être des classes laborieuses.

Notre lutte.

Elle consistera à réclamer pour les Réunionnais, et plus particulièrement pour les déshérités, les plus défavorisés, les plus malheureux d'entre nous, pour les générations qui montent, la reconnaissance du droit au travail bien sûr, mais aussi du droit à l'organisation de la société dans laquelle ils souhaitent vivre.

La raison de notre action, elle est tout entière guidée :

— par la volonté des progrès de réformes et d'émancipation qui nous anime,
— par le refus que nous apportons aux abus, aux injustices, aux passe-droits et aux privilèges.

Si vous voulez maintenir la République,
Si vous voulez sauvegarder les libertés fondamentales,
Si vous voulez préserver les avantages acquis,
Si vous voulez assurer l'existence même de votre foyer,

Il faut à tout prix, rester dans la France et avec la France.

Pour cela, vous voterez le 4 mars prochain :

JEAN FONTAINE

et

PAUL BENARD

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la deuxième circonscription,
Citoyens libres de la République.

Merci d'abord aux 20.200 électeurs et électrices qui se sont affirmés sur mon nom et sur celui de mon suppléant pour un programme de défense des libertés républicaines, de justice, de progrès social et de solidarité nationale.

Malgré les tentatives des communistes pour débaucher, réduire, diviser ou égarer les voix du camp national, en dépit de leurs manœuvres frauduleuses, de leurs pressions et de leurs menaces, le 11 mars prochain, dans toute la circonscription, le réflexe républicain va jouer, pour que la deuxième ne reste pas en rade du progrès.

Aux électeurs qui se sont abstenus sans motif grave je demande instamment de participer au succès qui viendra s'ajouter et compléter les victoires déjà acquises dans les première et troisième circonscriptions.

L'heure des récriminations et des contestations d'hier doit être dès maintenant celle qui, dimanche prochain, sonnera le rassemblement de tous ceux et de toutes celles qui veulent une Réunion plus prospère, plus juste et plus sociale, intimement intégrée dans la nation française.

Il est maintenant nécessaire que vous votiez en masse :
Contre le séparatisme,
Contre la dictature communiste,
Contre le désordre,

Pour La Réunion dans la France, participant à la Prospérité nationale,
Dans la justice et la liberté,

Votez et faites voter :

JEAN FONTAINE

Député sortant

Remplaçant éventuel :

PAUL BENARD

Maire de Saint-Paul

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Petite-Ile, Plaine-des-Palmistes, Saint-Joseph, Saint-Philippe, Saint-Pierre, Sainte-Rose, Le Tampon.

M. Marcel CERNEAU

(Candidat de l'Union des républicains de progrès)

élu le 4 mars 1973

(U.C.)

Chères électrices, chers électeurs,

L'échéance de mars 1973 devrait être normale puisqu'il s'agirait en application de la Constitution, de renouveler l'Assemblée nationale élue en 1968 pour cinq ans et nous sommes en 1973.

Mais cette élection ne sera pas un simple rite de la démocratie. Elle n'est pas, comme habituellement, liée en partie à la conjoncture. Elle est exceptionnelle et cela pour deux raisons :

C'est en effet la première fois que l'Assemblée nationale se renouvelle sans la présence du général de Gaulle.

C'est également la première fois que le Parti socialiste, le Parti communiste et des radicaux se sont mis d'accord sur un programme de gouvernement, ce qui veut dire que cette coalition hétéroclite, si elle gagne les élections, doit gouverner demain la France.

Elle doit gouverner la France avec le concours du Parti communiste qui se rendra très rapidement maître de la situation.

Ne nous y trompons pas, c'est le régime instauré par le général de Gaulle, avec l'assentiment de l'immense majorité des Français, qui est radicalement mis en cause.

C'est le Président de la République, clé de voûte de nos institutions depuis 1962 qu'il s'agit d'abattre.

Et pour nous Réunionnais spécialement, c'est l'autonomie qui est prévue, et peu après, la séparation d'avec la France, suivie de toutes ses conséquences. De cela, vous n'en voulez à aucun prix.

C'est donc du destin national et de celui de La Réunion en particulier qu'il s'agit, c'est-à-dire du destin de la France, du vôtre, de celui de vos enfants.

Prenez-en pleinement conscience.

Le choix que vous ferez le 4 mars sera décisif.

Chères électrices, chers électeurs, n'égarez pas vos voix sur les candidatures de division des nationaux.

En voulant enlever des voix au candidat unique de la majorité désigné par l'U.R.P., elles se comportent en fait comme les alliés des séparatistes.

Votez donc utile.

Le 4 mars vous devez défendre votre droit à la vie, votre liberté.

La victoire dépend de vous et comme d'habitude, dès le premier tour.

Votez efficace.

Votez France.

Votez :

MARCEL CERNEAU

U.R.P.

Remplaçant éventuel :

GUY HOARAU

I. — *Les résultats*

A. — Au plan de la nation dont nous sommes partie intégrante :

— Le maintien de l'Indépendance de la France, ouverte au dialogue dans une Europe élargie.
— Une industrie compétitive.
— Une croissance continue et équilibrée, condition de base du progrès social. Le taux de croissance est un des plus forts des pays occidentaux.
— Le développement scientifique et technique au service des Français.
— Un budget en équilibre, une monnaie respectée. La France est au troisième rang des puissances économiques du monde.
— Un niveau de vie en amélioration constante.
— Une marche en avant vers la sécurité et la dignité des travailleurs. Le SMIC a remplacé le SMIG. La mensualisation des salaires.
— La consécration de la place de la femme dans la société moderne.
— L'organisation des régions, la gestion communale.
— La refonte du Code du service national.
— La modernisation de la formation professionnelle permanente, de l'apprentissage et de l'enseignement technologique.
— Un effort accru de solidarité nationale pour une meilleure justice sociale. Dépenses de maladie en progression constante. Minimum vieillesse augmenté.
— Un système qui assure l'égalité des Français au point de vue de la santé. Protection accrue des handicapés.
— La mise en place et le développement d'un enseignement rénové.
— Le plus grand nombre de logements jamais construits.
— Le développement des équipements pour les sports et les loisirs.
— La progression vers une société de participation : des responsabilités — plus étendues au plan local — la participation dans les entreprises — une justice plus humaine. La réforme des professions judiciaires et de l'aide judiciaire.

— La désignation d'un médiateur, c'est-à-dire d'un homme chargé d'assurer l'amélioration des relations entre le citoyen d'une part, l'administration et l'Etat d'autre part.
— L'immense domaine social : réformes de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse des non salariés — mesures en faveur des orphelins, des handicapés, des personnes âgées, etc...
— La progression rapide du budget du Ministère des Anciens combattants. L'augmentation a été de 43,4 % entre 1968 et 1973.

J'indique que plus de 500 Lois ont été votées entre 1968 et 1972.

B. — Au plan réunionnais :

La Réunion est devenue la vitrine de la France dans l'Océan Indien et l'image d'une transformation réussie.

La France a donné ici l'exemple de son esprit de progrès et de sa générosité.

L'œuvre entreprise est colossale. Elle a été faite aux prix d'efforts dont la nation, les gouvernements et les parlements ont le droit d'être fiers. Aucun autre pays au monde n'a assumé l'équivalent.

Quelques précisions :

L'équipement.

Enseignement, jeunesse — Les constructions scolaires se réalisent partout : lycées, C.E.S., classes primaires, lycées techniques et C.E.T., maisons de jeunes, terrains de sports, piscines. Ecole préparatoire militaire du Tampon.

Effort considérable d'agrandissement et d'équipement du PORT qui deviendra bientôt le premier port de pêche de cette zone de l'Océan Indien.

CONSTRUCTIONS — Le rythme annuel de la construction de logements s'accroît notamment celui des logements populaires : S.I.D.R., S.A.T.E.C., coopérative d'habitat rural /structures d'accueil. Parcelles viabilisées — En 1971, le nombre de logements terminés, dont 2.067 logements aidés, a atteint 2.453 unités contre 940 en Martinique et 699 en Guadeloupe.

ELECTRIFICATION — La consommation d'électricité progresse en moyenne de 20 % par an contre 7 % en Métropole, à tel point qu'après Langevin, Takamaka et la centrale du Bras de la Plaine, des Centrales thermiques se construisent au port, en attendant la Rivière de l'Est.

IRRIGATIONS, ADDUCTIONS D'EAU — L'aménagement du Bras de la Plaine constitue de loin le premier complexe hydro-agricole de l'Ile. Il produit en même temps de l'électricité. A signaler toujours dans le Sud, la grande conduite d'adduction d'eau de la Source des Hirondelles.

ROUTES — Le réseau routier s'améliore de plus en plus, les chemins sont bitumés, une route à 4 voies relie Saint-Pierre au Tampon.

EQUIPEMENT SANITAIRE — Un grand hôpital sera bientôt entrepris à Saint-Pierre.

L'économie.

SUCRES : prix garantis (quota A) et protégés (quota B) pour 310.000 tonnes au total, grâce au Marché commun agricole avec l'intervention du FEOGA. Le marché agricole serait menacé et démantelé avec l'arrivée des communistes au pouvoir.

DIVERSIFICATION DES PRODUCTIONS : vulgarisation, aides diverses notamment à l'élevage. La culture du tabac prend un nouvel essor avec l'entrée de cette production dans le Marché commun.

INDUSTRIALISATION : Usines diverses : fabrication de tubes, embouteillage d'eau, etc... A Saint-Pierre, construction d'une deuxième zone Industrielle avec bientôt une usine à fabriquer des cigarettes, etc.

DIVERS — Mise en place des mécanismes de production en vigueur en Métropole comme les comités économiques. Interventions du FORMA. Application de taux réduits pour les T.V.A.

Le social.

Cantines scolaires. Bourses et transports scolaires. Sécurité sociale, son extension aux exploitants agricoles. Aide médicale. Aide rurale. Retraite des vieux. Centres de F.P.A. et de F.P.P. Aide à la famille, aux personnes âgées, à l'enfance, aux handicapés, aux orphelins. Allocations familiales. Fonds de chômage.

La croissance. — Le niveau de vie.

Si l'on tient compte de l'évolution des prix, la croissance de notre P.I.B. de 1966 à 1970 aura été de 8,5 % par an, contre 7 % en Guadeloupe et 6 % en Martinique — Les revenus des ménages ont augmenté de 93,5 % de 1965 à 1970. Ils ont dépassé les prévisions et continuent à croître à un rythme rapide.

Cette progression spectaculaire, de la croissance et du niveau de vie est due à l'intensification de l'appui économique et financier de la Métropole. L'évolution des transferts a connu une augmentation de 96,80 % pendant la période 1965-1970.

II. — *Les perspectives*

A. — Au plan de la nation :

L'U.R.P. s'est engagée sur :

— Un nouvel allégement de l'impôt pour les revenus les plus faibles.
— La généralisation du travail continu avec la semaine de 5 jours.
— L'accès libre de toutes les femmes à tous les emplois.
— La gratuité des frais scolaires : livres, fournitures et même des transports scolaires.
— Le droit de vote à 19 ans.

Pour les vieux et les vieilles

— Le doublement du minimum vieillesse en 5 ans.
— L'institution d'une charte du troisième âge qui comportera notamment la gratuité des transports et des soins médicaux pour toutes les personnes de plus de 65 ans et qui sont exonérées de l'impôt sur les revenus.

Pour les tout petits

— La création de classes enfantines en nombre suffisant pour que tous les enfants puissent aller à l'école à l'âge de 2 ans, même à la campagne.

***

Ces promesses seront tenues sans augmentation d'impôts, par le seul surcroît des ressources qu'on attend de la croissance économique du pays.

B. — Au plan spécifiquement réunionnais :

L'équipement.

Les efforts porteront sur la réalisation d'un équipement moderne dans tous les domaines : dispensaires, crèches, garderies, foyers pour les vieux. L'équipement de la

Rivière de l'Est en vue de l'électrification. Etude de la possibilité d'un Aérodrome international à Pierrefonds (Saint-Pierre).

L'économie.

Création d'activités agricoles et industrielles tournées vers les besoins locaux actuellement satisfaits par les importations. Action plus directe sur les secteurs productifs· Transformation des structures de production. Création d'emplois. Appel à l'épargne réunionnaise. Soutien aux produits agricoles locaux par leur entrée dans le Marché commun. Pêche maritime hauturière — Tourisme. Mesures de protection de la Réunion à la suite de l'extension â l'Ile Maurice de la Convention de Yaoundé II.

Le social.

Extension de la législation sociale métropolitaine, notamment en ce qui concerne la situation particulière des artisans et des commerçants.

Niveau de vie.

Une élévation accrue du niveau de vie avec une attention particulière pour les plus humbles et les agriculteurs qui sont les parents pauvres de notre vie sociale.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

COMORES

M. Ahmed MOHAMED

élu le 4 mars 1973
(apparenté U.D.R.)

M. Mohamed DAHALANI

élu le 4 mars 1973
(apparenté U.D.R.)

(Pas de circulaire électorale imprimée)

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

M. Omar Farah ILTIREH

élu le 4 mars 1973

(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Vous ne me connaissez pas tous et il est légitime que je me présente à vous, puisque je sollicite vos suffrages le 4 mars prochain.

Je suis né à Ali-Sabieh, il y a maintenant quarante ans. J'y ai fait mes études, puis j'ai intégré la fonction publique en qualité d'instituteur d'abord, de rédacteur ensuite. J'ai été élu député à l'Assemblée territoriale en 1968 et nommé Ministre de la Fonction publique la même année. Je suis marié et père de famille.

Je prétends être le candidat de l'ordre, du progrès et de l'union.

Ordre. Car on ne fait rien de valable dans l'agitation et que, finalement, c'est toujours le peuple qui paye les contre coups des désordres, tandis que les agitateurs qui les ont provoqués restent bien tranquillement à l'abri.

Progrès. Car notre territoire à besoin d'activités nouvelles pour assurer des emplois valables à notre jeunesse. L'agriculture ne pouvant offrir de bons débouchés, je m'emploierai de toutes mes forces au développement des activités commerciales et à la création d'industries locales. Cela ne sera pas facile, mais ma volonté sera à la mesure des difficultés à vaincre.

Union. Car il n'y aura pas de progrès possible si tous unis, quelle que soit notre origine, nous ne rassemblons pas nos efforts en vue du développement culturel, économique et social. Nous aspirons tous à plus de bien-être et nous devons donc travailler tous ensemble dans ce sens.

Nous avons donné un magnifique exemple d'unité lors de la récente visite du Président de la République. Conservons précieusement cette unité, qui est le gage de notre bonheur futur.

Je sollicite vos suffrages le 4 mars prochain pour mener, avec le Président Ali Aref Bourhan, la politique réaliste et véritablement dynamique dont le territoire a besoin.

Omar Farah Iltireh, candidat pour la défense des intérêts du territoire.

OMAR FARAH ILTIREH
Député d'Ali-Sabieh
Ministre de la Fonction publique

Remplaçant éventuel :

ABDOUL KADER HASSAN
Député de Dikhil

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES ET NOUVELLES-HÉBRIDES

M. Roch PIDJOT
élu le 11 mars 1973
(R.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

C'est avec confiance et avec le sentiment d'avoir efficacement défendu vos intérêts que je sollicite à nouveau vos suffrages. Vous êtes en mesure de me juger, non sur des promesses, mais sur des actes, ce qui n'est pas le cas pour mes adversaires.

Voici d'abord mes références:

Je fus des premiers autochtones élus au Conseil général en 1953, j'ai donc été vingt ans conseiller territorial. Ministre de l'Economie rurale en 1957, j'ai assuré la vice-présidence du Gouvernement calédonien de 1962 à 1963. Je suis devenu député en 1964, après l'élimination de Maurice Lenormand dont j'étais le remplaçant.

Maurice Lenormand, qui est mon suppléant à cette élection, fondateur de l'Union calédonienne, a été député de 1951 à 1964. A nous deux nous totalisons vingt-deux ans de députation et nous n'avons jamais changé dans notre ligne politique et dans la fidélité à notre idéal.

Notre conception du rôle du député:

D'abord nous avons été assez longtemps députés tous les deux pour savoir qu'à l'Assemblée Nationale il y a des députés français qui n'ont jamais renié la loi-cadre et l'autonomie de gestion que la République nous a octroyée en 1957. Nous sommes attachés à notre mère-patrie et nous dénions à qui que ce soit le droit de mettre en cause nos sentiments français. Dire que nous voulons secrètement l'Indépendance n'est qu'une pure calomnie. Nous ne concevons pas le rôle du député comme celui d'un commis-voyageurs qui vient quémander perpétuellement à Paris des décisions qui devraient être prises à l'échelon local, dans un régime démocratique et décentralisé. Le rôle du député est certes dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, mais il est aussi auprès de tous les organismes avec lesquels la Nouvelle-Calédonie a des relations publiques et des affaires communes, afin d'être le porte-parole des intérêts du Territoire.

Pourquoi le Mouvement réformateur ?

Nous avons l'investiture officielle du Mouvement réformateur de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Jean Lecanuet, auxquels nous sommes ralliés parce que le projet réformateur permet de résoudre enfin la question du Statut calédonien dans le cadre du pouvoir régional.

Les aspirations calédoniennes à une juste autonomie trouveront satisfaction dans le changement des structures politiques de la République une fois réformée.

Le pouvoir territorial sera un pouvoir régional élargi, parfaitement inséré dans les nouvelles structures françaises, grâce à la redistribution des compétences et des pouvoirs entre l'Etat, le Territoire et les communes, avec, à tous les échelons, des élus responsables aux leviers de commande, — l'administration redevenant ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être dans une démocratie : l'appareil d'exécution des volontés du peuple souverain.

La question, électrices, électeurs, que vous posent ensemble le Mouvement réformateur et l'Union calédonienne, c'est de savoir si vous vous sentez assez grands, donc majeurs, pour désigner demain un exécutif territorial chargé d'administrer les affaires calédoniennes dans l'ensemble français et à qui vous pourrez demander des comptes de sa gestion, ou bien si, faisant à jamais un complexe d'infériorité, vous acceptez de maintenir une colonie de grand papa avec un fifils député et avec tous les risques que cela comporte pour vous et pour vos enfants.

Et l'Union calédonienne, qu'est-ce ?

Si nos concitoyens arrivés depuis peu dans le pays et les jeunes calédoniens n'ont pas connu les débuts de notre Mouvement dans les années 51-58 où se joua le sort des anciennes colonies françaises, il faut cependant qu'ils sachent, comme leurs aînés, que la Nouvelle-Calédonie revient de loin et que c'est grâce à l'Union calédonienne et à sa politique d'égalité entre mélanésiens et européens que notre pays a connu la paix, la prospérité, le développement, quand d'autres subissaient la guerre civile.

Par sa lutte contre le racisme, par la suppression de toutes les discriminations ethniques, notre mouvement a permis à la Nouvelle-Calédonie d'échapper, en temps voulu, au sort de l'Indochine et de l'Afrique du Nord. C'est cela qu'aucune campagne de mensonges et d'intoxication ne pourra vous faire oublier.

Tout ce que les Calédoniens ont reçu de bon depuis 1951, ils le doivent à l'Union calédonienne qui n'a été créée que pour eux et par eux, puisqu'elle est le mouvement de masse et d'avant-garde à la fois du peuple calédonien.

Alors, électrices, électeurs, une minute de réflexion, s'il vous plaît, car cette paix, cette prospérité sont entre vos mains et l'avenir s'écrit aujourd'hui.

Nos adversaires :

Ce sont tous d'anciens amis parvenus grâce à nous et qui nous ont trahis. Nous aurions plus d'estime pour des adversaires qui n'auraient jamais tourné leur veste et renié ce qu'ils avaient adoré.

Les Métropolitains et nous :

Une campagne de calomnies tend à faire croire que nous « mangeons du zoreille » à chaque petit déjeuner. En réalité, l'Union calédonienne est le seul mouvement à avoir des dirigeants et des élus métropolitains, Maurice Lenormand lui-même, né à Mâcon, a fait comme tous les métropolitains venus durant ces cent dernières années s'installer et faire souche en Nouvelle-Calédonie, il est devenu Calédonien. Lorsque nous protestons contre une immigration sauvage qui continue en dépit de la crise, que faisons-nous d'autre que défendre aussi l'emploi des métropolitains déjà sur place ?

La crise actuelle et les promesses jamais tenues d'industrialisation:

La crise actuelle, qui s'avère comme une véritable faillite de la politique économique du centralisme parisien, n'est pas une fatalité, mais bien le résultat des erreurs du Pouvoir central et de la collusion des trusts avec Rothschild et la majorité U.D.R. : Port-Boise tant promis, Poum devenu Koumac, et combien d'autres. Autant de projets agités par le Gouvernement au moment des élections. Nous sommes les seuls à exiger réellement l'abolition des lois Billotte et la fin du monopole industriel et minier de la société Le Nickel, de façon que la venue de l'INCO et d'autres sociétés soit possible et assure la relance de notre économie durement atteinte.

L'impôt direct nous menace:

Vous savez tous que les Rothschild qui détiennent la société Le Nickel, se plaignent de payer trop d'impôts en Nouvelle-Calédonie et que M. Messmer nous a exhortés à réformer notre fiscalité dans le sens souhaité par Rothschild. Vous savez tous aussi quels impôts directs injustes et lourds nous attendent si une voix qu'on ne pourra acheter ne s'oppose, au sein du parlement, à ces agissements.

Quelques points de notre programme:

Opposition à toute nationalisation par l'Etat, abrogation des lois Billotte, création d'une Chambre des Mines.

Crédit pour l'habitat et l'agriculture porté à 20 et 30 ans.

Droit de vote pour les jeunes à partir de 18 ans.

Neutralité et objectivité de l'O.R.T.F. par la suppression du monopole.

Amnistie pour les jeunes condamnés pour délit politique.

Liberté de la presse: abrogation du décret colonial de 1922 interdisant la parution de publications dans les langues autochtones, sans autorisation préalable.

Généralisation du régime de retraite et de sécurité.

Electrices, électeurs,

L'Union calédonienne en présentant à nouveau ma candidature a voulu que le maintien de la présence d'un Mélanésien au Parlement soit le garant de la devise calédonienne : deux couleurs, un seul peuple.

En vous demandant votre confiance, sous le signe des Réformateurs, notre mouvement souhaite aussi parvenir à l'accomplissement de nos vœux : « une Calédonie libre, mais fidèle à la France ».

En aidant nos compatriotes de la Métropole à opérer, comme le préconise Jean-Jacques Servan-Schreiber, « le changement dans le calme », vous serez certains de bien voter, de voter Calédonien et Français, en apportant votre choix à :

ROCH PIDJOT

Remplaçant éventuel:

MAURICE LENORMAND

Chères électrices, chers électeurs,

En Métropole, le premier tour a confirmé la volonté des Français d'en finir avec les scandales de l'U.N.R. et leur désir de changement. Est-il concevable que les Calédoniens, après avoir refusé d'élire pendant vingt-deux ans un candidat de l'U.N.R., puissent en 73 envoyer au Parlement un député U.N.R., c'est-à-dire du parti qui après 15 ans mord la poussière?

Tout ce qu'a dit notre adversaire pour justifier son rôle de député serait alors contredit par la nouvelle situation. Voter pour notre adversaire, c'est voter pour un homme qui prend comme programme un passé que vient de condamner sévèrement le corps électoral français et qui prétend en faire un programme d'avenir.

Si, comme le prétend notre adversaire, cette élection est sérieuse, ce n'est pas tant à cause des programmes ni des remèdes à la crise, ce n'est pas non plus à cause d'une prétendue alternative autonomie ou anti-autonomie puisque, comme pour la loi-cadre, c'est le futur gouvernement français issu de ces élections qui en décidera et que le corps électoral métropolitain a pratiquement déjà tranché la question : la seule importance de ces élections, c'est que, pour la première fois, les électeurs sont placés devant un choix entre une ligne politique qui depuis vingt deux ans assure la bonne entente entre européens et autochtones sous la devise : « Deux couleurs, un seul peuple » et le saut dans l'aventure et dans l'inconnu, par le divorce des deux ethnies que signifie l'élimination du député sortant.

Pendant vingt ans, rien de ce dont Jean Leques nous menace aujourd'hui n'est arrivé.

Roch Pidjot a été réélu par deux fois contre Me Chatenay et M. Laroque qui aujourd'hui le dénoncent comme un danger, alors qu'il a garanti la concorde entre les Calédoniens des deux ethnies vingt ans durant.

Roch Pidjot, c'est l'assurance contre tous risques politiques, car le passé répond de l'avenir, tandis que Leques c'est l'aventure, puisque son passé ne peut pas répondre de sa conduite à venir.

On cherche à vous persuader que l'enjeu de ces élections législatives, c'est, pour les Calédoniens, la question de l'autonomie. C'est faux ! Le problème de l'autonomie est désormais entre les mains de la majorité qui se dégagera le 11 mars. Le véritable enjeu, c'est le changement de majorité qui est en train de se faire en métropole. Or, on vous demande de vous ranger derrière une candidature baptisée Front contre l'Autonomie et qui n'est qu'un déguisement de la candidature officielle du pouvoir U.N.R.

Le résultat du premier tour conduit indubitablement à conclure à l'élimination de cette majorité. Le vrai problème des Calédoniens, c'est d'être « pour » ou « contre » la nouvelle majorité et, au sein de cette future majorité, avec ceux qui vous proposent le changement dans le calme : les réformateurs de J.J. Servan-Schreiber.

1° *Que signifie le pouvoir régional des réformateurs?*

Pour nous, le pouvoir régional constitue un des points essentiels de ces élections parce que l'autonomie, prétendument antichambre de l'Indépendance, devient la structure de base essentielle d'une République réformée réalisant l'intégration de la France d'outre-mer avec les vingt régions métropolitaines.

Nous lisons dans le journal n° 26 de Me Jean Leques cette contre-vérité que « les pouvoirs régionaux du programme réformateur sont de loin très inférieurs à ceux dont le Territoire de la Nouvelle-Calédonie dispose déjà ». Or, voici ce que dit J.J.-S.S. (page 85, Le pouvoir régional) :

« L'Assemblée régionale désignera elle-même son exécutif : un directoire de quelques membres avec, à sa tête, un président de région. Le prèfet actuel (entendez le Gou-

verneur) deviendra simplement un commissaire du Gouvernement représentant l'Etat dans la région et chargé de diriger, non plus la région mais les services de l'Etat. »

Nous n'avons jamais réclamé autre chose pour la Nouvelle-Calédonie et si le Gouvernement issu des élections décide de créer ces institutions à l'échelle nationale, ce n'est pas le minuscule Front calédonien contre l'Autonomie qui l'en empêchera.

Il est évident aussi qu'un tel pouvoir régional n'amènerait ni T.V.A., ni impôt sur le revenu ici, puisque les réformateurs admettent « le droit à l'argent » des collectivités territoriales, c'est-à-dire le droit pour la Calédonie de placer les milliards qui dorment à la Cafat ou aux chèques postaux.

L'idée-force de la réforme, c'est la formule : « le pouvoir aux élus ».

Cela signifie aussi :

— que les bureaucrates doivent retourner dans leur bureau;
— les fonctionnaires, même les plus hauts, rester dans la fonction publique;
— et que les uns et les autres doivent cesser de jouer comme ils le font chez nous, les hommes politiques dirigeant le pays;
— alors que leur vocation n'est que de le servir.

Ils ont raté toutes les décolonisations, ne l'oubliez pas !

2° *Européens de toute origine !*

C'est à vous en particulier que nous faisons appel. Ne soyez pas les dupes d'une propagande bâtie sur la peur et sur les sentiments inavouables, ne vous faites pas les esclaves consentants du pouvoir d'argent et de ses représentants U.D.R.

Electrices, électeurs des Nouvelles-Hébrides,

J'appuierai sans réserve le programme de l'Union des populations des Nouvelles-Hébrides, parce qu'il représente le changement dans le calme et parce qu'il permet de réaliser l'évolution politique dans le cadre du condominium actuel. De toutes façons, je m'engage avec l'aide de mes amis réformateurs à lutter pour l'institution d'une représentation parlementaire particulière aux Nouvelles-Hébrides.

Pour le changement dans le calme, comme en métropole.
Faites confiance aux réformateurs et au candidat de l'Union calédonienne.

ROCH PIDJOT

Député sortant

Remplaçant éventuel :

MAURICE LENORMAND

Ancien député

POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Francis SANFORD
élu le 18 mars 1973
(R.D.S.)

AMUIRAA E'A API - HERE AI'A

Electrices, électeurs de Polynésie française,

Le 7 juillet 1968, vos suffrages allaient, massivement à nos candidats : Francis Sanford et John Teariki, élus dès le premier tour de scrutin, par près de 60 % des voix, contre les deux listes pro-gouvernementales qui nous étaient opposées.

D'emblée, vous exprimiez votre confiance en ceux qui, par idéal, s'étaient unis pour bâtir ensemble, avec vous, la Polynésie nouvelle. Vous vous étiez détournés de ceux qui, pour se disputer les faveurs gouvernementales, prétendaient défendre une « unité nationale » que personne ne menaçait et que leur attitude démentait.

Aujourd'hui, la même situation se reproduit, les mêmes choix vous sont proposés, mais en termes aggravés par la pourriture généralisée du régime politico-affairiste que la France subit depuis quinze ans.

D'une part, les deux mêmes groupements inféodés au pouvoir actuel, mais opposés par leurs ambitions personnelles rivales, sollicitent votre confiance en prétendant garantir l'unité nationale, alors qu'ils pratiquent et maintiennent la division territoriale.

D'autre part, nos deux formations, le E'A API et le PUPU HERE AI'A, plus solidement unis que jamais au sein de la Fédération qu'ils viennent de former : « AMUIRAA E'A API - HERE AI'A », vous convient à participer à l'opération nationale de salubrité publique qui va débarrasser la France du régime scandaleux qui la déshonore et permettre la naissance d'une République française fédérale, dans laquelle le pouvoir central sera équilibré par le pouvoir régional et par le pouvoir communal.

A chaque niveau, les décisions seront, alors, prises par les représentants du peuple qualifiés pour les prendre : dans les communes, libérées d'une tutelle administrative abusive, par les maires et les conseils municipaux; dans les régions et les territoires, par les assemblées locales et les exécutifs locaux élus; pour la Nation, par le Parlement et par le Gouvernement qui joueront, enfin, leurs rôles respectifs selon la lettre et l'esprit de la Constitution.

Telle est la remise en ordre de nos institutions que propose, pour la France entière, le Mouvement réformateur, fondé par Messieurs Lecanuet et Servan-Schreiber, et dont nos candidats ont reçu l'investiture.

Cette réforme, qui rétablira la France dans ses libertés, sa dignité et sa grandeur, dotera notre territoire de l'autonomie interne que l'Assemblée territoriale a demandée,

en vain, depuis plus de cinq ans et qui a fait l'objet des propositions de loi déposées sur les bureaux des assemblées parlementaires par notre sénateur et par notre député.

Cette réforme donnera à la Polynésie française les moyens de développer rapidement son économie, de restaurer ses valeurs culturelles, de restructurer sainement sa vie sociale bouleversée par l'intrusion du C.E.P., et cela parce qu'elle pourra gérer elle-même, démocratiquement ses propres affaires intérieures selon les nécessités locales et la volonté de ses habitants.

Pour assurer le succès de cette œuvre primordiale de régénération nationale et de progrès territorial, nous présentons, à nouveau, à vos suffrages les deux hommes qui ont prouvé, par le courage de leurs actes et la persévérance de leur lutte, qu'ils sont dignes de votre confiance.

Tous ensemble, comme en 1968 !
Pour le progrès dans la propreté et la liberté.
Pour une Polynésie heureuse dans une France rénovée.
Assurons, massivement, le 4 mars, au premier tour, l'élection des candidats du peuple.

FRANCIS SANFORD

et

JOHN TEARIKI

Candidats investis, en métropole, par le Mouvement réformateur.

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. Benjamin BRIAL

élu le 4 mars 1973
(U.D.R.)

(Pas de circulaire électorale imprimée)

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

M. Frédéric GABRIEL

élu le 4 mars 1973
(U.C.)

Saint-Pierraises et Saint-Pierrais, Miquelonnaises et Miquelonnais,

Pourquoi suis-je candidat ?

C'est au travers des problèmes des marins locaux que j'ai pris conscience de l'isolement et du sous-équipement de ce petit territoire resté si français. Convaincu, après plusieurs séjours parmi vous, que je pouvais mettre mon expérience et mes appuis à votre service, aidé sur place par ceux qui m'ont manifesté une amitié spontanée, soutenu par un Saint-Pierrais de réputation internationale, le professeur Emile Letournel, qui a bien voulu accepter la suppléance, vous m'avez fait l'honneur de me laisser prendre la tête du regroupement pour la défense et le progrès de Saint-Pierre et Miquelon et de la majorité rénovée.

Avec quelle politique vous défendre ?

Un héritage historique de valeur nous a été légué par le général de Gaulle, et les progrès économiques de la France depuis 1958 ont été considérables. C'est un acquit moral et institutionnel qu'il faut maintenant défendre avec Georges Pompidou, Président de la République.

Mais un changement est réclamé par les Français. L'usure des hommes au pouvoir, une propagande sur les ondes en France contraire aux intérêts du pays, une technocratie omnipotente, qui n'a plus de contacts réels avec le peuple français, et s'abrite derrière de savantes impossibilités techniques, ont vulnérabilisé le pouvoir. Il faut donc rénover la majorité et le fonctionnement des institutions.

Pour l'avenir de la France aussi il faut rester fermement dans le cadre de notre majorité. Trop de brutales expériences nous ont clairement montré que les présentations rassurantes et mensongères du communisme conduisaient inéluctablement à la dictature et à l'effondrement économique et national. Une alliance contre nature d'un « programme commun » pourrait être redoutée.

La majorité rénovée évitera ce danger, car elle réunit les hommes de bonne volonté décidés à lutter ensemble pour nos libertés, dans un esprit nouveau.

Quel doit être le député, pour progresser ?

Dans une Assemblée nationale renouvelée et plus responsable, si je suis élu je serai votre actif porte-parole. J'assurerai également le lien entre l'Etat et le Territoire, avec la liberté que me donne ma conviction politique, et mon indépendance de jugement.

C'est par une coopération avec les électeurs, dont beaucoup sont déjà venus exposer leurs problèmes, et avec vos élus des Assemblées territoriales et municipales, avec qui il faudra travailler avec confiance, avec le Gouvernement et les fonctionnaires locaux, que j'espère y parvenir, ajoutant imagination à détermination.

Je veux mettre pour la première fois, à l'ordre du jour des préoccupations gouvernementales, l'action persistante auprès des services administratifs et des commissions diverses, ayant appris à les bien connaître comme préfet, comme directeur de ministère ou comme membre de cabinet de ministre à Paris. Il faudra faire aboutir ou accélérer nos grands projets dont la consistance se révèle valable. Le premier d'entre eux sera de mieux coordonner les diverses sources de financement, sans dépendre d'un service qui impose à la fois ses projets et ses crédits, plus ou moins sérieusement étudiés, malgré des frais d'étude souvent substantiels, et en dépit des autorités locales élues (dont il faudra reviser les attributions), ou du simple bon sens de la population.

Enfin, il faut faire savoir en métropole, par les méthodes modernes de publicité, ce qu'est notre territoire. Le public doit cesser de nous confondre avec les îles des Antilles ou de l'Océan Indien. Devront cesser aussi, ces reportages externes, blessants ou superficiels à l'occasion de rares et courtes visites ministérielles. Peut-être verrons-nous ainsi aboutir plus tôt les vœux exprimés dès 1958 par la population et cesser une politique qui pare au plus pressé, pour « éviter les histoires ».

Objectifs minimaux à soutenir au Parlement, dans les commissions spécialisées et les services ministériels, et à faire aboutir auprès du Gouvernement.

Nous nous attacherons à réaliser un programme, placé dans le cadre des attributions du mandat de député. On répète par erreur que le chiffre de la population est trop faible pour entreprendre tel ou tel projet alors que l'absence d'épuipement et d'emploi entretient l'émigration. Notre façade sur l'Amérique du Nord ne suffirait point, il s'agit d'un paradoxe qui doit cesser une fois pour toutes. Nous n'admettrons jamais au surplus, comme nos voisins étrangers, que les îles doivent être abandonnées quand leur subsistance est difficile. C'est une politique inadmissible. Nous préférons hautement le respect de l'attachement à la terre natale. La population veut rester chez elle, même si la vie y est plus dure. Il faut qu'elle puisse y travailler, s'en évader ou y revenir quand elle le souhaite. Ce sera une de nos missions de faire prévaloir ce point de vue et par conséquent accroître largement nos moyens financiers.

A. — *Mesures d'ordre économique:*

1° La pêche : Malgré la dévastation des fonds par les flottes industrielles étrangères, ruinant même la petite pêche artisanale, le poisson reste bien la première ressource du pays. Mais il faut des chalutiers modernes adaptés pour parer à son essoufflement. Les équipages qui continuent courageusement à virer les chaluts en hiver, n'en tirent même pas un salaire substantiel. L'usine tourne au ralenti, et la SPEC survit difficilement. Inter-pêche, soutenu par le Gouvernement peut être un espoir à condition de donner des signes rapides et évidents de bonne volonté sociale et économique. Faute de quoi le Gouvernement devra renouveler le matériel de la S.P.E.C. Enfin l'industrie du poisson ne doit pas faire ses seuls bénéfices sur la commercialisarion hors du territoire.

2° Le port : Les habitudes déjà créées, et l'attitude canadienne peuvent entraîner une activité soutenue du port qui, mal conçu et trop petit, a déjà besoin de quais supplémentaires dans l'immédiat, sans parler de la passe du Sud-Est, rendant l'Ile-aux-Marins habitable, et du quai en eau profonde pour paquebots. Le port doit être doté rapidement d'équipements de réparation largement suffisants pour dissuader notamment nos chalutiers métropolitains d'aller au Canada.

Par ailleurs l'isolement de Miquelon doit cesser. La digue abri doit être achevée rapidement et complétée par un véritable port. Elle permettra la création de la flotille de pêche attendue.

3° Liaisons aériennes : La piste nouvelle pour réacteurs, avec moyens d'attarrissage sans visibilité devient urgente. Ce problème doit être réglé en dehors du plan quinquennal. Le même faux argument du trafic d'hiver est avancé pour retarder les réalisations, alors que l'expérience a toujours prouvé qu'au contraire de bonnes liaisons créent le trafic. Beaucoup de nos voisins eux-mêmes seraient attirés s'ils pouvaient se déplacer facilement. Les liaisons doivent être assurées pour tous et créer des emplois nouveaux.

4° Liaisons maritimes : Le trafic du fret est assuré avec le Canada par un vieux cargo acheté précipitamment et entretenu aux moindres frais. Un navire neuf bien conçu, doit être acquis dès que possible, tandis que seront améliorées les liaisons côtières avec Miquelon, Langlade et Terre-Neuve.

5° Le tourisme : Une politique intelligente, certes tributaire des liaisons peut transformer le pays, y créer des emplois et nous faire apprécier de nos voisins, non seulement par des produits bon marché (alcools), mais aussi par des équipements spécialisés, un institut de thalassothérapie par exemple, un centre d'intérêts et de distractions, des magasins vendant des produits français, et de bons moyens d'accueil. Les aides financières spécialisées existent. Il suffira d'encourager les initiatives de ceux qui croient en notre avenir.

Même le tourisme européen n'est pas exclu. Il suffira comme aux Antilles récemment de le promouvoir par une réduction radicale des tarifs. Bien d'autres projets peuvent être envisagés. Ne sont cités que les plus urgents, mais vos aspirations seront favorisées.

Miquelon ne sera pas oublié non plus, qu'il s'agisse d'élevage, de pêche ou de tourisme.

B. — *Mesures d'ordre social:*

6° L'aide sociale : L'Economie n'est pas tout. Il y a la qualité de la vie, l'aide aux malades, aux personnes âgées, aux vieux travailleurs, aux petits pensionnés, d'où la recherche systématique de l'amélioration des conditions de vie, surtout pour les plus modestes d'entre nous. Nous préconisons une extension progressive des avantages sociaux de la Métropole au Territoire, un meilleur équipement sanitaire, un frein à l'augmentation du coût de la vie, une meilleure rémunération des travailleurs, un sort plus équitable aux auxiliaires et aux contractuels de la fonction publique, et enfin la lutte concertée contre le chômage et l'introduction dans le Territoire d'une formule d'allocation logement (allocation chauffage).

7° L'enseignement : La promotion sociale sera favorisée par des bourses plus nombreuses, notamment de perfectionnement et de recyclage permettant de prolonger l'enseignement secondaire. Les diverses formes d'enseignement, indispensables au Territoire, doivent continuer à être financièrement soutenues. L'enseignement technique, essentiel au développement commercial et industriel, doit être perfectionné, y compris l'enseignement maritime, notamment l'école d'apprentissage.

8° Jeunesse, sports et loisirs : Le meilleur parti doit être tiré du nouveau centre culturel, qui doit être doté des crédits nécessaires, au profit de la jeunesse, les sports collectifs doivent être largement encouragés, de même qu'il faut envisager une promotion artistique et culturelle.

9° L'O.R.T.F. : La durée des programmes doit augmenter, et la puissance d'émission renforcée pour les navires français en mer et la population francophone du Canada qui ainsi connaîtra mieux le mode de pensée de notre pays.

Miquelon :

Dans un message précédent aux Miquelonnais, le programme d'action concernant Miquelon a été exposé. Sa réalisation à bref délai sera poursuivie sans défaillance.

En votant Gabriel Letournel et la majorité rénovée vous vous assurez par des hommes de bonne volonté de l'application d'un plan de législature qui n'est certes pas limitatif ni démagogique, mais sérieux et réaliste. Il sera mis en œuvre avec dévouement pour que :

Vive Saint-Pierre et Miquelon !
Vive la France !

FRÉDÉRIC GABRIEL

Remplaçant éventuel :

EMILE LETOURNEL

LISTE DES DÉPUTÉS

proclamés élus à la suite des élections générales des 4 et 11 mars 1973.

A

MM.	
Abadie	Hautes-Pyrénées (2e).
Abelin	Vienne (2e).
Achille-Fould	Gironde (5e).
Aillières (d')	Sarthe (5e).
Alduy	Pyrénées-Orientales (1re).
Alfonsi	Corse (1re).
Allainmat	Morbihan (5e).
Alloncle	Charente (3e).
Andrieu	Haute-Garonne (3e).
Andrieux	Pas-de-Calais (10e).
Ansart	Nord (20e).
Ansquer	Vendée (4e).
Anthonioz	Ain (2e).
Arraut	Hérault (3e).
Aubert	Alpes-Maritimes (4e).
Audinot	Somme (5e).
Aumont	Aisne (1re).

B

Baillot	Paris (27e).
Ballanger	Seine-Saint-Denis (8e).
Balmigère	Hérault (4e).
Barberot	Ain (1re).
Barbet	Hauts-de-Seine (7e).
Bardol	Pas-de-Calais (5e).
Barel	Alpes-Maritimes (1re).
Barrot	Haute-Loire (1re).
Barthe	Pas-de-Calais (7e).
Bas (Pierre)	Paris (4e).
Bastide	Gard (2e).
Baudis	Haute-Garonne (2e).
Baudouin	Manche (3e).
Baumel	Hauts-de-Seine (8e).
Bayou	Hérault (5e).
Beauguitte	Meuse (2e).
Bécam	Finistère (1re).
Beck	Creuse (1re).
Bégault	Maine-et-Loire (4e).
Bénard (François)	Oise (5e).
Bénard (Mario)	Var (2e).
Bennetot (de)	Finistère (2e).
Benoist	Nièvre (1re).
Benouville (de)	Paris (12e).
Bérard	Vaucluse (3e).
Beraud	Pas-de-Calais (4e).
Berger	Côte-d'Or (2e).
Bernard	Meuse (1re).
Bernard-Reymond	Hautes-Alpes (1re).
Berthelot	Seine-Saint-Denis (2e).
Berthouin	Indre-et-Loire (3e).
Besson	Savoie (1re).
Bettencourt	Seine-Maritime (5e).
Beucler	Haute-Saône (2e).
Bichat	Meurthe-et-Moselle (4e).
Bignon (Albert)	Charente-Maritime (2e).
Bignon (Charles)	Somme (3e).
Billecocq	Nord (3e).
Billotte	Val-de-Marne (5e).
Billoux (André)	Tarn (1re).
Billoux (François)	Bouches-du-Rhône (4e).
Bisson (Robert)	Calvados (2e).
Bizet	Manche (2e).

MM.	
Blanc	Lozère (2e).
Blary	Nord (9e).
Boinvilliers	Cher (2e).
Boisdé	Cher (1re).
Bolo	Loire-Atlantique (1re).
Bonhomme	Tarn-et-Garonne (1re).
Bonnet (Alain)	Dordogne (3e).
Bonnet (Christian)	Morbihan (2e).
Bord	Bas-Rhin (2e).
Bordu	Seine-et-Marne (2e).
Boscher	Essonne (2e).
Boudet	Orne (2e).
Boudon	Maine-et-Loire (3e).
Boulay	Puy-de-Dôme (1re).
Boulin	Gironde (9e).
Boulloche	Doubs (2e).
Bourdellès	Côtes-du-Nord (5e).
Bourgeois	Haut-Rhin (2e).
Bourges	Ille-et-Vilaine (6e).
Bourson	Yvelines (1re).
Bouvard	Morbihan (4e).
Boyer	Isère (6e).
Brial	Wallis et Futuna.
Briane (Jean)	Aveyron (1re).
Brocard (Jean)	Haute-Savoie (1re).
Brochard	Deux-Sèvres (3e).
Broglie (de)	Eure (1re).
Brugerolle	Charente-Maritime (3e).
Brugnon	Aisne (3e).
Brun	Allier (2e).
Burckel	Bas-Rhin (3e).
Buron	Mayenne (1re).
Bustin	Nord (18e).

C

Caill (Antoine)	Finistère (5e).
Caillaud	Vendée (1re).
Caille (René)	Rhône (1re).
Canacos	Val-d'Oise (5e).
Capdeville	Aude (3e).
Carlier	Pas-de-Calais (9e).
Caro	Bas-Rhin (5e).
Carpentier	Loire-Atlantique (6e).
Cattin-Bazin	Isère (7e).
Cazenave	Gironde (7e).
Cermolacce	Bouches-du-Rhône (7e).
Cerneau	La Réunion (3e)
Césaire	Martinique (2e).
Chaban-Delmas	Gironde (2e).
Chalandon	Hauts-de-Seine (2e).
Chamant	Yonne (2e).
Chambaz	Paris (10e).
Chambon	Pas-de-Calais (2e).
Chandernagor	Creuse (2e).
Charbonnel	Corrèze (2e).
Chasseguet	Sarthe (1re).
Chaumont	Sarthe (2e).
Chauvel (Christian)	Loire-Atlantique (2e).
Chauvet	Cantal (1re).
Chazalon	Loire (3e).
Chevènement	Territoire de Belfort (1re).
Chinaud	Paris (25e).
Chirac	Corrèze (3e).
Mme Chonavel	Seine-Saint-Denis (6e).
Claudius-Petit	Paris (15e).
Clérambeaux	Nord (8e).
Cointat	Ille-et-Vilaine (5e).
Combrisson	Essonne (1re).
Comiti	Bouches-du-Rhône (1re).
Commenay	Landes (3e).
Mme Constans	Haute-Vienne (1re).
Cornet	Ardèche (1re).
Cornette (Arthur)	Nord (4e).
Cornette (Maurice)	Nord (12e).
Cornut-Gentille	Alpes-Maritimes (5e).
Corrèze	Loir-et-Cher (2e).
Cot (Jean-Pierre)	Savoie (3e).
Couderc	Lozère (1re).
Coulais	Meurthe-et-Moselle (2e).
Cousté	Rhône (5e).
Couve de Murville	Paris (6e).
Crépeau	Charente-Maritime (1re).
Cressard	Ille-et-Vilaine (1re).

D

MM.	
Dahalani	Comores.
Daillet	Manche (1re).
Dalbera	Paris (30e).
Damette	Nord (13e).
Darinot	Manche (5e).
Darras	Pas-de-Calais (12e).
Dassault	Oise (1re).
Debré	La Réunion (1re)
Defferre	Bouches-du-Rhône (3e).
Degraeve	Marne (3e).
Delatre	Seine-Maritime (10e).
Delelis	Pas-de-Calais (13e).
Deliaune	Gironde (10e).
Delong (Jacques)	Haute-Marne (2e).
Delorme	Alpes - de - Haute - Provence (2e).
Deniau (Xavier)	Loiret (4e).
Denis (Bertrand)	Mayenne (3e).
Denvers	Nord (11e).
Depietri	Moselle (3e).
Deprez	Hauts-de-Seine (5e).
Desanlis	Loir-et-Cher (3e).
Deschamps	Gironde (3e).
Desmulliez	Nord (7e).
Destremau	Yvelines (5e).
Mlle Dienesch	Côtes-du-Nord (3e).
Dijoud	Hautes-Alpes (2e).
Dominati	Paris (2e).
Donnez	Nord (19e).
Dousset	Eure-et-Loir (3e).
Drapier	Meurthe-et-Moselle (7e).
Dronne	Sarthe (3e).
Dubedout	Isère (2e).
Ducoloné	Hauts-de-Seine (11e).
Ducray	Rhône (10e).
Duffaut	Vaucluse (1re).
Dugoujon	Rhône (7e).
Duhamel	Jura (2e).
Dupuy	Val-de-Marne (2e).
Duraffour (Paul)	Saône-et-Loire (2e).
Durafour (Michel)	Loire (1re).
Durieux	Nord (17e).
Duroméa	Seine-Maritime (7e).
Dutard	Dordogne (4e).
Duvillard	Loiret (1re).

E

Ehm (Albert)	Bas-Rhin (4e).
Eloy	Nord (23e).

F

Fabre (Robert)	Aveyron (2e).
Fajon	Seine-Saint-Denis (1re).
Falala	Marne (2e).
Fanton	Paris (9e).
Faure (Edgar)	Doubs (3e).
Faure (Gilbert)	Ariège (1re).
Faure (Maurice)	Lot (1re).
Favre (Jean)	Haute-Marne (1re).
Feït (René)	Jura (1re).
Feix (Léon)	Val-d'Oise (3e).
Fillioud	Drôme (3e).
Fiszbin	Paris (28e).
Flornoy	Seine-et-Marne (3e).
Fontaine	La Réunion (2e)
Fontanet	Savoie (2e).
Forens	Vendée (2e).
Forni	Territoire de Belfort (2e).
Fossé	Seine-Maritime (8e).
Fouchet	Meurthe-et-Moselle (5e).
Fouchier	Deux-Sèvres (2e).
Foyer	Maine-et-Loire (2e).
Franceschi	Val-de-Marne (4e).
Frêche	Hérault (1re).
Frédéric-Dupont	Paris (5e).
Frelaut	Hauts-de-Seine (3e).
Frey	Paris (11e).
Mlle Fritsch	Moselle (6e).

G

MM.	
Gabriac	Aveyron (3e).
Gabriel	Saint-Pierre-et-Miquelon.
Gagnaire	Rhône (6e).
Gaillard	Deux-Sèvres (1re).
Galley	Aube (2e).
Garcin	Bouches-du-Rhône (6e).
Gastines (de)	Mayenne (2e).
Gau	Isère (4e).
Gaudin	Var (1re).
Gayraud	Aude (1re).
Georges	Seine-Maritime (6e).
Gerbet	Eure-et-Loir (1re).
Germain	Paris (14e).
Ginoux	Hauts-de-Seine (13e).
Giovannini	Var (4e).
Girard	Loiret (3e).
Giscard d'Estaing	Puy-de-Dôme (2e).
Gissinger	Haut-Rhin (5e).
Godefroy	Manche (4e).
Godon	Yvelines (3e).
Gorse	Hauts-de-Seine (10e).
Gosnat	Val-de-Marne (3e).
Gouhier	Seine-Saint-Denis (5e).
Goulet (Daniel)	Orne (1re).
Granet	Aube (3e).
Gravelle	Aube (1re).
Grussenmeyer	Bas-Rhin (7e).
Guéna	Dordogne (1re).
Guerlin	Hautes-Pyrénées (1re).
Guermeur	Finistère (7e).
Guichard	Loire-Atlantique (7e).
Guillermin	Rhône (2e).
Guilliod	Guadeloupe (3e).

H

Haesebroeck	Nord (10e).
Hage	Nord (15e).
Hamel	Rhône (8e).
Hamelin	Rhône (12e).
Harcourt (d')	Calvados (4e).
Hardy	Charente (2e).
Hausherr	Haut-Rhin (1re).
Mme Hauteclocque (de)	Paris (18e).
Helène	Guadeloupe (1re).
Hersant	Oise (3e).
Herzog	Haute-Savoie (3e).
Hoffer	Vosges (1re).
Houël	Rhône (11e).
Houteer	Haute-Garonne (5e).
Huguet	Pas-de-Calais (8e).
Hunault	Loire-Atlantique (5e).
Huyghues des Etages.	Nièvre (2e).

I

Icart	Alpes-Maritimes (3e).
Ihuel	Morbihan (6e).
Inchauspé	Pyrénées-Atlantiques (3e).

J

Jacquet (Michel)	Loire (7e)
Jalton	Guadeloupe (2e).
Jans	Hauts-de-Seine (4e).
Jarrot	Saône-et-Loire (4e).
Joanne	Charente-Maritime (4e).
Josselin	Côtes-du-Nord (2e).
Jourdan	Gard (1re).
Joxe (Louis)	Rhône (4e).
Joxe (Pierre)	Saône-et-Loire (5e).
Julia	Seine-et-Marne (5e).
Juquin	Essonne (3e).

K

Kalinsky	Val-de-Marne (8e).
Kaspereit	Paris (7e).
Kédinger	Moselle (2e).
Kiffer	Moselle (1re).
Krieg	Paris (1re).

L

Labarrère	Pyrénées-Atlant. (1re).
Labbé	Hauts-de-Seine (9e).
Laborde	Gers (1re).

MM.	
Lacagne	Saône-et-Loire (3e).
La Combe	Maine-et-Loire (6e).
Lafay	Paris (22e).
Lagorce (Pierre)	Gironde (8e).
Lamps	Somme (1re).
Larue	Seine-Maritime (2e).
Lassère	Haute-Garonne (6e).
Laudrin	Morbihan (3e).
Laurent (André)	Nord (6e).
Laurent (Paul)	Paris (29e).
Lauriol	Yvelines (4e).
Laurissergues	Lot-et-Garonne (1re).
Lavielle	Landes (2e).
Lazzarino	Bouches-du-Rhône (5e).
Lebon	Ardennes (2e).
Lecanuet	Seine-Maritime (1re).
Lecat	Côte-d'Or (3e).
Le Douarec	Ille-et-Vilaine (2e).
Leenhardt	Vaucluse (2e).
Le Foll	Côtes-du-Nord (1re).
Legendre (Jacques)	Nord (16e).
Legendre (Maurice)	Eure-et-Loir (2e).
Legrand	Pas-de-Calais (14e).
Lejeune	Somme (4e).
Lelong (Pierre)	Finistère (4e).
Lemaire	Vosges (2e).
Le Meur	Aisne (2e).
Lemoine	Indre (1re).
Lepage	Indre-et-Loire (2e).
Le Pensec	Finistère (8e).
Leroy	Seine-Maritime (3e).
Le Sénéchal	Pas-de-Calais (6e).
Le Tac	Paris (26e).
Le Theule	Sarthe (4e).
L'Huillier	Hauts-de-Seine (1re).
Ligot	Maine-et-Loire (5e).
Limouzy	Tarn (2e).
Liogier	Ardèche (3e).
Lipkowski (de)	Charente-Maritime (5e).
Longequeue	Haute-Vienne (3e).
Loo	Bouches-du-Rhône (2e).
Lucas	Pas-de-Calais (11e).
Macquet	Loire-Atlantique (3e).
Madrelle	Gironde (4e).
Maisonnat	Isère (3e).
Malaud	Saône-et-Loire (1re).
Malène (de la)	Paris (16e).
Marcellin	Morbihan (1re).
Marchais	Val-de-Marne (1re).
Marcus	Paris (8e).
Marette	Paris (17e).
Marie	Pyrénées-Atlantiques (4e).
Martin	Seine-Maritime (4e).
Masse	Bouches-du-Rhône (8e).
Massot	Alpes - de - Haute - Provence (1re).
Massoubre	Somme (2e).
Mathieu	Côte-d'Or (4e).
Maton	Nord (22e).
Mauger	Vendée (3e).
Maujoüan du Gasset	Loire-Atlantique (4e).
Mauroy	Nord (2e).
Mayoud	Rhône (9e).
Mazeaud	Hauts-de-Seine (12e).
Médecin	Alpes-Maritimes (2e).
Méhaignerie	Ille-et-Vilaine (3e).
Mermaz	Isère (5e).
Mesmin	Paris (20e).
Messmer	Moselle (8e).
Meunier	Ardennes (1re).
Mexandeau	Calvados (1re).
Michel (Claude)	Eure (2e).
Michel (Henri)	Drôme (2e).
Millet	Gard (4e).
Mirtin	Landes (1re).
Missoffe	Paris (24e).
Mitterrand	Nièvre (3e).
Mohamed	Comores.
Mollet	Pas-de-Calais (1re).
Montagne	Eure (3e).
Montesquiou (de)	Gers (2e).
Mme Moreau	Paris (13e).
Mourot	Indre (3e).
Muller	Haut-Rhin (4e).

N

MM.	
Narquin	Maine-et-Loire (1re).
Naveau	Nord (21e).
Nessler	Oise (2e).
Neuwirth	Loire (2e).
Nilès	Seine-Saint-Denis (4e).
Noal	Orne (3e).
Notebart	Nord (5e).
Nungesser	Val-de-Marne (6e).

O

Odru	Seine-Saint-Denis (7e).
Offroy	Seine-Maritime (9e).
Ollivro	Côtes-du-Nord (4e).
Omar Farah Iltireh	Territoire des Afars et des Issas.
Ornano (d')	Calvados (3e).

P

Palewski	Yvelines (2e).
Papon	Cher (3e).
Paquet	Isère (1re).
Partrat	Loire (4e).
Peretti	Hauts-de-Seine (6e).
Péronnet	Allier (4e).
Petit	Martinique (1re).
Peyrefitte	Seine-et-Marne (4e).
Peyret	Vienne (3e).
Philibert	Bouches-du-Rhône (9e).
Pianta	Haute-Savoie (2e).
Pidjot	Nouvelle-Calédonie.
Pignion (Lucien)	Pas-de-Calais (3e).
Pimont	Dordogne (2e).
Piot	Yonne (3e).
Planeix	Puy-de-Dôme (3e).
Plantier	Pyrénées-Atlantiques (2e).
Mme Ploux	Finistère (6e).
Poncelet	Vosges (3e).
Poniatowski	Val-d'Oise (1re).
Pons	Lot (2e).
Poperen	Rhône (13e).
Porelli	Bouches-du-Rhône (11e).
Poujade	Côte-d'Or (1re).
Poulpiquet (de)	Finistère (3e).
Pranchère	Corrèze (1re).
Préaumont (de)	Paris (23e).

Q

Quentier	Oise (4e).

R

Radius	Bas-Rhin (1re).
Ralite	Seine-Saint-Denis (3e).
Raymond	Haute-Garonne (4e).
Raynal	Cantal (2e).
Renard	Aisne (4e).
Renouard	Ille-et-Vilaine (4e).
Réthoré	Charente (1re).
Ribadeau Dumas	Drôme (1re).
Ribes	Yvelines (7e).
Ribière (René)	Val-d'Oise (4e).
Richard	Loire-Atlantique (8e).
Rieubon	Bouches-du-Rhône (10e).
Rigout	Haute-Vienne (2e).
Rivière (Paul)	Loire (6e).
Riviérez	Guyane.
Rocca Serra (de)	Corse (3e).
Roger	Nord (14e).
Rolland	Allier (1re).
Rossi	Aisne (5e).
Roux	Gard (3e).
Roucaute	Paris (19e).
Royer	Indre-et-Loire (1re).
Ruffe	Lot-et-Garonne (2e).

S

Sablé	Martinique (3e).
Saint-Paul	Ariège (2e).
Sainte-Marie	Gironde (6e).
Sallé (Louis)	Loiret (2e).
Sanford	Polynésie française.
Sauvaigo	Alpes-Maritimes (6e).
Sauzedde	Puy-de-Dôme (4e).

MM.	
Savary	Haute-Garonne (1re).
Schlœsing	Lot-et-Garonne (3e).
Schnebelen	Moselle (4e).
Schvartz (Julien)	Moselle (5e).
Schwartz (Gilbert)	Meurthe-et-Moselle (6e).
Ségard	Nord (1re).
Seitlinger	Moselle (7e).
Sénès	Hérault (2e).
Servan-Schreiber	Meurthe-et-Moselle (1re).
Simon	Haute-Loire (2e).
Simon-Lorière	Var (3e).
Soisson	Yonne (1re).
Sourdille	Ardennes (3e).
Soustelle	Rhône (3e).
Spénale	Tarn (3e).
Sprauer	Bas-Rhin (8e).
Stasi	Marne (4e).
Stehlin	Paris (21e).
Stirn	Calvados (5e).
Sudreau	Loir-et-Cher (1re).

T

Taittinger (Jean)	Marne (1re).
Terrenoire	Loire (5e).
Mme Thome-Patenôtre	Yvelines (8e).
Tiberi	Paris (3e).
Tissandier	Indre (2e).
Tomasini	Eure (4e).
Torre	Ardèche (2e).
Tourné	Pyrénées-Orientales (2e).

V

MM.	
Vacant	Puy-de-Dôme (5e).
Valenet	Seine-Saint-Denis (9e).
Valleix	Gironde (1re).
Vals	Aude (2e).
Ver	Tarn-et-Garonne (2e).
Verpillière (de la)	Ain (3e).
Vertadier	Vienne (1re).
Villa	Paris (31e).
Villon	Allier (3e).
Vitter	Haute-Saône (1re).
Vivien (Alain)	Seine-et-Marne (1re).
Vivien (Robert-André)	Val-de-Marne (7e).
Vizet	Essonne (4e).
Voilquin	Vosges (4e).
Voisin	Indre-et-Loire (4e).

W

Wagner	Yvelines (6e).
Weber (Claude)	Val-d'Oise (2e).
Weber (Pierre)	Meurthe-et-Moselle (3e).
Weinman	Doubs (1re).
Weisenhorn	Haut-Rhin (3e).

Z

Zeller	Bas-Rhin (6e).
Zuccarelli	Corse (3e).

ÉLECTIONS ANNULÉES

par décision du Conseil constitutionnel

M. Mirtin. — Landes (1re circonscription). — 5 juillet 1973.

M. Helène. — Guadeloupe (1re circonscription). — 25 octobre 1973.

Imprimerie de l'Assemblée Nationale

RECUEIL
DES
TEXTES AUTHENTIQUES
DES PROGRAMMES
ET ENGAGEMENTS
ÉLECTORAUX
DES
4 ET 11 MARS 1973

II

—

MEUSE

A TERRITOIRES
D'OUTRE-MER

SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

COL4°
1192
(1973-2)